

# Acta Historica

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК

JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

## Index

P. Zs. Pach-Gy. Rátki: Les 25 ans de  
l'Institut des Sciences Historiques

### ETUDES

É. Somogyi: Pläne zur Neugestaltung der  
Habsburger Monarchie nach dem  
Preußisch-Österreichischen Krieg  
von 1866

I. Gonda: The Austro-Hungarian Monarchy  
and the Unrestricted Submarine  
Warfare

Gy. Tokody: Zum Dilemma der Annahme  
oder Zurückweisung von Versailles

### COMMUNICATIONS

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

DOCUMENTS

COMPTE RENDU DE LIVRES

BIBLIOGRAPHIE



AKADÉMIAI KIADÓ  
BUDAPEST

1975

TOMUS XXI

Nr. 1—2

# ACTA HISTORICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE  
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE  
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК  
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES  
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

ADRESSE DE LA RÉDACTION: 1014 BUDAPEST I., ÜRI U. 51–53.

Membres du Comité de la rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), É. H. BALÁZS,  
I. DIÓSZEGI, GY. EMBER, T. HAJDÚ, J. JEMNITZ, E. MÁLYUSZ, F. MUCSI (rédacteur), E. NIEDERHAUSER,  
E. PAMLÉNYI, J. PERÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. RÁNKI, GY. TOKODY, A. SIKLÓS, A. URBÁN,  
E. S. VINCZE, L. ZSIGMOND

Az *Acta Historica*, az MTA történettudományi folyóirata francia, orosz, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történettudomány köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg: négy füzet alkot egy kb. 25–30 íves, évente megjelenő kötetet.

Megrendelhető a belföld számára az „Akadémiai Kiadó”-nál (1363 Budapest Pf. 24. Bankszámla 215-11448), a külföld számára pedig a „Kultúra” Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (1389 Budapest 62, P.O.B. 149. Bankszámla: 218-10990) vagy külföldi képviselőinél és bizományosainál.

---

Les *Acta Historica* paraissent en français, russe, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui forment un volume à 400–500 pages par an.

Le prix de l'abonnement est de \$ 32.00 par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du commerce extérieur de livres et journaux «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.



# Les 25 ans de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie

Par

P. ZS. PACH — Gy. RÁNKI

Lorsque nous commençons l'historique des vingt-cinq ans de l'Institut des Sciences Historiques *in medias res*, nous ne désirons nullement suivre des traditions épiques *classiques*, mais nous tâchons de retrouver le style historiographique conforme à la *réalité* historique d'il y a un quart de siècle.

Car, à cette époque-là, plus d'un d'entre nous s'est retrouvé au sein des travaux d'organisation et de direction de notre discipline et de notre Institut sans de préalables *introductions* ou *invocations*; en conséquence, nos débuts, nos premières années d'activités ne seraient guère écrites en termes de la composition *classique*, mais plutôt selon les catégories du *romantisme* — non pas celui donnant dans la réaction, mais précisément le *romantisme révolutionnaire*.

Eh bien, dans cette première période de « Sturm und Drang » de notre Institut réorganisé, — ou, proprement dit, plutôt fondé — en 1949, nous nous sommes attelés à la tâche, définie à notre intention par les organes du parti et du gouvernement, pleins d'enthousiasme et avec une insatiable envie de travailler, nourris d'illusions et dépourvus d'expériences. Nous nous devons de dépasser, de vaincre, de changer cette conception historique nationale imbuée de conservatisme, d'inspiration idéaliste, introduite en Hongrie par l'historiographie nobiliaire et bourgeoise et développée par elle à la faveur de son profond intérêt porté à l'histoire, de ses riches expériences méthodologiques et aussi de ses préjugés fondamentaux de classe et de ses innervations hungaro-provinciales. Nous nous devons de broser le fond, puis de travailler la pâte de ce *nouveau* tableau historique de notre évolution nationale dont les perspectives partent du point de vue des classes laborieuses et qui mettra fin au précédent isolement fallacieux de l'interprétation de notre passé, pour désigner notre place effective dans l'évolution européenne, internationale.

Il va de soi que ce travail ne pouvait se réduire à la simple négation de l'ancien tableau historique; il ne suffisait également pas — disons — de remettre les choses à leur place. La révision critique ne pouvait, en définitive, s'imposer qu'à la suite de vigoureux efforts, d'une multitude d'articles, d'études, de monographies. Oui, j'insiste: en définitive, même si la volonté d'appliquer le marxisme-léninisme, dans la théorie générale de notre discipline s'est fait fructueusement sentir dès les pre-

mières moments et nous a assuré la suprématie face à l'ancienne conception de l'histoire. L'assimilation des principes marxistes, la démonstration, face à la méthode de la « *Geistesgeschichte* », du rôle décisif des forces motrices économiques, l'approche des processus majeurs, des lois de l'évolution historiques en passant par les phénomènes individuels, l'exploration et la peinture des classes, de leurs contradictions et de leurs collisions à l'arrière-plan de la sphère politique, idéologique et culturelle de l'histoire – tout cela, nous pouvons le déclarer sans ambages, a conduit la nouvelle et jeune génération d'historiens à des résultats inédits, dégagés à un rythme particulièrement rapide.

Qu'il me soit permis de rappeler – très incomplètement et seulement à titre d'exemple – quelques-uns des grands résultats des premières années. Immédiatement furent lancés des travaux d'envergure, fondamentaux de bibliographie et de documentation qui portèrent leurs fruits, dès alors et plus tard aussi, dans nombre de travaux, de manuscrits notables. La curiosité scientifique et celle politique dirigèrent, à titre égal, l'attention sur l'histoire de la paysannerie, ce qui amena non seulement le premier développement marxiste de la grande jacquerie de 1514 en Hongrie, mais aussi l'étude approfondie de la situation et de la lutte des classes des paysans en d'autres siècles; nombre d'études se consacrèrent à l'analyse des problèmes de la lutte pour l'indépendance nationale, étatique, depuis la lutte contre le Turc jusqu'à la guerre de liberté de François Rákóczi II. Nos chercheurs se tournèrent vers de nouveaux points de vue, de nouvelles sources qui avaient en partie échappé à l'historiographie antérieure: le rôle et la lutte des serfs, des heiduques, des proscrits qui s'étaient faits brigands, ainsi que de l'« ordre noble ». Il fut démontré que les forces qui arrêtaient l'expansion ottomane, les garnisons des places fortes des confins se composaient des serfs venus des villages magyars ou de ceux des autres nationalités; il apparut également que la masse faisant exploser les insurrections contre les Habsbourg, voire même que plus d'une fois les promoteurs de celles-ci se recrutaient parmi les éléments boutés hors des bastions des privilèges féodaux, parmi les couches et les groupes qui s'efforçaient de se libérer des conditions féodales. Ces premières années furent, peut-être encore à ce jour, les plus heureuses dans la recherche sur l'époque dite des Réformes et sa suite, la révolution et guerre de liberté de 1848–1849; nous avons eu droit, alors, à des développements scientifiques sous plus d'un rapport durables quant à la révolution bourgeoise, aux combats de liberté et à leur figure prééminente, Lajos Kossuth.

La présentation de l'effet en Hongrie des révolutions russes, le sondage des problèmes de la politique des minorités dans la Hongrie multinationale, les premières tentatives pour traiter la crise de 1929–1933 et, en général, l'histoire contemporaine ont essentiellement contribué à une interprétation d'un genre nouveau de notre histoire politique moderne. Un secteur important des sciences historiques renouvelées fut, dès cette époque l'historiographie économique – discipline connaissant alors sa naissance et sa renaissance – qui arrivait déjà à des résultats appréciables



dans le développement systématique de la protohistoire du capitalisme hongrois, de l'accumulation primitive, puis de l'histoire même de notre capitalisme.

Ces années furent, non en dernier lieu, celles du fusionnement en un véritable corps de la collectivité de notre Institut issue de sources hétérogènes, celles des activités régulières de groupes de travail (nommés aujourd'hui teams) se consacrant à des thèmes bien précisés, celles – plus largement – du zèle de collaborateurs qui n'abandonnaient pas le livre, la plume, la machine à écrire une fois la journée régulière de travail accomplie – oui, *alors* cela se faisait ainsi! –, mais travaillaient, produisaient sans s'occuper de l'heure et en se jouant des conditions de travail inconfortables, franchement défavorables même.

Cependant, ni le passé qui embellit tout, ni les feux *romantiques* de nos débuts, ni leurs valeurs *réelles* ne peuvent et ne doivent cacher le fait que la plupart des articles et études sortis de l'Institut reflétaient aussi les défauts caractéristiques de l'historiographie de ce temps. A ce propos, nous devons rappeler deux facteurs.

D'une part: l'expansion de la conception historique marxiste fut, à la fin des années 1940, au début des années 1950, le résultat des travaux d'historiens tout juste lancés dans la carrière, qui n'étaient donc pas – tant s'en faut – en possession intégrale de la théorie et de la méthode, qui souffraient donc des inévitables faiblesses de tout débutant, des maladies infantiles de l'application du marxisme et des carences de leur formation en tant qu'historiens. Or, ces maladies infantiles impératives devenaient particulièrement aiguës dans l'ambiance du culte de la personnalité.

L'atmosphère du dogmatisme encourageait non à la représentation richement nuancée des processus historiques au cours nettement défini, mais à la simplification et à la schématisation; le général n'était point cherché dans le particulier et l'individuel, on tentait de l'approcher directement et mécaniquement; on s'efforçait de produire une suite ininterrompue des grands jours fériés de l'histoire, en écartant entre ces maillons les jours ouvrables. Une mauvaise compréhension des tâches socialistes et patriotiques de la transformation de la mentalité publique poussait, dans l'intérêt – et souvent dans l'intérêt seulement *présumé!* – des objectifs *quotidiens*, dans le sens de la sélection et de la retouche du passé.

Par la suite, cela conduisit tout naturellement à la manifestation de diverses vues objectivistes et révisionnistes. Celles-ci se nourrissaient, en partie, au legs devenant virulent du passé bourgeois; d'autre part, ce qui était une réaction au dogmatisme, elles optaient – précisément en conséquence de la connaissance insuffisamment approfondie du marxisme et dans l'espoir de pouvoir compenser l'ébranlement de l'ancienne foi par une minutieuse technicité, par la systématisation *formelle* de grandes masses de données – pour l'abandon de la généralisation, de l'optique de caractère universel et tentaient de réhabiliter des catégories nationalistes de la pensée.

En Hongrie non plus, le processus de l'approfondissement et du renouveau de la position d'esprit marxiste n'alla pas sans accrocs; sur les traces du XX<sup>e</sup> Congrès du PC de l'URSS et, après l'écrasement de la contre-révolution, la politique culturelle et

scientifique du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois fournit des directives fondamentales, un encouragement essentiel; mais – surtout au début – l'atmosphère fut fortement trouble à l'intérieur et en dehors de l'Institut. Il n'a pas été facile de comprendre et d'appliquer les exigences de la lutte idéologique sur deux fronts dans le domaine des sciences historiques; il n'a pas été facile de réaliser l'idéalité marxiste plus élevée une fois que cela devait se faire non *pour la forme*, mais en l'imprégnant d'un *contenu* effectif. Il s'avéra, cependant, assez vite que le niveau idéologique marxiste est inséparable de la sûreté méthodologique et *professionnelle*: ce n'étaient que ces deux facteurs *ensemble* qui pouvaient apporter les résultats que le parti et l'Académie des Sciences de Hongrie avaient attendus de notre collectivité. Dans cette période, une très grande aide nous fut fournie du fait que le président de notre Institut depuis sa fondation, Erik Molnár put se consacrer plus activement à ses tâches qu'auparavant. Erik Molnár était justement la personnalité que cette situation exigeait: toute l'œuvre de cet historien marxiste de haute réputation illustre l'unité de la fermeté communiste dans la théorie et de l'approfondissement professionnel dans la pratique. Dans cette période, ses activités gagnèrent une intensité et des perspectives nouvelles, il s'intéressa toujours plus à de nouveaux problèmes et s'opposa simultanément aux diverses formes en survie du nationalisme, formes se cachant plus d'une fois derrière un masque pseudo-marxiste, ainsi qu'aux manifestations du dogmatisme et aux variantes « modernes » de l'idéologie bourgeoise. Auparavant, les œuvres de Molnár avaient fourni, aux jeunes historiens marxistes, un riche trésor de vues en jetant les bases de l'histoire de la société hongroise médiévale; maintenant, elles avaient trait aux questions idéologiques du féodalisme, à l'absolutisme, à la politique des alliances prônée par le marxisme. Tout cela, de même que ses remarques de moindre importance touchant l'histoire hongroise moderne ont fourni – sinon des solutions fin prêtes – des constatations inspiratrices et de précieux points de vue à l'historiographie marxiste.

Il va de soi que les premiers résultats de cette période relevèrent encore de la réalisation finale du programme lancé précédemment. Je pense, en premier lieu, aux trois volumes de la collection de manuels universitaires qui sont, peut-être, en ce moment, puisque quelque quinze ou vingt ans ont passé, tant soit peu dépassés, mais qui ont fourni, *alors*, la première synthèse marxiste de l'époque féodale de l'histoire de notre pays. Pour la première fois, les étudiants d'université ont pu profiter au cours de leurs études de manuels qui démontraient la prédominance des lois *générales* du féodalisme au sein de l'évolution *nationale*, qui comportaient la description, au niveau des *réalités* historiques, des corrélations avec le monde nomade oriental et des influences venues du monde féodal occidental, la description de la société de classes et de l'État hongrois, ainsi que celle de la formation du « premier servage ». Ces mêmes manuels ont offert la première synthèse des mouvements populaires anti-féodaux, des processus majeurs du régime des Ordres et de la centralisation; ils ont également annoncé les problèmes spécifiques du développement national aux XVI<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècles: les contradictions du nationalisme libéral commençaient à être mi-



ses en évidence, la tendance à une synthèse de l'époque dite des Réformes s'était manifestée... et je pourrais encore continuer longtemps une telle énumération!

Cependant, dans cette période, le *gros* du travail était axé non sur les entreprises collectives, mais sur la découverte individuelle des sources et sur la composition de monographies – ce qui était tout autant une *suite* du programme initial. On a continué les éditions de sources, on en a fait débiter de nouvelles; mentionnons le chartrier fondamental de l'époque du roi-empereur Sigismond; les documents économiques hongrois et turcs des XVI<sup>e</sup> – XVII<sup>e</sup> siècles; les dossiers des Jacobins hongrois; les dossiers de Lajos Kossuth; les documents de l'histoire de la question des nationalités; ou – ce qui était tout à fait inédit – les travaux de la géographie historique de l'époque de la Maison des Árpád.

Pour ce qui est des travaux de synthèse, nous avons à leur point focal, dans cette période, les problèmes de l'époque de la conquête du pays par les Magyars et de la fondation de l'État; le développement des conditions de propriété et de la structure de classes du jeune royaume; le rôle des intellectuels dans la Hongrie médiévale; les luttes anti-Habsbourg au XVII<sup>e</sup> siècle et au commencement du XVIII<sup>e</sup>, ainsi que leurs corrélations sociales. Le 100<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Széchenyi a fourni l'occasion de procéder à une étude réaliste de la place dans l'histoire de ce grand promoteur en Hongrie de la nation bourgeoise. Peu après, nous avons pu nous féliciter de l'étude comparative de l'abolition du servage en Europe de l'Est et d'un exposé des années 1848–1849.

C'était un des problèmes-clé de notre évolution historique auquel nous tentions, en ce temps, de trouver la réponse pertinente, lorsque nous sondions les causes, les facteurs imputables de l'«embourgeoisement» en Hongrie, aux XVI<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècles, des tendances de l'évolution capitaliste s'épanouissant en Europe occidentale, du fait que, chez nous, elles n'ont pas conduit à une désagrégation des conditions médiévales, mais tout au contraire, à un renforcement du féodalisme et du régime des Ordres, à la naissance du système dit « du second servage ». Les recherches ont avant tout démontré que le processus – tout en présentant des différences selon les pays – s'avère essentiellement commun à toute l'Europe centre-orientale; puis, elles ont établi l'existence d'une production marchande qui, loin d'engendrer du capitalisme, contrariait et écartait toujours plus le développement urbain et bourgeois, de même que l'évolution bourgeoise de notre paysannerie qui, pourtant, se manifestait déjà au XV<sup>e</sup> siècle et s'était, dans plus d'un endroit, implantée au XVI<sup>e</sup>. Tout cela – après une « ambivalence » temporaire – finit par retarder, voire même arrêter dans leur développement les conditions capitalistes et aussi le renforcement de la production marchande: le régime féodal fut conservé et, en partie, ramené au niveau de l'économie naturelle.

Si nos sciences historiques ont brossé le tableau – tout au moins pour ce qui est des conditions agraires – de cette déviation de notre évolution nationale, en usant des méthodes du comparatisme international et en suscitant l'intérêt de nos collègues étrangers, si elles ont qualifié nos XVI<sup>e</sup> – XVII<sup>e</sup> siècles non comme ceux de la désa-

grégation du féodalisme, mais – de même que la majeure partie du siècle suivant – comme la période – très spécifique en Europe du Centre et de l'Est – du féodalisme tardif, cela ne signifie naturellement pas que toute la problématique économique-sociale de cette époque avait déjà été résolue. Nous avons encore besoin d'éclaircir parfaitement les rapports de cause à effet: d'une part, il nous faut analyser les corrélations internationales de la formation de l'économie mondiale moderne, y compris la place et le rôle du périmètre centro-est-européen et le parallélisme des conditions *de production* et des *échanges*, des tendances de la tournure des prix; d'autre part, il est nécessaire de procéder à une analyse minutieuse du développement, sous la féodalité, de la bourgeoisie hongroise et de dégager complètement les causes de l'arrêt de notre urbanisation.

L'étude des facteurs d'action économique-sociaux et politiques de notre évolution aux XVI<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècles ont fourni plus d'une impulsion théorique et affective à l'approche de la problématique des périodes suivantes aussi. Bien que notre Institut continue à être l'un des ateliers hautement qualifiés de la recherche touchant le Moyen Age hongrois (je me contenterai de mentionner quelques communications de la Session Dózsa en 1972, les vastes travaux de l'histoire des mines), bien qu'il puisse s'enorgueillir de beaux résultats dans la recherche touchant l'époque de François Rákóczi II, il nous faut insister sur le fait que son attention s'est accrue à l'égard des époques modernes, dont la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle aussi. A ce propos, nous avons eu à notre disposition des travaux préalables de l'historiographie bourgeoise, mais celle-ci s'était surtout intéressée aux débats constitutionnels austro-hongrois. Nous ne nous sommes pas immédiatement débarrassés des vestiges d'une telle optique limitée; cependant, tout comme dans le cas des XVI<sup>e</sup> – XVII<sup>e</sup> siècles, les recherches d'histoire économique ont graduellement éclairé le processus du développement agraire et industriel, de l'accroissement économique de cette époque; elles ont, par la méthode comparative, prospecté les traits spécifiquement est-européens de l'évolution hongroise, ainsi que ceux éminemment nationaux provenant des circonstances créées par la Monarchie Austro-hongroise; elles ont aidé la solution exempte de toute simplification du problème de l'accumulation interne de capitaux et du rôle du capital étranger, ces particularités caractéristiquement est-européennes des transformations capitalistes.

Le problème majeur – et, peut-être, à la suite des publications de ces dernières années et des débats qu'elles ont suscités, nous sera-t-il permis de dire: le résultat principal en voie de se dégager – de la synthèse de la période du dualisme est la présentation des antécédents du compromis austro-hongrois de 1867 et son appréciation; là, nous nous sommes efforcés de vaincre les divers partis pris qui ont longtemps prévalu et de fournir une représentation réaliste des contradictions historiques, cela dans le but de pouvoir déterminer la place du phénomène 1867 dans la clôture de la période de la révolution bourgeoise, dans le déblaiement partiel de la voie des transformations bourgeoises, de l'évolution capitaliste et, corollairement, de démontrer les suites socio-politiques négatives de ce compromis des forces de classes



réactionnaires. Pour ce qui est des étapes suivantes du dualisme, on a également procédé à des travaux valables; contentons-nous de rappeler les recherches relatives aux mouvements démocratiques et révolutionnaires du début du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'aux circonstances de la dissolution de la Monarchie. Les historiens hongrois et, parmi eux, les collaborateurs de notre Institut sont intervenus à nombre de forums internationaux dans le but d'éclaircir cette question d'un intérêt général et ils ont réfuté cette tendance de l'historiographie bourgeoise occidentale qui se fait fort de chanter les louanges de la Monarchie Habsbourg en tant que précurseur de l'« État supranational ».

Des monographies virent le jour sur la structure à l'époque de la propriété terrienne, sur l'histoire de la paysannerie et du prolétariat agraire, sur la tournure prise par les rapports austro-hongrois. Tout récemment, nous avons terminé le tableau d'ensemble de l'histoire de l'administration publique à l'époque du compromis avec les Habsbourg, ainsi que le manuel universitaire traitant le même sujet – le quatrième volume de la collection mentionnée – et à propos duquel nous pouvons affirmer qu'il n'est point resté en arrière de l'évolution des sciences historiques marxistes au cours de ces dernières années.

Le renforcement, dans notre Institut, de l'intérêt à l'égard de la période la plus récente a été vigoureusement encouragé par cette prise de conscience que le modelage de la manière de penser socialiste, l'esquisse de ces traits de notre passé qui ont été avant-coureurs de notre avenir ne peuvent être imaginés sans un traitement détaillé de notre histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Il est donc devenu nécessaire – et cela depuis plus d'une décennie – de modifier les structures de notre Institut et de créer une section de l'époque contemporaine dans le but de se consacrer à l'histoire des révolutions de 1918 et de 1919, de la période contre-révolutionnaire et de la Seconde Guerre mondiale, sans omettre d'étendre ses investigations aux transformations politico-sociales radicales survenues immédiatement après la libération.

Nous sommes convaincus que, depuis, cette nouvelle section a légitimé les exigences auxquelles elle doit sa création. En ce qui concerne l'époque des révolutions, nous n'en pouvions que contribuer au complètement des recherches fondamentales menées par l'Institut de l'Histoire du Parti, surtout dans le domaine de la politique extérieure et des problèmes des minorités nationales. La problématique de la période de la contre-révolution a été traitée de façon plus synthétique. Notre Institut a contribué à la publication des documents de cette époque, sous l'égide des Archives Nationales, par les quatre volumes d'une collection ayant remporté une vive et large estime: *Iratok a magyar külpolitikához* (Dossiers relatifs à la politique extérieure hongroise), ainsi que par la publication des matières de la politique étrangère nazie relatives à notre pays.

La présentation des années de gouvernement de Gyula Károlyi et de Gyula Gömbös ne s'est pas contentée de toucher les activités de ces deux cabinets, elle a également offert une analyse de principe du régime contre-révolutionnaire. L'ouvrage sur le Parti des Croix-fléchées – celui des nazis hongrois – a situé les nouvelles

conceptions d'inspiration allemande dans le système d'idées historique des courants de l'extrême-droite hongroise. Quant à la présentation des tendances libérales de Hongrie à la même époque, elle met à nu le tissu plein de contradictions d'un sujet jusque-là négligé dans notre historiographie.

Notre littérature d'histoire économique a contribué substantiellement au tableau de ces temps: elle a procédé à une analyse en détail du système économique de la contre-révolution, des années de la grande crise, de la naissance du capitalisme monopoliste de guerre, de l'incorporation de notre pays, dans les années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale, au « Lebensraum » du nazisme.

La synthèse de toute la période horthyste — nous y reviendrons encore! — s'est fondée sur ces importantes études de détail et monographies (relations hungaro-polonaises; la France et la sécurité orientale; la politique extérieure hongroise et l'Anschluss; la Petite Entente et la Hongrie; la politique étrangère du cabinet Teleki; la politique minoritaire; l'occupation allemande de la Hongrie) qui ne passent pas sous silence que le régime hongrois pro-allemand s'était trouvé, sur certains points et en tenant compte de ses propres intérêts, en opposition avec Berlin, mais qui expliquent également que, malgré ces différends, sa structure réactionnaire et sa politique anti-soviétique imprégnant la Hongrie horthyste avait amené une liaison toujours plus étroite de celle-ci (puisqu'elle profitait des actes d'arbitraire et de violence de Hitler) avec l'Allemagne nazie.

Tout ce que nous venons de développer nous conduit, petit à petit, dans le domaine des recherches d'histoire universelle. Certes, même la présente occasion solennelle ne peut nous faire oublier qu'il s'agit là d'un secteur moins développé des activités de notre Institut. Malgré cela, nous pouvons présenter des succès sur quatre points importants. Ainsi, nous avons tenté d'étudier les grands processus des transformations bourgeoises, au XIX<sup>e</sup> siècle, de l'Europe Centre-orientale, cela dans leur corrélation économique, idéologique et diplomatique. D'autre part, dans la mesure de nos forces, nous avons visé à faire avancer la recherche sur le mouvement ouvrier international en traitant des thèmes comme le mouvement chartiste, la Première Internationale, la Commune de Paris et surtout la Deuxième Internationale. Troisièmement, nous avons tenté d'élaborer un tableau des rapports internationaux de l'Europe de l'entre-deux-guerres dans le cadre du problème allemand et autrichien. Enfin, nous devons renvoyer à l'exposé d'ensemble de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale que nous devons ranger, très certainement, au premier rang des performances de nos historiographes ces dernières années.

L'Institut des Sciences Historiques s'est attaqué relativement tôt à l'étude des transformations et de l'évolution socialistes qui ont fait suite à la libération de notre pays, à l'étude de très grande portée sur le plan idéologique et politique, mais aussi très difficile du présent. L'activité des forces populaires a joué un rôle prépondérant dans cette transformation révolutionnaire de notre monde agricole qui a été la conséquence de la réforme agraire, de la répartition des grandes propriétés mettant fin au « procès millénaire » de notre paysannerie. Comme la monographie qui lui a



été consacrée l'a démontré, la réforme agraire de 1945 a signifié non seulement la réalisation d'une exigence du démocratisme bourgeois, exigence depuis longtemps mûre déjà, mais encore le premier coup porté à l'économie capitaliste du pays. Une monographie a également présenté le développement des conditions particulières et les voies du passage à l'économie planifiée dans la période du Plan Triennal. Ce tableau a été, ensuite, parfait grâce à une esquisse de l'histoire de l'économie socialiste hongroise.

Mais l'histoire économique n'est pas le seul domaine où les recherches contemporaines de notre Institut se sont distinguées. La modification radicale de la structure sociale de la paysannerie au cours des deux révolutions agraires représente une question d'histoire sociale de grande portée et elle a été résolue. Nos collaborateurs ont eu leur mot à dire en ce qui concerne les problèmes de l'histoire politique aussi; contentons-nous de mentionner les monographies sur la tournure des rapports de l'État et de l'Église et sur l'histoire du Parti des Petits Propriétaires.

La prospection toujours meilleure des sources, la recherche dirigée sur les nombreuses « taches blanches » de l'histoire nationale, amenant la découverte de matières nouvelles et la pose de questions de principe avaient peu à peu mûri les conditions d'une tentative de *synthèse marxiste* en tant que genre pouvant être directement efficace dans le façonnage de l'opinion publique historique. L'ouvrage en deux volumes *Magyarország története* (L'Histoire de la Hongrie) ne se proposa pas seulement de rendre accessible les résultats dégagés par l'Institut à un grand nombre de lecteurs, mais nous rendit aussi possible – comme dans le cas de la collection de manuels universitaires mentionnée plus haut – de nous maintenir dans le rôle qui nous avait été dévolu dès les premiers instants: celui de directeur, d'organisateur des grandes entreprises centrales de nos sciences historiques. Effectivement, *l'Histoire de la Hongrie* réalisée dans les années 1960 et sous la direction de Erik Molnár a connu, depuis, trois éditions, un tirage de plus de cent mille exemplaires; et nous pouvons dire qu'elle est devenue un livre de chevet de tous ceux qui s'intéressent à un panorama de notre histoire nationale. Cette synthèse marxiste est désormais accessible non seulement aux lecteurs hongrois, mais aussi aux étrangers: trois ans auparavant, nous avons sorti sa traduction allemande et, il y a juste quelques semaines, ses variantes sensiblement augmentées, en anglais et en français ont également vu le jour.

Le succès de *l'Histoire de la Hongrie* en deux volumes – de la *Brève Histoire*, comme il est coutume de la désigner –, ainsi que les années qui ont passées depuis sa parution ont encouragé notre Institut à concentrer le gros de ses forces sur une entreprise, dont les dimensions dépassent celles de toutes les précédentes dans le genre: on a commencé les travaux d'une histoire nationale en dix volumes. L'initiative en est revenue, encore en 1966, à Erik Molnár; mais, après sa disparition qui nous a tous cruellement ébranlés, les projets n'ont pu arriver à leur stade concret qu'en 1968. Les travaux englobent, pour ainsi dire, tous les ateliers de la recherche historique hongroise, les instituts, les chaires d'université, les archives; avec leur concours, nous

considérons de notre tâche de présenter les résultats majeurs de l'étude de notre passé national en détail, selon une optique et des structures homogènes, marxistes, et selon une perspective internationale. Ces dernières années — et, malheureusement, les travaux durent plus longtemps que nous ne l'avions escompté —, cette vaste entreprise est passée au centre des travaux scientifiques, d'organisation et de direction de notre Institut. A ce sujet non plus, la présente occasion solennelle ne saurait me faire cacher que, là aussi, nous nous sommes heurtés à plus de difficultés que celles que nous avions prévues; et nous ne pouvons être satisfaits du rythme de la préparation des manuscrits, même si tous les collaborateurs de notre Institut ont déjà remis le leur — certains cependant avec un très notable retard. Tout en ne masquant nullement les faiblesses de la planification et de l'organisation, ni la coopération insuffisante entre diverses institutions d'historiens, pas plus que les cas d'indiscipline, chez nous, dans le respect des délais établis, qu'il me soit permis de faire valoir aussi que les manuscrits déjà à notre disposition — ils représentent les 80 ou 85 pour cent de l'entreprise projetée! — démontrent que ces dix volumes signifieront un indéniable enrichissement de l'historiographie marxiste. Ces manuscrits qui s'étendent de la conquête de la patrie en 896 à la « seconde conquête » en 1945, lors de la libération, ont eu recours à de vastes matières inédites, ils ont soulevé nombre de problèmes nouveaux et les ont traités à un niveau honorable; ils offrent la solution mûrie dans l'esprit du marxisme de questions depuis longtemps débattues. Ce n'est peut-être pas nous montrer inconsidérés que d'exprimer l'espoir que les volumes à paraître de cette ample synthèse de l'histoire de la Hongrie contribueront à l'évolution de nos disciplines, ainsi qu'à ces activités idéologiques auxquelles notre parti se consacre dans le but de développer et de raffermir la conscience socialiste de notre public. Le premier volume à sortir de sous presse sera le huitième qui est terminé et prêt à être remis à l'imprimerie; il sera suivi, probablement dès 1975, par les sixième et septième volumes.

Bien que les travaux de cette *Histoire de la Hongrie* en dix volumes aient absorbé une grande partie de nos énergies, ils n'ont pas fait obstacle à la prospection de nouveaux domaines de la recherche, à l'essai de nouvelles méthodes. Au contraire, dans une certaine mesure, ils y ont encouragé. Le développement à multiples faces et complexe de l'histoire économique hongroise, toute une série d'ouvrages d'histoire politique et diplomatique ont toujours plus fait prendre conscience de l'absence d'un maillon très nécessaire, l'histoire *sociale*.

C'est pour cela, entre autres, que, ces derniers temps, une des tendances majeures de l'évolution de notre méthodologie de la recherche a été caractérisée par des relations plus étroites entre les sciences historiques et les autres sciences *sociales*, ainsi que par les approches nouvelles qui en ont pu découler. La théorie et la méthodologie de l'historiographie ont été, dans une mesure sensible, enrichies par des aspects issus des problèmes abordés par l'économie politique, la sociologie, les sciences littéraires et d'autres disciplines annexes. Nous devons mettre en relief surtout deux méthodes qui, même si elles ne sont pas encore totalement implantées, ont

connu une certaine expansion, au cours des années précédentes au sein de notre Institut.

Nous pouvons considérer comme une nouveauté de la méthode, l'application des procédés mathématiques; leur examen à une large échelle a pu se faire, non en dernier lieu, à l'occasion du congrès international des historiens tenu à Moscou, en 1970. Ce débat a également fait ressortir que notre recherche historique ne saurait rester close aux méthodes mathématiques, y compris surtout la quantification. En conséquence du fait que les sciences historiques marxistes insistent, face à la conception de singularité qui se manifeste si souvent dans l'historiographie bourgeoise, sur la régularité, sur l'étude des phénomènes de masse, des processus de caractère social à l'échelle des classes, l'utilisation de la quantification dans nos domaines devient possible, même, directement nécessaire dans l'intérêt d'une prise de l'*essentiel*, de la création des types et de la netteté de la présentation. Partie à cause des faiblesses de notre préparation mathématique, partie à cause de manques techniques et matériels, nous sommes loin de mettre à contribution la quantification partout où cela pourrait effectivement l'être; malgré tout, les premiers résultats atteints – pour ce qui est de l'histoire économique et sociale des XV<sup>e</sup>–XVII<sup>e</sup> siècles, ainsi que du XIX<sup>e</sup> – se révèlent encourageants. Il ne fait pas de doute que l'application de méthodes mathématiques rend plus exacts les critères et les normes de l'argumentation. Mais, en même temps, aussi bien l'enthousiasme – déclinant par rapport à celui du début – de la science internationale que les modestes enseignements que nous avons pu, nous aussi, tirer ont démontré que l'analyse *quantitative* peut facilement conduire sur une mauvaise voie – si elle n'est pas profondément enracinée dans une analyse *qualitative* des corrélations sociales, des processus humains. Ainsi, la quantification n'est que *l'une* des nouvelles méthodes – et non pas nécessairement la plus importante – que l'historiographe contemporain peut mettre à profit.

Ces temps derniers, le *comparatisme* marxiste a témoigné des exigences théoriques plus larges et il s'est implanté avec ses riches possibilités d'aider – à partir de l'immense masse des faits *singuliers* – la création du typique historique et, à travers celle-ci, le réfléchissement de l'état concret *individuel* du processus historique, ainsi que d'asseoir plus solidement l'analyse du rapport du caractère *universel* et de la particularité *nationale*. Les exigences comparatives ont également commandé que la recherche historique se fit *plus complexe*, en consacrant une attention accrue aux analyses relevant de l'histoire de la culture et de celle des idées, tout en se liant plus étroitement aux études des autres sciences sociales. Cette approche plus complexe semble promettre d'étendre les possibilités de la connaissance historique et de rapprocher nos travaux de la *vie* même du passé, voire même de notre *vie présente* aussi, de les rattacher bien mieux aux problèmes et exigences contemporains de notre société. Si nous passons en revue les aspirations de ces années récentes en méthodologie, nous pouvons considérer la *complexité* et le *comparatisme* comme cette position d'esprit dans la recherche, dont l'assimilation a déjà commencé et dont nous vou-

driens encourager, à l'avenir aussi, l'extension et l'application plus exigeante aussi bien sur le plan théorique que critique.

Il découle de ce que nous venons de dire que l'histoire de la *civilisation*, de la culture, de la pensée sociale, de la conscience collective représentent une tendance *thématique* qui, désormais, se manifeste plus nettement dans les activités de notre Institut. Il va de soi que l'histoire est celle de *l'ensemble* de la réalité sociale: celle de *l'être* social et de la *conscience* sociale dans leur totalité même. En notre qualité de marxistes, nous ne cédon pas d'un iota pour ce qui est de notre conception de principe sur la *primauté* de *l'être* social; ce qui plus est, nos articles à ce jour – tout autant que ceux de nos collègues soviétiques ou polonais – semblent démontrer *dans la pratique* aussi que l'histoire de la mentalité promet des découvertes importantes précisément chez ces chercheurs qui, auparavant, – qu'il nous soit permis d'user de ce terme – avaient « digéré » la problématique *économique* de l'époque en question. Tandis qu'on peut facilement s'égarer, si ces *fondations* – au sens théorique du mot – font défaut.

D'un autre côté, en notre qualité de marxistes, donc d'historiens qui – pour ainsi dire – vivent non seulement dans le passé, mais aussi dans le présent, nous constatons, jour après jour, combien les conditions matérielles, d'une part, la sphère morale et intellectuelle, le mode de vie et la culture, de l'autre, sont en complexes interactions, les deux domaines dépendant l'un de l'autre par le truchement de mille liens et répercussions. Ce sont justement ces fils que nous devons détecter dans le passé pour nous rapprocher de *l'ensemble* de la réalité historique; ce sont justement ces fils qu'il nous faut saisir pour aider, *à titre égal*, le développement de *l'être* et de la conscience, le progrès de *l'ensemble* de la réalité sociale.

Certes, il n'est pas question, à ce propos, d'un secteur de la recherche totalement inédit: de telles exigences ont été posée, et en nombre, déjà au cours de la phase progressiste de l'historiographie bourgeoise. L'historien doit connaître et savoir utiliser toute cette immense performance scientifique qui est à sa disposition grâce aux autres disciplines sociales (histoire de la littérature, histoire d'art, ethnographie, archéologie, etc.). Simultanément, il doit étendre la recherche de laquelle relèvent non seulement les lettres et les arts, mais aussi les conceptions morales et religieuses aux différentes époques, le mode de vie et les coutumes, l'éducation et les récréations, les disciplines scientifiques et l'image établie de la société, de l'histoire, de la politique... En ce sens plus large, notre héritage est sensiblement moins riche; les sources non utilisées, les points insuffisamment éclaircis dans la méthode sont bien plus nombreux. Enfin – et là nous avons encore moins d'antécédents réussis à notre disposition: l'historien doit s'efforcer de trouver la méthode qui lui permettra de fonder tout cela dans un tableau d'ensemble de l'histoire de la culture.

Vers tous ces buts, notre Institut n'a encore accompli que les premiers pas. Cependant, nous pouvons déjà diriger l'attention sur des travaux comme les analyses historico-littéraires de nos sources épiques de Moyen Age, comme les monographies englobant l'histoire de la civilisation du XVIII<sup>e</sup> siècle, ou le tableau idéologique et

culturel du renouveau national en Europe de l'Est, ainsi que les études relatives à la pensée politico-historique de l'ère moderne. C'est sur cette base que nous croyons distinguer les possibilités qui permettront, à notre Institut, de devenir à l'avenir un atelier des recherches d'histoire de la culture aussi.

C'est à ce genre que se rattache une importante entreprise collective de notre Institut, entreprise qui en est, maintenant, à son ultime stade. Je parle du gros volume à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Académie des Sciences de Hongrie et qui se propose, en premier lieu, de peindre le passé de celle-ci en tant *qu'institution* culturelle et les changements du rôle joué par elle dans la vie scientifique nationale. De plus, cet ouvrage est une modeste tentative pour désigner la ligne évolutive de la *science* hongroise (sciences sociales, naturelles et techniques), naturellement toujours dans l'optique de notre Académie.

L'étude de la tournure prise par le développement scientifique et par la pensée politique touche déjà nettement à cet autre secteur de nos activités qu'est l'histoire de notre *propre* discipline, de l'*historiographie*, ainsi que ce domaine *spécifique* de nos recherches sur la conscience qu'est l'histoire de la conscience *historique*. D'éminents efforts se sont déjà manifestés, à ce propos, au sein de notre Institut. Je peux renvoyer à d'importants ouvrages historiographiques déjà parus ou sur le point d'être édités sur des personnalités de notre discipline comme Mihály Horváth ou Kálmán Thaly, sur des tendances de la conception historique comme le positivisme ou la « *Geistesgeschichte* ». Nous devons également considérer comme fructueuses les initiatives qui visent au développement d'un autre genre historiographique, l'histoire de la problématique: l'analyse synthétique de toute l'histoire de la recherche relative à telle ou telle question notable de l'histoire.

Malgré tous ces résultats, il ne fait aucun doute que nous nous devons d'élargir essentiellement le cercle de ceux qui se consacrent à l'historiographie, cela dans le cadre de notre Institut et rien que pour assurer les indispensables conditions préalables à la réalisation du tome X de notre grande entreprise en dix volumes; ce tome sera consacré à l'histoire de l'historiographie et nous avons, dès le début, fixé ses préparatifs à une date ultérieure. Là, nous espérons beaucoup du groupe d'historiographie qui vient d'être créé dans le cadre de notre Institut. Non seulement nos obligations assumées par rapport à nos plans de travail nous stimulent en ce sens, mais aussi nos conceptions idéologiques. Il est clair, en effet, que l'historiographie offre la possibilité *la plus directe* à une polémique doctrinale et professionnelle avec les historiens bourgeois et leurs prises de position – qu'il s'agisse de celles d'*autrefois* en Hongrie ou de celles d'*aujourd'hui* en Europe Occidentale. Ce sont justement les activités relatives à la théorie de l'histoire et, dans leur cadre, à l'historiographie qui sont en mesure d'aider le plus directement le raffermissement de notre coopération avec les historiens soviétiques, avec la vie scientifique internationale marxiste, et d'aider notre vie scientifique dans sa contribution à la lutte à l'échelle mondiale contre l'idéologie bourgeoise.

J'ai le sentiment que tout cela nous conduit à cette conception fondamentale du chercheur et du créateur que nous considérons – si la généralisation peut être tolérée dans ce domaine – comme *générale* entre les murs de notre Institut, ou tout au moins que nous *désirons* considérer comme telle.

A notre avis, il ne peut exister de véritable science historique sans de profonds principes, dans une *idéauté* communiste. Mais, en même temps, celle-ci ne peut répondre à son rôle que si elle s'accompagne d'une haute formation *professionnelle* et se réalise en des œuvres de niveau élevé, témoignant du talent de leurs auteurs. Indéniablement, Erik Molnár a eu une grande part dans le développement de cette idée pendant les dix-sept années – donc la majeure partie du quart de siècle que nous venons de passer en revue – qu'il a été à la tête de notre Institut. Et tout son œuvre nous a également encouragé en ce sens. C'est sur ses traces que nous avons pris toujours plus nos distances à l'égard de ceux, de ces tendances qui visaient à une modification de l'histoire selon les points de vue du présent, à son réajustement aux objectifs *quotidiens*; de même nous avons rejeté et nous rejetons cette conception aussi qui excluerait, en quelque sorte, la science de l'exploration du *passé* du système des buts du *présent*, qui la renverrait dans une quelconque sphère au-dessus des classes, au-dessus de la société, qui l'affranchirait de ses tâches présentes, définies précisément par le cours objectif de l'évolution historique. C'est un ordre d'idées *marxiste* qui nous guide au sein de l'Institut: nous avons étudié et nous voulons étudier les classiques du marxisme, pour puiser des pensées toujours nouvelles. Nous considérons le marxisme-léninisme comme d'une portée extrême, comme une force modelant le monde; en conséquence, nous ne permettons pas de remettre en question ses thèses fondamentales, ni ses principes méthodologiques; nous ne partageons également pas cette pusillanimité – qui prend parfois sa source dans les faiblesses de la formation –, pusillanimité qui, de fait, sous-estime les possibilités réelles de la science marxiste et juge, dans le cas de la modification ou du rejet d'une conclusion antérieure, que c'est tout l'édifice idéologique qui se trouve menacé. Nous n'acceptons pas les vues traditionnelles, enroutinées sur une base d'autorité, mais nous tenons en estime l'autorité méritée par des réalisations. Nous louons et, en même temps, nous critiquons non seulement notre histoire, mais aussi notre historiographie, non pas pour rejeter ce qui est positif et précieux en elles, mais justement pour les mettre en relief et pour les perpétuer. Nous sommes les adeptes du libre envol de la pensée, de l'exploration audacieuse des problèmes – mais nous ne confondons point l'audacieuse hypothèse de travail et la thèse étayée par des travaux, ni l'extravagance et l'originalité, ni la négation et l'édification. Nous jugeons indispensables une grande sensibilité à l'égard des problèmes, un état de constante « ouverture », les relations avec la pensée scientifique du monde entier – cela justement pour procéder à leur traitement critique, à l'adaptation à la manière marxiste de toute innovation praticable des sciences historiques de nos jours: c'est dans son armement le plus moderne que nous confrontons la science socialiste aux vues bourgeoises. Bref, nous considérons la *liberté* de la recherche scientifique marxiste et ses *responsabilités* socio-politiques, sa



fonction dans la *découverte* de la réalité et sa fonction *idéologique* comme *inséparablement connexes*.

Nous voulons pousser plus en avant sur la voie de l'exploration, de l'analyse de l'histoire de peuple hongrois. Nous voulons présenter le processus plein de luttes pour le progrès social et de l'évolution nationale, l'unité du combat et du travail de façon à renforcer la *connaissance de soi* et la *conscience de soi* de notre nation sur la voie de devenir socialiste.

Nous voulons *comprendre* en profondeur l'histoire du peuple hongrois pour en tirer et en faire tirer les enseignements. C'est l'étude de l'histoire du *peuple hongrois* qui prête son but et son sens à nos activités; mais nous savons qu'il nous faut considérer notre passé *national* selon les perspectives *universelles*, en corrélation avec la lutte *internationale* du progrès et de la réaction, dans ses interférences constantes avec l'histoire des peuples voisins. C'est en cela que nous voyons la jonction du patriotisme socialiste et de l'internationalisme; c'est celle-ci que nous nous sommes efforcés de réaliser dans le travail de l'Institut des Sciences Historiques; et nous continuons en ce sens.

*Trad. par P. Koryürek*



# Pläne zur Neugestaltung der Habsburger Monarchie nach dem Preußisch-Österreichischen Krieg von 1866

Von

É. SOMOGYI

Wir beabsichtigen, in einer größeren Monographie den Weg des deutsch-österreichischen Bürgertums seit dem Erlaß des zentralistischen Februarpatents im Jahre 1861 bis zur Errichtung des Dualismus im Jahre 1867 aufzuzeichnen. Es kommt selten vor, daß die politische Bahn einer Klasse auf Wirkung eines einzigen Faktors abbricht. Das deutsch-österreichische liberale Bürgertum wurde auch nicht ausschließlich durch Königgrätz zur „Aufgabe“ der Zentralisation des Gesamtreiches und zur Annahme des Dualismus gezwungen. Doch ist es zweifellos, daß die im Juli 1866 durch Preußen erlittene unerwartete Niederlage von bestimmender Kraft war; sie weckte sowohl beim Kaiser als auch beim Bürger die Vision des Kampfes „auf Leben und Tod“, das Gefühl der Katastrophe.

Was bedeutete wirklich Königgrätz auf dem zum Ausgleich führenden Weg? Diese Frage versuchen wir, in dem hier veröffentlichten Kapitel unserer in Vorbereitung befindlichen Monographie zu beleuchten.

## Die „Zwangslage“

„Es ist ein Kampf auf Leben und Tod, der noch lange nicht aus ist, und es ist mit Berechnung auf unsere vollkommene Zerstörung abgesehen. Wenn man alle Welt gegen sich und gar keinen Freund hat, so ist wenig Aussicht auf Erfolg, aber man muß sich so lange wehren, als es geht, seine Pflicht zuletzt tun, und endlich mit Ehre zu Grunde gehen. Man glaubt noch immer, man habe geträumt, wenn man zurückdenkt, wie das Unglück uns Schlag auf Schlag verfolgt hat, wie berechtigte Hoffnungen in wenigen Stunden zerronnen sind, und wie die besten Kräfte dieser braven und so unglücklichen Armee tot oder Krüppel sind“, <sup>1</sup> schrieb der Herrscher in völliger Verzweiflung an seine Mutter.

<sup>1</sup> *Briefe Kaiser Franz Josephs I. an seine Mutter 1838–1872.* Hrsg. Franz Schnürer. München 1930. S. 357/58. 22. August 1866.

Königgrätz hat der Habsburger *Dynastie* eine Niederlage beigebracht. Kaiser Franz Joseph, einst der mächtigste deutsche Kaiser, mußte auf seine Position im Deutschen Bund verzichten und zur Kenntnis nehmen, daß Deutschland ohne Anteil des österreichischen Kaiserstaates eine neue Gestalt erhalte. Der Kaiser war zu recht ungehalten, daß seine potentiellen Verbündeten ihm in der Not nicht zu Hilfe geeilt sind, daß der Herrscher der Franzosen als Friedensvermittler ungünstigere Bedingungen anbot als der preußische Ministerpräsident. Doch die Habsburger Monarchie ist geblieben. Niemand bestritt die Großmachtstellung des mitteleuropäischen Vielvölkerstaates. Das siegreiche Preußen beanspruchte kein einziges Stück österreichischen Bodens.

Die Kriegsniederlage hat dennoch eine entscheidende Änderung in Österreichs Position herbeigeführt. Bei Königgrätz hat die Monarchie ihr deutsches Hinterland verloren. Der militärische Mißerfolg hat nicht nur die Schwäche des österreichischen Heeres gegenüber dem preußischen bewiesen und war nicht einfach ein Prestigeverlust einer Großmacht. Österreich war aus dem Bund herausgedrängt und dadurch wurde sein nationaler Charakter fragwürdig in einer solchen Epoche, als das nationale Prinzip ein ausschlaggebender staatsgründender bzw. reichszersetzender Faktor war. Der Verlust des nationalen Charakters des Reiches war eine persönliche Niederlage des *österreichischen Deutschtums*. Der habsburgische Kaiser zeigte keine große Sympathie für nationale Bestrebungen. Er betrachtete das österreichische Deutschtum als ein ebensolches Element der Monarchie wie die Tschechen oder die Ungarn, er unterschied sie höchstens in ihrer Loyalität. Franz Joseph imponierten die großdeutschen Einigungspläne, doch bei dem Fürstentreffen in Frankfurt sah er auch nicht die Verwirklichung der deutschen nationalen Belange, er betrachtete die Krone des deutschen Reiches nicht als eine Krone der deutschen Nation, vielmehr als Krone des ehemaligen deutsch-römischen Kaisertums.

Der Träger des deutschen Nationalismus in der Monarchie war natürlich das deutsch-österreichische Bürgertum, und Königgrätz hat in ihm das Bewußtsein der Zugehörigkeit zum Deutschtum, zur großen deutschen Nation geweckt und gleichzeitig auch die nationale Verzweiflung, den Gedanken des „*Finis Austriae*“ (Anastasius Grün) oder wie es Grillparzer formuliert hat: „Als Deutscher bin ich geboren, bin ich noch einer?“<sup>2</sup>

Seit dem Krieg im Jahre 1859 und der Krise des Absolutismus versuchten die Politiker der Monarchie, dem Reich einen neuen dauerhaften Charakter zu verleihen. Drei fertige Programme wurden vorgelegt: Schmerlings Gesamtreichszentralismus, Belcredis auf Kronländer basierender konservativer Föderalismus und Deáks deutsch-ungarischer Dualismus. Die Frage war, welches Programm den großen Erschütterungen und der im Grunde genommen neuen historischen Situation Rechnung trug. Vergessen wir nicht, daß das österreichische Deutschtum seine

<sup>2</sup> H. FRIEDJUNG: *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland*. II. Stuttgart, Berlin 1902. S. 369. A. WANDRUSZKA: *Schicksalsjahr 1866*. Graz, Wien, Köln 1966. S. 194/95.

äußere nationale Stütze verloren hat, als in Österreich eine mit den Slawen sympathisierende föderalistische antiliberale Regierung an der Macht war. Durch diesen Umstand reagierte es empfindlicher auf die Niederlage der Deutschlandpolitik und wurde in seinem nationalen Bewußtsein und seinen Bestrebungen bestärkt. Diese zwei Umstände – die neue internationale Lage Österreichs und sein inneres antiliberales und vor allem antizentralistisches Regierungssystem – haben auch direkt auf die nationalen Zielsetzungen und auf die Gestaltung einer neuen Reichskonzeption des österreichischen Deutschtums eine Wirkung ausgeübt.

Die Frage ist, ob das deutsch-österreichische Bürgertum 1866 eine Möglichkeit hatte, auf die neue Einrichtung des Reiches einen Einfluß auszuüben oder ob die „Zwangslage“ des Reiches von vornherein eine Lösung vorschrieb? Was bedeutete in Wirklichkeit die „Zwangslage“, das Wort, das vermutlich eines der häufigsten Ausdrücke der zeitgenössischen Publizistik war?

Nach der Katastrophe von Königgrätz hat man in Wiener Neustadt die früheren Offiziere der Nordarmee vor ein Kriegsgericht gestellt: den Oberkommandierenden der Armee, Feldzeugmeister Benedek, den Generalstabschef, Feldmarschallleutnant Baron Henikstein, und den Chef des Operationsbüros der Nordarmee, Generalmajor Krizmanič. Diese Tatsache allein widerspiegelt die tiefe Bestürzung und Verzweiflung, die Königgrätz ausgelöst hat. Die Angeklagten wurden, wie zu erwarten war, vom Kriegsgericht freigesprochen. „... aber politische und militärische Verhältnisse, wie sie bekanntermaßen vor und während dieses unglücklichen Krieges eintraten, bedurften zu ihrer Beherrschung eines jener genialen Feldherren, deren zu allen Zeiten so wenige gab und zu denen eben Feldzeugmeister Benedek bei allen seinen hervorragenden Soldateneigenschaften nicht mehr gezählt werden kann“, schrieb die „Wiener Zeitung“. Benedek hat sich keines Amtsvergehens schuldig gemacht, die Aufgabe des Gerichts aber war lediglich dessen Ermittlung. Die Analyse der „politischen und militärischen Verhältnisse“, die zum Verlust der Schlacht führten, gehörten nicht zum Rechtsbereich der Richter von Wiener Neustadt.

Das Kriegsgericht trat während der Vorbereitung zu einer neuen Schlacht zusammen, um ein Beispiel zu statuieren und in der geschlagenen Armee die Ordnung wiederherzustellen. Diese Phase war in der kaiserlichen Armee nicht die Zeit des Verzichtes auf alles, sondern gerade die Zeit der Kräftesammlung und der letzten Kraftanstrengungen. Vom Süden marschierte aus Custozza ein in Siegen gestähltes, wettergebräuntes, zuversichtliches Heer unter Führung Erzherzogs Albrecht nach Wien. Eine Woche nach Königgrätz, am 10. Juli, rief eine kaiserliche Proklamation die Soldaten zur männlichen Standhaftigkeit auf. Österreich bereitete sich auf die Fortsetzung des Krieges gegen Preußen vor. Während der Friedenspräliminarien in Nikolsburg wurden am 25. Juli südlich von Preßburg (heute Bratislava) zwischen Donau und Neusiedler See starke Truppen konzentriert und die Mehrheit der österreichischen Armee in Bereitschaft gestellt. Der neu ernannte Oberbefehlshaber, Erzherzog Albrecht, hielt die Armee fähig zu neuen Schlachten und er hätte den

Krieg fortgesetzt, doch schließlich gab er dem Friedensvorschlag des Kriegsministers John nach, der dem Kaiser über die Schwächen der Armee und über die Gefahr für das Reich bei einer neuen Niederlage referierte. Am 26. Juli hat der Herrscher nach den Beratungen mit seinem Kriegsminister die Anweisung nach Nikolsburg gesandt, die von Bismarck empfohlenen Präliminarien zu unterschreiben.<sup>3</sup>

Um den Frieden mußte Österreich nicht betteln. Bismarck selber wünschte die Beendigung des Krieges. Er beanspruchte keine österreichischen Gebiete. In seinen „Erinnerungen“ verzichtete er nicht auf die dramatische Schilderung seiner Selbstmordabsicht, weil Kaiser Wilhelm auf die Eroberung österreichischer und sächsischer Gebiete bestand. Er beugte sich aus dem Fenster seines Arbeitszimmers im vierten Stockwerk, als im letzten Augenblick der Kronprinz eintrat und die Vermittlung zwischen seinem Vater und dem Ministerpräsidenten anbot.<sup>4</sup>

Österreich war keine in den Staub getretene Macht. Es hatte die Möglichkeit, bei den Friedensverhandlungen seine eigenen und die Interessen seiner Verbündeten wahrzunehmen und hierfür, wenn auch als sehr unsichere Garantie, die an der Donau aufmarschierenden 190000 Mann starke Infanterie und 17000 berittene Soldaten. Es war ein kurzer Krieg und die Niederlage kostete nicht mehr als der vor einigen Wochen so wahrscheinlich angenommene Sieg. Die Rechnung des Krieges erhöhte allenfalls die Kriegstribute, die es schließlich gelang, auf 20 Millionen Taler herunterzuhandeln. Die Summe bezahlte die Wiener Regierung aus dem Silberfonds der Nationalbank. Die Ereignisse von 1866 haben in der finanziellen Lage der Monarchie bedeutende Veränderungen verursacht. Die Regierung hat die Deflationsmaßnahmen aufgegeben und war wieder gezwungen, Papiergeld zu emittieren, wobei der Silberwert gewachsen ist. Dadurch wurde die finanzielle Entwicklung des Reiches eher gefördert als in einen aussichtslosen Staatsbankrott getrieben. Danach wurde auch der seit Jahren drohende Bankrott nicht angesagt.

Die inneren Verhältnisse des Reiches, die Sistierung der Verfassung, hat die erbitterten Angriffe der Liberalen zu Recht ausgelöst. Die Befürchtungen jedoch, daß ein Krieg, zumal ein verlorener Krieg, die größten inneren Wirren hervorrufen könne, erwiesen sich als unbegründet. Nicht nur die Aktion der Legion Klapka verpuffte wirkungslos, sondern auch ähnliche Pläne des in Paris lebenden Mitglieds der tschechischen Emigration, Frič, fanden keinen Widerhall in seiner Heimat.<sup>5</sup> Auf das Manifest des preußischen Oberkommandos „An die Einwohner des glorreichen Königreiches Böhmen“ haben die Tschechen der Monarchie eine Treueerklärung abgelegt.<sup>6</sup> In Böhmen wurde nie zuvor mit so großer Begeisterung der Geburtstag

<sup>3</sup> H. FRIEDJUNG: a. a. O., S. 338–343, 528–532, 504–508.

<sup>4</sup> OTTO V. BISMARCK: *Gedanken und Erinnerungen*. Berlin o. J. S. 369–374.

<sup>5</sup> Státní ústředné archiv v Praze (SÚA). Presidium mistodřzetelství-tajne (PMT). K. 10. 14. September 1866, 16. Oktober 1866.

<sup>6</sup> „Politik“, 11. Juli 1866: „Sollte unsere gerechte Sache obsiegen, dann dürfte sich vielleicht auch den Böhmen und Mähren der Augenblick darbieten, in dem sie ihre nationalen Wünsche gleich den Ungarn verwirklichen können.“



des Kaisers gefeiert wie im August 1866 zur Zeit der preußischen Besetzung.<sup>7</sup> Den in Brunn eintreffenden preußischen König hat der liberale deutsche Bürgermeister Giskra voller Sympathie begrüßt. Er versprach, alles zu unternehmen, um die preußischen Truppen entsprechend zu versorgen. Er empfahl, die Stadt unter das Patronat des Herrschers zu stellen, doch er erklärte, daß sie unerschütterlich zu ihrem Kaiser halte.<sup>8</sup>

Keine einzige Nation der Monarchie suchte ein Bündnis mit dem einrückenden Feind. Die Gründe hierfür werden wir weiter unten ausführlich analysieren. Hier möchten wir nur darauf verweisen, daß das Deutschtum erfahren mußte, daß Bismarck um das Schicksal der Deutschen nicht besorgt war. Die Tschechen hofften voller Vertrauen, daß Österreich nach dem Krieg auf dem nun beschrittenen Weg der Länderföderation weiterschreiten werde, der notwendigerweise zur Anerkennung des böhmischen Königreiches und des historischen böhmischen Staatsrechts führen mußte.

Es ist bekannt, daß einige Tage nach Königgrätz Franz Joseph Deák zu sich bat, der die Anteilnahme der ungarischen Nation ausdrückte und den Herrscher versicherte, Ungarn wünsche auch nach Königgrätz nicht mehr als vor dem Krieg.

Für Deáks Haltung kann kaum sein großzügiger Charakter und seine unbestechliche Ehrlichkeit eine genügende Erklärung geben, selbst wenn zeitgenössische Politiker und die Historiker der Nachwelt diese Eigenschaften oft und mit Recht hervorhoben.<sup>9</sup> Deák selber betonte die moralische Haltung der Ungarn: „Was tat die ungarische Nation, als der siegreiche Feind in unser Land eindrang? Nutzte sie vielleicht die Gelegenheit, um dem Herrscher der auseinanderfallenden Monarchie und der in der Hand des Feindes befindlichen Gebiete immer mehr Forderungen zu stellen und möglichst viel herauszuschinden? Mitnichten. Diese Nation besaß bei ihrer ganzen Kraft soviel Taktgefühl, ihre Forderungen nicht hochzuschrauben, sondern weiterhin nur das zu fordern, was sie vordem verlangte und was sie verlangt hätte, wenn das Reich von keinem Unglück betroffen worden wäre. Sie tat es aber deshalb, weil sie wußte, daß sie das Recht dazu besaß, daß sie das ohne Gefährdung des Reiches wünschen durfte...“<sup>10</sup> Nicht nur die moralische Standhaftigkeit und politische Einsicht, nicht nur die bedingungslose Bejahung der Monarchie leiteten die Deák-Partei, sich auch nach Königgrätz für das unveränderte Juni-Programm von 1866 einzusetzen. Die Deák-Partei war in der deutschen Frage – wie dies neuerdings István Diószegi in seiner Studie nachgewiesen hat – Anhänger der großdeutschen Lösung. Im preußisch-österreichischen Krieg erwartete und wünschte sie

<sup>7</sup> H. TRAUB: *Aus dem Leben und Wirken des Grafen Richard Belcredi*. „Österreich“ Zeitschrift für Geschichte. I. Jg. 1918/19. S. 298.

<sup>8</sup> H. FRIEDJUNG: a. a. O., S. 348.

<sup>9</sup> R. BELCREDI: *Fragmente aus dem Nachlaß „Die Kultur“*. 1905. VI. 414; J. REDLICH: *Das Österreichische Staats- und Reichsproblem II*. Leipzig 1926. L. EISENMANN: *Le compromis austro-hongrois 1867*. Paris 1907. S. 430/31.

<sup>10</sup> M. KÓNYI: *Deák Ferenc beszédei 1866/67* (Reden von Ferenc Deák. 1866/67). IV. Budapest 1903. S. 5.

Österreichs Sieg. Sie war der Meinung, daß wenn die Monarchie mit ihren westlichen Kronländern Mitglied des Bundes werde, müsse sie Ungarn zwangsläufig eine größere Selbständigkeit einräumen.<sup>11</sup> Diese Überlegung der Deák-Partei war begründet. Bekanntlich hat auch Schmerling zumindest nach der Frankfurter Niederlage von der Möglichkeit gesprochen, daß wenn Österreich die Reform des Bundesakts gelungen wäre, hätte es Ungarn eine größere Selbständigkeit zugestanden. Der preußische Krieg jedoch wurde mit einem unerwarteten Ergebnis beendet. Die kleindeutsche Einheit aber hat eher die Kräfte der Zentralisation begünstigt: deshalb sah die Deák-Partei keinen Grund, ihre früheren Forderungen zu ändern. Ihr außenpolitisches Programm bestand ohnehin darin, die Existenz der Monarchie und ihre Großmachtstellung zu unterstützen.

Die militärische, materielle und innenpolitische Lage der Monarchie war also im Sommer 1866 nicht aussichtslos. Das Land war in eine Zwangssituation geraten und genötigt, Frieden zu schließen, doch nicht, sich aufzugeben.

### Der neue Charakter des deutschen Nationalismus

Königgrätz war eine Schicksalswende für das Deutschtum in Österreich. Viele schrieben von einer Schockwirkung nach der Niederlage. Auch die offiziellen Stimmungsberichte sprachen von Verzweiflung und Hoffnungslosigkeit.<sup>12</sup> Wir könnten eine Reihe von Briefen und Erklärungen zitieren, die die Lethargie widerspiegeln und die Katastrophe analysieren. Es wäre müßig zu untersuchen, ob par excellence die Tragik des Deutschtums oder des Bürgers der Habsburger Monarchie in diesem Gefühl zum Ausdruck kam.

Molisch, dem Historiker des deutschen Nationalismus, fiel es nicht schwer zu beweisen, daß in diesen schicksalsträchtigen Wochen alle Deutschen zueinanderfanden: den deutschnational eingestellten Rechbauer haben die gleichen Befürchtungen bedrückt wie den großösterreichischen Liberalen Plener und beide empfanden Österreichs Schicksal als aussichtslos.<sup>13</sup> Wir wollen uns nicht darauf berufen, daß nach jeder Kriegsniederlage die Menschen von Verzweiflung ergriffen werden. Trotzdem ist es fraglich, ob das österreichische Deutschtum im Sommer 1866 so hoffnungslos war, daß es die Habsburger Monarchie aufgeben hätte. Betrachtete es den des deutschen Hinterlandes verlustig gegangenen Vielvölkerstaat so wenig als seinen eigenen, daß der Habsburger Kaiser bei ihm kaum eine Stütze finden konnte?

<sup>11</sup> I. DIÓSZEGI: *A magyar liberális párt és a német egység. A „Hazánk és Európa“ c. kötetben* (Die ungarische liberale Partei und die deutsche Einheit. In „Unsere Heimat und Europa“). Budapest 1970. S. 164–168.

<sup>12</sup> Stimmungsberichte an den Statthalter von Niederösterreich. Oktober 1866. Niederösterreichisches Landesarchiv (Nö Landesarch.). Präsidialakten 1866 P, ad 160.

<sup>13</sup> Rechbauers Brief an Carneri vom 3. November 1866. Die Briefe von Ignaz Plener an seinen Sohn vom 7., 14. und 28. Dezember 1866. P. MOLISCH: *Briefe zur deutschen Politik in Österreich von 1848 bis 1918*. Wien, Leipzig 1934. S. 33–35.

In dem ausgezeichneten Aufsatz von Diószegi taucht der Gedanke auf, daß als in der österreichischen Nachbarschaft ein deutscher Nationalstaat errichtet wurde, auf den das Deutschtum in Österreich mit kaum verhehlter Sehnsucht blickte, die Leitung eines Nationalitätenreiches nicht ausschließlich in die Hand einer solchen Nation gelegt werden konnte, die sich selber mit dem Gedanken der Trennung vom Reich trug. Diese Überlegung veranlaßte die herrschenden Kreise der Monarchie (über die Beachtung der nationalen Kräfteverhältnisse hinaus), den Dualismus zu errichten.<sup>14</sup> Hier ergab sich ein schwerwiegender Problemenkomplex von großer Tragweite. Welches ideologische Bindemittel war stärker: das Bewußtsein der Zugehörigkeit zum Deutschtum oder zur Monarchie? Hat im Jahre 1866 das österreichische Deutschtum oder ein Teil von ihm wirklich auf Österreich verzichtet?

Eins ist sicher: Angesichts der sehr wenigen Vorarbeiten können wir keine endgültig befriedigende Antwort finden. Die österreichische Geschichtsschreibung hat nicht nur keine ideen-geschichtlichen, sondern auch keine grundlegenden politisch-geschichtlichen Forschungen durchgeführt. Sie hat die Frage gar nicht aufgeworfen, ob in der deutschen Politik der österreichisch-deutschen Parteien und Parlamentsgruppen ein sichtbarer Unterschied bestand und wie ihre Deutschlandspolitik mit ihrem Bild von der Monarchie übereinstimmte; mit anderen Worten: wie beeinflusste Österreichs Austritt aus dem Bund die Reformpläne des österreichisch-deutschen Bürgertums und seine Haltung zu Ungarn? – Wir wollen versuchen, die politischen Konzeptionen der einzelnen Gruppen zu skizzieren und schließen für keinen Augenblick die Möglichkeit aus, daß wir solchen Erklärungen begegnen, die unseren Darlegungen in einzelnen Beziehungen widersprechen. Wir rekonstruieren die typischen politischen Gedankensysteme der einzelnen Gruppen und Parteien, die sie nicht strikt als feste Parteiprogramme formuliert haben.

Das nationale Bewußtsein der deutschen *Autonomisten* (hierzu gehörten steirische und oberösterreichische Abgeordnete) erstarkte nach dem preußischen Krieg und die nationale Problematik rückte in den Vordergrund ihrer Politik. Kaiserfelds autonomistische Partei traf sich auf der Grundlage des deutschen Nationalismus mit den böhmischen *Unionisten*. Diese zwei Gruppen wurden am empfindlichsten von dem Nachteil nach Königgrätz betroffen, daß die deutschen Länder nicht mehr Mitglieder des großdeutschen Reiches waren. Das österreichische Deutschtum war in der Habsburger Monarchie, in seiner Heimat, in diesem großen Vielvölkerstaat zahlenmäßig in der Minderheit und wurde unter der Regierung des mit dem Länderröföderalismus sympathisierenden Belcredi in politische Opposition gedrängt. Diesen Oppositionsstatus machte die Tatsache noch unangenehmer, daß nach dem Krieg die Belcredi-Regierung den Auftrag zur Neuordnung der Verhältnisse der Monarchie erhielt. Das österreichische Deutschtum geriet im entscheidenden Augenblick der Strukturumgestaltung der Monarchie in eine Minderheits-Oppositionslage. Die deutschen Autonomisten durchschauten den Mißstand ihrer Situa-

<sup>14</sup> I. DIÓSZEGI: a. a. O., S. 178/79.

tion. Diese Erkenntnis versetzte sie nicht in Lethargie, sondern spornte sie zu einer erbitterten Aktivität an.

Für die traditionelle deutsch-österreichische Politik der hauptsächlich niederösterreichischen *Großösterreicher* waren nicht diese Aktionsbereitschaft, Organisation, Turbulenz, Pressefeldzüge und die Jagd nach Verbindungen bezeichnend. Robert A. Kann nennt sie im Gegensatz zu den „neologen“ Autonomisten und Unionisten „orthodoxe“ Liberale.<sup>15</sup> Der politischen Praxis der orthodoxen/Liberalen widerstrebte eine hektische Politik. Solange sie als eine parlamentarische Partei wirkten, stand eine liberale Regierung hinter ihnen, deren zentralistische „übernationale“ deutsche Politik ihren Interessen diente. So waren sie nie zu der für die Opposition charakteristischen unruhigen und unermüdlichen Aktivität gezwungen gewesen.

Stellen wir dem orthodoxen *österreichischen* Liberalismus den neologen *deutschen* Liberalismus entgegen, dann sind wir uns darüber im klaren, daß wir eine künstliche Grenze zwischen zwei politischen Richtungen ziehen, die sehr viele gemeinsame Züge tragen und die eigentlich zwei sich entgegenlaufende Geraden sind. Zwischen den zwei Gruppen standen die Deutschen in Böhmen, die im Mai 1867 eine Koalition mit Kaiserfeld bildeten, doch nicht in jeder Frage mit den Grazern übereinstimmten.

Die von Kaiserfeld geführte autonomistische Gruppe hat immer ihr deutsches Wesen gegenüber der „übernationalen“ Reichskonzeption der Wiener Großösterreicher stark betont. Dennoch hat sie sich mit dem Gedanken schnell angefreundet, daß das Deutschtum der Monarchie seine nationale Herrschaft auf das kleine Österreich beschränkt. Sie sah ein, daß die transleithanische ungarische Hegemonie, die parallele Zentralisation der zwei Reichshälften unter deutscher bzw. ungarischer Herrschaft, die sicherste Garantie für die Machtpositionen des österreichischen Deutschtums in Österreich ist. Ein selbständiges außenpolitisches Programm besaß sie nicht. Doch in ihren Kundgebungen tauchte der Gedanke der deutschen Einheit von 1848 auf: ein freies Deutschland ohne preußische und ohne österreichische Führung und sie rechnete auch mit einer Möglichkeit einer kleindeutschen Einheit, das heißt, ein Deutschland ohne Österreich. Trotz der unbestimmten außenpolitischen Konzeption wurde ihr Programm zu einem festen Bestandteil, daß die deutsche Haltung nicht das äußere Deutschland sichern muß, sondern die innere und umfassendere deutsche Politik. Und gerade deshalb hat sie sich nach 1866 verhältnismäßig schnell mit der neuen Lage abgefunden. Wie logisch es auch erscheinen würde, daß die „deutscher“ liberale Partei die Monarchie „aufgibt“, waren sie es, die unter den neuen Verhältnissen neue Möglichkeiten zuerst suchten und fanden.

In der Geschichte der Monarchie gab es mehrere Zeitabschnitte, in denen Pläne zur Neuordnung entstanden sind („Die Zukunft Österreichs“, „Die Rettung

<sup>15</sup> R. A. KANN: *Das Nationalitätenproblem der Habsburger Monarchie*. II. Graz, Köln 1964. S. 145.

Österreichs“, „Der Zerfall Österreichs“, „Die Neugestaltung Österreichs“). Um die Mitte der vierziger Jahre, danach 1866 und schließlich von der Jahrhundertwende bis zum Zerfall sind zahllose Reformpläne geschaffen worden. Einerseits zeugten sie für die Krisenepochen der Monarchie, andererseits waren diese Pläne zur Umgestaltung Produkte dieser Krisenepochen. Als historische Quellen sind sie zur Rekonstruktion zusammenhängender politischer Konzeptionen geeigneter als die auf Detailfragen reagierenden kurzen Zeitungsartikel, von persönlichen Leidenschaften diktierten Privatbriefe oder Parteiprogramme für augenblickliche Aufgaben.<sup>16</sup>

Nach Königgrätz haben die deutsch-österreichischen Autonomisten zahlreiche politische Flugschriften herausgegeben. Der bekannte Publizist Adolf Fischhof hat einige Wochen nach der schicksalsträchtigen Schlacht einen offenen Brief an den Grazer „Telegraf“ gerichtet. Schon der Ton der Schrift hat Aufsehen erregt. Er widerspiegelte nicht den „landesüblichen Pessimismus“. Fischhofs Artikelserie ist einige Wochen später auch als Broschüre unter dem Titel „Ein Blick auf Österreichs Lage“ erschienen.<sup>17</sup>

Adolf Fischhof ist in einer deutsch-jüdischen Kaufmannsfamilie in Altofen geboren. Seine Studien führten ihn nach Wien und zur Zeit des Vormärz begann er hier seine politische Laufbahn. 1848 gehörte er zur radikalen Linken, war Mitglied des Parlaments von Kremsier und nahm bei der Ausarbeitung der Verfassung teil. Nach dem Sturz wurde er unter der Anklage der Majestätsbeleidigung vor Gericht gestellt und verurteilt, doch verhältnismäßig schnell wieder auf freien Fuß gesetzt. In der konstitutionellen Epoche gewann er seine volle politische Freiheit wieder, doch lebte er zurückgezogen in einem Dorf in Kärnten. Er blieb Theoretiker und Publizist und ging dabei seinem Arztberuf nach.<sup>18</sup> 1861 schrieb er zusammen mit Joseph Unger das Flugblatt „Zur Lösung der ungarischen Frage“.<sup>19</sup> Fischhofs Plan – der zugleich mit der Februarverfassung, als die Rechtsverwirkungstheorie in voller Blüte stand, erschienen ist – war das einzige liberale deutsche Programm, das Ungarn volle Autonomie zusprach. Er schlug den Ausbau eines verfassungsmäßigen dualistischen Systems vor und vertrat die Meinung, die Verfassungen der zwei Reichsteile würden einander gegenseitig stärken. Die ungarische und österreichische Volksvertretung

<sup>16</sup> Die zwischen 1865 und 1867 erschienenen wichtigeren deutsch-österreichischen Flugblätter, die sich mit dem Plan zur Neuordnung der Monarchie befassen: C. AUERSPERG: *Wofür kämpft Ungarn*. Wien 1866; *Der Ausgleich mit Ungarn vom österreichischen Standpunkt beleuchtet*. Wien 1867; CARNERI: *Österreich nach der Schlacht bei Königgrätz*. Wien 1866; A. FISCHHOF: *Ein Blick auf Österreichs Lage*. Wien 1866; J. FREIMUND (Carl Edward Müller): *Österreichs Zukunft*. Brüssel 1867; B. FRIEDMANN: *Wo stehen wir heute?* Wien 1866; I. PLENER: *Der Zerfall Österreichs*. Leipzig 1867; I. J. PROHASKA: *Österreichs Rettung*. Wien 1867; SCHMIDT-WEISENFELS: *Österreichische Zustände*. Berlin 1867.

<sup>17</sup> A. FISCHHOF: *Ein Blick auf Österreichs Lage*. Wien 1866. Das Flugblatt erschien im „Telegraf“ im September 1866 in mehreren Teilen. Der „Telegraf“ galt damals als offizielles Organ der Autonomisten von Steiermark.

<sup>18</sup> R. CHARMATZ: *Adolf Fischhof. Das Lebensbild eines österreichischen Politikers*. Stuttgart, Berlin 1910; H. FRIEDJUNG: *Historische Aufsätze*. Stuttgart, Berlin 1919. S. 362–371; R. A. KANN: a. a. O. II. S. 149–155.

<sup>19</sup> A. FISCHHOF und J. UNGER: *Zur Lösung der ungarischen Frage; ein staatsrechtlicher Vorschlag*. Wien 1861.

werde die gemeinsamen Angelegenheiten erledigen. „Erst getrennte Beratung und getrennte Beschlußfassung. Dann gemeinsame Beratung und getrennte Beschlußfassung. So von Stufe zu Stufe rücken die beratenden Körper einander näher, so Schritt für Schritt wird die Verständigung gefördert, die Übereinstimmung erzielt.“<sup>20</sup> Doch das österreichische deutsche Bürgertum lebte damals in Schmerlings großösterreichischer Traumwelt der Zentralisation, in dem Glauben, das liberale Österreich werde die Führung in Deutschland gegenüber dem konservativen Preußen ergreifen. Fischhofs Schrift erregte deshalb kein Aufsehen. Selbst ein Jahr später hatte Kaiserfeld wenige Anhänger, als er im Parlament zum erstenmal über die Anerkennung der ungarischen Verfassung sprach. Der Kärntner Arzt, der aus einem kleinen Emmensdorfer Landhaus eine rege Korrespondenz mit zahlreichen deutschen und tschechischen Politikern führte, wurde auf Kaiserfeld aufmerksam und nahm politischen Kontakt mit ihm auf.<sup>21</sup> Doch es mußten fünf schwere Jahre vergehen, bis Fischhofs Ansichten zum Parteiprogramm wurden, fünf Jahre, in denen alle Wünsche Schmerlings endgültig zerstoßen sind. Nach Königgrätz forderte Wengraf, Redakteur des „Telegraf“, seinen alten guten Freund Fischhof auf, vor der großen Öffentlichkeit seine im Freundeskreis bekannten Ansichten darzulegen. So entstand Fischhofs Schrift. Nach Meinung des Grazer Redakteurs war eine optimistische, konstruktive Stimme inmitten der Wehklagen und der Verzweiflung unheimlich notwendig.<sup>22</sup>

Fischhof anerkannte, daß „schwer und tief die Wunden sind, die der Tag von Königgrätz jedem der Völker des Reiches schlug und unter allen die schmerzlichsten jene, an welchen die Deutschen in Österreich bluten, denn diese waren tief ins Herz getroffen, in ihren heiligsten nationalen Gefühlen verletzt“. Dennoch müsse man die Geschehnisse real abwägen. Österreich hat in Italien auf eine solche Provinz verzichtet, die sie niemals zu einem organischen Teil des Reiches hätte ausbauen können. Diesen Verlust könne es also leicht verschmerzen. Der endgültige Verlust der Hegemonie in Deutschland müsse anders beurteilt werden. Das Deutschtum in Österreich ist im Laufe der Jahrzehnte zu einem erwachsenen Mann gereift, hat eine eigene Familie gegründet, eine solche zahlreiche Volksfamilie, die keinen Platz mehr im väterlichen Haus fand. Wenn der selbständig gewordene Mann das väterliche Haus verläßt, zerreißt er nicht alle Bande, löst nicht jede Gemeinsamkeit. Die Sicherheit der äußeren Stütze hat das österreichische Deutschtum bequem und träge gemacht. Jetzt wird es der Kampf mit den zahlenmäßig stärkeren Völkern zwingen, sich auf seine eigenen geistigen Kräfte zu stützen. Das Ausscheiden aus dem Deutschen Bund wird sich auf seinen Charakter günstig auswirken. Fischhof analysierte die wirtschaftlichen und politischen Folgen des Ausscheidens aus dem Bund und zog

<sup>20</sup> Zu Fischhofs Programm von 1861: R. CHARMATZ: a. a. O., S. 148–152; R. A. KANN: a. a. O., S. 149–155; Gy. SZABAD: *Forradalom és kiegyezés választóján* (Am Scheideweg zwischen Revolution und Ausgleich) (1860/61). Budapest 1967. S. 570.

<sup>21</sup> R. CHARMATZ: a. a. O., S. 154.

<sup>22</sup> Ebenda, S. 130/31, 170.



die Konsequenz, daß die Lage der Monarchie unter den neuen Bedingungen einfacher und klarer geworden sei. Bisher haben die Völker und Regierungen Österreichs unerreichbare Dinge gewünscht. Die Regierungen haben es als ihre Pflicht erachtet, das geerbte Reichsgebiet und die Machtposition zu wahren; sie waren genötigt, solche Positionen zu schützen, die im Laufe der Zeit unhaltbar geworden sind. Und auch die Nationen hatten ihre eigenen Utopien. Österreich glich einem großen Irrrenhaus. Jeder mokierte sich über die fixen Ideen des anderen, ohne eine Ahnung von seinen eigenen zu haben. Jedes Volk hob seine eigenen Rechte hervor und vergaß die Pflichten dem gemeinsamen Reich gegenüber. Die Bereinigung der Lage des Reiches werde zur Bereinigung der Ansichten führen. Dies wird sichtbar in den ersten Ausgleichabsichten der Regierung und in dem Antrag der ungarischen Kommission der Fünfzehn.

Fischhof machte praktische Vorschläge zu einer allgemeinen nationalen Einigung, zur Durchführung des österreichisch-ungarischen Ausgleichs und sprach die Initiativrolle in dem großen Unterfangen den deutschen Autonomisten zu. Seine Artikel waren ein Appell, die Geschehnisse nicht als einen Schicksalsschlag, sondern als eine natürliche Folge der Entwicklung zu verstehen. Das österreichische Deutschtum sei in keinen Gegensatz zu den deutschen Brüdern geraten, sei nicht aus der großen Familie des Deutschtums ausgeschieden, es wurde lediglich zum selbständigen Leben gezwungen, um mit gestähltem nationalem Bewußtsein, wenn notwendig, auch den Kampf gegen andere Nationen auszutragen. Fischhof machte die deutschen Politiker verantwortlich für den allenthalben herrschenden Pessimismus: „An den möglichen Fortbestand Österreichs zu glauben, gilt jetzt für Phantasterei... Anderswo suchen die Parteihäupter nach einem Schlagworte, um ihre Anhänger zu ermutigen, bei uns, um sie zu entmutigen und den letzten kümmerlichen Rest von Tatkraft zu lähmen.“

Fischhof stand nicht allein, der deutsche Autonomist Carneri drängte ebenfalls zu Taten.<sup>23</sup> „Es bleibt nichts übrig“, schrieb er, „als zu retten, was noch zu retten ist, und zu einer Zweiteilung Österreichs rasch sich zu entschließen.“ Wenn Österreich der freieste Staat der Welt sein werde, könne die deutsche Kaiserkrone wieder den Habsburgern zufallen. Diese Prophezeiung war unreal, und das wußten auch die Zeitgenossen. Rechbauer polemisierte mit Carneri<sup>24</sup> und der „Telegraf“ erwähnte, als er seine Konzeption darlegte, nur sein dualistisches Programm.<sup>25</sup>

Das Grazer Blatt widmete Bernhard Friedmanns Publikationen große Aufmerksamkeit. Friedmann war ein Journalist, Publizist, 1848 sind seine revolutionären Artikel erschienen. Er wurde zur Emigration gezwungen. 1858 kehrte er heim.

<sup>23</sup> Bartholomäus v. Carneri, Politiker, Dichter und Philosoph, lebte in Steiermark. Seit 1861 Landtags-, seit 1870 Reichsratsabgeordneter, gehörte zur deutschen Autonomistengruppe. Österreichisches Biographisches Lexikon 1815–1950. I. Graz, Wien 1957. In der Broschüre „Österreich nach der Schlacht bei Königgrätz“ (Wien 1866) legte er seine Ansichten dar. Über Carneris Werk vgl. R. CHARMATZ: a. a. O., S. 220/21.

<sup>24</sup> Rechbauers Brief vom 3. November 1866 an Carneri. P. MOLISCH: a. a. O., S. 33/34.

<sup>25</sup> „Telegraf“. 26. Oktober 1866.

Er arbeitete bei Kurandas deutscher nationalistischer „Ostdeutscher Post“ als politischer Redakteur, später gab er sein eigenes Blatt „Neueste Nachrichten“ bzw. „Wiener Lloyd“ heraus. Die deutschen Autonomisten unterstützten sein Blatt und mit Fischhof verband ihn eine persönliche Freundschaft. Seit Anfang der sechziger Jahre legte er seine Reformpläne der Monarchie dar. 1863 wurde er wegen der scharfen Kritik an der Schmerlingschen Zentralisation zu einer kurzen Gefängnisstrafe verurteilt.<sup>26</sup>

Friedmann veröffentlichte 1862 unter dem Titel „Zur Einigung Österreichs“ seine politischen Ansichten. Auch in der veränderten Situation erschien die Zweitauflage 1865 mit unverändertem Text.<sup>27</sup> Friedmann selbst schrieb, daß seine Flugschrift in der Blütezeit der Februarära entstanden ist, als im Parlament die Schmerlingschen Bürokraten in absoluter Mehrheit waren, „da die moderne Verwirkungstheorie dem alten historischen Recht Ungarns stolz entgegentrat, mitten in jener vertrauensseligen Periode der ersten Reichsratssession, in welcher die wortgetreue Durchführung der Reichsverfassung als das einzig heilsame und notwendige Werk der Staatsrettung verkündet wurde“.<sup>28</sup>

Friedmann hat zu Beginn der Schmerlingschen Epoche seine eigene gemäßigte dualistische Konzeption verkündet, die nach dem „Telegraf“ das damalige Programm der Autonomisten war.<sup>29</sup> Friedmann erklärte bereits 1862, daß kein einziges Problem der Monarchie selbständig zu lösen sei: weder das ungarische noch das polnische, noch das deutsche, noch das südslawische; alle seien eng miteinander sowie mit der Außenpolitik des Reiches verknüpft. Die deutsche Bundesverfassung stehe vor einer gründlichen Reform und es sei vorstellbar, daß infolge der Reform Österreich nicht mehr Mitglied des deutschen Staatenbundes sein werde, sondern daß das österreichische Gesamtreich ein völkerrechtliches Bündnis mit Deutschland schließe. Auch innerhalb der Monarchie müssen grundlegende Reformen eingeführt werden und in gewissen Grenzen den Nationen kulturelle und administrative Autonomie gewähren. Die Hauptaufgabe jedoch sei die Neuorganisation der Monarchie auf dualistischer Grundlage.

Es benötigt kaum eines Kommentars, warum sich im Herbst 1866 die Redaktion des „Telegraf“ an Friedmann gewandt hat, seine Meinung über seine eigenen früheren Pläne und über die Lage des Reiches nach Königgrätz darzulegen. In seiner Artikelserie „Wo stehen wir heute?“ erklärte Friedmann, er sei genau wie 1862 Anhänger des gemäßigten Dualismus.<sup>30</sup> „Den Dualismus, oder besser gesagt, die

<sup>26</sup> Österreichisches Biographisches Lexikon. I. T. PRIBRAM: *Erinnerungen eines alten Österreichers*. Stuttgart, Leipzig 1910. S. 113; F. KRONES: *Moritz v. Kaiserfeld*. Leipzig 1888. S. 266; B. FRIEDMANN: *Zehn Jahre österreichischer Politik 1859–1869*. I. Wien 1879. Diese Artikelsammlung hat er Fischhof gewidmet, vgl. R. CHARMATZ: a. a. O., S. 10.

<sup>27</sup> O. B. FRIEDMANN: *Zur Einigung Österreichs. Eine Denkschrift*. 2. Ausgabe. Wien, Leipzig 1865.

<sup>28</sup> „Telegraf“. 28. November 1866.

<sup>29</sup> Ebenda.

<sup>30</sup> „Telegraf“. 28., 30. November, 2., 5. Dezember 1866.

politische Union der deutsch-slawischen Erbländer mit den Ländern der ungarischen Krone betrachten wir daher als den einzig möglichen und zweckmäßigen Staatsverband in diesem Übergangsstadium aus dem aufgeklärten Absolutismus in die konstitutionelle Monarchie. Es ist das geschichtliche Übergangsstadium aus dem rein völkerrechtlichen Bündnis zweier selbständiger Staaten, welche durch die Vereinigung der obersten Herrschergewalt in der Person des gemeinschaftlichen Monarchen in das staatsrechtliche Verhältnis der Personalunion in jenes einer vertrags- und verfassungsmäßigen Realunion umzugestalten.“

Auch im außenpolitischen Bereich fallen die Interessen der Deutschen und Ungarn zusammen und diktieren ein Bündnis mit Deutschland. Nur diese Außenpolitik könne Österreich aus der Isolierung herausreißen, in die es seine unglückliche Diplomatie getrieben hat. Wenn er nicht eiligst sein Verhältnis zu Preußen regelt, als der führenden Macht Deutschlands, wenn es kein Schutz- und Trostbündnis mit ganz Deutschland eingeht, dann ist das Schicksal der Monarchie für immer besiegelt; Österreich könne nur mit Deutschlands Hilfe den russischen Koloß aufhalten.

Die deutschen Österreicher werden nur dann bereit sein, Opfer für die Monarchie zu bringen, wenn ihre nationale Existenz in ihrem Vaterland gewährleistet sein wird, wenn sie ihren Kampf gegen den äußeren Feind als einen nationalen Kampf, begleitet von der Sympathie und Unterstützung ihrer deutschen Brüder durchführen. Die Position des Deutschtums in der Monarchie kann nur nach der Regelung des Verhältnisses mit Deutschland gefestigt werden. Man müsse ein ehrliches Bündnis mit Preußen schließen und entsprechend dem Friedensvertrag von Prag das Zustandekommen der deutschen Einheit unterstützen. Das österreichische Deutschtum kann nur dann eine starke Stütze der Monarchie sein, wenn innerhalb des Reiches seine freie verfassungsmäßige Entwicklung gesichert sein wird, wenn die Reformen der Gesetzgebung, der Verwaltung und der Wirtschaft die deutschen Interessen in gesteigertem Maße berücksichtigt.

Zwar sei das Ausscheiden Österreichs aus dem Bund schmerzlich, schrieb Friedmann, doch müsse es zur Kenntnis genommen werden. An diesem geschichtlichen Prozeß habe man nur als passiver Augenzeuge teilnehmen können. Die geistigen und nationalen Verbindungen mit dem deutschen Volk werden aufrechterhalten, ohne sich den Einheitsbestrebungen innerhalb Deutschlands entgegenzustellen. „In Wahrheit ist dasjenige Verhältnis, welches nunmehr zwischen Österreich und Deutschland vertragsmäßig festzustellen ist, ebensogut nur ein völkerrechtliches Übergangsstadium, wie der gemäßigte Dualismus ein staatsrechtliches Übergangsstadium ist im Verhältnisse zwischen Österreich und Ungarn,“ schloß Friedmann seinen Aufsatz.

Vielleicht haben wir Friedmanns Arbeit ein wenig zu ausführlich zitiert. Wir taten es, weil sie fast alle wesentlichen Argumente seiner Partei enthält. Die Grundlage des Ausgleichs: der deutsche und der ungarische Nationalismus sind aufeinander angewiesen. Die Verfassung, die liberalen Freiheitsrechte garantieren die Machtposition des Deutschtums ebenso wie die deutsche Unterstützung von außen.

Man muß die Geschehnisse zur Kenntnis nehmen: den Prager Frieden ebenso wie den Dualismus. Beide werden von der Selbstentwicklung der Ereignisse, vom Zwang der gegenseitigen Interessen verändert werden. Die Akzentuierung des Übergangsstadiums müsse eher so verstanden werden: man müsse sich mit dem historischen Zwang aussöhnen, damit abfinden, sich nicht dagegen wenden, keiner solchen Überlegung stattgeben, daß die Übertretung der gegenwärtigen Formen eine aktuelle Aufgabe wäre. Man dürfe nicht vergessen, der Dualismus sei noch nicht zustande gekommen. Die deutschen Parteien müssen eine Unterstützung gegen Belcredis föderalistischen Kurs suchen und gleichzeitig das zentralistische orthodoxe liberale Lager beruhigen: Der Dualismus spaltet das Reich nicht in zwei Teile, dahin ist noch ein weiter Weg.

Hinsichtlich der Außenpolitik war sowohl der offizielle Standpunkt der Partei als auch die Privatmeinung ihrer Mitglieder immer, man müsse ein gutes Verhältnis mit Deutschland pflegen, wer auch immer an dessen Spitze stehe.

Kaiserfeld hat Friedmanns Standpunkt immer geteilt. Zwei Tage nach Königgrätz hat er in einem persönlichen und vertraulichen Brief an Trefort erklärt: „Doch was nützt der Jammer, wenn nicht mehr gut zu machen ist?“<sup>31</sup> Und einige Wochen später: Österreich könne durch eine Verbindung mit Deutschland nur gewinnen. Man müsse neue und produktive Beziehungen mit Deutschland ausbauen. Bismarck ist leider nur Preuße und nicht Deutscher, doch die Freiheitssehnsucht des Deutschtums, seine kulturellen und nationalen Bestrebungen sind stärker als die Person Bismarcks. Nur eine Politik der Sympathie für Deutschland und Italien könne Österreich stärken. Man dürfe nicht an Revanche denken.<sup>32</sup> Der von Kaiserfeld formulierte autonomistische Programmentwurf lautet: „Vor allem soll nämlich betont werden, daß wir Deutschen in Österreich der großen deutschen Nation und durch Jahrhunderte mit Deutschland verbunden, nie aufhören werden, uns als Deutsche zu fühlen und daß wir diesen Zusammenhang erhalten und pflegen können, ohne die Deutschen in ihrem berechtigten Streben nach Einigung zu stören und ohne unserer Pflicht gegen Österreich, das wir erhalten wollen, untreu zu werden.“<sup>33</sup>

### **Die deutschen Parteiprogramme im Herbst 1866**

Kaiserfeld erkannte, daß für seine Partei die Zeit zum Handeln angebrochen war. Im Sommer 1866 haben die führenden Nationen der Monarchie die Verhandlungen mit der Regierung begonnen: über die ungarischen sprachen wir bereits, auf die tschechischen Bestrebungen werden wir später eingehen. Es war begründet, daß

<sup>31</sup> Kaiserfeld an Trefort. 5. Juli 1866. Országos Széchényi Könyvtár (OSzK), Kézirattár, Levelestár. (Nationalbibliothek Széchényi Manuskriptenarchiv).

<sup>32</sup> Kaiserfeld an Trefort. 3. Oktober 1866. OSzK. Kézirattár, Levelestár. Zit. bei F. KRONES: a. a. O., S. 248–250, doch irrtümlich mit dem Datum 10. August.

<sup>33</sup> „Telegraf“. 6. Oktober 1866.

auch die Deutschen ihre Stimme erhoben. Wie merkwürdig es auch war, nach dem Krieg hat man jede Nation gefragt oder zumindest ihre Pläne und Ansprüche angehört, doch an das österreichische Deutschtum wandte sich niemand. Oder hatte es vielleicht nichts zu sagen? Es unterliegt keinem Zweifel, daß seit Aufhebung der Verfassung sich kaum ein Forum fand, auf dem sie ihre Ansichten darlegen konnten. Höchstens in den Sitzungen der Gemeinde- und Stadträte oder in den Sitzungen der Handels- und Gewerbekammern konnten sie die Wiederherstellung der verfassungsmäßigen Verhältnisse fordern, die Einberufung des Parlaments und die Ernennung einer verantwortlichen Regierung.<sup>34</sup> Trotzdem war nicht das Fehlen eines politischen Terrains das Hauptproblem. Die Autonomisten waren zu Recht erbittert, daß bei den Ungarn Männer, bei ihnen jedoch Schulkinder die Politik machen<sup>35</sup> und über dasselbe beschwerte sich auch Fischhof: Jenseits der Leitha politisieren Männer, hier aber Streber.<sup>36</sup> In Österreich gab es keine Partei, die sich als Partei des Deutschtums erklären konnte, die im Namen der deutschen Nation hätte sprechen können. Die Autonomisten erkannten diesen Mangel, als sie bestrebt waren, die deutschen Parteien zu führen, als sie erklärten: Königgrätz habe den Gedanken der Zentralisation begraben,<sup>37</sup> zur Vereinigung der acht Millionen Deutschen sei also nur Kaiserfelds dualistisches Programm geeignet. Die Dinge lagen bei weitem nicht so einfach. Die zentralistische großösterreichische Partei existierte, auch wenn die Realität ihrer politischen Konzeption von vielen angezweifelt wurde; sie hatte in Wien eine einflußreiche Presse mit großer Vergangenheit und besaß ein beachtliches Lager. Dennoch fanden die Grazer liberalen Bestrebungen zur Ausarbeitung einer gemeinsamen deutschen Politik einen Rückhalt. Die außenpolitischen Ereignisse verliehen ihren Plänen Aktualität. Die Autonomisten wollten sich trotzdem nicht par excellence mit der deutschen Frage, mit der deutschen Einheit befassen, sondern mit den ihr offensichtlich folgenden politischen Änderungen. Kaiserfeld und seine Anhänger meinten, das österreichische Deutschtum müsse in der Habsburger Monarchie eine Entschädigung für die äußeren Verluste suchen. Man müsse Königgrätz zur Kenntnis nehmen, müsse sich damit abfinden. Doch mit der Aussicht, daß in Österreich der von Belcredi avisierte „slawische Kurs“ die Oberhand gewinne, könne sich kein einziger Deutsche abfinden.

Die Grazer Autonomisten haben für den 9. und 10. September 1866 die führenden Vertreter der deutschen Parteien zu einer Konferenz in das malerische steirische Städtchen Bad Aussee eingeladen, um aus dem zwischen 2000 Meter hohen Bergen eingeschlossenen Tal einer neuen deutschen Politik den Weg zu bahnen.

<sup>34</sup> Die Stadträte fast aller großen Städte (Wien, Salzburg, Graz usw.) hatten bereits in den Sommermonaten eine Adresse an den Herrscher gerichtet, er möge die verfassungsmäßigen Zustände wiederherstellen. W. ROGGE: *Österreich von Világos bis zur Gegenwart*. II. Leipzig, Wien 1873. S. 348; G. KOLMER: *Parlament und Verfassung in Österreich*. I. Wien, Leipzig 1902. S. 229–231. Das gleiche taten auch die Handels- und Industriekammern: „Die Presse“, 25. September 1866.

<sup>35</sup> Haus-, Hof- und Staatsarchiv (HHStA) Wien. Staatskanzlei, Informationsbüro 1866. K. 365. No. 7345. 28. September 1866. Friedmann sagte das dem Agenten des Polizeiministeriums.

<sup>36</sup> Fischhofs Brief vom 16. Oktober 1866 an Wengraf. R. CHARMATZ: a. a. O., S. 175.

<sup>37</sup> „Telegraf“, 25. August 1866.

Das Ziel war Beratung, Übereinkunft und Annäherung der Parteien. Der erste Aufruf weckte wahrscheinlich geringeres Interesse als erwartet, es kamen weniger nach Aussee, als Kaiserfeld und seine Anhänger gehofft haben.<sup>38</sup> Vor allem kamen steirische und oberösterreichische Abgeordnete und nur sehr wenige Wiener Politiker, die Deutschen aus Böhmen sind der Beratung fern geblieben. Aussee war trotzdem mehr als eine Privatunterredung von fünfzehn bis zwanzig Abgeordneten und auch sein Widerhall war viel größer als einer solchen. Über die sachliche Seite berichteten die ersten Zeitungs publikationen. Die Abgeordneten haben einen vertraulichen Gedankenaustausch über die kürzlichen internationalen Ereignisse gepflogen, die die Lage der Monarchie und in ihr besonders die Lage des Deutschtums unmittelbar betrafen. Sie stimmten darin überein, daß die Umgestaltung der Monarchie einerseits der historischen Entwicklung des österreichischen Deutschtums entsprechen müsse, andererseits die nationalen Verbindungen nicht außer acht lassen dürfe – den Kontakt mit der großen deutschen Nation. Im Interesse dieses Zieles war es erforderlich, daß die deutschen Abgeordneten ein Übereinkommen trafen und eine geschlossene deutsche Partei gründeten. Unter den gegebenen Verhältnissen, heißt es im Artikel des „Telegraf“, sei der beschränkte Dualismus (die gemeinsame parlamentarische Behandlung der gemeinsamen Anliegen) die einzige Form, in der die obige Bestrebung des Deutschtums sowie die freie konstitutionelle Monarchie verwirklicht werden können. Die Teilnehmer sprachen sich gegen eine föderative Umgestaltung aus, doch hielten sie zur Wahrung der Eigenständigkeit der Länder die Ausbreitung der Autonomie der Landtage für wichtig. Schließlich betonten sie, daß die notwendige Umgestaltung der Monarchie nur auf dem verfassungsmäßigen Weg und durch gesetzliche gemeinsame Vertretung der nicht zur ungarischen Krone gehörenden Gebiete durchzusetzen sei.<sup>39</sup>

Aussee hat mit Absicht kein Aktionsprogramm ausgearbeitet und nur eine prinzipielle Stellungnahme verkündet: eine klare, kurze und unzweideutige. Sie seien eine deutsche Partei, müssen deutsche Interessen vertreten, die spezifisch deutsch-österreichischen Interessen und dabei nie vergessen, daß ein großer deutscher Staat hinter ihnen stehe. Die dualistische Form entspräche in erster Linie ihren nationalen Interessen, doch auch der verfassungsmäßigen Entwicklung der Monarchie am besten.

Die Beratung hat einen auffallend lebhaften Widerhall gefunden. Von den Wiener Blättern kritisierte „Die Presse“ scharf die Autonomisten, daß sie ihre deutschen nationalistischen Bestrebungen vor die liberalen Forderungen stellten. „Über der Einheit steht die bürgerliche Freiheit“, schrieb die alte „Die Presse“ und auf dieser prinzipiellen Grundlage wies sie strikt die dualistischen Pläne zurück. Aus Königgrätz zog sie die Lehre, daß auf die uneingeschränkte Einheit der Außenpoli-

<sup>38</sup> „Telegraf“. 16. September 1866. Informationsbüro 1866. K. 365. No. 7045. 12. September 1866.

<sup>39</sup> „Telegraf“. 11., 13. September 1866.



tik, des Verteidigungswesens und Finanzwesens keine einzige Großmacht verzichten könne. Der Dualismus sei eine ungeeignete Staatsform, er führe unweigerlich zum Absolutismus und durch diesen zur Revolution.<sup>40</sup>

Die „Neue Freie Presse“ jedoch unterstützte das Programm von Aussee so sehr, daß die alte „Die Presse“ sie als „freiwilligen Wiener Autonomisten“ titulierte.<sup>41</sup> Die „Neue Freie Presse“ schrieb: „Treu dem Programme von Aussee werden wir bald dort stehen, wo die Lösung liegt. Revision der Verfassung auf verfassungsmäßigem Wege.“<sup>42</sup> Die gemeinsame parlamentarische Behandlung der gemeinsamen Angelegenheiten – polemisierte sie mit der anderen Wiener Zeitung – sei in einem solchen Maße ein zentralistisches Programm, wie dies Österreichs Interessen erfordern. Die Einheit des Parlaments in gemeinsamen Angelegenheiten ist der Kern der Februarverfassung. Wenn das die Grazer einhalten, bleiben sie der Februarverfassung treu. Der Dualismus sichere den Zisleithanischen Ländern die uneingeschränkte Einheit. Der Dualismus, wie ihn Kaiserfeld und Genossen planen, ist nur eine Negation des Föderalismus, er behält vom Zentralismus nur soviel, daß er genügend Schutz gegen die Drohungen der Personalunion bietet.<sup>43</sup>

Der „Telegraf“ berichtete jeden Tag über die Besprechungen in Aussee und auch die anderen Blätter brachten eiligst die Nachrichten. Kaiserfeld und sein Kreis haben eine ernste Autorität errungen. Eine unerwartete Episode jedoch unterbrach die aufstrebende Bahn der autonomistischen Partei. In der „Tagespost“ erschien eine Meldung mit Kaiserfelds Unterschrift, daß die Berichte im „Telegraf“ ohne sein Wissen entstanden seien und sie nicht seinem eigenen Standpunkt und dem Standpunkt der Partei entsprechen.<sup>44</sup> Diese Erklärung war eine Sensation. Was sind die Hintergründe dieser Affäre? Wurde mit Recht die Frage gestellt: was zwang Kaiserfeld in einem für seine Partei entscheidenden Augenblick, sein politisches Organ zu desavouieren?

Zur Beurteilung der Dinge muß man wissen, daß am 15. September die „Neue Freie Presse“ einen Brief Riegers an Wieser, einen deutschen autonomistischen Politiker, veröffentlichte, in dem Rieger die tschechisch-deutsche Verständigung betrieb. Das Wiener Blatt fügte einen Kommentar zum Schreiben des tschechischen Politikers bei: Die Tschechen sollen sich nicht einbilden –, so das Wiener Blatt –, daß die Autonomisten mit ihnen ein Schutz- und Troztbündnis eingehen werden. Der „Telegraf“ reagierte auf den Artikel der „Neuen Freien Presse“ und schrieb, daß die Beratung von Aussee die föderalistische Lösung zwar entschieden zurückgewiesen habe, doch in einer fernerer Zukunft, wenn die Einheit der deutschen Parteien bereits gefestigt sei, auch eine Übereinkunft mit anderen Nationen anstreben werde.<sup>45</sup>

<sup>40</sup> „Telegraf“ berichtete am 15., 16. und 17. September 1866 über die Artikel des Wiener Blattes und polemisierte mit ihm. Gegen den Dualismus: „Die Presse“. 19. und 26. September 1866.

<sup>41</sup> „Die Presse“. 19. September 1866.

<sup>42</sup> „Neue Freie Presse“. 12. September 1866.

<sup>43</sup> Ebenda. 16. September 1866.

<sup>44</sup> 20. September 1866. (Den Artikel der „Tagespost“ kennen wir nur aus dritter Hand.)

<sup>45</sup> Den gleichen Gedanken bringt auch der Artikel im „Telegraf“ vom 18. September 1866 zum Ausdruck.

Gegen diesen Artikel im „Telegraf“ protestierte Kaiserfeld. „Sie (Wengraf – É.S.) werden nun begreifen, daß ich und meine Parteigenossen unangenehm berührt sein mußten, wenn sich durch Veranlassung des Blattes, welches für unser Organ gilt, im Publikum Vorstellungen bilden konnten, durch welche der Zweck, den die Teilnehmer an der Ausseer Versammlung anstrebten, hätte vereitelt oder doch dessen Erreichung erschwert werden können.“

„In der Polemik, welche Ihr Blatt aus Anlaß des Riegerschen Briefes mit einem einflußreichen Wiener Journal begann, das die Ausseer Grundsätze mit Wärme begrüßt hatte, fand dieses Blatt Anhaltspunkte zu Auslegungen, welche auch diejenigen Teilnehmer an der mehrgenannten Besprechung ... in bezug auf den Ernst und die Aufrichtigkeit unseres Strebens in ein zweifelhaftes Licht zu stellen geeignet waren. Ich konnte mich und meine Freunde der Möglichkeit, falsch beurteilt zu werden, nicht ausgesetzt lassen.“<sup>46</sup>

Bekanntlich forderten die ersten autonomistischen Erklärungen die Erweiterung der Autonomie der Landtage. Während der Beratung in Aussee veröffentlichte der „Telegraf“ Fischhofs Flugblatt, in dem auch davon die Rede war, daß „ihr feines Verständnis für das in den einzelnen Kronländern pulsierende Leben, ihre Schonung für die nationalen Empfindlichkeiten, ihr echt germanisches, offenes und anspruchsloses Wesen erwarb ihnen überdies die Achtung aller Völker“. Deshalb sei es die Aufgabe der Autonomisten, eine Annäherung der nationalen Parteien in die Wege zu leiten und die Vertreter der einzelnen Nationen zu einer privaten Beratung einzuladen. Man muß wissen, daß noch im August, während der Wiener slawischen Konferenz, die deutschen autonomistischen Koryphäen die im Hotel „Stadt Frankfurt“ wohnenden tschechischen Führer mehrmals aufgesucht und mit ihnen beraten haben.<sup>47</sup> Demnach ist es verständlich, warum Rieger in einem Brief an Wieser Beratungen zwischen autonomistischen und tschechischen Führern vorgeschlagen hat. Riegers Brief geriet „zufällig“ in die Redaktion der „Neuen Freien Presse“ und das Wiener Blatt lehnte im Namen der Grazer die Annäherung an die Tschechen ab. Darauf erwiderte Wengraf, daß er bei Betonung seines antiföderalistischen Programms auch die Möglichkeit einer weiteren Verhandlung mit den Tschechen nicht ausschlage. Die „Bohemia“ schrieb zwei Wochen später zu der Angelegenheit, Kaiserfeld hätte damals bereits gewußt, daß Belcredi sich von den Tschechen abgewandt hat und deshalb habe auch er ihnen den Rücken gekehrt.<sup>48</sup> Welche Rolle bei Kaiserfelds neuer Haltung die Abkehrung der Regierung von den föderalistischen Plänen spielte, werden wir in einer anderen Beziehung erörtern. Wir haben nicht die Absicht, die offensichtlich nicht ganz fairen Pressequerelen zu rekonstruieren. (Dies ist für einen Leser des 20. Jahrhunderts auch sonst keine Sensation.)

<sup>46</sup> „Telegraf“. 23. September 1866.

<sup>47</sup> „Bohemia“. 30. September 1866. Über die Wiener slawische Konferenz werden wir noch sprechen. „Bohemia“ war ein deutsches Blatt in Prag, sein Redakteur war Franz Klutschak.

<sup>48</sup> Ebenda.

Unserer Ansicht nach hatte das Duell Wengraf–Kaiserfeld tiefere Gründe, deren Aufdeckung nicht uninteressant ist.

Ein Agent des Polizeiministeriums berichtete über die Geschehnisse: Die Autonomisten waren ursprünglich geneigt, mit der Riegerschen tschechischen Partei zusammenzuarbeiten. In letzter Zeit jedoch haben mehrere Faktoren ihre Ansichten beeinflusst. Fischhof schrieb aus Graz an Friedmann, daß die Autonomisten zu verstehen beginnen, die schnelle Verwirklichung der deutschen Einheit werde sich in nächster Zukunft notwendigerweise auch auf die deutschen Länder in Österreich stärker auswirken. Deshalb hielten sie es nicht für ratsam, ein Abkommen mit den Tschechen zu treffen. Die Tschechen sollen zunächst untereinander Ordnung schaffen und danach mit den Deutschen in Böhmen eine Übereinkunft absprechen. Fischhof berichtete Friedmann auch darüber, daß sich die Beziehungen der Autonomisten zu den deutschen Parteien außerhalb Österreichs in letzter Zeit sehr verstärkt haben und diese würden überaus gefährdet werden, wenn man in Deutschland der Meinung wäre, daß die radikalste deutsche Partei in Österreich mit den Tschechen – die ständig im Gegensatz zu den deutschen Interessen stünden – ein Bündnis eingehe. Dieses Argument hat nach Fischhofs Meinung einen so starken Eindruck auf die Grazer Politiker ausgeübt, besonders auf Kaiserfeld, daß er beschloß, selbst den Anschein einer Zusammenarbeit mit Rieger zu vermeiden. So entstand seine desavouierende Antwort auf den im versöhnlichen Ton geschriebenen Artikel seines eigenen Parteiorgans, deren Zweck niemand verstand, und dann sein genauso unklarer zweiter Artikel, in dem er sich bemühte, den „Telegraf“ zu rehabilitieren.<sup>49</sup>

Im März 1866 haben also die deutschen Autonomisten erkannt, man könne keine halben Gesten machen. Damit es gelingt, auf deutscher Grundlage eine Partei zu gründen und den gemäßigten Dualismus durchzusetzen, mußte man auf das Liebäugeln mit den Tschechen verzichten. Der deutsche Nationalismus käme mit dem Dualismus gut aus, doch nicht mit der liberalen Nationalitätenpolitik in Österreich.

Kurz nach dem Vorfall erschien endlich der offizielle Wortlaut des Programms von Aussee und es bestand kein Zweifel mehr an seinem deutschen nationalistischen Charakter. Der Publikation ging eine neue Beratung voraus: am 16. November wurde in Aussee einstimmig Kaiserfelds Programm angenommen.<sup>50</sup> Der Grazer Führer betonte, daß „Österreich vorzüglich das Werk der deutschen Arbeit ist. Auch heute ist Österreichs Regeneration nur durch die Deutschen denkbar, niemals ohne sie oder gegen ihren Willen. Wollen daher die Deutschen die Aufgabe erfüllen, zu welcher sie berufen sind, müssen sie sich vor allem als Deutsche fühlen, und das, daß sie deutsch sind, als ihre höchste Ehre betrachten“.<sup>51</sup>

<sup>49</sup> HHStA, Staatskanzlei, Informationsbüro 1866. K. 365. No. 7345. 28. September 1866. Es ist beachtenswert, daß der Agent von Friedmann informiert wurde.

<sup>50</sup> „Telegraf“. 17. November 1866.

<sup>51</sup> Ebenda.

Das Programm – wie auch die Septembererklärungen – ging von den spezifischen österreichisch-deutschen Interessen und von dem Gedanken der Zugehörigkeit zur großen deutschen Nation aus. Zur Reorganisierung der Monarchie arbeiteten sie einen konkreteren Plan als vordem aus. „Unter den verschiedenen Formen, welche angesichts der gegebenen Verhältnisse in der staatsrechtlichen Gestaltung der Monarchie denkbar sind, sprechen wir uns mit Rücksicht auf das durch die Verfassung des Reiches gewährleisteten Recht Ungarns für einen durch die Anerkennung gemeinsamer Angelegenheiten begrenzten Dualismus aus. Da wir den Absolutismus in allen Sphären des Staatslebens ausgeschlossen wissen wollen, so können wir als die Grundlage einer Vereinbarung mit dem ungarischen Landtage nur die gemeinsame parlamentarische Behandlung der als gemeinsam anerkannten Angelegenheiten uns denken.

Wird in Folge der Verhandlungen mit dem ungarischen Landtage eine Änderung in den Staatsgrundgesetzen notwendig, so kann eine solche mit Rechtsgültigkeit für die Länder diesseits der Leitha nur auf dem Boden dieser Staatsgrundgesetze geschehen.

... Durch die Rücksichten für die Machtstellung des Reiches, für eine entsprechende Legislative, für eine kräftige Regierungsgewalt und zur Verwirklichung der Grundsätze des Konstitutionalismus ebenso wie in Folge der zwischen den Ländern diesseits der Leitha bestehenden Gemeinsamkeit müssen wir für diese Länder eine gemeinsame Vertretung fordern. Eine solche Vertretung wird dann ihren Ursprung nicht mehr aus den Landtagen, sondern in unmittelbarer Weise aus der Bevölkerung zu nehmen haben, und sie wird mit allen parlamentarischen Prärogativen ausgerüstet sein müssen; es wird daher derselben die Regierung in allen jenen Angelegenheiten, welche nicht Angelegenheiten des gesamten Reiches sind, mit wirklicher Verantwortlichkeit gegenüberstehen.“<sup>52</sup>

Das neue Element des Programms war ein solcher „engerer Reichsrat“, d. h. ein solches österreichisches Parlament, in das man direkt (also nicht aus den Länderversammlungen) die Abgeordneten delegiert. Die Autonomisten haben ein ebenso einheitliches verfassungsmäßiges Organ für Österreich gefordert, wie es jenseits der Leitha der ungarische Landtag war. Kaiserfelds Zentralismus bezüglich des engeren Österreich war demnach konsequenter als seinerzeit Schmerlings Februarverfassung. Die Verfassung aus dem Jahre 1861 schrieb indirekte Reichsratswahlen vor, bei denen hauptsächlich der in den böhmischen und galizischen Länderversammlungen eine größere Rolle spielenden feudalen Aristokratie und natürlicherweise – nolens volens – den nationalen Parteien Platz eingeräumt wurde. Die von Kaiserfeld geplante direkte Reichsratswahl stand im krassen Gegensatz zu den von den Autonomisten früher so laut verkündeten Prinzipien der „Autonomie“: der Erweiterung der Kompetenz der Landtage.<sup>53</sup> Dieser Wortlaut deklarierte ein-

<sup>52</sup> Ebenda. 18. November 1866. Abschnitte zit. bei F. KRONES: a. a. O., S. 258/59.

<sup>53</sup> Die von Kaiserfeld geplanten direkten Reichsratswahlen konnte auch die Dezemberverfassung nicht gewährleisten. Das gelang erst der liberalen Regierung im Jahre 1873.

deutig, daß die Autonomisten auf das Liebäugeln mit den slawischen Völkern verzichteten, auf die Absurdität der Aussöhnung des deutschen Zentralismus mit der Länderautonomie. Aussee strebte die Einheit der deutschen Parteien und die Annäherung der zwei „führenden“ Nationen an.

Bereits Anfang Oktober kursierten Nachrichten, daß vor der Publikation des Programms die Grazer auch mit einigen hervorragenden Vertretern der Deák-Partei verhandeln werden. Sie wollten ihre Meinung anhören, um eine günstige ungarische Aufnahme des Programms zu sichern. „Der Wanderer“ berichtete, man erwarte Kemény in der steirischen Hauptstadt und der Redakteur des „Pesti Napló“ (Pester Tagblatt) beabsichtige, aus Graz direkt nach Pusztaszentlászló zu Deák zu fahren. „Die Presse“ empörte sich darüber, daß die Autonomisten „das Urteil der Magyaren über ihr Programm förmlich erbitten“, „nach Ungarn fahren, um die Zustimmung Deáks zu erwerben“, „daß sie eventuell ihr Programm im ungarischen Sinne modifizieren wollten“. „Das Streben der Autonomisten nach einem Ausgleich mit Ungarn ginge bis über die Grenzen, und das nennen sie ‚begrenzten‘ Dualismus.“<sup>54</sup>

„Pesti Napló“ brachte seit Anfang Oktober anerkennende Artikel im sympathisierenden Ton über die Beratung in Aussee. Es lobte Kaiserfelds Ehrlichkeit und nüchterne Auffassung.<sup>55</sup> „Er hat unserer Sache bereits viele Dienste geleistet“, schrieb Keménys Blatt, „ohne etwas anderes sein zu wollen als ein österreichischer Patriot und ein Mann deutschen Gefühls, der, wenn er den zentralistischen Verlockungen nicht unterliegt und die Versöhnung fördert, eigentlich die gleichen Interessen stärken will, die der starre Zentralismus hartnäckig abwehrt und dadurch unrettbar aufs Spiel setzt, was er am eifrigsten betreibt.“<sup>56</sup>

Mitte Oktober hat Kemény in einer Artikelserie die Thesen von Aussee analysiert und sprach von ihnen mit Anerkennung.<sup>57</sup> In einer einzigen – natürlich keinesfalls unwesentlichen Frage – brachte er Gegenargumente vor: in der gemeinsamen Behandlung der gemeinsamen Angelegenheiten. Damit in Verbindung vermied er aber solche Bemerkungen, „bei denen eher die polemische Spitze aufblinkt als der Wunsch zum Überreden“.

„An sich haben die gemeinsamen Angelegenheiten zweifellos eine parlamentarische Behandlung nötig, und wenn der Schutz der Selbständigkeit des Staates keine Achtung, kein Opfer wert wäre, dann würde natürlich derjenige einen sehr schlechten Weg einschlagen, der sich darüber den Kopf zerbräche, daß obwohl er das parlamentarische Regierungssystem für das zweckmäßigste halte, trotzdem seinem Wirkungskreise sehr wichtige Fragen entziehe. Wer wüßte jedoch nicht, daß es starke Interessen gibt, die fähig sind, auch die Freiheit mit all ihren Apparaten in den Hintergrund zu drängen.“<sup>58</sup> (Hervorgehoben von mir – É.S.)

<sup>54</sup> „Die Presse“. 10. Oktober 1866.

<sup>55</sup> „Pesti Napló“ (Pester Tagblatt). 9. Oktober 1866.

<sup>56</sup> Ebenda. 11. Oktober 1866.

<sup>57</sup> Die aus vier Teilen bestehende Artikelserie von Kemény ist am 13., 14., 16. und 18. Oktober 1866 in „Pesti Napló“ erschienen.

<sup>58</sup> „Pesti Napló“. 18. Oktober 1866.

Auch Kaiserfeld, erklärte Kemény, betone vor allem das Deutschtum seiner Partei, die Zugehörigkeit des österreichischen Deutschtums zur deutschen Nation und diesem Gedanken unterordne er alle seine weiteren Pläne. In dem kürzlichen Kriege hat eine Reihe kleiner deutscher Staaten die preußische Führung freiwillig anerkannt, eines solchen Staates, der hinsichtlich der Verfassungsmäßigkeit eventuell hinter ihnen zurückgeblieben ist. Sie stellten ihre eigenen verfassungsmäßigen Rechte vor einem sich verwirklichenden einheitlichen Deutschland zurück, denn sie erachteten die nationale Einheit für wichtiger als ihre eigene Freiheit.

Kemény berief sich zu Recht auf Kaiserfeld, denn seine Darlegungen waren vom theoretischen Standpunkt nicht neu. Der deutsch-österreichische und der ungarische Liberalismus stand dem gleichen Dilemma gegenüber. In Mittel- und Osteuropa war für die Vertreter der nationalen Einheit oder Unabhängigkeit der Widerspruch zwischen „Einheit“ und „Freiheit“, mutatis mutandis zwischen nationaler Souveränität und Freiheit ein gemeinsames Problem. Sie mußten wählen, wenn auch nicht in der Form entweder-oder, doch gab es „starke Interessen, die fähig sind, auch die Freiheit ... in den Hintergrund zu drängen“.

Beide liberalen Richtungen waren zu Konzessionen gezwungen. Sie gaben von ihren eigenen konstitutionellen Ideen sovieles auf, wieviele sie vom Standpunkt ihrer nationalen Interessen aufzugeben notwendig hielten. Wie sehr auch in den sechziger Jahren das österreichisch-deutsche Bürgertum und hauptsächlich Kaiserfelds Partei das Aufeinanderangewiesensein des österreichischen und ungarischen Liberalismus bei der Schaffung und zum Schutz der Verfassung betonten, die liberale Solidarität genügte nicht zur Annäherung der beiden Nationen, sie ergab kein solches Bündnis wie Aussee: das Programm der aufeinander angewiesenen nationalistischen Richtungen. Mißverstehen wir nicht, der Ausgleich im Jahre 1867 zwischen der deutsch-österreichischen und der ungarischen herrschenden Klasse kam nicht deshalb zustande, weil man nicht mehr die liberalen Rechte, sondern die für sie höher stehenden nationalen Interessen hervorhob, vielmehr, weil ein solcher historischer Zwang eintrat, der sie das Aufeinanderangewiesensein im Nationalismus erkennen ließ (hauptsächlich das österreichische Deutschtum; die Ungarn wußten dies schon früher). Das war das Leitmotiv und der Inhalt des Ausgleichs.

\*

Eine andere – keineswegs bedeutungslose – Gruppe des österreichischen Deutschtums zog aus Königgrätz andere Lehren als die Ausseer. Der orthodoxe deutsch-österreichische Liberalismus wollte in der Auflösung des Bundes nicht nur ein nationales Anliegen sehen, sondern auch den Sieg des Liberalismus; nicht den Widerspruch von „Einheit“ und „Freiheit“, sondern deren Identität.<sup>59</sup> Nach der

<sup>59</sup> I. PLENER: *Der Zerfall Österreichs*. Leipzig 1867. (Pleners Broschüre erschien zuerst als Beilage der „Neuen Freien Presse“ am 14. Februar 1867.) Plener sah in der neuen deutschen Entwicklung die Verwirklichung der Harmonie der nationalen Einheit und der politischen Freiheitsrechte; die notwendige ausbalancierende Rolle der Monarchie und die Verträge von 1815 wurden überflüssig. Die deutsche Einheit mußte zwangsläufig auch Österreich betreffen. Das einheitliche Deutschland könne nur dann zustande kommen, wenn auch Österreich in ihm seinen Platz findet.

„Presse“ war der Bund „eine dieser wechselseitigen Versicherungsanstalten gekrönter Häupter zur polizeilichen Maßregelung der Völker Deutschlands“. Die Auflösung des Bundes erfülle sie mit Genugtuung, denn damit sei ein Hindernis für die vollständige Verschmelzung der Trans- und Zisleithanischen Länder, doch nicht (wie nach den Prämissen zu erwarten wäre) für die freie Entwicklung der Völker verschwunden.<sup>60</sup> Nach dem deutschen Blatt in Böhmen bot Königgrätz neue Möglichkeiten zur Schaffung eines Habsburger Einheitsstaates. Es wäre ein Irrtum zu glauben, daß die österreichischen Deutschen mit allen Umgestaltungen einverstanden sein müßten. Gerade deshalb, weil ihre zwiespältige Lage in Deutschland behoben ist, könnten sie sich entschiedener für die Einheit der Monarchie einsetzen.<sup>61</sup>

Waren sie Schmerlings Erben? Sie waren die Anhänger des großösterreichischen Zentralismus, der Reichseinheit, des parlamentarischen Einheitsstaates.<sup>62</sup> Der „parlamentarische“ Protest gegen Belcredis „Sistierungspolitik“ und gleichzeitig gegen Kaiserfelds Programm, gegen den Dualismus, weil der letztere den Absolutismus in die gemeinsamen Reichsangelegenheiten schmuggelt. Die orthodoxen österreichischen Liberalen gerieten in die äußerst vorteilhafte Lage, daß während sie von der Plattform des Februarpatents das Programm der ungarischen Liberalen zurückwiesen, sie sich bei Betonung ihrer verfassungsmäßigen Prinzipien in die Pose des Liberalismus warfen. Kaiserfelds Nationalismus verurteilten sie im Namen des Liberalismus. Dabei haben die Zentralisten und auch die Autonomisten ein nationalistisches Programm verkündet, zwei verschiedene Richtungen des deutsch-österreichischen Nationalismus.

Die Zentralisten haben Anfang Oktober im Wiener Salon des mährischen Großindustriellen Skene ein „Gegen-Aussee“ veranstaltet. Zur Konferenz luden sie 26 deutsche Abgeordnete ein, um, wie Kaiserfeld, die deutschen Parteien zu vereinigen. Sie wetteiferten um den Rang der führenden Partei „der Nation“. Fünfzehn sind in Skenes neuem Heim am Kolowratring erschienen: aus Niederösterreich Mühlfeld, Pratobevera und Schindler, aus Salzburg Lasser, aus Kärnten Tschabuschnigg, aus Böhmen Hasner und Hanisch, aus Mähren außer Skene Giskra, Hopfen, Kinsky, Dr. Ryger, Dr. Wanderstraß und Szabel und schließlich aus Schlesien Hein. Die übrigen Eingeladenen aus Steiermark und ein großer Teil der böhmischen Deutschen ließen sich entschuldigen. Die Teilnehmerliste enthielt eine Reihe bekannter Namen, drei (Hein, Lasser und Pratobevera) waren Mitglieder des Schmerling-Kabinetts gewesen.<sup>63</sup> Auf der Wiener Beratung konstatierten sie bedauernd das Fernbleiben der Steiermarker und dann legten sie fest, daß sie nicht nur über Fragen der Verfassung, d. h. Fragen der Reichsreform sprechen wollten, son-

<sup>60</sup> „Die Presse“. 16. September 1866.

<sup>61</sup> „Bohemia“. 5. Oktober 1866.

<sup>62</sup> Die neue Benennung erklärt „Die Presse“, 31. August und 13. September 1866.

<sup>63</sup> „Die Presse“ (Abendblatt) (A). 6. Oktober 1866; „Telegraf“ A. 6. Oktober 1866; „Bohemia“. 5.–6. Oktober 1866. Kaiserfeld ist mit Berufung auf die Krankheit seiner Frau nicht erschienen, weiterhin haben Kuranda, Tinti, Waser, alle Autonomisten sowie der leitende Politiker der Deutschen in Böhmen, der Redakteur des „Tagesboten“, Herbst, der Einladung nicht Folge geleistet.

dern auch von der politischen Freiheit. Das war ein Seitenhieb gegen die „allerliberalste“ deutsche Partei.

Die Wiener Konferenz deklarierte, daß der Gang der Ereignisse seit dem 20. September 1865, seit der Aufhebung der Verfassung, klar die Notwendigkeit des Festhaltens am Konstitutionalismus zeigt. Die sofortige Einberufung des Reichstags sei das einzige Mittel, um dem Reich aus dem inneren Wirrwarr herauszuhelfen.<sup>64</sup> Diese Forderung richtete sich natürlich gegen Belcredis Kurs, gegen den Plan des Ministerpräsidenten einer „Delegiertenversammlung“. Der Grundgedanke der Sistierungsaktion Belcredis war, erklärte das Wiener zentralistische Blatt, daß die Länder frei mit der Krone und untereinander übereinkommen, ohne die bestehende und für alle Länder gemeinsame Rechtsgrundlage der Februarverfassung zu beachten. Die Anhänger der Februarverfassung meinten, daß nur der Reichsrat das Recht besitze, mit Einverständnis der Krone das Staatsgrundgesetz entsprechend den Erfordernissen zu ändern.<sup>65</sup> Die verfassungstreue Partei weise nicht nur deshalb Belcredis Plan der „Delegiertenversammlung“ zurück, weil dieser eine neue Oktroyierung bedeute, sondern hauptsächlich deshalb, weil dadurch die definitive Aufhebung der Verfassung nicht mehr rückgängig gemacht werden könnte.

Die Wiener Konferenz beharre fest auf der Februarverfassung, an den dort bestimmten gemeinsamen Angelegenheiten sowie an dem regelmäßig tagenden einheitlichen Reichsrat zwecks deren Behandlung. Dies alles jedoch beträfe nicht ihre loyale Bereitschaft zu Konzessionen, die nicht gegen den Föderalismus gerichtet seien.<sup>66</sup> Für die öffentliche Stimmung war nichts charakteristischer als daß die in Wien verhandelnden Abgeordneten es für ratsam hielten, festzulegen, daß sie, obwohl der Februarverfassung treu, bereit sind, „den Dualismus mit allen Konsequenzen, selbst in der pursten Gestalt zu akzeptieren“. Danach folgte die Negierung dieser Behauptung, die Verfassungsreform könne nur auf verfassungsmäßigem Wege im erweiterten Reichsrat durchgeführt werden.<sup>67</sup> Den Circulus vitiosus, daß zuerst die Ungarn im Reichsrat einziehen und danach von einer Änderung der Februargesetze die Rede sein könne, vermochten die orthodoxen deutschen Zentralisten auch nach Königgrätz nicht zu durchbrechen. Der Vorwurf, die Ungarn verhalten sich so, als hätten sie bei Königgrätz gesiegt,<sup>68</sup> hat für den Salon Skene mehr Gültigkeit: sie vergaßen, daß sie den entscheidenden Krieg verloren haben.

Am 18. Oktober veröffentlichten die Wiener Blätter das im Salon Skene formulierte Vierpunkteprogramm: 1. Festhalten an der Februarverfassung, 2.

<sup>64</sup> „Die Presse“, 6. Oktober 1866.

<sup>65</sup> Ebenda. 7. Oktober 1866.

<sup>66</sup> „Die Presse“, 18. Oktober 1866; „Telegraf“ A. 18. Oktober 1866. Das hier veröffentlichte Programm wurde von einer Kommission formuliert, deren Vorsitzender Pratobevera und die Mitglieder Hasner, Hopfen, Skene und der Autonomist Schindler waren. Die Wahl der einstigen Minister des Schmerling-Kabinetts (Pratobevera, Hasner und Hopfen) in die Kommission symbolisierte, daß die Konferenz am Einheitsstaat, an der bestehenden, doch sistierten Verfassung und am weiteren Reichsrat festhielt. Über die Wahl der Kommission: „Die Presse“, 6. Oktober 1866.

<sup>67</sup> „Bohemia“, 9. Oktober 1866.

<sup>68</sup> „Die Presse“, 16. September 1866.



Festhalten an dem im Oktoberdiplom und im Februarpatent bestimmten Bereich und an der Geschäftsführung der gemeinsamen Angelegenheiten, 3. Einverständnis zur Verfassungsänderung innerhalb der oberen Rahmen, 4. Sofortige Einberufung des Reichsrats.<sup>69</sup>

Der „Telegraf“ stellte zu Recht fest: Dafür war es schade, tagelang zu beraten. Die Formel sei nichtssagend. In Punkt 2 könne jeder hineinlesen, was er wolle. Das Festhalten an der Verfassung sei aber so selbstverständlich, daß dies die Wiener Zentralisten von anderen deutschen Parteien nicht unterseheide.<sup>70</sup>

Zur gleichen Zeit mit den Wienern haben in Prag die böhmischen deutschen Abgeordneten unter Vorsitz von Herbst eine Beratung abgehalten. Zu Beginn der Prager Beratung schrieb „Die Presse“ am 7. Oktober, es sei nicht zweifelhaft, daß ihr Beschluß mit dem der Wiener übereinstimmen werde.<sup>71</sup> Wenn Herbst wirklich in allem mit Skene einverstanden gewesen wäre, wäre er sicher nach Wien gegangen, und hätte nicht in Prag eine Sonderkonferenz einberufen. Herbsts Blatt, „Der Tagesbote“, reagierte nicht mit großer Begeisterung auf die Kolowratringer Nachrichten. Der Salon Skene solle sich nicht das Recht nehmen, hieß es, im Namen des österreichischen Deutschtums aufzutreten. Dies könne nur eine solche Konferenz tun, an der die Vertreter aller Fraktionen teilnehmen. Das Prager Blatt halte die Wiener Konferenz für ein Gegenstück der slawischen Konferenz. Es bedauere, daß sie diese Parallele nicht vermieden und die ohnehin große Zahl der politischen Programme mit einem nicht sehr bedeutenden vermehrt habe.<sup>72</sup>

Der „Telegraf“ berichtete, daß zwischen den Autonomisten und den deutschen Abgeordneten in Böhmen in den Grundfragen eine Übereinstimmung zustande gekommen sei.<sup>73</sup> Die spezifische Lage der letzteren sei bekannt. Wenn es ein Gebiet gab, wo das Deutschtum vom Verlust des „deutschen Hinterlandes“ unmittelbar und schwer betroffen wurde und wo Belcredis Kokettieren mit den föderalistischen Bestrebungen seine nationale Hegemonie direkt bedrohte, so war das Böhmen. Es unterliegt keinem Zweifel, daß die politische Lage das böhmische Deutschtum nicht für den Wiener, den traditionellen österreichischen gesamtmonarchistischen, sondern für den Kaiserfeldschen deutschen Nationalismus empfänglich machte. „In Wien haben die Deutschen alle Anhaltspunkte, der Hof ist deutsch, die Behörden auch... Die Provinzen müssen deutsch regiert werden und wenn es nicht geschieht, so sei der Weg nach Berlin nicht weit, und Graf Bismarck nicht so harthörig, um die gefährdeten Interessen der Deutschen in Böhmen und Mähren nicht in Schutz zu nehmen.“<sup>74</sup>

<sup>69</sup> Ebenda. 18. Oktober 1866.

<sup>70</sup> „Telegraf“. 19. Oktober 1866.

<sup>71</sup> „Die Presse“. 7. Oktober 1866.

<sup>72</sup> Auszüge aus dem Artikel im „Tagesboten“ bringt „Telegraf“ A. 9. Oktober 1866.

<sup>73</sup> „Telegraf“. 12. Oktober 1866.

<sup>74</sup> HHStA, Staatskanzlei, Informationsbüro 1866. K. 366. No. 6799. Agentenmeldung über die Tätigkeit des böhmischen deutschen Kasinos. 29. August 1866.

Es wäre interessant, auch zahlenmäßig zu bestimmen, welche Kräfte die einzelnen deutschen Parteigruppen vertraten. Dazu sind wir jedoch außerstande, da das Parlament nicht funktionierte und die Abgeordneten nur zu Privatberatungen zusammenkamen, wie z. B. in Aussee. An diesen nahmen die Führer der Parteien teil. Aus ihrer Zahl kann man eher auf die Aktivität der Gruppen als auf ihre wirkliche Größe folgern. Wir wissen zwar, daß bei der Eröffnung der neuen Session des Abgeordnetenhauses im Mai 1867 die überwiegende Mehrheit der 118 Abgeordneten, etwa 90 Personen, zu der von Kaiserfeld–Herbst geführten autonomistisch-unionistischen Koalition gehörten und die restlichen etwa 30 Gesetzesvertreter auch nicht einheitlich den zentralistischen Standpunkt vertraten.<sup>75</sup> Aus diesen Angaben jedoch kann man keinesfalls rückwirkend auf seine frühere Zusammensetzung folgern. Im Sommer 1867 war bereits jede wesentliche Frage – die ungarische ebenso wie die deutsche – ziemlich unmißverständlich geklärt, damit sich der „nüchterne“ österreichisch-deutsche Bürger in das Unveränderliche füge. In den Monaten nach Königgrätz konnte die Kaiserfeld-Gruppe aus höchstens 18 bis 20 Mitgliedern bestehen haben (in den Landtagen natürlich mehr). Die Zentralisten waren nicht nur zahlenmäßig im Übergewicht, sondern verfügten in der Tagespolitik und geistigen Beeinflussung der öffentlichen Meinung über viel mehr und effektivere Mittel. Wenn in den folgenden Monaten ihr Einfluß allmählich zurückging, so war das dem Umstand zuzuschreiben, daß die überlieferten Positionen zum Schutz der geerbten, aber inzwischen völlig unreal gewordenen politischen Standpunkte nicht ausreichten.

### **Die tschechischen Bestrebungen Ende 1866**

Nach Ansicht der Tschechen war der preußisch-österreichische Krieg nicht nur eine Schicksalswende bei der Verwirklichung der deutschen Einheit, sondern auch ihrer eigenen nationalen Geschichte. Ihre Überzeugung, ein Anschluß an Deutschland könne katastrophale Folgen für das tschechische Volk haben, hatte tiefe Wurzeln. Deshalb reagierten sie nicht auf Bismarcks Aufruf. Während der preußischen Invasion hielten sie sich von allen Demonstrationen zurück. Die tschechischen Parteien traten nicht für das preußische Programm auf, obwohl Preußen sich das Kriegsziel gesetzt hat, Österreich aus der Frankfurter Fürstentagung auszuschließen – was zugleich ihr größter Wunsch war. Die Jungtschechen, Sladkovský und Grégr, warnten ihre Parteianhänger während der Besetzung vor politischen Aktivitäten, damit die Preußen diese nicht für ihre eigenen Ziele ausnutzen können. Frič' Aufruf hatte in Böhmen kaum einen Widerhall gefunden. Dagegen wollten die „Sokol“-Organisationen Freischärlertruppen gegen Preußen aufstellen zum Schutz der Habsburger Monarchie, und sie empfanden es als eine nationale Kränkung, daß

<sup>75</sup> Stenographische Protokolle über die Sitzung des Hauses der Abgeordneten des Reichsrates IV. Sessio. Index. Wien 1869. Vgl. G. KOLMER: a. a. O. I. S. 257.

die Wiener Regierung ihnen nicht soviel Vertrauen entgegenbrachte, und sie in der großen Gefahr nicht um Hilfe anging.<sup>76</sup>

Die Tschechen hofften, daß der ihnen günstigen Kriegsentscheidung eine neue österreichische Politik folgen werde, daß der Verlust des deutschen Hinterlandes einen Weg in Richtung der national-föderativen Umgestaltung eröffnen werde. Und sie hatten gute Gründe, das zu glauben, denn Belcredis Septembermanifest, das Programm „der Weg ist frei“, hätte der Auftakt zu einem „slawenfreundlichen“ Kurs sein können. Die Tschechen haben den österreichischen Deutschen anschaulich dargelegt, es hätte keinen Sinn, nach außen zu liebäugeln, Wien würde im Deutschen Reich eine Provinzkleinstadt sein, seine Industrie, sein Handel, seine gesamte Wirtschaftstätigkeit würden in einem lebensgefährlichen Konkurrenzkampf geraten. Die österreichischen Deutschen müssen auf ihre Rolle im Reich verzichten, wiederholte das tschechische Flugblatt Bismarcks Argumente, damit sie ihren natürlichen Platz im Osten einnehmen können. Diese Politik jedoch könne nur dann erfolgreich sein, wenn sie zur Kenntnis nehmen, daß sie in der Monarchie mit anderen Völkern zusammenleben, wenn sie auf ihre Zentralisations- und Germanisierungspläne verzichten.<sup>77</sup>

Die tschechischen Politiker hielten der Habsburger Monarchie die Treue. Trotz aller Unterschiede der drei Hauptrichtungen der tschechischen Politik – der von Clam, Thun und Schwarzenberg vertretene aristokratisch-konservative Kurs, die von Rieger und Palacký geführte alttschechische, und Sladkovskýs und Grégrs jungtschechischen Richtung – war der *Austroslawismus* das gemeinsame Kennzeichen für alle. Unter den Fittichen der Monarchie wollten sie für die tschechischen Kronländer eine größere Selbständigkeit erlangen. Die Tschechen „bildeten zuerst als Nationalität eine Partei, deren Grundlage der Widerstand gegen die deutschen Bestrebungen ist, und erst dann zerfallen sie in Gruppen“.

Seit Beginn der 1860er Jahre sammelte sich die Mehrheit der Tschechen hinter Palacký, Rieger und Brauner. Sie machten sich den politisch-nationalen Gedanken zu eigen, daß man in dem unteilbaren Österreich die Anerkennung der historischen Rechte der Länder erringen müsse, einen engeren Zusammenhalt der Länder der Wenzel-Krone, deren Ausdruck der gemeinsame Landtag der tschechischen Kronländer (Generallandtag) wäre. Rieger und seine Anhänger waren der Meinung, wenn die nationale Bewegung in Mähren und Schlesien erstarkt, werden die dortigen Landtage den Anschluß an den böhmischen Landtag betreiben. Den Generallandtag betrachteten sie also als ein Perspektivprogramm. Die aktuelle Aufgabe war die Gleichberechtigung der Sprache und die Erweiterung der lokalen Autonomie. Die

<sup>76</sup> HHStA, Staatskanzlei, Informationsbüro 1866. K. 366. No. 8519. Agentenmeldung an das Polizeiministerium vom 21. November 1866. SÜA. PMT. K. 10. 26. Mai 1866. Die Meldung der Prager Polizeidirektion über die allgemeine politische Stimmung (am Vorabend des Krieges) an den Statthalter von Böhmen. Den Turnverein „Sokol“ (Falke) hat Fügner Anfang der sechziger Jahre in Prag nach dem Vorbild der nationalistischen Turnvereine in Deutschland zu Jahrhundertbeginn gegründet. Bald verbreiteten sich die „Sokol“-Organisationen, später die verschiedensten Leservereine („Beseda“) wie ein Netz über ganz Böhmen. A. FISCHEL: *Das tschechische Volk*. Breslau 1928. S. 42.

Partei suchte im Interesse ihrer nationalen Ziele eine Möglichkeit zur Zusammenarbeit mit der Aristokratie der Kronländer und dieses Bestreben lenkte ihre Politik in eine konservative Richtung. Riegers Anhänger waren die reichsten Tschechen. Großgrundbesitzer, zahlreiche führende Intellektuelle und verschiedene kulturelle Verbände gehörten seinem Lager an. In Mähren standen Pražak und Brandel an der Spitze der Bewegung. Ihre Anhänger bemerkten nur allmählich die Umgestaltung der Partei, ihre Annäherung an die Aristokratie. Rieger genoß eine uneingeschränkte persönliche Autorität, er galt als der Führer der Nation. In seiner Partei herrschte eine freiwillige Disziplin, in allen Fragen stimmte man mit ihm überein.

Die „Národní Listy“, das ursprüngliche Presseorgan Riegers, nahm unter Grégrs Redaktion eine demokratischere Nuance an, als es ihren Gründern lieb war. Deshalb gründete Rieger ein selbständiges Blatt „Národ“. Damals ging eine Wandlung im tschechischen politischen Leben vor sich: „Národ“ wurde das konservative (später alttschechische) Blatt, „Národní Listy“ die progressive Zeitung (der Jungtschechen).

Riegers Einfluß in nationalen Belangen blieb unverändert, ging jedoch in der allgemeinen Politik zurück. „Národ“ ist es nicht gelungen, eine entsprechende Popularität zu gewinnen. Die einflußreichsten demokratischen Publizisten blieben bei „Národní Listy“ (Sladkovský). Skrejšovskýs deutschsprachiges Organ „Politik“ unterstützte ebenfalls die „Národní Listy“. Die Partei der Jungtschechen war nicht so österreichisch orientiert wie die Riegers. Sie hielt an der österreichischen Staatsidee fest, doch nur aus politischer Notwendigkeit. Sie lehnte die „extreme Demokratie“ von Frič und Taxis ab und vor allem ihre Berliner Verbindungen. Sie suchte keine Kontakte zum Adel, vertraute ihm nicht. Sie stützte sich auf die Mittelklasse, auf das städtische Kleinbürgertum und einen Teil der Bauernschaft. Dorfpfarrer und Lehrer gehörten zu ihrem Lager. Das Parteiprogramm enthielt außer nationalen Ansprüchen eine Reihe ausgesprochen liberaler Forderungen wie die Aufhebung des Konkordats, die Unterordnung der Kirche unter den Staat, Beteiligung der kirchlichen Güter an der Abzahlung der Staatsschulden usw.<sup>78</sup>

Zwei Wochen nach Königgrätz hielten die Führer der tschechischen Parteien eine Beratung in Prag ab. Rieger wurde beauftragt, eine Verbindung mit Paris zu suchen, da Frankreich die einzige fähige Macht sei, den weiteren Krieg und eine eventuelle Expansion Preußens zu verhindern. Sie beschlossen, ihr Programm in einem Memorandum zusammenzufassen und dieses als eine Deklaration der tschechischen Nation dem Herrscher und der Wiener Regierung zur Berücksichtigung zu empfehlen. Infolge der Kriegszustände jedoch wurde das Programm nicht publiziert.

<sup>77</sup> Die Artikelserie der Prager „Politik“: Österreich und die Völker Österreichs nach dem Kriege im Jahre 1866, ist im August und später auch als eine besondere Broschüre erschienen. Prag 1866.

<sup>78</sup> Zur Charakterisierung der tschechischen politischen Parteien: HHStA, Staatskanzlei, Informationsbüro 1866. K. 366. No. 7809. 20. Oktober 1866; No. 8519. 21. November 1866; SÜA. PMT. K. 10. No. 1765. 11. September 1866; SÜA Polizeipräsidium (PP) 1863–69. Fasc. R(3)56. 20. Oktober 1866. Riegers Annäherung an die konservative Aristokratie vgl. J. HAVRÁNEK: *Česká politika, konzervativní aristokraté u uspořádání poměrů v habsburské říši letech 1860–1867*. S. 79–88.

Am 23. Juli traf ohnehin Skrejšovskýs Telegramm ein, das die tschechischen Politiker nach Wien einlud. Riegers Memorandum verdient dennoch Aufmerksamkeit. Die Furcht vor Preußen, seine Ablehnung charakterisiert die Schrift. Sie betont, daß die tschechischen Könige im Heiligen Römischen Reich deutscher Nation den Rang von Kurfürsten hatten, ohne daß die tschechischen Länder einen Teil des Reiches gebildet hätten. „Die böhmischen Kronländer halten treu zur Habsburgischen Dynastie und Monarchie und finden innerhalb dieser Monarchie ihren besten Schutz.“ Im Gegensatz zu anderen tschechischen Deklarationen formulierten sie ihre politischen Wünsche kurz in fünf Punkten. Sie sind der Pragmatischen Sanktion vom Jahre 1713 sowie ihrer Verfassung treu: dem Oktoberdiplom und dem Septembermanifest von 1865. Sie fordern für beide in den Ländern der tschechischen Krone lebenden Nationen eine Gleichberechtigung der Sprache, und für die tschechischen Länder eine völlige politische Gleichrangigkeit mit anderen Ländergruppen, die Anerkennung ihrer staatlichen Eigenständigkeit in der Reichsregierung und in der Reichsvertretung. Schließlich stellten sie fest, daß die Länder der tschechischen Krone ohne besondere Zustimmung ihrer Landtage weder mit dem Deutschen Bund noch mit anderen Staaten staatsrechtliche Beziehungen anknüpfen dürfen.

Das Memorandum widerspiegelte den Standpunkt, der seit 1861 das allgemeine Programm von Palacký, Rieger und der tschechischen nationalen Bewegung war. Es enthielt das Prinzip der Provinzgruppen und einen vagen Hinweis auf die Zusammengehörigkeit der drei tschechischen Kronländer. Unter den Unterzeichnern finden wir alle wichtigen Persönlichkeiten sowohl der altschechischen als auch der jungtschechischen Richtung. Nur den Namen Skrejšovský suchen wir vergebens.<sup>79</sup>

Skrejšovský war bereits während des Krieges in Wien tätig und verhandelte mit den polnischen und südslawischen Führern.<sup>80</sup> Am 23. Juli lud er Rieger, Palacký, Clam und Lobkowitz nach Wien zu einer slawischen Konferenz ein. Palacký und Rieger begaben sich sofort nach Wien, in der Nacht zum 25. waren sie bereits in der Hauptstadt. An diesem Tag wurde der Waffenstillstand in Nikolsburg unterzeichnet. Ihre Ankunft löste in der Wiener Presse große Aufregung aus. Man befürchtete, die Slawen werden den kopflosen Wirrwarr zu ihrem Vorteil ausnutzen.<sup>81</sup> Drei Wochen später schrieb „Die Presse“ mit Erbitterung über die Pläne der „Ländergruppen“.<sup>82</sup>

<sup>79</sup> Über die zwischen dem 19. und 22. Juli in Prag einberufene Konferenz der tschechischen Vertrauensmänner: A. O. ZEITHAMMER: *Zur Geschichte der böhmischen Ausgleichsversuche (1865–71)*. Prag 1912. Zeithammer teilt auch den Wortlaut des Riegerschen Programms mit (S. 12–15). Vgl. auch J. HAVRÁNEK: *Die tschechische Politik und der Ausgleich von 1867*. In: *Der österreichisch-ungarische Ausgleich 1867*. Materialien der internationalen Konferenz in Bratislava. 28. 8.–1. 9. 1967. Bratislava 1971, S. 530. Das Juliprogramm von 1866 haben unterschrieben: Dr. Franz Brauner, Dr. Franz Palacký, Dr. Stanislav Prachenský, Dr. Franz Ladislav Rieger, Dr. Karl Sladkovský, Dr. Jakob Škarda, Wenzel Tomek, Anton Ottokar Zeithammer, Wenzel Zelený.

<sup>80</sup> J. HAVRÁNEK: *Die tschechische Politik*. S. 531.

<sup>81</sup> Riegers *Erinnerungen aus dem Jahre 1866*. „Politik“. 19. Dezember 1905.

<sup>82</sup> „Die Presse“ A. 18. August 1866.

Die slawische Konferenz tagte in Wien und in Baden. Außer Palacký und Rieger war auch Pražak aus Mähren anwesend. Die Kroaten wurden von Bischof Stroßmayer und dem Dichter und Politiker Mazuranić, die Polen von Goluchowski vertreten. Zu den Beratungen sind bekanntlich auch deutsche Autonomisten erschienen.<sup>83</sup>

Das Dokument der Konferenz war ein umfassender Plan zur föderalistischen Umgestaltung der Monarchie.<sup>84</sup> In der Einführung wird betont, daß, nachdem sich Österreich seiner unglücklichen Rolle, die es im Deutschen Bund spielte, entledigt hat, sich die Möglichkeit zu einer völlig unverbindlichen deutschen Politik eröffnete. Es erhielt die Chance, eine *österreichisch* orientierte und besonders national gefärbte Außen- und Innenpolitik zu betreiben. Es soll sich also jedem Bündnis fernhalten, das über internationale Verträge hinausgeht und zu einem Konflikt mit fremden Staaten führen kann. Es solle alle seine Kräfte zur Regelung der inneren Belange und zur Herausbildung eines konstitutionellen Staates einsetzen.

Der Ausbau der Verfassung im Geiste des Oktoberdiploms solle auf der staatsrechtlichen historischen Grundlage erfolgen. Bei Aufrechterhaltung der historischen Landesgrenzen solle es die nationalen Ansprüche in Betracht ziehen und die Erfordernisse der Epoche: es solle fest an der zentralen Leitung halten, die die Einheit und Machtposition des Staates garantiert, gleichzeitig solle es die Individualität der Länder und die Autonomie der Ländergruppen gewährleisten. Fünf Ländergruppen werden vorausgesetzt (daher die Benennung Pentarchiaplan): 1. die deutschen Provinzen, 2. die Länder der Krone des heiligen Wenzel, 3. des heiligen Stephan, 4. Galizien und die Bukowina und schließlich 5. die südslawischen Gebiete (die Regelung ihrer Lage wird der gemeinsamen unmittelbaren Vereinbarung zwischen Ungarn und Kroatien übertragen).

Das 12-Punkteprogramm skizziert ein ziemlich kompliziertes mehrstufiges Dezentralisationssystem. Mitglieder der Reichsregierung sind außer den gemeinsamen Ministern die Hofkanzler, Vizekanzler und Landesrichter der fünf Ländergruppen. Der Hofkanzler ist das Haupt der Regierung seiner Ländergruppe und ist ihrer Vertretungskörperschaft verantwortlich. Auf der dritten Stufe steht an der Spitze der Länder die Landesregierung, die auf Vorschlag des Hofkanzlers gewählt wird und dem Landtag verantwortlich ist. Zwecks Wahrnehmung der Reichsangelegenheiten ernennt die Krone an die Spitze der Länder einen Statthalter, der über den Hofkanzler mit der Reichsregierung in Verbindung steht und dieser verantwortlich ist. Die gesetzgebende Macht ist ebenfalls dreistufig: 1. der Kongreß der Vertreter der Ländergruppen, 2. der Generallandtag, der die Vertretungskörperschaft der „historisch-politischen Nationen“ ist, und schließlich 3. der Landtag.

Dieses erste ausführlich formulierte föderalistische Programm ist unter Goluchowskis Mitwirkung entstanden und demnach als ein gemeinsames tsche-

<sup>83</sup> Riegers *Erinnerungen*. O. ZEITHAMMER: a. a. O., S. 16/17.

<sup>84</sup> Veröffentlicht bei O. ZEITHAMMER: a. a. O., S. 16–21.

chisch-polnisches Werk zu betrachten. Es darf nicht vom praktischen Standpunkt aus bewertet werden. Das tschechisch-polnische gemeinsame austroslawische Programm hatte eine theoretische Bedeutung und einen theoretischen Inhalt. Ausgehend von den Prinzipien des historischen Staatsrechts brachte es auch gewisse ethnische Forderungen zur Geltung. So wurde der Generallandtag die Vertretungskörperschaft der „historischen Nationen“. Es erkannte die völlige Gleichberechtigung der „genetischen oder sprachlichen Nationen“ in den Schulen und in öffentlichen Ämtern an. Die Sicherung dieser Rechte übertrug es der Gesetzgebung der Länder.<sup>85</sup> Auf der Grundlage dieses Programms hielt Rieger eine Zusammenarbeit mit der die historische Individualität der Länder vertretenden Aristokratie für möglich.<sup>86</sup>

Seiner Ansicht nach gestalteten sich die Dinge zur Verwirklichung des Programms sehr günstig. Am 30. Juli empfing der Kaiser sehr herzlich die tschechische Delegation.<sup>87</sup> Rieger wurde von Optimismus erfüllt. Er schrieb darüber: „Die Deutschen fühlten, daß es zu einer Ausschließung Österreichs aus dem Deutschen Bunde kommen müsse, und damit auch die deutsche Politik der Dynastie gegenstandslos sein werde und daß bei einer rein österreichischen Politik die slawische Mehrheit zur größeren Geltung kommen müßte. Wir waren voll von Hoffnungen und überall stieg unsere Autorität, man fühlte, daß in dieser Hinsicht alle österreichischen Slawen hinter uns stehen. So begannen unsere Angelegenheiten sich vielversprechend und hoffnungsvoll zu gestalten.“<sup>88</sup>

Die Probleme traten zuerst innerhalb des föderalistischen Lagers auf. Man plante, Belcredi zu bitten, Goluchowski zum Minister zu ernennen. Goluchowski werde als Mitglied der Regierung weitere Schritte im Geist des föderalistischen Programms unternehmen. Goluchowski selber jedoch zweifelte am Erfolg des Planes. Er sagte zu Rieger: „Ich möchte glauben, daß diese gute und weise Angelegenheit (d. h. die Föderation) der Hof akzeptieren wird. Leider siegt in der Politik nicht immer die Einsicht, sondern gewisse Traditionen und Vorurteile und darum fürchte ich, daß sie hier gegen jede Vernunft und gegen jeden Nutzen entscheiden werden. Sie werden sich nicht entschließen, den Slawen die gleichen Rechte wie den Deutschen zuzusprechen.“<sup>89</sup>

Als man aus Anlaß einer Audienz beim Ministerpräsidenten am 10. August Goluchowskis Ernennung zum Minister erwähnte, erwiderte Belcredi, es sei möglich, daß dies einige Polen wünschten. Andere jedoch hätten sich mit der Bitte an ihn

<sup>85</sup> Die Respektierung des historischen Staatsrechts hatte zur Folge, daß über die in den Alpenprovinzen lebenden Slowenen auf der Wiener slawischen Konferenz kein Wort fiel. Ihre Vertreter wurden zur Juli-Beratung 1866 nicht eingeladen. A. FISCHEL: *Der Panславismus bis zum Weltkrieg*. Stuttgart, Berlin 1919. S. 328–330.

<sup>86</sup> Über den Anspruch einer Zusammenarbeit mit der Aristokratie: SÚA. PMT. K. 10. No. 28. 4. Januar 1867. Die Prager Polizeidirektion an das Präsidium der böhmischen Statthalterei.

<sup>87</sup> *Riegers Erinnerungen*.

<sup>88</sup> J. HAVRÁNEK: *Die tschechische Politik*. S. 531.

<sup>89</sup> *Riegers Erinnerungen*.

gewandt, Goluchowski nicht nach Wien zu berufen, denn man brauche ihn in Galizien gegen die Bauern.<sup>90</sup> Palacký verließ mißgestimmt Belcredi. In seinem Tagebuch steht die Aufzeichnung: „10. August. Mit Dr. Pražak Audienz beim Belcredi trostlos.“<sup>91</sup>

Dabei bemühte sich Belcredi, zumindest mit der tschechischen Aristokratenpartei gute Beziehungen zu halten. Sein Bruder Egbert gehörte auch zu dieser Gruppe, seine Frau Anna schrieb in ihr Tagebuch darüber, daß in Belcredis Salon mit den tschechischen aristokratischen Politikern, besonders unter Teilnahme von Clam-Martinic Wortgefechte bis in die Nacht stattfinden.<sup>92</sup> Doch der Ministerpräsident hielt mit der konservativen Aristokratie Kontakt, die selber nicht vorbehaltlos die Ideen des slawischen Kongresses akzeptierten. Denn weder Clam noch Schwarzenberg, noch Lobkowitz haben Skrejšovskýs Einladung nach Wien Folge geleistet. „Es ist nicht richtig, die Notlage der Regierung auszunutzen“, erwiderte Clam, als ihm Rieger Vorwürfe machte, weil er der Wiener Beratung ferngeblieben ist. Er sagte, er erwarte von der Prager Reise des Kaisers die Lösung, dann werde er alles mögliche unternehmen. Ansonsten verlasse er sich völlig auf Belcredi.<sup>93</sup>

Den Föderationsplan behinderte nicht nur die Uneinigkeit unter den Führern. Belcredi hatte ernste Bedenken gegen die Idee der Ländergruppen. Dies geht nicht nur aus Riegers „Erinnerungen“ hervor, sondern auch aus Belcredis persönlichen Aufzeichnungen: „Die Idee der Gruppenbildung würde in ihrer Ausführung dem gerechten Zwecke nur sehr unvollkommen entsprechen, und mit dem oben erwähnten Grundsatz des Oktoberdiploms nicht in Einklang zu bringen sein, denn sie wäre in erster Linie die Auflösung der bisherigen legislativen Gemeinsamkeit, um sodann, und zwar in ziemlich willkürlicher und mechanischer Weise, zu einer teilweisen Wiedervereinigung zu schreiten.“ „Es wäre dies ein mechanisches Zusammenfügen widerstrebender Elemente, welches den Keim des Zerfalls in sich trägt. Formell wäre damit ein Vorteil betreffend die administrative Organisation und die Budgetbehandlung verbunden, materiell aber der weit größere Nachteil, daß diejenigen Elemente, welche ein wirklich erkennbares Bedürfnis dem Reichszentrum zuführt, gewaltsam von demselben weggedrängt und einem künstlich erschaffenen Mittelpunkt zugeführt werden. Bei den nicht zu unterschätzenden Zentrifugalkräften im Staate wäre dies ein arger Fehler.“<sup>94</sup>

Belcredi hielt den Pentarchioplan vom Standpunkt der Gesamtmonarchie für besorgniserregend. Er wußte, daß das Prinzip der Ländergruppen auch der konser-

<sup>90</sup> Ebenda.

<sup>91</sup> J. HAVRÁNEK: a. a. O., S. 532.

<sup>92</sup> A. ZIMPRICH: *Belcredis Versuch einer Föderalisierung der Donau-Monarchie (1865–67)*. Ungarn-Jahrbuch. Mainz 1969. I. S. 108/09.

<sup>93</sup> *Riegers Erinnerungen*. Auch Schwarzenberg erwartete vom Kaiser die Lösung. Am 4. August schrieb er an Rieger: „...denke ich nur, wenn Seine Majestät den Rat eines Schwarzenberg benötigt, so kann er dieses Individuum binnen 24 Stunden haben.“ Deshalb hielt er die Programmformulierungen ohne Aufforderung für überflüssig. J. HAVRÁNEK: a. a. O., S. 532/33.

<sup>94</sup> Belcredis Aufzeichnungen zit. A. ZIMPRICH: a. a. O., S. 115/16.



vativen Aristokratie nicht sympathisch war. Dem geschichtlichen Staatsrechtsprinzip der Konservativen war die Eigenständigkeit der Länder nicht fremd. Die ethnischen Momente, die in dem „Gruppenföderalismus“ des Pentarchiaplans – wenn auch gemäßigt – genauso eine Rolle spielten wie in Palackýs „Österreichischer Staatsidee“, standen der Gedankenwelt der Aristokratie fern.<sup>95</sup>

Der mährische konservative Politiker Pražak charakterisierte sehr treffend Clams Auffassung: „Wohl war er durch und durch konservativ und sein Anschluß an die böhmisch-slawische Partei mag zunächst aus Verstandesgründen, nicht weil er sich als Slawe fühlte, erfolgt sein. Allein er sah rasch ein, welche Bedeutung für Böhmen das böhmische Volk hat, und er fühlte sich immer mehr als böhmischer Patriot, der bestrebt war, für den Anschluß an die böhmisch-nationale Partei seine Standesgenossen zu gewinnen, allerdings mit der Absicht, daß der Adel die Führung haben werde, so sehr er bemüht war, diese Führung nach außen dem Palacký und Rieger zu vindizieren.“<sup>96</sup>

Das Scheitern der föderalistischen Pläne führte zu keiner Resignation. Am 28. August schrieb Rieger einen Brief an Wieser, in dem er auf die Verhandlungen mit den Autonomisten in Wien und auf die prinzipielle Übereinkunft hinwies, daß man bei Wahrung der für den Staat unentbehrlichen Zentralisation an der Autonomie der Länder, und der Ländergruppen arbeiten werde. Zur Bereinigung der praktischen Aufgaben bat er Wiesers Unterstützung und führte Privatbesprechungen. Die Wirkung des Riegerschen Briefes kennen wir bereits.<sup>97</sup>

Als im Sommer 1866 die Stadträte von Wien, Graz und Klagenfurt die Einberufung des engeren Reichsrats und die Ernennung einer liberalen Regierung vom Herrscher forderten, gaben die Bezirksvertretungen Böhmens ebenfalls eine Erklärung ab. Jungbunzlau hat am 23. Juli die großdeutschen Velleitäten abgelehnt und Österreichs Austritt aus dem Bund gefordert. Es drückte seine Treue zum Septembermanifest aus und drängte zur Einberufung der Vertreter der Länder. In einem ähnlichen Sinn, doch in schärferem Ton sprach sich am 2. August das Bezirkskomitee von Weiswasser aus. Es forderte für die drei tschechischen Provinzen einen gemeinsamen Landtag mit dem Recht der Steuererhebung, der Bewilligung der Armee und einer verantwortlichen Regierung. Sofort danach haben eine Reihe weiterer Bezirke ähnliche Prinzipien festgelegt.

Diese Aktionen führten schrittweise zur Opposition gegen Belcredi. Die Jungtschechen waren mit dem Ministerpräsidenten unzufrieden.<sup>98</sup> „Anfangs vertrauten wir ihm, doch jetzt scheint er sich von dem eingeschlagenen Weg abzuwenden“, schrieb „Die Politik“.<sup>99</sup> In den slawischen Leservereinen begann eine Agitation gegen den Staatsminister.<sup>100</sup> Am 30. September wandte sich Clam an Rieger mit

<sup>95</sup> Vgl. J. HAVRÁNEK: a. a. O., S. 532.

<sup>96</sup> PRAŽAK: *Paměti a listár.* I. S. 35. Zit. bei J. HAVRÁNEK: a. a. O.

<sup>97</sup> „Neue Freie Presse“, 15. September 1866, brachte Riegers Brief.

<sup>98</sup> J. HAVRÁNEK: a. a. O., S. 533.

<sup>99</sup> „Die Politik“. 19. September 1866.

<sup>100</sup> HHStA, Staatskanzlei, Informationsbüro 1866. K. 365. No. 7316. 25. September 1866.

der Bitte, er möge die Presse beruhigen. Rieger erwiderte erbittert: „Die tschechische Presse hat den Deutschen oft geholfen, dies geschieht auch jetzt.“<sup>101</sup>

Belcredi hat noch versprochen, daß er zu einer günstigen Zeit mit dem Herrscher über die Krönung sprechen werde. Er stellte eine tschechische Universität, eine Wahlrechtsreform und einige andere Konzessionen in Aussicht.<sup>102</sup> Im November war auch das Vertrauen Riegers erschüttert. Auch die Opposition hätte man gegen den Staatsminister eingesetzt.<sup>103</sup> Allmählich jedoch wurde klar, daß der Schlüssel zur Lösung der Lage nicht in Belcredis Händen lag.

Die slawische Konferenz und die tschechischen Föderalisationspläne sind entgegen aller Erwartungen gescheitert. Sicherlich haben alle erbitterten Analysen teilweise Recht. Rieger hat Clam-Martinic zur Verantwortung gezogen und die Polen der schwankenden Haltung beschuldigt. Auch Clam war enttäuscht, er erwartete von der Prager Reise des Kaisers den Umschwung. Diese hat zwar stattgefunden, doch nicht die Ergebnisse gebracht, die die tschechische Aristokratie gewünscht hatte. Politische Verhandlungen wurden nicht geführt. Der Kaiser unterzeichnete im Hradschin Beusts Ernennung zum Außenminister. Der sächsische Politiker hat in ihren Augen gerade die Politik verkörpert, die sie am meisten befürchteten: Österreichs Kampf um die deutsche Hegemonie.

Die Selbstbezeichnungen der führenden tschechischen Politiker waren überflüssig. Nicht sie haben taktische Fehler begangen und auch ihre Berechnungen waren nicht völlig unreal. Denn falls Österreich auf die Revanche verzichtet hätte, würde der Verlust des deutschen Hinterlandes der föderativen Umgestaltung den Weg eröffnet haben. Die slawische Juli-August-Konferenz war kein naives Spiel, ebenso wenig wie die Vorstellungen vieler Wiener Politiker, daß Österreich endlich alle Kräfte auf die Reichszentralisation konzentrieren kann.

Denn in den allerkritischsten Wochen – zwischen Königgrätz und dem Prager Frieden – hat sich Franz Joseph in keiner Richtung festgelegt. Er wurde dazu nicht gezwungen. In seinem Reich empfing ihn Ordnung. Welch ein Kompromiß die Kriegsniederlage diktierte, war nicht so evident, daß die Anhänger des Zentralismus des Gesamtreiches oder des Föderalismus einen offensichtlich vergeblichen Kampf gegen Windmühlen geführt hätten.

*Übers. von T. Alpári*

<sup>101</sup> *Riegers Erinnerungen.*

<sup>102</sup> Ebenda.

<sup>103</sup> HHStA, Staatskanzlei, Informationsbüro 1866. K. 366. No. 8519. 21. November.

## Планы реорганизации монархии Габсбургов после австро-прусской войны 1866 г.

Е. ШОМОДИ

Резюме

В статье рассматривается влияние австро-прусской войны 1866 г. на внутренние отношения Австрийской монархии. После поражения Австрии в битве при Садовой представился не единственный выход из внутреннего кризиса Габсбургской империи. Из стесненного положения выход открылся как в направлении федерализма и укрепления централизации империи, так и дуалистической формы решения, которая в конечном счете преобладала над другими. Говоря об альтернативах, автор статьи подчеркивает не столько нерешительность натуры Франца Иосифа, уклонявшегося от окончательных решений, сколько сущность процесса австро-венгерского соглашения, а именно то, что в развертывании этого процесса решающую роль сыграло несколько факторов. Садовая представляла поворот в первую очередь для австрийских немцев, ведь они были вытеснены из Германского союза и потеряли свою внешнюю национальную опору в то время, когда в Австрии у власти находилось антилиберальное правительство, выступавшее против централизма. Два обстоятельства — новое положение Австрии на международной арене и внутренняя антилиберальная правительственная система, враждебная централизму — вместе и одновременно оказали влияние на политические стремления австрийских немцев, на развитие их концепции об империи и нации.

Автономистская группа во главе с Кайзерфельдом вскоре принималась с новым международным положением и пришла к убеждению, что «национальный облик» должен быть обеспечен внутренней, более сильной немецкой политикой, а не внешней Германией. Осенью 1866 г. в Аусзе в программе партии было четко сформулировано, что немецкая национальность монархии должна ограничить свою определенную национальную политику собственно Австрией в узком смысле слова. Самой прочной гарантией власти австрийских немцев в Австрии являлась венгерская гегемония в Венгрии и параллельная централизация двух сторон Австро-венгерской монархии под немецким и венгерским руководством.

«Ортодоксальные» австрийские либералы, сторонники концепции централизации Шмерлинга в общеимперских масштабах, считали более бесперспективным будущее Австрии, потерявшей свой немецкий тыл. По их мнению, военный провал доказывает именно необходимость усиления централизации. Но постоянно меняющееся внутривнутриполитическое положение осенью 1866 г. предоставляло для этого мало возможностей. Резициация централистов не побуждала к созданию политической программы, активизирующей их деятельность.

Наконец, в статье представлены чешские и польские политические деятели, игравшие руководящую роль в политической жизни, оживившейся после австро-прусской войны, их переговоры с Белкредди, а также их духовный кризис.



# The Austro-Hungarian Monarchy and the Unrestricted Submarine Warfare

By

I. GONDA

The apparent military equilibrium of the first phase of World War I moved the warring powers to force an issue, avoiding the continental theatre of war, on the sea. For the 'Entente' powers this meant the seaborne blockade of Germany: Great Britain did have certain historical experiences in the organization of blockades, though not against Germany. On the other hand, to thwart England's efforts to blockade Germany and to overcome her supremacy on sea, the Germans had to use entirely new methods – the development of modern technique that brought about the submarine, too, made it possible – for explicitly military purposes. All this did not at all change the fact that the English blockade as well as the open violence as Germany declared the coast of Great Britain an operational territory was the violation of the 1909 naval-legal declaration<sup>1</sup> (which was not recognized by Great Britain). In the first phase of the war the new weapon did not attain any significance in the struggle because there were only few of them, however, it had all the more greater role in inflaming the phantasy of the O. H. L. and the Admiralty. On the one part, they came to regard it as a strategic weapon of first rank which in itself was suitable to decide the outcome of the war. On the other part, they supposed that if they deployed this weapon, the problem of the United States entering the war could be regarded as a second-rate one because the new weapon would bring about a decision before that could happen. The German High Command insisted on this illusion until the end of the war in spite of warnings by the German ambassador in Washington, Count Bernsdorff, especially since the execution of Berlin's instructions did result in saving time in the beginning. The first task of diplomacy was, according to the views and demands of the ruling circles of Germany, not to give information on the conditions and prevailing political views in the receiving country but to conceal the military and political operations even if the diplomats were convinced that they were errant. There were demands for Count Bernsdorff, too, to do this.

There were, however, two very important factors, which drifted the German High Command with an ever-growing intensity towards the submarine warfare: the

<sup>1</sup> RITTER, G.: *Staatskunst und Kriegshandwerk*, III, (Munich, 1964), pp. 148–9.

crisis that took place in the military situation of the Central Powers at the turn of 1915–16; and the sham successes of the German Navy, due to the growing number of U-boats, in decreasing the British cargo space. The data relating to it were – according to Chancellor Bethmann as well – not reliable and did hardly give grounds for the expectations the leaders of the German Navy had attached to the influence exerted by the U-boats on Great Britain. Bethmann was aware of the fact, too, that the action would result in the United States' entering the war at the very moment that Great Britain got into a really dangerous situation.<sup>2</sup> The consequences of this were difficult to foresee for the Central Powers. It was Burián in the leadership of the Austro-Hungarian Monarchy who was also convinced of this fact, and he proposed for this reason, before the beginning of the submarine warfare, that if it were to be started, it should be conducted on the Mediterranean and without the risk of breaking with the United States. The German leading circles had to take into account, at least to a certain extent, or to surmount the resistance of the Austro-Hungarian Monarchy against the submarine warfare.

In the second half of 1916, the German Admiralty began more and more vigorously to urge for the starting of the unrestricted submarine war. This was to mean that the German U-boats would sink all ships carrying cargo for Great Britain or France, without respect to their being neutral ships or not, merchant ships or passenger liners. It is a fact that this action was the deliberate provocation of the neutral states. The idea of starting the unrestricted submarine warfare was based on the "theory" of Tirpitz that the problem of the war against Great Britain was, all things considered, that of the annihilation of the total shipping space at her disposal. This was the point of departure of the lengthy report, too, written by Admiral Henning von Holtzendorff at the end of 1916 in which he appointed February 1, 1917 as the date when the unrestricted submarine warfare at latest should be started. The report supported the proposal, referring to Great Britain being badly supplied, by claiming that 6–7 months of submarine blockade would bring her to the verge of certain capitulation. Namely, the ensuing starvation could not be counterbalanced by America's gold or her credit. "Thus this side of the American danger is also settled."<sup>3</sup> The facts and statements of the report, which the responsible German and Austrian statesmen also doubted, were superficial and open to discussion according to the later investigating committee of the German Parliament as well. The report of Holtzendorff of December 22, 1916 was based on false apprehension, established the investigating committee, because it judged the economic prerequisites of the unrestricted submarine warfare, the aid given by the United States to the hostile

<sup>2</sup> Denkschrift des Reichskanzlers v. Bethmann Hollweg vom 29. Februar 1916 über den U-Boot-Krieg, Ursachen und Folgen I, no. 63, pp. 107–15.

<sup>3</sup> Der Chef des Admiralstaates der Marine, Berlin, den 22. Dezember 1916. Ganz Geheim. Vienna, HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15. Hungarian National Archives, film library, box W. 398.

states as well as the military and technical repercussions of this warfare completely falsely.<sup>4</sup>

The decision of the O.H.L. in the submarine-warfare issue was declared by Hindenburg: "it must take place". In the given situation in German home politics this meant, due to the predominance of the military, that the civil government, Chancellor Bethmann, had to subdue to this will. It did happen on January 9, 1917 – this was the most fatal retreat of the German civil power from the military.<sup>5</sup> This withdrawal was in connection with the original dominance of the military quarters over the Prussian civil power which was temporarily counterbalanced only in Bismarck's time. Still, the complete prevalence of the military in World War I may be attributed to the ever-worsening military situation of Germany, especially in that regard that the civil government took proportionately less responsibility as that of the High Command was growing, its virtual influence therefore was similarly weakening. Chancellor Bethmann could not take responsibility for military decisions, and he did not do it to prevent these decisions being taken or executed. Namely, it was beyond imagination that the German High Command, held infallible, based its decisions of historical importance in the gravest situation of the nation on "expert's" opinions given by bunglers and containing unchecked data. The German right-wing and the O.H.L. were the first to make a very dangerous attempt at doctoring objective facts or substituting them according to viewpoints of the home politics.

\*

The characteristic of the military methods applied by Germany in World War I was their experimental nature. Since the balance of power could not be changed by technical innovations alone and the introduction of these means triggered the series of new dangers, the starting of the submarine warfare advanced not the victory of Germany and the Central Powers but just the opposite. The deployment of this weapon widened the camp of the Central Powers' enemies. The launching of the unrestricted submarine warfare on February 1, 1917 was the admission of the fact that the O.H.L. was not able to win the war with the traditional weapons. Nevertheless, the U-boats fed the illusions of the High Command. It was at this junction that this weapon, which was temporarily to the tactical and operational advantage of the German High Command, became such a political means whose application brought the defeat of the Central Powers closer since the "warning devices" and "brakes" which served for warding off dangers did not work (except occasionally in the Austro-Hungarian Monarchy) in this historically determined hierarchic system of al-

<sup>4</sup> Bericht des zweiten Unterausschusses des Untersuchungsausschusses über die Friedensaktion Wilsons 1916–17. Verfassungsgebende deutsche Nationalversammlung. Berlin, 23. Juni 1920, pp. 25–6.

<sup>5</sup> Aufzeichnung über die Besprechung zwischen Gen.-Feldmarschall v. Hindenburg und Gen. Ludendorff in Pless am 9.1.1917. 11<sup>h</sup> 15. Vorm. LUDENDORFF: *Urkunden der Obersten Heeresleitung über ihre Tätigkeit 1916–18*. Berlin, 1922. No. XVI. 17, pp. 322–4.

liance. The war determined not only the alternative of victory or defeat for the Central Powers but – as in the case of the Habsburg Monarchy – the question of the existence and survival of their political system as well. This was the force that kept them inseparably together but also fully enforced the rules of war upon them when they submitted themselves to the lead of the German High Command.

### **The Austro-Hungarian Diplomacy and the Unrestricted Submarine Warfare**

The High Command of the Austro-Hungarian Monarchy was delighted to receive the information on the resumption and intensification of the submarine warfare by the German Navy. Chief of Staff Conrad von Hötzendorff “defined” his views on the intention of the Germans in his letter of 30 August 1916 to the Austro-Hungarian Minister of Foreign Affairs Burián as follows: “... the moment, when we must deploy all the weapons at our disposal with the utmost implacability against our enemies, by throwing aside any other consideration, has definitely come for us. In a situation, in which the intention of our enemies to annihilate us has already assumed perfidious forms, any other conduct would be a criminal act against our State.” Thereupon he expressed his hope that the Minister of Foreign Affairs would answer in similar spirit if a question concerning this issue were raised on the part of Germany.<sup>6</sup>

The Minister of Foreign Affairs Burián immediately passed on the problem, set by Conrad v. Hötzendorff, to the Austro-Hungarian Ambassador in Berlin, Hohenlohe, but he added his own remarks to it as well. With the intention for Hohenlohe to inform the German government, Burián called his attention to the position of the American government on the issue as exposed in Ambassador H. Gerard’s memorandum of 20 April 1916, in which he held out the prospect of serious complications in case of the cumulative intensification of the submarine warfare. At the same time, Burián raised the question to Secretary of State Jagow if they expected the situation thus having come about to become more strained. As far as he was concerned, Burián expressed his opinion to B. Freyberg, the German Naval Attaché, that if the German side decided to tighten up the submarine warfare, the declaration of war by the United States was to be taken into consideration otherwise the Presidential Candidate Wilson would suffer rather considerable prestige losses.<sup>7</sup> Joint Foreign Minister Burián therefore – contrary to the expectations of Conrad – was not so determined and enthusiastic over the submarine-warfare issue because the prospect of drawing the United States into war could not have been particularly

<sup>6</sup> Wien, HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15. k.u.k. Chef des Gen.-Stabes Geheim no. 97., U-Bootkrieg gegen England. Conrad to Burián, Teschen, 30. Aug. 1916 (Hung. National Archives, film library, box W 398).

<sup>7</sup> *ibid.*, no. 97, Gegenstand: U-Bootkrieg. Deutschlands Absicht zur neuerlichen Verschärfung. B. Conrad geh. no. 97, the addressee: Prinz Hohenlohe Berlin, Wien, 1 Sept. 1916.



cheerful for the Monarchy. From that time on the diplomacy of the Monarchy did in fact endeavour to slow the course of events which could drive the Central Powers into war with the United States, and made efforts to find the persons in the German government who had reservations against the position taken up by the Admiralty and the High Command. This is indicated by the part of the directive to Ambassador Hohenlohe, too, which instructs him to contact Secretary of State Jagow and ask for informations on the position taken up by the German government and alterations to it respectively.<sup>8</sup>

Hohenlohe gave first of all an account to Burián of the fact that there had been, notwithstanding, some changes in the position of the submarine warfare since spring. "Nevertheless Mr. von Jagow is of the opinion even now that the risk of a conflict with the United States is too great for them to jump headlong, and with respect to nothing, into the adventure of the unrestricted submarine warfare. This is an opinion which I agree with him on so much the more as I am myself, too, rather far from accepting the opinion of the leading circles of the Navy undebated."<sup>9</sup>

These words reveal that an antagonism between the conceptions and political practice of the military and "civil" leaders did exist in the Administration of the Monarchy as much as in the German government.

The conflicts of opinion on the submarine warfare in the administration and the domestic policy were – it is to be added – those outward forms of the war crisis of the Central Powers through which the insolvable contradictions of their position among the Great Powers came to the surface, and which could not be balanced merely by innovations in the technique of warfare. The situation of the "civil" government in the Monarchy was even more complicated than in Germany as on account of the sensitiveness of the Monarchy's far flung network of national interests its attitude was more unstable, though its perceptions were perhaps more lucid than those of its German counterpart.

The antagonism between the military and "civil" leadership of the Monarchy is reflected by the reports of Musulin and Molden,<sup>10</sup> the senior officers of the former Austro-Hungarian Ministry of Foreign Affairs, written at the same time. The former received informations about secret details of the ruling ideas held by the Austrian and German naval circles of the submarine warfare, in a "strictly confidential" way from the A. O. K.

It was the keystone of the conception of these military circles that the Entente powers, being aware of their inexhaustible resources in men and materials, wanted to fight the war to the bitter end of the unconditional surrender of their enemies. Under

<sup>8</sup> *ibid.*

<sup>9</sup> HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15. – National Archives, film library, W 399, Berlin, 4 Sept. 1916, no. 97/P A–C, Gegenstand: U-Bootkrieg, to S.E....B. Burián, signature: Hohenlohe (fol. 533–534).

<sup>10</sup> Baron Alexander Musulin, first the leader of the Middle-East Department of the Austro-Hungarian Ministry of Foreign Affairs, thereafter ambassador in Bern. Bernhard Molden was a specialist in foreign affairs.

such conditions, it was very unlikely that the Quadruple Alliance could achieve their aims with the earlier methods and weapons, therefore they had to make efforts to end the war in the nearest future using new means. This new means was starving England into surrender through imposing an unrestricted submarine warfare on her. The surrender might come to pass within three or four months, they argued, if the war could be started at once. The 105 U-boats necessary to the blockade of England were at the disposal of the German Navy. In the given period only the justification of the submarine warfare by the international law was not cleared up. The entrance into the war of the United States on the enemy's side might be taken into consideration by the Austro-Hungarian High Command. The convocation of a conference with the participation of the Army Staffs and the Foreign Offices was planned in order to prepare the action.<sup>11</sup>

It is not the novelty of the content of the report that is surprising, since it has not a single bearing which could not be found in the German documents relating to this issue or which would be a special or characteristic contribution of the Austro-Hungarian High Command to the "common" cause. More precisely: that is the very characteristic feature in it. The report deserves attention first of all because according to it the Austrian military planning included no original concept or view of any sort to achieve the improvement of the military position of Austria-Hungary, and because it had left the initiative fully to the German Supreme Command. If there was a relatively independent initiative on the part of Austria-Hungary in the submarine-warfare issue, it took place first of all in the field of diplomacy.

The Molden Memoir, dated 4 October 1916, raises four questions. The answers given to them clearly reveal the attitude of the Austro-Hungarian foreign policy towards the submarine warfare and the war to be waged against the United States. As to the question analysing the presumable effect of the submarine warfare on the U.S.A., the memoir stresses that it would be a serious mistake to suppose as though so many British ships could be sunk in that period that it would suffice to win quickly the war against England and for the new President to find only a defeated England, imploring peace. At the analysis of the significance of the American declaration of war on the Central Powers, the Molden Memoir starts from the fact – and this is the second problem examined in its analysis – that the intervention of the U.S.A. "under the present circumstances means our certain defeat." "The argument that the Americans as belligerents cannot do more harm to us as they are doing otherwise, is groundless." Militarily it is groundless because a people endowed with so vast technical resources and financial means at their disposal "can force us to face tasks which we could not cope with even in case of the most intensive development of the submarine weapon. It is very questionable whether the readiness of the Germans to persist would last long in the German Empire so firm in persistence, if huge aircrafts

<sup>11</sup> Der Unterseebootkrieg, Wien, 24 Sept. 1916, signed: Musulin, HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15. Hung. National Archives, W 598. Streng Geheim, folio 528–532.

were constantly appearing over her cities, and if the underfed population – being aware of a war waged against the whole world – saw their houses, arm factories vanish into smoke. A nation as big as she can easily send one million soldiers to the battlefield and it is very unlikely that the British and the French should suffer too great losses until the arrival of the American troops. The argument of the partisans of the unrestricted submarine warfare that Great Britain will lose so many ships that she will be forced to sue for peace for this very reason is unfortunately groundless. The British merchant ships will not plough the ocean unescorted, but in convoys, and they will have the American battleships to escort them and if the sea communication is slowed down, they will restrict shipping to the most vital foodstuffs and raw materials.”

Taking all these into consideration, one can come to the conclusion, according to Molden, that the consequences of the American declaration of war will be very negative, and if it is also weighed what is at risk, only one conclusion can be drawn – that is everything to be done to prevent it. The situation will slightly change only in case of declaration of war by no fault of the Central Powers because then the people will be filled with despair and the neutrals with sympathy for the Central Powers. “Unless the American mood is thoroughly changed, the mere breaking off the relations creates the most unpleasant, moreover, the most awkward situation for us.” If the German submarine fleet were infinitely strong so much so that the British merchant ships could be destroyed while pulling out from the ports or scared so that they would put back, then perhaps Great Britain could be forced to conclude peace before the American intervention. This peace would be, however, temporary because nobody can think it seriously that “such a mighty nation can be permanently subdued in consequence of her momentary weakness”.

The third problem of the Molden Memoir is whether Great Britain could be forced to make peace with other means than the intensification of the submarine warfare. The author of the memorandum expresses his opinion that if Austria-Hungary remains at peace with America, the Americans will be more and more irritated towards Great Britain, and this will influence her relationship with Great Britain as well. The main pillar of the British and French obstinacy is the prospect of having a new ally, and should prospect be shaken, this would be a considerable gain for the Central Powers.

Finally, Molden deals with the question of the easing of Austria-Hungary's relationship with America. The partiality of the United States is expressed to a considerable degree by her shipping arms to Great Britain and restricting the use of weapon for the Central Powers. For this very reason the Central Powers have to wait to see whether there will be any change either in the dangerousness from their point of view of the submarine warfare or in other fields – for example an opportunity may present itself for the Central Powers to be granted unrestricted importation of foodstuffs and raw materials from America in return for their giving up the submarine warfare, as it had been included in the Austrian-Hungarian and German memoranda as well, as a

form of return service. In case of somebody else being the President, this solution would perhaps result in success.<sup>12</sup>

On the one hand the memorandum reveals the catastrophe-policy and false arguments behind the German submarine warfare, then it makes a proposal as to the principles and tasks of a "constructive" foreign policy to be conducted towards America; on the other hand it proves that the leading circles of Austria-Hungary could most distinctly realise the adventurous character – dangerous first of all for them – of the intensified submarine warfare and they could be aware of the consequences to be expected. To begin with, they could be aware of the fact that an armed conflict between the Central Powers and the United States would result in a "certain defeat" of the former. Another conclusion of the memorandum which could be regarded at the given time as new and sound from the military point of view as well is of no less importance, namely that there are effective anti-weapons against the submarine: the convoy system, or the sailing of groups of ships escorted by battleships. Though the Molden Memorandum – on account of other, external reasons – could not exert an influence on or change the attitude of the Austro-Hungarian foreign policy, the increasing feat of its leaders is well reflected by the statements which refuted with convincing force the arguments of those demanding the submarine warfare.

The prevailing mood of the leading circles of Austria-Hungary was like that when the telegram of the Austrian Chargé d'Affaires in Berlin, Larisch, was delivered with the information that the mood of the majority of the parties of the German Reich had changed in favour of the submarine warfare, moreover, the Imperial Government, too, had given up its former attitude of sharp refusal. For the moment, only Helfferich, Under-Secretary of State, was opposing it strongly,<sup>13</sup> since the standpoint of Hindenburg, who had not regarded the situation mature enough for Germany to start the unlimited naval actions until the situation in Rumania did not become clear, could not be regarded as a principled opposition.<sup>14</sup> The information of Larisch, which completed Hohenlohe's report of 4 September, therefore realistically reflected the situation in Germany.

The foreign policy of Austria-Hungary, and the leading circles of the state, were touched on a sore spot so much by the gradual concessions in the German position accorded to the aggressive warlike circles. Their astonishment was faithfully conveyed by the letter of the Austro-Hungarian Minister of Foreign Affairs Burián to Chancellor Bethmann-Hollweg when he expressed that "up to now I knew myself to be in complete agreement with Your Excellency. It was the consideration given to the American danger, as is well-known, that made us fulfil to the full extent the

<sup>12</sup> Molden Memorandum: „Die Frage des Unterseekrieges“. 4 Oct. 1916, *ibid.*, folio 460–475. The memorandum is mentioned in A. MAY: *The passing of the Habsburg Monarchy 1914–18*, as well.

<sup>13</sup> Tel. von Gr. Larisch, Berlin, 7 Oct. 1916, no. 297. Streng geheim. U-Bootkrieg, *ibid.*

<sup>14</sup> Namely B. Braun reported from Dresden that Hindenburg opposed the submarine warfare. Tel. Dresden, 9 Oct. 1916, no. 28, *ibid.*

wishes of the German Foreign Office when the 'Ancona'-affair was being settled". After this Burián, dealing with the shift in the German position, stated – referring to the report of Ambassador Hohenlohe – that though he did not wish to intervene with the military bearings of the submarine warfare, he had to remark that "an enterprise of so far-reaching consequences can only be started in case of the predictable certainty of a successful ending, not as the ultima ratio of necessity". From the political point of view the allowance made for the United States is the most important source of all considerations. Under his term of candidanship for the Presidency, Wilson could not give up the position he had taken up earlier without serious loss of prestige.

It is to be examined in the international legal relations of the issue, proceeds the letter, whether it would be possible to dispense with declaring the sea-zone around Great Britain an operational area, and whether there were any possibility to remain in general within the frameworks of international law. The unrestricted submarine warfare will bring the danger of the entrance of the United States into the war – on the side of the Allied – closer before the Presidential elections, and make it completely probable after the elections. As it is open to doubt whether the political, moral, and military disadvantages of this danger can be balanced with reliably sized up advantages, the submarine warfare cannot be judged only from the point of view of warfare technique. The system of the submarine blockade, if it can be carried through, would be certainly more commandable because it would prevent its connection in America with the slogan of "perfidy".<sup>15</sup>

In the Burián letter, the considerations and worries of the foreign policy of Austria-Hungary about the consequences of the United States entering the war manifest themselves clearly. This anxiety was all the more well-founded as it was not the intention of the German High Command to avoid these dangers. Chancellor Bethmann-Hollweg claimed in his reply letter that one of the Committees of the Reichstag had accepted the position of the Government, according to which the submarine warfare did not seem useful temporarily,<sup>16</sup> but a new Musulin Memorandum, dated some weeks later, wrote that though in Pless a new peace action was not opposed to any more for domestic political reasons, they would resent if mild terms of peace were made as they believe that those terms would be accepted. At the same time, reported Musulin, they were going ahead with the war preparations at full speed, and they expected that the refusal of the proposal for peace would be a good pretext for the intensification of the submarine warfare.<sup>17</sup> Thus, the distress of the leading circles of Austria-Hungary was completely justified, as the Germans were making more and more irritated statements on the demand of the American government that freedom of movement should be secured to her citizens in operational territories as well, while on her own side it was unwilling to take effec-

<sup>15</sup> Privatbrief S. E. des Herrn Ministers an Reichskanzler von Bethmann Hollweg, Wien, 9 Oct. 1916, no. 4976, pro domo, *ibid.*, folio 520–524.

<sup>16</sup> The letter of Bethmann Hollweg Imperial Chancellor, Berlin, 14 Oct. 1916, *ibid.*

<sup>17</sup> Handwritten note by Musulin, Wien, 8 Nov. 1916 (Talks with Mr. Wiesner), *ibid.*

tive measures against the hunger-blockade. The controversy between the Germans and the Americans became more and more fierce because the Americans reproached the leaders of the German submarine operations for increasing cruelty. Nor could Austria-Hungary back out of this situation as she was doubly involved in the submarine warfare: "partly through her own submarines, which are operating also on the Adriatic, that is in her immediate vicinity; partly through the German submarines, which are displaying their activity under the Austro-Hungarian flag in the whole area of the Mediterranean Sea. To camouflage this – from the point of view of international law – not correct way of action, these submarine units form a part of the Imperial and Royal Navy during the war. We have to parry all the complaints made on account of the damages and sinkings done to the neutral ships by the German submarines' actions displayed under the Imperial and royal flag – according to a secret agreement concluded with Berlin." On 10 February 1916, Austria-Hungary issued together with Germany a concerted communiqué, in which she ordered the submarines to regard the armoured merchant ships as fighting units and to annihilate them forthwith.<sup>18</sup>

When the Americans objected to this attitude, the new ruler of the Austro-Hungarian Monarchy and her new leaders were forced, on the last day of 1916, to take notice of the fact that by force of the wartime alliance and secret obligations of the Monarchy – but in many respects opposing their will – they had a hand in the submarine warfare with the expectable and less and less avoidable consequences of which they were aware of. The submarine warfare, or the condition that the freedom of movement of Austria-Hungary as well as her conduct could be restricted or determined by military units operating under her flag but independently from the Austrian-Hungarian Army High Command, though according to the "allied" will, meant a rather considerable narrowing of her state sovereignty. All these happened at a time when Hohenlohe in his telegram of 1 January 1917 informed Vienna that Berlin wished to give an answer to the communiqué of the Allies refusing the peace-action of the Central Powers, which would demonstrate – passing the responsibility to the Allies – the permissibility of sinking armed merchant ships "without previous warning" as the terminology of international law says. The German government expected this formulation to make Washington accept its content and thus refrain from breaking off diplomatic relations with the Central Powers.<sup>19</sup> This, of course, did not change the fact at all that this notification implied the prospect of the unrestricted submarine warfare.

Contrary to the self-confident voice of certain manifestations of the Austrian press which presented the position of the Allies as though it would have been a return blow intended not for the Central Powers but to President Wilson "which he and the

<sup>18</sup> The note presented to the Minister. Likely date: 31 Dec. 1916, *ibid.*

<sup>19</sup> Tel. Prinz Hohenlohe, Berlin, 1 Jan. 1917, no. 2., Wien, HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15. – (National Archives, film library, W 398.)

American general public would have to account for",<sup>20</sup> Czernin and the Government were not in such an optimistic mood. The new Minister of Foreign Affairs of the Monarchy returned with very unpleasant impressions from his first visit to Berlin because he had to notice that the German government had already decided to start the submarine warfare with full intensity in case of the failure of the peace move. Under the impact of this impression he sent an instruction to Ambassador Hohenlohe in which he gave him full powers to inform the Reichskanzler on behalf of the Austro-Hungarian Minister of Foreign Affairs that though he did not have the proper means to prevent the responsible German authorities from taking this – according to Czernin, ominous – decision, still he held that it was his duty to repeatedly object to such premature decisions. The German government took a dreadful responsibility if the rapid success it was expecting from the unrestricted submarine warfare came about more slowly or partly failed to ensue. "If we, as a power directly concerned, are forced to let you have the decision to you as regards the purposefulness of this way of waging war, still we set up a claim for voicing our serious apprehension about this action, all the more as the damages caused by its failure will harm us no less than Germany. This decision would plunge us immediately into war against the United States..."<sup>21</sup>

This telegram of Czernin is one of the most serious manifestations of the Austro-Hungarian diplomacy, in which the complete helplessness of the Monarchy to cope with Germany is openly expressed. The developments made it more and more evident that the participation of the Austro-Hungarian Monarchy in the preparation of decisions upon vital issues was at best formal, practically however her say in the matters was proportionate to the role she played in shaping the military situation. This yardstick was really strictly controlled by the German Supreme Command. They were willing to take the considerations of the Austrian-Hungarian leaders, rooted in the special situation, into account to the limit of acts of courtesy at best, but they had never went into the merits of these considerations, even though these reservations were defending – all things considered – common interests. The experts of the Monarchy clearly saw and defined the course of action to be followed in the submarine-warfare issue. An expertise displaying these qualities was the memorandum of Dumba, the former Austrian Ambassador in Washington, who summed up the problem as follows: "Our main concern is, according to my opinion, to make Wilson take up a position against the Entente governments. This demands first of all the loyal proclamation of our modest terms of peace – of course only in outlines –... furthermore the scrupulous observance of the conditions of submarine warfare, which were mutually established in Washington. A single fault in this re-

<sup>20</sup> *Antwort des Gr. Czernin auf die amerikanische Note*, 'Neue Freie Presse', 27 Dec. 1916.

<sup>21</sup> Geheim: Tel. an Pr. zu Hohenlohe in Berlin. Wien, 12 Jan. 1917, Wien, HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15. – (National Archives, film library, W 398.)

spect may prove fatal.”<sup>22</sup> There was only one illusory thought in Dumba’s opinion: he supposed that Wilson might be detached from the Entente; though a more masterly diplomacy, and especially one that did not provoke the President, could have achieved certain success in this field. It seems to be evident by all means – and this was completely clear for the leaders of Austria-Hungary – that the most effective form of the submarine warfare was as dangerous as the unsuccessful one since “it has brought the war with America in its train, and along with it our fall as well (according to human expectations), as it was impossible to redress the balance of power in that period!”<sup>23</sup> This was the opinion of István Burián, the former Minister of Foreign Affairs of the Monarchy, who was, by the way, right in saying that “the American danger was taken more seriously in Austria-Hungary than in Germany”,<sup>24</sup> if the question is considered from the point of view of the Monarchy. The essential point was made by Burián: “America is now in the position of being able to prepare with fresh strength a long war against the exhausted Central Powers, and with this she would stimulate the Entente powers to hold out with all their strength. The whole affair would be a game of chance, the failure of which would make Austria-Hungary the first victim.”<sup>25</sup> This, by the way completely realistic, mood and standpoint induced the Monarch to call a conference together in Vienna by 20 January 1917 to discuss the problems of the submarine warfare, where Admiral Haus and the representatives of the German Navy were also invited: “I lay the greatest emphasis on that His Majesty should not receive the impression that upon such a vital question the decisions are taken without him being consulted”,<sup>26</sup> wired Czernin to Hohenlohe in Berlin. On 15 January 1917, that is the following day, Czernin repeated the demand emphatically, namely that Berlin should not decide upon the issue of the submarine warfare without Vienna being consulted;<sup>27</sup> this demand was brought to the knowledge of Under-Secretary of State Zimmermann by Ambassador Hohenlohe.<sup>28</sup> After repeated demands, the German government finally agreed to Admiral Haus and Under-Secretary of State Zimmermann going to Vienna and negotiating with the Government of the Austro-Hungarian Monarchy on 20 January.

Meanwhile the report on his two days’ negotiation of B. Flotow, a head of department in the Ministry of Foreign Affairs, who had been sent to Berlin by Czernin, was received by the Ministry. It is not the parts of the report repeating the well-known German views which are interesting and significant, but rather the arguments

<sup>22</sup> Notiz des Botschafters a. D. Dr. C. Dumba erhalten 11/1/17. Seine Eindrücke zur Note Wilsons (handwritten note), Wien, HHStA. P. A. Krieg 25. No. – fol. 155. – (National Archives, film library, W 403)

<sup>23</sup> GRAF BURIÁN, ST.: *Drei Jahre aus der Zeit meiner Amtsführung im Kriege* (Berlin, Ullstein, 1923), p. 176.

<sup>24</sup> *ibid.*, p. 177.

<sup>25</sup> *ibid.*, p. 179.

<sup>26</sup> Tel. an Hohenlohe, Wien, 14 Jan. 1917 – (National Archives, film library, W 398), Wien, HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15.

<sup>27</sup> Czernin to Hohenlohe (handwritten draft), Wien, 15 Jan. 1917, signed: Czernin, *ibid.*

<sup>28</sup> Tel. Hohenlohe an Czernin, Berlin, 15 Jan. 1917, *ibid.*



of Flotow and the reply of Zimmermann. This time again, Flotow took up the position on the issue that it was just the entrance of the American Army into the war at a later period that made it possible for the Central Powers "to achieve a conclusion acceptable for us, without playing this last card... England, too, entered the war unprepared and now she has an army of one million men, commanding respect, fighting against the Germans". Zimmermann answered thereupon with apparent sincerity as follows: "believe me, our troubles are no less than Yours... Naturally there exists no positive certainty as to the result; there are only calculations. That is why we cannot make a decision yet. Show me a way that leads to a practicable peace and I will be the first to discard the submarine warfare. As the case stands at present, I myself and many others as well have almost made ourselves convinced of it."<sup>29</sup>

It can be hardly doubtful that Zimmermann's statement – if only in a half-serious form – implies the admission that the German government gave its consent to the launching of the unrestricted submarine warfare. The decision on it was taken – as is well-known – at the German Crown Council on 9 January, but the German government had not yet informed the Austro-Hungarian ally of it – as of a *fait accompli* – but was trying to make her the idea palatable with obscure and eyewashing words. It could happen only that way that Hohenlohe and Flotow sent reports as late as 15 January according to which the political and military factors in Berlin "deal seriously with the question of the unrestricted intensification of the submarine warfare", and the utterances of the German statesmen made in the presence of Hohenlohe and Flotow disclosed that the German government "will not arrive at a decisive decision before coming to terms with us".<sup>30</sup> It is to be emphasized that all these as well as the statement of Zimmermann quoted above were made after the decision of the German Crown Council of 9 January. It is this fact that gives importance to the telegram of István Tisza, too, which he sent to Ambassador Mérey, on duty at that time in the Ministry of Foreign Affairs, on 15 January. In this telegram he acknowledged "with satisfaction" that Zimmermann had given his consent to the Austro-Hungarian Monarchy being consulted before the decision upon the submarine-warfare issue was made. However, Tisza asked the informations to be sent to Austria-Hungary in due time so that it might be possible for her leaders to form a judgment. On the other hand, emphasized Tisza, "we should convince the American government that after such an impertinent refusal of the initiative, and after her war aims at humiliating Germany and destroying the Monarchy and Turkey were made public cynically, she has to make further steps and support the cause of lasting peace with the proper means, and take a stand against the expansionism of our enemies that would result, as a matter of fact, in a war fought to the bitter end". After the outbursts against the Allies Tisza proposed the Ministry to show a friendly behaviour towards

<sup>29</sup> The note of Flotow of the German opinion about the submarine warfare, Wien, 15 Jan. 1917. – The document is also published by Czernin: CZERNIN, O.: *Im Weltkrieg* (Berlin and Vienna, Ullstein, 1919), pp. 157–161.

<sup>30</sup> Wien, HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15, (National Archives, film library, W 398).

the United States "lest she should arrest our hands when we are to resort to more radical means. For that matter I emphasize that the greater the possibility of the intensified submarine warfare is, the more important and urgent it would be to use the Allies' memorandum to influence the neutral governments and especially the climate of opinion in America to our advantage".<sup>31</sup>

Without dealing in details with the part taken by Tisza in the unrestricted submarine-warfare issue, we have to point out that he showed at that time no sign of special opposition to this strategic conception. His most important problem in connection with the action was whether the German government would inform Austria-Hungary of its intentions or not. Besides, he also shared the illusion that the American government and public opinion might be won over to the side of the Central Powers just by exploiting the memorandum of the Allies. The stand of Tisza on the submarine-warfare issue is by the way surprisingly ambiguous. If it is also taken into account that he, too, had played some role in the struggle of both Burián and Czernin against the submarine warfare, though there is no documentary proof of it, it is a fact that in January 1917 he regarded it as the necessary way to avoid defeat: It is likely that his rather anxious insistence<sup>32</sup> on the competent leaders of Austria-Hungary being involved in the process of decision making, and the two Prime Ministers of the Austro-Hungarian Monarchy being consulted before the Monarch made a decision, was rooted in the consideration that the dangerous turn of events could be warded off that way. Tisza could really not have known at that time that the German government had already made the decision (one week in this stage of development is a very long period), and that all the further negotiations of the Germans with the leaders of Austria-Hungary, the visit of Admiral Holtzendorff and Under-Secretary of State Zimmermann to Vienna on 20 January included, were of completely formal character and did not change the turn of events. The Central Powers resorted to this means, according to Tisza, only to ward off the "criminal attempt" against their existence and for the sake of making peace with their enemies.<sup>33</sup> This standpoint, obviously, meant the complete acceptance of the German argu-

<sup>31</sup> Telephondepesche. S. E. des Gr. Tisza an S. E. den Herrn Botschafterlv. Mérey, Budapest, 15 Jan. 1917, Wien, HHStA. P. A. Krieg 25. No. (National Archives, film library, W 403). The telegram was also published in *Gróf Tisza István összes munkái* (Budapest, MTA and Franklin és Tsa, 1937), vol. VI, 1855/u., pp. 132–33.

<sup>32</sup> Hohenlohe to Burián, Berlin, 19 Jan. 1917, Secret no. 31. – Tisza, staying then in Berlin, asked for the following telegram to be dispatched: „Ich will in keiner Richtung Schwierigkeiten machen, muß aber unbedingt bitten, daß vor Entscheidung S. M. bezüglich des U-Bootkrieges, beide Min.-Präsidenten bei völliger Kenntnis der einschlägigen Momente Stellung nehmen können.“ Wien, HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15. – (National Archives, film library, W 398).

<sup>33</sup> Exchange of notes with the foreign minister on the subject (the submarines) of the speech of 5 February 1917. Telephone telegram to Count Ottokar Czernin, 5 February 1917, *Gr. Tisza István összes munkái.*, vol. VI, 1875/a and b, pp. 143–5. In his answer given to the telegram of Tisza, Czernin declared, among others, that „So lang... unsere Zerschmetterung als Programm unserer Feinde gibt, werden wir mit allen erlaubten Mitteln kämpfen und es gibt kein zurück in der U-Boot-Frage.“ (the italics are original.)

ments, and it is of problematic value even if it served “merely as an advice” to Czernin in order to support his arguments advanced in the memorandum to be sent to the American government.

### **The Austro-Hungarian Monarchy Joins the Unrestricted Submarine Warfare**

At last on 19 January 1917, the German Ambassador in Vienna confidentially informed the competent personalities of Austria-Hungary that Admiral Holtzendorff and Under-Secretary of State Zimmermann would arrive in Vienna on 20 January in order to discuss the problems of the submarine warfare with them. At the same time the confidential communication pointed out, too, that Zimmermann came in effect to exert a restraining influence if the too “temperamental” Holtzendorff went very far in his exposition and proposals.<sup>34</sup>

On the given day, the two leading German personalities really appeared in Vienna where they did hold their first conference in the presence of the Monarch, with the statesmen of Austria-Hungary, and on this occasion “all the arguments so far having been referred to in the documents occurred”.<sup>35</sup> At the first negotiation of merit Holtzendorff expounded again his well-known ideas to the participants. He argued that “the necessity of the intensified submarine warfare was inescapable” as “time is working against us” and on account of this the decrease in human resources of the Central Powers, the fast deterioration of their harvest, furthermore the forthcoming English-French offensive on the western front, etc., could be remedied, according to Holtzendorff, only in the proposed way. Since there were 120 first-class submarines with up-to-date equipment at the disposal of the German Navy to carry out the operation, it was to be expected that Great Britain could be brought to reason within 3 months, for which he himself stood security.<sup>36</sup> A considerate behaviour was to be adapted towards the United States, though on the German side they were convinced that the U.S.A. would not bring it to a break, and if she did, it would be already late.

In the debate following the exposition of Holtzendorff, only the Imperial and Royal Admiral Haus and Chief of Staff Conrad agreed completely with the lecturer. Tisza and Czernin referred not only to the serious consequences that would ensue from the American intervention, but they expressed their doubts about the blockade of Great Britain. Besides, Czernin brought forward some very important points of view to shake the German ideas. He mentioned at first place that not even the data presented by the leaders of the German Navy were very convincing, and in his opinion it was worth-while to consider whether it would not have been wiser to play this

<sup>34</sup> Wien, HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15 (National Archives, film library, W 398), P.d. no. 264, Wien, 18 Jan. 1917. Vertraulich.

<sup>35</sup> Czernin, op. cit., p. 161.

<sup>36</sup> *ibid.*, p. 163.

last trump when there was really no other alternative as the danger of the unrestricted submarine warfare might have a more paralysing impact on the enemy than the possibly unsuccessful weapon would have on the enhancement of their fighting spirit. On the other hand the argument, brought forward by the Germans, that the western front was being threatened by a British-French offensive, although until then the Germans had claimed that every attack sprang back there, was a new aspect. Consequently the Navy was to be thrown in to counterbalance this offensive, and this was an argument, said Czernin, by all means that justified that the counter-arguments about the submarine warfare should calm down in spite of all the risk to be taken. Still Czernin and Tisza expressed strong doubts about all these.

One of the German participants, Under-Secretary of State Zimmermann, wrote that in spite of the attempts of their negotiating partners there was no doubt that the decision of the conference "will be in accordance with our spirit". Then he went on: "I hope that together with Admiral Holtzendorff I will manage to remove the considerations of Count Czernin and the two Prime Ministers already today at the conference due to be held at the Ballplatz."<sup>37</sup>

The conference, which ended with the conclusion that the final decision was to be taken at the meeting of the leaders of Austria-Hungary and Germany on 26 January, was important from two aspects: on the one hand, it satisfied the alliance obligation that the decisions were taken in common by the two monarchs (in this case this decision had no practical significance at all), on the other hand, it made obvious – what might have been already evident – that "Germany had decided in advance that she will start the unrestricted submarine war under any circumstances, consequently our arguments may have no practical value".<sup>38</sup> When Czernin discussed the issue with the Monarch after the conference it was really not problematic whether Austria-Hungary should join the unrestricted submarine warfare or not. The complication was caused by the fact that the submarine warfare was to be carried on on the Mediterranean as well, where the German Navy had to use the naval bases of Austria-Hungary at the Adriatic Sea and in Dalmatia. In this case, however, the Austro-Hungarian Monarchy – in spite of the small number of her submarines – had a share in the operation because if she refused, she attacked her ally in the back.<sup>39</sup> "As nobody wanted it from among the members of the Government in office at that time, we have agreed to it (that is to the action) though with a heavy heart". Czernin was absolutely right in claiming that the partial withdrawal of Austria-Hungary would have meant an advantage of no sort for her diplomatic position. Only keeping Germany completely back from the unrestricted submarine warfare would have been a significant result that – contrary to the German allegations – might have rendered

<sup>37</sup> Telegram by Zimmermann, Wien, 20 Jan. 1917. This telegram describes the course of the negotiation similarly, though briefly. P. A. des Auswärt. Amtes (Bonn). U-Bootkrieg gegen England. W. K. no. 18. Geheim. Band 25/6.

<sup>38</sup> Czernin, op. cit., p. 167.

<sup>39</sup> *ibid.*

the entrance of the U.S.A. into the war avoidable.<sup>40</sup> Since all the efforts of her diplomacy and ruling circles were foredoomed to failure, Austria-Hungary being plunged into the unrestricted submarine warfare with all its responsibility, had become an almost inevitable fact, which needed only a constitutional sanction. However, before it was given at the Crown Council of 22 January 1917, the Ministry of Foreign Affairs of Austria-Hungary had issued its first directives to the Embassies of the Austro-Hungarian Monarchy, in which they were informed that "in order to advance the conclusion of the war it may prove necessary to start the unrestricted submarine warfare within the shortest time". For this very reason the Embassies were required to inform the Government as to the conduct it had to follow so that it could influence the public in the most favourable way.<sup>41</sup> This directive had almost been "made an advance" of the decision on the unrestricted submarine warfare, which was to be made at the Crown Council in Vienna on 22 January.

It was markedly apprehensible when Czernin gave an account of the issue at the Crown-Council Conference that it was his conviction, which he had formerly informed the Monarch of, that the Germans were by no means to be dissuaded from their intentions, therefore all further struggle against their intentions was futile. According to Czernin, the decision had to be based on the expertise of military experts.<sup>42</sup> It is very characteristic that the Austro-Hungarian War Minister Krobatin modelled his account fully on the arguments of Admiral Holtzendorff when he expounded that since there was no possibility to ease the situation on the Balkan by transporting troops there, the strengthening of the enemy's front could be thwarted only by the means of the unrestricted submarine warfare. Prime Minister István Tisza emphasized the causes that had made him change his mind over the issue of the unrestricted submarine warfare. He declared that he had not agreed with the former arguments put forward to support the submarine warfare. "Now, however, a new situation has come about as for the German worries about the further development of the war situation. While they have recently judged the war situation in an optimistic way, now they regard the western front as threatened, unless the submarine warfare eases the situation." After this explanation Tisza put questions to Chief of Staff Conrad about the military situation, to which Conrad answered that – also modelled on the German arguments – might have seemed "realistic" enough "to represent the further carrying on of the submarine warfare as an inevitable necessity". That is why Conrad informed the participants of the conference with such a "sincerity" of the losses on the Germans' western front, the difficulties on the Russian front, the problems on the Balkan and Italian frontline: he wanted to disperse the doubts. This ef-

<sup>40</sup> *ibid.*, pp. 167–9.

<sup>41</sup> Wien, HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15 (National Archives, film library, W 398). The instruction to the ambassadors of the European neutral states, Wien, 21 Jan. 1917.

<sup>42</sup> *Protokolle des Gemeinsamen Ministerrats der Österreichisch-Ungarischen Monarchie (1914–1918)*. Eingeleitet und zusammengestellt von M. KOMJÁTHY (Budapest, Akadémiai Kiadó, 1966), p. 452. and cont. The further parts of the exposition of the Crown Council conference are based on this source publication.

fort of his was really successful. Namely Tisza gave up his views of the possibilities of peace in his answer, and took his stand in favour of the unrestricted deployment of submarines. He expressed only that "expectation" of his that Germany should be warned again of the dangers concomitant to this action. Finally Tisza joined the opinion of those who held it necessary to extend the unrestricted submarine warfare to the Mediterranean as well.<sup>43</sup> This latter statement of Tisza had a very serious impact on the developments of the following months. In the course of the continuation of the debate, Clam-Martinic, the Austrian Prime Minister, emphasized that he, being not an expert, had no insight into the details of the action under preparation, therefore he was completely dependent on the data and informations provided by the naval experts. Then, very diplomatically, he put his opinion as follows: "filled with confidence in the informations received from the competent factors, furthermore making allowance for the worries about the military situation and our economic difficulties, and finally in cognizance of the prevalent popular feeling, he, too, speaks up for the unrestricted deployment of the submarines for the simple reason that there is no other alternative."

The Monarch closed the conference suggesting to the participants of the Joint Ministerial Council to accept the German proposal for the unrestricted deployment of the submarine.

The analysis of the developments shows that the conference and decision of the Crown Council of the Austro-Hungarian Monarchy was not devoid of worries and fears. All the civil participants of the conference had passed to the full extent the responsibility for the decisions to be made to the military and their experts. These decisions also reflected that there was a shift of influence in both Germany and Austria in the relations between the civil and military forces during the war and especially when the course of the war took a disadvantageous turn, in favour of the military forces.

The leadership of the Habsburg Empire, in their powerlessness, began to resort to the only safety belt, not their own, but that of the German High Command, to the extent as the Empire was getting ever deeper into the state of total economic and political exhaustion, and as they were drawing near to a civil leadership crisis. The declaration of the Allies about their intentions to break up the Austro-Hungarian Monarchy were also not ineffective. Even those circles of the Monarchy which did not like Germany came to the recognition that it was the question of Austria-Hungary's existence or non-existence and the relative popularity of the Austrians and Hungarians could not save the Monarchy from the threatening blows of her neighbouring enemies. The dismemberment of Germany and the destruction of Austria-Hungary—this is what had become obvious for all of them.<sup>44</sup> It is very likely that

<sup>43</sup> Conrad also urged the deployment of the Monarchy's submarines on the Mediterranean.

<sup>44</sup> The report of v. Tucher, the Bavarian ambassador in Vienna, Wien, 3 Febr. 1917, no. 108/WL. Geheimes Staatsarchiv München. Gesandtschaft, Wien. This report also describes in details the course of the German-Austrian-Hungarian negotiations on 20. January. Though v. Tucher was not present there, the informations given by him could be regarded as authentic.

this element played a certain role in inducing the participants to make the decision even if from another point of view they anticipated the process of which they were afraid the most, just by this decision.

This sombre mood is very well reflected by the two letter drafts which Charles I, the Monarch of Austria-Hungary, had intended to send to Emperor William II. The first one, dated 22 January, is more detailed in its content, the second one, from 23 January, is shorter and more condensed. This latter was handed over to the Emperor. The first draft openly declared that the arguments of the German statesmen "failed to completely disperse those political considerations" which he himself and the Government of Austria-Hungary had in mind in connection with the dangerous consequences of the decision. They were very apprehensive about the growing numerical superiority in men of the enemy and its consequence, the protraction of the war. At the same time they knew it well that there was no other means at the disposal of the Central Powers to achieve with certainty some result against the enemy. In this situation he, refusing to assume the responsibility for withholding this consideration, gave his consent to the planned intensification of the submarine warfare being conscious of a heavy and far-reaching resolution.<sup>45</sup>

The second draft is briefer and considerably milder in tone though its voice is gloomy enough, too. Charles, referring to the fact that the problem in point "was of decisive importance for the existence or non-existence of our people", declared that only the unanimous and clear reasoning of the German statesmen and his own military leaders made him give up his serious considerations, and he adhered therefore to the operation of the intensification of the submarine warfare. In accordance with this resolution, he would give the order of the day necessary to the blockade of Italy and Southern France. Simultaneously he asked that the public declaration of the operation might be postponed until after his visit of 26 January to Berlin.<sup>46</sup>

William II informed Charles in his short reply that he would fulfil Charles' wish, and besides Czernin he would invite the adviser in naval affairs of Charles to the conference which Admiral Holtzendorff was also going to attend.<sup>47</sup>

Though in the given situation there was no strong resistance to be expected, the presence of the naval "adviser" at this conference could strengthen only the German warlike tendency. This was not the only indication that the ruling German circles had reservations against the Austro-Hungarian Monarch and his Court. Contrary to the agreement of the monarchs that their intention to launch the operation would not be

<sup>45</sup> Letter draft written by Emperor and King Charles to Emperor William II, Wien, 22 Jan. 1917, Wien HHStA. P. A. Geheim XLVII/14-15.

<sup>46</sup> The letter draft can be found in a handwritten and in a typewritten copy. There is a note on the left part of the foot margin: „An des Deutschen Kaisers Majestät in Geheimschrift übermittelt.“ Baden, 23.1.17. v. Cramon, General à la suite. The telegram that was delivered to the place of destination can be found in the Bonn Archives as well. P. A. des A. A. U-Bootkrieg gegen England. W. K. Nr. 18, geheim Pless, 25 Jan 1917, Tel. Nr. 121. Bd. 25. Wien, Kriegsarchiv. Archiv der Militärkanzlei 69-9, 1-7. 1917.

<sup>47</sup> *ibid.* (reference is also the same), General von Cramon für Seine Majestät den Kaiser und König, Baden, bei Wien, signed: Wilhelm.

made public before 26 January and 1 February respectively, that is before their meeting and making a final agreement, Holtzendorff let Imperial and Royal Admiral Haus know that the neutral powers would get the notice on the unrestricted submarine warfare already before the above mentioned dates. The Austro-Hungarian Ministry of Foreign Affairs objected to it through Ambassador Hohenlohe in Berlin.<sup>48</sup> It is obvious that not even then found the German Supreme Command the wish and interests of the allied monarch worthy of attention.

After these developments Czernin, too, informed the foreign representations of Austria-Hungary of the naval operation under preparation, and at the same time obliged them to keep it top secret. The content of principle of Czernin's notice is that since the Entente powers gave an answer to the initiative of Austria-Hungary in proposing to conclude a compromise peace which expressed the Entente's intention to destroy the Central Powers, there was no other choice but to carry on the fight to the bitter end, deploying all the means for the defence (of the country) which were at disposal.<sup>49</sup>

Though Czernin's draft for the memorandum shows the signs of solidarity with the German decision, there were elements in the diplomatic practice of the Austro-Hungarian Monarchy, which incate tendencies. These were uncrystallized and had many ramifications, which had really characterized a certain duality of the foreign policy of the Monarchy until the United States declared war upon her. These tendencies were represented not only by the Ambassadors of Austria-Hungary to the neutral countries (for instance to Spain, Switzerland, and the Netherlands), who were keeping watch over the conduct and possible steps of the respective states where they were accredited,<sup>50</sup> but by one of the most significant representatives of this tendency, Ambassador Hohenlohe, too, who was persistently looking for hair-cracks in the German military leadership which strengthened the efforts and position of those circles which were more moderate in the issue of the unrestricted submarine warfare and the relationship with America. Thus, in 1917 he informed Czernin that

<sup>48</sup> Prinz Hohenlohe, Berlin, 3 January 1917, no. 35. Hohenlohe, answering to the question put to him, says that Zimmermann is completely ignorant of the affair, but he supposes that merely technical informations might be mentioned. Wien HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15, (National Archives, film library, W 398).

<sup>49</sup> *ibid.*, Tel. in Ziffern an die Missionen in I. Kopenhagen, Stockholm etc. II. Berlin, Wien, Sofia etc. den 23. Jänner 1917.

<sup>50</sup> Three telegrams are very important in this relation: I. Fürstenberg, Ambassador in Madrid, reports that Foreign Minister Romanones would willingly take over Spain to camp of the Entente powers but King Alfonso refuses it. If the position of the Central Powers is improving, Spain need not be taken into consideration. (Baron Fürstenberg, Madrid, 1917).

2. Baron Gagern reports from Bern: Counsellor of legation Hoffmann and Ambassador Dunant do not fear that the Swiss neutrality will be violated. According to the German ambassador Hoffmann declared that Switzerland will not be moved from her neutrality by the submarine warfare. (Tel. B. Gagern, 28 January 1917, no. 58.)

3. Baron Giskra reports from the Hague: The sea blockade brought about by the submarine warfare has completely cut the Netherlands off the outside world. Giskra proposes that, as it happened in case of Greece, here, too, a 20 sea-miles wide channel should be created, which would relax the isolation of the Netherlands, and exert good influence politically, too. (Giskra, Haag, 30 January 1917, no. 931) Wien HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15. (National Archives, film library, W 398.)



there were still significant differences of opinion between the German Ministry of Foreign Affairs and the Naval Staff as the former – in accordance with the information of Bernstorff – had asked 20 days' respite for the neutral ships to be able to get into safety in which case the American intervention might not ensue. The Admiralty insisted on 1 February as the appointed time of action. Chancellor Bethmann-Hollweg and Under-Secretary of State Zimmermann, however, were determined, according to Hohenlohe, to carry through the standpoint of the Ministry of Foreign Affairs.<sup>51</sup> On 29 January, Ambassador Hohenlohe notified Foreign Minister Czernin again that the Chancellor and the Under-Secretary of State travelled to Pless to discuss the telegrams of Bernstorff with the Emperor, and he proposed to his Government again to grant the waiting time to the neutrals as well as to inform President Wilson of the conditions of peace.<sup>52</sup> Simultaneously, Ambassador Hohenlohe emphasized that the press reaction in Germany to Wilson's peace message of 22 January was friendly in the liberal, social democratic and Centre newspapers and hostile in the conservative and "allddeutsch" ones.<sup>53</sup>

Hohenlohe informed the Ballhaus of a new, significant momentum on 30 January. The report told that Great Britain had ordered the blockade of the North Sea, and in Berlin it was regarded as a favour that might give an opportunity to represent the unrestricted submarine warfare as a response to the English provocation. In his communiqué of 31 January, Czernin announced that in agreement with the German government the Central Powers would start to build up a naval blockade around Great Britain and France as well as in the eastern basin of the Mediterranean from 1 February, in the interest of curtailing the war.<sup>54</sup> The United States and all the neutral countries would be informed of it on 31 January.<sup>55</sup> Ambassador Hohenlohe let Czernin know about the text, too, which was enclosed with the memorandum on the unrestricted submarine warfare Zimmermann handed over to Gerard, the Ambassador of the United States to Germany. In this memorandum Germany, referring to the refusal of her "proposals for peace", asked President Wilson to persuade the Entente powers, by holding out the prospect of his refusal of direct and indirect support, to accept the German standpoint for the sake of restoring the "white race" and peace.<sup>56</sup>

After such political and diplomatic preliminaries, the leaders of the Austro-Hungarian foreign policy handed over a memorandum of almost identical text to F. C. Penfield, the American Ambassador in Vienna. The memorandum – seemingly in

<sup>51</sup> *ibid.*, Tel. Hohenlohe, Berlin, 25 January 1917, no. 38. Streng Geheim.

<sup>52</sup> *ibid.*, Tel. Hohenlohe, Berlin, 29 January 1917, no. 44.

<sup>53</sup> Wien HHStA. P. A. Krieg 25/p. (National Archives, film library, 403.) k.u.k. Österr.-Ungar. Botschaft, (pol. 428). Berlin, 29 January 1917, no. 14. A-B/P. Gegenstand: Zur Friedensbotschaft des Präs. Wilson an den Senat.

<sup>54</sup> Wien HHStA. P. A. Geheim XLVII/3–15 (National Archives, film library, W 398), to Madrid, Bern, Stockholm, Copenhagen, Wien, 31 January 1917.

<sup>55</sup> *ibid.*, Communiqué, Wien, 31 January 1917.

<sup>56</sup> *ibid.*, Tel. Prinz Hohenlohe, Berlin, 31 January 1917, no. 60.

unison with Wilson's peace message of "high moral earnest" – saw the greatest obstacle to the creation of a lasting peace in the refusal of the "peace-efforts" of the Austro-Hungarian Monarchy. Since the enemy had attempted already before the memorandum to paralyse the shipping of Austria-Hungary and sunk her ships – among others hospital ships – without warning, Austria-Hungary and her allies were going to apply the same methods against Great Britain, France, and Italy from 1 February. The aim of the blockade of the above-mentioned states was to prevent shipping by all means, and only the neutral ships were granted mercy within a definite time.

The aim of this step therefore was, according to the memorandum, to curtail the length of time of the struggle and to restore peace, contrary to the enemy's efforts, which were aimed at the destruction of Austria-Hungary, and not in the least were they intended to promote free development. Consequently Austria-Hungary – together with her allies – was forced by the intention of her enemies to destroy her to frustrate this intention with "bitter determination", with the certainty, however, that this step would justify the sacrifice of material and blood of the struggle<sup>57</sup> of many years.

\*

Though the memorandum of the Austro-Hungarian Monarchy contained too much self-justification and was contrary to the facts, it no doubt expressed anxiety and compulsion as well. The feeling of anguish was stirred by the plans of the Entente threatening the Monarchy, the constrained manner by the mistrust in the consequences of the warfare methods of the German ally. All this had considerably subdued the sharpness of the content of the memorandum. The Austro-Hungarian Monarchy had been pushed to the side of the German ally and kept subsequently ever more tenaciously in her "loyalty" to Germany by fear of the future. That was what forced her to give way of the German pressure step by step though it made the situation hopeless just with regard to Austria-Hungary's survival, too. This explains why the Austro-Hungarian Monarchy began soon to try to reduce and neutralize the effect of the unrestricted submarine warfare.

### **The Failure of the Attempt of the Austro-Hungarian Monarchy to Avoid the State of War with the United States**

The handing over of the memorandum giving notice of the starting of the unrestricted submarine warfare did not mean for the diplomacy of the Austro-Hungarian Monarchy that its relations with the United States were broken off, but – con-

<sup>57</sup> Wien, 31 January 1917, no. 508 (fol. 433), an S. E. den Herrn Fr. G. Penfield, Wien HHStA. P. A. Krieg. 25 (National Archives, film library, W 403.)

trary to the case of Germany – the opening of a completely new phase of these relations. This phase was the last one in the history of the relations between the two powers during World War I, and its significance was given by the fact that the representation of the Monarchy in Washington filled in the gap that was left behind by the broken off relations between the U.S.A. and Germany on 1 February. The relationship, however, was of different character for both parties; while for the Central Powers it served the purpose of putting off the actual entrance of the United States into the war, for the U.S.A. and the Entente it was the means by which they tried to work on the Austro-Hungarian Monarchy and weaken her alliance with Germany and to prepare her withdrawal from the war accordingly. But both efforts were unfounded since on account of the methods of the German warfare and the aims of the German foreign policy neither the U.S.A. could be kept from entering the war nor was Austria-Hungary's breaking away from the war possible. In spite of this circumstance it can be observed that the relations between Austria-Hungary and the U.S.A., which became worse during the Dumba-incident, were improving in those days. Ambassador Count A. Tarnowsky, who was appointed in the place of Dr. C. Dumba after a year's delay, started to travel to his post in January, and according to the information of the Austro-Hungarian Ambassador in Stockholm he was received in a rather friendly manner in Washington. As Mr. Morris, the U.S. Ambassador in Stockholm, declared it to Count Hadik, the Austro-Hungarian Ambassador to Sweden, "the sympathy towards Austria-Hungary has never assumed such proportions as just now". In America, added the Ambassador, the negative answer of the Allies to the peace memorandum of the Central Powers was not taken seriously, and "by no means did President Wilson wish to end his peace action". Public opinion in America was backing him, and therefore the group of millionaires who became rich just through deals in arms were unlikely to take the risk of opposing him.<sup>58</sup> The report of Count Hadik on the above statement which had been sent to Vienna, was only confirmed by the first impressions of Tarnowsky, who had arrived in Washington in the meantime. Though Lansing, the American Secretary of State, expressed his regret over the fact that the first visit of the Austro-Hungarian representative coincided with the handing over of the German memorandum, at the same time he emphasized that the U.S.A. did not believe that the Austro-Hungarian Monarchy would sink American ships without warning. The remarks of Tarnowsky with which he commented the words of the Secretary of State are perhaps more characteristic than the statement quoted by him. Namely, in his report he expressed his opinion that "it would be very important if I could convince the politicians here that they are not wrong in their judgement". Then he added: the statements of Lansing revealed the sympathy towards the Monarchy, and that "they would like to avoid breaking off the relations with us".<sup>59</sup> The same position was taken up by Count Bernstorff, the

<sup>58</sup> *ibid.*, 8/P. B., Unterredung mit dem amerikanischen Gesandten, Mr. Morris, signed: M. Hadik.

<sup>59</sup> Tel. Tarnowsky, Washington, 3 February 1917, no. I, Wien HHStA. Krieg 61/a Spez. Amerika.

German Ambassador in Washington, who had called, already before Tarnowsky, attention to the importance of avoiding the break with the United States. According to him the intentions of Wilson with the Central Powers were much better as it was supposed in Berlin. At the given moment, that is at the time of the announcement of the unrestricted submarine warfare, however, the President could really not have drawn other conclusions. In accord with the American public opinion, he wanted to avoid the war by all means since he wished to play the role of the apostle of peace. "All the competent persons I asked", Tarnowsky finished his report, "confirmed that the public feeling for us is incomparably better than for Germany".<sup>60</sup> The opinion of Bernstorff and the remark of Tarnowsky are especially important since the representative of Austria-Hungary was informed that as the naval warfare of Austria-Hungary had been until then more human than that of Germany, and as the United States had had far less conflicts with her in this field than with the Germans, the Government of the United States did not intend to take the same measures against Austria-Hungary, which was enjoying sincere sympathy in America, as had been taken against Germany, moreover, she intended the role of mediator for Austria-Hungary at the peace negotiations. The Government of the United States, reported Tarnowsky, sincerely regretted that Austria-Hungary had sent a memorandum of completely identical content with the German one, but it would have been very useful for her to interpret it in a way that the ships entering the forbidden zone would not be sunk immediately but rather only their penetration would be prevented. If there were no changes made to this effect in the text of the memorandum, the American government would not be able to make any distinction between Germany and the Austro-Hungarian Monarchy. After this it was made clear for Tarnowsky in the State Department of the United States that the memorandum of Austria-Hungary would not be immediately published.<sup>61</sup>

The empty slogans about the "more human" naval warfare of the Austro-Hungarian Monarchy and the role of mediator at the would-be peace negotiations, with which the United States wanted to make her change her intentions, could hardly be taken seriously. The sincerity of the conciliatory tone towards the Monarchy, considering the commitments of the Entente powers, was doubtful even if the Monarchy did dissociate herself from the German methods of warfare. It is very likely that the American step was a form of "psychological warfare", which does not exclude that it was noticeably taken seriously on both sides. From this point of view, it cannot be neglected that Tarnowsky sent a new warning to Vienna on 5 February, according to which the rupture of the relations of the United States with Austria-Hungary was inevitable if she insisted to take a stand identical with that of Germany. Nevertheless, added Tarnowsky, the more information he was collecting the deeper grew his conviction, approved of by the German Embassy as well, that the mainte-

<sup>60</sup> *ibid.*, Tel. B. Zwiedinek, Washington (undated), no. 3. zu Tel. no. 1 und 2, signed: Tarnowsky.

<sup>61</sup> *ibid.*, Tel. Tarnowsky, Washington, 3 February 1917, no. 2.

nance of the relationship between the Austro-Hungarian Monarchy and the United States was desirable by all means. As for the effectiveness of the unrestricted submarine warfare, the hopes attached to it in Germany were not at all shared in Washington.<sup>62</sup>

On the insistent solicitation of Tarnowsky, Czernin sent a personal letter to Lansing, through Penfield the American Ambassador to Austria, in which though he accepted the Wilsonian doctrine of "peace without victors and defeated", he gave it such an interpretation as though the acceptance of the "proposals for peace" of the Central Powers and the moral duty of President Wilson to force the Allies with the power of the United States to accept it would have been a necessary corollary of the doctrine.<sup>63</sup> It is not surprising that the letter did not impress very much the government quarters of the United States. The report of irritated tone sent by Tarnowsky to the Austro-Hungarian Ministry of Foreign Affairs in these days also made it clear. In this report, Tarnowsky emphasized firmly that "a little courtesy will not suffice to remove the danger of the break". Therefore he repeatedly proposed to the Foreign Minister to issue a statement according to which "our submarines will not be operating on the Atlantic, and they will blockade only certain coastlines and harbours of the Mediterranean". In fact this statement would not have been a concession, he claimed. The firmness of President Wilson's standpoint, wrote Tarnowsky, justified our fear that "if we did not show inclination to yield, the break with us would seem inevitable". At the end of the report, Tarnowsky strongly emphasized that since his arrival he had not been received by President Wilson yet. The State Department saw its cause in that "our attitude and that of the Germans being identical, it is impossible for the President to receive the Austro-Hungarian Ambassador while the German Ambassador is delivered his passport". This situation made it almost impossible for Tarnowsky to maintain the official contacts with the State Department.<sup>64</sup>

Before continuing to represent the hard struggle of the Austro-Hungarian diplomacy filled with grave worries, we have to point out that the above developments had no influence on the formation of popular feeling within the Monarchy. The "Neue Freie Presse", in sharp contradiction with the intentions of the Ministry of Foreign Affairs – which were undoubtedly not meant to be made public – was popularizing by all means the war policy dictated by the Germans. With this activity it clashed with the interests of Austria-Hungary and weakened the endeavours of the Ministry of Foreign Affairs from the beginning. However, it is also a fact that the ruling circles of the Austro-Hungarian Monarchy as well, not risking an outright confirmation of their half-hearted intentions, contributed to the failure of these endeavours. At the same time when Czernin and the diplomatic representation of Austria-Hungary in Washington were waiting with intensive anxiety to see whether

<sup>62</sup> *ibid.*, Tel. B. Zwiedinek, Washington, 5 February 1917, no. 5, signature: Tarnowsky.

<sup>63</sup> *ibid.*, Tel. an Mr. Lansing, Washington, „Durch die hiesige amer. Botschaft am 5.11.1917 nach Washington befördert“, note in English, signed: Czernin.

<sup>64</sup> *ibid.*, Tel. Gr. Tarnowsky, Washington (undated), no. 10.

Wilson would maintain or break off the relations with Austria-Hungary, the press was carrying on the German orientated propaganda. And this was not without dangers, especially if we think of utterances like the following: "... we have taken all the consequences of the submarine warfare into account... All! And this very great word will roar into the ears of those who are still unable to impartial thinking."<sup>65</sup> These words, evidently referring to Wilson, could hardly have promoted the efforts of Tarnowsky in Washington. The following day, the newspaper wrote that it was the first time since the days of the Grand Armada that a step to break the dominance of Great Britain had been undertaken.<sup>66</sup> In the same issue, a so-called "expertise" expounded that only a fraction of the needs for cereals could be provided for in the hostile states by September, and their reserves "would be exhausted notwithstanding the fear of starvation and rationing".<sup>67</sup> An article published one day later declared that they took every risk incurred by the unrestricted submarine warfare. The High Command did their best to achieve the earliest possible military decision.<sup>68</sup> The article by József Sztérényi, published on the following day, was of slightly more sober tone since its point in question was that the Central Powers were forced to resort to this extreme means in order to prevent the timeless prolongation of the war.<sup>69</sup> "Whatever should happen ... the Central Powers cannot act any other way." This apology was not to prevent a sentence like the following to be published on another page in the same newspaper: "... 1 February is the day of relief for us as it is the first day of the merciless war against the English tyranny over the seas."<sup>70</sup> This tone was becoming more and more dominant in the following days. The break of the diplomatic relations between the United States and Germany gave an opportunity for the newspapers to expound that the Central Powers had counted upon the possibility of a conflict with the United States. What could the participation of America change in the course of the war? The peace between Germany and the United States was in danger but the entrance of America into the war would hardly have any impact upon the strategic situation.<sup>71</sup> Surely, by the time the first quarter of a million American soldiers would be able to interfere actively in the war, the great military decisions would have been long taken.<sup>72</sup>

The above quoted speculations of the leading daily paper of the Austro-Hungarian Monarchy were borrowed from the rather outworn "phrase book" of the

<sup>65</sup> 'Neue Freie Presse', 1. February 1917, Morgenblatt S. 1, „Der verschärfte Unterseebootkrieg.“

<sup>66</sup> *ibid.*, 2 February 1917, „Der erste Tag des Unterseebootkrieges“.

<sup>67</sup> *ibid.*, pp. 2–3, „Die voraussichtlichen Wirkungen des verschärften Unterseebootkrieges“.

<sup>68</sup> *ibid.*, 3 February 1917, 1, „Der Beschluß über den Unterseebootkrieg, nach gründlicher Erwägung aller Möglichkeiten“.

<sup>69</sup> *ibid.*, 4 February 1917, pp. 2–3, „Beschleunigung des Friedens durch den U-Bootkrieg“, von Josef Sztérényi.

<sup>70</sup> *ibid.*, pp. 3–4, „Wie du mir, so ich dir...“.

<sup>71</sup> *ibid.*, 5 February 1917, Nachmittagsblatt, p. 1, „Abbruch der Beziehungen zwischen Amerika und Deutschland. Kriegsdrohung des Präs. Wilson in der Botschaft an den Kongreß“.

<sup>72</sup> *ibid.*, 7 February 1917, Morgenblatt, p. 7, „Die amerikanische Gefahr“, von FABIVS.

German High Command which, however, had a different role and echo in the Monarchy as in their "birth-place". While in Germany the above-quoted arguments and conclusions were the slogans of the imperialist and militarist right-wing against which even the moderate imperialist circles made protests, these slogans almost gave the impression of official opinion in the leading daily of Austria-Hungary in a period when the break with the United States was not in the interest of the ruling circles of the Monarchy.

However much the Vienna press endeavoured to influence the public opinion in favour of the unrestricted submarine warfare, the diplomacy of Austria-Hungary carried on its ever more difficult and hopeless struggle to avoid the rupture of the diplomatic relations with the United States, that is to enable the Monarchy to maintain her relations with the greatest neutral power simultaneously with the least possible participation in the unrestricted submarine warfare. The fact that this endeavour – which, by the way, was the repeatedly admitted interest of not only Austria-Hungary but of Germany as well – still needed to be constantly justified before the German ally, reveals the serious difficulties of the fellow-in-arms relationship. This is proved, for instance, by the German action occasioned by Czernin's message of 5 February. The Germans considered the statements of Czernin, referring to the Wilson doctrine of "peace without victors and defeated", as harmful.<sup>73</sup> Namely, Count Larisch, the Austro-Hungarian Chargé d'Affaires in Berlin, indicated that the German Under-Secretary for Foreign Affairs Zimmermann – though in a friendly way – made comments on this manifestation, saying that the flattery meant for Wilson was perhaps "fitting" from the point of view of "keeping the President in favourable mood, by which – it was to be hoped – the breach of relations with the Monarchy and the conflict with Germany might be avoided". It would be a better formula to give expression to the willingness of the Central Powers to accept a "peace with dignity", as it had been done in his message sent to Wilson, than the formula "peace without victors and defeated". He (Zimmermann) did not wish to attribute significance to this difference between the texts, still he was wondering that, had Wilson really wanted to make peace in that unselfish way, why then had he broken off so hastily relations with Germany. It was the firm conviction of Zimmermann that a peace concluded under the auspices of Wilson would have been very disadvantageous for Germany.<sup>74</sup>

The remarks of Zimmermann induced Czernin to revise his own standpoint. Though he recognized that the formula, drafted by Wilson but used by him as well, of "peace without victors and defeated" went really farther than the phraseology having been used so far by the Central Powers, he chose this formula as it had been his

<sup>73</sup> See note no. 63.

<sup>74</sup> Zimmermann's opinion, set forth above, was reported by the Austro-Hungarian Embassy in Berlin in the reports: 1. Tel. Gr. Larisch, Berlin, 6 Febr. 1917, no. 69, 2. Tel. Larisch, Berlin, 7 Febr. 1917, no. 17 A–B/P. Gegenstand: Staatssekr. Zimmermann über die Depesche E. E. an Staatssekr. Lansing und über die Haltung der Neutralen. The latter telegram is more complete.

intention to induce discord between the President and the Allies. The statement of the British Prime Minister that the war could not really come to an end without a victor might cause difficulties to the President: it might reveal before the world that "not we, but the Quadruple Alliance is the obstacle to peace".<sup>75</sup>

"On the other hand", continued Czernin to explain his conduct, "my phraseology has no harmful consequences... if we, through my answer given to Wilson—in which he received only words instead of the required facts—enable him to maintain the relations with us, I believe that it would be very advantageous from both our and Germany's point of view."<sup>76</sup>

All this might be regarded as the intentionally assumed conduct of Czernin, but for a fact which is not alien to the practices of diplomacy in this connection it shows the bona fide nature of the above statement. This fact is that Czernin had sent a message to Tarnowsky in which he informed the Ambassador that first he would put \$ 100,000 at his disposal and later on as many dollars as was necessary for Tarnowsky to influence the American press to make propaganda in favour of the postponement of breaking off the relations with Austria-Hungary. At the same time Czernin instructed the Chargé d'Affaires "to try to do everything he possibly could" to prevent the breach.<sup>77</sup>

But this was the very task that was getting more and more difficult in this period: for the Americans were growing ever more impatient and made certain conditions, on the other hand the Germans made open demands on the diplomacy of Austria-Hungary and Tarnowsky respectively. Of the former, the competent circles of the Austro-Hungarian Monarchy were informed by one of the secretaries of the Swiss Embassy in Vienna on account of informations received just at the American Embassy. According to this, the breach was regarded as imminent, and Ambassador Penfield had got instruction, too, to make the necessary steps, he was only waiting for notice to carry it out. Besides, there was a very interesting and characteristic development, the information said, that was held very important in the relationship between the United States and Austria-Hungary. Notably Tarnowsky had been informed of the intensification of the submarine warfare neither at his departure nor after his arrival. The American government concluded from this fact that the intensification had been decided completely unilaterally by Germany, and Austria-Hungary was confronted with a fait accompli in the last moment. It was added subsequently to this information that if it was the common desire of Austria-Hungary, Germany, and President Wilson, to maintain the relations between the United States

<sup>75</sup> Tel. an Pr. Hohenlohe, Berlin, no. 66, Wien, 7 Febr. 1917, Wien HHStA. Krieg 61. Spez. Amerika.

<sup>76</sup> *ibid.*

<sup>77</sup> *ibid.*, Tel. an Larisch in Berlin, Wien, 6 Febr. 1917, für k.u.k. Botschaft in Washington, per Radio, no. 10.



and Austria-Hungary, this could be achieved only if all German U-boats would be operating under German flag.<sup>78</sup>

The wish of the State Department that Austria-Hungary should not take part in the submarine warfare – at least formally not – was not practicable in spite of the secret desires of the foreign representations and institutions of Austria-Hungary. On the contrary. Although the German foreign policy-makers acknowledged that the maintenance of the relations between the United States and Austria-Hungary had some advantages for Germany as well, in practice they made three demands on the Austro-Hungarian Monarchy and her representation in Washington which could not be fulfilled without the inevitable consequence of occasioning the state of war between Austria-Hungary and the United States. These demands, handed over by Count Wedel, the German Ambassador to Austria, were the following: First, Count Tarnowsky should not present his credentials to President Wilson until the issue of the relations between Germany and the U.S. is not cleared up. Secondly, Tarnowsky should protest at President Wilson against his attempts to set the neutral countries against Germany. Thirdly, in case of war between the U.S.A. and Germany, Tarnowsky should be called back from his post. Although Czernin refused the first two of these demands, he accepted the third one,<sup>79</sup> moreover, he gave orders to Tarnowsky to apply for his passport if the said case ensued.<sup>80</sup> Czernin had undoubtedly undone with this act all his former efforts and steps to keep the Monarchy far from action at least in the most risky enterprises of the war. The reply of Tarnowsky showed that the value and significance of Austria-Hungary for the United States was on the wane. The presentation of his credentials had been untimely until then since the President had not even received him, and to urge it would have been useless and shameful. The incitement against the Central Powers was carried on, especially by the business circles and the press of New York and the East Coast, but these circles were inaccessible even with millions of dollars. It was generally held that the support for the Allies would assume the form of ammunition, shipping and financial aid.<sup>81</sup> The content of this information reflected well the duality of the Austro-Hungarian Monarchy's international position, for Czernin equally feared that he would have to break with America or to get into conflict with Germany on account of the submarine warfare and the maintenance of the relations with the United States. It became evident that his expectation to keep the United States from breaking off the relations with Austria-Hungary with words lacking facts had not worked in the case of Lansing. Moreover, the situation became ever more unpleasant as Penfield handed over an Aide-Memoire to the Imperial and Royal Government on 19 February, in

<sup>78</sup> *ibid.*, Notiz Herrn v. Hevesy's. Amtserinnerung Wien, 8.11.1917 and its supplement. Captain Vilmos Hevesy, member of the entourage of King Charles, received his informations from Egger, Swiss Secretary of Embassy – evidently on definite purpose.

<sup>79</sup> *ibid.*, Geheim. Tel. an Pr. Hohenlohe in Berlin, no. 74, Wien, 12 Febr. 1917.

<sup>80</sup> *ibid.*, Tel. an Gr. Hadik in Stockholm, no. 38, Wien, 14 Febr. 1917. For dispatch to Washington, no. 13.

<sup>81</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Hadik, Stockholm, no. 34, 20 Febr. 1917, reply: to no. 13.

which he asked what the official line of the Government in the submarine-warfare issue was: whether the Government was going to change or withdraw its guarantees given and measures taken until then after the sinking of the "Ancona" and "Persia".<sup>82</sup>

Czernin realised that this time he could not play with mere words but had to declare himself, and therefore he devoted two weeks to elaborate a suitable reply. In this work, he counted first of all on the help of Tarnowsky, if "he had the power to make proposals as to how the breach with the United States can be avoided without dealing with the problem of the continuation of the unrestricted submarine warfare and without being obliged to abandon Germany in this issue..."<sup>83</sup> It is not an exaggeration to characterize the proceedings of Czernin as the diplomatic way of squaring the circle.

Tarnowsky made his very simple and self-evident proposals at the cry for help of Czernin. According to him, the seemingly insoluble contradiction between the avoidance of the breach with the U.S.A. and the withdrawal from the bondage of Germany, could be solved only in one way. It was necessary to point out the actual state of things that the Austro-Hungarian submarines would manoeuvre only in the Mediterranean and restrict their activity to the blockade of certain harbours and coast-lines there. This really did not affect the submarine-warfare issue and gave no cause for Germany to abandon the Monarchy. The reply to be given to the American memorandum which contained the above-mentioned facts had to be handed over to the American government in the most polite way, and within the shortest time, without any reproaches being made to the United States. The State Department – under the effect of Penfield's favourable report – was willing to wait for a while.<sup>84</sup>

This telegram message of Tarnowsky was soon followed by a new one in which he emphasized very strongly that it was absolutely indispensable for the Austro-Hungarian government to manifest the restricted character of the Austro-Hungarian blockade. Furthermore, Tarnowsky pointed out that it was to be mentioned in connection with the Italian shores to be blockaded that they were mainly on the Adriatic side and did not occupy the whole Italian coast-line. It was to be avoided by all means to mention in the reply the sinking of the "Zagreb" without warning.<sup>85</sup>

In spite of their soberness and simplicity, two characteristic features could be discovered in the proposals and warnings of Tarnowsky. One of them was that he did not take sufficiently into account the foreseeable – and though fatal, not inexplicable – demand of the Germans as an ally that the Austro-Hungarian Monarchy should undertake to bear her share of "solidarity" in difficult situations, too. The other feature was that he undoubtedly had illusions about the United States' "friendship to-

<sup>82</sup> The guarantees of the Monarchy then concerned the avoidance of similar cases.

<sup>83</sup> *ibid.*, Tel. an Gr. Hadik, Stockholm, no. 42, Wien, 20 Febr. 1917, Streng Geheim, dispatched to Washington, no. 15.

<sup>84</sup> *ibid.*, Tel. Gr. Tarnowsky, Washington, 23 Febr. 1917, no. 16.

<sup>85</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Tarnowsky, date of dispatching is missing, no. 19, fol. 849.

wards the Monarchy". The situation that came about was such that Austria-Hungary, with regard to her ally, was unable to make considerable concessions to the U.S.A. in the submarine-warfare issue, but at the same time the latter was also unable to make significant promises which might have actually promoted the collapse of the allied system from within. This was the principal cause why the mutual intrigues of the U.S.A. and the Austro-Hungarian Monarchy in the submarine-warfare issue could not surpass the "level" of seemingly bilateral but in fact very unilateral temptations and bargains in which the weaker party – the Austro-Hungarian Ministry of Foreign Affairs – also believed that it was keeping good trumps. Tarnowsky tried to weaken this belief through the precise and rapid transmission of his informations. On 24 February, he reported that President Wilson had come to the conclusion that "if the submarine-warfare issue between America and us was not solved, he was bound to break off relations".<sup>86</sup>

Tarnowsky reported that the American government would have been satisfied by the smallest amount of courtesy showed by the Austro-Hungarian Monarchy. It was also then that he informed his Government that if the reply note to be given to Penfield made it possible to continue the exchange of opinions, he would be definitely in favour of being received by the President. As much as he resented that the invitation by the President had failed to happen until then, he was forced to subordinate this question to others by way of precautions, lest he should make the President publish the Austro-Hungarian memorandum of 31 January, what would have threatened the negotiations with the relations being broken off.<sup>87</sup>

The reply of Czernin to Penfield's memorandum of 18 February was completed by 27 February. It pointed out that the submarines of the Imperial and Royal Navy would be operating on the Adriatic and the Mediterranean, and therefore they would not interfere with the American interests. However, it is very characteristic that the inclusion of this part in the reply note induced Czernin to explain his motives in detail to the German government already before the reply note was posted. Czernin made it clear in his letter to Hohenlohe, the Austro-Hungarian Ambassador in Berlin, that he had included this statement in the reply note on the repeated pressing of the Austro-Hungarian Ambassador in Berlin since he expected the avoidance of the breach with the U.S.A. from this courtesy, which made no concessions. It was the interest not only of Austria-Hungary but of Germany as well, therefore it was to be hoped that she would welcome this step.<sup>88</sup>

Some days later, the Austro-Hungarian Minister of Foreign Affairs handed over the reply note to the memorandum of 18 February to Ambassador Penfield. The essential points of the document were summarized by Czernin as follows: First, he would not modify or withdraw the declaration made during the "Ancona" and

<sup>86</sup> *ibid.*, Tel. Gr. Hadik, Stockholm, 24 Febr. 1917, no. 41. – Tel. aus Wash., no. 14.

<sup>87</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Hadik, Stockholm, 24 Febr. 1917, no. 42. – Tel. aus Wash., no. 15.

<sup>88</sup> *ibid.*, An Prinzen G. zu Hohenlohe, Berlin. Wien, 27 Febr. 1917.

"Persia" affair. Secondly, the forewarnings might not be only occasional as the closed regions were automatically to be regarded as being under blockade. Though Austria-Hungary reserved the right to sink the merchant ships of the enemy without forewarnings, too, in the Adriatic, she had not used this right until then. Thirdly, the measure of 31 January was regarded as a defensive one by Austria-Hungary. Finally "as our submarines will operate only on the Adriatic and the Mediterranean, a conflict with the American interests is not likely".<sup>89</sup> Anyhow, Czernin thought that the affair of the Penfield memorandum was closed with this reply note and he had only to make clear his remarks on the "Ancona" affair for Tisza, who held them, too, very far-reaching and was afraid the Americans would draw too exaggerated conclusions from them. Czernin refused this interpretation of his remarks and wrote – abandoning now his former opinion – that the United States could not be kept by words from entering the war. Czernin was undoubtedly right in that he managed to maintain the relations with the U.S.A. at least until 9 April with his diplomatic debate.<sup>90</sup> This fact seems to be supported by the utterances of Wilson made in this period, which did not even mention Austria-Hungary, but spoke only of Germany.<sup>91</sup> It would be, however, an exaggeration to attribute this "result" exclusively to Czernin's foreign policy. The special interests and considerations of the American diplomacy prevailed at least to that extent; their important tactical aim having been at that time to separate the foreign political endeavours of Austria-Hungary from those of Germany. That Ambassador Penfield called on his countrymen already in the first days of March 1917 to leave the territory of Austria-Hungary as soon as possible makes one conclude that this opinion is not unfounded.<sup>92</sup> Though it is quite natural that this step was an accepted measure of precaution, it is also doubtless that cherishing the illusions of Austria-Hungary about the maintenance of the relations and manoeuvring with promises of the postponement of the rupture was one of the most effective weapons of the Wilson diplomacy against the Austro-Hungarian Monarchy. The conduct of Austria-Hungary was determined by what sort of advantages could be drawn from it for the German ally. This determined the American attitude to be taken after the Austro-Hungarian reply note of 5 March, and the problem of the further avoidance of the rupture as well as of the answer to be given to the note.<sup>93</sup> The conduct of Wilson towards Germany may not be regarded as too inflexible in that period. If German Ambassador Bernstorff had succeeded in obtaining from his Government the postponement of one month of the intensification of the submarine warfare, the position

<sup>89</sup> *ibid.*, cipher telegram, Gr. Tarnowsky, in Washington, Mr. 21. Wien, 2 March 1917. The complete text of the reply note is published by Czernin in his memoir, „Im Weltkriege“. 2nd supplement, pp. 381–82.

<sup>90</sup> See Czernin, *op. cit.* pp. 172–73.

<sup>91</sup> As in note no. 124: Tel. von Gr. Hadik, Stockholm, 1. March 1917, no. 45, from Washington, no. 21.

<sup>92</sup> *ibid.*, From the report of Hintze, Counsellor of Legation and one of the leaders of the „Kriegsüberwachungsamt“. Wien, 25 March 1917.

<sup>93</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Hadik, Stockholm, 13 March 1917, no. 58, Tel. von Washington, fol. 423.

of Wilson against his own warlike party could have been firmer. It was at this point that a new, very essential issue rose! Did Wilson really want to avoid a confrontation with the Central Powers in February 1917? Bernstorff, at the time of his return to Germany, that is on 10 March, was of this opinion, and he explained it with the anti-war feelings of the American public opinion.<sup>94</sup>

It is a very characteristic fact that the diplomats of the German Embassy in Washington were also convinced – though in a particular and strange way – that Wilson had been acting “in the interest of the Central Powers with his peace action”, especially since the previous year, and that his proposal was more advantageous for them than for the Allies. They believed that this concerned the problems of Austria-Hungary as well. Allegedly, Wilson sent a message to the German Ambassador suggesting that his remarks and ideals concerning the freedom of nations, and his allusion to the rights of nations for passages to the sea, safeguarded the rights first of all of Austria-Hungary against the demands of Italy in the region of the Adriatic.<sup>95</sup>

The Hoyos report which contained the above observations, the views and informations on Wilson's policy by German diplomats having returned from Washington, first of all those of Count Bernstorff and von Haniel, were rather unusual as they were completely opposed to the line of the official German foreign policy, and they drew attention with the necessary graveness to the fact that if America were to intervene and the war to last long, she could send an army of one million men to the battlefields. These opinions were, however, completely put aside since they were regarded as being tainted by Wilson's ideas. It is no doubt that this “taint” can be recognized in certain respects as the opinions let known in the Hoyos report really exaggerated Wilson's “detachment” towards Austria-Hungary and Germany even if the desire for peace of the American public opinion made them conclude it. Wilson's ambition to be an “apostle of peace” might be of much significance in this field and might partly account for his detachment, still it was misleading since the United States had not achieved superiority over the capitalist states in this period yet, and Wilson's policy – in spite of its seemingly idealistic features – could be neither different from, nor more than one of the forms of the “Entente” policy, its completion, or just a policy to balance it, but it could not be the policy to counterbalance a sort of rationally reformed German-Austro-Hungarian political tendency. Bernstorff and his closer aides at the Embassy had recognized the useful and “fit for alliance” feature of the policy of the Wilson administration from the point of view of the “moderate” breed of German imperialism, only likely to be maintained. In fact this recognition was right even if it bore the marks of Wilsonian “taint”. This holds for the foreign policy of Czernin and its representatives in Washington. However, the ten-

<sup>94</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Hoyos, Kristianis, 11. March 1917, no. 17 (fol. 419). Count Hoyos had conducted longer discussions with Ambassador Count Bernstorff and v. Haniel, the Counsellor of Legation, who had returned from Washington. The file summarizes the content of these talks.

<sup>95</sup> *ibid.*, from the Hoyos report.

dency under discussion suffered a setback that might cause the fall of the whole allied system as well, as the latter was unable – in its “ossified” alliance unity – to adapt itself to the requirements of the changed circumstances. This revealed itself in their complete misjudgement of the balance of power. There were very risky manifestations of this unreal and especially among the military circles widespread estimate of the situation, for instance, their failure to comply with the American request that the Central Powers “should close their eyes to” some American ships then just cruising to Britain and not sink them. “That would be just enough for President Wilson to tranquillize the general public. He would not start any more ships, nor would he have any more wishes.”<sup>96</sup> It does not need to be particularly emphasized that Czernin had managed to achieve as little result in the interest of meeting this demand with Under-Secretary of State Zimmermann as he did later with the German naval authorities.<sup>97</sup>

Nor could this fact have made impossible to carry on relations between the United States and Austria-Hungary. Moreover, after the departure of the German Embassy and the representatives of the German press, who have intensively narrowed the propaganda possibilities of the Austro-Hungarian Monarchy, very wide, legal possibilities of popularizing Austria-Hungary might have been found. Besides, while the Germans action in Mexico – in the course of which “they wanted to throw the civilized parts of the Union on the mercy of semi-savage illiterates” – was an unpardonable sin in the eye of the Americans, which could be remedied by Zimmermann’s abdication at best, there was no such antipathy towards Austria-Hungary. It was the opinion of certain leading American personalities that the President’s speech in the Senate on the self-determination of the peoples had not been levelled against Austria-Hungary since the peoples living in the Monarchy, having autonomy, had almost reached the level of federation as well. According to the informations and in the opinion of Ambassador Tarnowsky and his retinue, there was an American conception, too, which held that the President did not really want the defeat of the Central Powers as that would have thrown them into the arms of the Russians, and would have led to the formation of a huge coalition involving the Japanese, too. Instead, the President would rather have the Central Powers ending the war against the West and reconciling themselves with Britain, France and America.<sup>98</sup>

This strongly idealized picture of Wilson’s foreign policy might have been not quite unfounded. It is also possible that some members of Wilson’s retinue were cherishing illusions about the Austro-Hungarian Monarchy. However, it is unlikely that these ideas have been wide-spread among the ruling circles of the United States

<sup>96</sup> *ibid.*, An Prinzen Hohenlohe, in Berlin, Wien, 13 March 1917, no. 135. The American request, which was mediated by Penfield, was conveyed by Czernin to Ambassador Hohenlohe, who conveyed it to Under-Secretary of State, Zimmermann. (fol. 426;)

<sup>97</sup> *ibid.*, Prinz Hohenlohe, in Berlin, 14 March 1917, no. 165. Zu E. E. (Czernin), Tel. no. 35. von Gerhard. Reply to the former telegram.

<sup>98</sup> *ibid.*, Tel. Gr. Széchenyi, in Kopenhagen, 15 March 1917, no. 120. Tarnowsky’s message to Czernin through Ambassador Széchenyi.

and of a nature to exert an influence on her foreign policy. It is open to discussion whether Tarnowsky acted in the proper way when sending his superiors messages and reports to this effect and of this content. It is also very problematic that he characterizes his own role and significance in Washington as follows: "It would have been unable to prevent the breach had it been the original intention of the President, and indeed I will not be able to prevent it if it would become necessary in consequence of the war to be started against Germany – in spite of the desire of the American government; with my activity, however, I could strengthen the endeavour of the American government to maintain the relations (viz. with the Austro-Hungarian Monarchy) in the future, too, and to be more conciliatory considering the possibilities, and that way I could contribute to the relaxation of tension, too. On the other hand it would have been incomparably easier to dangerously sharpen the delicate situation by one clumsy step or by making the slightest blunder in choosing consideration and tact. Still, our relations with the U.S.A. had not only been maintained, but the favourable attitude of the American government towards us, moreover, its intention to avoid the rupture with us in the future, too, have remained unchanged, and in my own person I won the sympathy of the official quarters as well."<sup>99</sup>

The apparent tolerance and friendly disposition of the American government towards the Habsburg Monarchy had other reasons, too, than the personal charm of her Ambassador. There is no doubt that Ambassador Tarnowsky is considerably justified by two elements: on the one hand he managed to discover the existence of deeper causes, even if he was unable to see their content and essence. On the other hand he managed to make use of the friendly tendency in the United States as much as he could, at least until Wilson agreed to take a stand against him after he had consultations with the British government.

After the President had broken off relations with Germany, the foundation of the U.S.A. – Austria-Hungary relationship was based on statements which were the object of the exchange of messages of 9 and 11 February. What President Wilson wanted to make clear first of all was whether the question of the territorial integrity of the Habsburg Empire, respectively the safeguarding of the same could be brought into harmony with the interests of the Allies, and whether the territorial integrity of peace-wishing Austria could be guaranteed in case she would break off from the war. To put it another way, according to President Wilson, it was one of the main obstacles, or perhaps the only one, to conclude peace with the Austro-Hungarian Monarchy that the Entente powers insisted on the partition of the Monarchy in case of a victorious peace. However, in the President's opinion, self-government – especially the high level of self-government provided for the older units of the Monarchy – in Europe was enough for the peace and stability to be safeguarded; for the national

<sup>99</sup> *ibid.*, Washington, 18 March 1917, no. 4/pol. „Meine Lage nach meinem Eintreffen in Amerika.“

and racial influences to be brought to bear on; and for Austria's development, security from the south, and her passages to the sea to be maintained.<sup>100</sup>

The question which Wilson had raised and discussed with W.H. Page, Ambassador of the United States to Great Britain, with Prime Minister Lloyd George and Foreign Secretary Grey, proved to be considerably more complicated than it might be expected from the American point of view. In the judgement of the Allies, Austria – however war-weary she became – was under the total rule of Germany. "It is possible that the Austrian Emperor wants to save his empire. We do not object to his keeping Bohemia and Hungary. It is not the purpose of our policy to dismember the Monarchy, but we have to support the nations of our Rumanian, Slav, Serb, and Italian allies. We have to recognize their righteous demands concerning the principle of nationality."<sup>101</sup> Quoting the words of Lloyd George, Ambassador Page summarized the standpoint of the Entente and Great Britain as follows: neither His Majesty's Government nor its allies could lose Italy as an ally in this grave situation. The blockade of Germany was to be broken through on the side of Austria. The time for Austria to formally sue for peace had passed since her withdrawal from the war would have been unfavourable from the Entente's point of view. The British government, according to Lloyd George, did not harbour anger for the Austro-Hungarian Monarchy. The decisions in this situation were determined by the practical military issues: according to these Germany would have been stronger without Austria, since she was a growing burden to Germany. It was the reason why Austria's proposals for peace might not be accepted and the Allies could not give full powers to the President to conduct peace negotiations. But if the President received concrete proposals from Austria and confidently forwarded it to the Allies, they would be studied in due time, on the basis of the principles manifested in his speech to the Senate. The difficulties raised by the problem of the passage to sea could be certainly removed, claimed the Ambassador.

Finally Ambassador Page received the following answers from the British Prime Minister to the questions he asked on the instructions of President Wilson:

"If the President would forward to the British government concrete proposals for peace from Austria, what could be expected under the present circumstances?"

"The British government would not accept it without running the risk of weakening the military and economic pression as well as the situation of the Entente."

<sup>100</sup> „Papers relating to the foreign relations of the U.S., 1917', Supplement I, The World War, The Secretary of State to the Ambassador in Great Britain (Page), signed: Lansing, Washington, 8 February 1917. midnight, no. 4421, pp. 40–1.

<sup>101</sup> *ibid.*, The Ambassador in Great Britain (Page) to the Secretary of State London, 11 February 1917, noon, no. 5665, pp. 40–4, signed: Page.



“Will the Allied governments authorize the President to guarantee to the Austrian government that the older units of the Empire will not be detached?”

“The British government cannot give guarantee to Austria under the given circumstances. The British government can see no reason for the partition of Austria by detaching Hungary and Bohemia, but the peoples of the Entente countries, the Slavs, Rumanians, Serbs, and Italians as well as Bosnia-Herzegovina, are to be liberated from under the control of Austria on the basis of the principle of nationality. The British government, however, cannot give full powers now to this effect.” “Can a passage to sea be provided for Austria if she loses her Adriatic coast?”

“This is not a question of principle, and if there are practical difficulties in this respect, they can be removed if the time of the negotiations comes.”<sup>102</sup>

The statements of Lloyd George on the position of the Austro-Hungarian Monarchy during the war and after the war were of decisive importance in a great many respects. That Austria-Hungary's withdrawal from the war had already become a problem of second-rate importance by that time, could be regarded an element of tactical importance, too, if the statement concerning this issue had not been announced to just Wilson, that is for almost internal use. It was also a second-rate problem whether Austria-Hungary's withdrawal from the war could have actually eased the military situation of Germany. This statement was of rather propaganda-value for however much the withdrawal of Austria-Hungary could have eased Germany of her military and economic burdens, after all it would have opened her south-eastern front and left her alone in the global struggle. There is no doubt that the political repercussion of this would have been unfavourable. The most important parts of Lloyd George's statement concerned the renunciation of the territorial integrity of the Austro-Hungarian Monarchy. From this point of view, it was not Lloyd George's remarks on keeping the Monarchy's older units, Hungary and Bohemia, together with Austria that was most essential, but just his demands on the detachment of the “allied Slav, Rumanian, and Italian territories”, on the basis of the principle of nationality. The detachment of these territories – regarded as a question already decided – from the unity of the Monarchy, their liberation from under the control of Austria-Hungary, was equivalent to the partition of the Monarchy. This was the meaning of Lloyd George's refusal to guarantee the territorial and imperial integrity of the Austro-Hungarian Monarchy, and that is why he was unwilling to accept it or to recognize it as the price or reward of her withdrawal from the war.

This basically important fact, of course, was not clearly recognizable either for Ambassador Tarnowsky or for the ruling circles of Austria-Hungary or of the Dual Alliance. More precisely: Tarnowsky was misled by the friendly manifestations in the

<sup>102</sup> *ibid.*

United States and of Wilson; the warlike circles of Austria-Hungary and Germany made use of the suppositions on the partition of the Empire by the enemy for the "preventive" justification of their own aggressive war aims and methods. Undoubtedly, Tarnowsky properly claimed that even if the ruling American circles would have been willing to pass over his diplomatic activity and maintain the relations with Austria-Hungary, to take a decision in principle in this case, however, was possible not for Wilson, but for Lloyd George, who represented the Allies: the American President expected him to take a stand on such a particularly Central-European issue as that of Austria-Hungary. It was at this point that Tarnowsky failed to see clearly the realities. However friendly the President might have seemed, his policy was that of the Allies inaccessible for Austria-Hungary at that time as she was not a negotiating partner in the calculations of the Allies any more, but the object of the reorganization and transformation in Central Europe. It is not an exaggeration to establish that President Wilson, too, had actually dropped by the beginning of February the Habsburg Monarchy as a politically no more important factor. It was only a question of time and form for Wilson to put his new attitude into political practice, and it could be observed only weeks later. Nevertheless, it is a fact that the American government began to gradually narrow her diplomatic relationship with Austria-Hungary only at the end of March when replying to Austria-Hungary's memorandum of 2 March that since the Austro-Hungarian government had identified itself with the standpoint of the German memorandum of 31 January and had been unwilling to dissociate itself from its content in spite of repeated requests by the American government to this effect, the American government could not receive Ambassador Tarnowsky. Although the American government acknowledged the difficulties of the position of the Austro-Hungarian government, the American public opinion would not welcome the Ambassador of Austria-Hungary who joined openly a warfare method so detrimental to American interests.<sup>103</sup> The content of this statement was confirmed by the step of Ambassador Penfield calling upon the American citizens living in Austria-Hungary to validate their passports and leave the Monarchy.<sup>104</sup>

There came about a particular period of suspense in the relationship of the United States and Austria-Hungary by the end of March 1917. The expectation that in spite of all the Germans would treat the American ships with tolerance proved to be an illusion and the sinking of three American ships was regarded by both the American public and President Wilson as a serious challenge on account of which he convoked the Congress.<sup>105</sup> Under such circumstances it was impossible for the President, in spite of his emphasized sympathy, to receive the Ambassador of Austria-

<sup>103</sup> Wien HHStA. P. A. Krieg 61/a Spez. Amerika (National Archives, film library, W 365), „Aide-Memoire vom Amerikanischen Botschafter im k.u.k. Ministerium des Äußern am 21. März 1917 übergeben.“

<sup>104</sup> *ibid.*, Zensurstelle in Wien, P. A. no. 1182, Wien, 25 March 1917.

<sup>105</sup> *ibid.*, Tel. Graf. Hadik, Stockholm, no. 84, 28 March 1917, Tel. von Gr. Tarnowsky.

Hungary and to accept his credentials, all the less as the state that delegated him had completely identified itself with Germany in the question of the submarine warfare. The situation of Ambassador Tarnowsky therefore became almost intolerable, and on account of this there was nothing else left but to reduce the Austro-Hungarian representations to the status of chargé d'affaires, since starting the war against Germany – which the United States wanted to prosecute with full intensity – became inevitable for the United States.<sup>106</sup> To maintain the status of embassy in this situation would have been possible (according to Tarnowsky) only at the price of great concessions.<sup>107</sup> This opinion may be regarded as a vain hope cherished by his exaggerated optimism, which must have been rooted also in his erroneous judgement passed on the policy of the Allies. This policy did not even enable Austria-Hungary to make concessions. However, the repeated warnings of Tarnowsky that “the largest and most developed country with her democratic strength of recruiting will throw the immense reserves of her economy and energy into the balance after three years of warfare in order to prevent – at any cost – the victory of Germany”, are to be judged more realistically.<sup>108</sup> On 6 April 1917, Czernin none the less instructed Tarnowsky to leave Washington together with his personnel if the American Congress were to accept Wilson’s address,<sup>109</sup> and if the state of war between Germany and the United States came about. This situation really ensued on the same day: President Wilson declared in his address to the Congress that armed neutrality was no more an effective weapon against the U-boats, therefore he proposed the Congress to declare war on Germany. At the same time, he asserted that the war was to be prosecuted with all the strength and resources of the country and in co-ordination with the Allies – not against the German people, but against the Prussian government. In his address, the President did not mention the governments which were in alliance with Germany, and postponed to a later date the debate on the U.S.A. – Austria-Hungary relationship, and on the complete impossibility of the recognition of Tarnowsky as Ambassador under the given circumstances.<sup>110</sup> It is known that the Senate accepted the address of the President, and the motion was passed with a majority of 82 votes for and 6 against in the Senate, while in the House with 373 for and 58 against. The state of war between Germany and the United States thus having come about, Austria-Hungary was forced to break without delay her relations with the United States.<sup>111</sup> It is characteristic, however, that Tarnowsky, immediately before he received the order to this effect, had sent a report to his superior in which he wrote that the war could be avoided in his opinion, but the conviction that it was Germany who wanted war

<sup>106</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Tarnowsky, Washington, 1 April 1917, no. 37.

<sup>107</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Hadik, Stockholm, 4 April 1917, no. 105, Tel. aus Washington.

<sup>108</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Hadik, Stockholm, 4 April 1917, no. 106, Tel. von Washington, zu Tel. no. 39.

<sup>109</sup> *ibid.*, Tel. bleibt in Ziffern. Nach Stockholm vom 6.4.1917, no. 119, an Tarnowsky in Washington.

<sup>110</sup> *ibid.*, Tel. von B. Zwiedlinek, Washington (Date missing), 1917, no. 39.

<sup>111</sup> *ibid.*, 8 April 1917, Noten an den 1. k.k. Min.-Präsidenten, 2. k.u.k. Min.-Präsidenten etz.

against the U.S. was growing stronger in America. The American government, according to Tarnowsky, would have willingly maintained the relations with Austria-Hungary in spite of all this, but by then it also feared that the rupture was hardly avoidable.<sup>112</sup>

The entrance of the United States into the World War preoccupied first of all the diplomats of Germany and Austria-Hungary in Washington since they could gauge the consequences of this step on the ground of directly acquired informations and impressions, and they were the first to be able to get some idea of the causes of the entrance even if these were not quite distinct. Thus, for instance, German Ambassador Bernstorff, who was really one of the main opponents of the unrestricted submarine warfare, was aware of the fact that the war to be waged against America entailed economic consequences that were difficult to foresee, and he also knew that a better peace might have been achieved with the help of America than against America as she would have supported the German stand in the question of the freedom of the seas among others. Bernstorff argued that Germany could have obtained an acceptable peace even under the given circumstances if she had supported the diplomatic peace with measures and political reforms, too, at home, especially with the introduction of the parliamentary system. If this had already happened some months before April, perhaps Wilson would not have broken off the diplomatic relations with Germany.<sup>113</sup>

It seems doubtless that Bernstorff slightly exaggerated the significance of the democratization of Germany from the point of view of the German relations with the United States since, all things considered, the antagonism between the imperialist powers cannot be attributed to the antagonism between the parliamentary and autocratic systems even if it has an important share in the former antagonism. In fact Ambassador Bernstorff gauged the situation realistically when he wrote of the consequences of the American intervention. Although the British–German antagonism was sharpened by the differences of the political systems of the two countries, it was not determined by them. The non-existence of democratism in the countries of the Central Powers suggested – first of all to the adherents of the Wilsonian bourgeois democracy – that it was the essential meaning of the American attitude. It is remarkable that such elements manifested themselves in the mentality of Ambassador Bernstorff; that is why his reports and proposals could less and less serve as the basis of decision making for the rightist German political tendencies.

The first reports of Tarnowsky also reflected similar illusions, however in the last period of his mission he was forced to appraise the political implications more realistically, though his reports on America's relations with Austria-Hungary were characterized by extreme optimism all the time. It is therefore a remarkable fact that

<sup>112</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Hadik, Stockholm, 4 April 1917, no. 118, Tel. von Gr. Tarnowsky, vom 7. d. M.

<sup>113</sup> *ibid.*, The report on the talks with Bernstorff, received on 6 April, was handed over by a very trustworthy personality; its content can be regarded as authentic. Signed: Mittnacht, fol. 25–6.

he declared emphatically in his reports of April 1917 that he had "naturally" not misjudged the efforts of the American government "to separate us from Germany".<sup>114</sup> Simultaneously, he stressed that he had arrived in America too late to be able to have any impact upon the course of war. In one of his later reports he finally recognized, however, that it was Wilson's purpose from the beginning to ward off the Allies defeat, and the victory of Germany. He had thought that this purpose could be carried through by peaceful means until 31 January, moreover, he did not want to interfere actively after the outbreak of the unrestricted submarine warfare, but adopted a wait-and-see attitude whether the American ships would be spared or not. Only when disappointed in his expectations, did he resort to other means.<sup>115</sup>

Nor was Tarnowsky protected by his slightly belated recognition of the realistic sides of the American foreign policy from judging the relations between the United States and Austria-Hungary with illusions – at least when he thought of the time of the conclusion of peace. It is also very likely that the Americans, too, had lost their illusions because Tarnowsky reported on 15 April that the Secretary of State (apparently Lansing) expressed his regret in a private conversation over the inability of Austria-Hungary to act another way because the Monarchy had to respect German interests, and he hoped there would be no warfare between the two states. He had also declared that "we will find our old friends after the end of the war at the peace negotiations, and then we will be able to resume our best connections".<sup>116</sup> Some days later, Tarnowsky was encouraged by certain business circles, too, in so far as he found willingness on their part to make connections with the Austro-Hungarian Monarchy so that the business and financial connections might be resumed completely "at the conclusion of peace".<sup>117</sup> Similar hopes were raised in Tarnowsky at his farewell visit to two deputy secretaries of state and Secretary of State Lansing, who assured him repeatedly of his friendly feelings, and emphasized that America would carry on the war against the Prussian militarism to the final victory.<sup>118</sup> Tarnowsky thought it was his duty in this situation to secure a favourable public mood for Austria-Hungary for the future, too, all the more as he thought that the United States would get out of the war as a "new military power factor". His endeavour therefore was to maintain the distinction between the German and the Austro-Hungarian policy, and with it the political importance and attractiveness of his person before the political quarters of the United States by passing over his own political responsibility on the Germans.<sup>119</sup> Tarnowsky anticipated the very dangers of the near future in this otherwise completely well-founded recognition. This was the reason of his almost spasmodic struggle for securing Austria-Hungary the support of the United States for the future

<sup>114</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Hadik, Stockholm, 13 April 1917, no. 130, Tel. aus Wash. vom 2. d. M.

<sup>115</sup> *ibid.*, Tel. Gr. Hadik, Stockholm, 24 April 1917, no. 173, Tel. Meldung des Gr. Tarnowsky.

<sup>116</sup> *ibid.*, Tel. Gr. Hadik, Stockholm, 27 April 1917, no. 184, Schwed. Min. des Äußern übergibt folgendes Tel. des Gr. Tarnowsky.

<sup>117</sup> *ibid.*, Gr. Hadik, Stockholm, 27 April 1917, no. 184, Tel. von Gr. Tarnowsky, vom 26. d. M.

<sup>118</sup> *ibid.*, Tel. Gr. Hadik, Stockholm, 5 May 1917, no. 210 aus Washington, vom 3. Mai.

<sup>119</sup> *ibid.*, Tel. Gr. Hadik, Stockholm, 5 May 1917, no. 211, Tel. vom 3. Mai aus Washington.

peace conference. So did it happen that Lansing, at the repeated requests of Tarnowsky, declared that "the American government may perform services for Austria-Hungary at the conclusion of peace, and it does wish to".<sup>120</sup> Although this statement was rather informal, it seemed to be very valuable for Tarnowsky.

The Austro-Hungarian diplomacy and Tarnowsky had one more, at the same time the last attempt to secure the support of the United States at the future peace conference in spite of all that had happened. The idea was that after the rupture of the diplomatic relations Ambassador Tarnowsky should remain in Washington as a private person until the end of the war in order to perform "services for the Monarchy and peace through his good connections with Lansing".<sup>121</sup> Tarnowsky did throw out feelers to get informations on Lansing's opinion about his planned activity, but this time he was blandly refused on the ground that this step might lead to a guesswork by both the American public and the Allies undesirable for the American government.<sup>122</sup> It is not surprising therefore that Tarnowsky was gravely touched by the refusal as he thought that all the results achieved by him were really lost.<sup>123</sup> In his case – and simultaneously in the case of Austria-Hungary – it was at this juncture that the illusions widely spread among the Austro-Hungarian diplomats and bourgeoisie about the concern of the United States in the Austro-Hungarian Monarchy suffered the gravest backlash.<sup>124</sup>

\*

The unrestricted submarine warfare played a very particular and sinister role in the history of the Austro-Hungarian Monarchy in World War I. In spite of having no significant theatre of war on the sea, she was forced to bear all the consequences of naval warfare first of all because of her alliance obligations, secondly because of her contradictory role within the alliance which only allowed her to take a proportionate share in the responsibility for the individual military actions, but restricted her rights in taking decisions upon strategic plans to the formal act of giving her agreement. It

<sup>120</sup> *ibid.*, Tel. Gr. Hadik, Stockholm, 7 May 1917, no. 221, Tel. aus Washington vom 7. d. M.

<sup>121</sup> *ibid.*, Handwritten telegram draft. Tel. nach Stockholm, am 26.4.1917, no. 184, an Tarnowsky, in Washington M.

<sup>122</sup> *ibid.*, Tel. von Gr. Hadik, Stockholm, 7 May 1917, no. 222, Tel. von Tarnowsky, vom 7. d. M.

<sup>123</sup> *ibid.*

<sup>124</sup> After this study had been completed and put to press, was published I. MECKLING; *Die Außenpolitik des Grafen Czernin* (Wien, 1969), a work written with the aid of very valuable and rich archivalia; with its statements – dealing with the subject of my study as well – I can agree on several points. Such a statement was, for example, that though it was in the power of the Austrian Government to refuse the German Navy from the use of either the Austrian naval base on the Adriatic or the insignia of the Monarchy – making thereby more difficult the launching of the submarine warfare – still they disregarded this possibility. As for this fact, Meckling connects it with the disclosure by the Entente powers of their anti-Habsburg plans known by way of an answer to the peace action of the Central Powers. This threw the Monarchy to a greater extent on the mercy of her German ally, whose military aid she needed to frustrate these plans (I. MECKLING, *op. cit.* pp. 22–3). We have to suppose that there is a factual error in Meckling's claiming that Tarnowsky, the chargé d'affaires of the Monarchy in the United States, was instructed by Czernin to remain in the United States as a private person (I. MECKLING, *op. cit.* p. 51) in order to facilitate the re-establishment of the earlier relations after the expectable state of war between the two countries ensued. According to the data made known above, it was just Tarnowsky's initiative, and it became frustrated because of the un-cooperative attitude of the American leaders of the foreign affairs.

so happened therefore that the submarine warfare – as one of the important events of the World War – became on the one hand a specific measure of value for Austria-Hungary within the allied system of the Central Powers and outside it, too, on the other hand – and in consequence of it – the sign of the ever-worsening position of Austria-Hungary among the belligerent powers. The completely fruitless struggle of her diplomacy and leaders against this means of warfare in the summer and winter of 1916 resolved by no means the contradiction of the following period: if Austria-Hungary took the responsibility, she was to take the consequences; if she refused to take them by referring to her inferiority to her ally, she gave up the elements of weight and value as a great power, and devalued herself. If Ambassador Hohenlohe was unable to oppose the unrestricted submarine warfare with enough strength, determination and outrightness in Berlin, making the danger of the rupture of the alliance ties felt; if his activity was doomed to be exhausted in almost “conspirative” solidarity with the moderate German politicians, and if the Austro-Hungarian Monarchy showed outwards complete solidarity with the naval warfare methods of Germany, given the balance of power of the period, it could be followed only by negative repercussions in the United States. It was just the Austro-Hungarian solidarity with Germany that Tarnowsky tried to conceal, and emphasized that even the outbreak of the unrestricted submarine warfare could not become the basis of a conflict between his country and the United States. If in this situation the American government demanded that the Austro-Hungarian Monarchy should dissociate herself gradually from Germany, the Austro-Hungarian diplomacy could express its sympathy towards the policy represented by Wilson only with a “play of eyes” of “conspirative” character, which did not satisfy the ruling circles in Washington. Consequently, Tarnowsky found himself in an awkward and undignified situation. After the rupture with Germany, the American government intended the maintenance of the diplomatic relations with Austria-Hungary to be a political gesture, whose purpose was to make a distinction between the Austro-Hungarian and German political endeavours. Though this distinction had no basis in the foreign policy of Austria-Hungary, Tarnowsky and his superiors thought that optimistic conclusions could be drawn as for the future from the temporary maintenance of the relations. They would have undertaken even illegal diplomatic activity for the sake of being able to secure some promises for the Monarchy “convertible” at the future conclusion of peace too. These endeavours of Austria-Hungary were frustrated first of all by the fact that the gestures of the American government towards Austria-Hungary aimed at the loosening of ties between the Central Powers, and not at the maintenance of the Habsburg Empire. These completely contradictory elements were confused in the foreign policy of the Austro-Hungarian Monarchy and brought about the “optical illusion” and “colour blindness” of this policy, that is resulted in certain manifestations of Wilson – which had no binding force – being regarded by the leaders of the Austro-Hungarian foreign policy as a firm basis entitling them to future hopes.

*Transl. by P. Árvay*

## Неограниченная подводная война и австро-венгерская монархия

И. ГОНДА

### Резюме

Затягивание исхода военных действий в первые два года мировой войны 1914—1918 гг. побудило военное руководство центральных держав к тому, чтобы невыгоды, вытекающие из их общественного строя, по сравнению со странами Антанты уравновесить вводом в войну нового вида оружия.

Так произошло неограниченное введение в войну подводных лодок, которое однако было сопряжено с опасностью того, то при столкновении их с военноморским флотом США они могли вынудить Соединенные Штаты Америки объявить войну Австро-Венгерской Монархии. Эта опасность усугублялась также и тем, что предстоящий выход России из войны сильно склонил чашу военных весов в пользу немцев, что противоречило интересам господствующих кругов США, в основном стоявших на стороне Антанты. Таким образом выпадение царской России из рядов держав Антанты ускорило вступление США в войну. В результате этого Соединенные Штаты Америки не только не ослабили, а наоборот, косвенным способом значительно усилили военный потенциал Антанты, даже и при том условии, что переустройство неизмеримой экономической мощи Соединенных Штатов на военный лад потребовало определенного времени. Недооценка этого обстоятельства явилась одной из наиболее крупных ошибок немецкого военного руководства. Посол Германии в Вашингтоне Берншторфф напрасно посылал своему начальству в Берлине свои зловецкие донесения; с немецкой стороны их характеризовали как «западное инспирирование», которое грешило перед той обязанностью немецкой дипломатии, согласно которой она должна была в любой обстановке создавать наиболее благоприятные условия для действий своего военного руководства.

Всё это создавало для Австро-Венгерской Монархии довольно неблагоприятные условия для участия в неограниченной подводной войне.

В Австро-Венгерской Монархии существовали также противоречия между военным и гражданским государственным руководством по вопросу неограниченной подводной войны. Однако монарх — Карл Габсбургский — и правительства Австро-Венгрии гораздо лучше, чем государственное руководство Германии, сознавали, какая опасность угрожает обеим империям в результате вступления в войну Соединенных Штатов Америки, спровоцированных неограниченной подводной войной. Ставка для Габсбургской Монархии была гораздо большей. Германия «в крайнем случае» проиграет одну войну, а ведь Монархия Габсбургов найдет свою гибель в проигранной войне. Это было причиной того, что руководители монархии гораздо яснее видели серьезные последствия развязывания неограниченной подводной войны, чем немцы. Однако по своему положению они имели чрезвычайно мало возможности выступить против решения, принятого генеральным штабом и государственным руководством Германии на коронном совете 9 января 1917 года, согласно которому начало неограниченной подводной войны было назначено на 1 февраля. Весьма характерным является то, что согласие союзников Монархии на эту акцию немцам удалось получить лишь на встрече императоров в Берлине, состоявшейся 26 января, после визита адмиралов Хольтцендорффа и Циммерманна, приехавших 20 января в Вену в целях оказания нажима на правительство Монархии. Однако написанное до подписания соглашения письмо императора и короля Карла к кайзеру Вильгельму от 23 января выражало те опасения, с которыми монарх относился к неограниченной подводной войне.

После принятия решения основной задачей дипломатии Монархии было — после разрыва дипломатических отношений между США и Германией — всё же поддерживать связь между Монархией и Соединенными Штатами Америки. В этом до некоторой степени были заинтересованы обе воюющие стороны. Монархия этим шагом хотела достичь того, чтобы ее поведение не было правительством президента Вильсона полностью отождествлено с поведением Германии. А со сто-



роны США поддержание связей с Монархией означало попытку испытать внутреннюю прочность Двойственного Союза и отделить Монархию от Германии. Однако выяснилось, что дипломатические маневры обеих сторон служили введению в заблуждение друг друга и были бесплодными: Монархия после вступления США в войну не могла продолжать этого маневрирования в целях поддержания своего особого положения и связей с Соединенными Штатами Америки. В то же время попытка Вильсона выделить Монархию из Двойственного Союза потерпела неудачу из-за позиции английского правительства, которое стояло на том, что обязанности США по отношению к союзникам Антанты делают невозможным выполнение обещаний, данных Монархии, ибо они противоречат интересам Антанты. В таких условиях все дальнейшие стремления австро-венгерской дипломатии, направленные на то, чтобы уклониться от последствий неограниченной подводной войны, были обречены на провал.



# Zum Dilemma der Annahme oder Zurückweisung von Versailles<sup>1</sup>

Von

GY. TOKODY

Am 7. Mai 1919 überreichten die siegreichen Ententemächte den Text des Friedensvertrages den Vertretern Deutschlands. Und obwohl die bisherigen Ereignisse wenig Zweifel über den zu erwartenden Inhalt des Friedensvertrages aufkommen ließen, erfolgte dennoch im ganzen Land ein großer Protest. Die Empörung und der Protest hingen in großem Maße mit der in der deutschen politischen öffentlichen Meinung herrschenden allgemeinen Hoffnung zusammen, wonach trotz der strengen Waffenstillstandsbedingungen der Friedensvertrag für Deutschland günstig sein wird.

Diese Hoffnung baute zum Teil auf die Erwartung auf, daß die ganz Europa in ihren Grundmauern erschütternde Proletarrevolution schließlich die in Paris verhandelnden Ententemächte zum Bedenken und zur gemäßigteren Stellungnahme anregen werde. Darüber hinaus aber wurde die Lebensfähigkeit dieser Hoffnung auch durch die desorientierende Wirkung gesteigert, welche die offizielle deutsche Außenpolitik verursachte. Die Regierung und die darin eine führende Rolle einnehmende Sozialdemokratische Partei hegten nämlich nicht nur im Herbst 1918, sondern auch noch Anfang des Jahres 1919 und im Frühjahr die Illusionen, die mit den Prinzipien von Wilson und der Möglichkeit eines gerechten Friedens in Verbindung standen.

<sup>1</sup> Unsere Kenntnisse bezüglich der allgemeinen Geschichte dieser kurzen, aber außerordentlich wichtigen Epoche haben wir neben anderen zusammenfassenden Arbeiten in erster Linie aus folgenden Werken genommen: *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*. Band 3. Berlin 1966; W. RUGE: *Deutschland 1917–1933*. Berlin 1967; *Die Weimarer Republik. Zeitgeschichte in Text und Quellen*. Hannover 1962; A. ROSENBERG: *Entstehung und Geschichte der Weimarer Republik*. Frankfurt am Main, o. J.; E. EYCK: *Geschichte der Weimarer Republik*. Erlenbach-Zürich und Stuttgart. 2. Auflage 1957; H. HOLBORN: *Deutsche Geschichte in der Neuzeit*. Band 3. München und Wien 1971; W. CONZE: *Die Zeit Wilhelms II. und die Weimarer Republik*. Tübingen 1964; H. HEIBER: *Die Republik von Weimar. Deutsche Geschichte seit dem ersten Weltkrieg*. Band 1. Stuttgart 1971. S. 13–211. Von den ungarischen Historikern, die sich besonders mit den späteren Ereignissen befaßt haben und die für das Verständnis der größeren Zusammenhänge wichtig sind, erwähnen wir besonders die grundlegende Arbeit von L. ZSIGMOND: *A német imperializmus és militarizmus újjáéledésének gazdasági és nemzetközi tényezői (1918–1923)*. [Die wirtschaftlichen und internationalen Faktoren der Wiederauflebung des deutschen Imperialismus und Militarismus (1918–1923)]. Budapest 1961.

Die Leiter der deutschen Außenpolitik, besonders der an der Spitze des Außenministeriums stehende Wilhelm Solf, später dann Graf Ulrich von Brockdorff-Rantzau, beurteilten von Anfang an die internationale Lage in vieler Hinsicht falsch. Wir denken hier nicht nur an die in die sowjetfeindliche Intervention gesetzten Hoffnungen und an die Überschätzung der unter den Großmächten bestehenden Widersprüche, sondern auch an die Ermessung der innenpolitischen Kräfteverhältnisse der Entente-Länder. Der beinahe schon manische Glaube an die Wilson-Punkte war verbunden mit der Überschätzung der Kraft und des Einflusses der liberalen und sozialdemokratischen (in der internationalen Politik Versöhnung suchenden) Richtungen der westlichen Staaten. Auch in den führenden Kreisen hielt sich stark die Vorstellung, nach welcher ein konsequentes Bestehen auf einen annexionsfreien, die vor dem Kriege bestehenden Zustände wiederherstellenden Frieden die liberalen und sozialdemokratischen Kräfte der siegreichen Mächte auf Deutschlands Seite stellen werde, was dann den außenpolitischen Standpunkt dieser Mächte grundlegend bestimmen wird.

Zu dieser falschen Beurteilung kam hinzu und stand damit in prinzipiellem Zusammenhang die völlig unbegründete Vermutung, wonach in der Frage der Ostgrenzen von Deutschland und Elsaß-Lothringen im Sinne der Wilson-Punkte eine Volksabstimmung entscheiden wird. In Kenntnis des mehrere Jahrzehnte bestehenden französischen Standpunktes bezüglich Elsaß-Lothringens und der die Restitution Polens entschlossen unterstützenden Entente-Politik zeugte das Fortdauern solcher Illusionen zweifellos von politischer Blindheit. Schon deshalb, weil unter den gegebenen Umständen auf diesen Gebieten, oder wenigstens auf einem überwiegenden Teil, kaum ein deutscher Sieg zu erwarten war im Falle einer freien Volksabstimmung. Für Elsaß-Lothringen anerkannten dies selbst die Alldeutschen auf einer ihrer Leitungssitzungen.<sup>2</sup> Aber auch deren Aussichten waren ungünstig, und die deutschfeindliche Einstellung der Polen, die von der jahrhundertelangen nationalen Unterdrückung, den Kriegsleiden, und nicht zuletzt von der Brutalität der Freikorps besonders erhitzt war, ließ keinen Zweifel über die zu erwartenden Ergebnisse einer solchen Volksabstimmung aufkommen.

Aus den auf strenge Friedensvoraussetzungen hinweisenden Anzeichen und aus den Ereignissen zog die deutsche Regierung jedoch nicht die entsprechenden Schlußfolgerungen und deshalb bereitete sie die öffentliche Meinung auch nicht auf diese vor, obwohl diese Zeichen und Ereignisse immer häufiger wurden. Die Bedingungen des Waffenstillstandsabkommens sprachen für sich, und die dreimalige Verlängerung des Abkommens – am 13. Dezember 1918, am 16. Januar und 16. Februar 1919 – erlegten dem besiegten Deutschland immer neuere Pflichten auf. Der Umstand, daß die innenpolitische Basis Wilsons auffallend geschwächt wurde und in den Vereinigten Staaten die politischen Kräfte im Vordringen waren, die zum Isolationismus zurückzukehren wünschten und die Außenpolitik sowie die 14

<sup>2</sup> DZA. Potsdam. Alldeutscher Verband 123. Bl. 46–47.

Punkte des Präsidenten kritisierten, daß weiter auf den im Dezember 1918 abgehaltenen englischen Wahlen die Liberalen eine schwere Niederlage erlitten, und der Einfluß des Nationalismus sowohl im Inselreich, mehr noch in Frankreich, das in erster Linie an einer Fesselung Deutschlands interessiert war, stark geblieben war, all das zeigte, daß die harten Waffenstillstandsbedingungen auf feste innere Unterstützung in den Entente-Staaten rechnen können.

Die strenge Forderung der Reparationslieferungen und zugleich die weitere Aufrechterhaltung der wirtschaftlichen Blockade waren ebenfalls hervorstechende Beweise für die deutschfeindliche Entschlossenheit, und sie stimmten die deutsche Öffentlichkeit immer stärker in ententefeindliche und nationalistische Richtung um. Die Reparationsforderungen gestalteten sich in dem mit großen wirtschaftlichen Schwierigkeiten kämpfenden Deutschland auch schon an sich zur Quelle der Unzufriedenheit, und sie schienen vom ersten Augenblick an ungerecht zu sein, die Aufrechterhaltung der Blockade aber deutete auf eine Unerbittlichkeit der siegreichen Mächte hin. Immer entschlossener wurde die Vermutung, daß die wirtschaftliche Blockade in den Händen der Entente als Mittel der In-Schach-Haltung Deutschlands diene, zur Annahme der zu erwartenden schweren Bedingungen des Friedensvertrages. Auch die Forderung der Entente, die deutsche Handelsflotte zu übergeben, löste Unzufriedenheit und Mißtrauen aus, was aus Anlaß der Verlängerung des Waffenstillstandes am 16. Januar 1919 und als Voraussetzung der Ernährungsversorgung Deutschlands gestellt wurde. In gleicher Richtung wirkte auch die Tatsache, daß, während Deutschland im Sinne des Waffenstillstandes die Kriegsgefangenen sofort frei zu lassen habe,<sup>3</sup> die in Gefangenschaft der Entente gelangten deutschen Soldaten zurückgehalten wurden. Unter diesen Umständen fanden die Phrasen, die für die wirtschaftlichen Schwierigkeiten die Entente und die vor ihr kapitulierenden sozialdemokratischen und bürgerlichen Parteien verantwortlich machten, einen immer größeren Glauben unter den sich im Verlaufe des Kampfes gegen den Krieg und im Laufe der Revolution mit dem gestrigen Feind aussöhnen wollenden, ja zur Annahme der Idee des Internationalismus bereiten Massen.

Darin also, daß der deutsche Nationalismus trotz der schwerwiegenden Kriegserfahrungen und der großen Volkstümlichkeit seiner sozialistischen Anschauungen nicht völlig seine Wirkung verloren hat, ja bald auch zur Wiederauflebung fähig war, spielte auch die Politik der Entente gegenüber Deutschland eine Rolle. Das aber kann nicht die politischen Fehler der deutschen Regierung entschuldigen, um so weniger, als in der Beurteilung zahlreicher außenpolitischer Fragen sich Ähnlichkeit, oft Gleichheit zeigte zwischen ihr und der rechtsorientierten Richtungen. Dies trug in gesteigertem Maße zur Desorientierung der Massen bei.

Solch eine prinzipiell-politische Frage war der Charakter des Krieges und in diesem Zusammenhang das damals besonders im Vordergrund stehende Problem der Kriegsschuld. Deutschlands Politik vor 1914, die zum Ausbruch des Krieges ge-

<sup>3</sup> *Handbuch der Verträge 1871–1964*. Berlin 1968. S. 178.

führt hatte, wurde – die Unabhängigen Sozialdemokraten und die Kommunistische Partei nicht mitgerechnet – von keiner Richtung kritisiert. Vom Krieg selbst sprachen die Rechte der Sozialdemokraten – den übrigen Parteien ähnlich – auch weiterhin als von einem im Grunde genommen gerechten Verteidigungskrieg, und sie wollten auf keinen Fall ihr im Laufe des Krieges bezeugtes Verhalten in Frage stellen, im Gegensatz, sie waren bemüht, dieses zu rechtfertigen.

Der kritisierende Standpunkt der Unabhängigen Sozialdemokraten aber konnte die Außenpolitik der Regierung nicht ernsthaft beeinflussen. Zum Teil deshalb, weil sie nach dem Austritt aus den Reichs- und Landesregierungen – also vom Ende des Jahres 1918 an – keine unmittelbare Möglichkeit mehr hatten, und infolge der schwachen Ergebnisse der danach stattgefundenen Reichstagswahlen ihre Regierungsfähigkeit praktisch verschwand. Zum anderen war ihre die herrschenden Kreise als Kriegsverbrecher enthüllende Propaganda inkonsequent und unentschlossen, besonders nach dem Ausscheiden von Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht und Franz Mehring, bzw. nach der Ermordung von Kurt Eisner und Hugo Haase.

Die Zusammenarbeit und das Einverständnis der Mehrheitssozialdemokraten und der bürgerlichen Parteien in der Leugnung der Verantwortung für den Krieg – über die Irreführung der Massen hinaus – ergaben in der internationalen Politik, daß diese Frage in den Vordergrund gestellt wurde. Die deutsche Diplomatie wandte sich bereits am 29. November 1918 in einer Note an die feindlichen Mächte, in welcher sie die Aufstellung einer neutralen internationalen Kommission vorschlug, die die Verantwortung für den Krieg sachlich untersuchen solle.<sup>4</sup> Dieser Schritt war offensichtlich von einer solchen Annahme inspiriert worden, daß ein Beweis der – wenigstens teilweisen – Kriegsverantwortlichkeit der Ententemächte die Friedensbedingungen für Deutschland günstig beeinflussen werde. Die Ententemächte jedoch – nach einer ziemlich langen Schweigezeit – wiesen Anfang März 1919 die deutsche Forderung endgültig und streng zurück, mit der Behauptung, daß Deutschlands Schuld – wegen ihrer Offensichtlichkeit – keines Beweises bedürfe.<sup>5</sup> Aber auch in der Innenpolitik erlitt das Zwingen der Frage ein Fiasko. Die Leugnung der Kriegsschuld begünstigte schließlich die extremrechten Kräfte, einerseits, weil sie von der Verantwortung freigesprochen wurden, andernteils, weil es den gegen sie geführten konsequenten Kampf in großem Maße behinderte.

Der Mangel an politischem Klarsehen, die Desorientierung der Öffentlichkeit, gleichzeitig das Zustandekommen einer die Extremrechten begünstigenden politischen Stimmung wurden über die aufgeführten Faktoren hinaus schließlich von dem zwar offiziell nicht zu nennenden, für die Sozialdemokratische Partei und die bürgerlichen Parteien gleichermaßen trotzdem charakteristischen Standpunkt, der sich in der Beurteilung des militärischen Zusammenbruchs ausgestaltete, vorangeholten.

<sup>4</sup> *Ursachen und Folgen*. Dritter Band. S. 331–332.

<sup>5</sup> Ebd. S. 332.

In dieser Frage kam eigentlich das Bestreben der Obersten Armeeführung zur Geltung bzw. kam zur bewußten oder vielleicht teilweisen instinktiven Annahme von Seiten der politischen Richtungen. Das Wesen dieses Bestrebens war bekanntlich die Vermeidung der offenen Anerkennung des militärischen Zusammenbruchs von Seiten des Oberkommandos und damit eine möglichst ungebrochene Bewahrung des Glaubens an die Unbesiegbarkeit der deutschen Armee, an die Unfehlbarkeit des Offizierskorps, in erster Linie aber des Generalstabs und an die Überlegenheit seines militärischen Wissens. Den Erfolg dieses Bestrebens erleichterte der Umstand, daß sich der Krieg auch im Augenblick des Zusammenbruchs nicht auf deutsches Gebiet ausbreitete, und auch die Tatsache, daß das Waffenstillstandsabkommen nicht von der OHL, sondern von den im Laufe der Revolution an die Spitze gelangten bürgerlichen Politikern geschlossen wurde.

In der letzteren Frage handelte es sich um eine gut durchdachte taktische Stellungnahme, was auch aus den hinterbliebenen Memoiren des Nachfolgers von Ludendorff, General Wilhelm Groener, unmißverständlich hervorgeht. Demnach war der Generalstab, der in dem gegebenen Augenblick über größere innen- und außenpolitische Information verfügte als der eben an die Macht gelangte Rat der Volksbeauftragten, bewußt danach bestrebt, den Waffenstillstandsverhandlungen fern zu bleiben, wodurch er von Anfang an die damit notwendigerweise zusammenhängende politische Verantwortung von sich fernhielt.<sup>6</sup>

Die Anstrengungen zur Bewahrung des moralischen Ansehens der kaiserlichen Armee und der OHL wurden in großem Maße weiterhin auch dadurch vorangebracht, daß auch die politischen Parteien – ausgenommen natürlich die Kommunisten und teilweise die Unabhängigen Sozialdemokraten – weder die Führer der Armee (abgesehen von einigen Personen, wie z. B. Ludendorff), noch ihre militärischen Leistungen zum Gegenstand der Kritik machten. In dieser Hinsicht gingen auch die Sozialdemokraten bei der allgemeinen Verurteilung des preußischen Offiziersgeistes nicht weiter, und sie nahmen nicht den Kampf gegen den Generalstab sowie gegen die Glorifizierung des an seiner Spitze stehenden Hindenburgs auf. Sogar Ebert begrüßte mit den Worten „im Felde unbesiegt“ einen nach Berlin heimkehrenden Soldatentransport und das Verschweigen oder die Leugnung der militärischen Niederlage der deutschen Armee war im ganzen Land allgemein.

Dieser Zustand war selbstverständlich nicht nur unbegründet, sondern politisch ebenfalls außerordentlich schädlich. Und nicht nur wegen der weiteren Sicherung des Nimbus, den der Generalstab genoß, und gleichzeitig wegen der weiteren Sicherung seines politischen Einflusses, sondern auch aus dem Grunde, weil so wirklich nicht mit schwerwiegenden Friedensbedingungen gerechnet werden konnte, und schließlich auch deshalb, weil dies als grundlegende Begründung der in der Erschütterung der Weimarer Republik eine große Rolle spielenden „Legende vom

<sup>6</sup> GROENER, W.: *Lebenserinnerungen*. Hrsg. von Friedrich Freiherr Hiller von Gaertringen. Göttingen 1957. S. 449 und 466.

Dolchstoß“ galt. Im Falle der Leugnung der militärischen Niederlage konnten nämlich logischerweise für den Zusammenbruch, für die sich daraus ergebenden wirtschaftlichen und politischen Schwierigkeiten und für das Friedensdiktat von Versailles nur die revolutionären Kräfte verantwortlich gemacht werden.

Betrachtet man den skizzierten Standpunkt der auf Koalitionsgrundlage zustandegebrachten deutschen Regierung und der konservativen Rechten, so kann man es für natürlich halten, daß die erste und unmittelbare Reaktion der politischen Öffentlichkeit zu den Friedensbedingungen von Versailles ganz entschieden zurückweisend war.

Die Sozialdemokratische Partei gab schon am 9. Mai, zwei Tage nach der Veröffentlichung der Bedingungen einen Aufruf „An die Sozialisten aller Länder!“ heraus, in welchem sie die englische, französische und amerikanische Regierung anklagt, daß es ihr eigentliches Ziel sei: „...das Aufblühen eines sozialistischen Deutschlands unmöglich (zu) machen und damit zugleich den internationalen Sozialismus (zu) treffen.“<sup>7</sup> Im weiteren fordert der Aufruf die Einhaltung der Wilson-Grundsätze und protestiert gegen die Lostrennung „deutscher Gebiete“. Und indem er sich auf die internationale sozialistische Konferenz von Bern im Februar 1919 beruft, auf welcher die Sozialisten der Entente-Mächte der neutralen Länder und Mitteleuropas ein gemeinsames Friedensprogramm festlegten, ruft er die sozialistischen Parteien aller Länder auf, „einen Gewaltfrieden zu verhindern, der Europa nicht zur Ruhe kommen lassen würde und die sozialistische Bewegung in allen Ländern auf das schwerste schädigen würde!“<sup>8</sup>

Die grundsätzliche Begründung des Protestes war also einerseits das Nationalitätsprinzip, andererseits der Schutz der sozialistischen Bewegungen. Beide Begründungen aber trugen zahlreiche Widersprüche in sich und somit war ihre Wirkungsfähigkeit von Anfang an begrenzt. Die tatsächliche Annahme des nationalen Prinzips setzte nicht nur die Anerkennung der Auflösung der Österreichisch-Ungarischen Monarchie voraus, sondern auch das Verwerfen der Nationalitätenpolitik im kaiserlichen Deutschland, ja sogar – über den Verzicht auf Elsaß-Lothringen und andere westliche und nördliche Gebiete hinaus – auch die Infragestellung der Daseinsberechtigung Ost- und Westpreußens. Der nationale Gedanke bot also für den Widerstand gegenüber den Versailler Bedingungen keine feste und klare prinzipielle Grundlage. Er konnte wohl Ausgangspunkt für die Anschlußbestrebungen sein, daß aber war in erster Linie keine deutsche, sondern eine österreichische Frage, denn ihre Verwirklichung hätte nicht die Abrechnung mit dem deutschen, sondern mit dem österreichischen Staatstum zum Ergebnis gehabt.

Noch widersprüchlicher aber war, den Gedanken des Sozialismus dem Versailler System gegenüberzustellen. Selbstverständlich nicht für sich selbst, sondern

<sup>7</sup> *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* (weiter: *Dokumente und Materialien*...). Band VII. Februar 1919 – Dezember 1923. 1. Halbband Februar 1919 – Dezember 1921. Berlin, 1966. S. 77.

<sup>8</sup> Ebd. S. 79.



von Seiten der deutschen Sozialdemokratie. Infolge der Unterdrückung der revolutionären Bewegungen und der Zusammenarbeit mit den bürgerlichen Richtungen verlor – sogar für die Entente – die Behauptung ihre Glaubwürdigkeit, nach welcher Versailles „einem sozialistischen Deutschland“ und damit einhergehend „dem internationalen Sozialismus“ einen Schlag versetze. In Wirklichkeit war die historisch-politische Funktion der deutschen Sozialdemokratie und des Versailler Systems im Endeffekt die gleiche, nämlich die Konsolidierung der erschütterten kapitalistischen Gesellschaft, die Zusammenarbeit ihrer Vertreter – trotz allen Streits – war also möglich, und innerhalb von einigen Wochen kam dies auch ans Tageslicht.

In der Sache der Versailler Friedensbedingungen setzte sich die konstituierende Nationalversammlung zum ersten Mal am 12. Mai 1919 zusammen, diesmal nicht in Weimar, sondern in der Aula der Berliner Universität. Die Sitzung hatte einen einzigen Punkt auf der Tagesordnung: die Diskussion des von der Scheidemann-Regierung dargelegten Standpunktes. Die Stimmung wurde von vornherein durch die Mitteilung des Parlamentspräsidenten beeinflusst, wonach aus den verschiedenen Gebieten des Reiches eine Masse von Telegrammen an die Nationalversammlung eingetroffen sei, die gegen die „Zerstückelung des Reiches“, die wirtschaftliche Unterdrückung und gegen die „Auslieferung des Kaisers“ protestierten.<sup>9</sup>

Das Wesen der Rede Scheidemanns – entsprechend dem sich zur Zeit bereits ausgestalteten Standpunkt der Mehrheit der Regierung – war die Deklaration dessen, daß der Vertrag in seiner jetzigen Form für Deutschland unannehmbar sei. Inhaltlich handelt es sich also um kein neues Moment. Bemerkenswert aber ist, daß in der Begründung des Ministerpräsidenten zahlreiche Aussetzungen verlauteten, die auch dem Standpunkt und Denken der Extremrechten entsprachen, ja – so sehr es auch paradox klingen mag – auch solche, die wir in anderem prinzipiellen Zusammenhang auch unter den späteren nationalsozialistischen Ansichten finden können.

„Wir sind ein Fleisch und ein Blut, und wer uns zu trennen versucht, der schneidet mit mörderischem Messer in den lebendigen Leib des deutschen Volkes“ – lautete die Begründung des Protestes gegen die Gebietsabtrennung und die Zurückweisung des Anschlusses, und diese Worte empfing die Nationalversammlung mit brausendem Beifall.<sup>10</sup> Der Ministerpräsident übertrieb weiter in großem Maße die zu erwartenden wirtschaftlichen und sozialen Folgen des Vertrages, wodurch er ungewollt zur Ausbildung des Ideensystems des späteren deutschen Revanchismus beitrug. Bezüglich der Beziehungen der Nationen untereinander tauchten in seiner Rede auch solche Argumente auf, welche gespenstisch der auch international bekannten, besonders aber der das italienische ultrachauvinistische, präfaschistische politische Denken durchdringenden Theorie ähnelte, die, die Welt in ausbeutende

<sup>9</sup> *Verhandlungen der verfassungsgebenden Deutschen Nationalversammlung* (weiter: *Verhandlungen...*). Stenographische Berichte. 12.5.1919, 39. Sitzung; Bd. 327, S. 1081/C.

<sup>10</sup> Ebd. S. 1082/C.

und ausgebeutete Nationen teilend, den Wettbewerb – mit imperialistischem Inhalt – der Großmächte für die Hauptäußerung des Klassenkampfes hielt. (Es ist bekannt, daß diese Theorie ergänzt mit der Theorie des Antisemitismus später auch eine Waffe der nationalsozialistischen Propaganda war.) Scheidemann betonte nämlich außerordentlich nachdrücklich den Gedanken, daß Deutschland von den ausländischen Mächten ausgebeutet werde, und er vergaß ganz die Rolle, die das deutsche Monopolkapital nicht nur auf dem Gebiet der Ausbeutung, sondern auch in der Vorbereitung und Provozierung des Krieges spielte, und schließlich auch in der Politik, die bis Versailles führte. „Und dabei“, rief er pathetisch aus, „sollen wir die Hände regen, sollen arbeiten, die Sklavenschichten für das internationale Kapital, Frondienste für die ganze Welt leisten?“<sup>11</sup>

Die Nationalversammlung – laut Parlamentsprotokoll – begrüßte die den Vertrag zurückweisenden Worte des Ministerpräsidenten mit minutenlangem Beifall: „Dieser Vertrag ist nach Auffassung der Reichsregierung unannehmbar!“<sup>12</sup> Das Gewicht dieser Worte und so die Kraft der Zurückweisung wurden jedoch in großem Maße dadurch gemindert, daß Scheidemann gezwungen war, den Gedanken eines eventuellen Krieges zu verwerfen und für den Frieden einzutreten, mit anderen Worten, er mußte sich der politischen Stimmung der Volksmassen, in erster Linie der städtischen Arbeiter, die die Sozialdemokraten gut kannten, anpassen.

Dementsprechend konnte die Regierung über den kraftlosen Vorschlag der Ausarbeitung eines neuen Vertrages, der die deutschen Interessen weitgehend in Betracht zieht, nicht hinausgehen: „Aber nur ein Vertrag – lauteten die Worte des eine Lösung suchenden Scheidemann –, der gehalten werden kann, ein Vertrag, der uns am Leben läßt, der uns das Leben als unser einziges Kapital zur Arbeit und zur Wiedergutmachung läßt, nur ein solcher Vertrag kann die Welt wieder aufbauen. Solchem Vertrag unsere Unterschrift!“<sup>13</sup>

Die verfassunggebende Nationalversammlung vom 12. Mai 1919 übertrat eigentlich die Rahmen der gewöhnlichen Parlamentsdiskussion der Regierungspolitik, sie war bemüht, die Einheit der Parteien, und durch diese die der gesamten deutschen Gesellschaft zu demonstrieren. Dieses Bestreben zeigte sich auch in den Beiträgen der führenden Redner der Fraktionen. Den Standpunkt der Regierung machte sich im Grunde genommen jeder zu eigen, und sogar in den aufgeworfenen Gesichtspunkten, Argumenten trat nicht viel Neues im Vergleich zur Rede Scheidemanns auf: wiederholt kehrte die vorwurfsvolle Kritik zurück, nach der die Ententemächte die durch sie verkündeten und auch von Deutschland angenommenen Wilson-Prinzipien übertraten.

Die Redner der Zentrumspartei betonten besonders die sozialen Folgen des Vertrages und protestierten selbstverständlich gegen den Vertrag. Die Schärfe ihrer

<sup>11</sup> Ebd. S. 1083/C.

<sup>12</sup> Ebd. S. 1084/A.

<sup>13</sup> Ebd. S. 1084/C.

Worte aber wurde durch den Umstand gemildert, daß die führende Figur der Partei, Matthias Erzberger, der Leiter der deutschen Waffenstillstandsdelegation, in vielen Fragen der Auffassung und politischen Taktik von Brockdorff-Rantzau gegenüberstand. Erzberger gehörte zu den Staatsmännern, die die internationalen Kräfteverhältnisse klarer sahen als der Außenminister und zahlreiche andere Mitglieder der Regierung. Indem er die innere Lage des Reiches erwägte, erkannte er, daß Deutschland die außenpolitischen Ziele der Siegermächte nicht vorschreiben, ja nicht einmal beeinflussen könne, und daß es schließlich gezwungen sein wird, deren Friedensbedingungen anzunehmen.

Mit verblüffender Schärfe wiederum griffen die deutschen Demokraten diese Bedingungen an, die – nicht völlig unbegründet – die Zur-Verantwortung-Ziehen Deutschlands für ungerecht hielten, welches – das politische System der Westmächte als Vorbild betrachtend – eben bemüht ist, eine neue, bürgerlich-demokratische Einrichtung zu schaffen, für eine solche Schuld, die das auch durch sie gebrandmarkte kaiserliche deutsche Reich beging. „Und wenn ich noch einige Worte sagen darf zu den *Einwendungen* – lautete der Beitrag eines ihrer Führer, Conrad Haußmann –, die gegen uns angeführt werden, so ist die Behauptung, Deutschland habe sich nicht verändert und müsse deshalb gestraft werden für das *fortdauernde Regime*, über das ich lachen müßte, wenn ich nicht als Vorsitzender des Verfassungsausschusses mit tiefstem Ernst aussprechen könnte und müßte, daß nie ein Volk eine freiere Verfassung haben wird als die Verfassung, aus dem Volksgeist geschaffen.“<sup>14</sup>

Die Stellungnahme der rechten bzw. extremrechten Parteien, also der Deutschen Volkspartei und der Deutschnationalen Volkspartei, unterschied sich von dem obigen nicht im Wesen, sondern einerseits im Ton, andererseits darin, daß sie die Kritik des Paragraphen sehr stark in den Vordergrund stellten, der sich auf die Herausgabe des Kaisers und der für den Krieg verantwortlichen übrigen Personen sowie ihre Stellung vor Gericht bezog. Der Führer der Deutschen Volkspartei, Gustav Stresemann, sah in dieser Forderung eine Demütigung des deutschen Volkes, und er betonte, daß diese nicht solche Fragen seien, „bei denen es sich um einen Gegensatz (handelt) zwischen Monarchisten und Republikanern, sondern bei denen es sich um eine Frage der des deutschen Volkes handelt und um die Frage der Aufrechterhaltung des Rechtes gegenüber jedermann“.<sup>15</sup> Und vielleicht ist es nicht uninteressant, vom Standpunkt der Beleuchtung der späteren politischen Taktik Weimar-Deutschlands besonders zu betonen, daß dieser Staatsmann, der dann ein Jahrzehnt hindurch die deutsche Außenpolitik leitet und als Anhänger der europäischen Versöhnung und Zusammenarbeit auftritt, damals nicht nur in seinen geheimen Gedanken, sondern auch in seinen Worten einer der entschlossensten Gegner der Versailler Friedensordnung war: „Es ist möglich, daß wir zugrunde gehen – verkündete er fast mit der Verantwortungslosigkeit eines Glücksspielers – wenn wir

<sup>14</sup> Ebd. S. 1093/B–C.

<sup>15</sup> Ebd. S. 1101/C.

den Vertrag nicht unterzeichnen. Aber wir alle haben die Empfindung: es ist sicher, daß wir zugrunde gehen, wenn wir ihn unterzeichnen.“<sup>16</sup>

In ähnlichem Sinne nahm auch die Deutschnationale Volkspartei Stellung. Ihre Redner sahen in den Friedensbedingungen die Verhöhnung der – von ihnen nie akzeptierten – Prinzipien von Wilson sowie die Erniedrigung der „deutschen Ehre“, und wegen der Demonstrierung der nationalen Einheit – abweichend von ihrer bisherigen Praxis – richteten sie einen Angriff weder gegen die Regierung, noch gegen die Revolution. Ja sogar einer von ihnen schloß seine Rede, indem er sich den Worten des in den Augen der Extremrechten so verhaßten Scheidemanns anschloß: „Ich schließe mit dem Wort, das heute hier gesprochen ist: die deutsche Hand möge verdorren, die die Feder unter diesen Friedensvertrag setzt!“<sup>17</sup>

Die Wiederauflebung des Geistes von 1914 und die Demonstrierung der nationalen Einheit war in der Wirklichkeit von 1919 ein erzwungener Versuch: die seit Monaten laufenden, im Mai 1919 – in dem Monat der blutigen Niederwerfung der bayerischen Räterepublik – noch nicht ruhenden Klassenkämpfe machten nicht einmal in der Frage der Versailler Friedensbedingungen den nationalen Zusammenschluß zum realen politischen Ziel.

Auf diese Realität wies auf der Nationalversammlung lediglich ein einziger Redner hin, der unabhängige Sozialdemokrat Hugo Haase: „Wenn in begeisterungsvollen Kundgebungen der letzten Tage betont wird – sagte er unter anderem –, daß der Geist von 1914 wieder erwacht sei, wenn an einzelnen Stellen zu den Waffen gerufen wird, so soll man sich darüber im klaren sein, daß die Arbeitermassen nicht noch einmal einem nationalistischen Taumel verfallen werden.“<sup>18</sup> Er warnte vor jedem Schritt, der die sowieso schwere Lage der Volksmassen noch mehr verschlechtern würde: „Für unser Volk ist der Friedenszustand unentbehrlich, es braucht ihn schleunigst, um leben zu können.“<sup>19</sup> In seiner von Zwischenrufen und Zurechtweisungen von Seiten des Vorsitzenden unterbrochenen Rede wies Haase auch auf die von den Deutschen diktierten Ungerechtigkeiten des Friedens von Brest-Litowsk und Bukarest hin, und er kümmerte sich nicht um die gezwungene feierliche Stimmung sowie um die allgemeine Empörung wegen der Anklage der Kriegsschuld, als er für die Entfesselung des Krieges die „deutschen und österreichischen Militaristen“ sowie diejenigen Kräfte verantwortlich machte, welche früher die Politik der kaiserlichen Regierung unterstützten.

Aber – ähnlich den anderen Parteien – lehnten auch die Unabhängigen Sozialdemokraten die Versailler Bedingungen ab, die sie mit ihrer Auffassung vom Frieden für unvereinbar hielten. Haase warf den Siegermächten in erster Linie die Verletzung des Selbstbestimmungsrechts vor, das bildete die prinzipielle Grundlage der Abweisung. Er protestierte dagegen, daß man ohne Befragung der Bevölkerung

<sup>16</sup> Ebd. S. 1102/B.

<sup>17</sup> Ebd. S. 1099/C–1100/C.

<sup>18</sup> Ebd. S. 1103/C.

<sup>19</sup> Ebd. S. 1103/C.

das Gebiet der Memel an Litauen, Westpreußen an Polen anschließen wolle, während Danzig unter fremde Verwaltung gestellt wird, Ostpreußen jedoch vom übrigen Teil des Reiches losgerissen wird. Auch wies er den Plan bezüglich der Abtrennung des Saar-Gebiets zurück, erinnerte aber daran, daß seine Partei die Wiedergutmachung der wirtschaftlichen Schäden in Frankreich von Anfang an für richtig und gerecht gehalten hätte. Schließlich erklärte er, daß die Unabhängigen Sozialdemokraten bereit seien, die Selbständigkeit des österreichischen Staates anzuerkennen, aus dieser Selbständigkeit aber folge natürlich, daß Österreich – sollte es sein Wunsch sein – sich jederzeit Deutschland anschließen könne.<sup>20</sup>

Die Lösung, nachdem er die Versailler Bedingungen ablehnte, aber auch einen eventuellen bewaffneten Widerstand verwarf, erwartete Haase von der Entwicklung der Weltrevolution und ihres Sieges. Er wies darauf hin, daß die Sozialisten des Auslandes für einen gerechten Frieden eintreten und das gegenwärtige Friedensdiktat nicht annehmen. Und obzwar er bezweifelte, daß dieses Auftreten sofortige Ergebnisse bringen könnte, gab er seiner Überzeugung Ausdruck, indem er sagte, daß „in allen Ländern... der Boden revolutionär unterwühlt (ist): die *Weltrevolution* ist auf dem Marsche“, und diese Weltrevolution die Menschheit befreiend, wird schließlich auch den Friedensvertrag revidieren.<sup>21</sup>

Dem Standpunkt der Unabhängigen Sozialdemokraten war in vielem die Stellungnahme der Kommunistischen Partei nahe. Zu dieser Stellungnahme kam es schon Mitte Mai durch ein Flugblatt, später – unter dem Titel „Leitsätze über den Frieden“ – in Form einer öffentlichen Erklärung der Parteileitung.<sup>22</sup> In diesen Dokumenten brandmarkten auch die deutschen Kommunisten die Friedensbedingungen, und die Verwirklichung eines gerechten Weltfriedens erwarteten sie von dem Sieg der Proletarrevolution. Sie wiesen darauf hin, daß die Entscheidung von Versailles schwere wirtschaftliche Folgen haben werde, da Deutschland äußerst wichtige industrielle und landwirtschaftliche Gebiete verliere. Die internationale politische Rolle der in Mitteleuropa zustandegekommenen Staaten beurteilten sie grundlegend negativ. Ihrer Meinung nach können diese Staaten nämlich nur als „Vasallen der Entente“ existieren, und ihre Hauptaufgabe sei es, das Zusammenwirken der russischen, deutschen und ungarischen Revolution zu verhindern.

Neben all diesem aber bezeichneten sie die Lösung in erster Linie nicht in einer grundlegenden Veränderung der äußeren, sondern der inneren Kräfteverhältnisse. Deshalb setzten die Kommunisten die Fragen des inneren Klassenkampfes in den Vordergrund, im Gegensatz zu dem von Haase vertretenen im wesentlichen abwartenden und passiven, zu konkretem Handeln nicht anspornenden und so innerhalb des Rahmens moralischen Protestes verbleibenden Standpunkt. Für die Friedensbedingungen machten sie die Ebert–Scheidemann-Regierung bzw. die durch sie

<sup>20</sup> Ebd. S. 1102/B,C,D, 1103/A.

<sup>21</sup> Ebd. S. 1103/D, 1104/A.

<sup>22</sup> *Dokumente und Materialien...* S. 81–86; 86–f.

vertretene Politik verantwortlich, und in diesem Zusammenhang die kapitalistische Gesellschaftsordnung. Sie waren nämlich der Meinung, daß das alte Deutschland sich in den gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen nach November 1918 nicht verändert hätte. Die Söldnerkräfte hätten in einer neuen Form das alte Staatssystem, den „Militärstaat“ wiederhergestellt. Der Unterschied bestehe nur darin, daß „anstelle der monarchistisch-konstitutionellen Verbrämung die republikanisch-demokratische getreten ist“.<sup>23</sup> Daraus folgt, daß im Falle des Bestehenbleibens der Verhältnisse des deutschen Imperialismus die Annahme der Friedensbedingungen ebensolche verhängnisvolle Folgen hätten, wie ihre Zurückweisung. So also ist „der einzig mögliche Ausweg der Sturz dieser Regierung und der Bourgeoisieherrschaft überhaupt, die Errichtung der proletarischen Diktatur“.<sup>24</sup> In der Frage des Friedensvertrages muß dementsprechend nach dem Sieg der Proletarrevolution auf Grund einer Analyse der konkreten Situation die errungene Räterepublik Stellung nehmen. Bis dahin aber müssen die Kommunisten nicht die Annahme der Friedensbedingungen im allgemeinen, sondern deren Annahme durch die Ebert-Scheidemann-Regierung oder die eventuell danach kommenden bürgerlichen Koalitionsregierungen zurückweisen.

Es ist schwer zu bestreiten, daß wir in dieser Stellungnahme nicht nur die seit der Geburt in der deutschen kommunistischen Bewegung sich zeigenden sehr virulenten linken Überspitzungen finden können, sondern auch die irrealen Beurteilung der innen- und außenpolitischen Lage. In erster Linie denken wir natürlich an die Überschätzung der inneren und internationalen Möglichkeiten der Proletarrevolution. Damit in Verbindung aber auch an die anderen zwei auffälligen unrichtigen Stellungnahmen: an die Identifizierung des Wesens des deutschen bürgerlich demokratischen Systems und des kaiserlichen Deutschen Reiches bzw. an die einseitige Beurteilung der internationalen Funktion der mittelosteuropäischen neuen Staaten.

Die deutsche politische Öffentlichkeit – und innerhalb dieser den Standpunkt der Kommunisten – beeinflussten aber in starkem Maße diejenigen heftigen, sowohl im Lande als auch in internationalem Maße sich abspielenden Klassenkämpfe, auf die wir früher bereits schon hingewiesen haben. Zu den Friedensbedingungen von Versailles kam es unmittelbar nach der Niederschlagung der bayerischen Räterepublik, als im gesamten Reich, besonders natürlich in Bayern, der weiße Terror tobte. Die Erfolge der großen ukrainischen Offensive der sowjetischen Roten Armee hielten das bürgerliche Europa in Entsetzen, in Ungarn schien die Räteweltmacht gestärkt zu sein, die kommunistische Internationale bestand bereits, wenn auch vorläufig nur im Anfangsstadium, in einer ganzen Reihe von Kolonial- und Halbkolonialländern, vom fernen China bis zur Türkei, nahm die Unruhe immer mehr zu, und einige der siegreichen Mächte, vor allem Italien, mußten schwere innere Erschütterungen durchleben. Die Illusion einer Weltrevolution bzw. die Furcht vor der Welt-

<sup>23</sup> Ebd. S. 87.

<sup>24</sup> Ebd. S. 90.

revolution war also nicht gänzlich unbegründet, und in Kenntnis des ungarischen Beispiels konnte auch die Möglichkeit nicht völlig ausgeschlossen werden, daß das Versailler Friedensdiktat die Niederlage der Politik der Sozialdemokraten und der bürgerlichen Parteien sowie ein schnelles Umschwenken nach links im sowieso in revolutionärem Fieber lebenden Deutschland zur Folge haben wird.

Zwar – wie es sich bald ergab – wurde diese Linksschwenkung nicht zur Wirklichkeit, die tatsächliche innenpolitische Lage und die verkündete politische Einheit der Nationalversammlung – wie bereits erwähnt wurde – standen aber in auffälligem Widerspruch zueinander, und dieser Widerspruch machte trotz des Entzündens der chauvinistischen Gefühle und trotz seines tatsächlichen Anwachsens eine Wiederkehr der politischen Stimmung von 1914 sowie die Schaffung der nationalen Einheit auf nationalistischer Grundlage unmöglich.

Die deutsche Regierung aber – sich keineswegs um diesen Widerspruch kümmernd – arbeitete im Bewußtsein der Unterstützung der Nationalversammlung Gegenvorschläge zum Versailler Friedensvertrag aus, welche sie am 29. Mai 1919 den Ententemächten zukommen ließ. Die Regierung wies die Teile des Vertrages zurück, die sich auf das Saar-Gebiet und die polnische Grenze bezogen, machte aber Zugeständnisse bezüglich der Abrüstung, nahm die Verminderung der Armee auf 100 000 Mann an und schlug eine Wiedergutmachungssumme von 100 Milliarden Goldmark vor.

Die Mehrheit der Regierung und vor allem die Führer der Sozialdemokratischen Partei – wie auch aus dem weiter oben bereits erwähnten Aufruf, den in der Regierung und der Nationalversammlung vertretenen Standpunkten hervorgeht – glaubten noch immer an den internationalen sozialdemokratischen Protest bzw. dessen Wirksamkeit. Ihre Außenpolitik bauten sie in erster Linie auf diese Hoffnung und nicht auf den auch von ihnen bezweifelten inneren nationalen Zusammenschluß.

Und obwohl es vorauszusehen war, daß die Ententemächte keinerlei bedeutendere Konzessionen machen werden, so war doch der Entschluß bezüglich der Außenpolitik auf dem zwischen dem 10. und 15. Juni 1919 abgehaltenen Kongreß der Sozialdemokratischen Partei von dieser Hoffnung durchdrungen. Ein neuer Gesichtspunkt tauchte in diesem Entschluß eigentlich nicht mehr auf. Es war wieder die Rede von der Unterstützung der Regierungspolitik, von der Brandmarkung des „Gewaltfriedens“ und von der Forderung eines solchen neuen Vertrages, der nicht im Gegensatz zu den Wilson-Prinzipien steht und dem Standpunkt entspricht, der auf der Berner Konferenz der II. Internationale im Februar 1919 bzw. auf der Amsterdamer im April 1919 ausgebildet worden war. Die deutschen Sozialdemokraten – offenbar im Zusammenhang mit der Problematik der Kriegsschuld – waren bereit, diejenigen Gesichtspunkte anzunehmen, die bezüglich der Gründe des Krieges von den Sozialdemokraten der Ententeländer noch im Jahre 1915 zusammengestellt worden waren. Den Krieg betrachteten sie dementsprechend als „schreckliches Produkt der Widersprüche“, die „die kapitalistische Gesellschaft zerstückeln“, weiterhin als Folge „der aggressiven Kolonial- und imperialistischen Politik“, wo-

gegen „der internationale Sozialismus einen ständigen Kampf führte“, wofür aber jeder Staat verantwortlich ist. Die besondere Verantwortung des deutschen Staates erkannten sie lediglich für den Einbruch in Belgien und Frankreich an, da dieser „das Bestehen der Nationen“ gefährdete und „den Glauben an die Verträge untergrub“.<sup>25</sup>

Auf dieser Grundlage hielt der Beschluß des Parteikongresses diejenigen Bestrebungen der deutschen Regierung für richtig, die die Frage der Kriegsschuld, der Verantwortung für den Ausbruch des Krieges und für seine Führung von einem neutralen Gericht untersuchen lassen wollten. Ganz entschlossen aber wies er die Forderung zurück, nach welcher „die Staatsbürger des Reiches“ einem von den Ententeländern aufgestellten Gericht ausgeliefert werden sollen. In dieser Forderung sah der Kongreß „eine Demütigung Deutschlands“.

Was schließlich die wichtigste Frage, das Problem der Grenzen betrifft, so stellte der Kongreß – ähnlich wie die Unabhängigen Sozialdemokraten – das Selbstbestimmungsrecht in den Mittelpunkt. Das ergab zwar im Vergleich zu der Rede Scheidemanns auf der Nationalversammlung eine mildere Abfassung, bedeutete aber kein Infragestellen der Stellungnahme der Regierung. „Insbesondere legt der Parteitag – lautete der Beschluß – gegen die ohne Befragung der Bevölkerung geplante Losreißung deutscher Gebiete im Osten und Westen, gegen die Verfälschung des Selbstbestimmungsprinzips im Norden sowie gegen die Verhinderung des Anschlusses der Deutschen Österreichs mit Einschluß der Sudetenländer und Südtirols an das Mutterland ernste Verwahrung ein.“<sup>26</sup>

In den Schlußworten rief der Beschluß die II. Internationale zum Protest gegen das bevorstehende Friedensdiktat auf, nahm aber nicht Stellung in der Frage, was im Falle des Mißlingens des Protestes zu tun sei. Das wies einerseits darauf hin, daß die Deutsche Sozialdemokratische Partei schon damals nicht über einen prinzipiellen Protest hinausgehen wollte, andererseits gab sie der Regierung bzw. den teilnehmenden Sozialdemokraten freie Hand, somit auch den völligen Kompromiß ermöglichend. Der ganze Beschluß, der unmittelbar vor der offiziellen Zurückweisung der Gegenvorschläge der deutschen Regierung entstand, diente unter solchen Umständen lediglich der Rettung des Anscheins. Indem er die Friedensbedingungen brandmarkte, schützte er die Partei vor der Verantwortung für eine eventuelle Unterschreibung, gleichzeitig schuf er eine moralische Basis für die spätere Kritik, während er – sich zurückhaltend von jedem ernstesten Widerstand – auch die Möglichkeit einer Annahme nicht ausschloß.

Einen Tag nach der Beendigung des Parteikongresses der Deutschen Sozialdemokraten, am 16. Juni 1919, ließen die Ententemächte Berlin ihre endgültige Antwort zukommen. In ihrer Note wiesen sie, abgesehen von der Entscheidung auf Grund einer Volksabstimmung über die Zugehörigkeit Oberschlesiens und einiger

<sup>25</sup> Ebd. S. 101.

<sup>26</sup> Ebd. S. 101.



unbedeutender Fragen, die deutschen Gegenvorschläge entschlossen zurück, und sie bildeten auch in der Streitfrage der Kriegsschuld einen prinzipiellen Standpunkt aus. Demnach war der Krieg das größte Verbrechen, was gegen die Freiheit der Menschheit und der Nationen jemals geschah. Die Verantwortung legten sie deshalb in vollem Maße auf Deutschland, und sie klagten das Land nicht nur wegen des Ausbruchs des Krieges an, sondern auch deshalb, weil es die Hegemonie über Europa und die Herrschaft des preußischen Despotismus schon lange vor 1914 geplant habe.

„Während langer Jahre – lautete die Note von Clemenceau – haben die Regierenden Deutschlands, getreu der preußischen Tradition, die Vorherrschaft in Europa angestrebt... Sie haben getrachtet, sich dazu fähig zu machen, ein unterjochtes Europa zu beherrschen und zu tyrannisieren, so wie sie ein unterjochtes Deutschland beherrschten und tyrannisierten.“ Gesondert brandmarkten die Ententemächte und machten Deutschland verantwortlich für die während des Krieges angewandten „groben und unmenschlichen“ Methoden: für die Verletzung der Neutralität Belgiens, für die Verwendung von Giftgasen, die Bombardierung der Städte, für die Art der Behandlung der Bevölkerung und nicht zuletzt für den schonungslosen U-Boot-Krieg.

Schließlich verwarfen sie auch das Argument, wonach das revolutionär umgestaltete Deutschland nicht für die Taten der gestürzten herrschenden Kreise verantwortlich gemacht werden könne. Clemenceau begrüßte zwar die demokratische Umgestaltung und sah darin eine Voraussetzung für den Frieden der Zukunft, er betonte aber die allgemeine Verantwortung des deutschen Volkes, indem er die Dinge so darlegte, als wenn es eine Art von Taktik der Revolution gewesen wäre, die die Deutschen wegen der Niederlage des Eroberungskrieges bewußt angewendet hätten. „Die deutsche Revolution – schreibt er – wurde verzögert bis die deutschen Heere im Felde geschlagen worden waren, bis jede Hoffnung, aus einem Eroberungskriege Nutzen zu ziehen, sich verflüchtigt hatte. Sowohl während des ganzen Verlaufs des Krieges wie auch vor dem Kriege sind das deutsche Volk und seine Vertreter für den Krieg gewesen... Sie haben die Verantwortung für die Politik ihrer Regierung geteilt... Wenn diese Politik der deutschen Regierung geglückt wäre, so hätte das deutsche Volk ihr mit ebensoviel Begeisterung zugejauchzt, wie es den Kriegsausbruch begrüßt hat. Das deutsche Volk kann also nicht behaupten, daß, weil es, nachdem der Krieg einmal verloren, seine Regierenden gewechselt hat, die Gerechtigkeit wolle, daß es den Folgen seiner Kriegshandlungen entzogen werde.“<sup>27</sup>

Die einseitige Erklärung, die auch mit dem marxistischen Standpunkt bezüglich des imperialistischen Charakters des ersten Weltkrieges unvereinbar war, mußte von Seiten der Entente für endgültig betrachtet werden. Auf diplomatischem Gebiet schloß dies unter den gegebenen Umständen jede Möglichkeit einer Diskussion aus, sowohl bezüglich der Friedensbedingungen, als auch der Frage der Verantwortung

<sup>27</sup> *Ursachen und Folgen...* Dritter Band. S. 363, 364–365 und 366.

für den Krieg. Wie gespannt auch die innenpolitische Lage gewesen sein mag, jetzt wurde es offenbar, daß die deutsche Regierung das Friedensdiktat bedingungslos annehmen muß. Nicht nur, weil die Heeresleitung einen eventuellen militärischen Widerstand für aussichtslos hielt, sondern auch deshalb, weil die Kräfteverhältnisse zwischen den Parteien bzw. innerhalb der Parteien – wenn auch nicht grundlegend – sich verschoben zugunsten derjenigen Politiker, die die Situation realer aufmessen und sich der Massenstimmung besser anpassen konnten.

Die sozialdemokratischen Führer befürchteten, daß die Unzufriedenheit der Arbeiterschaft anwachsen würde und somit auch der Einfluß der Unabhängigen Sozialdemokraten, deshalb nahmen sie schon Mitte Juni in überwiegender Mehrheit Stellung für die Unterschreibung der Friedensbedingungen. Ähnlich war die Situation in der Zentrumsparlei, deren Parlamentsfraktion und Minister hinter dem die Politik von Brockdorff-Rantzau scharf kritisierenden Erzberger standen, und die ebenfalls bereit waren, den Vertrag von Versailles anzunehmen.

Am entschlossensten war auch diesmal die Partei der Unabhängigen Sozialdemokratie. Ihre Leitung wandte sich bereits am 17. Juni, d. h. an dem der Antwort der Entente folgenden Tage mit einem Aufruf an die deutschen Arbeiter, in welchem sie zwar auch weiterhin das Friedensdiktat angriff, jedoch abermals dafür eintrat, die Bedingungen sofort anzunehmen. Andernfalls würde laut Aufruf das deutsche Volk von einem neuen Krieg und von dem Gespenst der militärischen Diktatur extremrechter Kräfte bedroht.<sup>28</sup>

Diesen Parteien stand die Mehrheit der Demokraten sowie die Deutsche Volkspartei und die Deutschnationale Volkspartei gegenüber. In der von Scheidemann geführten Koalitionsregierung teilten sich die Kräfte unter den Anhängern und Gegnern der Annahme. Zu den ersteren gehörten die sozialdemokratischen Regierungsmitglieder sowie die der Zentrumsparlei, zur letzteren der ebenfalls sozialdemokratische Ministerpräsident und die demokratischen Minister. Die Widersprüche machten den Rücktritt der Regierung unumgänglich. In der neuen Regierung übernahmen nur noch die Sozialdemokratische Partei und die Zentrumsparlei eine Vertretung, die Demokraten hielten sich vorläufig fern. Ministerpräsident wurde der Sozialdemokrat Gustav Bauer, sein Stellvertreter – als Finanzminister – Erzberger. Graf Brockdorff-Rantzau folgte als Außenminister der Sozialdemokrat Hermann Müller.

Nach solchen Vorgesehnissen kam es am 22. Juni 1919 zur Sitzung der verfassunggebenden Nationalversammlung, die in der Frage des Friedensvertrages endgültig Stellung zu nehmen hatte. Bauer legte in einer verhältnismäßig kurzen Rede – die gleichzeitig auch zur Vorstellung der Regierung diente – den neuen Standpunkt seiner Partei und Regierung dar. „In einer Frage – sagte er unter anderem – sind wir alle einig: in der schärfsten Verurteilung des uns vorgelegten Friedensvertrages, zu dem wir unter einem unerhörten Zwang unsere Unterschrift geben

<sup>28</sup> *Dokumente und Materialien* ... S. 106–108.

sollen!“ Die Unterschrift begründete er mit der Gefahr eines neuen Krieges bzw. mit seinen Folgen, und auf die eventuellen ungünstigen innenpolitischen Veränderungen – abweichend von dem erwähnten Aufruf der Unabhängigen Sozialdemokraten – ging er nicht ein. Jedoch wies er auch weiterhin diejenigen Punkte des Vertrages zurück, die sich auf die Auslieferung Wilhelms II. und der Kriegsverbrecher bezogen sowie auf ihre gerichtliche Aburteilung durch ein von den Ententeländern aufzustellendes Gericht; gleichzeitig auch den Artikel 231, „der von Deutschland fordert, sich als alleinigen Urheber des Krieges zu bekennen“.<sup>29</sup> Den Standpunkt der Regierung unterstützten 237 Mehrheits- und Unabhängige Sozialdemokraten, Vertreter der Zentrums- und Demokraten, 138 lehnten ihn ab. Die letzteren wurden selbstverständlich in erster Linie von der Mehrheit der beiden rechten Parteien und der Demokratischen Partei vertreten. Und obwohl die Ententemächte auch ihre nur auf die Kriegsschuld begrenzten Ausflüchte entschieden zurückwiesen, kam es am 28. Juni 1919 im Spiegelsaal des Schlosses von Versailles zur Unterschreibung des Vertrages.

\*

Während im Sommer 1919 die deutschen bürgerlichen demokratischen Kräfte, der Sozialdemokratischen Partei an ihrer Spitze, mit der Schaffung der Weimarer Republik, und als deren Bedingung mit der Zurückdrängung sowohl der proletarrevolutionären, als auch der konservativen Restaurationsrichtungen in der Innenpolitik einen großen Sieg errangen, erlitten sie auf außenpolitischem Gebiet also eine Niederlage. Eigentlich handelte es sich hier um das Fiasko der taktischen Zielsetzungen der konservativen Rechten, da die bürgerlich demokratischen Kräfte in der Tat über keine selbständige, vom politischen Konservatismus grundlegend abweichende außenpolitische Konzeption verfügten. In der Leugnung Versailles und der Begründung dieser Leugnung waren die Ansichten beinahe gleich. Neues vertraten diese Richtungen nur in der Beziehung, daß sie entgegen all ihrer früheren Vorbehalte schließlich das Friedensdiktat annahmen. Innenpolitisch übernahmen sie damit eine große Verantwortung und bald stellte sich heraus, daß die in Versailles erlittene Niederlage in erster Linie auf sie zurückschlug: für die Unterschreibung des Vertrages und für alles, was daraus entstanden war, besonders für die neuen deutschen Grenzen sowie die drückenden Reparationsverpflichtungen, traf die bürgerliche Demokratie schaffenden und vertretenden Parteien im Laufe der Jahre der Weimarer Republik der immer mehr anwachsende rechte, extremrechte und faschistische Angriff, solche paradoxen Widersprüche im deutschen politischen Leben und politischen Denken schaffend, welche schließlich zum Zusammenbruch dieser Parteien und mit ihnen zum Zusammenbruch der Weimarer Republik führten.

<sup>29</sup> Die Rede ist zu finden: *Verhandlungen...* Bd. 327. 40. Sitzung (22. Juni 1919.) S. 1113/C-1115/D. Zitierte Teile S.: 1114/B. u. 1115/B.

All das bedeutet dennoch nicht, daß der Vertrag von Versailles eindeutig die Extremrechten begünstigte. Besonders nicht in dem Augenblick der Unterschrift. 1919 konnte man noch nicht sehen, was für eine Waffe unter den von der bürgerlichen Demokratie gebotenen Möglichkeiten im offenen politischen Kampf in den Händen der Extremrechten – und innerhalb dieser in erster Linie in den Händen des Faschismus – der Protest gegen das Friedensdiktat von Versailles sein wird. Im Gegenteil! Die Annahme des Vertrages und seine Durchführung lösten zunächst eine erneute Krisenwelle in den Kreisen der deutschen Extremrechten aus, die mit größter Kraft einen Teil des Offizierskorps und der Mannschaften der Armee mit sich riß. Die sowieso große Existenzunsicherheit wurde plötzlich durch die innerhalb von kurzer Zeit durchzuführende Minderung des Bestandes der Armee gesteigert, während das gerichtliche Verfahren gegen die Kriegsverbrecher nicht nur den Verlust der führenden Personen für die konservativen und extremrechten Richtungen bedeutet hätte, sondern sie hätten auch eine schwerwiegende, ihre politische Position und die Machtstellung schwächende Niederlage erleiden können.

Die Unabhängige Sozialdemokratische Partei erkannte bereits Mitte Juni 1919 – in dem erwähnten Aufruf – die Gefahr der militaristischen Diktatur, die eben die Äußerung dieser Krise war, und im Grunde genommen charakterisierte sie die politische Situation richtig, genauer gesagt, die Machtbestrebungen der extremrechten Kräfte. „Die Militaristen wollen ihre Macht aufrechterhalten – behauptete der Aufruf –, sie toben gegen den Frieden, der die Heeresstärke herabsetzt und dem deutschen Militarismus ein Ende bereitet.“ Und obwohl die Geschichte die letzte Behauptung nicht bewies, ist es ohne Zweifel, daß eine strenge Einhaltung der Punkte, die sich im Friedensvertrag auf das Heer bezogen, eine Schwächung des Militarismus bedeutet hätte.

Die unabhängigen Sozialdemokraten wiesen auch darauf richtig hin, daß „die nationalistischen Parteien von der Wiederauflebung des chauvinistischen Geistes“ die Ausbreitung ihrer Massenbasis erwarten. Wiederum gaben sie auch ihrer Hoffnung Ausdruck, daß die Bestrebungen zur Einführung einer Soldatendiktatur schließlich doch an dem Widerstand der Arbeiterschaft brechen werden: „Das neue Gewaltregiment wird nicht von langer Dauer sein und ebenso schmachlich zusammenbrechen, wie das alte Regime zusammengebrochen ist.“<sup>30</sup>

Unter den zahlreichen Äußerungen der Unsicherheit der deutschen konservativen und extremrechten Kräfte, gleichzeitig der sich erneut vertiefenden Krise hatte die Tatsache eine wichtige Bedeutung, daß die bis dahin ziemlich stark scheinende Handlungs- und teils politische Einheit der obersten militärischen Befehlshaber aufgelöst war. Hindenburg, der im Einverständnis mit der überwiegenden Mehrheit der Soldatenführer einen eventuellen bewaffneten Widerstand für aussichtslos hielt, versteifte sich, und die Friedensbedingungen zurückweisend, trat er von seinem Posten als Oberbefehlshaber zurück. Im Sinne des 160. Paragraphen des

<sup>30</sup> *Dokumente und Materialien* ... S. 107.

Friedensvertrages hätte der deutsche Generalstab sowieso aufgelöst werden müssen, und somit beendete unmittelbar nach der Annahme des Vertrages die Oberste Heeresleitung ihre Tätigkeit.

Entgegen den Zurücktretenden hielt eine Gruppe der deutschen Offiziere die Vorstellung für annehmbar, nach welcher die Abtrennung Ostpreußens vom Reich und mit der Zusammenziehung aller militärischen Kräfte auf diesem Gebiet die Erneuerung des Krieges ein positives Ergebnis hätte haben können. Der Inspirator dieses Planes war vor allem Wolfgang Kapp, der spätere Putsch-Führer, er hatte aber zahlreiche Anhänger in der Armee, unter anderen den preußischen Kriegsminister Walther Reinhardt. Diese Gruppe erhoffte eine grundlegende Veränderung der innenpolitischen Verhältnisse im Falle des Erfolgs und sie rechneten sicher auch auf diejenigen deutschen militärischen Interventionskräfte, die – unter dem Befehl von General von der Goltz – in dieser Zeit im Baltikum standen. Die baltischen Freikorps waren nämlich schon Ende Mai 1919 in Riga eingedrungen und sie bereiteten sich geradewegs auf Petersburg vor. In der blutigen Niederschlagung der finnischen Revolution wurde General von der Goltz berüchtigt und sein Kreis hoffte bereits, daß er gemeinsam mit den Weißgardisten mit der Sowjetmacht abrechnen, und gestützt auf die zukünftige russische Regierung, die Revision des Versailler Vertrags gewaltsam erringen werde.<sup>31</sup>

Die Mehrheit der deutschen Militärführer – an ihrer Spitze die Generälen Groener und Seeckt – sahen die wichtigste Voraussetzung für die Wiedergeburt und spätere Stärkung Deutschlands in der unbedingten Aufrechterhaltung der Einheit des Reiches und in der Zusammenfassung des Offizierskorps, in seiner möglichst restlosen Aufrechterhaltung auch unter den neuen politischen Verhältnissen. Diese Gruppe von Offizieren ermaß im Vergleich zu den anderen – hauptsächlich denen im Baltikum – viel realer die innenpolitischen und internationalen Kräfteverhältnisse, und sie verwarf die abenteuerlichen Pläne eines militärischen Widerstandes. Ihren Einfluß konzentrierte sie auf die Stärkung der innenpolitischen Position der Armee und auf solche Maßnahmen, die in verhüllter Form zur militärischen Diktatur geführt hätten. Entsprechend der seit dem 11. November 1918 durchgeführten Taktik suchte Groener die politische Basis seiner Pläne auch diesmal in der stärksten und international am einflußreichsten Partei, in der Sozialdemokratischen Partei. Ebert riet er, als Reichspräsident Gustav Noske, also den Kriegsminister des Reiches, an die Spitze der Regierung zu setzen und mit diktatorischer Macht auszustatten, weil ihm die Offiziere am meisten vertrauen, und auf diese Weise die wachsende Unruhe in der Armee am erfolgreichsten beruhigt werden könnte. Es kann kaum bezweifelt werden, daß durch die eventuelle Verwirklichung dieses Planes die tatsächliche Macht in die Hände der Armeeführer gelangt wäre, um so mehr, als Noske auch bis dahin nicht fähig war, die Führung des Heeres wirklich an sich zu reißen, und Groe-

<sup>31</sup> KÖNNEMANN, E. – KRUSCH, H.J.: *Aktionseinheit contra Kapp-Putsch*. Dietz-Verlag, Berlin 1972. S. 51.

ner – wie das aus einem späteren Brief hervorgeht – ihn in Wirklichkeit für die Durchführung dieser von ihm gestellten Aufgabe für ungeeignet hielt.<sup>32</sup>

Jedoch waren auch die Vorstellungen der Groener-Gruppe unbegründet. Weder die innenpolitischen Kräfteverhältnisse, noch die internationale Lage waren zur Abrechnung mit der bürgerlichen Demokratie günstig. Die Führer der Armee waren unfähig, die Ereignisse zu lenken oder sie entscheidend zu beeinflussen, und konnten im Sommer 1919 lediglich zwischen einem Rücktritt oder der Durchführung des Friedensvertrages wählen.

Gleicherweise kamen auch die deutschen konservativen und extremrechten Richtungen auf dem Gebiet des politischen Lebens in eine Sackgasse. Eine konstruktive Konzeption hatten sie nicht, ihre Propaganda und politische Tätigkeit erschöpfte sich in einem fast hysterischen Angriff gegen den Versailler Vertrag und gegen die Regierungsparteien, in dem Bestreben, die Regierung zu stürzen. Eine sogenannte Katastrophenpolitik war dies, deren Ziel es eigentlich war, die gehaßte bürgerliche Demokratie bzw. ihre Parteien und Regierungen in eine möglichst aussichtslose Lage zu bringen. Diese Politik, die Anfang der 1920er Jahre, später ebenso in den Jahren der Weltwirtschaftskrise, charakteristisch für die extremrechten Kräfte war, brachte schließlich auch ihre eigenen Vertreter, genauer ihre Initiatoren in eine Sackgasse und trug bei zur Ausbreitung des nicht nur Zerstörung, sondern entscheidende politische Pläne, eine neue Gesellschaftsordnung, einen „nationalen Sozialismus“ versprechenden deutschen Faschismus.

Vom Frühjahr-Sommer 1919 an war die Tätigkeit der deutschen extremrechten Gruppen an das taktische Prinzip gebunden, wonach in Verbindung mit dem Vertrag von Versailles alle Verantwortung der Regierung und den republikanischen Parteien in die Schuhe geschoben werden müsse. Noch dazu nicht nur für die Untersreibung, sondern auch für die eventuelle Zurückweisung. Dieses Prinzip wurde am offensten – getreu seiner Gewohnheit – von der Leitung des Alldeutschen Verbandes formuliert. In seiner Äußerung gegen den Versailler Friedensvertrag die Bedingungen als unannehmbar erklärend betonte er besonders: „Auf alle Fälle muß aber festgestellt werden, daß die volle Verantwortung für die Entscheidung, wie sie auch fallen möge, einzig und allein die heutigen Machthaber zu tragen haben, die uns durch ihre Maßnahmen und Unterlassungen vom Oktober und November ab in die gegenwärtige Lage gebracht haben.“ Und unwillkürlich die Richtigkeit der Situationsanalyse durch die Unabhängige Sozialdemokratische Partei unterstützend, gaben die Alldeutschen ihrer Hoffnung Ausdruck, daß die Massen enttäuscht sein werden – welche Entscheidung die Regierung auch treffen mag – von der „Illusionspolitik“, wodurch die Voraussetzung für eine „völkische Wiedergeburt“ geschaffen wird.<sup>33</sup>

<sup>32</sup> Bezüglich der obigen Pläne – neben anderen Arbeiten – s.: F. L. CARSTEN: *The Reichswehr and Politics. 1918 to 1933*. Oxford. 1966. S. 37–49; sowie KÖNNEMANN-KRUSCH: a.a.O. S. 11–98; bezüglich der Stellungnahme der Groener-Gruppe: ZSIGMOND, L.: a.a.O. S. 9–11.

<sup>33</sup> DZA. Potsdam. Alldeutscher Verband 124. Bl. 35.

Zwar konnten die politischen Parteien nicht mit einer solchen zynischen Offenheit sprechen, dennoch wendeten sie in der Praxis das gleiche taktische Prinzip an – jedenfalls in der von uns behandelten Periode, besonders aber in den Monaten zwischen Mai 1919 und März 1920.

Die Deutsche Volkspartei und die Deutschnationale Volkspartei hielten – wie wir sahen – nicht nur am 12. Mai 1919, sondern auch nach der Zurückweisung der deutschen Gegenvorschläge, in der Diskussion am 22. Juni, die den Standpunkt der Bauer-Regierung behandelte, unverändert ihre Opposition gegen die Friedensbedingungen von Versailles aufrecht.

Graf Posadowsky behauptete im Namen der Deutschnationalen Volkspartei als Begründung des Mißtrauens gegenüber der neuen Regierung, daß auch diese Regierung genau wie ihre Vorgängerin nicht fähig ist, „die Sicherheit eines bürgerlichen Lebens“ zu garantieren, in erster Linie aber kritisierte er die Bereitschaft zu einem Kompromiß mit den Friedensbedingungen. Diesmal jedoch stellte er – im Vergleich zu seiner Rede vom 12. Mai – neben den Gebietsfragen die militärischen Fragen in den Vordergrund. Die Verwirklichung des Friedensvertrages beraube seiner Meinung nach den deutschen Staat seiner Macht, die Auflösung der allgemeinen Wehrpflicht aber eines wirksamsten Mittels zur Erziehung des Volkes. Es werde sich das Sprichwort „Wehrlos, ehrlos!“ erfüllen.<sup>34</sup>

Besonders zu bemerken ist, daß im Verlaufe der Kritik und der Zurückweisung des offiziellen außenpolitischen Standpunktes zwei Gedanken in der Rede des Hauptsprechers der Deutschnationalen auftauchen, die im späteren eine ziemlich große Rolle in der Propaganda der Extremrechten und der Faschisten bzw. in ihrer politischen Tätigkeit erhielten.

Der eine bezog sich auf das Problem des Kriegsverbrechens. Posadowsky begnügte sich jetzt nicht mehr mit der Zurückweisung des diesbezüglichen Artikels des Friedensvertrages, sondern wies jegliche prinzipielle Konzession in dieser Frage zurück. „Wir haben leider in der Schuldfrage gewisse halbe Zugeständnisse gemacht, was ich für eine große Schwäche halte“, sagte er.<sup>35</sup> Dieser Standpunkt wurde später in den deutschen extremrechten Kreisen allgemein, auch die Nationalsozialisten machten ihn sich zueigen, und in der Unsicherheit, die in der Schuldfrage bezeugt wurde bzw. in der Nachgiebigkeit, sahen sie einen schweren, das Denken des Volkes irreführenden politischen und propagandistischen Fehler. „Es war grundfalsch – schreibt Hitler in ‚Mein Kampf‘ –, die Schuld am Kriege von dem Standpunkt aus zu erörtern, daß nicht nur Deutschland allein verantwortlich gemacht werden könnte für den Ausbruch dieser Katastrophe (d.h. den Krieg – Gy. T.), sondern es wäre richtig gewesen, diese Schuld restlos dem Gegner aufzubürden,

<sup>34</sup> *Verhandlungen...* Bd. 327. 40. Sitzung (22. Juni 1919) S. 1120/D, 1121/B, 1121/C.

<sup>35</sup> Ebd. Bd. 327. S. 1123/D.

selbst wenn dies wirklich nicht so dem wahren Hergange entsprochen hätte, wie es doch nun tatsächlich der Fall war.“<sup>36</sup>

Diese Auffassung deckt einesteils mit zynischer Offenheit die bewußte Absicht der politischen Irreführung der Volksmassen auf, andernteils bildet sie die prinzipielle Voraussetzung für eine bedingungslose Zurückweisung der Versailler Regelung, darüber hinaus aber beinhaltet sie implicite auch die Anerkennung der vor und während des ersten Weltkrieges gesteckten deutschen Großmachtziele.

Der andere Gedanke bezog sich auf die Ausbildung des extremrechten Standpunktes in Verbindung mit dem ausländischen Deutschtum. Die Deutschnationalen – offensichtlich im Einverständnis mit den Alldeutschen, die sich mit dieser Frage sehr eingehend befaßten, – hielten es für eine grundlegende Aufgabe der Zukunft, in der abfallenden, zu den neuen Staaten, in erster Linie zu Polen kommenden deutschen Minderheit „das Gefühl der Vaterlandsliebe, der inneren Zugehörigkeit zu Deutschland zu erhalten, sie davor zu bewahren, daß sie dem fremden Einfluß unterliegen und ihre Nationalität verlieren“.<sup>37</sup> Es ist nicht schwer zu erkennen, daß es sich um die später so bedeutend werdende und in der Entfesselung des zweiten Weltkrieges eine wichtige Rolle spielende Erscheinung der deutschen Irrende handelte, wenn auch um eine der ersten Erscheinungen, diesmal aber bereits von einem verantwortlichen Politiker formuliert.

Die Bauer-Regierung bekam wegen der Unterschreibung des Friedensvertrages natürlich auch nicht das Vertrauen der Deutschen Volkspartei. Allerdings wäre keine rechte Partei gewillt gewesen, eine Regierung zu bilden, obwohl dieser Gedanke aufgetaucht war und Ebert selbst auch fühlende Schritte in diese Richtung gemacht hatte. Das hätte nämlich ein Übernehmen der Verantwortung für die Unterschreibung des Friedensvertrages bedeutet, oder für seine eventuelle Zurückweisung, und hätte die deutsche Extremrechte der Anwendungsmöglichkeit der erwähnten Taktik der „Katastrophenpolitik“ beraubt.

Aus der nach der Veröffentlichung des Versailler Vertrages entstandenen innenpolitischen Lage fand die deutsche Extremrechte also keinen Ausweg, weil auf einer solchen Grundlage auch keine konstruktive Lösung bestand. Daraus folgend trat vom Sommer 1919 an immer mehr der Gedanke einer offenen Militärdiktatur in den Vordergrund, und besonders innerhalb der Armee wuchs der Einfluß derjenigen Offiziere, die die Lösung in einer putschartigen Niederschlagung der Weimarer Republik sahen. Und obwohl der im März 1920 durchgeführte Staatsstreich wegen des einheitlichen Widerstandes der deutschen Arbeiterklasse zusammenfiel, stärkte sich dennoch der politische Einfluß der konservativen Rechten.

Dadurch wiederum wurde die allgemeine Stimmung für das Existieren alldeutscher-völkischer-faschistischer Richtungen immer günstiger, von denen später

<sup>36</sup> HITLER, A.: *Mein Kampf*. Zwei Bände in einem Band. Ungekürzte Ausgabe. München 1934. S. 200–201.

<sup>37</sup> *Verhandlungen* ... Bd. 327. S. 1124/D.



— wie bekannt — der Nationalsozialismus wirklich historische Bedeutung erlangt hat. Nicht zuletzt deshalb, weil das im Frühjahr-Sommer 1919 ausgebildete taktische Prinzip der deutschen Extremrechten, den gemeinsamen Kampf gegen den Versailler Vertrag und die Weimarer Demokratie, am folgerichtigsten diese Richtung verwirklicht hat. Außerdem war sie auch fähig, diejenigen Kampfmethoden, die ebenfalls von der deutschen Extremrechten in der angezeigten Zeit ausgebildet worden waren, d. h. den politischen Kampf innerhalb der Rahmen der Weimarer Verfassung und die bewaffnete Gewalt, nicht voneinander getrennt, sondern kombiniert anzuwenden.

*Übers. von H. Krüger*

## **К дилемме принятия или непринятия Версальского мирного договора**

Д. ТОКОДИ

Резюме

В статье изучается влияние, оказанное опубликованием и принятием условий Версальского мирного договора на внутривнутриполитическую жизнь Германии летом и осенью 1919 г. Усилению этого влияния и повторной вспышке национализма способствовало то, что правительство и политические партии — ссылаясь на принципы Вильсона — поддерживали в общественном мнении иллюзию относительно ожидаемых условий мира. Автор статьи анализирует позиции партий — особенно рабочих партий — и рассматривает заседание Учредительного собрания от 12 мая 1919 г. По мнению автора, это заседание вышло за рамки обычных парламентских дебатов правительственной политики и намеревалось продемонстрировать единство партий, а через них, германского общества в целом. Но оживление духа 1914-го года оставалось лишь попыткой в действительности 1919-го года. Даже в вопросе об условиях Версальского мирного договора возможность национального единства исключали те классовые бои, которые продолжались уже несколько месяцев и не прекратились и в мае 1919 г., в месяце кровавого подавления Баварской Советской Республики.

В последующие недели — во второй половине мая и в течение июня 1919 г. — тщетность этой попытки стала очевидной. На первый план выдвигались политические группы, мыслящие более реально и готовые принять условия Версальского договора. Но подписание договора не принесло успокоения, а стало одной из причин известной внутренней лабильности Веймарской Республики. Это объясняется тем, что Версаль закреплял, с одной стороны, внешнеполитическое поражение германских буржуазно-демократических сил, а с другой стороны, но в связи с первой — дал толчок к развертыванию крайних правых направлений.

Наконец в статье подчеркивается, что в момент подписания договор вызвал новую волну кризиса в Германии в лагере правых и рассматриваются различные формы поисков выхода. В атмосфере стремления к военной диктатуре усиливались префашистские направления и складывался национальный социализм. Дальнейшее широкое развертывание последнего было обусловлено главным образом тем, что это направление осуществило тактику германских крайних правых, примененную впервые весной и летом 1919 г.; ее сущность заключалась в совместной борьбе как против Версальского договора, так и веймарской демократии. Кроме того, это направление было готово и на то, чтобы совместно применить те методы борьбы, которые были выработаны в указанный период германскими крайними правыми и которые складывались из политической борьбы в рамках веймарской конституции и вооруженного насилия.



## English Kersey in Hungary

By

W. ENDREI

Woollen cloth was the predominant item in England's exports in the 16th and 17th centuries. Various sorts of cloth and products of the new drapery practically flooded all Europe, but it is a less known fact that Hungary was one of the most important buyer's markets at that time. Besides cloth – which became known in Hungarian as “angliai” (English), “londis” (Londoner) and “Norder” (northern) – contemporary sources mention a number of other fabrics from among the many English woollen cloths. It appeared that kersey (“karasia” in Hungarian) was available in Hungary from 1542, worsteds (“forstat, borséta”) from 1545, baize (“paja”) and perpetuan (“perpéta”) from the early years of the 17th century, but it is also known that sayette, ras, flannel and a few rarer fabrics were imported from England.<sup>1</sup>

Kersey played a prominent role among all these: owing to its cheapness and durability, it became a typical article of mass consumption, a practically indispensable textile in the everyday dressing of soldiers, commoners, peasants, even members of the ruling classes.

Originally, kerseys were a group – although a simpler one – of the populous family of cloths. But the separation of this group was felt early, not only on account of dimensions, but also for reasons of quality. The concept of the kersey was shifting toward the notion of mass products. As early as 1410, a regulation emphasized that the word “cloth” “shall have relation, and shall be understood of whole Cloth called Broad Cloth and Broad Dozens”.<sup>2</sup> The expression “cloth and kersey” became stereotyped in the first half of the 16th century, indicating that the latter was not regarded a sort of cloth in England.<sup>3</sup> Yet in the case of kersey the brokerage of the aulnager and the customs duties amounted to 1/3 of a piece of cloth as before, and a reduction of the duties was not applied for until the early years of the 17th century. In

<sup>1</sup> This subject was analyzed in detail – including an attempt at the technical identification of the fabrics – in my article published in *Századok*, 1970, no. 2, W. ENDREI: *Középkori angol textilimportunk gyapjúszövetei* (The Woollen Cloths in Hungary's Medieval English Textile Imports).

<sup>2</sup> FRIS, A.: *Alderman Cockayne's Project and the Cloth Trade*. Copenhagen–London, 1927, p. 34.

<sup>3</sup> From the statutes of a company of exporter merchants called the Muscovy Company (1555): “... clothes and karsies shall be all dressed, and for the most part dyed within this Realme.”

their petition the merchants of the northern cities – mainly of York and Hull – argued that owing to its coarseness and low value the kersey fabric is worth only  $\frac{1}{7}$  of the broad cloth.<sup>4</sup> A differentiated customs tariff introduced in 1620 gives a good idea of the hierarchy of values:

	sh/d
cloth of Kent, York, Reading	5/5
cloth of Worcester, Coventry	4/5
broad “northern dozens”	2/0
kersey	1/0

This tariff – shown in abstract here – categorizes kerses at a 6:1 value ratio compared to the best cloths.<sup>5</sup> The difference resulted not primarily from dimensions – the width of cloths was usually  $\frac{7}{4}$  yd, that of kersey only 1 yd,<sup>6</sup> – but from the fact that kersey was constructed not in plain weave but in twill. Also its weight was somewhat lower: broad cloth was over 700 g per square metre, in certain regulations the minimum weight of one piece was set at 64 lbs, which is the equivalent of 860 g per square metre. The weight of kersey was considerably lower at that time, and, according to Lipson,<sup>7</sup> the weight of Hampshire kersey exported to Hungary was fixed at 636 g per square metre from 1607.<sup>8</sup> Kersey types to be characterized by highly different technical parameters were produced in England in the 17th century. For example:

Yorkshire	17–18 yd	22 lbs
Newbury, Hampshire ordinary	24 yd	28 lbs
Hampshire sorting	28 yd	32½ lbs <sup>9</sup>

However, a considerable part of the products brought to the continent was more or less uniformly 12 yd long, i. e. according to the customs’ nomenclature these were “Devonshire dozens”, or “Pennystones” and similar fabrics whose minimum length was fixed at 12–14 yd.<sup>10</sup> There was great uncertainty as to the quality of kersey also in other respects: by the end of the 17th century it was still unclarified in

<sup>4</sup> This was passed as a resolution by the Privy Council in 1616. Friis: op. cit., p. 174.

<sup>5</sup> Ibid. pp. 438–439.

<sup>6</sup> Real cloth, e. g. the Narrow Tauntons and Bridgewater, also were 1 yard broad. Statutes of the Realm, Vol. IV.(1), Edward VI. c. 6. 1551–2.

<sup>7</sup> LIPSON: *The Economic History of England*, London, 1929, Vol. II., p. 188. “Italy and Hungary used Hampshire kersies and northerns.”

<sup>8</sup> Friis: op. cit. p. 439.

<sup>9</sup> Ibid.

<sup>10</sup> A dispute on the length of pieces was going on for years between the Merchant Adventurers and the Dutch Laken Koopers guild. N. W. POSTHUMUS: *De Nationale Organisatie der Lakenkoopers tijdens der Republiek*. Utrecht, 1927.

Bruges whether kersey was made of carded or combed weft.<sup>11</sup> In the 16th century it was still worn by the middle and upper classes in Hungary, but in the 17th its use became confined to commoners, better-class servants and craftsmen. It was used as the clothing for sailors and soldiers in England at that time.<sup>12</sup> Cheapness, durability and lightness destined it for this purpose, and a contemporary wrote: "In Ansehung dessen, dass der Kirsey eine so durable und leichte Tracht, so hat man in verwichenen Kriegen in Brabant befunden, dass die englischen Truppen mehrenteils in Kirsey gekleidet gewesen..."<sup>13</sup>

Finally, based on sources from the early 18th century, the technical character of this commodity can be defined concretely, and we do not think to be mistaken if we say that these characteristics had emerged by the middle of the 17th century.<sup>14</sup> Accordingly, the kersey of that time was a twilled fabric of identical sides, 77–84 cm broad, 20–28.5 m long, made entirely of carded wool which was raised, fulled and sheared as was otherwise usual with poorer cloths. Also other, later sources<sup>15</sup> mention twilled fabric, napped on both sides, intensely fulled and slightly sheared, which served as the wear of the lower classes. This is evidenced also by the samples preserved in archives, to a few of which I should like to call attention:

- a) 16-century samples in the British Museum, illustrating the results of a dye-house experiment, mostly Devonshire kerseys;<sup>16</sup>
- b) mid-18th-century Yorkshire samples in the Nordiska Museet (Stockholm);<sup>17</sup>
- c) National Archives (Budapest), 18-century Moravian and Hungarian samples imitating English products.<sup>18</sup>

There must be more in England, but we were not able to localize them.<sup>19</sup>

Unfortunately, we know of a few manufacturing specifications only from the 18th century. The Prussian instruction of 1723 is one of these. It specifies that

<sup>11</sup> In the quality control regulation of 1699, it was sometimes grouped with the cloths ("... gemacht van gecarden in slagh..."), sometimes with say ("... med gecamde inslogh..."). G. DE POERCK: *La draperie médiévale en Flandre et en Artois*. Paris, 1951, Vol. I, pp. 224–225.

<sup>12</sup> In 1668 Samuel Pepys was accused of having stocked too large quantities for the fleet. Diary, December 8, 1668.

<sup>13</sup> MARPERGER, P.P.: *Beschreibung des Tuchmacher Handwerkes*. Dresden–Leipzig, about 1720, p. 318.

<sup>14</sup> SAVARY DES BRUSLONS, J.: *Dictionnaire universel de commerce*, Paris, 1723.

<sup>15</sup> SCHREYER: *Kommerz, Fabriken und Manufakturen des Königreichs Böhmen*, Prague, 1790. STRUTT: *The Dress and Habits of the People of England*, London, 1842.

<sup>16</sup> Professor George D. Ramsay (Oxford) was so kind to call my attention to the Landsowne MS 114/24 "Patterns of Cloth".

<sup>17</sup> I am indebted to Marianne Erikson, curator, for the picture shown in the attached illustration. It is in the Berch Collection.

<sup>18</sup> OL (Hungarian National Archives, OL hereinafter) Helytartótanácsi levéltár (Council of Governor General Archives), Acta sec.ref. Balogh, 1781/1.

<sup>19</sup> See for example ATKINSON, F.: *Some Aspects of the Eighteenth Century Woollen and Worsted Trade in Halifax*, Halifax, 1956.

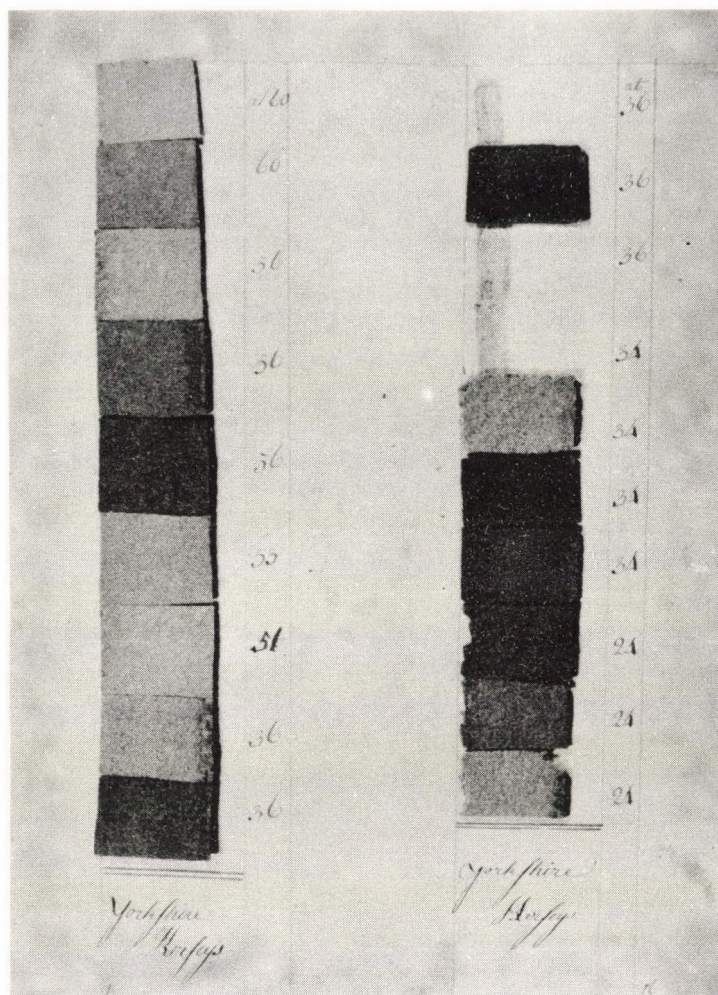


Fig. 1. Samples of 18<sup>th</sup> century northern kerseys (Nordiska Museet, Stockholm, Berch-Collection 2/17)



18.7 kg common wool are required for the 0.84 m broad and 21.38 m long kersey. This must be spun into a very uniform, fine thread, and woven on a four-treadle loom in twill ascending to the right and having identical sides. The fabric comes off the loom in a width of 1.08 m and a length of 29.4 m; after raising it must be fulled with fuller's earth and soaped with green soap, then scoured in lukewarm water and sheared; after tentering on a drying-frame it must be pressed with not too hot iron plates.<sup>20</sup> If we disregard pressing – which was common only in the manufactories of the 17th century – we have no reason to assume that English kersey should have been produced in some other way in the 16th century.

### Purpose and social ranking of kersey in Hungary

If we are to get acquainted more thoroughly with the role of this interesting fabric in Hungary, the question presents itself first of all: what was it used for? We obtain a fairly good picture, if we analyze the data frequently containing the definition of purpose in the books of accounts. For example, about 1550 the Nádasdis imported nearly 3 000 ells of kersey, mostly from Vienna.<sup>21</sup> It can be ascertained about 1087  $\frac{1}{4}$  ells of this considerable item what they were used for. It appears from a summary that kersey was used in all sorts of important outerwear.<sup>22</sup>

Considering that this is an enumeration of allotments in kind, the purpose for men's wear is understandable, although there are also gowns for women (and priests), and one instance of petticoat and child's dolman; but kersey could be used also as foot-cloth and gloves.

<sup>20</sup> JUSTI, J. H. G.: *Abhandlung von denen Manufakturen- und Fabriken Reglements*. Berlin–Leipzig, 1762.

<sup>21–22</sup> In the following I depend on the data of *Kultúrtörténeti szemelvények a Nádasdiak 1540–50-es számadásaiból* (Cultural-history Selections from the 1540–50 Accounts of the Nádasdi Family) Vol. II., Budapest, 1958, published by the Ethnographical Museum of Budapest.

	ells	%
trousers	218 $\frac{1}{4}$	20
subica	222 $\frac{3}{8}$	22
overwear	351 $\frac{1}{4}$	32
dolman	182 $\frac{3}{8}$	17
mantle	76	7
pelisse	29	3
other	8	
	1,087 $\frac{1}{4}$	100

The term subica meant a short overwear; the dolman worn beneath it reached down to the heels. The mantle and pelisse were essentially types of overcoat.

NEMES, M. – NAGY, G.: *A magyar viselet története* (History of Hungarian Dresses). Budapest, 1900, p. 151.

The source we used above also shows what part the kersey played as the yardstick of the consumers' social standing in that early period.

The upper classes preferred Italian cloth at that time. The Nádasdis, for example, had their dresses cut of Italian cloth or purpian,<sup>23</sup> occasionally of the equally expensive stamet of Italian or German origin. But even people of much lower standing, e.g. the schoolmaster, the apothecary, the steward of the grange, the vice-majordomo, or the chef of cuisine, dressed in expensive purpian.

It is a fact, however, that craftsmen such as the well-sinker, the glass-blower, the cabinet-maker, the mason, the blacksmith and also common soldiers dominated among the users of kersey. But it would be a mistake to think that the outlines of some "Kleiderordnung" emerged here. Numerous entries show that the Nádasdis and their wives, children, several members of the Mailáth family, the county lieutenant Péter Ivánczy, the majordomo of Léka and Nádasd also drew from the stock of kersey for their personal use.

An interesting fact can be detected as concerns the distribution of fabric types according to the articles of clothing. It often happened that the estate steward issued the textiles for a complete suit of clothes, and it then appeared that the top was made of more expensive material than the rest.

In 16 cases of 20 we see tops of purpian or stamet with trousers of kersey or even Löremberger;<sup>24</sup> the subica (in the 16th century this was an overgarment reaching down to the thighs and having slit sleeves), as a transition, was made of purpian in 5 cases, of kersey in 9 cases, and of Löremberger in 5 cases. It is interesting, too, that the poorer nobility wore Löremberger trousers with the dress made of better kersey, and that for their servants they had suits of clothes made of the same cheap cloth. Thus kersey appears at that time as a fabric of good average quality of which also distinguished people had their dresses cut, even if only pieces covered by a finer sort of overwear.

The use of kersey as an indicator of social standing was essentially unchanged hundred years later, although the hire list of Zsuzsanna Lorántffy suggests a stricter segregation.<sup>25</sup> But by that time (1652) the Italian cloths had been replaced by the "fájlondis" (fine Londoner) and the Löremberger by Moravian cloth. It is remarkable at the same time that in other accounts the role of kersey dwindles gradually into insignificance. It figures only occasionally in the 1640 hire list of the Batthyánys: of the 640 ells intended for the court household only 18 ells were kersey, and kersey was altogether absent from the 4 678 ells issued to the guards.<sup>26</sup>

<sup>23</sup> In my assumption this was cloth of Perpignan which was falsified also in Firenze at that time.

<sup>24</sup> Cloth of Nuremberg, inferior in quality to kersey.

<sup>25</sup> ENDREI, W. – MAKKAI, L.: *A fájlondis és a karasia* (The Fine Londoner and the Kersey). Élet és Tudomány, March 24, 1963.

<sup>26</sup> Information by courtesy of Vera Zimányi: OL, Batthyány lt. (Batthyány Archives) P 1322/50, no. 444 and 463. Kersey was replaced by the cheap septu (Scheptuch).



### Purchase

It appears from a customs duty journal of 1542 that cloth still amounted to 40% of all imports at that time, and that 60% of the cleared items were brought in at the customs station of Pozsony. We also know from the publication of Gy. Ember that 69% of the importers were Hungarian (191 of 283 frontier crossings). Besides the 109 Hungarian merchants, 14 Austrian merchants paid import duties for cloth in 41 cases, 10 German merchants in 32 cases; compared to these, the imports of 10 Moravian, Italian, Bohemian and Polish merchants are insignificant. Another interesting fact is that more than half of these merchants were from parts under Turkish rule (e.g. 40 of Székesfehérvár, 11 of Pest, 4 of Gyöngyös, 2 of Pécs).<sup>27</sup>

If we look at the accounts of the Nádasdi family once more, we see that they often purchased their supplies of kersey – and of other sorts of cloth – directly in Vienna; moreover, their supply man had also shearing done in Vienna. Many a Vienna merchant must have employed a Hungarian accounting clerk at that time because we know of a cloth bill made out in Hungarian in Vienna in 1554.

Occasionally the goods arrived in bales, but their composition showed that they had been assembled at some trading centre, probably in Vienna. The Nádasdi accounts contain a list which itemizes 41 pieces of cloth of different origin, 80 ells of purpian, sheepskin and fox-fur and, of course, kersey. 40 ells of kersey, 5 ells of purpian and a few cubits of stamet shown as made in Vienna arrived together in another case.

But the Nádasdis were buying also from Hungarian merchants. A certain Sebestien Postomethew (probably of Pozsony or Sopron) must have been such a retailer; he wrote “send me that small debt you owe me because I really need money just now...” Half the items in this bill – which was over 12 florins – were spices, but it also contained linen, Moravian cloth and two ells of kersey. Such a retailer was the scribe Balázs who was active in the town of Gyöngyös under Turkish rule: he purchased most of his cloths at Nagyszombat, but it may be that he bought kersey in Pest, from the merchant Iván Olaz (a Dalmatian?) between 1588 and 1592.<sup>28</sup> This scribe Balázs was selling kersey at Gyöngyös and in several other towns under Turkish rule, let alone the articles he gave as a bribe to the Turkish functionaries.

In his analysis of the Turkish customs accounts of Vác, G. Káldy-Nagy found 100 similar retailers who occasionally carried goods worth less than 100 florins to territories under Turkish rule in 1563–64. To suppliers delivering values between 100 and 500 florins, he applies the term “averagely well-to-do” merchants, and calls the transactors of imports above this value “wholesalers”. If we take this categoriza-

<sup>27</sup> EMBER, Gy.: *Külkereskedelmünk történetéhez a XVI. században* (A Contribution to the History of Our Foreign Trade in the 16th Century). MTA Társadalmi-Történeti Osztályának Közleményei, no. 8, pp. 309–348 (1958).

<sup>28</sup> Ferenc Szakály: Balázs deák gyöngyösi kereskedő üzleti könyvei. *Agrártörténeti Szemle* 1972 (XIV) 3–4.

tion as the basis, it appears that the majority of the kersey imports – amounting to 22% of total cloth imports (11 784.30 florins) – was carried to the territory under Turkish rule by the wholesalers.

	Number	Ells
"Wholesalers"	9	286
Averagely well-to-do merchants	2	39
Retailers	13	215
	24	540

These merchants, having Hungarian names without exception, imported besides kersey mainly cloth of Breslau, Nuremberg and Moravia with the exception of one who imported – besides kersey – say, stamet and cloth of Bergamo. Some of these merchants are known for their life story, such as Sebestyén Thököli who laid the foundations for the wealth of the family.

The question suggests itself at this point: is the importation of kersey not a counteritem to the livestock exports of the cattle-dealers? If so, this would throw light also upon the cardinal role of Nuremberg. As concerns part of the importers, this can be rendered probable forthwith: several of them drove out oxen by hundreds. Yet that they should have bought kersey not in Vienna, but in Nuremberg, cannot be established as a fact. This would deserve further studies.<sup>29</sup>

Not even the greatest potentates were willing to give up the profits derived from the trade in kersey. Let us cite a passage from a letter written by Zsigmond Rákóczi, prince of Transylvania, in 1607:<sup>30</sup> "...I told him also to bring kersey cloth, this would fetch a good price ... particularly if you could obtain from the archduke (Matthias) a customs reduction in the value of 2–3 000 florins ... we could make very good profits, both for him and ourselves." This letter shows clearly that also the former regent and newly elected prince of Transylvania was trading in kersey, moreover that – in another passage of his letter – he terms this downright a respectable thing.

A joint supply and sales organization of the clothiers' guild in Brassó can be proved to have existed between 1576 and 1582, but this was unique and not characteristic of the era. In addition to their own products, they traded in import fabrics. In the opening inventory of 1576,<sup>31</sup> the item of the greatest value is 32 ells of kersey. Besides this item, there figure only 7 pieces of Jihlava, 1 piece of Nuremberg cloth

<sup>29</sup> KÁLDY-NAGY, GY.: *Statistikai adatok a török hódoltság terület nyugat felé irányuló áruforgalmáról 1560-64-ben* (Statistics on the Trade of Commodities Directed Westward from the Territory Under Turkish Rule in 1560–64). Történeti Statistikai Évkönyv 1965–66. Budapest, 1968, p. 297.

<sup>30</sup> OL, Basic museum material R 224. 1607 (Növedéknaplószám 1889:1).

<sup>31</sup> These papers were published by GOLDENBERG, S. and BELU, S.: *Registrul Productiei și comerțului cu postav de la Brasov din 1576–1582*. Acta Musei Napocensis VI., Cluj, 1969, pp. 565–576.

and 1 piece of Breslau cloth, as well as say and Londoner as drapery. In 1576 and 1577, the guild sold among other, and in addition of their own products, 73 $\frac{1}{4}$  pieces and 27 ells of kersey, at Transylvanian fairs for the most part.

### The routes of kersey

As we have seen, kersey was brought to Hungary's territories under Turkish rule solely by Hungarian merchants, probably from Pozsony and Nagyszombat – if we do not count in the Dalmatian trade. This suggests that English kerses changed hands in Vienna for the most part since the 100 Hungarian cloth importers were not likely to get beyond the Austrian capital which enjoyed staple right.<sup>32</sup> As we have no data on the thirtieth-duties of Slavonia, we have no idea either of the volume of the influx of kersey from Venice and Ragusa. The Antwerp-Venice intermediate trade must have been considerable in the beginning;<sup>33</sup> later on the Venetians traded in English kersey directly, and to such an extent that they jeopardized – similarly to the Hansa – the interests of the English trading companies; so things came to a crisis in 1557.<sup>34</sup> This did not prevent them from assigning the Mediterranean role of the English to Venetian and Ragusan vessels after the outbreak of the Spanish war; and that they were trading in kersey, is mentioned in a letter of the prince Alba written to the king.<sup>35</sup>

But in the last third of the century, after the outbreak of the war of independence of the Netherlands, after Antwerp had lost its dominant role, it may be taken for certain that the bulk of kersey trade was transacted by Nuremberg and partly by Frankfurt via Dutch (Amsterdam, Middleburg) and German (Hamburg, Stade, Emden) ports. Proof of this circumstance is furnished – although he throws light upon the end of this era – by Lionel Cranfield, a merchant, later Earl of Middlesex, minister of finances of James I, in his correspondence with his continental agents between 1597 and 1612.<sup>36</sup>

Here I must begin with a correction. In my publication on medieval English textile imports I have taken into account also the possibility of direct English exports, not being aware of the publication mentioned above. But such exports hardly ex-

<sup>32</sup> The merchants of Breslau imported Silesian sorts of cloth, and, as we shall see, the kersey with destination Hungary got there till the 15-year war almost solely through the intermediation of Nuremberg.

<sup>33</sup> DOEHAERD, R.: *Études Anversoises*. Vol. II, Paris, 1962.

<sup>34</sup> RAMSAY, G. G.: *The Cloth Trade at London in Mid-Sixteenth Century*. From a lecture held at Prato on April 13, 1970. Manuscript. At that time the Privy Council restricted their activity to the exportation of 9,500 pieces of kersey and 160 pieces of cloth p. a.

<sup>35</sup> His letter of August 9, 1569, is quoted by F. Braudel in *La méditerranée*, Vol. I., Paris, 1966, p. 559.

<sup>36</sup> *Calender of the Manuscripts of the Right Honourable Lord Sackville of Knole, Sevenoaks, Kent*. Vol. II. *Letters relating to Lionel Cranfield's business overseas 1597–1612*. London, 1966.

isted. Cranfield, one of the biggest English exporters of kersey,<sup>37</sup> was informed about Hungary through his agents in such a distorted form at times that this calls into doubt the existence of even indirect relations. For instance, Richard Rawstorm, his agent in Stade, reported to his master that archduke Matthias was crowned in Vienna, a city of Hungary.<sup>38</sup>

On the other hand, it is a fact that his customers were for the most part North-German, to a lesser extent Dutch, and exceptionally Italian merchants. The fact that Hungarian demands were met according to the trends of the Nuremberg market may be supported here by a few textual quotations: "In Hungary the Turk is very strong... Besides the Emperor persecutes and banishes all protestants... For these causes northern kersies lies at Nuremberg in great quantities and no man comes to buy any."<sup>39</sup>

"... every day comes worse news from Nuremberg, with such complaints out of Hungary and where the northern kersies are worn that it is strange to hear, yet very credible..."<sup>40</sup>

"Concerning the peace between the Emperor and Putskey... from Nuremberg they write there in great fear it will not hold... These reports, seeming to be of credit, discourage our merchants from buying both cloths and kersies for those parts."<sup>41</sup>

"... the doings at Nuremberg being yet as dead as ever they were both for cloth and kersies. Hungaria is grown very poor..."<sup>42</sup>

"The Hungars have chosen him... for their king... Here is not anything to be done for kersies, neither at Nuremberg not one piece sold as yet..."<sup>43</sup>

If we recall in addition the activity of Lazarus Henckel, a Vienna businessman who had transactions with Nuremberg, and who made a fortune with kersey exports to Hungary,<sup>44</sup> and keep in mind that kersey and the "Löremberger" appeared practically always together,<sup>45</sup> the intermediate part of this city appears defined clearly. But neither Frankfurt nor Breslau must be neglected, they are mentioned occasionally in Cranfield's correspondence as the markets of the northern kersey.<sup>46</sup>

<sup>37</sup> From 1603 he was member of a syndicate for controlling the exportation of kersey.

<sup>38</sup> "Hartuck Mattyas now crowned King of Hungary is now at Weene, a town in Hungary..." (August 5, 1608).

<sup>39</sup> Richard Rawstorm to Cranfield, Emden, July 27, 1600. p. 31.

<sup>40</sup> Ibid., p. 135 (to the same, Stade, June 30, 1603).

<sup>41</sup> Ibid., p. 163 (to the same, Stade, July 31, 1606).

<sup>42</sup> Ibid., p. 170 (to the same, Stade, December 10, 1606).

<sup>43</sup> Ibid., pp. 178–180 (to the same, Stade, July 3 and 20, 1607).

<sup>44</sup> KALBRUNNER, J.: *Lazarus Henckel von Donnersmarck*. Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, 1931, p. 146.

<sup>45</sup> It appears from the Nádasdi accounts (Vol. II., pp. 142–157) that 21 pieces of kersey, 19 pieces of Nuremberg cloth, and 2 pieces of inferior cloth were issued between April 20, 1550, and July 19, 1550. 17% of the kersey importers figuring in the 1563/64 customs records of Vác did not import other sorts of fabric. 25% imported it together with Nuremberg cloth, the rest purchased in addition to it Moravian and Silesian cloth probably in Vienna or Nagyszombat. But Nuremberg became leading from the 70's of the century.

<sup>46</sup> E. g. Rawstorm in his letter of August 5, 1608: "... bad kersies will not vent at any rate in regard there be made great store of coarse kersies in Sletie (Silesia)".

Still, we must emphasize here the special importance of Nuremberg because for some fifty years this town practised – over and above intermediate trade – a complex type of business with modern features through finishing the fabrics and counter-itemizing the imports of livestock.

It may be taken almost for certain that the exported grey fabric was finished in Nuremberg. Originally, this work was performed by the Flemish guilds because the inferiority of the English cloth industry was notorious; but I shall revert to this later. It seems likely that the good reputation of cloth-finishing was established by Flemish clothiers also in Nuremberg because it was in 1569 that cloth-making and dyeing became a recognized craft.<sup>47</sup> The portraits of two such craftsmen – one was born in Antwerp – are seen in the *Mendelsches Hausbuch* (2–4. illustrations).

This is supported by more recent studies according to which the municipal council invited two dyers from Antwerp in 1569, and each of them employed 12 men for dyeing English cloth and kersey. They also invited two finishers, one of whom worked with 12, the other with 6–7 men. Finishing equipment was erected in the garden of the Carthusian monastery and in the so-called frame-garden. Of the latter we know that 8 drying frames and 14 cloth presses were operating there in 1570, and that respective 13 and 16 such devices were working in 1621 (when the boom was over). Also the number of fulling-mills grew, and we know that in 1617, a year of crisis, 6–7000 pieces of English and other cloth were finished on these. At this time the products assortment of one dyer was as follows:

London cloth	528 pieces
Kersey	285 pieces
Bays	10 pieces
Silesian cloth	5 pieces
	<hr/>
	828 pieces

Dyers and their men working in the “Dutch manner” drew excellent wages.<sup>48</sup>

The starting date of intermediate trading in kersey at Nuremberg is accurately established by two facts. The one is that upon the fall of Antwerp and because of the abolition of the Hanseatic privilege in London, the English appeared in Hamburg in 1569. As soon as the Nuremberg council was informed that 36 merchant vessels and 8 warships had put into port at Hamburg with a cargo of 25 000 pieces of cloth and 40 000 pieces (!) of kersey, they sent out their agents who then concluded a favourable bargain.<sup>49</sup> The other undeniable fact is the abrupt increase of Hungarian cattle imports about 1570.<sup>50</sup>

<sup>47</sup> Nationalbibliothek, Wien. The manuscript *Handschriftensammlung* No. 12634 supplies a number of interesting data on the history of the Nuremberg crafts (guilds did not exist there). The remark “Sein 1569 in die Stadt kommen” appears at the entry *Tuchbereiter* and *Tuchfärber*.

<sup>48</sup> KUNZE, A.: *Zur Geschichte des Nürnberger Textil und Färbegewerbes vom Spätmittelalter bis zum Beginn der Neuzeit. Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte Nürnbergs*. Vol. II., Nuremberg, 1967, pp. 680–682.

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> See note 121.



Fig. 2. Heinrich Hueber (1491–1566), clothmaker of Nuremberg with his utensils.

The North Sea ports into which the English cloth vessels sailed at that time were changed frequently. Up to 1563 the ports of the Netherlands – Amsterdam, Middleburg, besides Antwerp – were leading in turnover; later the Dutch government prohibited importation of English cloth, and from 1567 Antwerp was dangerous for the Protestant English merchants. Thus Emden became the temporary port of unloading and storage of English cloth; the first fleet sailed to Hamburg in 1569, but a number of English merchants travelled directly to the Frankfurt fair. As a result of the old conflict with the Hansa, the port of Hamburg was closed to the English in 1578, and they had to sail to Emden again whose situation was not favourable to the prompt sale and delivery of goods. In 1586, they again set up a warehouse at the Dutch Middleburg, and in 1587 they used Stade instead of Emden in German territory. Eventually, in 1611, the English merchants could again unload their cloth at



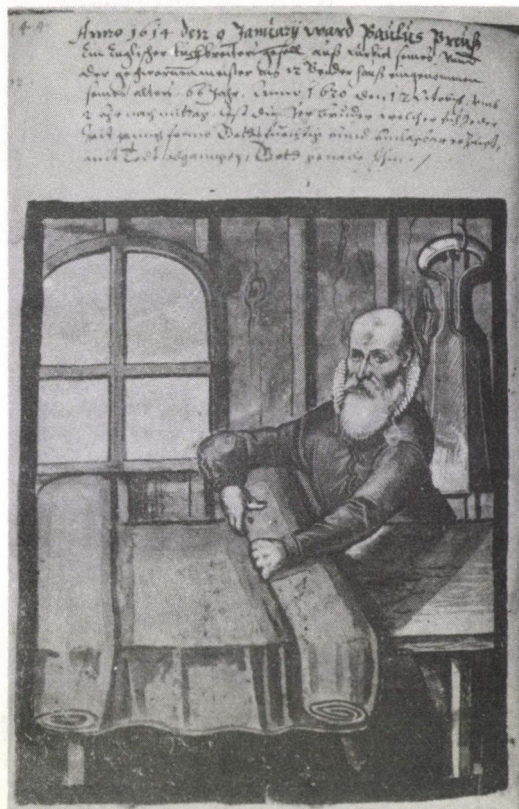


Fig. 3. Paulus Preuß (1548–1614) dealt explicitly with the finishing of imported English cloth.

Hamburg, despite the fact that the Hansa headquarters, the Steelyard of London, was closed down in 1598.<sup>51</sup> By that time a considerable portion of the kersey exports had been shifted to the Baltic (Elbing, Danzig), and Nuremburg was gradually losing its importance as concerns our subject.<sup>51a</sup>

In accordance with all this, the correspondence of agents active in kersey exports to Hungary is dated at Emden, Stade, Middleburg, and, later, Danzig.

<sup>51</sup> FRIIS: op. cit. pp. 51–54.

<sup>51a</sup> PACH, P. Zs.: *Magyarország nyugati gyapjúszővetimportja a XV. és XVI. század közepén* (Hungary's Western Woollen Fabric Imports in the Middle of the 15th and 16th Centuries). *Történelmi Szemle* 1971, XII, pp. 24–34, suggests that the importance of the Baltic route kept growing from the middle of the 16th century.

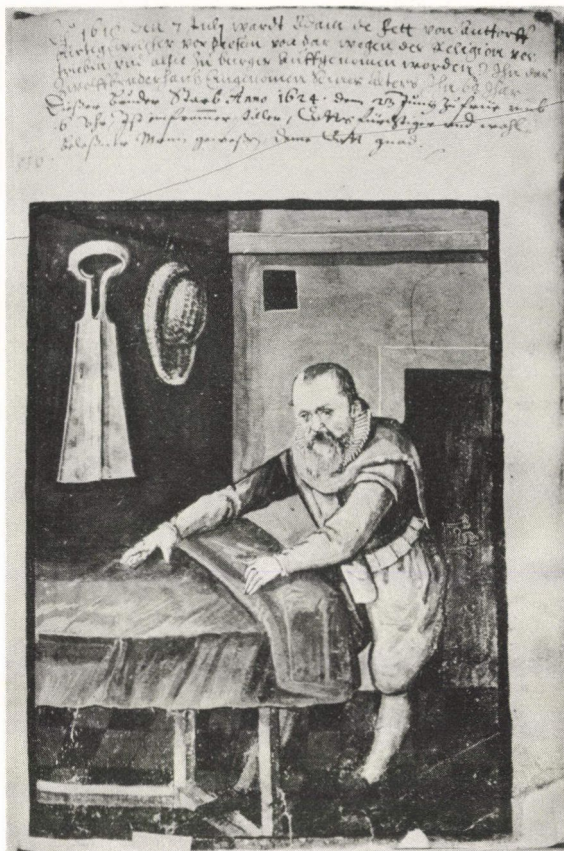


Fig. 4. Adam de Fett (1624), Antwerp-born clothfinisher in Nuremberg. He was received as a citizen of Nuremberg during the time of religious persecutions (Stadtbibliothek, Nürnberg)

Yet if we are to clarify the routes of the goods definitely, we must put the fundamental question, provided that it can be answered accurately at all: where did the kersey intended for the Hungarian market come from? Kersey was produced in practically each county of that insular kingdom: in Cornwall, Devonshire, Dorset, Hampshire, Yorkshire. Lipson mentions that Italy and Hungary used Hampshire and northern kerseys. He probably derived his information from an Elizabethan document which mentions as the markets of the northern cloth industry "... Hungary and the countries beyond the same", in addition to Germany, Italy, Russia and other countries (1560).<sup>52</sup> The Cranfield correspondence gives a clear-cut answer: only

<sup>52</sup> DSP Eliz. XV. 67. (1560), quoted by HEATON, H.: *The Yorkshire Woollen and Worsted Industries*, Oxford, 1920, p. 150.



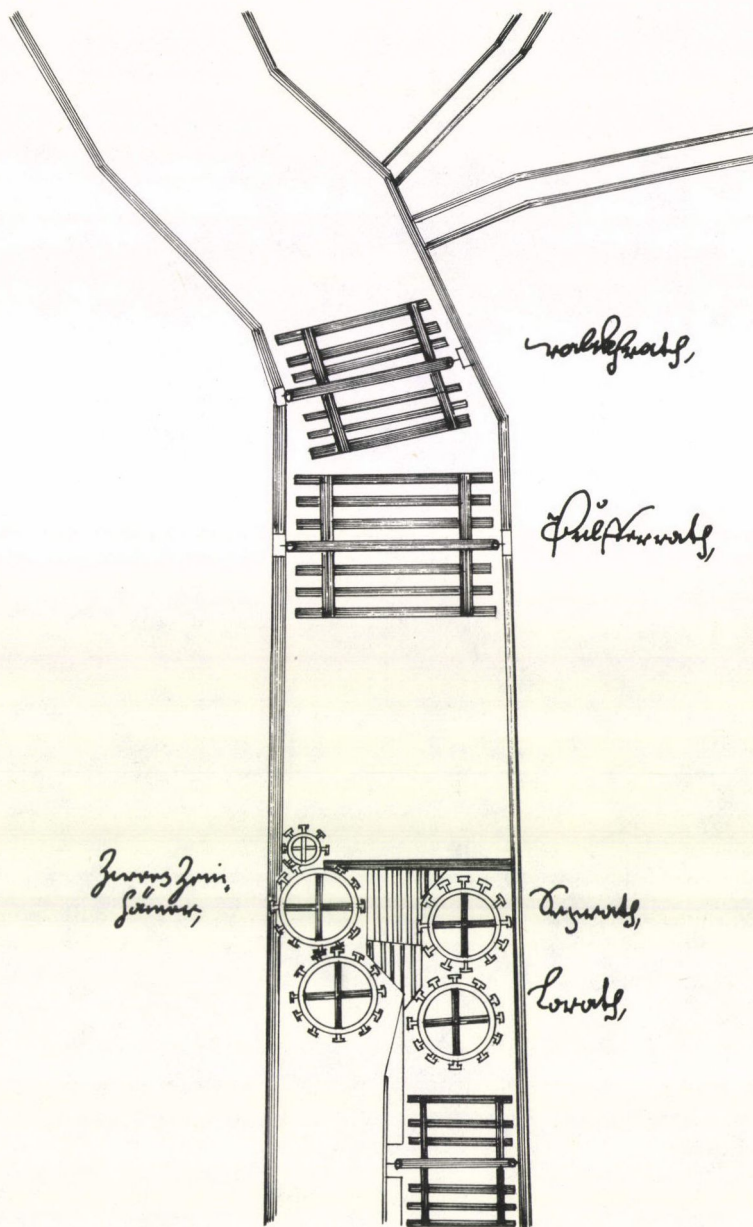


Fig. 5. Fulling mill in Nuremberg, taken from the Seger-Schwerer map (made in 1601) which depicted 131 mills. (Germanisches Museum, Nürnberg. Graphische Sammlung, Kapsel 1385)

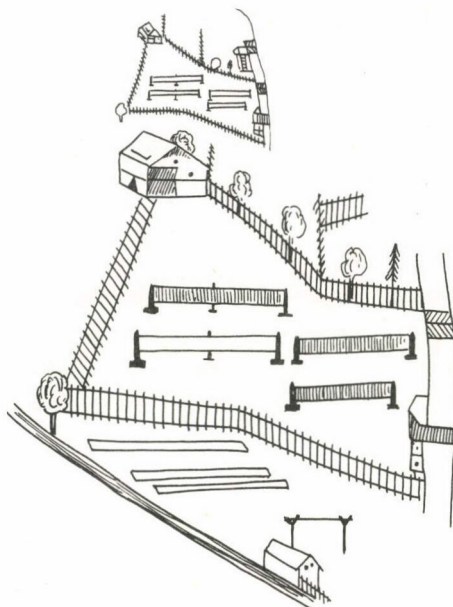


Fig. 6. Drying frames in a suburb of Nuremberg at the end of the 16<sup>th</sup> century. (After Kunze)

*northern* kersey sells in Hungary. In addition to the examples cited above, we may give more in practically unlimited numbers, and these show the correlation between political events in Hungary and the chances of selling northern kersey:

"What sales I shall find for your northerns I know not... The state in Hungary, where kersies are most vented, stands so dangerous as none dare venture their goods thither."<sup>53</sup>

"The peace between the Emperor and Putskey holds not... so as all men are wholly discouraged for buying northern kersies..."<sup>54</sup>

"... it is thought that Hartuck Mattyas and the Emperor will join their forces together and send them both against the Turk, which Good grant and then I hope there will be some what to do for northern kersies."<sup>55</sup>

"Concerning your Northern kersies... there is likely grow new troubles in Hungaria..."<sup>56</sup>

<sup>53</sup> *Calendar of the Manuscripts* (footnote 24, p. 51)... Richard Rawstorm to Cranfield. Emden, March 13, 1600.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 164 (same to same, Stade, April 27, 1606)

<sup>55</sup> *Ibid.*, (same to same, Stade, July 1, 1608)

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 203 (Rawstorm to same, Stade, November 21, 1608).

"If you send good northern kersies I doubt not that they will come to a good market about 49 s... the time is better here by reason there is quiteness in Transylvania..."<sup>57</sup>

All sources agree in stating the provenance of the "northern cloth and kersey" as Yorkshire.<sup>58</sup> Today this county is the traditional area of the English woollen and worsted industry, including the internationally well-known centres Bradford, Halifax and Leeds. But while Leeds produced various goods, "... at Halyfax there is no clothe made but yearde brode carsies" as a source of 1588 says.<sup>59</sup> The small craftsmen produced 1 piece per week, carried it to the market and immediately bought for the returns wool for next week's work. They could not afford a horse at times, and carried the piece on their back and head.<sup>60</sup> The production of one piece required the work of 11 sorters, carders and spinners, 2 weavers and 2 finishers, although shearing was omitted for the most part after 1588.<sup>61</sup> In the early years of the 18th century, Defoe wrote about the surroundings of Halifax: "... at every house there was a tenter, and almost on every tenter a piece of cloth or kersey..."<sup>62</sup> The letter book of the cloth factor Holroyd dates from 1706–7, the time of Defoe; the evidently traditional carriage practice can be reconstructed from it: 10 pieces made a horseload, 50 a shipload.<sup>63</sup>

We also know from Defoe that at that time woollen cloths were produced in Yorkshire solely on a homecraft basis outside the guilds, and that the clothier craftsmen sold their product – usually 1 piece – at the weekly market of Leeds or to wholesalers in Halifax. From there the kersey went mainly to Hull – the principal port of the county – but great quantities were delivered for exportation also to London (the Yorkshire merchants had a privileged shop at Blackwell Hall), to Newcastle and other ports on the eastern shore. An English author enumerates the ports, saying that kersey was shipped from there to serve the poor of Europe.<sup>64</sup>

I have drawn up the enclosed map based on data from the early 17th century. The figures available from 1606–16 give an idea of the critical period of northern kersies. It seems probable that in the period preceding the 15-year-war they reached

<sup>57</sup> Ibid., p. 90 (Rawstorn to same, Stade, October 4, 1601).

<sup>58</sup> E.g. *Fairchild's Dictionary of Textiles* (New York, 1959) defines Northern kersey as follows: "Medieval English woollen fabrics made at Halifax." This town was the centre of Yorkshire kersey manufacturing as lately as the 18th century.

<sup>59</sup> HEATON, op. cit. p. 79.

<sup>60</sup> Ibid., pp. 94–95. From the Halifax Act of 1555: "... nor ys hable to keepe a Horse ... carrye the same to theire houses some ii iij, v and vj myles of upon theire Headdes and Backs."

<sup>61</sup> Ibid., pp. 95–96 and 100; this agrees with the Hungarian data.

<sup>62</sup> Quoted by LIPSON in: *The History of the Woollen and Worsted Industries*. London, 1965, pp. 243–44.

<sup>63</sup> ATKINSON, F.: *Some Aspects of the Eighteenth Century Woollen and Worsted Trade in Halifax*. Halifax Museums 1956. "The cloth when ready was taken by packhorse to the packer... (who)... would receive instructions on packing and would label each bale or 'ship's pack' with the trade mark of the merchant to whom it was being sent. About 10 kersies made a 'horse pack' weighing a little over 200 lbs... A ship's pack was usually made up of about 50 kersies. These ship's packs were then transported by river to the shipping agent at Hull." (XIII. p.)

<sup>64</sup> HEATON, op. cit., p. 146.

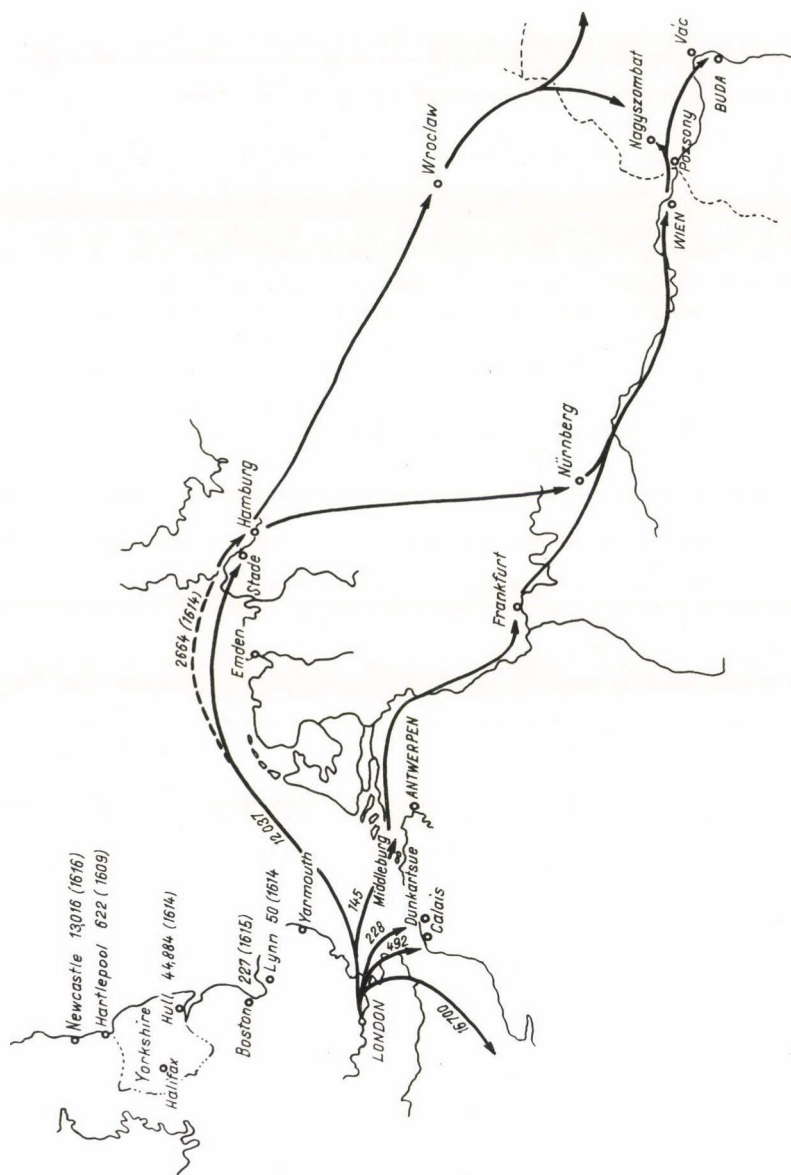


Fig. 7. The route of English Kersey. The data (where no other reference is given) are from 1606

a value in excess of the then feasible export volume of nearly 90 000 pieces (about 1 350 000 metres).<sup>65</sup> If we now deduct the quantity of about 16 000 pieces exported to France, Spain and Portugal, it may be assumed that only half of the rest reached Hungary. But even so, we must take into account kersey imports of annual 500 000 metres.

Thus the routes of kersey are outlined before us. In the home of the northern kersey, in Yorkshire, it is produced by semi-peasant craftsmen,<sup>66</sup> is sold on markets, to purchasing agents, and is transported by merchant companies (Merchant Adventurers, Interlopers, Hansa, etc.) from Hull, London and other English ports on the eastern shore to Dutch and German ports. Here it is purchased by Dutch, German, and Italian merchants who carry it to Nuremburg or Frankfurt, or ship it to Venice and Ragusa. The last station abroad is probably Vienna from where it is brought to the Hungarian markets mostly by Hungarian merchants – perhaps as a partial counteritem of their livestock exports.

### The quality of northern kersey

Even if Yorkshire's wool industry is world-famed in our days, the odium of producing cheap mass articles, or of inadequate, slipshod work was attached to it in the Middle Ages. As early as the era of Henry VIII, the Yorkshire cloth was so ill-famed that the king appointed an investigation committee for punishing the guilty, but the committee was dissolved after having achieved nothing. Of the 524 (!) Yorkshire clothiers accused of admixing flocks (coarse haire), 182 were from Halifax, i.e. kersey-makers.<sup>67</sup> In 1577 an author named Leake castigated the products of the northern clothiers: "... in the Northern partes where no true clothes are made... all the coloured made in ye Northe is worst of all..."<sup>68</sup> In 1590 the Privy Council condemned Yorkshire repeatedly for tolerating the abuses of the clothiers.<sup>69</sup> This is a passage from a resolution of 1597: "The Northerne clothes and karsies dve yearly and dayly grow worse and worse... to the great deceit of all nations..."<sup>70</sup> This resolution laid down the prohibition of stretching while drying, but it was not possible to enforce it.

<sup>65</sup> Cloth exports declined on the whole: 160,000 pieces of cloth and 250,000 pieces of kersey were taken out of the country in 1554; in 1597–98, this was not more than 83,821 and 54,731 respectively. HEATON, *op. cit.*, p. 182.

<sup>66</sup> LIPSON, E.: *The Economic History of England*. London, 1929, Vol. II., p. 66. In 1586 the Privy Council prohibited manufacturing by peasants, but it was not possible to enforce this principle.

<sup>67</sup> HEATON, *op. cit.*, pp. 133–35.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 137.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 138.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 139.

A saying had it in the 17th century: "Shrinking like northern cloth." People were averse to all innovations, and the worsteds went into general use only at the end of the 17th century.<sup>71</sup>

The reason for this may be found in the peasantly ways of production which were free from guild discipline, in poverty which, among others, precluded people from buying woollens of better quality, and in the circumstance that the Flemish emigrants settled in the north in very low numbers.

Let us get acquainted first of all with the provisions of what was called the Great Cloth Statutes (1551/52) issued by Edward VI which were essentially valid throughout the era under survey.<sup>72</sup> These provide that the measures of the sorts of kersey must be as follows:

	length	weight
of ordinary	17–18 yds	20 lbs
of sorting	17–18 yds	23 lbs
of Devonshire (dozens)	12–13 yds	14 lbs
of checkkersey (streites)	17–18 yds	24 lbs <sup>73</sup>

Lengths must be understood in the wet state (cloth stretched in water will shrink), weights in the dry state. Hence the weight of a square metre of Yorkshire cloth qualified as common kersey was about 630 g, as I have mentioned. The length—15.5 to 16.5 m—roughly agrees with the dimensions of the contemporary Hungarian import kersey, which I have found to be 16.4 m based on the average of 16 pieces.<sup>74</sup>

I mention the dimensions first, because it was these that caused the most complaints. Cloth was sold in bales by the piece. Upon buying, the bales were not unrolled, the parties trusted each other. This is why we find such apologetical words: "The sixth, which they sold as a (full) piece contained only 15 Hungarian ells", i. e. was shorter by 5–6 ells than described. The statutes we have cited punished the offenders severely: in the case of kersey the imposed fine was 20 shillings which amounted to almost half the value of the merchandise.<sup>75</sup>

The other complaint against the northern kersey was that it was coarse to the touch. "There are so many coarse ones that the whole country cries out of them ... and those that have bought them will not pay for them, except they may have a year's time longer than they agreed."<sup>76</sup> We find such complaints also in later letters (e. g. August 22, 1608).

<sup>71</sup> Ibid., pp. 239–40.

<sup>72</sup> Statutes of the Realm IV. (1). An Acte for the makinge of Wollen Clothe.

<sup>73</sup> The customs decree issued by James I. in 1620 (Narrow Yorkshire ... kersies of all sorts) raised the weight of a piece to 22 lbs, but at the same time rendered the parameters of the better sorting (Hampshire) qualities more stringent ("sortinge Hampshire kersies containing 28 yards in waight 32 lbs and 1/2").

<sup>74</sup> In the 1550–51 material of the Nádasdi accounts, the length of kersey pieces is stated accurately in 16 cases. I did not leave out the obviously short pieces. Thanks to an enquiry of 1637 we are informed about the quality produced for Hungary: they were "Blue Broad Lists" whose weight had been "so many pounds as yards in length".

<sup>75</sup> Consequently even the offer of such goods was punishable.

<sup>76</sup> Continuation of the letter ("complaints of Hungary") cited above (Stade, June 30, 1603).

The principal cause of this shortcoming was the use of coarse sorts of wool and flocks (prohibited by the statutes); but the excessive use of the fuller's earth, and the overtwisting of the yarn also played their part. Contravention of these rules resulted in principle in the refusal to seal such cloths and this precluded their exportation.<sup>77</sup> But I shall revert to this question later.

There were many more deficiencies – not only with kersey notorious for these – or else the statutes would not have had this preamble:

“... as clothiers, some for lack of knowledge and experience, and some of extreme covetousness, do daily more and more study rather to make many than good cloths ... do practise sleight and slender making, some by mingling yarns of diverse spinning in one cloth, some by mingling fell wool and lamb wool or either of them with fleece wool [the wool of the slaughtered sheep], some by putting too little stuff, some by taking them out of the mill before they be fully thickened, some by overstretching them on the tenter...” etc.<sup>78</sup>

We must, however, make special mention of the old sore of the English clothiers: their dyeing and finishing technique was inferior to that of the Flemish and Italian rivals. As early as 1541, the merchants informed the Privy Council that cloth of English finish does not sell at all, or only at a loss, in the Netherlands. There is a saying attributed to Sir Walter Raleigh: England provides livelihood to 50 000 people on the continent by exporting annually 80 000 pieces of cloth and 50 000 pieces of boy and kersey in the raw state. Parliament established in 1614 that the State suffers an annual loss of 700 000 pounds sterling in this way.<sup>79</sup> The well-known project of Alderman Cockayne was intended for liquidating this situation; when it was launched, the King put the question whether the exportation of woollen cloth in the finished state is feasible. The Merchant Adventurers company answered in the negative, and stated as the first of their 12 arguments the inferiority of English handicrafts.<sup>80</sup>

Hence it appears that the various prohibitions of the repeatedly mentioned statutes – aimed against dyes of poor washing- and light-fastness, hot pressing of cloth, stretching when drying, etc. – were of no avail.<sup>81</sup>

Thus it is understandable why most of the kersey brought to Hungary was white or dyed in Germany, but even this remained unfinished (unshorn, unpressed, unshrunk) for the most part. Our sources abound in expressions like this: “... I gave

<sup>77</sup> “... Noe person or persons ... shall carrie or transporte ... into anye of the parts beyonds the Sea anye Cloth Karseis... onles the Kinge his Seale or Alnegers Seale of this Realme... be sett uppon everie suche Cloth...”

<sup>78</sup> Statutes of the Realm IV./1 Edw. VI./6.6.

<sup>79</sup> LIPSON, E.: *The Economic History of England*, London, 1929, Vol. III, p. 377.

<sup>80</sup> FRIS, op. cit. in the appendix he quotes the writings of Sir Julius Caesar, p. 462. “Our workmanship is not so good as theirs in ye dying and dressing” (July 9, 1614).

<sup>81</sup> “... there be nowe in this tyme many false and deceivable colors...” “... no person or persons ... shall press anye kinde of Cloth withe the whott presse, or in any other deceyvable manner...” etc.



you unshrunk, unshorn green kersey." But there were other considerations, too: cloth was cheaper in the unfinished state, and even if it was less attractive, it was stronger and longer-wearing.

### The leaden seals

In a lecture held abroad some time ago, L. Makkai put forward an interesting hypothesis. He says that the Tudor leaden seals found during castle excavations in Hungary and published by L. Huszár were used for hallmarking English kersey.<sup>82</sup> I dare not challenge this statement, there are too many arguments for it. On the other hand it serves as an opportunity to make a few remarks in connection with the sealing of textiles.

L. Huszár was the first to draw correct conclusions on the textile-trade role of these seals. But I think he was mistaken in assuming that these were used for sealing bales.<sup>83</sup> Unfortunately I did not succeed in finding indications from which we might conclude that textile bales were sealed with leaden seals. Like today, the bale-mark has been used ever since the 13th century, i. e. the emblem of the merchant had to be painted on the cover canvas, in addition to the buyer's address. The strings were seldom secured with seals, in no case with seals bearing some official emblem; this has become customary recently for protecting the intactness of transit shipments. If we inspect contemporary paintings and engravings, we see no representation of hanging bale-seals on them either.<sup>84</sup>

It is a fact, on the other hand, that leaden seals have been affixed to pieces of fabric perhaps since the time of the silk monopoly of the Byzantine state. The Keurebooks of Flemish cities mention the obligatory sealing of cloths since the 13th century; the seals decorated with the arms of the city testified to the exportability of the piece, and certain symbols (e. g. a crutch) branded inferior products. But let us have a look at the conditions in England relevant for our purpose. The aulnager, the cloth inspector appointed by the king, originally inspected imported goods; but as early as 1323 he was the inspector of home production and affixed his seal to each piece which he found unobjectionable as to dimensions and quality, while he confiscated the defective products.<sup>85</sup> In the era studied by us, the aulnager's functions persisted unchanged, the procedure connected with sealing was even developed. First

<sup>82</sup> MAKKAI, L.: *Commerce et consommation de draps de laine en Hongrie aux XII–XVII<sup>e</sup> siècles*. Secondo Settimana di Studio, April 15, 1970. "Plusieurs plombs portants le blason Tudor ont été découverts sous les ruines des châteaux-forts et devillages de Hongrie de cette époque, marquant sans aucun doute l'authenticité des pièces de kersey."

<sup>83</sup> HUSZÁR, L.: *Merchant's Seals of the 16th and 17th Centuries*. Folia Archaeologica, no. 13, pp. 187–194 (1961).

<sup>84</sup> In P. Brueghel's painting symbolizing the greed of gain, but especially in Jost Amman's allegory of trade where we see the technique of packing, baling and loading, there is no hanging seal.

<sup>85</sup> LIPSON: *Economic History*, Vol. I, p. 406: "His functions were to test both the measurements and quality of each piece of cloth, to affix the seal when the cloth was sound, and confiscate when defective..." Under Edward III he was paid halfpence for his work after each piece.



and foremost, the producer himself was obliged to affix to the piece his own seal which showed the length of the piece at the same time.<sup>86</sup> Responsibility for the quality of the product had to be assumed in the second instance by cloth searchers appointed by the mayors and councils of the towns.<sup>87</sup> These appointed persons were under the obligation to take upon themselves the task under pain of a fine of 5 pounds sterling; and mayors who failed to effect such appointment by the time fixed were fined to 10 pounds sterling. The cloth searchers were given a seal into which the arms and the name of the town had to be engraved, and had to affix the leaden impression of this seal to the piece of cloth – against payment of 2 shillings – if it met specifications.<sup>88</sup> If the piece was faulty, a leaden seal bearing the letter F was affixed to it instead of the other seal, and a special marking had to be applied to the selvage near the fault. The third seal, which represented responsibility of the highest instance, was that of the aulnager. The belief that he should have inspected only export goods, is wrong; his activity included all kinds of woollen cloth (except the Tavistock cloths which enjoyed a privilege). Moreover, the fees due to him had to be paid even in cases where he refused to release a cloth for trade for reasons of quality. The statutes describe the seal of the aulnager: it showed the royal crown and the initial of the king's name (E in our case), but it may be assumed – like on the specimens published by L. Huszár – that the arms decorated with the crown and the Tudor rose were also applied later on.<sup>89</sup>

The proceedings instituted against counterfeiters of these seals deserve attention and throw light upon a practice that had become general by then. Confiscation of the goods and a fine of £ 10 was imposed on the first occasion, pillorization was imposed in addition to these in case of relapse.<sup>90</sup>

Accordingly, at least three leaden seals were hanging on each piece of English cloth and kersey: that of the producer, that of the searcher, and that of the aulnager. The majority of the published Hungarian finds may be grouped with the latter, although it is doubtful that the finds no. 5, 8 and 10<sup>91</sup> should belong here because cloth seals struck of bronze are difficult to conceive.

But the views of English experts cited by Huszár are also mistaken in calling into doubt the English provenance of the seals found in Hungary. On the one hand, leaden seals similar to the published ones do exist in England, although a thorough

<sup>86</sup> "... the Seale of the Owner or Maker of the Clothe, declaring therein the lengthe of the Clothe as it shalbe in the Water, be sett upon everie such Clothe..."

<sup>87</sup> "... the Maior of the Cittie of London... as all and everie other Maior Bailiffes and other hed Officer'... of everie Cittie, Boroughe and Towne Corporate within this Realme, shall... appoynt two or mo(re) honest discrete and expert persons, which shall... viewe and searche all and everie Clothe..."

<sup>88</sup> "... to be prepared a seale of lead, wherein as well the Armes as the name of everie such Citie... shalbe graved, whiche the same Searches shall cause to be fixed to everie Cloth..."

<sup>89</sup> "... the lykenes and similitude of the Kinge his Highnes most noble and ymperiall Crowne and also the first lettre of his name..."

This order was observed even half a century after, as it appears from one of Rawstorn's letters: "Long's cloth fall out 3 yards shorter than they are stamped on the lead." (June 29, 1600).

<sup>90</sup> This applied also to the removal of the seal marked F (faulty).

<sup>91</sup> HUSZÁR, *op. cit.* p. 188.



Fig. 8. Cloth-seal with a Tudor-rose and with legend "Hans von Erfferfelt" (British Museum)



Fig. 9. Armored English cloth-seal from Sweden, with legend "Honi soeit qui mal y pense" (Göteborg Museet, Nya Lödöse Collection 1918/463)

analysis of museum materials has not yet been started. In Figure 8. I show a seal with the Tudor rose – it is similar to find no. 11 – which I have found in the British Museum. The legend is not "Guilhelmus" but "Hans van Erfferfelt 1576", evidently the name of the cloth manufacturer of Flemish origin. On the other hand, the types with a motto and the Tudor arms are so widespread outside England – I complete the series with a piece found in a museum of Göteborg (Figure 9.)<sup>92</sup> – that the question presents itself: what did they imitate? Since quite a number of leaden seals of smaller dimensions and bearing the Tudor arms are to be found in England, we must rather

<sup>92</sup> Nya Lödöse-Samlingarna 1918/463. During the excavations in the old town of Oslo three analogous specimens were found. Published by GRIEG, S.: *Middelalderse Byfund Oslo*, 1933, pp. 376–80. See also STRÖMBORN, S.: *Förstningar på platsen för det Forna Nya Lödöse*. Göteborg, 1924.

consider the possibility that these marks were made with special signets serving the qualification of export pieces; but it may as well be that museums in Yorkshire keep similar specimens.<sup>93</sup>

### The fall of English kersey

If the market is firm, even the deficiencies of inferior merchandise are overlooked; if, on the other hand, the market becomes dull, the buyers try to find fault even in the best of goods only to extort some price reduction, or to call off the concluded deal.

Consequently, if we examine the case from the angle of a single type of merchandise, its inferiority and the absence of demand appear as processes that amplify each other, and it is sometimes difficult to ascertain the factors that set this complex phenomenon off. The producer reacts to a depression with a reduction of prime costs, i.e. sometimes with an inevitable compromise on quality, in order to keep abreast of the decline of prices. Poorer quality consolidates the lower price level, or reduces it further when further rivals appear, and this has again a repercussion on the quality of the article. This is so today, and will continue to be so as long as commodity markets exist; and this will be so even if the state tries to hold up this process with administrative measures. But it is easy to imagine how much the course of such a catastrophe is accelerated, if the civil servants promote the deterioration of quality.

In the previous chapter we have outlined the English system of state quality control, and, in doing so, have come to know of the dignified post of the aulnager. After the house of Tudor had died out, the prince of Lennox was appointed to this office in 1605 during the reign of James I. This decision led to an unparalleled corruption of this highly respectable institution. The agents of the prince did not care about inspecting cloth, they only urged payment of the duties. Eventually they sold the leaden seals by weight to the cloth merchants who affixed them to the pieces at discretion. There were series of scandals from 1611, and Parliament discussed the awkward situation.<sup>94</sup>

It is not my intention to regard these developments as decisive, as once the necklace dispute was considered an event that triggered off the French Revolution. They were just as little decisive as the enterprise connected with Alderman Cockayne's name, which also ended in a scandal and caused immense harm to the reputation of English woollen cloth exports. Still, they fit into the picture of the fall of

<sup>93</sup> Besides the British Museum, the Guildhall and London Museum keep leaden seals; I could not manage to get to the museums of York or Hull where the seal type of the Yorkshire aulnager is probably to be found.

<sup>94</sup> LIPSON: *Economic History*, p. 328.

These conditions did not change at all. The aforesaid Holroyd was the aulnager's deputy in Halifax at the beginning of the 18th century and "clothiers came or sent... for 100 or 200 or more seals, which they then fixed on their own cloths without Holroyd ever having seen the wares". ATKINSON, op.cit. p. XIV.

kersey in the first half of the 17th century as it takes shape objectively before our eyes if we look at the changes of the price. The price of English kersey supplied on government contracts<sup>95</sup> culminated between 1600 and 1609; temporarily it rose above 30 g silver per metre, then dropped to 20 g/m where it was seemingly steadying between 1620 and 1650; about 1700 it dropped below 10 g/m, and was eventually consolidating at about 8 g/m.<sup>96</sup> These price trends reflect also the business history of the entire English wool industry: the boom of kersey about 1550 coincides with the culmination of cloth exports, and its decline – observed for the first time in the first decade of the 17th century, interrupted by minor uplifts, and lasting till the revolution – was a general symptom of the wool industry.<sup>97</sup>

In the beginning, Cranfield flatly denied the accusations against the quality of kersey. In a letter dated 1599 he wrote that it is the market that was bad, not his wares.<sup>98</sup> The first major complaints from the Hungarian market can be documented with the cited letter of June 30, 1603; and a few months after he complained that the quality of English products discredited them at Nuremberg and that “It is a great shame that the northern kersies are so falsified (meaning quality deterioration), I have seen some... of yours which are not so good as the worst cloth made in this country... If they continue so their kersies will shortly be wholly out of request”. (August 7, 1603.)

In 1606 Cranfield's agent warns him several times to buy only kersey of good quality, and at a reasonable price.<sup>99</sup> This is Cranfield's opinion in 1607 about the kersey delivered by him: “My kersies are neither of the principal best nor of the worst, but good vendible middle goods... I will tie you to no price but refer that to your discretion either to take the present market or to keep them...” Compensation is conceivable “against holmes or ausbroe (fustian of Ulm or Augsburg), sipers (a sort of Cyprus silkfabric) taffetas”.<sup>100</sup> But four months after, the agent complained that he was not able to get rid of the kersey even by way of barter because the Nuremberg market was so overstocked,<sup>101</sup> let alone the fact that piled up goods of coarse quality are put on the market at low price in Silesia (evidently Breslau).<sup>102</sup>

<sup>95</sup> As we know from the diary of Samuel Pepys, the dresses of the sailors of the naval force were made of kersey.

<sup>96</sup> *The Cambridge Economic History of Europe*, Vol. IV. p. 420 and Figure 31. (Kersey, naval stores price curve). The drop in prices was somewhat more intense in reality because the price of silver was also falling – even if very slowly – during the period.

<sup>97</sup> FISHER, F.J.: *Commercial Trends and Policy in Sixteenth Century England*. *Economic History Review*, Vol. X., 1940, pp. 95–117. *Ibid.: London's Export Trade in the Early Seventeenth Century*, Sec. Series III. 2, 1950, pp. 151–161.

<sup>98</sup> In his letter to the Dutch importer Godfrey Gortson: “it is the market that is bad, not the kersies” (July 15, 1599).

<sup>99</sup> For example: “... if you deal in kersies... to buy none but good ones and not to give any extraordinary price for them...” (Stade, July 16, 1606).

<sup>100</sup> To Rawstorm on February 5, 1607.

<sup>101</sup> “... I cannot perceive anyone that is willing to deal for... your kersies not even against any wares. For they say our folks have so cloyed the markets of Nuremberg that they cannot sell any...” (Stade, June 11, 1607).

<sup>102</sup> In the continuation of the cited letter of August 5, 1608: “... made great store of coarse kersies in Sletia and to be afforded good cheap. Deal no more with any northern cloth...”

And shortly after, the agent breaks shocking news to Cranfield: coarse kersey is unsalable because the manufacturing of cloth and kersey was started in Hungary, Silesia, and in other surrounding countries. Rawstorm writes: "These things make men fearful to buy, but there is another cause which... hinders our trade more, which is as it is credibly reported the making of cloth and kersies in Hungaria, Silesia and other adjoining parts in such quantity and so good and cheap as that the common man desires no better and the country being poor can very well miss our English kersies. And the rather for that the most part are made so coarse and false, besides not to be afforded near the price of their own cloths."<sup>103</sup>

The manufacturing of kersey in Hungary was started earlier. As early as 1579 in Brashov the cloth-manufacturing guild manufactured this product just as the Brugges cloth was imitated too.<sup>104</sup> But soon after, for example when the Habán clothiers were settled in Hungary, the production of kersey in Hungary may be regarded as having been introduced definitely and in big scale. The fact is that later letters mention English kersey directed to Hungary less and less often.

On the other hand, we have ample information from 1600 downwards that northern kersey was carried to the region of the Baltic. For example, Cranfield's agent wrote on July 19, 1600, that the northern kersey does not sell, that they have sold very little of it, except for some 800 sold to a Hans Cornelius of Danzig. The Danzig people have a dyeing-house of their own in which they are dyeing kersey. As many as 5000 unsalable pieces of kersey were lying unsold in the warehouse of Nuremberg in October of that year.

Early in the following year, the merchants of Danzig appeared in Emden and bought up practically all of the "northern kersey", but not one bale of this went to Nuremberg. In the middle of the next year, Rawstorm reports from Stade that the aforesaid Cornelius intends to buy 200 pieces, but as many as 4–5000 pieces would as well sell in Danzig.<sup>105</sup>

But soon after the English ships launched trading with the Baltic ports. Already in 1603 Rawstorm wrote that the merchants of Nuremberg forwarded no offer for the goods embarked in the vessels of Hull. On June 9 he reported that "we hear that Hull and London ships have arrived at Dantzic and sold all their cloth and kersies within two days, and at good reckonings".<sup>106</sup> And some weeks after, 8 ships carried 15000 pieces of northern kersey from Hull to Danzig.<sup>107</sup>

<sup>103</sup> Letter of August 22, 1608.

<sup>104</sup> GOLDENBERG, S. – BELU, S.: *Donă registre privind postavaritul* etc. Acta Musei Napocensis IV. (1967) 141 p: "weis kronnerr Karaschy".

<sup>105</sup> "Northern kersies are at present the unvendiblest wares in town, very few sold except some 800 to Hans Cornelius. If he get any good news from Dantzic, he will buy more... besides they have a dyeing house there of their own which dyes their kersies..." See also the letters of October 5, October 26, November 2, and November 16; and of March 31 and June 11, 1601.

<sup>106</sup> Letter of May 7, 1603.

<sup>107</sup> Letter of June 30, 1603.

Needless to say, as soon as conditions in Hungary improved temporarily, the demand in Nuremberg became brisker once more.<sup>108</sup> But from 1608 we have information practically only about contracts with destination Danzig, Elbing and Lübeck.<sup>109</sup> Compensation is taking shape, too, and the counteritems are wheat,<sup>110</sup> and timber.<sup>111</sup> It is a remarkable fact that under the effect of the Baltic demand, and notwithstanding the dull Hungarian market, the price rose from 45–47 s<sup>112</sup> to 52–54 s (59–60 s occurred exceptionally)<sup>113</sup> between 1600 and 1603, and that this price level proved to be lasting.<sup>114</sup>

The search after new markets created almost comical situations; the English merchants tried to sell and get rid of cloth on tropical markets, in India, in Spanish colonies, on the American continent, in Egypt, but – needless to say – they did not succeed.<sup>115</sup> So they had no choice but to go back to Europe every now and then from where they were nevertheless ousted gradually, at least as concerned major sales of fabric of the kersey type. By 1632 they had lost the Polish and Prussian markets because local wares were cheaper there.<sup>116</sup>

Despite all this, demand for kersey persisted for quite a time in Hungary. Gábor Bethlen's price list of 1626 still mentions the "good English kersey", but only inserted between two rivals:

one ell of the fine Venetian kersey cost 1.25 to 2.25 florins,  
of English kersey 0.80 to 1.00 florins,  
of Silesian kersey 0.75 to 0.85 florins.

To crown all this, certain countries prohibited the importation of English kersey, partly for protecting the home industry, partly for protecting the customers. The beginning was a decree by the Austrian prince Albert issued in Flanders in 1612 which was in general directed against finished English fabrics, and the end was the regulations in Poland in 1637 which were directed mainly against northern cloths and kerseys.<sup>117</sup> A document from 1614 informs us about the burning of English export cloth in the open on the market-place,<sup>118</sup> and a contemporary pamphlet says that the

<sup>108</sup> The letter of September 29, 1603, speaks variously of sales at Danzig and Nuremberg. But the letter of November 29 informs of downward trends again.

<sup>109</sup> E.g. September 15 and November 22, 1608, January 21, May 29, 1601.

<sup>110</sup> November 7, 1608.

<sup>111</sup> March 24, 1609.

<sup>112</sup> January 16, June 29, August 10, 1600.

<sup>113</sup> September 3, 1603; August 12, 1604; November 20, 1603.

<sup>114</sup> March 24, 1609.

<sup>115</sup> Fisher quotes contemporary reports. E.g. they wrote from Surat (1614): "English cloth will not sell, it was only bought at first by great men to cover their elephants... for garments they use none in these parts." *Op. cit.* p. 157.

<sup>116</sup> According to a source quoted by Heaton: "... not only in Holland, but also in Germany... Brandenburg and Silesia and diverse places in Poland and Prussia... cloth can be afforded cheaper than any such like that can be carried out of England." pp. 191–193.

<sup>117</sup> Heaton, *ibid.*, gives a long list of the prohibitions.

<sup>118</sup> British Museum Lansdowne Ms 152 fol. 224. "... in some places beyond the Seas English Cloths have bine burned in open marktett."

Turks would buy wool rather than cloth only to make decent fabric of wool.<sup>119</sup> It may be asked whether they would have come off well in this way. So we have now arrived to the most critical point of the question. Since 1622, when the Privy Council made an investigation into the causes of the gradual decline of the English cloth industry, particularly of the Yorkshire industry, these circumstances have been studied by many, since this was an important factor in giving rise to the bourgeois revolution.

Also the Privy Council stated that the principal factor was the strengthening of competition abroad.<sup>120</sup> It pointed out correctly the profound changes in fashion trends, and condemned the importation of new drapery and silk. The deficiencies of the manufacturing methods were also censured with special regard to poor finishing. A highly interesting finding of the Council was that eastern countries were not able to pay in cash or to offer other world-market merchandise suitable for compensation.

This finding agrees with the results of recent research in economic history which explored the circumstances of the Central European agrarian depression which developed early in the 17th century. As we have seen, the importation of cloth and kersey was the counteritem to Hungary's livestock exports; 100 to 200 000 cattle were driven annually to Vienna, Nuremberg and Venice in the second half of the 16th century.<sup>121</sup> In the wake of the 15-year war (1591–1606) – although not as its consequence – the price of cattle and the profits of the entrepreneurs began to go down<sup>122</sup> and this resulted in the gradual decline of dealing in cattle.<sup>123</sup> Purchasing power to be tied up for the importation of textiles decreased considerably on the Hungarian market as a result. Besides this business factor there was a most tangible, so to say technical factor that contributed to the fall of kersey: it was the rapidly deteriorating quality of the wool of English sheep. Attention was called to this circumstance as early as the 16th century.<sup>124</sup> Contemporaries pointed out this process of coarsening, and emphasized the dangers of the competition of Spanish wool. It was stated in 1610 that in the past it took 13–16 sheep to yield the weight of fleece which at present is obtained from 4 animals. This was accompanied by the thickening and lengthening of the wool yarns. All this affected the northern kerseys increasingly.<sup>125</sup>

<sup>119</sup> MAY, J.: *The True Estate of Clothing in the Realm* (1613) quoted by Heaton: "When a Turk... findeth here and there holes and faults, then our Christian Profession is called into question by these prophane people... (that they) rather desiring our wool where with to make true commodities." p. 144.

<sup>120</sup> "The making of cloth... in fforeign parts in more abundance than in former times... the chieftest cause..." HEATON, *op. cit.* p. 190.

<sup>121</sup> MAKKAJ, L.: *Der ungarische Viehhandel 1550–1650*, in: *Der Aussenhandel Ostmitteleuropas 1450–1650*, Cologne–Vienna, 1971, p. 452.

<sup>122</sup> *Ibid.* p. 502.

<sup>123</sup> *Ibid.* p. 497.

<sup>124</sup> British Museum Lansdowne Ms 48/66 fol. 57. "The grosenes (coarseness) of wolles in England hath much encreased... within these tenne years..." Quoted by Bowden, p. 47.

<sup>125</sup> The clothiers of Suffolk and West England used better wool from the outset in the value of 12–20, even 26 s for the yard, while those of Yorkshire spent 3–4 s per yard on raw material. According to others the difference in quality is explained not by the difference in the breeds of sheep, but by dissimilarities in sorting. "... in the South partes do make their cloathes fyner... by much than the Northern kerseys and cloathes are made of though the wolles be alike in fyneness from the sheepe." HEATON, *op. cit.* p. 206.

In 1638 a merchant declared that 20–30 years ago the kersey was made from better Lincolnshire wool than it is possible to obtain from there now.<sup>126</sup>

In connection with another subject we have emphasized that in sheep-breeding the efforts aimed at increasing the wool yield are practically always accompanied by the yarn becoming coarse and uneven.<sup>127</sup> Moreover, there is the commonplace truth that wool-yielding sheep never make returns for a fatter pasture: maybe the meat and milk-yield improves, but the quality of the wool deteriorates.

The time of the enclosure, i.e. liquidation of tillage and extensive breeding, came in England: the yields grew inevitably while quality was deteriorating. Tusser says in one of his poems that he whose land is pasture draws more profit more easily, but this profit proved not to be lasting: by 1590 the price of wool had risen twofold over the average reached in the first half of the century, and consolidated on this level, but after 1650 dropped to the starting level. The price of wheat at that time was higher by 550–650% than in 1520. It was then that the large-scale importation of Spanish merino wool began; but it was not any more possible to utilize this for the export kerses.

20000 people manufactured kersey in the Halifax, Bradford, Bingley and Keighley diocese in 1612;<sup>128</sup> some 13000 people lost their jobs in this area in the following year; another crisis followed in 1617, and a third in 1621–23.<sup>129</sup> The annual turnover of the Merchant Adventurers had dropped from £ 200000 to £ 70000 by that time, and the famine of the Yorkshire cloth-workers induced a revolt for the first time. From that time on the depression came cyclically, and caused bloody uprisings in 1630–31.<sup>130</sup>

The situation was aggravated by epidemics of the plague in Yorkshire in 1610, 1617, 1623 and 1640–41.<sup>131</sup>

Meanwhile the demand for English kersey dwindled away altogether; the fact that the imitation of kersey became general practice in Silesia, Moravia and a number of other German provinces evidently contributed to this. The manufacturers extended the length of the pieces to 18, 23, even 30 yards, trying to revive the popularity of this article in this way, but this had little success.

Between 1640 and 1642, the industrial area of Yorkshire saw its worst days. In April 1642 the clothiers turned to the king for help, emphasizing that “many thousand poor people who make their living by spinning and carding wool are out of work”. In his reply Charles I shifted the responsibility for the developments upon Parliament.<sup>132</sup> But blood was shed in Hull by this time.

<sup>126</sup> “The kersies ordinarily made in the vicaridge of Halifax twenty and thirty years agoe were made of better wooll than the kersies there now ordinarily made are. And sayeth that the wooll now brought out of Lincolnshire is not so good as... about thirty years since.” Ibid.

<sup>127</sup> ENDREI, W.: Magyarországi textilmanufaktúrák a 18. században (Hungarian Textile Manufactories in the 18th century), Budapest, 1969.

<sup>128</sup> HEATON, op. cit. p. 183.

<sup>129</sup> Ibid., pp. 186–88.

<sup>130</sup> Ibid., p. 189.

<sup>131</sup> Ibid., pp. 195–96.

<sup>132</sup> Ibid., pp. 206–207.



# Bürgerliche Entwicklung, Assimilation und Nationalismus in Ungarn im 19. Jahrhundert\*

Von

F. GLATZ

„Laufe Kuruze, es kommt der Deutsche, siehe welch ein lumpiger, gelehrter Wurm... Das er gelehrt ist, ist nicht zu leugnen, aber daß er ein Wurm ist, ist auch wahr, weil er sehr gern kribbelt, krabbelt“ – sagte der auf die heimatliche öffentliche Meinung so großen Einfluß ausübende Historiker und Politiker der Unabhängigkeitspartei Kálmán Thaly im Jahre 1895 im Parlament, als er eine Protestrede gegen die geplante Umorganisierung der ungarischen Universitäten nach deutschem, d. h. europäischem Muster hielt. In der folgenden Diskussion erhob sich der berühmte Naturwissenschaftler Otto Herman, Abgeordneter der Unabhängigkeitspartei, und bei der Auswahl des Platzes für die dritte ungarische Universität schlug er Szeged vor, weil seiner Meinung nach nur die „Universität auf der Tiefebene“ dazu berufen sein könnte, „den echten magyarischen Stempel der ungarischen Kultur aufzudrücken“, welche weder von Preßburg noch von Budapest gesichert werden kann. Und daß im Zeichen irgendeines nationalen Geistes nicht *nur* von irgendeiner Verteidigung der ungarischen Universitäten die Rede ist, könnte man noch an vielen weiteren Zitaten aus den zeitgenössischen Stürmen des parlamentarischen Lebens zeigen. In diesem Zeitalter, als man im ungarischen politischen und öffentlichen Leben sehr viel vom Schutz der nationalen Kultur der Ungarn und deren Eigenständigkeiten gesprochen hat, fürchtete man sich immer vor einer Fremdheit, man fürchtete um die ungarischen Traditionen, die magyarische Musik, die magyarische Sprache usw. Einer der berühmtesten und bekanntesten Advokaten und Publizisten kritisierte die Musikakademie, weil dort „von einem Mihalovich und anderen Deutschen – die die Jugend desorientieren –“ der Platz besetzt ist, und der Direktor (Mihalovich) „die deutsche, die wagnerische und allerlei fremde Musik in die ungarische Musikwissenschaft hineinmischt und die Musik in nicht-magyarischer, nicht nationaler Richtung pflegt.“ Und der Budapester Professor der ungarischen Literatur, Zsolt Beöthy, wollte das ungarische nationale Gefühl als ästhetische Kategorie von den belletristischen Werken fordern. Dann können wir lesen, daß die Universi-

\* Vorgetragen am Internationalen Historikerkongreß in Sankt Pölten, September 1973

tätsjugend auf einer Versammlung davon sprach, daß das den Traditionen treu gebliebene Magyarentum nicht mit der westlichen Kultur verschmelzen darf, und deshalb muß z. B. verhindert werden, daß in unsere Sprache fremde Wörter übernommen werden, weil das ein Kosmopolitismus sei...

Aber was ist im literarischen Werk die nationale Eigenständigkeit, welche allein die Geistesschöpfungen bleibend macht oder warum sollte nicht eine ungarische Universität so aufgebaut werden, wie andere europäische – darauf versuchte niemand Antwort zu geben... Geistreich bemerkt ein Publizist über das Ungarn der Jahrhundertwende: wenn man über das Magyarentum bzw. über dessen Kultur gesprochen hat, hat man vergessen, daß der am meisten nationalistische Journalist der Jude Miksa Falk, der am meisten chauvinistische Ungar der Schwabe Jenő Rákosi, der die temperamentvollste Zigeunermusik komponierende Musiker der Jude Hermann Rosenzweig gewesen ist...

Die Lage können wir am besten mit den Zeilen des jungen, aber schon bekannten Literaturkritikers der damaligen Zeit, Ignotus, charakterisieren: „Es wäre interessant zu zeigen, worauf alles in den letzten zehn Jahren und sogar von geehrten und gebildeten Vertretern des Magyarentums gesagt wurde, es sei nicht ungarisch. Budapest ist nicht ungarisch. Die Sprache der Hauptstadt ist nicht ungarisch. Nicht ungarisch ist die Börse, nicht ungarisch der Sozialismus, nicht ungarisch ist die Internationalität. Die Organisation der landwirtschaftlichen Arbeiter ist nicht ungarisch, nicht ungarisch ist das bewegliche Kapital. Weder die Sezession noch der Symbolismus sind ungarisch... Nicht ungarisch ist der Spott. Nicht ungarisch ist die tolerantere Liebesmoral... Und vor allem nicht Ungar ist der, den unsere Umstände nicht glücklich machen.“

Es erhebt sich nun die Frage – da dem Historiker die Zitierung der zeitgenössischen Äußerungen zu wenig ist – was dieses Durcheinander bei einem Teil der ungarischen Denkweise auslöste, in dem die nationalen Traditionen und die neuen Strömungen des ausländischen gesellschaftlichen und geistigen Lebens einander gegenübergestellt wurden?

Die Beantwortung der Frage führt uns zweifellos zur Geschichte des ungarischen Nationalismus und erfordert auf den ersten Blick ideengeschichtliche und politikgeschichtliche Annäherung. Aber schon das Zitat selber macht uns darauf aufmerksam, daß auch eine viel weitergehende sozialgeschichtlich ausgerichtete Analyse notwendig ist, da selbst Ignotus auf die am meisten bewegliche Sektoren der bürgerlichen Entwicklung – auf das Kapital, die Börse usw., die aus „nationalen“ Gründen abgelehnt wurden, – hinweist.

Wie hängt also diese ideengeschichtliche Erscheinung mit den Eigentümlichkeiten der ungarischen bürgerlichen Entwicklung zusammen, oder hängen sie überhaupt zusammen? Darauf eine Antwort zu geben, soll im Rahmen dieser kurzen Studie versucht werden.

\*

Vorerst möchten wir einige einschränkende Bemerkungen vorausschicken.

a) Im folgenden werden wir über die gesellschaftliche Seite der bürgerlichen Entwicklung sprechen, und wir wollen nicht – nur mit Hinweisen – uns mit den wirtschaftsgeschichtlichen Beziehungen des ungarischen Lebens beschäftigen. Gleichzeitig beschränken wir uns nicht nur auf das Bürgertum, das den kapitalistischen Prozeß beeinflußt und mitgestaltet hat, sondern wir werden über die bürgerlichen Elemente sprechen bzw. über jene, welche an den wichtigen Sphären der kapitalistischen Produktion Anteil haben: und zwar in Verbindung zum industriellen, Handels- und Bankleben. Unsere Überlegung stammt nicht aus irgendeinem geschichtstheoretischen, sondern vielmehr aus einem praktischen Grund: wir wollen die Auswirkung der Eigentümlichkeit der gesellschaftlichen Entwicklung auf eine Richtung der Denkweise aufzeigen.

b) Da wir vom Argument des Nationalismus ausgehen, versuchen wir, die am meisten bürgerlichen Sektoren der Gesellschaft nur vom nationalen und konfessionellen Gesichtspunkt zu überprüfen.

c) Und schließlich noch eine, auch mit der Quellenbasis zusammenhängende Einschränkung: für unsere Analyse scheint das Beispiel von Budapest, als der am meisten kapitalisierten Stadt, am deutlichsten zu sprechen und aus deren statistischen Materialien können diese Zusammenhänge am besten herausgearbeitet werden.

## I

Die in Ungarn in der Mitte des 19. Jahrhunderts sich beschleunigende kapitalistische Entwicklung kann auf eine sehr bescheidene Vorgeschichte zurückblicken. Es gab in der historischen Literatur eine Richtung, die die bürgerliche Entwicklung des Zeitalters von 1848 für bedeutend gehalten hat. Ein realistischeres Bild wird aber viel eher von den Westeuropa bereisenden Zeitgenossen gemalt, welche bedauerten, daß Ungarn in der Verbürgerlichung von Europa so weit zurückgeblieben sei. Damals, als die Statistiken davon sprachen, daß in Österreich schon 1840 mehr als 200 Dampfmaschinen in Betrieb sind, und als die Industrieschulen, Realschulen und die Gründung des Wiener Polytechnikums im Jahre 1816 das Eindringen der Industrie in das wirtschaftliche Leben kennzeichnen, waren in Ungarn bis dahin 9 Dampfmaschinen in Betrieb, davon nur 5 in der Industrie; und die ungarische Industrie lebte immer noch im Rahmen der feudalen Zunft. Und auch der in der Industrie Tätige war ausschließlich Handwerker, der einen Teil seiner Zeit nicht mit industrieller Beschäftigung, sondern auch in den um die Stadt liegenden Weingärten verbringt. Eine gewisse Änderung bringt auf diesem Gebiet die in den 1830er Jahren beginnende Bautätigkeit in Pest-Buda, die Sumpftrockenlegung, die Flußregulierung. Aber der Entwicklungsprozeß der Verbürgerlichung und Industrialisierung wird besser dadurch gekennzeichnet, daß der Anteil der Bürger und Handwerker

zwischen 1787 und 1843 innerhalb der männlichen Bevölkerung von 2,3% nur auf 3,4% anstieg.

Das Fehlen eines systematisch wirkenden kommerziellen und Kreditlebens war für die Landwirtschaft das schlimmste. In dieser Zeit drückte vielleicht István Széchenyi am klarsten aus, daß der ungarische Grundbesitzer seine Wirtschaft nicht in gebührendem Tempo modernisieren kann, weil er für seinen feudal-gebundenen Grundbesitz kein Geld bekommt, und daß es im allgemeinen in Ungarn kein zu investierendes Kapital gibt. Was an mobilem Kapital in Ungarn vorhanden war, befand sich in kleinerem Maße in den Händen der deutschen Bürger der Städte, oder der noch aus dem Handel mit dem Balkan reich gewordenen sogenannten Griechen und Mazedonen, meistens aber in den Händen der die Getreidekonjunktur der Napoleonischen Kriege gut ausnützenden jüdischen Kaufleute. Sie wieder lebten sozusagen außerhalb des Rahmens der feudalen Gesellschaft; obzwar sie meistens einen bürgerlichen Beruf ausübten, konnten sie kein Bürgerrecht erhalten und auch keinen Grundbesitz erwerben. Die feudale Denkweise, hauptsächlich die der Provinzadeligen, verachtete den Handel, die Spekulation und verachtete jene, die sich mit Handel befaßten. Obzwar Autoren zeitgenössischer Flugschriften und aus dem gebildeten Adel stammende Intellektuelle, die Europa besucht hatten, dies mehrmals forderten, ließen sich die Adelligen nicht zum Handel herab.

Die Unternehmungslust, welche in den 1840er Jahren im Wirtschaftsleben beginnt, steht zweifellos in Zusammenhang mit den antreibenden westeuropäischen politischen ideologischen Strömungen, hauptsächlich durch Vermittlung der immer mehr anwachsenden Schicht der Honoratioren (Rechtsanwalt, Arzt, Schriftsteller), Beamten und Priester. Ihre aus dem europäischen Liberalismus sich nährenden Vorstellungen zur Herausbildung des nationalen Marktes, der nationalen Bourgeoisie, der nationalen Industrie, des Kreditwesens, bringen auch die gebildeten Adelligen in Bewegung. Die erste Vaterländische Sparkasse zu Pest, der Verein zur Förderung der vaterländischen Industrie, die Walzmühle und ähnlich große Unternehmungen der 1840er Jahre zeigen, daß der griechische oder deutsche Kaufmann und Bürger, der schon ein ausgedehntes Handelsnetz und Kapital besitzt oder nur eine kleine Greislerei, nur mit Erzeugnissen des Handgewerbes handelt: daß der jüdische Getreidehändler, der deutsche Gewerbetreibende der Zünfte (unter ihnen Besitzer einiger Manufakturen, kleinerer Fabriken) und jener Teil des ungarischen Adels, der sich in die Warenproduktion einfügte und von dem europäischen bürgerlichen Geist durchdrungen war, sich im Programm der „Interessenvereinigung“ begegnen.

Die Jahre 1848/49 aber verschoben durch die an den Tag getretenen inneren Widersprüche und durch den Zusammenbruch die Entwicklung dieser sozialen Schichten in zwei Richtungen. Vor allem: die leitende Kraft der Revolution und des Freiheitskampfes, der Adel, verlor infolge seines Falles seine politischen und wirtschaftlichen Positionen. Gerade die gebildeteste, für die bürgerliche Entwicklung eintretende, und diese Entwicklung mit der nationalen Unabhängigkeit verbindende

Schicht lebte entweder in der Emigration oder zog sich auf ihren Besitz zurück, vor der zentralisierenden Habsburger-Macht in die passive Resistenz flüchtend.

Zugleich trat diese zentralisierende Macht mit ihrem bürokratischen Apparat auf einer von der früheren Konzeption der nationalen bürgerlichen Veränderung gänzlich abweichenden Grundlage an die bürgerliche Umgestaltung Ungarns heran, natürlich den Interessen des Gesamtreiches entsprechend. Diesen Interessen folgend, errichtete sie im Jahre 1851 zwischen Ungarn und den zisleithanischen Gebieten ein gemeinsames Zollgebiet und brachte dann das auch für sie wichtige Agrargebiet näher an den für die ungarische Wirtschaft notwendigen westlichen Agrarmarkt. Von den ungarischen nationalen Errungenschaften der Jahre 1848/49 vernichtete diese Politik erbarmungslos alles, sie ließ aber die Aufhebung der Leibeigenschaft bestehen (das Gesetz von 1848) und im Jahre 1859 machte sie sich auch an die bis dahin unberührten Zünfte heran und steigerte die Chancen der außerzünftlichen Industrie auf der Grundlage der freien Konkurrenz. Als Teil des Booms des Eisenbahnbaues im Reich beginnt auf unerhört dynamische Weise der Ausbau des ungarländischen Eisenbahnnetzes. 1846 gab es 35 km Eisenbahn in Ungarn, 1850 222 km, im Jahre des Ausgleiches, 1867 schon 2285 km, 1873 6253 km, womit Ungarn den Kilometer-Durchschnitt des Österreichisch-Böhmischen Eisenbahnnetzes erreichte. Aber auch der Eisenbahnbau beschleunigte das Einströmen des Kapitals (vor allem durch die Wiener Rothschild) sowie das Entstehen einer Schicht von Facharbeitern und Beamten. Obzwar nicht mit ungarischem Kapital, begann in schnellem Tempo die Kapitalisierung.

Ungarn war aber ein Agrarland, seine Kapitalisierung konnte nur durch den Aufschwung der landwirtschaftlichen Warenproduktion vor sich gehen. Durch die Aufhebung der Leibeigenschaft war die freie Arbeiterkraft für die landwirtschaftliche Warenproduktion gegeben, durch die schnelle Entwicklung des Eisenbahnnetzes und der Dampfschiffahrt auch die Möglichkeit des Getreidetransportes; infolge der unsicheren politischen Lage fehlte jedoch die Aktivität des Kapitals und des Handels. Wenn wir keinen Ausgleich mit Österreich machen, dann ersticken wir im nächsten Jahr im Getreide, schreibt 1866 ein adeliger Geschichtsschreiber, den man nicht der Freundschaft mit Österreich bezichtigen kann.

Nach dem Ausgleich belebte sich das kommerzielle und Kreditleben des Landes; es wurde von einem unerhört schnellen Gründungsfieber erfaßt, 1866 existierten nur 80, mit einer Ausnahme sehr kleine Banken, hingegen zwischen 1867–73 wuchs die Zahl der Banken auf 637 und es wurden solche große Finanzinstitute gegründet, wie die Ungarische Allgemeine Kreditbank, die Anglo-Ungarische Bank mit 15 Filialen in der Provinz, die Franko-Ungarische Bank, die zum Kreis des auch in Wien wohl bekannten Frankfurter–Pariser Bankhauses Erlanger gehörten. Das ausländische Kapital besetzte den ungarischen Geldmarkt und die Grundlagen der modernen kapitalistischen Entwicklung wurden gelegt.

## II

All dies beschleunigte natürlich auch die Umstrukturierung der Gesellschaft. Die neuen Industriezweige, das kommerzielle und Kreditleben, das wirtschaftliche und staatliche Leben mit seiner komplizierten Bürokratie riefen zehntausende neuer Stellen ins Leben; daneben erforderte auch der Bergbau und die Industrie in gewaltigem Maße den Nachschub der Arbeitskraft. Die Folge davon war, daß z. B. in Budapest zwischen dem Ausgleich und der Jahrhundertwende die Zahl der in der Industrie Arbeitenden auf das Vierfache, der im Kredit- und Handelsleben Beschäftigten auf das Sechsfache, der Beamten und der freien Berufe auf das Fünffache stieg. Woher kamen die in dem neuen modernen bürgerlichen Leben Beschäftigten?

Werfen wir einen Blick auf die Hauptstadt Budapest, die sich am dynamischsten entwickelte.

Der auffallendste Zug der Bevölkerungsstatistik besteht darin, daß zwischen 1869 und 1900 die Zahl der nach Budapest Eingewanderten, das heißt der nicht hier Geborenen, immer größer war als die der Ureinwohner. Die Einwanderer kamen innerhalb des Landes aus der Provinz, beziehungsweise aus dem Ausland. Wie sieht die Statistik der inländischen Einwanderer hinsichtlich der Nationalität und Konfession aus?

Es fällt sofort ins Auge, wie stark die Einwanderung der Slowaken war, die während der ganzen untersuchten Periode anhielt. 1869 wurden in Budapest 12,300 in den slowakischen Komitaten geborene Leute registriert, 1900 das Dreifache, 37,873. Wenn wir die Auswanderung aus diesen Komitaten betrachten, stellt sich heraus, daß die Richtung der Migration innerhalb des Landes der meistens in armen Gegenden lebenden Slowaken vor allem nach der Hauptstadt hinwies, mehr als 90 Prozent der Abgewanderten kam hierher. Aus der Berufsstatistik ist auch zu ersehen, daß sie in einigen Kleingewerbebranchen (Rastelbinder, Schuhmacher, in kleinerem Prozentsatz Bäcker, Maurer, Schmiede), im größten Prozentsatz als Unausgebildete in physischen Dienstleistungen, vor allem bei Neubauten beschäftigt wurden.

Der Zustrom des ungarländischen Deutschtums und Judentums in die Hauptstadt war auch außerordentlich stark. Die Zahl letzterer erhöhte sich zwischen 1869 und 1900 fast auf das Vierfache, ihr Anteil an der Bevölkerung betrug 1900 23,6%. Außerordentlich mobil strömte auch das ungarländische Deutschtum in die Hauptstadt; nach der Jahrhundertwende (1910) waren nur 27% der Budapester Deutschen hier geboren, 42% kamen aus der Provinz in die Hauptstadt. Man kann daher sehen, daß in dem Vielvölkerstaat Ungarn die Bevölkerung der Hauptstadt auch aus den Kreisen der Nationalitäten in starkem Maße ergänzt wurde. Dieser Prozentsatz würde gewiß noch ansteigen, wenn unsere Statistiken außerhalb der Angehörigen der deutschen und slowakischen Nationalität auch andere ausweisen würden.

Auch die Zahl der *Einwanderung aus dem Ausland* war bedeutend: 1869 waren 15,2% der Bevölkerung im Ausland geboren, davon vier Fünftel in Österreich

bzw. in den Erbländern. Wie sehr diese Einwanderung aus dem Ausland, praktisch aus Österreich, Böhmen, Mähren nach dem Ausgleich an den kapitalistischen Produktionszweigen und ausgesprochen bürgerlichen Beschäftigungen ausgerichtet war, davon zeugt eine Datenreihe aus dem Jahre 1870, laut welcher 24 % der in der Industrie Tätigen, 33 % der im Transport Beschäftigten, 16 % der im Handel Tätigen aus dem Ausland nach Ungarn kamen. Bei eingehender Betrachtung dieser Statistiken zeigt sich, daß die Einwanderung in die Industrie, in den Handel die ganze Periode hindurch anhielt. In einigen Berufszweigen kam es natürlich auch zu raschen Rückfällen: in den 1850er Jahren z. B. wanderten aus Österreich sowohl Beamte wie auch Arbeiter in größerer Zahl ein, um Eisenbahnen zu bauen. Nach 1870 aber geht die Zahl der bei der Eisenbahn beschäftigten Einwanderer rapid zurück. Allenfalls noch 1881 machte die aus Österreich bzw. aus dem Deutschen Reich eingewanderte erste Generation 19 % der in der Mühlenindustrie, im Schiffbau und bei der Eisenbahn Beschäftigten, 21 % der Maurer, der Tagelöhner, Maschinisten und natürlich 52 % der Bierbrauer aus. Man könnte noch weiter ins Detail gehen mit der durchaus als österreichisches Gewerbe zählenden Ziegelbrennerei, mit den preußischen Stadtgärtnern, den italienischen Steinmetzen, den preußischen und bayerischen Zimmermalern, den schweizerischen Schlossern usw.

So ist schon zu erwarten, daß in diesen bürgerlichen Berufszweigen das früher ohnehin fast völlig deutsche, zu einem kleinen Teil slawische städtische Bürgertum und die ungarischen jüdischen Kaufleute sich ergänzten und *sich hinsichtlich der Nationalität und Konfession eine äußerst heterogene Bevölkerung herausbildete*.

Es gehört natürlich zur Sache, daß gerade zugleich mit der bürgerlichen Entwicklung der Hauptstadt auch ihre Magyarisierung begann. Einesteils führte die Migration innerhalb des Landes in den 1870er Jahren zu einem fast völligen Verlust der früheren deutschen Mehrheit, anderenteils begann *eine natürliche Assimilation*, die sich in den letzten zwei Jahrzehnten des Jahrhunderts außerordentlich beschleunigte. Es ist charakteristisch, daß während 1880 74 % der Bevölkerung deutsch spricht, ja sogar in der Hauptstadt 20 % der Deutschen nur deutsch versteht, 1900 nur mehr 6,3 % der Bevölkerung nicht ungarisch versteht, aber 39 % der Bevölkerung nur ungarisch versteht. Das bedeutet soviel, daß obzwar die Geschäftssprache die deutsche bleibt, die im alltäglichen Verkehr, in der Kultur benutzte Sprache die ungarische wird. – Trotz dieser Assimilation kann man auch in dem letzten Jahrzehnt des Jahrhunderts die nationale Zusammensetzung der uns interessierenden Berufszweige, der Industrie, des Handels und des Kreditlebens aus den Statistiken hinsichtlich der Nationalität und Konfession herauslesen. Hier finden wir an einer Stelle vereint: das früher erwähnte alte Bürgertum, den in die Hauptstadt einziehenden einstigen Kleinhändler und den Großkaufmann in Getreide aus der Provinz, und die in erster Reihe deutsch sprechenden Einwanderer.

a) Werfen wir einen Blick auf die *industriellen Berufszweige*, welche das bunteste Bild geben.

Die prozentmäßige Zusammensetzung ist folgende: 1880 sind 50,6% der in der Industrie Beschäftigten – das heißt: Arbeiter und Beamte – Ungarn (unter den Ungarn gehört immer ein beträchtlicher Teil zur jüdischen Konfession), 36,3% machen die Deutschen aus und 5,9% die Slowaken. Zehn Jahre später steigt der Prozentsatz der Ungarn auf 65,7%, die Deutschen machen nur mehr 25,3% und die Slowaken 4,5% aus. Wenn man aber in Betracht zieht, daß die 1867 beginnende schnelle Einwanderung aus der Umgebung die Zahl der Ungarn erhöhte, muß man auch die absoluten Ziffern einbeziehen, die wieder zeigen, daß die absolute Zahl der Angehörigen deutscher Nationalität weiterhin ansteigt, ähnlich auch die der Slowaken; und innerhalb der Ungarn wird der Anteil der Angehörigen der jüdischen Konfession größer. Näher betrachtet ist auch gleich zu sehen, daß in der Industrie die Deutschen und die Angehörigen der jüdischen Konfession in den eine Berufsbildung erfordernden Industriezweigen bzw. im Kleingewerbe zu finden sind. (Wir unterstreichen, daß diese Angaben von der Jahrhundertwende, aus dem Jahre 1891 stammen, aus der Zeit der schnellsten Assimilation. Die nationale Zusammensetzung der früheren Jahre dürfte noch bunter gewesen sein!)

Betrachten wir die einzelnen Industriezweige. Wie schon erwähnt, blieb die Entwicklung der Großindustrie Ungarns hinter dem Kredit- und Handelsleben zurück, und bis zur Jahrhundertwende machte das Kleingewerbe den entscheidenden Prozentsatz der Industrie aus. Der rasche Ausbau der Hauptstadt versorgte mit Arbeit die kleinen Bauunternehmer und die Maurer-Facharbeiter, unter denen z. B. von den Maurern 40% Deutsche waren und 9% Slowaken. 41% der Steinmetze sind Deutsche, 3% Slowaken, 49% der Ziegeldecker Deutsche, 4% Slowaken. Unter den Glasern waren 24% Deutsche, 15% Slowaken, von den 61% Ungarn gehörten zwei Drittel der jüdischen Konfession an.

Es sei uns erlaubt, im weiteren die ausführliche statistische Erläuterung einzelner Industriezweige zu unterlassen und die Aufmerksamkeit nur auf einige umfassende Zusammenhänge zu lenken.

Die Ungarn verfügen in einigen traditionellen Industriezweigen des Gewerbes über die absolute Mehrheit: so unter den Tischlern, Wagnern, Schmieden, Stiefelmachern (letzterer war nämlich ein sogenannter adeliger Gewerbezug). Unter den Ungarn sind die jüdisch-konfessionellen in den neuartigen Dienstindustriezweigen, wo die größte Beweglichkeit notwendig war, in überwiegender Mehrheit: während z. B. unter den 379 ungarischen Stiefelmachern 2 jüdisch-konfessionelle sind, stellten sie ein Viertel der Schuster, zwei Drittel der Herren- und Damenschneider, drei Viertel der Mode- und Parfümeriegewerben dar und während unter den 909 ungarischen Wäschereien die Angehörigen der jüdischen Konfessionen 7 ausmachen, finden wir unter den 59 modischen Kleiderreinigungs-Anstalten 40 von ihnen. Die gleiche Tendenz gilt bei den Metallgewerblern, wo vier Fünftel der Diamantenschleifer und Juweliere, und fast zwei Drittel der damals viel Geschicklichkeit und Unternehmungslust erfordernden Spengler, mehr als die Hälfte der Fotografen, neun Zehntel der Zimmermaler, und mehr als zwei Drittel der Schildermaler jüdi-



scher Konfession waren. Die Deutschen finden wir einesteils neben den ungarisch nationalen Juden in dem Modeartikel erzeugenden Gewerbe in großer Zahl (Schuster 18%, Flickschuster 36%, Herrenschneider 27%, Diamantenschleifer und Juweliere 22%), andererseits außer den schon erwähnten Baukleingewerblern in der Metallindustrie (Spengler 29%, Erzgießer 35%, Metallgießer 45%, Erzdrehler 36%, usw.), auch in dem Ledergewerbe und unter den Mechanikern. Neben den ungarischen Juden finden wir die Deutschen auch in der Dienstleistungsindustrie: 55% der Zuckerbäcker, 30% der Kaffeesieder und 42% der Gaststätteninhaber.

In einigen Zweigen der sich entfaltenden Großindustrie (Schiffbau-, Maschinenfabrikarbeiter, Eisendrechsler, Schlosser) sehen wir überwiegend deutsche und ungarische Facharbeiter, ungarische und slowakische Hilfsarbeiter, assimilierte deutsche und ungarische Industriebeamten – unter ihnen mehr als die Hälfte jüdischer Konfession.

b) Einfarbiger ist das Bild des *Handels- und Kreditlebens*. Was ist die Ursache? Steuerstatistische Angaben, auf welche wir an dieser Stelle jetzt nicht eingehen können, beweisen, daß zu Beginn des Kapitalismus die alte Patrizierbürgerschaft – nicht nur die reichen griechisch-mazedonischen Händler des Balkans, sondern auch die Deutschen, in geringerem Maße auch die ungarischen handeltreibenden Bürger – auf ihre Rechnung kommen. Aber außerordentlich interessant ist, daß das alte Bürgertum von den 1860er Jahren an sein Kapital vor allem in Mietshauseigentum investierte, das im Zuge des Ausbaues der Hauptstadt eine sichere Existenz bot. Im Jahre 1873 z. B. gab es 51% der nach ihrem Hauseigentum über 1000 Forint Steuer Zahlenden, die schon vor 1848 das Bürgerrecht hatten. Dieser Reichtum war zweifellos sicher, aber zugleich schloß er das alte Bürgertum ein, und schaltete es vom wirtschaftlichen Leben aus. Dazu kommt noch eine neue Welle in den 80er Jahren, als viele unter den alten Gemischtwaren-, Eisen- und Kleinhändlern die Konkurrenz mit den neuen großen Warenhäusern, die durch das im Urproduktenverkehr vermehrte Kapital gegründet wurden, nicht überstanden haben. Um ihre Existenz zu sichern, werden sie endgültig zu Rentnern: ihre Kinder und Familienmitglieder sind diejenigen, die mit einem kleinen Reichtum im Hintergrund sich dem Verwaltungs-, politischen und kulturellen Leben zuwenden.

Während das alte Bürgertum von der Mitte des XIX. Jahrhunderts an allmählich vom Handels- und Kreditleben sich zurückzieht, gewinnt der jüdische Händler an Gewicht. Dafür können wir die schon bekannte Erklärung anführen, daß das Judentum in Ungarn bis zu den 1840er Jahren vom Grundbesitz ausgeschlossen war, und seine Möglichkeiten auch auf intellektuellem Gebiet – vor allem in der öffentlichen Verwaltung – beschränkt waren. Natürlich haben sich die Juden, wie in Europa, auch hier dem Handels- und Kreditwesen zugewandt. Infolge des Fehlens der Rechtsfähigkeit in feudalem Sinn wurden sie nicht zum selbständigen Unternehmer, sondern – und das ist bereits schon ein osteuropäischer Charakterzug – ziehen sie sich unter die Fittiche des adeligen Großgrundbesitzers und dessen Herrschaftszentren zurück, und vertreiben sein Getreide oder verkaufen den herrschaftlichen Wein

in der Weinschenke. Der Nachteil im Feudalismus wird dann zu Beginn des Kapitalismus zum Vorteil: in der Hand des Judentums häuft sich ein bedeutendes Geldkapital, einzigartige Kenntnisse und Fachverständnis schuf es aus den Marktverhältnissen, es wurde an die vom modernen Handels- und Kreditleben geforderte Beweglichkeit gewöhnt.

Diese historischen Umstände erklären, warum die über das Handels- und Kreditleben angefertigten Statistiken von einem entscheidenden Übergewicht der Juden sprechen. Nach den konfessionellen Statistiken waren fast zwei Drittel der im Handel Beschäftigten jüdischer Konfession. Hinsichtlich der Nationalitätenverteilung sind die Deutschen, das heißt die alten Bürger, unter den Sektoren des Handels in dem Industrieartikelhandel mit 22 %, im ambulanten Handel mit 32 % und in den anderen Handelssektoren in viel kleinerem Prozentsatz vertreten. Die Slowaken findet man im ambulanten Handel im Verhältnis zu ihrem Bevölkerungsanteil relativ stark vertreten (9 %) und obwohl in geringerer Zahl, treffen wir sie auch im Urprodukten- und Industrieartikelhandel an.

Wenn wir nun das über die Nationalitäten- und konfessionelle Verteilung Gesagte zusammenfassen wollen, dann könnten wir sagen, daß – aus der eigenständigen Entwicklung der ungarischen Geschichte stammend – im kapitalistischen Handels- und Kreditleben das am meisten bürgerliche Element das ungarische Judentum war, welches in der zweiten Hälfte des Jahrhunderts sowohl zahlenmäßig wie auch in Hinsicht des Kapitals ins Übergewicht geriet. Was das Gebiet der Industrie betrifft, so ergänzen sich dort die nach Nationalitäten angestellten Forschungen und die industriegeschichtlichen Ergebnisse: die früheren, in erster Linie deutschen Zunftthandwerker haben durch ihre fachlichen und meisterlichen Kenntnisse ohne größere Erschütterungen ihre Existenz in das Zeitalter des Kapitalismus hinübergerettet. Das absolute Übergewicht ungarischer Elemente können wir nur in einigen, vor allem in den traditionellen ungarischen Industriezweigen finden. Das Bild wird noch bunter dadurch, daß die in den 1850er Jahren beginnende rasche Kapitalisierung und damit die Einbeziehung Ungarns in den Markt der Gesamtmonarchie auf natürlichste Weise eine große Zahl österreichischer, mährischer, tschechischer Unternehmer, Industrieller und Facharbeiter aus der Monarchie angezogen hat.

Hinsichtlich der Nationalitäten und Konfessionen ist also das Bild, das sich infolge der ungarischen bürgerlichen Entwicklung entfaltet hat, sehr vielfarbig. Und wir können auch sehen, daß in den meisten kapitalistischen Sphären des gesellschaftlichen Lebens diese vielsprachigen, zum Teil eingewanderten und sich hier assimilierten Elemente die entscheidende Rolle spielten, und den am meisten verbürgerlichten Teil der Gesellschaft ausmachten.

Eigentlich wäre es eine sehr schöne Aufgabe zu skizzieren, wie sich diese unerhört rasche, und „vielsprachige“ bürgerliche Entwicklung in ihrem Einfluß auf das ganze ungarische kulturelle Leben verfolgen läßt: wie eine explosionsartige Änderung in der Presse, in dem dynamischsten Teil der modernen Kultur stattfindet, wie am Ende des geprüften Zeitalters einerlei sog. „K. u. K. Mentalität“ sich ändert und

unbeweglich wird, wie sich aus einer Mischung des ländlichen adeligen und des bürgerlichen Geschmacks eine unkonsequente Mittelmäßigkeit entwickelt, die erst von den tapferen Erneuerungen der ersten Jahre des XX. Jahrhunderts an den Rand geschoben wurde.

Aber es ist ja auch bisher eine unberührte Frage in der ungarischen Kulturschichte, wie die Vielsprachigkeit des ungarischen Bürgertums bzw. seiner Intelligenz z.B. die Entwicklung der heimatlichen Kultur beeinflusst hat, wo und in welchem Maße und in welcher Richtung?

### III

Kehren wir aber nun zur ursprünglichen Fragestellung zurück und beschränken wir uns auf die Untersuchung des Zusammenhanges der skizzierten bürgerlichen Entwicklung und des im Mittelpunkt der ungarischen Denkweise im 19. Jh. stehenden Nationalismus.

In der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts ist der ungarische Nationalismus einer der stärksten in Ost-Mittel-Europa. In seiner Geschichte verursachte aber der Zusammenbruch von 1848/49 in zweifacher Hinsicht eine sehr starke Verzerrung, die die in jedem Nationalismus bestehende Fremdenfeindlichkeit in ihm verstärkt.

Die erste Verzerrung besteht darin, daß die ungarische nationale Bewegung 1848 mit anderen nationalen Bewegungen des Karpatenbeckens in Zusammenstoß kam. Während der Revolution nahm die entscheidende Mehrheit der ungarischen politischen Führung im Zauber der ungarischen Perspektiven die nationalen Forderungen der slawischen Nationalitäten und der Rumänen nicht ernst; und einen realen Kompromiß wollte man mit ihnen nur mehr im Augenblick des Zusammenbruches eingehen. Das Bewußtsein dieses Zusammenstoßes mit den Nachbarvölkern lebte in den späteren Jahrzehnten im ungarischen Nationalismus (und natürlich auch in den anderen nationalen Ideologien des Raumes) noch stark weiter. Zugleich dadurch, daß die auf die Ausbildung eines unabhängigen Nationalstaates gerichteten Bestrebungen zum Fall kamen und daß Wien nach 1849 eine völlige Verständnislosigkeit hinsichtlich der ungarischen nationalen Bewegung bezeugt, ladete sich der ungarische Nationalismus mit sogenannten „Unabhängigkeitselementen“, deutschfeindlichen (labanzenfeindlichen) Elementen auf und in der ungarischen Geschichte wird der Kampf gegen die fremden Eindringlinge zum Mittelpunkt der nationalen Geschichte. Der nationale Gedanke wird fast gleichbedeutend mit dem Kampf gegen die Fremden.

Die zweite Verzerrung wurde durch die sozialgeschichtlichen Auswirkungen des Zusammenbruches 1848/49 verursacht. Der gebildete Adel der 1840er Jahre, die führende Kraft der ungarischen Nationalen Bewegung, wie schon früher angedeutet, zog sich nach 1849 einesteils zurück, andererseits wurde er auch durch die zentralisierende Politik aus dem politischen Leben verdrängt. Seinen Funktionen

enthoben, verschanzte er sich hinter die Bollwerke des provinziellen Lebens. Er verließ fast niemals mehr seinen Besitz, verfolgte nicht mehr mit Aufmerksamkeit das politische Leben in Europa, sondern – wie ein zeitgenössischer Geschichtsforscher schrieb – er betrachtete die Welt immer mehr „aus dem Fenster des Komitatshauses“. Er hat seine frühere großangelegte, weitblickende, bürgerliche Umgestaltung fordernde Pläne verloren. Seine Auffassung, seine Denkart, ja sogar seine Bekleidung blieb irgendwo in den 1840er Jahren stecken. In der neuen Macht sieht er natürlicherweise nur den Unterdrücker der nationalen Bewegung und er fühlt, daß seine nicht jeder Tragik entbehrende Haltung der einzige zu befolgende Weg der Nation wäre. Auf diese Weise identifiziert diese Schicht des provinziellen Adels mit der ungarischen nationalen Haltung alle jene provinziellen Eigenschaften, welche sich in den anderthalb Jahrzehnten nach dem Sturze des Freiheitskampfes in seiner verdrängten Situation herausgebildet hatten, als eine Verhaltensform der Opposition gegenüber Wien. Zu all dem kommt noch hinzu, daß seine Verdrängung aus dem politischen Leben ihn auch der Möglichkeit irgendeines Einflusses auf die sich herausbildende kapitalistische Entwicklung beraubt. Diese letztere berührt ja gerade durch die Aufhebung der Leibeigenschaft seinen Grundbesitz und stellt die Grundlage seiner Existenz in Frage. Er hat kein Geld, um seinen Besitz zu modernisieren.

Dieser Adel sinkt in sozialer Hinsicht von einer Generation zur anderen ab, verliert seinen Besitz und Rang. Nach all dem wirkt es nicht befremdend, daß er in der Konzeption der von Wien kommenden Zentralisation nur die sogenannten „antinationalen“ Züge sucht und eigentlich die die Gesellschaft umformende Bedeutung der kapitalistischen Umwälzung überhaupt nicht bemerkt.

Und in diesen Fragen konnte der reale Kompromiß, der Ausgleich, auch nur Halbösungen bringen.

Der Umstand, daß die Idee des besitzenden Adels, der unabhängige Nationalstaat sich nicht verwirklichen konnte, bildete anfangs nur latent, später immer entschlossener und lauter die Grundlage zur Wiedergeburt, später zur Verstärkung des schon früher fertig herausgebildeten Unabhängigkeitsnationalismus. Der sich bei Abschluß des Ausgleiches wieder stark fühlende Adel zog auch hinsichtlich der nationalen Frage nicht die Lehre aus 1848/49: er anerkannte nicht die nationalen Rechte der Nationalitäten, wodurch er in ständiger Gegnerschaft zu den Nationalitäten verblieb. Auf diese Weise ergänzte sich der gegen Wien gerichtete Unabhängigkeitsgedanke nach dem Ausgleich in einem bedeutenden Teil des ungarischen politischen Denkens, mit einer bald stärkeren, bald schwächeren Ungeduld gegenüber den Nationalitäten.

1867 jedoch eröffnete trotz aller Unzufriedenheit den großen Massen des ungarischen Adels den Weg aus der Verslossenheit. In welche Richtung aber? Wie wir schon gesehen haben, schreckte diese Schicht auch schon früher vor den kommerziellen und finanziellen Karrieren der bürgerlichen Welt zurück. Dies wurde durch das Zurückziehen und das Verdrängen, welche der zentralisierenden Politik

Wiens nach 1849 folgten, noch vertieft. So konnte es dazu kommen, daß während in den dynamischsten Sphären der kapitalistischen Produktion, in Industrie, Handel, Kreditleben, die ihrem Ursprung nach vielfarbigen neuen bürgerlichen Elemente im Laufe einiger Jahrzehnte ein entscheidendes Gewicht erwerben, der mittlere Adel von den Machtpositionen der staatlichen Administration einen Anteil hauptsächlich auf seinen provinziellen Posten, im Komitat erhält. Wir wissen gut, daß in dem alltäglichen Leben des modernen Staates diese Sphäre eine sehr große Bedeutung hat, vor allem was die Beeinflussung der öffentlichen Meinung, der Denkweise betrifft. In dieser Epoche bildet sich die Lebensweise des herabsinkenden Adeligen, des Gentry heraus, die auch in der ungarischen Literatur vielfach gemalt wurde: Das Bummeln mit Zigeunern, das Kartenspiel, die Selbsteinengung innerhalb des Komitates, wo er aufgrund seines Amtes und seiner Familienbeziehungen der Herr ist, der sich um die europäischen geistigen Strömungen nicht kümmert und sich immerfort so laut wie möglich auf die ungarische nationale Geschichte als seine eigene Geschichte beruft. Zugleich ging seine Verarmung von Jahr zu Jahr weiter und so nimmt seine Antipathie, seine feindliche Haltung gegenüber dem neuen, sich bereichernden bürgerlichen Leben immer zu. Dies führt dahin, daß bei dem Adeligen, der sich einige Jahrzehnte früher für die Verbindung von „Nationalem“ und „Bürgerlichem“ begeisterte, in den letzten Jahrzehnten des Jahrhunderts nationales Interesse und bürgerliche Umgestaltung in seiner Auffassung sich einander gegenüberstehen. In dieser Auffassung verschmelzen sich oder gelangen wenigstens nebeneinander die nationalen Traditionen des Fremdenhasses, der Unabhängigkeit und die Antipathie gegen die frische bürgerliche Umgestaltung: dieses Bürgertum ist nicht ungarisch, es hat keinen nationalen Charakter, sondern es ist fremd – klingt es.

Es wäre aber verfehlt, die das politische Denken ausrichtenden mittleren Schichten mit diesem Typ des provinziellen Gentry zu identifizieren, da ja gerade infolge der raschen kapitalistischen Entwicklung des Zeitalters der Bürger, der verbürgerlichte Beamte, so wie das intellektuelle Element in Ungarn erstarken und zu sozialen Faktoren werden. Dieser Beamte im modernen Sinn des Wortes verbringt seine Monate, Tage, ja sein ganzes Leben in der Bürokratie, hinsichtlich seiner Abstammung kommt er meistens aus bürgerlichen Schichten, oft auch aus grundbesitzendem Adel, aber im alltäglichen Verkehr, während seines Berufes entfernt er sich weit von dem Komitatsgentry. In seiner Haltung gibt es sehr viele für das Bürgertum des XIX. Jahrhunderts charakteristische Eigenschaften: es ist der eben infolge der Überhandnahme der modernen Bürokratie bescheiden gewordene, um ein ehrbares Fortkommen arbeitende, die ganze Welt aus dem Fenster seines sicheren Amtes betrachtende Bürger. Seine ganze Existenz ist Funktion der bürgerlichen Umgestaltung des Landes. Dieses Element färbt immer mehr auf das Antlitz der ungarischen Mittelklasse ab und verleiht ihr bürgerliche, das heißt vorwärtstreibende Züge.

Diese soziale Differenzierung innerhalb der ungarischen Mittelklassen ist auch darum notwendig, um die Vielfältigkeit der innerhalb des ungarischen Nationalis-

mus sich zeigenden Nuancen späterer Richtungen zu verstehen. Bei Ideenströmungen ist es natürlich immer schwer, Verallgemeinerungen zu machen, welche ohne Vorbehalt auf alle Individuen dieser oder jener Schicht der Gesellschaft feststehen. Und doch muß man hinter der geduldigeren Richtung innerhalb des ungarischen Nationalismus den bürgerlichen Beamten oder geradezu die bürgerliche Mittelklasse suchen. Diese Richtung geht von der Bejahung des Ausgleiches aus, sie hält ihn für die Sicherung des von ihr hochgewerteten konstitutionellen Lebens und für den Förderer der Entwicklung des Landes. Ihr Grundgedanke ist die Fiktion des Nationalstaates, wonach in Ungarn eine Nation, die historische ungarische Nation lebt, dessen Glieder auch die hier lebenden, eine andere Sprache sprechenden Nationalitäten sind. Ihrer liberalen Auffassung gemäß kann jeder Staatsbürger als Individuum in seinem persönlichen Leben frei seine Sprache gebrauchen, sie lehnt aber eine Autonomie der Nationalitäten ab, da sie darin, so z. B. im offiziellen Gebrauch einer anderen Sprache, irgendeine Verletzung der Einheit der ungarischen Staatsnation sieht. Dieser zum Teil liberale bürgerliche Nationalismus erkennt und versteht auch nicht die wirkliche Situation in der nationalen Frage und verkündet die ungarische Suprematie im Karpatenbecken, aber dem adeligen Nationalismus gegenüber, den vielsprachigen Charakter Ungarns in Rechnung ziehend, verurteilt er die gewalttätige Magyarisierung der Nationalitäten, die er als eine Verletzung der staatsbürgerlichen Rechte betrachtet. Da diese Konzeption auf der Grundlage von 1867 steht, vermindert sich natürlich auch ihre Feindschaft gegenüber Österreich, obwohl die speziellen Interessen Ungarns immer betont wurden.

Der Unterschied zwischen diesem Nationalismus bürgerlichen Charakters und dem Nationalismus des herabgesunkenen Gentry ist daher fühlbar. Dieser Unterschied kann übrigens jene Gegensätze erklären, welche z. B. immer wieder zwischen der Regierung und dem Apparat der Komitatsadministration hinsichtlich der Magyarisierung und des Verhältnisses zu Wien vorkommen: die Regierungspolitik ist bemüht, die großtuerischen und lauten gewalttätigen Aktionen des Komitatsgentry zurückzuhalten.

Die Bürgerfeindlichkeit dieses latenten und in der Denkweise beinhalteten Nationalismus bekommt seine klarste Prägung am Ende des Jahrhunderts in dem sogenannten Agrarnationalismus. Laut diesem besteht ein wesentlicher Unterschied zwischen dem mobilen Kapital (das heißt: Geldkapital) und dem gebundenen Kapital (wie z. B. dem Grundbesitz). Während das letztere an ein Vaterland, an eine Nation gebunden ist, hat das erstere die ganze Welt als sein Vaterland und strömt dorthin, wo es eben einen höheren Prozentsatz erreicht. Der Charakter des gebundenen Kapitals ist „national“ und „lokal“, das freie Kapital ist aber „kosmopolitischer“ Natur. Dieser Gedankengang bleibt nicht dabei stehen, die in erster Linie jüdischen Großkapitalisten als antinational zu verkünden, sondern konstruiert darüber hinaus aufgrund der gegensätzlichen Bedingtheit des Arbeiterturns und des Kapitals die gemeinsame Eigenschaft beider: beide untergruben die von dem „nationalen Grundbesitz“ vertretene „familiäre, nationale, staatliche Zusammengehörigkeit“.

Auf diese Weise sublimiert sich in dieser von vielen feudalen Zügen durchdrungenen Richtung – natürlich nur einer Richtung – des ungarischen Nationalismus ein gänzlich verzerrtes Spiegelbild der ungarischen bürgerlichen Entwicklung, in welchem sich der jahrhundertealte Nationalismus mit der Antipathie gegen die bürgerliche Welt verbunden ist.

Zurückkehrend zu dem den ungeduldigen Nationalismus kritisierenden und charakterisierenden Ignotus-Zitat können wir sagen: die Übersicht einiger Besonderheiten der ungarischen bürgerlichen Entwicklung zeigt uns, daß Budapest wirklich voll war von Deutschen, Slowaken, Juden. Die in den Straßen von Budapest in den 1880er Jahren gebräuchliche Sprache war nur teilweise die ungarische. Die Umgestaltung der Administration und der Behörden vollzog sich tatsächlich nach europäischem Vorbild, im Gegensatz zu dem absichtlich unbeweglichen Organismus des Komitates. Infolge der kapitalistischen Entwicklung Ungarns war die Börse in jüdischen Händen, das mobile Kapital ebenso. Sezession und Symbolismus sind gegenüber dem biederem Volkstum ebenso europäisch usw.

Somit fügt sich Ungarn in der zweiten Hälfte des Jahrhunderts in das wirtschaftliche und kulturelle Leben des bürgerlichen Europa ein, und infolge der inneren Struktur der ungarischen Gesellschaft waren die Träger dieser bürgerlichen Umgestaltung hauptsächlich sogenannte fremde – wir müssen hinzufügen: rasch assimilierte – Volkselemente. Die „traditionelle“ „nationale Kultur“ hatte zu dieser Zeit mit der gesellschaftlichen Assimilation gleichzeitig eine ganze Reihe *bürgerlicher*, ideeller, kultureller Strömungen einschmelzen, assimilieren sollen, was ein Teil der ungarischen Gesellschaft auch tat, jedoch ein nicht geringer Teil der ungarischen politischen Führungsschicht kehrt ihnen den Rücken, ja greift sie an, und begründet all dies damit, daß dies „nicht national magyarisch“ sei. Es bedarf keines besonderen Beweises, daß dem ungarischen Kapital diese Brandmarkung nicht viel Schaden zufügte, aber wie das die folgenden Jahrzehnte erwiesen, dem ungarischen Denken und daneben der Entwicklung der ungarischen Kultur um so mehr. Aber auch das konnte nicht den natürlichen Prozeß aufhalten, dessen Erfolg es war, daß die assimilierten bürgerlichen Elemente der ungarischen Gesellschaft zu einem integrierten Teil der ungarischen Kultur geworden sind.

Der zitierte Beitrag von K. Thaly wurde in der Budgetdebatte des Kultusministeriums 1895 gehalten. Den zitierten ersten Satz hat er aus „einem ... Kurutzlied“ genommen, den anderen Teil des Zitats hat er selbst konzipiert. (Képviseelőházi Napló, 1895. jan. 30. Az 1892. évi febr. 28-ára hirdetett országgyűlés... XXII. köt. 194. 1. (Tagebuch des Landtages, 30. 1. 1895, Der auf 28. Februar verkündete Landtag, Bd. XXII; S. 194.)

Der Beitrag von O. Herman, 1. Februar 1895, ebenda, S. 240.

In derselben Budgetdebatte hat auch K. Eötvös einen Beitrag gehalten. (4. Februar 1895, ebenda, S. 272–273, 276.)

Die Zusammenfassung des Vortrages von Beöthy und der Rede der Jugendversammlung in: Z. HORVÁTH; *A nacionalizmus kifejlődése és a nemzetiségi kérdés alakulása a dualista Magyarország utolsó évtizedében* (Die Herausbildung des Nationalismus und die Entwicklung der Nationalitätenfrage in den

letzten Jahrzehnten des dualistischen Ungarns). *Századok*, 1961, Nr. 2–3, S. 310. Er weist auf die Rolle der Assimilierten in der Entwicklung der ungarischen Kultur mit nationalistischem Ton hin.

Ignotus (ihn beschäftigte die Nationalitätenfrage in diesen Jahren sehr intensiv, besonders aus dem Aspekt der Assimilation). Vgl. seinen Artikel in der Zeitschrift *Nyugat*: „*Kelet Népe*“ (Volk des Ostens). 1908. S. 1–3; „*Mire kapható a magyar?*“ (Wozu ist der Ungar zu haben?). Ebenda, S. 289. *Irodalmi viszonyaink és a magyar lélek* (Unsere literarischen Verhältnisse und die ungarische Seele). 1909, S. 175. usw. Siehe das Zitat in: *A magyar kultúra és a nemzetiségek* (Die ungarische Kultur und die Nationalitäten). *Nyugat*, 1908, S. 225–227. Der Artikel ist in seinem Essay über das Buch von E. Balogh zu finden.

Dieses Zitat wurde auch von P. HANÁK benutzt. *A magyar nacionalizmus néhány problémája a századforduló idején*. (Einige Probleme des ungarischen Nationalismus um die Jahrhundertwende). *Történelmi Szemle* 1960. Nr. 2–3, S. 340.

In bezug auf die bürgerliche Entwicklung, Industrialisierung vgl. neben dem veralteten aber bis heute lesenswerten Werk von M. HORVÁTH: *Az ipar és kereskedelem története Magyarországon a három utolsó század alatt*. (Die Geschichte der Industrie und des Handels in Ungarn während der letzten drei Jahrhunderte). 1840. In: *Kisebbs történeti munkái* (Kleinere historische Werke). Bd. 3, das Buch von Gy. MÉREI: *Magyar iparfejlődés* (Ungarische industrielle Entwicklung). 1790–1848. Bp. 1951. (Es enthält viele Angaben von der ausländischen Abstammung der Handwerker und Kaufmänner.)

Rechnungen über die Proportionen der Bürger und Handwerker bei B. PÁPAI: *Magyarország népe a feudalizmus megerősödése és bomlása idején* (Das Volk Ungarns zur Zeit der Verstärkung und Auflösung des Feudalismus). 1711–1867. In: *Magyarország történeti demográfiája* (Die historische Demographie Ungarns). Bp. 1963, S. 214.

In bezug auf die gesellschaftliche Entwicklung, auf die Verbreitung der bürgerlichen Elemente konnte ich das noch nicht publizierte Werk von K. VÖRÖS benutzen: *Vázlat a 19. századi polgárság fejlődésének problémájához* (Zur Problematik der Entwicklung des Bürgertums im 19. Jahrhundert), in Handschrift.

Auf seine Rechnungen begründen sich die steuerstatistischen Notizen in bezug auf die alte Patrizier- und Hausbesitzerschicht.

Ich konnte auch meine Konzepte über die Vorlesungen von Gy. Szabad, bezüglich der gesellschaftlichen Umschichtung im 19. Jahrhundert verwenden (II. Semester, 1960/61).

Über die industrielle Entwicklung nach dem Freiheitskampf 1848–49 siehe den Aufsatz von P. HANÁK und Gy. RÁNKI: *Vita Magyarország kapitalizmuskori fejlődéséről* (Diskussion über die Entwicklung Ungarns zur Zeit des Kapitalismus). Bp. 1971. (In der Reihe: *Értekezések a történeti tudományok köréből*, Nr. 55.)

Angaben in bezug auf die Eisenbahn, auf das Finanzkapital sind von I. T. BEREND – Gy. RÁNKI: *A magyar gazdaság száz éve* (Hundert Jahre der ungarischen Wirtschaftsentwicklung). Bp. 1972, S. 24–28, 35.

Das Zitat aus dem Jahre 1866 stammt aus dem Brief von K. Ráth an F. Pesty (Handschriftensammlung der Landesbibliothek Széchenyi).

Die Angaben über die Verteilung der Bewohner von Budapest nach der Beschäftigung sind von G. THIRRING: *Budapest félszázados fejlődése 1873–1923* (Die halbhundertjährige Entwicklung von Budapest 1873–1923). In: *Budapest Székesfőváros Statisztikai Közleményei*. Tabellen Nr. 21, 22. Die Zahlen der Zugewanderten nach Budapest sind zusammenfassend in absoluten Zahlen angegeben bzw. in Teilung nach dem Geburtsort. Siehe zitiertes Werk von THIRRING (Tabelle Nr. 15b). Die prozentmäßigen Proportionszahlen sind auch seine Rechnungen. Ebenda, S. 47.

Die marxistische Geschichtsschreibung vernachlässigte bisher, sowohl aus dem Aspekt der Sozialgeschichte als auch aus dem der Ideologieggeschichte die Problematik der Assimilation zu untersuchen. Demzufolge bleiben auch die Quellen unerforscht.

Unsere Fragestellung bezog sich nicht einfach auf die Assimilation (d. h. auf die Magyarisierung der Zugewanderten und der hier lebenden Nichtungarn), sondern auch auf deren sozialgeschichtliche Hintergründe. So brauchten wir Angabenreihen für Beschäftigung, Nationalität, Religion im Vergleich zueinander. Aber wie bekannt, wurde solches Angabensammeln auf dem Gebiet des ganzen Landes zum erstenmal 1910 gemacht. Man mußte aber auf die Tätigkeit eines Leiters der Hauptstädtischen Statistischen Büros, J. Körösy, aufmerksam werden. Körösy, der auch selbst aus einer assimilierten jüdischen Familie stammte, ließ von Anfang an – unabhängig von der offiziellen „liberalen“ Statistik, die der Beschäftigung, der Nationalität und der Religion gegenüber gleichgültig war – dieses Angabensammeln in bezug auf Budapest machen. Schon 1857 bearbeitete er die Angaben der Zugewanderten aus den Kronländern und aus Deutschland auf dem Grunde der ausländischen Statistiken für eigene Zwecke, die in Handschrift in der Bibliothek des Statistischen Büros zu finden sind. (Darauf hat mich D. Darányi, Bibliotheksleiter, aufmerksam gemacht.) Während des weiteren zehnjährigen Angabensammelns ließ er immer Tabellen über die Teilung nach Beschäftigung, Nationalität und Religion machen. Wir haben in



unserer Arbeit grundsätzlich die Angabenreihen von Körösy benutzt, als repräsentative Angaben. (Wir haben darauf verzichtet, auch die Tabellen zu veröffentlichen.)

Im Laufe der weiteren Forschungen sind nämlich eingehende quellenkritische Analysen zu den bestimmte Abweichungen enthaltenden Angabenreihen nötig. Die einzelnen Bände sind unter dem Titel „Budapest főváros az 1881, 1891, 1901 évben“ (Die Hauptstadt Budapest im Jahre 1881, 1891, 1901) erschienen.

Zur Beschreibung der Entwicklung des Nationalismus im 19. Jahrhundert habe ich meinen früheren Aufsatz benutzt: „*Vitás kérdések a dualizmus-korabeli magyar nacionalizmus történetében*“ (Diskussionsfrage in der Geschichte des ungarischen Nationalismus zur Zeit der Doppelmonarchie). In: *Theologiai Szemle*, 1973. Nr. 9–10. Siehe ebenda die Quellen.

Das Zitat in bezug auf den sog. Agrarnationalismus stammt aus dem schon erwähnten Artikel P. HANÁK's. Die Absonderung des Nationalismus von bürgerlicher Prägung davon, die Beschreibung seiner Ideologie und sein Weiterleben im 20. Jahrhundert sind in meinem zitierten Artikel: „*Vitás kérdések...*“ („Diskussionsfragen...“) erörtert.



## Factory-history and the History of Labour Movement in Hungary

By  
P. SIPOS

The subject of factory history and that of the history of labour movement are conditional upon each other; their relationship is not a series of interactions of correlative phenomena but an objective interdependency, a consequence of production ensuring the maintenance of society. But factory-history does not belong to the old disciplines; it has not so much a past than a present. One can hardly say that it has already an elaborated methodology and that universally valid and generally accepted standards would have been established as to the requirements a study in factory-history ought to meet to be measured at all on the scales of science. In the absence of uniform "rules of game" the level of the studies – rather than in other branches of science – is primarily determined by the authors' skill or their lack of skill, and by their general knowledge of history.

An especially frequent indecision relative to the inner proportions of the works is apparent. The factory is an enterprise, that is an economic unit; at the same time it is the setting of the manufacture of products as well as of technical operations and technological processes, too; these all are kept moving by the activity of people, and their relationships and conflicts make them day by day alive. To what extent should the historian of factory development think his own research field a part of the history of the economic relations, technological progress and social life?

Next to the problems of "What does the factory produce?" and "How does it produce?" it is, in our opinion, one of the essential criteria for the appraisal of each study to what extent it can answer the question of "Who produces in the factory?" Thus, going beyond the pictures of the modern social projects – though they elicit imposing advantageous impression – whether it can present the working man, the most important constituent of work and force of production in the actual factory taken in the background of his class-struggles in the past and his constructive work today viewed together.

The methodological literature of factory-history unanimously emphasizes that the history of the factories should be observed in a complex way, that the factory must be interpreted as "an economic technical and social unit which despite its relative stability constantly moves" as a manifold microcosm that can be known and un-

derstood only in harmony with the external world.<sup>1</sup> The earliest paper, at the beginning of the emancipation of this discipline, had already pointed out: "A scientific monographical work in factory history must cover, in a proper rate, the whole knowledge concerning the history and technical development of the factory, the conditions of work and the movements of the workers."<sup>2</sup> Some limitation can be felt in this formulation since what factory-history has to say about the workers is obviously broader than a simple demonstration of their work-conditions and movements but, at any rate, it indicates the need of a complex representation.

A summary of the results of a rather substantial literary production has enabled us to set up more complete criteria: "It is a specific task of the history of the plant to draw the special line of the factory, its special products, manufacturing processes, innovations, inventions, its inner organization which had developed of its own, its market relations, business policy; to introduce the capitalist and the top technical... leaders in a plastic way as living persons, to show their individual characteristics beyond their typical features; and to reveal the work relations in the most concrete way possible and the society of the factory in its complexity as much as possible."<sup>3</sup>

The newer guides<sup>4</sup> also emphasize the sociological outline of the working man's social situation, the presentation of the history of labour movement, and their references to the source materials also give surveys about specific archival sources and bibliographies relative to the working class.

Several studies have been recently written in factory-history but most of them are unknown to the society of historians. This is due to the fact that the circulation of these works is restricted to a rather narrow circle, mostly to the factory concerned and its superior authorities, all of which we have an almost complete lack of criticism as a consequence. Because of this isolation the labour movement research has not utilized the results of the studies in factory-history up till now. This paper makes therefore an attempt to survey studies which had been written from the point of view of labour movement.

Those works that examine the factory, in an organic unity, as a producing-economy unit and as a human community contribute in many respects to a more many-sided, more concrete knowledge of the Hungarian labour movement. The historian may find such phenomena and events in the life of the factory that can reinforce, enrich in contents, perhaps modify and correct the general picture drawn in historiography.

<sup>1</sup> KABOS, E.: *Reprezentatív gyártörténeti munka a magyar pamutiparról* (A Representative Study in Factory-History on the Hungarian Cotton Industry). *Párttörténeti Közlemények* 1966/1, p. 189.

<sup>2</sup> VIGH, K.: *Hogyan írjunk üzemtörténetet?* (How to Write Factory-Industry?). *Történelem* 1964/3.

<sup>3</sup> HANÁK, P.: *Probleme der Betriebsgeschichtsforschung*. *Acta Historica* 1968, No. 3–4.

<sup>4</sup> SÁRKÖZI, Z.: *Útmutató az üzemtörténeti kutatásokhoz* (A Guide to the Research of Factory-History). Országos Népművelési Tanács Országos Helytörténeti Bizottság, 1970, p. 34.

JENEI, K.: *Az üzemtörténetírás tárgya és levéltári forrásai* (The Subject of Factory-History and its Archival Sources). *Levéltári Szemle*, 1970/2, pp. 335–49.

The special literature of factory-history can be a gold-mine for a representation of the *real*, factual exploitation of the workers. Several works include rich material related to wage, health and social conditions and provide with duty lists and other documents that can make the milieu in the shop floor, perhaps even in the whole industrial sector credible.

In many cases the remarkable radicalism of the workers in certain factories was motivated by local factors. The monographer of the Gábor Áron (former: Oetl) Ironworks, comparing the change of production, investment and the number of the workers, concludes that work-intensity was significantly increased in the factory between 1926–1929. This fact aggravated by the totally neglected state of social institutions – which can be observed, by the way, in other places too – explains “why the Oetl Antal Ironworks and Engine factory became one of the centres of the labour movement”.<sup>5</sup>

In many places some special requirements of service or wage reduction methods aggravated the working conditions. The Industrial Explosives Factory of Peremarton was allowed to oblige to perform emergency work, at any time and without paying overtime wage, those workers who lived in the settlement belonging to the factory.<sup>6</sup> In the Match Factory of Budafok fine was a recurrent method to keep workers under discipline. “The director kept a wary eye on the change of the payroll day by day. When he discovered any overspending in the course of his ordinary daily control, he imposed fines amounting to 2, 4 or 6 pengoes for little negligences.”<sup>7</sup>

The studies in factory-history explain the wage disputes, strikes by the specific conditions of the particular factories, stressing in this way the importance of the class struggles in the different periods. For instance, the study written about the history of the Gábor Áron Ironworks and Engine Factory clarifies the circumstances of the outbreak of the iron and metal workers' general strike in 1905.<sup>8</sup> In the early thirties great struggles were started in the Ganz Shipyard against the introduction of the Bedaux-system that aimed at the increase of the work-intensity. In the monograph treating the history of the Ganz Electric Works the reasons for this fact are traced back to the apparent narrow-minded business policy of the Klein-family and the Credit Bank who owned the majority of the shares of the concern since the turn of the century.<sup>9</sup>

It is one of the deficiencies of our historiography of labour movement that, with a few exceptions, it concentrates mostly on Budapest. The utilization of the results of

<sup>5</sup> JENEI, K. – SÁRKÖZI, Z. – SZILÁGYI, G.: *A Gábor Áron Vasöntöde és Gépgyár története 1862–1962*, (A History of Gábor Áron Ironworks and Engine Factory 1862–1962), p. 86.

<sup>6</sup> GÁLDONYI, B. – SZABÓ, F.: *Peremarton 50 éve* (50 Years of Peremarton). Peremarton 1970, p. 38.

<sup>7</sup> BARNÁ, J.: *Képek a 75 éves Budafoki Gyufagyár történetéből* (Pictures from the History of the 75 Year Old Match Factory of Budafok). Budapest 1971, p. 75.

<sup>8</sup> JENEI, K. – SÁRKÖZI, Z. – SZILÁGYI, G.: *ibid.* p. 39. ff

<sup>9</sup> SZÉKERES, J. – DR. TÓTH, Á.: *A Klement Gottwald (Ganz) Villamossági Gyár története* (A History of the Klement Gottwald [Ganz] Electric Works). Budapest 1962, p. 184. ff.

the studies dealing with the development of the factories in the country can extend the geographical horizon of the special literature and enable the comprehensive works to represent the movement in such a manner, in a national frame, as it used to be in reality. Important contributions are provided by the history of the Sophiana Machine Factory in Pécs to the description of the special situation in which a small iron factory could serve as the base of class struggle even in an important provincial industrial centre. On the other hand the Lowlander Textile Factory in Mezőberény where the local branch of the Textile Workers' Union initiated strikes time and again, illustrates what a role an industrial plant can have in the temporary rise of labour movement in an industrially underdeveloped region.<sup>10</sup>

Noteworthy data enrich our knowledge about the political activity, mood and views of the factory workers. In Hungary, it was an essential ambition on the part of both the state and the employees to prevent at any means the labour organizations from getting into the factory. They could manage to realize their attempts only in part. It appears from the monographs that one could hardly find factories where class-conscious workers had not worked in lesser or greater number. These people were the stimulators of social unrest and they were those persons around whom a larger or smaller group of sympathizers with changing composition was formed. "The pattern makers' workshop was the meeting place of the left wing workers" says the historian in characterizing the conditions in the Heisler factory. Those workers of the factory were working here who had been organized for the longest time and "who kept systematically contacts with the Union, who went to seminars and were familiar with political issues. Many people called at the workshop for a short conversation to know what the situation was on the front for the workers did not believe in the German victory".<sup>11</sup> At the same time in Kisgyón, a mine-village in the Bakony, also the organized workers played a similar part. They were in contact with the external world i.e. the Miners' Union and the communists in Tatabánya too. The efficiency of their activity is proved in the general manager's account in November 1943.: "The decrease of workspeed noticeable in other mines occurred in Kisgyón too."<sup>12</sup>

The scholars of labour movement are faced with several phenomena that could not be explained without concrete facts given by factory-history, but being aware of the particular features of these facts they have become understandable. Thus, only the local analysis can answer the exciting problem characteristic throughout the whole Hungarian labour movement: why the intensity and radicalism of the labour movement were relatively weak in the north-eastern industrial region of Hungary

<sup>10</sup> KOPASZ, G.: (ed.) *A pécsi Sophiana Gyár (1865–1965)* [Sophiana Factory of Pécs 1865–1965]. Pécs 1965, p. 68.

DÜTSCH, ZS. – JAKAB, M.: *50 éves a Pamuttextil Művek mezőberényi gyára* (The Mezőberény Branch of the Cotton-Textile Works is 50 Years Old). Gyula 1970, p. 37. ff

<sup>11</sup> HOLLÓS, J. – KISS, E.: *Ötven Esztendő. A Szerszámgépipari Művek kőbányai gyárának története* (Fifty Years. A History of the Kőbánya Branch of the Machine Tools Works). Budapest 1968, p. 29.

<sup>12</sup> PERA, F.: *A kisgyóni-balinkai szénbányászat ötven éve* (Fifty Years of the Coal-Mining of Kisgyón-Balinka). Történelmi Társulat, p. 76.

(Diósgyőr, Ózd) despite of the par excellence heavy-industry character and the high degree of labour concentration. Without going into details let us remark that the studies with the titles "The Workers' Conditions in the Ironworks of Ózd at the Turn of the Century" and "Pictures from the History of 190 Years of the Siderurgical Works of Diósgyőr" provide us with interesting considerations to investigate the issue. "The most consequent wage policy was followed by the management in Ózd owing to the key role of the factory in the production system of the Rimamurány-Salgótarján Iron and Steel Goods Co. With the help of ensuring relatively high average wage it could establish a higher living standard to the majority of the workers in comparison with other industrial areas"<sup>13</sup> says the study analyzing the workers' situation in the factory.

It is a similarly interesting problem why those factories (in the textile, chemical, telecommunication, tool and precision engineering industry) that started to rise in consequence of the disappearance of the Austro-Hungarian Monarchy and its customs union were weak points of the labour movement between the two world wars and why the same were inaccessible not only to the illegal Party of Communists in Hungary but even to the organizations of the legal Social Democrat Unions? After having explored the history of a few important factories (Machine Tool Works of Kőbánya, Hungarian Optical Works, the Danuvia Works), we may try to give, for the time being, only a hypothetical answer: the capitalists, in those sectors that were in the process of formation and growth, employed the "up-to-date" methods of wage and social policy with boldness and rather often, just to take out the wind of the labour movement's sails.

"In the Hungarian Optical Works the workers were relatively well-paid. The construction of the factory building in the 1930's took already the demands of sanitation into consideration. Its clean, light work places, lavatories and shower rooms were substantially better than the facilities of similar type in other contemporary factories of that period."<sup>14</sup> The author emphasizes that, by all these means, the aim of the capitalists was to ensure work-conditions and manpower to meet the requirements of precision mechanics and achieve, eventually, the permanent increase of profit. One must not still forget that these "reforms", within the given circumstances, misled the majority of the workers concerned.

The approach of factory-history can also answer why the workers did not demonstrate a more combative attitude in the seasonal factories in the country. Around the factory, in the neighbouring villages a mass of the agrarian proletarians waited for opportunities to work. That is why the regularly employed seasonal workers did not

<sup>13</sup> BIRTA, I.: *Az ózdi vasgyár munkáviszonyai a századforduló idején* (The Workers' Conditions at the Turn of the Century in the Iron Works of Ózd). Történelmi Évkönyv 2, Miskolc 1968, p. 268.

<sup>14</sup> PINTÉR, N.: *A Magyar Optikai Művek története 1876–1963* (A History of the Hungarian Optical Works 1876–1963). Magyar Történelmi Társulat s.d., p. 61.

dare to risk the possibility of being excluded from job opportunities of next year's seasonal production on account of their rebellious attitude.<sup>15</sup>

Considering the general tendency of history the proletariat was confronted as a class with the bourgeoisie as a class. But in the every-day life of the struggle the individual workers or the workers' communities in the factories are brought to meet the owners, the general managers as individuals. The character and the role of the personal connection between the capitalist and the worker in the period of the classic capitalism were of course different from that after the emergence of financial capitalist mammoth concerns. In Hungary, even during the period of imperialism in which Hungary had a mid-level capitalist development a lot of small and mid-factories, sometimes also important large factories were kept in family property. Without over-emphasizing the personal motives in class struggle one must not forget that the personal features of the capitalist general managers should be taken into account when the workers' situation or the degree of organization and the intensity of their movements are investigated. Several studies in factory-history draw credible portraits of certain capitalists, among others of Lóránt Kühne, Robert Szurday, László Láng, András Mechwart. "Lóránt Kühne's active support to the Bill of which intention was to improve the social situation of the workers (in 1928 – P.S.) reflected a farsighted reason on the part of the capitalists, and it served a defence of the capitalist social system. He was one of those (not too many) capitalists who understood that expenses incurred to secure social benefits for the workers, far from ruining capitalism and class society, were of considerable support for these latter."<sup>16</sup> Such is the judgment passed by the factory-historian on the former owner of the Agricultural Machine Factory of Mosonmagyaróvár.

For the researcher of the people's democratic period, it is of all things the vigorous and well documented description of the heroic reconstruction that endows materials of factory-history with great value. All works, almost with no exception, cover the efforts made in order to start life and production again; they prove and appreciate the role of the workers' unselfishness, of the Soviet commanders' directing and organizing activity, and of the Soviet Army as a Number One customer and supply base of raw material and food in the reconstruction of certain factories.

The analysis of either the new relationship between the workers and the capitalists or the emergence of the workers' predominance in power within particular plants enriches with fresh colours the history of the period between 1945–1948 that gave new direction to the development of the Hungarian society. Pittoresque descriptions record the great moment of the victory and of the nationalization of the factories. "The news of the nationalization was received with limitless enthusiasm by

<sup>15</sup> DANCs, J.: (ed.) *100 éves az Ácsi Cukorgyár* (The Sugar-Factory of Ács is 100 Years Old). Budapest 1971, p. 62.

<sup>16</sup> SÁRKÓZI, Z. – SZILÁGYI, G. – SZEKERES, J.: *A Mosonmagyaróvári Gépgyár története (1856–1956)* (A History of the Agricultural Machine Factory of Mosonmagyaróvár [1856–1956]). Mosonmagyaróvár 1968, p. 177.



the workers but the former managers and owners took notice of it in silence, with depressed amazement" can be read in the history of the Leather Factory of Pécs. "There was no resistance. The hooter of the factory instantaneously blared forth and the workers went to the hall... where it was officially stated to them: the capitalists' power had come to an end, the factory was given to the workers! And the work went on smoothly and more cheerfully in a fresh, liberated atmosphere."<sup>17</sup>

Two aspects of the workers' life and activity are taken into account by those chapters of the studies in factory-history that treat the period of socialist construction. On the one hand they show carefully the contradictory process of the development of a new relation to work. The studies unanimously emphasize the significance of the emergence of work-competition and the papers aiming at analysis have pointed out: "certain bureaucratism undoubtedly began to predominate in the organization of the work-competition which by no means helped but hindered the proper work. So many organs, committees and subcommittees were working around the work-competition that it was no wonder that too many cooks began to spoil the broth."<sup>18</sup>

On the other hand these monographs pay great attention to the treatment of the social, sanitary and cultural investments and services in the factories. The special literature of factory-history contains rich material concerning the social and cultural policy of socialist Hungary, even if not every author elaborates on the data in question. In this respect the habitual plea for the lack of analysis can be perhaps accepted: "numbers speak by themselves".

The results of the now available literature covering plant history can be summed up from the point of view of labour movement research as follows:

1. concerning the capitalist period
  - a) an analysis of the factual manifestation of capitalist-exploitation;
  - b) the role of the individual factories in the strike-fights of the whole proletariat;
  - c) an exploration of the special circumstances forming the intensity of labour movement noticeable in the individual factories;
2. concerning the socialist construction
  - a) a description, on factory level, of the revolutionary changes in the field of power relations and the property relations between 1945-1948;
  - b) enumeration of social and cultural achievements that have changed the situation and way of life of the working class.

The method of complex treatment can, however, hardly be regarded as a widespread practice. Even in the definition of the objective and conception of plant history one can discover the bias, viz. the "principal" justification of the artificial

<sup>17</sup> GULYÁS, I. – VÖRÖS, M. – DR. TÓTH, G. – FODOR, GY.: *A kétszázéves Pécsi Bőrgyár* (The Two Hundred Years Old Leather Factory of Pécs). Pécs 1962, p. 108.

<sup>18</sup> SÁRKÖZI, Z. – SZILÁGYI, G. – SZEKERES, J.: *ibid.* p. 232.

separation of factory and production from the working man. The author of one of these works constructs an artificial pair of contradictions in his problem setting: whether the technical progress or the life and work-conditions of the workers should be emphasized.<sup>19</sup> He solves his dilemma in the terms of a simplified interpretation of the slogan "man means the highest value", and he describes one-sidedly the changes in the workers' situation. Certain works do not even treat this range of problems historically, they replace the continuous description of social progress in the factory with a loose heterogeneous mass of anecdotes and reminiscences. A compilation with the title "Years and People. Documents, Reports and Confessions about the Half-Century Old Nitrochemistry Plant", according to its Introduction, "wants to commemorate first of the people, the workers who have constructed and made the factory significant and of those who also nowadays work on its enlargement... In this book thirty-one persons give account of past and present... Thus, instead of having a rather thorough but dull factory-history, we hope that through the personal experiences of the rememberers, the 50 years of Nitrochemistry will get nearer to the reader".<sup>20</sup> This objective is fairly appealing at first glance but a survey of the work convinces us that it could not be achieved just because people and work-place are detached from each other; moreover, even the workers' community is presented at the same time, in an atomized way without any personal characterization, though the method of interviews borrowed from sociology could have resulted, at least, in a few decisive characters and types.

An attitude of overestimating considerations in history of technology can also be noted. A critic of the monograph treating the history of Ganz Electric Works, though emphasizing that the factory is a unit of social and technical co-operation, still considers only technical criteria as a standard in his review. He finds fault with the alleged predominance of social problems and objects that the authors did not demonstrate the history of the factory as "one chapter of the history of the international electrical engineering".<sup>21</sup> We think, on the contrary, that just by meeting this requirement would an inner imbalance of the treatment have resulted.

The way the author of the monograph dealing with the Glass Works of Sajószentpéter conceived his theme can be regarded as a characteristic example of bias in favour of the history of economy: "The history of the factory grows beyond the mere story of a factory in the country. It is rather a chronicle of an international Co. Ltd. of which the Glass Works of Sajószentpéter were the only factory... Looking over the life of this Co. Ltd. we can trace the way the Hungarian financial oligarchy had cov-

<sup>19</sup> *Az Újlakitól a Budai Tégl- és Cserépipari Vállalatig* (From the Újlaki Workshop to the Tile and Brick Producing Enterprise of Buda). Vállalati kiadás 1963, p. 3.

<sup>20</sup> ANDRÁSSY, A.: *Évek, emberek. Dokumentumok, riportok, vallomások a félvszázados Nitrokémiaiáról* (Years and People. Documents, Reports and Confessions about the Half-Century Old Nitrochemistry). Veszprém s.d., p. 7.

<sup>21</sup> KÁROLYI, Zs. – SZEKERES, J. – TÓTH, Á.: *A Klement Gottwald (Ganz) Villamossági Gyár története* (A History of the Klement Gottwald [Ganz] Electric Works). Technikatörténeti Szemle 1964, No. 1., p. 172.

ered in order to ensure the increasing organic composition of the capital.”<sup>22</sup> Insisting consequently on his idea, the author devotes most of the space to the description of manipulations with the shares.

In Hungary, the special literature of factory-history could hardly miss local patriotism. But while it can have a stimulating and advantageous effect if the author indicates the function of the factory and appreciates its importance with a proper sense of proportion, any lack of moderation can be harmful. “Everybody who knows the history of the Northern Vehicle Repair Factory can learn, as from a drop of the sea, the history of the whole national development of industry, transport and the workers’ struggles” can be read in the account written about the Northern Vehicle Repair Factory of the Hungarian State Railways.<sup>23</sup> This formulation, of which similar ones can be found in other works too, can easily mislead the reader, especially in this instance, for this plant is operated in a special medium.

The above-mentioned conceptual deformations are no isolated mistakes or inexact phrasings. In several publications which ought to be devoted to the monographical processing of the history of a plant, working society is presented, perfunctorily and cursorily to the extent of some pages, or even of a few sentences. The social aspect of the given unit of production and business is totally vague in recent publications, treating among others the history of Gamma, the Waterworks of Budapest, the Industrial Works of Hajdúság and the VIDEOTON.

The least utilizable parts of this literature from the point of view of labour movement research are the chapters covering the period of socialist construction. The competent historical analysis, the application of the method used in the examination of the earlier period is continued in hardly few works (the history of the Hungarian Cotton Industry, the Goldberger Press Factory, the Agricultural Machine Factory of Mosonmagyaróvár, the DANUVIA and the factories of Pécs) and it is replaced by phrases borrowed from political journalism and by various data picked out at random and having therefore slight chance to convince. Many of the authors consider it unnecessary, harmful and “spoil-sporty” to show the contradictory, hard years between 1950–1956 and they are also averse to analyse the problems of the period of consolidation and the following 5-year-plans.

Thus a fairly great part of the work is rather unbalanced though it is an essential condition of the further progress and scientific emancipation of factory-history that the studies present in a complex way, in a unity capable of expressing reality and with special attention to the specific moments, the economical, technical and social factors which determine the development of the factory.

Proportionally and comprehensively elaborated works can provide the historiography of labour movement with data of high value and with ones otherwise remaining hidden. The essential demand is to explore the *history of labour* according

<sup>22</sup> RÉTHLY, Gy.: *Üveggyár a Sajó-parton* (Glass Works on the Banks of the River Sajó). 1969, p. 8.

<sup>23</sup> NAGY, I.: *Az Északi Járműjavító története 1867–1967* (A History of the Northern Vehicle Repair Factory). Budapest, s. a. p. 251.

to its sources, quantity, composition, skill, sex and age groups. It is especially important to examine the situations of the particular groups, whether there had been workers being especially well-paid or on the contrary paid under the average; what accounted for this particular situation and what effect had the differences in payment on the organization and radicalism of the workers?

Connections among the groups of the workers or their contradictions of interest that strongly influenced the effectiveness of wage-movements in the particular factories are also deserving attention.

Taking the capitalist period into consideration, there is little opportunity for the research of the workers' way of life and consciousness in each factory. Yet remarkable interdependences can be stated between the work-conditions on the one hand and the change of the conception and cultural level of the workers on the other hand. One cannot forget what influence the larger factories had on the local social-political surroundings especially in the country and in the so-called "red zone" around Pest.

In the period of imperialism and particularly since World War I, an intervention of increasing vigour and efficiency can be observed on the part of the state. Beside the direction of production and distribution the bourgeois state wanted to implement its intentions in the issues of wage-system and work-conditions; moreover it claimed to handle the regulation of relationships between the capitalists and the workers. Thus labour movement research cannot do without data with respect to the realization of state intervention into the individual factories.

The strengthening of the organization of the working class, at the beginning of the century, induced also the capitalists to create uniform organizations of the employer. Especially the National Association of Manufacturers and the National Association of Hungarian Ironworks and Machine Factories, sometimes co-operating sometimes competing with the state, made efforts to gain a dictatorial power within the industry. The effect of the operation of the employers' organizations on the labour policy of the individual factories must also be clarified by studies in the history of factories.

It is an important speciality of the development of Hungarian labour movement in the capitalist period that, instead of the workers in the factory, the Union proved to be a frame of political activity. Unions were organized by professions so that the respective profession was a decisive factor in affiliation. That is why the representation of wage-movements, strikes and other fields of political activity, on the level of the factories, meets difficulties though some data may occur that refer to wage-movements and strikes having been initiated within the factories.

It is a rather complicated issue how the factory-historian represents the participation of the workers of a certain factory in the demonstrations and revolutionary movements of national significance. These events can by no means be treated as parts of the history of the individual factories for one could hardly find such a factory either in Budapest or in the bigger provincial towns the workers of which did not take part

in them actively. Yet, if there are data concerning the factual activity of the workers of a certain factory or their merit in initiation, they are of great use for labour movement research. In this respect special precaution is needed considering the aspects of both presentation and acceptance of the relevant data.

We are far from demanding of the authors the post-“creation” of labour movement in those factories where such movement did not exist. But the investigation of the question why certain factories were relegated to the periphery of class struggle can lead to extremely interesting achievements.

Due to the change in relations of property, after the liberation, a revolutionary transformation was taking place in the existence of the working class. It is right if the factory-historian pays attention primarily to the sociologically evaluable new phenomena: the regroupment of the labour, the consequences of the numerical increase of the working class and of the rise of the most conscious and most active layer of the workers.

In the period of the construction of socialism the factory is the most important field of action of the labour movement. A wrong meaning is attributed to this factor of social transformation, according to which its existence can be accepted only for the period preceding the socialist revolution. During the construction of socialist society the proletariat is engaged in politics in an active way, in organized frames under the leadership of the Party in order to complete its mission. Thus, both the scientific requirement of the exploration of reality and the very role the studies in factory-history played in the development of a socialist consciousness of the community demand from these studies to deal in details with the reinforcement of MKP (Hungarian Communist Party), SzDP (Social Democrat Party), factory-committees and the Unions, with their struggle against the capitalists; they must make the establishment of the workers' unity and the influence of the contradictory development of the period between 1950–1956 on the political activity of the factories known. It cannot be neglected how the new characteristics of the MSzMP's (Hungarian Socialist Labour Party) guiding role and new forms of socialist work-competition have developed after 1957 and in what way the mass-organizations have been created and what function they have had in the education and raising of the consciousness of the workers.

The benefit of the studies in factory-history for labour movement research is determined by the very compilation of the works too. The chronicle-like construction which describes events in the factory year by year without a selection gives no more than a mere collection of data and is of no use either for the historiography of labour movement or for that of economy and technology. Composition of a chronicle can be useful as raw material and a treasury of documents but by no means can be equalled with a historiographic treatment.

One cannot say that every question connected with the history of all factories might be elaborated in the same manner. Yet, it is an important methodological condition of the greater efficiency of the special literature of factory-history to widen

the range of sources used, especially as regards the period after the liberation. Only few authors have undertaken up till now to present this period on the basis of archival materials though the sources can be found in the archives of the party organs in different levels, in state archives and in the record offices of the factory managements, the party and union locals of the factories. Among the bibliographical materials statistical issues are first of all useful. The compilation entitled *Statistical Data-Sources Bibliography 1867–1967* (KSH 1967) includes all the works published in this theme from the beginning of the systematic data-collection. Systematically published personal and industrial data-collections can be also utilized with advantage, especially to compare investigations among the recent publications.

The interaction of labour movement research and other historical disciplines is determined by the level of the historiography of labour movement. But the research of essential and standard themes from the point of view of factory-history has been carried out merely in part. Only two independent monographs and a volume of studies deal with the question of the trade union movement. The history of the economic struggles in the particular period has not been treated in an exemplary way.

The present objective conditions of the discipline of factory-history do not favour in every respect scientific work. The development of the literature of the history of industrial plants has been no doubt made possible due to the sponsorship of the factories but it is also undisputable that this very close connection with the factories constitutes one of the major obstacles of the progress. The demands of those who "order" hamper, anyway, the implementation of principles of historicism. It happens quite often that the publication of works having been written and having treated important factories are trailed on for a long time just because the factory management wants modifications which often prove to be subjective and historically unreliable.

On the other hand, it is also unfavourable from the point of view of labour movement research that the history of several factories has not been and probably is not going to be elaborated at all since a lot of factories have already ceased to exist. In the 1920's many large factories shut their doors, especially in machine industry and mill industry. In a diametrically opposite economic environment, during the campaign of creating large factories in 1962–1963, also a lot of factories disappeared as independent economic units. If the present organizational state of factory-historiography is maintained, the history of these factories will remain unwritten forever. The way of solving the problem lies in the establishment of a research staff in factory-history which, according to accounts rendered on the second international congress of factory history,<sup>24</sup> has already been done in many socialist countries. The safeguarding of the further progress of this discipline is the concern not only of scholars and institutions that deal with the history of labour movement but of all those who are interested in a many-sided exploration of both past and present of the Hungarian working class.

<sup>24</sup> Cf. an account of the congress: *Acta Historica* Vol. XIX. No. 1–2, 1973, pp. 265–69.

## Documents des relations Franco-Hongroises des années 1917–1919

Il est bien connu que la Hongrie est un des pays auxquels la fin de la première guerre mondiale a apporté un cataclysme le plus dramatique ayant les conséquences les plus graves et les plus durables. Le détachement de territoires plus grands que la Hongrie actuelle, ayant appartenu depuis de longs siècles à l'Etat hongrois et ayant eu une grande importance économique; les révolutions qui, partiellement, en étaient les suites; ensuite les 25 ans du régime contre-révolutionnaire qui les suivirent, laissèrent des plaies mal cicatrisées, des problèmes sans solution. Toutefois la distance de plus d'un demi-siècle permet, et nécessite un examen plus profond et plus objectif des causes et des circonstances des événements de ce temps.

Il n'est pas nécessaire de démontrer l'importance exceptionnelle qu'a sous ce rapport la connaissance des sources documentaires étrangères, avant tout des archives diplomatiques et militaires qui révèlent directement les préoccupations et la politique des grandes puissances d'alors. Les chercheurs hongrois ne manquèrent pas ces derniers temps de profiter des possibilités qu'offrent les frontières qui s'ouvrent et les archives qui deviennent accessibles. Ne se contentant pas de mettre à profit les publications de documents diplomatiques, ils enrichirent nos connaissances par des recherches personnelles, surtout en dépouillant les matières correspondantes dans les archives autrichiennes, allemandes, anglaises et américaines.<sup>1</sup>

Toutefois, il était fort peu possible de connaître les documents français et italiens, bien que chacun sache que, pendant la période en question, la politique française (et en moindre mesure l'italienne) étaient dans la plupart des cas intervenue plus directement dans les destins de notre pays et du bassin danubien que la politique anglaise ou américaine. Les Archives du Ministère des Affaires Etrangères de France, pour les années 1918–1929, s'ouvrirent pour la recherche en 1972 (les ma-

<sup>1</sup> Il convient de mentionner en premier lieu les recherches faites par Mme Sándor Gábor et M. Miklós Szinai dans les archives autrichiennes, par MM. Tibor Hajdu et Elek Karsai dans les archives anglaises et américaines, par Mme Zsuzsa L. Nagy dans les archives italiennes et par M. József Galántai dans les archives allemandes. Récemment, Mme Maria Ormos faisait des recherches prolongées aux archives diplomatiques françaises. C'est à elle que je dois des remerciements pour les données et citations provenant des matériaux de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie.

tières relatives aux années 1918–1919 des archives à Vincennes du Ministère de la Guerre avaient été accessibles déjà plus tôt), le dépouillement pouvait tout juste s'engager. L'auteur du présent article eut la possibilité à la fin de 1973 de faire connaissance de ces matières extraordinairement riches et passionnantes et d'étudier un peu plus à fond une partie, ayant en vue surtout la période du gouvernement bourgeois-démocratique de 1918–19 et les relations françaises de Mihály Károlyi.

Aux Archives des Affaires Etrangères, près de cent volumes portent l'inscription « Hongrie » dans la série « Europe 1918–1929 », série groupée par pays, d'une conservation et d'une ordonnance exemplaires. (Il va sans dire que les séries précédentes, « Correspondance Politique. Nouvelle Série » et « Guerre 1914–1918 » contiennent également beaucoup de matières concernant la Hongrie.) Les Archives Militaires de Vincennes complètent fort bien ces documents. Parmi les documents de l'Armée Française d'Orient, de l'Armée de Hongrie et du Groupe d'armée de Hongrie, outre les rapports et instructions de caractère nettement militaire on trouve des dossiers politiques et diplomatiques de toute première importance. En utilisant une part de ces matières, le général Jean Bernachot a rédigé une série précieuse de manuels sur l'histoire de l'Armée Française d'Orient (AFO), et un volume à part sur l'Armée Française de Hongrie.<sup>2</sup> Toutefois, dans l'historiographie politique on ne voit pas, du moins à notre connaissance, de sérieux efforts pour réévaluer la politique française de 1918–1919 dans le bassin danubien.

Du côté hongrois, la plus large synthèse de cette question est faite dans le livre de Zsuzsa L. Nagy intitulé « A párizsi békekonferencia és Magyarország. 1918–1919 » (La conférence de paix de Paris et la Hongrie. 1918–1919) (Budapest, 1965). Parmi les ouvrages parus depuis, notons celui de Sándor Vadász<sup>3</sup> et de l'historien américain d'origine hongroise Peter Pastor<sup>4</sup> qui se servent de sources françaises originales (surtout de celles des Archives de Vincennes), de Tibor Hajdu<sup>5</sup> qui utilise les documents anglais et américains. Tous, ils cherchent à éclaircir d'une manière réaliste quelques faits importants et à dissiper des légendes et préjugés qui, depuis des dizaines d'années, s'y attachent.

Les documents français récemment dépouillés confirment en tout les affirmations de ces auteurs et de plus, certaines de leurs suppositions aussi. Ils montrent clairement de quelles informations les politiciens français disposaient sur la Hongrie et quelle était l'orientation des gouvernements en politique extérieure et militaire.

<sup>2</sup> L'Armée Française d'Orient. L'Armée de Hongrie (11 novembre 1918 – 10 septembre 1919). Paris, Imprimerie Nationale, 1970.

<sup>3</sup> S. VADÁSZ: *Vix és Károlyi*. dans *Hadtörténeti Közlemények* 1969/2. L'étude commente et cite les dépêches de Clémenceau et de Pichon adressées les 1<sup>er</sup> et 5 décembre 1918 au général Franchet dans l'affaire de l'armistice conclu à Belgrade. Leur texte complet cependant n'était pas publié jusqu'ici.

<sup>4</sup> P. PASTOR: *The Vix Mission in Hungary, 1918–1919: a Re-Examination*. dans *Slavic Review*, sept. 1970.

<sup>5</sup> T. HAJDU: *A Contribution to the History of the Proclamation of the Hungarian Republic of Councils in 1919*. dans *Acta Historica*, Tom. XIX. 1973 N° 1–2.



Les archives diplomatiques françaises apportent une réfutation à la supposition que « l'incompréhension » envers la Hongrie de la politique française de l'époque s'explique par le manque d'informations. Au contraire, on voit que les excellents diplomates français, les agents compétents, les journalistes adroits et d'autres spécialistes, informaient constamment et fort correctement le gouvernement sur la situation en Hongrie, sur les événements, l'état des esprits, ainsi que sur les aspirations des partis et des politiciens. Pendant la guerre par exemple, des rapports réguliers arrivèrent aux Affaires Étrangères sur les idées, l'influence, les actions de l'opposition hongroise, en premier lieu d'Andrássy, de Károlyi et de Lajos Holló. Des agents et journalistes transmettaient chaque parole que Károlyi laissait tomber pendant son séjour en Suisse à la fin de 1917, et si les Français n'ont pas établi des contacts avec lui à un niveau élevé, c'était certainement pour des raisons bien réfléchies.

Une autre vieille légende s'écroule également, notamment que le traitement cruel que devait subir la Hongrie doit être porté au compte de la soldatesque française, avant tout aux généraux et officiers qui se trouvaient dans la région danubienne, à leur indifférence hautaine ou à leur orgueil hostile. Le général Franchet d'Esperey, Commandant en chef les Armées Alliées d'Orient, exposa avec une objectivité relative les graves difficultés économiques et politiques du gouvernement démocratique hongrois, en novembre 1918 au moment des négociations de l'armistice à Belgrade. Le lieutenant-colonel Vix, chef de la mission militaire alliée à Budapest, tant invectivé à l'époque et depuis, précisa dans un rapport datant de février 1919 que l'accord d'armistice fut constamment violé du côté roumain, tandis que du côté hongrois il fut rigoureusement observé. Il y ajoute : « La constatation de notre impuissance est pénible ».<sup>6</sup> Ces militaires qui, sans pour autant être amis de la Hongrie, se trouvaient sur place et étaient par conséquent influencés dans une certaine mesure par la réalité, furent souvent bien sermonnés par leurs supérieurs militaires et politiques qui les poussèrent à appliquer strictement la politique française officielle.

Cette politique envers la Hongrie, dont l'analyse plus poussée nous est impossible à défaut de place, changea plusieurs fois pendant et après la première guerre mondiale, en fonction de la politique générale de France en Europe centrale-orientale. Les documents nous révèlent que pendant la première moitié de la guerre le Département Politique suivait avec un intérêt tout particulier toute information relative aux mouvements hongrois d'indépendance et d'opposition à la Monarchie et à l'Allemagne, qui faisait entrevoir la possibilité de diviser le camp adversaire. L'intérêt ne disparut, certes, pas, mais d'une manière paradoxale et tragique, au moment précis où cette possibilité aurait pu se réaliser grâce à l'avance de l'opposition radicale dirigée par Mihály Károlyi qui s'orientait nettement vers l'Entente et tout particulièrement vers la France, deux autres intérêts et possibilités, plus importants pour

<sup>6</sup> Rapport du lieutenant colonel Vix du 7 février 1919 au commandant de l'AFO. Voir: AG CCA 7 N 1357, Doss.4-5.

la France, ont pris le dessus. D'une part, c'étaient les tentatives d'aboutir à une paix séparée faites en 1917 par le nouveau souverain Charles de Habsbourg, et qui promettaient la cessation des hostilités par toute la Monarchie, et de l'autre l'adhésion à l'Entente de la Roumanie, ainsi que l'activité intensifiée du Conseil National des Tchèques émigrés, en somme la perspective pour la France de pouvoir s'appuyer après la guerre, en Europe orientale, sur la Petite Entente d'Etats amis absolument sûrs. Il va sans dire que ces deux possibilités non seulement exclurent l'une l'autre, mais que chacune d'elles élimina la possibilité d'un accord français avec l'opposition hongroise dont le but était l'indépendance et l'intégrité territoriale. Cela explique l'hésitation de la politique française qui tenait compte des positions anglo-américaines aussi, ainsi que l'attitude négative de la diplomatie française à la fin de 1917 envers Károlyi qui se rendait en Suisse, et presque en même temps envers Beneš qui déployait son activité à Paris, lorsque ce dernier posait comme condition d'un soulèvement national tchèque l'obligation prise catégoriquement par l'Entente de démembrer la Monarchie.

Au bout de quelques mois, la soumission de l'empereur Charles aux Allemands, l'échec définitif de la tentative de paix de Czernin, apportèrent la solution à ce dilemme, et la France prit le parti de soutenir la Petite Entente. Cela a scellé le sort non seulement de la Monarchie des Habsbourg, mais aussi de la Hongrie. Fait curieux, ni les hommes politiques hongrois (y compris ceux de l'opposition) ni les dirigeants politiques et militaires français ne s'en rendaient pas exactement compte. Une démonstration en fut, au début de novembre 1918 à Belgrade, la négociation et la convention militaire, ce jeu tragique de méprises réciproques. Károlyi, chef du nouveau gouvernement hongrois, et les membres de sa suite espéraient que leur passé pacifiste, démocratique et pro-Entente, leur rôle joué dans la révolution contre la Monarchie, leur assureraient des conditions meilleures que ne pouvait attendre le régime éliminé. Ils rentrèrent profondément déçus, sans penser que le général Franchet, avec ses manières cavalières, était en réalité un partenaire compréhensif par rapport à ceux à qui ils avaient vraiment affaire, et que les dures conditions de cessez le feu, difficilement obtenues, sans être pires des conditions optimales, étaient au contraire irréallement « avantageuses », autrement dit intenables parce que contraires à la politique menée dans cette région par l'Entente et aux garanties données à ses alliés tchécoslovaques, roumains et yougoslaves. Le général français de son côté ne pouvait non plus se douter que pour ces négociations conduites d'un ton dur, mais selon toutes les règles (tout était très exactement rapporté à Paris par dépêche) il n'aura aucune approbation de la part de ses supérieurs et de Clémenceau lui-même, mais de sévères réprobations pour avoir traité avec le « pseudo-gouvernement » d'un « soi-disant Etat hongrois » et en reconnaître la compétence administrative sur presque tout le territoire de l'ancienne Hongrie. Or, cette réprimande n'eut lieu que quelques semaines plus tard, ce qui montre qu'à Paris ce n'était qu'avec certain retard, et probablement sur l'insistance de Beneš, que l'on avait tiré les conséquences pratiques de la politique française en Hongrie.

Beneš se plaint – écrit Stephen Pichon à Clémenceau le 23 novembre – qu'après la signature de la convention militaire, les autorités hongroises, accompagnées par les troupes armées, s'installent de nouveau en Slovaquie et empêchent les fonctionnaires tchécoslovaques d'exercer leurs fonctions. Le Ministre des Affaires Etrangères demande d'examiner la question et d'adresser au général Franchet d'Esperey « des précisions indiquant que les territoires slovaques ne sauraient faire partie des régions dont l'administration peut continuer à être confiée aux autorités magyares ».<sup>7</sup> (Quand même, la situation restait confuse, les diplomates et militaires sur place pensaient et agissaient différemment. L'ambassadeur de France à Prague, Clément-Simon, s'étonne, lisant, début janvier 1919, « le texte de la fameuse convention signée à Belgrade par le Général Franchet d'Esperey le 13 novembre, que le Colonel Vix considère toujours, paraît-il, comme la charte de ses rapports avec les Hongrois ».<sup>8</sup> Le général Franchet lui-même estime « inopportun dénonciation l'armistice avec la Hongrie... Difficultés signalées proviennent surtout manque autorité du gouvernement de Buda-Pesth. Or, attitude intransigeante (de) Roumanie et mesures préconisées par Général Berthelot ne peuvent qu'affaiblir pouvoir central et développer Bolchévisme qui fait grand progrès ».<sup>9</sup> Il propose (à suggérer aux Roumains de modérer « leur prétention sur territoires dont (la) Conférence de la Paix fixera seule la destinée » et signale encore le 15 février que les Roumains n'obéissent pas à ses ordres.)

La correspondance de Pichon, ministre des Affaires Etrangères montre également, que ces jours-là, fin novembre – début décembre 1918, l'indifférence envers le gouvernement Károlyi s'était transformée en hostilité. Pichon ne voyait que des « manœuvres », qu'une tactique « perfide et sournoise » dans les tentatives désolées du gouvernement hongrois d'établir des relations, d'obtenir une reconnaissance du moins *de facto*, d'exposer aux vainqueurs ses vues et arguments, et d'améliorer la situation économique et de ravitaillement extrêmement grave dans laquelle se trouvait le pays. Pour lui, la « façade ultradémocratique » du régime ne servait qu'à camoufler le but d'assurer aux Hongrois la possibilité de continuer à opprimer les minorités nationales et à échapper à la responsabilité de la guerre. Lorsque, par entremise suisse, le gouvernement hongrois s'adressa aux grandes puissances avec la demande de pouvoir envoyer des missions dans leurs capitales, le ministre français des affaires étrangères porta à la connaissance des gouvernements anglais, américain et italien sa position selon laquelle « à telle tentative il n'y a lieu d'opposer que le silence ». Washington et Londres ne tardaient pas d'exprimer leur accord ce qui achevait en substance l'isolement international du gouvernement Károlyi. Au cours des quatre

<sup>7</sup> Lettre de Pichon à Clémenceau du 23 novembre 1918. AE Europe 1918–1929, Tchécoslovaquie, Vol. 44, fol. 2.

<sup>8</sup> Télégramme de Clément-Simon (Prague), le 8 janvier 1919. AE Europe 1918–1929, Tchécoslovaquie, Vol. 44, fol. 8.

<sup>9</sup> Télégramme du général Franchet d'Esperey au maréchal Foch, le 15 janvier 1919. AE Europe 1918–1929, Roumanie, Vol. 47, fol. 1–3.

mois suivants de son existence, ce gouvernement n'eut de rapports avec les Français (et Anglais, Américains) que par l'intermédiaire d'officiers subordonnés qui lui donnèrent des directives. Après les réprimandes reçues de Paris, on comprend que le lieutenant-colonel Vix et ses compagnons faisaient peu de cas des plaintes et des demandes dont un pseudo-gouvernement, non existant sur le plan international, les assaillait à cause de la violation répétée d'un traité considéré en fait comme non valable, c'est-à-dire à cause du démembrement du pays avant le traité de paix. Lorsque, le 20 mars, Vix remit au président Károlyi la note signée par le général de Lobit, basée sur la résolution du Conseil Suprême datant du 26 février, à la remarque d'un des ministres hongrois que cela ne pourrait conduire qu'à la dictature du prolétariat, il répondit, en allemand à ce qu'on dit: « Das ist mir ganz egal. »

Ses supérieurs étaient pourtant d'autre opinion. La déclaration, le lendemain, de la République Hongroise des Conseils eut l'effet d'une bombe à Paris et provoqua le changement de la politique française (et de l'Entente) envers la Hongrie. En quelques jours la Commune hongroise obtint ce que le régime de démocratie bourgeoise ne pouvait obtenir pendant plusieurs mois, la reconnaissance *de facto*. Le 4 avril, le général Smuts arriva à Budapest en qualité de fondé de pleins pouvoirs de l'Entente, pour négocier avec le gouvernement des conseils sur la base de concessions réciproques.

Après la mission échouée du général Smuts, il y eut d'autres tentatives de solution et d'intercession du côté anglais, américain et italien, ce qui suffit pour montrer que le 21 mars signifia l'échec de la politique française en Europe orientale. Afin de remédier à la pénible perte de prestige, la direction militaire française décida une intervention militaire immédiate. Le ministre des affaires étrangères Pichon expliqua le 31 mars à Clémenceau que la poursuite des négociations avec le gouvernement des conseils serait « une véritable capitulation ». Cependant, rien qu'à cause de ses alliés, Clémenceau ne voulait pas prendre sur lui la responsabilité et les complications d'une action armée et se tenait à l'application de moyens indirects, à combiner l'attente, le blocus, les négociations et les manœuvres avec les forces tchèques et roumaines. Dès le 29 mars, il intima sévèrement au général Franchet de « se borner exclusivement à arrêter toute avance bolchévique » tant en Bessarabie qu'en Hongrie. A l'opposé de la proposition du général, il écrivit qu'« il n'était pas question de l'occupation de Budapest ». Lorsqu'il apprit que le général Franchet entreprit de nouveau, en y associant le général Pellé en garnison à Prague, de préparer une opération importante qui devait s'engager de plusieurs côtés, il le prit à partie d'un ton extrêmement sévère, interdit l'attaque concentrée prévue pour le 10 avril, et répéta l'ordre de se tenir à la défensive. Seulement trois mois plus tard, le 13 juillet, communiqua Pichon à Allize, haut commissaire français à Vienne, que le conseil des ministres des affaires étrangères avait chargé le maréchal Foch « d'étudier un plan d'action militaire contre Bela Kun ». L'exécution de ce plan n'eut pourtant pas lieu, la tactique de Clémenceau s'étant avérée efficace. Par suite de l'avance roumaine, ainsi que des difficultés internes, la gouvernement des conseils démissionna fin juil-

let. Contre la sanglante contre-révolution, la politique française tenta de créer un gouvernement hongrois plus démocratique ou du moins plus libéral, mais pour ce faire il n'avait plus de conviction profonde, ni de poids international, ni de prestige suffisant en Hongrie. Étant incapable de tirer des enseignements des fautes commises, elle n'osait pas s'appuyer sur les forces réellement démocratiques existant dans le pays et en émigration, sa faible intervention aboutit à renforcer l'orientation anglaise de Horthy et du gouvernement Bethlen. Les successeurs de ce dernier firent du pays un satellite de l'Allemagne de Hitler. La France ne pouvait plus rétablir en Hongrie son prestige et son influence antérieures.

Les quelques documents traités ici ne représentent évidemment qu'un choix restreint et arbitraire de la riche matière des archives françaises qui a des rapports à la Hongrie. Ils ne couvrent même pas entièrement le thème qu'exprime notre titre, car ils n'illustrent pas les relations bilatérales, plutôt quelques traits et quelques faits de la politique français en Hongrie (ce qui d'ailleurs découle du caractère de la période et de la situation traitées). Il fallait en outre passer sous silence plusieurs problèmes importants, encore que relevant de cette période et de ce thème. Nous n'en citons que quelques-uns, comme par exemple l'évolution des relations entretenues avec les Français par les gouvernements contre-révolutionnaires d'Arad et de Szeged, les rapports sur des entretiens avec différents politiciens et avec des particuliers, l'affaire des pourparlers qu'eut Vilmos Böhm à Vienne en juillet 1919, le problème des fournitures d'armes par les Italiens qui agaçaient tant les Français, ainsi que les documents relatifs aux négociations qui suivirent le triomphe de la contre-révolution, ainsi qu'aux interventions destinées à modérer la terreur et à sauver la vie des détenus. Cependant, cette énumération des questions et la valeur des documents cités ci-après montrent assez clairement que les deux pays, mais surtout la recherche historique hongroise, ne pourraient que gagner si ces documents de grande valeur étaient entièrement dépouillés et si une partie considérable en était publiée dans une forme convenable.

GY. LITVÁN

27 Décembre (1917)

*Le Ministre des Affaires Etrangères  
à Monsieur le Président du Conseil,  
Ministre de la Guerre  
(Etat-major de l'Armée)*

Par une lettre en date du 15 de ce mois, Etat-major de l'armée, 2ème Bureau (No. 9679 SR 2) vous avez bien voulu me faire connaître que d'après l'ensemble des renseignements recueillis depuis quelque temps sur l'Autriche-Hongrie par les Services de la Guerre, le moment semblait venu d'y exercer une action très énergique, non plus seulement par les agents ordinaires, mais avec la collaboration des groupements tchèques dont l'action pourrait être les plus utiles.

Vous avez bien voulu me communiquer une note contenant les propositions que vous a fait à cet égard confidentiellement M. Benes, secrétaire général du Conseil National des pays tchèques à Paris<sup>10</sup> et vous m'avez demandé, en vue de leur donner une suite définitive et de nous assurer la collaboration efficace des groupements tchèques de vous faire connaître quel témoignage officiel d'intérêt pourrait être donné à leur cause.

M. Benes estime qu'on peut compter en Bohême sur de vastes mouvements insurrectionnels. Beaucoup a été déjà fait: désorganisation de l'armée, désertion en masse, destructions, sabotages des usines et du ravitaillement, manifestations etc...

Pour provoquer un bouleversement général, il faut d'après lui, que les Tchèques qui ont un but politique précis, reçoivent des Alliés l'assurance d'une politique nette vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie.

Par elles seules, sans l'aide des Alliés, les nationalités de la Double Monarchie pourraient, à la paix, en face d'une Autriche épuisée, faire triompher leur programme. Mais les Alliés hésitent à accepter le principe de leur indépendance nationale. Ils ménagent l'Autriche, se font l'illusion de la séparer de l'Allemagne et la presse alliée lui fait souvent des avances non-dissimulées.

Une révolution nationale ne peut être provoquée en Autriche-Hongrie que dans une atmosphère de confiance et d'espoir dans le concours des Alliés. Aujourd'hui cet état d'âme n'existe pas, car rien n'a été fait pour encourager les amis de l'Entente parmi les nationalités austro-hongroises.

M. Benes estime donc que les Alliés doivent tout d'abord changer entièrement leur conduite politique à l'égard de ces dernières, puis accorder un certain délai de préparation pour que la confiance vienne.

Il faut en outre, un échec militaire préalable austro-allemand.

Tant que cette préparation politique n'aura pas été accomplie, il ne faut pas songer à pouvoir provoquer cette vraie révolution sociale qui serait en Autriche-Hongrie d'un si grand appoint pour les Alliés. Mais, dès à présent on pourrait tenter:

- a) de provoquer des émeutes locales d'abord de nature économique et sociale, avec pillage de boutiques et destruction de magasins, qui dégénéreraient ensuite en mouvements populaires et politiques.
- b) de détruire des usines de guerre, des voies ferrées, des magasins de ravitaillement, des dépôts de munitions.
- c) de provoquer des crises politiques par des manifestations publiques.

Pour atteindre ces différents buts, M. Benes demande qu'on fournisse certains moyens matériels et de l'argent: 5 à 10 millions pour commencer.

<sup>10</sup> Voir: AE Guerre 1914-1918, Autriche-Hongrie, Vol. 150. fol. 56-59.

Après avoir examiné l'exposé de M. Benes, je ne puis qu'être confirmé dans la pensée – dont des considérations d'ordre divers ont jusqu'ici retardé l'application – que ces actions politiques en pays ennemi, fondées sur la coopération des éléments populaires qui nous y sont favorables, répondent à une des nécessités de la lutte, qui n'est pas exclusivement d'ordre militaire.

Les circonstances internationales présentes, les dispositions actuelles de certains alliés ne permettent sans doute pas de réaliser les conditions politiques préalables du programme de révolution intérieure en Autriche-Hongrie. Par contre j'estime qu'il est du plus haut intérêt de poursuivre, dès maintenant, l'action réduite dont M. Benes a tracé les grandes lignes et je donne mon plein assentiment à toutes les dispositions matérielles et financières qui devraient être prises à cet effet par les services compétents.

AE Guerre 1914–1918

Autriche-Hongrie, V. 152., fol. 72–73.

2

EMA, Groupe de l'Avant

3<sup>e</sup> Bureau

Copie d'un télégramme chiffré.

De Salonique le 8. Nov. 1918 19H.

*Général Franchet d'Esperey à Ministre de la Guerre et Maréchal Commandant Armées Alliées.*  
No. 650 à 655

Pour le Ministre de la Guerre et le Maréchal Foch.

J'ai reçu aujourd'hui 7 Nov. à Belgrade le Comte Károlyi accompagné de la délégation du Gouvernement de Budapest et dans laquelle se trouve aussi le représentant du Comité révolutionnaire des Soldats. La situation en Hongrie est très sérieuse. Le Gouvernement ne dispose d'aucune force armée ni de soutien constitutionnel, puisque le Roi est disparu. On travaille sur la constitution de la garde nationale. Les mouvements bolchéviques très intenses peuvent se développer considérablement.

Pour pouvoir maintenir l'autorité du Gouvernement, le Comte Károlyi m'a demandé d'introduire dans l'armistice des conditions politiques hors de ma compétence.

Puisque j'ai refusé ses demandes, il m'a prié de vous transmettre la dépêche suivante, en insistant sur la nécessité d'une réponse la plus rapide.

La question des charbons est particulièrement sérieuse et intéresse les mouvements ultérieurs des armées alliées. Károlyi et sa délégation partent d'urgence cette nuit pour Budapest pour tâcher de maintenir leur autorité en insistant sur le fait que le Gouvernement actuel hongrois n'a aucune action sur le Maréchal Mackensen. D'autre part, il n'a aucune action sur le Maréchal Koevess et par conséquent il ne dispose d'aucune force militaire organisée.

Dans ces conditions je continue mes opérations en Hongrie, de même que celui pour la libération de la Roumanie.

Si vous jugez nécessaire de donner télégramme réponse favorable à la demande de Károlyi, armistice sera signé dans les mêmes conditions générales du Général Diaz.

Ci-joint le texte du télégramme du Comte Károlyi:

Citation: La délégation du Gouvernement hongrois, sous la présidence du Comte Károlyi, président du Conseil des Ministres a accepte, en principe, les conditions de l'armistice analogues aux conditions sur le front Italien. Cependant les représentants du Gouvernement hongrois n'ont signé le traité qu'à condition que l'Entente garantisse jusqu'à la Conférence les frontières actuelles de la Hongrie (la Croatie et la Slavonie ne sont pas comprises dans la Hongrie) contre toute attaque étrangère, soit des Tchéco-

Slovaques, Yougo-Slovènes et Roumaines. Jusqu'à la Conférence de la Paix, le seul Gouvernement Hongrois doit gouverner le pays avec la part fraternelle des Conseils nationaux hongrois, roumains, slovènes(?), serbes et allemands. Si cette condition n'est pas acceptée, le Gouvernement Hongrois ne se sent pas moralement suffisamment fort pour signer ce traité. D'autre part, si un armistice est signé entre les Alliées et l'Allemagne, la délégation du Gouvernement hongrois demande que l'Allemagne soit obligée d'envoyer du charbon en Hongrie qui est indispensable à ce dernier État pour remplir ses obligations de l'armistice, c'est à dire, 200.000 T par mois. La Hongrie ne dispose de charbon que pour 2 jours. Elle demande, en particulier, que les Alliés insistent auprès du Gouvernement de Prague, de permettre le passage en Hongrie des trains de charbon retenus en leur territoire. Fin.

AG. CCA, 7 N 1375

Doss. 6.

3

Paris – 29 Novembre 1918

*Télégramme chiffré du Ministre des Affaires Etrangères*

Manœuvres du Gouvernement Hongrois

Secret

*Pour Bruxelles & Berne:* J'adresse le télégramme suivant aux ambassadeurs de France à Londres, Rome & Washington.

*Pour TOUS:* La Hongrie qui a une part si lourde dans les responsabilités de la guerre, se sentant menacée d'en subir justement les conséquences, cherche actuellement par tous les moyens à s'y soustraire.

La tactique des hommes d'état hongrois consiste à se donner l'apparence de répudier toute solidarité avec l'ancien gouvernement et à chercher tous les prétextes pour se faire passer comme bénéficiant de la bienveillance des alliés.

Par exemple, le Général Franchet d'Esperey, ayant conclu avec des délégués du Comte Károlyi un accord qui dans sa pensée devait simplement compléter l'armistice général, lequel ne prévoyait aucune clause spéciale pour le front d'Orient, le Comte Károlyi a prétendu attribuer à cet acte le caractère d'un armistice particulier avec le gouvernement hongrois et consacrant son autorité sur tout le territoire dévolu à la Hongrie au temps des Habsbourg. Il a envoyé aussitôt en Slovaquie des troupes hongroises qui ont pillé et molesté la population en chassant les autorités qui avaient été installées par le Gouvernement de Prague, après que les autorités hongroises s'étaient elles mêmes retirées au moment de la proclamation de l'indépendance tchéco-slovaque.

Le Gouvernement Français a prescrit au Général Franchet d'Esperey d'inviter le gouvernement hongrois à retirer immédiatement ses troupes du territoire tchéco-slovaque, dont le gouvernement est reconnu par nous et tenu pour allié.

Pour suivant sa tactique le Ministre de la guerre hongrois a sollicité du Général Franchet d'Esperey l'autorisation de renouer des relations diplomatiques avec l'Allemagne prétextant la nécessité de protéger ses nationaux, et alléguant que l'armistice intervenu entre les Alliés et l'Allemagne, et la *démocratisation* de celle-ci permettent d'accueillir cette demande.

Le Général Franchet d'Esperey reçoit l'instruction d'écarter toute démarche de cet ordre, de traiter le pseudo Gouvernement hongrois, comme une simple autorité locale, de fait, et n'avoir avec lui que les rapports nécessités par la situation militaire.

D'autre part, l'ambassadeur de France à Berne signale la nomination de Madame Rosita Schwitter, comme Ministre plénipotentiaire du Gouvernement populaire hongrois en Suisse.

Il y a quelque impudence de la part du Comte Károlyi à essayer de masquer ainsi par une façade ultra-démocratique le but réel poursuivi par le Gouvernement hongrois lequel vise uniquement de maintenir dans l'asservissement des nationalités non magyares.



Il est inutile d'attirer l'attention des Gouvernements alliés sur les incidents intervenus entre le Général Franchet d'Esperey et le Gouvernement hongrois. Les informations qui précèdent vous permettront toutefois de remettre, le cas échéant, les choses au point. Elles vous fourniront de même que l'information relative à Mme Rosita Schwimmer dont vous pouvez faire immédiatement état, une base pour les conversations que je vous prie d'avoir avec le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, pour le mettre en défiance contre l'action perfide et sournoise des hongrois et en particulier, du Comte Károlyi.

PICHON

AE EUROPE 1918–1929

HONGRIE VOL. 44, FOL. 165–167.

4

29 Novembre 1918

*Le Ministre des Affaires Etrangères  
à Monsieur le Président du Conseil,  
Ministre de la Guerre  
(Etat-Major de l'Armée – Groupe de l'Avant)  
No. 4674  
Rapports avec la Hongrie*

Vous avez bien voulu me communiquer un télégramme du Général Franchet d'Esperey en date du 26 novembre No 3637 transmettant un télégramme qu'il a reçu du ministre de la guerre ainsi conçu:

« La reprise des relations diplomatiques avec l'Allemagne est excessivement nécessaire du point (sic) de la Hongrie puisqu'il y a quelque cent mille sujets hongrois qui vivent en Allemagne et qui *restaient* parmi les circonstances actuelles incertaines sans aucune protection. Le Gouvernement de la République hongroise demande au commandant en chef s'il voudrait bien consentir à la reprise des relations diplomatiques, et se permet de faire observer que tous les obstacles de la reprise des relations diplomatiques sont déjà écartés par l'armistice convenu entre les Alliés et l'Allemagne ainsi que par la démocratisation entière de l'Allemagne. »

Je ne puis que me référer aux communications échangées déjà entre nos deux départements relatives à la situation du Gouvernement hongrois. Je rappelle que ce Gouvernement n'a aucune existence internationale et que nous ne pouvons considérer nos rapports avec lui que comme des rapports de fait avec une autorité locale.

Il y a donc lieu de rappeler au Général Franchet d'Esperey qu'il doit considérer comme non avenue toute communication des autorités hongroises qui n'a pas uniquement pour objet l'application des clauses de l'armistice général et de l'armistice conclu par le Général Franchet d'Esperey. Celui-ci considère comme règlement de fait intervenu au point de vue militaire avec les autorités locales.

Nous ne saurions trop nous mettre en garde contre toutes les tentatives que le gouvernement hongrois ne cesse de multiplier et qui n'ont d'autre objet que d'essayer de tromper les puissances sur ses rapports réels avec les Alliés afin de faire croire qu'il est reconnu par eux et d'en profiter pour se soustraire aux responsabilités que la Hongrie a encourue dans la guerre actuelle et pour opprimer les nations soumises au joug magyar.

AE Europe 1918–1929

Hongrie Vol. 44., fol. 168

*Télégramme chiffré**du Ministre des Affaires Etrangères*

Communiqué par les Affaires Etrangères

Très urgent.

No. 1693

Je vous prie de remettre au Général Franchet d'Esperey de la part du Président du Conseil le télégramme suivant:

« Le Ministre des Affaires Etrangères me signale les points suivants:

1. L'armistice signé par nos Alliés avec l'Autriche-Hongrie le 3 Novembre pouvait comporter une convention d'exécution sur le front d'orient, comme sur le front italien, mais cette convention ne pouvait être signé qu'avec des délégués de l'État Austro-Hongrois munis de pleins pouvoirs réguliers émanant de l'autorité qui avait signé l'armistice.

2. Le Général Franchet d'Esperey, qui a vu cette situation, a reçu à Belgrade et signé le 13 Novembre une convention d'armistice avec des envoyés du Comte Károlyi au nom d'un prétendu état hongrois (qui n'a pas été l'objet de la reconnaissance des alliés et est internationalement inexistant).

3. L'armistice ainsi conclu devrait être immédiatement annulé, car le général français n'avait aucune qualité pour reconnaître en dehors de toute décision des alliés un nouvel état et traiter avec lui. Toutefois pour des raisons d'ordre pratique et pour éviter des complications et des difficultés nouvelles, le jurisconsulte du département estime que sans reconnaître à cet acte la valeur d'un armistice régulier, il peut être considéré comme une entente avec les autorités locales de fait et être exécuté dans ses termes en tout ce qui n'est pas contraire avec l'armistice régulier du 3 novembre.

4. Le texte même de l'armistice est fautif car l'article 17 laisse la faculté au pseudo-gouvernement hongrois de continuer à administrer tous les territoires hongrois.

5. S'appuyant sur cette clause le Comte Károlyi a envoyé en Slovaquie des troupes Magiar qui ont pillé des régions slovaques, emprisonné les habitants qui s'étaient mis à la disposition des Tchèques, chassé et massacré les petits détachements de troupes Tchèques qui avaient occupé des territoires slovaques après le départ des autorités hongroises expulsées par la Révolution.

6. Or, l'État Tchéco-Slovaque a été reconnu par les Alliés, son armée reconnu comme armée alliée, son délégué admis aux conférences de Versailles qui ont arrêté les termes de l'armistice austro-hongrois. L'état tchéco-slovaque a donc le droit d'occuper les territoires slovaques bien que les frontières restent à délimiter, ne fut ce qu'à titre de belligérants alliés participant à l'exécution de l'armistice qui a prévu l'occupation des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise.

7. Aussi s'explique-t-on la vive émotion ressentie à Prague par M. Kramarc, Président du Conseil de la République Tchéco-Slovaque, et à Paris par M. Benes, ministre des Affaires Etrangères Tchéco-Slovaque, en présence d'une prétendue convention qui a permis à un pseudo-Gouvernement ennemi à improviser d'agir par la violence contre nos Alliés Tchéco-Slovaques sur un territoire national.

8. Je vous prescrais, pour arrêter tout au moins les graves conséquences de ces erreurs de mettre en demeure les autorités hongroises de fait de retirer immédiatement leurs troupes des pays slovaques où en aucune hypothèse elles n'ont à s'établir en présence d'une occupation alliée.

9. Le Ministre des Affaires Étrangères adresse au Gouvernement de la République Tchéco-Slovaque une communication pour l'informer des mesures ainsi arrêtées. »

S. PICHON

AG, CCA 7 N 1357

Doss. 6.

6

Copie

Télégramme du Ministre des Affaires Etrangères  
à Ministre de la Guerre

Le 5 Décembre 1918

No. 1699

*Vous avez bien voulu me communiquer la réponse du Général Franchet d'Esperey au télégramme qui lui signalait les erreurs juridiques commises par lui en signant une convention avec un « état hongrois » reconnu comme tel par tous les termes de cet accord, ainsi que les conséquences de cette faute initiale dont s'est autorisé le Comte Károlyi pour massacrer nos Alliés Tchéco-Slovaques et pour demander depuis aux Puissances la reconnaissance de la Hongrie comme État Indépendant.*

Le général expose qu'il était contraint de s'entendre avec les autorités locales et que sa convention n'a que la portée d'un acte de fait sans valeur d'armistice spécial: c'est en effet l'interprétation que j'ai proposé de lui donner, et que j'ai fait valoir au Gouvernement Italien quand il a demandé des explications sur l'armistice signé par le Général Commandant de l'Armée d'Orient avec la Hongrie. Il ne reste pas moins que les termes de cette convention prêtent à l'équivoque et que ces stipulations ont eu des conséquences regrettables.

Le nouveau télégramme du Général Franchet d'Esperey No. 813 du 2 Décembre, montre qu'il continue à ne pas se rendre compte exacte de la situation de la République Tchéco-Slovaque, reconnu par les Puissances comme un état allié et qui doit être traité comme tel et non pas confondre avec « tous ces gouvernements en question » dont parle le Général. Les renseignements du Gouvernement de Prague sont exacts et la protestation remise par M. Benes, Ministre des Affaires Etrangères, contre l'article 17 de la convention, est justifiée. Les indications que j'ai fourni à cet égard sont tout à fait précises et le Général n'a qu'à s'y conformer. Il devra d'ailleurs tenir la main à ce que le Comte Károlyi, qui a envoyé des troupes dans les pays slovaques, les retire et ne saurait tolérer qu'il prétende « ne pas pouvoir se faire obéir ».

Les services que nous ont rendu les Tchèques, la méthode avec laquelle ils ont poursuivi la création de leur République, le courage montré en toutes occasions par leurs troupes combattant aux côtés des alliées, le dévouement témoigné par eux à la France et le grand rôle qu'ils sont appelés à jouer dans la nouvelle organisation de l'Europe Centrale, justifient de notre part un appui constant et une considération spéciale à l'examen de leurs demandes qui s'inspirent toujours de l'intérêt général et d'une politique suivie avec modération.

S. PICHON

AG, CCA 7 N 1357

Doss. 6

7

Légation de Suisse en France  
au Ministère des Affaires Etrangères,  
Direction Politique, Paris

À la demande du Gouvernement de la République Hongroise, le Conseil fédéral Suisse a chargé sa Légation à Paris de transmettre au Gouvernement de la République la communication suivante:

« Le Gouvernement de la République Hongroise s'adresse à tous les Gouvernements des Puissances alliées et les prie de lui donner la possibilité de renouer, par l'envoi de missions spéciales aux dits Gouvernements, les relations directes interrompues par la guerre.

Le Gouvernement de la République hongroise estime que l'envoi de ces missions répond non seulement à l'intérêt du peuple hongrois, mais aussi dans une certaine mesure à celui des puissances alliées. Ceci pour les deux raisons suivantes:

1) Jusqu'ici, le Gouvernement hongrois a réussi à maintenir la jeune République populaire dans les limites de cet ordre démocratique que les Puissances alliées ont toujours considéré comme un de leurs buts de guerre essentiels.

2) Mais, dans les contrées envahies par les troupes Tchéques et dans celles qui ont subi l'influence du Conseil national roumain, ainsi que dans les contrées récemment occupées par les Serbes, une situation confuse et désordonnée met en danger les communications et la régularité dans la répartition des vivres. De plus, une désastreuse pénurie de charbon menace d'arrêter sous peu toute vie économique, non seulement à Budapest, mais dans tout le pays et rend de jour en jour plus difficile la tâche que s'est imposée le Gouvernement hongrois de maintenir le nouvel ordre démocratique, afin de conjurer le péril de l'anarchie.

Il serait urgent que le Gouvernement hongrois soit en mesure de conférer directement, au plus tôt, avec les Gouvernements des Puissances alliées sur les moyens de prévenir ou tout au moins d'aplanir provisoirement les difficultés imminentes.

Le Gouvernement hongrois appuie en outre sa requête sur le fait que l'armistice conclu avec le commandant en chef des armées alliées cesse d'être en vigueur le 4 décembre et qu'il serait désirable de conférer le plus tôt possible, sur certaines questions principalement en vue d'assurer le maintien de l'ordre.

En égard aux sympathies que les membres du Gouvernement actuel de la Hongrie ont constamment témoignées déjà pendant la guerre aux Puissances alliées, sympathies qui depuis la chute de l'ancien régime se sont encore accentuées, le Gouvernement de la République du peuple hongrois est en droit d'espérer que les Gouvernements des Puissances alliées donneront leur assentiment à l'envoi dans le plus bref délai, des missions spéciales dont il est parlé ci-dessus. »

Paris, le 6 Décembre 1918

AE Europe 1918-1929  
Hongrie Vol. 44, fol. 172.

8

9 Décembre 1918

*Le Ministre des Affaires Etrangères*

à Londres (par courrier)	6919
Rome	4605
Washington	
Bruxelles (par courrier)	739
Corfou	228
Athènes	613
Berne (par courrier)	2539
Madrid (par courrier)	1434
La Hongrie et les Alliés	

La Légation de Suisse me transmet une communication aux termes de laquelle le Gouvernement de la République hongroise s'adresse à tous les Gouvernements des Puissances alliées pour lui demander la possibilité de renouer, par l'envoi de missions spéciales aux dits gouvernements les relations directes interrompues par la guerre. Le gouvernement hongrois estime que l'envoi de ces missions répond non seulement aux intérêts hongrois mais aussi à ceux des puissances alliées:

- 1° parce qu'il a réussi jusqu'à présent à maintenir la Hongrie dans les limites de l'ordre démocratique qui est un des buts de guerre des puissances alliées;
- 2° parce que les Tchèques, les Roumains et les Serbes ont créé en Hongrie une situation confuse qui met en danger les communications et les distributions des vivres ainsi que le ravitaillement en charbon.

Enfin il a déclaré que les membres du gouvernement hongrois font état des sympathies qu'ils ont témoignées pendant la guerre aux puissances alliées.

J'ai à peine besoin d'indiquer qu'il n'est pas dans les intentions du gouvernement de la République de répondre à cette communication. Nous nous trouvons en présence d'une nouvelle tentative, de la part du gouvernement hongrois, pour donner le change sur ses intentions et essayer d'échapper aux responsabilités si grandes que la Hongrie a assumé dans la guerre. En même temps on voit de nouveau apparaître les manœuvres qui consistent à accuser les nationalités opprimées par la Hongrie d'être une source de désordre.

A de telles tentatives, il n'y a lieu d'opposer que le silence.

*Pour Londres, Rome, et Washington:* Je vous serai obligé de vouloir bien me confirmer le plein accord du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité avec les vues que je viens de vous exposer. *Pour Berne:* Je vous serai obligé de refaire connaître verbalement au gouvernement suisse notre intention de ne pas donner suite à la demande hongroise.

S. PICHON

AE Europe 1918–1929  
Hongrie, Vol. 44, fol. 173.

9

Paris, le 12 Décembre 1918

Duplicata

*Président du Conseil, Ministre de la Guerre à Général Commandant en Chef Armées Alliées Orient*  
Salonique

*PRIMO.* Légation Suisse a transmis Affaires Etrangères une communication du Gouvernement Hongrois demandant aux Gouvernements Alliés de lui donner possibilité renouer relations directes, par envoi missions spéciales auprès d'eux. STOP. Gouvernement Hongrois insiste sur urgence solution, prétendant qu'armistice expire 4 décembre. STOP.

Or, armistices avec Autriche et avec Hongrie ne fixent aucune date expiration.

*SECUNDO.* – Conformément indications de mon télégramme No. 14.811 B/S/3 du 1<sup>er</sup> décembre, il n'est donné aucune suite à démarche du Gouvernement Hongrois qui n'a aucune existence officielle.

P.O. Le Général ffrons  
de Chef d'État-Major Général de l'Armée  
Signé: Alby

AE Europe 1918–1929  
Hongrie, Vol. 44, Fol. 176.

9/a

New York, (Washington)  
Reçu le 14 Décembre 1918, à 22<sup>h</sup> 40

J'ai eu soin de signaler au Secrétaire d'Etat par intérim, *telle quelle m'était exposée par le télégramme 4228*, la démarche effectuée par la Légation de Suisse à Paris, auprès de V. Exc. pour lui faire part du désir qu'aurait la République hongroise d'envoyer d'ores et déjà des missions spéciales dans les pays alliés.

M. Polk, à qui le danger d'une pareille manœuvre n'a pas échappé, m'a répondu que semblable demande n'aurait pas encore été représentée au Gouvernement fédéral, mais qu'elle n'avait aucune chance d'être accueillie tant que la paix générale ne serait pas signée.

CHAMBRUN

AE Europe 1918–1929  
Hongrie, Vol. 44., fol. 177.

9/b

Londres, le 20 Décembre 1918

*Ambassade de France en Angleterre*  
*Direction des Affaires*  
*Politiques et Commerciales*  
Europe, No. 1007  
Au sujet représentation  
de la République Hongroise

Monsieur le Ministre,

Conformément aux instructions du télégramme du Département, *No. 6919 du 9 de ce mois* (par courrier), j'ai fait connaître au Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères l'accueil que le Gouvernement Français estime devoir réserver à la proposition du Gouvernement de la République Hongroise relative à l'envoi des missions spéciales auprès des Gouvernements Alliés.

Par la note ci-jointe en copie, M. Balfour vient de me faire connaître que le Gouvernement Royal partage entièrement le point de vue du Gouvernement Français à ce sujet et qu'il n'y a pas lieu, à son avis, de répondre à la suggestion du Gouvernement Hongrois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

PAUL CAMBON

9/c

Son Excellence  
Monsieur Pichon  
Ministre des Affaires Etrangères  
Copy  
No. 205128/w/3

The Secretary of State for Foreign Affairs presents his compliments to the French Ambassador, and, with reference to Monsieur de Fleuriau's Note of the 12th instant, relative to the request of the Hungarian Government for permission to despatch an official mission to France, has the honour to inform Monsieur Cambon that His Majesty's Government entirely concur in the view expressed by the French Government that no reply should be returned to the Hungarian Government's communication.

Foreign Office  
Décembre 18th 1918.  
AE Europe 1918-1929  
Hongrie, Vol. 44., fol. 184-185.

Traduction d'un télégramme chiffré

Parvenu au Ministère le 13 Janvier 1919 à 11 heures

Destinataire: *Ministre de la Guerre, Maréchal*

*Commandant en chef les Armées Alliées*

Lieu d'origine: Salonique

Exp.: *Général Franchet d'Esperey*

No. 41

Le Général Henrys télégraphie:

Citation:

1<sup>e</sup> Agitations en Hongrie causées par crise nationale, par diminution des ressources alimentaires et excitées par les menées bolchevistes tendent à s'accroître.

2<sup>e</sup> – Situation Mission Budapest devient pénible et même menaçante. Campagnes presse et opinions répandues par certains milieux tendent faire dériver sur Mission mécontentement général.

3<sup>e</sup> – Correspondance Commission Hongroise Armistice devient insolente et mauvais vouloir à exécuter livraison matériel prévu par Convention s'affirme chaque jour davantage.

4<sup>e</sup> – Situation reconnue aux Tchéco-Slovaques. Les prétentions émises par Général Berthelot contraires à esprit Convention ont d'ailleurs sérieusement contribué rendre difficile situation Mission contrôle.

5<sup>e</sup> – Si occupation Budapest par forces alliées sérieuses ne peut être décidée, je serai obligé envisager retrait éventuel mission dont sécurité en jeu et dont autorité s'affaiblit.

Nous ne devons pas nous le dissimuler d'ailleurs qu'occupation devient de plus en plus difficile devant les progrès bolchévistes et la diminution de nos effectifs qui ne feront pas l'objet de l'intervention de plus d'une Division.

Signé: HENRYS

Fin de la citation.

J'ai déjà fait connaître télégraphiquement au Général Henrys ainsi que je vous en ai rendu compte par mon 6262/3 du 13 décembre 1918 que je lui donnais toute liberté pour retirer mission du Lieutenant-Colonel VIX s'il estimait qu'elle était en danger à Buda-Pesth. Je lui rappelle que mon initiative reste entière à ce sujet.

AE Europe 1918–1929

Hongrie, Vol. 44., fol. 198–200.

Belgrade, le 22 Mars 1919

*Affaires Etrangères*

*Télégramme à l'arrivée*

Très urgent

A la suite de notre demande (au) comte Károlyi de retirer les troupes hongroises (de) Transylvanie et de laisser les nôtres s'infiltrer (en) Hongrie jusque vers la Bukovine pour séparer les Magyars des Roumains, le cabinet de Buda-Pesth s'est retiré. Un (essai) de ministère bourgeois a échoué. Un Gouvernement de soviets s'est alors constitué (et) le comte Károlyi a donné sa démission. Le Gouvernement des Soviets a aussitôt déclaré la guerre aux (Yougo-Slaves), aux Roumains, aux Serbes. Il veut interner les sujets de ces trois pays. Les missions militaires (ont) reçu l'ordre de s'en aller après qu'on eut écarté la proposition de les supprimer. Une vedette de guerre anglaise est envahie et évacuée. On prépare la grève

générale et on veut qu'elle s'étende (au) Banat, à la Transylvanie, aux cantons (discutés). Le but avoué est de tendre la main aux (bolchéviks) russes et de précéder d'accord avec eux. Le mouvement est, sinon dangereux, jusqu'à présent, (du moins) grave comme symptôme. C'est l'essai de tenir en échec la conférence de la paix et s'il réussit c'est un encouragement aux allemands.

Tout ce serait passé sans (difficulté) si on se fut borné à demander l'occupation par les troupes françaises de toute la zone contestée; nos soldats y eussent été reçus avec joie. La faute a été de vouloir qu'à l'abri du rideau de nos troupes, les Roumains s'emparent de toute cette (immense) région avant que la Conférence n'ait prononcé sa sentence. (Des) gens d'ordre en Hongrie disent que le seul (véritable) moyen d'arrêter la poussée révolutionnaire serait de donner l'assurance (que les) Roumains n'avanceront pas et que les alliés occupent Buda-Pesth. (6 groupes faux) fut pas permis aux roumains de franchir la ligne fixée par l'armistice.

Par leur hâte inconsidérée de s'emparer tout de suite à tout prix de ces régions, M. Bratianu et ses conseillers rendent un bien mauvais service à la France.

FONTENAY

AE Europe 1918–1929.  
Hongrie Vol. 44., fol. 250–251.

12

Paris, le 26 Mars 1919

*Lettre d'Eduard Benes*

*A Son Excellence  
Monsieur Stephen Pichon,  
Ministre des Affaires Etrangères  
Paris*

Monsieur le Ministre,

Je prends la liberté de vous envoyer ci-joint la copie d'une lettre que je viens d'adresser à Monsieur CLEMENCEAU, Président de la Conférence de la Paix. Vous verrez vous-même de la copie de cette lettre, de quelle façon nous envisageons la situation actuelle en Hongrie. La situation nous paraît très grave et il nous semble que tôt ou tard nous serons obligés d'agir efficacement, étant menacés sérieusement par le mouvement bolchéviste, aujourd'hui complètement déclenché en Hongrie.

C'est d'autant plus vrai, qu'une dépêche, que je me permets de vous citer ici, m'annonce que les bolchéviques magyars ont procédé avec violence contre les citoyens tchécoslovaques. En effet, dans la dépêche qui m'a été envoyée par le Gouvernement de Prague et qui m'est parvenue le 25 mars, on dit textuellement:

« La mission militaire tchécoslovaque à Budapest a été internée le 21 mars, dans une chambre de l'Hotel Astoria. Quelques-uns de ses membres comme par exemple le Capitaine Hajek ont été maltraités. L'état de certains membres de la mission paraît être grave. On dit que le Colonel Vix est blessé et emprisonné et que le contrôleur de la navigation danubienne, d'origine anglaise, est disparu. On ne sait pas, s'il a réussi de s'enfuir ou s'il est emprisonné. Le bâtiment de notre Commissariat a été entouré par les soldats, et les ressortissants tchécoslovaques qui demandaient les visas de passe-port, ont été dispersés par la menace d'internement. Le Dr. Markovič, chargé par le ministère des affaires étrangères tchécoslovaques du service de liquidation à Budapest, a été interné et son appartement dévalisé. »

Je crois, Monsieur le Ministre, qu'il nous sera difficile de ne pas défendre la vie et la propriété de nos compatriotes. Nous ne voudrions pas précipiter les choses, mais nous voulons prendre des mesures nécessaires uniquement d'accord avec les Alliés et particulièrement d'accord avec la France.



C'est pourquoi je vous prie de vouloir bien:

1<sup>er</sup> – appuyer notre demande que j'ai adressé à Monsieur CLEMENCEAU, et dont vous trouverez ci-joint la copie,

et 2<sup>e</sup> – de vouloir bien nous associer à une intervention éventuelle, de n'importe quel genre, qui pourrait être faite de la part des Alliés ou de la France en faveur de leurs compatriotes menacés par la situation actuelle en Hongrie.

Je reçois régulièrement des nouvelles de Slovaquie au sujet de la situation en Hongrie; pour le moment notre gouvernement ne voit pas encore la nécessité d'agir immédiatement; il se tient sur la défensive. Il se peut que du jour au lendemain la situation serait changée. Je me permettrai avant de faire quoi que ce soit, de vous aviser à temps pour que chaque action que nous voudrions entreprendre puisse se faire d'accord avec votre gouvernement et d'accord avec les autres gouvernements alliés.

Veuillez agréer Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

EDUARD BENES

Paris, le 25 Mars 1919

*A Son Excellence*

*Monsieur Georges Clemenceau,*

*Président de la Conférence de la Paix*

Paris

Monsieur le Président,

La révolution bolchévique en Hongrie a mis notre pays dans une situation extrêmement difficile. Il y a un mouvement spartaciste très fort à Berlin, en Saxe et en Bavière. La révolution actuelle à Budapest a une répercussion très grave à Vienne. Nous ne savons pas ce qui se passera demain en Pologne. Il est donc sûr que la situation dans laquelle nous nous trouvons est excessivement dangereuse parce que nous pourrions être du jour au lendemain entièrement entourés par de grands mouvements bolchévistes allemands, autrichiens, magyar et le cas échéant même polonais. Nous commençons à devenir un îlot dans le désert. Le moment nous paraît être grave. C'est pourquoi nous nous adressons à vous comme au Président de la Conférence et du Conseil Suprême de Guerre pour vous prier de vouloir bien appuyer nos demandes. Si on leur donne satisfaction, nous croyons que nous pourrions résister au danger qui nous menace.

Voici quels sont les problèmes qui se posent devant nous et dans lesquels, à notre avis, la Conférence devrait prendre immédiatement la décision.

1<sup>er</sup> – Un des plus grands inconvénients de notre situation est que nous n'avons pas encore nos frontières définitives, délimitées. Il est vrai qu'il y a une ligne de démarcation en Slovaquie par exemple, mais il est bien difficile pour nous d'exercer notre autorité sur le territoire qui peut tous les jours nous être contesté, puisqu'on peut dire que l'occupation n'est que provisoire et qu'il ne s'agit que d'une ligne de démarcation. Cela nous cause de très grandes difficultés en Bohême vis à vis des Allemands, comme en Slovaquie vis à vis des Magyars.

J'ai eu l'honneur de présenter il y a quelques jours à Monsieur le maréchal FOCH, une demande de notre Ministre de la Défense Nationale, concernant la ligne de démarcation en Slovaquie. Notre Ministre de la Défense Nationale a montré que la ligne actuelle est tracée de telle façon qu'elle coupe la Slovaquie en deux parties et que la partie est de la Slovaquie est presque inaccessible à nos troupes, à cause du manque de communication. En effet, la ligne de démarcation actuelle coupe à plusieurs endroits les lignes de chemins de fer qui lient la Slovaquie de l'ouest à la Slovaquie de l'est.

J'ai présenté à Monsieur le Maréchal une demande où nous avons tracé une nouvelle ligne qui nous mettrait à l'abri de toutes les difficultés et qui rendait plus facile la défense de notre territoire contre le danger bolchévique actuel. Vu la demande que j'ai présentée à Monsieur le Maréchal qui l'avait transmise à la Conférence de la Paix et vu la situation actuelle en Hongrie, nous nous permettons, Monsieur le Président, de demander à la Conférence de vouloir bien tracer là ligne de démarcation qui serait déjà celle qui a été décidée par la commission territoriale, de sorte que nous puissions la considérer comme la ligne de

démarcation définitive. Nous pourrions ainsi nous établir sur le territoire plus ou moins définitivement et prendre toutes les mesures nécessaires pour que nous puissions empêcher la pénétration du mouvement bolchéviste sur le territoire slovaque. Si cette mesure n'est pas prise, nous craignons que des grands difficultés surgiront sur le territoire slovaque et que nous serons incapables de résister au danger bolchéviste. En effet, les bolchéviques de Budapest se serviront de tous les moyens pour pouvoir susciter des troubles sur le territoire slovaque, surtout sur quelques endroits où il y aurait des minorités magyares. Il est évident que la décision analogue en Bohême vis à vis de l'Allemagne faciliterait énormément notre tâche, il nous paraît donc comme indispensable de prendre là aussi la décision définitive.

2<sup>e</sup> – Pour pouvoir résister au bolchévisme en Hongrie, il est absolument nécessaire que nous soyons en contact avec la Roumanie et avec les armées roumaines en Hongrie. C'est facilement réalisable. La commission territoriale a examiné le problème des Ruthènes de Hongrie et nous croyons qu'elle s'est décidée en faveur de la solution tchécoslovaque, c'est à dire que les Ruthènes de Hongrie appartiendront à la République tchécoslovaque. Jusqu'à présent ce territoire n'était pas occupé par nous, parce que nous n'avons pas eu un mandat exprès de la part de la Conférence de la Paix. Il est absolument nécessaire de le faire à présent, pour trois raisons spéciales:

a) La population de ce territoire est affamée et se trouve dans une situation désastreuse. Elle ne reçoit d'aucun côté des vivres. Les magyars l'avaient abandonné complètement et notre gouvernement n'a pas eu encore le mandat de s'occuper d'elle. Par conséquent ce terrain est très favorable au mouvement bolchéviste. Il s'agit d'un demi-milieu d'habitants.

b) Ce territoire est nettement délimité par la rivière Theiss: il est donc facile de prendre la décision dans le sens que nous demandons plus haut; cela nous mettra en contact avec les armées roumaines, ce qui est actuellement d'une importance capitale pour nous. Les Roumains en Transylvanie sont vis à vis des Magyars dans la même situation que nous en Slovaquie: étant unis, nous pourrions plus facilement maîtriser le danger bolchéviste.

c) Il y a enfin une troisième raison: les territoires des Ruthènes de Hongrie, en séparant les Roumains et les Tchécoslovaques, laissent un libre passage aux propagateurs bolchéviques et même aux militaires bolchéviques venus de la Galicie orientale et de Russie. Nous avons pu constater que par ce territoire les anciens prisonniers magyars, complètement bolchévisés, reviennent en Hongrie. Il est nécessaire de barrer la route à la pénétration bolchévique chez les Magyars. Ils ne peuvent pas passer par la Slovaquie. Ils ne le peuvent non plus par la Transylvanie. Le seul passage qui n'est pas occupé est le territoire des Ruthènes de Hongrie. Dans l'intérêt de la cause générale, nous demandons que nous puissions fermer ce passage le plus rapidement possible.

3<sup>e</sup> – A ces deux questions, que nous nous sommes permis de vous présenter, nous ajoutons une troisième et dernière question. Le Gouvernement Tchécoslovaque ne dispose pas des armes et des munitions suffisantes. Nous avons demandé, depuis longtemps, aux Gouvernements alliés de vouloir bien nous fournir une quantité suffisante d'armes et de munitions. Les difficultés des transports et le manque de certaines choses l'avait empêché. A un certain moment le Haut Commandement français nous a assuré que nous pourrions prendre le matériel que les divisions françaises combattantes sur le front italien ont laissé en Italie. Ce matériel pourrait être mis immédiatement à notre disposition. Mais en dehors de cela, nous vous demanderons, Monsieur le Président, de vouloir bien faire prendre des mesures nécessaires pour nous faire envoyer un certain nombre de canons, de mitrailleuses et de munitions pour que nous puissions nous défendre efficacement contre le danger imminent.

En effet, vu notre situation générale, vu surtout notre situation géographique, nous sommes en danger d'être coupés complètement du contact avec les Alliés. En outre, si le mouvement bolchéviste en Hongrie, en Autriche, et en Allemagne devient plus menaçant, nous sommes menacés que même le ravitaillement de notre patrie sera empêché. C'est une situation désespérée et on ne peut pas admettre que cela se produise.

Nous vous prions donc instamment, Monsieur le Président, de vouloir bien prendre en considération toutes ces questions et de vouloir bien les présenter à la Conférence.

Il y a un moyen d'arrêter le mouvement chez nous. Nous croyons que ce sera par un secours rapide donné à notre République.

Comme vous voyez, nous ne demandons pas des choses irréalisables, nous ne demandons pas non plus un secours militaire. Nous venons à commencer à transporter une trentaine de mille de nos soldats, anciens prisonniers de guerre en Italie, qui renforceront certainement considérablement nos positions et que le Gouvernement Italien nous aide à expédier rapidement chez nous. Si l'on va donner satisfaction aux trois demandes que nous avons l'honneur de vous présenter, nous sommes sûrs, que nous maintiendront l'ordre et la discipline sur notre territoire.

En vous remerciant d'avance pour tout l'appui que vous voudrez bien nous donner, nous vous exprimons, Monsieur le Président, les sentiments de notre plus haute considération.

Signé: KAREL KRAMARZ – EDOUARD BENES

AE Europe 1918–1929  
Hongrie, Vol. 44., fol. 261–268.

13

Belgrade, le 30 Mars 1919

*Télégramme à l'arrivée*  
Affaires Etrangères  
No. 152

Le 24 Mars *Sandor Garbai* (Président du Conseil des Commissaires du peuple) et *Bela Kun*, (Commissaire des Affaires Etrangères) ont remis au Colonel Vix, chef de la mission française une lettre qui contient les déclarations suivantes:

« Le nouveau Gouvernement hongrois (reconnait la) convention militaire d'armistice du 13 novembre 1918 et ne croit pas l'avoir enfreint par le refus d'exécuter (la note) remise par le Colonel Vix.

L'invitation adressée à la Russie de contracter une alliance avec elle ne doit pas être (considérée) (comme une) intention de rompre diplomatiquement avec des Puissances de l'Entente et encore moins comme une déclaration de la guerre.

Il s'agit plutôt d'une entente cordiale avec la Russie justifiée par l'identité des constitutions des 2 pays, mais sans aucune pensée agressive.

La nouvelle république hongroise (veut) (au contraire) vivre en paix avec les autres Puissances alliées et se vouer à la réorganisation paisible du pays.

Le parti socialiste a été poussé par les événements à prendre le pouvoir; il veut (procéder) à une organisation nouvelle de la Société humaine dans laquelle chacun vivra de son travail et qui ne sera pas hostile aux autres (nations).<sup>11</sup>

AE, Europe 1918–1929  
Hongrie, Vol. 55.; fol. 301.

<sup>11</sup> La citation et la fin du rapport de Fontenay manquent.

*Lettre de M. Pichon  
à M. Clémenceau*

Paris, le 31 Mars 1919

(Hongrie)

Mon cher Président,

La note du Prince Livio Borghese visant des négociations possibles avec le nouveau Gouvernement hongrois pose des questions tout à fait graves pour les Gouvernements alliés et associés.

Ces négociations ne pourraient être entreprises qu'au dépense de la Roumanie, des Yougo-Slaves et des Tchéco-Slovaques. Elles ne pourraient porter que sur la Bosnie-Herzégovine, le Banat, la Transylvanie et la Slovaquie. Il en résulterait fatalement pour nos alliés l'impression que nous les abandonnons.

Et dans quelles conditions? Le lendemain du jour où, sur la question si simple de la zone neutre décidée par la Conférence pour arrêter les conflits sanglants qui se multipliaient entre les Transylvains, roumains et hongrois, le nouveau Gouvernement de Budapest a pris le pouvoir en collusion évidente avec le précédent et renvoyé les missions alliées. En même temps, ce nouveau Gouvernement s'est déclaré en étroite union avec les Bolchéviks russes.

Les négociations projetées seraient à la fois une preuve de faiblesse – une véritable capitulation dirai-je – vis-à-vis de nos ennemis de Hongrie dès leur première manifestation de résistance à des demandes parfaitement justifiées et un véritable abandon de nos buts de guerre, c'est-à-dire la libération des populations opprimées par l'ancien Autriche-Hongrie.

J'ajoute que je ne sais pas sur quel fait reposerait l'allégation produite par les hongrois, et d'après laquelle nous aurions négocié dans les mêmes conditions avec l'Autriche. Ce fait est, en ce qui concerne la France, dépourvu de tout fondement.

AE, Europe 1918–1929

Hongrie Vol. 55., fol. 11–13.

*Télégramme à l'arrivée  
Affaires Etrangères  
Déchiffrement*

No. 162

Belgrade par Salonique, le 1 Avril 1919. 17<sup>h</sup>

reçu le 4 à 7<sup>h</sup> 30

Le Général de Lobit reçoit de (Buda-Pesth) un radiogramme daté du 31.

Bela Kuhn se dit informé de la conversation du général avec le *Préfet de Temesvar* (mon télégramme No 141).<sup>12</sup> Il reconnaît erreur dans appréciation de la note du 19 Mars et se réfère à sa lettre au Colonel Vix. Bela Kuhn se déclare prêt à entrer en négociations, à accepter comme bases les conditions de la note du 19 Mars, refusées par le Comte Károlyi, à négocier sur n'importe quelle base que les Alliés proposeront.

En ce qui concerne le Banat, le nouveau Gouvernement rompant avec la politique de l'ancien Gouvernement ne revendique pas intégrité territoriale; il considère la question comme affaire interne du Banat.

Le général du Lobit accuse simplement réception et attend instructions.

FONTENAY

AE Europe 1918–1929

Hongrie, Vol. 45., fol. 2.

<sup>12</sup> Voir la dépêche du 31 mars 1919: AE Europe 1918–1929, Hongrie, Vol. 44, fol. 275–276. Il s'agit des informations concernant la séparation de Banat, données par l'ancien préfet de Temesvár au général de Lobit.

Paris, le 2 Avril 1919

Secret

Président du Conseil, Ministre de la Guerre,  
à Général Cdt. en Chef Armées Alliées d'Orient  
Constantinople

Le Général anglais Smuts se rend en mission spéciale en Hongrie pour le compte des Puissances Alliées et Associées avec les instructions qui sont données ci-dessous.

Vous êtes invité à vous conformer à toutes les instructions que le Général Smuts pourra donner pour les arrangements à prendre à l'intérieur de la zone neutre instituée entre les troupes hongroises et Roumaines, ou en ce qui concerne la méthode d'occupation du pays par les troupes alliées.

Vous êtes également invité à donner au général Smuts toute facilité pour mener à bien sa mission.

Les instructions données au Général Smuts sont les suivantes:

**GUILLEMETS.** – Se rendre en Hongrie pour examiner l'exécution générale de l'armistice conclu à Villa Giusti le 3 Novembre 1918, et de la Convention Militaire de 13 Novembre 1918, et, en particulier, l'exécution de l'arrangement pris par le Conseil Supérieur pour la constitution d'une zone neutre entre les troupes roumaines et hongroises en Transylvanie. A ce sujet, le devoir du Général Smuts sera d'expliquer au Gouvernement Hongrois les raisons pour lesquelles on a institué cette zone, et de démontrer clairement que cette mesure a été adoptée uniquement pour éviter l'effusion de sang et sans aucune intention d'anticiper sur le règlement éventuel des frontières entre la Hongrie et la Roumanie. Ce sujet n'a pas été suffisamment approfondi et ne sera pas réglé définitivement avant la signature du Traité de Paix.

Le Général Smuts pourra prendre toutes les mesures qu'il jugera favorables aux intérêts des Gouvernements Alliés et Associés, à l'intérieur de la zone neutre et en ce qui concerne le mode d'occupation de cette zone par les troupes alliées.

Ensuite, le Général Smuts aura à faire une enquête au sujet de la manière dont ont été traitées les missions alliées à Budapest depuis le récent changement de Gouvernement.

Le Général Smuts a tous les pouvoirs pour se rendre en quelque lieu que ce soit en Hongrie ou ailleurs, et pour prendre toutes mesures qui lui permettront d'exécuter ces instructions ou toutes autres s'y rattachant étroitement.

Il fera un rapport circonstancié au Conseil Supérieur. – **GUILLEMETS.** –

Généraux Berthelot et de Lobit reçoivent directement texte du présent télégramme.

Signé: CLÉMENTEAU

AE, Europe 1918–1929

Hongrie, Vol. 45., fol. 18–19.

Paris, le 8 Avril 1919

*Télégramme chiffré*

*Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre  
au Général Franchet d'Esperey  
Cdt. les Armées Alliées en Orient  
Constantinople*

J'apprends par un télégramme du 7 Avril du Général PELLÉ que vous auriez décidé pour le dix Avril un mouvement offensif contre la Hongrie, pour lequel vous sollicitez son concours.

Qu'est-ce que cette opération dont vous ne m'avez jamais saisi et qui est contraire à mes instructions du 29 Mars No 3226: votre ligne de conduite doit jusqu'à nouvel ordre rester absolument défensive et se borner exclusivement arrêter toute avance bolchévique.

L'Armée Tchéco-Slovaque doit observer la même attitude.

Télégraphiez moi immédiatement vos explications.

Signé: CLÉMENTEAU

AE Europe 1918–1929  
Hongrie, Vol. 45., fol. 36.

*Télégramme à l'arrivée*

Rome, le 10 Juillet 1919

*Secret*

M. Tittoni m'a dit que le Conseil des cinq envisageait à brève échéance une action militaire pour détruire le pouvoir bolchévik en Hongrie et finir avec la résistance de Bela Kun. Il y avait adhéré et il y adhérerait encore. Mais il envisageait avec une sérieuse appréhension les conséquences que pourrait entraîner en Italie une participation militaire à cette opération. L'Italie était plus rapprochée du bolchévisme hongrois que toute autre grande puissance, elle se trouvait plus exposée à sa contagion. Il espérait donc que les Puissances alliées se contenteraient d'une représentation nominale de l'Italie à l'expédition projetée par les Alliés.

Le Conseil des cinq appréciera. Il est plus que moi-même en mesure de savoir s'il est désirable que la participation de l'Italie soit plus ou moins considérable. Si elle est petite, l'opinion des Alliés ne manquera pas d'attribuer une signification politique à la faiblesse de son contingent. Je me contenterai de remarquer que si le Gouvernement italien redoute la propagation du bolchévisme hongrois, ses agents y ont aidé en entrant en tractation avec le Gouvernement de Bela Kun dans des conditions qui vous sont connues. Il y a d'ailleurs toutes chances pour que M. Nitti soit empêché par les socialistes d'envoyer un contingent en Hongrie.

BARRÈRE

AE, Europe 1918–1929  
Hongrie, Vol. 55., fol. 180.

Paris, le 13 Juillet 1919

*Affaires Etrangères*  
*Télégramme au départ*  
M. Allizé  
Vienne  
Secret.

Je réponds à votre télégr. 274.

*TRES CONFIDENTIEL ET POUR VOTRE INFORMATION PERSONNELLE.*

Le Maréchal Foch a été chargé par le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères d'étudier un plan d'action militaire contre Bela Kun. Une décision définitive sera prise dans quelques jours.

S. PICHON

AE, Europe 1918–1929  
Hongrie Vol. 45., fol. 152.





## COMPTE RENDU DE LIVRES

---

*George Woodcock: Anarchism*

London, 1971, Pelican Books, 480 p.

Anarchism had its renaissance on an international scale in the 1960's, and this was a surprise to a great many people. This is perhaps the reason why Woodcock's interesting summary of a really sober tenor saw three editions during one decade, and became an article for "mass consumption" even in the Pelican paperback series.

Here we shall not deal with the philosophical facet of the anarchist ideas to which the first part of this volume is devoted; we shall make comments only on the second part of the volume in which Woodcock gives a picture of the history of the anarchist movement.

As a general remark we may say that the reader may get truly reliable information from the relatively limited extent of this work with respect to both the international anarchist movement as a whole, and its groupings and outstanding representatives active in various countries. Nevertheless, we feel that quite a number of problems remain still unsolved. To begin with, the restricted framework practically impoverishes the processes of the initial, "heroic" era, since the movement of the 1870's virtually presented substantially more problems and commotion; it was certainly about that time that the anarchist drive was an influential mass and labour movement (although the author himself indicates here – and rightly – how doubtful the pertinent numerical data are). This applies both to the First International and the period during which the anarchists tried to create their own International after the disintegration of the former, and held their first congresses as well.

Nor is our feeling of want dispelled by that part of this chapter which discusses the aspirations of the anarchists at the time of the Second International. Woodcock follows up the major debates between 1889 and 1896, but is not too much concerned with the background that could account for the actual mass influence of certain anarchists, the vigour of the tendencies. And it would seem that, later on, the author accepts too readily, and with a too rigid interpretation, the well-known decision on the expulsion of the anarchists, made at the London congress of the Second International in 1896. Subsequently he regards the relationship between anarchists and the International as severed. However it seems that although this was a fundamental process, it got disturbed by numerous secondary trends; it was not by chance that, after 1900, anarchist tendencies could emerge several times in the International, even at international congresses. This was, among others, the case in 1904 concerning the interpretation of the general strike as an expedient, but also in other cases; and the German anarchizers could give voice to these tendencies just as freely as did the French Allemanists or the representatives of the trade unions.

I think that in this chapter 1907, the creation of the new anarchist International, is a highly important episode, and so is the dispute between the representatives of the anarchist and the anarcho-syndicalist trends. But I believe that, apart from a few exceptional cases, it ought to have been pointed out more clearly how bad confusion had become by that time, and how great was the percentage of the members of the older guard, of the old school who grew saturated with anarcho-syndicalist views. For even Kropotkin inclined to come to an understanding with the syndicalists, and this was the case especially with Malatesta

who, in 1907, was the chief speaker for the old school in opposing Monatte; and, still, Malatesta himself, as well as Grave and Cornelissen were welcome contributors to the CGT organs.

On the other hand, it remains more or less obscure to the reader what was the lot of this International after the memorable congress of 1907, how vigorous were the international relations. It would be good to learn more about this, even if it is known that the outbreak of the World War in 1914 involved the anarchists in a crisis just as much as the Social Democrats of the Second International (or the Liberals and the Christian Socialists). Unfortunately, Woodcock treats this era with utmost brevity, although – apart from some disappointing episodes (the statements of Kropotkin, Grave, Cornelissen and Malato) – there were really honest, internationalist, anti-war standpoints on the part of Malatesta, S. Faure and Mühsam, and later on the attitudes of the American anarchists, the trial of Goldman and Berkman caused great sensation.

If we found the recording of the war years wanting, we were all the more glad to read the section of a chapter dealing with the history of the 1920's and – even if somewhat sketchily – of the 1930's. The international literature on all this is rather scanty, and it is exactly Woodcock who calls attention to the circumstance that, even if their influence declined considerably compared to the period before 1914, the anarchists in 1922 tried again to create the anarcho-syndicalist trade-union international to which national syndicalist trade-unions from various countries were joining with memberships of hundreds of thousands (Spanish, Italian), or one hundred thousand, or "only" some ten thousands. This phenomenon is remarkable, but the author goes into no details here, gives no thorough analysis of the history of the organization.

In respect of this era, the author gives an outline of the history of the anarchist movement in some important countries; if he perhaps presents little what is new in respect of France, Russia and Spain, he certainly fills a gap by making the reader acquainted more closely with the Latin American anarchist movements, with the little known history of the English anarchists, and by giving an idea of the principal features of the Dutch and Scandinavian movements. Perhaps the author ought to have discussed the Spanish aspect in more detail; while he evidently took pains to give a level-headed evaluation, he but more or less repeats and quotes Orwell's testimony without trying to make a critical review of the activities of the communes in Aragonia. Quite obviously, this would be a great challenge for a historian since this problem is rather delicate; if there is anything at all in the events of those years that has not become obsolete, and if their lesson can remain instructive to our days, then it is certainly this period. But Woodcock has not even tried to fulfil this expectation.

We should like to make a few critical comments with respect to Central and Eastern Europe, too. It is perhaps understandable in the case of a Canadian historian that, despite Austrian references, Central Europe (what we have in mind here are the Czech data, more important than the Hungarian) is missing from this work of universal history; and thereupon it is almost self-evident that, apart from a thorough modelling of Russia, other East European countries are no longer mentioned. Nor are the Balkans, although smaller or larger groups were formed there, too.

We would like to note that the author has enclosed a carefully selected bibliography to his work to enable the reader to be better informed. It appears from this bibliography that Woodcock has relied, in addition to the works of anarchists, only on current, major summaries of the history of the labour movement. He makes no reference to sources in archives, although governments have occasionally drawn up useful summary reports on the activities of anarchists, and these were at times published in print.

*J. Jemnitz*

*Abraham Ascher: Pavel Axelrod and the Development of Menshevism*

Cambridge, Massachusetts, 1972, Harvard University Press, 420 p.

A trend of research directed toward the history of the Russian labour movement has for some time been developing in the United States, for reasons which need not be discussed here. Both the personal background and a certain valuable source basis are available for such research work: some of the Menshevik leaders have emigrated, and their correspondence and notes are to be found partly in American, partly in various West European archives, first of all in the archives of the Institute of Social Sciences of Amsterdam. This accounts for the autobiographical writings of Zhordania and of the Social-Revolutionary Tchernov (of Ceretelli in Paris) having been published, for the biography of Martov having been written by Getzler recently, and a Plekhanov biography, too, having been completed some time ago. A writing about one of the most influential theoreticians of the Mensheviks has now been added to this series. Needless to say, the intention of all this is rather obvious. Ascher himself indicates that the Mensheviks were for a longer time, actually up to 1917, the most influential rivals of the Bolsheviks in the struggle for organizing, controlling and leading the Russian labour movement. In this respect, these volumes evidently try to defend and support the "truth" of the Mensheviks in opposing the Bolsheviks, even if the authors often speak of their characters in an inevitably critical manner. These volumes are based, however, on an extensive source material; Martov, Axelrod, or Plekhanov doubtless played – for a longer or shorter time – a positive role in awakening the Russian workers to class-consciousness; even in the 20th century – although their political activity had become much more inconspicuous by that time – they still were able to serve efficiently the historic progress, or, later on, the anti-war, internationalist efforts on several occasions – all these facts in themselves may help us in forming an idea of these volumes.

There is another factor which was of substantial help in writing Axelrod's biography. Namely Axelrod, as is pointed out by the author, was a "stationary" person as opposed to the overwhelming majority of the Russian socialists: from the 1880's to 1924 and, except for a few months in 1917, he was living in West Europe, in Switzerland for the most part. And, luckily for the succeeding generations engaged in research of history, Axelrod was a very diligent writer of letters and his correspondence has been left behind intact which means that – in this respect at least – his biographer could in fact rely on a considerable source material.

The first chapter of the biography depicts Axelrod's childhood and youth in a really many-sided and enjoyable way. We learn how this Ukrainian, needy Jewish boy had access to schooling, how he had to rely on his own resources from the age of 13; what intellectual influences acted on him, what he was reading, why he had to discontinue further studies; how he became a private tutor, how he became – very early – a known and influential leader of the young radical intellectuals of Kiev. He read Lassalle and became much impressed by his writings, just as by Bakunin's works some time after. But, eventually, early in the 1870's, he joined the Narodnik movement, partly as a result of his personal acquaintance with Zheljabov. He organized reading circles for workers where they first were taught to write and read. Meanwhile he continued his self-education, read Lavrov and Marx already in the early 1870's; but, with respect to his views, he was actually still a Bakunist at that time.

The decisive turn took place in 1874 when – without money and passport, fleeing from police persecution – he arrived in Berlin. Here he enjoyed the help of Bernstein for a while, and then – in 1875 – went to Zurich in Switzerland, established himself there, met and co-operated with Vera Figner, Tkatchev, Kraveshinsky and other leaders of the revolutionary Narodniks. Thereafter the 26-year-old young man went to St. Petersburg where he drew Plekhanov, the mining engineer student then 19 years old, into the revolutionary movement in this spirit. Yet the re-orientation soon began, the Chorny Perediel circle was formed which ascribed greater importance to the propaganda of land distribution than to individual terror. Sent from Switzerland to Russia several times to do organizational work, Axelrod made great efforts to mediate between the divergent trends of the revolutionary groups, to find the possibility of unity again and again; but soon, together with Plekhanov and V. Zasulich, he himself became leader of the emigrant

nucleus which popularized Marxist ideas in opposition to the Narodniks. It is not irrelevant in this respect that, at the time of his stay in Switzerland and Zurich, he got acquainted with Kautsky and Bernstein with whom he then made friends for a lifetime. The author's analyses are interesting in this respect: they throw light upon Axelrod's resolution to detach himself if and where he deemed it necessary, despite personal friendship or political working-partnership. This was the case with Plekhanov when he agreed with him in the rejection of revisionism, but disapproved of his attitude vis-à-vis Bernstein. Besides the Axelrod-Plekhanov relationship, we find keen observations on Axelrod's contacts with Kautsky, or with Lenin, Martov and Trotsky in the camp of Russian revolutionists. Ascher mentions that both Trotsky and Bontch-Brujevich regarded Axelrod as their first teacher.

The author presents a somewhat detailed picture of the theoretician, the organizer of movements, the propagandist, but also of Axelrod's life as a family father, his everyday worries. But, even so, Ascher's book is political history first and foremost, giving a very extensive image of the ideological history and theoretical struggles of the Russian labour movement, and – in part – of the whole international labour movement as well. All this is seen, however, through the spectacles of Axelrod, which often are inevitably distorting.

To the inquisitive reader, the author offers two supports actually important for the understanding of the entire course of Axelrod's life: he emphasizes how very much Axelrod, from the 1880's, showed West European leanings, and how often he explained to the men of the Russian labour movement first of all the achievements of West European labour movements. All this led to a distortion of attitude in his case, too; but, even so, it was Axelrod who warned others of the danger of mechanical copying.

The other basic trait was the typical peacemaker in Axelrod: he always tried to reconcile the different trends and groupings. According to all indications, Ascher occasionally overemphasizes this aspiration, for, after all, Axelrod often expressed his opinion as well and was not always the "great mediator" himself. He took a most determined stand in several cases – against the Bolsheviks, for example – and his activity was no longer characterized by attempts at unity by that time. This applies especially to the period that followed the revolutions of 1917. There was a difference, as early as after February, between Axelrod's and Martov's activities; their attitude and political response became even more dissimilar after October 1917 when Axelrod turned against the new Soviet power much more purblindly than Martov. Ascher mentions that the available source basis is not sufficient for this period – and he is certainly right in this respect. Yet, even so, a much more distinct picture could have been drawn of these problems on the basis of extant sources by relying either on printed sources, or on the correspondence kept in the archives of Amsterdam. And another source material could have been quoted here to advantage: as it is known, Axelrod first went to Stockholm from St. Petersburg in winter 1917. Here he contacted Branting in several letters which are to be found in the Branting archives of Stockholm and which are by no means proofs of attempts at socialist unity.

The volume mentions the last years of Axelrod's life, the period between 1917 and 1924, only in a somewhat sketchy form, although these years were certainly not "flat" either. Naturally, what we have in mind here is not a survey of Russian developments in general; we rather think of the role Axelrod still played in the birth of the Labour and Socialist International, in the debates of the IInd and IInd 1/2 International of what nature the co-operation and the differences were between Axelrod and Martov, or between Axelrod and Dan. Ascher hints at these problems only by touching them, and mentions just as incidentally that he agrees with Axelrod rather than with Martov as concerning Soviet development among others. In any case, we should like to emphasize that this chapter – as concerns both the source material and the profoundness of analyses – is incomparably less clear-cut and poorer than the former ones.

*J. Jemnitz*

*Monika Glettler: Die Wiener Tschechen um 1900. Strukturanalyse einer nationalen Minderheit in der Großstadt.*

München–Wien 1972, Oldenburg-Verlag, 628 S.

Die Verfasserin hat ihr Thema aus einer Epoche des Habsburgerreiches gewählt, die in den letzten Jahrzehnten mit Recht in den Vordergrund des Interesses der internationalen Geschichtsschreibung gerückt ist. Die Wirtschafts- und Sozialgeschichte Österreichs um die Jahrhundertwende, die zur Gründung politischer Massenparteien führenden und sie begleitenden gesellschaftlichen Kämpfe, die in der Literatur und in fast allen Zweigen der Künste auftauchenden bahnbrechenden Begabungen und ihre Fragestellungen und die immer stärker spürbaren Krisenzeichen des multinationalen Reiches werfen zahlreiche Probleme auf, deren Bearbeitung in den Augen der Historiker eine erregende und lohnenswerte Aufgabe darstellt. Schon der flüchtige Überblick über den immer breiter werdenden Horizont läßt uns erkennen, wie lückenhaft unsere Kenntnisse von der allgemeinen Entwicklung der Epoche sind. Das Erscheinen einer guten Arbeit macht uns noch nachdrücklicher auf die Aufgaben aufmerksam, die wir bisher nicht gelöst haben.

Auch Monika Glettlers – auf einer imponierend reichen Basis von Archivquellen und Literatur aufgebaute – ausgezeichnete Arbeit gibt ein Beispiel und eröffnet zugleich Perspektiven für eine moderne Beantwortung der um die Jahrhundertwende mit so brennender Aktualität in Erscheinung tretenden Nationalitätenprobleme. Vorbildlich modern können wir ihre Arbeit nennen, denn der Leser gewinnt über die Lage der in Wien und Niederösterreich lebenden 100 000 Tschechen ein so komplexes Bild, wie er es kaum einem bisher über die Lage der Nationalitäten des Habsburgerreiches erschienenem Buch entnehmen kann. Mit dem Primat und der Einseitigkeit der früher für selbstverständlich gehaltenen und gewohnten politischen und ideengeschichtlichen Darstellung brechend, versucht die Autorin die sozialwirtschaftlichen und kulturellen Verhältnisse der Wiener und niederösterreichischen tschechischen Minderheit eingehend zu untersuchen und eine gründliche Analyse ihrer politischen Bewegungen zu geben.

Besondere Aufmerksamkeit widmet sie in ihrer Arbeit der Schilderung der sozialen Struktur der tschechischen nationalen Minderheit. Als Ergebnis reicher statistischer Analyse und Auswertung bringt sie – als erste – zuverlässige Zahlenangaben über die Anzahl der Wiener Tschechen, ihre Einwanderungsrichtungen und ihre gesellschaftliche Stellung unmittelbar nach der Niederlassung, dann schildert sie ihre gebietsmäßige Verteilung und ihre Eingliederung in das Wirtschaftsleben Wiens und Niederösterreichs. Aufgrund einer minutiösen und außergewöhnlich arbeitsintensiven Datensammlung beleuchtet sie ihre Bildungsverhältnisse, ihre religiösen und Nationalitäteninstitutionen, ja mit ihrer auf Wohnungsverhältnisse und Lebensbedingungen, auf kleine Einzelheiten eingehenden Darstellung bringt sie das alltägliche Leben der Wiener tschechischen Bevölkerung in spürbare Nähe, wodurch die „abstrakten Probleme“ mit pulsierendem Leben erfüllt werden.

Bei der vielseitigen Analyse der Lage der tschechischen Minderheit vergißt die Autorin nicht, daß das Leben der von ihr behandelten Minderheit organisch mit dem Schicksal der anderen Nationalitäten des multinationalen dualistischen Reiches zusammenhängt, daß die Wiener tschechische Minderheit mit tausend Fäden mit dem im böhmisch-mährischen Becken lebenden Stamm verbunden ist und daß, als die moderne kapitalistische Entwicklung die nationalen Bestrebungen hervorbringt, zugleich auch innerhalb der Nation neue Trennwände zieht. Bei der detaillierten und feinen Bearbeitung dieser Probleme erhält der Leser Einblick in die Bestrebungen und Richtungen der tschechischen nationalen Bewegungen, findet er zutreffende Charakterzeichnungen der führenden Persönlichkeiten der Bewegung, lernt er (besonders für die Lueger-Zeit) die Stellungnahme der österreichischen offiziellen Politik zur Lage und zu den Bestrebungen der tschechischen nationalen Minderheit kennen und vermag sich ein Bild von der Lage der innerhalb der Wiener tschechischen Minderheit tätigen sozialdemokratischen Partei zu machen.

Der erste Teil des Anhangs des spannend und nuanciert geschriebenen Buches bringt eine wertvolle und nur hier vorzufindende Dokumentation über die Presseorgane und Druckereien der Wiener

tschechischen Minderheit, biographische Angaben über die im behandelten Zeitraum in Wien lebenden und wirkenden bedeutenden tschechischen Persönlichkeiten, einen bibliographischen Überblick über die hier entstandenen Werke, reiche Angaben über die politischen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Organisationen, publiziert zahlreiche Daten über die Stellung der Mitglieder der tschechischen Minderheit im österreichischen Wirtschaftsleben und schließlich Material, aus dem die Stellungnahme des Wiener Gemeinderates und des Reichsrates zur Lage der tschechischen Minderheit hervorgeht.

Im zweiten Teil der Dokumentation werden als Ergebnis bedeutender und anerkanntenswerter tiefgreifender Archivarbeit Briefe und Memoranden veröffentlicht, die vor allem die Bildungs- und Schulanlagen der tschechischen Bevölkerung berühren.

Monika Glettlers Buch stellt eine beachtenswerte Bereicherung der sich mit dieser Epoche beschäftigenden wissenschaftlichen Literatur dar. Neben der in ihrer Art bahnbrechenden Bearbeitung und Auswertung des ansehnlichen Quellenmaterials gewinnt die Arbeit ihre Bedeutung vor allem durch die komplexe Behandlung des Gegenstandes, durch die geglückte Analyse der politischen, sozialen und wirtschaftlichen Faktoren in ihrer Gemeinsamkeit und Wechselwirkung.

L. Kerekes

*Jens Petersen: Hitler – Mussolini. Die Entstehung der Achse Berlin–Rom 1933–1936.*

Tübingen 1973, Max Niemeyer Verlag, 559 S.

Petersens Buch versucht den für die Vorgeschichte des zweiten Weltkrieges entscheidend wichtigen Themenkreis, die Entstehung des Kriegsblocks zwischen der deutschen und der italienischen faschistischen Großmacht zusammenfassend darzustellen. Das große Verdienst seiner Arbeit ist die Heranziehung des außerordentlich reichen deutschen und italienischen Quellenmaterials, sodaß in seinem Buch beinahe von Stunde zu Stunde die Entwicklung der deutsch-italienischen diplomatischen Beziehungen von Hitlers Machtübernahme bis zum Abschluß des dem Beginn der Achse Berlin–Rom gleichkommenden Berliner Vertrages im November 1936 verfolgt werden kann.

Es wäre eine schwierige Aufgabe, all das Neue hervorzuheben, durch das Petersens Buch die internationale Geschichtsschreibung bereichert. In chronologischer Reihenfolge der im Buch behandelten Themen erwähnen wir das wichtigste: Als erster faßt der Autor die Bestrebungen der an die Macht gekommenen italienischen faschistischen Regierung zusammen, gegenüber der für den italienischen Faschismus Zurückhaltung an den Tag legenden Stresemannschen außenpolitischen Linie, die Zusammenarbeit mit der deutschen Rechten zu suchen. Anhand der Bewertung der Publikation „Hitlers zweites Buch“, das das Institut für Zeitgeschichte in München herausgegeben hat, versucht er ein umfassendes Bild von Hitlers, die Italienpolitik des Nationalsozialismus bestimmender Konzeption zu geben. Aus seinem Buch erfahren wir, daß Hitler 1931 einen Höflichkeitsbesuch in Rom machen wollte, von dem er nur auf ausdrücklichen Wunsch des AA absah, daß Mussoloni bereits zur Zeit der Brüning-Regierung in seiner Deutschlandpolitik mit dem nahen Sieg Hitlers rechnete. Reich illustriert wird die Stellungnahme der italienischen Regierung im Zusammenhang mit Hitlers Machtübernahme und den davon erhofften internationalen politischen Veränderungen.

Von Hitlers Machtübernahme am 30. Januar 1933 ab geht Petersen der Reihe nach auf fast alle in der europäischen Politik auftauchenden Fragen ein, denn die wichtigsten berührten ja alle auch die deutsch-italienischen Beziehungen: der Plan des Viermächteabkommens, die in der Österreichpolitik der Großmächte vorhandenen Gegensätze und Schattierungen, die italienische Politik auf der Abrüstungskonferenz, der beginnende Wettlauf zwischen Deutschland und Italien um den Einfluß im Donauraum, die Vertiefung der deutsch-italienischen Gegensätze um die Wende von 1933 zu 1934, besonders aber nach der Ermordung Dollfuss; eine interessant illustrierte Zusammenfassung lesen wir über den als Ergebnis der französisch-italienischen Annäherung entstandenen Plan eines Donau-Abkommens, über die

Entstehung der „Stresa-Front“, über die komplizierten diplomatischen Zusammenhänge des italienisch-äthiopischen Krieges, über den Einmarsch in das demilitarisierte Rheinland, dann über die Unterwerfung Italiens und über den Abschluß des Antikominternpaktes anhand der Verhandlungen Cianos in Berlin.

Schon die flüchtige Aufzählung der Themen zeigt den außergewöhnlich breiten Kreis der in Petersens Buch behandelten Fragen von internationalem Gewicht. Aber vielleicht gerade hieraus, außerdem aus dem Konservatismus der Anlage der Arbeit resultiert das Gefühl des Mangels, das uns nach dem Lesen des Buches befällt. Das Verdienst und die Schwäche von Petersens Buch entspringen paradoxerweise ein und derselben Wurzel. Daraus, daß die Aussage fast ausschließlich auf diplomatischen Archivquellen aufgebaut ist und die Rolle der die Entwicklung der internationalen Beziehungen beeinflussenden übrigen politischen und wirtschaftlichen Komponenten vernachlässigt wird. Die einseitig zitierten diplomatischen Quellen führen häufig auf ein totes Gleis, in anderen Fällen wieder bleiben – da die zur Klärung der jeweiligen Fragen notwendigen Quellen nicht in Archiven zu suchen sind – wichtige Fragen unbeantwortet oder erhalten nur eine oberflächliche Antwort. Petersens Buch ist ein anschauliches Beispiel für die Bestätigung der in der internationalen Geschichtsschreibung immer mehr verbreiteten Auffassung, daß die sogenannte „reine Diplomatiegeschichte“ nicht imstande ist, die komplizierte Problematik der zwischenstaatlichen Beziehungen vielseitig und zusammenfassend zu schildern. Nach unserer heutigen Überzeugung ist die Diplomatiegeschichte für das Entwicklungsbild der internationalen Beziehungen zwar unentbehrlich, aber bei weitem nicht die einzige und ausschließlich wichtige Komponente.

Unsere kritischen Bemerkungen beziehen sich vor allem auf die Fragen, die mit dem Schicksal des Donaulandes zusammenhängen. Nach Petersens Argumentation hat es den Anschein, als wäre Mussolini nach 1933 der uneigennützigste Beschützer eines unabhängigen Österreich gewesen. Der Verfasser beleuchtet nicht genügend, daß sich hinter Mussolinis Mentorrolle das Bestreben verbirgt, daß das zum Vasallen gewordene und auch in bezug auf seine innenpolitische Ordnung Italien untergeordnete Österreich getreu Mussolinis Interessen dienen sollte. Wir können uns hier auf die Publikation „Geheimer Briefwechsel Mussolini–Dollfuss“ berufen, deren Benutzung wir vermissen. Mit Recht können wir auch bemängeln, daß der Verfasser im Hintergrund der Ermordung Dollfuss' am 25. Juli 1934 und des nationalsozialistischen Putschversuches nicht die Fäden aufzeigt, die zu den verschiedenen Partei- und Staatsorganen im Reich führten, die Diethmar Ross in seinem Buch „Dollfuss und Hitler“ – ebenfalls gestützt auf Archivquellen – so überzeugend nachweist. Dem deutsch-österreichischen Abkommen vom 11. Juli 1936 – das er irrtümlich „Presseabkommen“ nennt – widmet er weit weniger Aufmerksamkeit als ihm seiner tatsächlichen Bedeutung nach zukommt, denn dieses Abkommen gab die Möglichkeit, in Österreich die Voraussetzungen für den Anschluß zu schaffen.

Auch bei der Behandlung einiger wichtiger Fragen der internationalen Politik bleibt der Verfasser eine befriedigende Antwort schuldig. Die Rolle der Kräfte, die die Ermordung Barthous vorbereiteten, bleibt im dunkeln, wie er sich auch nicht mit den bedeutenden Unterschieden zwischen Barthous und Laval osteuropäischer Sicherheitspolitik beschäftigt. Auch die Kraftanstrengungen der Sowjetunion für ein Ost-Lothar und für die kollektive Sicherheit würdigt er keiner Aufmerksamkeit. Bei der Behandlung des Donaupaktplanes von Mussolini und Laval befaßt er sich nicht mit der Bedeutung der den mittel- und südosteuropäischen Raum aufteilenden politischen und wirtschaftlichen Gegensätzen, die aber einerseits den Erfolg des „Dranges nach Osten“ förderten, andererseits jeden Versuch einer kollektiven Sicherheit in diesem Raum vereitelten. Beim Bericht über die das Verhältnis zwischen den Großmächten wesentlich beeinflussende Konferenz von Stresa – wobei er meiner Meinung nach die Bedeutung der deutsch-italienischen Gegensätze und Mussolinis Verpflichtungen an der Seite Frankreichs überbewertet – geht er nicht auf das deutsch-englische Flottenabkommen ein, was jedoch von außergewöhnlich großer Auswirkung auf die Entwicklung der Beziehungen zwischen den Westmächten gewesen ist. Im Kapitel über den italienisch-äthiopischen Krieg erwähnt er nicht, daß die Krupp-Werke, um den Krieg hinauszuzögern und dadurch Mussolinis internationale Position zu schwächen, dem Negus große Mengen Artillerieausrüstung lieferten.

Es ließen sich noch weitere kritische Bemerkungen anführen, damit würden wir aber den zulässigen Rahmen einer Rezension überschreiten. Der Hauptgrund der Mängel ist, daß sich der Verfasser nur die deutsch-italienischen Beziehungen vor Augen gehalten und dabei übersehen hat, daß das im Titel des Buches zum Ausdruck kommende anspruchsvolle Unternehmen nur komplex, also unter Beachtung der die internationalen Beziehungen beeinflussenden wichtigsten Faktoren erfolgreich durchgeführt werden kann.

Trotz dieser kritischen Bemerkungen ist Petersens Buch eine sehr nützliche Arbeit, denn es bietet bei der Orientierung im grenzenlosen Archivmaterial zur Entwicklung der deutsch-italienischen Beziehungen große Hilfe, vermittelt darüber hinaus in vielen Fragen neue Faktenkenntnisse, wie es auch mit der Analyse zahlreicher Erscheinungen der internationalen Entwicklung vor der Entstehung der Achse Berlin–Rom durch tiefe und ursprüngliche Gedanken zum besseren Verständnis der Zeit zwischen den beiden Weltkriegen beiträgt.

L. Kerekes

*Josip Mirnić: Nemci u Bačkoj u drugom svetskom ratu*  
(Die Deutschen der Batschka im zweiten Weltkrieg)

Novi Sad 1974, Institut za Izučavanje Istorije Vojvodine, 385 S.

Der Verfasser des im Verlag des Instituts für Erforschung der Geschichte der Wojwodina (Institut za Izučavanje Istorije Vojvodine) erschienenen Werkes ist bereits früher durch zahlreiche vortreffliche Studien auch außerhalb der Grenzen Jugoslawiens bekannt geworden; diese befaßten sich hauptsächlich mit dem System, der Politik der Besetzung durch die Ungarn 1941–1944 und tangierten vielseitig die Nationalitätenpolitik in der Batschka mit besonderer Berücksichtigung der Batschkaer Aspekte der jugoslawischen nationalen Befreiungsbewegung.<sup>1</sup> Im Zuge dieser seiner Forschungen gelangte der Verfasser selbstverständlich und ganz natürlich zur eingehenderen Untersuchung der Lage und des Verhaltens der 22% der Bevölkerung der Batschka betragenden 170000 Deutschen während der ungarischen Besetzung; eine Kostprobe aus den bündig zusammengefaßten hauptsächlichsten Ergebnissen hat er in seiner in den *Acta Historica* der Ungarischen Akademie der Wissenschaften erschienenen wertvollen deutschsprachigen Studie gegeben.<sup>2</sup> Schon aus dieser war seine richtige Erkenntnis ersichtlich, daß die Eingliederung des Schwäbisch-Deutschen Kulturbundes in Jugoslawien in den Volksbund der Deutschen in Ungarn solche Folgen hatte, die über die lokale Bedeutung der Untersuchung der Frage für die Batschka weit hinausreichen. Sein jetzt erschienenes Buch, das die Geschichte des Deutschtums der Batschka zur Zeit des zweiten Weltkriegs aufgrund mächtigen Quellenmaterials ungemein gründlich und detailliert behandelt, ist eben dadurch sehr wertvoll, daß es die Eigenheiten der Organisation der Deutschen der Batschka nicht isoliert, sondern als Einführung in den jugoslawischen und eingehender in den diesen ablösenden ungarischen Staatsrahmen und in breiten Zusammenhängen der ungarländischen – bzw. der aus dem Deutschen Reich nach Ungarn gerichteten – deutschen Volksgruppenpolitik beleuchtet.

In der jugoslawischen marxistischen Geschichtsschreibung hat der Slowene Dušan Biber die Grundlagen zur Erforschung der Geschichte des heimischen Deutschtums zwischen den beiden Welt-

<sup>1</sup> *Sistem fašističke okupacije u Bačkoj i Baranji* [System faschistischer Okkupation der Batschka und Baranya]. In: Zbornik za društvene nauke, 35/1962; *Denacionalizatorska politika mađarskog okupatora u jugoslovenskim zemljama 1941* [Entnationalisierungspolitik des ungarischen Okkupanten in Jugoslawien 1941] in: Godišnjak filozofskog fakulteta u Novom Sadu, 10/1967; *Neka pitanja strategije i taktike narodnooslobodilačkog pokreta u Bačkoj u 1941. godini* [Einige Fragen der Strategie und Taktik der nationalen Befreiungsbewegung in der Batschka im Jahre 1941]. In: Godišnjak filozofskog fakulteta u Novom Sadu, 12/1969, usw.

<sup>2</sup> *Die Batschka-Deutschen zur Zeit der ungarischen Besetzung (1941–1944)*. *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, 18/1972.



kriegen, besonders mit der überzeugenden Darstellung des Prozesses der Nazifizierung nach 1933 gelegt.<sup>3</sup> J. Mirnić führt in seinem Buche – nach einem Rückblick auf die Antezedenzen – quasi das durch Biber bis 1941 aufgearbeitete Thema weiter und zeigt die schrecklichen Früchte dieses Nazifizierungsprozesses auf: wie die deutsche Kriegsmaschinerie mit Weizen aus der Batschka gefüttert und mit Blut aus der Batschka geölt wurde. Die in Ungarn erfolgten Forschungen, die ähnliche Gegenstände behandeln,<sup>4</sup> die sich bezüglich der Jahre 1941–1944 natürlich auch auf das Los des damals unter ungarischer Herrschaft gestandenen Deutschtums der Batschka – als auf eine ungemein wichtige Detailfrage – beziehen, bestätigen weitgehend die Angaben von Mirnić und bestätigen in vollem Maße seine Feststellungen. Mirnić tritt, ebenso wie Biber, mit möglichst gründlicher Erschließung des Quellenmaterials, voller wissenschaftlicher Objektivität, mit vielseitiger und klarer Exposition des Problems – mit imponierender Überlegenheit – jenen gegenüber, die ihre in der Volksgruppenorganisation entfaltete aktive Rolle nach dem Sturz des Nazismus und nach dessen Folgen mit der Rolle des apologetischen Historikers der Volksgruppe in Westdeutschland vertauschten.<sup>5</sup> Diese Art der Auseinandersetzung ist jenen ungarischen Historikern unbedingt sympathisch, die, sich mit der ungarischen Geschichte befassend, sich in diesem Themenkreis zu ähnlichen Kontroversen gezwungen sehen. Beachtenswert ist die Nüchternheit von Mirnić, mit der er selbst aus jugoslawienfeindliche Voreingenommenheit widerspiegelnden Publikationen die meritorischen Daten zu verwerten versteht, indem er ein nüchternes und gerechtes Urteil über die deutsche Widerstandsbewegung des Pfarrers von Apatin, Adam Berenz fällt: seinem Verdienst gemäß würdigt er den tapferen Kampf seines (Berenzens) Blattes (Die Donau) den nazistischen deutschen Bestrebungen gegenüber, verweist aber zugleich kritisch auf die organisatorischen Schwächen der Bewegung und ihre ideologischen Schranken (Sowjetfeindlichkeit, daß sie sich den Kräften der Linken verschloß und sich der ungarischen Sankt-Stephans Staatsidee verschrieb).<sup>7</sup>

Das Buch von Mirnić können wir auch deshalb als beispielgebend betrachten, weil es sich eingehend mit den nunmehr fast mehrere Dutzend betragenden „Heimatbüchern“ befaßt, die im Kreise der „Donauschwaben“, die nach dem zweiten Weltkrieg ausgesiedelt wurden, als Erinnerungen an die einstige Heimat sehr beliebt sind. Diese in Westdeutschland erscheinenden lokalgeschichtlichen Arbeiten,<sup>8</sup> die fachlich zwar verschiedenen Wert haben, jedoch selbst bezüglich der Jahre des zweiten Weltkriegs in vielen Fällen wichtige Daten enthalten, weisen ideologisch eine Farbenskala auf, die von einer infolge der Wirkung der geschichtlichen Erinnerungen schwer zu überwindenden ungewollten voreingenommenen Darstellung bis zur bewußt feindlichen Einstellung reicht; die in der Volksgruppenpolitik gespielte frühere aktive Rolle (z. B. die von Josef Senz) und die das Erscheinen dieser Publikationen ermöglichenden Organisationen und finanziellen Quellen beeinflussen oft ausgesprochen ungünstig diese Arbeiten, die auf diese Weise zu Werkzeugen unreiner politischer Ziele werden. Es ist daher richtig und begründet, daß sich die Aufmerksamkeit von Mirnić auch auf diese Publikationen erstreckt, obzwar ihrer auf die im ursprünglichen Siedlungsgebiet zurückgebliebenen Leute eventuell ausgeübte Wirkung am besten in der auf heimischem Boden erfolgenden Lokalgeschichtsforschung ein Gegengewicht gesetzt werden kann,

<sup>3</sup> *Nacizem i Nemci v Jugoslaviji 1933–1941* [Nazismus und die Deutschen in Jugoslawien 1933–1941]. Ljubljana, 1966.

<sup>4</sup> L. TILKOVSKY: *A Volksbund szerepe Magyarországon második világháborús történetében* [Die Rolle des Volksbunds in der Geschichte Ungarns im zweiten Weltkrieg]. In: *Történelmi Szemle*, 3/1968; L. TILKOVSKY: *SS-törzszak Magyarországon* [Werbung zur SS in Ungarn]. Kossuth Könyvkiadó. Budapest, 1974.

<sup>5</sup> J. WÜSCHT: *Beitrag zur Geschichte der Deutschen in Jugoslawien, für den Zeitraum von 1934 bis 1944* (Kehl am Rhein, 1966); *Ursachen und Hintergründe des Schicksals der Deutschen in Jugoslawien* (Kehl am Rhein, 1966); *Jugoslawien und das Dritte Reich. Eine dokumentarische Geschichte der deutsch-jugoslawischen Beziehungen von 1933–1945* (Stuttgart, 1969).

<sup>6</sup> E. ARATÓ: *Kann der Volksbund reingewaschen werden? Randbemerkungen zu einigen historischen Arbeiten Johann Weidleins*. In: *Neue Zeitung*, Budapest, 1964/42–44; L. TILKOVSKY: *Volksdeutsche Bewegung und ungarische Nationalitätenpolitik 1938–1941*. In: *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, 12/1966.

<sup>7</sup> *Weitblick eines Donauschwaben. Widerstand gegen nationalsozialistische Einflüsse unter den Donauschwaben Jugoslawiens und Ungarns 1935–1944*. Herausgegeben von M. Merkl. Dieterskirch, 1968.

<sup>8</sup> Bücherreihe „Donauschwäbische Beiträge“ des Pannonia-Verlags (Freilassing); das von der Donauschwäbischen Landsmannschaft in Spiegelberg herausgegebene „Heimatschrifttum“; die Verlagswerke des Südostdeutschen Kulturwerks (München) usw.

die auch der Untersuchung der Gestaltung der Nationalitätenverhältnisse erhöhte Aufmerksamkeit widmet.<sup>9</sup>

Das in den Archiven Jugoslawiens, Ungarns und der Bundesrepublik Deutschland gesammelte Quellenmaterial in deutscher, serbischer und ungarischer Sprache<sup>10</sup> bot eine sehr breite Grundlage zur gründlichen Beleuchtung der Geschichte der Deutschen der Batschka während des zweiten Weltkrieges; der Verfasser verwertet hierbei die zeitgenössische Presse der deutschen „Volksgruppe“, zieht die bezüglichen Berichte der sich mit dem Auslandsdeutschtum befassenden zeitgenössischen Zeitschriften in Betracht, befaßt sich auch mit den jugoslawischen und ungarischen Gesetzen, Verordnungen und Pressestimmen. Die Darlegung der wirtschaftlichen Lage, der gesellschaftlichen Schichtung, der kulturellen Verhältnisse, der politischen Bestrebungen der Batschkadeutschen ist sorgsam und verläßlich. Die Organe der Volksgruppenautonomie in der Batschka und die charakteristischsten Daten ihrer Tätigkeit sind auf dem Gebiete der landwirtschaftlichen und kleingewerblichen Produktion, der Handels- und Kreditverhältnisse wie im Unterrichtswesen, in den Kirchenangelegenheiten, bezüglich der sozialen Fürsorge usw. aus diesem Buch zu erkennen. Mit unwiderlegbarer Gewißheit ist zu ersehen, daß der Volkssturmkampf, den die Deutschen der Batschka gegen die Serben und die Ungarn führten, keine – im Buche weniger plastisch dargestellte – in vieler Hinsicht berechtigte Verteidigung gegen die jugoslawische und dann gegen die ungarische Nationalitätenpolitik war, sondern eine als machtpolitisches Instrument des nazistischen Deutschen Reiches geführte offensive Kriegsoperation um die deutsche Volkshegemonie auf diesem Gebiete. Es ist ein bedeutendes Verdienst des Buches, daß es mit der schematischen Darstellung der allbekannten „Fünften Kolonne“ bricht, und auch auf jene Gegensätze hinweist, welche zwischen der deutschen Reichspolitik und der Politik der Volksgruppe in mancher Hinsicht sich zeigten, so hauptsächlich im Zusammenhang mit dem Hitlerschen Plan zur Umsiedlung auf die eroberten Ostgebiete. Es wäre wünschenswert, diese Problematik weiter zu erforschen, doch bleibt es eine unumstößliche Tatsache, daß die Volksgruppenführung – wenn auch nicht ohne Gegensätze und Besorgnisse – in allem weitgehend den Interessen des Deutschen Reiches diente, mit den für die SS angeworbenen und an die Front gesandten Soldaten ebenso wie durch die im Rahmen des wirtschaftlichen Kriegsdienstes der Heimat durch unmittelbar Deutschland geleistete produktive Arbeit, doch auch dadurch, daß sie – auf wirtschaftlichem Gebiet nicht zuletzt durch die Tätigkeit von Johann Wüsch und seinen Kameraden – zur tatsächlichen Ausschöpfung der Leistungsfähigkeit Ungarns – beitrugen, zur Erzwingung dessen, daß die verborgenen Reserven des Landes vom Deutschen Reich zum totalen Kriegseinsatz in Anspruch genommen werden.

Aus dem Buch von Mirnić wird auch ohne besondere Betonung die Kriegsverantwortung der nazistischen Volksgruppenpolitik nicht nur Jugoslawien und Ungarn, sondern auch dem dort lebenden deutschen Volk gegenüber klar ersichtlich, das sie mit der vielfältigen sozialen Demagogie der Deutschen Volkshilfe irreführt hat, und wenn nötig, mit den Truppen der Deutschen Mannschaft terrorisierte. Die wiederholten Versuche der von der Jugoslawischen Kommunistischen Partei angeführten nationalen Befreiungsbewegung, das Deutschtum der Batschka zu gewinnen, blieben erfolglos; die Deutschen der Batschka gerieten 1944 in ihrer Heimat in offene bewaffnete Konfrontation mit den jugoslawischen Partisanenverbänden. Mit der blutigen Schlacht bei Batina hat ihre im zweiten Weltkrieg gespielte Rolle quasi ihren Höhepunkt erreicht, und die schweren Folgen konnten nicht ausbleiben. Dies zu verstehen ist eine wichtige Voraussetzung der Befriedung. Das Buch von Mirnić wäre in deutscher Übersetzung für diese besonnene, wissenschaftliche Aufklärung sehr geeignet.

L. Tilkowszky

<sup>9</sup> In Ungarn wurde getrachtet, den lokalgeschichtlichen Forschungen in dieser Richtung auch durch das vom Kultusministerium und der Vaterländischen Volksfront verkündete Preisausschreiben zu dienen. Auch in deutscher Relation wurden mehrere wertvolle Arbeiten beurteilt; von diesen erschien J. RAVASZ: *A 700 éves Szederkény. Egy baranyai német község története* [Das 700jährige Szederkény. Geschichte einer deutschen Gemeinde in Baranya]. Pécs, 1973.

<sup>10</sup> *Istorijski arhiv Pokrainskog Komiteta Vojvodine* [Historisches Archiv des Landeskomitees der Wojwodina], Novi Sad; *Arhiv Vojvodine* [Archiv der Wojwodina], Sremski Karlovci; *Arhiv Vojnoistorijskog Instituta* [Archiv des Kriegsgeschichtlichen Instituts], Belgrad; *Magyar Országos Levéltár* [Ungarisches Nationalarchiv], *Hadtörténelmi Intézet Levéltára* [Archiv des Kriegsgeschichtlichen Instituts]; *Párttörténeti Intézet Archivuma* [Archiv des Instituts für Parteigeschichte, Budapest], *Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes* (Bonn), Bundesarchiv (Koblenz).

*Gábor Barta – Antal Fekete Nagy: Paraszháború 1514-ben*  
(Der Bauernkrieg im Jahre 1514)

Budapest, 1973, Gondolat, 359 S.

Die Geschichte des Bauernkrieges von 1514 stand von Anfang an im Mittelpunkt des Interesses der marxistischen Geschichtsschreibung; kaum gibt es eine umfassende Arbeit über die Geschichte unseres Mittelalters, die sich nicht mit seiner Bedeutung, Rolle, den Ursachen für seinen Ausbruch und den Folgen seiner Niederlage befassen würde. In diesem Fragenkomplex sowie in der Analyse des Ideenguts der Aufständischen entstand eine neue Anschauungsweise, die entscheidend zum besseren Verständnis der Geschichte der Epoche und zur Beleuchtung des abweichenden Entwicklungsweges Ungarns von den westeuropäischen Ländern beiträgt. Die Revision der Geschichte des Aufstands, die kritische Umwertung des Quellenmaterials, die Ausbreitung der Quellenbasis sind neben diesen Arbeiten in den Hintergrund gerückt. Als Leitfaden der Geschichte des Bauernkriegs diente auch weiterhin die 1913 erschienene Monographie von S. Márki, dessen liberal-bürgerliche Anschauung zwar viel kritisiert wurde, doch wenig über die methodologischen Unzulänglichkeiten des Werkes gesprochen wurde, die dazu führten, daß in Ermangelung einer entsprechenden Quellenkritik durch willkürliche Übereinstimmung und Definition der widersprechenden Angaben die Geschichte des Aufstands durch zahlreiche fiktive Elemente gefärbt wurde. Aus Anlaß des 500. Geburtstags von György Dózsa haben auch die Forschungen einen Auftrieb erhalten und bewiesen, daß trotz der bedeutenden Ergebnisse der tiefgründigen Erschließung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse der Epoche und vor allem der Lage der Bauernschaft die rationalen Beweggründe der sich im Bewußtsein der Aufständischen abspielenden Prozesse nicht erklärt wurden. Eine alle Einzelheiten umfassende genauere Rekonstruktion des Ablaufs des Bauernkrieges ist nicht nur zur Beschreibung der authentischen Geschichte des Aufstands, sondern auch zum besseren Verständnis seiner Bedeutung und der historischen Prozesse der Epoche selber unerlässlich notwendig.

Obwohl sich dies in der Publikationstätigkeit der letzten zwei Jahrzehnte nicht widerspiegelte, befand sich eine authentischere, zeitgerechte, auf wissenschaftlichen Grundlagen basierende Geschichte des Bauernkriegs in Vorbereitung. Nach einer jahrzehntelangen Sammelarbeit des Archivars A. Fekete Nagy vergrößerte sich bedeutend die Zahl der als am meisten glaubwürdig zu betrachtenden Quellen: Berichte und Urkunden aus der Zeit des Aufstands sowie die juristischen Dokumente aus fast dem gleichen Zeitraum. Die Bearbeitung des gesammelten Materials konnte er nicht mehr beenden, doch sein unbearbeitet zurückgebliebenes Werk gab in vieler Hinsicht eine neue Richtung für die Forschung. Die von ihm entdeckten neuen Angaben und die auf ihnen basierenden neuen Gedankengänge veranlaßten G. Barta (der aus einem Bearbeiter seiner unvollendeten monographischen Einführungsstudie zur Dokumentensammlung des Bauernkriegs der Mitverfasser des Buches geworden ist), den Gang des Aufstands wirklichkeitstreu zu rekonstruieren und dessen Rolle neu zu bewerten. Dadurch entstand eine auf zeitgerechten Methoden beruhende, zahlreiche bisherige Widersprüche lösende, Unklarheiten beleuchtende und viele neue Fragen aufwerfende, zur weiteren Forschung anregende marxistische Monographie in einer neuen Konzeption der Geschichte des Bauernkriegs.

In Ermangelung eines Anmerkkungsapparats kann nicht genau festgestellt werden, welche Rolle bei der Herausbildung der neuen Konzeption die neu erschlossenen Angaben spielten. Viele Schriften halten bisher unbekannte Momente des Aufstands fest oder ermöglichen die Datierung von bekannten Ereignissen. Es finden sich auch solche wichtigen Urkunden, deren Text wir bisher nur aus ungenauen, gekürzten oder fehlerhaften Mitteilungen und Hinweisen kannten und die Analyse des jetzt erschlossenen Originaltextes gab einen neuen Anstoß, die Geschichte der Ereignisse oder Ideen auf neue Grundlagen zu stellen. Bei der Herausbildung der neuen Konzeption spielte jedoch die kritische Revision der bereits bekannten Quellen eine fast identische Rolle. Zur Zerstreuung der falschen Annahmen war oft nicht einmal das notwendig: zur Zerstörung der von Márki stammenden Legende der Cegléd-Rede genügte ein Einblick in die Chroniken, um sich zu überzeugen, daß keine einzige Quelle Cegléd als Lagerplatz

erwähnt. Und nicht neu entdeckte Angaben, sondern der Vergleich der bereits bekannten Quellen ermöglichte eine genaue Klärung der Persönlichkeit des legendären „revolutionären“ Pfarrers Lőrinc. Außer den die Feststellung der Zeitpunkte der Ereignisse erleichternden neuen Quellen trug auch das sorgfältige Studium der zeitgenössischen Truppenbewegungen und Nachrichten zur Ausarbeitung einer neuen Chronologie des Bauernkriegs bei, die eine getreue Rekonstruktion der Verbindungen und der Rolle der Haupttruppen und der lokalen Bewegungen ermöglichte. Die neue Chronologie bot die Grundlage für die Herausbildung einer bislang von den bekannten stark abweichenden Konzeption über Ort und Zeitpunkt des Ausbruchs des Aufstands und über Dózsas Rolle.

Der herkömmlichen Auffassung nach war die Ursache des Aufstands die Einstellung der Werbungen und als Schauplatz der Umwandlung des Kreuzheeres in ein aufständisches Heer wurde das unter Dózsas Führung stehende Pester Lager angenommen. Dieser Auffassung nach hat Dózsa sein Heer um den 15.–16. Mai aus Pest nicht gegen die Türken, sondern gegen die Adeligen in Bewegung gesetzt. Da jedoch zuverlässige Quellen den 24. bzw. 28. Mai als Datum der Schlacht bei Nagylak bzw. der blutigen Vergeltung gegen den Adel angeben, haben die Verfasser der Monographie mit Recht festgestellt, daß Dózsa mit dem Pester Heer den 200 km langen Weg in acht bis neun Tagen nicht zurücklegen konnte, wie dies der bezüglich der Ereignisse östlich der Theiß als die größte Autorität betrachtete Gy. Szerémi behauptet. Der Aufbruch mußte also früher erfolgt sein und da die Berichte aus Buda Anfang Mai in der Gegend der Stadt keine Unruhen erwähnen, haben nicht Aufständische unter Dózsas Führung, sondern in den Krieg gegen die Türken ziehende Kreuzfahrer die Hauptstadt verlassen. Die Einstellung der Werbung und der Widerruf der den Kreuzzug verkündenden Bulle haben nicht im Pester Lager, sondern in anderen Gegenden Unruhen hervorgerufen. Der Aufstand begann also nicht in der Umgebung von Pest, sondern irgendwo östlich der Theiß. Der erste größere bewaffnete Zusammenstoß erfolgte am 22. Mai in der Nähe von Wardein (heute Oradea); die Ideologie des Aufstands erhielt bereits Anfang oder Mitte Mai eine prägnante Formulierung im Kreis der Aufständischen in der Umgebung von Kaschau (heute Košice). Die Umwandlung in Dózsas Zielen, in dem unter seiner Führung marschierenden Kreuzheer erfolgte irgendwo in der Gegend von Békés, nachdem er die Anweisung zur Einstellung der Werbung erhalten hat; die Wenden zeigen die Änderung der früheren Wegrichtung und die Ereignisse längs des Flusses Maros (Mieresch) an. In diese Auffassung konnte die traditionelle Datumsangabe von Mitte Mai des undatierten Aufrufs von Cegléd natürlich nicht inseriert werden. Der logische Bruch veranlaßte den Lektor des Bandes, J. Szűcs, der das Ideengut der Aufständischen untersuchte, aufgrund einiger früher von Márki abgelehnten und im weiteren nicht beachteten Hinweise festzustellen, daß es sich vermutlich um ein Exemplar eines im Laufe des Feldzugs längs des Maros erlassenen Mobilisierungsbefehls handelte, den Dózsas Bruder auf dem Weg zur Einnahme von Buda im Namen des Führers etwa Mitte Juni aus Cegléd versandte.

Diese neue Konzeption über den Ausbruch des Bauernkrieges vermittelt ein glaubwürdiges Bild über die Geschehnisse in den ersten Wochen des Aufstands und eine logischere Erklärung für die Wende in der Marosgegend. Da die Quellen fragmentarisch und widersprüchlich sind, hält auch G. Barta diese Konzeption in vieler Hinsicht für hypothetisch, doch für eine Hypothese, die zu weiteren Forschungen anregt und sie erleichtert. Seine Auffassung könnte man aufgrund der gegenwärtigen Quellenbasis gar nicht widerlegen, und laut dem Gedankengang des Werkes könnte man sogar eine noch folgerichtigere Abwendung von den alten Traditionen und die Zerstreuung von noch mehr Illusionen fordern. Wir denken hier in erster Linie an die Tradition des Pester Lagers als Hauptsammelpunkt und Dózsas Ernennung zum Führer.

Auch die Legende, daß Pest die Hauptsammelstelle war, faßte aufgrund der Chroniken in unserer Geschichtsschreibung und im allgemeinen Bewußtsein Wurzeln. Bisher kennen wir nämlich keine einzige solche authentische Angabe, die die zentralen Sammelpunkte der Kreuzfahrer bestimmt hätte und in dem von J. Szűcs entdeckten, leider noch unveröffentlichten Quellenmaterial findet sich nur darauf ein Hinweis, daß sich die Prediger zu einem angegebenen Zeitpunkt dem Führer des Kreuzzuges anschließen sollten. Auch das Verbleiben am Ort der in verschiedenen Punkten des Landes versammelten Truppen spricht gegen die Theorie der einheitlich bestimmten Sammelstellen. Die Verbotsverfügungen von Ba-

kócz betonen lediglich die Legalität der Pest-Budaer Werbung und auch aus den Berichten über die Zahl der Kreuzfahrer kann nicht in jedem Fall festgestellt werden, ob sie sich auf das Pester Lager beziehen. Ein Brief aus Buda von Ende Mai berichtet von 5 000 Kreuzfahrern, die bei Pest lagerten, doch kann nicht festgestellt werden, ob es sich um einen von Dózsa zurückgelassenen Truppenteil oder um die im Laufe vom Mai Versammelten handelte. (Gegen die erstere Annahme spricht, daß hätte Dózsa den Pester Bürger Száleresi als Führer der zurückgelassenen Truppen bestimmt, sein Budaer Bürgergenosse diese Tatsache in seinem Brief kaum verschwiegen hätte.)

Auch die Quellen über Dózsas Ernennung sind ausschließlich die Chroniken; in den zeitgenössischen Briefen und Urkunden finden sich darauf keine Hinweise, obwohl es kaum denkbar ist, daß die offensichtlich eine Überraschung hervorgerufene Ernennung der Person des Führers die Zeitgenossen nicht für erwähnenswert gehalten hätten. Aber selbst die Darlegung der Chroniken ist nicht einheitlich: wir verfügen auch über solche Angaben, daß er sich eigenmächtig an die Spitze des Heeres gestellt hat bzw. daß die Aufständischen ihn zum Führer gewählt haben. Die Widersprüche werden von den Verfassern derart aufgehoben, daß sie Dózsas Führerrolle als Oberkommandierender verneinen und ihm nur eine auf das Pester Lager beschränkte Führungsmacht zusprechen. Doch falls er wirklich in dieser Funktion aufgrund einer Anweisung und eines bestimmten Kriegsplans aufgebrochen wäre, wäre es fast ausgeschlossen, daß sich Bakócz in seiner weiteren Werbungen verbietenden Anweisung vom 15. Mai nicht auf die Tatsache des Aufbruchs des Hauptheeres berufen hätte. Die Monographie stützt sich bei der Beschreibung des Weges und der Aktionen des von Dózsa geführten Heeres vor allem auf Szerémi Angaben, doch beachtet sie nicht, daß es aus seiner Darstellung erhellt, daß Dózsa eher einen Auftrag zur Werbung bzw. Zusammenfassung der sich in der ungarischen Tiefebene und östlich der Theiß sammelnden Truppen erhalten habe. Wenn er überhaupt einen solchen Auftrag erhalten hat. Denn die Art und Weise der Werbung und vornehmlich der Einweihung des Kreuzzugsheeres durch Ambrus von Dévaványi erinnern stark an die in der Verfügung von Bakócz gebrandmarkten Momente der ungesetzlichen Werbung. Die vierzehntägige Zeitspanne des Marsches Pest–Apátfalva erscheint ebenfalls zu kurz, nicht nur wegen der mehrfachen Flußübergänge, sondern auch wegen der von Szerémi erwähnten längeren Rasten. Nach seiner Darstellung hätte sich Dózsa in Békés längere Zeit aufgehalten und auch die Ereignisse von Mezőtúr können nicht als kurze Episoden betrachtet werden, denn die Racheaktionen wegen der früher gegen die Kreuzfahrer angewandten Repressalien, die Ermordung des Steuereintreibers, waren Vorzeichen für die Wende in Békés, wonach Dózsa sich gegen die Macht wandte. Und gleichzeitig waren sie die erste Manifestation gegen die Verhinderer des Unternehmens und gegen die Steuereintreiber und für die Verkündigung der Prinzipien des Rechtes auf Steuerverweigerung, die ebenfalls aus den Verbotsvorschriften von Bakócz und aus den Schriften der Kreuzfahrer aus der Gegend von Kaschau herauszulesen sind. Bei Mezőtúr schloß sich auch Ambrus von Dévaványa Dózsa an; vielleicht ist die Annahme nicht ganz von der Hand zu weisen, daß gerade hier und gerade durch Ambrus' Vermittlung Dózsa und sein Heer die Ideen der Franziskaner Apostasie erreichten, die zur Ideologie der Kreuzfahrer wurden. Darüber bieten vor allem die Quellen aus der Gegend östlich der Theiß und des Bezirks (Komitats) Abauj die reichsten Belege. Ist es möglich, daß die Wende in Mezőtúr erfolgte, ist es möglich, daß, wie Szerémi schreibt, Dózsa im Auftrag von Bakócz mit einer kleinen Truppe noch vorher aus Pest aufgebrochen ist, oder daß er sich ohne Auftrag und nicht in Pest an die Spitze des Heeres gestellt hat?

Diese Fragezeichen verleugnen nicht die neue Konzeption, sie kritisieren sie eher aus der Sicht einer Möglichkeit zur folgerichtigen Weiterentwicklung und die Vielfalt der aufgeworfenen Fragen beweist ebenfalls, wie anregend sie auf die weitere Erforschung der Geschichte des Bauernkriegs wirkt. Die Geltung dieser Wirkung wird jedoch stark dadurch beeinträchtigt, daß wir wegen der Gebundenheit dieses Genres auf einen ausführlichen Anmerkungsapparat und Quellennachweis verzichten müssen.

Es ist erfreulich, daß ein solches Buch über die Geschichte des Bauernkriegs erschienen ist, das auch als Lektüre spannend und gleichzeitig auf hohem wissenschaftlichen Niveau ein glaubwürdiges Bild über die Epoche, deren historische Gestalten und über den Gang des Aufstands dem breiten Publikum vermittelt. Doch über die Richtigkeit einer neuen Konzeption, die im Gegensatz zu den seit Jahrzehnten geltenden Anschauungen steht, kann sich der Spezialist nur in Kenntnis der neuen Quellenbasis über-

zeugen; die Auszüge und Hinweise ersetzen den Text der Quelle nicht, die Berufung auf Daten der noch nicht erschienenen Urkundensammlung sind der Archivsignatur nicht gleichwertig.

Wegen der Beschränkungen des Genres mußte das unserer Meinung nach unerlässlich quellenkritisch-historiographische Kapitel wegleiben und die andernorts erschienene überzeugende Charakteristik der Werthierarchie der Quellen von J. Szücs kann weder diesen Mangel noch die individuelle kritische Analyse der Grundquellen ersetzen. Betreffs der Glaubwürdigkeit der verschiedenen Quellengruppen stellen die Verfasser, die mit J. Szücs die Meinung teilen, die zeitgenössischen Berichte in den Vordergrund, wobei sie ihr Nachrichtenmaterial durch eine sorgfältige Analyse von den für diese bewegte Zeit charakteristischen falschen Gerüchten trennen. Weniger folgerichtig und kritisch ist ihre Anschauungsweise im Falle des Fehlens einer Angabe und eines Hinweises, in dem sie meistens den Beweis sehen, daß ein Ereignis nicht stattgefunden hat und nicht immer entsprechend berücksichtigen, daß die Nachrichten den Berichterstatter nicht immer rechtzeitig erreicht haben bzw. den subjektiven Faktor außer acht lassen, daß der Berichterstatter aus der ihm bekannten Information auch das vernachlässigen kann, was er nicht für wichtig hält. Obwohl die Verfasser bei der Darstellung der wesentlichen Fragen nicht unterlassen, auf die Widersprüche der Quellen hinzuweisen, müssen sie bei weniger bedeutenden darauf natürlicherweise verzichten, denn eine Überhäufung des Textes mit Anmerkungen würde auf Kosten der Verständlichkeit gehen und sie können höchstens im Rahmen eines ausführlichen Anmerkungensystems untergebracht werden.

Der aus dem – aus Anlaß des Jahrestages – beschleunigten Tempo des Aufschwungs der Forschungen sich ergebende Gleichzeitigkeit ist es zuzuschreiben, daß die Monographie keine ausführlichere Darlegung der brillanten Charakteristik von J. Szücs über die Ideologie des Aufstands brachte, der Ideologie, die auf der Verschmelzung der im Kreise der Franziskaner entstandenen neuen Ideen und der Auslegung der päpstlichen Bulle beruhte. Mit dieser Charakteristik ist G. Barta sichtlich einverstanden. Mit gewissen Vorbehalten und beschränkter Geltung nimmt er das Modell der Székler Verhältnisse als gleichwertigen dritten Faktor an, und in dieser Frage sind wir mit G. Barta einer Meinung. Unbestreitbar und wichtig ist, daß der Feldherr Dóza bei der Mobilisierung und auf dem Gebiet der militärischen Disziplin die Székler Gebräuche anwandte. Doch das Rote Kreuz und der Stock konnten das Symbol des Aufrufs zum Krieg, des Aufrufs zum Kampf für eine bessere Zukunft im Notfall des Zwanges sein, doch nicht das Symbol der zu erkämpfenden Zukunft, denn es ist kaum glaubhaft, daß das Modell der militärischen Bürden tragenden harten Székler Gemeinschaft auf die den Kern des Bauernheeres bildende warenproduzierende, handeltreibende, aufwärtsstrebende Bevölkerung der Landstädte eine besondere Anziehungskraft ausgeübt hätte. Demgegenüber mußte auf die Entstehung der Gesellschaftskritik, auf die „Irrlehren“ der Franziskaner jenes Medium unbedingt eine Wirkung gehabt haben, in dem sie lebten. Und dieses Medium war nach Zeugnis neuer Forschungen im Falle der überwiegenden Mehrheit der Klöster die Welt der Städte und Landstädte und unter den letzten der entwickeltesten städtischen Siedlungen. Dóza als Führer konnte bei den Plänen für die Zukunft mitgewirkt haben, ihren grundlegenden Inhalt aber formulierten doch die Mönche, Priester und Literaten. Nicht allein die Székler Freiheit mußte das Modell der *libertas* sein: Die ohne adelige Oberherrschaft, ohne an die Adligen abgeführte Steuern, über eine entwickeltere Selbstverwaltung verfügende landstädtisch-städtische Freiheit der *Oppida* konnte auch eine anziehende Perspektive der bäuerlichen Freiheitsbestrebungen sein.

Auch das erste veröffentlichte Ergebnis der aus Anlaß des Jahrestages erneuerten und erweiterten Forschungen enthält zahlreiche äußerst bedeutende Ergebnisse, Veränderungen in der Anschauung, doch zumindest ebensoviele Fragen und Forschungsaufgaben. Ich hoffe aufrichtig, daß die Fortsetzung nicht auf einen eventuell folgenden Jahrestag hinausgeschoben wird.

V. Bácskai

**György Bónis: *A jogtudó értelmiség a Mohács előtti Magyarországon***  
(Intellectuels de formation juridique dans la Hongrie d'avant 1526)  
Budapest, 1971, Akadémiai Kiadó, 446 p.

Comme il le dit dans la préface à son ouvrage, l'auteur a consacré une quinzaine d'années au travail dont les résultats sont exposés dans ce livre. Il définit son but comme suit: « Dans mon livre j'étudie la couche sociale des intellectuels versés dans le droit, pendant la période allant de la fin du règne des Árpádiens jusqu'au désastre de Mohács (1526), cette couche qui appliquait et développait le droit féodal hongrois. J'analyse leur carrière, leur situation matérielle et sociale, leur culture et leur travail. Je tâche de les situer dans la société hongroise de l'époque, et dans l'Europe relevant de la sphère d'influence du droit romain ou du droit canon... Je voudrais faire sentir qu'il est impossible, sans la bonne connaissance de cette couche sociale, de comprendre l'évolution du droit coutumier féodal, l'histoire de notre système judiciaire, le rythme et l'ampleur de la pénétration du droit romain, ni la genèse de la science juridique hongroise d'un épanouissement tardif. »

Ce livre dont le volume dépasse quatre cents pages, commence par la mise au point de problèmes méthodiques et de concepts, pour aborder ensuite le thème proprement dit, divisé en quatre grandes périodes: « La formation de la catégorie des intellectuels versés dans le droit (jusqu'en 1387) »; « Période de stabilisation (1387-1457) »; « Période de centralisation (1458-1490) »; « Décomposition et épanouissement (1490-1526) ».

Les germes des organes d'Etat peuvent être décélées dans la « chancellerie » rudimentaire qui commence à se former au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, sous le règne de Béla IV. Le personnel y était recruté parmi les ecclésiastiques cultivés de la *capella regis*, comme en général c'étaient ceux-ci qui fournissaient le personnel, avec la diffusion de plus en plus forte de l'écriture, aux grands du pays et aux *loca credibilia* qui avaient besoin des fonctionnaires. L'explication de ce phénomène se trouve dans le fait qu'à ce stade d'évolution de la société et de l'économie il n'y eut d'autre possibilité de rémunérer ce genre de service que par l'octroi de biens ecclésiastiques. Le roi lui-même y avait recours, ce sont ses clercs qui remplissent la majeure partie des postes de hauts prélats.

Les membres les plus illustres de cette *intelligentsia* ecclésiastique, qui dominait quasi totalement dans la chancellerie, faisaient leurs études à l'étranger, d'abord à l'université de Paris, ensuite, à partir du XIII<sup>e</sup> siècle en Italie, surtout à Bologne, et étudiaient avant tout le droit canon et seulement partiellement le droit romain.

A partir du règne de la dynastie angevine, du début du XIV<sup>e</sup> siècle, cette *intelligentsia* cultivée, en général de haute naissance, ne pouvait maintenir la première place qu'à la *capella regis*, elle pourvoyait aux besoins des *loca credibilia*, des missions diplomatiques, mais en outre elle ne servait qu'à recevoir les doléances. Les activités par écrit que demandait désormais l'administration, incombèrent à la chancellerie qui devenait de plus en plus indépendante et au sein de laquelle la différenciation était déjà engagée. Les tâches de notaire y étaient accomplies par des laïcs (*literati*) ayant fait des études sur place et ayant acquis les connaissances nécessaires au cours de leur travail. Au lieu de biens ecclésiastiques, ils cherchaient à se procurer des avantages matériels et sociaux surtout par la voie d'acquisitions de propriétés terriennes.

Après l'anarchie qui suivit la mort de Louis I<sup>er</sup>, le gouvernement de Sigismond se raffermir peu à peu. On y retrouve encore les intellectuels ayant fait des études universitaires, plutôt à Cracovie et à Vienne, mais ceux-ci ne sont plus tous de grands propriétaires, on trouve parmi eux aussi de simples nobles et même des bourgeois. Ils travaillent dans le conseil royal et sont utilisés surtout dans la diplomatie. Leur influence sur la chancellerie ne se rétablira qu'après le long règne du roi-empereur (après 1438), ils y obtiennent les dignités supérieures, en qualité de chanceliers etc. rémunérés par des biens ecclésiastiques. C'est l'époque où le premier souffle humaniste les touche.

Parmi les fonctionnaires subordonnés de la chancellerie cette période n'avait par contre apporté aucun changement.

Les perpétuelles réformes de Sigismond présagèrent souvent les temps de Mathias (la pénétration de non-aristocrates au conseil), mais ses caprices (à certains moments il accordait sa confiance précisé-

ment à des aristocrates, il échangeait les Hongrois contre des étrangers et à l'inverse) l'empêchèrent d'aboutir à quelque chose de durable.

Après le chaos du milieu du XV<sup>e</sup> siècle, au début du règne de Mathias I<sup>er</sup>, les partisans des Hunyadi dirigeaient la chancellerie qui n'avait plus qu'un seul département. Les réformes mises en vigueur en 1464 sanctionnèrent enfin son existence. A la tête de la nouvelle organisation se trouvait, comme avant, le grand chancelier privé, toujours titulaire d'une haute dignité ecclésiastique, secondé par son suppléant, le vice-chancelier et par un secrétaire royal chargé avant tout de missions diplomatiques. La majorité des dirigeants et tout le personnel étaient des juristes humanistes recrutés surtout parmi la petite noblesse, et même parmi des Hongrois et des étrangers d'origine bourgeoise. Les notaires continuaient d'être des laïcs.

Lorsqu'en 1471, le principal moteur des réformes de Mathias, le grand chancelier János Vitéz forma une faction et mourut ensuite, le roi réduisit considérablement l'importance de la chancellerie. Seuls les fonctionnaires dont le loyalisme ne faisait pas l'ombre d'un doute restèrent, et le secrétaire royal devint l'homme important du gouvernement, il était le rapporteur de la majorité des affaires débattues par le conseil royal. Le travail n'acquiesça pas pour autant un caractère proprement administratif, les nombreuses missions diplomatiques empêchant l'activité continue et le secrétaire royal ayant de l'importance non pas en tant que fonctionnaire mais en tant que confident du roi.

Le pouvoir personnel fut pour beaucoup dans la déchéance subite du fort pouvoir central établi par Mathias après la mort de celui-ci. Au sein de la chancellerie il y eut une réaction qui se manifesta dans la dépendance des carrières des rapports de force en politique intérieure, dans le renforcement du favoritisme et de la corruption. Pourtant, l'organisation fut plutôt revigorée, à la place du grand chancelier privé (qui est désormais par tradition l'archevêque d'Esztergom) ce fut en réalité le chancelier qui expédia les affaires. Lui aussi fut un grand prélat mais sans formation universitaire. Les secrétaires par contre furent toujours des universitaires, d'une culture humaniste, jouissant eux aussi de prébendes. A la fin du règne des Jagellons leur nombre montait à huit. Seul après la guerre paysanne de 1514, quelques juristes de culture humaniste et ayant de la pratique, pénétrèrent, pour quelques années, dans leurs rangs.

Dans l'administration centrale, dès le règne des Angevins, apparut près de la chancellerie, chargée de l'administration et de la diplomatie, la plus haute instance judiciaire, la « *curia regia* », organe autonome de délivrance de documents. Au début, elle ne desservait que le tribunal du palatin et du grand justicier. La « *specialis presentia regis* » qui fonctionnait au tournant des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, ensuite la « *personalis presentia regis* » qui se constitua au début du XV<sup>e</sup> siècle à partir du conseil judiciaire du roi qui siégeait dans la présence réelle du roi, se servaient longtemps des offices de la chancellerie. La toute première tâche de ces deux instances aurait été de réprimer efficacement et aussi vite que possible les abus du pouvoir de la part des grands barons, avec l'intervention du roi, cependant, vu les perpétuelles absences de Sigismond, la présidence à la *personalis presentia* incombait d'abord aux vicaires, et à partir de 1435 c'était pratiquement la fonction du grand chancelier privé. Sous le roi Albert, et pendant l'interrègne, la « *personalis presentia* » se sépara de la juridiction personnelle du roi pour devenir un tribunal spécialisé indépendant auprès du tribunal du grand justicier et du palatin, dont elle diffère par la seule personne de son chef qui n'est pas un baron, mais un « *vicesgerens* » d'origine noble et de formation juridique.

Mathias voyait dans ce tribunal, dépendant de lui plus que les autres, le moyen de constituer le pouvoir central, aussi ses réformes répétées (1458, 1464) renforcèrent-elles son autonomie (malgré les liens étroits qui l'attachaient, par ses dirigeants, à la chancellerie) pour en faire finalement la plus importante des instances judiciaires. Son président, appelé désormais locumtenens, ne sera ecclésiastique que pendant un certain temps, à la fin du règne des Jagellon ce sera déjà un juriste laïc (István Werbőczy). A cette époque, il possédera déjà sa propre chancellerie, la *cancellaria minor*.

Dans les tribunaux centraux, d'abord en nombre de deux, ensuite de trois, les protonotaires, originellement chefs de bureau, prenaient une part croissante au travail pratique de la juridiction. En qualité de garde de sceau des grands juges, et au nom de ceux-ci, ils sont au fond les chefs effectifs des tribunaux, dont ils deviennent les chefs réels à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, par leur propre droit reconnu par la loi. La Table royale, le conseil juridique du roi, s'assurent la compétence juridique par leur présence: depuis Mathias, les trois sénéchaux assument la responsabilité, en tant que corps juridique, des arrêts les plus importants.



En général, ce ne sont pas de juristes de formation universitaire, mais ils sont les meilleurs connaisseurs du droit coutumier hongrois. Presque tous sont d'origine noble et commencent leur carrière sous l'égide de l'appartenance familiale. Avec le temps cependant, leur compétence juridique les rend de plus en plus indispensables, de sorte que les grands juges qui se succèdent adoptent dans leur famille les sénéchaux de leurs prédécesseurs, mais pendant le règne de Mathias les liens familiaux cèdent la place aux critères administratifs et, mis à part le début du règne des Jagellon, le poste de sénéchal ne dépendra plus de la personne des grands juges.

De plus en plus de carrières commencent à la Cour même, par la fonction de notaire simple. Cette fonction permet de connaître tout le système juridique de la Hongrie féodale, aussi les notaires, chargés au début des travaux ayant rapport à la procédure écrite, intervenaient-ils toujours davantage dans le déroulement des procès (exception faite de l'arrêt même).

Dans la plupart des cas, le sénéchal choisit lui-même ses notaires, mais ceux-ci n'arrivèrent jamais à une stabilité de fonction pareille à leurs supérieurs. Nombreux étaient ceux qui échangeaient le notariat, travail dur et peu lucratif, contre le travail d'avocat ou autre, demandant des connaissances juridiques. La meilleure école pour eux était, jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, la chancellerie du *grand justicier* (ou auparavant celle, unique, de la Cour), mais dans la suite, la primauté du tribunal du locumtenens se faisait déjà sentir dans ce domaine aussi.

Le personnel de la Cour était une catégorie homogène d'intellectuels originaires de la petite noblesse, sa formation marque en fait la naissance en Hongrie, au début du XIV<sup>e</sup> siècle, de cette couche laïque instruite, de formation juridique. A quelques rares exceptions près, comme l'historien János Thuróczi, notaire de la Cour et sénéchal, ils ne s'élevèrent pas au-dessus du niveau de la culture des clercs. Ils ont de grands mérites dans l'application et dans le développement du droit coutumier hongrois, mais souvent, ils apparaissent sous un mauvais jour à cause de leur avidité brutale d'accaparer des propriétés, aggravée de nombreux abus (dons royaux, subornation des clients).

Ils ont apporté des progrès dans le renforcement des compétences juridiques et de la régularité administrative, et en outre dans le développement du droit coutumier féodal dont ils ont fondé la systématisation (István Werbőczy). L'effet cependant en fut contradictoire: la consécration du droit coutumier (contre le droit romain) fixait pour l'évolution ultérieure les cadres étroits de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux et le système de donations, ce qui contribua considérablement à prolonger la vie du féodalisme.

Il va sans dire que dans sa situation subordonnée, cette catégorie de fonctionnaires, de mentalité nobiliaire, de culture moyenne, aurait été incapable de faire valoir aussi efficacement ses vues et conceptions. Toutefois, la centralisation effectuée par le roi Mathias demandait des alliés et ouvrit la voie aux aspirations des nobles ce qui ne manquait pas d'influencer l'évolution du droit. On en voit les manifestations dans l'augmentation de l'influence des sénéchaux, et aussi dans l'admission à la Table royale (et ensuite au conseil royal) d'assesseurs venant de la petite noblesse. A la Table, les aristocrates s'éclipsèrent face à la prépondérance des sénéchaux instruits et des assesseurs d'opposition dont l'avance fut renforcée encore par les juristes pratiques qui envahirent temporairement la chancellerie après 1514. Ce processus se poursuivit même après le désastre de Mohács (1526) et les vues juridiques de l'ordre nobiliaire finirent par conquérir le pays entier.

Voilà l'essence du livre. Un grand nombre de questions importantes y sont encore traitées évidemment auxquelles nous ne pouvons pas nous étendre vu la place réduite dont nous disposons. Comme exemples nous citons l'histoire des tribunaux du ban, du voïvode, du trésorier; les directeurs royaux des affaires juridiques; les tentatives de fonder des universités à Pécs, Óbuda, Pozsony (Bratislava) etc. Le livre contient des informations sur le déroulement des procès au moyen âge, sur la compétence et le ressort des différents tribunaux. Les nombreuses brèves biographies des membres de cette catégorie sociale sont d'un intérêt particulier. Le livre contient en outre, et ce n'est pas son moindre mérite, de nouveaux jugements et de nouveaux angles de vue sur les plus importants problèmes de notre histoire médiévale grâce à une analyse moderne des rapports entre l'administration de la justice, la centralisation et le système des ordres.

L'auteur lui-même le dit en passant que ses examens ne dépassent pas les catégories supérieures des juristes. Le lecteur aura ainsi en fin de compte l'impression que par leur sort il avait appris au fond l'histoire de l'administration centrale. Cela diffère certainement de ce que l'on attend d'après le titre, mais on n'est pas en droit d'en faire reproche à l'auteur, forcé d'établir une limite à cet immense matériel. C'est ailleurs que la critique n'est peut-être pas toujours d'accord avec l'auteur, notamment à propos de quelques conclusions où l'on sent trop de rigidité. Pour lui, la culture humaniste se rattache exclusivement aux études faites à des universités étrangères (cette idée semble la plus problématique dans le cas de Tamás Drágy). Il souligne justement les avantages de la compétence et du système de fonctionnaires, mais son jugement n'en est pas moins trop sommaire pour condamner le système féodal traditionnel de la juridiction. Ce ne sont pourtant que des questions secondaires qui ne peuvent nullement diminuer l'importance et la valeur de cet ouvrage qui comble des lacunes dans le sens le plus stricte du terme. Ce travail précis et logique fournit aux recherches historiques hongroises une aide dont elles n'avaient que trop grand besoin.

G. Barta

*Zsuzsa Kakuk: Recherches sur l'histoire de la langue osmanlie des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Les éléments osmanlis de la langue hongroise. Budapest, 1973, Akadémiai Kiadó, 660 p.*

Ce gros volume contient les résultats d'une collecte durant une vingtaine d'années. L'auteur y a dépouillé les mots d'emprunt turcs du hongrois lesquels avaient été empruntés lors de la troisième vague d'emprunt, à l'époque de la domination de l'Empire Ottoman en Hongrie. La collecte des mots d'emprunt, leur analyse morphologique et lexicale contribue dans une grande mesure non seulement à la connaissance du hongrois, mais aussi à la connaissance plus profonde de la langue osmanlie. C'est que l'écriture arabe employée chez les Turcs jusqu'à la réforme n'était pas conforme au système phonétique turc et ne suivait non plus les changements survenus au cours du développement de la langue. Par cela, il est très difficile de poursuivre des recherches d'histoire phonétique à la base des textes turcs notés uniquement par l'écriture arabe. Il ressort de ce fait que les recherches analysant des textes de l'époque notés par d'autres écritures, notamment par la latine, ont une importance de plus en plus grande.

Le livre de Zsuzsa Kakuk a une importance scientifique historique surtout dans le domaine de la linguistique, mais aussi des historiens et ethnographes peuvent profiter de ses résultats. Le livre offre une aide considérable à l'analyse des sources de langue hongroise des XVI<sup>e</sup>–XVII<sup>e</sup> siècles. Dans ces dernières les chercheurs trouvent toujours des mots turcs dont l'interprétation est très difficile à cause des formes corrompues ou bien « magyarisées », déformées sous l'influence de l'étymologie populaire. L'ouvrage de Zsuzsa Kakuk nous aide à résoudre ces problèmes. A l'aide de l'interprétation des mots d'emprunt, de l'énumération des variantes connues dans le hongrois (et dans plusieurs langues balkaniques), à l'aide des index détaillés et précis, l'historien et l'ethnographe peuvent s'orienter facilement dans les termes turcs des sources hongroises.

Ce n'est pas seulement cette aide pratique, directe qui explique l'importance du livre. Nous pouvons faire des remarques très intéressantes en consultant la liste des mots turcs introduits dans le hongrois à l'époque de la domination turque. La constatation ancienne – selon laquelle les conquérants turcs et le peuple soumis vivaient tout à fait isolés l'un de l'autre, ils ne se mêlaient pas dans les régions de la Hongrie conquises par les Ottomans – est vérifiée par le développement du lexique. Ce fait s'est manifesté dans l'usage de la façon suivante: en considérant les coutumes et les institutions de l'autre comme étrangères, toutes les deux parties employaient les termes de l'autre langue conséquemment, même dans les cas où elles avaient des synonymes précis dans leur propre langue. Nous tombons souvent sur des mots hongrois dans les sources turques: p. ex. en autorisant la ville Debrecen à la juridiction autonome, le *beïlerbei* de Buda a employé le mot: « *törvény* » (loi), aussi a-t-il nommé le peuple de Jászág sujets libres subordon-

nés à la « korona » (couronne) hongroise. Et inversement: les sources hongroises écrivent des fonctionnaires turcs destitués qu'ils étaient devenus « mazurs » (<māzül = privé de la fonction dont il jouissait) et non pas que le sultan les avait relevés; en parlant du grand ennemi oriental des Turcs, ces sources n'employaient pas le mot hongrois « perzsa » mais elles le nomment « kuzul pasa » (<kizilbaş' = Persan).

Il vaut la peine de dresser une statistique improvisée sur les mots d'emprunt de l'époque. Ne comptant pas les noms des personnes et des localités, les mots désignant les organisations administratives turques et ceux des rangs militaires et civils sont les plus fréquents. C'est compréhensible, car ces notions étaient inconnues par les Hongrois, ils ne pouvaient les nommer en hongrois, mais ils avaient un rapport étroit avec elles par la force des choses, ils les rencontraient chaque jour dans la vie quotidienne. Le nombre et la proportion des mots désignant des métiers spécialement turcs, des effets usagers, des vêtements, des objets de commerce, des produits agricoles, des mesures etc. jouent déjà un rôle plus important dans l'ensemble des mots d'emprunt. Naturellement, les livres de douane de l'époque donnent des informations beaucoup plus précises et systématiques sur les articles industriels et les produits agricoles, turcs importés en Hongrie que les données sporadiques des autres sources historiques. Mais très peu de livres de douane restaient conservés, c'est pourquoi nous ne pouvons appuyer de preuves la présence continue de quelques articles en Hongrie qu'à l'aide des données sporadiques, rassemblées par Zsuzsa Kakuk. Étant donné qu'elle a rassemblé ces données non seulement du territoire dit de la domination turque, mais aussi des sources conservées en Hongrie royale et en Transylvanie ainsi que des œuvres des ambassadeurs, des prisonniers et des réfugiés en Transylvanie – ces données nous permettent de mesurer l'expansion des effets usagers et des notions turques dans la Hongrie entière – au moins approximativement – et de constater dans quelques cas que ces objets et notions turques n'étaient connues que par des Hongrois qui avaient parcouru la Turquie.

Zsuzsa Kakuk a rassemblé les mots d'emprunt ottomans turcs de la langue hongroise des mêmes sources historiques des XVI<sup>e</sup>–XVII<sup>e</sup> siècles dont les historiens, eux aussi, se servent. L'historien les dépouille d'un autre aspect que le linguiste, ses conclusions sont aussi différentes. Pour compléter et contrôler ses résultats, il peut consulter les livres linguistiques avec beaucoup de profit.

K. Hegyi

**György Rózsa – György Spira: *Negyvennyolc a kortársak szemével***  
(1848 mit den Augen der Zeitgenossen)

Budapest 1973, Képzőművészeti Alap Kiadóvállalata, 575 S.

Wie schon der Titel verrät, wollten die Herausgeber des Bandes mit den *Augen der Zeitgenossen* die Teilnehmer und Ereignisse der ungarischen Revolution und des Freiheitskampfes von 1848/49 anhand von *Bildern, Druckerzeugnissen und Schriften* zeigen. „1848“ ist in der ungarischen Sprache zu einem Begriff geworden und steht ohne Einschränkung nicht so sehr für die europäische als für die ungarische Revolution, die als eine der bedeutendsten gilt. Es ist jedoch bereits kein Zufall, daß die Zeitgenossen nicht näher bezeichnet sind: die damals in Ungarn weilenden Ausländer, in erster Linie Österreicher und andere Landsleute, haben die ungarische Revolution und deren Führer in Schrift und Bild verewigt. Mehr noch, zu den Zeitgenossen müssen wir auch die Vertreter des gegnerischen Lagers zählen. Die Befangenheit der Darstellungen ist offensichtlich und es wäre völlig falsch, wenn die Redakteure des Bandes nur die sympathisierenden Darstellungen aufgenommen hätten. Gy. Rózsa und Gy. Spira haben also in Betracht gezogen, wie die Zeitgenossen die Ereignisse von 1848/49 gesehen haben. Der Akzent wurde auf das visuelle Erlebnis gelegt und in erster Linie wurde das *Bildmaterial* gesammelt. Bedauerlicherweise sind die mehrere hundert zeitgenössischen und späteren Darstellungen unregelmäßig verteilt, denn nur was wirklich bildlich beachtenswert war, wurde festgehalten, während oft äußerst wichtige Ereignisse (die sich hinter den Kulissen abspielten) nicht illustriert werden konnten. Ungleich ist auch die künstlerische Verteilung des Bildmaterials. Häufig haben Laienzeichner an Ort und Stelle Skizzen verfertigt, die Dar-

stellung hervorragender Persönlichkeiten ist idealisiert oder karikiert, in anderen Fällen wurde die getreue Wiedergabe der Wirklichkeit dem künstlerischen Anspruch untergeordnet. So bildet das Bildmaterial an sich keine kontinuierliche Reihe, die ohne Unterbrechung die revolutionären Ereignisse aufzeigt. Die Herausgeber des Bandes haben deshalb – als Ergänzung – auch schriftliches und gedrucktes Material aufgenommen. Das Schwergewicht jedoch haben sie auch hier auf die visuelle Darstellung gelegt. Die Typographie der Denkschriften und die Form der Manuskripte zeigen ebenfalls, wie die Zeitgenossen die Ereignisse sahen. Die Reproduktionen der Druckschriften werden gleichzeitig als Lektüre gebracht (alle sind gut leserlich), die organisch das viel verratende, aber doch nur stumme Bildmaterial verbinden.

Der umfangreiche Band bringt 877 Bilder und Dokumente, die auf dem gegenwärtigen hohen Niveau der ungarischen Drucktechnik, doch ausschließlich in Schwarz-Weiß-Wiedergabe einen Überblick bieten. (Besonders bedauerlich ist das Fehlen der farbigen Reproduktionen der Ölbilder.) Viele von den Bildern – dank der Popularität von „1848“ – sind zwar seit langem bekannt, doch die Verfasser haben sorgfältig von den berühmteren Persönlichkeiten möglichst weniger bekannte (und aus diesen Jahren stammende) Bilder ausgewählt.

Es scheint vielleicht überraschend, ist aber Tatsache, daß die letzte illustrierte Ausgabe über 1848/49 noch im vorigen Jahrhundert erschienen ist. So kann man den Redakteuren nur die größte Anerkennung für die Arbeitslust, Sammlerleidenschaft und Sachkenntnis aussprechen, mit denen sie diesen Band zusammengestellt haben.

Das schriftliche Material wurde, wie bereits erwähnt, dem Bildmaterial untergeordnet, denn angesichts des gewaltigen Reichtums der Quellen konnten sie nicht anders verfahren und nur die bedeutendsten Dokumente veröffentlichen. Im Bildmaterial fand auch die Darstellung der historischen Ereignisse des zeitgenössischen Europa und seiner führenden Politiker Platz. Leider fehlen die Porträts von Marx und Engels und die Bildnisse des jungen Bismarck und Napoleon III., die damals noch eine andere Rolle als später gespielt haben. Infolge der unentwickelten zeitgenössischen Kunst und der Kriegsgeschehnisse (*inter arma silent musae*) steht das einheimische Bildmaterial nicht auf europäischem Niveau und obwohl seine besten Stücke (vor allem auf dem Gebiet der Porträtmalerei) ein hohes Niveau erreicht haben, ist es der Quellenwert und nicht der ästhetische Eindruck des zeitgenössischen Bildmaterials, der beim heutigen Betrachter die gewünschte Wirkung erzielt. In der technischen Verteilung spielen die Graphik und die Lithographie eine herrschende Rolle, diese zwei beliebten, schnellen, billigen, leicht zu vervielfältigenden Kunstgattungen, demgegenüber ist die Zahl der Ölgemälde bereits viel geringer und die Fotos stammen fast alle aus einer späteren Zeit.

Genremäßig dominieren – sowohl in der Epoche als auch im Band – die Porträts. Hierzu können wir auch die in inneren Räumen festgehaltenen intimen politischen Ereignisse einreihen, die in erster Linie bei der Darstellung der figurierenden Persönlichkeiten entstanden sind, und die Umgebung selbst gibt höchstens die Stimmung wieder, ohne irgendwie authentisch zu sein. Vielleicht kommt bei den Porträts die Parteeinstellung des Künstlers am besten zum Ausdruck. Gut bekannt waren uns auch bisher die bisweilen idealisierten oder eine Biedermeieratmosphäre vermittelnden Darstellungen von den großen Persönlichkeiten. Jetzt begegnen wir auf den Blättern dieses Bandes – der eine strenge Chronologie befolgt – nacheinander dem Namen nach bereits wohlbekannten negativen Persönlichkeiten. Da sind die bornierten Mitglieder des Herrscherhauses, die blutrünstigen grausamen Feldherren, die sturen Anhänger der Reaktion – freundlich, wohlwollend, weise –, bei denen nur die auffallende Vorliebe für die Uniform die autokratischen Neigungen verrät. Beim heutigen Betrachter jedoch löst die damalige positive Darstellung keine Sympathie aus, im Gegenteil, durch die Kontrastwirkung verstärkt das Bild nur die durch den Namen und den Begriff entstandene Abneigung. (In ihrem Äußern sind nur der unverschönbare – und schwachsinnige – Kaiser Ferdinand I. und der durchtrieben schlaue Erzbischof János Hám unsympathisch dargestellt.)

Auch die historischen Bilder und Schlachtengemälde vermitteln dem Betrachter, auf wessen Seite der Künstler stand. Sowohl die revolutionäre als auch die konterrevolutionäre Propaganda hat den Schlachtengemälden eine große Bedeutung beigemessen und selbst Jahre später wurden Alben über die Feldzüge herausgegeben: in Ungarn von den Siegern und in der Emigration von den Besiegten. Bei den

militärischen Genrebildern haben eher künstlerische Neigungen mitgespielt. Mit besonderer Vorliebe verweilen die Künstler bei der Aufzeichnung der Bewaffnung, der Uniformen und der Bewegungen der Tiere.

Die letzte, zu ihrer Zeit vielleicht populärste Genregruppe bilden die Karikaturen, die entweder allegorisch sind (wie die Ungarn weniger kennenden, doch mit seinem Kampf sympathisierenden Zeichnungen) oder die verzerrten Bilder der Politiker (hierzu gehören die satirischen Darstellungen des ungarischen politischen Lebens). In den Jahren 1848/49 entstand die ungarische politische Karikatur und erreichte, wenn auch nicht in der zeichnerischen Ausführung, so doch in den Einfällen ein beachtliches Niveau.

Die Herausgeber des Bandes wollen, daß die Bilder und Dokumente selber auf den Betrachter wirken. Etwa ein Dutzend Bilder werden in einigen Zeilen thematisch zusammengefaßt (z. B.: „Die vom Wiener Oktoberaufstand gesicherte Atempause wird vom Ausschuß für Vaterlandsverteidigung zur Organisierung des weiteren Widerstands ausgenutzt.“). In einem Satz werden der Gegenstand, das Thema (bei Personen Namen und Funktion) erklärt und mit einem oder zwei Attributen die Lage oder das Ereignis bewertet. Bei künstlerischen Darstellungen wird auch der Künstler angegeben (z. B. General Ernst Ritter von Pöltenberg, der neue Kommandeur des Korps, nachdem Gáspár nach der Entthronung im April zurückgetreten ist. Der neue Kommandeur erhält die aussichtslose Aufgabe, Győr in den letzten Junitagen zu verteidigen – Lithographie von Elek Szamossy). Dieser vortrefflichen, gedrängten Ausdrucksweise können wir nur Anerkennung zollen (nur vereinzelt finden wir Beispiele für komplizierte Formulierungen und summarische Bewertung), die ermöglicht, daß auch der nichtungarische Leser sich anhand der Daten und Namen über das Dargestellte informiert. (Hier erwähnen wir, daß die Redakteure der Illustrierung der Nationalitätenbewegungen einen großen Raum widmeten.)

Gy. Rózsa und Gy. Spira haben eine selbstlose Arbeit geleistet, als sie diese repräsentative Sammlung des Bildmaterials der Jahre 1848/49 zusammengestellt haben und sind trotz der nicht verheimlichten populären Ziele ihres Unternehmens vor philologischer Kleinarbeit nicht zurückgescheut: Im Apparat des Bandes bringen sie zahlreiche neue Angaben. Sie haben sich zum Ziel gesteckt, mit ihrem Werk zum besseren Verständnis von „1848“ beizutragen. Ihre ausdrückliche Voraussetzung war, daß man das große Publikum ruhig mit den Quellen bekannt machen kann, weil die auch heute noch eindrucksvollen Darstellungen der ruhmreichen Tage nicht den nationalen Hochmut und die Aufzeigung der Erbärmlichkeiten nicht die Enttäuschung, sondern die Kenntnis der historischen Realitäten verstärken. Außer den kurzen Anmerkungen in ungarischer Sprache erteilt hier die Mehrheit des Bildmaterials Bescheid. Es braucht nicht betont zu werden, daß der Band bedeutend dazu beiträgt, daß sich auch das Ausland gründlichere Kenntnisse über diese heroische Periode unserer Geschichte aneignen kann, ebenso wie über das Leben der Völker in den Landschaften und Städten Ungarns um die Mitte des 19. Jahrhunderts, denn dieses Album ist nicht nur eine Bildergalerie der revolutionären und militärischen Ereignisse, sondern auch ein solches Tableau des damaligen Ungarn, das besonders auf das Interesse des Auslandes zählen kann. Wir hoffen, daß es auch die ausländischen Leser erreichen wird.

A. GERGELY

## Forradalom és nemzeti kérdés

(Революция и национальный вопрос)

(К хрестоматии «Маркс и Энгельс о Венгрии»)

Будапешт 1974, Издательство «Кошут», 315 стр.

«Впервые в революционном движении 1848 года, впервые после 1793 года нация, окруженная превосходящими силами контрреволюции, осмеливается противопоставить трусливой контрреволюционной ярости революционную страсть, противопоставить *terreur blanche* — *terreur rouge*. Впервые за долгое время мы встречаем истинно революционный характер, человека, который отваживается от имени своего народа принять вызов на отчаянную борьбу, который воплощает для своей нации в одном лице Дантона и Карно, — Людвига Кошута» — пишет Энгельс в январе 1849 года о венгерской революции. (См. К. Маркс и Ф. Энгельс. Соч. т. 6, стр. 175). Которая из стран — чья рабочее движение стало ведущей политической силой нации и в силу необходимости оно должно принять и оценивать все прошлое нации — не выделяла бы эти строки или те мысли, которые написаны в таком духе, если классики и идеологические основоположники говорят о том; что в данный период своей истории нация сделала больше всех «в интересах демократии» и ее революция «приняла определенно европейский характер». Но вместе с тем которое из движений, имеющее марксистский взгляд на историческое наследство — таким образом и на историю своей нации, — может умалчивать о строках, написанных Энгельсом два года спустя (в 1851 г.) о той же самой венгерской революции. О революционной войне Венгрии, которой раньше дана высокая оценка, эти строки уже говорят, что она, на самом деле, не превышала бы уровня европейских «чепух», если бы началась летом вместо суровой зимы, доставленной австрийскому главнокомандованию много хлопот. Потом спустя несколько месяцев, сопоставляя недолговечное венское восстание с венгерской революцией, Энгельс пишет, что «... мы не променяли бы на все эффективные победы и славные битвы венгерской кампании стихийно возникшего, изолированного восстания и героического сопротивления наших соотечественников — венцев...» (К. Маркс и Ф. Энгельс. Соч. т. 8, стр. 75). Остановливаясь также на 1848—1849 годах, необходимо говорить о высказываниях Энгельса, которые побуждают смотреть в глаза тяжелым национальным конфликтам, унаследованным из истории Средней и Восточной Европы, которые получили различную интерпретацию в исторической науке социалистических стран и которые были написаны в январе 1849 года о том, что так называемые преступления немцев и венгров представляют их самую большую заслугу, а именно что они «... соединили... маленькие, хилые и бессильные национальности в одно большое государство» (К. Маркс и Ф. Энгельс. Соч. т. 6, стр. 298) и без помощи немцев и венгров эти маленькие национальности габсбургской империи превратились бы в турок и предотвращение этого «для южных славян Австрии такая большая услуга, что за нее стоит заплатить даже переменной своей национальности на немецкую или мадьярскую» (К. Маркс и Ф. Энгельс. Соч. т. 6, стр. 180).

Это — выхваченные и увеличиваемые цитаты, которые, быть может, свидетельствуют о том, что высказывания и исторические оценки классиков марксизма, как современников, о Венгрии и в широком плане о народах Дунайского бассейна опять обнаруживают чрезмерно много накопившихся проблем, осевших десятилетиями друг на друга. Они носят в себе спорные вопросы, всегда полные

чувств и могут оказать взрывное действие на снова и снова раскаленное «национальное» настроение этой территории (напр. оценка роли национальностей Габсбургской монархии в 1848—1849 годах и развития маленьких национальностей, окружающих венгерский народ, или «двойная» с виду оценка значения венгерской революции). Мне кажется, что этим уже отмечено, что издавая обширное собрание сочинений Маркса и Энгельса о Венгрии, содержащих много правильных общественно-политических анализов, заставляющих размышлять, Издательство им. Кошута погасило старые долги марксистского венгерского обществоведения.

На некоторые события венгерской истории можно найти ссылки во многих сочинениях Маркса и Энгельса. Можно напоминать не только переписки и замечания, относящиеся к событиям 1848—1849 гг. или эмиграции (главным образом роли Кошута), но и те, которые связаны с историей рабочего движения Венгрии в 1870-х и 1880-х годах: имеем в виду переписку с Лео Франкелем или ссылки на политику Австро-Венгерской монархии. Но несомненно, что как исторически, так и с точки зрения актуальности самыми волнующими вопросами для современного читателя являются те, которые касаются и общих пунктов истории Венгрии и соседних с ней народов в XIX веке и которые ставят проблемы перспективы развития этих маленьких народов а также и международной революции.

С целью освещения цитированных и относящихся сюда мыслей Маркса и Энгельса, исходим из их тогдашних взглядов.

Известно, что Маркс и Энгельс рассматривали европейские революции 1848 года в аспекте пролетарской революции. Они были убеждены в том, что за движением 1848 года последует новая волна революций и имеется возможность, что новая волна уже выйдет за пределы буржуазных революций 1848 года и приведет к революции пролетариата. Связь между двумя революционными периодами они видели в венгерской революции, ставшей осенью 1848 года радикальной. Поэтому в январе 1849 года написал Энгельс статью о «Борьбе в Венгрии», которая — по его мнению — «является эпилогом движения 1848 года» и которая «переходит... в первый акт 1849 года» (К. Маркс и Ф. Энгельс. Соч. т. 6, стр. 175). Значит в конце 1848 и начале 1849 годов они придавали важную роль революционной войне Венгрии, но только с точки зрения мировой революции, ждавшей ими в самом ближайшем будущем и торопившей ими во всех своих работах того времени, то есть с точки зрения пролетарской революции. Так понятно, что в январе 1849 года, когда революции в Европе уже потерпели поражение, революция и освободительная война Венгрии представляли для них революцию, революционизм, сборный бассейн революционных сил и вместе с тем нападение на Габсбургов, явившихся одним из бастионов европейской реакции и оказавших большое влияние в 1848—1849 годах и на судьбу германской революции. Венгрия, которую до тех пор (до января 1849 года) они считали «варварской страной» (К. Маркс и Ф. Энгельс. Соч. т. 4, стр. 468), в их глазах стала революционной страной, которую надо поддерживать и воодушевлять. Этим объясняется то, что Энгельс солидарен с венгерской революцией, но и то, что в январе 1849 года он считал «разумностью» венгров те дела, которым позже (в 1851 году) он дал «оценку» глазами «историографа», даже которые он уже поставил в вину (напр. вместо взятия Буды надо было бы двинуться на Вену; венгры то и дело стали жертвами соблюдения конституционности). Публицист «*Neue Rheinische Zeitung*», как пропагандист, прочувственно считал революцию и освободительную войну Венгрии единственной нитью, приводящей к пролетарской революции. К этому надо прибавлять, что именно его избранные сочинения по этой теме усиливают требование,

чтобы венгерская историография взяла на себя выяснить с филологической точки зрения, каким путем, каким количеством и насчет чего имелись информации в распоряжении Маркса и Энгельса о нациях Дунайского бассейна и их общественно-политических отношениях в конце 40-х годов XIX в.?

Такая работа имела бы первостепенную важность и потому, что имеющиеся статьи, выхваченные и поставленные одна к другой, или разрозненные замечания (составляющие введения к письмам или статьям) об истории Венгрии, в конечном счете дают общую картину или глубокий анализ не революции и освободительной борьбы Венгрии. Правда, на основе информации, полученных из австрийских газет, потом после поражения революции — от эмигрантов, Маркс и Энгельс дали бесподобно уместные анализы создавшегося положения, а в другом случае характеристику Венгрии 1848—1849 гг. Имеем в виду поразительное описание режима Меттерниха, где Энгельс с классической сжатостью дает пример анализа, исходящего из классов общества и учитывающего сплетение национальных пределов в своих взаимодействиях; далее, краткий жизненный путь Бема, выделяющийся и с историографической точки зрения, а также постоянный и четкий учет международных политических отношений. Вопреки всего этого кто не заметил бы различие между блестящими и научно обоснованными статьями об истории Франции и Германии («Классовая борьба во Франции», «Восемнадцатое брюмера Луи Бонапарте») и статьями о венгерской революции (или позже об эмиграции). Пока первые Маркс и Энгельс написали потому, что они хотели сделать обобщающие выводы из революций и общественно-политических переворотов западно-европейских стран для разрешения задач, стоящих перед европейским рабочим движением, то сочинения о Венгрии, написанных как в 1849, так и в 1851 г., отражают только одну точку зрения: стремление связывать события в Венгрии с шансом ждавшей мировой революции.

Взгляды Маркса и Энгельса об ожидаемой победе мировой, то есть, пролетарской революции, а также имевшиеся в их распоряжении информации о Средней и Восточной Европе важно учитывать и потому, что иначе нельзя понять их взгляды на движения национальностей в 1848—1849 годах. — Ибо в глазах двух последовательно мыслящих молодых революционеров-теоретиков словацкое, сербское и румынское движения, выступавшие против представляющих революционизм венгров, недвусмысленно представляли контрреволюционную позицию и это побудило Энгельса набросать на бумаги вышеприведенные строки о борьбе маленьких народов. К этому примкнула марксово-энгельсовская основная мысль, что ждавшая пролетарская революция должна исходить из развитых европейских стран (прежде всего из Франции) и выливаться в мировую революцию. В таком аспекте движения маленьких наций Средней и Восточной Европы, служившие средством в руках реакционной венской камарильи, могли представиться контрреволюционными движениями, борющимися только за малозначительные цели. — В глубине этих взглядов кроется и основной принцип более общего характера, суть которого заключается в том, что Энгельс (равно как и Маркс) в движениях этих маленьких западно-европейских народов видел национальные борьбы, которые станут уже устарелыми во время мировой революции, вернее уже на второй день победы революции станут неактуальными и в этом аспекте они могут играть только ретроградную роль. Основная проблема для них (и это стало одним из основных принципов марксизма именно по урокам 1848—1849 гг.) — дело международной революции надо предпочитать национальному делу. Так как Маркс и Энгельс считали, что в движениях 1848—1849 годов маленькие славянские народы и румыны попытались осуществить в первую очередь свои нацио-



нальные стремления (тенденции стать самостоятельными или соединиться на основе панславизма), поэтому они осудили эти движения. Несмотря теперь на представление о непосредственной близости мировой революции и на «рассматривание» особенностей Дунайского бассейна «из Западной Европы», последовательное осуществление такого отношения пролетарской революции и национального вопроса приводит к тому, что о царской России и панславизме (то есть о контрреволюции, в которой — по их словам — «... национальность стоит выше революции...» (К. Маркс и Ф. Энгельс. Соч. т. 6, стр. 305) они говорят самым субъективным наступающим тоном. Этим объясняется и то, что вместе со всей симпатией в отношении к подавленным национальным движениям, они упоминают «венгерское дело» как «венгерскую грязь» (*der ungarische Dreck*) когда это уже потеряло в их глазах свое революционное содержание и актуальность в случае новой европейской революции. (Впрочем, очень поучительно следить за тем, как подчеркивалась все более национальная проблематика в прежних сочинениях Энгельса, первый раз в 1860-х годах, в связи с польским и ирландским вопросами, потом начиная с 1880-х годов в более общей форме и все это было связано с осознанием, что в 1848—1849 годах они считали социалистическую революцию слишком близкой.)

То-есть, мне думается, что с правом можно сказать: необоснованно проявляют излишнюю чувствительность историки соседних стран, которым чудится некое антиславянское и «германское» националистское пристрастие в определениях Маркса и Энгельса, ведь тексты свидетельствуют ни о чем, как о неуклонном доведении до конца марксово-энгельсовских принципов того времени по некоторым вопросам.

При зафиксировании этого, однако, к спорам, окружающим сочинения Маркса и Энгельса о Дунайском бассейне, относится также, что важные и справедливые дискуссии по этим вопросам должны быть обдуманными и документированными ввиду того, что они касаются именно национальной чувствительности братских стран, строящих социализм. Поэтому мы ставим под вопрос: удачным можно ли считать, что во Введении за подписью «Издательство» данный вопрос решен в такой форме, что полусловами делаются ссылки на некоторые концепции, существующие еще в историографии соседних стран.

Нам кажется, что из вышеупомянутого способа толкования текстов Маркса и Энгельса, связанных с историей Венгрии, вытекает и другое замечание, носящее также обобщающий характер, которое относится к трудам как о революции, об оценке венгерской эмиграции, требующей также анализа и освещения условий возникновения, так и о рабочем движении 1870-х и 1880-х годов. На наш взгляд задача состоит не в том, как надо подвергать ревизии взгляды Маркса и Энгельса о Венгрии 1848—1849 гг. или о славянских народах, или же о венгерской эмиграции. Задача скорее состоит в том, что замечания и мысли Маркса и Энгельса о революционизме или ополчении борьбы народов Дунайского бассейна или об их конфликтах, не лишенных трагических моментов, надо включать в современный идейный мир и замысли авторов в целом.

Это, конечно, уже переходит интерпретацию относящихся сюда текстов классиков марксизма, это уже является одним из основных вопросов марксистской научности. Нам кажется, что читая настоящие избранные сочинения Маркса и Энгельса по истории Венгрии, опубликованные «с опозданием» на несколько десятилетий, это надо всегда иметь в виду.

Ф. Глац

*Emil Palotás: A Balkán-kérdés az osztrák-magyar és az orosz diplomáciában a XIX. század végén*

(Die Balkanfrage in der österreichisch-ungarischen und in der russischen Diplomatie Ende des 19. Jahrhunderts)

Budapest 1972, Akadémiai Kiadó, 233 S.

Der Verfasser untersucht eine Epoche, die wir nicht zu den großen Epochen der Geschichte der Diplomatie zählen; es entstanden keine neuen Staaten oder neue Bündnissysteme, unterdrückte Völker haben nicht ihre Unabhängigkeit wiedererlangt, aus dieser Zeit führen keine geradlinigen Entwicklungen zu bedeutenderen Kriegen. Trotzdem lernen wir aus der Arbeit einen wichtigen Abschnitt der osteuropäischen politischen Entwicklung kennen; den letzten diplomatischen Balkankonflikt, im Zuge dessen sich die Großmächte noch nicht nach den sich Anfang des 20. Jahrhunderts ausgestalteten Bündnissystemen gruppiert haben und sämtliche Teilnehmer des diplomatischen Spiels von der Anwendung militärischer Lösungen zurückschrecken.

Die Arbeit versucht, durch Verfolgung der verschiedenen Aspekte der Krise in den Jahren 1895–97 im Nahen Osten die Entwicklung der österreichisch-ungarischen und der russischen Balkanpolitik darzustellen.

Den Ausgangspunkt der eigentlichen Erörterung bildet die sogenannte Ostfrage, daß nämlich das Los des Türkischen Reiches in den Jahren 1894–1895 wieder auf die Tagesordnung gesetzt wurde, als sich das Problem der Armenier im internationalen Leben wieder zeigte. Die Aktivität der Großmächte in der armenischen Frage hatte auch Auswirkungen auf den Balkan. Die in Bulgarien heranreifenden Veränderungen wurden gestärkt. Die bulgarisch-mazedonische Agitation nahm rasch zu; in der Innenpolitik erhielt die russophile Richtung Auftrieb und es erstarkte die Tendenz, die in den volkswirtschaftlichen Verbindungen eine größere Selbständigkeit verlangte. Diese Veränderungen haben sich auf das österreichisch-ungarisch-bulgarische Verhältnis ungünstig ausgewirkt. **Gleichzeitig mit diesen Veränderungen** in der Türkei und in Bulgarien fand auch an der Spitze des österreichisch-ungarischen Ministeriums des Äußern ein Wechsel statt. Der neue Minister, Goluchowski strebte eine aktivere Balkanpolitik an, die in hohem Maß durch seine Angst vor Rußland motiviert war. Diese Furcht wurde dadurch genährt, daß Bulgarien im Sommer 1895, als die bulgarisch-mazedonische Bewegung in einen kleineren Aufstand gegen die Türken mündete, demonstrativ den Versuch unternahm, mit Rußland die längst abgebrochenen Beziehungen wieder herzustellen. In Wien hat man vorausgesetzt, daß nicht nur die Bulgaren, sondern auch die russische Politik einer Wendung zuneigen: durch eine Befriedung mit Bulgarien würde Rußland seine Positionen in Sofia zurückgewinnen und es würde sich ihm die Möglichkeit bieten, die Kräfteverhältnisse auf dem Balkan bedeutend zu verändern. Diesen bulgarisch-russischen Annäherungsversuch, der eine große diplomatische Tätigkeit auslöste, ergänzt der Verfasser mit der Darstellung der bulgarischen inneren Faktoren, die diese Veränderung hervorriefen.

Die diplomatische Lage Österreich-Ungarns verschlechterte sich im Herbst 1895, als England, das bis dahin Rußland gegenüber als potentieller Verbündeter galt, in der Frage des Nahen Ostens seinen Standpunkt änderte, seine antitürkische Richtlinie objektiv Rußland Vorteile bieten konnte. Die schwächer werdende Macht des Sultans ließ das Gespenst des Zusammenbruchs des Türkischen Reiches aufscheinen. Alle befürchteten, daß sich irgendeine Macht durch eine rasche Intervention den Ausgang aus dem Schwarzen Meer erwirbt. Der Verfasser ist bestrebt, bei Einbeziehung ausgedehnten Quellenmaterials jene voneinander unabhängigen, doch parallel heranreifenden Vorstellungen zu vergleichen, die mit dem voraussichtlichen Zerfall der Türkei in Zusammenhang standen und die politisch-diplomatische Vorbereitung für diesen Fall zum Ziel hatten. Der Verfasser zeigt nicht nur, wie Goluchowski in der plötzlich entstandenen Gefahrenpsychose bestrebt war, durch gemeinsames Auftreten der Mächte, durch Schaffung einer gemeinsamen europäischen Flotte, eine isolierte Aktion Englands oder Rußlands un-

möglich zu machen, sondern beweist auf interessante Weise, daß der Zarismus, obzwar er im Grunde die Politik des Status quo befolgte, unter gewissen Umständen auch zu einer seinem bisherigen Standpunkt diametral entgegengesetzten Aktion, zu einer raschen militärischen Aggression geneigt war. In Kenntnis dieses Umstandes ist die in der österreichisch-ungarischen Diplomatie damals herrschende Angst besser verständlich, wenn man auch in Wien von den Details der russischen Pläne nichts Näheres wußte. Detailliert werden die Anstrengungen zur Erneuerung der englischen Orientation und deren notwendiges Fiasko dargestellt.

Der Verfasser zeigt eingehend die bulgarischen Versuche, durch die es schließlich gelang, die bulgarisch-russischen diplomatischen Beziehungen wiederherzustellen. Ein neues Ergebnis ist der vom Verfasser erbrachte Beweis, daß die bulgarischen Regierungskreise bei dieser Neuorientierung nicht nur die in jahrzehntelangem Kampf geformte innere Selbständigkeit den russischen Hegemoniebestrebungen gegenüber bewahrt haben, sondern auch die Donaumonarchie nicht entfremdeten und im Endergebnis zu einer relativen, doch für Bulgarien wichtigen Bewegungsfreiheit gelangten. Mit der russisch-bulgarischen Aussöhnung nahm jene Epoche ein Ende, in der das bulgarische Fürstentum gezwungen war, entweder eine ausschließlich russophile oder ausschließlich westliche (im wesentlichen austrophile) Linie zu befolgen.

Im Frühjahr 1896 begannen sich die Wellen des ersten Abschnitts der Ostkrise zu glätten. In den führenden Kreisen der Österreichisch-Ungarischen Monarchie neigten mehrere dazu, mit dem alten Partner und Rivalen, mit Rußland einen konservativen Großmächteausgleich zu schaffen. Die im Laufe des Jahres 1896 eingetretenen Entwicklungen (russisch-bulgarische Aussöhnung, die Lehren des Aufstands auf der Insel Kreta, das im gleichen Geiste erfolgte Auftreten der russischen Diplomatie in der mazedonischen Frage) trugen dazu bei, daß auf dem Ballhausplatz der Argwohn St. Petersburg gegenüber abnahm. Auch die russischen Politiker waren bestrebt, Wien davon zu überzeugen, daß sie an der Politik des Status quo festhalten. Der Prozeß dieser Friedensbestrebungen dauerte jedoch länger als erwartet. Zu gutem Teil deshalb, weil im Herbst 1896 der russische Außenminister Lobanow verschied, die Lenkung der russischen Außenpolitik unsicher wurde, besonders dadurch, daß eine Zeitlang Zar Nikolaus II. selbst die russische Diplomatie lenkte, was natürlich zu Hasterei führte.

Die unmittelbaren Vorbereitungen zur Vereinbarung der beiden osteuropäischen Großmächte begannen Anfang des Jahres 1897. Der Verfasser zeichnet ein plastisches Bild über die Absichten und die an die Vereinbarung geknüpften weiteren Vorstellungen beider Parteien. Letztere waren im wesentlichen die traditionellen Pläne zur Aufteilung des Balkans, die jedoch von den amtlichen Führern nicht genehmigt wurden. Die Vereinbarung kam gelegentlich des Besuchs Franz Josephs in St. Petersburg im April 1897 zustande, und die Analyse dieses Übereinkommens bildet den Schlußabschnitt des Werkes. Das Übereinkommen selbst hält Palotás für die Ouvertüre der zehn Jahre lang mit mehr oder minder Erfolg geführten Status-quo-Balkanpolitik.

Ein großes Verdienst des Werkes von Emil Palotás ist, daß der Verfasser von den traditionellen diplomatiegeschichtlichen Aufarbeitungen abweichend sich nicht bloß auf das außenpolitische Archiv eines Landes bzw. auf die veröffentlichten außenpolitischen Schriften des anderen Landes stützt, sondern das Verhältnis der in den Balkanangelegenheiten am meisten interessierten beiden Großmächte auf Grund von originalem Quellenmaterial darstellt und dies mit bulgarischen Akten gut ergänzt. Das Verhältnis zwischen Österreich-Ungarn und Rußland verfolgt er zwar auf der Ebene der Diplomatiegeschichte, untersucht aber die innere Bewegung auf dem Terrain des Balkans selbst nicht mehr mit der in der Diplomatiegeschichte gewohnten Skizzenhaftigkeit, sondern tiefer, auf Forscherebene. Die Benutzung ausgedehnter – und voneinander in vielem abweichender – Archivmaterialien ermöglicht es, daß der Leser die außenpolitische Tätigkeit der interessierten Mächte, ihre diplomatischen Schritte so verfolgt, daß er diese nicht als Tätigkeit irgendeiner „Hexenküche“, sondern als aus der Gestaltung der geschichtlichen Grundlage, aus den identischen Zielsetzungen der Großmächte, aus ihren ähnlichen Lageanalysen natürlich folgend auffassen wird.

Zweifelloso zeichnet das Werk über die österreichisch-ungarische Außenpolitik das plastischste Bild. Außer der im Titel figurierenden Balkanfrage enthält dasselbe die auf den Sturz Kálnokys folgende

ganze außenpolitische Neuorientierung. Am bulgarischen Beispiel zeigt der Verfasser, daß die kleinen Balkanländer Ende des 19. Jahrhunderts aus einem Gegenstand der Ereignisse, aus einem Spielzeug der Großmächte zu Handelnden werden. Unter ungemein schwierigen Verhältnissen werden sie versuchen, ihre eigenen Interessen elastisch zu vertreten, die Rivalität der Großmächte, ihre Eifersucht auszunutzen. Vom Ende des Jahrhunderts an war es nicht mehr möglich, auf Kosten der interessierten kleinen Länder so zu unterhandeln, wie es bis dahin geschah. Ebendeshalb erforderte eine wirksame Balkanpolitik auch von der Österreichisch-Ungarischen Monarchie neue Methoden, eine neue Taktik. Die Darstellung der Herausbildung einer neuen österreichisch-ungarischen Außenpolitik, die auf das Einfrieren der bestehenden Verhältnisse gerichtet ist, und sowohl den Zerfall des Türkischen Reiches wie die eigenen Bestrebungen der Balkanländer vor Augen hält, bildet das Rückgrat der Arbeit.

Das Buch widerspiegelt das auf selbständige Forschungen aufgebaute Bestreben der ungarischen Weltgeschichtsschreibung, stets neuere, weniger sehenswerte, aber bedeutendere Problemenkreise in den Kreis ihrer Untersuchungen einzubeziehen.

Z. Szász

### *János Jemnitz: The Danger of War and the Second International 1911*

*Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 84. Edited by F. Mucsi, 135 pages

The work of J. Jemnitz, published now in English, contains in a somewhat abridged form the first two chapters of his comprehensive monograph on the history of the European Labour Movement prior to World War I. These two chapters are remarkable for the same reason as the entire volume: they contain an immense factual material compiled with extraordinary versatility and having as its central issue the prevention of the menacing imperialist war by the nascent co-operation of the international working class. The difficulties emerging during this struggle were, however, of a dual nature. On the one hand, they involved attempts at co-ordinating the social democratic parties of various countries, and even if these different parties pursued the very same purpose in principle, this was a highly complex task in view of the dissimilarities resulting from their development and position. Nor were the internal conditions of the various parties much simpler. Stratification of the working class showed dissimilarities not only on the international scale – compared by countries – but even within the framework of the same nations. Consequently the stands taken became dependent on innumerable factors even in questions of vital importance which comprised, among others, prevention of the war and a simultaneous, uniform revolutionary action.

J. Jemnitz is right in placing the dispute of the German and British, of the German and French socialist parties in the centre of the first, introductory chapter. He suggests impressively how a process of mutual distrust was taking shape here, how it became more and more predominant (and was effective as long as general statements were involved, but failed as soon as positive action ought to have been taken). Stuttgart, in 1907, and the Copenhagen Congress, in 1910, were still able to propose in principle highly efficient methods for preventing the war, and it is most characteristic of the situation that this happened exactly on the part of the French and the British workers' parties. Jemnitz enumerates the pertinent facts in the introductory chapter. But he succeeds as well in adducing similar facts to prove that the German party – let alone the Austrian – showed increasing signs of hesitation and of its inability to shoulder the imminent task resolutely. The seemingly different shades of interest of the German social democrats, the symptoms of various ideological disputes and inner uncertainty were reflected in the contradictory standpoints. Yet their essence was one and the same: to defend and protect their position – attained through hard struggles – by avoiding provocation of the bourgeoisie, even by turning a blind eye to its war policy. It is highly characteristic of that situation that the trade unions were in the front of this cautious course in Germany and Austria.

When the first, actual war crises of the imperialist era became felt, this uncertainty grew worse. Neither the Moroccan, nor the Tripolitan crisis could help the German, French or British parties to detach themselves from it, or to create the unity of the Italian party in the spirit of the anti-war attitude. Despite all ideological debates started by R. Luxemburg, the two German party congresses of Jena partly evaded the issues, not as did the Italian party congress of Reggio d'Emilia. Besides positive manifestations at these congresses, there appeared symptoms in whose background the frightening outlines of the future already began to develop into shape, perhaps for the first time and most overtly in Europe; they were the first manifestations of the mentality of future fascism, well before the World War, well in advance of the end-of-war "disillusion" of Italian nationalism.

Here we must say a few words about the author's method of historical representation, about his almost dispassionate manner of enumerating facts, which he applies to the fatal turn both in the labour movement and in European developments. The growing distrust of the leading circles of the French and British workers' parties felt against the German party took increasingly hold of these parties to paralyse eventually all anti-war activities – except for the apparently futile efforts of a few clear-sighted leaders, e. g. of Jaurès and Rosa Luxemburg. Jemnitz records the events with the accuracy of the chronicler: these are more than enough to outline the picture required to illustrate the movements preceding the war. Jemnitz does not reprimand the "opportunists" and does not exalt those fulfilling their duty in the class struggle. The former he surrenders to the verdict of history, the latter to the vindictive force of their acts.

Jemnitz's sets of facts are actually somewhat gloomy, for it would seem that the anti-war struggle he is representing is a Sisyphean task with prospects blanketed in fog. If from this book we perceive an emanation of warmth nevertheless, this comes from that firm and honest Marxist conviction which permeates all his works.

I. Gonda

*Éva Teleki: Nyilas uralom Magyarországon (1944. október 16 – 1945. április 4)*

(Arrow-Cross Rule in Hungary, October 16, 1944 to April 4, 1945)

Budapest 1974, Kossuth Kiadó, 388 p.

Ágnes Rozsnyói has written in 1962 a book about the Szálasi putsch;<sup>1</sup> and the book of Miklós Lackó, published in 1966,<sup>2</sup> explored the way of the Hungarian national socialist movement leading to that event; but a summary monographic treatment of the six months of the Arrow-Cross rule has not been available to date. While the work of György Ránki,<sup>3</sup> published in 1968, gave a many-sided description of the first phase of Hungary's occupation by the Germans up to October 16, 1944, it was by no means clarified in a comparable manner how far the system of occupation had been modified after that date. So far we have been altogether in want of a thorough investigation into Szálasi's regime, as well as of a comparison on this basis with the regime hallmarked by Horthy's name. Éva Teleki's book devoted to this set of problems certainly fills a large gap, and is a valuable contribution to research results in the field of Hungarian fascism.

For the most part, the author's source basis consists in unpublished material; it includes the still extant documents of the Arrow-Cross Bureau of National Reconstruction, going back to 1940 and altogether unexploited by research, and – in part – a source material already used by many authors (the files

<sup>1</sup> Rozsnyói, Á.: A Szálasi-puccs (The Szálasi Putsch), Kossuth Könyvkiadó, Budapest, 1962.

<sup>2</sup> Lackó, M.: Nyilasok, nemzetiszocialisták 1935–1944 (Arrow-Cross Men, National Socialists), Studia Historica, vol. 61, Budapest, 1969.

<sup>3</sup> Ránki, Gy.: 1944. március 19. (Magyarország német megszállása) (March 19, 1944, Hungary's German Occupation), Kossuth Könyvkiadó, Budapest, 1968.

of Szálasi's trial before the People's Court, and the so-called "Hungarist Diary"). This book calls our attention to the possibilities of a further, more thorough exploitation of these sources. The author has included a few Hungarian and German memoirs in her source material (Horthy,<sup>4</sup> Höttl,<sup>5</sup> Rahn,<sup>6</sup> etc.) which comprises the official gazettes and dailies of that period as well. In addition to these sources, this volume relies extensively on available monographic literature in various topics. It is of particular importance that the author has taken into account the pertinent writings of the war historians (Ignác Ölvedi,<sup>8</sup> Sándor Tóth<sup>9</sup> and others) in addition to the aforesaid works of Rozsnyói, Lackó, Ránki and Karsai's publication;<sup>7</sup> in respect of the resistance movement, she refers, of all things, to the book of István Pintér.<sup>10</sup> And the study of Ferenc Szikossy<sup>11</sup> was certainly indispensable for presenting the role of parliament during Szálasi's rule. Of foreign special literature, the author used successfully – with due criticism – the works of C. A. Macartney<sup>12</sup> and Peter Gosztonyi.<sup>13</sup>

The first chapter of the volume is devoted to the take-over by the extreme right. The author throws realistic light upon Szálasi's relations with the Germans: the possibility of an Arrow-Cross take-over was, no doubt, conditional on German influence in Hungary from the outset, and Szálasi's plans were in fact based on it. But the "selfish" German power policy showed little appreciation for the own power demands and interests of the Hungarian version of nazism; the Arrow-Cross people were held in reserve for many years as a menacing warning for the governments of the old regime in case they failed to meet their obligations as they were expected to do as allies; the Arrow-Cross was not raised to power even at the German occupation of Hungary, but only after Horthy's attempt at an armistice, and in a political, military, and economic situation which was clearly unfavourable to the realization of their plans worked out for the time following the take-over. The Germans kept strict control over Szálasi's "reign", granting him room for independent action as he demanded; they pulled him about – as he deserved – as their puppet, and this gave repeated occasions for his outbursts "in defence of sovereignty", and led to trivial frictions.

From the very beginning, Szálasi made efforts to ensure the appearance of constitutionality to the events of his take-over, and to emphasize legal continuity. Éva Teleki's book interprets this rather as a German demand; after lots of hesitation and pondering, the Germans eventually decided for raising Szálasi to power, but – in fact – they supported this aspiration intensely in order to hush up the drastic nature of their newer intervention, and to play down the shock of the change of regime. Even as late as October 1944, the Germans were still looking for a political solution, and Szálasi was certainly their last trump in this respect; they threatened introducing military administration only for the case of a failure of these attempts. Yet despite Szálasi's failure, which soon became evident, direct German administration was not introduced in Hungary, no doubt because of the circumstance that it would have tied down too many forces; Germany, at the verge of complete defeat, could not afford to do without these.

In the author's view, the German occupation system became much worse as a consequence of October sixteenth. But this seems not too convincing; the fact was that Hungary as a whole had become a theatre of military operations with all its consequences to be taken into account. But what is fully convinc-

<sup>4</sup> HORTHY, M.: Emlékirataim (My Memoirs), Buenos Aires, 1953.

<sup>5</sup> HAGEN, W. (– Höttl, Wilhelm): Die geheime Front, Linz–Wien, 1950.

<sup>6</sup> RAHN, R.: Ruheloses Leben. Düsseldorf, 1949.

<sup>7</sup> KARSAI, E.: A budai vártól a gyepűig (From Buda Castle to the System of Marches), Táncsics Könyvkiadó, Budapest, 1965.

<sup>8</sup> ÖLVEDI, I.: A budai Vár és a debreceni csata (Buda Castle and the Battle of Debrecen), Zrínyi Katonai Kiadó, Budapest, 1970.

<sup>9</sup> TÓTH, S.: A szovjet hadsereg felszabadító hadműveletei hazánkban (Liberating Operations of the Soviet Army in Hungary), Szikra Kiadó, Budapest, 1955.

<sup>10</sup> PINTÉR, I.: A Magyar Front és az ellenállás (1944. március 19.–1945. április 4.) (The Hungarian Front and the Resistance Movement), Kossuth Könyvkiadó, Budapest, 1970.

<sup>11</sup> SZIKOSSY, F.: A Nemzeti Szövetség és az országgyűlés két házának tevékenysége Sopronban (Activity of the National Alliance and the two Chambers of Parliament in Sopron), Legújabbkori Történeti Múzeum Évkönyve, 1963–1964.

<sup>12</sup> MACARTNEY, C. A.: October Fifteenth. A History of Modern Hungary. Edinburgh, 1956. Same author: Ungarns Weg aus dem zweiten Weltkrieg. Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, 1966. Vol. 1.

<sup>13</sup> GOSZTONYI, P.: Endkampf an der Donau 1944/45. Wien–München–Zürich, 1969.

ing is the author's explanation about the changes in the Hungarian regime after October 16: Totalitarian fascism having existed as a tendency during the Horthy regime and represented by forces of the extreme right which had tried to come to the fore on the government level in certain constellations of foreign policy, grabbed eventually at power at that time.

Szálasi's aforesaid aspirations aimed at demonstrating legality, constitutional legal continuity, correlation with historic traditions, tried to clear the way for the introduction of a totalitarian fascist dictatorship from the outset. The author recalls in this respect the "restoration" of the palatine institution, a plan of Szálasi's appearing in his early works on his programme, this violent and misleading incorporation in Hungary's history of the fascist dictatorship of the later "leader of the nation". It is to be deplored that the author is not aware of the draft bill of the Arrow-Cross Party, framed in autumn 1940 on the "exercise of palatine power", whose detailed paragraphs give concrete guidance in respect of the fascist dictator's powers, the relationship between the Arrow-Cross Party and the state, the role and composition of the legislature, as well as of the Arrow-Cross Party's control of state administration.

Comparison is justified, however, not only with Szálasi's original plans, but also with the plans which had been made by various governments of the Horthy regime. The author mentions the well-known attempts of Gömbös and Imrédy pointing towards totalitarian fascism; but any study of Hungarian fascism ought to devote more attention to the constitutional draft reform initiated by the Teleki government in the critical situation of autumn 1940. Only its part relating to the reform of parliament has been made public; another part contains introduction of dictatorial power, again in the form of restoring the palatine office. A detailed comparison of the essence of the drafts prepared in autumn 1940 by Teleki and, respectively, by Szálasi in respect of the "palatine" dictatorship, and their comparison with Szálasi's dictatorship actually realized later on, could serve as one of the concrete possibilities in making a comparison of the two regimes from numerous angles.

Obviously, there is no gap at all between the Horthy regime and the Szálasi regime; but there exists a fairly distinct dividing line which, however, became blurred in several respects in the circumstances of the German occupation, under the Sztójay government, giving rise to the idea whether it was not the German occupation of Hungary on March 19, 1944 that precipitated the really decisive turn of events? The author considers that the more profound consequences were brought by the Arrow-Cross take-over on October 16 which meant a change of regime; but she points out that, as concerns the question of the deportation of Jews, Szálasi only carried on the action initiated by the Sztójay government which, as a matter of fact, was suspended by Horthy later on but had been carried out for the most part by that time. Yet as concerns the conclusion that Szálasi adopted the idea of the deportation of Jews from his Horthyist predecessors, in particular from Kállay, the author is evidently wrong: from the very beginning, Hungary's "de-Judaization" had no propagator more original and more consistent than Szálasi, who always emphasized his "asemitism" as opposed to the Horthyist government policy of antisemitism which only tried to "restrain Jewry"; and it was exactly Szálasi's movement as well as the demands of Nazi Germany which pushed the handling of the "Jewish question in Hungary" in an ever more radical, more racist direction. Despite its seriousness, Kállay's responsibility in the "Jewish question" cannot be compared with the well-known horrors of Szálasi's regime.

As concerns the building up of Szálasi's power system, the author indicates that in 1944-45 the Germans were not interested in how Szálasi would try to assert in the organization of the completely unreal "Hungarist Empire" his Hungarist ideology which German nazism watched with great suspicion anyway; what the Germans expected from him would have been a checking with prompt, efficient measures of the disintegration that had set in Hungary in every field. A total deployment of Hungary's remaining resources was more important to the Germans than a "full-value" realization of a totalitarian fascist construction of government which would perhaps have hindered such deployment, would have threatened with further difficulties and disturbances, and could have been possible therefore only after the "ultimate victory". It was certainly this circumstance that moved the author to mention only, without describing, the draft constitution known as the Hungarist Act and worked out before the take-over; this draft

defined the relationship between the Hungarian "people's family" and the coexisting "ethnic groups" within the framework of the "Hungarist peoples' community".

It is clearly a merit of this volume to have defined with full clarity the nature of a regime built up only partially, especially in view of the circumstances outlined above, and within the limits given by the early collapse of the Arrow-Cross rule: assertion of a totalitarian fascist dictatorship was practically not affected by the circumstance that there was a nominal governing council above the leader of the nation, that the system of government expressed formally not the actual absolutism of the Arrow-Cross Party, but the coalition of the extreme right, that the two-chamber parliament continued to exist, etc. The author indicates the tendency to render the totalitarian fascist dictatorship more overt, and gives an account of the steps pointing in this direction.

Yet we feel some exaggeration in the characterization of the sternness of attitude towards the coalition partners, although the author suggests correctly in another instance that this "determination" in home politics was by no means directed chiefly against these partners. The fact is that this was a case of extreme rightist rivals who had to be pushed into the background, who – especially Pálffy's Hungarian National Socialist Party – were a danger to Szálasi earlier, because of their flexible compliance with German power politics; but otherwise it cannot be said of them that they should have been "ultra extreme rightist elements" compared to Szálasi's Arrow-Cross Party. And those coming from the extreme right wing of the former government party – as is mentioned in this book – got into a certain oppositionist position against Szálasi after some time in their restraining role.

This extreme rightist rivalry within the ruling circles is presented – understandably – in some detail; but the book is rather laconic about the resistance movement whose data, derived for the most part not from the author's own research, appear occasionally not in the text but rather in the notes, and only as references in many cases. The principal forces of resistance are represented less distinctly than, for instance the attitude of the various churches, represented in an interesting way, but not in its full complexity.

We may agree with the author in that the mass basis of the Arrow-Cross rule was relatively small, which, however, – as the author points out – may have been expanded considerably by positions to be taken as a result of the change of regime, and by the hope of sharing Jewish property; but as concerns the author's explanation of the reasons for the passivity of the overwhelming majority of the population, reliance on liberation by the Soviet Union, which was to come soon anyway, seems not to be convincing. Quite the contrary, fear of an uncertain future seems to be a powerful influencing factor here, and this was exploited to the utmost by fascist propaganda for making people accept the Szálasi regime which amounted to the continuation of the war. The author could have made better use of the situation reports of home politics that survived from that period, might have devoted greater attention to the sympathetic attitude vis-à-vis the Szálasi regime shown, despite certain differences, by the numerous German population of Transdanubia under Volksbund influence, contrasted to the attitude of the South Slav and Slovak nationalities which sympathized with the partisan movements, and against which Szálasi tried to consolidate his relations with Tiso's Slovakia and Pavelić's Croatia.

Concerning the structure of the Szálasi regime, its power system, the functioning of its institutions, the reader may owe a considerable body of knowledge to Éva Teleki's efforts at clarification; but it cannot be expected from this book to make order artificially in that historically authentic chaos which characterized this era. The confusion of the activities of government commissioners and party commissioners, the overlappings or crashes of the authority of various party and state organs, the contradictions of measures necessarily inconsistent in given circumstances despite preliminary planning of several years, are characteristic and are clearly reflected in this volume. But, even so, it is not inconceivable that further research might throw light on points obscure as yet ("Minister a latere of the Leader of the Nation", the "Civil, Military and Party Bureau of the Leader of the Nation", tasks and authority of certain "national-political bureaus" such as the "Bureau of the People's Community," etc.), and erroneous parallels could be eliminated ("Working Staff of the Leader of the Nation" – Italian "Fascist High Council").

The problems of the armed forces, recurring several times in various chapters of this book, not sufficiently integrated and considered, are difficult to survey. Disintegration of the military, efforts to restore



discipline, are presented in a tangible manner; but the issues of army organization are left rather obscure. Based on a better knowledge of antecedents, Szálasi's principled stand in rejecting the idea of SS recruiting in Hungary, even among the German population regarded as part of the Hungarian nation, and especially in respect of people of Hungarian nationality, could have been presented more clearly. Although he had to reconcile with the existing or prepared contracts in this respect when he came into power, including the agreement on the setting up of a Hungarian SS division named after Hunyadi, the author is mistaken in believing that he should have intended this for the élite core of the Hungarist army. Just as the Szent László division set up prior to the take-over, further four divisions (named Kossuth, Görgey, Petőfi, Klapka) to be set up during the Szálasi regime would have been the so-called Hungarist divisions of the Hungarist State, replacing the divisions of the Honvéd; the author is wrong in calling these – although inconsistently – SS divisions in several instances. German monographic literature (Klietmann) mentions the plan of setting up another Hungarian SS division, to be named after Gömbös, in addition to the Hunyadi SS armoured grenade division, but this plan was not realized at all. And Éva Teleki's book, too, reports on Szálasi's opposition to the army officers who urged and served SS organizing activities in Hungary.

The question of the "Hungarist divisions" is not to be mixed up with the question of the "Hungarist Legion". Szálasi regarded the latter as kind of an "ideological armed force" of Hungarian national socialism, similarly to the SS in Germany before its development into a second military force parallel with the Wehrmacht. Further research seems to be desirable also in respect of an armed corps (the "Death's Head Legion") competing with the KABSZ (Eastern Front Comradeship Federation) which was organized under the auspices of the National Socialist Party Alliance (Imrédy, Pálffy). We may make mention here of the "Heimatschutz"-armed formations of the Volksbund as well.

Éva Teleki's book gives a manifold illustration of the deplorable state of the part of Hungary under Szálasi's rule, of the foolishly prolonged and immeasurably grave hardships of the people, of the sufferings from a bloody terror threatening everybody with earthenware. In discussing the difficulties of the wood supply for the population it would have been worth-while to mention the preferential position of the members of the Arrow-Cross party which gave rise to overall indignation, and to speak of the problems caused by the temporary stay in overcrowded Transdanubia of the hundreds of thousands of the German population evacuated from South-East Europe. The volume devotes deservedly great attention to the problems of evacuation of material and people.

Summing up what has been said: this is the author's first major scientific work, and with its pioneering monographic elaboration of the selected subject it is a significant contribution to the discussion of one of the most intricate sets of problems which has not yet been clarified sufficiently by Hungarian historians. Hence this book deserves the greatest appreciation because, despite a few perceptible shortcomings, its exploration of sources, valuable analyses and conclusions constitute an indispensable basis and, at the same time, a fruitful and thought-provoking stimulation for further necessary research in the field of the history of Hungarian fascism.

L. Tilkovszky

## Termelőszövetkezettörténeti Tanulmányok

(Статьи по истории производственных кооперативов)

Будапешт, 1972—1973, Т. 1—2, 386 с.

Статьи по истории сельского хозяйства, т. 6, 7.

В новейшей истории венгерского сельского хозяйства решающее значение имеет возникновение крупных социалистических хозяйств, которые подразделяются на два основных подтипа, а именно, государственные хозяйства и производственные кооперативы. В Венгрии последние располагают в настоящее время примерно 75% обрабатываемых земель. Уже сам по себе этот факт объясняет, почему такое большое значение имеет исследование, начатое в 1968 году по ини-

циативе Комиссии Венгерской Академии Наук по аграрной истории. Отдавая себе отчет в чрезвычайной сложности этого вопроса, Комиссия с самого начала стремилась к тому, чтобы по возможности расширить круг исследователей, принимающих участие в исследовании. Получив моральную и значительную в масштабе Венгрии материальную поддержку Министерства сельского хозяйства, Комиссия стремилась привлечь к работе, наряду с историками, экономистов-аграрников, социологов и этнографов. Благодаря этому создавалась возможность с самого начала провести исследования, направленные на выяснение развития производственных кооперативов, с учетом целого ряда аспектов. Если предшествующие исследования нередко страдали односторонностью и поверхностностью, отражали общественно-исторический процесс, или же проводили экономический анализ того или иного краткого периода, то теперь впервые уже с самого начала стремились к тому, чтобы в ходе всестороннего анализа должным образом были выделены общественно-исторические, социологические и другие аспекты проблемы, а главным образом к тому, чтобы все эти аспекты рассматривались в тесной связи друг с другом, в их взаимоотношениях, а не изолированно друг от друга.

Комиссия ВАН по аграрной истории предполагает провести исследование в трех этапах. Прежде всего будет подробно прослежена история около 100 производственных кооперативов на всей территории страны. Эти кооперативы были подобраны так, чтобы они представляли не только главные географические районы страны, но и почти все ее наименьшие единицы, самостоятельные с точки зрения экономической географии, сельского хозяйства, и т.п. В отличие от прежних исследований, описание истории отдельных производственных кооперативов проводилось на основе более или менее единых исследовательских критериев, которые заранее были составлены с учетом результатов предшествующих исследований и в ходе работы не раз обсуждены специалистами. Естественно, что их полное осуществление значительно модифицировалось с учетом местных особенностей, на основе которых исследователи, в конечном счете, определяли масштаб исследования, решали вопрос о том, где сделать главный акцент, какие методы применить. Можно сказать, что несмотря на все эти отступления, в этой фазе исследования единство методов и позиций проявилось с большой убедительностью.

В следующей фазе предусмотрено создание серии статей, которая — используя результаты монографий об отдельных производственных кооперативах — раскроет исторический путь возникновения, укрепления и превращения производственных кооперативов в крупные хозяйства по большим экономическим районам страны, т.е. на региональном уровне. В третьей фазе в ряде монографий будет представлена общегосударственная панорама развития сельскохозяйственных производственных кооперативов в 1949—1970 гг.

**Первый этап** работы Комиссии ВАН по аграрной истории, имеющий важное значение, закончился. Разработка истории выбранных производственных кооперативов в форме монографий уже завершена. Участвующие в исследованиях ученые совместно подвергали анализу собранные статьи и сделали первые обобщающие выводы. О публикации статей, интересных как с точки зрения методологии, так и содержания для многих отраслей науки, вовлеченных в процесс исследования, позаботится Комиссия ВАН по аграрной истории. В течение последних лет появилось уже несколько статей на страницах журнала «Agrártörténeti Szemle» («Обзор аграрной истории»). Кроме того, «Сельскохозяйственный музей Венгрии» при материальной поддержке Министерства сельского хозяйства взялся за издание нескольких статей в отдельных томах. Рецензируемые здесь два тома

представляют собой плоды работы Сельскохозяйственного музея. В первом томе один из руководителей всей исследовательской работы, **Ференц Донат**, дает тех общих результатов, которые можно проследить на основании уже готовых монографий, посвященных истории отдельных производственных кооперативов, Ученые, проводившие исследования, в первом томе прослеживают историю 3, а во втором томе — 6 производственных кооперативов.

Здесь нет места для подробного анализа. Достаточно сказать, что упомянутые, равно как и выпущенные в другой форме статьи всесторонне, критически и аналитическим способом рассматривают развитие производственных кооперативов, отношение крестьян к кооперативам, пройденный кооперативом путь в области превращения в крупное хозяйство, общественные процессы и изменения в сознании, происшедшие в последнее десятилетие среди крестьян, и не в последнюю очередь, процесс превращения кооперативов, управляемых государством и получавших его поддержку в результате целого ряда общественно-экономических реформ в самостоятельные хозяйства.

П. Гунст

*Somogy megye múltjából 1970–1975. Levéltári Évkönyv 1–5*  
(Aus der Vergangenheit des Komitats Somogy 1970–1975. Archiv-Jahrbuch 1–5).  
Red. József Kanyar. Kaposvár, 1970–1974.

Ein schönes Beispiel der regionalen Forschung, der auf irgendeine Gegend konzentrierten wissenschaftlichen Arbeit bilden in Ungarn die von den kleinsten wissenschaftlichen Forschungsstellen, von einzelnen Archiven verfaßten und herausgegebenen jährlich erscheinenden Jahrbücher. Zweck derselben ist, daß alle zur Publikation geeigneten Geschichtswerke über jenes Gebiet, wo das betreffende Archiv seinen Sitz hat, zu Gemeingut werden.

Eines der schönsten Beispiele dieser wissenschaftlichen Bestrebungen liefert das Archiv des Komitats Somogy, wo bereits im fünften Jahr pünktlich und in einem Umfang von 20 Bogen der Studienband „Aus der Vergangenheit des Komitats Somogy“ erscheint. Das hauptsächliche Redaktionsprinzip jedes Bandes ist, aus jeder Epoche der Geschichte des Komitats — nach Möglichkeit — ein bis zwei neue Daten erschließende, mit moderner Problemsicht und Lösung geschriebene Studien zu bringen. Diese erweiterten gewöhnlich nicht nur das Wissen des lokalen Leserkreises, sondern brachten auch etwas Neues, Bedeutendes für Bearbeitungen, die durch ihre Synthese das ganze Land betreffen.

In den 5 Bänden ist nur die Gegend, das Gebiet gemein; das behandelte Komitat Somogy, faßt die verschiedene Richtungen, voneinander abweichende Gegenstände enthaltenden Studien zu einer Einheit zusammen. Es ist eine glückliche Lösung, daß der Redakteur den Verfassern der Bände nicht so Schranken setzen wollte, daß er die Themen in das Prokrustesbett einer einheitlichen Konzeption zwängt. So konnte jeder Verfasser nach seiner Individualität und der Vielfalt der bearbeiteten Quellen einzelne wichtige geschichtliche Probleme lösen.

Was für Themen enthalten diese Bände? Es werden solche Probleme des ungarischen Mittelalters bearbeitet, die *lokal* zwar an das Komitat Somogy gebunden sind, doch durch die Erschließung neuer Quellen oder die Aufarbeitung mit neuen Methoden ein besseres Verstehen *des ganzen Mittelalters* fördern. György Györffy zeichnet in seiner Studie über den Aufstand Koppánys das mit den Mitteln der modernen Geschichtswissenschaft und ihren vielfältigen Methoden ausgestaltete neue Bild der Epoche des staatsorganisierenden Stephan I. (I. Band). Ebenso wirft die Studie von Kálmán Magyar ein Licht auf das Mittelalter, in der er die Quellen der Benennung von Ortschaften nach dem Hl. Georg im Komitat Somogy behandelt (II. Band), wobei er die Methoden der Archäologie, der Ethnographie und der Geschichtswissenschaft gleicherweise anwendet. In seiner Studie „Die Wirtschaft des Benediktinerordens in Tihany zur Zeit des Sturkturwechsels im 13./14. Jahrhundert“ vergleicht und untersucht Ferenc Maksay die im Dokumentenmaterial festgehaltenen Eigentums- und Volkskonskriptionen von seiten der Produ-

zenten (III. Band). Alle drei Studien untersuchen die in den Titeln angeführten Problemkreise auch in der Strömung des westeuropäischen politischen bzw. wirtschaftsgeschichtlichen Lebens.

Aufgrund von Geschichtsquellen bringt die Dokumentenveröffentlichung von Miklós Komjáthy wertvolle neue Daten über das Leben im Komitat Somogy. Er veröffentlicht Auszüge aus den im Ungarischen Nationalarchiv aufbewahrten Urkunden des Somogyer Konvents vom Ende des 15. und Anfang des 16. Jh. in ungarischer Sprache; er behandelt gleichzeitig auch die neuere Literatur, die das Verstehen dieser Urkunden und ihre Bewertung erleichtert. Das in den Urkunden enthaltene Ortsnamenmaterial fördert die Arbeit der Sprachforscher, während die beschreibenden Teile Einblick in das mittelalterliche Wirtschaftsleben des Komitats gewähren (I.–IV. Bd.).

Ebenso knüpfen sich zwei Studien von András Kubinyi an die Problematik dieser beiden Jahrhunderte. Die eine, „Das Gut von Kaposvár und die Rolle der Familiaren im Komitat Somogy in der Besitzpolitik von Miklós Újlaki“ (IV. Bd.) behandelt die Rolle des sich um die Mitte des 15. Jahrhunderts herausgebildeten feudalen Großgrundbesitzes in dem damaligen Machtkampf. Durch die Einzeichnung dieser Grundbesitze auf eine Karte verweist er darauf, daß in den weiteren politischen Zielen Újlakis (er wollte sich das Königreich Slawonien erwerben) seine Besitztümer im Komitat Somogy eine entscheidende Rolle gespielt haben. In seiner anderen Studie: „Abwanderung der Bauern aus dem südlichen Transdanubien in die Städte am Ende des Mittelalters“ (III. Bd.) untersucht er, woher die in den Jahren 1440–1529 nach Buda (Ofen), Pest und Óbuda (Althofen) strömenden Einwohner stammen und stellt fest, daß das Komitat Somogy und die drei benachbarten Komitate die entscheidende Mehrheit derselben lieferten. Am Ende der Studie werden Belege veröffentlicht.

Die Jahre der Türkenherrschaft konnten bisher mehr oder weniger als Terra incognita betrachtet werden. In diesen Jahrbüchern begann die Beleuchtung dieser Epoche aus zwei Seiten. Einerseits ließ Ferenc Szakály die in ungarischer Sprache verfaßten Urkunden zu Wort kommen, indem er das Urbarium der Wirtschaft der Festung Babócsa vom Jahre 1561 und das Inventar der Festung Babócsa aus dem Jahre 1563 darstellt (II. Bd.); im Zusammenhang damit verweist er auch auf solche Probleme, wie die Frage der das Komitat Somogy durchquerenden Handelswege im 16. Jahrhundert. Mit dieser letzteren Frage setzte sich derselbe Verfasser im III. Band in einer separaten Studie auseinander, wo er die drei wichtigsten Handelswege im südlichen Transdanubien behandelt. Er zeigt auch einen mittelalterlichen Marktflecken, der sich auf die Abwicklung des Transitverkehrs spezialisierte, auf Kálmáncsehi, der aber zur Zeit der Türkenherrschaft verfallen ist. – Ebenfalls auf ungarische Quellen stützt sich László Bendeffy, der aber auch geographische und archäologische Ergebnisse benutzt, in seiner Studie „Das Wehr bei Jut und der hohe Wasserstand des Balaton (des Plattensees) in der Türkenzeit“ (IV. Bd.); er führt diesen hohen Wasserstand auf künstliche Stauung durch das in der Türkenzeit geschaffene Wehr bei Jut zurück.

Eine zweite Richtung der Erforschung der Türkenzeit ist in diesen Bänden ebenfalls vertreten. Előd Vass zeichnet in seiner Studie „Die erste türkische Steueraufnahme der Gemeinde Törökkoppány vom Jahre 1556“ ein bemerkenswertes Bild dieses Marktfleckens im Komitat Somogy, der Sitz eines Sandschaks geworden war. Er analysiert die Steuerkonskription und folgert aus ihren Daten auf die Zahl der Steuerzahler, auf das bebaute Gebiet, die Ernteerträge usw. Am Ende der Studie steht eine ungarische Übersetzung der türkischen Steuerkonskription (III. Bd.). Die die Türkenzeit betreffenden Studien werden durch eine Abhandlung von Csaba Csorba über die Lage der zu Festungen umgebauten Klöster ergänzt, wie sich diese in den Gürtel der Grenzfestungen in Südtransdanubien eingefügt haben (V. Bd.).

Auf diese Studien folgen in chronologischer Reihenfolge einzelne Studien über die Probleme der Geschichte des Komitats nach der Befreiung von den Türken. Die Studie von Emma Iványi „Der ‚Tumult‘ von Hidvég (1696)“ (III. Bd.) behandelt den Zusammenstoß zwischen der Steuer einhebenden militärischen Exekution und den Bewohnern des Marktfleckens Hidvég und darüber hinaus das Tempo der Besiedlung dieses Grenzgebietes nach der Türkenherrschaft. Dabei werden beachtenswerte neue Gesichtspunkte zur Beurteilung der sog. Hajdukenfrage gegeben.

Vom 18. Jahrhundert an vermehren sich die Themen und werden vielfältig. Ein großes Verdienst dieser Bände ist, daß in jedem derselben der Kulturgeschichte ein besonderer Platz eingeräumt wird. Auf-

grund einer kirchlichen Untersuchung skizziert Sándor Ladányi ein Kulturbild des Komitats im 17. und 18. Jahrhundert (III. Bd.). Zoltán Fallenbüchl zeichnet ein Bild der Kulturverhältnisse des Komitats um die Mitte des 18. Jahrhunderts, der die Konskriptionen der Jahre 1738/39 analysiert (III. Bd.). Aufgrund der Konskription der Schulen, der Schüler und der Lehrer in den Jahren 1770–1789 wird von József Kanyar der kulturelle Zustand des Komitats dargestellt und bewertet (I. Bd.).

Auch wirtschaftsgeschichtliche Themen werden in einer wachsenden Anzahl behandelt. Emil Simonffy stellt das landwirtschaftliche System der im Norden des Komitats liegenden 97 Siedlungen in den Jahren 1720–1728 dar (III. Bd.). Zwei Studien von Tibor Tóth behandeln die Bewirtschaftung einer kirchlichen Herrschaft im Reformzeitalter; einerseits die Bewirtschaftung im Reformzeitalter, andererseits die Methoden der Sicherung des Einkommens am Ende des 19. Jahrhunderts. Mit der Analyse der Lage, die sich nach der Aufhebung der Leibeigenschaft herausgebildet hatte, befassen sich zwei Studien; Emil Simonffy bezüglich Kaposvár und Tibor Tóth bezüglich der Herrschaft von Mernye (I.–V. Bd.). Die Studie von Tibor Tóth, die die Viehzucht am Ende des 19. Jahrhunderts und den Rassenwechsel in der Hornviehzucht darstellt, ist nicht nur bezüglich der Darstellung des Wirtschaftslebens des Komitats wesentlich, sondern auch bezüglich der Darstellung der Landwirtschaft des ganzen Landes (III. Bd.). Hierher gehört auch die Quellenstudie von István Bakács, eine vorzügliche Zusammenfassung über die Bewirtschaftung des Gutes Somogyvár am Ende des 19. Jahrhunderts (III. Bd.).

Einen wichtigen Farbfleck bildet in der volkswirtschaftlichen Literatur die von Éva Takács veröffentlichte Datenreihe zur Geschichte der ersten Epoche der Forstverwaltung, die auch eine kurze Zusammenfassung des Themas bringt (V. Bd.).

Ein bedeutendes Thema erfassen die Autoren, als sie sich mit den Flußregulierungen befassen (die Studien von Géza Bencze über die Regulierung des Flusses Kapos im I. und II. Band), bzw. mit der geschichtlichen Analyse des Problems der Drauschiffahrt, wobei die Ausnutzung des Schifffahrtsweges und sein Einfluß auf das Wirtschaftsleben der Hafenorte behandelt werden (Studie von Ferenc Erdösi im II. Bd.).

Die Industriegeschichte ist ebenfalls durch mehrere Studien vertreten, so berichtet Antal Lehmann über die Glashütte in Szentluka (1807–1808) und Károly Jenei über „Die Somogyer Betriebe der Landwirtschaftlichen Industrie A. G. (1890–1898)“, beide in der Epoche des Kapitalismus entstandene wichtige Betriebe in Kaposvár (II. Bd.). Anschließend erwähnen wir den kunststarblichen Versuch der Verfasserin dieser Rezension, in dem sie ein zusammenfassendes Bild der Fabrikindustrie des Komitats Somogy zwischen den beiden Weltkriegen zu zeichnen wünscht (III. Bd.).

Wertvolle Studien befinden sich in diesen Bänden über die heimische Städteentwicklung. Lajos Ruzsás fügt die Darstellung der Entwicklung des Marktfleckens Kaposvár in die Entwicklung des ganzen Landes ein (V. Bd.). Károly Vörös befaßt sich in seiner Studie mit der Städteentwicklung im Zeitalter des Dualismus und hebt ebenfalls die Entwicklung von Kaposvár, das seine Zentenarfeier begeht, zur Zeit des Dualismus hervor (IV. Bd.). Diese werden durch die lückenfüllende Studie von József Kanyar über die Kulturgeschichte von Kaposvár zur Zeit des späten Feudalismus ergänzt (IV. Bd.).

Erwähnenswert sind jene Studien, die die Daten einzelner statistischer Bearbeitungen kritisch bewerten, besprechen und bearbeiten. József Kanyar: „Die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Folgen der Bodenreform im Komitat Somogy im Spiegel der landwirtschaftlichen statistischen Erhebungen des Jahres 1935“ im II. Bd., die Studie desselben Verfassers „Die Agrarwirtschaft des Komitats Somogy im Spiegel der landwirtschaftlichen Konskription von 1895“ im V. Bd. Hierher kann die Studie Emil Simonffys „Einige Fragen der landwirtschaftlichen Bodenbesitzstruktur im Komitat Somogy im Jahre 1935“ im IV. Bd. gezählt werden.

Das wirtschaftsgeschichtliche Bild der nach dem II. Weltkrieg sich herausbildenden neuen Welt ist aus folgenden Studien ersichtlich: József Kanyar: „Der Platz der neuen Landwirte in der Landwirtschaft im Komitat Somogy nach der Bodenaufteilung und die neue Agrarstruktur (1945–1949)“ (III. Bd.) und József Benke: „Die landwirtschaftliche Produktionsgenossenschaftsbewegung und die Entwicklung der gesellschaftlich-wirtschaftlichen Verhältnisse der Produktionsgenossenschaften im Komitat Somogy (1957–1970)“ (IV. Bd.).

Den allgemeinen Zielsetzungen der regionalen Forschung entsprechend geriet in diesen Bänden die politische Geschichte – was die Zahl der Studien betrifft – etwas in den Hintergrund, obwohl in dieser Beziehung das „Profil“ des letzten Bandes besser ist als das der vorangegangenen. Antal Andrassy bereinigt in seiner Studie „Das Komitat Somogy zur Zeit der kaiserlichen Besetzung“ die Ereignisse von Januar–April 1849 in einer analytischen Weise (V. Bd.), während Ferenc Szili im selben Bande in seiner Abhandlung „Die Regierungskrise der Jahre 1905–1906 und ihre Folgen im Komitat Somogy“ zwar nur von den politischen Fragen ausgeht, seine Folgerungen sind jedoch in erster Linie aus dem Gesichtspunkt der Wirtschafts- und Gesellschaftsgeschichte verwertbar. Lückenfüllend ist die Studie von István Lagzi in demselben Bande „Polnische Flüchtlinge im Komitat Somogy zur Zeit des zweiten Weltkriegs“, der sich auf mehrere Quellen verschiedenen Typs stützend das Thema überblickt und damit zur Geschichte des Hinterlandes im zweiten Weltkrieg Neues beiträgt. Mit der analytischen Methode der modernen Geschichtsschreibung behandelt József Borus die Geschichte der auf dem Boden von Somogy stattgefundenen Kämpfe während des zweiten Weltkriegs (I. Bd.) und Antal Andrassy in seiner Studie „Die Tätigkeit der Ungarischen Kommunistischen Partei und die Wahlen im Komitat Somogy im Jahre 1945“ (II. Bd.).

Zu diesem Problemkreis kann die Arbeit von Károly Mészáros gezählt werden, der zur im Herbst 1919 vorgenommenen neuen Organisation der gegenrevolutionären Verwaltung und zu deren Beurteilung aufgrund der Publikation von 3 Urkunden neue Gesichtspunkte mitteilt (I. Bd.).

In den fünf Bänden wird auch die Institutionsgeschichte behandelt: Gábor Kopasz stellt die Tätigkeit der Handels- und Gewerbekammer von Pécs (Fünfkirchen) dar (I. Bd.).

Separat sollen jene Studien behandelt werden, die aus einzelnen anderen Wissenschaftszweigen mit Neuem zur Geschichte des Komitats Somogy beitragen. Ich denke da an die Studie von Ida Péterffy, die die Entstehung eines Tanzliedes im Zusammenhang mit einem Ereignis im Komitat Somogy, der Installation Ferenc Széchenyis als Obergespan analysiert (I. Bd.), oder an die Studie von Sándor Bálint, der als berufener Ethnograph diese Bände mit neuem Kolorit bereichert („Die Verehrung des Hl. Ágidius im alten Ungarn und in der heutigen Volkstradition“ (V. Bd.). Hierher zu zählen ist auch die kunstgeschichtliche Zusammenfassung von László Boros „Dorffmeister in Somogy“, die die in der Schomodei entstandenen Arbeiten dieses vorzüglichen Malers, in erster Linie seine Kirchenfresken analysiert. Eine Erinnerung, zugleich aber eine vorzügliche kleine Familiengeschichte bildet die Studie von László Bendeffy über László Vörös, den beedeten Oberingenieur des Komitats Somogy, in der der Verfasser über die Darstellung des Lebenslaufs hinaus auch das schwere Leben der Ingenieure im 19. Jahrhundert beschreibt und über den Nachlaß von Vörös berichtet (V. Bd.).

Aus der kurzen thematischen Übersicht der Jahrbücher kann festgestellt werden, daß in der Mehrzahl der Studien solche Themen behandelt werden, die nicht nur jene ansprechen, die sich für Geschichte interessieren, sondern auch jene, die sich mit anderen Wissenschaftszweigen befassen. So können *im allgemeinen* die wirtschaftsgeschichtlichen Studien z. B. offenbar auf das Interesse von Volkswirtschaftlern und Planern, landwirtschaftlichen und Industriefachleuten rechnen. Die Geschichte tritt aus ihrer „beschaulichen“ Rolle heraus und ist mit der Erschließung von Informationen über die Vergangenheit dieses Gebietes *konkret* den heutigen Werktätigen und Fachleuten behilflich. Und dies bezieht sich so nicht nur auf die wirtschaftsgeschichtlichen Studien, sondern auch auf die kulturgeschichtlichen und sonstige, vom praktischen Leben fern stehende Themen. Durch den Umstand, daß *neben* den Studien auch die Quelle, das Gerippe der sorgfältigen, minutiösen Analyse der Autoren (das schöne und reichhaltige Tabellenmaterial, die Berechnungen bzw. textgetreue oder inhaltliche Veröffentlichung der Quellen) herausgegeben wird, ist nicht nur die Glaubwürdigkeit dieser Arbeiten erhöht, sondern es wurde ermöglicht, daß auch andere die erschlossenen Quellen studieren, nach Gesichtspunkten, die von den Autoren nicht untersucht wurden. Und diese Quellen sprechen nicht nur dem Geschichtspräsidenten und den Schülern über die Vergangenheit, sondern auch den sich für die Vergangenheit des Komitats interessierenden Wirtschaftsfachleuten, leitenden Beamten usw. So kann die Geschichtswissenschaft *zum erstenmal* in diesen ortsgeschichtlichen Veröffentlichungen ihre eigenen Grenzen überschreiten und so kann sie tatsächlich das werden, worüber die alten Römer nur träumten, „der Meister des Lebens“.

K. T. Mérey

## BIBLIOGRAPHIE

### **Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1972**

Библиография избранных работ по истории, опубликованных в Венгрии в 1972 г.

#### **1. Bibliographies, catalogues, inventaires — Библиографии, каталоги, описи.**

*Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio Historica.* Том. 12. DIÓSZEGI MÁRIA: *Geschichtsforschung an der Universität zu Budapest, 1945—1970. Bibliographie.* — (Ежегодник Будапештского гос. университета им. Л. Этвеша. Серия историческая, Т. 12. — Исследования по истории в будапештском университете за 1945—1970 гг. Библиография.) Вр. 1971. 203 p.

*Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1970.* (Библиография избранных работ по истории, опубликованных в Венгрии в 1970 г.) АН 1972. Том. 18. No. 1—2. pp. 215—244.

BOROS PÁL: *A Pest megyei agrárszocialista mozgalmak történetének bibliográfiája.* (Kiad. a Pest megyei Tanács Megyei Könyvtára.) (Bibliographie de l'histoire des mouvements socialistes agraires du Comitat Pest. Ed. par. — Библиография истории социалистических аграрных движений в комитате Пешт. Изд.) Вр. 1972. 45 p.

BORSA IVÁN: *Az Országos Levéltár Film-tárának 1970. évi gyarapodása.* (Le versement de la filmothèque des Archives Nationales en 1970. — Приобретения отдела микрофильмов Государственного архива в 1970 г.) LSz 1971. Том. 21. No. 1—3. pp. 247—271.

BORSA IVÁN: *Az Országos Levéltár Film-tárának 1971. évi gyarapodása.* (Le versement de la filmothèque des Archives Nationales en 1971. — Приобретения отдела микрофильмов Государственного архива в 1971 г.) LSz 1972. Том. 22. No. 2. pp. 126—149.

*Budapest enciklopédia.* Szerk. TÓTH ENDRE-NÉ. 2. kiad. (Encyclopédie de Budapest. Réd. par —. 2<sup>e</sup> éd. — Энциклопедия Бу-

дапешта. Под. ред. — Изд. второе.) Вр. 1972, Corvina. 463 p.

HORVÁTH VIKTOR: *Az Országos Széchényi Könyvtár kiadványai.* (Les éditions de la Bibliothèque Nationale Széchényi — Издания Венгерской национальной библиотеки им. Сечени.) OSzKEvk 1968—1969. . pp. 185—206.

*Kézírtos térképek a területi állami levéltárakban.* Szerk. MUZSNAI LÁSZLÓNÉ. 20. KISS MÁRIA — KISS NÁNDOR: *Veszprém Megyei Levéltár (volt Veszprémi Állami Levéltár).* (Cartes manuscrites aux archives nationales territoriales. Réd. par —. 20. —: Les Archives du Comitat Veszprém (anciennes Archives Nationales de Veszprém) — Рукописные географические карты из областных госархивов. Под ред. — Т. 20. — Архив Комитата Веспрем (бывший Госархив Веспрем.) Вр. 1972. Polycor. pp. 2105—2231. (Levéltári jegyzékek 1.)

*Kézírtos térképek a területi állami Levéltárakban.* Szerk. MUZSNAI LÁSZLÓNÉ. 21. SZABÓ BÉLA — DEGRÉ ALAJOS: *Zala Megyei Levéltár (volt Zalaegerszegi Állami Levéltár).* (Cartes manuscrites aux archives nationales territoriales. Réd. par —. 21. —: Les Archives du Comitat Zala (anciennes Archives Nationales de Zalaegerszeg. — Рукописные географические карты из областных госархивов. Под ред. — Т. 21 — Архив комитата Зала (бывший Госархив Зала.) Вр. 1972. pp. 2233—2431. (Levéltári jegyzékek 1.)

*Ki kicsoda? Életrajzi lexikon magyar és külföldi személyiségekről, kortársainkról.* Szerk. FONÓ GYÖRGY-NÉ. 2. átdolg., bőv. kiad. Lezárva: 1972. június. (Encyclopédie biographique des personnages hongrois et étrangers, nos contemporains. Réd. par —. 2<sup>e</sup> éd. reman. et augm. Clôture le juin 1972. — Биографическая Энциклопедия венгерских и иностранных деятелей, наших современников. Изд. 2, перераб. расшир. На

состояние июня 1972 г.) Вр. 1972, Kossuth Kiadó. 611 p.

*Külföldi folyóiratok hadtörténelmi repertórium.* 1969. 2. Összeáll. MOLNÁR ÉVA, VINICZAI ISTVÁN, WINDISCH ALADÁRNÉ. (Répertoire d'histoire militaire des revues étrangères. 1969. 2. Réd. par —. — Военно-исторические статьи зарубежных журналов. — Сост. —) HK 1972. Tom. 19. No. 1. pp. 185—209.

*Külföldi magyar nyelvű hírlapok és folyóiratok címjegyzéke és adattára. 1945—1970.* Kiad. az Országos Széchényi Könyvtár. 2. *Nem szocialista országok. Összeáll.* NÉMETH MÁRIA. (Liste et documentation des journaux et revues étrangères parues en langue hongroise. 1945—1970. Ed. par —. 2. Pays non socialistes. Réd. par —. — Справочник зарубежных газет и журналов, выходящих на венгерском языке. 1945—1970 гг. Изд. — 2. Несоциалистические страны. Сост. —) Вр. 1972. Polycor. 339 p.

*A magyar állami levéltárak fondjegyzéke.* 3. köt. *A területi levéltárak fondjegyzékei.* 14. r. SZINKOVICH MÁRTA: *Baranya megyei Levéltár (volt Pécsi Állami Levéltár).* Közrem. ENDRENYI FERENC, FELHŐ IVOLYA, LAKATOS ERNŐ. (Répertoire des fonds des archives nationales de Hongrie. 3<sup>e</sup> vol. Répertoire des fonds des archives territoriales. 14<sup>e</sup> partie. —: Les Archives du Comitat Baranya (anciennes Archives Nationales de Pécs). Avec la collab. de —. — Список фондов венгерских госархивов. Том 3. Список фондов областных госархивов. Часть 14. — Архив комитата Бараня. (бывший Госархив Печ.) С участ. —) Вр. 1970. Polycor. 97 p.

*A magyar bibliográfiák bibliográfiája. Bibliographia bibliographiarum Hungaricarum.* Kiad. az Országos Széchényi Könyvtár. 1967—1968. Fel. szerk. GAJTKÓ ÉVA. (Ed. par —. 1967—1968. Réd. resp. —. — Библиография венгерских библиографий. Изд. — 1967—1968 гг. Ответв. ред. —) Вр. 1971. 392 p.

*A magyar Comenius-irodalom.* 6. Összeáll. BAKOS JÓZSEF. (La littérature hongroise sur Comène. 6. Réd. par —. — Венгерская литература о Комении. Т. 6. Сост. —) AAg 10. pp. 179—200.

*A magyar irodalomtörténet bibliográfiája.* Szerk. VARGHA KÁLMÁN, V. WINDISCH ÉVA. Kiad. a Magyar Tudományos Akadémia Irodalomtudományi Intézet. 1. 1772-ig. Összeáll. STOLL BÉLA, VARGA IMRE, V. KOVÁCS SÁNDOR. (Bibliographie de l'histoire de la littérature hongroise. Réd. par —. Ed. par —. I. Jusqu'à 1772. Réd. par —. — Библиография истории венгерской литературы. Ред. — Изд. — Том 1 — до 1772 г. Сост. —) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 638 p.

*Munkásmozgalomtörténeti lexikon.* Fő-szerk. VASS HENRIK. Kiad. a Magyar Szocialista Munkáspárt Központi Bizottság Párttörténeti Intézet. (Encyclopédie d'histoire du mouvement ouvrier. Chefred. —. Ed. par —. — Энциклопедия истории международного рабочего движения. Гл. ред. — Изд. —) Вр. 1972, Kossuth Kiadó. 637 p.

*Az Országos Széchényi Könyvtár, a magyar nemzeti könyvtár.* Ismertető. Szerk. Sz. NÉMETH MÁRIA. (La Bibliothèque Nationale Széchényi, la bibliothèque nationale hongroise. Exposé. Réd. par —. — Государственная библиотека им. Сечени, венгерская национальная библиотека, Путеводитель. Под ред. —) Вр. 1972. 40 p., 29 t.

*A Párttörténeti Közlemények repertórium.* 1963—1970. Összeáll. PÁLMAI MAGDA, VIDA SÁNDOR. Kiad. a Magyar Szocialista Munkáspárt Központi Bizottság, Párttörténeti Intézet. (Répertoire de la revue Párttörténeti Közlemények (Bulletin d'histoire du Parti). 1963—1970. Réd. par —. Ed. par —. — Список статей журнала История партии. 1963—1970 гг. Сост. — Изд. —) Вр. 1971. 30 p.

*A történelmi materializmus bibliográfiája.* 1967. jan. 1 — 1972. ápr. 20. Összeáll. MIKLÓS ISTVÁN. (Bibliographie du matérialisme historique. 1 janvier 1967 — 20 avril 1972. Réd. par —. — Библиография об историческом материализме. 1 янв. 1967 г. — 20 апреля 1972 г. Сост. —) Tájékoztató 1972. No. 4. pp. 101—271.

## 2. Recueils d'études — Сборники

*Áchim L. András emlékkönyv. 1871—1971.* Szerk. PÖLÖSKEI FERENC, SZABÓ FERENC. (Recueil de mélanges en mémoire d'András L. Áchim. 1871—1971. Réd. par —. — Сборник посвященный памяти Андраша Л. Ахим. 1871—1971 гг. Ред. —) Békéscsaba 1972, Városi Tanács. 157 p., 8 t.

*Acta Classica Universitatis Scientiarum Debreceniensis.* Tom. 7. Ed. STEPHANUS BORZSÁK. Kiad. a Debreceni Kossuth Lajos Tudományegyetem. (Éd. par —. — Сообщения университета г. Дебрецен по античности. Том 7. Ред. — Изд. —) Debrecen 1971. 99 p., 1 t.

*Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae. Series historica* 13. *Egyetemes történeti tanulmányok.* Szerk. TOKODY GYULA. 14. *Magyar történeti tanulmányok.* (13. Etudes d'histoire universelle. Réd. par —. 14. Etudes d'histoire hongroise. — Ежегодник университета им. Л. Ко-



шута. Серия историческая Т. 13. Статьи по всеобщей истории. Ред. — Т. 14. Статьи по венгерской истории.) Debrecen 1971. 93, 125 p.

*Az Agrártudományi Egyetem közleményei. 1971. (Az Egyetem huszonöt éves fennállásának tiszteletére rendezett tudományos ülés-szak előadásai. Gödöllő, 1970. május 20—22. (Bulletin de l'Université des Sciences Agraires. 1971. Les rapports de la session scientifique tenue à Gödöllő, les 20—22 mai 1970 en l'honneur du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Université — Сообщения института сельского хозяйства. Г. 1971. Лекции научной сессии, посвященной 25-ой годовщины основания института. Геделе, 20—22 мая 1970 г.) Gödöllő 1971, Mezőgazd. Kiadó. 394 p.*

*Alba Regia. Annales Musei Stephani Regis. Az István Király Múzeum évkönyve. 11. 1970. Szerk. FITZ JENŐ. Kiad. a Fejér Megyei Múzeumok Igazgatósága. (Réd. par —. Ed. par —. — Ежегодник музея им. короля Стефана. Т. 11. 1970 г. Под ред. — Изд. —) Székesfehérvár 1971. 180 p., 33 t.*

*Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio historica. Tom. 13. Red. ISTVÁN DIÓSZEGI. (Ежегодник Будапештского университета им. Лоранда Этвеша. Серия исторических наук. Том 13. Под ред. —) Bp. 1972. 402 p.*

*Arrabona. A Győri Múzeum évkönyve. 14. 1972. Szerk. DÁVID LAJOS. (Annuaire du Musée de Győr. 14. 1972. Réd. par —. — Ежегодник музея г. Дьер. Т. 14. 1972 г. Под ред. —) Győr 1972. 455 p., 6 t., 1 carte*

*Baranya helytörténetírás. A Baranya Megyei Levéltár évkönyve. 1971. Szerk. SZITA LÁSZLÓ. (Historiographie locale de Baranya. Annuaire des Archives du Comitatus Baranya. 1971. Réd. par —. — Историко-краеведческие работы в Баране. Ежегодник Архива комитата Бараня 1971 г. Под ред. —) Pécs 1972. 278 p., 1 carte*

*Borsodi történelmi évkönyv. 3. Szerk. DEÁK GÁBOR, ROMÁN JÁNOS. Közrem. KUN LÁSZLÓ, RÁTKAI ANDRÁS. Kiad. a Magyar Történelmi Társulat, Borsod-Abaúj-Zempléni Csoport. (Annuaire historique de Borsod. Réd. par —. Avec la collab. de —. Ed. par —. — Исторический ежегодник ком. Боршод. № 3. Под ред. — При сотрудничестве. — Изд. —) Miskolc 1971. 234 p.*

*A Budapesti Eötvös Loránd Tudományegyetem Állam-és Jogtudományi Karának actái. — Acta Facultatis Politico-iuridicae Universitatis Scientiae Budapestinensis. 14. köt. Szerk. a Kar Tudományos és Módszertani Bizottsága. (14<sup>e</sup> vol. Réd. par —. — Научные сообщения юридического факультета будапештского университета им. Лоранда*

Этвеша. Том 14. Под ред. —) Bp. 1972. 190 p.

*A Debreceni Déri Múzeum évkönyve. Annales Musei Debreceniensis de Friderico Déri nominati. 1969—1970. Szerk. DANKÓ IMRE, közrem. MÓDY GYÖRGY, OROSZ ISTVÁN. (Réd. par —. avec la collab. de —. — Ежегодник музея Ф. Дери, г. Дебрецен. 1969—1970 гг. Ред. — с участи. —) Debrecen 1971. 741 p., 11 t. 5 cartes*

*Az Egri Ho Si Minh Tanárképző Főiskola tudományos közleményei. Acta Academiae Paedagogicae Agriensis. N. S. 10. Szerk. KÖVES JÓZSEF. Réd. par —. — Научные сообщения педагогического института им. Хо Ши Миня, г. Эгер. Под ред. —) Eger 1972. 508 p.*

*Az egri múzeum évkönyve. Annales Musei Agriensis. 8—9. 1970—1971. Szerk. BAKÓ FERENC. (Réd. par —. — Ежегодник музея г. Эгер. № 8—9. 1970—71. Под ред. —) Eger 1972. 447 p.*

*Engels, Friedrich: Eletrajzi vázlatok. (Biographische Skizzen. Bev. RICHARD SPERL.) A magyar kiadást szerk. SZALONTAI SÁNDORNÉ. (Intr. par —. L'édition hongroise réd. par —. — Биографические очерки. С предисл. — Редактор венгерского издания. —) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 172 p.*

*Az Eötvös Loránd Tudományegyetem története. 1945—1970. Főszerk. SINKOVICS ISTVÁN. (L'histoire de l'Université Roland Eötvös de Budapest. 1945—1970. Chefred. — История будапештского университета им. Лоранда Этвеша. 1945—1970 гг. Гл. ред. —) Bp. 1972. 760 p., 11 t.*

*Стати о Венгрии. Том. 7. 1972. г. Ред. DARVASI ISTVÁN. (Etudes de Hongrie. Tom. 7. 1972. Réd. par —.) Bp. 1972, Corvina. 133 p., 4 t.*

*Fejér megyei történelmi évkönyv. A Fejér Megyei Levéltár évkönyve. Tanulmányok és források Fejér megye történetéhez. 5. Szerk. FARKAS GÁBOR. Kiad. a Fejér Megyei Levéltár. (Annuaire historique du comitat Fejér. L'annuaire des Archives du Comitatus Fejér. Etudes et sources concernant l'histoire du comitat Fejér. 5. Réd. par —. Ed. par —. — Ежегодник по истории комитата Фейер. Ежегодник Архива комитата Фейер. Очерки и источники по истории комитата Фейер. Том 5. Ред. — Изд. —) Székesfehérvár 1971. 366 p., 1 t.*

*FUKÁSZ GYÖRGY: Munka, technika, kultúra. Tanulmányok. (Travail, technique, culture. Etudes. — Работа, техника, культура. Статьи.) Bp. 1972, Magvető. 610 p. (Elvek és utak)*

*A Herman Ottó Múzeum évkönyve. Annales Musei Miskolciensis de Otto Herman nominati. 10. Szerk. ZÁDOR TIVOR. (Réd. par —. — Ежегодник музея им. Отто Гер-*

мана, г. Мишколец. Том 10. Ред. — Miskolc 1971. 519 p.

*A Herman Ottó Múzeum évkönyve. Annales Musei Miskolciensis de Otto Herman nominati.* 11. Szerk. ZÁDOR TIBOR, közrem. BODÓ SÁNDOR. (Réd. par —, avec la collab. de —. — Ежегодник музея им. Отто Германа, г. Мишколец. Том 11. Ред. — с участием. —) Miskolc 1972. 697 p.

*Hajdú-bihari kéziratok térképek.* Szerk. KOMORÓCZY GYÖRGY. Kiad. a Déri Múzeum Baráti Köre. (Cartes manuscrites du comitat Hajdú-Bihar. Réd. par —. Ed. par —. — Рукописные географические карты из комитата Хайду-Бихар Ред. — Изд. —) Debrecen 1972. 341 p., 19 cartes

*A Janus Pannonius Múzeum évkönyve. Annales Musei de Iano Pannonio nominati.* 16. 1971. Szerk. MÁNDOKI LÁSZLÓ. Közrem. BÁNDI GÁBOR, HÁRS ÉVA, VASS ANNA. (Réd. par —. Avec la collab. de — — —. — Ежегодник музея им. Яна Паннонского. Том 16. 1971. Ред. — С участием —.) Pécs 1972. 320 p., 10 t., 1 carte

KARDOS TIBOR: *Élő humanizmus. Irodalmi tanulmányok, arcképek, vázlatok.* (Humanisme vivant. Etudes, portraits, esquisses littéraires. — Живой гуманизм. Литературные очерки, портреты, наброски.) Bp. 1972, Magvető. 653 p. (Elvek és utak)

*Korszerű történelmi műveltség és az ifjúság. (Országos történelem vándorgyűlés. Keszthely, 1971. június 24—26.)* Rend. a Magyar Történelmi Társulat, Országos Pedagógiai Intézet, Tudományos Ismeretterjesztő Társulat. Szerk. SZABOLCS OTTÓ. (La culture historique moderne et la jeunesse. Congrès ambulant national à Keszthely, les 24—26 juin 1971. Organisé par —. Réd. par —. — Современное историческое образование и молодежь. Всевенгерский слет историков в г. Кестхель, 24—26 июня 1971 г.) Bp. 1972, OPI. Polycop. 181 p.

LENIN, V. I. *összes művei.* 29. köt. *Filozófiai füzetek.* Sajtó alá rend. a marxizmus-leninizmus klasszikusainak szerkesztősége. 2. kiad. (Œuvres complètes de I. V. Lénine. 29<sup>e</sup> vol. Cahiers philosophiques. Mis sous presse par —. 2<sup>e</sup> éd. —. — Полное собрание сочинений. Т. 29. Тетради по философии. Подготовлен к печати — Изд. второе.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. XXII, 704 p., 5 t.

LENIN V. I. *összes művei.* 32. köt. 1917. május — július. Sajtó alá rend. a marxizmus-leninizmus klasszikusainak szerkesztősége. 2. kiad. (Œuvres complètes de I. V. Lénine. 32<sup>e</sup> vol. mai — juin 1917. Mis sous presse par —. — Полное собрание сочинений. Том 32. Май — июль 1917 г. К печати — Изд. второе.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. XIX, 586 p., 2 t.

LENIN, V. I. *összes művei.* 35. köt. 1917. október — 1918. március. Sajtó alá rend. a marxizmus-leninizmus klasszikusainak szerkesztősége. 2. kiad. (Œuvres complètes de I. V. Lénine. 35<sup>e</sup> vol. octobre 1917 — mars 1918. Mis sous presse par —. 2<sup>e</sup> éd. —. Полное собрание сочинений. Т. 35. Октябрь 1917 г. — март 1918 г. Подготовлен к печати — Изд. второе.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. XXIV, 582 p., 3 t.

LENIN, V. I. *összes művei.* 36. köt. 1918. március — június. Sajtó alá rend. a marxizmus-leninizmus klasszikusainak szerkesztősége. 2. kiad. (Œuvres complètes de I. V. Lénine. 36<sup>e</sup> vol. mars — juin 1918. Mis sous presse par —. 2<sup>e</sup> éd. —. Полное собрание сочинений. Т. 36. Март — июнь 1918 г. Подготовлен к печати — Изд. второе.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. XXI, 691 p., 3 t.

*A Magyar Munkásmozgalmi Múzeum évkönyve.* 1969—1970. Szerk. biz.: ESTI BÉLA, HETÉS TIBOR, HORN EMIL. (Annuaire du Musée du Mouvement Ouvrier Hongrois. 1969—1970. Comité de réd. —. — Ежегодник музея венгерского рабочего движения. 1969—1970 гг. Ред. комиссия —) Bp. 1972. 277 p.

*Magyar műemlékvédelem.* Szerk. biz.: DERCSENYI DEZSŐ, ENTZ GÉZA stb. 1969—1970. (La protection des monuments historiques en Hongrie. Comité de réd. — etc. 1969—1970. — Охрана памятников старины в Венгрии. 1969—1970 гг.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 479 p., 1 t.

*Magyar Tudományos Akadémia, Dunántúli Tudományos Intézet, Ertekezések.* 1970. 1. *Az észak-mecseki bányavidék regionális vizsgálata.* Szerk. RUZSÁS LAJOS. (Institut de Recherches de Transdanubie près l'Académie des Sciences de Hongrie. Traités. 1970. 1. Analyse régionale de la région minière de Mecsek septentrional. Réd. par —. — Задунайский научно-исследовательский институт Венгерской академии наук. Научные сообщения. 1970 г. Т. 1. Региональное исследование северо-мечекского каменного бассейна. Ред. —) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 258 p.

*Magyar Tudományos Akadémia, Dunántúli Tudományos Intézet Ertekezések.* 1970. 2. *Komplex földrajzi és történelmi kutatások újabb eredményei a Dunántúlon.* Szerk. LOVÁSZ GYÖRGY. (Institut de Recherches de Transdanubie près l'Académie des Sciences de Hongrie. Traités. 1970. 2. Nouveaux résultats des recherches géographiques et historiques complexes en Transdanubie. Réd. par —. — Задунайский научно-исследовательский институт Венгерской академии наук. Научные сообщения 1970 г. 2. Последние итоги Комплексных географическо-

исторических исследований в Задунайской области. Ред. —) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 291 p.

MARX, KARL — ENGELS, FRIEDRICH *művei*. 29. köt. *Levelek. 1856—1859*. Sajtó alá rend. a marxizmus-leninizmus klasszikusainak szerkesztősége. (Œuvres de — —. 29<sup>e</sup> vol. Lettres. 1856—1859. Mis sous presse par — —. Сочинения. —. Том 29. Письма. 1856—1859 гг. Подготовлен к печати.) Вр. 1972, Kossuth Kiadó. XVIII, 790 p., 3 t.

MARX, KARL — ENGELS, FRIEDRICH — LENIN, VLADIMIR ILICHS: *A proletár nemzetköziségről. Szemelvénygyűjtemény*. Sajtó alá rend. a marxizmus-leninizmus klasszikusainak szerkesztősége. (Sur l'internationalisme prolétarien. Choix de textes. Mis sous presse par — —. О пролетарском интернационализме. Сборник избранных работ. Подготовлен к печати. —) Вр. 1972, Kossuth Kiadó. 355 p.

*Mélanges offerts en l'honneur d'Aurélien Sauvageot à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire*. Réd. JEAN GERGELY, JEAN-LUC MOREAU etc. (Сборник в честь Аврелия Соважот по поводу 75 летия со дня рождения. Ред. —) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 299 p. 1 t.

*Mesterség és alkotás. Tanulmányok a felvilágosodás és a reformkor magyar irodalmáról*. Szerk. MEZEI MÁRTA, WÉBER ANTAL. (Métier et œuvre. Etudes sur la littérature hongroise de l'ère des Lumières et des Réformes. Réd. par — —. Мастерство и творчество. Статьи о венгерской литературе эпохи просвещения и эпохи реформ. Ред. —) Вр. 1972, Szépirodalmi Kiadó. 563 p.

*A miskolci Herman Ottó Múzeum közleményei*. 11. 1972. Szerk. BODÓ SÁNDOR, ZÁDOR TIVOR. (Communications du Musée Otto Herman de Miskolc. 11. 1972. Réd. par — —. Научные сообщения музея им. Отто Германа, г. Мишкольца. Т. 11, 1972 г. Ред. —) Miskolc 1972. pp. 43—192 p.

*Nemzetiség a feudalizmus korában. Tanulmányok*. Irta SZÜCS JENŐ, JÁN DEKÁN stb. (Nationalité à l'époque du féodalisme. Etudes. Par — — etc. Национальность в эпоху феодализма. Статьи. Авторы —.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 202 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 64.)

*A népi Magyarország negyedszázada. Nemzetközi tudományos ülésszak. Budapest, 1970. március 16—17*. Rend. a MSZMP, Központi Bizottság, Politikai Főiskola; Magyar Szocialista Munkáspárt, Központi Bizottság, Párttörténeti Intézet stb. Szerk. BLASKOVITS JÁNOS, ZSILÁK ANDRÁS. (Les vingt-cinq ans de la Hongrie populaire. Session scientifique internationale, Budapest, les 16—17 mars 1970. Org. par — —. Réd. par — —. 25 летие народ-

ной Венгрии. Международная научная сессия. Будапешт, 16—17 марта 1970 г. Организованная —, Ред. —) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 430 p.

*Az Országos Széchényi Könyvtár évkönyve. 1968—1969*. Szerk. biz.: BÉLLEY PÁL, HARASZTHY GYULA, KERESZTURY DEZSŐ. (Annuaire de la Bibliothèque Nationale Széchényi. 1968—1969. Comité de réd. —. Ежегодник венгерской Национальной библиотеки им. Сечени. 1968—1969 гг. Ред. Коллегия —) Вр. 1971. 435 p.

*Sajtótudományi közlemények*. 2. Főszerk. GOMBÓ PÁL. (Bulletin des sciences de la presse. 2. Chefred. —. Научные сообщения по журналистике. Том 2. Гл. ред. —) Вр. 1972, Tankönyvkiadó. Polycop. 132 p.

*Salgótarján története*. Főszerk. SZABÓ BÉLA. Írták: BELITZKY JÁNOS, SZABÓ BÉLA, HORVÁTH ISTVÁN, SCHNEIDER MIKLÓS, MOLNÁR PÁL, HÁMORI ANNA, H. CSONGRÁDY BÉLA, BERKES JÓZSEF. Kiad. a Salgótarjáni Városi Tanács. (L'histoire de Salgótarján. Chefred. —. Par — —. Ed. par —. История г. Шальготарьян. Гл. ред. — Авторы. Изд. —) Salgótarján 1972. 407 p., 16 t.

*Somogy megye múltjából. Levéltári évkönyv*. 2—3. Szerk. KANYAR JÓZSEF. Kiad. a Somogy Megyei Levéltár. (Du passé cu comitat Somogy. Annuaire des archives. 2., 3. Réd. par — —. Ed. par — —. Из прошлого комитата Шомодь. Ежегодник архива. Тт. 2—3. Под ред. —) Kaposvár 1971. 1972. 307 p., 3 t., 284 p., 4 t.

*Slavica. Annales Instituti Philologiae Slavicae Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae*. 11. Red. ENDRE IGLÓDI, FERENC RAPP. (Сообщения института славянской филологии дебреценского университета им. Лайоша Кошута. Т. 11. Ред. —) Debrecen 1971. 215 p.

*Studia Turcica*. Ed. LAJOS LIGETI. (Статьи по туркологии. По Изд. —) Вр. 1971, Akadémiai Kiadó. 498 p., 1 t. (Bibliotheca Orientalis Hungarica 17.)

*A száz éves Népszava*. Irta: MUCSI FERENC. Bev. VASS HENRIK. (La Népszava (Voix du peuple) centenaire. Par —. Intr. par —. Газета «Голос народа». Статьи и отрывки из материалов. С предпал. —) Вр. 1972, Táncsics Kiadó. 274 p.

*Székesfehérvár évszázadai*. Főszerk. FITZ JENŐ. 2. Középkor. Szerk. KRALOVÁNSZKY ALÁN. Kiad. a Fejér Megyei Múzeumok Igazgatósága. (Les siècles de Székesfehérvár. Chefred. —. 2. Moyen âge. Réd. par —. Ed. par —. Столетия города Секешфегеревара. Гл. ред. — Т. 2. Средние века. Ред. — Изд. —) Székesfehérvár 1972. 231 p.

*A Szegei Tanárképző Főiskola tudományos közleményei*. Acta Academiae Paedago-

gicae Szegediensis. 1971. 1. r. *Tanulmányok a társadalomtudományok köréből*. Szerk. BENKŐ LÁSZLÓ. (1<sup>e</sup> partie. Etudes sur les sciences sociales Réd. par —. — Научные сообщения педагогического института г. Сегед. 1971 г. Часть 1. Статьи по общественным наукам. Ред. —) Szeged 1971. 446 p., 2 t.

*Tanulmányok Kelet-Európa történetéből*. 1—2. köt. Szerk. PERÉNYI JÓZSEF. Kiad. a Budapest, Egyetem, Kelet-Európai Történeti Tanszék. (Etudes sur l'histoire de l'Europe orientale. Vols. 1—2. Réd. par —. Ed. par —. — Очерки по истории Восточной Европы. Том 1—2. Ред. — Изд. —) Bp. 1972. 305, 304 p.

*Tanulmányok az új- és legújabbkori múzeológia kérdéseiről*. Irta HETÉSZ TIBOR, DÁVID LAJOS stb. (Etudes sur les problèmes de la muséologie moderne et contemporaine. Par — — etc. — Статьи по проблемам музейного дела по новой и новейшей истории. Авторы —.) Bp. 1972. Polycor. 215 p.

*Történelmi olvasókönyv*. 7/1. MANN MIKLÓS: *Forrásszemelvények a magyar társadalom életéből*. 896—1849. Összeáll., bev. és jegyz. — —. (Lectures historiques. 7/5. Choix de sources sur la vie de la société hongroise. 896—1849. Réd., intr. et annot. par —. — Хрестоматия по истории. Том 7, часть 1. Источники о жизни венгерского общества. 896—1849 гг. Сост., предпал. и примеч. —) Bp. 1972, Tankönyvkiadó. 215 p., 8 t.

*Válogatott dokumentumok a baranyai — pécsi munkásmozgalom történetéhez*. Kiad. a Baranya Megyei Levéltár. 3. 1929—1944. Szerk. BABICS ANDRÁS, SZITA LÁSZLÓ. (Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier de Baranya et de Pécs. Ed. par —. 3. 1929—1944. Réd. par —. — Избранные документы к истории рабочего движения в г. Печ и комитате Бараня. Изд. — Том 3. 1929—1944 гг. Ред. —) Pécs 1972. 511 p., 10 t.

### 3. Ouvrages généraux — Общие работы

BALOGH ENDRE: *Tanári kézikönyv a történelem tanításához a középiskolák 4. osztályában*. (Manuel pour l'enseignement de l'histoire dans la 4<sup>e</sup> classe des écoles secondaires — Пособие для учителей к преподаванию истории в 4 классе средней школы.) Bp. 1972, Tankönyvkiadó. 387 p.

BEREND T. IVÁN: *Gazdaságtörténet, munkásmozgalomtörténet*. (Histoire économique, histoire du mouvement ouvrier — История экономики, история рабочего движения.) PtK 1972. Tom. 18. No. 1. pp. 89—98.

BEREND T. IVÁN — RÁNKI GYÖRGY: *A magyar gazdaság száz éve*. (Les cent ans de l'économie hongroise — Сто лет венгерской экономики.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 329 p.

CSATÁRI DÁNIEL: *Felszabadulás és hazafiság*. (Libération et patriotisme — Освобождение и патриотизм.) PtK 1972. Tom. 18. No 2. pp. 3—33.

CSIZMADIA ANDOR — KOVÁCS KÁLMÁN — ASZTALOS LÁSZLÓ: *Magyar állam- és jogtörténet*. (Egyetemi tankönyv.) (Histoire politique et juridique hongroise. [Manuel universitaire.] — История венгерского государства и права. [Учебник для университетов.]) Bp. 1972, Tankönyvkiadó. 706 p.

CSIZMADIA ANDOR: *A pécsi egyetemalapítás 600. évfordulója*. 1367—1967. (Le 600<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'université de Pécs. 1367—1967. 600-létienos alapítása egyetemének g. Pecs. 1367—1967 гг.) Pécs 1971. 54 p.

DIÓSZEGI ISTVÁN: *Történelmi ismeret — történelmi érdeklődés — történelemszemlélet*. (Connaissances historiques — intérêt historique — perspectives de l'histoire — Знание истории — интерес к истории — взгляд на историю.) *Történelem* 1971. No. 11. pp. 201—227.

DÓKA KLÁRA: *A munkásszervezkedés kezdeti korszaka Magyarországon. 1830—1872*. (Les débuts de l'organisation ouvrière en Hongrie. 1830—1872. — Первый период возникновения рабочих организаций в Венгрии. 1830—1872 гг.) Bp. 1972. 111 p. (Történeti tanulmányok)

ELEKES LAJOS: *Az egyetemi történelem szakképzés és a korszerű műveltség problémái*. (Les problèmes de l'éducation professionnelle universitaire des historiens et de la culture moderne — Специальное университетское образование для историков и проблемы современной образованности.) KTMi pp. 58—107.

ERDEY-GRÚZ TIBOR — HAHN ISTVÁN: *Kutatás és oktatás. Tanulmányok*. (Recherches et enseignement. Etudes. — Научное исследование и преподавание. Статьи.) Bp. 1972, Felsőokt. Ped. Kutatóközp. Polycor. 48 p.

ERÉNYI TIBOR: *Nemzet, haza, hazafiság a magyar szociáldemokrata mozgalomban*. (Nation, patrie, patriotisme dans le mouvement social-démocrate hongrois — Нация, отечество, патриотизм в венгерском социалдемократическом движении.) PtK 1972. Tom. 18. No. 4. pp. 55—81.

FUKÁSZ GYÖRGY: *Az ember és a munka. A munka kényszerétől a munka szükségletéig*. (L'homme et le travail. De l'obligation du travail au besoin du travail — Человек и работа. От нужды работать к потребности в работе.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 263 p.

GAÁL GYÖRGY: *A magyar történelem tanítása Jugoszláviában.* (L'enseignement de l'histoire hongroise en Yougoslavie — Преподавание венгерской истории в Югославии.) Száz 1972. Tom. 106. No. 1. pp. 146—156.

GELLÉRINÉ LÁZÁR MÁRTA: *A jobbágyvilág paraszti emléképe. Kísérlet a kései-feudalizmus kori jobbágyviszonyokra utaló proverbiumok és népdalok művelődéstörténeti felhasználására minőségi-mennyiségi elemzés segítségével.* (L'image paysanne du servage. Tentatives à l'aide de l'analyse qualitative et quantitative pour l'utilisation dans l'histoire culturelle des proverbes et chansons populaires se référant aux conditions des serfs pendant le féodalisme tardif — Облик крепостничества в памяти крестьян. Опыт использования в истории культуры поговорок и народных песен, связанных с условиями позднего крепостничества путем количественно-качественного анализа.) Bp. 1972. Polycop. 230 p.

GERELYES EDE: *Budapest. 1873—1973. Fényképek.* Összeáll.: —. (Budapest. 1873—1973. Photographies. Réd. par — Budapest за 1873—1973 гг. Фотоснимки. Сост. —.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 84 tir.

GYARAY GÁBOR: *Történelemtanítás és múzeum.* (L'enseignement de l'histoire et les musées — Преподавание истории и музеев.) Bp. 1972, Tankönyvkiadó. 98 p.

HELLER ÁGNES: *A szükségszerűség árnyékában. Fejezetek a szocialista etika történetéből.* (A l'ombre de la nécessité. Chapitres de l'histoire de l'éthique socialiste — В тени необходимости. Главы из истории социалистической этики.) TSz 1971. Tom. 14. No. 3—4. pp. 356—405.

HETÉSZ TIVOR: *Az új- és legújabbkori történeti műzeológia néhány kérdéséről és tudománypolitikai célkitűzéseiről.* (Quelques problèmes de la muséologie moderne et contemporaine et ses buts dans le domaine de la politique des sciences — Некоторые проблемы музеологии нового и новейшего времени и ее научно-политических целях.) Tört. Múz. pp. 7—48.

HORVÁTH PÁL: *A jogtörténet.* (L'histoire de droit — История права.) ELTE 1945—1970. pp. 352—386.

HUSZÁR LAJOS: *Pénzforgalom és pénztérkéviszonyok Sopronban.* (Circulation et valeur monétaire à Sopron — Денежный оборот и монетная ценность в г. Шопрон.) Száz 1971. Tom. 105. No. 6. pp. 1150—1184.

KOMORÓCZY GYÖRGY: *A térképek történeti forrásértéke.* (La valeur documentaire historique des cartes — Ценность географических карт как исторических источников.) Hajdú-Bihar Térk. pp. 209—229.

KOVÁTS ZOLTÁN: *A magyar népességfejlődés a honfoglalástól 1870-ig. 1. r.* (Le développement de la population hongroise depuis la conquête du pays jusqu'en 1870. 1<sup>re</sup> p. — Развитие венгерского населения от «обретения родины» до 1871 г. Часть I. ASzeg 1971. 1. pp. 77—88.

KÖPECZI BÉLA: *Eszme, történelem, irodalom.* (Idée, histoire, littérature — История, идеи, литература.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 172 p.

LACKÓ MIKLÓS: *Tudomány, oktatás, népszerűsítés. Egy történész ankét tapasztalatai.* (Science, enseignement, vulgarisation. Les expériences d'une enquête d'historiens — Наука, преподавание, популяризация. Уроки совещания историков.) KTMi pp. 133—177.

*A magyar forradalmi munkásmozgalom története.* Kiad. az MSzMP KB, Párttörténeti Intézet. Szerk. biz. vez.: NEMES DEZSŐ. 1—3. köt. (1—2. köt.: 3. kiad.; 3. köt.: 2. kiad.) [L'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire hongrois. Ed. par —. Chef du comité de réd.: —. Vols. 1—3. (Vol. 1—2.: 3<sup>e</sup> éd.; vol. 3.: 2<sup>e</sup> éd.)] — История венгерского революционного рабочего движения. Изд. — Руководитель редколлегии —. Тома 1—3. (Тт 1—2. 3 изд. т. 3: 2 изд.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 680 p., 28 t.

*Magyarország műemléki topográfiája.* Szerk. DERCSENYI DEZSŐ. 8. köt. *Heves megye műemlékei.* 2. Szerk. DERCSENYI DEZSŐ, VOIT PÁL. (Topographie des monuments historiques de Hongrie. Réd. par —. 8<sup>e</sup> vol. Les monuments historiques du comitat Heves. 2. Réd. par —. — Топография памятников старины Венгрии. Ред. — Том 8. Памятники старины комитата Хевеш. Т. 2. Ред. —) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 779 p.

*Magyarország régészeti topográfiája.* Főszerk. GEREVICH LÁSZLÓ. 4. *Veszprém megye régészeti topográfiája.* Szerk. TORMA ISTVÁN. *A pápai és a zirci járás.* Irta DAX MARGIT, ÉRI ISTVÁN stb. (Topographie archéologique de Hongrie. Chefred. —. 4. Topographie archéologique du comitat Veszprém. Réd. par —. Les arrondissements de Pápa et de Zirc. Par —, — etc. — Археологическая топография Венгрии. Гл. ред. —. Т. 4. Археологическая топография комитата Веспрем. Ред. — Район Папы и Зирца. Авторы. —) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 330 p., 1 t., 2 cartes, 4 cartes annex.

MYRDAL, GUNNAR: *Érték a társadalomtudományban (Value in social theory.) Válogatott módszertani tanulmányok.* Szerk. és bev.: PAUL STREETEN. Ford. ERDÉLYI ÁGNES. Bev. tanulmány: ANDORKA RUDOLF. (Choix d'études méthodologiques. Réd. et intr. par —. Trad. par —. Etude d'intr. par —. — Ценность в общественных науках. Избранные методологические работы. Ред. и

вступительное слово —. Перевод — Автор предисловия. —) Вр. 1972, Közgazd. és Jogi Kiadó. 414 p.

SINKOVICS ISTVÁN: *Történelem*. (L'histoire — История.) ELTE 1945—1970. pp. 526—541.

SZABADVÁRY FERENC — SZÖKEFALVY-NAGY ZOLTÁN: *A kémia története Magyarországon*. (L'histoire de la chimie en Hongrie — История химии в Венгрии.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 365 p.

SZABÓ LÁSZLÓ — SZABÓ ISTVÁN: *A legújabbkori történelem műzeológiai kérdéseiről*. (Les problèmes muséologiques de l'histoire contemporaine — О проблемах музееологии новейшего времени.) TörtMúz pp. 149—172.

SZABOLCS OTTÓ: *Korszerű történelmi műveltség az iskolában*. (Culture historique moderne à l'école — Современная историческая образованность в школе.) KTMÍ pp. 8—57.

VADÁSZ SÁNDOR: *A történelmi ismeretterjesztés az ifjúság körében*. (Vulgarisation de l'histoire pour la jeunesse — Распространение исторических знаний среди молодежи.) Történelem 1971. No. 11. pp. 228—245.; KTMÍ pp. 108—132.

4. Histoire de Hongrie jusqu'à la conquête arpadienne. Histoire ancienne du peuple hongrois. Histoire de Hongrie jusqu'en 1526. — История Венгрии до завоевания родины Арпадами. Предистория венгерского народа. История Венгрии до 1526 г.

BÓNIS GYÖRGY: *Középkori jogunk elemei. Római jog, kánonjog, szokásjog*. (Les éléments du droit hongrois médiéval. Droit romain, droit canonique, droit coutumier. — Элементы средневекового венгерского права. Римское право, каноническое право, обычное право.) Вр. 1972, Közgazd. és Jogi Kiadó. 350 p.

CSALLÁNY DEZSŐ: *Avarkori páncélok a Kárpát-medencében*. 1. (Cuirasses de l'époque avar dans le bassin carpathique 1. — Панцири из эпохи аваров в бассейне Карпатов 1.) JAM pp. 12—14. 7—44.

DIENES ISTVÁN: *A honfoglaló magyarok*. (Les Hongrois conquérants — Венгры периода завоевания родины.) Вр. 1972, Corvina. 85 p., 24 t.

EGERSZEGI GÉZA: *Fejér megyére vonatkozó oklevelek a székesfehérvári keresztes konvent magánlevéltárában*. 1193—1542. (Chartes relatives au comitat Fejér aux archives privées du convent des croisés de Székesfehérvár. 1193—1542. — Грамоты,

связанные с комитатов Фейер в частном архиве г. Секешвешервар, 1193—1542 гг.) FejérmEvk 5. pp. 177—264.

FÜGEDI ERIK: *Koldulórendek és városfejlesztés Magyarországon*. (Les ordres quétants et le développement des villes en Hongrie — Ордены нищенствующей братии и развитие городов в Венгрии.) Száz 1972. Tom. 106. No. 1. pp. 69—95.

GRANASZTÓI GYÖRGY: *Társadalmi tagozódás Brassóban a XV. század végén*. (Division sociale à Brassó à la fin du XV<sup>e</sup> siècle — Общественное деление в г. Брассо в конце XV в.) Száz 1972. Tom. 106. No. 2. pp. 350—399.

GYÖRFFY GYÖRGY: *Der Aufstand von Koppány*. (Восстание Коппаны.) StudTurc pp. 175—212.

HORVÁTH JÁNOS: *Die Persönlichkeit des Meisters P. und die politische Tendenz seines Werkes*. (Личность мастера П и политическая направленность его произведений.) AA 1971. Tom. 19. No. 3—4. pp. 347—382.

HORVÁTH JÁNOS: *Die ungarischen Chronisten der Angovinenzeit*. (Венгерские летописцы из эпохи Анговининов.) AL 1971. Tom. 21. No. 3—4. pp. 321—377.

LÁNYI V.: *Die spätantiken Gräberfelder von Pannonien*. (Могильники в Паннонии из поздних веков античности.) AAr 1972. Tom. 24. No. 1—3. pp. 53—213.

István király emlékezete. GYÖRFFY GYÖRGY: *István király. — István király intelmei. Erkölcstanító könyvecske*. (De institutione morum ad Americum ducem.) Ford. KURCZ ÁGNES. — *Szent István-legendák*. Ford. KURCZ ÁGNES. A képanyagot és képleírásokat összeáll. DERCSÉNYI DEZSŐ. (La mémoire du roi Etienne. — Les admonestations du roi Etienne. Livret enseignant les bonnes mœurs. Trad. par —. Légendes de Saint Etienne. Trad. par —. Choix et description de l'illustr. par —. — Памяти короля Стефана. — Король Стефан. Поучения короля Стефана. Нравоучительная книжка. Перевод —. Сказание о короле Стефане. Перевод. — Сбор иллюстраций и их объяснений составлен. —) Вр. 1971, Magyar Helikon — Európa. 84 p., 14 t.

LÁSZLÓ GYULA: *L'art des nomades. Des Scythes aux Hongrois*. Trad. par ÉVA SZILÁGYI. Publ. avec l'assistance de l'UNESCO. (Искусство кочевников. От скифов до венгров. Перевод. — Издание осуществлено с помощью ЮНЕСКО) Вр. 1972, Corvina. 148 (20) p., 80 t.

MÁLYUSZ ELEMÉR: *Az V. István-kori gesta*. (La geste du temps d'Etienne V. — Деяния короля Стефана V.) Вр. 1971, Akadémiai Kiadó 151 p., 2 t. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 58.)

NEMESKÜRTY ISTVÁN: *Krónika Dózsa György tetteiről. Híradás a Mohács előtti időkről.* (La chronique des faits de György Dózsa. Message venue des temps d'avant Mohács — Хроника деяний Георга Дожа. Рассказ о временах до поражения при Мораچه.) Вр. 1972, Kossuth Kiadó. 221 p.

PAULINYI Oszkár: *Nemesfémtermelésünk és országos gazdaságunk általános alakulása a bontakozó és a kifejlett feudalizmus korában. 1000—1526.* (La formation générale de richesses de métaux précieux et de l'économie nationale de la Hongrie dans la période du féodalisme épanouissant et développé. 1000—1526. — Общее развитие производства благородных металлов и национальной экономики в Венгрии в период начальной и развитой стадий феодализма. 1000—1526 гг.) Száz 1972. Tom. 106. No. 3. pp. 561—608.

PERÉNYI József: *A magyar «nemzeti öntudat» fejlődése a XI—XIII. században.* (Le développement de la «conscience nationale» hongroise aux XI<sup>e</sup>—XIII<sup>e</sup> siècles — Развитие венгерского «национального Сознания» в XI—XIII вв.) NemzFeud pp. 83—101.

SALAMON ÁGNES — BARKÓCZI László: *Bestattungen von Csákvár aus dem Ende des IV. und dem Anfang des V. Jahrhunderts.* (Погребения в Чакваре в конце IV и начале V столетий.) AAR 11. pp. 35—75.

SOLYMOSSI László: *A jobbágyköltözésről szóló határozat helye a költözés gyakorlatában.* (La place du décret sur la migration des serfs dans la pratique de la migration — Место декрета о преселении крепостных крестьян в практике переселений.) ATSz 1972. Tom. 14. No. 1—2. pp. 1—40.

SZABÓ MIKLÓS: *A kelták nyomában Magyarországon.* (Sur les traces des Celtes en Hongrie — По следам кельтов в Венгрии.) Вр. 1971, Corvina. 86 p., 24 p.

SZÁDECZKY-KARDOSS SÁMUEL: *Ein Versuch zur Sammlung und chronologischer Anordnung der griechischen Quellen der Awarengeschichte nebst einer Auswahl von anderssprachigen Quellen.* (Митарб. TERÉZ OLÁJOS. (Опыт собрания и установления хронологического порядка греческих источников истории аварцев вместе с некоторыми другими источниками.) Szeged 1972. 138 p.

SZEKFÜ László: *Az Ajtony-monda.* — MAKK FERENC: *Megjegyzések II. Béla történetéhez.* (La légende d'Ajtony. — Remarques relatives à l'histoire de Béla II. — Сказание об Айтоне —: Примечания к истории короля Белы II.) Szeged 1972. 103 p.

SZÉKELY GYÖRGY: *A székesfehérvári latínok és a vallonok a középkori Magyarországon.* (Les Latins de Székesfehérvár et les Val-

lons en Hongrie médiévale — Латинцев из Секешфегервар и валлоны в средневековой Венгрии.) SzfvÉvsz 2. pp. 45—72.

SZÜCS JENŐ: *Dózsa parasztháborújának ideológiája.* (L'idéologie de la guerre paysanne de Dózsa — Идеология крестьянской войны под руков. Г. Дожа. — Valóság 1972. Tom. 15. No. 11. pp. 12—39.

SZÜCS JENŐ: *«Nationalität» und «Nationalbewusstsein» im Mittelalter. Versuch einer einheitlichen Begriffssprache. 1—2.* («Национальность» и «национальное сознание» в средние века. Опыт создания единой системы понятий. — 1—2.) AH 1972. Tom. 18. No. 1—4. pp. 1—38, 245—266.

TAURINUS ISTVÁN: *Paraszi háború. (Staurromachia id est cruciatorum servile bellum.)* Ford. és utószó: GERÉV László. 2. kiad. (Guerre paysanne. Trad. et postface par —. 2<sup>e</sup> éd. — Крестьянская война. Перевод и послесловие — Изд. 2) — Вр. 1972, Magyar Helikon — Európa. 85 p.

THOMAS EDIT, B.: *Római kori díszfegyverek Pannóniából.* (Armes d'honneur romaines de Pannonie — Раскошные оружия в Паннонии из римской эпохи.) HK 1972. Tom. 19. No. 1. pp. 26—72.

VASTAGH GÁBOR: *Metallurgische Folgerungen aus den Ausgrabungsfunden der Eisenverhüttung des XI.—XII. Jahrhunderts.* (Металлургические заключения из археологических находок, связанных с выплавкой чугуна в XI—XII вв.) AAg 1972. Tom. 24. No. 1—3. pp. 241—260.

WENGER SÁNDOR: *Anthropological examination of the osteological material deriving from the Avar Period cemetery at Tiszavásvár.* (Антропологическое исследование остеологического материала происхождения из могильника аварского периода в Тисавашваре.) AnthrHung. 11. pp. 5—82.

WENGER SÁNDOR: *Contributions à l'anthropologie de la population hongroise du Moyen Age.* (Данные к антропологии венгерского населения в средние века.) AnthrHung 10. pp. 91—158.

## 5. Histoire de Hongrie 1527—1790 — История Венгрии в 1527—1790 гг.

AGÁRDI PÉTER: *Rendiség és esztétikum. Gyöngyösi István költői világgépe.* (Corporatisme et esthétique. Le monde poétique d'István Gyöngyösi — Сословность и эстетизм. Поэтическое мирозерцание Иштвана Дендьеши.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 237 p.

APOR PÉTER: *Metamorphosis Transylvaniae azaz Erdélynek változása.* 1736. Sajtó

alá rend., utószó: Tóth Gyula. (Mis sous presse, postface par —. Преобразования Трансильвании. 1736 г. Подготовка к печати и послесловие.) Вр. 1972, Magyar Helikon — Szépirodalmi Kiadó. 115 p.

ARATÓ ENDRE: *A magyar «nemzeti» ideológia jellemző vonásai a XVIII. században.* (Les traits caractéristiques de l'idéologie «nationale» hongroise au XVIII<sup>e</sup> siècle. — Характерные черты венгерской «национальной» идеологии в XVIII веке.) NemzFeud pp. 130—181.

BARTA GÁBOR: *Ludovicus Gritti magyar kormányzósága. 1531—1534.* (Ludovicus Gritti comme gouverneur de Hongrie. 1531—1534. — Венгерское наместничество Людовига Гритти. 1531—1534 гг.) TSz 1971. Tom. 14. No. 3—4. pp. 289—319.

BENCZÉDI LÁSZLÓ: *A magyar rendi nemzetudat sajátosságai a XVI—XVII. században.* (Les caractéristiques de la conscience nationale du régime des Ordres en Hongrie aux XVI<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles — Характерные черты венгерского сословного национального сознания в XVI—XVII вв. —) NemzFeud pp. 120—129.

BENDA KÁLMÁN — KENÉZ GYÖZÖ: *Barbiano generális jelentése a Bocskai-szabadságharc első hónapjairól.* (Le rapport du général Barbiano sur les premiers mois de la guerre d'indépendance de Bocskai — Сообщение генерала Барбиано о первых месяцах освободительной борьбы под руководством Бочкай.) DMÉvk 1969—1970. pp. 155—180.

*Cartographia Hungarica. 1. Magyarország térképei a XVI. és XVII. századból fakszimile kiadásban.* Karten Ungarns aus dem XVI. und XVII. Jahrhundert. Sixteenth and seventeenth century maps of Hungary. Összeáll. NEMES KLÁRA. (Édition en fac-similé des cartes de Hongrie des XVI<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles. Réd par —. — Географические карты Венгрии из XVI и XVII столетий в факсимильном издании. Составитель. —) Вр. 1972, Magyar Helikon — Cartographia. Polycop. 10 cartes, 1 annex., 8 tir.

FALLENBÜCHL ZOLTÁN: *A Magyar Kamara tiszviselői a XVIII. században.* (Les fonctionnaires du Fisc hongrois au XVIII<sup>e</sup> siècle — Служащие Венгерской Казны в XVIII столетии.) LK 1970. Tom. 41. No. 2. pp. 259—336. 1 t.

GÁL ÉVA: *A budai hegyvidék újkori beépülésének kezdete.* (Les débuts du peuplement des collines de Buda dans les temps modernes — Начала заселения горных предместьев Буды в новое время.) TSz 1971. Tom. 14. No. 3—4. pp. 515—538.

HOPP LAJOS: *A lengyel-magyar hagyományok újjászületése.* (La renaissance des traditions polono-hongroises — Возрож-

дение польско-венгерских традиций.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 166 p., 8 t.

KÁLLAY ISTVÁN: *Szabad királyi városok gazdálkodása Mária Terézia korában.* Kiad. a Magyar Országos Levéltár. (L'économie des villes libres royales à l'époque de Marie-Thérèse. Ed par —. — Экономика свободных королевских городов в период королевы Марии Терезии. Изд. —) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 199 p., 1 t.

*Magyarország története. Egyetemi tankönyv. 2. A késői feudalizmus korszaka. 1526—1790.* Szerk. H. BALÁZS ÉVA, MAKKA LÁSZLÓ. Kiad. a Magyar Tudományos Akadémia, Történettudományi Intézet. 2. kiad. (Histoire de Hongrie. Manuel universitaire. 2. La période du féodalisme tardif. 1526—1790. Réd. par —. — Ed. par —. 2<sup>e</sup> éd. — История Венгрии. Учебник для университетов. Т. 2. Эпоха позднего феодализма. 1526—1790 гг. Ред. — Изд. — Издание второе.) Вр. 1972, Tankönyvkiadó. 661 p., 16 t., 11 cartes

*Magyar-Zsidó oklevéltár. Monumenta Hungariae Judaica. 14. köt. 1742—1769.* Szerk. SCHEIBER SÁNDOR. Közrem. HÁZI JENŐ, ZSOLDOS JENŐ. (14<sup>e</sup> vol. 1742—1769. Réd. par —, avec la collab. de —. — Венгеро-еврейские грамоты. Том 14. 1742—1769 гг. Ред. — С участием.) Вр. 1971, Magyar Izraeliták Országos Képvisellete. 571 p.

NAGY LÁSZLÓ: *Magyar hadsereg és hadművészet a harmincéves háborúban.* (L'armée hongroise et l'art militaire hongrois dans la guerre de trente ans — Венгерская армия и венгерское военное искусство в 30-летней войне.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 221 p.

PACH ZSIGMOND PÁL: *Az 1514. évi parasztfelkelés és a «második jobbágyság».* (Le soulèvement paysan de 1514 et le «deuxième servage». — Крестьянское восстание 1514 г. и «второе издание» крепостничества.) Valóság 1972. Tom. 15. No. 11. pp. 1—11.

PÉTER KATALIN: *Zrínyi Miklós terve II., Rákóczi György magyar királyságáról.* (Le plan de Miklós Zrínyi sur la royauté hongroise de György Rákóczi II — Проект Миклоша Зрини о венгерском королевстве Дьердя Ракоци II.) Száz 1972. Tom. 106. No. 3. pp. 652—666.

RUTTKAY LÁSZLÓ: *Jeszenszky (Jessenius) János és kora. 1566—1621.* Bev. KAPRONCZAY KÁROLY. Utószó: BIRTALAN GYÖZÖ. Szerk. és sajtó alá rend. ANTALL JÓZSEF, BIRTALAN GYÖZÖ, BUZINKAY GÉZA. Kiad. a Semmelweis Orvostörténeti Múzeum és Könyvtár. (János Jeszenszky (Jessenius) et son époque. 1566—1621. Intr. par —. Postface par —. Réd. et mis sous presse par —. Ed. par —. Янош Есенски и его эпоха. 1566—1621 гг. Вступ. слово. — Послесловие —. Ред. и подро-



товка к печати —.) Вр. 1971, Medicina. 295 p., 10 t.

SZAKÁLY FERENC: *Oppenheimer Sámuel működése, különös tekintettel magyarországi kihatásaira.* (L'activité de Sámuel Oppenheimer particulièrement par rapport à son influence en Hongrie — Деятельность Самуэля Оппенгеймера, с особым вниманием на его влияние в Венгрии.) Magyar-Zsidó oklevéltár. 14. pp. 31—78.

TRÓCSÁNYI ZSOLT: *Teleki Mihály. Erdély és a kurucmozgalom 1690-ig.* (Mihály Teleki. La Transylvanie et le mouvement kouroutz jusqu'à 1690 — Михай Телеки. Трансильвания и движение куруцов до 1690 г.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 333 p.

VÁRKONYI ÁGNES, R.: *Történelmi személyiség, válság és fejlődés a XVII. századi Magyarországon.* (Personnalité historique, crise et développement en Hongrie au XVII<sup>e</sup> siècle — Историческая личность, кризис и развития в Венгрии в XVII столетии.) Száz 1972. Tom. 106. No. 3. pp. 609—646.

ZIMÁNYI VERA: *A nagymartoni kerület gazdaság- és társadalomtörténete a XVI. századtól 1767-ig.* (L'histoire économique et sociale du district de Nagymarton du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1767 — Общественно-экономическая история района Надьмартон от XVI столетия до 1767 г.) — Száz 1972. Tom. 106. No. 1. pp. 5—55.

## 6. Histoire de Hongrie 1791—1849 — История Венгрии 1791—1849 гг.

ANDICS ERZSÉBET: *Metternich and the emerging "neoconservative" tendency in Hungary.* (Меттерних и возникновение «неоконсервативного направления в Венгрии»). AUBhist 13. pp. 79—102.

ARATÓ ENDRE: *A Stúr-vezette szlovák mozgalom 1848—49-ben.* (Egy jubileum során kibontakozott vitáról.) (Le mouvement slovaque dirigé par Stúr en 1848—49. [Sur un débat dégagé à l'occasion d'une anniversaire] — Движение словаков под руководством Штура в 1848—49 гг. О дискуссии, возникшей в связи с годовщиной.) KeletEurópaTan 1. pp. 223—278.

ARATÓ ENDRE: *Die Wirkung des Nationalismus auf die Politik der Kräfte der Linken in Österreich und in Ungarn im Frühjahr und im Sommer 1948.* (Воздействие национализма на политику левых сил в Австрии и Венгрии весной и летом 1848 г.) AUBhist 13. pp. 103—158.

BENDA KÁLMÁN — ERSZEGI GÉZA: *Magyarország és Moson megye az 1809-es francia megszállás alatt.* (Szöllősy Pál naplőfőjegyzései.) (La Hongrie et le comitat Moson pendant l'occupation française de 1809. Le journal de Pál Szöllősy. — Венгрия и комитат Мошон под французской оккупации в 1809 г. Отрывки из дневника Пала Селлеша.) НК 1972. Tom. 19. No. 2. pp. 346—378.

BENDA KÁLMÁN: *A nemzeti ébredés kezdetei a Habsburg Monarchia országaiban.* (Les débuts du réveil national aux pays de la Monarchie des Habsbourg — Начало национального возрождения в странах Габсбургской Монархии.) Száz 1972. Tom. 106. No. 1. pp. 157—161.

EÖTVÖS JÓZSEF báró *kiadatlan írásai. 1846. május — 1848. február.* Összeáll., sajtó alá rend., bev. tanulmány és jegyz. FENYŐ ISTVÁN. (Écrits inédits de baron József Eötvös. Mai 1846 — février 1848. Réd., mis sous presse, étude d'intr. et annot. par —. — Неизданные работы барона Йожефа Этвеша. Май 1846 г. — февраль 1848 г. Состав, подготовка к печати, введение и примечания —.) Вр. 1971, Petőfi Irodalmi Múzeum — NPI. Polycop. 168 p.

GÁL ISTVÁN: *Széchenyi and the Czechs.* (Сечени и чехи.) SS1 1972. Tom. 18. No. 1—2. pp. 129—145.

GERGELY ANDRÁS: *Széchenyi eszmerend-szerének kialakulása.* (La formation du système des idées de Széchenyi — Оформление системы идей Сечени.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 177 p., 1 t. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 62.)

JESZENSZKY GÉZA: *Medical and sanitary conditions in Hungary as seen by British travellers. 1790—1848.* (Врачебные и санитарные условия в Венгрии, глазами одного британского путешественника. 1790—1848 гг.) CMed 1972. Suppl. 6. pp. 67—83.

SPIRA GYÖRGY: *A pesti forradalom baloldalának harca a kormánnyal meg a polgársággal 1848 májusában.* (La lutte de l'aile gauche de la révolution de Pest avec le gouvernement et avec la bourgeoisie en mai 1848. — Борьба левых революционных сил в г. Пешт против правительства и буржуазии в мае 1848 г.) TSz 1971. Tom. 14. No. 3—4. pp. 330—355.

SZÓCS SEBESTYÉN: *A kormánybiztosi intézmény kialakulása 1848-ban.* (La formation de l'institution des commissaires du gouvernement en 1848 — Оформление института правительственных комиссаров в 1848 г.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 215 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 65.)

TEMESKÖZY ISTVÁN: *Opera Stephani Temesközy ad historiam oppidi Abonyi pertinentia 1. Abonyi naplója. 1. Egy kerek esztendő, 1817.* (4. Son journal d'Abony. 1. Une année entière, 1817. — Работы Стефана

Темешкези к истории г. Абонь. Часть 4. Его дневники из Абони. Том 1: Круглый год, 1817 г.) Abony 1972. Polycop. 100 tir.

TRÓCSÁNYI ZSOLT: *Wesselényi Miklós* (Миклош Вешелени.) MTAFT 1972. Tom. 21. No. 1—2. pp. 81—101.

TUDÓSTÁSOK KÖRÖSI CSOMA SÁNDORRÓL. *Cikkgyűjtemény. Közread. TERJÉK JÓZSEF. Kiad. a Körösi Csoma Társaság. (Rapports sur Sándor Körösi Csoma. Recueil d'articles. Publ. par —. Ed. par —. — Извещения о Стефана Кереси-Чома. Сборник статей. Подготовка к печати. — Изд. —) Bp. 1971. Polycop. 61 p.*

URBÁN ALADÁR: *Die Organisation des Heeres der ungarischen Revolution vom Jahre 1848.* (Организация войск венгерской революции 1848 года.) AUBhist 13. pp. 159—182.

URBÁN ALADÁR: *Petőfi Sándor honvéd-százados.* (Sándor Petőfi, capitaine des Honvéd — Капитан гонведов Шандор Петёфи.) HK 1972. Tom. 19. No. 3. pp. 622—647.

WALDAPPEL JÓZSEF: *Az irodalmi élet újjáalakulása. 1825—1830.* (Le renouveau de la vie littéraire. 1825—1830. — Воссоздание литературной жизни 1825—1830 гг.) MestAlk. pp. 252—279.

## 7. Histoire de Hongrie 1849—1919 — История Венгрии 1849—1919 гг.

ARATÓ ENDRE: *A nemzeti mozgalmak különböző formái az Osztrák-Magyar Monarchiában, Német- és Oroszországban a XIX. század második felében.* (Les différentes formes des mouvements nationaux dans la Monarchie Austro-Hongroise, en Allemagne et en Russie dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle — Различные формы национальных движений в Австро-венгерской монархии, Германии и России во второй половине XIX столетия.) KeletEurópaTan 2. pp. 5—40.

BADÁNTI ANTAL: *Somogy megye munkásmozgalmának története. 1870—1918. Dokumentumgyűjtemény.* Sajtó alá rend. TÓTH ILONA. (L'histoire du mouvement ouvrier au comitat Somogy. 1870—1918. Recueil de documents. Mis sous presse par —. — История рабочего движения комитата Шомодь. 1870—1918 гг. Сборник документов. Подготовка к печати —.) Kaposvár 1971. 339 p.

FOGARASSY LÁSZLÓ: *Az ismeretlen székely hadosztály. Adatok a Tiszántúl és Erdély hadtörténetéhez az 1918/1919. évi forradalmi időszakban a román általános támadásig.* (La division sicule inconnue. Données à l'histoire

militaire de la région au-delà de la Tisza et de la Transylvanie pendant la période révolutionnaire de 1918/1919 jusqu'à l'offensive générale roumaine — Неизвестная дивизия секлерев. Данные к военной истории Трансильвании и Затисского края в период революционных событий 1918/19 гг. до общего наступления румын.) DMÉvk 1971. pp. 225—252.

FORRÁSOK BUDAPEST MÚLTJÁBÓL. Szerk. SÁGVÁRI ÁGNES. 2. *Források Budapest történetéhez. 1873—1919.* Szerk. H. KONUT MÁRIA. Ford. SIMONFFY-TÓTH ERNŐ. (Sources du passé de Budapest. Réd. par —. 2. Sources à l'histoire de Budapest 1873—1919. Réd. par. — Trad. par —. Источники из прошлого Будапешта. Ред. — Том 2. Источники и истории Будапешта за 1873—1919 гг. Ред. — Перевод. —) Bp. 1971. 522 p., 16 t.

GAÁL ENDRE: *Válogatott dokumentumok a szegedi ipari munkásság szocialista szakmai szervezkedésének történetéből. 1890—1900.* (Documents choisis de l'histoire de l'organisation professionnelle socialiste des ouvriers d'industrie à Szeged. 1890—1900. — Избранные документы из истории социалистических профессиональных организаций промышленного пролетариата г. Сегеда в 1890—1900 гг.) Szeged 1972. 45 p.

GÁBOR ANDOR levelei Szekfű Gyulához. Közread. és bev. VÉRTESY MIKLÓS. (Les lettres de — à Gyula Szekfű. Mis sous presse et intr. par —. Письма Габора Андора к Дьюле Секфю. — Подгот. к печати — и с введением —) ITK 1972. Tom. 76. No. 1. pp. 65—99.

GERELYES EDE: *Lenin üzent. Visszaemlékezések a csepeli szikratávíró-állomás 1919. évi működésére.* Szerk. —. Kiad. a Hazafias Népfront, Budapesti Bizottság; MSZMP Csepel Vas- és Fémművek Bizottsága; Postások Szakszervezete. (Message de Lénine. Souvenirs du fonctionnement de la poste radiotélégraphique de Csepel en 1919. Réd. par —. Ed. par —. — Послание Ленина. Воспоминания о работе чепельской станции искрового телеграфа в 1919 г. Ред. — Изд. —) Bp. 1972. 47 p.

GERGELY ANDRÁS: *Települések, lakások és lakók a századforduló Magyarországn.* (Établissements, logements et leurs habitants en Hongrie au tournant du siècle. — Поселения, квартиры и их жителей в Венгрии на повороте XIX и XX веков.) TSz 1971. Tom. 14. No. 3—4. pp. 406—441.

GERGELY ERNŐ: *Az önrendelkezési jog és a föderáció néhány kérdése a Tanácsköztársaság idején.* (Quelques questions du droit d'autodétermination et de la fédération pendant la République Hongroise des Conseils

— Некоторые вопросы самоопределения и федерации во время Венгерской Советской Республики.) IK 1972. Tom. 27. No. 1—2. pp. 16—26.

GÜLYA KÁROLY: *A horvát kérdés a dualista Magyarországon az 1. világháború előtti években. 1908—1914.* (La question croate en Hongrie dualiste aux années précédant la 1<sup>re</sup> guerre mondiale. 1908—1914. — Хорватский вопрос в дуалистической Венгрии накануне первой мировой войны. 1908—1914 гг.) Szeged 1972. 22 p.

KUN BÉLA: Избранные статьи и речи. Сост. Агнеса Кун. (Choix d'études et de discours. Réd par —.) Bp. 1972, Corvina. 358 p.

LENGYEL JÓZSEF: *Visegrádi utca. Visszaemlékezések.* Bev. KUN BÉLA. (Rue Visegrádi. Souvenirs. Intr. par —. — Вышеградская улица. Воспоминания. Введение —) Bp. 1972, Magvető. 270 p.

*Magyarország története. Egyetemi tankönyv. 4. 1849—1918. Az abszolutizmus és a dualizmus kora.* Szerk. HANÁK PÉTER. Közrem. ERÉNYI TIBOR, SZABAD GYÖRGY. Kiad. a Magyar Tudományos Akadémia, Történettudományi Intézet. (Histoire de Hongrie. Manuel universitaire. 4. 1849—1918. L'époque de l'absolutisme et du dualisme. Réd par —. Avec la collab. de —. —. Ed. par —. —. История Венгрии. Учебник для университетов. Том 4. 1849—1918 гг. Период абсолютизма и дуализма. Ред. — С участием —. Изд. —) Bp. 1972, Tankönyvkiadó. 663 p., 1 t., 1 carte

MUCSI FERENC: *A Magyarországi Szociáldemokrata Párt tevékenysége 1890 és 1918 között.* (L'activité du Parti Social-démocrate de Hongrie entre 1890 et 1918. — Деятельность Венгерской социал-демократической партии в 1890—1918 гг.) Bp. 1972, Tankönyvkiadó. 68 p.

NEMES DEZSŐ: *Az ellenzék az MSZDP-ben a századforduló után.* (L'opposition dans le Parti Social-démocrate de Hongrie après le tournant du siècle — Оппозиция внутри Венгерской социал-демократической партии в начале XX в.) PtK 1972. Tom. 18. No. 4. pp. 3—54.

NEMES DEZSŐ: *Az 1905—1906. évi kormányzati válság és az MSZDP választójogi harca.* (La crise gouvernementale des années 1905—1906 et la lutte du PSDH pour le droit électoral — Правительственный кризис 1905—1906 гг. и борьба ВСДП за всеобщее избирательное право) PtK 1972. Tom. 18. No. 1. pp. 3—64.

PALOTÁS EMIL: *A balkán-kérdés az osztrák-magyar és az orosz diplomáciában a XIX. század végén.* (La question des Balkans dans les diplomaties austro-hongroise et russe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle — Балканский

вопрос в австро-венгерской и русской дипломатии в конце XIX века.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 233 p.

*A parasztság Magyarországon a kapitalizmus korában. 1848—1914. Tanulmányok. 1—2. kötet.* Szerk., bev. SZABÓ ISTVÁN. 2. kiad. (La paysannerie en Hongrie à l'époque du capitalisme. 1848—1914. Etudes. Vols. 1—2. Réd., intr. par —. 2<sup>e</sup> éd. — Крестьянство в Венгрии в период капитализма. 1848—1914 гг. Очерки. Том 1—2. Ред. введени. — Изд. второе.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 479 p., 1 t.; 756 p.

PÖLÖSKEI FERENC: *István Tisza's Policy toward the Romanian Nationalities on the Eve of World War I.* (Политика Иштвана Тиссы по отношению к румынской национальности накануне первой мировой войны.) AH 1972. Tom. 18. No. 3—4. pp. 267—291.

RÁCZ ISTVÁN: *Kísérletek az Egyesült Államokba irányuló magyarországi kivándorlás korlátozására.* (Tentatives faites pour la limitation de l'exode des Hongrois aux Etats Unis — Попытки ограничения иммиграции из территории Венгрии в США.) AUDhist 13. pp. 53—92.

REMETE LÁSZLÓ: *Barikádok Budapest utcáin. 1912.* (Barricades dans les rues de Budapest. 1912. — Баррикады на улице Будапешта. 1912. — Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 282 p., 8 t. (Népszerű történelem)

RÉTI LÁSZLÓ: *Adatok a magyar vasipari kartell fejlődéséhez, különös tekintettel a Rimamurány-Salgótarjáni Vasmű részvénytársaságra. 1900—1906.* (Données concernant le développement du cartel sidérurgique hongrois, tenant compte particulièrement de la SA Usine Sidérurgique de Rimamurány-Salgótarján. 1900—1906. — Данные к развитию венгерского железодельного картеля с особым вниманием на акционерное общество Римамурань-Шальготарьян. 1900—1906 гг.) DTI 1970. 2. pp. 157—178.

ROMÁN JÁNOS: *Források a Tanácsköztársaság Borsod megyei történetéhez.* (Sources de l'histoire de la République des Conseils au comitat Borsod. — Источники к истории Венгерской советской республики в комитате Боршод.) HOMÉvk 10. pp. 291—366.

SZÁSZ ZOLTÁN: *Az erdélyi román polgárság szerepéről 1918 őszén.* (Le rôle de la bourgeoisie roumaine de Transylvanie à l'automne de l'année 1918. — О роли румынской буржуазии Трансильвании осенью 1918 года.) Száz 1972. Tom. 106. No. 2. pp. 304—335.

SZINAI MIKLÓS: *Zur Geschichte der Beziehungen zwischen der Ungarischen Räterepublik und Österreich.* Anhang: Otto Bauers

*Brief an Béla Kun.* (К истории взаимоотношений между Венгерской Советской республикой и Австрией. Приложение Письма Отто Бауера к Беле Кун.) АН 1972. Том. 18. No. 3—4. pp. 293—318.

TIBORI JÁNOS: *Emlékezés Achim L. Andrára. Születésének századik évfordulójára.* (En commémoration d'András L. Achim. A l'occasion du centenaire de sa naissance — Воспоминание об Андраше Л. Ахим в столетии его рождения.) Történelem 1971. 11. pp. 3—42.

VARGA LAJOS: *Szociáldemokraták a szövetségi politikáról a koalíciós kormány idején. 1906—1909.* (Les sociaux-démocrates sur la politique d'alliance au temps du gouvernement de coalition. 1906—1909. — Социал-демократы о политике по отношению к союзникам во время коалиционного правительства. 1906—1909 гг.) PtK 1972. Том. 18. No. 2. pp. 159—193.

VINAVER, VUK: *Jugoszlávia és Magyarország a Tanácsköztársaság idején.* (La Yougoslavie et la Hongrie au temps de la République Hongroise des Conseils — Югославия и Венгрия во время Венгерской Советской Республики.) Száz 1971. Том. 105. No. 6. pp. 1217—1246.

VINCZE EDIT, S.: *Küzdelem az önálló proletárpárti megteremtéséért Magyarországon. 1848—1890.* — ERÉNYI TIBOR: *A Magyarországi Szociáldemokrata Párt tevékenységének főbb jellemzői a századfordulót követő évtizedben.* — MILEI GYÖRGY: *A Kommunista Magyarországi Pártjának megalakításáról.* 2. átd. kiad. (Lutte pour la fondation du parti prolétarien indépendant en Hongrie. 1848—1890. — Les caractéristiques principales de l'activité du PSDH dans la décennie suivant le tournant du siècle. — La constitution du Parti des Communistes de Hongrie. 2<sup>e</sup> éd. german. — Борьба за создание самостоятельной рабочей партии в Венгрии 1848—1890 гг. — Важнейшие характерные черты деятельности Венгерской социалдемократической партии в первое десятилетие XX века. — О Создании Партии венгерских коммунистов. Изд. второе, переработанное.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 191 p.

VINCZE EDIT, S.: *Der Pester Hochverratsprozeß (April 1872).* (Судебное дело по обвинению изменения в апреле 1872 г.) АН 1972. Том. 18. No. 1—2. pp. 75—117.

## 8. Histoire de Hongrie 1919—1945 — История Венгрии 1919—1945 гг.

BABICS ANDRÁS: *A Mecsek vidéki bányászok szakszervezkedése a baranya-pécsi munkásmozgalom keretében. 1918. november 14*

— 1929. október 30. (Le mouvement syndicaliste des mineurs de la région de Mecsek dans le cadre du mouvement ouvrier de Baranya-Pécs. 14 novembre 1918 — 30 octobre 1929. — Профсоюзное движение горняков области Мечек в рамках рабочего движения в Баране-Печ. 14 ноября 1918 г. — 30 октября 1929 г.) DTI 1970. 2. pp. 215—250.

BÁLINT GYÖRGY: *Az utolsó percek. Cikkek, jegyzetek.* Sajtó alá rend., utószó: GONDOS ERNŐ. Bev. MINÁLYFI ERNŐ. (Les dernières minutes. Articles, notes. Mis sous presse, postface par —. Intr. par —. — Последние минуты. Статьи, очерки. Подготовка к печати, послесловие: — Введение —.) Bp. 1971, Szépirodalmi Kiadó. 231 p., 9 t.

BETHLEN ISTVÁN *titkos iratai.* Sajtó alá rend., bev. és magy. SZINAI MIKLÓS, SZÜCS LÁSZLÓ. Kiad. a Magyar Országos Levéltár. (Documents secrets d'István Bethlen. Mis sous presse, intr. et expl. par —. Ed. par —. — Секретные бумаги Иштвана Бетлена. Подготовка к печати, введение и примечания —. Изд. —) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 492 p., 6 t.

BORSÁNYI GYÖRGY: *Az ellenforradalmi rendszer kialakulása. A forradalmi munkásmozgalom a húszas években.* (La formation du régime contre-révolutionnaire. Le mouvement ouvrier révolutionnaire aux années vingt. — Возникновение контрреволюционного режима. Революционное рабочее движение в двадцатых годах.) MforrMm 1918—1972. pp. 65—83.

BORSÁNYI GYÖRGY: *Tömegharcok a gazdasági válság idején.* (Combats de masse au temps de la crise économique — Борьба масс во время мирового экономического кризиса.) MforrMm 1918—1972. pp. 84—103.

CSATÁRY DÁNIEL: *A második bécsi döntés és a nemzetiségi kérdés.* (Le deuxième arbitrage de Vienne et la question des nationalités — Второй венский арбитраж и национальный вопрос.) Kelet-EurópaTan. 2. pp. 205—244.

CSÉPÁNYI DEZSŐ: *Az ellenforradalmi rendszer munkásellenes politikája. 1935—39. A rendszer ipari szociálpolitikája és kísérlete a legális munkásmozgalom felszámolására.* (La politique antiouvrière du régime contre-révolutionnaire. 1935—39. La politique sociale industrielle du régime et ses tentatives pour la liquidation du mouvement ouvrier légal — Антирабочая политика контрреволюционного режима за 1935—1939 гг. Промышленно-социальная политика режима и его попытка ликвидировать легально рабочего движения.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 207 p.

DÍÓSZEGI VILMOS: *Sebestyén Gyula* (Gyula Sebestyén — Дьюла Шебештень.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 199 p., 1 t. (A múlt magyar tudósai.)

DOMBRÁDY LORÁND: *A Horthy-hadsereg tábori tüzérségének anyagi-technikai állapota 1940-ben a háborúbalépés előtti időszakban.* (Les conditions matérielles et techniques de l'artillerie de campagne de l'armée horthyste en 1940, dans la période précédant l'entrée en guerre — Материально-техническое состояние полевой артиллерии армии Хорти в 1940 г., накануне вступления в войну.) HK 1972. Tom. 19. No. 3. pp. 726—761.

DÓSA RUDOLFÉ: *A MOVE. Egy jellegzetes magyar fasiszta szervezet. 1918—1944.* (Le MOVE, une organisation fasciste hongroise caractéristique. 1918—1944. — MOVE — как типичная организация венгерских фашистов. 1918—1944 гг.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 228 p., 12 t.

FENÉR ISTVÁN: *Politikai küzdelmek a Dél-Dunántúlon 1944—1946 között.* (Luttes politiques dans la Transdanubie méridionale entre 1944—1946 — Политическая борьба в южной части Задунайского края за 1944—1946 гг.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 306 p., 1 carte.

Források Budapest múltjából. Szerk. SÁGVÁRI ÁGNES. 3. *Források Budapest történetéhez. 1919—1945.* Szerk. SZEKERES JÓZSEF. Közgem. MEGGYEI LÁSZLÓ, SZÉCHÉNYI IMRÉNÉ. Ford. SIMONFFY-TÓTH ERNŐ. (Sources du passé du Budapest. Réd. par —. 3. Sources de l'histoire de Budapest 1919—1945. Réd. par —. Avec la collab. de —. Trad. par —. — Источники из прошлого Будапешта. Ред. — Том. 3. Источники к истории Будапешта за 1919—1945 гг.) Ред. — с участ. — Перевод. —) Bp. 1972. 646 p., 22 t.

GERGELY ERNŐ: *A magyar népi demokratikus államszervezet kialakulásának néhány kérdése. 1944—1945.* (Quelques questions de la constitution de l'organisation de l'Etat démocratique populaire hongrois. 1944—1945. — Некоторые вопросы возникновения государственного устройства народной демократии в Венгрии в 1944—1945 гг.) MMEvk 1969—1970. pp. 213—246.

GODÓ ÁGNES: *Magyarok a jugoszláv népszabadító háborúban.* Kiad. a Hadtörténeti Intézet és Múzeum. (Hongrois aux guerres libératrices du peuple yougoslave. Ed. par —. Венгры в народно-освободительной войне югославов. Изд.) — Bp. 1972, Zrínyi Kiadó. 280 p., 6 t.

HOLLÓS ERVIN: *Rendőrség, csendőrség, VKF. II.* (Police, gendarmerie, contre-espionnage. II. — Полиция, жандармерия,

контрразведка. II.) Bp. 1971, Kossuth Kiadó. 431 p.

HORTHY MIKLÓS *titkos iratai.* Sajtó alá rend., megj. és jegyz. SZINAI MIKLÓS, SZÜCS LÁSZLÓ. Kiad. a Magyar Országos Levéltár. 4. kiad. (Documents secrets de Miklós Horthy. Mis sous presse, expl. et annot. par —. Ed. par —. 4<sup>e</sup> éd. — Секретные документы Миклоша Хорти. Подготовки к печати, примечания. Изд. — Изд. четвертое.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 478 p., 14 t.

IMRE MÁTYÁSÉ — SZABÓ ÁGNES: *Dokumentumok a szovjet-magyar fogolycseréről.* Közli —. (Documents concernant l'échange des prisonniers de guerre soviétiques et hongrois. Publ. par —. Документы советско-венгерском обмене военнопленными. Подгот. к печати —) Ptk 1972. Tom. 18. No. 1. pp. 147—163.

JÁSZ DEZSŐ: *Hispaniában. Visszaemlékezések.* (En Espagne. Souvenirs — В Испании. Воспоминания.) Bp. 1972, Magvető. 139 p.

JÓBORU MAGDA: *A köznevelés a Horthy-korszakban. Alsó- és középfokú oktatás.* (L'éducation publique à l'époque horthyste. Enseignement primaire et secondaire — Просвещение в эпоху Хорти. Обучение в начальной и средней школе.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó — Tankönyvkiadó. 225 p.

JUHÁSZ GYULA — PINTÉR ISTVÁN — TILKOVSKY LÓRÁNT: *Magyarország nemzetközi helyzete és belpolitikai viszonyai 1938—1945. Az ellenállási mozgalom fő vonásai.* (La situation internationale et les conditions de politique intérieure de Hongrie 1938—1945. Les traits principaux du mouvement de résistance. — Международное положение Венгрии и ее внутриполитические условия в 1938—1945 гг. Главные черты движения сопротивления.) Történelem 1971. No. 11. pp. 108—199.

KOVÁCS ENDRE: *Hungarian-Polish relations between the two World Wars.* — Венгерско-польские отношения между двумя мировыми войнами. AH 1972. Tom. 18. No. 1—2. pp. 161—169.

MÁRKUS LÁSZLÓ: *A kormányzati erő a bethleni uralmi koncepció szolgálatában.* (Les forces du régime au service des conceptions du pouvoir de Bethlen — Правительственные силы в службе концепции Бетлена о сохранении Власти.) TSz 1971. Tom. 14. No. 3—4. pp. 465—482.

MÁRKUS LÁSZLÓ: *Über den Charakter der herrschenden Elite des Horthy-Regimes.* (О характере господствующей верхушки режима Хорти.) AH 1972. Tom. 18. No. 1—2. pp. 119—147.

MÉREY KLÁRA, T.: *Dél-Dunántúl gyáripárának szerkezete és sajátosságai 1942-ben.* (La

structure et les particularités de l'industrie usinière de la Transdanubie méridionale en 1942. — Структура и особенности крупной индустрии южной части Задунайского края в 1942 г.) Pécs 1972. Polycor. 42 p.

MÉREY KLÁRA, T.: *A gyáripár Somogy megyében a két világháború között.* (L'industrie usinière au comitat Somogy entre les deux guerres mondiales — Крупная промышленность в комитате Шомодь между двумя мировыми войнами.) SomogyM. 3. pp. 215—262.

MIRNICS JÓZSEF: *Die Batschkadeutschen zur Zeit der ungarischen Besetzung. 1941—1944.* (Немцы из Бачки во время венгерской оккупации 1941—1944 гг.) AH 1972. Tom. 18. No. 1—2. pp. 319—351.

NAGY GÁBOR: *A 3. Ukrán Front felszabadító hadműveleteinek első szakasza.* (La première étape des opérations militaires de libération du 3<sup>e</sup> Front Ukrainien — Первый этап военных операций 3 Украинского фронта с целью освободить Венгрию.) HK 1972. Tom. 19. No. 2. pp. 219—285.

NAGY ZSUZSA, L.: *A budapesti liberális ellenzék. 1919—1944.* (L'opposition libérale de Budapest. 1919—1944. — Либеральная оппозиция в Будапеште 1919—1944 гг.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 177 p., 2 t. (Ertekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 59.)

NEMESKÜRTY ISTVÁN: *Requiem egy hadseregért. Dokumentumregény.* (Requiem pour une armée. Roman documentaire. — Реквием за армию. Документальный роман.) Bp. 1972, Magvető. 306 p.

NÉMETH GYULA: *Gombocz Zoltán* (Zoltán Gombocz — Золтан Гомбоц) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 258 p. 1 t. (A múlt nagy tudósai.)

PATAKI ISTVÁN: *Az ellenforradalmi hadsereg szerepe a magyar fasiszta rendszer fokozatos megerősítésében. 1919. november — 1920 július.* (Le rôle de l'armée contre-révolutionnaire dans la stabilisation progressive du régime fasciste hongrois. Novembre 1919 — juillet 1920. — Роль контрреволюционной армии в постепенном усилении венгерского фашистского режима. Ноябрь 1919 г. — июль 1920 г.) Bp. 1972. 121 p.

STIER MIKLÓS: *A magyarországi német követjelentések 1933—1939.* (Les rapports des ambassadeurs allemands de Hongrie 1933—1939. — Донесения германского посольства в Венгрии. 1933—1939 гг.) LK 1970. Tom. 41. No. 2. pp. 241—258.

SZABÓ BALINT: *Harc az antifasiszta népfrontért, a független, demokratikus Magyarországgért.* (Lutte pour le front populaire anti-fasciste, pour la Hongrie démocratique indépendante — Борьба за антифашистский

народный фронт, за независимую, демократическую Венгрию.) MforrMm 1918—1972. pp. 104—129.

SZABÓ BALINT: *Hazánk felszabadulása és a munkáshatalom győzelme.* (La libération de la Hongrie et la victoire du pouvoir ouvrier — Освобождение Венгрии и победа власти рабочих.) MforrMm 1918—1972. pp. 130—155.

SZÁNTÓ FERENC: *A bányamunkásság harcai a második világháború idején. 1939—1944.* (Les luttes des mineurs dans la période de la deuxième guerre mondiale. 1939—1944. — Борьба горнозаводских рабочих во время второй мировой войны. 1939—1944 гг.) Tatabányatört. 1. pp. 204—249.

## 9. Histoire de Hongrie depuis 1945 — История Венгрии после 1945 г.

BALÁZS PÉTER: *A Magyar Országos Levéltár és a tanácsi levéltárak 1969-ben.* (Les Archives Nationales Hongroises et les archives des conseils municipaux en 1969 — Государственный архив Венгрии и местные архивы в 1969 г.) LK 1970. Tom. 41. No. 2. pp. 365—385.

BISZKU BÉLA: *A párt és az állam a nép szolgálatában. Beszéd, cikkek.* (Le parti et l'Etat au service du peuple. Discours, articles. — Партия и государство в службе народа. Избранные статьи и речи.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 284 p.

*Budapest statisztikai évkönyve.* Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal, Budapest, Városi Igazgatóság. 1972. (Annuaire de Budapest. Ed. par —. 1972. — Статистический ежегодник Будапешта. Изд. — 1972 г.) Bp. 1972. Polycor. 406 p.

EMBER Győző: *Beszámoló a Magyar Országos Levéltár 1969-ben végzett munkájáról.* (Compte rendu du travail des Archives Nationales Hongroises en 1969. — Отчет о работе Государственного архива Венгрии в 1969 г.) LSz 1971. No. 1—3. pp. 203—244.

ERDEI FERENC: *Város és vidéke.* 2. kiad. (La ville et ses environs. 2<sup>e</sup> éd. — Город и его окрестность. Изд. второе.) Bp. 1972, Szépirodalmi Kiadó. 444 p., 16 t., 2 cartes

*Az 1971. év régészeti kutatásai.* Kiad. a Magyar Nemzeti Múzeum (Történelmi Múzeum). Szerk. Sz. BURGER ALICE. (Les fouilles archéologiques en 1971. Ed. par —. Réd. par —. — Археологические раскопки в 1971 г. Изд. — Ред. —) Bp. 1971. Polycor. 121 p., 1 carte

FEHÉR ALAJOS: *A munkás-paraszti szövetség kérdései a szocialista Magyarországon.* (Les questions de l'alliance de classe ouvrière-paysanne en Hongrie socialiste —

Вопросы классового союза рабочих и крестьян в социалистической Венгрии.) OTDK 10. pp. 193—234.

FEKETE GYULA: *Eljünk magunknak? Dokumentumgyűjtemény. Összeáll. —. Közrem. FEKETE Gy. GYÖRGY. (Vivre pour soi-même? Recueil de documents. Réd. par —. Avec la collab. de —. Жить только себе? Сборник документов. Составитель. С участием.)* Бр. 1972, Szépirodalmi Kiadó. 404 p., 16 t.

A *Filozófiai és Történettudományok Osztályának 1971. évi tevékenysége.* (L'activité de la Section des sciences philosophiques et historiques en 1971. — Деятельность отдела философии и истории ВАН в 1971 г.) MTAFT 1972. Tom. 21. No. 1—2. pp. 1—18.

FOCK JENŐ: *A szocializmus építésének gazdaságpolitikája. Beszédék és cikkek. 1963—1972.* (La politique économique de l'édification du socialisme. Discours et articles. 1963—1972. — Экономическая политика строительства социализма. Статьи и речи. 1963—1972 гг.) Бр. 1972, Kossuth Kiadó. 467 p.

GÁSPÁR SÁNDOR: *Le rôle des syndicats hongrois dans l'édification du socialisme. Choix de discours et d'articles.* Trad. Edit ZIGÁNY, LÁSZLÓ SCHNEIDER. (Роль венгерских профессиональных союзов в воспитании к социализму. Избранные статьи и речи. Перевод. —) Бр. 1972, Táncsics. 367 p.

GÁSPÁR SÁNDOR: Роль венгерских профсоюзов в строительстве социализма. (Le rôle des syndicats hongrois dans l'édification du socialisme. Réd. par —.) Бр. 1972. Táncsics Kiadó 393 p.

HABUDA MIKLÓS: *A szakszervezetek a hatalomért vívott harcban.* (Les syndicats dans la lutte menée pour le pouvoir — Венгерские профсоюзы в борьбе за власть) NépiMo pp. 105—114.

KÁDÁR JÁNOS: *A szocialista Magyarországért. Beszédék és cikkek. 1968—1972.* (Pour la Hongrie socialiste. Discours et articles. 1968—1972. — За социалистическую Венгрию. Статьи и речи. 1968—1972 гг.) Бр. 1972, Kossuth Kiadó. 547 p.

KOMÓCSIN ZOLTÁN: *Nemzeti érdekek, internacionalista célok. Beszédék, cikkek.* (Intérêts nationaux, buts internationaux. Discours, articles. — Национальный интерес, интернационалистские цели. Статьи и речи.) Бр. 1972, Kossuth Kiadó. 318 p.

*Magyar külpolitikai évkönyv. A Magyar Népköztársaság külpolitikai kapcsolatai és külpolitikai tevékenysége.* Kiad. a Külügyminisztérium. 1971. Szerk. biz. BERECS JÁNOS, GYOVAI GYULA, MATUSÉK TIVADAR. (Annuaire de la politique étrangère hongroise. Les relations et l'activité de politique étrangère de la

République Populaire Hongroise. Ed. par — 1971. Comité de réd. — Ежегодник венгерской внешней политики. Внешнеполитические связи и внешнеполитическая деятельность Венгерской народной республики. Изд. — 1971. Редколлегия. —) Бр. 1972, Kossuth Kiadó. 354 p.

*Magyarország megyéinek társadalmi-gazdasági helyzete és fejlődésük főbb tendenciái.* Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal. (Les conditions sociales et économiques des comitats de la Hongrie et les principales tendances de leur développement. Ed. par —. — Общественно-экономическое положение комитатов Венгрии и главные тенденции их развития. Изд. —) Бр. 1971, Statisztikai Kiadó. Polycop. 553 p.

*Magyarország munkaerőhelyzete. 1960—1970.* Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal. (La situation de la main-d'œuvre en Hongrie entre 1960—1970. Ed. par —. — Состояние рабочей силы в Венгрии в 1960—1970 гг. Изд. —) Бр. 1972, Statisztikai Kiadó. Polycop. 118 p.

MAROSÁN GYÖRGY: *Az úton végig kell menni. Visszaemlékezések. Függelék: Munkásegység az európai jövőért.* (Il faut suivre la voie jusqu'au but. Souvenirs. Annexe: Avec l'union de la classe ouvrière pour l'avenir européen. — Ты должен дойти до конца. Воспоминания. В приложении: За будущее Европы с помощью единства рабочих.) Бр. 1972, Magvető. 475, XXIX p.

MARTON ADÁM: *A magyar külkereskedelmi árak alakulása. 1945—1970.* (Le changement des prix dans le commerce extérieur hongrois. 1945—1970. — Изменения цен в венгерской внешней торговли за 1945—1970 гг.) Бр. 1972, Akadémiai Kiadó. 193 p.

*A múzeumok 1969. évi munkájának adatai.* Összeáll. Kiss LÁSZLÓ. (Données sur l'activité des musées en 1969. Réd. par —. — Данные о деятельности венгерских музеев в 1969 г. Сост. —) Бр. 1970. NPI Polycop. 159 p.

*A múzeumok 1970. évi munkájának adatai.* Összeáll. Kiss LÁSZLÓ. (Données sur l'activité des musées en 1970. Réd. par —. — Данные о деятельности венгерских музеев в 1970 г. Сост. —) Бр. 1971. NPI Polycop. 163 p.

*A múzeumok 1971. évi munkájának adatai.* Összeáll. Kiss LÁSZLÓ. (Données sur l'activité des musées en 1971. Réd. par —. — Данные о деятельности венгерских музеев в 1971 г. Сост. —) Бр. 1972. NPI Polycop. 196 p.

ORBÁN SÁNDOR: *Két agrárforradalom Magyarországon. Demokratikus és szocialista agrárátalakulás. 1945—1961.* (Deux révolutions agraires en Hongrie. Transformation agraire démocratique et socialiste. 1945—

1961. — Две аграрных революций в Венгрии. Демократическое и социалистическое аграрных преобразований в 1945—1961 гг.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 358 p.

*Pest megye statisztikai évkönyve.* Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal, Pest Megyei Igazgatóság. 1971 (Annuaire statistique du comitat Pest. Ed. par —. 1971. — Статистический ежегодник комитата Пешт. Изд. —) Вр. 1972, Statisztikai Kiadó. Polycop. 453, 41 p.

*Statisztikai évkönyv.* Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal. 1971. (Annuaire statistique. Ed. par —. 1971. — Статистический ежегодник. Изд. — 1971 г.) Вр. 1972, Statisztikai Kiadó. Polycop. XVI, 545 p.

SZABÓ ISTVÁN: *A vihársarki szegényparaszt-ság harca a földreformért, a birtokok igénybevételeért és felosztásáért.* (La lutte de la paysannerie pauvre du «coin des tempêtes» pour la réforme agraire, pour l'expropriation et distribution des propriétés foncières. — Борьба бедных крестьян «бурного уголка» (юго-восточной части страны) за земельную реформу, за отчуждение и раздел имений.) Szeged 1971. 83 p.

TÓTH ISTVÁN: *A Nemzeti Parasztpárt története. 1944—1948.* Kiad. az MSzMP Központi Bizottságának Párttörténeti Intézete. (L'histoire du Parti Paysan National. 1944—1948. Ed. par —. — История Национальной крестьянской партии 1944—1948 гг. Изд. —) Вр. 1972, Kossuth Kiadó. 325 p.

*Törvények és rendeletek hivatalos gyűjteménye.* 1971. Közzéteszi az Igazságügyminisztérium közreműködésével a Magyar Forradalmi Munkás-Paraszt Kormány Titkársága. (Collection officielle des lois et des décrets. 1971. Éd. avec la collab. du — par —. Официальный свод законов и постановлений. 1971 г. Изд. с участием. —) Вр. 1972, Közgazdasági és Jogi Kiadó. XXX, 1085 p.

ZSILÁK ANDRÁS: *A magyar társadalom negyedszázados fejlődésének fő vonásai. 1945—1970.* (Les traits principaux du développement de la société hongroise pendant un quart de siècle. 1945—1970. — Главные черты развития венгерского общества за четверть века 1945—1970 гг.) NépiMo. pr. 19—40.

# 10. Histoire universelle — Всеобщая история

ADAM, WILHELM: *Nehéz elhatározás* (Der schwere Entschluß.) *A sztálingrádi csata — német szemmel.* Közrem. OTTO RÜHLE. Ford. ZALAI EDVIN. 2. kiad. (La bataille de Stalingrad — vue par les Allemands. Avec la collab. de —. Trad. par —. 2<sup>e</sup> éd. — Сталинградская битва — глазами немца. С участием. — Перевод. — Изд. второе.) Вр. 1972, Gondolat. 477 p., 5 cartes

grad — vue par les Allemands. Avec la collab. de —. Trad. par —. 2<sup>e</sup> éd. — Сталинградская битва — глазами немца. С участием. — Перевод. — Изд. второе.) Вр. 1972, Gondolat. 477 p., 5 cartes

ALEKSZANDROVSKIJ, BORISZ NIKOLAEVICS: *Idegen földeken.* Ford. HANGAY SÁNDOR. (Sur terres étrangères. — Trad. par —. На чужих краях. Перевод. —) Вр. 1972, Kossuth Kiadó. 306 p.

BALÁZS GYÖRGY: *Clementia Caesaris. Tanulmány az i. e. I. század politikai ideológiájához.* (Etude concernant l'idéologie politique du I<sup>er</sup> siècle a. C. — Клемент Цесарь. Очерк о политической идеологии I столетия до н. э.) Вр. 1972. Polycop. 148 p.

BALOGH SÁNDORNÉ: *Az orosz imperializmus gazdasági kérdései a szovjet történeti irodalomban.* (Problèmes économiques de l'impérialisme russe dans l'historiographie soviétique — Экономические проблемы русского империализма в советской исторической литературе) Kelet-EurópaTan 2. pp. 129—146.

BATTAGLIA ROBERTO: *A második világ-háború.* (La seconda guerra mondiale.) Ford. Zoltán József. (Trad. par —. — Вторая мировая война. Перевод. —) Вр. 1972, Kossuth Kiadó. 409 p., 14. t., 2 cartes

BENEDEK ISTVÁN: *A tudás útja. Tanulmányok.* (La voie au savoir. Etudes. — Дорога к знанию. Очерки.) Вр. 1972, Gondolat. 308 p. 36 t.

BEREND T. IVÁN — RÁNKI GYÖRGY: *Közép-Kelet-Európa gazdasági fejlődése a 19—20. században.* (Bp. 1969) c. könyvének vitája a Kossuth Klubban 1971. február 4-én: ARATÓ ENDRE vitaindító előadása, EGYEDI GYÖRGY, GUNST PÉTER, DOLMÁNYOS ISTVÁN, SZABAD GYÖRGY felszólalása és BEREND T. IVÁN válasza. (Le développement économique de l'Europe Centro-Orientale aux XIX<sup>e</sup>—XX<sup>e</sup> siècles. Discussion du livre, ayant eu lieu le 4 février 1971 au Club Kossuth, Budapest. Conférence d'ouverture du débat par —, interventions par —, et réponse de —. — Дискуссия о монографии — Экономическое развитие Центральной и Восточной Европы в XIX—XX веках (Будапешт, 1969 г.) в клубе им. Кошута 4 февраля 1971 г. Вводный доклад. — выступления. — и ответ. —) Történelem 1971. No. 11. pp. 255—285.

BÓNIS GYÖRGY: *A jogtudó értelmiség a középkori Nyugat- és Középeurópában.* (L'élite intellectuelle de formation juridique en Europe Occidentale et Centrale au Moyen Age. — Юридические образованная интеллигенции в Западной и Центральной Европе в средние века.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 177 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 63.)



BOROSY ANDRÁS: *A paraszti milíciák a középkori Európa hadseregeiben.* (Les milices paysannes dans les armées européennes au Moyen Age — Милиции из крестьян в армиях средневековой Европы.) НК 1972. Tom. 19. No. 3. pp. 462—504.

BOULNOIS, LUCE: *A selyemút.* (La route de la soie.) Ford. LITVÁN GYÖRGY. (Trad. par —. — Дорога шелка. Перевод. —) Вр. 1972, Kossuth Kiadó. 200 p., 8 t.

CHAMBERS, RAYMOND WILSON: *Morus* (Thomas More.) *Életrajz.* Ford. NYILAS VERA. Utószó KARDOS TIBOR. (Biographie. Trad. par —. Postface par —. — Томас Мор. Биография. Перевод. — Последействие. —) Вр. 1971, Gondolat. 434 p., 8 t.

DELLAGRAMMATIKOS, JANIS: *A monopol-kapitalizmus és a «harmadik világ».* Ford. GERGELY PÁL. (Le capitalisme monopoliste et le «Tiers Monde». Trad. par —. — Монополизм капитализм и «третий» мир. Перевод. —) Вр. 1972, Kossuth Kiadó. 335 p.

DJAKONOV, IGOR MIHAJLOVICS: *Az ókori Közel-Kelet társadalmá az i.e. III. évezredben és a II. évezred első felében.* Ford. GÖDÉNY ENDRE, GAÁL ERNŐ. (La société du Proche-Orient antique au III<sup>e</sup> millénaire et à la première moitié du II<sup>e</sup> millénaire av. J.C. Trad. par —. — Общество в античном Ближнем Востоке в III и начале II тысячелетия до н.э. Перевод. —) Вр. 1972, ELTE Polycop. XXXI, 284 p.

DOLMÁNYOS ISTVÁN: *Finnország története.* Közrem. BERECSKI GÁBOR. (Histoire de Finlande. Avec la collab. de —. — История Финляндии. С участием.) Вр. 1972, Gondolat. 437 p., 20 t., 1 carte

DOLMÁNYOS ISTVÁN: *A szerb vámháború és a polgári történetírás.* (La guerre douanière serbe et l'historiographie bourgeoise. — Таможенная война с Сербией и буржуазная историография.) Kelet-Európa-Tan 2. pp. 147—180.

ERÉNYI TIBOR: *A moszkvai történész kongresszusról.* Közrem. RÁNKI GYÖRGY, SINKOVICS ISTVÁN. (Le congrès des historiens à Moscou. Avec la collab. de —. — О международном конгрессе историков в Москве. С участием. —) Száz 1971. Tom. 105. No. 6. pp. 1129—1149.

FARKAS MÁRTON: *A császári Németország fegyverszüneti kérelmének történetéhez.* (Données relatives à l'histoire de la demande d'armistice de l'Allemagne impériale. — К истории просьбы о перемирии со стороны кайзеровской Германии.) НК 1972. Tom. 19. No. 3. pp. 685—725.

FRANCE, ANATOLE: *Jeanne d'Arc élete.* Ford. GÖRÖG LIVIA. Utószó MAKKAJ LÁSZLÓ. (Vie de Jeanne d'Arc. Trad par —. Postface

par —. — Жизнь Жанны Дарка. Перевод. —) Вр. 1972, Gondolat. 481 p., 14 t.

HAHN ISTVÁN — MÁTÉ GYÖRGY: *Karthágó.* (Carthage — Сартфеген.) Вр. 1972, Corvina. 132 p., 32 t.

HARASZTI ÉVA, H.: *Szerződészegők. Az angol-német flottaegyezmény. 1935 június.* (Violateurs de traité. L'accord des flottes anglo-allemandes. Juin 1935. — Нарушители соглашения. Англо-немецкий договор о флотах в июне 1935 г.) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 195 p., 4 t. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 61.)

HORN EMIL — JEMNITZ JÁNOS: *A 2. Internacionálé ikonográfiája. 2.* (Iconographie de la II<sup>e</sup> Internationale. 2. — Иконография Второго интернационала. Часть 2.) MMEvk 1969—1970. pp. 43—122.

INGSTAD, HELGE: *Vikingek az Újvilágban.* (Vesterveg til Vinland.) *Normann település felfedezése Észak-Amerikában.* Ford. SÜLYÖK VINCE. (Les Vikings dans le Nouveau Monde. Découverte d'une colonisation normande dans l'Amérique du Nord. Trad. par —. — Викинги в Новом мире. Открытие поселка норманнов в Северной Америке. Перевод. —) Вр. 1972, Gondolat. 274 p., 24 t.

JEMNITZ JÁNOS: *The danger of war and the Second International. 1911.* Transl. PÁL FÉLIX. (Угроза войны и Второй интернационал в 1911 г. Перевод. —) Вр. 1972, Akadémiai Kiadó. 135 p. (Studia historica Academiae Scientiarum Hungaricae 84.)

JEMNITZ JÁNOS: *Az I. Internacionálé hágai kongresszusa.* (Le congrès de la I<sup>re</sup> Internationale à La Haye — Гаагский конгресс Первого интернационала) Ptk 1972. Tom. 18. No. 4. pp. 126—162.

KEREKES LAJOS: *Neuer Aktenfund zu den Beziehungen zwischen Hitler und Dollfuß im Jahre 1933.* (Новые документы к истории отношений между Гитлером и Дольфус в 1933 г.) АН 1972. Tom. 18. No. 1—2. pp. 149—160.

KEREKES LAJOS: *Az Anschluss és a dunai konföderáció «alternatívája» Otto Bauer külpolitikájában 1918—1919-ben.* («L'alternative» de l'Anschluss et la confédération danubienne dans la politique étrangère d'Otto Bauer en 1918—1919. — Аншлюс и «альтернатива» Дунайской конфедерации внешней политике Отто Байера в 1918—1919 гг.) TSz 1971. Tom. 14. No. 3—4. pp. 442—464.

KERSTEN, KRISTINA: *Lengyelország nemzetiségi struktúrájának megváltozása a második világháború után. Elődtörténet és eredmények.* (Transformation de la structure des nationalités de Pologne après la deuxième guerre mondiale. Antécédents et résultats. — Изменение структуры национальностей

в Польше после второй мировой войны. Предистория и результаты.) Kelet-EurópaTan. 2. pp. 245—304.

KIS ALADÁR: *A spanyol polgárháború története. 1936—1939.* (L'histoire de la guerre civile espagnole. 1936—1939. — История гражданской войны в Испании 1936—1939 гг.) Történelem 1971. No. 11. pp. 43—107.

*A kommunista világmozgalom tanácskozásai. Moszkva, 1957, 1960, 1969.* (Les conférences du mouvement communiste mondial. Moscou, 1957, 1960, 1969. — Совещания Коммунистических партий мира в Москве. 1957, 1960, 1969 гг.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 115 p.

LANTENARI, VITTORIO: *Gyarmatosítás és vallási szabadságmozgalmak.* (Movimenti religiosi dei popoli oppressi di libertà e di salvezza.) Ford. HARGITAI GYÖRGY, TAKÁCS JÓZSEF stb. Bev. BODROGI TIVOR. (Trad. par —, — etc. Intr. par —. — Колонизация и религиозные освободительные движения. Перевод. — Введение. —) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 403 p.

LIVIVS, TITUS: *A római nép története a város alapításától.* (Ab urbe condita.) 4. köt. (26—30. kv.) Ford. és jegyz. MURAKÖZY GYULA. (Histoire du peuple romain depuis la fondation de la ville. 4<sup>e</sup> vol. 26—30. livs. Trad. et annot. par —. — История римского народа от основания Города. Том 4 (26—30 книги) Перевод и примеч. —) Bp. 1972, Európa. 441 p.

LÖRINCZ LÁSZLÓ: *Dzsingisz kán.* (Djengis chan — Джингис-кан.) Bp. 1972, Gondolat. 267 p., 8 t.

LUDASSY MÁRIA: *«Valóra váltjuk a filozófia ígéreteit». A francia felvilágosodástól a francia forradalomig.* («Nous réalisons les promesses de la philosophie». Des Lumières françaises à la révolution française. — «Мы осуществляем обеты философии» от французского просвещения до французской революции.) Bp. 1972, Magvető. 447 p. (Elvek és utak.)

MARX, KARL: *A politikai gazdaságtan bírálatának alapvonalai.* (Nyersfogalmazvány.) 1857—1858. Sajtó alá rend. a marxizmus-leninizmus klasszikusainak szerkesztősége. Ford. LISSAUER ZOLTÁN. 1—2 r. (Rudiments de la critique de l'économie politique. (Brouillon) 1857—1858. Mis sous presse par —. Trad. par —. I<sup>re</sup>—II<sup>e</sup> parties. — Основные черты критики политической экономии. (Конспект) 1857—1858. Подготовка к печати. Перевод. — Части 1—2.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó XII, 411 p., 514 p.

*A marxista pedagógia története dokumentumokban.* 2. köt. *A munkásmozgalom*

*pedagógiai törekvései a tőkés országokban.* Összeáll., magy. és jegyz. VÁG OTTÓ. (Histoire en documents de la pédagogie marxiste. II<sup>e</sup> vol. Les aspirations pédagogiques du mouvement ouvrier aux pays capitalistes. Réd., expl. et annot. par —. — История марксистской педагогики в документах. Том 2. Педагогические устремления рабочего движения в капиталистических странах. Составитель, объясн. и примеч. —) Bp. 1971, Tankönyvkiadó. 461 p.

MIHALIK ISTVÁN — SZIGETI ENDRE: *Fejezetek a marxista-leninista közgazdaságtan történetéből.* 2. kiad. (Chapitres de l'histoire de l'économie politique marxiste-léniniste. II<sup>e</sup> éd. — Главы из истории марксистско-ленинской политической экономии. Изд. второе.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó 430 p.

MIKOJAN, ANASZTASZ IVANOVICS: *Ötven esztendő a Szovjetunió.* Ford. S. NYIRÓ JÓZSEF. (L'Union Soviétique a 50 ans. Trad. par —. — Советскому Союзу — пятьдесят лет.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 72 p.

NIEDERHAUSER EMIL: *Forrongó félsziget. A Balkán a XIX—XX. században.* (La péninsule bouillante. Les Balkans aux XIX<sup>e</sup>—XX<sup>e</sup> siècles. — Бурный полуостров. Балканы в XIX—XX столетиях.) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 274 p., 3 cartes

NIEDERHAUSER EMIL: *Nemzeti megújulás és szépirodalom Kelet-Európában.* (Renaissance nationale et belles-lettres en Europe Orientale — Национальное возрождение и художественная литература в Восточной Европе.) Kelet-EurópaTan 1. pp. 193—222.

NIEDERHAUSER EMIL: *Problèmes de la conscience historique dans les mouvements de renaissance nationale en Europe Orientale.* (Проблемы исторического сознания в национально-возрожденческих движениях в Восточной Европе.) АН 1972. Tom. 18. No. 1—2. pp. 39—73.

ORMOS MÁRIA, SZ.: *Az európai biztonság kérdései a két világháború között.* (Les problèmes de la sécurité européenne entre les deux guerres mondiales — Проблемы европейской безопасности в период между двумя мировыми войнами.) Bp. 1972, Tankönyvkiadó. 71 p.

PALOTÁS EMIL: *A nagyhatalmak és a keleti kérdés 1895 telén.* (Les grandes puissances et la question orientale en hiver 1895. — Великие державы и восточный вопрос зимой 1895 г.) Kelet-EurópaTan 2. pp. 71—128.

PERÉNYI JÓZSEF: *Gazdaság- és társadalomtörténeti fejlődési tágak Kelet-Európában.* (Les régions du développement dans le domaine d'histoire économique et sociale en Europe orientale — Исторические районы

общественно-экономического развития в Восточной Европе.) Kelet-EurópaTan 1. pp. 5—40.

PULAY GÁBOR: *Alkotmányok. Amerikai Egyesült Államok, Egyesült Királyság, Francia Köztársaság, Olasz Köztársaság, Német Szövetségi Köztársaság, Olasz Köztársaság.* Összeáll. és bev. tanulmányok: — —. (Constitutions. Etats Unis d'Amérique, Royaume Uni, République Française, République Fédérale d'Allemagne, République d'Italie Réd. et études d'intr. par — —. — Конституции. Соединенные Штаты Америки, Объединенное Королевство, Французская республика, Республика Италия, Федеративная республика Германия. Составитель и вступительные статьи. —) Bp. 1972. Polycop. 225 p.

RÁNKI GYÖRGY: *Potsdam.* (Потсдам.) TSz 1971. Tom. 14. No. 3—4. pp. 495—514.

ROBERTSON, ARCHIBALD: *A kereszténység eredete.* (The origins of Christianity.) Függelék: *A holttengeri tekercekről.* Ford. GÖDÉNY ENDRE. (Annexe: Sur les rouleaux de la Mer Morte. Trad. par —. — Происхождение христианства. В приложении: о хартиях Мертвого моря. Перевод. —) Bp. 1972, Gondolat. 333 p.

SÍK ENDRE: *The History of Black Africa.* Transl. SÁNDOR SIMON. II<sup>e</sup> ed. Vol. 2. (История черной Африки Изд. второе, том 2.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 323 p., 11 t., 4 cartes

SÍK ENDRE: *Fekete-Afrika története.* 3. köt. (L'histoire de l'Afrique Noire. III<sup>e</sup> vol. — История черной Африки. Том 3.) Bp. 1972. Akadémiai Kiadó. 417 p., 1 carte

SZAHAROV, A. N.: *Az orosz parasztság történeti fejlődésének dialektikája.* (La dialectique du développement historique de la paysannerie russe — Дialeктика исторического развития русского крестьянства.) Kelet-EurópaTan 1. pp. 113—164.

SZÉKELY GYÖRGY: *Fakultät, Kollegium, akademische Nation-Zusammenhänge in der Geschichte der mitteleuropäischen Universitäten des XIV. und XV. Jahrhunderts.* (Факультет, коллегий, академические национальные взаимоотношения в истории университетов Центральной Европы в XIV—XV столетиях.) AUBhist 13. pp. 47—78.

TARLE, EVGENIJ VIKTOROVICS: *Napóleon. Életrajz.* Ford. DÉRY TIBOR, ARANYOSSY PÁL. 7. kiad. (Napoleon. Biographie. Trad. par —. — VII<sup>e</sup> éd. — Наполеон. Биография. Перевод. — Изд. седьмое) Bp. 1972, Gondolat. 459 p.

*Teherán, Jalta, Potsdam. Dokumentum-gyűjtemény.* Kiad. SZANAHOJEV, S. P., СИБУЛЕВСКИЙ, В. Л. Ford. ZALAI EDVIN. 2. bőv. kiad. (Recueil de documents. Ed. par —.

Trad. par —. II<sup>e</sup> éd. augm. — Тегеран, Ялта, Потсдам. Сборник документов. Изд. — Перевод. — Изд. второе, расширенное) Bp. 1972, Kossuth Kiadó. 431 p.

TOKODY GYULA — NIEDERHAUSER EMIL: *Németország története.* (Histoire de l'Allemagne — История Германии.) Bp. 1972, Akadémiai Kiadó. 387 p.

TÓTH AURÉL: *Kopernikus. 1473—1543.* (Copernic. 1473—1543. — Коперник. 1473—1543 г.) Földrajztanítás 1972. Tom. 15. No. 6. pp. 1611—1665.

URBÁN ALADÁR: *Újkori egyetemes történet. 1789—1918. Térkép-vázlat-gyűjtemény. Egyetemi segédkönyv.* (Histoire universelle. 1789—1918. Recueil d'ébauches de cartes. Manuel universitaire. — Новая история. 1789—1918 гг. Сборник географических карт. Пособие для университетов.) Bp. 1972, Tankönyvkiadó. 295 p.

*Világtörténet képekben.* 1. köt. *Az őskortól 1640-ig.* HAHN ISTVÁN — SZABÓ MIKLÓS: *Ős- és ókor.* — KULCSÁR ZSUZSANNA: *Középkor.* (Histoire mondiale en images. 1<sup>e</sup> vol. Depuis l'âge préhistorique jusqu'en 1640. Préhistoire et antiquité. — Le Moyen Age. — Всеобщая история в образах. Том 1. От первобытных времен до 1640 г. — Первобытные времена — античный мир. — Средние века.) Bp. 1972, Gondolat. 723 p., 32 t.

WELLMANN IMRE: *Von der herkömmlichen Produktion zur landwirtschaftlichen Revolution der Neuzeit.* (От традиционного способа производства к сельскохозяйственной революции в новое время.) Bp. 1971, Akadémiai Kiadó. 66 p.

WITTMAN TIBOR: *Ultimos dias de la azoqueria potosina.* — WITTMAN TIBOR: *Az andesi népek nemzetté válásának egyes gazdasági feltételei a gyarmati korszak végén.* — VARGA ILONA: *Magyarország kereskedelme a latin-amerikai országokkal a két világháború között.* (Conditions économiques de la formation nationale des peuples andésiens à la fin de l'époque coloniale. — Les relations commerciales de Hongrie avec les pays de l'Amérique Latine entre les deux guerres mondiales. — Некоторые экономические условия становления наций среди Народов в Андах в конце эпохи колонизации —: Торговля Венгрии ее странами Латинской Америки между двумя мировыми войнами.) Szeged 1972, 77 p.

ZSIGMOND LÁSZLÓ: *A Párizsi Kömmün helye a francia politikai gondolkodás történetében.* (La place de la Commune de Paris dans l'histoire de la pensée politique française — Место Парижской коммуны в истории политической мысли во Франции.) Száz 1971. Tom. 105. No. 6. pp. 1185—1204.



## AUTEURS DU PRÉSENT NUMÉRO

*V. Bácskai*, candidate ès sciences historiques, chef de section aux Archives de Budapest – *G. Barta*, collaborateur scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *W. Endrei*, candidat ès sciences historiques, chercheur scientifique – *A. Gergely*, collaborateur scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *F. Glatz*, collaborateur scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *I. Gonda*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *P. Gunst*, candidat ès sciences historiques, rédacteur de la revue *Agrártörténelmi Szemle* – *K. Hegyi*, collaboratrice scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *J. Jemnitz*, docteur ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *L. Kerekes*, candidat ès sciences historiques, directeur-adjoint de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *Gy. Litván*, collaborateur scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *K. T. Mérey*, candidate ès sciences historiques, collaboratrice en chef de l'Institut Scientifique de Transdanubie de l'Académie Hongroise – *P. Zs. Pach*, académicien, directeur de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise, professeur à l'Université des Sciences Économiques Karl Marx de Budapest – *Gy. Ránki*, docteur ès sciences historiques, directeur-adjoint de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *P. Sipos*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut d'Histoire du Parti – *É. Somogyi*, candidate ès sciences historiques, collaboratrice scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *Z. Szász*, collaborateur scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *L. Tilkovszky*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise – *Gy. Tokody*, candidat ès sciences historiques, professeur à l'Université Lajos Kossuth de Debrecen.



## INDEX

<i>P. Zs. Pach—Gy. Ránki: Les 25 ans de l'Institut des Sciences Historiques</i> . . . . .	1
---	---

### ETUDES

<i>É. Somogyi: Pläne zur Neugestaltung der Habsburger Monarchie nach dem Preußisch - Österreichischen Krieg von 1866</i> . . . . .	17
<i>С. Шомоди: Планы реорганизации монархии Габсбургов после австро-прусской войны 1866 г.</i> . . . . .	17
<i>I. Gonda: The Austro-Hungarian Monarchy and the Unrestricted Submarine Warfare</i> . . .	53
<i>И. Гонда: Неограниченная подводная война и Австро-Венгерская Монархия</i> . . . . .	53
<i>Gy. Tokody: Zum Dilemma der Annahme oder Zurückweisung von Versailles</i> . . . . .	99
<i>Д. Токоди: К дилемме принятия или непринятия Версальского мирного договора</i> . . . . .	99

### COMMUNICATIONS

<i>W. Endrei: English Kersey in Hungary</i> . . . . .	123
<i>F. Glatz: Bürgerliche Entwicklung, Assimilation und Nationalismus in Ungarn im 19. Jahrhundert</i> . . . . .	153

### RAPPORT SUR LES RECHERCHES

<i>P. Sipos: Factory-History and the History of Labour Movement in Hungary</i> . . . . .	171
--	-----

### DOCUMENTS

<i>Gy. Litván: Documents des relations franco - hongroises des années 1917—1918</i> . . . . .	183
---	-----

### COMPTE RENDU DE LIVRES

<i>G. Woodcock: Anarchism (J. Jemnitz)</i> . . . . .	209
<i>A. Ascher: Pavel Axelrod and the Development of Menshevism (J. J.)</i> . . . . .	211
<i>M. Glettler: Die Wiener Tschechen um 1900. Strukturanalyse einer nationalen Minderheit in der Großstadt (L. Kerekes)</i> . . . . .	213
<i>J. Petersen: Hitler—Mussolini. Die Entstehung der Achse Berlin—Rom (L. K.)</i> . . . . .	214
<i>J. Mirnić: Die Deutschen der Batschka im zweiten Weltkrieg (L. Tilkovszky)</i> . . . . .	216

<i>G. Barta—A. Fekete Nagy: Der Beuernkrieg im Jahre 1514 (V. Bácskai)</i>	219
<i>Gy. Bónis: Intellectuels de formation juridique dans la Hongrie d'avant 1526 (G. Barta)</i>	223
<i>Zs. Kakuk: Recherches sur l'histoire de la langue osmanlie des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles (K. Hegyi)</i>	226
<i>Gy. Rózsa—Gy. Spira: 1848 mit den Augen der Zeitgenossen (A. Gergely)</i>	227
<i>Революция и национальный вопрос (Ф. Глац)</i>	230
<i>E. Palotás: Die Balkanfrage in der österreichisch—ungarischen und in der russischen Diplomatie am Ende des 19. Jahrhunderts (Z. Szász)</i>	234
<i>J. Jemnitz: The Danger of War and the Second International 1911. (I. Gonda)</i>	236
<i>É. Teleki: Arrow-Cross Rule in Hungary (October 16, 1944 to April 4, 1945) (L. Tilkovszky)</i>	237
<i>Статьи по истории производственных кооперативов. (П. Гунст)</i>	241
<i>Aus der Vergangenheit des Komitats Somogy. 1970—1975. (K. T. Mérey)</i>	243
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	
<i>Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1972</i>	247



# HUNGARY AND SWEDEN

## Early Contacts-Early Sources

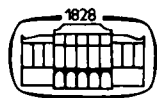
### Swedish-Hungarian Historical Studies 1.

Edited by the Swedish-Hungarian Historical Committee: F. Lindberg,  
Gy. Ránk, A. Kromnow, Gy. Székely

In order to preserve and maintain the links between the two countries and to produce a scientific elaboration of the history of these connections, a joint historical committee has been established with the participation of Swedish and Hungarian historians of distinction. One of the results of this joint scientific research work is that the first volume of a series of booklets is now in the press. In the first volume of the series Gy. Székely explores the history of the Hungarian-Norman relations in the Middle Ages by throwing light on new viewpoints. The Swedish historians summarize and present the international reading public with the source materials, available in Swedish Archives, of Hungarian relevance. In the forthcoming booklets further interesting questions related to the historical Swedish-Hungarian connections will be elaborated.

*In English · Approx. 130 pages · 13 × 19 cm · Paperback*

ISBN 963 05 0642 4



**Akadémiai Kiadó**

Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences

**Budapest**

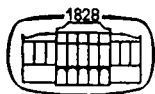
# THE HISTORY OF BLACK AFRICA

Vol. IV

by *E. Sik*

In the first two volumes of this comprehensive historical work published in three languages (Hungarian, English and French) the author dealt with the history of the countries of Black Africa up to the outbreak of World War II. The third, and the present fourth volumes analyze the situation of those countries in the years of World War II and describe the post-war disintegration of the African colonial empires and the emergence of the independent states of Black Africa. The history of Black Africa is a fascinating reading not only for historians but also for the general reader showing an interest in the shaping of world politics.

In English · 414 pages · 11 photographs · Cloth



AKADÉMIAI KIADÓ

Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences

Budapest

# ÉTUDES HISTORIQUES HONGROISES 1975

Volume I—II

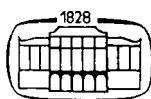
Edited by E. Pamlényi

C'est pour la cinquième fois que la Commission Nationale des Historiens Hongrois publie, réunis dans un recueil spécial, les travaux des chercheurs hongrois à l'occasion du congrès du Comité International des Sciences Historiques. Une partie des études, voulant contribuer à l'examen des problèmes actuels des sciences historiques, est consacrée aux thèmes figurant à l'ordre du jour du XIV<sup>e</sup> Congrès du Comité, organisée en 1975 à San Francisco. L'autre partie des études rend compte des principaux résultats des recherches obtenus par la sciences historique hongroise dans les dernières cinq années. La bibliographie contenue dans le volume 2 fournit des renseignements plus détaillés sur les publications des historiens hongrois parues entre 1968 et 1973, en complétant de brèves annotations explicatives les références bibliographiques.

Les deux volumes contiennent 37 études rédigées en anglais, russe, français ou allemand; chacune d'elles est suivie d'un résumé en langue russe, anglaise ou allemande.

Cet ouvrage, pareil en ceci aux volumes précédents, peut être utile à tous ceux qui s'intéressent aux résultats de la science historique hongroise.

*En deux volumes · 1600 pages env. · Relié toile · ISBN 963 05 0589 4*



AKADÉMIAI KIADÓ

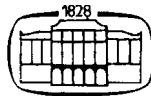
*Maison d'édition de l'Académie des Sciences de Hongrie · Budapest*

# BASIC PROBLEMS OF STATE AND SOCIETY

*by Gy. Antalffy*

Making departure, by way of introduction, from the methodological questions concerning the study of the concept of state, the author presents detailed analysis on the evolution of the Marxist theory of state. He establishes that the Marxist theory has made use of what proved to be of a lasting value of the bourgeois political and legal doctrines, although in the fields of the theory of state and law it has brought about something completely new. By a complex approach, he succeeds in showing all the essential features of content, form and structure of the state. He deals with the types, functions and sovereignty of the state (including the sovereignty of the socialist state), as well as the interconnection of sovereignty and democracy.

In English · 188 pages · Cloth



AKADÉMIAI KIADÓ

Publishing House of the Hungarian  
Academy of Sciences  
Budapest

*E. Ferenczy*

## *From the Patrician State to the Patricio-Plebeian State*

This book describes the most problematic period of early Roman history, the decline of the Patrician Society and State and the formation of the new State organization becoming more extensive with the Plebeians. The interest is focussed on the institutions of the society and the law, further the development of Roman internal and external politics which are depicted quite differently from the prevailing attitude. Rome according to the author, did not return to the Latin League in the period of half a century after the Celtic catastrophe and moreover did not have hegemony over the cities of the Latin League. The wars carried on for the unification of Italia had a great effect on the development of Roman internal politics and substantially accelerated the development of the Patricio-Plebeian State. These are connected with those highly important reforms which Appius Claudius Caecus one of the greatest statesmen of ancient Rome, carried out at the turn of the 4th and 3rd centuries. The life of this great statesman and polyhistor which has so far been in obscurity with respect to the early and late phases of his life, has been reconstructed by the author after an extensive study of the sources.

*In English · Approx. 180 pages · 17 × 25 cm · Cloth*

A co-edition — distributed in the socialist countries by KULTURA, Budapest, ISBN 963 05 0671 8, in all other countries by A. M. HAKKERT, Amsterdam

AKADÉMIAI KIADÓ  
Budapest

A. M. HAKKERT  
Amsterdam

# DECRETA REGNI HUNGARIAE 1301-1457 — DIE GESETZE UND VERORDNUNGEN UNGARNS 1301-1457

Compiled by F. DÖRY, notes by GY. BÓNIS and VERONIKA BÁCSKAI

(Publicationes archivi nationalis Hungarici — Publikationen des ungarischen Staatsarchivs II. Fontes — Quellenpublikationen II.)

This volume is the first modern critical edition of the Hungarian statutes between 1301-1457. The introduction outlines the formation of the concept of statute, the varying methods of legislation. The introductory parts of the individual statute describe the circumstances of origin of the particular law, its exact date, short contents and structure. They also touch upon the acceptance or rejection of the particular law. The importance of the volume is increased by the fact that it furnishes little known and previously unpublished information, such as the first statutes on manorial court jurisdiction in 1328, and the series of statutes regulating the movement of serfs, since 1397. The Appendix contains a collection of legal rules from around 1300 which is debated even today, and also the so-called *Siena Registrum* which gives detailed regulations concerning warfare.

*In Latin and German · Approx. 480 pages · Cloth*

## HUNGARIAN SOCIETY IN THE 9th AND 10th CENTURIES

by A. BARTHA

(*Studia historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 85.)

The author examines the development of Hungarian society in relation to world history. Bartha's work, demonstrating the extremely eventful life of the 9–10th centuries, provides an answer to several questions germane to the relationship between early Hungarian society and the surrounding people, e. g. what were the consequences of the eastern-European tillers and nomadic peoples living together, on the development of the Hungarian people; what made it possible for the Hungarians to settle down permanently on the soil of our country; whether it was the failure of adventurous raids that caused the end of aimless plundering; what were the consequences of the Hungarian conquest in relation to the surrounding slavic peoples.

*In English · Approx. 200 pages · Cloth · ISBN 963 05 0308 5*



AKADÉMIAI KIADÓ

*Budapest*

## STUDIES ON THE HISTORY OF TRADE UNIONS IN HUNGARY

edited by A. ZSILÁK and E. KABOS

This volume of studies gives a comprehensive picture of the hundred years of the trade union movement in Hungary. — The Hungarian trade union movement was formed and developed under the influence of international stimulations, and in adjustment to special home conditions. Several studies examine the similarities and the differences between the home and the international trade union movements. One of the studies demonstrates the relations between the trade union movement and the Social Democratic Party, another one discusses its relation to the Communist Party. The history of the movement is examined from other points of view too. The position and the role of the trade unions was of course considerably changed at the time when the working class came into power. Three studies deal with this question on the basis of the experiences gained by the Hungarian Soviet Republic in 1919 and in the period after 1945. A short biographical section at the end of the volume introduces the authors.

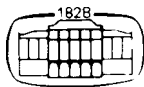
*In English · Approx. 290 pages · Cloth*

## STUDIES ON THE HISTORY OF THE HUNGARIAN WORKING-CLASS MOVEMENT (1867-1966)

edited by H. VASS

The volume is made up of twelve studies which acquaint the reader with the struggles of the Hungarian working class. The authors examine the development of the Hungarian workers' parties and their activities, they discuss the problems related to the 1919 Republic of Councils, the relation between the communist movement and the national minority question, and finally they deal with the great transformation that took place following the liberation. The book includes an extensive bibliography and a name index.

*In English · Approx. 420 pages · Cloth*  
ISBN 963 05 0484 7



AKADÉMIAI KIADÓ  
*Budapest*

*Printed in Hungary*

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója

Műszaki szerkesztő: Botyánszky Pál

A kézirat a nyomdába érkezett: 1975. III. 21. — Terjedelem: 24,5 (A/5) ív, 9 ábra  
76.1542 Akadémiai Nyomda, Budapest — Felelős vezető: Bernát György



«*Acta Historica*» публикуют трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском и немецком языках.

«*Acta Historica*» выходят отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год. Подписная цена — \$ 32.00 за том

Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

---

The *Acta Historica* publish papers on history in French, English, Russian and German.

The *Acta Historica* appear in issues of various size making up volumes. One volume of 400—500 pages appears every year. The rate of subscription is \$ 32.00 a volume.

Orders may be placed with “Kultúra” Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest 62, POB. 149) or with representatives abroad.

---

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, deutscher, russischer und englischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25—30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Abonnementspreis pro Band: \$ 32.00.

Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Außenhandels-Unternehmen »Kultúra« (1389 Budapest 62, POB. 149) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

Reviews of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable  
at the following addresses:

**AUSTRALIA**

C. B. D. Library and Subscription  
Service  
Box 4886, G. P. O.  
Sydney N. S. W. 2001  
Cosmos Bookshop  
145 Acland St.  
St. Kilda 3182

**AUSTRIA**

Globus  
Höchstädtplatz 3  
A-1200 Wien XX

**BELGIUM**

Office International de Librairie  
30 Avenue Marnix  
1050-Bruxelles  
Du Monde Entier  
162 Rue du Midi  
1000-Bruxelles

**BULGARIA**

Hemus  
Bulvar Ruszki 6  
Sofia

**CANADA**

Pannonia Books  
P. O. Box 1017  
Postal Station "B"  
Toronto, Ont. M5T 2T8

**CHINA**

C.N.P.I.C.O.R.  
Periodical Department  
P. O. Box 50  
Peking

**CZECHOSLOVAKIA**

Mad'arská Kultura  
Národní třída 22  
115 66 Praha  
PNS Dovoz tisku  
Vinohradská 46  
Praha 2  
PNS Dovoz tlače  
Bratislava 2

**DENMARK**

Ejnar Munksgaard  
Nørregade 6  
DK-1165 Copenhagen K

**FINLAND**

Akateeminen Kirjakauppa  
P. O. Box 128  
SF-00101 Helsinki 10

**FRANCE**

Office International de  
Documentation et Librairie  
48 Rue Gay Lussac  
Paris 5  
Librairie Lavoisier  
11 Rue Lavoisier  
Paris 8  
Europériodiques S. A.  
31 Avenue de Versailles  
78170 La Celle St. Cloud

**GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC**

Haus der Ungarischen Kultur  
Karl-Liebknecht-Strasse 9  
DDR-102 Berlin  
Deutsche Post  
Zeitungsvertriebsamt  
Strasse der Pariser Kommune 3-4  
DDR-104 Berlin

**GERMAN FEDERAL REPUBLIC**

Kunst und Wissen  
Erich Bieber  
Postfach 46  
7 Stuttgart 5

**GREAT BRITAIN**

Blackwell's Periodicals  
P. O. Box 40  
Hythe Bridge Street  
Oxford OX1 2EU  
Collet's Holdings Ltd.  
Denington Estate  
London Road  
Wellingborough Northants NN8 2QT  
Bumpus Haldane and Maxwell Ltd.  
5 Fitzroy Square  
London W1P 5AH  
Dawson and Sons Ltd.  
Cannon House  
Park Farm Road  
Folkestone, Kent

**HOLLAND**

Swets and Zeitlinger  
Heereweg 347b  
Lisse  
Martinus Nijhoff  
Lange Voorhout 9  
The Hague

**INDIA**

Hind Book House  
66 Babar Road  
New Delhi 1  
India Book House  
Subscription Agency  
249 Dr. D. N. Road  
Bombay 1

**ITALY**

Santo Vanasia  
Via M. Macchi 71  
20124 Milano  
Libreria Commissionaria Sansoni  
Via Lamarmora 45  
50121 Firenze

**JAPAN**

Kinokuniya Book-Store Co. Ltd.  
826 Tsunohazu 1-chome  
Shinjuku-ku  
Tokyo 160-91  
Maruzen and Co. Ltd.  
P. O. Box 5050  
Tokyo International 100-31  
Nauka Ltd.-Export Department  
2-2 Kanda  
Jinbocho  
Chiyoda-ku  
Tokyo 101

**KOREA**

Chulpanmul  
Phenjan

**NORWAY**

Tanum-Cammermeyer  
Karl Johansgaten 41-43  
Oslo 1

**POLAND**

Węgierski Instytut Kultury  
Marszałkowska 80  
Warszawa  
BKWZ Ruch  
ul. Wronia 23  
00-840 Warszawa

**ROUMANIA**

D. E. P.  
București  
Romlibri  
Str. Biserica Amzei 7  
București

**SOVIET UNION**

Sojuzpechatj — Import  
Moscow  
and the post offices in  
each town  
Mezhdunarodnaya Kniga  
Moscow G-200

**SWEDEN**

Almqvist and Wiksell  
Gamla Brogatan 26  
S-101 20 Stockholm  
A. B. Nordiska Bokhandeln  
Kungsgatan 4  
101 10 Stockholm 1 Fack

**SWITZERLAND**

Karger Libri AG.  
Arnold-Böcklin-Str. 25  
4000 Basel 11

**USA**

F. W. Faxon Co. Inc.  
15 Southwest Park  
Westwood, Mass. 02090  
Stechert-Hafner Inc.  
Serials Fulfillment  
P. O. Box 900  
Riverside N. Y. 08075  
Fam Book Service  
69 Fifth Avenue  
New York N. Y. 10003  
Maxwell Scientific International Inc.  
Fairview Park  
Elmsford N. Y. 100523  
Read More Publications Inc.  
140 Cedar Street  
New York N. Y. 10006

**VIETNAM**

Xunhasaba  
32, Hai Ba Trung  
Hanoi

**YUGOSLAVIA**

Jugoslovenska Knjiga  
Terazije 27  
Beograd  
Forum  
Vojvode Mišića 1  
21000 Novi Sad

# Acta Historica

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК

JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

## Index

### ETUDES

P. Hanák: Antezedenzien des Osterartikels  
Deáks

B. Sarlós: Das Rechtswesen in Ungarn  
1848–1918

L. Kerekes: Wirtschaftliche und soziale  
Lage Österreichs nach dem Zer-  
fall der Doppelmonarchie

D. Kosáry: Les antécédents de la Révo-  
lution Industrielle en Hongrie:  
hypothèses et réalités

### COMMUNICATIONS

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

COMPTE RENDU DE LIVRES

CHRONIQUE

BIBLIOGRAPHIE



AKADÉMIAI KIADÓ  
BUDAPEST

1975

TOMUS XXI

Nr. 3–4

# ACTA HISTORICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК

JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

ADRESSE DE LA RÉDACTION: 1014 BUDAPEST I., ÚRI U. 51-53.

Membres du Comité de la rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), É. H. BALÁZS,  
I. DIÓSZEGI, GY. EMBER, T. HAJDÚ, J. JEMNITZ, E. MÁLYUSZ, F. MUCSI (rédacteur), E. NIEDERHAUSER,  
E. PAMLÉNYI, J. PERÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. RÁNKI, GY. TOKODY, A. SIKLÓS, A. URBÁN,  
E. S. VINCZE, L. ZSIGMOND

Az *Acta Historica*, az MTA történettudományi folyóirata francia, orosz, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történettudomány köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg: négy füzet alkot egy kb. 25—30 íves, évente megjelenő kötetet.

Megrendelhető a belföld számára az „Akadémiai Kiadó”-nál (1363 Budapest Pf. 24. Bankszámla 215-11448), a külföld számára pedig a „Kultúra” Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (1389 Budapest 62, P.O.B. 149. Bankszámla: 218-10990) vagy külföldi képviselőiteinél és bizományosainál.

---

Les *Acta Historica* paraissent en français, russe, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui forment un volume à 400—500 pages par an.

Le prix de l'abonnement est de \$ 32.00 par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du commerce extérieur de livres et journaux «Kultúra» (1389 Budapest 62, P.O.B. 149) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.



# Antezedenzen des Osterartikels Deáks

Von

P. HANÁK

Den Absolutismus, der nach der Auflösung des Landtags von 1861 in Ungarn wiedereingeführt wurde, haben die Regierung Schmerling und die Zeitgenossen nicht grundlos als einen vorübergehenden Zustand: ein *Provisorium* betrachtet. Das *Provisorium* war tatsächlich nicht langlebig, beide Parteien betrachteten es als die Periode des *Abwartens*. Der vorhergehende Abschnitt meiner Arbeit\* befaßt sich mit diesem labilen Übergangssystem, mit der Regierung Schmerling, die den im Februar 1861 eingeführten Halbkonstitutionalismus auch gebietsmäßig halbierte und einige Jahre versuchte, Ungarn mit absolutistischen Mitteln in den Pferch der »Reichsverfassung« hineinzutreiben. Ich war bestrebt zu beweisen, daß die großdeutsche Außenpolitik und die zentralistische Innenpolitik zwar konzeptionsmäßig eine konsistente Einheit gebildet haben, daß aber tatsächlich die zentralistische und Ungarn gegenüber absolutistische Innenpolitik ein schweres Hindernis für die Durchsetzung der großdeutschen Konzeption, und diese ein solches des inneren Ausgleichs, der festen Neuorganisation des Reiches bildeten. Die Widersprüche des Schmerlingschen Systems traten bereits in den Jahren 1863—1864 zutage und drängten die Monarchie in eine neuerliche Krise. Die mit der Kraftlosigkeit der Verfassung, mit dem durch den Parlamentarismus kaum beeinträchtigten Übergewicht — und den serienweisen Schlappen — der Regierung unzufriedenen liberalen Politiker der deutschösterreichischen führenden Schicht kamen in diesen Jahren sukzessive zur Einsicht, daß der politische und territoriale Halbkonstitutionalismus nur dann vollwertig zur Geltung kommen kann, wenn in Ungarn der Absolutismus liquidiert wird und mit dem neuerdings einberufenen ungarischen Landtag Ausgleichsverhandlungen eingeleitet werden. Diese langsam dämmernde Erkenntnis ist im Sommer und Herbst 1864 plötzlich zu einem Schlagwort, zu einem dringend geforderten Programm geworden.

Dieses Programm wurde auf gesetzgeberischer Ebene zuerst in der Herbstsession des Jahres 1864 in der Adresse des österreichischen *Reichsrats* formuliert. Die berühmte Adresse enthielt drei wichtige Anliegen: Die Erweiterung der Verfassung, die Aufrechterhaltung der Machtstellung Österreichs

\* Die hier publizierte Studie ist Teil einer sich mit der Vorgeschichte des Ausgleichs befassenden größeren Arbeit.

in Deutschland, und die dringende Einleitung des Ausgleichs mit Ungarn. Das Abgeordnetenhaus des *Reichsrats* drückte sein Bedauern darüber aus, daß »in einem großen Teile des Reiches die verfassungsmäßige Tätigkeit noch gar nicht begonnen hat, oder völlig unterbrochen ist. Entschiedenes Vorschreiten der Regierung zur Beseitigung dieser den Interessen des Reiches und seiner Bewohner so sehr abträglichen Zustände würde das Vertrauen wieder beleben.« Die Herstellung verfassungsmäßiger Zustände in beiden Königreichen Ungarn und Kroatien sei für das ganze Reich von hoher Wichtigkeit. Die ungesäumte Einberufung der Landtage dieser Königreiche sei unerlässlich. »Es wird damit einem wohlbegründeten und gerechten Verlangen in jenen Ländern begegnet und auch das aufrichtige Streben von Eurer Majestät Regierung bestätigt werden, die Früchte konstitutionellen Staatslebens in Österreich allseitig zur baldigen Reife zu bringen. Wir hegen das Vertrauen, die gesetzliche Vertretung jener Königreiche werde sich der Überzeugung nicht verschließen, daß die gemeinschaftliche Behandlung der gemeinsamen Angelegenheiten des Reiches im Interesse Aller liege und durch dieses unabweislich geboten sei. Das Abgeordnetenhaus wird seinerseits nicht anstehen . . . beizutragen, daß bei unverrückter Wahrung dieses in der Reichsverfassung ausgesprochenen Grundsatzes jenen Ländern im verfassungsmäßigen Wege die nötigen Garantien für ihre Autonomie in allen Angelegenheiten gesichert werden, welche ihren Landtagen vorbehalten sind.«<sup>1</sup>

Im Herbst 1864 ist also die ungarische Frage im österreichischen Parlament, in der Presse und in der öffentlichen Meinung in den Vordergrund gerückt. Man gelangte zur Überzeugung, daß sich die Verfassungsmäßigkeit in Österreich nicht festigen könne, solange in Ungarn der Absolutismus herrsche. Im Herbst stellte sich bei der Adreßdebatte heraus, daß das Einvernehmen zwischen der Regierung und der liberalen Linken geschwunden ist und Schmerling seine hauptsächliche politische Basis verloren hat.<sup>2</sup> Es war auch klar ersichtlich, daß die deutschösterreichischen Liberalen die Politik des Abwartens für unfruchtbar und aussichtslos hielten und zur Einsicht gelangten, daß die Verhandlungen wieder aufgenommen werden müssen — aber nicht mit ungarischen Einzelpersonlichkeiten, sondern mit dem Landtag.<sup>3</sup>

<sup>1</sup> *Stenographische Protokolle über die Sitzungen des Hauses der Abgeordneten des Reichsrates.* (Im weiteren: *Sten. Protokolle.*) Bd. I. 3. Session. Wien 1865., S. 65. 1864. Sitzung vom 29. November.

<sup>2</sup> Von den Säulen, auf denen die bisherigen Erfolge Schmerlings ruhten, geriet die erste ins Wanken: die feste Überzeugung, doch zugleich auch die zweite: die Siegesgewißheit — heißt es im Leitartikel des *Pesti Napló*, 4. Dezember 1864, in welchem der bisherige Verlauf der Adreßdebatte behandelt wurde. Auch die Wiener liberalen Blätter schrieben über die große parlamentarische Niederlage der Regierung. Ebd. Presseübersicht am 7. Dezember.

<sup>3</sup> Handschriftenarchiv der Ungarischen Akademie der Wissenschaften (A Magyar Tudományos Akadémia Könyvtára, Kézirattár, im weiteren die ungarische Abkürzung: MTA KK), Ms. 5306/4, Tagebuchaufzeichnungen von Menyhért Lónyay, September 1863 — Ende Januar 1865 (im weiteren: Tagebuchaufzeichnungen Lónyays). Aufzeichnung vom 27. November und 4. Dezember 1864.

Der Orientierungswechsel der deutschösterreichischen Liberalen hat in der ganzen Monarchie großes Aufsehen erregt. Prag hat sofort empfindlich reagiert: Man sah und kritisierte gleichzeitig in der Wendung, die zu einem Erstarken der deutschen und magyarischen Hegemonie zu führen drohte, den Bankrott der Weisheit der Wiener Politiker.<sup>4</sup> Und Pest — das die Wiener Ereignisse im wesentlichen ähnlich beurteilte — sah der schon seit langem heranreifenden Wendung mit hoffnungsvollem Optimismus entgegen.

### Die Antwort aus Pest

Am Anfang der Adreßdebatte erschien im den ungarischen Liberalen nahestehenden *Wiener Lloyd*<sup>5</sup> am 26. November eine aufsehenerregende Erklärung. Der aus Pest datierte Leitartikel brachte die Meinung eines angesehenen ungarischen Politikers bezüglich des »Ungarn betreffenden Punktes des im Abgeordnetenhaus des Reichsrats eingebrachten Adressenentwurfes«.<sup>6</sup>

Diese Meinung geht davon aus, daß auf Grund der Pragmatischen Sanktion »die Gemeinsamkeit gewisser Interessen und Angelegenheiten nicht geleugnet werden könne«. Früher hat diese der Herrscher in Ungarn der Verfassung entsprechend, »in den übrigen Provinzen« mit unbeschränkter Macht gelenkt. Da auch Österreich ein konstitutionelles Land geworden ist, muß für die Führung der gemeinsamen Angelegenheiten eine entsprechende Form gefunden werden. Die durch die Februarverfassung konstituierte Form ist für Ungarn nicht entsprechend und nicht verpflichtend. »Die Partei, der ich angehöre, hat die Einführung konstitutioneller Formen in Österreich stets als eine der hauptsächlichen Garantien der ungarischen Freiheit betrachtet« und hat diese ihre Ansicht bereits vor 1848 ausgesprochen. Das Übel besteht darin, daß man die Februarverfassung in Ungarn oktroyieren will, statt »uns aufzufordern, gewisse Bestimmungen der 1848er Gesetze, insofern diese den Reichsinteressen entgegenstehen, zu modifizieren, diese Gesetze werden einfach als erloschen angesehen«. Und so wie nun die Ungarn die Geltung der Februarverfassung für Österreich anerkennen und deren Abänderung nur auf verfassungs-

<sup>4</sup> *Národ*, 9. November 1864. »Den Wiener Zentralisten ins Gedächtnis« — den Artikel Riegers und die zustimmende Meinung Palackýs behandelt J. ЗАЧЕК: *Palacký and the Austro-Hungarian Compromise of 1867*, in: *Der Österreichisch-Ungarische Ausgleich 1867*. Bearbeitet von A. VANTUCH, herausgegeben von L. HOLOTÍK. Bratislava, 1971. (Im weiteren: *Ausgleich 1867*.) S. 561.

<sup>5</sup> Der *Wiener Lloyd* — früher Neueste Nachrichten — war eine mit den Ungarn sympathisierende liberale Zeitung in den Jahren 1859—1865. Im ersten Abschnitt ihres Bestehens wurde sie vom berühmten Publizisten Bernhard Friedmann redigiert. MTA KK Ms. 4856/79. Kopie der Denkschrift Kálmán Ghyczy in Maschinenschrift. Trefort fordert Ghyczy am 2. Februar 1865 auf, das Blatt zu unterstützen. Ebd. — Der Brief publiziert in M. KÓNYI: *Deák Ferenc beszédei* (Die Reden Ferenc Deáks) III. Bd. 1861—1866. 2. Aufl. Budapest 1903, S. 341 (im weiteren: KÓNYI).

<sup>6</sup> *Wiener Lloyd*, 26. November 1864, Leitartikel (bei den Zitaten habe ich den ungarischen Text benützt. *Pesti Napló*, 30. November 1864).

mäßigem Wege für gesetzkonform halten, so müssen »auch die Vertreter Österreichs anerkennen, daß eine Abänderung der Verfassung Ungarns nur auf eine von dieser Verfassung vorgeschriebenen Weise erfolgen kann«.

Ungarn fühlt die Schwere der derzeitigen Verhältnisse und wünscht ein Aufblühen des Reiches. Die große Mehrheit wünscht auch bei uns den Ausgleich, doch die erste Bedingung hierfür ist und bleibt, »daß man denjenigen, mit dem man sich ausgleichen will, nicht für rechtlos betrachte«. Bisher wurde nur gewünscht, daß sich Ungarn den festgesetzten Bedingungen *unterwerfe*, doch wurde noch nicht *verhandelt*. Der Reichsrat müßte vor allem das liberale Prinzip des Verhandelns anerkennen.

»Nur dann« — erklärte unlängst unser hochangesehener Führer, Ferenc Deák, als er auf diesen Gegenstand zu sprechen kam —, »nur dann ist ein Ausgleich möglich, wenn man in Österreich den Gedanken an eine Einschmelzung Ungarns ebenso aufgibt, wie wir den Gedanken an eine Trennung vom Reich nicht hegen«.

Die Meinung stammt von József Eötvös, der sie mit Wissen Deáks verfaßte und mit Zustimmung Deáks veröffentlichte sie Zsigmond Kemény später im *Pesti Napló*.<sup>7</sup> Die Tatsache, daß eine angesehene Persönlichkeit des ungarischen liberalen Generalstabs sich öffentlich äußerte und der *Pesti Napló* seine Meinung als halbamtlichen Standpunkt anerkannte,<sup>8</sup> können wir als positives Reagieren auf die Adresse des Reichsrats, als eine Geste bezeichnen, die die Reziprozität der Annäherung andeutet. Freilich waren bereits früher Anzeichen einer Annäherung zwischen den österreichischen und ungarischen Liberalen zu verzeichnen: Vertrauliche Besprechungen, Sympathiekundgebungen. Man kann — unter anderem — auf die Veränderung hinweisen, die in der Sprache der österreichischen Presse im Sommer 1864 eintrat, als sie die Bereitschaft betonte, mit dem je eher einzuberufenden ungarischen Parlament zu verhandeln.<sup>9</sup>

In dem die Session des Reichsrats intonierenden Pressekonzert war das Verhandeln mit den Ungarn das Leitmotiv. Die Presse, das angesehene zentralistische Organ, sprach von einer Revision der Februarverfassung und auch von der Möglichkeit des Dualismus — eines Dualismus, in welchem aber die gemeinsamen Angelegenheiten der *gemeinsame Reichsrat* behandeln würde, und empfahl, mit den Völkern Österreichs eine neue Pragmatische Sanktion abzu-

<sup>7</sup> *Pesti Napló* erwähnt bereits am 29. November, daß im *Wiener Lloyd* der Brief eines »ungarischen Abgeordneten« erschienen ist und zitiert aus diesem gerade jenen Passus, der sich auf Deák bezieht. Über den Autor informiert Lónyay, auf Grund einer persönlichen Mitteilung von Eötvös. MTA KK, Tagebuchaufzeichnungen Lónyays, 29. November 1964.

<sup>8</sup> *Pesti Napló* bringt den Leitartikel des Wiener Blattes mit der Bemerkung, daß dieser »jenen Standpunkt klar umreißt, den Ungarn der Februarverfassung gegenüber einnimmt«. 30. November 1864.

<sup>9</sup> Die Presse, 28. Juli 1864. Die im Ton des Blattes *Ost-Deutsche Post* eingetretene Wendung lobt *Pesti Napló*, 10. September 1864.



schließen.<sup>10</sup> Die ungarischen Liberalen erwiderten diese Annäherung — die sie nicht mehr als ein die parlamentarische Szene intonierendes Pressekonzert bewerteten — eher mit Zuvorkommenheit als mit Einverständnis. Die führenden Politiker sahen der neuen Session des mit den siebenbürgischen Abgeordneten verstärkten Reichsrats gleichmütig oder düster entgegen. Lónyay erwähnt in seinem Tagebuch, daß unter seinen Freunden um die Mitte des Monats November eine Depression zu verzeichnen war, die erst im Laufe der Adreßdebatte zu verschwinden begann. Dies hatte zur Folge, daß Eötvös und Kemény optimistisch, Deák ausgesprochen gutgelaunt und zuversichtlich gestimmt waren, — verzeichnete Lónyay Ende November.<sup>11</sup>

Lónyay war selbst sehr erstaunt, als er die Adresse des Reichsrats zum erstenmal las. Ernste Veränderungen mußten eingetreten sein, daß jene Körperschaft, die vor einigen Jahren noch die Verwirkungstheorie angenommen hat, jetzt in allen Fragen oppositionell eingestellt ist. Über die Ursachen dieser Veränderung grübelnd führt er die Fehler in der Außenpolitik, die Verschlechterung der Finanzen, das innere Unsicherheitsgefühl, die lahme Innenpolitik an. All dies überzeugte die Liberalen, daß es nunmehr »nicht möglich sei, nur abzuwarten, es müssen den Ungarn Konzessionen gemacht werden«.<sup>12</sup> Im November 1864 »*begann ein Umschwung*«. Gerade deshalb beschloß er, nach zweieinhalb Jahren Pause, die Aufzeichnungen fortzusetzen, heißt es im Tagebuch Lónyays.<sup>13</sup> (Wer je ein Tagebuch geführt hat, wird verstehen: Es muß ein bedeutender Umschwung eingetreten sein, wenn jemand beginnt, systematisch Tagebuchaufzeichnungen zu machen oder frühere, dann unterbrochene, wieder aufzunehmen.)

Die ungarischen Liberalen sahen in der Adresse eine gewisse Wende, denn in dieser hat die einzige konstitutionelle Körperschaft des Reiches erklärt, der zu befolgende Weg der Regelung der ungarischen Frage seien nicht der Oktroi, das Abwarten und die Einverleibung, sondern das Verhandeln. Deshalb hielt es Eötvös in Übereinstimmung mit seinen Gesinnungsgenossen für wichtig, die Verhandlungsbereitschaft und die Annäherung mit rascher Anerkennung der Reziprozität bereitwillig zu quittieren. Einzelne Formulierungen *der Meinung* dürfte Deák als zu nachgiebig gefunden haben und war zu dieser Zeit mit diesen nicht einverstanden. Wie sein damals verfaßtes staatsrechtliches Werk beweist, sah er die Zeit noch nicht für gekommen, vor der großen Öffentlichkeit seine Bereitschaft zur Abänderung der 1848er Gesetze zu erklären. Vorbehalte kann man vielleicht darin sehen, daß der Passus, der seine *persönliche* Meinung ausdrückt, nicht mehr besagt als die Adresse von 1861: Ungarn habe nicht die Absicht — sofern man es nicht einverleiben will — sich vom Reich zu trennen.

<sup>10</sup> Ebd. 1. und 11. November 1864.

<sup>11</sup> MTA KK, Tagebuchaufzeichnung Lónyays vom 29. November 1864.

<sup>12</sup> Ebd. Aufzeichnung vom 4. Dezember.

<sup>13</sup> Ebd. Aufzeichnung vom 27. November.

Daß er aber dem Zitieren seiner persönlichen Meinung zustimmte, neuerlich jedwede Lostrennungsbestrebung von sich wies und einen Ausgleich für möglich hielt, zeugt von erwachender Zuversicht und Unterstützung aktiver Initiativen.

Die von Eötvös konzipierte halboffizielle *Meinung* wurde in Wien — in erster Linie in liberalen Kreisen — als ein wichtiges politisches Ereignis betrachtet. Es ist nicht verwunderlich, daß man aus dieser herauslas, daß falls auf konstitutionellem Wege aufgefordert wird, die 1848er Gesetze den Interessen des Reiches gemäß zu modifizieren, Ungarn sich bereitwilliger zeigen wird als im Jahre 1861. Nach all dem ist es verständlicher, daß Moritz von Kaiserfeld einige Tage später die Notwendigkeit der *verfassungsmäßigen* Einberufung des ungarischen Reichstags, eines auf verfassungsmäßigem Wege erreichten Kompromisses zwischen 1848 und 1861 unterstrich und als Grundlage der Neugestaltung des Reiches den auf Grund der Rechtskontinuität basierenden Ausgleich wünschte.<sup>14</sup> Es ist auch klar, warum die ungarische Presse diese großzügige *Antwort* Kaiserfelds so begeistert begrüßte.

Auf Grund der Adreßdebatte hat Miksa Falk mit Recht festgestellt, daß die Mehrheit der Abgeordneten eher vom starren Zentralismus abzugehen bereit sei, als vom Liberalismus, und falls sie von der Zentralisierung abrücken, dann lieber zugunsten des Dualismus und nicht zugunsten des »Pluralismus«. Er konstatierte mit Freude, daß »sich unsere bisherigen Feinde uns zumindest halb zugewendet haben«. Diese Wende halten wir, schrieb er, ohne zu übertreiben, für bedeutend.<sup>15</sup> Auch Kemény begrüßte das mutige Auftreten der Opposition im Reichsrat, wodurch die Adreßdebatte zu einer Vertrauensdebatte vertieft worden sei.<sup>16</sup> Die Anerkennung und das Vertrauen galten aber vorderhand der liberalen Linken und nicht der Zukunft: Man rechnete mit keiner baldigen Änderung. In der Adreßdebatte hat die Regierung eine Niederlage einstecken müssen — schrieb Kemény in seinem vorerwähnten Artikel. Sie nehme jedoch den Parlamentarismus nicht so ernst, um daraus die entsprechenden Konsequenzen zu ziehen.

Die Regierung beeilte sich, das Mißtrauen der ungarischen Liberalen zu bestätigen. Am 1. Dezember antwortete Schmerling auf die Kritik und die Vorschläge der Opposition. Eine friedliche und befriedigende Lösung der ungarischen Frage wünsche auch Seine Majestät lebhaft, ebenso auch die Regierung. Wunsch und Verwirklichung lägen jedoch weit auseinander, und die Debatte habe keinen entsprechenden Fingerzeig über die Art der Lösung geboten. In gewissem Maße vertraue auch er auf den Großmut des ungarischen Volkes —

<sup>14</sup> *Sten. Protokolle*, 3. Session. Bd. I. S. 99–101. Sitzung vom 1. Dezember. — J. REDLICH: *Das österreichische Staats- und Reichsproblem*. II. Aufl. Leipzig, 1926. (Im weiteren: REDLICH.) S. 357.

<sup>15</sup> *Pesti Napló* vom 3. Dezember 1864.

<sup>16</sup> *Ebd.* 2. Dezember.

sagte Schmerling —, doch könne man große staatsrechtliche Fragen nicht mit Gefühlspolitik erledigen. Ebenso wäre Voreiligkeit gefährlich. Die Regierung sah und sehe ihre Aufgabe darin, Ungarn zur Einsicht dessen zu bringen, daß man für das Wohl des Landes nur durch den Zusammenhalt mit Österreich sorgen könne. Die Regierung »will Ungarn nicht kontumazieren, sondern versöhnen und sie will bewirken, daß die Ungarn freudig und frohen Mutes die Reichsverfassung akzeptieren und in dieser Versammlung ihren Platz einnehmen«. <sup>17</sup> Schmerling verankerte also noch immer auf dem Boden des 1861er Standpunktes. Es bedeutete keinerlei meritorisches Abweichen davon, daß er dem später einzuberufenden ungarischen Landtag »weitestgehenden« Raum für Verhandlung zuzugestehen gedachte.

Anfang Dezember hofften die ungarischen Liberalen noch nicht auf einen baldigen Sturz Schmerlings. Sie meinten, die Regierung stehe noch auf festen Füßen, sie könne sogar die Auflösung des Reichsrats erreichen. <sup>18</sup> Zu einem Umschwung genüge ein Beschluß des Abgeordnetenhauses nicht. Die ungarische öffentliche Meinung verfolgte zwar die Reichsratssession, besonders die oppositionellen Redner, mit Sympathie. Aber durch Reden habe sich noch nichts geändert, und wird sich auch solange nichts ändern, bis »*die Initiative der Krone sich nicht gesetzlich kundtut*«. <sup>19</sup> Der Buchstabe, die Paraphe waren jene Falks, ob jedoch der Ton nicht jener Deáks war?

### Ein Beitrag zum ungarischen Staatsrecht

Deák ging auch diesmal langsam, gemächlich — nach Meinung der ungeduldischen Zeitgenossen allzu schwerfällig, aber nach unserer Kenntnis des Schlußaktes von 1867: mit meisterhaftem Gefühl an die Sache heran. Ende 1864 begann er seine Aktivität. Dies zeigt sich nicht nur darin, daß das Klubleben im Hotel *Königin von England* reger wurde, sich die Besuche mehrten, sondern auch darin, daß er wieder an seiner zur Seite gelegten Streitschrift zu arbeiten begann. In einem früheren Abschnitt meiner Arbeit habe ich erwähnt, daß Deák noch Ende des Jahres 1862 — in einer dem Ausgleich nahen Phase der oft schwankenden Wiener Politik und auf eine frühere Initiative Franz Josephs hin — das Buch *Lustkandls* zu kritisieren begann, <sup>20</sup> in welchem dieser das ungarische Staats-

<sup>17</sup> Sten. Protokolle. 3. Session, Bd. I. S. 109—112. Sitzung vom 1. Dezember.

<sup>18</sup> MTA KK, Tagebuchaufzeichnungen Lónyays, 6. Dezember 1864.

<sup>19</sup> *Pesti Napló*, 10. Dezember 1864. Leitartikel Falks.

<sup>20</sup> Antal Csengery schrieb am 31. Dezember 1862 seinem Bruder, daß sie seit zwei Wochen mit Deák den Corpus Juris und die Geschichte studieren. Deák bereite sich auf die Kritik des Buches Lustkandls vor. In seinem Brief vom 9. Februar 1863 erwähnt er, daß sie jeden Nachmittag mit Deák an dem bedeutenden Werke arbeiten. *Csengery Antal hátrahagyott iratai és felfjegyzései. Bevezető tanulmány* BR. GY. Wlassics, közzétette DR. L. CSENERGY. (Nachgelassene Schriften und Aufzeichnungen von Antal Csengery. Einführende Studie von Baron Gy. Wlassics, publiziert von Dr. L. Csengery.) Budapest, 1928. S. 489.

recht aus österreichischem zentralistischem Standpunkt aus deutete. Das damalige Elaborat hat er rasch, innerhalb einiger Wochen umgearbeitet und hat diesem seine endgültige Fassung gegeben. Mitte Dezember war das Werk: *Ein Beitrag zum ungarischen Staatsrecht* (im weiteren: *Beitrag*) fertiggestellt. Das Manuskript übergab er seinen Gesinnungsgenossen, damit sie es lesen. Obwohl die Meinungen über die politische Nützlichkeit und die momentane Zweckmäßigkeit geteilt waren, hielten es alle für eine ausgezeichnete Arbeit.<sup>21</sup>

Der *Beitrag* ist meines Erachtens tatsächlich ein Meisterwerk, aber nicht vom Gesichtspunkt der Staatsrechtslehre, sondern von jenem des richtigen politischen Gefühls und der taktischen Fähigkeiten. Wohl sind Deáks Beschlagenheit auf dem Gebiete des ungarischen Staatsrechtes, sein Bewandertsein im *Corpus Iuris* imponierend, sein Systematisierungsvermögen, seine Logik, mit der er feine rechtliche Schattierungen scharfsinnig unterscheidet, sind überzeugend. Trotzdem scheint manchmal das Wissen als Besserwisserei, die Erläuterung als Hineindeuten, das Bewandertsein als rasche Orientierungsfähigkeit des an das Halbdunkel der feudalen Gesetzgebung gewohnten Auges zu sein. Das Verdienst liegt aber auch aus rechtswissenschaftlichem Gesichtspunkt in erster Linie im Politischen: die Nebelhaftigkeit der feudalen Gesetze im Sinne der *Verbürgerlichung*, im Interesse der Verbürgerlichung seines Landes, das im Rahmen der Monarchie seine selbständige Position sucht, zu erklären.

Deák läßt von der ersten Zeile an keinen Zweifel darüber aufkommen, daß er für ein bürgerliches parlamentarisches System eintritt. Vor allem macht er auf Grund angeführter Tatsachen und mit eiserner Logik eines der Hauptargumente Lustkandls lächerlich, daß nämlich die 1848er Gesetze infolge ihrer Entstehungsgeschichte nicht rechtskräftig sind und durch die Dethronisierung auch diese nicht bestehende Gültigkeit verspielt haben.<sup>22</sup> Im ersten Abschnitt hört man den Deák von 1861, vermutlich nicht so sehr, um die Wiener Zentralisten zu überzeugen, sondern um die nationale öffentliche Meinung zu gewinnen und zu beruhigen. Der Nachweis der vollen Gesetzmäßigkeit der 1848er Verfassung dient nämlich nicht so sehr als Basis für den geschichtlichen Aufbau, sondern bloß als Intrade, als Aufblitzenlassen der scharfen Klinge der Rechtskundigkeit und Logik. Im weiteren bildet nicht 1848 die Quelle der Rechtsgültigkeit und der Rechtskontinuität, sondern die Pragmatische Sanktion aus dem Jahre

<sup>21</sup> MTA KK, Tagebuchaufzeichnungen Lónyays, 20. Dezember 1864. — Über die Meinung Keménys siehe G. BEKSICS: *Kemény Zsigmond. A forradalom és a kiegyezés*. (Die Revolution und der Ausgleich.) Budapest, 1883. (Im weiteren: BEKSICS.) S. 296—297. — Bezüglich der Entstehung des Buches siehe noch Z. FERENCZI: *Deák élete* (Das Leben Deáks). Budapest, 1904. II. Bd. (Im weiteren: FERENCZI.) S. 414—416.

<sup>22</sup> *Adalék a magyar közjoghoz. Észrevételek Lustkandl Vencel munkájára: »Das Ungarisch-Österreichische Staatsrecht«, a magyar közjog történelmének szempontjából írta Deák Ferencz* (Ein Beitrag zum ungarischen Staatsrecht. Bemerkungen über Wenzel Lustkandls »Ungarisch-Österreichisches Staatsrecht« vom Standpunkte des ungarischen Staatsrechts geschrieben von Ferencz Deák). Pest, 1865. (Im weiteren: *Beitrag*.) S. 24.

1723. Diese ist die Grundlage für das Bezugnahmesystem Deáks, diese erklärt er für das *Grundgesetz*, das als Ergebnis der freien Vereinbarung zwischen König und Reichstag zustande gekommen war.<sup>23</sup>

Im meritorischen Teil der Arbeit bestreitet Deák, daß durch die Pragmatische Sanktion oder noch frühere Gesetze zwischen Ungarn und den übrigen Provinzen des Hauses Habsburg eine Regierungsgemeinschaft, eine *Realunion* geschaffen worden wäre. Zwischen den beiden Teilen des Reiches bestand nur eine Personalunion, und wenn fallweise und provisorisch auch eine engere Verbindung entstand, habe Ungarn seine selbständige Regierung stets bewahrt. Das Land hat nämlich die Krone und deren Rechte dem Herrscherhaus, und nicht den österreichischen Provinzen übergeben; die Pragmatische Sanktion hat es mit der Dynastie abgeschlossen, und nicht mit Österreich, es konnte also auch keine von diesem abhängige, diesem unterstellte Provinz werden.<sup>24</sup> Deák weist die Kontinuität der verfassungsmäßigen Selbständigkeit innerhalb des Reiches nach und läßt manchmal offen, meistens aber zwischen den Zeilen eine Ausgleichsbereitschaft durchblicken. »Unsere Verfassung ist eine geschichtliche Verfassung« — schreibt er —, »die den Bedürfnissen der Nation und den Anforderungen der Zeit entsprechend sowohl bezüglich der Rechte der Nation wie der königlichen Rechte in Wesen und Form von Zeit zu Zeit Veränderungen durchgemacht hat. In unserer Verfassung ist also die Möglichkeit nicht ausgeschlossen, irgendein Recht der Nation oder des Herrschers abzuändern, einzuschränken oder die Anwendung dieses Rechtes durch die Gesetzgebung anders zu gestalten.«<sup>25</sup>

Meisterhaft verfährt Deák auch, wenn er sich in Detailfragen des Vergleichs einläßt. Während seine ausgleichsfreundlichen Zeitgenossen meistens damit begannen, ihre Punkte anzuführen, auf die die Nation zu verzichten bereit sei, zählt Deák zuerst auf, wessen sie sich nicht begeben könne. Sorgsam wird angeführt, welche Rechte die Nation auf dem Gebiet des Heerwesens, der Finanzen, des Handels hat, und welchen Einfluß sie selbst auf die ausgesprochen dem königlichen Recht vorbehaltenen auswärtigen Angelegenheiten ausübt. Dieses Register enthält freilich verhüllt auch das, worauf kein Anspruch erhoben, worüber gehandelt werden kann, vor allem: die königlichen Vorrechte (*reservata regalia*). Die Funktion des *Beitrages* interpretierte Kemény richtig. Der »praktische Wert der Arbeit ist der eines Registers, wenn die Parteien über die Übernahme gewisser Dotierungen und ihr Gebiet verhandeln. Aus diesem Register ist ersichtlich: welche Rechte *besaß* das Land nicht, was also *eo ipso gemeinsam* ist . . . Welches Recht seiner Eigennatur entsprechend gemeinsam

<sup>23</sup> Ebd. S. 58—59. Deák stellt natürlich mit großem Nachdruck fest, daß er nicht das Familiendokument vom Jahre 1713, sondern das vom ungarischen Landtag angenommene Gesetz als »Grundgesetz« betrachte.

<sup>24</sup> Ebd. S. 117.

<sup>25</sup> Ebd. S. 88 und 90.

ist . . . Und schließlich: welches Recht ist solcher Natur, daß es die Nation tatsächlich besaß, das es aber bereit ist oder gezwungen sein kann zu opfern propter bonum pacis.«<sup>26</sup>

Der *Beitrag* ist also, im Wesentlichen seiner Aussage, ein Absetzen vom passiven Zuwarten und ein fast kaum wahrnehmbares Abrücken von der Plattform des rechtsbewahrenden Achtundvierzigerstandpunktes des Jahres 1861. Er zeigt die politischen Qualitäten Deáks. Daß Deák den Schritt in Richtung aktiven Verhandelns mit der Eröffnung der Debatte über die »verfassungsmäßige« Rechtstheorie des österreichischen Zentralismus — mittelbar über die Schmerlingsche Politik der willkürlichen Rechtsbildung und Rechtsverweigerung — eingeleitet hat, hebt seine politischen Qualitäten hervor. Wenn Lustkandl auch das Prinzip der Rechtsverwirkung verwirft, kommt er durch die Negierung der verfassungsmäßigen Selbständigkeit Ungarns schließlich doch auf dasselbe hinaus — so schließt Deák seinen Streitartikel. Die Verwirkungstheorie ließ die Vergangenheit des ungarischen Staatsrechtes unberührt und griff nur die Gegenwart an. Herr Lustkandl »will auch die Vergangenheit vernichten, um jenen eine Rechtsgrundlage zu schaffen, die die Zukunft nach ihrer eigenen Theorie auch so gestalten wollen. Der eine greift frontal an, der andere umfassend, doch haben beide das gleiche Ziel.«<sup>27</sup>

Der *Beitrag* manifestiert vor der ungarischen öffentlichen Meinung das Festhalten an der Rechtskontinuität, die Intransigenz der Rechtswahrung,<sup>28</sup> und ließ auch die wohlformulierte Verhandlungsbereitschaft nicht uferlos sich ausbreiten, sondern hielt sie in den Schranken der 1861er Deutung der Pragmatischen Sanktion, der Personalunion. Den Hofkreisen gegenüber ließ er nicht nur die Verhandlungsbereitschaft durchblicken, sondern umriß auch deren Gegenstände und Grenzen. Zugleich gab er zu verstehen, daß er die mit der Schmerlingschen Verfassung oktroyierte »Realunion« ebenso verwerfen werde, wie die Verwirkungstheorie des Neoabsolutismus und sein frontales Unterdrückungssystem.

Was bewog Deák, vom passiven Zuwarten abzugehen und gleich als ersten Schritt mit einem so bedeutenden, fast programmatischen Werk aufzutreten? Die Reichratssession stimmte ihn zwar, wie wir gesehen haben, zuversichtlich, er maß aber den österreichischen Liberalen nicht soviel Bedeutung bei, um von ihren Reden einen baldigen Systemwechsel zu erwarten. Vielleicht wünschte er nicht einmal eine aus solcher Initiative stammende Wendung. Deák suchte — im Gegensatz zu Eötvös — nicht in der liberalen Solidarität zwischen den Nationen, sondern in der Verhandlung mit der Dyna-

<sup>26</sup> Brief Keménys an Falk vom 27. Januar 1865. Publiziert von BEKSICS, S. 296—297.

<sup>27</sup> *Beitrag*, S. 170—171.

<sup>28</sup> Ähnlich bewertet von GY. SZABAD in: *Magyarország története az abszolútizmus és a dualizmus korában*. Egyetemi tankönyv, IV. k. (Geschichte Ungarns zur Zeit des Absolutismus und des Dualismus. Universitätslehrbuch, Bd. IV.) Budapest, 1972. S. 123.

stie den Ausweg.<sup>29</sup> Die Schmeicheleien der Wiener Presse betörten ihn nicht,<sup>30</sup> mit der deutschösterreichischen Linken hat er, obzwar sie mit ihm Ende 1864, und auch später die Verbindung suchte, meritorisch nicht verhandelt.<sup>31</sup>

Gegen die Herausgabe des *Beitrages* sprach auch das Bedenken seiner Freunde. Eötvös befürchtete, daß der starre staatsrechtliche Standpunkt des Werkes der in Wien aufkommenden Aussöhnungsbereitschaft schaden werde. Kurze Zeit überlegte Deák auch die Möglichkeit, daß die Regierung eine Strafverfolgung, einen Presseprozeß gegen ihn einleiten werde.<sup>32</sup> Und wenn bei ihm und in seiner Umgebung derartige Bedenken bestanden, weshalb hat er sich dann — ich möchte wieder auf diese Frage zurückkommen — zur je früheren Herausgabe entschlossen, aus welchen Überlegungen hielt er den Augenblick für die Wiederaufnahme der politischen Tätigkeit für günstig? Meines Erachtens wirkten das sukzessive Erstarken des Einflusses der Altkonservativen und die von diesen erhaltenen Informationen auf den Entschluß Deáks.

Gleichzeitig mit dem schneidigen Angriff der deutschösterreichischen Linken ist auch die sich in der Regierung und am Hof intime altkonservative Clique fast unbemerkt, doch um so wirkungsvoller vorgestoßen. Das Politisieren hinter den Kulissen hat mit seinen Intrigen das Mißtrauen gegen Schmerling gesät und dann mit der Sorgfalt eines Gärtners umhegt. Die Altkonservativen haben eine Reprise des vor vier Jahren gemachten Oktober-Versuchs vorbereitet. Sie meinten, die Erfolglosigkeit des Schmerlingschen Zentralismus und die Unzeitgemäßheit des Deákschen Dualismus seien ein Beweis ihrer Berufung.<sup>33</sup>

Die Aktivitäten der Konservativen gaben einen zweifachen Anstoß zum Auftreten Deáks. Aus den von ihnen und über sie erhaltenen Informationen folgerte er, daß der Stern Schmerlings im Absinken begriffen sei, daß man also die Isolierschicht zwischen Pest und der Burg durchdringen könne. Andererseits kam er zu der Einsicht, daß mangels selbständigen Auftretens beim heranreifenden Richtungswechsel Pest abermals nur als Schreckmittel benütztes Argument, tatsächlich aber eine tatenlose Reservearmee der Altkonservativen sein werde. Bestärkt wurde er in seiner Meinung durch das Mitte Dezember er-

<sup>29</sup> É. SOMOGYI: *A birodalmi centralizációtól a dualizmusig*. Kandidátusi disszertáció. Kézirat (Von der Reichszentralisation zum Dualismus. Kandidatendissertation. Manuskript). Budapest, 1973. (Im weiteren: SOMOGYI.) S. 147.

<sup>30</sup> Die Presse schreibt am 20. Dezember darüber, welches Verhalten die österreichischen Liberalen von Deák erwarten. Wenn Deák bezüglich der gemeinsamen Angelegenheiten die gemeinsamen Ministerien und die aus den Parlamenten der beiden Parteien stammende gemeinsame Reichsvertretung anerkennen würde, würden sie (die Liberalen) Deák als aufrichtigen Freund Österreichs betrachten, der »der treueste Bürger seiner engeren Heimat ist«.

<sup>31</sup> Kaiserfeld und sein Kreis — die sog. Autonomisten — suchten öfter eine Verbindung mit den ungarischen Liberalen. Ihre Beauftragten haben Mitte Dezember 1864 Deák aufgesucht. Sie begegneten ihm im Kasino und erbaten seine Meinung über die Bedingungen eines Ausgleichs. Bei dieser Gelegenheit erwähnte Deák seine kritische Bemerkungen über das eben in jener Zeit erschienene Pamphlet *Drei Jahre Verfassungskstreit*. MTA KK, Tagebuchaufzeichnungen Lónyays. 16. Dezember 1864.

<sup>32</sup> BEKSICS, S. 296—297.

<sup>33</sup> FERENCZI, III. Bd. S. 4—5. — REDLICH, II. Bd. S. 263—365.

schienene Pamphlet der Altkonservativen *Drei Jahre Verfassungsstreit*.<sup>34</sup> Die von Antal Szécsen inspirierte Arbeit diente der Selbstrechtfertigung der Altkonservativen und bezeichnete sie für die Zukunft als wahre Repräsentanten des goldenen Mittelweges zwischen den »Extremen« Deák und Schmerling.

Deák las das Pamphlet mit nicht geringem Ärger, besonders jenen Passus, der ihn als Verfasser der 1848er Gesetze bezeichnete, andererseits Schmerling als Vater der 61er Verfassung. Vor seinen Freunden und der breiteren Öffentlichkeit meldete er sofort seinen Protest an: In den Märztagen des Jahres 1848 befand er sich gar nicht in Pest, und als er dann nach Pest kam, waren die Gesetze schon formuliert. Zu dieser Erklärung veranlaßten ihn weder Bescheidenheit, noch die Absicht, sich zu distanzieren, ja nicht einmal als Gegenpol Schmerlings zu gelten. Die Spitze seines Einspruchs war gegen die Machination der Altkonservativen gerichtet. Es sei ein Irrtum, gab er dem *Pesti Napló* ein, man müsse zwischen der Plattform der Adressen des 1861er Reichstags und der Februarverfassung eine Ausgleichspartei schaffen. Die Ungarn stehen auf der Grundlage der Adressen, sind von diesen ausgehend zu Verhandlungen bereit.<sup>35</sup> Diese Überlegung gab ihm den letzten Anstoß Mitte Dezember, den *Beitrag* in der *Budapesti Szemle* zu veröffentlichen.<sup>36</sup>

### Die Begegnung Deák—Augusz

In den Vorweihnachtstagen des Jahres 1864 hat Baron Antal Augusz, einst — in den dunkelsten Tagen des Neoabsolutismus — Vizepräsident der Staathalterei, Deák aufgesucht. Das Apropos gab das damals erschienene Pamphlet *Drei Jahre Verfassungsstreit*, doch bald stellte sich heraus, daß Augusz zwecks vertraulicher Verhandlungen gekommen war. Gewiß ließ er durchblicken, daß er nicht aus eigener Initiative, bloß aus politischer Passion gekommen sei, sondern höheren Orts damit beauftragt wurde. Damit kann erklärt werden, daß sich Deák einem Zusammentreffen mit diesem ungemein unpopulären und ihm fremden höheren Beamten der Bach-Ära nicht verschloß, sondern ihn sofort nach den Feiertagen, am 27. vormittags empfing. Mit gewohnter Vorsicht erklärte er einleitend, daß er nur in eigenem Namen spreche und das Zusammentreffen als Vorbereitung eines später eventuell erforderlichen Gedankenaustausches betrachte.<sup>37</sup>

<sup>34</sup> L. EISENMANN deutet das Pamphlet als Programm der altkonservativen Gruppe: *Le Compromis Austro—Hongrois de 1867*. Paris, 1904. (Im weiteren: EISENMANN.) S. 391. — REDLICH, II. Bd. S. 309—310, 365.

<sup>35</sup> Der Leitertitel des *Pesti Napló* vom 22. Dezember bespricht den *Drei Jahre Verfassungsstreit* und kritisiert denselben im Geist der Auffassung Deáks.

<sup>36</sup> MTA KK, Tagebuchaufzeichnungen Lónyays. 20. Dezember 1864.

<sup>37</sup> Die Berichte über die Verhandlungen Deák—Augusz siehe im Haus-, Hof- und Staatsarchiv, Wien. Kabinettsarchiv, Geheimakten, Karton 3 »Deák Franz« (im weiteren: HH StA Deák Franz). Die Schriften wurden erstmalig besprochen von E. WERTHEIMER: *Neues zum Osterartikel Deáks vom Jahre 1865*. *Pester Lloyd*, 28. April 1923. Abendblatt. Einen ausführlichen Auszug veröffentlichte in deutscher Sprache REDLICH, II. Bd. S. 288—290.



Wer schickte Baron Augusz zu Deák? Edward Wertheimer, der die geheimen Berichte fand, meint, daß es Erzherzog Albrecht war. Diese Annahme erscheint aus zwei Umständen als wahrscheinlich. Erstens daraus, daß Augusz seinen ersten Bericht an eine »kaiserliche Hoheit« richtet. Zweitens, daß Erzherzog Albrecht zur Zeit seiner Regentschaft in Ungarn jahrelang mit dem Vizepräsidenten der Staathalterei gemeinsam gearbeitet hatte, also seine Ratschläge auch früher schon entgegennehmen konnte. Zumindest beruft sich Augusz darauf, daß er im Februar 1863, dann im Januar 1864 eine Denkschrift über die Lösung der ungarischen Frage an allerhöchster Stelle vorlegte. Der Auftraggeber war also höchstwahrscheinlich Erzherzog Albrecht. Kann aber der in Ungarn gescheiterte und zurückgetretene Erzherzog aus eigener Initiative eine solch weittragende und heikle Aktion in Gang gesetzt haben? In Kenntnis der Lage und der Personen kann dies als ausgeschlossen betrachtet werden, um so mehr, als bald darauf Franz Joseph persönlich die Leitung der durch *Vermittlung* des Erzherzogs von Augusz geführten Verhandlungen in die Hand nahm.

Der Kaiser hat sich im Herbst 1864 — mehrere Zeichen seines Mißmuts sprechen dafür — langsam von Schmerling abgewendet. Der Demission Rechbergs hat er nicht dem Staatsminister zuliebe zugestimmt, sondern weil er hoffte, daß der Nachfolger, der »noch unverbrauchte«, der »gelassene und imponierende« Mensdorff-Pouilly dieselbe Außenpolitik erfolgreicher weiterführen werde. Der Kaiser meinte, auch in der Innenpolitik dürfte man nicht sofort von den gefährlich erscheinenden Sachen erschrecken. Wir durchleben die Flegeljahre, schrieb er seiner Mutter, dies und jenes muß nachgesehen werden und hauptsächlich müsse man Kleinlichkeit vermeiden, die in den vergangenen Jahren soviel Schaden verursacht hat.<sup>38</sup>

Die Gründe dafür, daß Schmerling »in Ungnade gefallen ist«, die Gründe seiner in Fragen der großen Politik erlittenen Schlappen habe ich teils bereits erwähnt, teils werde ich auf dieselben noch zurückkommen. Hier soll nur soviel erwähnt werden, daß das Dickicht der Tatsachen und Intrigen den Stimmungsumschwung beschleunigte. Bei diesem Intrigenspiel war Móric Esterházy am erfolgreichsten. Der Einfluß Esterházy's nahm nach dem Tod von Windischgrätz und nachdem die altkonservative Elite gestürzt wurde bzw. sich zurückzog, stark zu. In den Jahren 1863—64 wurde er Lieblingsminister und Vertrauter des Kaisers. Dieser in der Schule Metternichs erzogene Diplomat war — nach einhelliger Meinung der Fachliteratur — ein bigott konservativer »Hochtory« und ein sehr mittelmäßiger Kabinettpolitiker, der von seinem Meister sich am meisten die Kunstgriffe des Intrigierens hinter den Kulissen

<sup>38</sup> *Briefe Kaiser Franz Josephs an seine Mutter. 1838—1872.* Herausgegeben und eingeleitet von DR. F. SCHNÜRER. München, 1930. Brief vom 1. November 1864 (im weiteren: *SCHNÜRER Briefe*). S. 341—342.

angeeignet hatte.<sup>39</sup> Die nationalen und gesellschaftlichen Kräfte und Ideen seines Zeitalters hat er mit der Überlegenheit eines Ignoranten von sich gewiesen. Vielleicht fühlte sich der Kaiser eben wegen dieser Qualitäten zu ihm hingezogen: sein katholischer und dynastischer Eifer band ihn an die Traditionen des klassischen Absolutismus, der noch mit nonchalantem Hochmut über die vom »Pressegeschrei« und vom renitenten Parlament geleiteten öffentlichen Meinung hinwegsehen konnte. Zugleich bildete Esterházy das Gegengewicht der Neigung zur Machtstellung Schmerlings, also den von Öffentlichkeit, Verfassung, Konzeptionen nicht genierten Vertrauten — hauptsächlich in ungarischen Angelegenheiten, — die der Kaiser nie voll seinem Staatsminister überließ.<sup>40</sup>

Im Herbst 1864 war nun Esterházy das Bindeglied zwischen dem Herrscher und der sich neu aktivierenden Clique der Konservativen, und diese wiederum zwischen den Pester liberalen Führern und dem Hofe.<sup>41</sup> Esterházy gab seinem Herrn den Rat, die ungarische Frage nunmehr unter Umgehung der Regierung, im Wege der traditionellen »Transaktion« mit vorhergehendem Paktieren mit einflußreichen ungarischen Politikern über den toten Punkt zu bringen.<sup>42</sup> Wir haben keinerlei Angaben darüber, ob die Aufnahme unmittelbarer Verbindung mit Deák ebenfalls von ihm empfohlen worden ist. Wahrscheinlicher erscheint, daß dieser Schritt ein persönlicher Einfall Franz Josephs war. Soviel Originalität kann auch ihm zugemutet werden. Mit anderen Worten: Um die Jahreswende 1864—1865, als auch der zur Konsolidierung des Reiches unternommene zweite konstitutionelle Versuch gescheitert war, war er auf Grund der Situation zu diesem Schritt gezwungen. Von der den Wandel betreibenden und bremsenden Doppelrolle ist diesmal die erstere, die initiiierende in den Vordergrund gerückt.

Das Bewußtsein, von allerhöchster Stelle betraut worden zu sein, zeigte sich jedenfalls im ganzen Verhalten und in der Verhandlungsweise des Baron Augusz. Die erste Besprechung kann in drei zusammenhängende, doch verschiedene Besorgnis und Denkweise widerspiegelnde Phasen gegliedert werden. Zuerst stellte der Besucher die seine Auftraggeber beschäftigenden Fragen. Was versteht wohl Deák unter dem Begriff »eines legalen Landtages«? Die Antwort lag auf der Hand: Es ist absolut notwendig, auch Kroatien-Slawonien und Siebenbürgen einzuladen, am Landtag teilzunehmen. Ob nun die *adnexae*

<sup>39</sup> EISENMANN, S. 387, 389—396. — REDLICH, II. Bd. S. 362—366. — W. ROGGE: *Oesterreich von Világos bis zur Gegenwart*. Leipzig—Wien, 1872. II. Bd. (im weiteren: ROGGE). S. 264—267. — H. FRIEDJUNG: *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland 1859 bis 1866*. 5. Aufl. Stuttgart—Berlin, 1902. I. Band (im weiteren: FRIEDJUNG). S. 127—132.

<sup>40</sup> Während der Kanzlerschaft des unbedeutenden Zichy hatte eigentlich Esterházy entscheidenden Einfluß auf die ungarischen Angelegenheiten. REDLICH, II. Bd. S. 362.

<sup>41</sup> Über die Rolle der Konservativen siehe FERENCZI, III. Bd. S. 4—5. — EISENMANN, S. 391—392. — REDLICH, II. Bd. S. 365—366.

<sup>42</sup> J. REDLICH: *Emperor Francis Joseph of Austria*. Hamden, Conn. 1965 (im weiteren: REDLICH: *Emperor*).

*partes* dort auch erscheinen, ob sie ihre Vertreter auf Grund des 1848er oder ihres eigenen früheren Gesetzes wählen, das tangiere die Gesetzlichkeit nicht. »Wenn die *Partes* nicht erscheinen, werden wir dies bedauern, aber zwingen können und wollen wir sie nicht.«<sup>43</sup> Deák sah also das hauptsächliche Erfordernis der Legalität des ungarischen Reichstags in der *prinzipiellen Anerkennung der Integrität der Länder der ungarischen Krone*.

Wie er sich die Regelung der Nationalitätenfrage in bezug auf die Gleichberechtigung vorstelle — lautete die zweite Frage. Die Antwort beschränkte sich auf den Sprachgebrauch und auf die kulturellen Institutionen. Nur im Reichstag, in der Zentralregierung und bei den obersten Gerichten müsse die Amtssprache das Ungarische bleiben, in den Komitaten und Gemeinden könne sich die Mehrheit für ihre eigene Muttersprache entscheiden. Zur Aufrechterhaltung von Kirche und Schule — ja auch der kulturellen Institutionen — muß nach entsprechender Quote im Landesbudget gesorgt werden. Die nationale Gleichberechtigung muß mit einem bis in die Details gehenden Gesetz geregelt werden, durch welches die Beschwerden behoben und der Sprachenzwang des derzeitigen Wahlgesetzes abgeschafft wird. Deák ging hier also über den Entwurf der Nationalitätenkommission von 1861 hinaus und zeigte in dieser Frage eine fast bis an die Bestimmungen des Nationalitätengesetzes vom Juli 1849 heranreichende Nachgiebigkeit. Er wußte, daß er damit schwere Besorgnisse beim Hofe zerstreue, und die Wiederherstellung der Integrität fördern könne.

In der dritten Frage: »Wie die schwierige Frage der Rechtskontinuität zu überbrücken sei«, trafen sich die Sorge des Herrschers und die Denkweise Deáks. Hier kamen die Partner zum zweiten Abschnitt des Gesprächs. Die Antwort: natürlich im Sinne der Pragmatischen Sanktion, die Deák bei dieser Gelegenheit als höchstes Grundgesetz nicht nur Ungarns, sondern der ganzen Monarchie nannte. »Die Rechtskontinuität ist also die Anerkennung des in der Pragmatischen Sanktion wurzelnden Grundsatzes: *Leges observare et observari facere* und die Anerkennung dessen, daß das *ununterbrochene* Recht der Legislative dem laut 1741. Art. 8. und 1791. Art. 12 legitim gekrönten König und dem Landtag zusammen zustehe.«

Von da an übernahm Deák das Wort und legte mit Genuß den Sinn der Pragmatischen Sanktion dar. Aus dieser leitete er die *gemeinsamen Angelegenheiten* her, deren Kreis er — dies Wort für Wort diktierend — folgendermaßen absteckte: 1. Das Budget des Allerhöchsten Hofstaates. 2. Budget der Reichsverteidigung, hierunter Ministerium des Äußern, Kriegsbudget. »Alles, was die Erhaltung dieser erfordert, ist gemeinschaftlich von allen Königreichen und Ländern der Öst. Monarchie zu tragen.« Die gemeinsame Legislative und Executive der gemeinsamen Angelegenheiten kann sich aber nur so weit

<sup>43</sup> HH StA. Deák Franz. Bericht vom 1. Januar 1865. Diese Worte hat Augusz auch ungarisch in den Text aufgenommen.

erstrecken, als es der gemeinsame Zweck: die gemeinsame Verteidigung »unerläßlich bedingt und erheischt.« Es wird zweckmäßig sein, die auf die einzelnen Länder entfallende Quote im Wege gemeinsamer Verhandlungen festzustellen. Die Durchführung der gemeinsam erbrachten Verfügungen bleibt aber autonomes Recht der einzelnen Königreiche und Länder.

In den Kreis der gemeinsamen Angelegenheiten gehören ferner: 3. die Staatsschulden, 4. grundsätzlich die Handelsverträge und 5. die indirekten Steuern. Diese hat jedoch Deák, — da sich seine Ansichten noch nicht endgültig herauskristallisiert haben — nicht detailliert.

Nach dieser Aufzählung fragte Baron Augusz, ob es genüge, die gemeinsamen Angelegenheiten von Fall zu Fall zu verhandeln. Deák anerkannte zwar die Notwendigkeit kontinuierlicher Verhandlungen, doch könne dies — so betonte er — nicht in einem aus zwei Kammern bestehenden Reichsparlament stattfinden, sondern nur in den beiden unabhängigen, autonomen Landtagen. Diese entsenden auf ein Jahr eine bestimmte Anzahl von Vertretern in einen Reichskörper, wo die gemeinsamen Angelegenheiten verhandelt und beschlossen werden. Bezüglich Wesen und Funktion dieser Körperschaft zeigte Deák ebenfalls ziemliche Unsicherheit. Er stellte sich die Sache irgendwie so vor, daß die Landtage in die Reichskörperschaft Fachmänner entsenden und dort, den Gegenständen der gemeinsamen Angelegenheiten entsprechend, Fachkommissionen gebildet werden. Die genaue und detaillierte Formulierung verwies er jedoch in die Kompetenz des Landtages. In einem separaten Punkt hat er auch ausbedungen, daß all jene Gegenstände, die im Sinne der Pragmatischen Sanktion nicht »unbedingt notwendig« als gemeinsam zu betrachten sind, auch weiterhin in die Kompetenz der autonomen Landtage gehören.

Von da an wurde der Diskurs gelöster, die Gesprächsführung lockerer. Deák warnte den hohen Auftraggeber vor jeder Art von Oktroi. Er versäumte nicht, seine beliebte girondistische Sentenz zu wiederholen: »Der Absolutismus sei ebenso wie die Revolution eine Negation der Legalität, und während jene walten, habe Deák politisch zu leben aufgehört.« — Er sei aber nur auf dem Boden der Legalität zu verhandeln bereit. In seine staatsrechtlichen Überlegungen hat er aber auch eingeflochten, die Ausübung der Legislative stehe nur dem gekrönten Könige zu, schon deshalb sollte die Krönung so bald wie möglich erfolgen.

Die letzte Frage des Barons Augusz, wie dies alles durchgeführt werden könnte, ließ Deák offen. Die nähere Besprechung hat er der Zukunft vorbehalten, wenn die Umstände für einen verfassungsmäßigen Ausgleich günstiger sein werden. Damit gab Deák unmißverständlich seiner Meinung Ausdruck, daß er nicht sehr auf eine baldige Einigung vertraue, aber keine einzige ernste Gelegenheit versäume, den dahin führenden Weg zu ebnen. Als getreuer Untertan Seiner Majestät und Patriot diene er gerne mit Aufklärungen und — wenn er befragt wird — werde er dies auch in Zukunft tun. Augusz selbst zweifelte

ebenfalls stark am Erfolg seiner Mission. Einerseits hob er die Loyalität und das Entgegenkommen Deáks hervor sowie seine Schlüsselposition bei jedem politischen Lösungsversuch, andererseits entschuldigte er sich wegen der Übermittlung nicht ganz hoffähiger Gedanken. Er wisse nicht, ob und in welcher Weise die obigen Informationen verwertet werden können, er habe es jedoch als seine Pflicht betrachtet, seinem Auftraggeber das Gespräch gewissenhaft darzustellen — schloß er seinen Bericht vom 1. Januar 1865.<sup>44</sup>

Die Zusammenkunft und Verhandlung vom 27. Dezember 1864 ist meines Erachtens eine wichtige Station in der Vorgeschichte des Ausgleichs. Dies bezeugen auch die äußeren Zeichen: vorherige Anmeldung, Empfang, genaue Aufzeichnung. Augusz hat seine Notizen über das Gespräch nach einem Monat, am 27. Januar 1865 Deák gezeigt, dann dessen Korrekturen übertragen und auch die Übersetzung kontrollieren lassen, und diese als »authentisch«, »im Geiste und Sinne unserer Verständigung getreu abgefaßt« vorgelegt. Solche Sorgfalt berechtigt uns, diese Schrift als das »Protokoll« der von beiden Parteien gründlich durchdachten und vorbereiteten Verhandlung zu betrachten, auch wenn Deák das Schriftstück nicht signierte; man kann daraus durchaus Rückschlüsse auf das grundsätzliche Aktionsprogramm der beiden Parteien ziehen. Die ersten drei Punkte verraten in gewissem Maße, wie sich Franz Joseph die Entwirrung vorgestellt hat. Ende 1864 hat er sich anscheinend schon zur neuerlichen Einberufung des ungarischen Landtags entschlossen. Da ein solcher Schritt auch den staatsrechtlichen Status von Siebenbürgen und Kroatien, also die Lage der ungarländischen Nationalitäten im allgemeinen, unmittelbar berührte, wollte er klären, zu welchen Zugeständnissen die ungarische Führungsschicht bereit ist. Auch wollte er wissen, in welchem Ausmaß diese an der ungebrochenen Rechtskontinuität festhält, ob es möglich ist, in dieser Hinsicht zwischen 1848 und 1861 oder darüber hinaus eine überbrückende Lösung zu finden. Wenn ja, dann kann der ungarische Landtag einberufen und mit der »Transaktion« begonnen werden.

Deák hielt, wie wir gesehen haben, in erster Linie an der Anerkennung der territorialen und politischen Integrität der Länder der ungarischen Krone und an der Wiederherstellung der zumindest rechtlichen Geltung der Rechtskontinuität fest. Die Pragmatische Sanktion als Grundlage genommen und reinterpretiert hat er damit zugleich auch den Ausweg bezeichnet. Hier hat er zum erstenmal mit politischer Verantwortung dargelegt, wie er sich die Modifizierung der 1848er Gesetze im Geiste der Koordinierung der Reichseinheit und der ungarischen Selbständigkeit vorstelle. Zum erstenmal anerkannte er als Verhandlungsgrundlage die gemeinsamen Angelegenheiten und skizzierte seine Vorstellungen bezüglich ihrer Behandlung. Der Entwurf ist in einigen

<sup>44</sup> In der Reinschrift des Berichtes findet sich am Ende ein mit 27. Januar 1865 datierter Schlußsatz, in welchem die Verbesserungswünsche Deáks angeführt werden und er seine Zustimmung bekundet.

Passagen noch skizzenhaft, unbearbeitet, enthält aber im Grunde genommen die Prinzipien der 1867er Regelung. Was das staatsrechtliche System der Monarchie betrifft, steht Deák unbestreitbar auf der Grundlage des Dualismus: den einen Teil der Monarchie bilden die Länder der ungarischen Krone, den anderen Teil die »übrigen«, die Erbländer. Demgemäß müsse auch der die gemeinsamen Angelegenheiten regelmäßig verhandelnde Reichskörper aus Delegierten der *beiden* Landtage bestehen. In der Frage, wie die Reorganisation der »übrigen Provinzen« aussehen solle, nimmt Deák nicht Stellung. In Verbindung mit den gemeinsamen Angelegenheiten erwähnt er zwar öfter die Autonomie der Königreiche und Länder der Monarchie, als ob er das autonomistische Konzept des Oktoberdiploms akzeptieren würde, dies dürfte jedoch eher eine Ablehnung des Zentralismus oder eine den Tschechen, Polen, und Kroaten gemachte Geste als ein konkreter staatsrechtlicher Reformplan gewesen sein.

Auffallend ist, daß Deák im ganzen Verlaufe der Verhandlungen die Forderung der selbständigen, verantwortlichen Regierung nicht aufgeworfen hat. Bloß ein einzigesmal gebraucht er den Ausdruck »zentrale Landesverwaltung«, ansonsten geht er aber der Frage der dualistischen Teilung der Vollzugsgewalt aus dem Wege. So sehr dieses taktische Feingefühl die Wiederaufnahme der Verhandlungen erleichterte, ebenso erschwerte es später die Fortsetzung und erweckte beim Herrscher den Eindruck, Deák und sein Kreis hielten nicht mehr unbedingt an der selbständigen Regierung fest.

Der im Protokoll entwickelte Standpunkt Deáks scheint auf den ersten Blick seinem zur gleichen Zeit in Druck gelegten *Beitrag* diametral entgegenzustehen. Im ersteren legt er Kreis und Gegenstand der aus der gemeinsamen Verteidigungspflicht erfließenden Angelegenheiten fest, im anderen steht die Personalunion im Vordergrund, sie wird staatsrechtlich untermauert, die Rechte der Nation sind aufgezählt. Eigentlich handelt es sich um die Beleuchtung ein und desselben Standpunktes von zwei verschiedenen Seiten, um eine nationale und eine Reichsprojektion. Im *Beitrag* fiel das Licht auf die auch im Rahmen der Reichsgemeinschaft gewährten Rechte der Nation, und sich im Schatten verzog, was durch das Augusz-Protokoll beleuchtet wird: die im Interesse des Bestehens des Reiches gemeinsam gewordenen Angelegenheiten und Rechte. Vereinfachend könnte man sagen, das erstere sei für den nationalen Geschmack, das letztere für den Hofgebrauch angefertigt worden, damit wäre aber der komplementäre Gleichklang der beiden Standpunkte, ihre einander durchdringende Einheit verwischt.

### Franz Joseph, der Initiator der Wende

Franz Joseph dürfte über die Verhandlungen von Augusz bereits informiert gewesen sein, als er beim ersten Ministerrat des neuen Jahres am 5. Jänner in einem Regierungsbeschluß den Umschwung, den offiziellen

Beginn der Ausgleichspolitik festlegte. Im Protokoll der Beratung heißt es, die allgemeine Lage der Monarchie erfordert die Beschleunigung der Einberufung des ungarischen Landtags. Dies wünschen der Reichsrat, die Presse, die öffentliche Meinung. Es ist zu einem »landläufigen politischen Schlagwort« geworden, daß »aus den Nöten der Verfassungswirren kein Ausweg zu finden sei, wenn nicht Ungarn ehestens Gelegenheit geboten wird, seinerseits über die Lösung der obschwebenden Differenzen auf dem eigenen Landtage sich auszusprechen«. Obzwar die Möglichkeit bestehe, daß eine Reorganisierung der Verwaltung und der Gerichtspflege in Ungarn nach österreichischem Muster einen vom Gesichtspunkt der Gesamtinteressen der Monarchie günstigeren Ablauf sichern würde, entspreche der politischen Lage doch besser die ehebaldige Einberufung des ungarischen Landtags, »selbst auf die Gefahr hin, daß er die . . . angehofften Früchte gar nicht oder doch nicht in dem erwünschten Maße zur Reife bringen wird«. Deshalb wurde beschlossen, den ungarischen Landtag für die zweite Hälfte 1865 einzuberufen und bis dahin die Reorganisationspläne von der Tagesordnung abzusetzen.<sup>45</sup>

Von diesem Beschluß — dem stillen Beiseiteschieben der mit dem Namen Schmerlings geprägten politischen Linie — konnte die Presse in der ersten Woche des neuen Jahres noch keine Kenntnis haben. Die Wiener zentralistischen Blätter wiederholten ständig die alte Melodie: in Ungarn stehe der Oktroi der neuen Verwaltungs- und Justizordnung kurz bevor. Auch wurde eine Nachricht kolportiert, die Umgestaltung sei in Ungarn auf volle Sympathie gestoßen. *Pesti Napló* wies die falsche Nachricht mit selbstbewußter Überlegenheit zurück und selbst deren Widerlegung hielt er unter seiner Würde. In der von Deák inspirierten Glosse galt der stärkste Hieb nicht dem Wiener Blatt: wir halten den angeblich geplanten Oktroi nicht für eine der vermittelnden *Tatsachen*, die notwendiger sind als *vermittelnde Personen*.<sup>46</sup> Man darf hinter diesem Passus wahrscheinlich eine Anspielung auf die Vermittlung von Augusz sehen. Schmerlings Blatt, der *Botschafter*, hat bereits am nächsten Tag Rückzug geblasen. In Ungarn werde es bloß geringere Modifikationen in der Rechtssprechung geben, der Entschluß über die Reform bleibe dem Reichstag vorbehalten.<sup>47</sup> Das Blatt der ungarischen Konservativen, die *Debate*, legte die Situation weniger taktvoll dar. Den Reformplan hat der Ministerrat nicht angenommen. Da die Mehrheit der die Entscheidung beeinflussenden Faktoren bisher für den Plan gesprochen hat, bestehe kein Zweifel,

<sup>45</sup> REDLICH, II. Bd. S. 337—338. Der nächste Ministerrat vom 7. Januar erbrachte auch einen weiteren Beschluß über die Vorbereitung der Aufhebung der Kriegsgerichtsbarkeit.

<sup>46</sup> Mit dem Artikel des *Fremdenblatts* polemisiert *Pesti Napló* in seiner Nummer vom 8. Januar 1865. Der Artikel dürfte von Deák inspiriert worden sein. KÖNYI, III. Bd. S. 332—333.

<sup>47</sup> *Botschafter*, 9. Januar 1865. Den Artikel zitiert, jedoch irrtümlich mit dem Datum 11. Januar, FERENCZI, II. Bd. S. 410.

daß der Impuls zur erfreulichen Wendung von allerhöchster Stelle gekommen sei, die über jeder Parteintrige stehe.<sup>48</sup>

Und so war es auch. Diesmal spinn Franz Joseph selbst den Faden, trotz des stummen Widerstandes der Regierungsmehrheit, der Opposition der die Verfassung verteidigenden deutschösterreichischen Liberalen und der hochgespannten Erwartungen der ungarischen Konservativen. Selbst wenn Schmerling und seine Leute dafür gewesen wären, hätten sie mit der ihr System liquidierenden Umgestaltung nichts anzufangen gewußt. Erschwert wurde ihre Lage noch dadurch, daß die liberale Reichsratsopposition diesmal die parlamentarischen Regeln ausgenützt hat. Im Januar hat die Finanzkommission das Budget für 1865 nicht angenommen. Und als die Regierung sich weigerte, die geforderten Kürzungen vorzunehmen, hat die Kommission selbst die Posten des für überdimensioniert gehaltenen Budgets gekürzt. Die Budgetschlacht dauerte gute zwei Monate und schloß mit dem sukzessiven Rückzug und mit der Niederlage der Regierung.<sup>49</sup>

Die deutschösterreichischen Liberalen meinten, im eroberten Parlament seien sie die Herren der Lage, daß sie es sein werden, die den Ausgleich verwirklichen, über den sie — im allgemeinen — so viel gesprochen und geschrieben haben, daß dadurch ihre Entschlossenheit oder Handlungsfähigkeit bereits zweifelhaft wurde. Die ungarischen Konservativen haben mit nicht unbegründetem Zweifel die Ausgleichskampagne der Wiener Liberalen verfolgt. Sie vertrauten mehr auf die traditionellen Methoden der Kabinettspolitik des Hofes. Ihr Sprecher, Esterházy, propagierte eine verwässerte Variante des Oktoberdiploms. Im Esterházy'schen Dualismus hätte der Herrscher die innere Legislative unter Mitwirkung der beiden Landtage, die gemeinsamen Angelegenheiten hingegen mit absoluter Macht — eventuell bei konsonanter Begleitmusik eines konsultierenden *Reichsrats* — geführt.<sup>50</sup> Es ist erwähnenswert, daß auch Augusz in seiner aus eigenem Antrieb verfaßten Vorlage vom 12. Februar 1865 ähnliche persönliche Ansichten darlegte. Für die wichtigste aktuelle Aufgabe hielt er die Organisation einer konservativen Regierungspartei, die dann bei der Vorbereitung und Tätigkeit des Reichstags die gemäßigten Elemente an sich ziehen werde.<sup>51</sup>

Er war wohl auch selbst überrascht, als er eine an demselben Tage datierte kurze Anweisung erhielt, die mit Deák begonnenen Verhandlungen fortzusetzen. Anscheinend hat Franz Joseph die Wirksamkeit der Rezepte der Konservativen stark in Zweifel gezogen und sich einem Überdenken der Deák'schen Vorschläge nicht verschlossen. Am 12. Februar ließ er Augusz wissen, er

<sup>48</sup> *Debatte*, 9. Januar 1865.

<sup>49</sup> Eine Zusammenfassung der Debatte ROGGE, II. Bd. S. 258—262. — KÓNYI, III. Bd. S. 385—386.

<sup>50</sup> Aus dem Tagebuch Lónyays zitiert ein Detail KÓNYI, III. Bd. S. 338.

<sup>51</sup> HH StA. Deák Franz. Bericht von Augusz am 12. Februar 1865. Damals hatte er noch keine Antwort auf seinen Bericht vom 1. Januar erhalten.



akzeptiere die im ersten Bericht — im Einvernehmen mit Deák — niedergelegten Prinzipien als Verhandlungsbasis. Seines Erachtens bestand Aussicht, auf dieser Grundlage die schwebenden staatsrechtlichen Fragen zu lösen, und dann könne der fällige ungarische Reichstag zu den erwünschten Resultaten führen.<sup>52</sup>

Neuere Geschichtswerke bringen Daten über eine andere, gleichzeitige Aktion Franz Josephs. Der Kaiser empfing am 19. Februar spät abends unter größter Geheimhaltung den Statthalter von Böhmen, Richard Belcredi, in Audienz. Einleitend sprach er von der Lage in Ungarn, legte dar, daß seines Wissens die ungarischen Liberalen, ja selbst Deák den Ausgleich wünschen. Man müsse auf langwierige und schwierige Verhandlungen vorbereitet sein. Von den Altkonservativen halte er nicht viel und Schmerling für ausgesprochen ungeeignet, soviel Takt erfordernde Besprechungen zu führen. Er werde den Staatsminister bald entlassen und möchte Belcredi als seinen Nachfolger sehen. Dieser hat in seiner ersten Überraschung die Betrauung nicht angenommen. Er berief sich auf seine konservative Überzeugung. Er sei mit der Februarverfassung, doch auch mit jedwedem Konstitutionalismus nicht einverstanden, denn dieser passe nicht zu den österreichischen Verhältnissen.<sup>53</sup> Diese Begründung hat den mit ihm übereinstimmenden Kaiser nicht enttäuscht, ja Belcredi erschien ihm nur um so sympathischer. Franz Joseph entschied sich bereits Ende Februar für Belcredi.

In der historischen Literatur finden wir reichliches Material auch über die damaligen außenpolitischen Schwierigkeiten der Monarchie. Es ist bekannt, daß nach dem gemeinsam geführten dänischen Krieg, trotz der großen Befriedigung Franz Josephs und seinem Festhalten an dem Bündnis, das Verhältnis zwischen Preußen und Österreich sich bereits zur Jahrhundertwende verschlechterte. Bismarck hatte damals gemeldet, Preußen beanspruche »Spezialvorteile« in den wiedereroberten Herzogtümern.<sup>54</sup> Dieser Anspruch verursachte einen sich mehrere Wochen hinziehenden Notenwechsel und zunehmende Spannung zwischen Berlin und Wien. Am Ministerrat vom 11. Januar 1865 haben Franz Joseph und sein Minister des Äußern als zu befolgende Leitlinie zwischen der Unterwerfung dem Willen Bismarcks gegenüber und dem Risiko eines Krieges als Mittelweg die Parole »Geduld und Zähigkeit« gesetzt.<sup>55</sup>

<sup>52</sup> Ebd. Bericht vom 28. Februar 1865. Auszugsweise publiziert von REDLICH, II. Bd. S. 390.

<sup>53</sup> Über die Audienz s. W. MERTAL: *Graf Richard Belcredi (1823—1902)*, Dissertation (Manuskript), Wien, 1962. Anggeführt von SOMOGYI, S. 79—80. Dieser Abschnitt der Dissertation erschien auch im Druck: *Az 1867. évi kiegyezés előtörténetéből. A februári pátiens felfüggesztése.* (Aus der Vorgeschichte des Ausgleichs von 1867. Sistierung des Februarpatents.) *Századok*, 1973. Nr. 4 (im weiteren: SOMOGYI, *Századok*), S. 879.

<sup>54</sup> E. KOVÁCS: *Ausztria útja az 1867-es kiegyezéshez.* (Österreichs Weg zum Ausgleich von 1867.) Budapest, 1968 (im weiteren: KOVÁCS), S. 53—54. — H. RITTER VON SRBIK: *Deutsche Einheit.* IV. Bd. München 1942 (im weiteren: SRBIK), S. 224.

<sup>55</sup> Ebd. S. 226.

Zur Geduld und Zähigkeit waren jedoch innere Kraft und Ruhe notwendig. Es kann vorausgesetzt werden, daß diese Überlegung ein Grund, und zwar ein schwerwiegender Grund dafür war, daß der Kaiser nicht viel später den ungarischen Hofkanzler Zichy aufforderte, einen Antrag auf Vorbereitung des Landtages und auf Aufhebung des außerordentlichen Kompetenzbereiches der Militärgerichte vorzubereiten.<sup>56</sup>

Die Augusz-Mission, die Betrauung Zichys, die Bereitstellung Belcredis, die als Gegengewicht zu Bismarck geführte Außenpolitik bildeten eine synchrone und eng verbundene Ereigniskette, die nur durch eine Forschung mit nationalem Blickwinkel oder mit fachspezifischer Einstellung auf regionale oder thematische Teilstücke gespalten werden konnte. Diese Aufspaltung — so sehr sie auch auf der Ebene der Detailuntersuchungen im Laufe der Analyse notwendig und begründet sein mag — verdeckt den Gesamt Ablauf oder verzerrt ihn, wenn nicht eine Synthese der separat analysierten Teilthemen oder eine synoptische Zusammenfassung ihres Ineinandergreifens erfolgt. In der historischen Literatur ist eine derartige Neuverbindung nur selten und mangelhaft anzutreffen.<sup>57</sup> Es ist aber klar, daß die volle Ereigniskette, die der eine Historiker aus dem Blickwinkel der Verhandlungen mit Deák, der andere aus dem Gesichtspunkt der Besprechungen mit Belcredi, wieder ein anderer auf Grund der Entwicklung des österreichisch — preußischen Verhältnisses sieht, in der Tat — wie hier im

<sup>56</sup> REDLICH, II. Bd. S. 339.

<sup>57</sup> An sich ist charakteristisch, daß es nur sehr wenig Studien gibt, die den Ausgleich als Ereignis der Gesamtmonarchie, als Ergebnis des Ringens zwischen den Verhandlungspartnern untereinander, zwischen ihnen und den von den Beratungen Ausgeschlossenen betrachten. Die Synthesen über die Geschichte der Monarchie bewegen sich meist in einer in thematische Einheiten aufgeteilten Chronologie, und verbinden nur selten die aufgeteilten thematischen Einheiten. Für diese Redaktionsmethode sind einige neuere Synthesen ein gutes Beispiel. Robert Kann nähert sich in seinem zweibändigen Werk dem Problem Neoabsolutismus und Ausgleich auf originelle Weise mit persönlichen Porträts; dies ist zum Erschließen sehr interessanter ideengeschichtlicher Momente geeignet, das Prinzip der Geschichtlichkeit tritt dabei ein wenig in den Hintergrund. R. A. KANN: *Das Nationalitätenproblem der Habsburgermonarchie*. Graz—Köln, 1964. II. Bd. Abschnitt XVIII und XIX. — Die neue Synthese des englischen Monarchie-Sachverständigen Macartney beschreitet den traditionellen Weg: Im wesentlichen reduziert er den Prozeß auf Verhandlungen des Kaisers mit der ungarischen Führungsschicht, und erst im Anschluß an Königgrätz verbindet er die separat laufenden thematischen Fäden. C. A. MACARTNEY: *The Habsburg Empire 1790—1918*. London, 1969. S. 537—540. In einem breiteren Gesichtskreis bewegt sich die zusammenfassende Arbeit des Franzosen Tapié, der außer den Ungarn auch die Rolle der Slawen, besonders der Tschechen verfolgt. Weniger Aufmerksamkeit widmet er hingegen den Deutschösterreichern und fügt in die innere Reorganisation als separates Thema die Außenpolitik ein. V.-L. TAPIÉ: *Monarchie et peuples du Danube*. Paris, 1969. S. 332—337. — Das zitierte Buch L. Eisenmanns ist bezüglich der aus thematischem Gesichtspunkt durchgeführten Analyse und der Methode der bloß logisch wiederhergestellten Zusammenhänge ein vorzügliches Beispiel. Geschichtlicher ist die auch heute noch grundlegende Monographie Redlichs, die die gemeinsam laufenden Ereignisreihen manchmal zusammenknüpft. Der regierungszentrische Blickwinkel und die redaktionellen Disproportionen vereinfachen jedoch meist die Vielseitigkeit seiner Problemsicht. Die erwähnte Dissertation von É. Somogyi verbindet mit Erfolg die zusammenhängenden Probleme in der Tätigkeit der Reichsregierung, der deutschösterreichischen und ungarischen führenden Schicht. Somogyi benutzt die neuesten österreichischen Arbeiten, darunter auch eine handschriftliche Dissertation, die mir nicht unmittelbar zugänglich war.

Motivationsspektrum Franz Josephs — aus den miteinander im Zusammenhang stehenden Fäden einer einheitlichen Politik gesponnen wurde. Offensichtlich haben das oppositionelle Auftreten des Reichsrats und die Verdunklung des außenpolitischen Horizonts beim Einsetzen der Augusz-Mission mitgespielt, und die Anfangserfolge dieser Mission haben die Verfügungen des Kaisers im Januar 1865 gewiß beeinflußt. Es handelte sich also nicht um nebeneinander laufende, parallele Aktionen, als Franz Joseph am 12. Februar die Erlaubnis gab, die mit Deák begonnenen vertraulichen Verhandlungen mit »allerhöchster« Genehmigung weiterzuführen und eine Woche später Belcredi als Nachfolger des abgenützten zentralistischen Staatsministers ausersehen hat. Hierin entfalteten sich die Umrisse seiner dualistischen bzw. den Dualismus mit Elementen des Autonomismus kombinierenden Vorstellung. Die Anfangserfolge der neuen Politik haben dann — mit Unterstützung durch die deutschen Mittelstaaten — das Wiener Kabinett ermutigt, die Note Bismarcks vom 22. Februar — die Wunschliste der »Spezialvorteile« — entschieden abzuweisen.<sup>58</sup>

Hier ist die Frage zu beantworten, weshalb sich Franz Joseph an Deák und Belcredi gewandt hat, weshalb er mit der Kombination des liberalen Dualismus und des konservativen Autonomismus experimentierte; weshalb er nicht die großdeutsche zentralistische Richtlinie Schmerlings befolgte, wo doch diese die Unterstützung der Deutschösterreicher, der liberalen deutschen Mittelstaaten genoß und den provokatorischen Machthypertrophien Bismarcks gegenüber sogar auf das Mitgefühl der ungarischen Führungsschicht rechnen konnte. Die innenpolitischen Beziehungen haben wir schon gestreift, wir wollen nun versuchen, auch die außenpolitischen Überlegungen zu rekonstruieren.

Über die außenpolitischen Ansichten Franz Josephs wissen wir nicht viel. Einigen vertraulichen Bemerkungen, Äußerungen und Briefen ist zu entnehmen, daß er in seiner außenpolitischen Auffassung sehr stark durch die feudal-dynastische Tradition gebunden war. Auch im klassischen Zeitalter der nationalen Staatsbildungen hielt er das aus dem Gottesgnadentum erfließende Recht der legitimen Herrscherhäuser für die Grundlage der zwischenstaatlichen Ordnung, so daß er daher den nationalen Willen als Quelle der Souveränität und als Ordnungsprinzip der internationalen Verhältnisse von vornherein und mit prinzipieller Verachtung abgewiesen hat. Da er durch Nationalgefühl in keiner Richtung gebunden war, hat er die Einigung Deutschlands als außenpolitische Machtfrage betrachtet, von deren Zweckmäßigkeit und Zeitgemäßheit er nicht überzeugt war. Wohl hat er sich manchmal als Deut-

<sup>58</sup> FRIEDJUNG, I. Bd. S. 114—116. Friedjung erklärt die Zurückweisung hauptsächlich damit, daß Franz Joseph, den mäßigenden Einfluß Rechbergs entbehrend, dem Einfluß der Intransigenten, unter anderem dem Biegelebens nachgab. Auch Srbik erwähnt den Einfluß Biegelebens und die Wirkung des Widerstandes der antipreußischen deutschen Staaten. SRBIK, IV. Bd. S. 237—239.

scher bekannt,<sup>59</sup> dies bedeutete jedoch nicht mehr, als daß er deutsch sprach, im beliebten Wiener Dialekt, Akten und Zeitungen deutsch las, jedoch war er keineswegs *deutschnational*, ideell und gefühlsmäßig an die deutsche Nation und an die germanische Heimat gebunden. In seinem Bewußtsein sind die Interessen seiner Völker restlos mit den Interessen seines Hauses zusammengefallen, wie auch in seinen außenpolitischen Ansichten das dynastische Machtinteresse mit der Größe und der Ehre seines Reiches identisch waren.

In den Fragen der Praxis der Außenpolitik befolgte er auch zu dieser Zeit die Metternichsche Tradition. Dies bedeutete in bezug auf Deutschland — bei formaler Anerkennung des Primats Österreichs — faktisch die österreichisch — preußische doppelte Führungsrolle. Der österreichisch-preußische Dualismus schloß Rivalität, auf gegenseitige Kosten erzielte Vorteile nicht aus, vorausgesetzt, daß all dies im Rahmen der dynastischen Außenpolitik, in Form fürstlicher Vereinbarungen geschah und dadurch das Gleichgewicht zwischen den beiden führenden Mächten nicht gestört wurde. Das Zusammenwirken hat bereits früher die Belastungen der Napoleonischen Kriege überstanden, hat sich zur Glanzzeit der Heiligen Allianz bewährt, die Klippen der 1848er Frankfurter Einigung mit Erfolg umsegelt, konnte aber schließlich dem anstürmenden Nationalismus nicht widerstehen. Preußen hat nach langem Zögern die Rolle Piemonts übernommen, Österreich aber hätte gerne in einem scheinparlamentarischen, scheinföderalistischen Staate die tatsächliche Führungsrolle für sich erringen wollen. Im Sommer 1863 wurde auch Franz Joseph, der phantasielose Bürokrat, für einen kurzen geschichtlichen Augenblick vom »romantischen Kaisertraum« der Rückgewinnung des einstigen deutsch-römischen Titels und der Würde seines Hauses erfaßt.<sup>60</sup> Doch war in ihm soviel nüchterne Mittelmäßigkeit vorhanden, daß er aus dem romantischen Traum rasch erwachte. Da ihn die *nationale* Einigung Deutschlands nicht interessierte, erscheint es ganz glaubwürdig, daß er einen Tag nach dem Frankfurter Traum leichten Herzens der nicht ihm zustehenden Berufung des Zusammenschmiedens entsagte.<sup>61</sup>

Tatsache ist, daß nach Frankfurt gute zwei Jahre die Richtlinie der Zusammenarbeit mit Preußen die Oberhand gewann und im Krieg gegen Dänemark seinen Höhepunkt erreichte. Der Kaiser war von der Methode der gemeinsamen Kampfführung und dem Endergebnis des Krieges sehr befriedigt. Seine außenpolitischen Ansichten hat er im Ministerrat vom 31. Oktober 1864

<sup>59</sup> G. FRANZ: *Liberalismus. Die deutschliberale Bewegung in der Habsburgischen Monarchie*. München, 1955. S. 330. — Das Unverständnis Franz Josephs der nationalen Idee gegenüber, seine dynastisch-bürokratische Einstellung charakterisiert gut REDLICH, II. Bd. S. 267—268.

<sup>60</sup> FR ENGELS: *Die Rolle der Gewalt in der Geschichte*. Karl Marx und Friedrich Engels: Werke. Bd. 21. Berlin, 1962. S. 418.

<sup>61</sup> Gespräch Franz Josephs mit der englischen Königin Victoria am 3. September 1863. REDLICH, *Emperor*, S. 321—322. — SRBIK, IV. Band. S. 630.

in einem umfassenden Exposé dargelegt. Inniges Einverständnis, in jeder wesentlichen Frage vorausgehende Beratung mit Preußen, Zusammenhalt und einträchtiges Vorgehen mit dem Deutschen Bund und so das Zustandekommen einer imponierenden Macht Frankreich gegenüber. Dabei aber ein möglich gutes Verhältnis auch zum Frankreich Napoleons III. — ohne Bündnis; ruhiges Abwarten in bezeug auf Italien — ohne Anerkennung des neuen Staates; und schließlich Pflege des Einvernehmens mit England und Rußland.<sup>62</sup> Dies ist eine durchdachte Realpolitik, kein einziges Moment erscheint riskant, irrational. Bloß war das ganze konservative Friedensprogramm, das luftleeren Raum voraussetzte, irrational und riskant statisch in der Nachbarschaft Napoleons III. und Bismarcks, in jenem dynamischen Jahrzehnt, das die Epoche der bürgerlichen Revolution abschloß. Die traditionelle statische Gleichgewichtspolitik Österreichs erwies sich zur Aufrechterhaltung eines modernen *dynamischen Gleichgewichts* als veraltet.

Zur Verwirklichung einer dynamischen Gleichgewichtspolitik wäre es notwendig gewesen, entweder den herrschenden Ideen des Jahrhunderts zu dienen, oder diese in den Dienst dynastischer Ziele zu stellen. Ersteres hätte die Identifizierung mit dem deutschen liberalen Nationalismus erfordert, letzteres konnte die starke äußere Stütze zur Erhaltung des deutschen Gleichgewichtes, in erster Linie das Bündnis mit Frankreich, nicht entbehren. Für Franz Joseph war aber diese Alternative unfaßbar und unannehmbar. Den liberalen Nationalismus hielt er für ein illegitimes Wertsystem und Napoleon für einen charakteristischen Vertreter dieses Wertsystems, für einen unverläßlichen Abenteuerer. Dann schon lieber Preußen. »Meine ernstliche Sorge wird unverändert dahin gerichtet sein« — schrieb er im Herbst 1864 König Wilhelm —, »unser Bündnis ungeschwächt zu erhalten und noch mehr zu befestigen. Du weißt, wie unerschütterlich ich überzeugt bin, daß unsere Allianz die sicherste Schutzwehr der bestehenden Rechtsordnung gegen die großen politischen und sozialen Gefahren unserer Zeit bildet.«<sup>63</sup> Auch in vertraulichen Privatbriefen bekennt er sich zur »heilbringenden Allianz«, die er »einzig richtige Politik« nennt.<sup>64</sup> Kleinere und größere Störungen des guten Verhältnisses zwischen Bundesgenossen konnten mit dem Ehrenkodex der dynastischen Diplomatie in Einklang gebracht werden und waren von der Person des gekrönten Hauptes trennbar. Die gedeihliche Politik des Bündnisses mit Preußen wurde zwar durch einzelne »burschikose Streiche«<sup>65</sup> vergällt, diese hat aber Franz Joseph Bismarck, dem bösen Geist der preußischen Regierung, zugeschrieben.<sup>66</sup>

<sup>62</sup> Ebd. IV. Bd. S. 211.

<sup>63</sup> Ebd. S. 210.

<sup>64</sup> SCHNÜRER, *Briefe*, 2. und 27. August 1864, S. 333–334 und 339.

<sup>65</sup> Ebd. 2. August 1864. S. 334.

<sup>66</sup> REDLICH, *Emperor*. S. 318. Brief Franz Josephs vom 16. Februar 1864 an den sächsischen Thronfolger Albert. *Franz Joseph I. in seinen Briefen*. Herausgegeben von Dr. O. ERNST. Wien—Leipzig—München, 1924. S. 160.

Den Kaiser traf eine bittere Enttäuschung, seine dynastische Außenpolitik ein schwerer Schlag, als sich herausstellte, daß Preußen die nationale Idee als ordnendes Prinzip der internationalen Verhältnisse und Quelle der Souveränität angenommen hatte. Und als sich auch herausstellte, daß Bismarck die »burschikosen Streiche« in den Rang staatlicher Politik erhoben hatte und Preußen aus einem die legitime Ordnung behütenden Verbündeten zu einem einzelne Prinzipien des illegitimen Wertsystems akzeptierenden, dessen moderne Methoden anwendenden Gegner geworden ist, mußte Franz Joseph einsehen, daß »die einzig richtige Bündnispolitik« in eine Sackgasse geraten ist, in eine neuere Krise geführt hat, die bereits den Bestand des Reiches bedroht. Es war also Preußen selbst, daß ihn zu einer Revision der Metternichschen Tradition gezwungen hat. Den Ausweg hat er verständlicherweise nicht in einem Konkurreren mit der »illegitimen« Idee und ihren Methoden — mit dem Nationalismus —, sondern in der Wiederherstellung des »supranationalen« Gleichgewichts der Monarchie, in einer Kombination des »geschichtlichen Dualismus« des Reiches mit einem modernisierten Autonomismus gesucht.

Aus diesem Zusammenhang wird auch ersichtlich, daß die zum Ausgleich führende Wendung in erster Linie von Franz Joseph initiiert wurde. Man könnte auch sagen: die vielen Fehlschläge und der drückende Zwang haben endlich den Herrscher zur Einsicht gebracht und bewogen, die selektierende Rolle der Lage anzunehmen. Deák hat in der Durchführung, in der Operationisierung eines gereiften Programmes eine führende Rolle gespielt. Ende Februar, als Augusz in offiziellem Auftrag mit ihm verhandelte, trat er mit einem sowohl konzeptiv bedeutenden, als auch praktisch gut verwendbaren Antrag hervor. Während der vertraulichen Verhandlung vom 25. Februar erklärte er »mit getreuer Ehrfurcht«, das Vertrauen des Herrschers verpflichtete ihn noch mehr, die ihm übertragene Aufgabe zu erfüllen. Was das Arbeitsprogramm des Landtags betreffe, erwähnte er als allererste Vorbedingung die Anerkennung der Rechtskontinuität und das Übereinkommen über das Krönungsdiplom. Der Landtag hingegen — erklärte Deák — müsse im Sinne der Pragmatischen Sanktion »die Sicherung des festen Fortbestandes der Monarchie« anerkennen, »der keiner anderen Rücksicht untergeordnet werden darf«. Zweitens müsse »die Autonomie des Königreiches Ungarn in ihrer Gänze bestimmt werden« und müsse alles in seinem gesetzlichen Wirkungskreis belassen werden, »was zur Sicherung des festen Fortbestandes der Monarchie nicht unumgänglich erforderlich ist«. Demgemäß müssen auch die Grundgesetze der ungarischen Verfassung soweit als möglich aufrechterhalten werden.<sup>67</sup>

Deák sprach also das Wort aus, das man *oben* seit vier Jahren von ihm erwartet hatte: den Bestand und die Sicherheit des Reiches wünsche er keinerlei anderem Gesichtspunkt unterzuordnen, d. h. er sei bereit, die Erforder-

<sup>67</sup> HH StA. Deák Franz. Bericht von Augusz vom 28. Februar 1865.

nisse der verfassungsmäßigen Selbständigkeit Ungarns und der Lebensinteressen des Reiches in Einklang zu bringen. In den seit dem ersten Gespräch verstrichenen zwei Monaten dürfte Deák über die prinzipiellen Sätze des Ausgleichs und seine konkrete Abwicklung viel nachgedacht und sich mit seinen engeren Freunden wiederholt beraten haben. Wenn im Texte des ersten Gesprächs eher seine Lieblingsgedanken und Redewendungen hervortreten, so antizipieren im zweiten schon ganze Sätze, exakt formulierte Thesen *den Osterartikel*.

Am Ende des Februar-Gesprächs bat Deák den Vermittler, an zuständiger Stelle die Wünsche bezüglich des Einberufungsbriefes des Reichstags und die Artikel vor der Krönung (*articuli antecoronationales*) zu erwähnen. Den ersten Punkt betreffend: den Hinweis auf die Integrität der ungarischen Krone, ferner die Einladung Siebenbürgens, Kroatiens, der Militärgrenze und Fiumes, bezüglich des zweiten Punktes: die Themen Thronfolge und Krönung, Rechtskontinuität, gemeinsame Angelegenheiten, zentraler Reichsrat und schließlich Selbständigkeit des ungarischen Königreiches. Vor allem hätte er gerne über diese Grundfragen befriedigende Antwort erhalten. Seinerseits hingegen versprach Deák, seinen ganzen Einfluß einzusetzen, daß das Abgeordnetenhaus das im obigen Sinne abgefaßte Reskript ohne Opposition, einstimmig annehme. Zu diesem Zwecke wollte er die Verhandlungen mit seinen politischen Freunden sofort aufnehmen.<sup>68</sup> Auf Meinungsverschiedenheiten im Verlaufe der Landtagsverhandlungen dürfe man wohl gefaßt sein, diese werden aber den Gang der Verhandlungen nicht hemmen.

In Kenntnis dieses Versprechens ist nun der Wechsel des Tones im *Pesti Napló* besser zu erkennen und zu verstehen. Ab Ende Februar wird die regierungsfeindliche Kritik in den Artikeln schärfer. Das Blatt erklärt sich mit den Wiener Liberalen solidarisch, und trennt konsequent den gütigen Herrscher von der schlechten Regierung. Nach dem Erscheinen des *Beitrages* würdigte Kemény in mehreren Leitartikeln — und behandelte bereits im Geiste der geheimen Ausgleichsberatungen — das Deáksche Prinzip, die staatsrechtliche Intransigenz mit der politischen Verhandlungsbereitschaft zu verbinden.<sup>69</sup>

### Schmerlings Niederlage

Pest hat seinen Schritt getan, nun war Wien an der Reihe. Die Regierung beeilte sich nicht. Sie sah noch immer nicht klar, daß ein Wandel eingetreten war, oder verstand zumindest seine Folgen nicht. Hofkanzler Zichy zeichnete

<sup>68</sup> Bezüglich der Information Lónyays in Wien siehe KÓNYI, III. Bd. S. 337—338, der Agitation Treforts für den Ausgleich ebd. S. 341—343. — Bezüglich der Meinung und der Tätigkeit Keménys BEKSICS, S. 295, 301—302.

<sup>69</sup> *Pesti Napló*, 8. März 1865.

sich bei der operativen Durchführung des kaiserlichen Auftrags keineswegs aus. Zwei Monate verflossen, bis der Antrag zur Aufhebung der Wirksamkeit der Militärgerichte mit 1. Mai gestellt wurde. Bezüglich der Vorbereitung des Reichstags hat er schlicht gar nichts getan. Sein Antrag, bei den Wahlen das 1848er Gesetz anzuwenden, kann nicht als originelle, viel Kopfzerbrechen verursachende Überlegung betrachtet werden. Die heikle meritorische Frage — die Einladung Siebenbürgens und Kroatiens — trachtete er zu umgehen, hinauszuschieben. So konnte er im Ministerrat vom 15. März über keinen maßgeblichen Fortschritt berichten. In politischen Kreisen entstand verständlicherweise der Verdacht, die Regierung behandle die Sache des ungarischen Reichstags nicht allzu ernst.<sup>70</sup> Noch verständlicher ist, daß der Kaiser mit dem schleppenden Fortgang unzufrieden war. Gewiß ärgerte ihn auch die »positive Resistenz« Schmerlings. Tatsache ist, daß er nach dem Ministerrat, abermals in den Abendstunden, Belcredi empfing.

Bei diesem zweiten Zusammentreffen bediente sich der Kaiser eines sehr einfachen, aber wirkungsvollen Kniffs, den er in seiner Laufbahn oft angewendet hatte: er appellierte an die Gefühle der persönlichen Treue und Aufopferung. In dieser traurigen, gefährvollen Zeit — erklärte er in der Gemeinplätze anwendenden Sprache seines bürokratischen Pathos — halte er Belcredi allein für den ehrlichen Mann, auf den er sich unbedingt verlassen könne. Er bat ihn förmlich, seine schwierige Lage zu würdigen und seine »einzige Hoffnung« nicht zurückzuweisen. Konnte wohl der treue Untertan widerstehen, wenn ihn der Kaiser seine »einzige Hoffnung« nannte? Belcredi verließ die Burg im Geiste schon als designierter Staatsminister und begann, sich mit einem der Wendung entsprechenden Regierungsprogramm zu befassen.<sup>71</sup>

Schmerling erkannte bereits um diese Zeit, daß sich der Wind gedreht hat, sah die Vorzeichen seines Sturzes, hat aber den Kampf noch nicht aufgegeben. Im März begann der Angriff gleichzeitig an drei Fronten — innerhalb der Regierung, im Reichsrat und gegen Pest. Ein strategisches Genie war er niemals, Großzügigkeit zeigte sich bei ihm auch nur selten, bloß in einigen erfolgreichen Abschnitten seiner Laufbahn. Das Frühjahr 1865 gehörte keinesfalls zu diesen. Die Waffen holte er sich diesmal aus dem Arsenal des dynastischen Absolutismus. Im Ministerrat vom 15. März sprach er mit derbem Hohn über die Salonpolitik Pests und sein Kasinogeschwätz, denunzierte mit einem Seitenhieb die Wiener lärmende Presse und auch den vom »normalen Geleise abgewichenen« Reichsrat. Er erklärte sich gegen die Abhaltung des ungarischen Reichstags in Pest, wo dieser schädlichen sozialen Einflüssen ausgesetzt wäre. Besser entspräche eine Kleinstadt, wo es weder Kasino, weder

<sup>70</sup> REDLICH, II. Bd. S. 339.

<sup>71</sup> Belcredis Brief in W. MERTAL: *Graf Richard Belcredi (1825–1902)*. Dissertation (Manuskript). Wien, 1962. Angeführt von SOMOGYI, S. 80–81, SOMOGYI, *Századok*, 1973. Nr. 4. S. 880.



Volksmasse, noch Komfort gäbe.<sup>72</sup> Es war dies ein praktisches Argument, doch eher eines aus der Zeit Metternichs, als eines, mit dem man in den sechziger Jahren des 19. Jahrhunderts einen Ausweg aus der chronischen Krise finden konnte. Der Widerstand des Staatsministers wurde nicht einmal der Aufmerksamkeit gewürdigt.

Auch seine Offensive gegen die deutschösterreichische Linke brachte keine bedeutendere Erfolge. Am 25. März drohte Schmerling vor einer Gruppe von Abgeordneten mit seinem Rücktritt, falls der Reichsrat eine weitere Verminderung des Budgets fordern sollte.<sup>73</sup> Einige Tage darauf antwortete er auf die seine Innenpolitik betreffenden Kritiken. Er versuchte, damit Eindruck zu erwecken, daß er die Kritik seiner Intransigenz unverantwortlichen Illusionismus nannte. Wie er sagte, bestehe die Regierung unerschütterlich darauf, daß Ungarn die Februarverfassung anerkenne. Deshalb hege sie keine übertriebenen Hoffnungen dem ungarischen Reichstag gegenüber, obwohl an dessen Vorbereitung fleißig gearbeitet werde. Die Garantie des Erfolges sehe sie eher darin, daß die Anhänger Österreichs und der Reichsverfassung früher oder später mutig für die Regierung eintreten werden.

Seinen Angriff dehnte er auch auf den Reichsrat aus, ja auf den Parlamentarismus überhaupt. Er bezweifelte, daß in Österreich ein parlamentarisches Regieren überhaupt möglich wäre, und ob es irgendeine Mehrheit entschiedener Prägung gäbe. Die negative Antwort hat er als moralische und politische Bestätigung der imparlamentarischen Praxis aufgefaßt. Er rügte die laue Regierungspartei und bezichtigte die Opposition des Ehrgeizes und der Popularitätshascherei.<sup>74</sup> Es ist nicht klar zu ersehen, ob der Staatsminister bloß verwirrt um sich geschlagen, oder aber überlegt, zielstrebig angegriffen hat. Sollte letzteres der Fall gewesen sein, so müssen wir annehmen, daß er vor dem Kaiser die liberale Verfassungsmäßigkeit und den Ausgleich mit den Ungarn als verantwortungslose Träumerei und die Einheit des Reiches gefährdendes Experiment hinstellen wollte. Doch weder der Ton, noch die Art und Weise, noch die Argumente erwiesen sich als überzeugend. Seine Rede löste übrigens im Haus sofort einen Sturm aus. Wieder war es Kaiserfeld, der replizierte: wenn die Opposition derart unfruchtbar ist, mit welchen Erfolgen könne sich dann die Regierung brüsten? Die Antwort war vernichtend. Die Wirtschaft befinde sich in Konkurs, die inneren Verhältnisse seien verworren, das internationale Ansehen sei gesunken. Österreich verlor stufenweise seine Machtposition. Wenn uns heute ein Angriff träfe, und man müsse damit rechnen, »daß wir wieder angegriffen werden, — ungeeint, zerrissen, geld-, kredit-, machtlos, wie wir es in diesem Augenblicke durch unser Verschulden sind, welch entsetzliches Bild entrollt sich mir da !«<sup>75</sup>

<sup>72</sup> REDLICH, II. Bd. S. 340—341.

<sup>73</sup> KÓNYI, III. Bd. S. 386.

<sup>74</sup> *Sten. Protokolle*, 3. Session. Bd. I. S. 810—813. Sitzung vom 28. März 1865.

<sup>75</sup> Ebd. S. 895—897. Sitzung vom 31. März 1865.

Der Gegenschlag, die Machtposition der Monarchie sei in besorgniserregendem Maße ins Wanken geraten, saß. Dies beschäftigte tatsächlich und verband die Dynastie, die deutschösterreichische und — nicht zuletzt — die ungarische führende Schicht. Auf den Druck der öffentlichen Meinung hin hat sich Schmerling zurückgezogen. In seiner versöhnlichen Antwort an Kaiserfeld hat er die Berührungspunkte hervorgehoben. Das Feuer richtete er auf die Altkonservativen, die er als »hartnäckigste Gegner« bezeichnete, deren Minen bis ins Abgeordnetenhaus reichen, deren Wirkung auch dort fühlbar wird. Auch in der ungarischen Frage appellierte er an die gemeinsamen deutschösterreichischen Interessen. Er wünsche den Ausgleich, doch gäbe es eine mächtige ungarische Partei, die 1848 als Rechtsgrundlage betrachte. Wie könne man nun mit *dieser* Partei einen Ausgleich finden? Wie könne man die Reichsverfassung — die auch Kaiserfeld und seine Leute als feste Grundlage betrachten — mit der Anerkennung der 1848er Gesetze in Gleichklang bringen? Zuerst müssen die Ungarn die *gemeinsame* Verfassungsbasis anerkennen, und alles aus den 1848er Gesetzen beseitigen, »was mit unserer Verfassung in Widerspruch steht« — dann kann verhandelt werden. Er hoffe, auch Kaiserfeld fasse den Ausgleich in diesem Sinne auf, dann reiche er ihm mit Vergnügen die Hand.<sup>76</sup>

Das Waffenstillstandsangebot kam zu spät. Die Februarverfassung war kein Zauberwort mehr: In vier Jahren hat gerade ihre die Freiheitsrechte garantierende Verfassungsmäßigkeit den Kredit verloren. Und auch die mit dem Reichskonstitutionalismus gestützten Argumente über das »Hineintreiben« der Ungarn waren stark abgenutzt. Schmerling wurde nicht rechtzeitig gewahr, daß seine Politik und seine Person abgewirtschaftet haben. Er hat den gesamten Parlamentarismus nicht sehr hoch geschätzt und die Verfassungspartei nicht ernst genommen. Er hielt den Reichsrat auch weiterhin als prunkvolle, klassizistische Fassade des Scheinpfeilers des neuen Systems, wie er ihn seinerzeit plante. Er hat nicht zur Kenntnis genommen, was im Herbst 1864 bereits klar ersichtlich war, daß die Scheinpfeiler doch etwas stützen: den Kredit an der Börse, das Vertrauen im Kreise der liberalen Bürgerschaft, die Konsolidierung auf einem Flügel des Reichsgebäudes. Schmerling war schließlich ein josephinistischer Beamter im Habitus eines liberalen Reformpolitikers — am Hofe Franz Josephs, wo er wegen seines Habitus nicht beliebt war und wegen seines Wesens nicht gehalten werden konnte.

Seinen Verbündeten und seine Stütze, die deutschösterreichische Verfassungspartei, hat er sich selbst entfremdet. Doch hätten sich auch noch im Winter 1865 Zielvorstellung und Gegenstand für ein Zusammengehen gegeben. Die österreichischen Liberalen wollten tatsächlich nichts von der Anerkennung des ungarischen 1848, und von der Personalunion hören. Das Werk Deáks, der

<sup>76</sup> Ebd. S. 394—395, 901—902.

*Beitrag*, der am 9. März in deutscher Sprache erschien, wurde von einem Teil der Wiener Presse mit Kritik und Antipathie aufgenommen.<sup>77</sup> Die *Neue Freie Presse* beanstandete unter anderem, Deák greife Lustkandl, und durch ihn die deutsche Wissenschaft ungeziemend und beleidigend an. Sie warf ihm vor, er habe eine einseitige »politische Parteischrift« geschrieben, und deshalb ziehe er auch die berechtigten kritischen Bemerkungen Lustkandls nicht in Betracht.<sup>78</sup> Diese Arbeit bewaise die Sonderstellung Ungarns und nicht die Zusammengehörigkeit.

### Die Reinterpretation der Pragmatischen Sanktion

Im März versäumte Schmerling ein gemeinsames Auftreten mit den deutschösterreichischen Liberalen, obwohl die ihm nahestehende Presse den *Beitrag* in ähnlichem Geiste kritisierte. Um so mehr bemerkte und erfaßte Deák die im Gegenangriff verborgene vorzügliche taktische Gelegenheit. Als er seine Studie drucken ließ, Mitte Dezember, konnte er bereits berechtigt das Gefühl haben, die zeitgemäße Aufgabe sei das Festhalten an seinem 61er Standpunkt, die betonte Verteidigung der Rechte der Nation, und dahinter müsse man die Bereitschaft zur Modifizierung, zum Ausgleich durchblicken lassen. Der Erfolg des ersten Schrittes zum Ausgleich übertraf und kreuzte aber seine Erwartungen. Als der *Beitrag* erschien, war er sich mit Augusz und seinem hohen Auftraggeber über die Hauptgedanken des Osterartikels und die Grundsätze der Ausgleichsverhandlungen bereits einig. Der *Beitrag* ist also im Augenblick seines Erscheinens *ad usum regis* schon veraltet, unbrauchbar geworden. Deák suchte eine günstige Gelegenheit, den im Hintergrund befindlichen Inhalt offener zu interpretieren. Hierzu bot aus taktischem Gesichtspunkt die Kritik der *Neuen Freien Presse* einen vorzüglichen Ausgangspunkt; denn Deák hätte auf diese bloß um der Auseinandersetzung halber, um die Richtigkeit seines Standpunktes zu verteidigen, kaum geantwortet. Das Ziel Deáks war meines Erachtens nicht die Anprangerung der Irrtümer Lustkandls und der Zeitung.

Das Werk Deáks — erklärt die in der dritten Person Einzahl abgefaßte Antwort — ist keine politische Streitschrift. Derartige Schriften befassen sich nicht nur mit der Vergangenheit, sondern auch mit der Zukunft, entwerfen eine Art Programm. »Deák ließ sich nicht darauf ein, was für die Zukunft festzusetzen sei, ja er erklärte entschieden, daß er sich in derlei politische Auseinandersetzung nicht einlassen wolle.«<sup>79</sup> Die staatsrechtliche Plattform, die

<sup>77</sup> Der *Beitrag* wurde nach seinem Erscheinen in der Wiener Presse anfangs eher anerkennend gewürdigt. Siehe *Pesti Napló*, 1., 5., 10. März 1865. Nach dem Erscheinen der deutschen Übersetzung erschienen jedoch mehrere Kritiken, darunter die der *Neuen Freien Presse*.

<sup>78</sup> *Adalékok a magyar közjoghoz* (Beiträge zum ungarischen Staatsrecht). Die Antwort Deáks publiziert KÖNYV, III. Bd. S. 344—379. Die zitierten Teile siehe S. 345 und 357.

<sup>79</sup> Ebd. S. 359.

Personalunion, beziehe sich also nur auf die Vergangenheit, sie analysiert, wie sich bisher das staatsrechtliche Verhältnis zwischen Österreich und Ungarn gestaltete — aus dem Gesichtspunkt der reinen Gesetzmäßigkeit. Die geschichtliche Wirklichkeit gestaltet sich freilich oft nicht nach der reinen Gesetzmäßigkeit. »Hätte Lustkandl nur geschrieben, daß sich seit dem Zusammenleben Ungarns mit Österreich unter dem Hause Habsburg sich oft Bestrebungen zu einer engeren Realunion zeigten, daß während langdauernder Kriege, welche mit gemeinsamer Kraft für ein gemeinsames Ziel geführt wurden, gegenseitige Berührungspunkte unvermeidbar waren, die über die Personalunion hinausgingen und daß im Interesse aller Teile des Reiches auch in der Zukunft eine engere Verbindung notwendig sein werde als die Personalunion, hätte er — wie gesagt — nur des geschrieben, . . . wäre sein Buch eine ganz andere Arbeit gewesen . . . Zu einer solchen Arbeit hätte wahrscheinlich auch Deák keine Bemerkungen geschrieben . . .«<sup>80</sup> Von der »Bescheidenheit« Deáks zeugt, daß er das Wort »wahrscheinlich« eingefügt hat, was die Möglichkeit eines Zweifels zuläßt. Denn wer weiß, was Deák auf einen derartigen Passus im Sommer 1861 oder was er im Winter 1863 geantwortet hätte?

Deák konnte freilich maßhalten. In seinem Artikel hat er die Grundthese des *Beitrages* nicht zurückgenommen oder ins Gegenteil verkehrt. Er hat nur soviel hinzugefügt, daß zwischen Österreich und Ungarn die »engste Personalunion« bestand; daraus folgten in der Geschichte oft »gemeinsame Berührungen«, obzwar diese keine Realunion gebildet haben.<sup>81</sup> Nachdem er »Oben« die Abänderung seines Standpunktes bereinigt, vor der ungarischen öffentlichen Meinung zum erstenmal aufgeworfen hat, konnte er die mit Augusz geführten geheimen Verhandlungen aus eindeutigerer Position abschließen. Am 7. April, bei der letzten Besprechung, wurde der für den Ausgleich grundlegende staatsrechtliche Standpunkt Deáks in ungarischer und deutscher Sprache niedergelegt.<sup>82</sup>

Hinsichtlich der staatsrechtlichen Folgen besteht zwischen Schmerling und Deák »eine wohlzuerwägende Meinungs- und Anschauungsverschiedenheit«. Gemäß der Auffassung Seiner Exzellenz des Herrn Staatsministers ist die *Februarverfassung* die Hauptgrundlage (nach Deáks Bezeichnung die Politische Bibel), welcher alle Grundgesetze des Österreichischen Kaiserstaates und insbesondere jene des Königreiches Ungarn anzupassen kommen, und — insofern diese mit jenen nicht übereinstimmen — abgeändert und aufgehoben werden müßten.

Nach Deáks Überzeugung muß die *Pragmatische Sanktion* auch fernerhin und für alle künftigen Zeiten die Hauptgrundlage, die Politische Bibel des Österreichischen Kaiserstaates verbleiben, in der Weise, daß insoweit diese

<sup>80</sup> Ebd. S. 362.

<sup>81</sup> Ebd. S. 373.

<sup>82</sup> HH StA. Deák Franz. Bericht von Augusz am 9. April 1865.

Hauptgrundlage durch die Februarverfassung abgeändert (modifiziert) wäre oder mit selber im Widerspruch stünde, die Februarverfassung zu modifizieren wäre, damit diese mit dem Hauptgrundgesetz der Österreichischen Monarchie, mit der Pragmatischen Sanktion, in Übereinstimmung gebracht werde.

Nach der Auffassung Deáks ist der Inhalt, die Fassung, der Geist der Pragmatischen Sanktion so *prägnant*, daß aus dieser gemäß der veränderten Verhältnisse und Umstände alle jene Bürgschaften sich gesetzmäßig entwickeln lassen, welche bei gegebenen Verhältnissen und Umständen für die Sicherung der Einheit und der Großmachtstellung des Kaiserstaates erforderlich sind.

Es ist demnach keine *neue Grundlage* zu suchen, noch weniger aus Machtvollkommenheit eine neue zu schaffen, da eine schon seit 150 Jahren auf der Grundlage staats- und völkerrechtlicher Verträge und infolge einer zwischen dem Monarchen und den Völkern Österreichs wechselseitig auf das feierlichste festgestellten Übereinkunft zu *Recht* besteht und durch beide staatsrechtlichen Paciscenten für *geheiligt* und *unantastbar* erachtet wird.

Aus diesem folgt aber, daß nicht die Pragmatische Sanktion, diese gesetzliche Grundfeste der Österreichischen Monarchie, auf Grundlage der Februarverfassung, sondern im Gegenteil die Februarverfassung im Sinne und Geiste der Pragmatischen Sanktion einer Revision zu unterziehen sei.

Eine oktroyierte Verfassung, welche die altehrwürdigen Grundgesetze der Monarchie abändern oder aufheben würde — selbst wenn sie mit Zuziehung einer Volksabstimmung eingesetzt wäre — würde den *erbmonarchischen Herrschergrundsatz Österreichs* gänzlich abändern und dem *Caesarismus* auch in Österreich die Weihe geben.

Deák huldigt auf das loyalste dem kundgegebenen Willen des Monarchen, ehrt diesen pflichtschuldigst und wird stets sich gehorsam selbem fügen, sollte aber die obenbezeichnete *fundamental prinzipielle* Abänderung der Grundrechte und des öffentlichen Rechtes im Kaiserstaat beabsichtigt werden, könnte er nach seinem Gewissen und in Hinsicht auf die staatsrechtlichen *Folgen* nie und nimmer seine Zustimmung geben.

Nachdem Deák während der in alle Einzelheiten eingehenden Erörterung der oberwähnten Grundgesetze die Gesetze von 1848 kein einzigesmal erwähnt hatte — und ausschließlich die Pragmatische Sanktion als Basis besprach und behandelte, — hatte er auch diesmal den Unterfertigten versichert, daß nach der *Allerhöchst anerkannten Basis* die Besprechungen mit seinen politischen Freunden begonnen haben. Da es seine vollkommene Überzeugung ist, daß im Einklang mit den bezeichneten Absichten der Februarverfassung die allen Ländern und Völkern Österreichs gemeinsamen Angelegenheiten künftig gemeinsam und verfassungsmäßig zu behandeln seien, wünscht Deák nur, »daß die Februarverfassung aus dem Bereiche des Oktroy gehoben, auf die Grundlage der Pragmatischen Sanktion zurückgeführt,

und im Sinne dieser entwickelt und begründet werde. Dieser Zweck aber kann durch eine Revision der Februarverfassung mit vollkommener Sicherstellung der Einheit, des Fortbestandes und der Großmachtstellung der Österreichischen Monarchie und zur allgemeinen Zufriedenheit erreicht werden.«

So faßte Deák das Ergebnis der über drei Monate dauernden geheimen Verhandlungen zusammen. Dieses Dokument enthält in klassischer Kürze die Grundzüge der Deákschen *ars politica*: Er verteidigt den Konstitutionalismus gegen den »Cäsarismus« so, daß er von den gesetzlichen Rechten Abstriche macht, damit aber auch den »Cäsarismus« zum Rückzug zwingt. Er revidiert 1848 in der Weise, als ob er die Februarverfassung einer Revision unterziehen würde, und führt deren Grundprinzip mit solcher Flexibilität auf die Pragmatische Sanktion zurück, mit welcher Entschiedenheit er früher die Möglichkeit einer Verbindung zwischen diesen beiden verfassungsmäßigen Regelungen verneinte.

Nachdem die Verhandlungen in den Grundprinzipien ein Übereinkommen erbracht hatten, verblieb noch die Kundmachung des Endergebnisses. Deák suchte die entsprechende Gelegenheit und Form. Anscheinend wollte er zuerst die Auseinandersetzung um den *Beitrag* mit der *Neuen Freien Presse* dazu benutzen. In der an drei aufeinanderfolgenden Wochen erschienenen Serie weist er am Ende des letzten Artikels auf die Ungenauigkeiten in der deutschen Übersetzung des Wiener Blattes hin.<sup>83</sup> Die Artikelserie ist unvollständig, es fehlt noch die Konklusion: ein weiterer, eben zu Ostern fälliger Artikel. Nach der prinzipiellen Zusammenfassung der Verhandlung mit Augusz am 7. April scheint er zu spüren: Die Auseinandersetzung mit der *Neuen Freien Presse* ist hierzu nicht geeignet. In einem kurzen aber vielsagenden Abschnitt beendet er seinen für die Folge vom 8. April geschriebenen Artikel und deutet an, daß eben der Gedanke der »dynastischen Zusammengehörigkeit« das Leitmotiv des *Beitrages* ist. Für den für Ostern bestimmten Artikel, über dessen historische Tragweite er sich im klaren war, wollte er doch ein anderes *Apropos* finden.<sup>84</sup>

Am 9. April bringt das Sprachrohr Schmerlings, der *Botschafter*, einen der gewohnten Angriffe gegen den »Sonder-Zug«, der in der ungarischen

<sup>83</sup> Es ist tatsächlich augenfällig, daß Deák am Ende seines am 8. April 1865 erschienenen Artikels über die Interpretation und fehlerhafte Übersetzung des GA XXXVIII/1569 (Regelung des Umgangs mit der Hofkammer und dem Hofkriegsrat) debattiert, dann mit einer unerwarteten Wendung die Diskussion abschließt. Auf viele andere Auslassungen der *Neuen Freien Presse* wünscht er nicht zu antworten, weist jedoch die Anklage rundweg zurück, er habe die dynastische Zusammengehörigkeit außer acht gelassen. KÖNYI, III. Bd. S. 377–379.

<sup>84</sup> Deák war sich dessen bewußt, daß er einen Artikel »von geschichtlicher Bedeutung« schreibt. Zur Abfassung des Artikels erbat er sich die Mitarbeit des hervorragenden Historikers und Publizisten Ferenc Salamon. Als dieser erschien, bot er ihm zeremoniell eine Cabanos an, doch unterblieb diesmal die scherzhafte Bemerkung. Deák nahm auf einem Sofa zwischen zwei mächtigen Bänden des *Corpus Juris* Platz und diktierte fast ununterbrochen den Artikel. KÖNYI, III. Bd. S. 396–400.

Geschichte zu beobachten ist. Ungarn kämpfte mal faktisch, mal mit verfassungsmäßigen Garantien um die Separierung. Doch der Macht gegenüber bedeuten rechtliche Garantien nicht viel: diese wurden oft gebrochen. Und sie werden dies auch in Hinkunft tun, solange sie die ungarische Verfassung nicht mit den Interessen des Reiches, mit der Februarverfassung in Einklang bringen.<sup>85</sup> Ein das Gewohnte kaum übersteigender, schroffer und zynischer Artikel — wahrscheinlich im Rahmen der Kampagne gegen die die Sonderstellung Ungarns festigende dualistische Verständigung. Jedenfalls ist er zu einem günstigen Zeitpunkt erschienen. Falk antwortet sofort. Der *Botschafter* vertrete gefährliche Ansichten. Gefährlich ist es, wenn eben ein Regierungsorgan erklärt, verfassungsmäßige Garantien bedeuteten nicht viel, diese werden sowieso nicht genau eingehalten. Wenn dem so ist, bleibt nur die Herrschaft der rohen Gewalt. Ein Schwinden der angeblichen ungarischen Separationsbestrebungen vom Verstreichen der Zeit zu erwarten, ist töricht: die »Macht der Zeit« schade dem österreichischen Staate mehr als dem ungarischen Verfassungsrecht.<sup>86</sup>

Am Ostersonntag, — die Feierlichkeit dürfte absichtlich tempiert sein — erscheint der große Artikel Deáks. Der erste Schritt wie bei einem routinierten Schachspieler: Schutz des Königs. Wenn sich in der ungarischen Geschichte ein »Sonder-Zug« zeigte, wer hat diesen hervorgerufen? Die Mißbräuche der Machthabenden, die verfassungverletzende Politik der österreichischen Ratgeber. Und wer hat die durcheinandergeratenen Verhältnisse in Ordnung gebracht: Der Herrscher.

Nach dem Eröffnungsschritt folgt der Positionskampf Deáks: Beweisführung mit geschichtlichen Beispielen, die bereits des Thema des endgültigen Ausganges enthält: Nation und Herrscher fanden mit gegenseitigem Verständnis und Einvernehmen stets die den Zeitverhältnissen entsprechende verfassungsmäßige Lösung, die Lebensinteressen des Reiches und der ungarischen Selbständigkeit in Einklang zu bringen. Das Argument, man müsse die Verfassung Ungarns notgedrungen verletzen, denn ihr bloßes Bestehen stoße auf die Lebensinteressen des Reiches, kann nicht bestehen. Die ungarische Nation hat oft den Beweis erbracht, sie bezweifle nicht die Erfordernisse des festen Bestandes des Reiches. Diesen könne jedoch nicht durch Mißachtung solenner Verträge, Gesetze und Rechte entsprochen werden. Vor allem die Sicherheit des Reiches vor den Augen bewahrend »müsse man — wie dies auch in der Pragmatischen Sanktion getan wurde — bestrebt sein, sowohl die volle Sicherheit des Reiches zu erreichen, wie die Grundgesetze der ungarischen Verfassung möglichst zu bewahren, wie auch die verfassungsmäßige Freiheit der transleithanischen Länder entfaltet und in vollem Maße erhalten werde. Das

<sup>85</sup> *Botschafter*, 9. April 1865. Diesem widerspricht bereits am 11. April der *Pesti Napló*, und die Auseinandersetzung zieht sich noch tagelang hin.

<sup>86</sup> *Pesti Napló*, 11. April 1865. Leitartikel.

eine Ziel ist also der feste Bestand des Reiches, den wir keiner anderen Rücksicht unterordnen wollen. Das andere Ziel ist aber die Aufrechterhaltung des verfassungsmäßigen Bestandes Ungarns, seiner Rechte, seiner Gesetze, . . . von diesen mehr wegzunehmen, als die Sicherung des festen Bestandes des Reiches unbedingt erfordert, wäre ungerecht und inopportun.<sup>87</sup> Dann folgt die präzise und umsichtig konzipierte Konklusion: Die Geschichte habe zwar oft bewiesen, daß die verfassungsmäßige Selbständigkeit Ungarns das Reich niemals gefährdet habe, »doch werden wir bereit sein, stets unsere eigenen Gesetze auf gesetzmäßigem Wege mit der Sicherung des festen Bestandes des Reiches in Einklang zu bringen, und wir werden nie der Freiheit und der verfassungsmäßigen Entfaltung der transleithanischen Länder im Wege stehen«.<sup>88</sup>

Der Osterartikel ist die öffentliche Anmeldung der Ausgleichsbereitschaft, die die Modifizierung der 1848er Grundlage nunmehr akzeptiert; nebenbei werden die Schmerlingsche Politik und Argumentation einer Kritik unterzogen. Wenn man den Osterartikel mit den Auguszschen Berichten vergleicht, ist es nicht schwer festzustellen, daß dieser in seinem ganzen Inhalt und in den einzelnen Gedanken und Formulierungen eine publizistische Variante der bei den geheimen Verhandlungen vom 25. Februar und 7. April vertretenen Ansichten ist. Im Laufe der von Augusz vermittelten Verhandlungen — die jedoch als unmittelbare Gespräche betrachtet werden können — konnte sich Deák davon überzeugen, der Herrscher wünsche entschlossen den Ausgleich, er sei geneigt, die Voraussetzungen der »gesetzmäßigen« Einberufung des Reichstags anzunehmen, und als Grundlage der Ausgleichsverhandlungen mit dem Reichstag die flexibel interpretierte Pragmatische Sanktion zu akzeptieren. Und Franz Joseph erhielt die seine Bedenken zerstreuernde Zusicherung, der Reichstag werde die ausgestreckte Hand nicht schroff zurückweisen, d. h. 1861 werde sich nicht wiederholen.<sup>89</sup>

Die Tatsachen bekräftigen nicht die in der Fachliteratur gemeingültige Ansicht, Deák habe mit großem persönlichem Selbstentschluß mit dem Osterartikel die zum Ausgleich führende Wendung *initiiert*. Die Wendung war eine Folge der Wechselwirkung primär objektiver Umstände und einer mehrseitigen Erkenntnis dieser Umstände. Und die Ouvertüre ist ebenfalls aus Initiativen von verschiedener Seite und aus deren Zusammentreffen ausgegangen. Der Wirklichkeit näher steht Falk mit seiner Erklärung: auf Grund gewisser *geheimer Antezedenzien* habe »die auf den Ausgleich gerichtete öffentliche Aktion« mit »dem Erscheinen« des Osterartikels »ihren Anfang genommen«.<sup>90</sup>

<sup>87</sup> Ich benutze den in der Sammlung KÓNYVS publizierten Text des Osterartikels, III. Bd. S. 406.

<sup>88</sup> Ebd. S. 408.

<sup>89</sup> M. FALK: *Kor- és jellemrajzok* (Zeit- und Charakterskizzen). Budapest, 1902. S. 244.

<sup>90</sup> Ebd. S. 243.



Der Beginn der öffentlichen Aktion kann vielleicht vom Erscheinen dieses Artikels an gerechnet werden, die *meritorische* Aktion aber nicht.

Die Wende: Reziprozität der Ausgleichsbereitschaft, das Einigungsprinzip war da — vom Osterartikel nicht verursacht, nur datiert.

Übers. von K. Niederhauser

## Предпосылки пасхальной статьи Ф. Деака

П. ХАНАК

Резюме

Автор знакомит с предисторией «пасхальной статьи» Деака, и является частью большой монографии, анализирующей предпосылки компромисса. Отправным пунктом является тот факт, что полуконституционный режим Шмерлинга в результате серии неудач в конце 1864-го года пришел в состояние кризиса. Одним из признаков этого явилась осенняя сессия *Рейхсрата*, который в своем обращении (*Adresse*) и еще в большей степени в ходе дискуссионного обсуждения этого обращения критиковал действия правительства с оппозиционной точки зрения и торопил договор с венграми. Пешт сердечно реагировал на выступление пештских либералов: написанное Йозефом Этвешем «Мнение» показало склонность к компромиссу. В атмосфере разрядки закончил и опубликовал свою работу об истории права и о политике Ференц Деак: «Добавление к венгерскому общественному праву». В статье подробно анализируется возникновение и идейное содержание этой работы: хотя теорию австрийского экономиста-общественника Л. Лускандль о реалунии между Австрий и Венгрией Деак и отрицает, но связь персонального союза истолковывается им таким образом, что остается открытая дверь для компромиссных переговоров. «Добавления...» являлись сдвигом с позиции выжидания и почти незаметным отступлением от платформы 1861-го года, защищающей конституцию 1848-го года.

Склонность пештских либералов к компромиссу встретила с подобным стремлением монарха. Работа в деталях знакомит с переговорами барона Аугуса и Деака, на которых Деак конфиденциально изложил свое мнение об условиях компромисса. Прежде всего, считалось необходимым восстановление территориальной и политической целостности страны и, в соответствии с этим, созвание венгерского государственного собрания. Деак придерживался принципа правовой непрерывности, но склонялся к корректировке конституции 1848-го года, а, именно, к признанию *общих дел* и совместному их ведению в соответствии с венгерской конституцией. Во время переговоров он неоднократно подчеркнул, что он стоит на базе «*Pragmatica Sanctio*» 1723-го года, и признает, что *безопасность прочного существования империи не может быть подчинена никаким взглядам*. Эта платформа в последствии стала политическим базисом компромисса.

Работа придает большое значение переговорам с Аугусом. Они начались не по личной инициативе, а стимулировались в самых высоких сферах, и впоследствии поддерживались Францом Иосифом. Но с точки зрения монарха эта миссия была не изолированной акцией. Он хотел не только ликвидировать в Венгрии зашедший в тупик режим Шмерлинга, а стремился к более глубоким изменениям: не доверял насильственному поддержанию централизма немецкого характера. И в Австрии в феврале 1865-го года шли приготовления к созданию новой конституции, велись переговоры с избранным главой нового правительства — наместником Чехии Рихардом Белкредди. Одновременная миссия Аугуса и назначение Белкредди не являлись какими-то случайными «параллельными акциями», а были органической частью стремления к преодолению кризиса всей империи.

В этом отношении большую роль сыграла внешняя политика, нарушение многолетней дуалистической политики с Пруссией, боязнь аннексионных планов Бисмарка. Против «малонемецкого» единства под главенством Пруссии Франц Иосиф мог бы обратиться к средним немецким государствам и австрийским немцам, мог бы сослаться на немецкие национальные чувства. Но для него, хранителя принципа национального суверенитета, была далека любая национальная идея и даже тактика, использующая национализм.

Поэтому дорогу из сложившегося кризиса он искал не в соревновании использования идеи и методов национализма, а в постановлении равновесия в многонациональном владении династии, в осовременении «исторического дуализма» монархии путем комбинации его с автономизацией. Поэтому его выбор пал на Деака и Белкредди.

Деак, используя верхнюю поддержку, весной 1865-го года активно выступил в интересах компромисса. Полемизируя, обычно, с ценанистической венской прессой и политиками, мастерски подготовил поворот Венгрии к компромиссу. Первым публичным признаком этого была *«пасхальная статья»* Деака, которая вышла в свет 16-го апреля 1865-го года, и в которой он перенял не только принципы переговоров с бароном Аугусом, происходившие 25-го февраля и 7-го апреля, но и некоторые формулировки этих переговоров. Пасхальная статья, таким образом, не инициировала поворот, а только обнародовала его, заявила о взаимной склонности к компромиссу и общности основных принципов договора.

# Das Rechtswesen in Ungarn 1848—1918

Von

B. SÁRLÓS

## I. Einleitung — das feudale Erbe

Das ungarische Rechtssystem hat sich in den siebenzig Jahren zwischen 1848 und 1918 in einem so großen Maß und so grundlegend verändert, daß wir am Ende dieser Epoche kaum eine Rechtsnorm finden, die schon vor 1848 in Geltung gewesen wäre. Die seit 1848 geschaffenen Rechtsnormen verwandelten das Land, das bisher einen rückständigen und feudalen Charakter besaß, in einen modernen Rechtsstaat: sie spiegeln die wirtschaftliche, gesellschaftliche und politische Entwicklung Ungarns wider. Einleitend müssen wir betonen, daß die seit März 1848 geschaffenen Rechtsnormen von bürgerlichem Charakter waren, das gesamte Rechtssystem im Dienst der kapitalistischen Umgestaltung und Entwicklung stand und daß dieses Rechtssystem weniger feudale Überreste enthielt, als dies in früheren Jahren in der ungarischen rechtshistorischen Literatur dargestellt wurde. Diese Charakteristik bezieht sich sowohl auf die 1848/49 geschaffenen Rechtsnormen als auch auf die Gesetze und Verordnungen, die dem Ausgleich eine Rechtsform verliehen sowie auf das Rechtsmaterial nach 1867. Innerhalb dieses siebenzigjährigen Zeitraumes, der durch ein Rechtsmaterial von grundlegend bürgerlichem Charakter gekennzeichnet war, kamen jedoch nicht dieselben Regierungsmethoden und dieselben Prinzipien des Staatsaufbaues zur Geltung. Die Gesetze von 1848 verwandelten das Land in eine konstitutionelle Monarchie, welche de jure unabhängig von Cisleithanien und nur durch Personalunion mit dem österreichischen Kaiserreich verbunden war. Die Gesetze von 1848 sind gemäß ihres Inhaltes sowie hinsichtlich der großen und radikalen Änderungen, die sie in der gesellschaftlichen und staatlichen Struktur hervorriefen, von revolutionärem Charakter und sind im allgemeinen von demokratischem Geist geprägt. Die wichtigeren Staatsorgane wurden, zum Teil bereits in geheimer Abstimmung, gewählt. Die Form und das Zustandekommen dieser Gesetze zeigten jedoch keinerlei revolutionäre Züge und entsprachen gänzlich den Vorschriften der Gesetzgebung vor 1848.

Die Unabhängigkeitsdeklaration vom 14. April 1849 und die durch das Parlament von Debreczin verabschiedeten anderen Rechtsnormen sind sowohl ihrem Inhalt als auch ihrer Form nach von revolutionärem Charakter. Sie verwandelten das Land im wesentlichen in eine bürgerliche Republik.

Nach dem Zusammenbruch des Freiheitskampfes und zur Zeit des Absolutismus bzw. des Provisoriums, also zwischen den Jahren 1849 und 1867, wurden die kaiserlichen Patente nach den formalen Spielregeln des Neoabsolutismus erlassen und waren daher nach ungarischem Recht gesetzwidrig. Ein großer Teil dieser Patente wurde durch die 1861 einberufene Judexkurialkonferenz mit den früheren ungarischen Rechtsnormen bzw. mit der Rechtspraxis in Einklang gebracht.

Mit dem Ausgleich des Jahres 1867 ist Ungarn auf paritätischer Basis ein mit Österreich gleichberechtigter Teil einer europäischen Großmacht, das heißt der Österreichisch-Ungarischen Monarchie geworden. Im GA XII/1867<sup>1</sup> wurde der Ausgleich fixiert. Die darin anerkannten gemeinsamen Angelegenheiten, die Errichtung der Gemeinsamen Ministerien sowie der Delegationen betrafen im gleichen Maße die Souveränität Österreichs und Ungarns. Durch die Bestimmungen des Ausgleichs wurde aber die eigenständige ungarische Legislative nicht daran gehindert, selbständig und im weitesten Ausmaß ihr eigenes modernes Rechtssystem zu entwickeln. Im Ausgleich wurden aber auch einige absolute Rechte des Königs niedergelegt, die im Vergleich zu 1848 das Verhältnis zwischen dem Reichstag, dem König und der Regierung veränderten. Aus ungarischer Sicht kann der Ausgleich daher auch als ein Kompromiß zwischen dem Parlamentarismus und der königlichen absoluten Macht betrachtet werden. Teilweise als Folge dieses Kompromisses, teilweise, um den Widerstand zu bekämpfen, der sich gegen den Ausgleich manifestierte, und nicht zuletzt zwecks stabiler Aufrechterhaltung der Großmachtstellung der Monarchie zeigten die ungarischen Rechtsnormen nach 1867 meist einen konservativen Geist und einen antidemokratischen Charakter: Die wichtigeren Staatsorgane wurden nicht gewählt, sondern ernannt.

Ungarn besaß weder in der behandelten Epoche noch früher eine geschriebene Verfassung. Der Aufbau der Staatsverwaltung und die Hierarchie der Beamten sind in verschiedenen Gesetzen und Verordnungen niedergelegt, die häufig modifiziert wurden. Schon aus diesem Grunde ist Ungarns Rechtssystem zwischen 1848 und 1918 — ein äußerst umfangreiches Rechtsmaterial — schwer zu überblicken. Das Verständnis dieses Rechtssystems ist außerdem durch zwei weitere Umstände erschwert: Erstens können zwischen den ver-

<sup>1</sup> Für alle in diesem Beitrag zitierten Gesetzartikel siehe die »millenare« Ausgabe der großen Sammlung *Corpus Juris Hungarici*, hrg. v. D. MÁRKUS (Budapest, 1896 ff.). Zusätzlich zu der in den folgenden Anmerkungen zitierten Literatur seien noch genannt: I. EGYED: *Vármegyei önkormányzat* (Die Selbstverwaltung der Komitate). (Budapest, 1929.) G. FERDINÁNDY: *Magyarország közigazgatása* (Ungarns Staatsrecht). Budapest, 1902). I. MEZNERICS und L. TORDAY: *A magyar közigazgatás szervei 1867—1937* (Die Organe der ungarischen öffentlichen Verwaltung 1867—1937). (Budapest, 1937.) *Magyar Jogi Lexikon*, hrg. v. D. MÁRKUS, 6 Bde. (Budapest, 1898 ff.) sowie die relevanten Beiträge in den Sammelwerken *Jogtörténeti tanulmányok* (Rechtsgeschichtliche Studien), hrg. v. A. CSIZMADIA, 2 Bde. (Budapest, 1968). *Die Entwicklung des Zivilrechts in Mitteleuropa*, hrg. v. A. CSIZMADIA und K. KOVÁCS (Budapest, 1970). *Die Freiheitsrechte und die Staatstheorien im Zeitalter des Dualismus*, hrg. v. A. CSIZMADIA (= *Studia Juridica Auctoritate Universitatis Pécs Publicata* 48. Budapest, 1966).

schiedenen Teilen des Staatsgebietes wesentliche Abweichungen festgestellt werden, und zweitens wurde das Rechtssystem äußerst langsam aufgebaut; wesentliche Abweichungen sind nicht nur zwischen der Lage von 1848 und von 1867 zu beobachten, sondern auch noch zwischen den achtziger Jahren und der Zeit der Jahrhundertwende. Um das Material leichter verständlich zu machen, bieten wir in erster Linie einen historischen Überblick und eine Vorgeschichte der einzelnen Rechtsnormen.

Die Rechtslage Ungarns vor den Gesetzen, die durch den letzten ständischen Landtag geschaffen und am 11. April 1848 sanktioniert worden waren, können wir in großen Zügen wie folgt zusammenfassen:

Die Pragmatische Sanktion von 1723 (GA I und II/1723) erstreckte das Erbrecht der weiblichen Linie des Hauses Habsburg auf Ungarn und bestimmte, daß Ungarn mit den anderen Ländern und Provinzen des Herrschers gemeinsam, untrennbar und unteilbar besessen werde, weiters, daß Ungarns König unbedingt mit dem Monarchen der Kronländer identisch sein müsse. Diese Gesetze sicherten gleichzeitig die Selbständigkeit der Legislative und der Regierung in Ungarn. GAA IV; XIII und XIV/1741, III, X und XIV/1790, III/1827 und IV/1827 bekräftigten wiederholt die Selbständigkeit des Landes, erklärten, daß dem Landtag und dem gekrönten König das Recht der Gesetzgebung gemeinsam und vereint zustehe, daß die Bewilligung der Steuern und der Rekruten ausschließlich in die Kompetenz des Landtages falle sowie daß der Landtag jedes dritte Jahr einberufen werden müsse.

Der ständische Landtag hatte zwei Häuser: die untere Tafel, die Ständetafel, deren Mitglieder durch die Vollversammlung der Komitate gewählt und mit verpflichtenden Anweisungen versehen wurden, sowie die obere Tafel, die Magnatentafel, deren Mitglieder sich auf Grund von Geburtsvorrechten aus dem Hochadel, ferner aus den höchsten staatlichen und kirchlichen Würdenträgern rekrutierten. Die wichtigsten Organe der örtlichen Verwaltung waren die Komitate, an deren Vollversammlungen jeder Adelige ohne Rücksicht auf seine Vermögenslage stimmberechtigt war. Mit Ausnahme des Obergespans wurden die Komitatsbeamten durch Vollversammlung gewählt. Die Gerichte erster Instanz waren den Komitaten und den Städten angeschlossen, ihre Mitglieder bestanden aus den gewählten Beamten und aus den Richtern, die durch die Vollversammlung gewählt wurden. Das Gericht erster Instanz für die Leibeigenen war im allgemeinen das Patrimonialgericht. Als Gericht zweiter bzw. dritter Instanz fungierte die Kurie, deren Mitglieder der König ernannte. Die Kurie bestand aus drei Teilen: aus der königlichen Tafel, aus der Septemviraltafel und aus dem Wechselobergericht.

Das Land hatte weder bürgerliche noch Strafgesetzbücher. Das Zivil- und das Strafrecht sowie die Verfahren wurden teilweise auf Grund von jahrhundertalten, überholten Gesetzen, größtenteils aber durch das Gewohnheitsrecht geregelt. Den zeitgemäßen Bedürfnissen entsprach nur das 1840 geschaf-

fene Wechsel- und Konkursgesetz, ferner die Gesetze bezüglich der Fabrikanten und der Kaufleute sowie der offenen Handelsgesellschaften (GAA XV—XXII/1840).

Es herrschten außerordentliche rechtliche Unterschiede zwischen Adeligen und Leibeigenen. Die sogenannten Reformlandtage verbesserten zwar einigermaßen die Lage der Leibeigenen, doch außer den Steuern erschwerten die sogenannten »herrschaftlichen Verpflichtungen«, und zwar der Frondienst, der Zehent, die verschiedenen sonstigen Geld- und Naturalleistungen, auch weiterhin das Los der abhängigen Bauernschaft, während der Adel vollständige Steuerfreiheit genoß. Vom strafrechtlichen Standpunkt aus war die Lage des Adels und der Leibeigenen ebenfalls sehr verschieden. Der Adelige hatte das Recht, sich auf freiem Fuße zu verteidigen, der Leibeigene wurde jedoch bereits bei Beginn des Verfahrens verhaftet; der Adelige konnte in jedem Strafprozeß uneingeschränkt Berufung einlegen, dem Leibeigenen wurde das Recht der Berufung nur ausnahmsweise gewährt. Die Prügelstrafe wurde bei den Leibeigenen ganz allgemein und mit großer Strenge angewandt.

Trotz der Gesetze, welche die Selbständigkeit des Landes gewährleisteten, existierte diese in Wirklichkeit nicht. Die höchsten ungarischen Regierungsorgane (die königlich ungarische Hofkanzlei, der königlich ungarische Statthaltereirat und die königlich ungarische Hofkammer) waren praktisch den kaiserlichen Zentralstellen unterstellt. Die Selbständigkeit des Landes mußte deshalb oft in stets neuen Gesetzen deklariert und garantiert werden, weil die früheren Gesetze, welche die Selbständigkeit sichern sollten, eben sehr oft verletzt wurden. Dem Land mangelte es auch an militärischer Selbständigkeit: im GA VIII/1715 wurde ungarischerseits die einheitliche kaiserlich-königliche Armee anerkannt. In der einheitlichen Armee gab es zwar auch ungarische Regimenter, doch standen diese genauso unter der zentralen Leitung des Hofkriegsrats wie jede andere Formation der Armee. Weder der Landtag noch die ungarischen Regierungsstellen hatten irgendein Mitbestimmungsrecht bei Verwendung, Leitung und Organisation der Armee. Ähnlich dem Kriegswesen bildeten auch die auswärtigen Angelegenheiten ein königliches Hoheitsrecht, das durch die mit absoluter kaiserlicher Befugnis ausgestattete Haus-, Hof und Staatskanzlei ausgeübt wurde. Um die Gesetze von 1848 verstehen zu können, müssen wir darauf hinweisen, daß vor 1848 de jure keine gemeinsamen ungarischen und österreichischen Gesetzgebungs- oder Regierungsorgane existierten. Ungarn besaß zwar einen ständischen repräsentativen Landtag und eine ständische Verfassung; dies aber sicherte nicht die Selbständigkeit und Unabhängigkeit des Landes. Die Tatsache, daß Heerwesen und auswärtige Angelegenheiten, den Außenhandel und das Zollwesen inbegriffen, nicht durch die ungarischen, sondern durch die mit absoluter Macht ausgestatteten kaiserlichen Regierungsorgane verwaltet wurden,

hat keinen einzigen Grundsatz der ungarischen ständischen Verfassung verletzt.

In der Gesetzgebung traten König und Landtag formell als gleichberechtigte Partner auf. Diese partnerschaftliche Gleichberechtigung war aber im machtpolitischen Bereich nur eine scheinbare Egalität. Der ungarische Landtag war bis 1848 genauso der absoluten Macht der Dynastie untergeordnet, wie die ungarischen Regierungsbehörden den kaiserlichen Regierungsorganen unterstellt waren.

Die liberale Adelsopposition erkannte bereits vor 1848, daß je mehr ihr gelänge, die absolute Macht des Königs einzuschränken, sie um so eher jene Bedingungen schaffen könnte, die nicht nur für die bürgerliche Umgestaltung, sondern auch für die Unabhängigkeit und die Selbständigkeit des Landes nötig wären. Am Landtag von 1843/44 wurde im Rahmen der Debatte über die Strafrechtsvorlagen nicht in erster Linie über strafrechtliche Fragen diskutiert, sondern über das parlamentarische Regierungssystem, die Ministerverantwortlichkeit und das Wahlrecht. Mit diesen strafrechtlichen Vorlagen (Ausdehnung und Anwendung des Strafrechtes auf gesetzeswidrige Regierungshandlungen, enge Begrenzung des königlichen Gnadenrechtes, allgemeine Einführung des Schwurgerichts mit ausgedehnter Einbeziehung der Bauernschaft in die Schwurgerichte) versuchte der oppositionelle Adel, wenn auch erfolglos, auf Umwegen die entscheidenden Schritte zur bourgeoisen Umwandlung der Staatsstruktur zu unternehmen.<sup>2</sup> Das Kernstück des oppositionellen Standpunktes war die Überlegung, daß die gesamte Macht der Nation zustehe und daher das Wahlrecht auf alle ausgedehnt werden müsse, deren jährliches Mindesteinkommen 100 Gulden beträgt; damit wäre auch ein Großteil der Bauernschaft wahlberechtigt gewesen. Die Konservativen hingegen verlangten eine Teilung der Macht zwischen König und Regierung einerseits und der Nation andererseits. Das Wahlrecht sollte aber nur jenen zustehen, die die größten Steuerleistungen erbrachten. Von einer Ausdehnung des Wahlrechtes auf weitere Bevölkerungskreise war nicht die Rede. Im Jahre 1848 gab es dann weder die Zeit noch die Möglichkeit zu einer derart weitgehenden Debatte in einer so bedeutenden Frage des Verfassungsrechtes. Die grundlegende Auseinandersetzung ging allerdings in den Jahren 1843/44, 1848 und 1867 um das Problem der Machtverteilung: Sollte dem König bzw. der Regierung oder sollte der Nation bzw. dem Reichstag die dominierende politische Machtposition zustehen? Die Ausweitung des Wahlrechtes stand mit dieser Frage im Zusammenhang. Ein völlig gleichgewichtiges Ausbalancieren der Machtbereiche war nicht möglich. Das Problem der Machtverteilung wurde 1848 ganz

<sup>2</sup> Über den Landtag von 1843/44 siehe B. SARLÓS: *Deák és Vukovics. Két igazságügy-miniszter* (Deák und Vukovics. Zwei Justizminister). *Ertekezések a történeti tudományok köréből*, Új sorozat 54. (Abhandlungen aus dem Gebiet der Geschichtswissenschaften N. F. 54). (Budapest, 1970) 37–49.

anders gelöst als 1867. Die Entwicklung des ungarischen Rechtssystems wurde im wesentlichen durch diese Frage entschieden; das zentrale Problem des Machtübergewichtes beeinflusste zwischen 1848 und 1918 jedes wichtigere Gebiet des ungarischen Rechtssystems.

## II. Die Zeit von 1848 bis 1867

### 1. Die Gesetze des Jahres 1848

In GA III/1848<sup>3</sup> wurde die Schaffung des selbständigen verantwortlichen ungarischen Ministeriums festgelegt und durch GA IV der Wirkungsbereich des Reichstages umrissen. Diese Gesetzesartikel bildeten die Grundlage für das Funktionieren der neuen bürgerlichen Staatsorgane und legten ihre Kompetenzen fest. Formell hatte sich nichts geändert: König und Reichstag blieben die konstituierenden Faktoren der Gesetzgebung. Der König konnte zwar zur Sanktionierung der Gesetze nicht gezwungen werden, durch die Verschiebung der Gewichte innerhalb des gleichbleibenden Rahmens hat sich die Situation dennoch entscheidend verändert. Während der Reichstag früher vom König nur alle drei Jahre einberufen werden mußte, hatte er nach den Gesetzartikeln aus dem Jahre 1848 jährlich in Pest zu tagen. Das Abgeordnetenhaus mußte jedes dritte Jahr neu gewählt werden; der Reichstag hatte das Budget festzusetzen und die Staatsschlußrechnung zu genehmigen. Der König hatte zwar das Recht, die jährliche Sitzungsperiode (Session) des Reichstages zu vertagen und sogar den Reichstag vor dem dritten Jahr aufzulösen und Neuwahlen auszuschreiben, im Fall der Auflösung mußte sich jedoch der neue Reichstag binnen dreier Monate konstituieren. Die wichtigste Bestimmung aber war, daß der König die jährliche Sitzungsperiode (Session) nicht vertagen, den Reichstag nicht auflösen könne, solange er keine meritokratische Entscheidung über das durch das Ministerium eingereichte Budget und die Staatsschlußrechnung getroffen hat.

Im Prinzip konnte der König die Sanktionierung jedes beliebigen Gesetzes verweigern, praktisch aber war er vom Reichstag abhängig, da im Fall einer Verweigerung der Sanktionierung der Reichstag das Budget nicht genehmigte. Dadurch aber ging die Arbeitsfähigkeit der dem Parlament verantwortlichen Regierung verloren. Der dem königlichen Willen sich widersetzende Reichstag konnte weder vertagt noch aufgelöst werden, da in einer politisch zugespitzten Lage der Reichstag seine Beschlußfassung bezüglich des Budgets

<sup>3</sup> Eine auszugsweise deutsche Übersetzung der 31 ungarischen Gesetzartikel des Jahres 1848 findet sich in *Die Österreichischen Verfassungsgesetze mit Erläuterungen*, hrg. v. E. BERNATZIK (Wien, 1911) 78–100. Für eine Diskussion dieser Gesetze siehe, G. BARANY: *Ungarns Verwaltung 1848–1918*. S. 328–338.



und der Staatsschlußrechnung nach seinem Belieben aufschieben konnte. Wenn der König der Verfassung treu bleiben wollte, war er genötigt, die durch das Parlament verabschiedeten Gesetze zu sanktionieren, denn im entgegengesetzten Fall konnte die dem Reichstag verantwortliche Regierung in Ermangelung des Budgets nicht regieren und mußte abdanken. Der König konnte aber nur eine neue Regierung ernennen, die das Vertrauen der Mehrheit des Abgeordnetenhauses besaß. Das Gesetz legte die Ministerverantwortlichkeit nicht nur allgemein fest, sondern deklarierte auch die strafrechtliche Verantwortlichkeit der Kabinettsmitglieder dem Reichstag gegenüber. Laut Gesetz hatte der König nicht die Möglichkeit, die strafrechtliche Verantwortlichkeit zu unterbinden. Er konnte die Bestrafung der durch den Reichstag verurteilten Minister nicht einmal durch individuelle Begnadigung aufheben. In dieser Frage bestand ein enger Zusammenhang zwischen den GAA III und IV/1848.

Die grundlegende Verfügung des GA III/1848 bestimmte, daß der König die Exekutivgewalt ausschließlich im Wege des unabhängigen ungarischen Ministeriums ausüben könne sowie daß jede seiner Handlungen nur dann gültig sei, wenn einer der in Pest amtierenden Minister seine Verordnungen, Befehle und Beschlüsse gegenzeichnet. Falls jedoch diese Gegenzeichnung — oder jedwede Verordnung und Handlung des Ministers — die Unabhängigkeit des Landes, die Verfassung, die persönliche Freiheit oder die Unantastbarkeit des Eigentums verletze, so könne das Abgeordnetenhaus den Minister mit einfacher Stimmenmehrheit unter Anklage stellen, ferner könne das durch die obere Tafel gewählte und aus zwölf Mitgliedern bestehende Gericht den Minister verurteilen. Der König konnte den verurteilten Minister nur im Fall einer allgemeinen Amnestie begnadigen. Der König konnte strafrechtliche Verantwortlichkeit deshalb nicht verhindern, weil er ja, wie eben ausgeführt, den Reichstag nicht auflösen und nicht einmal vertagen konnte, bevor die meritokratische Entscheidung bezüglich des Budgets und der Staatsschlußrechnung gefällt war. Die Position des Reichstages wäre untergraben worden, wenn der König in der Lage gewesen wäre, den Reichstag wann immer er gewollt hätte entweder aufzulösen oder zu vertagen. Solange dies aber nicht möglich war, konnten weder der König noch die Regierung gegen den Willen des Reichstags etwas ausrichten. Somit schuf die Gesetzgebung von 1848 in Ungarn ein parlamentarisches System, das vollständig den bürgerlichen demokratischen Prinzipien entsprach und die frühere absolute Macht des Königs aufhob.

Die Kompetenzfestsetzung für das Ministerium entsprach gleichfalls den klassischen bürgerlich-demokratischen Prinzipien. Die Kompetenzabgrenzung war auch für die Etablierung der selbständigen Regierung des Landes bedeutungsvoll. Als Grundregel diente die folgende Bestimmung: »In allen jenen Gegenständen, welche bisher zum Wirkungskreis der k. ungarischen Hofkanzlei, der k. Statthalterei und der k. Hofkammer, das Montanwesen mitinbegriffen, gehörten — oder zu ihnen hätte gehören sollen — und überhaupt

in allen Zivil-, kirchlichen, Aerarial-, Militär- und im allgemeinen in allen Wehrangelegenheiten wird Se. Majestät die exekutive Gewalt künftighin ausschließlich nur durch das ungarische Ministerium ausüben.« Diese Definition war sehr genau und wies auch auf die frühere tatsächliche Lage hin, wonach die kaiserlichen zentralen Regierungsorgane gewisse Angelegenheiten dem Wirkungskreis der ungarischen Regierungsbehörden entzogen hatten: in Fragen der Landesverteidigung, die früher nicht zum Wirkungskreis der ungarischen Regierungsorgane gehört hatte, hob das Gesetz die Kompetenz des Ministeriums sogar zweimal hervor. Somit hatte die Schaffung einer verantwortlichen Regierung auch die Erlangung der Unabhängigkeit des Landes zur Folge.

Die Regelung der auswärtigen Angelegenheiten ist nicht so klar. Der oben zitierte Paragraph 6 des GA III/1848 umfaßte die auswärtigen Angelegenheiten nicht; in Paragraph 13 hieß es: »Einer der Minister wird sich beständig um die Person Sr. Majestät befinden und auf alle jene Verhältnisse, welche das Vaterland und die Erbprovinzen gemeinschaftlich betreffen, Einfluß nehmen und in diesen das Land unter Verantwortlichkeit vertreten.« Diese Bestimmung kann nur als eine Übergangslösung betrachtet werden und zweifellos steht sie mit der Pragmatischen Sanktion in Zusammenhang. Aber gerade unter Berücksichtigung des gemeinsamen Herrscherhauses konnte die ungarische Gesetzgebung nicht einseitig die frühere absolute Verwaltung der auswärtigen Angelegenheiten mit dem parlamentarischen System in Einklang bringen. Im gegebenen Zeitpunkt hatten die Erbprovinzen jedoch noch keine bürgerliche Verfassung. Diese Übergangslösung konnte aber vom Standpunkt der ungarischen Unabhängigkeit aus de jure als zufriedenstellend betrachtet werden, da der Minister a latere dem ungarischen Reichstag verantwortlich war und mit dem Gewicht dieser Verantwortlichkeit das Land, und nicht bloß die Regierung, repräsentierte. Mit § 13 stand auch § 8 des Gesetzes in Zusammenhang, wonach der Einsatz der ungarischen Armee außerhalb der Landesgrenzen durch den König bestimmt wird, dazu aber die Gegenzeichnung des Ministers a latere (jedoch nicht eines in Pest sitzenden Ministers) nötig ist. Diese Verfügung hat nicht nur ein früheres absolutes Hoheitsrecht des Königs bezüglich des Kriegswesens außer Kraft gesetzt (zumal die ministeriale Gegenzeichnung Gültigkeitserfordernis wurde), sie hat auch den Einfluß des Ministers a latere (und indirekt auch den Einfluß des ungarischen Reichstags) auf die Außenpolitik bedeutend erhöht. Es ist schließlich im Hinblick auf die Außenpolitik nicht unerheblich, auf welche Art und Weise der Herrscher über die Armee verfügen kann.

GA V/1848 hob das Recht der Komitate, Deputierte zu entsenden, auf. Die Wahl der Abgeordneten zur unteren Tafel sollte auf parlamentarischer Grundlage, das heißt auf Volksvertretung vorgenommen werden. Das Gesetz beließ das Wahlrecht den Adeligen sowie denjenigen, die städtisches Bürger-

recht besaßen, und erstreckte es auf sämtliche Männer im Alter von mindestens zwanzig Jahren, die in den Städten im Besitz eines Hauses im Werte von 300 Gulden, in den Landgemeinden eines Bodens in der Größe eines Viertel-Urbargrundstückes waren, weiters auf die Fabrikanten, die Kaufleute, die Handwerker, die mit wenigstens einem Gesellen arbeiteten, und außer ihnen auf jene Personen, die jährlich ein Mindesteinkommen von 100 Gulden hatten. Ärzte, Advokaten, Ingenieure, Professoren, Lehrer, Geistliche, Hilfsgeistliche, Gemeindeschreiber und Mitglieder der Akademie der Wissenschaften erhielten das Wahlrecht ohne Berücksichtigung ihres Einkommens. Dagegen waren Personen, die unter väterlicher Obhut, Vormundschaft oder dienstherrlicher Gewalt standen, ferner die wegen eines schweren Verbrechens verurteilt waren, vom Wahlrecht ausgeschlossen. Das passive Wahlrecht besaßen diejenigen, die aktiv wahlberechtigt waren, das vierundzwanzigste Lebensjahr vollendet hatten und der ungarischen Sprache — der ausschließlichen Sprache der Gesetzgebung — mächtig waren. Der gesetzlich festgelegte Zensus war nicht sehr hoch und obwohl die Mehrheit der Bauernschaft wegen ihres Bodenbesitzes unter einem Viertel-Grundstück sowie die Arbeiterschaft, die als unter dienstherrlicher Gewalt stehend betrachtet wurde, vom Wahlrecht ausgeschlossen waren, kann das Gesetz doch als positiver Schritt angesehen und in Anbetracht der Zeitverhältnisse als demokratisch bezeichnet werden.<sup>4</sup>

Um die territoriale Einheit des Staates zu sichern, legte GA VII/1848 die Vereinigung von Ungarn und Siebenbürgen fest. Das Gesetz bestimmte nur die Prinzipien der Union und enthielt ausführliche Verfügungen nur über die Ergänzung des Landtages durch siebenbürgische Abgeordnete, weiters ermächtigte es die Regierung, die notwendigen Schritte zur Durchführung der Vereinigung zu unternehmen und verpflichtete sie gleichzeitig, einen ausführlichen Gesetzesentwurf bezüglich der Union dem nächsten Landtag zu unterbreiten.

Die GAA VII—XIV/1848 beziehen sich auf die gesellschaftlichen Umwandlungen: Sie hoben die Adelsvorrechte auf und legten den Grundstein für die Bauernbefreiung. GA VIII schuf die Steuerfreiheit des Adels ab. GA IX hob die auf den Leibeigenen lastenden herrschaftlichen Dienstleistungen und die Patrimonialgerichte auf. GA XIII setzte den Kirchenzehent außer Kraft. GA XII legte die Grundzüge der Abgeltungsansprüche der Grundherren fest; als Grundlage galt nicht der Wert des Fronhofes, sondern der tatsächliche Nutzen, den der Grundherr aus ihm zog. Die Abgeltung erfolgte durch Ausgabe von zinstragenden Staatsschuldscheinen, die Einzelheiten sollte der folgende Landtag regeln. Die Aufhebung der Urbariallasten bedeutete nicht die wirtschaftliche Befreiung der gesamten Bauernschaft, da sich die Befreiung nicht

<sup>4</sup> A. CSIZMADIA: *A magyar választási rendszer 1848—1849-ben* (Das ungarische Wahlsystem in den Jahren 1848—1849). (Budapest, 1963.)

auf alle feudalen Vorrechte (wie z. B. auf den Weinzehent, auf das Schank- und Mühlrecht sowie auf andere sogenannte »kleinere königliche Nutzungsrechte«) erstreckte und jene als »vertragliche« Häusler und Leibeigene bezeichneten Bauern nicht miteinbezog, die nicht auf Grund eines Urbariums, sondern auf Grund eines mit dem Gutsherrn abgeschlossenen privatrechtlichen Vertrags sogenanntes »Allodial-« oder »Kurialland« besaßen und im allgemeinen der ärmsten Schicht der Bauernschaft angehörten.

Allgemein verbreitet ist die Auffassung, wonach die Gesetze von 1848 die vollständige Gleichberechtigung der Bauernschaft verwirklichten. Diese Auffassung beruht jedoch auf einem Irrtum. Die Gesetze von 1848 haben nämlich die Prügelstrafe nicht abgeschafft und die strafrechtliche Gleichberechtigung der Bauernschaft nicht festgelegt. Die Nichtadeligen konnten zu Beginn des Prozesses auch weiterhin verhaftet werden und ihr Berufungsrecht blieb ebenso beschränkt wie es vor 1848 war. Einige Komitate, wie Pest, Temes und Eisenburg (Vas) ersuchten Justizminister Franz Deák vergeblich, die Prügelstrafe abzuschaffen. Deák war dazu nicht bereit, zum Teil, weil kein Gesetz durch eine Ministerialverordnung abgeändert werden konnte, hauptsächlich aber deshalb, weil die Abschaffung der Prügelstrafe im damaligen unruhigen Zustand des Landes nicht zweckmäßig gewesen wäre. Bis Ende des Jahres 1848 verhängte das Gericht erster Instanz ziemlich oft die Prügelstrafe über Bauern. Diese wurde durch die höheren Instanzen nicht nur bestätigt, sondern manchmal auch noch verschärft. Vom Gesichtspunkt des Strafrechtes waren die Bauern bis Ende des Jahres 1848 benachteiligt.

GA XV/1848 hob die Avitizität auf, welche die Verkehrsfähigkeit der Adelsgüter beschränkte, und verpflichtete das Ministerium, auf Grund dieses Prinzips den Entwurf des Zivilgesetzbuches dem nächsten Landtag zu unterbreiten.

Die Komitatsangelegenheiten wurden durch GA XVI/1848 nur provisorisch geregelt. Als Grundprinzip wurde zwar eine Koordinierung der Komitatsverwaltung im Sinne der Ausdehnung der »allgemeinen Freiheit« dekretiert und dem Ministerium aufgetragen, dem kommenden Landtag einen Gesetzesentwurf im Sinne der Demokratisierung der Komitate auf der Grundlage der Volksvertretung vorzulegen, bis dahin aber sollte weiterhin das persönliche Stimmrecht nur der Adeligen auf den dringend einzuberufenden Vollversammlungen gelten. Das Gesetz legte auch fest, daß die Gemeindevertreter bei diesen Vollversammlungen gleichfalls über das Stimmrecht verfügen sollten. Es wurden aber weder Zahl noch Wahlmodus dieser Vertreter festgelegt. Diese Vollversammlungen sollten eine einzige Aufgabe lösen: die Wahl einer ständigen Kommission, bei deren Zusammensetzung sämtliche Volksklassen berücksichtigt werden mußten. Die so gewählte Kommission sollte alle jene Rechte ausüben, die früher im Wirkungskreis der Komitatsvollversammlungen lagen. Sie stand mit dem Ministerium in Verbindung und verfügte über die Beamten

des Komitates. Nach GA XVII/1848 konnte diese Kommission keine allgemeinen Beamtenneuwahlen abhalten. Der Obergespan besetzte die Stellen der fehlenden Beamten im Einverständnis mit der Kommission nur provisorisch.

Weit ausführlichere Verfügungen enthielten die GAA XXIII/1848 über die Städte und die sogenannten »freien Bezirke«. Auch in diesen Bereichen behielten alle das Wahlrecht, die es vorher besessen hatten. Aber alle, die den festgesetzten Zensus erbringen konnten, erhielten auch hier das Wahlrecht zugesprochen. In den Städten war dieser höher als der Zensus, den GA V bezüglich der Landtagswahlen vorgeschrieben hatte. Anders als in den Komitaten mußten in den Städten und in den freien Bezirken neue Gemeinderats- und allgemeine Beamtenwahlen abgehalten werden, und diese Wahlen mußten überall geheim sein. Das Gesetz dehnte die Jurisdiktion der Städte auch auf die innerhalb der Stadtgrenzen wohnenden Adligen aus.

Eine äußerst große Bedeutung hatte das Pressegesetz GA XVIII/1848, welches die Zensur aufhob, die allgemeine Pressefreiheit einführte, doch gleichzeitig das Erscheinen der politischen Blätter mit einer hohen Kautions von 10 000,— bzw. 5000,— Ft. belegte. Das Gesetz legte die Pressedelikte genau fest; somit war dies die erste moderne strafgerichtliche Regelung bürgerlichen Charakters in Ungarn. Die Strafbestimmungen sind genau und entschieden, ihre Eigenart entspricht den Entwürfen von 1843, indem sie nur die Höchststrafen feststellten. Das Pressegesetz regelte in großer Loyalität und unter scharfen Strafandrohungen den Schutz der Person des Königs, der Mitglieder des königlichen Hauses, der Thronfolgeordnung, die staatliche Einheit des Landes und die durch die Pragmatische Sanktion festgesetzten Verbindungen zu den anderen Ländern des Herrschers. Paragraph 6 des Gesetzes beschränkte allerdings diese Verbindungen ausschließlich auf das gemeinsame Herrscherhaus, auf die Personalunion. Infolgedessen hatte das Gesetz eine hervorragende verfassungsrechtliche Bedeutung, da es wiederholt die Unabhängigkeit des Landes betonte. Vom Standpunkt des Verfassungsrechtes ist es gleichfalls wesentlich, daß das Pressegesetz das Schwurgerichtsverfahren bei Presseverfehlungen einführte und das Ministerium ermächtigte, dieses Verfahren nach dem Entwurf des Jahres 1843 auf dem Verordnungswege zu regeln. Auf Grund dieser Ermächtigung erließ Justizminister Franz Deák bereits am 29. April 1848 die Verordnung für das Presseschwurgericht, welche — entsprechend dem Entwurf von 1843 und der französischen Strafprozeßordnung von 1791 — außer dem urteilenden Schwurgericht auch Anklageschwurgerichte (»grand jurys«) kannte. Die Verordnung führte zu einer weitgehenden Dezentralisierung; in jedem Komitat und in jeder größeren Stadt mußten Schwurgerichte aufgestellt werden, die nach den Grundsätzen der Öffentlichkeit, der Unmittelbarkeit und der Mündlichkeit zu wirken hatten. Jede im Verfahren mitwirkende Person, auch der Untersuchungsrichter und der Staatsanwalt,

mußten gewählt werden.<sup>5</sup> Diese Verordnung Deáks war Ungarns erste und in der ganzen Epoche gleichzeitig die fortschrittlichste, modernste Strafprozeßordnung. Die Schwurgerichte bildeten sich sehr rasch im ganzen Land; in das Pester Schwurgericht wurden auch die berühmtesten Schriftsteller und Dichter des Landes, wie z. B. Petőfi, Jókai, Vörösmarty, gewählt. Das Justizministerium achtete in vollem Maß die Unabhängigkeit der Schwurgerichte und übte auch auf ihre Zusammensetzung keinerlei Einfluß aus. Infolge der eingetretenen militärischen Ereignisse konnten die Schwurgerichte jedoch kaum ihre Tätigkeit entfalten, sie fällten insgesamt zwei Freisprüche, beide in Preßburg und beide in politisch angehauchten Angelegenheiten.

Zusammenfassend kann gesagt werden, daß die Gesetze vom April 1848 nur bezüglich des unabhängigen ungarischen Ministeriums, des ungarischen Reichstags, des Wahlrechts, der Pressefreiheit und der Presseverfahren ausführlichere Verfügungen enthielten. Die anderen Gesetze umfaßten nur Grundprinzipien, deren Ausarbeitung im einzelnen die Aufgabe des nächsten parlamentarischen Reichstags gewesen wäre. Dazu ist es aber, ebenfalls infolge der militärischen Ereignisse, nicht mehr gekommen. Der demokratische Geist der Rechtsschöpfung von 1848 wird aber auch durch jene Beschlüsse des Abgeordnetenhauses dokumentiert, durch welche die Aprilgesetze weiterentwickelt wurden. Die wichtigsten darunter waren folgende: die mit staatlicher Entschädigung verbundene Abschaffung des Weinzehents, die Verordnung für die auf legislativem Wege erfolgende Regelung politischer Verbrechen sowie die Beschlüsse, die das gesamte Strafrecht auf Grund der Entwürfe von 1843 zu regeln wünschten. Der Landtag beabsichtigte somit noch 1848, die Gesetze für die Aufhebung der Leibeigenschaft gemäß den Interessen der Leibeigenen weiterzuführen, die politischen Verbrechen in modernen Gesetzen zu kodifizieren und durch allgemeine Einführung der Schwurgerichte mit einem ganz neuen Richterapparat die vollständige Rechtsgleichheit zu verwirklichen.

## 2. Die Rechtsnormen des Jahres 1849

Die 1849 geschaffenen Rechtsnormen standen teilweise mit den Beschlüssen des Hauses vom Jahre 1848 in Zusammenhang. Das »Martialgesetz« vom 13. Februar 1849 wurde auf dem Entwurf aufgebaut, welchen Justizminister Franz Deák gemäß dem Parlamentsbeschluß vom 29. Juli 1848 am 31. Juli 1848 im Abgeordnetenhaus eingereicht hatte. Der Reichstag von Debreczin führte in diesem Entwurf nur solche Änderungen durch, die zu diesem Zeitpunkt wegen des Krieges erforderlich waren. Gemäß den klassischen bourgeois strafrechtlichen Prinzipien regelte das Gesetz peinlich genau und leicht

<sup>5</sup> Darüber ausführlich B. SARLÓS: *Az 1848—1849-es forradalom és szabadságharc büntetőjoga* (Das Strafrecht der Revolution und des Freiheitskampfes von 1848—1849). (Budapest, 1959) S. 31—49.

verständlich die wichtigsten Formen des Landesverrats und der Spionage; sein Verfahrensteil beruhte auf den Grundsätzen der Öffentlichkeit, der Mündlichkeit, der Unmittelbarkeit, der Parteiengleichheit und der verbindlichen Pflichtverteidigung. Diese Rechtsnorm hatte nur zum Teil standrechtlichen Charakter, da im Falle des Schuldspruches das Gericht zwar die Todesstrafe verhängen konnte, wogegen keine Berufung zulässig war, es aber möglich war, die Verhandlung zur Einholung von Beweisen zu vertagen bzw. auszusetzen. Wenn die Entscheidung des aus fünf Mitgliedern (zum Teil Militär-, zum Teil Zivilpersonen) bestehenden Gerichts nicht einstimmig war, mußte der Fall dem ordentlichen Gericht abgetreten werden; auch wenn die Schwere des Falles kein Todesurteil erforderte, war es möglich, den Fall auf den ordentlichen Gerichtsweg zu verweisen.<sup>6</sup> Die so organisierten Kriegsgerichte fällten insgesamt 122 Todesurteile; das bedeutendste Urteil war dasjenige gegen Emmerich Miskey, Regierungskommissar für Werbung, gefällt vom Feldgericht, das neben der Hauptarmee fungierte. Am 3. Mai 1849 erklärte der Reichstag die rückwirkende Kraft des Militärstrafgesetzes; die Verordnung Nr. 395/Präs. vom 20. Juni 1849, unterschrieben von Kossuth und von Justizminister Vukovics, bestimmte die Aufstellung eines einzigen zentralen Kriegsgerichts anstelle der bisherigen Kriegsgerichte. Gleichzeitig richtete Justizminister Vukovics im Justizministerium eine neue Staatsanwaltschaft ein, deren Aufgabe es war, in politischen Angelegenheiten bei der Anklageerhebung eine entsprechende Selektion durchzuführen. Die prinzipiellen Grundlagen dieser Selektion enthielt Vukovics's Verordnung Nr. 1242 vom 11. Mai 1849, welche aus dem Strafverfahren jeden Tatbestand ausschloß, der durch Feigheit hervorgerufen worden war, und vorschrieb, daß eine Anklageerhebung nur dann am Platz wäre, wenn die Handlung des Angeklagten auf einer tatsächlichen Aktion gegen das Vaterland oder auf Aufwiegelung beruhte.<sup>7</sup>

Die wichtigste Rechtsnorm von 1849 war selbstverständlich die Unabhängigkeitsdeklaration vom 14. April 1849, die das Haus Habsburg dethronisierte und verbannte sowie die restlose Selbständigkeit und Unabhängigkeit des Landes proklamierte. Bezüglich der Staatsform bedeutete die Unabhängigkeitsdeklaration nur eine provisorische Lösung, da Kossuths Wahl als Gouverneur-Präsident noch nicht die Proklamation der Republik darstellte. Vom staatsrechtlichen Standpunkt aus gesehen ist die am 2. Mai zwischen dem Gouverneur-Präsidenten und der neuen Regierung zustandgekommene Vereinbarung als Ergänzung der Unabhängigkeitsdeklaration zu betrachten. Diese Vereinbarung wurde durch das Abgeordnetenhaus noch am selben Tag behandelt und genehmigt. Dementsprechend gehörte die Bestimmung der nationalen Politik sowie jede Ernennung in den Wirkungskreis des Gouverneur-

<sup>6</sup> Ebd. S. 227—263.

<sup>7</sup> Ebd.

Präsidenten, doch waren alle seine Verordnungen nur mit ministerieller Gegenzeichnung gültig. Infolge der Dethronisation trat an Stelle des Ministers a latere des Königs der Außenminister. Die Begnadigung gehörte nicht zur Kompetenz des Gouverneur-Präsidenten, sondern wurde durch ein Gnadengericht unter dem Vorsitz des Justizministers ausgeübt. Die Unabhängigkeitsdeklaration räumte somit Kossuth keine Diktatorrechte ein, sondern verwandelte das Land im wesentlichen in eine bürgerliche Republik. Dies ging auch aus der Regierungserklärung der Regierung Szemere hervor, in der festgelegt wurde, daß die Politik der Regierung eine republikanische Richtung habe.

Laut Hausbeschluß vom 2. Mai 1849 wurde das Gnadengericht gebildet. Es hielt seine einzige Sitzung am 23. Juli 1849 in Szegedin ab und traf in sechs Fällen meritorische Entscheidungen. Unter den Mitgliedern dieses Gnadengerichts finden wir auch einen der hervorragendsten Dichter des Landes, Mihály Vörösmarty sowie einen der bekanntesten Schriftsteller: Miklós Josika. Justizminister Vukovics hat als Präsident die Sitzungen des Gnadengerichts nur geleitet, aber in keinem einzigen Fall seine Stimme abgegeben.

Für die Umwandlung des Rechtssystems war die durch den Justizminister gegengezeichnete Verordnung Nr. 86/Präs. des Gouverneur-Präsidenten vom 29. Mai 1849 ein Schritt von großer Bedeutung. Diese Verordnung löste die Kurie, deren Gepräge bisher feudal war, auf und errichtete an ihrer Stelle neue Obergerichte, die aus zwei Teilen bestanden: aus dem Landesgerichtshof und aus dem Septemviralgerichtshof. Die Motivierung der Verordnung ist von zwei Gesichtspunkten aus wichtig: Sie stellte fest, daß die neuen Obergerichte einen provisorischen Charakter hätten, das heißt, sie sollten nur bis zur Einführung des neuen, auf den Schwurgerichten basierenden Strafverfahrens fungieren, weiters bestimmten sie die höchsten moralischen Pflichten der Richter: unerschütterliche Treue zu den Gesetzen, Erhaltung des Vertrauens der Nation sowie standhafte Entschlossenheit in stürmischen Ereignissen. Im Interesse ihrer Durchführung wurde mit Verordnung Nr. 2679 des Justizministers vom 19. Juni 1849 veranlaßt, die Urteile zu überprüfen, welche die Kurie unter der österreichischen Besetzung gefällt hatte: man stellte den Personalstand fest und hob das Ruhen der Verfahren auf. Justizminister Vukovics richtete am 21. Juni 1849 an die Präsidenten Anweisungen, in welchen er die bis dahin üblichen Prügelstrafen untersagte, die ständischen Unterschiede bezüglich der Berufungen aufhob und die volle Öffentlichkeit der gerichtlichen Verhandlungen einführte. Mit diesen radikalen Verfügungen verwirklichte Justizminister Vukovics endlich die Gleichberechtigung der Bauernschaft.

Der neue Landesgerichtshof wickelte in Pest vom 23. bis 30. Juni 1849 Verhandlungen ab und fällte in einundzwanzig Fällen Urteile. Dieses Gericht hat in jedem einzelnen Fall von den durch die Gerichte erster Instanz verhäng-



ten Prügelstrafen Abstand genommen, weiters bestimmte es in einem Fall, daß der jugendliche Istók Szóke während seiner Einkerkierung statt der Prügelstrafe fortlaufend moralische Belehrung erhalten sollte.<sup>8</sup> Für die damalige Zeit war dies ein beispiellos fortschrittliches Urteil.

Die radikalen Verfügungen, die Vukovics im Interesse der Bauernschaft traf, standen im Zusammenhang mit dem durch das Justizministerium vorbereiteten und durch den Ministerrat angenommenen Gesetzesentwurf, wonach mittels eines gleichzeitigen staatlichen Schadenersatzes auch die kurialen Leibeigenen von den feudalen Lasten befreit werden sollten. Dieser Zusammenhang dokumentiert die Tatsache, daß die Gleichberechtigung der Bauernschaft vor dem Gesetz nur dann verwirklicht werden konnte, wenn der Regierungsbeschluß zur Weiterentwicklung der wirtschaftlichen Befreiung der Leibeigenen wenigstens im Prinzip zustandegekommen wäre. Dieser Zusammenhang wird sich auch im Rechtssystem nach 1867 zeigen.

Unter den Rechtsschöpfungen des Jahres 1849 müssen noch zwei Gesetze erwähnt werden: jenes über die nationalen Minderheiten, welches die Entwicklung der innerhalb des Landes lebenden nichtmagyarischen Völker zu sichern wünschte, und das Gesetz, welches die Gleichberechtigung der Juden festlegte. Beide Gesetze wurden in der Reichtagsperiode von Szegedin verabschiedet, doch erreichten sie wegen des baldigen Zusammenbruchs des Unabhängigkeitskrieges keine praktische Bedeutung mehr.

### 3. Neoabsolutismus und Provisorium

Nach dem Zusammenbruch des Unabhängigkeitskrieges wurden im Land, das seine staatliche Existenz verloren hatte, die Rechtszustände durch Patente geregelt, welche im absoluten kaiserlichen Wirkungsbereich erlassen wurden. Ein Teil dieser Patente legte die Durchführungsbestimmungen fest, die infolge der Aufhebung des Urbarialwesens und der Avitizität notwendig geworden waren, während ein anderer Teil die wichtigsten österreichischen Rechtsnormen in Kraft setzte. Eigene Patente setzten das österreichische Strafgesetzbuch und Strafverfahren, das österreichische Zivilgesetzbuch, Zivil- und Presseverfahren, die österreichische Grundbuchordnung in Kraft, um nur die wichtigsten zu erwähnen. Die Inkraftsetzung erfolgte durch separate Patente für Ungarn, Kroatien und Siebenbürgen. Durch die kaiserlichen Patente wurden die Verwaltung und die Rechtspflege voneinander getrennt, ein selbständiger Richter- und Staatsanwaltsapparat errichtet, ein neues, modernes Steuersystem eingeführt und die Finanzverwaltung neu organisiert.

Gleichzeitig mit der Erlassung des Oktoberdiploms von 1860 und mit der Wiederherstellung der königlich ungarischen Hofkanzlei sowie der könig-

<sup>8</sup> Ebd. S. 266.

lich ungarischen Statthaltereien verordnete der Herrscher auch die Einberufung der sogenannten Judexkurialkonferenz und die Restitution der ungarischen Obergerichte vor 1848. Die Judexkurialkonferenz hatte die Aufgabe, die bis dahin in Kraft getretenen österreichischen Rechtsnormen, die Normen des Staatsrechts und der Staatsverwaltung ausgenommen, mit den ungarischen Gesetzen, die vor 1848 gültig waren und die zum Teil 1848 erlassen wurden sowie mit dem ungarischen Gewohnheitsrecht zu vereinbaren. Die größtenteils aus konservativ eingestellten Mitgliedern bestehende Konferenz verrichtete diese Aufgabe Anfang 1861 und stellte ihre Beschlüsse in den sogenannten provisorischen Gerichtsnormen zusammen. Diese Zusammenstellung wurde durch den Herrscher akzeptiert, durch den ungarischen Reichstag 1861 als provisorische Aushilfe für brauchbar erachtet und selbstverständlich auch von der Kurie angenommen. Die provisorischen Gerichtsnormen, die sechs Jahre vor dem politischen Ausgleich geschaffen worden sind, bedeuteten eigentlich einen die Justiz betreffenden separaten Ausgleich und erleichterten in hohem Grad die Lage der ungarischen Regierungen nach 1867. Diese Normen erstreckten sich jedoch nur auf Ungarn im engeren Sinn, während in Siebenbürgen und in Kroatien auch weiterhin die österreichischen Rechtsnormen in Gültigkeit blieben. Demzufolge entstanden nach 1861 große Unterschiede in der Rechtssituation. Unter den umfangreichen provisorischen Gerichtsnormen waren nachstehende die wichtigsten:

Auf dem Gebiet des Strafrechts wurde die Gültigkeit der Gesetze und der Praxis vor 1848 wiederhergestellt, doch mit der Abweichung, daß der Unterschied zwischen den Adligen und den Nichtadeligen aufgehoben wurde. Für die Nichtadeligen blieb jedoch die Prügelstrafe im Falle von Übertretungen aufrecht, was für die Bauernschaft sehr nachteilig war, zumal diese Delikte größtenteils aus sogenannten feldpolizeilichen Übertretungen bestanden. Die Regelung erweiterte die Berufungsberechtigung auch auf Nichtadelige und führte in den Strafprozessen allgemein das sogenannte summarische, das heißt das mündliche Verfahren ein. Die Einzelheiten und die wichtigsten Momente dieses mündlichen Verfahrens waren jedoch nicht genau festgesetzt. Die Judexkurialkonferenz lehnte Franz Deáks Antrag ab, wonach der Strafrechtsentwurf von 1843 in Kraft gesetzt werden sollte. Gemäß dieses Entwurfes hätte man auch für Übertretungen keine Prügelstrafe verhängen können, und die gewählten Schwurgerichte wären Strafgerichte mit allgemeiner Befugnis geworden. Demgegenüber stellte die Regelung — mit kleineren Modifizierungen — die vor 1848 bestandenen Gerichte wieder her und schaffte damit die zur Zeit des Neoabsolutismus durchgeführte Trennung der Verwaltung und der Rechtsprechung ab. Die Regelung setzte das österreichische Straf- und Zivilgesetzbuch außer Kraft, hielt jedoch die Urbarial- und Grundbuchpatente sowie die mit der Grundbuchordnung zusammenhängenden Teile des österreichischen Zivilgesetzbuches aufrecht. Dagegen wurden wesentliche Modifizierungen und

Vereinfachungen des Zivilverfahrens vor 1848 durchgeführt; eine der wichtigsten Verordnungen war jene, wonach bei den meisten Prozessen das dem Wechselgesetz entsprechende schnellere Verfahren allgemein angewendet wurde. Die österreichischen Rechtsnormen des Erbrechts wurden außer Kraft gesetzt und das Erbrecht wurde mit Aufrechterhaltung des Rückfallgutes ausführlich geregelt. Die Regelung modifizierte auch das österreichische Berggesetz erheblich und zwar dadurch, daß sie die Interessen der Gutsbesitzer in den Vordergrund stellte. Der hochgradige Interessenschutz der Gutsbesitzer kam übrigens im überwiegenden Teil der Regelung zur Geltung. Gerade deshalb blieb ein Großteil der Bestimmungen auch nach dem Ausgleich in Geltung.

### III. Die Periode des Dualismus

#### 1. Der Ausgleich von 1867

GA XII/1867, der den Ausgleich von ungarischer Seite in Rechtsform festlegte, erhob formell keinerlei Einwände dagegen, daß die ungarische Gesetzgebung ihr selbständiges Rechtssystem nach eigenem Ermessen entwickeln könne. Ausgenommen davon waren die gemeinsamen Angelegenheiten und die Angelegenheiten gemeinsamen Interesses (auch als dualistisch, quasi oder paktiert gemeinsam bezeichnet). Der begrenzte Umfang dieser Studie ermöglicht uns nicht, GA XII/1867 ausführlich zu besprechen und zu würdigen.<sup>9</sup> Es sei nur kurz erwähnt, daß das politische Wesen des Ausgleichs nicht nur in diesem Gesetz, sondern auch in anderen Rechtsnormen, die die Gesetze von 1848 modifizierten, Ausdruck gefunden hat. Wir müssen zwei dieser Rechtsnormen hervorheben: GA X/1867 sowie die vertrauliche Puntation Nr. 64 M. E./1867, die der am 17. März 1867 unter dem Vorsitz des Königs gehaltene Ministerrat angenommen hatte.

Durch GA X/1867 wurde GA IV/1848 in mancher Hinsicht modifiziert und es wurde bestimmt, daß der König den Reichstag auch vor der meritorischen Beschlußfassung bezüglich des Budgets und der Staatsschlußrechnung auflösen, vertagen oder aufheben könne und falls er von diesem seinem Recht Gebrauch mache, den Reichstag noch im selben Jahr einberufen müsse. Diese Einberufung habe so zu erfolgen, daß bis zum Jahresende die Budgetdebatte und die Behandlung der Staatsschlußrechnung noch erfolgen könnte. Von der Lage im Jahre 1848 abweichend wurde somit die meritorische Beschlußfassung keine Voraussetzung für die mögliche Auflösung. Mit Hilfe der äußerst geschickt formulierten Gesetzesänderung wurde das im Jahre 1848 aufgebaute Machtübergewicht des Parlamentes gegenüber dem König ab-

<sup>9</sup> Die deutsche Übersetzung des GA XII bei BERNATZIK: *Die österreichischen Verfassungsgesetze*, S. 329—350. Vgl. unter anderem A. RADVÁNSZKY: *Das ungarische Ausgleichsgesetz vom Jahre 1867*; in: *Der österreichisch—ungarische Ausgleich von 1867. Vorgeschichte und Wirkungen*, hrsg. v. P. BERGER (Wien—München, 1967), S. 90—112.

gebaut. Durch die Auflösung oder Vertagung des Reichstages war der Herrscher in der Lage, die Regierungsverantwortlichkeit dem Reichstag gegenüber zu unterbinden. Franz Joseph I. bestand in entschiedenster Weise auf einer solchen Änderung. Er hatte auch allen Grund dazu, war es doch gerade Franz Deák, der am 12. Dezember 1848 im Abgeordnetenhaus betont hatte, der Landtag könne durch den König nicht aufgelöst werden, solange keine Entscheidung bezüglich des Budgets getroffen sei. Am 7. Oktober 1848 hatte denn auch das Abgeordnetenhaus den gesetzwidrig ernannten Ministerpräsidenten Adam Récsei ohne Zögern in den Anklagezustand versetzt.

Mit GA X/1867 stand die Punktation Nr. 64 M. E./1867 des Minister-rates in Zusammenhang, durch welche das sogenannte Vorsanktionierungsrecht des Königs eingeführt wurde; die Regierung konnte dem Reichstag nur solche Gesetzentwürfe und sonstige wichtige Vorschläge unterbreiten, die der König vorher angenommen und mit einer Genehmigungsklausel versehen hatte. Der spätere Ministerratsbeschluß, Nr. VI 3889/1897, traf dieselben Verfügungen.<sup>10</sup>

Beide Beschlüsse führten genau die Angelegenheiten an, in denen die Entscheidung der Regierung eine königliche Genehmigung benötigte. Dieses Genehmigungsrecht des Königs wurde für einen sehr weiten Kreis festgelegt, so z. B. erforderte jede wichtige Ernennung, jedes staatliche Bauvorhaben, jeder bedeutendere Pachtvertrag und die 1000 bzw. 2000 Gulden übersteigenden Belohnungen der Beamten und Bediensteten eine königliche Genehmigung. 1848 besaß der König keine derart weitgehende Mitsprache in Regierungs- und Verwaltungsfragen und er hatte insbesondere kein vorheriges Sanktionierungsrecht. Im gegenseitigen Verhältnis des Königs und der Regierung ist seit 1867 somit die königliche Macht vorherrschend geworden. Dies entsprach vollkommen dem Paragraphen 11 des GA XII/1867, welcher im Gegensatz zum GA III/1848 die militärischen Hoheitsrechte des Königs ausdrücklich anerkannte. Darauf kann zurückgeführt werden, daß der GA XII/1867 das Gegenzeichnungsrecht der gemeinsamen Minister ungeklärt und ihre strafrechtliche Verantwortlichkeit zur Illusion werden ließ.

Im gegenseitigen Verhältnis der obersten Staatsorgane erfolgte somit in Ungarn eine entscheidende Änderung im Vergleich zu 1848: Die Regierung hing viel eher vom König als vom Reichstag ab; das Recht der Gesetzesinitiative des Reichstags und seiner Mitglieder trat wegen des vorherigen Sanktionierungsrechts des Königs in den Hintergrund. Das Regierungssystem blieb trotzdem parlamentarisch; die Staatsangelegenheiten konnten gemäß der Verfassung nur durch eine Regierung geführt werden, die

<sup>10</sup> Beide Verordnungen abgedruckt in *Magyar Minisztertanácsi Jegyzőkönyvek az első világháború korából, 1914–1918* (Ungarische Ministerratsprotokolle aus der Zeit des Ersten Weltkrieges, 1914–1918), hrg. v. E. IVÁNYI (Budapest, 1960), S. 531–541. Siehe BARANY: *Ungarns Verwaltung*, S. 403–406.

das Vertrauen des Reichstags besaß und dort die Mehrheit innehatte, denn bezüglich der Budgetfeststellung und der Rekrutenbewilligung blieb die Kompetenz des Reichstags erhalten. Hinsichtlich seiner objektiven Bedeutung ist dieser Wirkungskreis sogar noch größer geworden als im Jahre 1848, denn obwohl der Reichstag sich betragsmäßig mit den Kosten der gemeinsamen auswärtigen Angelegenheiten und der gemeinsamen Armee nicht befassen konnte (dies war die Aufgabe der Delegationen), mußte der proportionale Teil dieser gemeinsamen Kosten in das ungarische Budget eingebaut werden. Somit konnte das Abgeordnetenhaus mit seinem Mißtrauensvotum oder mit seinem Widerstand gegen die Modifizierung des Wehrsystems nicht nur auf die lebenswichtigen Angelegenheiten Ungarns, sondern auch auf die der gesamten Monarchie einen Einfluß ausüben. Dieser Einfluß konnte sogar bei der Einhebung der gemeinsamen Kosten zum Tragen kommen, da diese in Ungarn ausschließlich in den Wirkungskreis der ungarischen Verwaltungsorgane fiel. Wie nachstehend ersichtlich sein wird, mußten auf Grund der Verwaltungsgesetze solche Kosten nicht erhoben werden, die durch den Reichstag nicht angenommen worden waren und es mußten sogar die Rekruten nicht gestellt werden, wenn die Kosten nicht durch den Reichstag gebilligt wurden. Da außerdem gemäß Paragraph 8 des GA XII/1867 der gemeinsame Außenminister zur Erledigung der auswärtigen Angelegenheiten das Einverständnis und die Genehmigung beider Ministerien, also auch des ungarischen Ministeriums, erhalten mußte, hatte der ungarische Reichstag nicht nur anläßlich der Budgetdebatte sondern sozusagen ständig die Möglichkeit, seinen Einfluß auf die gemeinsamen auswärtigen Angelegenheiten auszuüben. Vor 1848 besaßen weder der Landtag noch die Regierung einen derart weitgehenden und rechtlich gesicherten Einfluß auf die auswärtigen Angelegenheiten. Gerade diese Konstruktion des Ausgleichsgesetzes liefert die Erklärung und das Verständnis für die Anerkennung und die Erweiterung der absoluten Rechte des Königs, welche auf anderen Gebieten erfolgte.

Die Anerkennung des vorherigen Sanktionierungsrechtes sowie die Erweiterung der königlichen Ernennungs- und Genehmigungsrechte erlangten in Ungarn sehr große praktische Bedeutung. Im Gegensatz zu Österreich fehlten nämlich in Ungarn noch die wichtigsten Gesetzbücher und im Jahre 1867 wartete man auf den Aufbau des modernen Staatsapparates. Im Staats- und Rechtsleben gab es fast keine bedeutende Frage, in welcher nicht ein neues Gesetz geschaffen und dessen Entwurf zur vorherigen Genehmigung dem König unterbreitet werden sollte. Wenn also die Rechte des Königs sowohl gegenüber dem Reichstag als auch der Regierung größer geworden waren, konnte in Ungarn nur ein solcher Staatsapparat aufgebaut werden, der hinsichtlich seiner Organisationsprinzipien und des anzuwendenden Rechtsmaterials mit dieser Ausbreitung der absoluten königlichen Rechte im Einklang stand. Der ungarische Staatsorganismus mußte nach 1867 somit not-

wendigerweise von den prinzipiellen Grundlagen der Rechtssetzung von 1848 abweichen. Hinsichtlich der Kodifikation brachte diese notwendige Abweichung die ersten ungarischen Regierungen jedoch in eine schwierige Lage, da sie sich bemühen mußten, die Abweichung so wenig wie möglich erkennbar werden zu lassen, denn sonst hätten sie den politischen Widerstand gegen den Ausgleich nur noch erhöht. Die Schwierigkeiten in der Kodifikation wurden auch dadurch verursacht, daß Franz Deák und die Mehrheit seiner Partei nicht in allen Fragen der Gesetzesbestimmungen, die noch zu erlassen wären, einer Meinung waren. In einigen prinzipiellen Fragen des Staatsaufbaues bekannte sich Franz Deák, wie auch die Mehrheit seiner Partei, zu liberaleren Ansichten. Daher kam der Aufbau des ungarischen Staatsapparates und Rechtssystems nur schwerfällig in Gang und wurde erst nach der Fusion der Deák-Partei mit der Linken Mitte sowie nach der Festigung des Dualismus und nach Deáks Tod etwas beschleunigt. Die Inartikulierung der bürgerlichen Rechte wurde aber auch dadurch gehemmt, daß einerseits die Frage der nationalen Minderheiten ungelöst war, andererseits die feudalen Überreste nur sehr langsam, im Laufe mehrerer Jahrzehnte, und zu Lasten der Bauernschaft abgeschafft wurden. Die Verteidigung der Interessen des Großgrundbesitzes blieb eine stets durchdringende Tendenz der ungarischen Gesetzgebung und kann bis zum Ende des Dualismus in fast allen Zweigen des Rechtssystems nachgewiesen werden. Die ungarischen Rechtszustände wurden auch dadurch stark beeinflußt, daß — im Gegensatz zum österreichischen Staatsrecht — das ungarische Staatsrecht die Möglichkeit einer Regierung mittels Notverordnungen nicht kannte. Anders als in Österreich konnte dementsprechend in Ungarn die Ausbreitung des Wahlrechts nicht ernsthaft verwirklicht werden, da dies in erster Linie die Interessen der Großgrundbesitzerklasse und gleichzeitig die Aufrechterhaltung des Dualismus gefährdet hätte.

Nach dem Zustandekommen des Ausgleichs erhielt die Regierung Andrássy auf ihr Ersuchen die Ermächtigung, die Presseschwurgerichtsverordnung vom 29. April 1848 zu modifizieren und durch die Einberufung der 1861 gebildeten »ständigen Kommissionen« die Komitatsverwaltung neu zu beleben. Diese Ermächtigung stellte eine bedeutende Abweichung von den Prinzipien der Gesetze des Jahres 1848 dar. Man versuchte, die Absicht zu verdecken, beim Aufbau des Staatsapparates immer mehr vom Wahlprinzip abzurücken. Die in späteren Jahren erlassenen Gesetze rückten dann offen vom Wahlprinzip ab oder beschränkten es auf ein enges Gebiet. Die Bedeutung der durch die Regierung verlangten Ermächtigung wurde beinahe ausschließlich von den Abgeordneten der nationalen Minderheiten erkannt, da diese am ehesten die Interessen der Nationalitäten verletzte. Obwohl die Nationalitätenabgeordneten dagegen opponierten, erhielt die Regierung die Ermächtigung ohne größere Schwierigkeiten.

Auf Grund der Ermächtigung erließ der Justizminister am 17. Mai 1867 die Verordnung Nr. 307/Präs.,<sup>11</sup> die im Presseschwurgerichtsverfahren eine weitgehende Zentralisierung einführte, indem sie nur in Pest, Debreczin, Eperjes, Güns (Kőszeg) und Tyrnau (Trnava, Nagyszombat), das heißt an den Sitzen der Bezirkstafel, die Errichtung von Schwurgerichten anordnete, während sie im Jahre 1848 an jedem Munizipalsitz eingerichtet werden mußten. Diese Zentralisierung war für die Nationalitäten äußerst nachteilig, da die Journalisten der nationalen Minderheiten weit von ihren Wohnorten, in Städten mit magyarischer Mehrheit, meistens in Pest, wegen ihrer Zeitungsartikel zur Verantwortung gezogen wurden. Die Verordnung hob gleichzeitig die Anklageschwurgerichte auf, womit sie eine wichtige Prozeßgarantie der Deákschen Verordnung vom 29. April 1848 derogierte. Die Verordnung wich weiters vom Wahlprinzip der Rechtsnorm von 1848 ab und bestimmte, daß jedes Organ, welches im Schwurgerichtsverfahren eine Rolle spielte, ernannt werden müßte. Die Verordnung setzte die zum Schuldspruch nötige Zahl der Stimmen herab und schaffte auch die Pflichtverteidigung ab. Von 1867 an wurden somit der Staatsanwalt, der Untersuchungsrichter, das Spruchgericht und die Geschworenen nicht gewählt, sondern teils durch den Justizminister, teils durch die städtischen Munizipien ernannt, teils auch durch die Tafeln delegiert, die ebenfalls aus ernannten Mitgliedern bestanden. Diese Verfügungen waren bereits Vorboten der 1869 generell durchgeführten Ernennung der Richter; gleichzeitig ein Beweis für den planmäßigen Aufbau der Staatsverwaltung.

1867 wurde die Neugestaltung der Munizipien mit der Einschränkung des Wahlprinzips gekoppelt. In den Komitaten mußten keine Neuwahlen durchgeführt werden, sondern es wurden jene Mitglieder der ständigen Kommissionen einberufen, die schon 1861 gewählt worden waren. Abweichend von den Gesetzen von 1848 hielten die solcherart neugestalteten Kommissionen auf Grund der Nominierungen der Obergespane allgemeine Beamtenneuwahlen ab. 1848 besaßen die Obergespane kein solches allgemeines Nominierungsrecht, doch jetzt erstreckte sich dieses auch auf die Mitglieder der Komitatsgerichte. Die nach drei Jahren verabschiedeten neuen Verwaltungsgesetze bauten sodann auf dem Prinzip des erweiterten Wirkungskreises der Obergespane auf.

Zum Unterschied von den Komitaten mußte man in den Städten und in den sogenannten freien Bezirken Gemeinderatswahlen abhalten, deren Vorbereitung ebenfalls zu dem Wirkungskreis der 1861 geschaffenen Gemeinderäte gehörte. Für Siebenbürgen gaben die Regierung und der königliche Kommissar von Siebenbürgen besondere Verordnungen aus, nach welchen nicht in allen Städten Beamtenneuwahlen abgehalten werden mußten, und abwei-

<sup>11</sup> Magyarországi Rendeletek Tára (Ungarisches Verordnungsblatt), S. 89—115.

chend von den Gesetzen von 1848 durften hier überhaupt keine geheimen Wahlen stattfinden. In Siebenbürgen hielt die Regierungsverordnung auch weiterhin die vor 1867 erlassenen österreichischen Gerichts- und Rechtsvorschriften aufrecht, so daß dort 1867 auch keine Presseschwurgerichte gebildet wurden, sondern die österreichischen Pressevorschriften vorübergehend in Geltung blieben. Erst 1871 wurde für ganz Siebenbürgen ein einziges Presseschwurgericht in Neumarkt an der Maros (Marosvásárhely, Tîrgu Mureş) eingerichtet.

Über das Verhältnis der Munizipien zur Regierung sowie über den Wirkungskreis der Munizipien erließ die Regierung am 10. April 1867 eine Verordnung mit prinzipiellem Inhalt. Diese Verordnung enthielt keine konkreten Verfügungen, sondern bestimmte nur im allgemeinen das Selbstverwaltungsrecht der Munizipien, sie stellte weiters fest, daß die nationalen Interessen durch die Regierung, die ortsbehördlichen Interessen durch die Munizipien gewahrt werden mußten. Die Regierung werde die autonomen Rechte achten, doch erwarte sie, daß die Munizipien ihrerseits mitwirkten, die Stärke und das Ansehen der Regierung zu heben. Ferner enthielt die Verordnung prinzipielle Anweisungen bezüglich der Verantwortung der Munizipien sowie hinsichtlich der maßgebenden Standpunkte bei Richter- und Beamtenwahl. Die Prinzipien der Verordnung hörten sich sehr schön an, doch sicherte keinerlei kategorische Verfügung, daß diese auch zur Geltung kämen. Die 1870 und 1871 erlassenen neuen Verwaltungsgesetze haben diese Prinzipien nur formell anerkannt, während ihre praktischen Verfügungen die Prinzipien nicht berücksichtigten.

Nachdem diese ersten Regierungsverordnungen, weiters das neue Steuersystem und der Aufbau der Finanzverwaltung (die im wesentlichen mit den zur Zeit des Absolutismus erlassenen übereinstimmten) inartikuliert worden waren, ging man zur Erlassung von Organisations- und Verfahrensbestimmungen über. Materielles Recht wurde erst später oder überhaupt nicht erlassen. Somit entstand eine ganz sonderbare Lage: Nach der Schaffung der neuen Richter- und Staatsanwaltsorganisation 1871 fehlten die Gesetzbücher, auf Grund derer die Gerichte ihre Urteile hätten sprechen sollen. Gesetzbücher für das Privatrecht wurden überhaupt nicht geschaffen, obwohl die Gesetzgebung von 1848 ihre Kodifizierung bereits verpflichtend vorgeschrieben hatte; das Strafgesetzbuch trat erst am 1. September 1880 in Kraft. Der Strafkodex hätte die Schaffung einer einheitlichen Strafprozeßordnung unbedingt erforderlich gemacht, diese wurde jedoch erst 1896 abgeschlossen und trat am 1. Jänner 1900 in Kraft. 1868 entstand zwar eine neue Zivilprozeßordnung, GA LIV/1868, aber trotz ihrer fortschrittlichen Passagen legte sie äußerst schwerfällige Prozeßformen fest, führte ein starres Beweissystem ein und kannte die verschiedensten Eidesformen. Sie wurde bis Ende des Jahrhunderts mehrfach novelliert. Eine neue Zivilprozeßordnung, die den Ansprüchen der



bürgerlichen Gesellschaft in jeder Hinsicht entsprach, wurde erst 1911 fertiggestellt und trat am 1. Januar 1915 in Kraft.

In Verwaltungsfragen war die Lage gleichfalls sehr verworren. Die in den Jahren von 1870 bis 1872 geschaffenen Gesetze für die Komitatsverwaltung und für die Verwaltung der Städte und Gemeinden waren sowohl vom Geiste der Autonomie als auch von dem Konzept der Zentralisierung getragen. Es lag in der Absicht der Regierung, die Autonomie einzuschränken und die Zentralisation voranzutreiben. 1876 wurden die Verwaltungsausschüsse geschaffen, die im Rahmen der Zentralisierungstendenzen mit ernannten Beamten die Verwaltung koordinieren sollten, aber Verwaltung und Verwaltungsverfahren ungeheuer komplizierten.<sup>12</sup> Die Einheitlichkeit und die Legalität der Verwaltung wurden dadurch gefährdet, daß während der ganzen Periode des Dualismus kein Gesetz für das Verwaltungsverfahren geschaffen worden war, was praktisch den diskretionären Wirkungskreis der Verwaltungsorgane ausdehnte.

Die Lage war in hohem Maße auch deshalb unübersichtlich, weil in Siebenbürgen, in Kroatien und teilweise in Fiume in mancher Hinsicht andere Rechtsnormen gültig waren als in Kernungarn. Kroatien machte weitgehend Gebrauch von seiner Justizautonomie, die ihr durch den GA XXX/1868 gewährt worden war. Ihr Rechtssystem stand dem österreichischen viel näher als dem ungarischen. Dies erschwerte die Übersichtlichkeit und Einordnung der Rechtsnormen. Es kam bis Ende des Jahrhunderts häufig vor, daß eine Strafsache in Siebenbürgen auf Grund des ungarischen Gesetzbuches, in erster und zweiter Instanz gemäß der österreichischen Strafprozeßordnung, in dritter Instanz jedoch nach ungarischem Gewohnheitsrecht entschieden werden mußte. Umgekehrt war die Situation bei Zivilprozessen, die in Siebenbürgen nach dem österreichischen Zivilgesetzbuch, aber nach den Prozeßgrundsätzen der ungarischen Zivilprozeßordnung abgewickelt werden mußten. In einer derart komplizierten Lage wäre die Errichtung eines Verfassungsgerichtshofes dringend erforderlich gewesen, doch Deáks diesbezüglicher Vorschlag wurde 1869 durch das Abgeordnetenhaus verworfen. Die Verwaltungsgerichtsbarkeit wurde erst 1896 eingeführt. Die sachliche Kompetenz war aber mehr als eng, so daß der Verwaltungsgerichtshof seine Kontrollfunktion kaum wahrnehmen konnte.

\*

Die Kompetenz der Rechtsverhältnisse in Ungarn lassen es geboten erscheinen, die Rechtsmaterie in drei Gruppen einzuteilen: 1. Verfassungsrecht (Reichstag und Regierung); 2. Gerichtsorganisation und kodifikatorische Leistungen; 3. Verwaltungsgesetze. Jede Gruppe soll im folgenden gesondert dargestellt werden.<sup>13</sup>

<sup>12</sup> Für die Entwicklung der Verwaltungsorganisation siehe BARANY: *Ungarns Verwaltung*, S. 421–426.

<sup>13</sup> Vgl. allgemein B. SÁRLÓS: *A kiegyezés magyarországi jogpolitikája* (Die Rechtspolitik des Ausgleichs in Ungarn); in: Századok, 102 (1968) Nr. 5–6.

## 2. Weiterentwicklung des Verfassungsrechtes

Die Legislaturperiode wurde durch GA I/1866 von drei Jahren auf fünf Jahre erhöht. Auch die Abgeordneten wurden für fünf Jahre gewählt. Nach dem ungarisch-kroatischen Ausgleichsgesetz, GA XXX/1868, wählte der kroatische Landtag vierzig Abgeordnete in das Abgeordnetenhaus und drei Mitglieder in das Magnatenhaus. Nach mehrmaliger Modifikation der Zahl und der Größe der Wahlbezirke hatte das Abgeordnetenhaus schließlich 453 Mitglieder: 413 Abgeordnete wurden in den 413 Wahlbezirken Ungarns und 40 durch den kroatischen Landtag gewählt.

Die Reform des Jahres 1885, GA VII/1885, brachte eine wesentliche Änderung in der Zusammensetzung des Magnatenhauses. Die erblichen Mitglieder verloren ihre Mitgliedschaft im Magnatenhaus, wenn ihre Grundsteuer 3000 Gulden nicht erreichte; die Mitgliedschaft im Magnatenhaus erlosch für die Obergespane und für die Weihbischöfe, zwei ausgenommen. Außer den hohen kirchlichen Würdenträgern der katholischen und der griechisch-orthodoxen Kirche erhielten die kirchlichen bzw. die weltlichen Leiter der evangelischen, der reformierten und der unitarischen Kirche ebenfalls eine entsprechende Zahl von Vertretungen. Auf Grund ihres Dienstranges waren der Präsident und der Vizepräsident der königlichen Kurie, der Präsident der Budapester königlichen Tafel sowie seit 1896 der Präsident und der Vizepräsident des Verwaltungsgerichts auch Mitglieder des Magnatenhauses. Auf Grund eines Antrages des Ministerrates konnte der König verdiente Männer zu Mitgliedern des Magnatenhauses ernennen, die diesen Platz lebenslänglich innehatten. Ihre Zahl durfte aber fünfzig nicht überschreiten. Jene Magnaten, die auf Grund des eingeführten Vermögenszensus ihre Mitgliedschaft verloren hatten, wählten aus ihrer Mitte 1885 fünfzig Vertreter, die in der Magnatentafel vertreten waren. Bei Erlöschen des Mandates konnten sie nicht durch neue Mandate ersetzt werden.

Um die Unabhängigkeit des Abgeordnetenhauses zu sichern, wurden Gesetze ins Leben gerufen, welche die Inkompatibilität der Abgeordneten regelten. Das erste unter diesen Gesetzen, GA I/1875, erwies sich als nicht wirksam und wurde deshalb durch den GA XXIV/1901 verschärft. Das Gesetz teilte die Gründe der Inkompatibilität in vier Gruppen ein: Abhängigkeit, Interessiertheit, Intervention und strafrechtliche Gründe. Mit Ausnahme der Minister und je eines Staatssekretärs sowie der Leiter einiger zentraler Institutionen konnten folgende Personen keine Abgeordneten werden: die von königlicher Designierung oder von der Ernennung durch die Regierung abhängigen Staatsbeamten, die Lieferanten der Regierung, Personen, die mit der Regierung im Pachtverhältnis oder in geschäftlicher Verbindung standen, die Angestellten von Geldinstituten, Personen, die wegen eines schwereren Deliktes verurteilt worden waren und solche, die im materiellen Interesse anderer

bei der Regierung interveniert hatten. Die Rechtssprechung bei der Inkompatibilität wurde durch Ausschüsse des Abgeordnetenhauses ausgeübt.

Das Wahlgesetz vom Jahre 1874, GA XXXIII/1874, brachte keine Änderung in der gesellschaftlichen Zusammensetzung des Abgeordnetenhauses. Diese Rechtsnorm wich im wesentlichen vom Wahlgesetz des Jahres 1848 nur insofern ab, als sie den Vermögenszensus im allgemeinen gemäß den neuen Steuergesetzen feststellte und besagte, daß Personen, die mit ihrer Steuerleistung im Rückstand waren, ihr Wahlrecht nicht ausüben könnten. Diese Bestimmung war bis Ende des Jahrhunderts gültig und wurde erst durch GA XV/1899 aufgehoben. Infolge der unterschiedlichen Besitzverhältnisse blieben auch die Differenzen zwischen dem Vermögenszensus in Ungarn und in Siebenbürgen aufrecht. Das Wahlrecht von 1874 bedeutete einen Rückschritt im Vergleich zur Rechtsnorm von 1848, da sich wegen der Steuerrückstände die Zahl der Wähler verminderte, also trotz der ziffernmäßigen Vermehrung der Bevölkerung noch im Jahre 1918 niedriger war als 1870. Die späteren Wahlgesetze, GA XIV/1913 und GA XVII/1918, hätten die Zahl der Wähler — deren Auslese von verschiedenen Kriterien abhängig war, wie z. B. dem Steuerzensus oder der Schulbildung — zwar vermehrt und zum Teil auch geheime Wahlen eingeführt, doch waren sie weit entfernt von der Anerkennung des allgemeinen und geheimen Wahlrechts.<sup>14</sup> Die zwei Wahlgesetze erreichten jedoch keine praktische Bedeutung, da auf dieser Grundlage in Ungarn keine Wahlen mehr abgehalten wurden.

Bis zum Ende des Dualismus verändert sich der Wirkungskreis der Regierung nicht, nach dem ungarisch-kroatischen Ausgleich wurde die Zahl der Minister aber erhöht: Der Minister (ohne Portefeuille) für Kroatien kam dazu. Ferner bewirkte die wirtschaftliche Entwicklung, daß 1889 selbständige Ministerien für Ackerbau und für Handel geschaffen wurden. Außer dem Ministerpräsidenten hatte die Regierung somit neue Mitglieder: Innen-, Finanz-, Handels-, Ackerbau-, Kultus- und Unterrichts-, Justiz-, Landesverteidigungsminister sowie den Minister a latere und den kroatischen Minister.

Die Verpflichtung der Regierung, sich an das Budget zu halten, wurde seit 1870 durch den neugeschaffenen Staatsrechnungshof kontrolliert (GA XVIII/1870). Seine Organisation und die Funktion wurden 1880 und 1897 modifiziert. Seit 1914 hieß er Oberster Staatsrechnungshof. Der Präsident dieses Amtes wurde durch den König, unter Gegenzeichnung des Ministerpräsidenten ernannt. Der Reichstag hatte einen Dreivorschlag zu unterbreiten. Der oberste Staatsrechnungshof hatte das Recht, die Akten und Rechnungsführung aller Ministerien und aller mit selbständigem Anweisungsrecht ausgestatteten Staatsbehörden zu überprüfen, und war verpflichtet, von den Ergebnissen seiner Kontrolle vierteljährlich einen Bericht zu

<sup>14</sup> Für die Wahlordnungen siehe BARANY: *Ungarns Verwaltung*, S. 419, 460.

verfertigen, weiters die Staatsschlußrechnung des vorigen Jahres und den staatlichen Vermögensausweis dem Ministerpräsidenten bekanntzugeben. Diese Berichte wurden durch den Ministerpräsidenten dem Reichstag vorgelegt, es bestand somit keine unmittelbare Beziehung zwischen dem Obersten Staatsrechnungshof und dem Reichstag.

### *3. Gerichtsorganisation und kodifikatorische Leistungen*

Der GA IV/1869 bezüglich der Ausübung der richterlichen Gewalt ist als Grundpfeiler des ganzen ungarischen Rechtssystems zu betrachten. Dieses Gesetz legte eine ganze Reihe fortschrittlicher bürgerlicher Prinzipien fest, namentlich die Unabhängigkeit und Unabsetzbarkeit der Richter, weiters sagte es aus, daß die Richter den Gesetzen und den gesetzkräftigen Gewohnheiten gemäß verfahren müßten, daß sie die Verordnungen auf ihre Gesetzmäßigkeit zu beurteilen hätten, die Rechtspflege niemandem verweigern dürften und daß niemand seinem zuständigen Richter entzogen werden dürfe. Eine gleichfalls fortschrittliche Bestimmung des Gesetzes war die Trennung von Rechtspflege und Justizverwaltung und die Überprüfung der juristischen Qualifikation der Richter. Dagegen bedeutete die grundlegende Bestimmung des Gesetzes, daß sämtliche Richter — also auch die Mitglieder der Gerichte erster Instanz — durch den König, unter Gegenzeichnung des Justizministers ernannt werden sollten, einen Rückschritt im Vergleich zur früheren Rechtslage. Ein weiterer Rückschritt war die Bestimmung, wonach die Richter keiner wie immer gearteten politischen Vereinigung und insbesondere keinem Arbeiterverein als Mitglieder beitreten dürften und an deren Aktivitäten nicht einmal mittelbar teilnehmen könnten. Demzufolge bildeten die Richter eine vollkommen isolierte Kaste im staatlichen und gesellschaftlichen Leben. Der Sinn dieser Bestimmungen war die Festigung der Regierungsgewalt. Daher stand auch die Entscheidung von Zuständigkeitskonflikten »vorübergehend« dem Ministerium zu. Diese Übergangsperiode dauerte bis 1907, das heißt bis zur Einrichtung des Kompetenzgerichtshofes.

Wegen des Ernennungsvorganges kam es im Reichstag zu heftigen Auseinandersetzungen. Die Opposition trat nicht gegen die Trennung der Rechtsprechung von der Verwaltung auf, sondern gegen das Ernennungsprinzip, weil sie befürchtete, daß eine solche Erhöhung der Regierungsgewalt die politische Aktionsfreiheit der Opposition gefährden würde. Um dieser Gefahr entgegenzuwirken, wies die Opposition ausführlich auf die Gesetzwidrigkeit des Urteils hin, das im Laufe des Presseschwurgerichtsverfahrens 1868 gegen den oppositionellen Abgeordneten László Böszörményi, den Redakteur des Blattes »Magyar Újság«, verkündet worden war. Die Verurteilung erfolgte wegen der Publikation eines Briefes, den Kossuth an die Wähler von Waitzen

geschrieben hatte. Die Opposition betonte, daß gewählte — d. h. nicht ernannte — Richter, Staatsanwälte und Geschworene ein derartiges gesetzwidriges Fehlurteil nicht ausgesprochen hätten. Auch Franz Deák wollte die starre Ernennungsmethode der Richter ändern: Er beantragte die Aufstellung eines Staats- oder Verfassungsgerichts. Dieses Gericht sollte seiner Meinung nach dem Justizminister die Ernennungsvorschläge für Richter unterbreiten, in allen Strafsachen politischer Art Urteile fällen und andere wichtige Angelegenheiten in seinen Kompetenzbereich aufnehmen. Deáks Antrag war aber für die Mehrheit seiner Partei zu liberal, sie blieb von der Abstimmung des Vorschlags fern und ermöglichte somit, daß die Opposition Deáks Antrag als nicht ausreichend verwarf.

Nach Deáks Antrag wäre die Hälfte der Mitglieder des Staatsgerichts vom Reichstag gewählt, die andere Hälfte vom König ernannt worden. Die Annahme seines Antrags wäre von sehr großer Bedeutung gewesen, weil dadurch die in der politischen Rechtssprechung in späteren Jahren verübten Gesetzesverletzungen eingeschränkt worden wären und bereits in den ersten Jahren des Dualismus eine Verfassungsgerichtsbarkeit zustandegekommen wäre, die dann überhaupt nicht verwirklicht wurde.

Die Bedeutung des Gesetzes über die Ausübung der richterlichen Gewalt war weit größer als der Aufbau der Staatsverwaltung. Es liegt klar auf der Hand, daß bei ausschließlicher Anwendung des Erneuerungsprinzips im richterlichen Bereich der neue Verwaltungsapparat nicht im Sinne echter Autonomie oder freier Wahlen aufgebaut werden konnte. GA IV/1869 hat somit den wahren Charakter der später geschaffenen Verwaltungsorganisation schon im voraus bestimmt.

Zwei Gesetze, GAA VIII und IX/1871, regelten die Verantwortlichkeit der Richter in Straf- und Disziplinarsachen sowie ihre Versetzung und Pensionierung. Diese Maßnahmen bezweckten die Erhöhung der formellen Unabhängigkeit der Richter. Trotz dieser Gesetze hatte die Regierung die Möglichkeit, die Rechtssprechung in Strafsachen von politischer Relevanz zu beeinflussen, da sie in der Lage war, die Richter außertourlich in eine höhere Gehaltskategorie einzureihen. Außerdem verwies die Gesetzgebung bei der Organisation der Gerichte erster Instanz die politischen Strafsachen ausschließlich in den Wirkungskreis des Gerichtshofes von Budapest und von Neumarkt an der Maros, wo das Justizministerium die ihm entsprechende persönliche Selektion sichern konnte.

Der Einfluß der Regierung auf die Rechtspflege wurde auch durch das Gesetz über die Staatsanwälte, GA XXIII/1871 in hohem Maß gesteigert. Das Gesetz trennte die Staatsanwaltschaft von der Verwaltungsorganisation; dies war voll und ganz gerechtfertigt. Der neue Apparat der Staatsanwaltschaft hing jedoch vollkommen und unmittelbar vom Justizministerium ab, die Verfügungen des Ministeriums waren obligatorisch, und das Ministerium konnte die

staatsanwaltlichen Beauftragungen jedem Anwalt zu jeder Zeit entziehen. Das Gesetz bestimmte andererseits genau den Wirkungskreis der Anwälte in den Strafverfahren, was bis zu einem gewissen Grad das Fehlen der Strafprozeßordnung wettmachte.

Nach den Gerichtsorganisationsgesetzen für Gerichte erster Instanz, GAA XXI und XXII/1871, wurde die Rechtssprechung erster Instanz durch die königlichen Bezirksgerichte und Gerichtshöfe ausgeübt. Die Urteilsfällung zweiter Instanz gehörte in den Wirkungskreis der Tafel in Budapest und in Neumarkt an der Maros, während in letzter Instanz die königliche Kurie entschied. Staatsanwaltschaften wurden neben den Gerichtshöfen, Oberstaatsanwaltschaften neben den zwei Tafeln und schließlich die Kronprokuratur neben der Kurie eingerichtet, bei den Bezirksgerichten war kein Staatsanwalt tätig. Zur Zeit ihrer Organisation besaßen die Gerichtshöfe keinerlei Berufungsbefugnis; bei der Beurteilung der Rechtsmittel zeigte sich eine äußerst große Zentralisierungsbestrebung, die erst 1890, anlässlich der Dezentralisierung der königlichen Tafelgerichte aufhörte. Nach den Bestimmungen des Gesetzes mußte die Stelle des Kronanwaltes erst bei Einführung des mündlichen Straf- und Zivilverfahrens besetzt werden, bis dahin verrichtete der Oberstaatsanwalt von Pest die Funktionen des Kronanwalts. Dieser Zustand dauerte bis Ende des Jahrhunderts.

Als Grundregel bei der Trennung der Wirkungskreise der Gerichte erster Instanz galt die Bestimmung, daß in allen Fällen, wo früher Einzelrichter zuständig waren, nunmehr die Bezirksgerichte, wo Kollegialgerichte vorgegangen waren, die Gerichtshöfe Recht zu sprechen hätten. Diese Grundregel wurde in Zivilprozessen oft unter Bezugnahme auf die Zivilprozeßordnung vom Jahre 1868 ergänzt, doch konnte man den strafrechtlichen Wirkungskreis nicht genauer feststellen, da das Strafgesetzbuch noch immer fehlte. Gleichzeitig mit der Bildung der neuen Richter- und Staatsanwaltschaftsorganisation führte die Gesetzgebung nur eine Änderung im vollkommen verworrenen Strafrecht durch; Mit GA LII/1871 hob man die Körperstrafe auf und verbot die Fesselstrafe. In diesem GA LII/1871, der nun auch für Siebenbürgen Geltung hatte, wurden jetzt alle Fragen geregelt, die früher durch die Urbarialpatente geordnet waren. Dieses Gesetz sicherte den Bauern den vollen bürgerlichen Besitz des ehemals urbarialen Bodenbesitzes und hob jeden Unterschied zwischen dem Besitz der Bauern und der Adeligen auf. Es war kein reiner Zufall, daß die Körperstrafe, die bisher den Bauern in gewissen Fällen auferlegt worden war, erst zu diesem Zeitpunkt abgeschafft wurde.

Die bis Ende des Jahrhunderts erfolgten partiellen Änderungen in der Gerichtsorganisation und in den Verfahrensrechten können eigentlich nur im Zusammenhang mit der Bauernfrage verstanden werden. So wurden zur rechtskräftigen Feststellung des Ablösungsbetrages für den Weinzehent und zur Wahrung der Interessen der Gutsherren 1868 mit Paragraph 23 des

GA XXIX/1868 und mit GA XV/1870 die sogenannten königlichen gemischten Gerichte ins Leben gerufen, die aus ernannten Mitgliedern bestanden. Nach Abschaffung der Bezirkstafeln 1868 sprachen diese Gerichte in erster Instanz Recht auch in den politisch wichtigen Presseschwurgerichtsverfahren. Diese Gerichte wurden erst dann abgeschafft, als die neue Gerichtsorganisation, die sich ausschließlich auf ernannte Richter stützte, errichtet wurde. Um in erster Linie die Interessen der Gutsbesitzer zu wahren, wies die Zivilprozeßordnung vom Jahre 1868 alle jene Fälle, in welchen Grundeigentümer als Partei beteiligt waren, ausschließlich auf den kostspieligen schriftlichen Prozeßweg. Dagegen verwies GA LVLI/1868 bezüglich der Enteignung der Pester Immobilien die Prozesse wegen der Entschädigungsbeträge in die Kompetenz separater Zivilschwurgerichte. Diese bestanden aus Hausbesitzern, die der städtische Gemeinderat gewählt hatte, und sie urteilten unter völliger Ausschaltung der schriftlichen Prozeßform auf Grund eines mündlichen Verfahrens, der Unmittelbarkeit und der freien Beweiswürdigung. Die Bildung und das Verfahren des aus 12 Mitgliedern bestehenden Schwurgerichts entsprachen beinahe zur Gänze den Bestimmungen des Entwurfes von 1843, das Verfahren war derart fortschrittlich, modern und leicht verständlich, daß man auch heute kein besseres konstruieren könnte. Dieses Schwurgerichtsverfahren beschränkte sich jedoch ausschließlich auf das Gebiet der Hauptstadt, zumal es dort keine Bauerngüter gab und die Besitzer der hauptstädtischen Immobilien in erster Reihe zu den Großgrundbesitzern und zur obersten Schicht der städtischen Bourgeoisie gehörten. In den anderen Teilen des Landes, wo die Enteignung den Besitz sowohl der Gutsherren als auch der Bauern betraf, war kein Schwurgerichtsverfahren mehr am Platz, sondern es waren die Gerichtshöfe, die den Entschädigungsbetrag festsetzten. Die Verhandlungen wurden meistens durch einen einzigen delegierten Richter geführt, und die Schriftlichkeit kam im Verfahren weitgehend zur Geltung (GA LV/1868). In der Provinz kam aber die Bildung von Schwurgerichten in Zivilprozessen schon deshalb nicht in Frage, weil es unvermeidlich gewesen wäre, auch Bauern in die Jury aufzunehmen. Dies wäre jedoch für die Vermögensinteressen der Gutsherren nachteilig und gleichzeitig damit verbunden gewesen, daß die Bauernschaft in die Ausübung der richterlichen Gewalt einbezogen worden wäre; dies wollte man aber unbedingt vermeiden. Neben dem Nationalitätenproblem war dies auch der Grund dafür, daß mehr als dreißig Jahre lang in den Strafverfahren, mit Ausnahme der Presseprozesse, keine Schwurgerichte eingeführt wurden und daß das Parlament die Strafprozeßordnung GA XXXIII/1896 beinahe gleichzeitig mit dem GA XXV/1896 bezüglich der Liquidierung der Häuslerbesitze der Meierhöfe verabschiedete. Dies waren die letzten feudalen Überreste, welche die Bauernschaft belasteten, und ihre Liquidierung erfolgte reichlich spät. Die ausgedehntere Anwendung der Mündlichkeit und der Unmittelbarkeit sowie die Einführung der modernen Prozeß-

formen konnten somit sowohl in den Straf- als auch in den Zivilprozessen erst zur Zeit der Jahrhundertwende vorgenommen werden, als die gesetzliche Liquidierung der mit dem Grundbesitz verbundenen feudalen Überreste bereits erfolgt war. Um aber die politische Aktivierung der Bauernschaft und der Nationalitäten zu verhindern, bemühte sich die Gesetzgebung, die Schwurgerichte nur in größeren Städten mit magyarischer Mehrheit aufzustellen, die Einbeziehung der Bauern in die Jury zu verhindern und zu erreichen, daß die Strafsachen mit politischem Charakter ausschließlich an den Sitzen der Tafelgerichte verhandelt werden konnten. Die gesetzlich festgelegte wichtige prinzipielle These über die Ausübung der richterlichen Gewalt, wonach niemand seinem zuständigen Richter entzogen werden dürfe, ist in der Praxis bei den wichtigsten Angelegenheiten nicht zur Geltung gekommen.

Die beschriebenen politischen Ursachen erklären in erster Linie, warum das ungarische Rechtssystem nur schwer und langsam, im modernen Sinn erst um die Zeit der Jahrhundertwende, Gestalt angenommen hat. Die wichtigsten und bezeichnendsten Teile dieses Rechtssystems waren folgende Kodifizierungen: das Handelsgesetz GA XXXVII/1875, das Wechselgesetz GA XXVII/1876, das Strafgesetzbuch GA V/1878, die Strafprozeßordnung GA XXXIII/1896, das Schwurgerichtsgesetz GA XXXIII/1897, das Ehegesetz GA XXXI/1894, das Gesetz zur Einführung der Standesamtsregister GA XXXIII/1894, die Gesetze zur Vervollständigung der Gleichberechtigung der Konfessionen GAA XXXII/1894, XLII/1895 und XLIII/1895. Diese Aufzählung macht einen Zeitraum von 20 Jahren als Stagnation in der Rechtsschöpfung deutlich. Dies war die Ära Koloman Tiszas mit ihren politischen Tendenzen.

Weiters dokumentiert die obige Aufzählung auch, daß sich in den Jahren nach dem Ausgleich der Schwerpunkt der Rechtsschöpfung auf die Wirtschaftsgesetze verlagerte. Unter ihnen hatte das Handelsgesetz eine hervorragende Bedeutung. Dieses Gesetz, das den starken Einfluß des reichsdeutschen Handelsgesetzes zeigt, vereinheitlichte und modernisierte das Handelsrecht Ungarns im Geist eines hochgradigen wirtschaftlichen Liberalismus. Vom politischen Standpunkt aus ist dieses Gesetz besonders deshalb wichtig, weil es jedwede königliche oder regierungsbehördliche Genehmigung aufhob, die bis dahin zur Gründung von Handelsinstituten oder Kreditanstalten nötig war. Das Handelsgesetz regelte im Interesse der Entwicklung des Kapitalismus die rechtliche Situation der Handelsgesellschaften und der Handelstreibenden im allgemeinen sowie das Arbeitsverhältnis der Handelsangestellten, ferner die Modalitäten der Handelsgeschäfte — sowohl im allgemeinen als auch in Einzelheiten — derart zufriedenstellend, daß während des Dualismus das Gesetz kaum geändert werden mußte. Die Schaffung des modernen Handelsgerichts und die Festsetzung der Grundregeln der Handelsbuchführung waren von großer Bedeutung. Das Gesetz förderte in großem Maß die Kapitaleinfuhr,



zumal es die Tätigkeit der ausländischen Aktiengesellschaften oder ihrer Filialen in Ungarn sehr vereinfachte und an keinerlei Bewilligung band. Das Handelsgesetz ersetzte auch in vieler Hinsicht das fehlende Zivilgesetzbuch. In Verbindung mit dem Handelsgesetz legte das Wechselgesetz in tadelloser Art und äußerst klar die Regeln des modernen Wechselrechts nieder, beide Kodifikationen repräsentierten ein sehr hohes Niveau.

So fortschrittlich und liberal das Handelsgesetz war, so rückschrittlich und feudal war der Charakter des Dienstbotengesetzes, GA XIII/1876, das sich auf alle Landarbeiter erstreckte. Der einzige »positive« Zug dieses Gesetzes war die kodifikatorisch übersichtliche Regelung der gesamten Gesindefrage. Es unterstellte die landwirtschaftlichen Arbeiter und alle Dienstboten in rechtlicher und wirtschaftlicher Beziehung der dienstherrschaftlichen Gewalt, entzog ihnen das Streik- und Organisationsrecht und machte sogar das Verlassen des Arbeitsplatzes von der Erlaubnis des Dienstherrn abhängig. Das Gesinde konnte auch mit behördlichem Druck zur Arbeit gezwungen werden. Das Gesetz räumte dem Dienstherrn, seinen Familienmitgliedern oder seinem Gutsverwalter sogar das Züchtigungsrecht ein. Auch das Strafgesetzbuch hat diese Regelung später akzeptiert. Ein großer Nachteil für das Gesinde war das Gesetz auch deshalb, weil es seine aus dem Arbeitsverhältnis entstandenen Rechtsstreitigkeiten dem Wirkungskreis der königlichen Gerichte entzog und in den Wirkungskreis der Verwaltungsbehörden des Komitats bzw. der Städte verwies. Dies bedeutete eine starke Durchbrechung der Zivilrechtsgrundsätze, wodurch ein bedeutender Teil der Bevölkerung — um die Jahrhundertwende mehr als eine Million Landarbeiter, Tagelöhner und Dienstboten — der Willkür den von der Gentry getragenen Verwaltung und der Stuhlrichter, die fast ausschließlich der Gentry angehörten, unterworfen war. Dies erklärt auch, warum zur Zeit des Dualismus kein Verfahrensgesetz geschaffen wurde; damit in den Arbeitsstreitigkeiten zwischen dem Dienstherrn und dem Gesinde keinerlei Verfahrensregel das freie Ermessen der Verwaltung einengen konnte. Eine der wichtigsten Aufgaben der ungarischen Verwaltung war die praktische Sicherung der rechtlichen Abhängigkeit von Landarbeitern und Gesinde. Das Dienstbotengesetz war eigentlich nichts anderes als eine moderne Zusammenstellung der Satzungen und des Gewohnheitsrechtes vor 1848; es kann sowohl prinzipiell als auch praktisch als ein starkes und wirksames Erbe des Feudalismus betrachtet werden. Die späteren Modifizierungen dieses Gesetzes haben die Rechte der Landarbeiter und des Gesindes keineswegs erweitert, im Gegenteil, diese Rechte wurden durch verschärfte Strafen für den Agrarstreik beschränkt.

Erst nach Schaffung des Dienstbotengesetzes wurde 1878 das Strafgesetzbuch verabschiedet. Dieses Gesetz war von großer Bedeutung, da es einen Großteil der bürgerlichen Rechte sicherte, die Sicherheit des Wirtschaftsverkehrs förderte, die politischen Vergehen klar im liberalen Sinn einschränkte

und zum ersten Male die Verletzung der Bestimmungen des Ausgleiches unter Strafandrohung stellte (1867 war die strafrechtliche Sanktionierung von Ausgleichsverletzungen unterblieben). Das von Karl Csemegi konzipierte Gesetz, der Codex Csemegi, folgte den Prinzipien der klassisch-dogmatischen Schule des Strafrechts; es beurteilte ein Delikt in erster Linie als ein rechtliches Phänomen, während die strafrechtliche Beurteilung der Persönlichkeit des Täters in den Hintergrund trat. Das Strafsystem des Gesetzes war ziemlich starr; es teilte die Delikte nach ihrer Schwere in drei Kategorien: Verbrechen, Vergehen, Übertretungen. Das Gesetz stützte sich auf die wichtigsten Ergebnisse der strafrechtlichen Wissenschaft und Gesetzgebung der Zeit; seine Struktur und seine Begriffsbestimmungen sind genau, klar und unmißverständlich. Ohne Zweifel hatte das Gesetz ein sehr hohes Niveau und war einer der hervorragenden Strafkodizes seiner Zeit.<sup>15</sup> Gegen das starre Strafsystem des Gesetzes wurden von mehreren Seiten Einwendungen erhoben; nicht ganz zu Recht, da dieses Gesetz doch die erste strafrechtliche Kodifikation Ungarns war. Somit war eines seiner Hauptziele gerade das Bemühen, die früher unbestimmte und zum guten Teil feudal orientierte richterliche Praxis in eine moderne und einheitliche Richtung zu lenken, die richterliche Willkür auszuschließen und die in der Praxis bestehenden feudalen Diskriminierungen abzuschaffen. Bei den in Ungarn herrschenden Zuständen war aber die Voraussetzung für die Erreichung dieser Ziele die Annahme eines starren Strafrechtssystems. Die politische Rolle des Gesetzes war daher groß. Es war durch zwei politische Charakterzüge gekennzeichnet: Einerseits zeigte es ehrliche Loyalität gegenüber der Dynastie, sicherte den Mitgliedern der königlichen Familie starken Schutz von Seiten des Strafrechts, schützte sehr weitgehend die Ausgleichsbestimmungen und erforderte von den ungarischen Staatsbürgern auch gegenüber Österreich staatsbürgerliche Treue; andererseits regelte es die politischen Delikte in wahrhaft liberalem Geist, räumte der Industriearbeiterschaft das Streikrecht ein und gestattete ihr, sich politisch zu organisieren. Weiters schränkte das Gesetz den Tatbestand der politischen Verbrechen stark ein und belegte sie mit einer Begünstigungsstrafe; mit Staatsgefängnis als *custodia honesta*. Es lag nicht am Gesetz, sondern an der richterlichen Praxis, daß die an sich unmißverständlichen und eindeutigen Gesetzesbestimmungen in extensiver Interpretation in erster Linie zur Aburteilung von Exponenten der Nationalitätenbewegungen herangezogen wurden.

Das Inkrafttreten des Strafgesetzbuches wirkte sich auf die Entwicklung der Strafprozeßordnung kaum aus. Nach dem Strafgesetz wurden nur das bezirksgerichtliche Verfahren durch eine Verordnung des Justizministers und das Verfahren bei Übertretungen durch eine Verordnung des Innenministers geregelt. Der Justizminister versuchte, das Verfahren durch die Übernahme

<sup>15</sup> L. FAYER: *A magyar büntetőjog* (Das ungarische Strafrecht). (Budapest, 1895.)

einer von Csemegi konzipierten Vorgangsweise, durch das sogenannte »Gelbe Buch«, zu regeln. Da er keine gesetzliche Möglichkeit zur Erlassung dieser Regelung im Verordnungswege hatte, bediente er sich der Form eines Runderlasses. So entstand dadurch eine paradoxe Lage: das Verfahren bei schweren Straftaten war weit weniger eingehend festgelegt als bei leichten. Die Verordnung des Innenministers regelte das Verfahren bei Übertretungen auch bezüglich der Berufungen präzise, während im Verfahren der Bezirksgerichte und der Gerichtshöfe die Prozesse vor der höheren Instanz gänzlich ungeregelt blieben. Die Lage wurde geradezu grotesk durch die Tatsache, daß für die Staatsanwaltschaften das »Gelbe Buch« von Csemegi verpflichtend geworden war, für die Gerichtshöfe aber nicht; sie hielten sich auch nicht daran. In der Erledigung der Kriminalfälle entstand somit eine chaotische Lage, das Anklageprinzip und die Mündlichkeit kamen nur beschränkt zur Geltung, und diese Situation dauerte bis Ende des Jahrhunderts. Das politische Konzept Koloman Tiszas war die Ursache für diese verworrene Rechtslage. Das Nationalitätenproblem wurde zwar als Realität akzeptiert, man widersetzte sich aber dem Schwurgerichtssystem und machte nur schüchterne Versuche, die neue Prozeßordnung im Parlament durchzusetzen. Erst gegen Ende des Jahrhunderts, durch das auf Grund einer neuen Welle des Liberalismus erstarkte Bürgertum, wurden im Rahmen der Reformpolitik des Justizministers Desider Szilágyi Strafprozeßordnung und Schwurgerichtsgesetz verabschiedet.

Die endlich verwirklichte und am 1. Januar 1900 in Kraft getretene Strafprozeßordnung<sup>16</sup> wurde — ähnlich dem Strafgesetzbuch — eine Gesetzesammlung von hohem Niveau. Das Gesetz regelte das gesamte Strafverfahren, machte konsequent das Anklageprinzip geltend und beruhte auf den Prinzipien der Unmittelbarkeit, der Mündlichkeit, der Öffentlichkeit, der freien Beweiswürdigung sowie auf der Sicherung der freien Verteidigung. Das Kernstück des Verfahrens war die Hauptverhandlung; das Gesetz führte im allgemeinen das System der doppelten Berufungsinstanz ein: die Berufung gegen das Urteil erster Instanz, die sich auch auf die Überprüfung des Tatbestandes erstreckte, und die Nichtigkeitsbeschwerde, die sich auf Rechtsfragen beschränkte. Im Schwurgerichtsverfahren war ausschließlich die Nichtigkeitsbeschwerde am Platz. Im Gegensatz zu Deáks Auffassung sind die Schwurgerichte keine Gerichte mit allgemeinem Wirkungskreis geworden; sie konnten nur dann vorgehen, wenn der Staatsanwalt Anklage erhob, wofür laut Gesetz eine Freiheitsstrafe von über fünf Jahren verhängt werden konnte. Außerdem war es ihnen in der Regel möglich, Presseprozesse durchzuführen. Die häufigsten politischen Verbrechen sowie die Anstiftung zu Eigentumsdelikten und zum Nationalitätenhaß, die nicht durch die Presse begangen worden sind, wurden dem Wirkungskreis der Schwurgerichte entzogen. Das Schwurgerichts-

<sup>16</sup> Drs.: *A magyar bűnvádi perrendtartás* (Die ungarische Strafprozeßordnung). (Budapest, 1905.)

gesetz war liberal, gleichzeitig aber antidemokratisch. In der Tätigkeit der Geschworenen kamen die bürgerlichen Rechtsprinzipien restlos zur Geltung, doch mußten die Geschworenen einen hohen Zensus erfüllen, und was am wichtigsten war, der Präsident des Gerichtshofes und der Leiter der örtlichen Verwaltung wählten im wesentlichen jene Geschworenen aus, die dann auf die Jahresliste kamen. Man konnte daher ruhig die Geschworenen durch das Los bestimmen lassen, auf der Geschworenenliste standen ja nur Leute, die vom Standpunkt der Nationalitäten- und Klassenpolitik aus gesehen unbedenklich waren. Das Gesetz schuf keine Anklageschwurgerichte. Diese Funktion wurde sowohl im Schwurgerichts- als auch im normalen Gerichtsverfahren durch den Anklagesenat erfüllt, der aus ernannten Richtern bestand. Dies bedeutete eine wesentliche Abweichung von der Regelung des Jahres 1848. Im Gegensatz zum Jahre 1848 war es auch möglich, sowohl im Schwurgerichts- als auch im ordentlichen Gerichtsverfahren das in der Voruntersuchung aufgenommene Protokoll als voll gültigen Beweis zuzulassen. Somit hatten Strafprozeßordnung und Schwurgerichtsgesetz die bürgerlichen Freiheitsrechte erweitert und gleichzeitig auch die Staatsraison in hohem Maße berücksichtigt.

Die Reform der Zivilprozeßordnung wurde ebenfalls durch Justizminister Desider Szilágyi angeregt. GA XVIII/1893 erweiterte weitgehend das mündliche Verfahren und führte im gesamten Zivilverfahren freie Beweiswürdigung ein. Die einheitliche Zivilprozeßordnung, die sich auf sämtliche Einzelheiten des Verfahrens erstreckte, den bourgeois Rechtsprinzipien in jeder Hinsicht entsprach und von sehr hohem Niveau war, wurde zwar durch GA I/1911 eingeführt, trat aber erst während des Ersten Weltkriegs, am 1. Januar 1915, in Kraft.

Das Ehegesetz sowie die Gesetze über Standesamtsregister und konfessionelle Gleichberechtigung kamen als Ergebnis des Kulturkampfes zustande und waren durchwegs im liberalen Geist gehalten. Sowohl die Eheschließung als auch die Ehescheidung und die Führung der Matrikel wurden der Kompetenz der Kirchen entzogen. Die Zivilehe wurde ins Leben gerufen. Die Scheidungsprozesse hatten ausschließlich vor den Gerichtshöfen durchgeführt zu werden. Bei der Schließung und der Scheidung der Ehe wurde der Glaubensunterschied nicht berücksichtigt. Schließlich wurde auch die Gleichberechtigung der Juden vorbehaltlos anerkannt.

#### 4. Die Verwaltungsgesetze

GAA XLII/1870, XVIII/1871, VI/1876, XXI/1886, XXII/1886 und XXVI/1896 regelten die Lokalverwaltung.<sup>17</sup> Vom politischen Standpunkt aus waren diese Gesetze sehr wichtig, einerseits, weil sie die frühere, feudale Ver-

<sup>17</sup> Siehe zum folgenden BARANY: *Ungarns Verwaltung*, S. 421–439.

waltungsorganisation der Komitate und der Städte zu einer von Kapitalisten getragenen Organisation verwandelten, andererseits weil sie, gemessen am Geist der Rechtsschöpfung von 1848, starke Abweichungen in konservativem Sinne zeigten. Vor 1848 besaßen ausschließlich die Adeligen ein Stimmrecht bei den Vollversammlungen der Komitate, ohne daß ihre Vermögensverhältnisse dieses Stimmrecht eingeschränkt hätten. Das Stimmrecht der nichtadeligen Intelligenz, der sogenannten »Honoratioren«, galt nur in einigen Komitaten. Auf Grund der nach dem Ausgleich erlassenen Gesetze trat in den Komitaten und in den Städten mit Munizipalrecht der Munizipalausschuß an Stelle der Vollversammlung. Zur Hälfte bestanden die Mitglieder dieses Ausschusses aus den sogenannten Virilisten, das heißt den höchsten Steuerzahlern, während die andere Hälfte gewählt wurde. Das persönliche, ständische, von den Vermögensverhältnissen unabhängige Stimmrecht der Adeligen wurde somit aufgehoben. Die entscheidende Stellung in den Munizipalausschüssen hatten die Virilisten inne, das heißt in den Komitaten die Großgrundbesitzer, in den Städten die vermögenden Bürger. 1843 hatte Deák noch erbittert gegen den sogenannten »Virilismus« gekämpft, also gegen die Favorisierung der mit der höchsten Steuerlast Belegten, und 1848 finden wir in den Gesetzen keinen Hinweis auf die Virilisten. Die Aufrechterhaltung des Dualismus und insbesondere die Unterdrückung der Nationalitäten konnte jedoch in der Praxis mit Hilfe des »Virilismus« am leichtesten bewerkstelligt werden, zumal die reichsten Grundbesitzer der Komitate die Magyaren waren. Deshalb ist der konservative Standpunkt von 1843, der sogenannte »Virilismus«, eine Basis des ungarischen Verwaltungssystems geworden.

Das örtliche Wahlrecht war in den Komitaten und in den Städten mit Munizipalrecht identisch mit dem Reichstagswahlrecht, während es in den kleineren Städten und in den Gemeinden einen größeren Personenkreis umfaßte. Das örtliche Wahlrecht gelangte aber zu keiner praktischen Bedeutung, da sich — ohne jede Wahl — die Hälfte der Munizipalausschüsse bzw. der Gemeinderäte aus den höchsten Steuerzahlern zusammensetzte. Diese Methode hatte nicht nur auf die Aktivität der Nationalitäten, sondern auch auf die der gesamten Bauernschaft einen lähmenden Einfluß, ungeachtet der Nationalität der Bauern. Dies war auch ein Hauptzweck dieser Einrichtung.

Der »Virilismus« war die Voraussetzung dafür, daß durch die Gesetze den Munizipien, den kleineren Städten und auch den Gemeinden eine gewisse Autonomie gesichert wurde. Die Mehrzahl der Beamten wurde nämlich nicht durch die Regierung ernannt, sondern durch die Munizipalausschüsse, in kleineren Städten und in den Gemeinden durch die Gemeinderäte, gewählt. Der oberste Beamte des Munizipiums war der gewählte Vizegespan. Der ernannte Obergespan repräsentierte die Regierungsgewalt und hatte das entscheidende Wort bei den Wahlen. Es hing von seiner Stimme ab, wer für die Wahlen kandidieren konnte. Die Komitate, die Städte und die Gemeinden

setzten selber ihr Budget fest und hatten das Recht, örtliche Statuten zu erlassen, doch die Aufsichts- und Kontrollrechte der Regierung kamen auch auf diesem Gebiet immer mehr zur Geltung.

Das grundlegende Organisationsprinzip der Verwaltung bestand darin, daß die Munizipien die staatliche und nationale Verwaltung mittelbar, die autonomen Angelegenheiten aber direkt ausüben sollten. Diese prinzipielle Unterscheidung zwischen den nationalen und den örtlichen Angelegenheiten ist jedoch praktisch nicht zur Geltung gekommen, da sich die Aufsichtsrechte der Regierung in gleicher Weise sowohl auf die örtlichen als auch auf die nationalen Verwaltungsangelegenheiten erstreckten. Dessenungeachtet hatte der Obergespan auch das Recht in außerordentlichen Fällen die Leitung der gesamten Verwaltung persönlich zu übernehmen, sowie unter Ausschaltung des Vizegespans unmittelbar auch über die gewählten Beamten zu verfügen. Die Rechtsnormen kannten eine einzige, aber politisch sehr wichtige Ausnahme bezüglich der Leitungs- und Kontrollrechte des Obergespans und der Regierung: Die örtliche Verwaltung war nicht verpflichtet, die durch den Reichstag nicht bewilligten Steuern und Rekruten einzutreiben bzw. zu stellen, und diesbezüglich konnten weder die Regierung noch der Obergespan den Verwaltungsbeamten verpflichtende Anweisungen erteilen. Diese Verfügung wurde als konstitutionelle Garantie in den Rahmen der Gesetze aufgenommen. Dadurch wollte man alle jene Rechte des Reichstages sichern, die 1867 niedergelegt worden waren; sollten diese in Gefahr geraten, zu Gunsten der absoluten Rechte des Königs abgebaut zu werden; beziehungsweise wenn eine für Ungarn nachteilige Modifizierung des Ausgleiches Platz gegriffen hätte.

Mit dem Beginn der Ära Tisza zeigte sich in der Regierung die Tendenz, die Verwaltungsautonomie einzuschränken und die Zahl der ernannten Verwaltungsbeamten zu erhöhen. Die Ortspolizei der Komitate und der Hauptstadt wurde bald aus dem autonomen Bereich ausgeklammert, die Finanzverwaltung (mit Ausnahme der Steuereintreibung) wurde gleichfalls zentralisiert. Die für Industrie und Handel zuständigen Verwaltungsorgane wurden unmittelbar von der Regierung ernannt und kontrolliert. Um die Arbeit der gewählten und der ernannten Verwaltungsorgane zu koordinieren, wurden 1876 die Verwaltungsausschüsse ins Leben gerufen, in welchen die ernannten Beamten die Mehrheit erlangten, womit der Bereich der Autonomie weiter eingeengt wurde. GA XXXIII/1891 legte prinzipiell die »Verstaatlichung« der Verwaltung fest, doch erhielt dieses Gesetz keine praktische Bedeutung, und zur Zeit der Koalitionsregierung wurde das Prinzip der Verstaatlichung auch durch die Gesetzgebung wieder fallengelassen. Die Durchführung der Verstaatlichung in der Komitatsverwaltung hatte für die jeweiligen Regierungen schon deshalb keine entscheidende Bedeutung, weil der Einfluß der Regierung durch die Verwaltungsausschüsse ständig war.

Durch GA XXVI/1896 wurde der Verwaltungsgerichtshof geschaffen,

der die endgültige Entscheidung in allen verwaltungsprozessualen Fragen innehaben sollte. Die Mitglieder dieses Gerichts wurden auf Vorschlag der Regierung durch den König ernannt, sein Präsident und Vizepräsident sind Mitglieder des Magnatenhauses geworden. Der Verwaltungsgerichtshof konnte jedoch die Rolle der Verfassungsgerichtsbarkeit nicht einmal annähernd erfüllen. Sein Wirkungskreis erstreckte sich nur auf die im Gesetz taxativ aufgezählten Angelegenheiten. In dieser Aufzählung figurierten aber kaum die Mißbräuche, die zum Nachteil der Staatsbürger von verschiedenen Verwaltungsorganen verübt werden konnten. Man konnte sich an das Verwaltungsgericht allein wegen solcher Verletzungen der staatsbürgerlichen Rechte wenden, die in der mißbräuchlichen Ausgabe von lokalbehördlichen Zeugnissen bestanden. Der Wirkungskreis des Verwaltungsgerichts erstreckte sich überhaupt nicht auf die Abstellung von Mißbräuchen bezüglich der Vereins- und Versammlungsfreiheit. Dies hing damit zusammen, daß diese Rechte nicht durch Gesetze, sondern nur durch Verordnungen des Innenministers geregelt waren. Der wesentliche Inhalt dieser Verordnungen war die Bestimmung, daß die Vereine ihre Tätigkeit nur dann beginnen konnten, wenn ihre Statuten durch den Innenminister bewilligt worden waren. Versammlungen durften nur nach vorheriger Anmeldung bei der Polizei und nach polizeilicher Genehmigung abgehalten werden. Die Nationalitäten durften nur solche Vereine gründen, die ausschließlich literarische und kulturelle Ziele verfolgten.

Der zur Zeit der Koalitionsregierung verabschiedete GA LX/1907 erweiterte das Verfahren vor dem Verwaltungsgerichtshof mit der für die Munizipien gesicherten sogenannten Garantiebeschwerde und sollte ermöglichen, daß die Munizipien jede solche Verfügung der Regierung mit einer Beschwerde hätten anfechten können, welche den gesetzlichen Wirkungskreis der Autonomie beeinträchtigte. Dieses Recht der Garantiebeschwerde erlangt jedoch keine praktische Bedeutung, da der Obergespan die Möglichkeit hatte, ihre Einreichung zu verhindern.

Während der Jahre vor dem Ersten Weltkrieg waren die Rechtsschöpfungen durch eine Tendenz charakterisiert, die in Richtung auf die Verstärkung der Regierungsgewalt wies. Von einer Ausdehnung der staatsbürgerlichen Rechte konnte überhaupt keine Rede sein, ja selbst ihr weiterer Fortbestand war nicht gesichert. Der Ministerpräsident, Stephan Graf Tisza, unterbreitete im Juni des Jahres 1914 einen Gesetzentwurf bezüglich der allgemeinen Ernennung der Verwaltungsbeamten. Aus dem Entwurf ist zwar kein Gesetz geworden, doch verlängerte die Gesetzgebung den Auftrag der Verwaltungsbeamten sowie das Mandat der Abgeordneten ohne neue Wahlen bis zum Kriegsende. Die Novelle zur Strafprozeßordnung, GA XIII/1914, schränkte den Wirkungskreis der Geschworenen in den Strafprozessen bedeutend ein, und das neue Pressegesetz, GA XIV/1914, begrenzte das Recht für den Vertrieb von Presseerzeugnissen. GA XXXIV/1913 führte zum Schutz des Königtums

Strafsanktionen gegen republikanische Bewegungen ein. Viel wichtiger als die erwähnten Rechtsnormen war selbstverständlich GA LXIII/1912, der für den Kriegsfall der Regierung Sondervollmachten auf dem Gebiet der Verwaltung und des Rechtswesens sowie im staatsrechtlichen Bereich zusicherte. Im Vergleich zu diesen Rechtsnormen bedeutete die Novelle zum Strafgesetzbuch, GA XXXVI/1908, nur einen geringen Fortschritt; sie ermöglichte eine Aussetzung der Vollstreckung der Gefängnisstrafen unter einem Monat und eine Aussetzung der Eintreibung von Geldstrafen bei dreijähriger Bewährungsfrist. Diese Begünstigung erstreckte sich jedoch nicht auf die Staatsgefängnisstrafen, die wegen politischer Delikte verhängt worden waren. In Verbindung mit der Strafnovelle gehörte auch das Gesetz über das Jugendgericht, GA VII/1913, zu den fortschrittlichsten Rechtsnormen, das außer den in der Strafnovelle bestimmten Verfügungen für die Fürsorgeerziehung, das heißt die Besserungs-Erziehungsarbeit, zu Gunsten der Jugendlichen ein viel milderes Strafverfahren vorschrieb als die allgemeinen Normen. Jeder weitere Fortschritt wurde jedoch durch den Ausbruch des Ersten Weltkriegs und durch die Inkraftsetzung der Sondervollmachten der Regierung zunichte gemacht.

In dieser Übersicht war es selbstverständlich nicht möglich, auf die Einzelheiten der Rechtsentwicklung von sieben Jahrzehnten einzugehen. Unser Bestreben war, die ungarischen Rechtszustände zwischen 1848 und 1918, die Grundlagen des Rechtssystems und die wichtigsten politischen Kräfte, welche die Rechtsschöpfung lenkten, verständlich zu machen. Zum Abschluß müssen wir betonen, daß trotz seiner scheinbaren Widersprüche und seiner Komplexität das ungarische Rechtssystem der behandelten Epoche mit großer Planmäßigkeit und Sachkenntnis aufgebaut worden war. Rückstände, Mängel oder feudale Züge zeigte es nur dort, wo es sich um den Interessenschutz des Großgrundbesitzes und um die Aufrechterhaltung der Unterdrückung der Nationalitäten handelte. Diese wichtigen politischen Interessen kamen ungeschmälert und mit rücksichtsloser Konsequenz bis zum Zerfall der Monarchie zur Geltung. Auf anderen Gebieten entsprachen jedoch die ungarischen Rechtszustände im allgemeinen der auf dem Kontinent herrschenden Rechtsauffassung sowie den in den großen Kodifikationen niedergelegten Lösungen, und im Verhältnis zu den früheren Rechtszuständen widerspiegelt sich in ihnen ein bedeutsamer Fortschritt.



## Развитие права в Венгрии 1848—1918 гг

Б. ШАРЛОЦ

Резюме

Статья была написана для II тома изданной Австрийской Академией наук работы «Габсбургская Монархия 1849—1918 гг.» (*Die Habsburger-Monarchie 1848—1918*) и в сжатой форме дает охватывающую картину о развитии права в Венгрии с 1848 по 1918 г. В вводной части статьи дается краткий обзор состояния правовых отношений до 1848 г., затем детально анализируются правовые завоевания революции и национально-освободительной борьбы 1848—1849 гг. Среди них находятся такие творения законодательства 1849 г., которые раньше были неизвестны для иностранного читателя. В статье дается краткий обзор кесаревых патентов, изданных в период неабсолютизма и имеющих силу в то время в Венгрии.

Затем последуют описание и критический анализ норм конституционного, административного, уголовного и гражданского права периода австро—венгерского соглашения и последующего за ним времени. Среди них особому вниманию подвергается система присяжных судов, действовавшая в 1848 г. и после 1867 г. в Венгрии, а также та ее часть, которая была распространена исключительно в Будапеште на узкий круг гражданских процессов. Эта особенность венгерского права, действовавшая в течение полутора десятка лет, распространение компетенции присяжных судов на часть гражданских судебных процессов, освещается первый раз в литературе.

Автор статьи считает одним из центральных вопросов венгерской правовой системы 1848 и 1867 гг. то, каким образом был решен вопрос о преобладании власти, точнее: в чьи руки попадает преобладающая часть власти — в руки ли парламента, или же в руки исполняющей власти — монарха и правительства. Статья группирует вокруг этого вопроса основные положения венгерского конституционного права.

В статье указывается на компромиссные свойства венгерской правовой системы, вытекающей из политического характера соглашения 1867 г., на чрезвычайную сложность, но также и на то, что эта правовая система в целом служила интересам развития капитализма.

В статье наблюдается стремление освещать — минуя излишние детали — венгерские правовые отношения 1848—1918 гг., их основы, а также важнейшие политические движущие силы, управлявшие законодательством. В подытоживающей части статьи автор подчеркивает, что система венгерского законодательства — несмотря на кажущиеся противоречия и на всю свою сложность — была создана со значительной планомерностью и со знанием дела, в ней наблюдаются недостатки, ретроградные и феодальные черты там, где речь шла о защите интересов крупного землевладения и о сохранении угнетения национальностей. Эти политические интересы проявлялись прямолинейно и с беспощадной последовательностью вплоть до распада Монархии. В прочих областях венгерские правовые отношения в общем и целом соответствовали правовому мышлению, законодательным приемам, господствовавшим на континенте и отражали значительный сдвиг вперед по сравнению с предыдущим правовым положением.



# Wirtschaftliche und soziale Lage Österreichs nach dem Zerfall der Doppelmonarchie

Von

L. KERÉKES

Als die Österreichisch-Ungarische Monarchie im Oktober 1918 auseinanderfiel, dachten die von der Herrschaft der Doppelmonarchie befreiten und selbständig gewordenen Nachfolgestaaten wenig daran, wie sich die wirtschaftliche und politische Lage im mittel- und südosteuropäischen Raum nach der Auflösung des 56-Millionenreiches gestalten würde. Ihre politischen Handlungen wurden vor allem von der Überlegung geleitet, den neuen Staaten aus dem wirtschaftlichen Erbe des verhaßten Habsburgerreiches ein möglichst großes Stück abzuschneiden, andererseits so schnell und so gründlich wie möglich die Institutionen und Rahmen zu beseitigen, die jahrhundertlang das gemeinsame Wirtschaftsleben geregelt hatten und in denen sie die äußeren Erscheinungsformen der oft erniedrigenden Ungleichheit und Rechtlosigkeit erblickten. Im Taumel der nationalen Wiedergeburt konnte natürlich niemand Spielverderber sein und danach fragen, ob die aus den nationalen Revolutionen geborenen Miniaturstaaten in der Lage sein würden, den von der entwickelten kapitalistischen Wirtschaft des 20. Jahrhunderts aufgestellten Forderungen zu entsprechen; ob nach der Auflösung des Habsburgerreiches mit seiner — wenn auch widersprüchlichen — wirtschaftlichen Zusammenarbeit keine über die Landesgrenzen hinausgreifende Konzentration der Rohstoffquellen und Produktionskapazitäten nötig sein würde; ob das nach dem Untergang der Donau-Großmacht entstandene Machtvakuum nicht — auch der Sicherheit des Gebiets wegen — mit neuen Formen der wirtschaftlichen und politischen Zusammenarbeit ausgefüllt werden mußte und schließlich, welche Rolle das in der neuen Ordnung Mitteleuropas auf das deutsche Sprachgebiet zusammengeschrumpfte österreichische Republik erwarte. Wird sie sich wirtschaftlich in das neue mitteleuropäische Friedenssystem einfügen können oder wird sie, daraus ausgeschlossen, unter den Einfluß einer der um die Interessensphäre im Donaauraum wettkämpfenden Großmächte geraten?

Diese Fragen stellt nicht der Historiker, der die spätere Entwicklung kennt, um aus ihnen Argumente zum Beweis der historischen Versäumnisse der das Erbe der Monarchie verteilenden Länder und Mächte zu schmieden. Diese Fragen haben schon — so explosionsartig auch die Auflösung des Habsburger-

reiches erfolgte — die für die politischen Entscheidungen verantwortlichen Zeitgenossen und die Theoretiker gestellt, die die Zukunftsperspektiven untersuchten. Trotzdem lag in den fieberhaft angespannten Tage der Aufteilung des Habsburgerreiches die Ausgestaltung eines weiteren Horizontes einer neuen mitteleuropäischen Ordnung vollkommen außerhalb des engeren nationalen Blickwinkels. Die Bourgeoisie der neuen Staaten las aus dem komplexen Sinn des Selbstbestimmungsrechtes das den politischen Geist beherrschte, ausschließlich das Recht zur vollkommenen Abtrennung, zur Entwicklung einer autarken Wirtschaft, zur Ausbildung hermetisch abschließender nationaler Grenzen ab und ließ im — ohne Zweifel progressiven — Taumel der nationalen Wiedergeburt das Problem des künftigen Zusammenlebens der die Monarchie ablösenden Nationen ungelöst. Wir wollen uns an dieser Stelle nicht mit den Komponenten der das dualistische Reich sprengenden Kräfte, mit den für ihre Entwicklung bestimmenden inneren und internationalen Faktoren beschäftigen, aber das aufgeworfene historische Dilemma läßt sich, so glauben wir, vor allem damit erklären, daß sich überall die nationale Bourgeoisie die grundlegenden Ergebnisse des Sieges der — aus den verschiedensten Gründen — in den Kampf gegen das Habsburgerreich gezogenen Kräfte an sich riß und sehr schnell nach ihrem Bild formte. In den meisten Fällen glaubte sie, auf einem niedrigen Niveau der kapitalistischen Entwicklung stehend, in den Dimensionen des durch Zollgrenzen umgebenen neuen nationalen Marktes unbeschränkte Möglichkeiten zu erblicken und wachte eifersüchtig darüber, daß die Überreste der alten Bindungen aus ihrer Machtsphäre verschwanden. Die Attribute der im nationalen Rahmen ausgeübten wirtschaftlichen Macht (selbständiges Zahlungsmittel, nationales Zollgebiet, selbständige Arbeitskräftewirtschaft, nationale Ausbeutung der Rohstoffquellen) beherrschten ihr Denken und in jedem späteren Plan einer mitteleuropäischen wirtschaftlichen Zusammenarbeit vermutete sie das Gespenst der Habsburg-Restauration.

In der Geschichte aber gibt es keine Nullpunkte. Selbst nach den tiefgreifendsten gesellschaftlichen Revolutionen greift die Vergangenheit in die Zukunft über, spricht sie, gewollt-ungewollt, bei der Entwicklung der Dinge mit. Einfach deshalb, weil jede gesellschaftliche und nationale Umgestaltung auf dem von der vorhergehenden Epoche vererbten objektiven wirtschaftlichen und sozialen Boden vor sich geht. Wenn wir die Richtigkeit dieses Prinzips im allgemeinen anerkennen, so gilt sie besonders für die Situation der Erben des Habsburgerreiches, denn es gibt wenig Gebiete auf der Welt, wo jahrhundertlanges — erzwungenes oder freiwilliges — Zusammenleben ein so kompliziertes Gebilde der nationalen und wirtschaftlichen Verwobenheit geschaffen hätte.

Im folgenden wollen wir — am Beispiel Österreichs — die den Zerfall begleitenden und die daraus resultierenden gesellschaftlich-wirtschaftlichen Probleme aufzeigen, deren Kenntnis uns hilft, Österreichs geschichtlichen Weg, ja in vieler Hinsicht den ganz Südosteuropas besser zu verstehen.

Die territorialen Bestimmungen der das Habsburgerreich aufteilenden Friedensverträge stellten die auf das deutsche Sprachgebiet beschränkte österreichische Republik vor schwere, in den Jahren nach dem Zusammenbruch schier unlösbar scheinende wirtschaftliche Schwierigkeiten. Von den Nachfolgestaaten, die sich in das Erbe der Monarchie teilten, lasteten vor allem auf Österreich die nachteiligen Folgen des unerwarteten Auseinanderfalls der alten wirtschaftlichen Einheit. In seiner wirtschaftlichen Struktur zeigten sich so augenfällige Widersprüche und Dissonanzen, daß die meisten Wirtschaftswissenschaftler und Politiker jener Zeit die wirtschaftliche Lebensfähigkeit des neuen österreichischen Staates verständlicherweise bezweifelten.

Wie sah die wirtschaftliche Aufteilung der Monarchie aus und welche Probleme ergaben sich daraus?

Vorausschicken wollen wir, daß die österreichische Republik nicht nur gebührend am wirtschaftlichen Erbe des ehemaligen Reiches beteiligt war, daß sie — mit der Tschechoslowakei — einen größeren Teil davon bekommen hatte als ihr nach dem Anteil ihrer Bevölkerung zugestanden hätte. 34% der Bevölkerung des österreichischen Teiles des Reiches waren an die Tschechoslowakei gekommen, damit aber das Gebiet, das 45% des Gesamtnationaleinkommens produzierte. Die österreichische Republik erbte 22% der ehemaligen Bevölkerung, zugleich aber das Gebiet, auf das 30% der Produktion des Nationaleinkommens entfielen. Die Länder, die 44% der Bevölkerung erbten (Polen, Jugoslawien, Italien und Rumänien) bekamen Gebiete, die 25% der ehemaligen Nationaleinkommens verkörperten.<sup>1</sup> Diese Disproportion war eine unumgängliche und unausgleichbare Folge jener objektiven Umstände, daß die Industriegebiete, die den größten Teil des Nationaleinkommen produzierten, sich vornehmlich in den Gebieten mit tschechischer und deutscher Nationalität entwickelt hatten.

Die allgemeinen Prozentanteile für die wirtschaftliche Aufteilung zeigen also für Österreich eher ein günstiges denn ein ungünstiges Bild. Wir können uns aber sogleich von den aus der wirtschaftlichen Aufteilung resultierenden schwierigen Problemen überzeugen, wenn wir die Zusammensetzung des Erbes im einzelnen untersuchen. Beginnen wir mit der Industrie: von der Gesamtindustriekapazität der Monarchie erbte die österreichische Republik 90% der Kraftwagenproduktion, 83% der Lokomotivproduktion, 74% des Waggonbaus, 34% der landwirtschaftlichen Maschinenproduktion, 35% der Roheisen- und Stahlproduktion, 75% der Kautschukproduktion, 40% der Lederindustrie und einen wesentlichen Teil der Luxusindustrie.<sup>2</sup> Die Produktion der Österreich verbleibenden Magnesitbergwerke war so bedeutend, daß die österreichi-

<sup>1</sup> G. OTTRUBA: *Österreich Wirtschaft im 20. Jahrhundert*. Wien, 1968. S. 7.

<sup>2</sup> G. SLAVIK: *Der Außenhandel und die Handelspolitik Österreichs 1918 bis 1926*. Klagenfurt, 1928. S. 9.

sche Republik in dieser Hinsicht zur Weltspitze gehörte, darüber hinaus verfügte sie — in einer Menge, die weit über dem Bedarf des Landes lag — auch über Kupfer und Zink. Wenn wir in Rechnung stellten, daß diese außergewöhnlich wichtigen Industriezweige nicht nur unversehrt aus dem Krieg hervorgegangen waren, in vielen Zweigen die Befriedigung des Kriegsbedarfs sogar zu einer sprunghaften Entwicklung geführt hatte (die Produktion der Autoindustrie war auf das Fünffache angestiegen, sehr viele neue Betriebe der Stahl- und Metallindustrie und chemische Fabriken waren entstanden), so liegt die Bedeutung des industriellen Erbteils der österreichischen Republik auf der Hand.

Die hier aufgezählten Industriezweige sind jedoch an die grundlegenden Energieträger, an große Mengen von Kohle und Erdöl gebunden, an die weit über die Landesgrenzen hinausreichenden Absatzmärkte und an die zum systematischen Betrieb und zur technischen Entwicklung erforderlichen finanziellen Voraussetzungen. Die schwierigen strukturellen Probleme der Wirtschaft der neuen österreichischen Republik aber resultierten gerade daraus, daß diese drei Voraussetzungen fehlten, bzw. daß es zumindest in den Jahren nach dem Zusammenbruch aussichtslos schien, diese Voraussetzungen aus eigener Kraft zu sichern. Vor allem fehlte die Kohle. In der Monarchie basierten die steierische Hüttenindustrie und der Maschinenbau, die Industrie Niederösterreichs, die Wiener Verarbeitungsindustrie und auch Vorarlbergs Textilindustrie auf der Kohlenproduktion der schlesischen Bergwerke. Jetzt schoben sich Staatsgrenzen und Zollschranken zwischen die österreichische Industrie und die ihre Existenz bedeutenden Kohlenvorkommen. Um die Schwierigkeit der Situation zu charakterisieren, wollen wir erwähnen, daß der jährliche Steinkohlenbedarf der österreichischen Republik 1919–20 — bei bescheidenster Rechnung — 12,5 Millionen Tonnen ausmachte, sie aber aus eigener Produktion nur einen Bruchteil dieses Bedarfs decken konnte.<sup>3</sup> (Steinkohlenvorkommen hatte sie überhaupt nicht, die jährlich ca. 2,5 Millionen Tonnen geförderte Braunkohle konnte insgesamt nur 1 Millionen Tonnen Steinkohlenenergie ersetzen.) So verfügte sie also von der für den Betrieb der geerbten, relativ entwickelten Industrie erforderlichen Kohle über weniger als ein Zehntel.

Die Ansichten, die den Friedensvertrag vom wirtschaftlichen Gesichtspunkt kritisierten, taten die Entente Freunde im allgemeinen mit dem Hinweis auf die Schweiz ab und sagten, »die Schweiz verfügt über noch weniger Kohle und andere Energieträger, trotzdem hat sie durch moderne Nutzung der Wasserenergiequellen eine auch im Weltmaßstab bedeutende feinmechanische Industrie schaffen und das gesamte Eisenbahnnetz elektrifizieren können. Auch Österreichs natürliche Gegebenheiten bieten große Möglichkeiten, die fehlenden Kohle-Energiequellen durch den Bau von Wasserkraftwerken zu

<sup>3</sup> G. STOLPER: *Deutsch-Österreich als Sozial- und Wirtschaftsproblem*. Wien, 1921, S. 81–89.

ersetzen.« Dieses Argument war — auf lange Sicht und bei normalen Wirtschaftsverhältnissen — natürlich wahr. Im konkreten Fall jedoch konnte man Österreich nicht mit der Schweiz vergleichen. Während dort der Ersatz der fehlenden Rohstoffe durch eine allmähliche und organische Wirtschaftsentwicklung gelöst worden war, sah sich Österreich dem seine wirtschaftliche Existenzgrundlage bedrohenden Problem völlig unvorbereitet und unerwartet gegenüber.

Aber nicht nur der Kohlemangel bereitete schwere Sorgen. Ein ähnliches Ausmaß hatte auch der für die moderne technische Entwicklung unentbehrliche Mangel an Erdöl und Benzin.

Aus der Aufteilung ergaben sich aber auch andere Probleme, die — auf längere oder kürzere Zeit — eine erfolgreiche Tätigkeit der Wirtschaft lähmten. So waren zum Beispiel ganze Industriezweige ausgefallen oder Industriezweige, die bestimmte Phasen der Produktion durchführten, in das andere Land gekommen. So lagen fast die gesamte Glasindustrie, die Zuckerindustrie und von der Textilindustrie die Weberei in der Tschechoslowakei, während die Spinnerei und fast die gesamte Konfektionsindustrie auf dem Gebiet der Österreichischen Republik verblieben war.<sup>4</sup>

Auch in der für die Ernährung der Bevölkerung grundlegenden Landwirtschaft zeigten sich große Probleme, die — ähnlich wie in der Industrie — weniger aus dem Fehlen der zur Selbstversorgung notwendigen objektiven Voraussetzungen, als vielmehr aus dem unerwarteten Zerfall der früheren wirtschaftlichen Einheit herrührten.<sup>5</sup> Nach dem plötzlichen Ende der früheren Arbeitsteilung konnte die auf dem Gebiet der österreichischen Republik verbliebene Landwirtschaft in den zur Volksernährung wichtigsten Zweigen — vor allem in den Brotgetreidearten, Fetten und bei Fleisch — nur einen Bruchteil der für das Existenzminimum notwendigen Menge produzieren. Die wirtschaftliche Anpassung an die neuen Bedingungen wäre selbst unter normalen Verhältnissen eine nicht leicht zu lösende Aufgabe gewesen, schien aber bei der Erschütterung der österreichischen Landwirtschaft nach dem Krieg, als die Agrarproduktion dieses — auch an sich nicht autarken — Gebiets im Vergleich

<sup>4</sup> OTTRUBA, op. cit. S. 14.

<sup>5</sup> Von Österreichs Bodenfläche (8 383 370 ha) waren 37,7% Waldland, 27,3% Wiesen und Weiden, 10,5% war landwirtschaftlich nicht nutzbarer Boden und nur 23% betrug die Ackerfläche, 1,5% waren Garten- und Weinkulturen. In Deutschland umfaßte die Ackerfläche 50% des landwirtschaftlich nutzbaren Bodens. (DR. H. KNIESCHE: *Die großdeutsche Wirtschaftseinheit*. Leipzig, 1929. S. 122.) Ein wesentlich günstigeres Bild erhalten wir, wenn wir die Ackerfläche der österreichischen Republik zur Einwohnerzahl in Beziehung setzen. So entfielen in Österreich 0,6, in Belgien 0,2, in Deutschland 0,3, in der Schweiz 0,5, in Italien 0,5 und in der Tschechoslowakei 0,5 ha Ackerfläche auf einen Einwohner. Noch günstiger war Österreichs Lage, wenn wir die zur landwirtschaftlichen Produktion geeignete Gesamtfläche auf die Zahl der Einwohner aufteilen, so entfielen in Österreich 1,2, in Belgien 0,4, in Deutschland 0,5 und in der Tschechoslowakei 0,9 ha landwirtschaftliche Nutzfläche auf eine Person. (M. JÄGER: *Die wirtschaftliche Expansion des deutschen Imperialismus in Österreich 1918—1945*. Diss. 1957. S. 22—23.)

zu 1913 durchschnittlich um 53% gesunken war, geradezu aussichtslos.<sup>6</sup> Für die Versorgungsschwierigkeiten der Hauptstadt mit ihren fast 2 Millionen Einwohnern und des Industriegebiete ist bezeichnend, daß Anfang 1919 der Milchkonsum nur 17% des Vorkriegskonsums betrug, die auf Lebensmittelkarten ausgegebene tägliche Brotration umfaßte pro Kopf 100–150 gr. Ohne Übertreibung können wir feststellen, daß Österreichs Bevölkerung von der Hungersnot bedroht wurde.

Die Folgen der Auflösung berührten auch andere Gebiete des wirtschaftlichen und sozialen Lebens der Republik empfindlich. Da stand als erstes das große Fragezeichen: was sollte mit der für die Wirtschafts- und Verwaltungsbedürfnisse der Monarchie entwickelten, für die Ausmaße der kleinen österreichischen Republik aber einem Wasserkopf gleichen Hauptstadt, was sollte mit Wien werden? Die Existenz der für die neuen Bedingungen übertrieben großen Metropole war vom wirtschaftlichen wie sozialen Gesichtspunkt eine drückende Last für die österreichische Republik. Vom wirtschaftlichen Gesichtspunkt lag das Wesen des Problems darin, daß zwar die schnelle kapitalistische Entwicklung um die Jahrhundertwende auch Prag und Budapest in die Reihe der bedeutenderen europäischen Großstädte gehoben hatte, aber unverändert Wien das Zentrum von Wirtschaft, Handel und Finanzen des Habsburgerreiches geblieben war. In Wien konzentrierte sich das Bank- und Kreditwesen der Monarchie, das Großhandelsnetz, hier entstanden die Verwaltungszentren der großen Industriebetriebe, Wien war die Lenkungszentrale des Eisenbahn- und Straßenverkehrs, der Fluß- und Seeschifffahrt. (An dieser Stelle wollen wir uns nicht ausführlicher mit der Rolle beschäftigen, die Wien im wissenschaftlichen, kulturellen und künstlerischen Leben des Reiches gespielt hat, ohne Zweifel aber konnte es nach 1918 — das zeigt die Abwanderung der geistigen Elite — den auf die Dimensionen der Monarchie eingestellten geistig-künstlerischen schöpferischen Persönlichkeiten und den Institutionen kein ausreichendes Betätigungsfeld mehr bieten.) Gustav Stolper, der bekannte Wirtschaftswissenschaftler der 20er Jahre charakterisiert die Rolle Wiens und der österreichischen Bundesländer in der Doppelmonarchie folgendermaßen: »Deutsch-österreich hat niemals vom Ertrag seiner eigenen Wirtschaft gelebt . . . Es ist vielmehr der Bourgeois unter den Völkern der Monarchie gewesen, es hat ihnen als Kaufmann, Techniker, Organisator, Gelehrter, Beamter, Offizier die typisch bürgerlichen Dienste geleistet, für die es als Entgelt Einnahmen aus dem gesamten Gebiet des früheren Österreich-Ungarn gezogen hat.«<sup>7</sup> Nur noch eine einzige Angabe zur Charakterisierung der Bedeutung der bürgerlichen »Funktionen«: Wiener Bankinstitute waren an 54 Bankunternehmen — und durch sie

<sup>6</sup> I. BEREND—GY. RÁNKI: *A Duna-medence gazdasági problémái a Monarchia felbomlása után* (Die wirtschaftliche Probleme im Donaubecken nach dem Zerfall der Monarchie). MTA Filozófiai és Történettudományi Osztályának Közleményei. Budapest, 1968. S. 419.

<sup>7</sup> STOLPER, op. cit. S. 115.



an 160 Industrieunternehmen — interessiert, die nach 1918 in den Besitz der Nachfolgestaaten kamen.<sup>8</sup>

Mit dem Auseinanderbrechen des Habsburgerreiches gingen die meisten dieser Funktionen auf die neuen Nationalstaaten über. Daraus folgte, daß der größte Teil des leitenden Wirtschafts- und Verwaltungsapparates, der innerhalb der neuen Grenzen und im Rahmen der wirtschaftlichen Gegebenheiten seine Zukunft nicht nur für ungewiß, sondern für aussichtslos hielt, bei der österreichischen Republik geblieben war. Verständlich also, daß Bankkapital, Handelsnetz usw., ihres Tätigkeitsfeldes zum größten Teil beraubt, neuen Bewegungsraum suchten. Ein Teil hätte dies — je nach den wirtschaftlichen Interessen — gern durch den Anschluß, ein anderer Teil durch die, alte Wirtschaftsverbindungen erneuernde, Donaukonföderation getan. Gemeinsam war ihnen das Grundprinzip: sie suchten die Lösung außerhalb der vom Friedensvertrag gezogenen Grenzen. Mit dieser Feststellung wollen wir bei weitem nicht die politische Bedeutung dieser Bestrebungen qualifizieren oder sie aufgrund ihrer gemeinsamen Resultate beurteilen. Wir wollen lediglich die Aufmerksamkeit auf die wirtschaftlichen Beweggründe der Anschlußbewegungen bzw. der Donaukonföderationspläne lenken.

Die überdimensionierte Hauptstadt bereitete neben den angeführten wirtschaftspolitischen Schwierigkeiten auch sich auf Jahrzehnte auswirkende soziale und politische Probleme. Von den 6,5 Millionen Einwohnern des Landes wohnten 3,5 Millionen in Wien und Niederösterreich (Wiens Einwohnerzahl bewegte sich um 1,6 Millionen). Statistische Angaben aus Österreich nach 1918 zeigen folgende Berufsverteilung: insgesamt 3,66 Millionen Berufstätige, davon waren 1,61 Millionen (44%) in der Land- und Forstwirtschaft beschäftigt, 1,19 Millionen in Industrie und Handwerk, 589 000 (16%) arbeiteten in Handel und Verkehr, 267 000 (7%) waren staatliche und öffentliche Angestellte. Allein in Wien wurden 932 000 private und öffentliche Angestellte gezählt.<sup>9</sup> Diese Proportionen waren auch 1918/19 ähnlich bzw. gerade in jenen Sektoren, die das Budget belasteten, dadurch noch ungünstiger geworden, daß den von der Monarchie entlassenen Beamten, die in großer Zahl aus den Nachfolgestaaten zurücksiedelten, Brot und Schreibtisch gesichert werden mußte. Nach den Angaben des österreichischen Finanzministeriums betrug die Zahl der öffentlichen Angestellten (ohne Militärangehörige) im Etatsjahr 1919/20 insgesamt 233 000,<sup>10</sup> was bedeutete, daß — die unterhaltenen Familienmitglieder mitgerechnet, aber ohne Pensionisten — 615 000 Menschen zu Lasten des Etats lebten. Zu einer Zeit, da das Wirtschaftsleben gelähmt war, mußte dies zu einem abnorm hohen Defizit führen. Im Etatsjahr 1919/20 fungierten die

<sup>8</sup> JÄGER, op. cit.

<sup>9</sup> Der österreichische Volkswirt. 1919. Jg. 11. Nr. 12. S. 225—226.

<sup>10</sup> Die vorhin angeführte Angestelltenanzahl von 267 000 umfaßte auch die Militäranghörigen.

Einnahmen mit 6 295 Millionen Kronen, die Ausgaben jedoch machten 16 873 Millionen Kronen aus, das Defizit betrug also mehr als 10 Millionen Kronen.<sup>11</sup>

Das neue Österreich war ein ganz eigenartiges Gebilde. Während die Hauptstadt — und einige Industriebezirke — auf einem relativ hohen Niveau der kapitalistischen Entwicklung standen, hatten die meisten Bundesländer und deren Hauptstädte vor allem bäuerlich-kleinbürgerlichen Charakter. Die Eigentumsverhältnisse beim Grundbesitz zeigten, daß die Klein- und Mittelbesitze von 5—200 Hektar dominierten; nur 0,6% des gesamten Grundbesitzes war größer als 200 Hektar, wobei der größte Teil aus Waldflächen bestand.<sup>12</sup> Wegen der besonderen geographischen Verhältnisse des Landes fehlten die großen zusammenhängenden Ackerflächen und die Almwirtschaft war für einen großen Teil der Landwirtschaft charakteristisch. Österreichs Grundbesitzverhältnisse zeugen also — in Gegensatz zu dem in Osteuropa, vor allem in Ungarn herrschenden Großgrundbesitzsystem — von einer festen wirtschaftlichen Position der Schichten des Klein- und vor allem (?) Mittelgrundbesitzes. So günstig dieses Bild im Vergleich zu der in der halbfeudalen ungarischen Landwirtschaft herrschenden Grundbesitzverhältnisse ist, so ungünstig ist es vom Gesichtspunkt der Anforderungen der modernen kapitalistischen Entwicklung. Gegenüber der kapitalistischen Entwicklung vertrat der mittlere Grundbesitz den wirtschaftlichen und politischen Konservatismus und romantischen Antikapitalismus, aber diese Tendenz war in Österreich noch stärker, wo — da der Großgrundbesitz fehlte — die Opposition der Schichten des mittleren Grundbesitzes sich vor allem und beinahe ausschließlich gegen die die alten Traditionen zu vernichten drohende Stadt richtete. Die unterschiedliche sozialwirtschaftliche Struktur Wiens und der Bundesländer gibt einerseits die Erklärung für die Gegensätze zwischen dem »roten Wien« und den »die Traditionen in Ehren haltenden Bundesländern«, die sich später in den offenen Zusammenstößen zwischen Heimwehr und Schutzbund entluden.

Nach dem Zerfall des Habsburgerreiches stellte sich auch heraus, daß Wien — dessen Wirtschaft viel tiefer in den tschechisch-mährischen, galizischen Industrie- und in den Küstengebieten als in den deutschsprachigen Bundesländern wurzelte — nicht in der Lage war, die Rolle der Hauptstadt der österreichischen Republik sofort und ohne Schwierigkeiten zu übernehmen. Die unerwartete historische Wende hatte Wien auf eine engere Basis gestellt, aber — trotz des sprachlichen und kulturellen Zusammenhalts — offenbarte sich sofort das Fehlen einer, Hauptstadt und Bundesländer zu einer Einheit zusammenschweißenden, gemeinsamen Entwicklung. Die Jahrhunderte, besonders aber die Jahrzehnte der schnellen industriellen Entwicklung um die Jahrhundertwende, als Wien die Rolle des Zentrums des multinationalen Reiches zufiel, waren nicht spurlos an ihm vorübergegangen. Obwohl Wien in der öster-

<sup>11</sup> STOLPER, op cit. S. 34.

<sup>12</sup> DR. F. HABER: *Österreichs Wirtschaftsbilanz*. München—Leipzig, 1928. S. 25.

reichischen Hälfte des Reiches die führende-herrschende Stellung des deutschen Elements symbolisiert hatte, war es in gewissem Sinne — auch im Hinblick auf die herrschende Elite — ein Spiegelbild des Vielvölkerreiches geworden.<sup>13</sup> Es gibt keine andere Hauptstadt in der Welt, die auf einem solchen Konglomerat der Nationalitäten aufgebaut worden wäre. Aber 1918 ergaben sich gerade daraus die Probleme. Das multinationale Wien geriet an die Spitze der jetzt auf das deutsche Sprachgebiet begrenzten, in nationaler Hinsicht also homogenen österreichischen Republik. Die Gründe für die Spannungen liegen auf der Hand: die in ihren Wirtschaftsinteressen, ihrer nationalen Buntheit, im kulturellen und geistigen Habitus übernationale Hauptstadt repräsentierte Bundesländer, die durch ihre wirtschaftliche Isolierung und Umgeben von den Schutzmauern ihrer Länderverfassungen, den »reinen« nationalen Charakter bewahrt hatten und sich — Wien gegenüber — für die wahren Vertreter des deutschen Ethnikums im Alpengebiet hielten. Wiens Lage war nach 1918 von einem eigenartigen Widerspruch gekennzeichnet: während Prag, Belgrad und Budapest jede Gemeinsamkeit mit dem »deutschen« Wien leugneten, versuchten die deutschen Bundesländer — von Vorarlberg bis Steiermark —, in Wien den Vertreter der dem deutschen Ethnikum fremden (tschechischen, jüdischen, kroatischen, italienischen, ungarischen, slowenischen) Einflüsse und Interessen erblickend, sich von der als »Fremdkörper« empfundenen Hauptstadt unabhängig zu machen. Die rückständig bäuerlich-kleinbürgerliche Wirtschaftsstruktur der Bundesländer determinierte das sich in der Bewußtseinssphäre zeigende nationale Mißtrauen, das nach 1918 in den verschiedenen Formen der Forderung »los von Wien« zum Ausdruck kam. Die negative Auswirkung zeigte sich jahrzehntelang vor allem darin, daß eine gefühlsmäßige Trennwand zwischen dem »fremden« Wien und den »deutschen« Bundesländern aufgebaut wurde und damit die Entstehung und Stärkung des Nationalbewußtseins innerhalb der neuen nationalen Grenzen auf lange Zeit verzögerte, ja unmöglich machte.

Zu den Problemen der Wirtschaftslage zurückkehrend: der Zerfall der Monarchie zerschnitt innerhalb kurzer Zeit so gut wie alle wirtschaftlichen Bande zwischen Wien und den anderen Nachfolgestaaten. Schon an der Wende 1918/19 wäre die Lösung der Versorgungs- und Produktionsprobleme hoffnungslos gewesen, aber um die völlige wirtschaftliche Liquidierung durchzuführen, brauchten auch die Nachfolgestaaten eine gewisse Übergangszeit, des-

<sup>13</sup> Am 1. Januar 1914 waren von den 6213 Angestellten der k.u.k. Ministerien und des Verwaltungsgerichts 653 tschechischer, 308 polnischer, 276 ungarischer, 158 südslawischer, 73 italienischer und 23 rumänischer Nationalität. Im Studienjahr 1911–1912 zeigte die Zusammensetzung der österreichischen Hochschulen nach Nationalitäten folgendes Bild: 17 600 Deutsche, 5 900 Tschechen, 8 700 Polen, 1 270 Südslawen, 1 500 Rumänen, 706 Slowenen und 780 Italiener. (E. HOOR: *Österreich, 1918–1938. Staat ohne Nation, Republik ohne Republikaner*. Wien, 1966. S. 24–25.)

halb ging die Aufhebung der politischen Bande nicht sofort und automatisch mit dem Zerfall der früheren Wirtschaftsgemeinschaft einher. Gustav Stolper schreibt darüber: »Wenn Wien nicht schon im Winter 1918/19 den Betrieb seines Gas- und Elektrizitätswerkes, seinen Eisenbahn- und Straßenbahnverkehr einstellen mußte, so dankte es dies der Tatsache, daß der Tschechoslowakische Staat erst allmählich seine Staatshoheit über das deutsche Gebiet der Sudetenländer ausdehnen konnte und bis dahin die böhmischen und mährisch-schlesischen Reviere gewisse Kohlenmengen nach Deutschösterreich senden konnten, daß bis zum Frühjahr 1919 die Bank- und Währungsgemeinschaft der österreichischen Nationalstaaten aufrecht blieb und bis in den Mai 1919 aus den Mitteln, die das letzte gesamtösterreichische Kabinett Lammasch-Redlich schon mitten in der Revolution offenbar rechts- und gesetzwidrig bei der Österreichisch-Ungarischen Bank entlehnt hatte (es handelt sich um 2 Milliarden Kronen), der Zinsendienst für sämtliche österreichischen Anleihen aufrechterhalten und die Kosten der Liquidation der gemeinsamen Einrichtungen von Wien her bestritten werden konnten.«<sup>14</sup> Mit der Aufhebung der wirtschaftlichen Verbindungen jedoch nahmen Österreichs wirtschaftliche Schwierigkeiten immer mehr zu. Im Sommer 1919 betrug die Produktion kaum mehr als ein Drittel des Jahres 1913, die Zahl der Arbeitslosen war auf ungefähr 200 000 angestiegen.<sup>15</sup> Ein Jahr später, im September 1920, konnte die österreichische Industrie wegen der Senkung der Kohlenlieferungen nur noch ein Viertel ihrer Kapazität nutzen, Eisen- und Stahlproduktion waren auf 10% des Niveaus von 1913 gesunken, was natürlich einen bedeutenden Rückfall in der Produktion der Maschinenindustrie nach sich zog.<sup>16</sup>

Neben dem Rohstoffmangel wirkte sich auch der Verlust der Absatzmärkte lähmend auf die Produktion aus. Die österreichische Schwerindustrie, die Maschinenproduktion und auch die Wiener Luxusindustrie waren auf die Befriedigung des Bedarfs der Gesamtmonarchie eingestellt. Nach 1918 waren auf dem Gebiet Österreichs Industriezweige verblieben, die früher die Kriegsflotte der Monarchie, die Armee, das Eisenbahnnetz, ihre Krankenhäuser und Fabrikeinrichtungen beliefert hatten, deren Gesamtkapazität also auf den gemeinsamen Bedarf des Reiches eingestellt war. Diese Industriezweige wären, nachdem sie ihr Hinterland verloren hatten, selbst dann in eine kritische Lage gekommen, wenn die übrigen Voraussetzungen für einen kontinuierlichen Betrieb gegeben gewesen wären. Die strukturelle und technische Umbildung der Produktion hätte viel Zeit und außergewöhnlich hohe Investitionen erfordert, die österreichische Republik aber hatte weder das eine noch das andere. Auch die Wiener Luxusindustrie geriet in die Krise. Um den Luxusbedarf der Kaiserstadt zu befriedigen, hatte sich ein bedeutender Sektor von kleinen und mitt-

<sup>14</sup> STOLPER, op. cit. S. 5.

<sup>15</sup> BEREND—RÁNKI, op. cit. S. 419.

<sup>16</sup> Der österreichische Volkswirt. 1920. Jg. 13. Nr. 8. S. 120.

leren Betrieben herausgebildet, der teure Stilmöbel, Schmuckwaren und Geschenkenartikel, seltene Musikinstrumente, arbeitsaufwendige Bekleidung und Wäsche herstellten, sich auf die Erzeugung besonderer Tuche und Seiden spezialisiert hatten.<sup>17</sup> Die plötzlich verarmte republikanische Hauptstadt konnte natürlich der Luxusindustrie der Kaiserstadt keinen Absatzmarkt bieten.

Der allgemeine und stürmische Rückgang der Produktion zog unweigerlich den Zusammenbruch der finanziellen Lage des Landes nach sich, denn um die elementaren Existenzbedingungen zu sichern, mußte (zum Ankauf von Lebensmitteln, Heizmaterial usw. im Ausland) der Devisenbestand in immer stärkerem Maße angegriffen bzw. mußten Auslandskredite aufgenommen werden, was die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit nicht durch Produkte ausgleichen konnte. Außerdem hatte auch der Krieg große Schulden als Erbe hinterlassen. Allein die 12 größten Wiener Banken schuldeten Frankreich 111 Millionen Franken und 129 Millionen Kronen, England 6 Millionen Pfund und 34 Millionen Kronen, den USA 2 Millionen Dollar und 25 Millionen Kronen. Diese Schulden machten, in die Währung der Krone im Jahre 1920 umgerechnet, mehr als 11 Milliarden Kronen aus, pro Bank also im Durchschnitt 1 Milliarde Kronen, ein Betrag, der ihr Eigenkapital um ein Vielfaches überstieg.<sup>18</sup> Um so schwerwiegender aber war — im Verhältnis der Zunahme des Banknotenumlaufs — der stürmische Rückgang des internationalen Wertes der Krone. Im Juli 1914 hatte die Österreichisch-Ungarische Bank einen Notenumlauf von 2 345 Millionen, Ende 1918 betrug er 34 889 Millionen Kronen. Die internationale Bewertung der Krone entwickelte sich folgendermaßen: 100 Kronen waren Ende 1913 noch an die 105 Schweizer Franken wert, Ende 1918 entsprachen sie 52 Franken, im März 1914 gerade 24 Franken, im September des gleichen Jahres nur noch 8,90 Franken und im Dezember lediglich 3,50 Franken. Zu diesem Zeitpunkt war sie also auf 1/33stel ihres Vorkriegswertes gesunken, aber damit nicht genug, denn Ende 1921 war sie auf 1/40stel des Vorkriegswertes zusammengeschrunft.<sup>19</sup> Die Inflation nahm in immer schnellerem Tempo zu und drohte im Sommer 1922 mit der völligen Auflösung der finanziellen und wirtschaftlichen Lage. Sie steigerte die ohnehin schweren Sorgen des Staatshaushalts, denn der Realwert der Steuer- und Tarifeinkünfte nahm von Tag zu Tag ab. Während 1913 die auf einen Einwohner entfallende Steuer- und Tarifleistung 31,22 Goldkronen betrug, entsprach dieser Betrag im Sommer 1922 nur noch 4,28 Goldkronen.<sup>20</sup>

Da Kapitalkraft im Inland fehlte, geriet die österreichische Wirtschaft — in größerem Ausmaß als die anderen Nachfolgestaaten — unter den Ein-

<sup>17</sup> *Der Streit um die Lebensfähigkeit Österreichs*. Stuttgart, 1926.

<sup>18</sup> STOLPER, op. cit. S. 54—55.

<sup>19</sup> G. GRATZ: *Magyarország a két világháború között* (Ungarn zwischen den beiden Weltkriegen). Manuskript, S. 185.

<sup>20</sup> *Ein Jahrhundert Credit-Anstalt Bankverein*. Wien, 1957. 1881.

fluß des ausländischen Kapitals; in den vom Gesichtspunkt der Gesamtheit der Nationalwirtschaft entscheidend wichtigen Industriezweigen und Großbetrieben übernahmen ausländische kapitalistische Interessengruppen die Führung. So kauften z. B. schon 1919 zwei italienische Banken die Aktienmehrheit des bedeutendsten Werkes des österreichischen Eisen- und Stahlindustrie, der Alpinen-Montangesellschaft, aus ihren Händen gingen die Aktien 1921 in den Besitz des deutschen Industriebarons Hugo Stinnes über, der im Weltkrieg ein Milliardenvermögen gemacht hatte.

Die schweren wirtschaftlichen Probleme der neuen österreichischen Republik erweckten bei vielen Zweifel an der Lebensfähigkeit Österreichs, das durch den Friedensvertrag »zum Leben« verurteilt worden war. Vor allem die Sozialdemokraten, unter ihnen vornehmlich Otto Bauer, vertraten mit der größten Massenwirkung und am konsequentesten den Standpunkt, das mit dem Friedensvertrag von Saint Germain geschaffene Österreich sei lebensunfähig. Bei der ersten Behandlung des Friedensvertragstextes im Parlament am 7. Juni 1919, erklärte Otto Bauer: »So wird Deutschösterreich zu einem wirtschaftlich schlechthin unmöglichen Gebilde. Die Zweimillionenstadt, deren Dasein auf ein Wirtschaftsgebiet von 50 Millionen Menschen gegründet war, kann in dem kleinen, unfruchtbaren Sechsmillionenstaat nicht bestehen, das arme Gebirgsland der Alpen kann die Riesenlast, die das Erbe der Großmachtpolitik eines 50-Millionenreiches ist, nicht tragen. Auf uns selbst gestellt, *lebensunfähig*, können wir nur in einem größeren Verband die Möglichkeit erlangen, uns allmählich wieder emporzuarbeiten. Darum streben wir den Zusammenschluß, mit dem großen deutschen Mutterlande an . . .«<sup>21</sup> Diese Möglichkeit sah er ausschließlich in der Durchführung des Anschlusses. Nach der Unterzeichnung des Friedensvertrages führte er neue Argumente zum Beweis der wirtschaftlichen Lebensunfähigkeit an. Auf der Parlamentssitzung am 24. Oktober 1919 sagte er: »Wir müssen ausgehen von der Tatsache, daß wir, was heute nur noch wenige bestreiten, ein Land sind, das, wirtschaftlich auf seine eigenen Kräfte angewiesen, einfach nicht existieren kann.

Es ist jetzt ein Jahr her oder etwas mehr als ein Jahr, daß das von unserer Seite zuerst ausgesprochen worden ist. Damals, als die alte Monarchie zusammenbrach und als unter unserer tätigen Mitwirkung, ja, wir dürfen wohl sagen, in gewissem Sinne unter unserer Führung, der deutschösterreichische Staat gegründet worden ist, damals haben wir doch gleichzeitig mit aller Entschiedenheit und mit aller Offenheit gesagt, daß wir diesem Staat an sich, wenn er allein bleiben muß und auf sein eigenen Kräfte angewiesen bleibt, nicht für ein lebensfähiges Gebilde halten.«<sup>22</sup> Den wichtigsten organischen Fehler der österreichischen Wirtschaft erblickte er im unversöhnlichen Widerspruch zwischen Export und Import: Das augenfälligste Zeichen der Lebensunfähigkeit sei der

<sup>21</sup> H. VON PALLER: *Der Großdeutsche Gedanke*. Leipzig, 1928. S. 146.

<sup>22</sup> H. FISCHER: *Zum Wort gemeldet: Otto Bauer*. Wien, 1968. S. 57–58.

bestehende außergewöhnliche Widerspruch zwischen Importbedarf und Exportfähigkeit, der — seiner Ansucht nach — auch durch eine radikale Senkung des Konsums von Importwaren und eine umfassende Erhöhung der Produktion von Exportwaren nicht ausgeglichen werden könne. Allein schon deshalb nicht, argumentierte Bauer, weil Österreichs gegenwärtiges Wirtschaftsgebiet selbst zu Zeiten der Monarchie, also unter vollkommen friedlichen und normalen Wirtschaftsverhältnissen, nicht in der Lage gewesen sei, sich aus den Ergebnissen seiner eigenen Arbeit zu erhalten.

Otto Bauers Argumente lösten eine wahre Lawine der wirtschaftswissenschaftlichen und wirtschaftspolitischen Literatur aus,<sup>23</sup> wobei die meisten Autoren — aus den verschiedensten politischen Beweggründen — versuchten, Österreichs Lebensunfähigkeit durch weitere Belege zu untermauern. Der einflußreichste Autor der Theorie von der »Lebensunfähigkeit« war ohne Zweifel Gustav Stolper, der den Anschluß als den einzig möglichen Weg für Österreich betrachtete, weil — um das wichtigste Argument hervorzuheben — Österreich von der »wirtschaftlichen Abhängigkeit von den Nachfolgestaaten befreit«, Wien seine zentrale wirtschaftliche Rolle in Richtung Osteuropa nur mit Unterstützung durch die starke deutsche Industrie bewahren und außerdem mit ihrer Hilfe leicht der strukturellen und technischen Schwierigkeiten der österreichischen Wirtschaft Herr werden könne. »... ein Volk kann nicht lange vom Bettel leben und ein Volk lebt nicht nur von Brot, es braucht ein Lebensziel der Gemeinschaft: Der deutschösterreichische Staat kann diesen Lebensziel nicht sein, weil er ein künstliches, von niemandem gewolltes, historisch ungegründetes Gebilde ist. So bleibt dem Deutschösterreicher nur die Wahl und die Möglichkeit zur Vereinigung seines Schicksals mit dem des ganzen deutschen Volkes.«<sup>24</sup>

Gegenüber den Vertretern der Theorie von der »Lebensunfähigkeit« gab es jedoch auch solche, die der Ansicht waren, daß — auf längere Sicht — trotz der schweren strukturellen Problems und der augenblicklichen erdrückenden wirtschaftlichen Schwierigkeiten die wirtschaftliche Gesundung Österreich vorstellbar sei. Ernst Broda schrieb als Schlußfolgerung seiner im Mai 1920 im

<sup>23</sup> G. STOLPER: *Deutsch-Österreich als Sozial- und Wirtschaftsproblem*. München, 1921; O. BAUER: *Die Wirtschaftskrise in Österreich. Ihre Ursachen, ihre Heilung*. Wien, 1925; F. HERTZ: *Ist Österreich wirtschaftlich lebensfähig?* Wien, 1921; E. SCHEFFER: *Österreichs wirtschaftliche Sendung*. Leipzig, 1927; E. GEBERT: *Flammenzeichen. Österreich Wirtschafts-schicksal*. Wien, 1927; G. HÖPER: *Österreichs Weg zum Anschluß*. Berlin, 1928; H. FRANZEN: *Die deutsch-österreichischen Wirtschaftsbeziehungen in der Nachkriegszeit*. Köln, 1928; SCHILDER: *Der Streit um die Lebensfähigkeit Österreichs*. Stuttgart, 1926; G. SLAVIK: *Der Außenhandel und die Handelspolitik Österreichs 1918—1928*. Klagenfurt, 1928; F. HABER: *Die österreichische Wirtschaftsbilanz*. München, 1927; O. EHRLICH: *Kann Österreich geholfen werden*. Wien—Leipzig—London, 1927; V. KEINBÖCK: *Das österreichische Sanierungswerk*. Stuttgart, 1925; H. KNIESCHE: *Die großdeutsche Wirtschaftseinheit*. Leipzig, 1929; KLEIN-WÄCHTER: *Der deutsch-österreichische Mensch und der Anschluß*. Wien, 1926; H. KALLBRUNNER: *Der Wiederaufbau der Landwirtschaft Österreichs*. Wien, 1926; BASCH—DVORAČEK: *L'Autriche et son existence économique*. Prag, 1925.

<sup>24</sup> STOLPER, op. cit. S. 151.

»Volkswirt« erschienenen Artikelserie: »Wir besitzen eine, wenn auch vorübergehend verwahrloste, so doch im ganzen einer großen Entwicklung fähige Landwirtschaft und eine völlig intakte, durch die Kriegsereignisse nirgends material geschädigte, sondern vielfach in ihrer Leistungsfähigkeit beträchtlich gesteigerte Industrie, ferner einen Handel, dem ganz neue Zukunftsmöglichkeiten offenstehen.«<sup>25</sup> Über die Aussichten der Entwicklung in der Landwirtschaft meinte der Agrarfachmann Kallbrunner,<sup>26</sup> daß Österreich in absehbarer Zeit in der Lage sein werde, aus der eigenen Produktion 75% seines Getreidebedarfs und den Gesamtbedarf an Kartoffeln, Gemüse und Trockenfutter zu befriedigen. Nach der Lösung des Kohleproblems werde Österreich bereits Zuchtvieh und Holzmaterial exportieren und damit den Import der fehlenden Getreidearten, Zucker und Kolonialwaren decken können. Der spätere Außenminister Dr. Heinrich Mataja legte 1920 in einem Memorandum an das deutsche Außenministerium dar, daß Österreich sich, da der Friedensvertrag den Anschluß unmöglich mache, auf wirtschaftliche Selbständigkeit einrichten müsse und daß dazu auch die Voraussetzungen gegeben seien. Der Ernteertrag der Landwirtschaft könne wesentlich gesteigert werden, durch den Bau von Wasserkraftwerken könnten die Energieprobleme gelöst werden, weiterhin könne Wien durch sein Handels- und Banknetz viel von den verlorenen Wirtschaftspositionen im Osten zurückgewinnen.<sup>27</sup>

Was die Zukunft anbetraf, waren also die Meinungen geteilt. Ein großer Teil der Unternehmer — vor allem die in der Stahl- und Eisenindustrie Interessierten — wiesen den Anschluß zurück, weil sie die erdrückende Konkurrenz der entwickelteren deutschen Schwerindustrie fürchteten.<sup>28</sup> Das in Osteuropa interessierte Bank- und Handelskapital hätte lieber die Erneuerung der alten Verbindungen als den Anschluß gesehen, dagegen blieben die am deutschen Markt interessierten Wirtschaftskreise trotz des Verbots durch den Friedensvertrag auch weiterhin Anhänger des Anschlusses.

In den Anschlußbestrebungen nach 1918 trafen sich in eigenartiger Form die Vorstellungen der österreichischen kapitalistischen Kreise, daß sie nämlich im Verein mit dem deutschen Großkapital neue Expansionskraft gewinnen könnten, mit der traditionellen Überzeugung der Sozialdemokraten, daß die »großen Wirtschaftseinheiten« im Kampf um bessere soziale Bedingungen die günstigeren Voraussetzungen und Rahmen gewähren. Die Konzeption vom »selbständigen Österreich« verwarfen sie als reaktionär-konservative Parole des provinziellen Nationalismus und der in die Vergangenheit blickenden Kräfte,<sup>29</sup> und beurteilten die Lage dahingehend, daß sich vereint mit dem auf einem höheren Niveau der industriellen Entwicklung stehenden Deutschland auto-

<sup>25</sup> DR. E. BRODA: Der österreichische Volkswirt. 1920. Jg. 12. Nr. 31. S. 595.

<sup>26</sup> DR. H. KALLBRUNNER: Der österreichische Volkswirt. 1920. Jg. 12. Nr. 51. S. 934.

<sup>27</sup> AA Bonn. Österreich Po. 2. Bd. II. 3471.

<sup>28</sup> AA Bonn. Österreich Po. 2. Bd. II. 459.

<sup>29</sup> F. SCHEU: *Der Weg ins Ungewisse*. Wien—München—Zürich, 1972. S. 29.



матически все проблемы решались, которые возникли в результате распада монархии в экономической и социальной перспективе для Австрии имелись.

В эмоциональные дискуссии о экономической жизнеспособности не изменили ничего в положении Австрии. Договор мира имел для ее независимости значение, поэтому для нее оставался только один путь: войти в новые рамки. Поскольку Австрия была не в состоянии из-за распада монархии возникающих трудностей справиться, то победители для обеспечения статус-кво в Центральной Европе решающую помощь при осуществлении т. н. Шейпел-санитарного проекта. Его описание или особенно его анализ не мог бы, однако, выйти за пределы нашего выступления.

*Übers. von J. Kerekes*

### **Экономическое и общественное положение в Австрии после распада Австро-Венгерской монархии**

Л. КЕРЕКЕШ

Резюме

Опираясь на богатый архивный материал, автор рисует картину экономического и общественного положения Республики Австрии в период между осенью 1918 г. и подписанием Женевского протокола в 1922 г. В результате распада империи Габсбургов и формирования новых национальных государств на сильно сокращенной территории новой Австрии возникли тяжелые экономические и социальные проблемы. Австрия потеряла те сырьевые ресурсы, на которых прежде строилась значительная часть ее промышленности. Несмотря на то, что при разделе территории империи на территории Республики Австрии оказалась сравнительно большая часть прежней промышленности, тем не менее, за отсутствием важнейших энергоносителей, а также сельскохозяйственных территорий она не в состоянии была преодолеть трудности, возникшие из-за структурной слабости экономики Австрии. На основе экономической литературы данного периода автор дает анализ «теории нежизнеспособности» Австрии, рассматривая условия возникновения и влияние последней. Анализируются экономические и социальные причины противоречий, возникших между оказавшейся слишком большой для страны столицей и провинциями.

Экономические трудности нового австрийского государства послужили одной из причин возникновения идеи присоединения Австрии к Германии. В противовес этому возникли планы сохранения определенных форм экономической общности Австрии с новыми государствами, возникшими на бывшей ее территории, однако полный отказ этих государств в политическом сотрудничестве с Австрией сделал невозможным и сохранение экономических взаимосвязей. В статье освещаются планы, направленные на оздоровление хозяйственной жизни Австрии: планы, разработанные Уильямом Гудом и Лоншером, мероприятия по оказанию помощи Австрии под эгидой Лиги Наций, а также и результаты конференций в Риме и Портоторже, проведенных с участием представителей новых государств, созданных на территории бывшей монархии.



# Les antécédents de la Révolution Industrielle en Hongrie: hypothèses et réalités

Par

D. KOSÁRY

*Nous sommes profondément touchés du décès — le 24 octobre 1974, à Paris — de l'éminent historien, Victor-Lucien Tapié, membre de l'Institut, professeur émérite de la Sorbonne. Il y a plus d'un quart de siècle que l'auteur de ces lignes avait eu l'honneur de le présenter au public hongrois. Le savant français, invité par l'Institut d'Europe Orientale, avait alors tenu sa première conférence à Budapest sur le Bilan de 1848, avec une vitalité déniait ses cheveux déjà blancs. C'était le commencement d'une longue amitié. En 1972, lors de sa dernière visite en Hongrie, à l'occasion de sa réception de docteur honoris causa par l'Université Loránd Eötvös de Budapest, il s'est intéressé vivement aux résultats acquis par les historiens hongrois au sujet du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est qu'il était en train d'écrire son ouvrage sur l'Europe de Marie-Thérèse. Il m'a gentiment reproché que j'ai manqué de publier mon rapport, sur les problèmes du développement industriel de la Hongrie du XVIII<sup>e</sup> siècle, présenté au Colloque d'histoire économique franco-hongrois en 1968. Ce rapport, il l'a déjà connu en manuscrit. Il l'a cité avec approbation dans son livre.<sup>1</sup> Hélas, je n'aurai plus d'occasion de lui envoyer le texte publié de ce rapport. Qu'on me permette pourtant de lui rendre honneur tout en consacrant ces lignes à la mémoire de l'éminent historien et fidèle ami, Victor-Lucien Tapié.*

\*

Les modèles représentant les types principaux, les grandes variantes régionales de l'évolution économique et sociale de l'Europe, se laissent reconstituer à l'aide de la méthode comparative, à partir des résultats des histoires nationales. Ces modèles, à leur tour, réagissent sur l'interprétation des mêmes histoires nationales. Sous cet aspect plus général, régional, il est plus facile d'éliminer des hypothèses éventuelles qui se proposent de ramener tout simplement certains phénomènes régionaux à des causes purement locales, nationales, certaines tendances de longue durée à des motifs éphémères, transitoires.

<sup>1</sup> V.—L. TAPIÉ: *L'Europe de Marie-Thérèse. Du baroque aux Lumières*. Paris, 1973. 207, 365. Pour un sommaire du colloque de 1968, voire: L. MAKKAI—V. ZIMÁNYI—L. KATUS: *Francia—magyar gazdaságtörténeti konferencia Budapesten* (Colloque d'histoire-économique franco-hongrois à Budapest). Századok, 1968. 1088—1103.

Les pays plus avancés de l'Europe occidentale, en possession des nouvelles conquêtes de la technique, franchirent dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle le seuil de l'époque de la révolution industrielle. Comme l'ont montré les recherches les plus récentes, les pays de l'Europe orientale, dont la Hongrie n'effectuèrent ce tournant qu'environ cent ans plus tard. Ce n'est qu'au cours du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle que la production à la machine y a atteint la proportion et le taux d'accroissement caractéristiques de la révolution industrielle. Ce modèle oriental plus tardif accuse d'ailleurs certaines modifications structurales, car la manufacture du XVIII<sup>e</sup> siècle n'est pas immédiatement suivie par une grande industrie de même profil. La révolution industrielle y est précédée — après la transformation bourgeoise (en 1848 en Hongrie) — par l'essor de l'agriculture entraînant celui du capitalisme agraire et celui de l'industrie alimentaire, par le développement rapide du système des banques et de la communication, des chemins de fer, autant des conditions indispensables de la révolution industrielle. Tout ce processus, y compris ses antécédents s'est déroulé sous l'effet de l'interaction des deux grandes régions de l'Europe: de l'Occident plus avancé et plus développée au point de vue industriel et de l'Est plus arriéré et d'un caractère plutôt agraire; le développement de ce dernier, jusque dans ses traits parallèles marque des différences de phase qui n'étaient pas sans avoir des répercussions sur le processus.

Mais quelle était la raison de ce retard, qu'est-ce qui fit naître les divergences? Ces questions et les premières réponses qui y ont été données, les plus anciennes hypothèses formulées en Hongrie, remontent précisément à l'époque de la révolution industrielle de l'Occident, autrement dit, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La première analyse des causes de l'état arriéré de l'industrie en Hongrie a été tentée dans les projets mis au point par quelques économistes hongrois de l'époque des Lumières et lesquels contenaient le programme de politique économique du mouvement national de la noblesse de 1790. La majorité de la noblesse cependant se préoccupait beaucoup plus de la protection de ses privilèges et de ses immunités fiscales et de la liquidation des «innovations» de Joseph II que de l'indépendance nationale choisie comme devise. Même les fonctions techniques et économiques dont l'État s'est chargé à l'époque de Joseph II — et qu'il entendait assumer par l'organisation d'un corps d'ingénieurs, par la construction de routes commerciales, par les travaux de régularisation des cours d'eau — lui paraissaient superflues. Il y eut toutefois certains éléments de la même noblesse, éléments plus avancés, mieux engagés dans la production de marchandises, plus intéressés dans la vente de leurs produits. Ils désiraient non seulement assurer ces fonctions dans les cadres d'un État plus indépendant et dirigé par les Hongrois, ils ne se contentaient pas de la possibilité d'exporter librement leurs produits vers les marchés étrangers, mais réclamaient en plus le développement du marché intérieur et l'industrie hong-

roise. C'est cette tendance-là que représentaient les économistes en question qui en tant que membres d'une Commission Commerciale créée par la loi de 1791 se mirent à élaborer leurs projets, non sans avoir étudié les nombreuses propositions et plaintes que les comitats nobiliaires, les magistrats des villes, les corporations marchandes, les entrepreneurs bourgeois et les propriétaires de manufactures leur firent parvenir.

Le problème de l'état arriéré de l'industrie fut posé pour la première fois par le baron Joseph Podmaniczky (1756—1823), un des chefs du mouvement, qui avait visité l'Angleterre au seuil de la révolution industrielle et y avait été élu membre de la *Royal Society*. De retour en Hongrie, il mit au point en sa qualité de conseiller de lieutenance, les principes du recensement annuaire des manufactures entre 1784 et 1788. En 1791, il consacra une étude spéciale à l'analyse de la politique douanière autrichienne (*Principia vectigalis*). Il y constata que cette politique avait tenu, dès 1754, à établir un système protectioinaire autour de la monarchie des Habsbourg, et en même temps, dans les cadres de la monarchie, à soumettre la Hongrie à l'aide d'une ligne douanière intérieure, discriminative, aux intérêts des provinces héréditaires de l'Autriche. Cette politique opprimait l'industrie de la Hongrie et contraignait ses habitants à acheter les articles industriels autrichiens, respectivement à se procurer les articles étrangers non prohibés par l'intermédiaire des commerçants autrichiens. Il faut donc, conclut Podmaniczky, abolir tout le système prohibitif, supprimer la ligne douanière intérieure et créer une direction de douane autonome pour la Hongrie.

Le sujet fut repris par Nicolas Skerlecz, l'éminent économiste croate, auteur de quatre ouvrages importants (*Descriptio*, 1791; *Status actualis*, 1792; *Projectum legum motivatum*, 1792; *Propositiones*, 1792) qui contiennent un programme cohérent et détaillé du développement économique du pays, en premier lieu au point de vue des problèmes de vente intéressant la noblesse terrienne, mais compte tenu aussi des intérêts de la bourgeoisie commerçante ou même industrielle. Il s'y occupe d'une manière approfondie du problème du marché intérieur, dont il voudrait accélérer le développement, non seulement par un repeuplement plus poussé, mais encore par des mesures favorisant l'industrie. S'appuyant sur les statistiques industrielles indiquées, il offre un tableau synthétique des manufactures du pays et par cela il se permet d'évaluer le niveau du développement de l'industrie. A l'encontre de certains économistes autrichiens (ou même hongrois), il démontre que les rapports de la Hongrie et de l'Autriche sont caractérisés non pas par une balance commerciale apparemment active, mais par une balance des paiements fortement passive. Il est le premier à appeler le régime douanier autrichien un «système colonial» déclarant que Vienne, comme «métropole», avait rélégué la Hongrie au rang d'une véritable colonie, en étouffant son industrie. Skerlecz ne va pas jusqu'à se retourner contre la monarchie des Habsbourg. Il entend assurer aux produits

hongrois et autrichiens un traitement préférentiel réciproque sur le marché des deux pays. Mais, pour affranchir la Hongrie de son état subordonné, il veut introduire une nouvelle politique douanière, élaborée avec le concours de la Hongrie, sur la base de l'égalité des droits et de la réciprocité.

Excellent programme, pour soutenir les buts politiques du mouvement en 1791; brillante analyse des tendances nettement oppressives de la politique autrichienne. Pour justifier ce programme, les économistes du XVIII<sup>e</sup> siècle s'acquittèrent de leur tâche d'une manière impeccable. On ne peut pas leur reprocher d'avoir négligé de critiquer avec la même verdeur les privilèges et le régime féodal traditionnel d'une noblesse à laquelle ils n'avaient pas cessé d'appartenir. La politique est un moyen de combattre l'adversaire. Voici donc la première réponse, et en même temps l'origine, la première version d'une conception selon laquelle l'industrie de Hongrie avait été étouffé par la politique économique coloniale de Vienne. Les projets de 1791 furent bientôt mis de côté. Restés en manuscrits, ils ne devaient être connus que par un milieu restreint. Cependant, leurs arguments ont joué un rôle important dans la lutte politique de plus en plus aiguë que l'opposition — avant 1848 — continua à mener contre le système douanier autrichien, en vue de dégager le pays de son état de dépendance. Présentés au public par un autre éminent économiste, Grégoire Berzeviczy (jeune collaborateur de Podmaniczky en 1791) dans un livre suggestif (*De commercio et industria Hungariae*, 1797), ces mêmes arguments eurent une forte répercussion. En 1844, lorsqu'on fonda — sous la direction de Kossuth — l'Association pour la Protection de l'Industrie disposant de nombreuses organisations locales dans le pays, l'idée de la lutte contre la politique économique oppressive de Vienne avait été presque unanimement adoptée par l'opinion publique. Il n'est donc nullement surprenant que l'historiographie aussi ait adopté la conception traditionnelle. Nous la retrouvons jusque dans l'ouvrage important et bien documenté que l'éminent historien, François Eckhart a publié en 1922 sur la politique économique de Vienne à l'époque de Marie Thérèse.<sup>2</sup> Eckhart y expose, à grand renfort de données, la naissance de cette politique douanière de caractère colonial, les efforts du Conseil Commercial et du Conseil d'État, en vue de réserver la Hongrie à l'industrie autrichienne en tant que marché produisant des matières premières et des denrées alimentaires. L'auteur présente ensuite, de façon non moins suggestive, le contraste, les rapports inégaux existant entre les provinces héréditaires de l'Autriche sur la voie de l'industrialisation et la Hongrie, pays agraire, dénuée de ressources. Dans leurs premiers ouvrages les auteurs marxistes portaient également des conclusions de l'œuvre d'Eckhart considérée comme fondamentale. Et ce n'est que ces derniers temps, qu'au lieu de la politique de la Hongrie du XVIII<sup>e</sup> siècle, les recherches ont pour objet le développement et la situation concrète

<sup>2</sup> F. ECKHART: *A bécsi udvar gazdaságpolitikája Mária Terézia korában* (La politique économique de la Cour de Vienne à l'époque de Marie Thérèse). Budapest, 1922.

de son industrie, qu'on commençait à se demander si la conception traditionnelle correspondait effectivement à la réalité.<sup>3</sup> En effet, ce qui avait été une brillante analyse politique en 1791 sous la plume des économistes issus des rangs de la noblesse, était devenu une hypothèse un peu trop rigide et simpliste dans les ouvrages historiques du XX<sup>e</sup> siècle.

Entendons-nous. La politique économique de Vienne, ses intentions à peine dissimulées d'assujettir la Hongrie, tout cela est une réalité impossible à nier ou à «réhabiliter». De l'autre côté, l'inégalité entre l'Autriche et la Hongrie, et l'état arriéré de cette dernière, c'est une autre réalité. Y avait-il cependant un simple rapport de cause à effet entre ces deux réalités? La révolution industrielle se fit attendre en Hongrie jusqu'au dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce retard est-il uniquement conséquence de la politique économique de Vienne? Et la Pologne? Et la Russie, empire indépendant? Considérés dans la perspective du modèle de l'Europe orientale, les problèmes et les hypothèses traditionnels revêtent un aspect nouveau.

L'opinion d'Eckhart peut se résumer en trois thèses: (1) Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Hongrie et l'Autriche vivent «pour l'essentiel dans les mêmes conditions économiques et sociales». La divergence de leurs évolutions «naît à l'époque de Marie-Thérèse». (2) La divergence, le retard de la Hongrie est imputable à la politique économique des Habsbourg. (3) Cette politique de plus en plus stricte et oppressive étouffe de plus en plus l'économie du pays et, principalement, son industrie.

Examinée de plus près, cependant, aucune de ces thèses ne s'avère entièrement juste.

Précisons, tout d'abord que dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle la Hongrie ne se trouvait pas au même niveau que la partie occidentale de l'Empire des Habsbourg. La partie centrale et méridionale du pays, presque toute la Hongrie actuelle, venait tout juste d'être affranchie de la domination turque. Le XVIII<sup>e</sup> siècle est ici encore la période du repeuplement, de la reconstruction de l'agriculture, et de la naissance des corporations artisanales. Dans les régions occidentales et septentrionales, la population était bien plus dense, les villes, les corporations, l'industrie minière avaient survécu, mais dans un état assez triste. Mais il faut surtout rappeler ici ce que les nouvelles recherches ont permis d'établir à propos du développement spécial non seulement en Hongrie, mais dans toute l'Europe orientale aux cours des époques précédentes, à propos

<sup>3</sup> W. ENDREI: *Magyarországi textilmanufaktúrák a XVIII. században* (Manufactures de textile dans la Hongrie du XVIII<sup>e</sup> siècle). Budapest, 1969. Certains préjugés anciens ont été critiqués à juste titre aussi par l'historien slovaque A. ŠPIESS: *Manufaktúrne obdobia na Slovensku, 1725—1825*. Bratislava, 1961. et id., *Die Wirtschaftspolitik des Wiener Hofes gegenüber Ungarn im 18. Jahrhundert und im Vormärz* (Ungarn-Jahrbuch); il nous semble cependant que l'auteur tend un peu à exagérer déjà l'importance des possibilités de l'industrie manufacturière dans la Hongrie du XVIII<sup>e</sup> siècle, du moins dans sa partie septentrionale. La présente étude ne nous permet pourtant pas de nous occuper de ce problème d'une façon détaillée.

de la division inégale du travail entre les pays agraires sous-développés et les pays plus avancés au point de vue industriel laquelle était provoquée par les rapports économiques plus serrés de ces derniers, ainsi qu'à propos de tout ce que ce développement implique, notamment l'arrêt du progrès industriel, le deuxième servage, la longue période du féodalisme tardif qui apparaît dans l'histoire de ces pays.<sup>4</sup>

Quelques-uns des critiques hongrois du régime douanier autrichien évoquaient, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec une certaine nostalgie, les beaux temps lorsque, avant Marie-Thérèse et son système protectionniste, les tarifs ne dépassaient pas les 5% et le vin hongrois se vendait facilement en Silésie. A la base, peut-être, d'un système d'échanges liant des pays d'un niveau égal? Pas du tout. La Hongrie exporta vers l'Occident des produits bruts, du vin, du bétail élevé à l'embouche sur les plaines, et importait des articles industriels, surtout des textiles.

Dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, tant que la Silésie disposant d'une industrie développée appartenait à l'empire des Habsbourg, Vienne ne pratiqua aucune politique douanière protectionniste cohérente. Or, malgré une importation non négligeable, il peut se développer une manufacture de drap à Linz en 1672, une manufacture de laine en Bohême (1697), une manufacture de coton à Schwechat (1723). Quant à la Hongrie, abstraction faite de quelques entreprises, en majorité de caractère éphémère, fondées surtout par des grands propriétaires pour la fabrication des uniformes de leurs propres serviteurs et de leur régiment, la première usine de textile vraiment importante qui subsistera pendant assez longtemps, a été créé par François de Lorraine, époux de Marie-Thérèse; c'était une manufacture de coton à Sassin en 1743, suivie par une manufacture de maïolique à Holics en 1749.<sup>5</sup> Toutes les deux ont survécu au tournant de 1754.

Ces rapports inégaux entre la Hongrie et ses voisins à l'ouest, plus avancés, la politique autrichienne ne les a pas créés. Elle les a utilisés, modifiés, à partir de 1754, quand, après avoir perdu la Silésie, elle introduisit, en rivalité avec la Prusse, un système protectionniste, pour assurer le développement de ce qui lui était resté de son industrie. Elle garda la Hongrie comme marché agraire, tout en s'efforçant de remplacer ses partenaires traditionnels, surtout la Silésie devenue prussienne, par l'Autriche et la Bohême. Le choix des Habsbourg n'est pas tout à fait surprenant: ces provinces plus évoluées et mieux soumises à leur autorité offraient à cette industrie nouvelle des conditions plus favorables que la Hongrie. L'argument d'Eckhart, à savoir que Vienne aurait dû aider la

<sup>4</sup> Voir surtout: P. Zs. PACH: *A nyugateurópai és magyarországi agrárfejlődés a XV–XVII. században* (Le développement agraire en Europe occidentale et en Hongrie aux XV<sup>e</sup>–XVII<sup>e</sup> siècles). Budapest, 1963.

<sup>5</sup> Cf. H.-L. MIKOLÉCZKY: *Franz Stefan von Lotharingen als Wirtschaftspolitiker*. Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchivs XIII. 1960. id., Holics und Sassin, die beiden Mustergüter des Kaisers Franz I. Stefan. Ibid. XIV. 1961.



Hongrie davantage même aux dépens de l'Autriche, précisément parce que ce pays était arriéré — peut sembler à la rigueur juste au point de vue moral mais au point de vue historique, il est faux.

Le nouveau système, bien entendu, provoqua des doléances justifiées de la part des commerçants et des propriétaires de Hongrie. Mais non pas à cause de la situation réellement inégale, et du sort de l'industrie, mais parce que l'inégalité traditionnelle, familière avait cédé la place à une inégalité mal commode. Les nouveaux partenaires n'étaient pas assez développés. Le marché autrichien, il est vrai, allait en croissant et devenait le principal facteur extérieur du développement de l'agriculture et de la production de marchandises hongroises, mais très souvent, l'Autriche protégeait sa propre agriculture contre l'importation hongroise. Quant à l'industrie autrichienne, elle fournissait à la Hongrie des articles plus couteux et d'une qualité inférieure à ceux qui étaient venus auparavant de Silésie. Cette circonstance était désagréable pour les acheteurs, mais un peu moins désavantageuse pour l'industrie hongroise. Ce qui était plus dangereux, c'était la prépondérance des commerçants autrichiens qui entravait l'accumulation du capital commercial en Hongrie.

La fin de la Guerre de Sept Ans (1763) fut suivie par une conjoncture et, à partir de 1764, une certaine détente transitoire dans le système protectionniste. On abolit quelques privilèges de l'industrie autrichienne. On tolérait ou même encourageait certaines branches de l'industrie en Hongrie.

Dès 1763, on tenta de mettre sur pied des manufactures de drap sur les domaines caméraux du trésor, mais sans résultat. On a démontré récemment qu'à partir de 1765, Marie-Thérèse avait invité à plusieurs reprises les villes de Hongrie (et non pas, bien entendu, les propriétaires terriens jouissant d'immunités fiscales) à fonder des manufactures. Les villes éludaient généralement la proposition, bien que — comme pouvait-on le démontrer par la suite — elles disposaient des capitaux plus importants qu'on ne l'avait pensé.<sup>6</sup> Cette prise de position négative n'était certainement pas indépendante de fait que les conseils municipaux étaient généralement dirigés par des patriciens représentant les intérêts des corporations. Néanmoins, c'est à cette époque que fut fondée, par le comte Forgách, la manufacture de Gács (1787), une des rares entreprises qui finit par devenir une fabrique, ainsi qu'à Cseklész, près de Pressbourg, la manufacture de coton par les commerçants locaux et autrichiens et un certain nombre d'autres manufactures de draps et de cuir. Leur répartition géographique est surprenante. En effet, si la principale entrave du développement de l'industrie hongroise à cette époque eût été la concurrence des articles industriels autrichiens, les manufactures auraient dû naître — à cause des frais du transport — plutôt dans l'est du pays, le plus loin possible de l'Autriche. Or la

<sup>6</sup> I. KÁLLAY: *Szabad királyi városaink gazdálkodása 1740—1780 között* (Économie de nos villes royales libres entre 1740—1780). Századok, 1966.

majorité des nouvelles manufactures se concentrait précisément dans l'ouest de la Hongrie, dans le voisinage des provinces héréditaires, non seulement du fait des conditions locales plus avantageuses, mais aussi parce qu'elles compaient sur la possibilité d'exportation et les marchés autrichiens plus développés. Cela ressort — entre autres — des doléances qu'elles expriment une fois que la cour, en vue de protéger les intérêts de la bourgeoisie commerçante et industrielle de l'Autriche, a pris des mesures sévères contre cette exportation. La bourgeoisie autrichienne réussit de plus en plus à faire valoir ses revendications. Aussi les années 1770 marquent-elles une tendance plus stricte.<sup>7</sup> Quelques manufactures dont celle de Cseklész fit faillite en Hongrie, mais d'autres furent fondées à cette époque.

Décadence, donc, de plus en plus marquée d'une industrie jadis pleine de promesses, ruinée par la mauvaise volonté des voisins? Ou évolution lente, pénible, pleine de reculs, retardée par une complexité de facteurs défavorables intérieurs et extérieurs? L'alternative, entre hypothèse et réalité, se pose d'une façon encore plus nette à l'époque de Joseph II.

Pour Eckhart, dans un autre livre, posthume, traitant de la politique de Vienne entre 1780 et 1815, le choix est évident: c'est sous Joseph II que la politique oppressive, coloniale arrive à son point culminant et que la sujétion de la Hongrie devient totale.<sup>8</sup> Dans sa fameuse lettre adressée au chancelier hongrois en 1785, le souverain ne déclara-t-il pas lui-même qu'il dépendait de la Hongrie si elle serait égale, pour peu que sa noblesse est disposée de payer les impôts, ou si non qu'elle «als eine bloss Colonie zu betrachten seyn werde», — vain prétexte, d'ailleurs, puisque parmi les motifs de la politique discriminative l'intérêt de la bourgeoisie autrichienne était déjà plus important que celui du Trésor.

Bien que la première statistique industrielle (1784/85) indique déjà un certain accroissement, l'auteur — en s'y référant — remarque que Joseph pouvait se réjouir d'avoir réussi à opprimer l'industrie de la Hongrie. Par la suite, l'auteur néglige simplement les statistiques ultérieures parmi lesquelles, en particulier, celles de 1786 et 1787 semblent signaler un modeste essor industriel relatif et transitoire.

Ces statistiques ne sont ni complètes, ni toujours précises. Dans certains comitats, la noblesse, méfiant à l'égard de Joseph II, nia l'existence, d'ailleurs connue de l'industrie locale. A l'intérieur de l'industrie de fer, la plus importante parmi toutes les branches industrielles de l'époque, nombreuses usines du

<sup>7</sup> Pour obtenir les informations nécessaires pour la mise au point des nouveaux règlements, le gouvernement ordonna en 1771 un nouveau recensement de l'industrie en Hongrie. Les résultats de ce recensement, d'ailleurs très défectueux, furent présentés par E. KARLOVSKÝ: *Magyar gyár- és kézműipar 1771–1774-ben* (Industrie manufacturière et artisanale en Hongrie en 1771–1774). Magyar Gazdaságtörténelmi Szemle, 1896.

<sup>8</sup> F. ECKHART: *A bécsi udvar gazdaságpolitikája, 1780–1815* (La politique économique de la Cour de Vienne, 1780–1815). Budapest, 1958. Dans sa postface, P. Zs. Pach ne manque pas déjà à attirer l'attention sur un certain parti pris de l'auteur.

Trésor sont passées sous silence. Cela signifie que ces recensements restent plutôt en deçà de la réalité. Skerlecz, qui les a employés le premier dans son *Status actualis*, constate avec mécontentement qu'il existe, en Hongrie, à peine 12 «fabricae» importantes qui font travailler 9,4 mille hommes en tout. Selon une étude ultérieure du recensement de 1784/85, il existait à cette époque en Hongrie 125 usines non corporatives de caractère capitaliste, mais seulement 33 travaillaient avec un effectif de plus de 20 ouvriers.<sup>9</sup> Les deux ans suivants virent naître une série de nouvelles usines.<sup>10</sup> Il est intéressant de noter que la majorité travaille avec un capital bourgeois, et que l'industrie textile accède à la deuxième place immédiatement après l'industrie sidérurgique. Dans les trente ans entre 1750 et 1779 on a fondé 35 usines de textile, entre 1750 et 1779 on a fondé 35 usines de textile, entre 1780 et 1790 leur nombre augmente de 31.<sup>11</sup> Pendant le règne de Joseph II, Pressbourg, l'ancienne capitale et ses alentours s'enrichissent de manufactures différentes, parmi lesquelles la filature de coton du comte Rubini reçut de Joseph II, en 1786 la privilège de l'installation d'un filoir moderne de fabrication française. Il est encore plus frappant de voir la transformation de la future capitale, — constituée à cette époque encore de trois parties (Buda, Pest, Óbuda) —, du centre commercial en centre industriel. Aux trois manufactures y existant avant 1780 s'ajoutent sous le règne de Joseph II, plus de 18 nouvelles entreprises dont plusieurs manufactures de soie.<sup>12</sup> Parmi ces dernières il vaut la peine de mentionner la filature de soie d'Óbuda fondée par le Trésor, entreprise qui malgré les défauts fut, au point de vue technique, la plus importante parmi celles de l'industrie textile en Hongrie.

Le régime de Joseph II appuyait bien entendu aussi en premier lieu l'industrie autrichienne. Néanmoins l'effet global des diverses tendances finit par améliorer quelque peu la situation de l'industrie hongroise. Une certaine conjoncture plus générale — et qui se faisait aussi sentir en Pologne — n'était pas sans jouer un rôle dans cette amélioration. Encore plus important était la prohibition plus stricte des articles étrangers en 1784. Un commerçant de Pressbourg, qui avait repris la manufacture de coton à Cseklész, avec 80 employées et 700 fileurs, déclare en 1785 qu'il a de la peine à satisfaire aux besoins

<sup>9</sup> GY. MÉREI: *Magyarország gyáripára az 1784/85. évi gyárstatisztika tükrében* (L'industrie manufacturière de la Hongrie au miroir du recensement des fabriques en 1784/85). Magyar Ipar, 1943—44.

<sup>10</sup> Les recensements de l'industrie manufacturière se trouvent parmi les actes du *Departamentum Commerciale* du *Consilium Locumtenentiale* dans les Archives Nationales Hongroises (Magyar Országos Levéltár), à Budapest; ils sont analysés d'une manière détaillée dans notre ouvrage: *A Kereskedelmi Bizottság munkálatai* (Les *operata* de la Commission Commerciale), 1791—1793 (en manuscrit).

<sup>11</sup> Le baron Miklós Vay, ingénieur de génie, un autre membre de la Royal Society, avait apporté de l'Angleterre en 1787 le modèle d'un filoir moderne.

<sup>12</sup> I. NAGY: *A manufaktúra-ipar kialakulása Pest-Budán* (La naissance de l'industrie manufacturière à Pest et Buda, Dans la série: *Tanulmányok Budapest Múltjából* [Études du passé de Budapest]) XIV, Budapest, 1961.

du marché. Aussi entraînait la politique josphiste une certaine refoulement des privilèges féodaux, ainsi que des monopoles des corporations et la reprise de l'esprit d'entreprise bourgeoise. Tout cela sera bientôt suivi, vers 1790, par une crise, une déconjoncture entraînant la faillite de nombreuses entreprises et s'accompagnant du rétablissement des privilèges des corporations et de la noblesse. Il serait difficile d'évaluer avec exactitude dans quelle mesure contribua aux fluctuations de la conjoncture l'effet additionnel de ces changements dans l'équilibre des forces sociales et politiques. Quoi qu'il en soit, il est évident que l'époque de Joseph II correspond en Hongrie à un essor modeste de l'industrie et l'époque du mouvement nobiliaire à une crise dont le commerce et l'industrie n'arrivent à sortir qu'à partir des dernières années du siècle, dans la période conjoncturale des guerres françaises.

Les conditions essentielles faisant défaut, la Hongrie ne put entrer dans la phase de la révolution industrielle au même moment que les pays occidentaux dont l'industrie, autour de 1830, l'avait dépassé plus largement encore qu'autrefois, disons aux environs de 1785. Certes, l'industrie de la Hongrie s'était également développé et semble avoir triplé entre 1790—1849, mais elle était restée pour l'essentiel au niveau de la manufacture. Selon les statistiques autrichiennes officielles<sup>13</sup> de l'année 1842, sur les 819 fabriques et manufactures de la monarchie des Habsbourg (y compris l'Autriche, la Bohême, la Lombardie etc.) s'en trouvait en Hongrie 584, et 875 si l'on y ajoute la Transylvanie et les confins militaires. Le majorité appartenait en premier lieu à l'industrie sidérurgique, et puis à l'industrie du sucre et d'alcools, autrement dit l'industrie alimentaire qui allait en se développant. Tandis que l'industrie textile avec surtout des manufactures de soie n'occupait que la troisième place. En même temps, des 337 machines à vapeur (7733 CV) de la Monarchie, il n'y eut que 8 (86 CV) en Hongrie. Cette proportion faible montre que l'industrie manufacturière de l'Autriche munie de machines depuis les années 1820 avait marqué un progrès considérable. En 1848 cependant les conditions économiques et sociales de la révolution bourgeoises étaient mûres.

Sous-développement et dépendance sont deux phénomènes de longue durée parallèles et corrélatifs dans l'évolution économique et sociale de l'Europe orientale au cours de l'histoire de ses rapports inégaux avec la partie occidentale, plus avancée de l'Europe. Tous les deux passent par une série de phases successives et revêtent des formes diverses. L'introduction de la politique économique mercantile et discriminative de Vienne marqua, pour la Hongrie, une phase dans laquelle la dépendance de longue durée, déjà existante, prit une forme spécifique. Cette politique reflétait, exprimait et à la fois façonnait la

<sup>13</sup> *Tafeln zur Statistik der österreichischen Monarchie für das Jahr 1842*. Wien, 1846. Les auteurs contemporains appartenant à l'opposition hongroise communiquent en général des données moins favorables: cf. I. ERDÉLYI: *Nemzeti iparunk* (Notre industrie nationale). Pest, 1846. Selon lui, à cette époque il n'y aurait que 453 usines en Hongrie.

dépendance dans une certaine mesure, sans pourtant modifier à fond l'essentiel des deux phénomènes et la structure économique fondamentale. Avec ou sans la politique autrichienne, la Hongrie et la Pologne se trouvaient essentiellement au même niveau au tournant du XVIII—XIX<sup>e</sup> siècles. Les mesures politiques de cette espèce deviennent vraiment oppressives, en même temps intolérables et en dernière analyse intenables au moment où ils se trouvent opposés à des forces réelles économiques et sociales intérieures dont la tension dépasse un certain degré. Or, on ne retrouve pas, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les conditions intérieures qui sans la pression exercée par la politique de Vienne, auraient permis à la Hongrie de synchroniser sa Révolution Industrielle avec celle des pays plus avancés de l'Europe. On n'y rencontre pas non plus les forces économiques et sociales en expansion, prêtes et aptes à mener ou même à pousser le pays vers une transformation profonde impliquant l'éclosion de l'industrie. La classe dirigeante féodale hongroise était de taille à résister, avec succès, à toute la puissance des Habsbourg pour défendre ses immunités fiscales. Elle concentrait ses efforts sur ce qu'elle considérait comme son intérêt suprême. Elle ne pouvait, parce qu'elle ne voulait pas défendre, de la même façon, les intérêts de l'industrie et de la bourgeoisie. Le programme de 1791, beau rêve des quelques groupes éclairés, ne fut ni compris, ni soutenu par la majorité de la noblesse féodale de l'époque. Par contre, au moment où la tension des forces nouvelles devint, vers 1848, réellement sérieuse, la première crise politique suffit à balayer tout l'ancien régime avec son système douanier discriminatif et ses autres accessoires.



## Hungary and *The Times* during the political crisis of 1904—1906

By

G. JESZENSZKY

The constitutional and government crisis that took place in Hungary between November 1904 and April 1906<sup>1</sup> elicited a reaction in the columns of *The Times* of such length and depth which is sure to surprise the present-day reader. The numerous reports and leading articles published offer a valuable source for the events, while, at the same time, they shed light on the first manifestations of a noticeable change in the foreign evaluation of Hungary, and especially in its image in British public opinion, which can be observed already in the decade preceding the outbreak of the Great War. *The Times* and its reportage of the Hungarian crisis is especially suitable for tracing this gradual change, because within the paper itself the traditional “pro-Hungarian” course of Printing House Square found itself challenged by the views of its Vienna correspondent, Henry Wickham Steed, who watched the events in Hungary with increasing criticism.

Most historians look upon Steed as an implacable and passionate opponent of the Habsburg Monarchy, the helpful friend of the unprivileged nationalities of Austria—Hungary, one of the makers of the break-up of the multinational Empire, and a particularly severe judge of the traditional Hungarian ruling classes. These statements are more or less valid after 1914, partly so after 1908, but earlier he shared the traditional pro-Austrian, and the widespread Hungarophile opinion that prevailed in Britain.<sup>2</sup> It was just the events of 1904—06 that

<sup>1</sup> At present F. MUCSI: *A Kristóffy—Garami paktum. A Magyarországi Szociáldemokrata Párt taktikája az 1905—1906. évi politikai válság időszakában* [The Kristóffy—Garami Pact: the tactics of the Hungarian Social Democratic Party during the political crisis of 1905—06]. (Budapest, 1970) — though a specialist study — is the best account of the whole period, but I. DOLMÁNYOS has written a thorough account of the crisis, which is to appear soon. One of the participants of the events, the Minister of Justice in the Fejérváry Government wrote a massive polemical but quite reliable justification of the Government's position, which is available both in Hungarian and in German: B. LÁNYI: *Die Regierung Fejérváry* (18. Juni 1905—8. April 1906) in *regierungspolitische und verfassungsrechtlicher Beleuchtung*. (Berlin, 1909.) — N. STONE's “Constitutional Crises in Hungary, 1903—1906”, *The Slavonic and East European Review*, XLV (1967), pp. 1—30 remains the best brief English account until W. H. PAINE finds a publisher for his dissertation: *The Hungarian Constitutional Crisis of 1905—06*. University of Washington, Ph. D., 1972.

<sup>2</sup> A good summary of this consensus: A. J. MAY: *The Passing of the Hapsburg Monarchy 1914—1918* (Philadelphia, 1966). Vol. I. pp. 233—6. Steed's early views are dealt with by P. SCHUSTER: *Henry Wickham Steed und die Habsburgermonarchie* (Wien—Köln—Graz, 1970).

set off the gradual change of his opinion on Hungary and the Hungarians, while later his writings converted an increasing number of people.

By the end of the 19th century the position of *The Times* as the leading English newspaper was undermined by the great financial (and moral) losses sustained in the Parnell-case, by the emergence of cheap mass-circulating dailies, while in the field of foreign reporting the *Morning Post* and *The Daily Telegraph* proved a serious rival to *The Times* by successfully combining reliable information "from the spot" with a more popular style. In order to face these challenges Ch. F. Moberly Bell, the energetic new manager, and D. M. Wallace, a former Constantinople correspondent, established a separate foreign department headed by Wallace, with a good library, index and cutting-books, and first of all with expert foreign correspondents. They were expected to act like diplomats, obtain news and views from influential persons, and report not only for publication but also for the guidance of the foreign editor, who could then build up the foreign policy of the paper on that basis.<sup>3</sup>

Under Wallace, but especially under the direction of his successor, Valentine Chirol (1899—1912) *The Times* fully supported the imperialistic course of the foreign policy of the British governments, and it was one of the leading spirits of the growing awareness of German power and the possible German threat. Consequently it was a staunch defender of the Japanese alliance, of the French *entente* and — despite the expulsion of its St. Petersburg correspondent in 1903 — of the *rapprochement* with Russia. As to the attitude towards the Habsburg Monarchy, *The Times* upheld the traditional view of the key role the Monarchy was supposed to play in the balance of power. The result was that the paper was opposed to any tendency which appeared to threaten the stability and strength of the Monarchy, whether it took the form of clerical-aristocratic schemes (prompted by the Vatican's desire to restore the temporal power), Pan-German or Pan-Slav nationalism, or Hungarian separatism. In the 1890s the Vienna correspondent was William Lavino, a keen liberal of the Manchester type. By the end of the century he came to the belief that the internal conflicts of the Monarchy doomed it to dissolution,<sup>4</sup> earlier he had thought that a strong and liberal Hungary was the only block to such a course. When he was transferred to Paris (following the death of Blowitz) he was succeeded by the former Rome correspondent, H. Wickham Steed.<sup>5</sup>

Steed entered the service of *The Times* in 1896, at the age of 25. He completely identified himself with the paper and with its conception of the work of a

<sup>3</sup> The following brief account is based on *The History of The Times*. Vol. 3. The Twentieth Century Test. 1884—1912. (London, 1947), esp. Chaps. IV—XIV. (Hereafter cited as *Times History* III.)

<sup>4</sup> *Times History* III, pp. 250—1 and p. 376.

<sup>5</sup> For STEED see *The Dictionary of National Biography*, 1951—1960. (Oxford, 1971.) pp. 921—3. His early career is told by the *Times History* III, pp. 280—94., and of course by his autobiography: *Through thirty years, 1892—1922. A personal narrative* (London—New York, 1925), Vol. 1.



foreign correspondent, had a rare gift for establishing intimate contacts, and all that was combined with an inclination to form original, independent judgments. Little wonder that he had an excellent opinion of himself. He considered the foreign department of the paper to be superior to the Foreign Office,<sup>6</sup> and his colleagues' later testimony confirms that his own behaviour "recalled the active politician rather than the detached observer".<sup>7</sup> Although he declared himself to stand "for a sound, fearless liberalism"<sup>8</sup> and accepted the inevitable growth of the influence of the working class,<sup>9</sup> first of all he was the wholehearted supporter of an imperialist foreign policy, and — like so many of his contemporaries — he was convinced that British policy was morally right and towering above the selfish and shortsighted views held by other countries. His experiences as a student and later as a political observer in Germany made him a vehement opponent of that country, and his approach to nearly all questions was finally determined by that conviction. Another important trait in his journalism was his tendency to take a partisan stand in the internal questions of the countries watched — a tendency contrary to the professed tradition of *The Times*.

For Steed Hungary mattered only as part of the Habsburg Monarchy and his approach to it was greatly influenced by the changing interests of British foreign policy. For a long time he hoped that Austria—Hungary and Italy could be detached from Germany, or at least that they do not become a tool of German policy. For that purpose good Italian—Austro—Hungarian relations were essential, and he came to Vienna with a feeling of mission in that respect.<sup>10</sup> During his first years in Austria—Hungary he accepted Lavino's thesis that the national movements tend towards separation and consequently they are dangerous for the whole of Europe. Steed feared that even the limited growth of national separation within the Monarchy will strengthen German influence in the German-inhabited regions of Austria and, as its concomitant, in the foreign policy of the Monarchy. At first he, too, considered the dualist system as the best guarantee against such a development. (Later he came to believe just the opposite.) His first impressions of Hungary were extremely favourable, partly thanks to his friendship with Polyxéaa Pulszky (who was

<sup>6</sup> He would like to see that "the Ambassador telephones up to ask what one intends to write 'because he would not like to take a different line in his report to the Foreign Office'." Steed to Bell, 27 Apr. 1909. Archives of *The Times*, New Printing House Square Papers (hereafter JNPHS Papers). Steed Papers. I am indebted to Mr. William Rees-Mogg, the Editor of *The Times*, for allowing me to use Steed's letters kept at the Archives of *The Times*; also to Dr. László Péter, Lecturer at the School of Slavonic and East European Studies, University of London, who called my attention to these papers and gave me so much scholarly and practical help; and to Mr. Gordon Phillips, Archivist of *The Times*.

<sup>7</sup> *Times History* III. p. 283.

<sup>8</sup> Steed to Chirol, 24 July 1907. NPHS Papers.

<sup>9</sup> For his political views see Steed to Chirol, 13 Sep. 1909 and 18 Oct. 1909. *Ibid.*

<sup>10</sup> SCHUSTER, *Op. cit.*, p. 12. *Times History* III., pp. 293—4. For the importance of Italy and Austria—Hungary in safeguarding British interest in the Mediterranean, and especially in Egypt, see Steed to Bell, 16 Apr. 1906. NPHS Papers.

born during her father's English emigration) and her husband, the archeologist Ferenc Hampel.<sup>11</sup> In contrast with the unbearable political and social atmosphere of Vienna<sup>12</sup> he found that "In Budapest, men and women spoke freely and had ideas of their own. All professed an intense Magyar patriotism and, in this respect, the Hungarian Jews, whose name was legion, out-Magyared the Magyars. All swore by their 'Thousand-year-old Constitution' — a living Constitution that had grown from precedent to precedent since 1222, after the English fashion. The name of freedom was on every tongue, and faith in the national destiny in every heart . . . Parliament was a reality, the true centre of a strong constitutional life, not a piece of make-believe as in Austria. Moreover, Hungarian public men spoke like statesmen. Some of them, notably Count Stephen Tisza, even struck me as being statesmen. In any case, most of them stood head and shoulders above the Austrian level."<sup>13</sup> Soon after his arrival Steed — who was a remarkable linguist — started to learn Hungarian,<sup>14</sup> and though he never reached a degree of mastery in it, he could read the Hungarian papers with the help of a dictionary. This was sufficient to block the efforts of Albert Apponyi and other leading Hungarian politicians to induce *The Times* to keep a separate correspondent in Budapest, a scheme originally not disfavoured by Bell and Chirol at Printing House Square.<sup>15</sup> Apart from reasons of prestige Steed opposed it because he saw a plan behind it to 'rope in' British capital for building up Hungarian industry in order to enable Hungary to separate from Austria.<sup>16</sup>

During his first years in Vienna, Steed did not show any particular interest for the nationality problem: neither his reports nor his private letters contain any objection against the hegemony of the Austrian Germans and the Hungarians, though one can notice his conscious distinction between the words "Hungarian" and "Magyar", and in early 1904 he wrote Bell that "there is a Croatian question and the Hungarians are in the wrong concerning it . . ."<sup>17</sup> — but that was all.

When on 18 November 1904 Count István Tisza, the Hungarian Prime Minister, had the provisional modification of the standing orders of the House of Representatives voted by his parliamentary majority by a conscious formal infraction of the rules of lawmaking in order to make it impossible to impede the working of the House by obstruction against the will of its majority, a consi-

<sup>11</sup> See Steed's letters to the Hampel family, Országos Széchényi Könyvtár Kézirattára [National Széchényi Library, Budapest, Manuscript Department] (hereafter OSZK K), Fond VIII/2346 and 2698.

<sup>12</sup> Steed to Bell, 16 Apr. 1903. PHS Papers.

<sup>13</sup> STEED: *Through Thirty Years*, I., p. 197.

<sup>14</sup> Steed to Bell, 23 March 1903. NPHS Papers.

<sup>15</sup> For the view of the London office Bell to Steed, 7 Jan. 1903, for Steed's opposition Steed to Bell, 2, 4, 5 Jan., 6, 23 March, 6 Aug. 1903. PHS Papers. Cf. *Through Thirty Years*, I., pp. 197–8.

<sup>16</sup> Steed to Bell 23 March 1903. PHS Papers.

<sup>17</sup> Steed to Bell, 13 Feb. 1904. NPHS Papers.

derable part of Hungarian public opinion saw in it a serious breach of the Constitution. Foreign observers, however, considered such modification as essential for the normal functioning of the parliamentary system, something that had already been done by most Western parliaments. Tisza "deliberately violated the letter to save the spirit of Parliamentary procedure", summed up Steed the famous *coup*.<sup>18</sup> But it was clear for all thoughtful persons that the Hungarian crisis which commenced with the events of 18 November was not merely about the procedure of the House. The alteration of the standing orders was necessitated by the obstruction of the Opposition, but obstruction was born out of the Army Bill of 1902, which envisaged a substantial increase in the number and strength of the Army. The Bill itself was a consequence of the international arms race that accompanied the age of imperialism, in which the Monarchy was rapidly falling behind. The Hungarian parliamentary Opposition understood this well and raised no serious objections of principle, but saw an excellent opportunity in it for extorting "national concessions" from the King (thus augmenting its popularity) in exchange for voting more recruits and more weapons. Francis Joseph, however, obstinately refused to comply with the demands of the Opposition, because in them he saw an attempt to undermine the unity of "his" army, the last vestige of his once absolute power, and also an attack on his royal prerogatives laid down in Law XII of 1867, the famous *Ausgleich*. The Opposition began to obstruct the work of Parliament, making it impossible to pass even the yearly Budget and the Recruit Law, and was unwilling to abandon it even after some concessions promised by the King in October 1903. Though in March 1904 Tisza succeeded in reaching an agreement with the obstructionists, he was determined to eradicate this constant threat to the parliamentary machinery sooner or later, and that led to his controversial action of 18 November.

*The Times* regularly informed its readers of the developments of Hungarian internal policy. On 16 November it published a leading article on the planned reform of the standing orders. It did not understand the unwillingness of the Party of Independence to discuss Tisza's proposals: "The Opposition, in their professed eagerness to vindicate the privileges of the Hungarian Parliament, themselves impugn its competence to reform its own procedure and to free itself from the obstruction which places it at the mercy of any insignificant group." For the time being *The Times* found nothing wrong with the existing narrow franchise and the political exclusion of the non-Magyar nationalities, indeed it followed Tisza's line of argument in warning the Hungarians of the dangers of the inconsiderate extension of the franchise: that would swell the representation of "the races". Finally the paper rightly ridiculed the attempts of the Opposition "to represent the Prime Minister . . . as the creature of

<sup>18</sup> *The Times*, 21 Nov. 1904. p. 5.

Vienna, who is seeking to win Austrian favour by sapping the constitutional liberties of his own countrymen."<sup>19</sup>

In his first comments on the dramatic scenes of the parliamentary *coup*<sup>20</sup> Steed accepted Tisza's motives, but faithfully reported the arguments of the Opposition, too. He saw that one of the keys of the future lay with the King: if he sticks to Tisza, the Liberal Party will give him the necessary support and the electorate might endorse his action, but on 22 November Steed began to have doubts about the King's attitude. "The Hungarian Liberal party is like a magic sword which takes its temper from the hand that yields it. It was soft under Széll, pliant and untrustworthy under Khuen-Héderváry, but it attained unprecedented keenness and force in the hand of Tisza. The virtue will go out of it if his grip is made to relax."<sup>21</sup> A leading article on the same day repeated the above, adding how advantageous an unwritten constitution is: in England the will of the majority would assert itself without any difficulties.<sup>22</sup> Steed hurried to rectify his paper: the Hungarian Constitution is unwritten, exactly like the English. "The subject is worth the study of all who desire to understand not only the present crisis, but the position of the Magyar State, both as a part of the Dual Monarchy and as a sovereign and independent kingdom."<sup>23</sup> With this interjection not only Tisza, but the whole Opposition could heartily agree.<sup>24</sup>

The next event of the crisis, the systematic destruction of the furniture of the House of Representatives, was described by the Vienna correspondent as "a scene of orgies quite unparalleled in the annals of European Parliaments". Some saw it at different light; Ferenc Kossuth, the leader of the Independence Party considered it "a symbol of the political maturity of the Magyars" because they refrained from making a revolution, whereas Apponyi greeted it "as a sign of the importance attached to continuity of legal right in Hungary". Steed, however, felt compelled to come out openly for Tisza: his policy is important "not only for Hungary, but for the Dual Monarchy as a Great Power."<sup>25</sup> Steed's dislike for the Opposition was strengthened by his observation that "the

<sup>19</sup> *The Times*, 16 Nov. 1904. p. 9. Tisza noted the standpoint of "the world's greatest newspaper" with satisfaction in his speech of 20 November, adding: "I hope there will be no one even in our highly imaginative public to state that this article was written on my instruction. . . It is not within my power, because it is not within even in the British Government's power, to dictate into the columns of *The Times*." *Tisza István képviselőházi beszédei* [I. Tisza's Speeches in the House of Representatives], ed. by J. BARABÁSI KUN. Vol. 3. Part 2. (4 Oct. 1904—11 Apr. 1906), (Budapest, 1937) p. 242.

<sup>20</sup> The *coup* is often called "the handkerchief-vote", but the role of the Speaker's celebrated piece of clothing has not been clarified. Steed makes no mention of it in his report of the session, and later says that the sign was given only after the vote, for the adjournment.

<sup>21</sup> *The Times*, 22 Nov. 1904. p. 3.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>23</sup> *The Times*, 26 Nov. 1904. p. 5. "The Hungarian Constitution".

<sup>24</sup> The question of "public law" was a key issue throughout the dualist period. The Opposition viewpoint was set before the English-reading public by A. APPONYI: *The juridical nature of the relations between Austria and Hungary* (London, 1904. 2nd ed. Budapest, 1907).

<sup>25</sup> *The Times*, 14 Dec. 1904. p. 5.

demagogic pioneers of Clerical reaction . . . figure so prominently among his [Tisza's] opponents" and they can easily find ready ears in high court circles.<sup>26</sup> The sight of Mgr. Molnár, a leader of the People's Party, "in cassock and violet sash climb to the top of the heap . . . of quondam legislative furniture" seemed to justify the exclamation of a Hungarian liberal: "The Clericals sit in triumph upon the ruins of the Magyar Parliament."<sup>27</sup> This "calculated violence and outrage" prompted an immediate leader to declare such methods "ill-suited for the defence of that ordered liberty which is indispensable to the working of Parliamentary institutions". According to the article Tisza "has good grounds for believing that the country is with him upon the merits of the controversy", unless he is left in the lurch by "highest quarters".<sup>28</sup>

Steed was rapidly throwing away the last appearances of impartiality, but the London headquarters were more considerate in their leading article of 19 December, after elections were called. In the question of the reform of the House procedure it agreed with Tisza and with his "straightforward and manly" conduct, but accepted Apponyi's criticism of the restricted franchise and the election abuses. From Tisza's victory it expected the end of obstruction, whereas in case of the success of the Opposition it forecasted "sweeping electoral reforms", after which they, in league with the Socialists, can "eradicate . . . all other evils of the Hungarian Monarchy".<sup>29</sup> It took only a short time for such illusions to evaporate, but they were quite widespread at that time, carrying away even the Hungarian Social Democratic Party.

At the start of the election campaign Steed called the Liberal manifesto "a remarkable document . . . No plainer proof of confidence in the political maturity of the average Magyar voter could have been given than this matter of fact manifesto of which the baldness and freedom from bombast would be inconceivable save in a highly-developed political community".<sup>30</sup> When, on 8 January Tisza lay down his new programme advocating moderate reforms for the solution of the economic and social problems and holding out the gradual extension of the suffrage his platform was highly commended: "in all respects a Liberal Programme of broad frame and solid contents. It was the utterance of a man of singularly sane intelligence who has prepared himself by years of thought and study and practical experience for the position he now occupies, and who fully understands that the present electoral struggle concerns less the question of Parliamentary reform than the position of Hungary as a partner in the dual Monarchy and the peaceful development of Hungary as a strongly

<sup>26</sup> *The Times*, 17 Dec. 1904, p. 7. On 5 Jan. 1905 (p. 7.) Steed noted that many Austrians considered Tisza more dangerous than the Independentists.

<sup>27</sup> *The Times*, 14 Dec. 1904, p. 5.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 9. It mentioned Tisza's success at Marosvásárhely (today Tîrgu Mureş, Rumania), a stronghold of the Independence Party.

<sup>29</sup> *The Times*, 19 Dec. 1904, p. 9.

<sup>30</sup> *The Times*, 5 Jan. 1905, pp. 3-4.

organized and progressive State.”<sup>31</sup> Steed had no objection to Tisza’s Miskolc speech of 15 January either, where the Prime Minister reaffirmed his commitment to “the unitary Magyar national character” of the State.”<sup>32</sup>

On the eve of the elections *The Times* dealt with the prospects in a leading article. The speeches of “the gravest electoral campaign that has been fought in Hungary since the constitutional settlement of 1867 . . . shows the inborn political instincts of the Magyar, though it is evident from the constant recurrence of rioting and bloodshed that the education of these instincts among the mass of the people is by no means complete”. The paper did not wish to express an opinion on the constitutional aspects of Tisza’s steps though it added: “In this country we should be considerably surprised if the course he has taken were not ratified, particularly as the Hungarian Parliament justly prides itself on its wide powers of competency, while Hungarians regard their Constitution as a living growth, like our own.” After praising Tisza’s statesmanlike qualities the article declared the Opposition’s literal application of the “national sentiments of Magyarism . . . to the sphere of modern politics . . . a risky business . . . If the highest bidders in the way of a purely national policy are bound to carry the electorate, then Count Apponyi and his friends ought to be successful.” But the paper hoped that the Hungarian electorate might be impressed by “the indomitable fighting strength which Count Tisza has displayed throughout his troubled Premiership” and would heed his advice.<sup>33</sup> The leading article gave special emphasis to Tisza’s words delivered in Miskolc concerning the intensive campaign of the Rumanian National Party of Hungary, and quoted from it approvingly. The Prime Minister denounced those Rumanian politicians who forget that “the primary condition of the existence of an independent Rumania is that it should be neighboured by a great power dominating the valley of the Danube, on whose policy the liberty-loving Hungarian nation exercised a guiding influence”.<sup>34</sup> But the prospect of a few seats won by the Rumanians, even at the expense of the Government, did not trouble Printing House Square and its correspondent: “the spectacle of a few obstinate Romanians in the Chamber, by no means indisposed to obstruction, might be an effective object-lesson to the hotheads of the Magyar Opposition”.<sup>35</sup>

Steed came to Budapest for the election. On 26 January, the first and decisive day of the election, he had lunch with Apponyi, who said “that if the coalition held their own they would do extremely well”, while Rakovszky, a Clerical leader thought it would be a triumph if they did not lose more than

<sup>31</sup> *The Times*, 10 Jan. 1905. p. 4.

<sup>32</sup> R. W. SETON-WATSON: *Racial Problems in Hungary* (London, 1908) sharply criticized the speech, p. 198.

<sup>33</sup> *The Times*, 24 Jan. 1905. p. 7.

<sup>34</sup> TISZA, op. cit. p. 386.

<sup>35</sup> Steed proved a good prophet. A few years later the Coalition Government was forced to amend the standing orders to deal with the obstruction of the nationality deputies.

twenty seats". But in the evening Steed could watch Tisza receiving the incoming news of "a defeat unprecedented in Hungarian politics. Yet he showed no emotion, nor did a word of criticism of the Coalition or of the electorate escape his lips. He has done what he thought right and was prepared to abide by the consequences whatever they might be".<sup>36</sup> Both Vienna and London received the results with consternation. Steed's only consolation was that in the capital, in Deák's old constituency, Tisza defeated Andrassy "the younger and lesser".<sup>37</sup> The leading article of 28 January thought that one of the causes of the result was the completely unfounded charge that Tisza's anti-obstructionist campaign "had been prompted from Vienna. In Budapest the educated electorate seems to have discounted this rhetoric. In the provinces it has been swallowed more readily." After praising Tisza's short Premiership the paper took leave of him: "the regrets of not a few patriotic Hungarians and sympathetic observers outside Hungary will accompany him in his resignation". However unfortunate the result was, the English observers did not expect immediate complications. Andrassy, who remained to stand on the basis of '67, was expected to form a government, but Apponyi was also thought possible. The latter told the correspondent of *The Times* that the most important task for the winners would be an electoral reform.<sup>38</sup> His silence on the army question may indicate that the coalition at first did not intend to raise the question which later turned out to be the pivot of the conflict.

A few days later Steed started to draw the lessons of the election and made an important step towards accepting the platform of the Party of Independence. This was the first time that he admitted that for forty years the Liberal Party maintained its position through gerrymandering, "arranged" the franchise, employed pressure on the electorate and spent money lavishly, but "the Liberal majority in the Chamber did not represent the majority in the country, and still less the majority of the Magyar race", as "the purely or preponderatingly Magyar constituencies were mostly represented by Kossuthian Deputies". Now the clean elections have proved it. From all that Steed did not come to the conclusion that the dualist system could be maintained no longer, but advocated a revision of the 1867 Compromise which would take into account the wishes of the parties representing the majority of the Hungarian nation. As the Opposition, including Kossuth, is loyal to the King and does not want to sever the Austrian connection, it is for the Court of Vienna to adapt its ideas to the new situation.<sup>39</sup> "For 1848 is as dead as 1867, and 1905

<sup>36</sup> STEED, *op. cit.* I. p. 222.

<sup>37</sup> *The Times*, 26 Jan. 1905. p. 6.

<sup>38</sup> *The Times*, 28 Jan. 1905. p. 9.

<sup>39</sup> Here Steed was quoting "a high official of the Austro-Hungarian Government", to whose ideas he seems to have been converted for a short while. Probably the man was Lajos Thallóczy, a *Sekzionchef* of the common Ministry of Finance.

must graft the best features of both on to a new body of dualistic State jurisprudence." If the Crown is not clinging dogmatically to the old relationship, then it would be possible to come to an agreement with F. Kossuth and the moderate elements of his party against the extremists. The *minimum* programme according to Steed would probably include partial economic independence, parity between the two halves of the Army, with the Hungarian word of command, a reform of the diplomatic (and possibly of the consular) service, and a permanent royal household in Budapest. The correspondent rightly saw the urgency of an agreement: "The various draft programmes put forward in independent circles in Hungary show that ideas are still in a fluid condition. They will presently harden and set . . ." <sup>40</sup>

This article of Steed shows an interesting phase in his gradually changing attitude towards Hungary. The English journalist professed only one dogma: the danger threatening Britain from the side of Germany. In 1905 he was still so confident of Austria—Hungary's ability to maintain an independent foreign policy that he was ready to revise his pro-67 and anti-independentist views, seeing that the most essential thing, the continued existence of Hungary as the strong pillar of the Monarchy, can be maintained only by serious concessions. (He seems to have overrated the King's practical political sense and underrated the old man's insistence on his prerogatives.) Steed was even willing to shelve his undoubtedly sincerely felt antipathy towards Apponyi and the chauvinist trend in Hungarian thinking, and in fact proposed the acceptance of a good deal of the programme of the Party of Independence. His long conversation with Ferenc Kossuth on 28 January might have made this turn easier. "He spoke as a public man, fully aware of the grave issues raised by the victory of his principles and his name in the elections, and as a politician honestly anxious to preserve the Dual Monarchy from a severe organic crisis. Much that he said was said in confidence, but it may without indiscretion be stated that, when he spoke of a personal union between Austria and Hungary, he does not contemplate total political nor even complete economic separation." He went on to quote the party leader that between himself and the crown only the memory of his father and of the dethronization of Debrecen stood, but it was the very Louis Kossuth who saved the throne for the Habsburgs in the spring of 1848 in Vienna. On the basis of this conversation Steed expected much of the establishment of personal relations between the King and Kossuth. <sup>41</sup> From the above it is clear that Steed's first solution for the crisis envisaged a revision of '67 according to the wishes of the undoubted majority of the Hungarians. But his emphasis was not on the acceptance of a relatively moderate independentist programme, but on finding a basis for a solution. Had the King accepted those

<sup>40</sup> *The Times*, 1 Feb. 1905. p. 4.

<sup>41</sup> *Ibid.*



demands, it would have been very well for Steed, but as soon as the King's firm "no" became clear, *The Times* correspondent, too, turned against them.

Anyhow he was soon to be disappointed in Kossuth. That politician was notoriously susceptible to influences, and many of his supporters must have disliked what he said in *The Times* about the personal union, so the party leader had to explain away his words in a letter written to Steed. (By that time the sharp eye of the correspondent had already noticed the hardening of the Independentist attitude — which he put to the extremists' gaining the upper hand, assisted by Apponyi.) Naturally, Steed published Kossuth's letter, "but not without regret, as it appears unlikely to further that moderate solution of the crisis which is eminently desirable in the interests of Austria — Hungary as a Great Power as much as in the interests of Hungary and Austria individually". Kossuth explained that under personal union he meant "that there is to be nothing in common between Hungary and Austria except the person of the sovereign and the obligation of mutual defence, which means the permanency of offensive and defensive alliance". In his revised version Kossuth came out in favour of more complete economic separation, where some Austrian manufactured articles would be taxed in order to develop their production in Hungary, whereas the rest of the industrial goods of Austria "would be allowed to come in free in exchange for our foodstuffs going free to Austria". Steed's comment expressed his doubt that Austria would accept such a deal, and quoted "an interesting, though perhaps exaggerated remark of a leading Czech politician" saying: "We Czechs can never consent to the erection of a Customs barrier between Austria and Hungary, for the day Hungary subjects our manufactures to a hostile tariff, our Bohemian industry will fall like a ripe fruit into the lap of Germany." It is not surprising that the argument had its effects on Steed because it fitted into his own conceptions and also tallied with the remark of a competent Austrian German, who said that "the Germans of Austria have least reason to fear the future, economically and politically", a clear allusion to the supposed refuge of Germany. But Steed still expressed the desire "that means should be found to bring home to the Hungarian Independent leaders some sense of the possible consequences of an uncompromising attitude on their part". The correspondent of *The Times* was still in search of a force that could save the Monarchy from German hegemony, and it was only a question of time to find it in the unprivileged nationalities. For the time being, however, he was only deploring that the members of the Hungarian Liberal Party did not come up to their leader, who apparently overestimated "the moral qualities of a political organization which has been some forty years in power". But "a party which has cried 'éljen' indiscriminately to every Premier . . . is a broken reed for any statesman to lean upon in office or out".<sup>42</sup>

<sup>42</sup> *The Times*, 7 Feb. 1905. pp. 3–4.

Two days later the leading article reiterated the warning about the international side of the crisis. It thought that consultations between the King and the opposition leaders would be advisable, possibly in Budapest. Referring to Steed's Czech acquaintance the paper held that economic separation would have dire consequences, save for the Pan-Germans. "These are considerations which it may need some efforts of the imagination to grasp in Budapest but they cannot be lost sight of by any who estimate at its true value the maintenance of a strong and stable Dual Monarchy as a political factor in Central Europe."<sup>43</sup>

In the first part of February Steed tried to induce the moderate wing of the Party of Independence to make a compromise with the crown. Kossuth's first audience at the *Burg* looked like a mutual success; now, forgetting his antipathy, Steed put his last hope into Apponyi, who might use his prestige to strengthen Kossuth against the irresponsible factions of "the baser sort" Independentists. "Otherwise, it is to be feared that not only M. Kossuth, but Hungary herself, will find that the path upon which they have entered runs perilously near the edge of an abyss."<sup>44</sup> The correspondent hoped that the weight of responsibility may have a sobering effect: "The sooner M. Kossuth and Count Albert Apponyi are brought face to face with the grave problems awaiting treatment the greater will be the likelihood of a satisfactory and moderate solution."<sup>45</sup> Andrássy's unsuccessful efforts to find a basis for forming a government were soon to dash these hopes. For that Steed blamed the extremists of the Party of Independence, though Francis Joseph refused to accept even a moderate Independentist programme. In Steed's opinion the main culprit, however, was Andrássy, whose secession from the Liberals encouraged the country to turn against Tisza.<sup>46</sup> Now the situation was described as almost hopeless due to the recalcitrant attitude of the extremist minority. "The anarchical principle of the *liberum veto*, which ruined Poland, has made its home in Hungary, where it seems destined to produce its logical consequences."<sup>47</sup>

There continued to appear detailed reports of the various solutions tried and discarded throughout March, with occasional dramatic interruptions like "the situation . . . is the gravest since 1867".<sup>48</sup> A new element appeared in a commentary at the end of March.<sup>49</sup> That was the first time that Steed gave publicity to what had already been a truism in Hungary: the Coalition standpoint looks amazingly shortsighted but they may pursue a very farsighted aim; before the accession of Francis Joseph's successor they want "to hammer out

<sup>43</sup> *The Times*, 9 Feb. 1905. p. 7.

<sup>44</sup> *The Times*, 13 Feb. 1905. p. 3.

<sup>45</sup> *The Times*, 14 Feb. 1905. p. 6.

<sup>46</sup> *The Times*, 22 Feb. 1905. p. 5. On 16 March he again reproached Andrássy for his unwillingness to support Tisza at the price of momentary unpopularity.

<sup>47</sup> *The Times*, 24 Feb. 1905. p. 5.

<sup>48</sup> *The Times*, 22 Feb. 1905. p. 5.

<sup>49</sup> *The Times*, 27 March 1905. pp. 3-4.

for the Magyar fatherland a bulwark of steel". Quoting an article of the *Neues Wiener Tagblatt* Steed doubted that Francis Ferdinand really advocated a military solution of the crisis by "reconquering" Hungary, but the comment that "the article appears to be addressed to more than one quarter" shows that *The Times* correspondent knew that the rumour was more than mere gossip.

While *The Times* diligently followed the events of the crisis as they appeared before the general public, it was still silent on the voices advocating an artificially created foreign political crisis in order to settle the Austro-Hungarian imbroglio. The sovereign, many army leaders and quite a few Hungarian supporters of '67 thought that in case of a war danger or a war the Hungarian Opposition will come to its senses and recognize the need of preserving the dualist arrangement. The notion was not unfounded as shown by the reception of the 1914 war. Steed sent a private report to Chirol, his foreign editor, on these views.<sup>50</sup> The ex-Ban and ex-Premier Khuen-Héderváry told him: 'I always try to convince him (F. J.) that we shall never get over these Hungarian troubles until we raise some foreign question touching the interests of the A-H Monarchy as a whole. Then and only then will people at Budapest understand how closely their interests are bound up with those of Austria.' I asked him whether he alluded to the Balkans and he nodded." Steed added that according to the Italian Embassy "Khuen-Héderváry, Tisza and Burián (the common Minister of Finance) . . . are preaching the same doctrine", but the Emperor and Goluchowski oppose it. Steed considered an Austro-Italian war impossible due to the military unpreparedness of the two countries, but all the same contemplated "to run along from Innsbruck through the Tyrol to Verona during the Easter holidays to see what is being done on both sides of the frontier".<sup>51</sup>

At that time Steed, too, thought that in Hungary the farsighted adherents of *Grossmachtstellung* stand face to face with the Hungarian equivalents of the "Little Englanders", who though happen to be nationalists, favour independence even at the price of becoming a small power. He rightly noticed that many members of the Coalition are not immune to imperialist temptations and consequently could be induced to drop some of their demands. People in the London office of *The Times*, however, were more ready to believe in the sincerity of the "national demands", and in spite of an advice for making concessions they affirmed where their sympathies lay. When the brief April session of the Hungarian Parliament was adjourned without any hope for a solution, the leading article of 17 April gave an excellent brief exposition of the traditional favourable image of Hungary, held by the majority of the British ruling classes prior to 1905.<sup>52</sup> "There is no people on the Continent of Europe which has

<sup>50</sup> Steed to Chirol, 27 March 1905. NPHS Papers. Cf. *Times History* III., pp. 474-5.

<sup>51</sup> Steed made the planned trip at the end of April.

<sup>52</sup> *The Times*, 17 Apr. 1905. p. 9.

more constantly commanded the sympathy and the respect of Englishmen than the people of Hungary. In their struggles to assert their hereditary right to constitutional freedom within the limits of the Austro—Hungarian Monarchy, and to develop institutions which should be at once the bulwark and the organs of ordered liberty amongst them, they have commanded our admiration and enjoyed our moral support. It is for that very reason, because of our old friendship and our genuine regard for a chivalrous race, devoted, as we believe, to political ideas not dissimilar from our own, that we are watching with extreme anxiety, not unmingled with uneasiness, the course of the great constitutional crisis which prevails at Budapest. . . . We hope that before long those practical instincts which mark off the peoples born with traditional aptitudes for self-government from the nations who have no such heritage will assert themselves and lead the Hungarians to make a working compromise with their King which will at once leave their liberties intact and secure for them the solid advantages inseparable from their position as an integral element in one of the oldest and greatest of European States.” Then the article advised the Coalition a temporary suspension of their demands: “It is time for the statesmen of all parties, who have the abiding welfare of Hungary as a free and progressive kingdom and her reputation as a model of constitutional government at heart, to prove by their acts that, without sacrifice of their principles they can subordinate the immediate pursuit of their ideals to the practical ends within their grasp.” Fortunately the Address of the Coalition (attributed to Apponyi) leaves the door open for coming to terms by avoiding a direct claim for a separate customs territory and for the Magyar word of command. They decline to give a verdict on the debated constitutional niceties, but agree with the need for electoral reform as “the present electoral system is notoriously out of date.” But the fulfilment of the demands of the Hungarian extremists would end the association with Austria, “to the grievous detriment of both”, as “a mere dynastic link could not long hold together Austria and Hungary, if Hungary were in possession of a separate national army, and of a separate customs system, and a separate system of credit.” *The Times* concluded its arguments with a prophetic warning: “Separated from Austria, Hungary would at once sink into the rank of a second-rate or third-rate Power, which might, indeed, enjoy such internal institutions as it pleased, but whose national independence and position in the world lie at the mercy of powerful and aggressive neighbours, who have keen appetites for territory and for trade, and but little liking for constitutional liberties, whether at home or beyond their borders.”

Both Steed and the editorial office of his paper were of a mind with Francis Joseph, who in return for dropping the military demands, for postponing the demand for a separate customs territory until the next economic *Ausgleich*, and for voting money and recruits for the development of the army

offered the Coalition a free hand in their internal policies, including in the treatment of the nationalities. Steed was right that many of the Coalition leaders were not ill-disposed to such a deal, but they "are prisoners of the extreme doctrines they themselves have preached to the crowd" and are afraid of their own followers.<sup>53</sup> Steed knew that the opposition of the King was not the only obstacle standing in the way of the Hungarian word of command. The Hungarian officers' corps was 4000 short of its complement, a national army ought to have been paid from scarce Hungarian money, and its only conceivable purpose would have been Magyarization in the non-Magyar regiments.<sup>54</sup> Not that Steed had any objections of principle against such a chauvinist tendency, at least not at that time, though he was fully aware of the national composition of Hungary. His only objection to the Hungarian word of command was that it would raise similar demands among the people over the river Leitha, which would "render well-nigh impossible the task of holding the Dual Monarchy together."<sup>55</sup> His views were shared even in Hungary by some. "Have we no other need than a Hungarian military command when the country is behindhand in culture and when many indispensable means of civilized progress are lacking?", asked in a letter "a patriotic Hungarian friend of great experience". The writer also complained of "the despotism prevailing here against political opponents".<sup>56</sup> Steed could not name the source of the quotation, the well-known orientalist of Budapest University, Ármin Vámbéry. The unquoted part of his letter went even further in criticising the "lightminded and lighthearted patriots, . . . Apponyi, Andrásy, Kossuth, Bánffy et consortes". He expressed his full agreement with Steed's commentaries. His countrymen were "easily impressible children lacking the necessary judgement and instruction and in spite of this shortcoming they constantly like to parade with political maturity and incited by megalomania they plunge into most serious questions without the slightest reflection". Vámbéry also pointed out the hopelessness of the chauvinist aims of the military demands. "They want to magyarize the Army in order to annex it later on and to use it for the purpose of magyarizing the nationalities, forgetting that the Hungarians are drilled in German more than hundred years ago [sic!] and our paraszt ember [peasant man] has not yet learned the German language."<sup>57</sup> Steed must have accepted Vámbéry's verdict of Hungary having become a huge Bedlam and informed F. S. Clarke, the new British Consul-General in Budapest accordingly: "I have told him that all Magyars are good souls but that very few of them can see straight in their own affairs for the moment. . . ."<sup>58</sup>

<sup>53</sup> *The Times*, 20 May 1905. p. 7.

<sup>54</sup> *The Times*, 27 March 1905. p. 3.

<sup>55</sup> *The Times*, 24 May 1905. p. 5.

<sup>56</sup> *The Times*, 3 June 1905. p. 7.

<sup>57</sup> Á. Vámbéry to Steed, 31 May 1905. NPHS Papers. Steed toned down the professor's words in quoting them.

<sup>58</sup> Steed to Polyxéna Pulszky, 3 June 1905. OSZK K. Fond VIII/2698.

Steed did not find the appointment of General Fejérváry to head an interim cabinet a happy idea ("no personage less fitted for peacemaking could have been discovered in Hungary"), though he appreciated the veteran general's loyalty "to sacrifice his brilliant past and to face public execration out out of devotion to the King".<sup>59</sup> Steed was right in his judgement that with the formation of the new government "the struggle between Crown and nation is about to enter a stage more acute and less reassuring than any through which it has yet passed".<sup>60</sup> But he put the main responsibility on the Opposition's refusal to discharge "its constitutional duty of taking office".<sup>61</sup> An outside development added to the gravity of the situation. On June 7th the Norwegian Parliament declared its secession from Sweden. The Swedish—Norwegian crisis had been followed by *The Times* with only a little less attention than the Austro—Hungarian one, and its conclusion corroborated the foreign fears about Hungary's course. Vienna was definitely shaken: "People here are trembling in their shoes lest the Magyars imitate the Norwegians and depose F. J."<sup>62</sup> Similar considerations lay behind the leading article of *The Times* of 22 June entitled "Scandinavia and Austria—Hungary". It deplores the cheers for Norway that accompanied Bánffy's June 21 proposal proclaiming "national resistance" against the Fejérváry government. Norway has started a dangerous experiment, says the leader, but for the Hungarians such a course would be more dangerous: their more precarious independence would depend on the pleasure of their powerful neighbours, while actual separation could not be achieved peacefully because of the resistance of the Austrians, who are more aware of the ill consequences of separate existence. In the opinion of the paper one of the most disquieting feature of the situation was the decline of respect shown for the King in Hungary, while the call for resistance was not far from "an overt act of rebellion".<sup>63</sup>

The Coalition was annoyed to notice that abroad neither the official circles nor the independent press showed much sympathy with its cause.<sup>64</sup> One of its organs, the *Budapesti Hírlap*, took great pains to make the struggle of the Coalition appear like a new edition of the resistance to Austrian absolutism after 1849. It made a happy discovery in the articles that had appeared in *The Times* between 1861 and 1866, all criticising the policy of Francis Joseph and supporting the struggle of the Hungarians for the restoration of their Constitution. The Hungarian paper quoted freely from these articles and added: "If only people beyond the borders understood the legitimate

<sup>59</sup> *The Times*, 8 July 1905. p. 7.

<sup>60</sup> *The Times*, 16 June 1905. p. 5.

<sup>61</sup> *The Times*, 3 June 1905. p. 7.

<sup>62</sup> Steed to Bell, 8 June 1905. NPHS Papers.

<sup>63</sup> *The Times*, 22 June 1905. p. 9.

<sup>64</sup> Even after thirty years APPONYI complains of this in his memoirs. *Emlékiratai* [Memoirs], Vol. 2. 1899—1906. (Budapest, 1934) pp. 179—181.

standpoint of the Hungarian nation and viewed the struggle of Hungarian Constitutionalism in such a spirit. . .”<sup>65</sup> Steed pointed out how absurd it was to compare 1905 with the years preceding the Compromise: “Such a proceeding savours of that astonishing and wilful ingeniousness which is one of the least reassuring features in the whole attitude of the present leaders of the Magyar people”. If they expect understanding from abroad, first they themselves must comprehend the importance of Austria—Hungary in Europe, and the responsibility that goes with that. He reiterated that “a dispassionate revision of the 1867 Compact” should be undertaken after the Coalition leaders “abandon their half peevish, half braggart attitude”.<sup>66</sup> Expressing agreement with Tisza’s speech at the Liberal party conference on 21 June Steed outlined the advantageous perspectives of Hungary, now threatened by its politicians. “Hungary has waxed fat under Dualism . . . Political predominance in the Dual Monarchy and largely in the Balkans, the gradual growth of a national industry all the healthier for wholesome competition, constantly increasing influence over the army, and, through the army, over the non-Magyar races of Hungary, all these factors of strength were within the nation’s grasp — and it seems eager to spurn them in order to chase the phantom of the language of command. . .”<sup>67</sup> The correspondent was obviously exaggerating the perspectives, but it is more important to notice that while he publicly endorsed Tisza’s appraisal of the last thirty years, he had no word on the negative aspects of that period, on the social ills causing tensions which were about to erupt. It is worth reflecting that while Steed’s predecessor, Lavino, had taken an active and sympathetic interest in the agrarian socialistic movements of 1898, the correspondent of 1905 made no mention of the workers’ and agricultural labourers’ strikes of April—May—June, unprecedented in intensity in the history of Hungary. Perhaps it was all tactics. Steed saw behind the facade, probably even sympathized with those who stood low on the social ladder, but his primary concern was not a socially advanced Hungary, but a stable and strong Hungary within the Monarchy, and it was the ruling classes who could supply it. The correspondent, who a few years later was such a keen supporter of the non-Magyar nationalities, and developed an anti-Hungarian bias, raised no objection to any Magyarizing aspiration when he quoted the new Prime Minister’s words promising that the crown was ready to grant nine tenths of the Hungarian demands. “The King was prepared to leave a coalition Ministry a free hand in Hungarian internal affairs — that is, in Magyarizing the non-magyar races — and as soon as a Hungarian government should have diffused the knowledge of the Magyar language throughout the country by means of the schools it would be easy to make Magyar the

<sup>65</sup> *Budapesti Hírlap* (hereafter cited as *BH*), 26 June 1905. pp. 1—2.

<sup>66</sup> *The Times*, 29 June 1905. p. 5.

<sup>67</sup> *The Times*, 23 June 1905. p. 5.

language of service and instruction in all regiments recruited from Hungary."<sup>68</sup> Though this would not have resulted in the nationalities becoming Hungarians (as it was pointed out by Vámbéry, and is shown by the fate of those Hungarians who became soldiers in the national armies of the succession states after World War I), Steed's only aim was to convince the coalition leaders that concessions will not ultimately wreck their aims.

For Steed the nationality problem of Austria—Hungary was always subordinated to the interests of British foreign policy. He accepted Hungarian hegemony until he did not come to see in it a tool of the designs of Germany. From an anti-German standpoint the Hungarian coalition indeed held out some hope. Its German-language organ, the *Budapester Tagblatt*, published an article on June 18 on "The European equilibrium", which Steed reported back at length. It compared Germany's aspirations to France's bid for supremacy a hundred years earlier, and warned that England always resisted such efforts. The coalition paper's conclusion was welcome to Steed. "With all friendship for Germany . . . we must nevertheless say that we feel no sympathy for the idea that one Power should be so strong, not even were that Power our best friend. For the Hapsburg Monarchy European equilibrium is always the best. The experience of the last two or three centuries speaks in this sense." In the interest of the balance in Europe the *Tagblatt* desired Russia to extricate herself from her Far Eastern difficulties.<sup>69</sup> By the light of the anti-Russian tradition of the Independence Party such a statement seems novel, but it was only a sign of that search for a foreign policy which was a typical feature of the parliamentary opposition up to 1914.<sup>70</sup>

Already the June 26th article of the *Budapesti Hírlap* indicated the anger of the Coalition over the critical attitude of *The Times* and — following its lead — of a considerable part of the British public. That impelled Apponyi to send a letter to Printing House Square, in which he set forth the Coalition standpoint. The lengthy treatise (filling two and a half columns of the space reserved for foreign news) contained the well-worn phrases: the military demands were based on public law, the Coalition was bound to them by the mandate received from the electorate, they had no intention whatsoever to follow the example of Norway, they are "pained . . . to see that the English Press is systematically led into an erroneous appreciation of our crisis by correspondents residing at Vienna and incapacitated by the atmosphere which they imbibe at that place to get a clear view of Hungarian affairs . . ." He concluded

<sup>68</sup> *The Times*, 5 July 1905. p. 4.

<sup>69</sup> *The Times*, 21 June 1905. p. 5.

<sup>70</sup> I. DIÓSZEGI: „A magyar függetlenségi ellenzék és a Monarchia külpolitikája 1900–1914” [The Hungarian Independentist Opposition and the Foreign Policy of the Monarchy], *Századok*, Vol. 107. (1973) No. 1. pp. 3–24. — I. DOLMÁNYOS: *L' idée d'une alliance hungaro-polono-tchéque contre les Habsbourg, en 1905*, *Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis. Sectio Historica*. Tom. VI. (1964) pp. 147–152.



by expressing Hungary's confidence that the "systematically misguided" British public "will come round to her when properly enlightened".<sup>71</sup> This frontal attack was fuel to the fire always burning in Steed's journalistic mind, but the office — though far from taking the Opposition's side as claimed by the official *History of The Times* — tried to keep to a middle course. Chirol advised his "too combative" correspondent to compose his answer in a moderate tone, though he agreed that "the Hungarians have . . . been extraordinarily exasperating. There appears to me to be really much less excuse for their headstrong action than there has been even for that of the Norwegians . . . It is all very well for Count Apponyi to say that they do not want a rupture. So said the Norwegians . . . Still when all is said and done we must not forget that the Hungarians have always been friendly to us, and that as between them and the German Austrians, it is the Hungarians who have the better claim to our leniency of judgement."<sup>72</sup> Steed's answer appeared also in the form of a letter to the Editor. He explained that the language of command involved only about 80—90 words, what really mattered was the so-called "regimental language", which was always the language spoken by the majority of the regiment. By quoting the Compromise Law he proved that constitutionally the King was right and Apponyi was wrong, so it was not legitimate to appeal to British constitutional instincts. He reassured Hungary of British sympathies and warned of the German danger that would threaten the separated states of the Monarchy.<sup>73</sup> The omission of Russia as a possible source of danger is conspicuous; this might be ascribed to the revolution of 1905 and to the defeat of Tsarism at the hands of Japan, but it was also compatible with the spirit of the still remote English-Russian *entente*.

*The Times* was generally touchy about attacks on its correspondents, but in his debate with Apponyi it refrained from giving explicit support to the Vienna correspondent in the leading article of July 8.<sup>74</sup> This article is an important document not only of contemporary opinion on the Hungarian crisis but also of the acceptance of the contemporary Hungarian view of Hungarian history. "The remarkable letter . . . corrected some misapprehensions as to the struggle in Hungary. It recalled a constitutional history not unlike that of England." It showed that the present debate was of very old date. "Count Apponyi was not, in his very able letter, quite just to English observers of the evolution of events at Budapest. They understand and never forget that Hungary was and is a sovereign independent Power, with a Constitution of her own, having a common ruler with Austria, but never having lost her

<sup>71</sup> *The Times*, 1 July 1905. p. 7. — Apponyi's letter was not an isolated attempt, he also wrote to the *Tag* of Berlin, while Kossuth published articles in the *National Review*, in the *Outlook* and in the French *Revue Bleue* in the same year.

<sup>72</sup> Chirol to Steed, 6 July 1905. NPHS Papers. Cf. *Times History* III, pp. 475—6.

<sup>73</sup> *The Times*, 8 July 1905. p. 5.

<sup>74</sup> *The Times*, 8 July 1905. p. 11.

sovereign attributes." Englishmen have generally sympathized with the resistance of Hungarian statesmen to the efforts made from time to time to absorb their country into a unified Austrian Empire and to treat her a province enjoying some exceptional rights." They would be ready to follow Apponyi, were he defending principles, but they cannot do so in the practical question of the army ("the last institution into which nationalist sentiment should be introduced"), where the issue involves only about a hundred words, and it would lead to similar demands on the part of the other nationalities. Apponyi sounds less convincing when he speaks about the present debate, in which "that fine practical political common sense with which Hungarian statesmen are rightly credited has not been always present". Even if Apponyi's constitutional arguments were unassailable — "and here again our Correspondent produces strong counter-evidence" — this does not matter much as revolutionary steps "have often been done with punctillious observance of constitutional forms", as was the case with Norway. The most important side of the question is the denial of any intention of separation, but the actions and words of the majority have not always born this out. They in England are convinced that the maintenance of the Dual Monarchy "is essential to the stability of European peace and to the welfare of the two partners". *The Times* watches the debate neither from a black-and-yellow, nor from a purely Hungarian, but from a broader Austro-Hungarian standpoint. The Hungarians are apt to forget that outside the Monarchy there are "menacing forces which take no account of constitutional forms and precedents . . . The Hungarian patriot is a little too apt to assume that the only enemy of his country to be dreaded is in Vienna . . . Count Apponyi may be assured of English sympathy with the difficulties of his country. There are many old ties between us. Hungarians have not forgotten the attitude of England in 1848–49, nor do we forget that during the South African war England found among the Magyar people true friends at a time when they were not too common. English opinion is naturally biassed in favour of Hungary." But the present Hungarian policy is watched by them with misgivings. A "serious revision" of the 1867 Compromise is conceivable, "but to refuse almost contemptuously the proposals made last week by the Premier for a settlement, to imperil a compact under which Hungary has prospered marvellously; to pursue, without apparently weighing the consequences, a national ideal to which other generations set reasonable limitations; and to endanger, it may be, the very existence of the country in order to satisfy national feeling in regard to matters of form rather than substance is to incur a serious responsibility which opponents of Baron Fejérváry have, in our opinion, hitherto failed to justify . . ."

This leader is the best exposition of the British policy towards Hungary as it was discernible throughout the greater part of the dualist era. The two nations (or rather their historic ruling classes) are related by historical

similarities (or rather similar myths of the past) and sympathies, but there are certain limits of British support: Hungarian national aspirations may be directed against the non-Magyar nationalities and towards increasing their influence over "Austria" or in the Balkans, but they are not to endanger the unity of the Monarchy. This British standpoint coincided with István Tisza's views and, indeed, there was no Opposition leader who could not have subscribed to it. That is why both Steed and Chirol found it difficult to see the reason of their recalcitrance. The refusal of the Coalition to take office was the more incomprehensible for British observers as they believed in the ultimate advantages of a two-party system, hence their frequent allusions that the Liberal Party was worn out by its long rule. They obviously did not notice the great differences existing between the United Kingdom and Austria—Hungary. The latter was not a real constitutional Monarchy because of the numerous remnants of the absolute power of the ruler, and in Hungary the basic constitutional tenet of the Party of Independence anyway stood in the way of its *Regierungsfähigkeit*.

The correspondent in Vienna seemed well satisfied with the outcome of the affair, as shown by a letter to his Budapest friends. "You have seen I suppose that Apponyi Albert hat sich in der *Times* breit und sehr lang gemacht. I tried to reduce him to feasible dimensions in Saturday's paper but it's long odds that neither the *B. Hirlap* nor the *Magyarország* will be honest enough to take note of the reply. Anyhow I think I've spoiled Apponyi's little game in England until further notice. Is there any chance that Kossuth Lajos may put a little starch into Kossuth Ferencz?"<sup>75</sup> Fortunately for Steed there was no one to take his bet, the *Budapesti Hirlap* gave a fairly faithful account of both Steed's reply and of the leading article, without entering into a polemic, but declaring that for the inaccurate informations the responsibility lies not with the English journalists but with the papers and politicians of the Liberal Party.<sup>76</sup> This was a frequent self-deception in Hungary: unpalatable foreign commentaries must be inspired by some evil source, they cannot be the outcome of independent orientation.

The summer holiday of the combatants and of Steed was hardly over when the Minister for the Interior, József Kristóffy, raised the question of introducing universal suffrage, in order to divert the struggle from the barren "national" issues to "the solution of important social and economic questions"<sup>77</sup> — and thus to check the radicalization of the country, which was assuming dangerous proportions. This genuine move presented a problem for Steed,

<sup>75</sup> Steed to Polyxéna Pulszky, 11 July 1905. OSZK K Fond VIII/2346. — The Apponyi—Steed controversy called forth an interesting contribution from one of its readers, C. R. Asbee, who predicted that the Pan-German aspirations might lead to the destruction of the Monarchy, when Hungary would "become a corner-stone in British policy". The Times, 24 Aug. 1905. p. 5.

<sup>76</sup> BH, 12 July 1905. p. 4.

<sup>77</sup> The Times, 26 Aug. 1905. p. 3.

too. In Britain the gradual extension of the suffrage proved a good tool for letting off political tension, although the 1884 reform was far even from universal manhood suffrage: it gave the vote to about 60 per cent of the grown-up male population.<sup>78</sup> Steed was aware of the serious social and national implications of Kristóffy's proposal, and knew that it had put the Coalition into an "awkward predicament" as it "has never seriously contemplated universal suffrage with equality for all race and languages, although it has repeatedly coqueted with the idea of electoral reform properly trimmed to suit Magyar interest."<sup>79</sup> At first Steed did not want to endorse the scheme openly, as it was opposed by nearly all the leading Liberal and by the moderate Coalition politicians, whom he had so far supported, so the first comment did not go much beyond the presentation of the facts — especially as the facts spoke for themselves. "The idea of universal manhood suffrage is full of menace to the 800 000 gentry, or small but ancient Magyar nobility, which some regard as the backbone and others as the bane of Hungary. Partisans of universal suffrage think it would be a boon to let new blood into the electorate so as to bring before the country new questions to render articulate new needs and to open political power to all classes. Others, not less patriotic, though less democratic, hold that Hungary without the predominance of the Magyar aristocracy and squirearchy would be Hungary no longer, and scout universal suffrage as a satanic device. *Each opinion is entitled to respect.* [My italics.] The battle between them will be fierce. Whether the Coalition take one side or the other or try to steer a middle course, it seems clear that the question which had been raised is bound in the long run to counteract the mania for barren constitutional quibbling which bulks so largely in Hungarian public life. And this will be an unquestionable boon."<sup>80</sup> Steed advised the Coalition to counter the proposal by a quick assumption of office, before the country is thoroughly roused.<sup>81</sup> "If this opportunity is neglected, they whose ascendancy was attained by arch-demagogy may find themselves out-demagogued by a Cabinet devoid of basis in Parliament but rapidly acquiring a following in the country."<sup>82</sup>

<sup>78</sup> According to a politician opposing the proposal 1/6 of the population of the United Kingdom had the right to vote. K. HIERONYMI: *A választói jogról* [On the Suffrage], (Budapest, 1912), p. 96. A little less, 60 per cent of the adult male population, is the figure for 1910 according to a modern author. H. PELLING: *Social Geography of British Elections* (London, 1967), Chapter 1.

<sup>79</sup> *The Times*, 29 Aug. 1905. p. 3.

<sup>80</sup> *The Times*, 5 Sep. 1905. p. 3.

<sup>81</sup> This advice would be a blemish on Steed's democratic convictions, but it is explained by his knowledge of the aggressive designs of the most reactionary circles of the Monarchy against Hungary. See below his letter to Chirol on 6 October 1905.

<sup>82</sup> *The Times*, 8 Sep. 1905. p. 4. Steed found new signs for the dire consequences of the protracted crisis when a pamphlet appeared in Berlin, whose author, using the pseudonym Professor Zeysig, advocated the inclusion of Austria in the German Empire and the establishment of an independent Hungary under a Hohenzollern king. *The Times*, 5 Sep. 1905. p. 4. In the following days Steed repeatedly returned to the subject.

At first Francis Joseph — encouraged by the Austrian Prime Minister and Goluchowski — refused to endorse Kristóffy's proposal, whereupon the Fejérváry government resigned. Now *The Times* came out in a leading article for suffrage reform,<sup>83</sup> clearing the way for Steed, too. The correspondent went to Budapest for the new session of the Parliament, where he was greatly impressed by the vast, disciplined demonstration of the Socialists for universal suffrage. To his disappointment he found that the Coalition had not "mellowed" sufficiently yet.<sup>84</sup> Steed's disillusionment with Hungarian politics must have increased on this visit. He was indeed fed up with those "Hungarian politicians whose extreme Chauvinism is compatible with grateful acceptance of Austrian help when that help protects them against the introduction of universal suffrage in their own country",<sup>85</sup> He did not expect much from the invitation of the four Coalition leaders to the King, as "not one of these men has the courage to stand up and tell the country that it has been misled . . ." The audience was anyhow accompanied by an article in the paper of the Party of Independence (*Független Magyarország*) exhorting the leaders not to make any concessions. The paper even called for the King's abdication, "but in whose favour and for whose profit they in their unmeasurable lightmindedness never stay to think",<sup>86</sup> — commented Steed. In the Heir Apparent he saw not only the Magyarophobe but also the Clerical holding anachronistic views.

The strong language of *The Times* was too much for the Coalition to endure. The *Budapesti Hírlap*, which seems to have taken a special interest in cultivating England, spoke out against "the mean and base views held by this correspondent", and declared that "here the same national struggle is being waged which had been so triumphantly fought out by England". As the correspondent surely knows that his communications can be explained only by two reasons, "firstly by a superficiality unworthy of himself and of his paper", or by his wish to perform in his paper "a service of love to those circles in Vienna who prompt his unjust, tendentious and superficial report".<sup>87</sup> Heaping up adjectives could not make up for arguments. Steed's reports always included much provocative material, but superficiality was not one of his vices.

Dictated by British interests and the friendship for Hungary *The Times* suspended its policy of non-interference into internal questions and openly called upon the two parties to make a compromise in a leading article

<sup>83</sup> *The Times*, 14 Sep. 1905. p. 7.

<sup>84</sup> *The Times*, 16 Sep. 1905. p. 5.

<sup>85</sup> *The Times*, 19 Sep. 1905. p. 3.

<sup>86</sup> *The Times*, 21 Sep. 1905. p. 3.

<sup>87</sup> *BH*, 23 Sep. 1905. p. 5. Cf. L. KROFF's criticism „*A magyar forradalom és a Times*” [The Hungarian Revolution (of 1848–49) and *The Times*], *Budapesti Szemle*, Vol. 126. 1906. pp. 1–14.

published on the eve of the audience of September 23.<sup>88</sup> But “the five minute audience” — as it was dubbed immediately — was bound to end in failure, since both parties expected the other to capitulate. The report on the fiasco headed the news of the day in *The Times*. It admitted that the ultimatum of the King was perhaps too outspoken, but it also understood that the King’s patience was at its end. The Hungarians “had wandered too far from the path of wisdom traced for them by Deák and Andrassy the elder . . . who knew that the compact of 1867 could never have been so favourable for Hungary had the Prussians not triumphed at Sadowa, and who always implored their fellow-countrymen to be true to the letter of the compact . . .” Steed’s final conclusion repeated that the relationship of the two countries must be transformed,<sup>89</sup> but the reference to the Compromise being due only to the defeat of Austria showed that he was no longer convinced that its revision must be along the lines envisaged by the Hungarians. The leader of the same day censured the Coalition for leading the people “into obstinate opposition to the sovereign”, while hinting that an enlarged electorate was not sure to follow Apponyi and his friends.<sup>90</sup> Steed welcomed that now all illusions about “softening” the King vanished,<sup>91</sup> and in connection with the uproar against the King’s behaviour he reminded the Hungarians of the many enemies they had. “Though they are in some respects an admirable and a loveable people, there is about them that which is apt to ruffle the susceptibilities of other peoples with whom they have to deal. As a race they have no friends among the other races of the Austro—Hungarian Monarchy, and in Europe few sympathizers outside England, Italy and perhaps France.”<sup>92</sup> So far Steed’s criticism was directed only at the Hungarian opponents of dualism, who clamoured for a mere personal union. The Englishman noticed the contradiction between the seemingly radical and democratic but in fact conservative and sometimes even reactionary outlook of that camp, but in spite of having watched the Socialist demonstration of 15 September he did not want to accept the forces of real radicalism.

Steed’s growing antagonism to the Coalition was not shared by the foreign department of his paper. The leading article of 28 September (evidently Chiról’s work) maintained that under dualism the Hungarians had “the larger share in shaping the course of Austro—Hungarian policy”, while “in material prosperity they have made enormous strides . . .” Had they had patience, they would have achieved their wishes automatically. The article is not disinclined to concede some points to the Coalition in the issues debated, but considers them secondary beside the European aspects of the strife. The Monarchy “fills

<sup>88</sup> *The Times*, 22 Sep. 1905. p. 7.

<sup>89</sup> *The Times*, 25 Sep. 1905. p. 3.

<sup>90</sup> *Ibid.* p. 7.

<sup>91</sup> *The Times*, 26 Sep. 1905. p. 3.

<sup>92</sup> *The Times*, 27 Sep. 1905. p. 3.

so indispensable a place in Europe, it holds so many jarring elements in solution by the mere fact of its existence, that any course which threatens its unity, or even seems likely to weaken its influence, can only be viewed with the greatest apprehension".<sup>93</sup> The reference to the growing influence of Hungary on the policy of the Monarchy touches a question on which probably there will never be a consensus between Austrian, Hungarian and neutral historians, partly because the link connecting the two halves of the Monarchy had so many different aspects and the process of decision-making was so intricate.<sup>94</sup> But it was certain that the London office of *The Times* showed more understanding for the Coalition than its correspondent. Privately Chirol went even further in his letter to Steed and expressed perturbation "at the very strong line" Steed had taken "against the Hungarians". He admits that they "are in many ways wrong-headed and unreasonable", but Francis Joseph's "treatment of the Coalition leaders last Saturday was to mind at least as unwise and provocative . . ." He was alienating the Hungarians, like King Oscar had done with the Norwegians. "Separation in Norway was originally the cry of only a small section of a party. That section gradually absorbed the whole party. The movement ultimately caught on to the other party in the State, and from that moment separation became inevitable. It seems to me that the same process has been going on only with greater rapidity in Hungary, towards not perhaps in the first instance separation, but personal union which can only mean a transition stage of separation. The dangers for Hungary are I admit much greater than for Norway, firstly because Hungary is not a homogeneous country like Norway, and secondly because of its exposed position in the centre of Europe surrounded by hostile elements without and within. But that is a question which after all concerns the Hungarians themselves much more closely than it concerns any foreigner". After pointing out that all nations must be accepted as they are, and they cannot be fashioned according to what one thinks to be their interests, Chirol insists that it is unwise to tilt against a perhaps irresistible movement "simply because we do not like it. The Hungarians have always been good friends to us, and I am not disposed to antagonise them . . ." The head of the foreign department concludes his letter by a frank statement. "I hate to thrust my own views upon our correspondents or to interfere with the line which they with their local knowledge and inside information think right to take, especially in the case of a correspondent whom I value as much as I do you. At the same time it is possible that just because you are in the thick of it you find it more difficult than I do to look at the thing objectively. At any rate it is much better to let you know frankly what my view is and what

<sup>93</sup> *The Times*, 28 Sep. 1905, p. 7.

<sup>94</sup> A balanced and convincing examination of the question of Hungarian influence: P. HANÁK: "Hungary in the Austro-Hungarian Monarchy: Preponderancy or dependency?" *Austrian History Yearbook*, Vol. 3/1 (1967), pp. 260-302.

line the paper will feel disposed to take . . .”<sup>95</sup> Chirol was a man of no small position and was an authority on foreign affairs (he started his career in the Foreign Office), so his words carried weight. It is true that his prediction on the future course of Hungarian separatism did not entirely come true, but he ascertained the feelings of the petty bourgeois, peasant and sometimes working-class followers of the Independence Party quite correctly. At that time Chirol was one of the first influential British personalities to acquiesce in the radical transformation of the Monarchy, though he was far from accepting total separation, the formula of 1918.

Steed’s reply of October 6 is a weighty one. First of all he reassures Chirol that “we have taken the only line compatible with our good will towards Hungary and our desire not to see Central Europe set ablaze”. His line has not been taken “against the Hungarians” but “against the policy of the Coalition . . . after nearly three years’ study of Hungarian affairs”, and it enjoys the full support of “experienced Hungarian patriots” like General Türr. After quickly dealing with the insinuation that he receives his news “from Vienna” he discloses that during the last three weeks he had “a very special motive in urging the Coalition at all costs to take office”: he learned that the clerical-anti-semitic party of Lueger and Franz Ferdinand, “backed by a very powerful clique at Court”, were planning “to smash Dualism altogether, to rouse the ‘nationalities’ in Hungary against the Magyars and especially to detach Croatia-Slavonia from Hungary”. At Budapest, however, he found that moderates like Kossuth were powerless against the intractable extremists, and the whole Coalition made light of the Clerical danger. In his opinion the curt *audiendum verbum* was a blunder but at the same time “a very natural outburst of F. J.’s rage” when he came face to face with the Magyar leaders who are taking their country to ruin. “For F.J. is old and can’t withstand F.F.’s intrigues forever . . .” The clerical plan for the restoration of the *Gesammtmonarchie* suggested Steed an alternative to all his previous alignments. At first he was just playing with the idea: “indeed I am not at all sure that the F.F. policy is not the best antidote to Pangermanism, though the application of the antidote may involve the smashing of the Magyars . . .” Later he began to consider the notion more seriously, and during the World War it became his policy, albeit necessarily in a changed form.

Turning to past events Steed was happy to inform Chirol “that none of your leaders gave so much offence at Budapest as the leader of the 28th. In the others you criticised the Coalition but you discussed its demands on their merits. That was bad enough but on the 28th you actually insinuated, if you didn’t say so, that the Coalition demands appear to foreign countries less important than the fate of the Monarchy . . . The Magyars prefer rather

<sup>95</sup> Chirol to Steed, 29 Sep. 1905. NPHS Papers. Cf. *Times History* III, pp. 476–7.



to be wallopped mit *Verständnis* than to be politely told that their demands are of secondary importance". In the question of the analogy with Norway Steed did not see eye-to-eye with his boss — and rightly. "The fundamental difference between the Scandinavian split and the A—H trouble is that the Magyars *don't* want to separate, this side of 1918 at earliest. They do want to make Austria pay for half their army during the next 12 years while they are squeezing concession after concession out of 'Vienna' and developing their industry in view of future economic separation, but they don't want separation now, nor even revision. The exasperating side of all this crisis is that the Magyars are fundamentally dishonest and hypocritical about it. They have at least £ 200 000 000 of their debt in Austrian hands, they are dependent on Austria for credit, they are not ready to redeem their half of the State Bank and they need the Austrian market for some £ 38 000 000 of their annual agrarian exports." Finally, Steed returns to the idea of abandoning the Hungarians. "Now we have done our duty by the Magyars in warning them. Presently we even find ourselves compelled to look sympathetically on the Austrian Clericals [i.e. the Christian Socialists] who with their scheme of universal suffrage intend to break the back of the Pan Germans by letting the 12 000 000 Austrian Slavs exercise their rightfully predominant influence over the 9 000 000 Austrian Germans. But it will be a dangerous, reactionary business at best, and I shall not cease to be sorry for my friends the Magyars who after all have a certain sense for progress and liberalism as we understand it. The truth is that the situation which was being prepared on both sides of the Leitha against the advent of Franz Ferdinand has 'gone off' prematurely and F.J. is presiding, like an ante-mortem ghost, at his own funeral orgies." Steed concludes his letter by saying that so far he sees "no signs of William's part in the games", but he will be on the lookout.<sup>96</sup>

The letter throws light on the background of Steed's earlier reports, but it is more important that it provides a key to the understanding of his later behaviour. Without this confession it would be difficult to reconcile his earlier pro-Hungarian views with his attitude shown in his reports after 1907 and in his book published in 1913,<sup>97</sup> or with his direction of British propaganda against Austria—Hungary during the World War. The aggressivity of Germany accompanied by the growing strength of the Great German tendencies induced him to accept — against his political affinities — the Christian Socialists, together with their anti-liberal nationalism, and he endorsed universal suffrage not simply from conviction but from practical political considerations. This course was to take him ever nearer to the "nationalities" of Austria and Hungary, although originally the 19th century liberalism of the Hungarian noble classes had more appeal to him. Another important feature of his letter is his

<sup>96</sup> Steed to Chirol, 6 Oct. 1905. PHS Papers.

<sup>97</sup> H. WICKHAM STEED: *The Hapsburg Monarchy* (London, 1913).

testimony that those Hungarian liberals who had authentic connections with the War of Independence of 1848/49 (Türr, the Pulszkys, Miksa Falk, etc.) were very far from identifying themselves with the "national struggle" of the Coalition. And his knowledge of the plans of Francis Ferdinand show how well-informed a journalist Steed was.

Several points mentioned in the letter of October 6 were alluded to in the reports appearing in those days in *The Times*, including the clerical plans.<sup>98</sup> The latter was corroborated by a letter sent to the Editor from Vienna by "Viator", most probably the first contribution of R.W. Seton-Watson to Austro-Hungarian affairs. He ascribes the whole crisis to the Magyars' determination to safeguard their national interests before "the place of the Emperor is taken by a young and vigorous ruler" who "is known to have inherited in full measure the clerical obscurantism and autocratic temper of his ancestors" and is planning to provoke a rebellion in Budapest and then to crush "the democratic Constitution of Hungary".<sup>99</sup> In Steed's opinion "the only way to mitigate these dangers would be for the coalition to take office at once so as to be able to control electoral reform and, by following an honest and conciliatory policy towards the non-Magyar races, to win their confidence . . ."<sup>100</sup>

In the continued deadlock Kristóffy's suffrage plans came to be revived. Tisza set forth his opposition in extremely well-reasoned articles in *Az Ujság*. In view of the under-development of Hungarian society and in defense of the hegemony of the Magyars he spoke out emphatically for an only gradual extension of voting rights. The leader of *The Times* practically accepted this view. It admitted that "the suffrage on both sides of the Leitha is narrow and antiquated, but the dangers of a wide and sudden reform on democratic lines are so grave, so numerous, and so manifest that they might well give the boldest of statesmen pause". On account of the national composition of Hungary the understandable spread of Socialism, and the defective political education of the masses the paper was inclined to accept Tisza's fears that universal suffrage would lead to parliamentary chaos, and "in the internecine contests of races and religions whatever measure of real liberty the minorities now possess would be destroyed".<sup>101</sup>

Steed did not fully share these misgivings. Starting on 5 October he summed up the history of the crisis from 1902 in a series of articles. In the third, final part he expounded his conclusions drawn from three years' intensive study of Hungarian affairs. Read together with his October letter to Chirol it is a clear manifestation of a reluctant break with the whole political system of Hungary. Besides being aware of the multinational character of

<sup>98</sup> *The Times*, 4 Oct. 1905. p. 5. and 6 Oct. 1905. p. 3.

<sup>99</sup> *The Times*, 5 Oct. 1905. p. 13.

<sup>100</sup> *The Times*, 6 Oct. 1905. p. 3.

<sup>101</sup> *Ibid.* p. 7.

Hungary he noticed the importance of the growing national consciousness of the non-Magyar peoples, too, (a relatively rare observation), and although he did not think that their appeasement was beyond hope, in the last three years he found few signs of the spirit of moderation necessary for that end. He also knew that there were more urgent tasks before the Hungarians than the barren constitutional issues. "Though outwardly her capital and her chief cities present a 20th century aspect, the spirit of her people is 50 years behind that of Western nations, and the texture of her administrative garment is but roughly woven. A hundred pressing problems await attention, especially that of emigration and its causes. An extension of the suffrage alone cannot solve these difficulties, but it can let new blood, new energy, and new light into the Legislative Assembly, by which they must be treated, and it can break the fatal predominance of the ignorant and selfish caste now almost exclusively represented in Parliament and hitherto all powerful in the country. It seems almost futile to hope that the overbearing domination of this caste can be pacifically broken, unless its more enlightened elements recognize the perils to which they are exposed and take the lead in opening the gates to those outside the pale. But, whether they do so or not, the pale will sooner or later be broken through." These words represent the highest level of contemporary criticism on early 20th century Hungary: Steed saw behind the facade of a spectacular capitalist development and entertained few illusions. But his opinion was still in the making, and his conclusions based on internal developments were not yet supported by considerations of foreign policy, so he set down that "when all things are considered and all chances weighed, the conviction must remain unaltered that the maintenance of Magyar hegemony in Hungary is eminently desirable".<sup>102</sup> Speaking on behalf of his friends, too, Ármán Vámbéry immediately congratulated the author on "the best account of the Hungarian crisis hitherto written".<sup>103</sup>

Detailed reports continued to appear in the following weeks. Steed saw two alternatives, either the maintenance of dualism combined with a broader franchise and with social legislation (the programme of the Fejérváry government), or a new relationship with Austria, with more emphasis on the independence of Hungary, but accepting its financial consequences — that is a compromise between the King and the Coalitions. He was aware of the hazards involved in Fejérváry's reappointment on October 16, and also of the embarrassment of the Coalition: "Politicians who call themselves the true representatives of the nation cannot well denounce universal suffrage, free education, military concessions, and progressive income-tax as anti-national, anti-constitutional, or

<sup>102</sup> "Austria—Hungary: At the Parting of the Ways", *The Times*, 1905. 5 Oct. p. 13., 6 Oct. p. 12., 7 Oct. p. 13.

<sup>103</sup> Vámbéry to Steed, 9 Oct. 1905. NPHS Papers.

'Ausrian'."<sup>104</sup> He was also conscious of the impact of the revolutionary events in Russia: "they cannot fail to strengthen the fresh breeze already blowing in this country . . ."<sup>104a</sup> Despite its attractive programme Steed expected little from the Fejérváry—Kristóffy experiment and repeatedly warned them against introducing absolutism.<sup>105</sup> As a stimulative in his repeated efforts of talking the Coalition into concessions Steed gave account of a conversation in the spring of 1905 with a Balkan politician whose country borders on Hungary. He did not want to believe that the Hungarians were really fighting for a dozen Hungarian words of command, or for separation in the long run. "For us Balkan States" he maintained, "a separate Hungary would be a boon. It would be quite another matter for us if we had only to deal with the Hungarian Government in Budapest and not with the Austro—Hungarian Government in Vienna." Steed added that the Serbo—Bulgarian customs union showed that the Balkan had realized that the Hungarians were really not acting.<sup>106</sup> He also knew that the Hungarian agrarians found the ensuing "pig war" quite advantageous.<sup>107</sup> In the new year Steed's dispatches alternated between optimism and pessimism. In explaining the new failure of Andrassy to bring about an understanding he accepted the view of "an intelligent and cultivated Hungarian civil servant", who thought that the ambiguities of the *Ausgleich* were the source of much misunderstanding: "For more than thirty years we Hungarians have been taught that Hungary is an independent constitutional country, mistress of her own fate, free in her actions, but when we put these teachings to the proof we see our independence denied, our Constitution shaken, and our freedom of action hampered. At the same time the Austrian have been taught that Hungary is a merely self-governing portion of the total Monarchy, and that her constitutional independence is subordinated to the interests of the Monarchy as a whole. Now we are going to see who is right."<sup>108</sup>

On February 19th the King had the Hungarian Parliament dissolved by armed force, which was followed by the promulgation of the new commercial treaty with Germany by an ordinance, without Parliamentary ratification. In Steed's opinion this step — far more than the dissolution of the Chamber — was "absolutism naked but not unashamed". He expressed agreement with Tisza's speech of 20 February, in which the Liberal leader used strong words against the unlawful step, but laid most of the blame for it on the Coalition.<sup>109</sup> Steed's reactions can be best studied in his letter sent to Leo Amery,

<sup>104</sup>*The Times*, 31 Oct. 1905. p. 5.

<sup>104a</sup>*The Times*, 2 Nov. 1905. p. 3.

<sup>105</sup>*The Times*, 1 Dec., p. 5., 4 Dec., p. 5., 1905.

<sup>106</sup>*The Times*, 6 Jan. 1906. p. 5.

<sup>107</sup>*The Times*, 23 Jan. 1906. p. 3.

<sup>108</sup>*The Times*, 6 Feb. 1906. p. 5.

<sup>109</sup>*The Times*, 20 Feb. 1906. p. 5.

who was deputizing for Chirol in the latter's absence. "The half-foolish, half-knavish" leaders of the Coalition indeed "have chucked their constituion out of the window for the sake of a quibble; but if F. J. proceeds to dance a war dance upon it and he will be accused of *Schändung* and I, for one, shall not defend him." The behaviour of the Hungarians reminds him not of the Norwegians but of the irreconcilable Boer nationalists, the more so as "the separation between Sweden and Norway is but a step towards a Scandinavian Federal Union. I should like to see our good Magyars federating with the Croatians, Rumanes and Slovaks of Hungary on equal terms to say nothing of the Czechs and the Poles of Austria. This federation may come and the Magyars have been fools enough to give the Austrian reactionaries a chance of working for it; but it involves the death of Dualism and the smashing of the Magyar State."<sup>110</sup> Thus Steed, who only a short time before was as ardent a champion of Dualism as Tisza, was led to a point that the national problems of the Monarchy can be solved only on a federal basis, that is by putting an end to Austro-German and Hungarian hegemony. Equity undoubtedly had a share in his conversion, but the incapacity or unwillingness of the Hungarian ruling classes to perform their role of a bulwark of an independently acting Great Power must have been an at least as important consideration.

Andrássy's January negotiations already indicated that the Coalition's bearing was sagging, but they did not know how to put it across the country. Their manifesto of February 28 was equally indecisive, which was noticed by *The Times* correspondent: "a practised eye can almost distinguish the marks left upon it by its various authors and editors. Some passages ring true and sincere, others are suffocated with subtle bad faith, and others again are wholly misleading."<sup>111</sup> The report of March 5 revealed that the crisis had entered a new stage. Formerly the Crown was on the defensive against the demands of the parliamentary majority, but now it took the offensive by suspending civil rights, appointing commissioners invested with full powers, and introducing government by decree, thus deeply wounding the Hungarian opponents of the Coalition, too.<sup>112</sup> On the same day a long overdue leading article also condemned these measures and advised tact and a readiness for compromise. It once more reiterated that "the maintenance of the Dual Monarchy in unimpaired strength" outweighed all other considerations and pledged that the paper would continue to take "an Austro-Hungarian standpoint".<sup>113</sup> Tisza continued to be the best representative of that standpoint, and Steed accordingly greeted his March 8 speech as "a searching criticism of the Coalition and of the Fejérváry Cabinet" and as an "able statement and defence

<sup>110</sup> Steed to Amery, 25 Feb. 1906. NPHS Papers.

<sup>111</sup> *The Times*, 1 March 1906. p. 5.

<sup>112</sup> *The Times*, 5 March 1906. p. 5.

<sup>113</sup> *Ibid.* p. 9.

of the Hungarian liberal case".<sup>114</sup> All efforts to depict the crisis as a new national uprising were discarded by Steed with contempt,<sup>115</sup> and when the 1905/06 parodists of 1848 decided to convince the world of the similarity of the two by sending Kossuth and Apponyi on a Western European propaganda tour he was not worried: the latest measures of the government would have indeed elicited widespread protests "had not the conduct of the Coalition been such as to deprive it of the sympathy of every impartial observer".<sup>116</sup>

"In all political manifestations the Magyars are dramatic" was Steed's apt remark on April 6, and the agreement of the Coalition and the King was indeed sudden and unexpected. Next day *The Times* headed its news-page: "Settlement of the Hungarian Crisis." After relating the circumstances of the agreement Steed at once turned on those Austrian clerical papers which spoke of the capitulation of the Coalition. He called the deal an equal success for both parties, but said that the main credit went perhaps to Kristóffy, who "helped to let fresh air into the stuffy constitutional controversy".<sup>117</sup> But first of all Steed congratulated himself. Under a separate title he dealt with the attitude of the foreign press during the crisis. He praised the impartiality shown by them, particularly by the English Press (led no doubt by *The Times*), and their always bearing in mind "the conservation of the Dual Monarchy as an element of equilibrium and peace in Europe". They successfully resisted all attempts, "sometimes merely uninformed, sometimes infatuated, but on occasions subtly malicious, to obscure the real issues and to treat every statement of the real issues as due to the influence of 'Vienna'. . . . The result is that, as hardly any serious organ of British public opinion has been led into an attitude of sentimental injustice, England is now in a position heartily to congratulate both parties upon a settlement of their difference . . ."<sup>118</sup> This appraisal is at variance with both the opinion of Hungarian historians on the pact, and the mood of the Hungarian public after its rapid awakening, but at that moment all supporters of "law and order" — including Steed — could only welcome the settlement. It opened the way before the revival of the foreign political activity of the Monarchy, so much awaited by Steed, and soon taking such an unwelcome turn for him.

The leader of April 7 mainly repeated the views of the correspondent, but added that the most important result was the adoption of the programme of universal suffrage, as the previous system gave the Magyars "virtual monopoly of political power". Though the planned educational test would restrict the displacement of political power, "a displacement of some kind there must

<sup>114</sup> *The Times*, 10 March 1906. p. 8.

<sup>115</sup> An especially revealing repudiation of such efforts is a letter from "a Hungarian friend of ripe political experience" quoted by Steed at length. *The Times*, 19 March 1906. p. 5.

<sup>116</sup> *The Times*, 23 March 1906. p. 5.

<sup>117</sup> *The Times*, 7 Apr. 1906. p. 7.

<sup>118</sup> *Ibid.*

obviously be, and the extent to which the Magyars can succeed in attracting to themselves the other newly enfranchised nationalities will be one more test of their political genius". The article must have been the work of a less experienced hand (Chirol was away), but the change from the earlier reserved attitude on universal suffrage was at least as much the result of the crushing victory of the Liberal Party in the British elections of January 1906. The rest of the article expressed satisfaction that new political and social questions would take the place of the debate on the King's military prerogatives, reassured Hungary, the King and the Monarchy (in that order) of continued British attachment, veneration and interest respectively, and tries to calm the Magyars that "we can say with absolute truth that all our comments have been prompted by an impartial interest in the welfare of the Dual Monarchy as a whole".<sup>119</sup>

Steed welcomed the Wekerle Cabinet as the strongest administration since 1867, introduced its members, and found the kindest epithets even for his old *bête noire*, Count Albert Apponyi. This was only natural, as for the journalist it was essential to maintain good working relationship with the new government, and with the Coalition Steed had much to atone for. But apart from the fact that the British correspondent had always urged the Coalition to make concessions, the terms of the (then unknown) pact between the King and the Coalition were not far from Steed's proposals. So he could blame them only for not making the deal earlier.

The settlement was a great triumph for Steed *vis-à-vis* the London office, too. On 12 April both Bell<sup>120</sup> and Chirol sent him congratulations in letter. The returning head of the foreign department seemed to be especially closely affected by the result: "... when I got the 'Obsever' on Sunday at Dover and saw a bald Reuter's telegram giving just the list of the new Hungarian Ministry, I could hardly believe that it was the 8th and not the 1st of April. Let me say that this extraordinary solution of the crisis is a very signal justification of the views you have expounded throughout it. I congratulate you all the more warmly in that I had myself from time to time entertained some doubts as to the line you had adopted."<sup>121</sup>

The view is generally accepted that the crisis of 1904–06 shook the dualist system at its bottom, brought the latent social, economic and political tensions of early 20th century Hungary on the surface, and it put an end to the stability established by the Liberal Party. It was a result of the European significance of Austria–Hungary that the crisis was so closely watched by *The Times*. The basic attitude of the paper was a foregone conclusion: any platform might be acceptable provided it guaranteed the continued strength of the Monarchy as an independent Great Power. Although the commentaries

<sup>119</sup> Ibid. p. 11.

<sup>120</sup> Bell to Steed, 12 April 1906. PHS Papers.

<sup>121</sup> Chirol to Steed, 12 Apr. 1906. PHS Papers.

and especially the leading articles always emphasized their attachment to the Hungarians, the belief in the political instincts of the Hungarian politicians was badly damaged by the crisis, which also directed attention to many internal question that could have long remained unnoticed: the deeply going Chauvinism, the backwardness of the electoral system, the many social ills, the acuteness of the nationality problem, the absolutistic limits of the constitutional monarchy of Francis Joseph, etc.

Steed's views on Austria—Hungary and especially on Hungary underwent a great change during and due to the crisis. It became evident for him that the Hungarians were no longer able to perform that stabilizing and at the same time liberalizing role for which they were given a kind of international mandate in 1867. The maintenance of Magyar hegemony in Hungary seemed to him less and less desirable, although he made the final break with the Hungarians in the following years. But it is sure that his subjective feelings were heavily loaded by his experiences and by the attacks that his commentaries elicited from the Hungarian Press. Among all his contemporaries perhaps Steed was the first — and by all means the best informed — to take a course where he was soon to be followed by Seton-Watson and many others: the course of the gradual abandonment of sympathy for a liberal Hungary, and its concomitant, the espousal of the non-Magyar nationalities.



## Ergebnisse der Grundbesitzregulierungen in Ungarn im Lichte dreier Quellen

Von

P. SÁNDOR

Über den Stand der Grundbesitzregulierungen, woran die damalige Öffentlichkeit sowie die amtlichen Kreise interessiert waren, brachte der wohlbekannte Fachschriftsteller für wissenschaftliche Angelegenheiten der absolutistischen Periode Ungarns, *Menyhért Lónyay*, einer der prominentesten Politiker der späteren Deák-Partei, der nach dem Ausgleich in der Andrassy-Regierung zuerst Finanzminister, bald darauf Präsident der neuen Regierung wurde, in den statistischen Publikationen sogar zweimal interessante Daten zur Veröffentlichung.<sup>1</sup> Größere Aufmerksamkeit, und zwar vom agrarstatistischen sowie agrargeschichtlichen, aber in gewissem Sinne auch vom rechtsgeschichtlichen Standpunkt verdient von diesen zwei Publikationen hauptsächlich letztere, die sich auf einen breiteren Datenbereich stützt, dabei auch eine vollwertigere Publikation ist und die er auf Aufforderung der Ungarischen Akademie der Wissenschaften durch den Statthaltereirat angefertigt hatte.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> *A birtokrendezések előhaladása* (Der Fortgang der Urbarialregulierungen). Statisztikai Közlemények. Pest, 1863. S. 137—141; *Az úrbéri rendezés és a tagosítás ügyének állása Magyarországon* (Stand der Angelegenheit der Urbarialregulierungen und Kommassierungen in Ungarn). Statisztikai és Nemzetgazdasági Közlemények. Pest, 1865. S. 5—72. Außerdem gibt es eine Menge solcher zeitgenössischen Fachwerke und Druckschriften, die sich mit dieser Frage befaßten und über die örtlichen Verhältnisse datenmäßig informieren; von diesen lenken wir die Aufmerksamkeit — ohne Anspruch auf Vollständigkeit zu erheben — nur in der Form von Hinweisen, auf folgende: I. BODNÁR: *Eszmetörvények az úrbéri szabályozás és tagosításról* (Gedanken zur urbariales Regulierung und Kommassierung). Balassagyarmat, 1856; F. BAY: *A birtokrendezési perek természetének rövid vázlata* (Kurze Charakterisierung der Urbarialregulierungsprozesse). Debrecen, 1856; *Elkülönzés és tagosítás* (Absonderung und Kommassierung). Pesti Napló. November 1857, Nr. 14 und Januar 1858, Nr. 6, 9—14; *Észrevételek az úrbéri szabályozás körül* (Beobachtungen zur Urbarialregulierung). Pesti Napló. Januar 1857, Nr. 18 und 20; *Indítvány az úrbéri rendezés ügyében* (Vorschlag zur Urbarialregulierung). Pesti Napló. Februar 1865, Nr. 16—18. Bezüglich der zahlenmäßigen Angaben s. unter anderem: *Érdekes kimutatás a birtokszabályozás iránt* (Interessante Aufstellung über die Urbarialregulierung). Gazdasági Lapok. Januar 1850, Nr. 6; *Az úrbéri rendezések és tagosítások haladása és a fennálló 42 első bíróságú úrbéri törvényszék működése Magyarországon* (Der Fortschritt der Urbarialregulierungen und Kommassierungen und die Tätigkeit der 42 Urbialgerichtssthühle erster Instanz in Ungarn). Budapesti Hírlap. 13. Februar 1858. Außerdem erschienen zahlreiche Daten bezüglich der Komitate, hauptsächlich über die Verhältnisse in den Jahren zwischen 1858—1861 in Budapesti Hírlap, Gazdasági Lapok und Falusi Gazda.

<sup>2</sup> In unserer agrargeschichtlichen Literatur machte in letzter Zeit L. Für Gebrauch von den Angaben in seiner *«Jobbágyföld-parasztföld»* (Leibeigenland-Bauernland) betitelten wertvollen Abhandlung. (Siehe: *A parasztság Magyarországon a kapitalizmus korában 1848—1914* [Das Bauerntum in Ungarn zur Zeit des Kapitalismus 1848—1914]. Redakteur: I. SZABÓ. Budapest, 1965. S. 140—143.)

Die darin enthaltenen Daten des Statthaltereirates brachte er zur Anwendung, um in statistischen Tabellen nachzuweisen, wie die vom Gesichtspunkt der kapitalistischen Agrarumgestaltung so wichtige Sache der Grundbesitzregulierung, die beinahe die ganze damalige Agrargesellschaft umfaßte, Ende 1864 in den 50 Komitaten des Landes stand.

Der Historiker, der die Agrargeschichte dieser Periode studiert und zur Einholung der Versäumnisse unserer Geschichtsschreibung, die auf objektive Quellengegebenheiten zurückzuführen sind, einen Versuch unternimmt, die urbarialen Liegenschaften für die Rekonstruktion der Verteilung der urbarialen Bauernschaft auf Grund des Bodeneigentums zu erfassen, — ohne dem eine gut begründete Gesellschaftsgeschichte nicht einmal geschrieben werden kann — kommt unvermeidlich mit der Problematik der Grundbesitzregulierungen in Verbindung. Ohne eine Lösung hierzu zu finden, kann er seine Zielsetzungen nicht verwirklichen. Es handelt sich nicht nur darum, daß wir die tatsächliche Rolle der Grundbesitzregulierungen kennen sollen, denn ohne dies kann keinerlei einschlägige statistische Aufstellung geschichtlich authentisch vorgelegt werden, sondern es handelt sich vielmehr darum, daß wir die Ergebnisse der Entwicklung — in eine breitere geschichtliche Periode eingebettet — wenigstens mit beiläufiger Genauigkeit feststellen, und dadurch mit einander vergleichbare Daten bekommen können. In Kenntnis dieser Tatsachen können wir dann auch den geschichtlichen Vorgang deutlicher beurteilen. Aus diesem Grund wollen wir in dieser kurzgefaßten Abhandlung im Zusammenhang mit den Grundbesitzregulierungen die Ergebnisse zweier weiterer Aufstellungen bekanntgeben, damit wir die von Lónyay bekannten Daten vergleichen, und den ganzen Fragenkomplex im breiteren Zusammenhang als bisher betrachten können.

Die 1852 datierten Angaben (die sich aber auf Ende 1847 beziehen) der ersten Aufstellung sind in der geschichtlichen Literatur nicht unbekannt. *János Varga* hatte in seiner ausgezeichneten neuen Monographie deren zusammengefaßte Ergebnisse bereits veröffentlicht.<sup>3</sup> Wir sind aber der Ansicht, daß die noch nicht veröffentlichten Daten einiger Einzelheiten — sei es vom agrarstatistischen oder agrargeschichtlichen Gesichtspunkt — einer Aufmerksamkeit unbedingt würdig sind und daher ist auch unsere Publikation gut begründet. Was dagegen die Ergebnisse des vom Jahr 1859 datierten (und sich auf Ende 1858 beziehenden) — »Übersicht« anbelangt, so sind diese in der Fachliteratur noch nicht veröffentlicht worden. Wir werden daher einer beehrenden Aufgabe nachkommen, diese Daten — mit einigen ergänzenden Erklärungen hinzugefügt — zu veröffentlichen.

In Hinsicht auf den Zweck unserer Aufgabe ist es selbstverständlich, daß

<sup>3</sup> J. VARGA: *A jobbágyfelszabadítás kivívása 1848-ban* (Die Erringung der Bauernbefreiung im Jahre 1848). Budapest, 1971. S. 341—345.

wir die geschichtliche Problematik der Grundbesitzregulierungen hier nicht auseinandersetzen können,<sup>4</sup> höchstens können wir bezüglich der unvermeidli-

<sup>4</sup> Unsere historische bzw. rechtshistorische Geschichtsschreibung ist mit einer zusammenhängenden und methodologischen Darstellung auf Landesebene der Grundbesitzregulierungen, welche die Umgestaltung der feudalen Gesellschaft begleiteten — hauptsächlich, wie bekannt, wegen der Zerstörung des einschlägigen Quellenmaterials in den Wiener und ungarischen Staatsarchiven — bis zum heutigen Tag schuldig geblieben. Bedauerlicherweise unterließ auch unsere historische statistische Fachliteratur die Ausnutzung des auch vom statistischen Standpunkt wertvollen Materials der Prozeßakten über die Grundbesitzregulierungen. (Vgl. *A történeti statisztika forrásai* [Quellen der historischen Statistik]. Redakteur: J. KOVACSICS. Budapest, 1957; wo die Bekanntmachung der Quellen mit der regnikolarischen Konskription im Jahr 1828 bzw. mit denen aus der feudalen Zeit steckengeblieben ist.) Unsere agrargeschichtliche Literatur hingegen hat — seit der Initiative von I. SOÓS — hauptsächlich aber infolge der Wirksamkeit von GY. SZABAD, E. SIMONFFY und J. VARGA in diesem Gebiet schon viel getan, ohne aber die großen Lücken in unseren Kenntnissen endgültig auszufüllen. Auch in der Zukunft kann dies — wegen der rechtshistorischen und historischen statistischen Komplizität der Problematik — die alleinstehende Aufgabe der agrarhistorischen Geschichtsschreibung nicht sein. Zur Beseitigung dieser Mängel sind nur die in künftiger Zeit und durch Mikro-Untersuchungen der Ortschaften, die heute nur mehr die Grundeinheit bilden, die Erschließungen und Aufarbeitungen berufen.

Bis zur Erschließung der hindernden Mängel dienen zur Darstellung eines umfassenden und ausführlichen Bildes als Anhaltspunkt — auch unserer rechtshistorischen Literatur — die sich auf die Grundbesitzregulierungen beziehenden Gesetze, Verordnungen und Verfügungen, die einen Epochenwechsel von 35 Jahren, seit den — grundlegenden — Gesetzen des Jahres 1836 bis zu denen der Gesetzgebung im Jahre 1871 überspannen. Innerhalb dieser Grenzzahre, die den Anfang und Schluß dieser Periode bezeichnen, haben das Patent vom 2. März 1853 und die bezüglichen Paragraphen der ministeriellen Anweisung vom 2. Februar 1856 eine wesentliche Bedeutung. Die letzteren bestimmten die Tätigkeit der k. und k. Urbarialgerichtsstühle in Ungarn. Der rechtliche Mechanismus des ganzen Verfahrens — der mit der tatsächlichen Praxis nicht zu verwechseln ist — erhielt in dieser Anweisung seine vollständige Abfassung. Über die Entstehung der im Laufe der Betätigung der seitens der Gerichtshöfe angefertigten Aktengattungen, über deren ursprüngliche Funktion, ferner Inhalt und Reihenfolge, des weiteren über den Wirkungskreis der Urbarialgerichtsstühle, der Verwaltungsbehörden und der Beamten, die hier tätig waren, können wir einen Einblick hauptsächlich aus der unzähligen Menge von Paragraphen dieser Verordnung erhalten. Einen guten Dienst leistet hierzu auch die einstige Literatur, welche diese Gesetze und Verordnungen bekanntgab, sie interpretierte (und Erklärungen hinzufügte). Nur auf einige dieser Werke — von denen wir am meisten guten Gebrauch gemacht haben — lenken wir die Aufmerksamkeit.

Das erwähnte Werk von F. BAY macht nicht nur das auf Grund der Gesetze vom Jahre 1836 einzuleitende Verfahren bekannt, sondern mit seinen kritisierenden Bemerkungen (was »das Eigentum und die Natur ist« — Punkt g des Paragraphen 6 des X. Gesetzartikels vom Jahr 1836 — »und die Reihenfolge des Prozesses, darüber geben uns die Urbarialgesetze der Jahren 1832/6 keinen Leitfaden in die Hand«, weil, wie im Urbarialprozeß die Handlungen nach der »Verurteilung« der Zulässigkeit nacheinander folgen, »das sich aus dem Gesetz nicht ersehen läßt; darüber hinaus spricht Paragraph 7 des X. Gesetzartikels über die Feststellung der Hufen-Nummer erst dann — schreibt er —, als Paragraph 6 bereits über den neuen Plan der Regulierung und das Combinatorium gesprochen hatte«, sowie über die Vergleichung dieser Gesetze mit den Verordnungen der Jahre 1853 und 1856 und zwischen den hier bestehenden Abweichungen, verdient er auch besondere Aufmerksamkeit. Eine der besten Beschreibungen des ganzen komplizierten Verfahrens ist in der Arbeit von K. SZELLE vorzufinden (und zwar unter dem Titel: »*A legújabb úrbéri és földéhermentesítési törvények...*« [Die neuesten Gesetze über Urbarium und Grundentlastung. ...], Pest, 1854, das noch vor der Verordnung von 1856 erschien. Von gutem Gebrauch — besonders zur Darstellung der verwirrten Praxis hinsichtlich der Absonderung von Weiden — ist auch das von I. BODNÁR geschriebene Büchlein. Mit fachmäßiger juristischer Präzision informiert »*Die Skizze...*« (Vázlat...) von J. GELLÉN. Pest, 1871, schon auf Grund seiner damaligen Funktion, wo jener unerläßliche Umstand allein betont wird, wonach bis die anlässlich der Durchführung eingereichten Klagen nicht ausgetragen sind, »kann die Durchführung nicht als beendet betrachtet werden«. (S. 37.) Von ihm erfahren wir, daß für die von den 1861 aufgelösten k. und k. Urbarialgerichtsstühlen aus-

chen notwendigen Beziehungen hinweisende Bemerkungen machen. Wir müssen nämlich die grundsätzliche Forderung nicht aus den Augen lassen: die statistische Interpretierung und Aufarbeitung der Daten verschiedener Natur ist nur nach den auf geschichtlichen Kenntnissen beruhenden kritischen Untersuchungen möglich. Zur Interpretierung der Zahlenreihen dienen daher als Grund die Kenntnisse des geschichtlichen Verlaufes. Um die Ausdrucksweise der einzelnen Daten zu verstehen, müssen die Grundbesitzregulierung selbst, ihre geschichtliche Rolle bestimmt werden. Der Ausgangspunkt muß — mit Hinsicht auf die Zeitgrenzen unserer Periode — die grundsätzliche Bestimmung des am 2. März 1853 erlassenen Urbarial-Patents sein.

### Einiges über die Grundbesitzregulierungen

Nach der Niederschlagung des Freiheitskampfes erschien erst am 2. März 1853 das Patent des Kaisers »von den Bestimmungen über die Regelung der aus dem Urbarialverbande und den demselben verwandten Rechtsbeständen herrührenden Verhältnisse«. <sup>5</sup> Das Patent übertrug nur dem »Urbarialgrund« das freie Eigentums- und Verfügungsrecht, und legte dessen Kriterien folgendermaßen fest: »Als Urbarialgründe sind diejenigen Gründe zu behandeln, welche in die Urbarialtabellen als das konstitutiv der Urbarialbauern- und Urbarialhäusler-Ansässigkeiten eingetragen, oder in späterer Zeit zufolge ununterbrochener Abnahme von Urbarialgiebigkeiten als solche anerkannt worden sind, mögen dieselben einer Urbarial- oder einer diese ersetzenden Kontraktual-Behandlung unterworfen sein.« <sup>6</sup> Aus dieser Grundbestimmung ist zu ersehen, daß nach 1853 die feudalen Ansässigkeiten der Zeit Maria Theresias zur Grundlage des freien bäuerlichen Bodeneigentums wurden. Aus dieser Grundbestimmung des Patents folgte, daß das Land des Urbarialbauern außerhalb der anerkannten Leibeigenen- und Häuslerhufen, auch wenn es im Besitz der ehemaligen Urbarialbauern waren, als grundherrliches qualifiziert wurden, und daß diese Bodenflächen überhaupt nicht oder nur um

---

getragenen Angelegenheiten »und Prozesse, die eine höhere Instanz beanspruchen« provisorisch die Königliche Gerichtstafel in zweiter Instanz und das Septemviralgericht in dritter Instanz die zuständigen gerichtlichen Foren waren. (S. 5—6.) Am umfassendsten und gleichzeitig mit ausführlichstem Fingerzeig versehen, dient der von L. Tóth — einstigem Staatsanwalt — abgefaßte »Urbarialführer« (*Ürbéri Kalauz*. Pest, 1872), der eine Menge von Gesetzen und Verordnungen über Urbarialregulierungen enthält, die sich auf urbariale Angelegenheiten (und Entschädigungen) beziehen von der Zeit des Urbariums seit Maria Theresia bis zu den 1871 (bzw. 1872) erlassenen Gesetzen. Außer den oben angeführten wichtigen Hinweisen gibt es noch zahlreiche andere — diese wurden aber schon eher über die tatsächlichen örtlichen Verhältnisse — in der zeitgenössischer Presse veröffentlicht.

<sup>5</sup> Magyarországot illető Országos Törvény- és Kormánylap (Landes-Gesetz- und Regierungsblatt für Ungarn) 1853. Band 1, S. 212—225 (im weiteren: OK).

<sup>6</sup> Paragraph 2 und 3 des ersten Absatzes des Patents.

den Preis hoher Ablösung dienstleistungsfreies bäuerliches Eigentum werden konnten.<sup>7</sup>

Gleichzeitig verlangte die kapitalistische Agrarentwicklung in gesteigertem Ausmaße — jetzt schon unter den Verhältnissen des bürgerlichen Bodeneigentums —, daß sich die alten, feudalen Formen der Flurnutzung den neuen Forderungen der kapitalistischen Produktion anpassen. Im wesentlichen bedeutete dies, daß die Abschaffung der bisherigen Ineinanderflechtung der bäuerlichen und grundherrlichen Bodenflächen gefördert werden mußte, indem die Parzellen zwischen den grundherrlichen Gütern eingekeilte Bauernwirtschaften abgesondert, das gemeinsam betriebene Weiden auf Gemeinweiden, Brachland und Stoppelfeldern abgeschafft sowie auch die gemeinsame Waldnutzung beseitigt wurden, wobei anläßlich der Kommassierung Möglichkeit gegeben werden mußte, daß die quantitativ zu vermessenden und qualitativ einzustufenden und auch der Ortsbeschreibung nach festzustellenden ehemaligen Urbarial- und Allodialflächen nach Eigentümern zusammengezogen vermessen werden.<sup>8</sup> Die Forderungen der kapitalistischen Agrarentwicklung schrieben daher mit Bezug auf die Flurnutzung folgende Obliegenheiten vor:

1. Die Bodenflächen der Liegenschaften, die auf Grund des Patents den Urbarialbauern zugesprochen wurden, mußten abgegrenzt werden von jenen im Besitz des Bauern befindlichen verschiedenen Feldern, die einer rechtlichen feudalen Einstufung entbehrten und keinen Urbarialcharakter hatten, was — infolge der Grundbestimmungen des hier erwähnten Patents — erst dann möglich war, falls die Anzahl der ehemaligen Urbarial-Bauern- und Häusler-Ansässigkeiten, und auf dieser Grundlage der Umfang der frei gewordenen Urbarialliegenschaften schon vorher festgestellt worden waren. Daher war die Bestimmung der Zahl der Ansässigkeiten die entscheidende Voraussetzung für die Erfassung des Umfangs des auf die Urbarialliegenschaften eingeeengten bäuerlichen Bodeneigentums. Diese Tätigkeit wurde von einer für diesen Zweck ins Leben gerufenen Kommission — unter den Direktiven des vom Grundherrn bestellten und bezahlten sogenannten »operierenden« Ingenieurs so durchgeführt, daß er in jeder einzelnen zu regulierenden Ortschaft den Umfang der ganzen Ansässigkeiten (Hufen) in Joch feststellte — welcher der Ortschaft nach zur Zeit des Urbariums verschiedentlich war — und erst danach die Zahl der summierten Hufen. Das Multiplikationsergebnis der zwei Daten ergab den Umfang des als urbarial qualifizierten bäuerlichen Bodeneigentums nach Ortschaften. Die so berechnete Größe des Gebiets wurde dann in jeder Ortschaft mit dem tatsächlichen Umfang der ehemaligen Liegenschaft verglichen. Dieses Verfahren nannte man »Identifizierung«. Auf

<sup>7</sup> Dies wurde schon von GY. SZABAD in seinem Werk betont: *«A tatái és gesztesi Eszterházy-uradalom áttérése a robotrendszerről a tőkés gazdálkodásra»* (Übergang von dem Fronsystem zur kapitalistischen Wirtschaftsweise in den Gutswirtschaften Eszterházy von Tata und Gesztes. Budapest, 1957). S. 315, 328.

<sup>8</sup> Patent, Paragraphen 25–26.

Grund der Identifizierung wurde im Verlauf der Zeit in der Zahl der Hufen und demnach auch im Ausmaß der urbarialen Hufen entstandenen Abweichungen sowie in diesem Zusammenhang auch das Ausmaß der über die Ansässigkeiten hinausgehenden Remanenzfelder festgestellt, was das Besitztum des ehemaligen Ubarialbauern bildete, bzw. das Ausmaß des vom Grundherrschaft zu ergänzenden, fehlenden Bodens. In der Phase der Vermessungsarbeiten nach der Identifizierung stellte sich schon heraus, wie groß der anerkannte »Ubarialgrund« war und wie sich die Dorfflur zwischen den grundherrlichen und den Ubarialfeldern verteilte, ferner auch in wieviel Parzellen die quantitativ vermessenen Felder verstreut, in welcher Gegend der Flur sie lagen und mit welcher Grundbuchnummer sie verzeichnet waren.<sup>9</sup>

Die andere Phase der Vermessungsarbeiten bestand in der Hottereinstufung der ganzen Flur, die im allgemeinen (jedoch nicht in sämtlichen Fällen) nach der Vermessungstätigkeit erfolgte.<sup>10</sup> Die Ergebnisse der Einstufung nach Hottern zeigten jetzt schon, aus welchen qualitativ eingestuften verschiedenen Feldern die bisher nach Hottern und Parzellen nur quantitativ festgestellte Dorfflur bestand. Erst danach konnte man an das entscheidende Ziel herankommen, und zwar an die Abtrennung der quantitativ und qualitativ vermessenen ehemaligen grundherrlichen und urbarialen Felder, d.h. an die Operation der Aussonderung. Diese — hier nur kurz abgefaßte — Tätigkeit der Ingenieure nannte man in der damaligen Praxis Ubarial-Regulierung oder -Regelung.

2. Das bekanntgegebene Verfahren bedeutete in Wirklichkeit den engeren Begriff der Regulierung-Regelung. Vor der Revolution wurde nämlich die Praxis des Verfahrens für die Grundbesitzregulierungen mit den einschlägigen Bestimmungen in den Gesetzen des Jahres 1836 vorgeschrieben, welche die Absonderung der bisher, meistens gemeinsam genutzten Weiden- und Waldbestände wohl gestattet hatten, aber verpflichtend nicht vorgeschrieben hatten.<sup>11</sup> Infolgedessen hatte sich die strikt genommene Grundbesitzregelung in der Praxis der Regulierungen vor der Revolution von der Absonderung der Weiden und Wälder abgetrennt, obwohl gleichzeitig — da das Gesetz dies ermöglicht hatte — diese in einzelnen Fällen miteinander auch verknüpft vor kamen. Die Bestimmungen des erwähnten Patents dagegen schrieben die

<sup>9</sup> Wir müssen betonen, daß während Paragraph 7 des X. Gesetzartikels von 1836 die Schaffung von »neuen Hufen« aus den sogenannten Remanenzfeldern »über die Hufen hinaus« vorschrieb, zwang hingegen das Patent die ehemaligen Ubarialbauern laut Paragraph 8 zur obligatorischen Ablöse der Remanenzfelder.

<sup>10</sup> Punkt g des Paragraphen 6 des X. Gesetzartikels von 1836 bezeichnet ausdrücklich die Einstufung der Flur als eine Aufgabe nach Vermessung und Beglaubigung des »gegenwärtigen Standes der Leibeigenen-Liegenschaften«. In der tatsächlichen Praxis konnte die Einstufung der Flur auch vor der Vermessung erfolgen.

<sup>11</sup> Vgl. Paragraphen 3 und 4 des VI. Gesetzartikels vom Jahre 1836, die außer den Ubarialhufen im Falle der sogenannten Remanenzfelder die Berechtigung auf Weiden- und Waldnutzungen der Ubarialbauern anerkannten.

Absonderungen schon mit verpflichtender Geltung vor.<sup>12</sup> Von dieser Zeit an erlangte der frühere Begriff der Regulierungen vom geschichtlichen Standpunkt einen veränderten Sinn: er verschmolz in sich auch den Begriff der Absonderungen. In der Praxis bedeutete das, daß die neuen Regulierungen nurmehr zusammen mit den Absonderungen durchgeführt werden konnten, bzw. mußten dort, wo früher nur die Regelung der Urbarialliegenschaften durchgeführt worden war, auch die Absonderungen zur Geltung gebracht werden.

3. Was die Kommassierung bzw. Summierung der verstreut liegenden Besitzteile nach Eigentümern — die Zusammenfassung (oder Kommassierung) — anbelangt, verfügten auch schon die Gesetze des Jahres 1836, daß »falls bewirkbar, so müssen die Summierungen bestellt und durchgeführt werden«,<sup>13</sup> d. h. das Gesetz wirkte fördernd wohl auf die Kommassierung, aber die Durchführung war nicht mit verpflichtendem Gepräge vorgeschrieben worden. Daran änderte Paragraph 26 des Patents vom 2. März 1853 nur so viel, daß es darin erklärt wurde: in urbarialen Gemarkungen, wo die Kommassierung der Grundbesitze bereits früher begonnen hatte, dort mußte die Kommassierung so bald wie möglich beendet werden. Wo dagegen die Kommassierung weder vom einstigen Grundherrn noch von den ehemaligen Urbarialbauern bisher verlangt worden war, dort konnte — entweder die Mehrheit der einstigen Grundherren oder die der ehemaligen Urbarialbauern — binnen einer Frist von einem Jahr dazu auf dem Rechtswege drängen. Nach Ablauf der Frist konnte die Kommassierung der Besitzteile nur auf Grund eines allgemeinen Vergleiches der Parteien stattfinden.

Obiges zusammengefaßt: bis 1853 bezog sich der Begriff der Grundbesitzregulierungen — in den meisten Fällen — nur auf die quantitative und qualitative Ermessung und Absonderung der Urbarialliegenschaften und meistens erstreckte sich dies weder auf die Absonderung der Gemeinweiden noch auf das Waldgebiet, noch auf Kommassierungen. Urbariale Grundbesitzregulierungen fanden also statt, aber sehr oft ohne daß dabei zur gleichen Zeit Absonderungen und Kommassierungen vorgenommen wurden. Dieser Umstand schloß es jedoch nicht aus, daß gleichzeitig auch ein dreifaches Verfahren verwirklicht werden konnte.

Nach Erlaß des Urbarial-Patents wurde dagegen der frühere — und immer vom gegebenen Fall abhängig sich ändernde — Begriff bezüglich der Regulierungen vereinheitlicht: er bezog sich eben so auf die Vermessung und Absonderung der ehemaligen Urbarialgründe wie auch auf die Absonderung der Gemeinweiden und Waldungen, aber nicht mehr unbedingt auf die Kom-

<sup>12</sup> Vgl. Paragraphen 4 und 25 des Patents vom Jahr 1853. Es ist jedoch zu bemerken, daß die ehemaligen Urbarialbauern nach den Remanenzfeldern auf Weiden- und Waldnutzungen — nach 1853 — keinen Anspruch mehr haben konnten.

<sup>13</sup> Paragraph 6 des X. Gesetzartikels vom Jahre 1836.

massierungen. Dabei mußte jedoch auch hier in Betracht gezogen werden: wenn die Regulierungen und Absonderungen mit Kommassierungen verbunden waren — wie schon erwähnt, daß Verordnungen dies auch begünstigten —, dann erstreckte sich der Begriff der Regulierung in diesem Fall auf alle drei Tätigkeiten.

Diese inhaltliche Modifizierung und Varianten des Begriffes für die Grundbesitzregulierung, wo die Bedeutung des Begriffes nur durch die Klärung der konkreten geschichtlichen Lage eindeutig wurde, wird auch in der zeitgenössischen Literatur und einschlägigen Druckschriften widerspiegelt, in deren Sprachgebrauch verschiedene Bezeichnungen für die Regulierung (»Regulation«, »Regulierung«, »Regelung«, »Aussonderung«, »Kommassierung«, »Flurregulierung«) vorkamen.<sup>14</sup> Schon im vorhinein wird bei diesem Umstand darauf aufmerksam gemacht, wonach die Aufarbeitung der statistischen Aufstellungen bezüglich der Grundbesitzregulierungen, ferner die richtige Interpretierung der darin enthaltenen Angaben die Klärung des je nach dem Zeitabschnitt sich ändernden Begriffsgebrauches erforderlich machten. Mit besonderer Wichtigkeit trat dies hervor, als die — den geänderten Bedürfnissen entsprechend — von verschiedenen Perioden datierten Rubriken der Aufstellungen von einander abweichende Kategorien enthielten, was den Bestrebungen des experimentierenden Forschers mit der Absicht, die Daten zu vergleichen, sofort Hindernisse in den Weg legt.

Es gibt hier aber auch noch ein anderes Problem, dessen Klärung für die reelle Interpretierung der zahlenmäßigen Aufstellungen unerlässlich ist. Die Grundbesitzregulierungen — wie darauf bereits verwiesen — wurden auf dem Prozeßwege durchgeführt und dieses Verfahren selbst bezeugte komplizierte Variationen. Nach eingehender Studie dieser Frage haben wir für den Verlauf des ganzen komplizierten Verfahrens nachstehende Abschnittseinteilung als die charakteristischste betrachtet.

*Erster Abschnitt:* Die richterliche Entscheidung der sogenannten »Zulässigkeit« (ob die Einreichung des Begehrens für die Regulierung seitens des Klägers, in den meisten Fällen seitens des einstigen Grundherrn, berechtigt war,<sup>15</sup> und wenn dies zutraf, dann konnte der zweite Abschnitt in Gang gesetzt werden).

<sup>14</sup> K. GALGÓCZI: *Birtokrendezés és tagosítás* (Grundbesitzregulierung und Kommassierung). (Kalauz, 1857. Nr. 8—13); *Határrendezés és tagosítás* (Flurregulierung und Kommassierung). Pesti Napló, 30. April und 2. Mai 1857; *Birtokrendezés-tagosítási összesítés telkes gazdaságainkban* (Regulierung-Kommassierung in unseren bäuerlichen Wirtschaften). Falusi Gazda, 1858. Nr. 40, 42—44 und 47; J. BALÁSHÁZY: *A tagosításban való zavarok tisztába hozataláról* (Über die Klärung der Wirren bei der Kommassierung). Pest, 1857, usw. Dabei müssen wir bemerken, daß der Begriff der Grundbesitzregulierungen sich auch auf die sogenannte »Proportionierung« erstreckte, wo in erster Reihe die Feststellung der Anteilproportionen zwischen den Eigentümern adeliger Kompossessorate zu verstehen sind.

<sup>15</sup> Bezüglich der Voraussetzungen der Rechtmäßigkeit der Klage s. L. TÓTH, op. cit. S. 307; J. GELLÉN, op. cit. S. 12.



*Zweiter Abschnitt:* Anfertigung der Prozeß-»Ausrüstung« (in diesem Abschnitt wurde die Dorfflur von dem vom einstigen Grundherrn bezahlten Ingenieur vermessen; er stellte die ehemalige urbariale Bodenmenge fest; führte die Einstufung der fraglichen Felder nach Hottern durch; unterbreitete Vorschläge — auf Grund des Angebotes des Grundherrn — bezüglich der Größe der Weiden- und Waldanteile, die für die ganze Hufe auszuteilen waren).

*Dritter Abschnitt:* Abschließung eines Vergleiches zwischen den prozeßführenden Parteien und Billigung desselben seitens des Gerichts zweiter Instanz.<sup>16</sup> Von diesem Akt an waren zweierlei Variationen die häufigsten.

Wenn der Vergleich wirklich zustande kam und auch vom Obergericht gebilligt wurde, konnte der vierte Abschnitt zur Geltung gelangen.

*Vierter Abschnitt:* Durchführung auf Grund des Vergleiches (da erfolgte die Aussonderung auf Grund der vom Ingenieur vermessenen und eingestuften Felder zwischen dem einstigen Grundherrn und seinen ehemaligen Urbarialbauern).

Falls ein Vergleich nicht zustande kam, oder wenn er doch gut ausgefallen war, aber vom oberen Gericht nicht gebilligt wurde, dann trat an Stelle des vierten Abschnitts ein Abschnitt mit anderem Inhalt in Kraft: Verhandlung mit Urteil; in diesem Fall waren bezüglich des Prozeßgegenstandes vielerlei Modifikationen möglich: Gegenschrift der geklagten Partei auf das eingereichte Begehren des Klägers, Antwortschrift des Klägers und schließlich folgte darauf das Rückantwortschreiben des Geklagten, und dann wurde die ganze Verhandlung mit einem Urteil letzter Instanz abgeschlossen. In solchen Fällen kam es zur Absonderung der Felder erst nach dem Endurteil, im fünften Abschnitt des Verfahrens.

*Fünfter Abschnitt:* Durchführung im Sinne des Urteils bzw. Akt der Aussonderung.

Obere Andeutung war notwendig, weil die über die Grundbesitzregulierungen angefertigten Rubriken unserer zeitgenössischen Tabellen die Zahlenreihen nicht nur auf Grund des Begriffes der Regulierung, sondern auch auf Grund der Abschnitte des Prozeßverlaufs differenziert waren. Nurmehr ist, zwecks Vergleichung der Zahlenreihen mit dem Datum aus verschiedenen Zeiten und mit von einander abweichenden Rubriken, ist dieser letztere Umstand nicht zu beseitigen.

<sup>16</sup> Nach dem Geschehnis der Beglaubigung hinsichtlich der Einstufung und der Vermessung war nämlich »... das Gericht jedenfalls verpflichtet anzustreben, daß die bestrittene Frage durch Vergleich ausgetragen werde...« (L. Tóth, op. cit. S. 311—312). Laut Paragraph 34 des Patents mußten die Vergleiche — zwecks Bekräftigung — dem Urbarial-Obergericht unterbreitet werden. Später — nach 1860 — unterbreiteten die Vizegespangerichte die Dokumente dem Komitatsgericht, und diese dieselben der königlichen Gerichtstafel (L. Tóth, op. cit. S. 328—329).

## Ergebnisse der Aufstellung des Jahres 1852

Auf Grund der von Bach am 21. Januar 1852 erlassenen Verordnung entstand die Aufstellung noch zwischen April und Juni desselben Jahres. Die Verordnung für die Anfertigung zusammen mit den Exemplaren der zur Information dienenden Rubrikmuster erhielt der Vizepräsident der Statthalterei, — Graf de Lamotte<sup>17</sup> — der bezüglich der Einleitung der Arbeiten noch im Laufe des Monats Februar Vorkehrungen getroffen hatte.<sup>18</sup> Im Sinne der Verordnung mußte der Stand der Grundbesitzregulierungen überall laut Stand am 1. Januar 1848 nachgewiesen werden, jedoch gemäß der 1852 gültigen Verwaltungseinteilung. Die Aufstellungen wurden von den Komitatsvorständen nach Munizipien angefertigt; die Grundlage für diese Arbeiten bildeten jedoch die Datenaufnahmen, die von den Verwaltungsoberberichtern in jeder Ortschaft der einzelnen Verwaltungsbezirke angefertigt wurden.<sup>19</sup> Das in Buda am 23. Juli 1852 datierte und an den Minister des Innern gerichtete Begleitschreiben mit den beigelegten statistischen Tabellen berichtet schon über die Durchführung der Datenaufnahme.<sup>20</sup>

Die bekanntgegebene Aufstellung (s. Tafel 1) beinhaltet schon die Daten der fünf Verwaltungsbezirke des Königreichs Ungarn auf Komitatsebene.

Zu den in Tafel 1 angeführten Angaben müssen wir nachstehende Bemerkungen hinzufügen.

1. Wie die Kopfrubriken zeigen, widerspiegelt die Aufstellung die Praxis des Regulierungsverfahrens *vor* 1853.

<sup>17</sup> Über seine Person, bzw. Amstwürden verweisen wir hier nur: vor 1848 war er Grundbesitzer in den Komitaten Gömör und Nógrád; 1850 wurde er Sektionsrat der Statthalterei, 1851—1852 Vizepräsident derselben; vom 2. Januar 1853 war er Abteilungschef im Innenministerium.

<sup>18</sup> Staatsarchiv, D. 55. Geringer, allgemeine Akten, 1852/1869. Darunter befand sich die an die Komitatsvorstände gerichtete Anweisung vom 4. Februar 1852.

<sup>19</sup> Siehe z. B. »*A Zalamegye kanizsai járásáról helységenként készült adatfelvételek eredményei*« (Ergebnisse der Datenaufnahmen, angefertigt nach Ortschaften bezüglich des Bezirks Kanizsa im Komitat Zala. [Wien Allgemeines Verwaltungsarchiv, Ministerium des Innern, Allgemeine Karton 138, Band IV. 1848—1869, vom 10. Juli 1852; tabellarisches Material ebenda.]).

<sup>20</sup> Ebenda, Nr. 15 199. Die Aufstellungen wurden — wie erwähnt — im Wiener Verwaltungsarchiv von J. VARGA vorgefunden. In seinem Werk über die Erringung der Bauernbefreiung konnte er — schon mit Hinsicht auf dem Charakter der Problematik — auf die Bekanntgabe ausführlicher Daten nicht eingehen. Seine anregenden Forschungen haben uns jedoch bei unserer Arbeit große Hilfe geleistet.

Der ursprüngliche deutsche Text des erwähnten Begleitschreibens war, wie folgt: »In Entsprechung des hohen Erlasses des vom 21-ten Jänner 852 Zahl 1149/19 und im Machunge der hierortigen Berichte vom 3-ten Februar und 23-ten März 1. J. Zahlen 1869 und 5591 betreffend die Vorlage der Nachweisungen über den Stand der Urbarial-Regulationen und Commassationen, sowie über die Anzahl der auf Priwathbesitzungen mit Ende des Jahres 1847 wirklich vorhandenen Urbarial-Bauer — und Häusler — Ansässigkeiten im ganzen Königreich, beehrt man sich im Anschlusse die von den fünf Distrikt-Regierungen endlich vollständig eingelangten Ausweise, von denen ein Exemplar für die Statthalterei-Registratur zurückbehalten wird nebst den bezüglichen Berichten, und ein Exemplar des im Sinne der oben bezogenen hohen Verordnung durch die Staatsbuchhaltungs-Steuer Sektion verfertigten und mittelst der ebenfalls im Anbuge mitfolgenden Berichten anher vorgelegten ... Ausweis für das ganze Königreich zur beabsichtigten Gebrauchsnahme ergebenst zu unterbreiten.«

Die zehn Unterrubriken der vorgelegten Tafel sind eigentlich in zwei — nicht gleichsinnige und auch nicht gleichwertige — Hauptrubriken eingeteilt: die Rubriken 1—6 fassen die Zahl jener Ortschaften zusammen, wo die Regulierungen mit Kommassierungen und Absonderungen von Weiden verbunden erfolgten oder im Gang waren; bei diesen haben wir es daher mit dem weiteren Begriff der Regulierungen zu tun; die Rubriken 7—10 dagegen, fassen jene zusammen, wo von diesen dreierlei Verfahren nur das eine oder andere durchgeführt, oder begonnen war, bzw. wo weder eine Absonderung noch irgendeine Regulierung stattgefunden hatte. Die Angaben der Rubriken 7—10 zeigen, daß im letzten Jahr vor der Revolution jene Ortschaften im bedeutenden Übergewicht waren, wo das Regulierungsverfahren entweder nicht einmal begonnen war, oder falls das Verfahren doch eingeleitet war, so wurde es nicht beendet, oder schließlich, wo es sich um Kommassierung oder Regulierung gehandelt hatte, ohne daß zur bezeichneten Operation die anderen auch hinzugezogen wurden.

2. Ein besonderer Wert der Aufstellung ist, daß in den Kopftiteln auch auf die Phasen des richterlichen Verfahrens hingewiesen wird. Wir haben schon bemerkt: das Regulierungsverfahren wurde auf dem Prozeßweg durchgeführt. Vom Standpunkt der Abschätzung und Auswertung der einzelnen Faten ist es deshalb nicht gleichgültig, auf welche Phase des Prozessverlaufs sich die mit Dokumenten festgelegten (und beglaubigten) Ergebnisse bezogen. Wenn wir jedoch zu jenem Grundprinzip konsequent bleiben, wonach über eine beendete Regulierung erst dann gesprochen werden kann, wenn anläßlich der Durchführung die eingereichten Begehren bereinigt waren;<sup>21</sup> dann sind die im weiteren Sinne des Begriffes die vollständigen Regulierungen nur in der ersten Unterrubrik unserer Aufstellung verzeichnet. Von diesem Gesichtspunkt verdienen die in den Unterrubriken enthaltenen Abweichungen in der Terminologie besondere Aufmerksamkeit. Nur die Tatsache des komplizierten richterlichen Verfahrens kann die umständlich genaue Abfassung begründen, die im Falle der durch Endurteile durchgeführten Regulierungen auch jenen Umstand als wichtig zu betonen erachtete, wo die angewandte Terminologie »im Gebrauche« war und wo nicht. Auffällig ist, daß im Fall der zehnten Unterrubrik dieser Ausdruck fehlt: dort wird nur die Tatsache der Regulierung erwähnt, dabei abgesehen davon, ob die Klärung auch in der Praxis in Kraft trat.

3. Der begriffsmäßige Sinn der Unterrubriken 1 und 9 ist leicht voneinander abzusondern. Schwerer ist jedoch in geschichtlicher Hinsicht die authentische Interpretierung der Begriffe der anderen Unterrubriken. Ihrem Inhalt nach sowie auch bezüglich der Abschnitte im Prozeßverlauf bezeichnen diese abweichende Begriffe, bzw. Zeitperspektiven. Wenn wir uns jedoch mit

<sup>21</sup> J. GELLÉN, op. cit. S. 37.

Tafel 1  
*Ausweis über den Stand der Gemarkungen bezüglich der Komassationen und Regulationen*

Regierungs-Distrikt Name der Komitate	Zahl der Gemarkungen						wo die Vermessung der Gemarkung Behufs der Komassation bereits beendet ist, jedoch keine wei- teren Schritte getahm wurden	wo die Vermessung der Gemarkung Behufs der Komassation in An- griff genommen, jedoch nicht beendet ist	in welchen der alte Stand (Status antiquus) im gesetzlichen Wege nicht verändert, noch die vore- wähnten Vermessungen vorge- nommen wurden	wo das Urbarial-Konstitutiv im gesetzlichen Wege reguliert ist, jedoch weder eine Komassation, noch Absonderung der Hutweide statt fand
	in welchen die Komassation mit der Regulation und Absonderung der Hutweide									
	in letzter Instanz entschieden oder nach gütlicher Übereinkunft mit der Exekution gesetzlich durch- geführt und im Gebrauch ist	in letzter Instanz entschieden oder auf gütlichem Wege gesetzlich festgesetzt, jedoch noch nicht eingeführt ist	bis zur letzten Instanz durchge- führt, von da jedoch unentschie- den zur Fortsetzung remittiert wurde	unter gerichtlicher Verhandlung in der						
				1	2	3				
				Instanz vorliegt						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Großwardein (10. April 1852)										
Arad	42	2	1	1	8	2	—	—	24	87
Békés	6	1	—	—	—	1	2	—	7	3
Ober-Bihar	15	3	11	3	4	3	20	4	243	17
Unter-Bihar	26	6	4	21	—	4	12	7	41	15
Csanád	3	—	1	—	—	—	6	—	6	3
Szabolcs	49	3	1	10	4	5	5	6	65	9
Szatmár	43	6	15	44	10	10	32	8	75	4
Summe	184	21	33	79	26	25	77	25	461	138
Pest										
Szolnok	12	3	1	2	3	—	5	—	8	3
Borsod	12	—	1	15	3	3	28	12	100	9
Pest-Pilis	28	9	2	19	3	15	28	12	40	18
Heves	24	11	4	12	—	7	17	9	29	21
Weißenburg	33	1	—	7	—	—	16	—	15	9
Gran	7	7	—	9	6	3	31	10	8	7
Csongrád	3	—	—	—	—	1	—	—	—	4
Pest-Solt	5	2	2	1	3	—	4	—	14	15
Summe	124	33	10	65	18	29	129	43	214	86

Preßburg (6. Mai 1852)											
Preßburg	50	3	—	4	3	—	29	17	65	13	
Komorn	15	3	1	2	1	3	11	7	26	3	
Unter-Neutra	28	7	2	26	2	5	33	8	288	35	
Ober-Neutra	21	2	—	7	—	—	24	7	144	—	
Bars	30	5	2	4	5	1	16	23	99	8	
Hont	15	3	—	3	1	8	25	4	101	12	
Nógrád	31	10	7	32	10	6	60	13	116	18	
Trentschin	1	—	—	2	1	—	15	5	319	4	
Turóc	1	3	—	5	—	4	3	5	50	5	
Árva	—	—	5	15	—	—	10	—	83	—	
Liptau	2	2	1	3	1	1	14	4	74	13	
Sohl	—	—	1	3	1	—	10	11	61	3	
Summe	194	38	19	106	25	28	250	104	1426	114	
Kaschau (15. Mai 1852)											
Abaúj-Torna	26	11	4	27	12	5	53	18	99	52	
Bereg-Ugocsa	12	4	6	54	5	5	24	27	224	5	
Gömör	22	6	2	39	24	1	67	19	82	58	
Máramaros	—	—	—	2	—	1	9	7	103	—	
Sáros	85	1	17	43	—	6	30	22	131	61	
Ung	37	6	1	10	7	4	13	11	114	18	
Zemplin	170	7	4	23	4	6	82	14	124	30	
Zips	7	2	—	19	3	3	35	9	59	23	
Summe	359	37	34	217	55	31	313	127	936	247	
Ödenburg (28. Juni 1852)											
Ödenburg	42	3	—	9	—	—	11	5	96	46	
Eisenburg	129	17	4	57	4	—	50	63	272	56	
Zala	70	14	3	5	6	4	48	15	117	83	
Somogy	114	29	6	17	5	4	31	6	50	36	
Baranya	42	6	1	18	2	9	64	30	39	142	
Tolna	24	3	2	6	4	7	14	4	35	30	
Veszprém	45	6	9	11	1	4	15	5	34	18	
Raab	16	6	—	5	1	2	12	1	19	5	
Wieselburg	24	2	1	4	—	2	4	3	15	2	
Summe	506	86	26	132	23	32	249	132	677	418	

einer Lösung begnügen, daß wir alle Regulierungen, die fehlenden Rubriken zusammengezogen, hierher eingliedern, und zwar, wo die Prozesse wohl noch nicht beendet waren, aber die Regulierung — alle drei Akte zusammengenommen oder von diesen einer oder anderer einzeln genommen — eine gewisse Phase des Prozeßverlaufes schon erreicht hatte (und nur so können wir vergleichbare Kategorien mit den späteren Aufstellungen bilden), dann gelangen wir zu den folgenden Endergebnissen: Zahl der regulierten Ortschaften — mit durchgeführter Kommassierung und Absonderung —: 1367, d. h. 15,6% der in urbarialer Hinsicht zu regulierenden Ortschaften; Zahl der Ortschaften, die sich in den verschiedenen Stadien der Regulierung befanden: 3680 (42,0%) und solche, wo die Regulierungen noch nicht begonnen hatten: 3712 (42,4%).

Tafel 2

*Ergebnisse der 1852 datierten Aufstellung nach Verwaltungsbezirken*

Verwaltungs-Bezirk	Regulierte		In einer gewissen Regulierungsphase stehende		Vor Regulierung stehende		Sämtliche	
	O r t s c h a f t e n							
	Zahl	%	Zahl	%	Zahl	%	Zahl	%
Großwardein	184	72,2	424	39,7	461	43,1	1069	100,0
Preßburg	194	8,4	684	29,7	1426	61,9	2304	100,0
Kaschau	359	15,2	1061	45,0	936	39,8	2356	100,0
Pest-Ofen	124	16,5	413	55,0	214	28,5	751	100,0
Ödenburg	506	22,2	1098	48,1	677	29,7	2281	100,0
Zusammen	1367	15,6	3680	42,0	3714	42,4	8761	100,0

4. Feststellbar ist auch, daß verhältnismäßig die meisten Ortschaften, wo die Regulierungen und Kommassierungen sowie Absonderungen durchgeführt wurden, im Verwaltungsbezirk Ödenburg (Sopron) waren (22,2%), dagegen wiesen die Ortschaften im Verwaltungsbezirk Preßburg (Pozsony) — hauptsächlich wegen des Ausfalls der Absonderung der Weiden und Wälder — das niedrigste Regulierungsverhältnis auf (8,4%). Diese Verhältnisse deuten regelmäßig darauf, daß das Verfahren in den wohlbekannt meistentwickelten Komitaten Transdanubiens den größten Fortschritt machte, bzw. der größte Ausfall in den Ortschaften des Verwaltungsbezirks Preßburg (Pozsony) wahrnehmbar war, der auch einen bedeutenden Teil der Randkomitate enthielt.

Ein zusammenfassendes Bild über das Gesagte geben die ausführlichen Daten über die Verwaltungsbezirke in Tafel 2 an, dabei sei betont, daß wir die einzelnen Kategorien in Punkt 3 in bekanntgegebener Weise zusammengezogen haben.

### Ergebnisse der »Summarischen Übersicht« des Jahres 1858

Die »Übersicht« haben wir im Ungarischen Staatsarchiv unter den Akten der absolutistischen Periode vorgefunden.<sup>22</sup> Die darin aufgenommenen tabellari-schen Ergebnisse gab der Innenminister dem Ungarischen k. u. k. Militär- und Zivil-Gouvernement bekannt. Der besondere Wert der »Übersicht« besteht darin, daß die über die Grundbesitzregulierungen angefertigten Daten außer dem in fünf Verwaltungsbezirke geteilten ungarischen Königreich sich auch auf die Bestimmungen von Kroatien-Slawonien, der serbischen

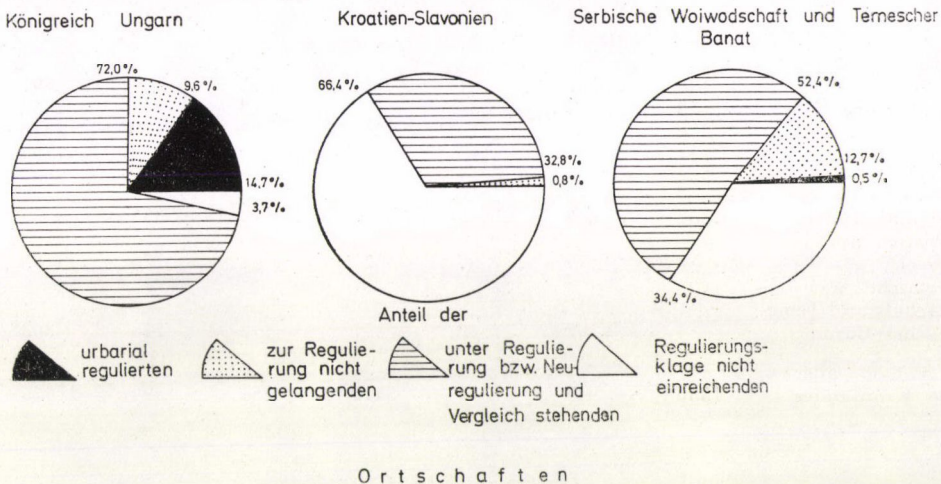


Fig. 1. Anteil der bis Ende 1858 durchgeführten und nicht durchgeführten Regulierungen der Gemarkungen

Woiwodschaft und dem Temescher Banat erstrecken, und zwar leut Stand vom Ende 1858. Eine bedauerliche Mangelhaftigkeit dagegen ist, daß es sich hier um ein »Summarium« handelt, wo die Daten nicht auf Komitate aufgeteilt enthalten sind. Die Ergebnisse der ursprünglichen Tabelle sind in Tafel 3 zusammengefaßt und in Fig. 1 dargestellt.

Zur »Übersicht« fügen wir nachstehende Bemerkungen hinzu.

1. Die Kopfrubriken widerspiegeln die Praxis des Regulierungsverfahrens nach 1853, bzw. eher die tatsächliche Handlungsweise der Urbarialgerichts-

<sup>22</sup> OL. D. 46. Zivil Section. K. K. Militär- und Zivil Gouvernement, XXI. C. 1859, Nr. 7294. Der genaue Titel der Übersicht ist: »Summarische Übersicht der in den Königreichen Ungarn, Croatien und Slavonien, dann der serbischen Woiwodschaft mit dem Temescher Banate befindlichen Gemeinden nach vorgenommener oder nicht vorgenommener Urbarial-Regulierung der Hotter derselben mit Ende des Jahres 1858.« Wien am 7. October, 1859.

Tafel 3

*Summarische Übersicht der in den Königreichen Ungarn, Croatien und Slavonien, dann der serbischen Woïwodschaft mit dem Temescher Banate befindlichen Gemeinden nach vorgenommener oder nicht vorgenommener Urbarial-Regulierung der Hotter derselben mit Ende des Jahres 1858*

Kronland, Verwaltungs-Gebiet	Anzahl der Gemeinden, in welchen						
	die Urbarial-Regulierung bereits durchgeführt wurde	die Urbarial-Regulierung nicht statt findet	die Urbarial-Regulierung vor Erscheinen der Patente vom 2. März 1853 in Angriff genommen wurde	neue Urbarial-Regulierungsklagen anhängig gemacht wurden	die Urbarial-Regulierung mittelst Vergleiches vorgenommen wird	noch keine Klage auf Regulierung überreicht wurde	Summe der Gemeinden
	1	2	3	4	5	6	7
Ungarn							
Ofen	156	62	141	257	73	8	697
Preßburg	173	324	231	1487	72	145	2432
Kaschau	238	98	415	1241	88	130	2210
Großwardein	171	54	196	611	46	29	1107
Ödenburg	594	330	271	1119	269	26	2609
Zusammen	1332	868	1254	4715	548	338	9055
Croatien und Slavonien	—	9	57	325	1	776	1168
Serbische Woïwodschaft und Temescher Banat	4	102	48	371	2	276	803
Summe aller Kronländer	1336	979	1359	5411	551	1390	11026

stühle bezüglich der sich nach dem Jahr 1857 immer mehr vermehrenden Regulierungsverfahren. Zu dieser Zeit wurde die Regulierung nicht mehr von der Absonderung getrennt behandelt, infolgedessen besteht bei keinen der Rubriken ein Unterschied mehr zwischen dem Begriff der Regulierung und der Absonderung, diese waren bereits verschmolzen.

2. Der geänderten Praxis und den Bedürfnissen entsprechend entstanden vier neue Rubriken und Datenreihen, und zwar:

a) Rubrik 2 bezieht sich auf die Zahlenreihen der Ortschaften, die nicht unter die Urbarialregulierung fielen (oder wo es zu keiner Regulierung kam); hinter der Entstehung dieser Rubrik stand die tatsächliche historische Lage verborgen, wo aus den Prozeßangelegenheiten der Ortschaften mit »urbarialer« oder »nicht urbarialer« (kurialer) Rechtsstellung das ganze Land betreffend bei den Foren der Urbarialgerichtsstühle ein viel diskutiertes Problem gemacht wurde;

b) Rubrik 3, die sich auf Regulierungen erstreckte, die noch vor dem Erscheinen des Urbarial-Patents begonnen waren, aber wo das Verfahren noch bei weitem nicht als beendet betrachtet werden konnte; diese Rubrik



wies die wohlbekannten vorausgegangenen Zeiten: in den Jahren der Verwirrung nach der Niederschlagung des Freiheitskampfes wurden die Regulierungen — seltener und auf administrativem Wege<sup>23</sup> — wohl fortgesetzt, aber die interessierten Parteien beendeten den Prozeß nicht indem sie auf die Erscheinung des Urbarial-Patents gewartet hatten; das Patent verwies dann die Abwicklung des ganzen Verfahrens in den Wirkungskreis der zu diesem Zweck aufzustellenden Urbarialgerichtsstühle; <sup>24</sup>

c) Rubrik 4 gibt ein zahlenmäßiges Bild über die sich stets vermehrenden Einreichungen von Regulierungsklagen (erster Abschnitt des Prozeßverlaufes); d. h. sie drückte jene geschichtliche Tatsache aus, die nach der früheren zwangsmäßigen Verminderung — jetzt schon auf Grund der Bestimmungen des Patents — auf die auffällige Vermehrung der Prozeßangelegenheiten der in Funktion tretenden Urbarialgerichtsstühle verwies;

d) Rubrik 5 gab die Zahl der Vergleiche an, die sich auf den dritten Abschnitt bezogen, dabei ließ sie die Frage bezüglich des weiteren Schicksals der von den Gerichten zu billigenden Vergleiche offen.

3. Schließlich stimmt die Bedeutung der Rubrik 6 im wesentlichen — wenn auch in anderer Formulierung — mit der Bedeutung der Rubrik 9 der Aufstellung vom Jahre 1852 überein.

### **Fortschritt des Regulierungsverfahrens im Lichte dreier Quellen**

Mit dem Vorgesagten wollten wir veranschaulichen, daß der Begriff der Regulierungen in geschichtlicher Hinsicht ein veränderlicher Begriff war, den die Schicksalswenden der Revolution und Gegenrevolution ihren eigenen abweichenden Gesichtsformen entsprechend umgestaltet haben. Infolgedessen paßte sich auch der Begriff in den sich ändernden Zeitabschnitten an die Bedürfnisse der geänderten Praxis an. Dieser Umstand — jetzt schon vom reinen statistischen Standpunkt gesehen — war auch mit jener praktischen Folge verbunden, daß die in den verschiedenen Zeitabschnitten angefertigten Aufstellungen voneinander abweichende oder wenigstens miteinander nicht vollständig übereinstimmende Rubriken enthielten. Hingegen kann, ohne eine kritische Analyse des Bedeutungsinhaltes derselben auszuüben, die Vergleichung der in den verschiedenen Rubriken angegebenen Zahlenreihen zu Mißverständnissen führen.

<sup>23</sup> Zwischen 1849—1856 war das provisorisch aufgestellte Komitatsgericht auch für urbariale Prozesse zuständig. In zweiter Instanz trafen die Verwaltungsobergerichte Entscheidungen auch in Urbarialprozessen, in dritter Instanz das Ministerium des Innern.

<sup>24</sup> Siehe Paragraphen 28—29 des Patents. Bezüglich der Einzelheiten des Verfahrens enthielten hauptsächlich die Paragraphen 31—48 Anordnungen.

Um die infolge Mißverständnissen entstehende Falle — den Möglichkeiten nach — zu vermeiden, versuchen wir jetzt ein Bild über die Entwicklung eines längeren Zeitabschnitts darzustellen. Den Fortgang des Regulierungsverfahrens stellen wir drei Zeitperspektiven gemäß dar: die im Jahr 1852 angefertigte (aber sich noch auf Ende des letzten Jahres vor der Revolution beziehende) Aufstellung, die im Jahr 1859 datierte (aber mit Gültigkeit auf den Zustand von Ende 1858) »Übersicht« und zuletzt die von Lónyay veröffentlichte (aber Ende 1864 gültige) Aufstellung auf Grund der Datenaufnahmen des Statthaltereirates.<sup>25</sup>

Die Interpretierung der Rubriken der ersten zwei Aufnahmen haben wir im Einklang mit den Änderungen der geschichtlichen Lage schon kurz berücksichtigt. Wir sind aber noch nicht auf die Auseinandersetzung der von Lónyay angeführten Rubriken eingegangen. Da die Aufnahme in der geschichtlichen Fachliteratur wohlbekannt ist, berühren wir hier nur ihre wesentlichen Hinweise.

Lónyay erweist — wie dies auch bei der Übersicht vom Jahr 1859 der Fall war — nur die Zahl der Ortschaften, die unter Urbarialregulierungen fallen und jene, die nicht dazu gehören; gesondert führt er die Zahl jener Ortschaften an, wo die Regulierung bis einschließlich 1864 vollständig beendet war — darunter auch auf die Zeitperspektiven hindeutend sowie auf die Zahl der im Prozeßvergleich oder durch Prozeßurteil abgeschlossenen Regulierungen; er verzeichnet die Zahl jener Ortschaften, wo der Prozeß sich noch »in der Schwebe« befand und zuletzt jene, wo »die Klage oder Verhandlung nicht einmal begonnen hatte«. Seine Aufstellung — dem inzwischen geänderten Verwaltungssystem entsprechend — erstreckt sich schon auf 50 Komitate und so sind in seiner Publikation auch solche Komitate verzeichnet, die früher zu Siebenbürgen, bzw. zum Banat-Gebiet gehörten. Um die Angaben vergleichen zu können, werden wir von diesen Abstand nehmen.

Indem wir aber auch die Lónyay-Aufstellung einer quellenkritischen Untersuchung unterworfen haben, konnten wir uns darüber überzeugen, daß die ursprünglichen Aufnahmen der Statthalterei ausführlicher und genauer waren, und dabei auch solche Kategorien enthielten, woraus nicht nur der Begriff der Regulierung genauer klargelegt werden konnte, (d. h. ob der Begriff auch auf die Kommassierungen und Absonderungen beziehbar war), sondern wo auf Grund deren die Abschnitte des Prozeßverlaufes, die sich mit der Zeit ändernden richterlichen Foren der im Verfahren zuständigen Behörden und

<sup>25</sup> Wir bemerken jedoch, daß wir in der gegenwärtigen kurz abgefaßten Abhandlung von den zwei weiteren und auch von der in der Literatur bekannten Datenaufnahme Abstand genommen haben. Eine solche Aufnahme erschien in 'Gazdasági Lapok' des bereits erwähnten Jahrgangs, die andere wurde in der ebenfalls schon erwähnten Zeitung 'Budapesti Hírlap' veröffentlicht. Über die kritischen Bemerkungen sind wir in unserem Werk mit quellenmethodologischer Hinsicht, betitelt: »A birtokrendezési periratok« (Prozeßakten über Grundbesitzregulierungen) eingegangen, das in Budapest 1973 erschienen ist.

auch die Ursache der sich in der Schwebe befindenden Prozesse ans Licht kamen. Bemerken müssen wir auch, daß der Begriff der Regulierungen auch die im Kreise der erwähnten Kompossessorate durchzuführenden »Proportionierung« umfaßt.<sup>26</sup> Es ist daher möglich, daß die von Lónyay veröffentlichten Angaben bereits irgendeine Summierung bzw. eine Vereinfachung erfahren hatten und in dieser Form zur Veröffentlichung gelangten.<sup>27</sup>

Zwecks Identifizierung der Rubriken der dreierlei Aufstellungen sind wir folgendermaßen vorgegangen. Die Gruppe der als reguliert qualifizierten Ortschaften haben wir gesondert genommen. Diese Gruppe ist in allen drei Aufstellungen verhältnismäßig leicht zu identifizieren. Hierher haben wir die in den ersten Rubriken figurierenden Angaben der drei Aufstellungen eingegliedert. In einer gesonderten Gruppe haben wir — unter dem Stichwort »vor der Regulierung stehende Ortschaften« — die in Rubrik 9 der Aufstellung vom Jahre 1852, die in Rubrik 6 der Übersicht vom Jahr 1859, bzw. die in der letzten Rubrik der Lónyay-Aufstellung angeführten Angaben zusammengezogen, d. h. die Angaben über jene Ortschaften, wo die Regulierung noch nicht begonnen hatte, oder die diesbezügliche Klage nicht einmal eingereicht bzw. wo die Verhandlung noch nicht in Gang gesetzt worden war. Schließlich, unter der Betitelung »Ortschaften unter Regulierung« haben wir alle jene Ortschaften gesondert genommen, die sich in den verschiedenen Abschnitten der Regulierung befanden, d. h. die Zahl sämtlicher Ortschaften, wo das Regulierungsverfahren bereits begonnen war, ohne Rücksicht darauf, ob das Verfahren im Anfangs- oder im Schlußstadium war, bzw. wo die Ausson-

<sup>26</sup> Die ursprünglichen Hauptrubriken des Statthaltereirates sind: 1. Aussonderung der Grundteile und durch Besitzübertragung die Regelung durchgeführt (die Unterrubriken berichten über die erfolgte Durchführung: »davon vom Jahr 1836 bis 1848 in erster Instanz durch Urbarialgerichtsstühle entschieden«, bzw. »von 1862 bis Ende 1864 unter Mitwirkung des Vizegespangerichtes«); 2. »Zahl der richterlich endgültig entschiedener Prozesse, aber mit Besitzübertragung noch nicht beendete« (Unterrubriken: »davon unter Aussonderungsarbeiten stehende«, bzw. »beanspruchen die Durchführungsarbeiten«, ferner »das in Rechtskraft getretene Urteil gehört unter die Prüfung der oberen Gerichte« und schließlich »entschieden durch Vergleich« oder »durch Urteil«); 3. »In Gang gesetzte aber noch im unentschiedenen Zustand« (Unterrubriken: »davon zur Urteilerteilung unterbreitet«, dann »unter schriftlicher Verhandlung« und zuletzt »Hilfsdaten befinden sich unter Beglaubigung und Vorbereitung«); 4. »Verfahren der Vizegespangerichte seitens der Parteien nicht in Anspruch genommen, amtliches Verfahren kam nicht zur Anwendung, zwecks Urbarialregulierung in den Jahren 1856—1858 begonnene Prozesse, wo Urbarialregulierung, Weiden- und Waldabsonderung mit rechtskräftigem Urteil bereinigt wurden, aber in der Schwebe geblieben sind«; 5. »Mit urbairalen Dienstleistungen nicht belastete und nicht zur Regulierung gelangende adelige Gemeinden und Siedlungen.« (OL. Archiv aus der absolutistischen Zeit, D. 215, wiederhergestellte Statthaltereirat-Akten-Nr. II. — 1865/10906. »A Borsod megyei külön határtesteket képező községek és telepítvények úrbéri rendezés s elkülönítés — tagostás — és arányosítás tekintetében 1864. év bezártával állásának összevont kitüntetése«. (Zusammengezogene Aufstellung laut Stand vom Ende 1864 bezüglich der Urbarialregulierung und Absonderung — Kommassierung — und Proportionierung der Gemeinden und Siedlungen, die im Komitat Borsod gesonderte Merkmalskörper bilden.)

<sup>27</sup> Die jeden Zweifel ausschließende Beweisung dieser unserer Voraussetzung lassen wir noch auf die Ergebnisse weiterer Forschungen und quellenkritischen Untersuchungen ankommen.

derung noch nicht erfolgt und somit der Regulierungsprozeß nur im Gange war. Diese Gruppe umfaßte daher auf künstlichem Wege die Zahlenreihen der Rubriken 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 und 10 der Aufstellung vom Jahre 1852, die der Rubriken 3, 4 und 5 der Übersicht vom Jahr 1859, bzw. jene Zahlenreihen der Lónyay-Aufstellung, die sich auf die Daten der in der Schwebe befindlichen Regulierungsprozesse nach Ortschaften bezogen. Die auf diese Weise angefertigte Zusammenstellung ergab in der Tafel 4 die Angaben der Teilergebnisse. (Diese haben wir in Fig. 2 veranschaulicht.)

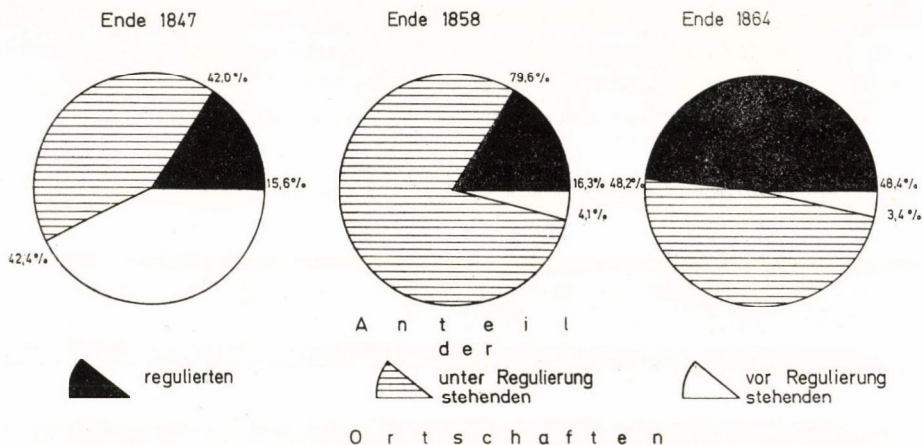


Fig. 2. Fortschritt der Grundbesitzregulierungen zwischen 1847 und 1867

Tafel 4

Daten des Fortschrittes über die Grundbesitzregulierungen in 42 Komitaten des Landes

Jahr	Regulierte		Unter Regulierung stehende		Vor Regulierung stehende		Sämtliche	
	O r t s c h a f t e n							
	Zahl	%	Zahl	%	Zahl	%	Zahl	%
Ende 1847	1367	15,6	3680	42,0	3714	42,4	8761	100,0
Ende 1858	1332	16,3	6517	79,6	338	4,1	8187	100,0
Ende 1864	3899	48,4	3884	48,2	269	3,4	8052	100,0

Mit Rücksicht darauf, daß die Einzelheiten enthaltenden ursprünglichen Tabellen auch verschiedene kombinatorische Vergleichen ermöglichen — zumindest mit Hinsicht auf die Komitate, die zu den fünf Verwaltungsbezirken gehören, bzw. gehörten — beschränken wir uns hier nur, die nachstehenden Bemerkungen zu machen.

1. Im absoluten Sinne kann unsere Aufstellung nicht als genau betrachtet werden. Die künstlich zusammengezogenen Kategorien, so vorsichtig wir sie auch behandelt haben, bezeichnen keine Begriffe mit vollständig identischem Sinne, bzw. Angaben, die darunter fallen. Dabei besteht vielleicht eine Ausnahme nur bei den Angaben der zwei äußersten Kategorien. Die Einreihung in eine Kategorie der dazwischenliegenden Angaben verbirgt ohne Zweifel Ungenauigkeiten. Dessenungeachtet, bzw. mit diesen Ungenauigkeiten belastet, sind Angaben zur Verzeichnung der hauptsächlichlichen Tendenzen geeignet. Darum betonen wir, daß wir diese nur mit einer solchen Beschränkung als maßgebend betrachten.

2. Die Aufstellung warnt auf eine Erscheinung, die mit der tatsächlichen geschichtlichen Entwicklung vergleichbar ist, die sogar bekräftigt werden kann. Sie bestätigt zahlenmäßig jene im geschichtlichen Verlauf wahrnehmbare Tendenz, — die für die Interessen der ehemaligen Grundherren günstig ausgeschlagen hatte —, die anzeigt, daß im Verlauf der Zeit die Zahl der urbarial anerkannten Ortschaften allmählich in den Rückgang gerieten.<sup>28</sup> Dieser Umstand hatte in der Tat heftige Stürme im ganzen Land ausgelöst und die Regulierungsverfahren führten zur Benachteiligung der ehemaligen Urbarialbauern, was jetzt auch die Zahlen bestätigen.

3. Der im Verlauf des Regulierungsverfahrens entstehende Wendepunkt muß — laut unserer Aufstellung — auf den Zeitabschnitt der Jahre 1850 — 1860 verlegt werden. Ferner bezeichnen die Angaben, daß auch noch Ende 1864 in fast eben so vielen Ortschaften Prozesse nicht abgeschlossen waren, wie in jenen, wo diese tatsächlich schon abgeschlossen waren. Dieser Umstand bedeutete hingegen, daß die Liquidierung der alten feudalen Formen der Flurnutzung während des Verlaufes von über 15 Jahren seit der bürgerlichen Revolution überall noch immer nicht endgültig erfolgt war, was hingegen in nicht geringem Ausmaße — besonders in den Randkomitaten — den neuen Forderungen der kapitalistischen Wirtschaftsweise entsprechend die Verbreitung des Produktions- und Anbauverfahrens hinderten.

\*

Es soll uns noch gestattet sein zu bemerken, daß die Abwicklung der Grundbesitzregulierungen eine wichtige Voraussetzung für die kapitalistische Umgestaltung der Landwirtschaft war. Das langwierige richterliche Verfahren, die Tätigkeit des im Dienste des Grundherrn stehenden Ingenieurs verschärften den Kampf zwischen den einander gegenüberstehenden Prozeßparteien, und diese Lage — wie dies unsere Geschichtsschreibung schon lange her bewiesen

<sup>28</sup> Auf Grund der gefälligen Bemerkungen von J. VARGA müssen wir jedoch bemerken: In der Abnahme der Zahl der Ortschaften spielt auch jener Umstand eine Rolle, daß die rein kleinadeligen Gemeinden ursprünglich in Betracht gezogen, aber später außer acht gelassen wurden, da diese nicht unter die Urbarial-Grundbesitzregulierungen gehörten.

hatte,<sup>29</sup> — wurde des öfteren schon zum Erreger einer Bauernbewegung. Die Angelegenheit der Grundbesitzregulierungen, die fast die ganze einstige Agrargesellschaft berührte, beschäftigte in verständlicher Weise auch die öffentliche Meinung. Die lange Reihe verschiedener Werke über diese Frage sowie die unermessliche Menge zeitgenössischer Hinweise der Presse bestätigen dies gleicherweise. Das Problem erregte auch das Interesse der wissenschaftlichen Kreise; Lónyay schrieb — wie schon erwähnt — seine Publikation auf Aufforderung der Ungarischen Akademie der Wissenschaften. Der auf dem politischen Gebiet seit Jahrzehnten bewanderte und für wirtschaftliche Probleme begabte Lónyay hatte schon in seiner früheren, dieser vorangehenden Publikation in ähnlicher Angelegenheit mit gutem Gefühl auf die aus der Verflechtung der entstehenden Obliegenheiten der damaligen wirtschaftlichen und wissenschaftlichen Interessen hingewiesen. 1863 schrieb er: »Die Statistik der Grundbesitzregulierungen . . . wird so lange sehr mangelhaft sein, bis wir nur die Namen der Gemeinden angeben können; vom landwirtschaftlichen Standpunkt wäre es wichtig, die Ausbreitung der einzelnen kommassierten Dorffluren zu notieren und zusammenzustellen; wieviel davon urbariales Privateigentum ist, wieviel die Gemeinweiden, Wälder, usw., wieviel die Grundbesitze der Grundherren ausmachen, in welchem Verhältnis diese Grundbesitze zu einander in territorialer Hinsicht stehen und schließlich wieviel für die Gemeinden, die Kirche und Volksschulen ausgegeben wurde.«<sup>30</sup>

Aufmerksamkeit verdient die Tatsache, daß das vor 110 Jahren abgefaßte wissenschaftliche Programm bis heute nicht in Erfüllung gegangen ist. Von der Verwirklichung dieser Aufgabe können wir jedoch trotz der sich reichlich türmenden Hindernisse keinen Abstand nehmen.

*Übers. von J. Sipos*

<sup>29</sup> Z. B. GY. SZABAD, op. cit. S. 325—327.

<sup>30</sup> *A birtokrendezések előhaladása* (Fortgang der Grundbesitzregulierungen). S. 137—138.

## Responsabilité scientifique ou jeu avec les mots?

Remarques à propos d'un compte- rendu de C. C. Giuresco

«Errare humanum est, perseverare diabolicum» — c'est avec cette épigraphe en tête que C. C. Giuresco, auteur de la dernière synthèse marxiste de l'histoire roumaine fait la critique, dans la revue *Revista de Istorie* (1975, N° 6, pp. 941—948) des passages de l'ouvrage intitulé: *Histoire de la Hongrie* (Budapest, 1974) ayant trait aux Roumains. Il y soutient que les auteurs de l'ouvrage «à propos de l'histoire ancienne et médiévale des Roumains, réitèrent les erreurs et les préjugés de l'historiographie d'avant 1944».

En réfutant les «erreurs et préjugés», il conteste avant tout l'affirmation selon laquelle la disparition lors de la conquête romaine, des Daces tombés à la guerre, vendus comme esclaves ou réfugiés au-delà des frontières de la province romaine (lesdits Daces libres) a créé «un véritable vide démographique». Il donne, par la suite, à l'expression «vide démographique» une interprétation qui laisse à croire que l'*Histoire de la Hongrie* suggérerait l'extinction complète du peuple dace, apparence qu'il renforce encore en traduisant une phrase, située un peu plus loin (p. 19), de la manière suivante: «nous devons fortement mettre en doute la survie du peuple dace», alors qu'en réalité il y est écrit: «la survie même du peuple dace devait être profondément compromise.» Dans ce qui suit, l'*Histoire de la Hongrie* affirme que «la couche des aristocrates daces devait avoir perdu beaucoup de sang», les régions montagneuses, jadis très peuplées, se vidèrent littéralement; autour des places-fortes démolies l'agriculture disparut, de sorte que les archéologues n'y découvrent actuellement aucune trace de vie. On ne sait même pas avec certitude si, dans le peuple des vallées des rivières, présentant les traits de la civilisation de La Tène, nous devons voir des Daces, et si oui, dans quelle proportion. (Étant donné que la civilisation de La Tène était également caractéristique d'autres ethnies, par exemple des Celtes.) Le texte de l'*Histoire de la Hongrie* ne nie donc pas que dans les vallées des rivières de la Dacie une population dace avait pu survivre, ainsi en réalité C. C. Giuresco ne polémise pas avec la position de l'*Histoire de la Hongrie*, mais avec une position qu'il attribue à cet ouvrage.

Il faut cependant remarquer qu'aux pages 382—389 du 1<sup>er</sup> volume de l'ouvrage fondamental intitulé «*Istoria României*», édité en 1960 par l'Académie

de la République Populaire Roumaine, à propos de l'assertion de l'historien romain Eutropius selon laquelle Trajan avait «établi en Dacie une infinité d'hommes venant de tout l'empire romain», il est écrit: «L'assertion de l'auteur de l'antiquité n'est pas un abus rhétorique, comme on pourrait le croire, mais un renseignement laconique sur la réalité incontestable, confirmée par les inscriptions et toutes les informations relatives à la population de la Dacie sous les Romains. Le transfert massif des populations dans la Dacie, qui est particulièrement souligné par l'historien romain, fut déterminé par les conditions de la conquête; après les deux guerres violentes qui terminèrent par la victoire remportée sur les Daces . . . la Dacie n'avait plus d'hommes.» Eh bien l'*Histoire de la Hongrie* ne dit ni plus, ni moins.

Pourtant C. C. Giuresco a l'ambition de prouver le contraire. Dans les scènes de la colonne élevée à Rome par Trajan à la mémoire de sa victoire, une partie des Daces se rend aux Romains, une autre partie conduit des troupeaux de boeufs; selon l'avis de C. C. Giuresco cela signifie que ceux qui se rendirent de leur propre gré, purent se retourner à leurs foyers pour y vivre en paix. Or, l'explication juste en est que — comme l'affirment aussi bon nombre d'historiens roumains — les Daces s'étant rendus fournirent les esclaves entraînés en captivité à Rome (*Istoria României* I. p. 389) dont le nombre s'éleva selon Criton, le médecin qui avait accompagné Trajan, à 50 000; et le même ouvrage dit de ceux qui menaient des troupeaux (vol. 1. p. 389) qu'il est «plus vraisemblable que cette dernière scène représente l'expulsion de la population dace de la zone des forteresses et leur transfert à des lieux plus facilement contrôlables.» Tout cela s'accorde bien avec les affirmations de l'*Histoire de la Hongrie*, concernant le dépeuplement des régions montagneuses que C. C. Giuresco cherche d'ailleurs à réfuter aussi par une citation prise dans l'ouvrage de Gyula László, intitulé: *Vértesszöllőstől Pusztaszerig* (De Vértesszöllős à Pusztaszer) (Budapest 1974, p. 122), qui dit ceci «L'emplacement des forteresses daces de la Transylvanie montre en évidence que les troupes romaines n'avaient pas exterminé complètement les Daces». Mais il omet de continuer la citation: «puisque ces forteresses protègent les vallées menant vers les territoires boisés, ou, en termes plus clairs: elles étaient propres à protéger les masses des Daces libres se retirant derrière elles». Donc la remarque citée de Gyula László se rapporte non pas aux forteresses daces aux alentours dépeuplés datant d'avant la conquête romaine mais aux forteresses nouvelles des Daces libres s'étant enfuis après la conquête romaine hors de la province.

Outre cela, C. C. Giuresco voit la preuve de la survie des Daces dans les environ dix unités daces faisant les services militaires pour Rome à Noricum, en Pannonie, en Macédonie, en Mésopotamie, en Bretagne et dans d'autres provinces sauf la Dacie. Mais ceux-ci avaient été certainement formés de Daces envoyés loin de leur patrie pour des raisons de sécurité. Cela est confirmé par le fait que les soldats stationnant en Dacie étaient originaires de tous les coins



de l'Empire, de la Bretagne jusqu'à Palmyre; quant aux troupes de renfort recrutées d'autochtones il n'est resté sur elles que deux données hypothétiques et une donnée sûre, mais datant d'une époque assez avancée (vers 230), (*Istoria Romîniei* vol. I. pp. 373—375) alors que par exemple dans la Pannonie voisine l'incorporation des habitants locaux se pratiquait dès les premiers temps.

Comme autre preuve de la survie des masses de la population dace, C. C. Giuresco allègue la présence de noms daces dans des inscriptions en Dacie. Sur les 3000 noms connus cependant — comme il le dit lui-même — il n'y a que 60 noms daces (et comme des peuples de langue thrace vivaient non seulement en Dacie, mais aussi aux Balkans, ceux-ci pourraient être en partie les noms d'immigrants venus de l'extérieur dans la province!) ce qui s'explique, selon C. C. Giuresco, par le fait que les Daces étaient des villageois, et seuls les citadins avaient l'habitude d'élever des pierres tombales. Ainsi, nous ne savons rien de sûr de la composition ethnique des villages daces; en revanche, les noms trahissent l'origine étrangère de la grande majorité des citadins, même s'il est vrai que le nombre des habitants des villes n'était pas trop élevé, la Dacie ayant été la province la moins citadine de l'empire, avec ses 11 cités en tout. (C'est aussi l'avis de l'auteur de l'*Istoria Romîniei* vol. I. p. 368.)

C. C. Giuresco attribue une importance décisive aux noms géographiques. D'après lui, sont d'origine dace les noms de rivière suivants: Dunăre (Dunaris), Argeş (Argessos), Bîrzava (Bersobis, nom de ville!), Someş (Samus), Olt (Aluta), Tisa (Tissos), Ompoi (Ampellum, nom de cité!), Motru (Amutrium, nom de cité!), Cerna (Dzierna), Buzău (Museos). En fait, ces noms ont survécu jusqu'à nos jours, le problème est toutefois que sous des formes qui contredisent les règles de l'évolution linguistique de la langue roumaine (le son *a* ne devient pas *o* comme dans le cas de Samus-Someş, Aluta-Olt, Ampellum-Ompoi, mais reste *a*, p. ex. aqua-apa, arcus-arc etc.), donc les Roumains n'avaient pas emprunté ces noms ni aux Daces, ni aux Romains, mais à un autre peuple qui a vécu ici plus tard, p.ex. aux Slaves ou aux Hongrois, comme les noms de rivière Tîrnava, Bistriţa, ou bien Lăpuş, Arieş, Niraj (ces derniers proviennent des noms hongrois Lápos, Aranyos, Nyárád). (Voir plus en détail Kniezsa, István: *Keletmagyarország helynevei* [Noms géographiques de la Hongrie orientale], dans „Magyarok és románok” [Hongrois et Roumains I]) Budapest 1943. Quant au seul argument linguistique que C. C. Giuresco cite pour prouver la transformation du son *a* en *o*, et dans lequel il fait dériver le mot roumain «troian» (rempart) du nom de l'empereur Trajan, ne peut être considéré tout au plus que comme une boutade amusante. C. Daicoviciu qui fut plus compétent en cette question écrivit à la page 77. de l'*Histoire de la Roumanie* (Edition Horvath, 1970) à propos des noms des rivières les plus importantes de la Transylvanie: Alutus, Maris et Samus que: «l'évolution de ces noms (dans la langue roumaine) porte les traces de ce qu'ils étaient

employés aux VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles par des Slaves ayant vécu sur ces territoires». *L'Histoire de la Hongrie* affirme également que ces noms viennent du slave dans le roumain.

Par contre aucun des toponymes d'origine dace, énumérés par C. C. Giuresco n'existe plus aujourd'hui dans la langue roumaine. C'est aussi pour cette raison que *L'Histoire de la Hongrie* estime que même s'il y avait des Daces qui ont survécu en Transylvanie après la conquête romaine, tôt ou tard ceux-ci furent absorbés par les peuples venus plus tard, comme de même que la partie de la population romaine ou romanisée qui est restée éventuellement sur place après l'abandon de la province en 271.

Ceci dit, nous avons à examiner encore l'argument, selon lequel: «les dernières preuves de la présence durable de la population autochtone sont fournies par les soulèvements contre la domination romaine.» C. C. Giuresco cite quatre soulèvements de ce genre, mais il constate que l'un d'eux était un mouvement des Daces libres, des Iazigues et des Roxolans, il faut donc le considérer comme une attaque extérieure et non pas comme un soulèvement. Il ne donne pas de renseignements plus précis sur les trois autres non plus, mais l'*Istoria României* déjà citée dit clairement à la page 430 du premier volume que «les donnés écrits ne disent rien directement des soulèvements de la Dacie». A propos du second soulèvement que C. C. Giuresco situe à l'époque d'Antoninus Pius, l'*Istoria României* écrit (vol. I<sup>er</sup> p. 431) que nous ignorons si cette donnée «se rapporte aux Daces libres ou à ceux de la province». Le même ouvrage dit ceci, à sa page 432 au sujet du troisième soulèvement: «il n'y a pas d'allusion qui laisse entendre clairement que la population autochtone dace ait participé à la lutte contre l'exploitation romaine, mais nous pouvons le supposer.» Enfin, le quatrième soulèvement, est caractérisé, également à la page 432, comme «une immense révolte de la paysannerie autochtone exploitée par l'aristocratie rurale», et non pas comme une lutte de libération des Daces contre les conquérants romains. Ainsi les «soulèvements daces» ne fournissent aucune preuve quant à la survie du peuple dace. D'ailleurs, si de tels soulèvements avaient existé, ils auraient plutôt empêché que favorisé la romanisation supposée d'une population autochtone dace d'existence également hypothétique.

Même si l'on peut admettre — comme le fait aussi *L'Histoire de la Hongrie*, encore que non pas sur la base des arguments discutables de C. C. Giuresco cités ci-haut — que la population dace autochtone ait continué à exister dans une certaine mesure pendant la période romaine, l'hypothèse de la survie durable des Daces romanisés après la fin de la domination romaine est d'autant moins acceptable. Les deux inscriptions latines provenant de la Dacie du IV<sup>e</sup> siècle et citées par C. C. Giuresco, s'étaient conservées non pas sur un monument de pierre daté, mais sur deux objets en métal: une plaquette en bronze et une fibule en argent. (*Istoria României*, vol. I. p. 621.) Ils pouvaient y venir

de n'importe où, p. ex. comme butin de guerre des Goths vivant là. Des monnaies romaines, de la céramique romaine pouvaient provenir de l'importation non seulement en Dacie, mais partout ailleurs en Europe.

Mais tout cela n'a qu'une importance secondaire auprès le fait incontestable que l'éminent archéologue roumain disparu récemment, C. Daicoviciu représentant fervent de la continuité daco-roumaine a constaté lui-même, aux pages 84—87 de la synthèse citée plus haut intitulée *Histoire de la Roumanie* (1970): «La seconde moitié du V<sup>e</sup> siècle ouvre... une période de profonds troubles... Toutes les localités, grandes ou petites, connues jusque-là comme ayant abrité une population daco-roumaine, semblent avoir été abandonnées... la population autochtone daco-roumaine ne révèle plus aussi catégoriquement sa présence dans les vestiges archéologiques.»... «Nous estimons... qu'on a affaire, en fait, seulement à un abandon temporaire des anciennes localités... et à la retraite des Daco-Romains... dans les montagnes... La population autochtone continuait à y mener une vie moins stable de pasteurs... C'est ce qui peut expliquer aussi l'oubli des anciens noms de localités et de villes... auxquelles les Slaves donnèrent à leur arrivée, des noms slaves... Ce n'est qu'après un délai qui ne peut être très long que les autochtones revinrent dans les zones abandonnées s'y mêlant à la population dominante slave... «... A son retour sur les territoires occupés par les Slaves, à partir du VIII<sup>e</sup> siècle, elle a adopté la toponymie imposée par les étrangers (Slaves, Hongrois etc.)»

D'après C. Daicoviciu il y a donc un vide d'au moins 2 ou 3 siècles dans la continuité romaine et daco-roumaine de Dacie dans les régions basses occupées par les Slaves et les Hongrois. Il se garde de parler plus longuement des montagnes où les autochtones s'étaient retirés, par contre il constate qu'après plusieurs siècles de silence dans les sources, «le premier argument historique qui fait foi, est la mention des voïvodats roumains-slaves du territoire transylvanien, par le notaire anonyme du roi Béla III.». Comme nous le savons, Anonymus écrivit son ouvrage dans les premières années du XIII<sup>e</sup> siècle, donc l'affirmation de l'Histoire de la Hongrie selon laquelle les bergers roumains de Transylvanie apparaissent dans les sources au début du XIII<sup>e</sup> siècle, est conforme à la vérité aussi selon C. Daicoviciu. Ce dernier ne cache pas que le silence des sources entre le V<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècles ne peut être expliqué pour le moment que par des hypothèses, et cela d'autant plus qu'il est difficile «de distinguer catégoriquement ce qui est l'héritage autochtone dans l'inventaire des établissements ou des tombes de ces siècles de ce qui doit être attribué exclusivement ou en bonne partie à la population slave».

Hélas! dans sa critique C. C. Giuresco ne suit pas cette sage prudence digne d'un savant, mais il adopte la méthode d'Anonymus déjà depuis longtemps révélée par l'historiographie hongroise, c'est-à-dire de projeter les conditions de son époque en arrière, et accepte l'ensemble de ses contes, en peu-

plant de voïvodes roumains la Transylvanie de l'époque de la conquête hongroise. Ajouter foi aux paroles d'un historien médiéval ayant vécu trois cents ans après ces événements est une erreur méthodique fondamentale, qui ne mérite même pas d'être discutée sérieusement. Tout au plus on se demandera à ce propos si la devise citée en épigraphie de son article et appliquée aux auteurs de l'Histoire de la Hongrie ne vaut pas plutôt pour l'historien roumain lui-même. Car si les auteurs de l'*Histoire de la Hongrie* s'étaient appuyés sur Anonymus, la question de la priorité des peuples en Transsylvanie serait tranchée pour eux, puisque Anonymus appelle les Sicules «les peuples du Roi Attila», donc il y auraient eu des Hongrois en Transylvanie déjà depuis le V<sup>e</sup> siècle, tandis que les Roumains venant des montagnes (éventuellement des Balkans?), n'y seraient arrivés qu'au VIII<sup>e</sup> siècle au plus tôt, donc au moins trois siècles après les Hongrois. Or, le travail de l'historien n'est pas aussi simple, s'il demande de la rigueur scientifique non seulement aux autres mais surtout et avant tout à soi-même...

Enfin, pour être complet, nous devons mentionner, à côté des arguments de C. C. Giuresco, empruntés à d'autres et connus depuis longtemps, une idée bien à lui, à savoir que le mot roumain «păcură» = le naphte serait également une preuve de la continuité daco-romaine, parce qu'il provient du mot latin «picula» et jusqu'aux temps modernes on n'a produit du pétrole que dans les régions des Carpathes. Cependant il oublie de dire que «picula» est un dérivé du mot «picus» = bitume, et ne fut appliqué au pétrole qu'à un moment et un endroit donnés, et ceci probablement à cause de sa consistance et de sa couleur rappelant celles du bitume. D'ailleurs ce phénomène se laisse situer facilement, car C. C. Giuresco lui-même cite les apparitions du mot à la fin du Moyen-Âge en Moldavie et en Valachie, donc là, où il y avait et il y a du pétrole, mais où il n'y eut jamais de conquête romaine ni, par conséquent, continuité daco-romaine non plus. En Transylvanie par contre, on n'a pas trouvé du pétrole jusqu'à nos jours, le mot «păcură» n'a donc pu s'y former ni sous les Romains, ni plus tard. Les opposants à la continuité daco-romaine doivent ainsi à C. C. Giuresco un argument excellent.

L. MAKKAI

*Erich Zöllner : Geschichte Österreichs. Von den Anfängen bis zur Gegenwart.  
5., vermehrte Auflage*

München (1974), R. Oldenbourg, 694 S.

1961 erschien die erste Auflage der einbändigen zusammenfassenden österreichischen Geschichte des Sachverständigen des Mittelalters und Wiener Universitätsprofessors Erich Zöllner, und 14 Jahre später bereits die 5., um die Geschichte des Zeitraums von 1955—1971 vermehrte Auflage. Das ist ein offensichtlich zum Nachdenken anregender Erfolg. Denn in unserer Zeit, wo man viel und vielerorts über den Rückgang des Interesses für die Geschichte klagt, ist es nicht uninteressant, daß ein zwar einbändiges, in seinem Umfang jedoch nicht unbedeutendes, stattdessen Werk in so kurzer Zeit so viele Auflagen erlebte. Was ist das Mehr in diesem Band, das diese Karriere erklärt?

Nach den älteren, größtenteils noch zur Zeit der Monarchie entstandenen langatmigeren Zusammenfassungen zählte seit 1945, abgesehen von einigen eher volkstümlichen Zusammenfassungen, die zweibändige große Geschichte Österreichs von Hugo Hantsch als Standardwerk. Neben vielen Verdiensten machte die konservative, katholische, wir könnten sogar sagen, die auch darüber hinausgehend Habsburgzentrische Betrachtungsweise (die Zeit nach 1918 wird nicht einmal behandelt) Hantsch's Arbeit offensichtlich für viele unannehmbar. Zöllners Buch also füllte bis zu einem gewissen Grade ein tatsächlich vorhandenes Vakuum aus. Ja, wir könnten vielleicht auch sagen, daß er nicht nur anstelle von Hantsch's Arbeit, sondern dieser gegenüber eine neue Zusammenfassung brachte.

Doch betrachten wir zunächst das Buch selbst. Schon auf der Grundlage der Kapitel-

einteilung scheint es, daß es sich hier um eine Zusammenfassung handelt, die in solchem oder größerem Umfang bereits zahlreiche, östlich von Österreich gelegene Länder produziert haben, in der eigenen Sprache und vielleicht auch in Weltsprachen. Beinahe bekannt sind die einzelnen Abschnitte. Zuerst die Urgeschichte, die Spuren des Urmenschen auf dem Territorium des heutigen Österreich, die verschiedenen archäologischen Kulturen. Dann die Römerzeit, das frühe Mittelalter (6—10. Jh.), als Österreich ein Teil des im Entstehen begriffenen Deutschen Reiches war und sogar dessen vorgeschobene Bastion. Dann die territoriale Gestaltung unter den Babenbergern (976—1246), das späte Mittelalter mit den Anfängen der Habsburger-Herrschaft bis 1526, Reformation und Gegenreformation (bis 1648), der Aufschwung zur Großmacht (bis 1740), Reform, Reaktion und Revolution (bis 1848), das Franz-Joseph-Zeitalter und der Zerfall, schließlich die Erste und Zweite Republik, der Anschluß mit dem Zwischenspiel des zweiten Weltkrieges. Innerhalb der einzelnen Abschnitte zuerst und im Vordergrund, auch vom Gesichtspunkt des Umfangs her, die politische Geschichte oder allgemeine Geschichte, danach ein oder zwei Unterabschnitte über die Siedlungsgeschichte und die dieser entwachsende Geschichte der Wirtschaft und Gesellschaft, dann erneut ein oder (später, wie sich das Material erweitert) mehrere Unterabschnitte über die kulturelle Entwicklung. Die Einteilung ist konsequent, von den ersten beiden, in dieses Schema natürlich nicht einfügbaren Abschnitten abgesehen, sie macht

die Konstruktion sehr übersichtlich und gleichzeitig auch sehr mechanisch. Das ist natürlich leicht festzustellen, doch welche solch geartete Zusammenfassung ist nicht ebenso mechanisch eingeteilt?

Nach der Zeitfolgeinteilung nehmen die sich bis 1740 erstreckenden sieben Abschnitte die Hälfte des Buches ein die andere Hälfte die letzten drei, d. h. der Sachverständige des Mittelalters drängte asketisch und diszipliniert sein eigenes Fachgebiet zusammen, um den neuen und neuesten Teilen größeren Umfang zu sichern. Es ist eine den Ansprüchen des Lesepublikums angemessene Einteilung, was heute bereits als ganz natürlich angesehen wird. Hier müssen wir nur an zwei Stellen prinzipielle Kritik üben. Wir halten die Abhandlung der Zeit von 1740—1848 in einem Abschnitt nicht für richtig, einfach auch von praktischen Gesichtspunkten aus nicht. Die Unterabschnitte über Wirtschafts- und Kulturgeschichte nämlich sind gezwungen, enorm disparate Zeitabschnitte zusammenzufassen, was hier schon störend wirkt, denn zuerst liest man über die Revolution von 1848, und erst dann kommen die Urbarmachungs-Reform von Maria Theresia und die Lage der Bauernschaft an die Reihe, und noch später die Aufklärung, die Baukunst des Barock sowie das Biedermeier und die Romantik. Doch auch darüber hinaus war es schade, das trotz aller inneren Widersprüche im Grunde genommen doch positive Zeitalter von Maria Theresia und Joseph II. mit der Franz'schen Reaktion und dem schon ganz anders tendierenden Zeitalter des Vormärz zu verflechten. Und störend ist auch die Zusammenfassung der Periode von 1918 bis 1971. Hier ist zwar ein Vergleich der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung nach 1918 und nach 1945 sehr lehrreich, entschädigt jedoch nicht dafür, daß wiederum sehr stark voneinander abweichende Entwicklungslinien in einen Abschnitt gepfropft werden mußten.

Die Abfassung in dieser Form ist natürlich irreführend und auch ungerecht gegenüber dem Autor. Zöllner bietet keinen Datenberg, häuft keine Jahreszahlen und Ereignisse an, sondern hebt immer nur die wich-

tigsten hervor, behandelt die wichtigsten Ereignisse oder Tatsachen. In einer zusammenfassenden Arbeit, deren Umfang doch sehr begrenzt ist, läßt sich offensichtlich auch nichts anderes tun. Er erzählt viel eher, als er bewertet. Und wenn er bewertet, sind seine Urteile zurückhaltend, als hätte er sich mit einem Schalldämpfer ausgerüstet. Er bemüht sich wahrhaft, *sine ira et studio* zu erzählen, was geschehen ist, und es ist sehr schwer, ihn zu ertappen, wofür er sich eigentlich in der österreichischen Geschichte begeistert, und was er verurteilt. Eindeutig nur den Nazismus und die Periode der deutschen Besetzung, doch das ganz offensichtlich.

Das Buch sagt von sich, eine Geschichte Österreichs zu sein, und das wirft sofort die Frage auf, was in den verschiedenen Epochen unter Österreich zu verstehen ist. Hantsch versteht darunter, wie wir schon andeuteten, das allzeitige Territorium der österreichischen Habsburger. Auch hier ist Zöllner von Grund aus anderer Auffassung: im wesentlichen genommen schreibt er die Geschichte des Territoriums des heutigen Österreichs. Woraus sich danach natürlich solche Dinge ergeben, wie z. B. Eisenstadt (Kismarton) erhielt 1373 das Stadtrecht, so steht es in dem Abschnitt über das späte Mittelalter; nur das erfahren wir nicht, daß es dieses Recht vom ungarischen König erhielt, weil ja erst im letzten Abschnitt behandelt wird, wie das Burgenland zu Österreich gelangte, und weshalb es gut war, daß man aus ihm ein gesondertes Bundesland schuf, anstatt das Gebiet unter die benachbarten Länder aufzuteilen. Dieser Gesichtspunkt, die Geschichte des heutigen Territoriums von der Urzeit an zu verfolgen, ist natürlich auch bei sonstigen zusammenfassenden Arbeiten nicht unbekannt, und im Falle Zöllners wird die Sache auch dadurch erleichtert, daß die Mehrzahl der heutigen österreichischen Bundesländer wirklich bereits vom Mittelalter an im großen und ganzen innerhalb der heutigen Grenzen bestand und auch tatsächlich eine gewisse lockere Einheit darstellte. Die Schwierigkeit (die nicht eingestandene Schwierigkeit) stellt hier eher Salzburg dar,

von dem wir zwar an gebührender Stelle, Anfang des 19. Jahrhunderts, erfahren, daß es unter österreichische Hoheit gelangte, doch auch bis dahin wird es immer so behandelt, als sei es nicht ein von den österreichischen Besitztümern der Habsburger völlig unabhängiges, ein reichsunmittelbares kirchliches Fürstentum gewesen. Unzweifelhaft ist, daß die mit den übrigen österreichischen Kronländern gemeinsame Abhandlung deshalb keine große Schwierigkeit verursacht.

Dem Autor verursacht auch die Tatsache keine Schwierigkeiten, daß Österreich im Zeitraum von 1526 und 1918 deswegen größer war als das heutige Land. Im Rahmen der allgemeinen Geschichte behandelt Zöllner die Entwicklung und die Maßnahmen der zentralen Behörden, diese bezogen sich *auch* auf das heutige Österreich, die wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklung aber betrachtet er nur innerhalb der heutigen österreichischen Grenzen. In dem die Zeit von 1740—1848 behandelnden Abschnitt erhalten wir nur einen ganz kurzen Überblick über die Bestrebungen der übrigen Völker der Monarchie. Beim Leser jedoch taucht dennoch die Frage auf, ob — sagen wir — der Mensch der Hallstatt-Kultur (mit dem und den übrigen Funden aus der Urzeit sich ein gesondertes Kapitel befaßt) mehr mit der heutigen österreichischen Nation zu tun hatte, oder z. B. die Tschechen, mit denen die Österreicher 43 Jahre vor dem Erscheinen der ersten Auflage des Buches noch in einem Staat lebten?

Natürlich, wenn wir den Gesichtspunkt des Autors berücksichtigen, den man ein wenig erzwungen *ad hoc* Territorialität nennen könnte, so müssen wir ihm Recht geben: er hatte mehr Beziehungen. Auch die schon mehrmals erwähnten übrigen zusammenfassenden Arbeiten geben stets einen solchen Überblick. Allerdings strebt Zöllner nicht immer danach, in dieser sich von der Steinzeit bis in unsere Tage erstreckenden Zusammenfassung die notwendigerweise eingetretenen Veränderungen der gesellschaftlichen Formationen zu beweisen.

Zöllner wünscht, eine österreichische nationale Geschichte zu bieten, d. h. die Ge-

schichte der heutigen österreichischen Nation mit ihren bis in die Urzeit zurückreichenden Vorgängen. Klar zeigt sich das in der Weise, wie er die Beziehungen zu den Deutschen, zum Reich erörtert. Um das Jahr 1000 herum war der Ausdruck Ostarrichi schon gebräuchlich, was innerhalb des deutschen Reiches ein gesondertes Territorium bedeutet und das Bewußtsein der Zugehörigkeit zu ihm. Im Zusammenhang mit der Königgrätzer Entscheidung von 1866 betont er hingegen noch, daß die Österreicher nicht auf einmal, mit einem Schlag ihre deutschen Traditionen verlieren konnten. Die Schwierigkeit der Bewertung in dieser Beziehung zeigt sich auch darin, daß Zöllner zufolge die Vertreter der großdeutschen Richtung nach der Herausbildung des einheitlichen Deutschlands unvermeidlich zu Lakaien der preußischen Politik wurden. Ein österreichisches Staatsbewußtsein hingegen konnte sich wegen des Ausgleichs nicht gestalten. (Ein österreichisches Nationalbewußtsein fordert zu dieser Zeit nicht einmal Zöllner von den Deutschösterreichern.) Gleichzeitig spricht er über die Schönerer-Bewegung im Zeitalter des Dualismus nur ironisch, sofern das sein disziplinierter Stil überhaupt erlaubt. Das Schweben zwischen dem deutschen und dem österreichischen Standpunkt, letzten Endes mit dem Übergewicht der Österreicher, zeigt sich vor allem in den kulturellen Unterabschnitten sehr klar. Im Mittelalter gehören die meisten deutschen Minnesänger zum kulturellen Gesamtbild, denn sogar für Walter von der Vogelweide ist Österreich zumindest Wahlheimat. Der schlesischen Dichterschule hingegen, die in der frühen deutschen Aufklärung und bei der Entwicklung der deutschen Literatursprache eine bedeutende Rolle spielte, widmet er — obwohl diese auf einem damals unter österreichischer Herrschaft stehenden Territorium wirkte — nur ein, zwei Sätze, den Namen Martin Opitz erwähnt er nicht einmal. In die österreichische kulturelle Entwicklung im 19—20. Jahrhundert reiht er all die Deutschen ein, die aus irgendeinem anderen deutschen Gebiet stammten, jedoch auf österreichischem Territorium wirkten, zumindest eine

Zeitlang, und ebenso all diejenigen deutscher Zunge, die auf österreichischem (oder tschechisch-mährischem) Gebiet geboren wurden, auch dann, wenn sich ihr Wirken außerhalb des Territoriums der Monarchie abspielte. Auf diese Weise kann er natürlich eine recht beachtliche kulturelle Entwicklungslinie aufweisen. Und vom Standpunkt der Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins aus hat er völlig Recht.

Gerade im Interesse des österreichischen Nationbewußtseins ist er bemüht, die österreichische Entwicklung sorgsam von der Frage der Habsburger abzutrennen. Wenn bei Hantsch das Haus Österreich beinahe im Mittelpunkt der Ereignisse steht, dominiert, so hebt Zöllner hervor, daß sich Österreichs Separierung innerhalb des Reiches eigentlich mit den Babenbergern verbindet. Die disziplinierende Kraft der Objektivität erlaubt ihm nicht, die Babenberger als die wirkliche österreichische Dynastie gegenüber den Habsburgern mit unsicherer Nationalität zu bezeichnen, doch auf jeden Fall verweist er darauf, daß die Verwurzelung der Habsburger-Herrschaft lange Zeit durch die Tatsache behindert wurde, daß sich die neue Dynastie mit von heimatlicher Erde mitgebrachten schwäbischen Notabilitäten umgab und mit ihnen die neu erworbenen Kronländer regierte.

Offensichtlich kommt es niemandem in den Sinn, das heutige Österreich Osteuropa zuzuordnen, oder aber in bezug auf frühere Perioden zu glauben, daß diese österreichischen Stammgebiete typische Formeln der osteuropäischen Entwicklung sind (das Habsburger-Reich als solches ist es natürlich schon). Doch einen etwas osteuropäischen Geschmack spürt der Leser dennoch, wenn er — wiederum nur mittelbar, diszipliniert — nicht nur an einer Stelle erfährt, daß die Quellen der Übel die Nachbarn waren; in der Zeit des Dualismus z. B. wurde die Entwicklung der österreichischen Landwirtschaft durch die ungarische Konkurrenz behindert. Er beschwört wiederum osteuropäische Reminiszenzen, wie er die territoriale Regelung nach dem ersten Weltkrieg behandelt: er mißbilligt, daß die 3 Millionen Sudetendeut-

schen nicht das Recht der nationalen Selbstverwaltung ausüben konnten (sie waren nicht die einzigen), oder wie er es — nicht unabhängig von heutigen aktuellen politischen Spannungen — zu beweisen versucht, daß die italienischen Ansprüche auf Südtirol unbegründet waren und Ost- und Nordtirol in zwei Teile zerrissen wurden, damit die Möglichkeit des geographischen Verkehrs abschneidend. Und er hält es für einen Fehler, daß Österreich 1945 dieses Gebiet bzw. dessen deutschsprachigen Teil nicht zurückerhielt.

Die Bedeutung der Nationalitätenfrage wird natürlich vom Autor betont, wenn er auch auf deren Details — unumgänglich — nicht eingeht. Ohne dies wäre ja der Zusammenbruch von 1918 unverständlich. Und in dieser Beziehung scheint es, als ob er die Perspektiven des heutigen Österreichs als ein bißchen zu eng fühlen würde. Denn er betont, welch ein Fehler es war, den Nationalitätenentwurf des Kremsierer (Kroměříž) Reichsrates zu verwerfen. Für ganz natürlich hält er das 1848 zwischen dem Hof und Jellačić geschlossene Bündnis gegen die Ungarn und für einen Fehler, daß das Regime weder 1861 noch danach in erforderlichem Maße die in Ungarn lebenden Nationalitäten zur Ablehnung der ungarischen Ansprüche oder zumindest ihrer Mäßigung benutzte. Er hat darin völlig recht, daß der Wiener Hof mit dem Ausgleich die ungarischen Nationalitäten den Ungarn opferte. Nur daß die Ungarn, genauer gesagt (wie wir das formulieren) die ungarische Großgrundbesitzer-Aristokratie und der Adel ein dennoch gewichtigerer und zudem für den Hof akzeptablerer Partner waren als die vom wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Standpunkt aus gleicherweise schwachen Nationalitäten. In dieser Beziehung vertritt Zöllner natürlich den früheren, allgemein bekannten österreichischen Standpunkt, angefangen damit, daß die 30%-Quote beim Ausgleich für die Ungarn günstig war, bis hin zu der aufgezwungenen Magyarisierung und zu dem sich im Weltkrieg zeigenden ungarischen Egoismus, der neben der Sabotage der Slawen ein grundlegender Faktor der Katastro-



phe war. Interessant ist von diesem Gesichtspunkt aus sein Hinweis, daß der tschechisch-deutsche Ausgleich in Mähren von 1905 sowie die Regelung der Nationalitätenfrage in der Bukowina im Jahre 1910 zeigen, daß der Nationalitätenzwist lösbar oder zumindest überbrückbar gewesen wäre, hätte es nicht die die Slawen aufstachelnde russische Einmischung gegeben. Deshalb erwähnt der Autor auch, daß vor 1914 breite Schichten Franz Ferdinand als dem Verwirklicher des Föderalismus vertrauten. (Darauf aber verweist er hingegen nicht, daß Franz Ferdinand in Wirklichkeit einen sehr eng zentralisierten, sogar Habsburg-zentrischen Staat, einen einheitlichen Staat von beinahe habsburgischer Nationalität zu verwirklichen wünschte.) Auf die komplizierten und bei weitem auch nicht auf einer Ebene auslegbaren Nationalitätenverhältnisse der Monarchie jedoch verweist sehr treffend die Bemerkung, daß eine der bedeutenden Persönlichkeiten der österreichischen Prosaliteratur, Marie von Ebner-Eschenbach, tschechischer Abstammung war, während aus der deutschsprachig geborenen Beatrix Pankl unter dem Namen Božena Němcová eine der großen realistischen Schriftstellerinnen der Tschechen wurde.

Zöllner ist ein bürgerlicher Historiker, auch wenn er das nicht betont, doch er bemüht sich auch nicht, dies zu vernebeln. Die österreichische Geschichte kennt nur eine Revolution, die von 1848. Im Herbst 1918 hören wir nur vom Zusammenbruch. Auch das ist vielleicht interessant, daß er über die österreichische Arbeiterbewegung vor 1918 sehr wenig schreibt, darauf jedoch verweist, unbegründet, daß von den Lösungsvorschlägen Renners und Bauers die Sowjetunion im Verlaufe der Lösung ihrer eigenen Nationalitätenprobleme viel übernahm.

Die sine ira et studio Disziplin kommt jedoch auch in dieser Beziehung zur Geltung. Zöllner macht nicht nur über die österreichische Sozialdemokratie, sondern auch über die Kommunistische Partei Österreichs keine zu beanstandende Bemerkung, auch hier ist sein Ton objektiv, höchstens im Zusammenhang mit den Ereignissen von 1956 in Ungarn

und von 1968 in der Tschechoslowakei hat er eine unfreundliche (oder zumindest als unfreundlich qualifizierbare) Bemerkung.

Das hängt natürlich, so meinen wir, grundlegend mit der ursprünglichen Vorstellung des Buches und seiner Konzeption zusammen. Auch an Zöllners Arbeit ist sehr zu bemerken, daß für die Charakterisierung einer historischen Arbeit das Zeitalter sehr viel wesentlicher ist, in dem es geschrieben wurde, als das, welches es behandelt. Die erste Auflage entstand noch zu einem Zeitpunkt, als die Koalition Sozialisten-Volkspartei regierte. Die hier behandelte 5. Auflage nimmt schon nicht nur die Tatsache der Volkspartei-Regierung, sondern auch die der Regierung der Sozialisten zur Kenntnis, doch wir haben das Gefühl, daß er mit seiner sich auferlegten kühlen Objektivität eigentlich die Konzeption einer immer koalitionsbereiten österreichischen nationalen Geschichte vertritt. Noch dazu eine solche koalitionsbereite Konzeption, die nur die Koalition der beiden großen Parteien als Eventualität in Betracht zieht, deshalb ironisiert er Schönerer, und deshalb stichelt er hier und dort die Liberalen des Zeitalters des Dualismus, jene Richtungen also, die in irgendeiner Form als Vorgänger der Freiheitlichen Partei Österreichs zu betrachten sind, und deshalb widmet er auch der Kommunistischen Partei keine besondere Beachtung. Wenn es an die Sozialistische Partei gerichtet sein mag, daß er für den Zusammenstoß im Jahre 1934 in erster Linie die Nationalsozialisten verantwortlich macht (S. 514) (obwohl auch die Trennung der beiden großen Parteien, die er als bedauernswert spüren läßt), so ist es an die Volkspartei gerichtet, daß Kanzler Dollfuß Verdienste um die Verwurzelung des österreichischen Staatsbewußtseins hatte, obgleich seine Methoden heute nicht mehr aktuell sind (S. 517). Oder da ist die Behandlung des Anschlußproblems nach 1918: damals bedeutete das eine Solidarität mit dem ebenfalls sehr hart bestraften Deutschland, und es hätte auch die Demokratie stärken können, ist jedoch heute nicht mehr aktuell (S. 499).

Unter den Unterabschnitten zur Wirtschaftsgeschichte sind einige recht gut ge-

lungene, z. B. der über das späte Mittelalter. Doch in bezug auf die Zeit des Kapitalismus beschränkt sich der Autor auf die Beschreibung (verweisen wir hier wiederum darauf, daß sich aus zahlreichen zusammenfassenden nationalen Geschichten Analogien zitieren ließen?) wo Fabriken entstanden, welche Industriezweige sich entwickelten usw. Doch für die Faktoren des wirtschaftlichen Wachstums hat er — wie es scheint — kein Verständnis auch nicht dafür, was der große Binnenmarkt der österreichisch-ungarischen Monarchie vom Gesichtspunkt der kapitalistischen Entwicklung aus bedeutete.

Zöllners Buch bemüht sich nicht nur in seiner Auffassung und seinem Ton (noch dazu mit Erfolg), objektiv und korrekt zu bleiben, es ist dies auch im allgemeinen in bezug auf die Tatsachen und Teilangaben, was bei einer ein so großes Zeitalter und ein so breites Thema umfassenden Arbeit eine sehr ehrenwerte Leistung ist. In den Details ließe sich natürlich mit seinen Feststellungen streiten. Es ist schwer zu akzeptieren, daß das Habsburger-Reich zu Beginn der Herrschaft von Maria Theresia in einer ebenso komplizierten Situation war wie im ersten Weltkrieg. Der Vergleich ist ohnehin verfehlt, denn es gilt, in dem einen Falle mit einer Vielzahl ganz anders gearteter Faktoren zu rechnen als im anderen. Joseph II. beurteilt er sehr kritisch, den Josephinismus als Ganzes hält er für problematisch und meint, daß die Bevormundung seitens der Regierung übertrieben war. Wir müssen auch einige ungenaue Formulierungen erwähnen, die es schade ist, in einem Werk solchen Charakters und Niveaus stehenzulassen. Cyrill und Method haben bei weitem nicht die ganze Bibel übersetzt, wie es die Formulierung des Autors ahnen läßt (S. 58), sondern nur einige Teile. Er erwähnt einen Reichstag von 1790 in Preßburg (heute Bratislava) (S. 328), offensichtlich davon ausgehend, daß ein großer Teil der ungarischen Reichstage in den Jahrzehnten vor 1848 wohl in Preßburg stattfand, wo doch besagter Reichstag in Ofen (Buda) abgehalten wurde. Hingegen läßt er Kossuth Anfang März 1848 in Ofen-Pest die Volksvertretung fordern (S. 356), obwohl

Kossuths Vorschlag am 3. März in Preßburg auf dem letzten ständischen Reichstag erklang. Auch läßt sich nicht sagen, daß Kollár Panslawe gewesen ist (S. 354), wenn auch spätere panslawistische Bewegung nicht unabhängig von ihm ist, doch die slawische Gegenseitigkeit (*vzájemnost*) Kollárs verwies noch nicht auf eine politische Vereinigung, berechtigt ist der Panslawismus aber nur in diesem Sinne zu benutzen. Die russische Intervention von 1849 erfolgte nicht über Siebenbürgen (S. 398), der Autor verwechselt hier offensichtlich das erste, tatsächlich in Siebenbürgen erfolgte Eindringen mit der Intervention vom Sommer 1849. Auch die Formulierung ist ungenau, daß es 1913 im ungarischen Parlament kaum noch Abgeordnete der Nationalitäten gab (S. 440), leider gab es sie eben vor der Jahrhundertwende nicht, nach 1900 stieg ihre Zahl bereits an, wenn sie auch bei den vor dem Kriege abgehaltenen letzten Wahlen zurückging. Die aufgezählten Beispiele zeigen, daß es sich eher um Verschreibungen handelt, als um ernste Irrtümer.

Bereits die Rezensionen früherer Auflagen haben mehrfach darauf verwiesen, wie gut die am Ende des Buches gegebene, in dieser Auflage mehr als 60 Seiten umfassende Bibliographie ist, die nach den Werken zusammenfassenden Charakters abschnittsweise, und innerhalb derselben im großen und ganzen gemäß den Unterabschnitten die wichtigste Literatur zu der Frage angibt. Der Autor hat sich hier wirklich darum bemüht, aus der alten Literatur das Wichtigste beibehaltend, die neuesten Ergebnisse möglichst detailliert aufzuzählen. So ist diese Zusammenstellung wirklich sehr nützlich. Wir können auch noch darauf verweisen, daß unter den ungarischen Publikationen alle fremdsprachigen gegeben sind, bis hin zu der 1974 erschienenen Geschichte Ungarns oder Domokos Kosárys Bibliographie. Es lohnt sich vielleicht doch zu erwähnen, daß die große, die Dokumente der ungarischen Jakobiner enthaltende Quellenpublikation von Kálmán Benda fehlt, obwohl sie mit ihren zahlreichen fremdsprachigen Quellen auch für des Ungarischen nicht kundige Forscher

von Nutzen sein kann. Und wir vermissen in der Bibliographie des Abschnitts über den Dualismus die sich mit der Entwicklung der österreichischen Arbeiterbewegung befassenden Werke.

Vier Landkarten, drei genealogische Tafeln und das übliche Namensverzeichnis ergänzen das Werk. Auf den Landkarten lassen sich die wichtigsten Veränderungen klar verfolgen. Doch es hätte vielleicht ein wenig mehr sein können. Und vor allem: In einer Arbeit solcher Art und solchen Umfangs mag die Frage auftauchen, weshalb gibt es keine Illustrationen? Natürlich hätten diese das Buch offensichtlich verteuert — auch bei uns ist das eine übliche Begründung. Doch tatsächlich um so viel? Wer dieses Buch kaufen kann, könnte dafür auch etwas mehr opfern.

Doch das sind schon innere Angelegenheiten des Verlages, es liegt uns fern, die Souveränität anderer zu verletzen. Unsere kurze Rezension erregt vielleicht einen zu negativen Eindruck — obwohl wir uns bemüht haben anzudeuten, daß es sich bei zahlreichen Negativa um allgemeinere Erscheinungen handelt und kein Privileg der Arbeit von Zöllner sind. Abschließend möchten wir darauf hinweisen, daß es sich im ganzen um ein solides, wissenschaftlich ausgereiftes und letzten Endes in sympathischem Ton gehaltenes Werk handelt, das in seiner Gattung, innerhalb der bürgerlichen Geschichtsschreibung wahrhaftig eine große Leistung darstellt. Seine ideologische Wirkung ist gewiß nicht unbedeutend, und gerade das ist vielleicht die Erklärung für die mehrfache Auflage.

E. Niederhauser

## *Краткая история СССР. I. С древнейших времен до Великой Октябрьской социалистической революции.*

### II. От Великой Октябрьской социалистической революции до наших дней

(Москва, 1972—1973, Наука. 440, 763 стр.)

В 1963 году впервые была издана краткая история СССР в двух томах для более широкой публики и для информирования иностранного читателя. Позднее работа появилась и на английском, французском и испанском языках, теперь же появилось переработанное и расширенное её издание.

Ответственный редактор первого тома Н. Е. Носов, члены редакционной коллегии Р. С. Ганелин, Л. М. Иванов и Д. С. Лихачев, кроме них в редколлегия входят Д. П. Қалистов, И. И. Смирнов, А. И. Копанев, Н. А. Қазакова, А. Г. Маньков, И. П. Шаскольский, М. П. Вяткин, С. С. Волк, С. М. Левин. Следовательно, в работе над томом наряду с несколькими старыми историками приняли участие в большинстве своем представители среднего поколения советской исторической науки.

В сущности относительно необширный материал изложен в 11 главах. В первой

главе излагаются древнейшая история и древнейшие государственные образования на территории СССР, в следующей главе — история древнего русского государства (киевского государства, как раньше было принято называть), в следующих же главах также в хронологическом порядке излагаются периоды русской истории (XIV—XV столетия, образование централизованного государства во второй половине XV и в XVI веках, XVII столетие, первая и вторая половина XVIII века, первая и вторая половина XIX века, эпоха империализма и, наконец, мировая война). Последняя глава кончается февральской буржуазной революцией. События, связанные с подготовкой Великой Октябрьской социалистической революции изложены уже в следующем томе.

Сама периодизация и названия отдельных подглав ясно указывают на то, что этот

том посвящен истории развития России, русского государства и позднее русской империи. Современные народы Советского Союза упоминаются в тексте в том историческом порядке, в котором они соприкосались в какой-либо форме с русским народом или входили в рамки империи. Этим этот том отличается от предыдущих советских изданий, потому что в них в пределах отдельных более-менее крупных периодов излагалось и развитие других более крупных народов. Вероятно в этом сыграли роль причины объема двухтомника, а может быть и та точка зрения, что такой способ изложения даёт больше возможности показать связи между народами.

Хронологическое разделение глав указывает также на то, что с приближением к новому времени в томе всё больше места отводится каждому периоду, таким образом почти половина всей работы показывает развитие с самого начала до конца XVII века, тогда как вторая половина излагает историю XIX и начала XX веков.

В соответствии с научно-популярным характером книги основу изложения составляет то, что у нас обычно называют событийной историей или политической историей. Но конечно, в каждой главе имеется раздел, посвященный экономическим и общественным отношениям, однако, это не механически стоит в начале главы, а обсуждается в самом подходящем месте, например, в главе, посвященной первой мировой войне, после изложения предшествующих войне дипломатических шагов и военных событий в томе излагается, какое влияние оказала война на экономическую жизнь империи. В этих разделах делается упор на экономические вопросы, а картину общественного развития авторы дают только в самых крупных чертах, по всей вероятности из-за недостатка места, например наряду с показом основных классов эпохи капитализма авторы ничего не могут сказать и о положении остальных слоев общества, или например, высказаться по вопросам общественного сознания.

Почти каждая глава уделяет довольно

большое место по отношению к объёму всей работы вопросам развития культуры. Здесь авторы явно стремятся ко тому, чтобы не просто перечислить имена и названия произведений, а стремятся выпятить, сделать ощутимыми самые существенные черты культуры данного периода. Однако этого удалось достигнуть только относительно более ранних периодов, в XIX столетии, где между прочим более обширные разделы посвящены вопросам культуры, авторы знакомят в большинстве своем только с самыми известными личностями и только в отдельных областях культуры. Именно то обстоятельство, что культуру этой эпохи исследуют по отраслям, привело к тому, что здесь не излагается общественное и политическое мышление, а показывают самые важные факты, как событийную историю. Хотя здесь авторы и показывают конечно в общем прогрессивные течения и произведения, но начиная с середины XIX века уже обнаруживаются пробелы, так как не говорят о различных течениях русского национализма или об идеалистической философии на рубеже XIX и XX веков. Конечно, с точки зрения дальнейшего развития прогрессивные течения являются более значительными, но в пределах отдельных периодов играли роль и другие направления, на это следовало бы указать и при таком небольшом объёме.

Итак, большую часть содержания составляет событийная история, но показ событий является очень уравновешенным. Конечно авторы исследуют прошлое со стороны угнетенных классов, подобающее место уделяют народным революционным движениям и особенно большое место уделяют рабочему движению. Но в то же время не забывают о господствующих классах, и о главах правительств, очень удались портреты отдельных царей начиная с Ивана III вплоть до Николая II. В периоды новой истории отведено значительное место и внешней политике, авторы исследуют русскую внешнюю политику в связи с общеевропейской и вообще избегают тех ошибок прежних обобщающих работ, которые заключаются в том, что преувеличи-

вали позитивную роль России в Европе и особенно на Балканах. Пожалуй, здесь можно сделать критическое замечание только относительно того, что ставятся вопросы национальной самообороны или национальные задачи России или антинациональная деятельность иностранных завоевателей в такие ранние эпохи, когда едва ли еще можно говорить о нации в современном понимании.

В первом томе неоднократно подчеркивается многонациональный характер русской империи, как в событийной истории, так и в главах, посвященных культуре, часто идет речь о прогрессивных связях между народами. А также правильно указывается на то, что присоединение отдельных народов к русской империи было для них позитивным явлением — особенно в дальних перспективах, но необходимо было бы показать, что присоединение территории Закавказья, Туркестана и других областей Средней Азии в эпоху капитализма означало и пополнение недостающих колоний.

Авторы работы стремятся коротко обобщить более-менее принятую точку зрения относительно всех периодов истории, следовательно в целом представляют ту концепцию, которая сложилась относительно истории России или Советского Союза в основном на протяжении последних трех десятилетий. Итак в первом томе подчеркивается позитивное значение освобождения из-под монгольского ига и сложения русского государства вокруг Москвы. В оценке Ивана IV пожалуй на этот раз больше критических замечаний, чем в предыдущих обобщающих работах. Конечно, подчеркивается огромное значение реформ Петра I, роль единого господствующего класса, сложившегося из слияния аристократии и служилого дворянства, во второй половине XVIII века, роль революционного движения дворянства и разночинцев, чтобы позднее показать кульминационный пункт революционного движения до Октября в деятельности партии большевиков, руководимой Лениным. Как и раньше, в оценке мелкобуржуазных пар-

тий эсэров и меньшевиков авторы занимают критическую позицию, но в вопросе движения народников во второй половине XIX века проявляют больше понимания, чем раньше, в случае Бакунина авторы тоже подчеркивают главным образом его позитивную революционную сторону. Конечно, в советской исторической науке имеются дискуссии, расхождения мнений по многочисленным вопросам, по которым авторы должны были занять определенную позицию, что они и делают без того, чтобы упомянуть об этих дискуссиях, что при таком небольшом объеме двутомника, учитывая характер работы, очевидно нельзя было сделать. Так, начало абсолютизма авторы первого тома относят к началу XVIII века, т. е. связывают с Петром I, а относительно предыдущего периода указывают на значение сословных учреждений. Или начало разложения феодализма относят к концу XVIII века и из-за краткости изложения не говорят, что оно в полной мере проявилось уже в середине столетия.

В конце тома имеется краткая хронологическая таблица, указатель имен и географических названий, а также библиография. Библиография содержит новейшую советскую историческую литературу по отдельным периодам (или по главам), следовательно, литературу на русском языке. В этом томе это и понятно, но если его издадут на иностранном языке, по всей вероятности тогда будут думать и о литературе на иностранном языке. Иллюстрации в тексте хорошие, особенно относящиеся к новой истории, где портреты того времени, даже уже фотографии делают осязаемым излагаемый период. Однако является совершенно непонятным, что в томе нет карт. Возможно имеются исторические атласы, которыми советский читатель может пользоваться, но подобного характера книга не может рассчитывать на то, что читатель пополнит недостаток при помощи других изданий.

Обобщая, можно сказать, что первый том кратко, концентрируя внимание только на самые существенные события, дает хорошее представление о развитии России,

верно показывает борьбу прогрессивных сил всех времен за развитие России и за общественный прогресс.

\*

Ответственный редактор второго тома член-корреспондент Академии Наук А. М. Самсонов, члены редколлегии: Д. А. Коваленко, Ю. И. Короблёв, Г. Д. Комков, В. А. Куманёв и А. П. Ненароков. Среди авторов находим и имена А. Р. Шуригина, Н. А. Ивницкого, И. М. Волкова, А. О. Чубарьяна и других. В создании тома принимали участие, например, такие известные специалисты Института марксизма—ленинизма, как С. А. Андронов, Г. А. Деборин, И. В. Берхин, Е. Г. Гимпельсон, В. Д. Поликарпов и другие.

Более чем пятидесятилетняя история СССР разделена в томе на 8 глав. Каждая глава представляет собой единое хронологическое и тематическое целое, за исключением 8 главы, в которой обобщается все развитие культуры. Построение и характер глав неодинаков. Метод изложения и построения тех частей, которые посвящены Октябрьской революции, годам гражданской войны и Великой Отечественной войны, находятся в полной гармонии с характером и целью издания. Однако в третьей и четвертой главах, излагающих историю 1920-ых и 1930-ых годов, не осуществляется, например, принцип историчности, в противоположность первой и второй главам, не уделяют должного внимания объяснению, оценке новых исторических явлений, важных с точки зрения понимания эпохи. В части, посвященной периоду после 1945 года, бросается в глаза отсутствие целостности построения. Кроме того, например, на 7 главу, посвященную развитию 1959—1971 гг., накладывается свой отпечаток отсутствие достаточной исторической перспективы, в ней необоснованно перемешиваются хронологический и тематический методы изложения.

В первой главе, используя достижения советской исторической науки периода подъема и расцвета, излагаются особенности

развития российского монополистического капитализма, как экономическое и общественные предпосылки Октябрьской революции. Естественно, что авторы при изложении революционных событий сосредоточивают внимание на движениях, изменениях в политической сфере, на ход общественной борьбы. Они неоднократно подчеркивают роль и значение Ленина в изменениях, ведущих от февральской революции к социалистической, что было бы более убедительным, если бы они, давая анализ, представили и его споры и дискуссии со своими учениками и товарищами. Положительным моментом первой главы является то, что наряду с вполне оправданным подробным изложением петроградских событий серьезное внимание уделяется и показу общественных и политических движений, происходящих по всей стране, а при изложении победы социалистической революции в Москве подчеркиваются и её принципиальные уроки. Удачным является и то, что при оценке пролетарской диктатуры — в соответствии с особенностями конкретной исторической ситуации — делается различие между социалистическими и буржуазно-демократическими завоеваниями революции.

Уже здесь в первой главе следует отметить, что во втором томе с сознательной последовательностью освещаются вопросы национальной политики — и здесь и во всех главах — в соответствии с объективной обстановкой и их значением, включая их в процесс развития всего общества. Изложение внешней политики, что является заключительной частью каждой главы, здесь расширено оценкой исторического значения Октябрьской революции. Что касается внешней политики в узком понимании, новым является то, что излагая историю брестского мира, авторы говорят не о стратегической ошибке Троцкого, а о его тактической ошибке. В части, дающей оценку исторического значения Октябрьской революции при подчеркивании её влияния на весь мир наблюдается нарушение пропорций. По нашему мнению общеевропейский отклик и последствия пер-

вой пролетарской революции авторы обобщают слишком сжато.

Вторая глава, которая посвящена периоду гражданской войны и которая относится к самым лучшим частям второго тома, следует лучшим традициям ранних советских монографий, эффектно синтезирует их достижения. Период 1918—1920 годов изображается в томе как продолжение классовых столкновений революций 1917 года. (Возможно поэтому кажется недостаточным изложение военной истории.) В соответствии с этим в томе дается хорошая четкая картина о классовой базе контрреволюции вплоть до интересов отдельных общественных групп, хорошо оцениваются колебания мелкобуржуазных классов и слоев общества. Авторы тома уделяют большое внимание — и не без основания — оценке экономической и общественной политики советской власти, выделяя тот важный критерий этой политики, что хотя она гибко приспосабливалась к объективным или мнимым интересам общественных групп, но в то же время она последовательно ориентировалась на сохранение завоеванных позиций социализма. В результате того, что Октябрьская революция имела неоднородную общественную базу, существовал острый конфликт между интересами экономической политики и союзной политики, советская власть преодолела этот конфликт, по крайней мере более успешно, чем контрреволюционные режимы. Если можно сделать критическое замечание к этой главе, то только относительно того, что не дает достаточно ясной картины о соотношениях внутренних общественных сил национальных территорий, таким образом чувствуется дисгармония между изменениями соотношения общественных сил в целом и по местам. Далее, по нашему мнению недостаточно подчеркнут тот факт, что победу социалистической революции внутренне сделала несомненной победа в гражданской войне.

Третья глава называется «Восстановление народного хозяйства» и охватывает период 1921—1925 годов. Первая часть

главы содержит четкую, легко обозримую оценку. Авторы стараются найти связь между разнообразием интересов общественных течений, но теоретические и прочие разногласия остаются вне поля зрения. Этим объясняется, что взаимосвязи военного коммунизма и НЭП-а рассматриваются только со стороны объективного общественно-экономического положения. Мотивировка и оценка НЭП-а, приводящая многие цитаты из произведений Ленина, является убедительной и ясной. Бросается в глаза, что НЭП показан в первую очередь как аграрная политика, а при оценке подчеркивается его влияние на все народное хозяйство. Подобная непоследовательность проявляется и во второй части главы, где не разграничиваются друг от друга значение последних работ Ленина, смерть Ленина, экономические результаты НЭП, обострение классовых конфликтов и самые главные спорные вопросы внутренней политики этого периода. Описание создания Советского Союза, по нашему мнению, не вызывает никаких вопросов. Интерес примыкающей к главе части, посвященной внешней политике, состоит в том, что подробно показывает сложение экономических и торговых связей Советского государства, в то время как события, связанные с дипломатическим признанием Советского Союза изложены только в общих чертах.

Читая четвертую главу, посвященную периоду 1926—1941 годов, может возникнуть вопрос, как судить об объемах отдельных глав. Однако вопрос хронологического определения отдельных периодов является более важной проблемой. Для нас неубедительно, что глава начинается 1926-ым годом. Если учесть не стремления партии, а объективные процессы, то по нашему мнению 1926—1929 годы больше относятся к первой половине 1920-ых годов, чем к следующим годам, а период 1929—1941 представляет собой более единую по содержанию главу, так как грандиозное развитие промышленности, революционное переустройство аграрных отношений начались в 1929 году и остались самым характерным для жизни СССР вплоть до начала второй мировой войны.

В том доказывається, що починаючи з першого п'ятирічного плану складається соціалістична економічна і суспільно-політична практика, яка внаслідок знайде відображення і в політичній надбудові.

Між тим, глава побудована на досягненнях монографій і публікацій джерел. Перехід від однієї групи проблем до іншої відтворює на задній план хронологічне викладення. При викладі кола проблем, пов'язаних з соціалістичною індустріалізацією, залишаються в тіні передіснуючі цьому економічні і політичні дискусії, надається недостатнього місця політ-економічній і теоретичній оцінці вступившої в дію економічної політики, не освітлюються належним чином і джерела соціалістичної індустріалізації. Позитивною стороною глави є те, що за нашою думкою, те, що індустріалізація розглядається не тільки з боку суспільно-економічного прогресу, але і з боку історичного положення російської держави, а також вказується на зв'язок індустріалізації з національною політикою. Заслуживає схвалення прагнення до обережної оцінки. Авторами не оцінюються надто високі досягнуті результати, не вважають їх заслугою історичних осіб, не тільки освітлюють і помилки і недоліки, які вони не зменшують. За успіхами, досягнутими в даних історичних умовах стоять загальні зусилля трудящихся мас і пролетарської партії, вони разом беруть на себе відповідальність за недоліки і разом прагнуть виправити їх. Так, наприклад, ставляться проблеми квартирних і побутових умов, які до сих пор не отримували належного уваги в роботах. Однак ми не знаємо, чому можна пояснити, що автори для доказування успіхів цитують буржуазну пресу того часу. Нам здається, що інші джерела були б більш переконливими.

Описання колективізації сільськогосподарства в своїх окремих частинах нерівномірно, неоднаково. Вона не пов'язана з цілою економічною політикою. Мно-

госторонньо розглядається питання ліквідації кулацтва, перед нами стоїть реальна картина ходу колективізації. Однак автор не затримується питання безпосереднього впливу колективізації на сільськогосподарське виробництво. Нам здається, що автор, узагальнюючи великі перетворення тридцятих років, перебільшує зміни, що відбулися в суспільному свідомості, а також, за нашою думкою, оцінка відносин між національностями є занадто сумарною. Однак головний недолік глави полягає в тому, що політичні події десятиліття, зрозумілі в вузькому сенсі, майже не згадуються. Заключительні частини глави присвячуються питанням підготовки до війни. Відповідно до цього мемуарів Жукова (автор цитує його) немає ні слова про легенду несподіваного нападу, не перебільшена і відповідальність керівників. Швидше говориться про те, що Радянський Союз готувався до війни і зробив всі можливі реальні зусилля в цьому напрямку (стор. 282).

Глава, присвячена історії Великої Вітчизняної війни, динамічно розвивається органічне ціле. Авторами розкривається тема, групує її навколо найбільш великих воєнних подій, паралельно показуючи мобілізацію економіки і зусилля в області зовнішньої політики. В кінці глави вони вказують на декілька відомих історіографічних проблем, наприклад, — оцінка ролі Радянського Союзу в другій світовій війні, значення англосаксонських поставок і оцінка командуючих. Авторами показуються грандіозні розміри радянсько-німецького фронту, його вирішальне значення з точки зору ходу другої світової війни. В зв'язі з характером війни в книзі стверджується, що після 22 червня 1941 року в результаті вступлення Радянського Союзу в війну до сих пор чисто імперіалістична війна переростає в справедливий антифашистський війну. В главі відчувається, що мова йде про такий період історії, який у всіх своїх частинах, у всіх зв'язках розроблений в монографіях, присвячених от-



дельным вопросам Отечественной войны. Этим объясняется одинаковый уровень всех частей главы, её убедительность и легко обозримое построение.

Построение главы, охватывающей развитие страны после 1945 года на протяжении почти полутора десятилетий, не соответствует научно-популярному характеру издания. В ней перемешивается хронологический метод изложения, метод изложения по группам проблем с изложением по срезам. В результате этого бросается в глаза повторение внешнеполитических частей, которые имеются при описании отдельных съездов и в конце главы. Примечательно, что автор подчеркивает возникновение и развитие социалистического лагеря, его роль в экономическом развитии страны, рассматривая его с точки зрения политического положения Советского Союза (в следующей, 7-ой главе тоже). В этой главе сильнее подчеркивается значение международного рабочего и коммунистического движения, чем например, в главах до 1945 года. В соответствии с хронологическим методом изложения вопросам восстановления советских территорий, освобожденных из-под немецкой оккупации, вопросам перехода к мирному строительству и результатам восстановления хозяйства страны посвящается первая часть 6-ой главы. Автор подводит итоги военных разрушений и указывает на трудности восстановления, опираясь на монографии, посвященные этим вопросам. Как известно, данные 1940 года превысили прежде всего в тяжелой промышленности, которая играла главную роль и до войны, и которая исключительно развивалась и в 1941—1945 годы, что было вызвано военной необходимостью. Уже в это время можно наблюдать — хотя и только в виде отдельных указаний — такие явления экономического развития, которые позднее, через десять лет поставили на повестку дня реформу управления экономикой. Экстенсивные источники, составляющие основу системы управления, принятую в 1929 году, иссякли, предыдущая практика планирования не могла охватить хозяйство во всех его частях, которое до-

стигло огромных размеров и стало чрезвычайно сложным по своей структуре. Технический уровень многих ключевых отраслей промышленности отстал от требований времени. Очень хорошо разработана часть о восстановлении сельского хозяйства. С использованием новейших достижений и новейшей точки зрения советской науки описываются огромные потери в машинах, тягловой силе, орудиях труда и очень тяжелый недостаток рабочей силы. Это последнее усугублялось тем, что восстановление промышленности отнимало от сельского хозяйства все новые и новые рабочие руки. Тяжелое положение, причиненное разрушениями, усугубила засуха 1946 года, осложняли положение и недостатки в управлении, излишняя централизация. Часто становилось необходимым вмешательство центральных партийных органов и правительства. В результате приложенных усилий осуществили социалистическое преобразование сельского хозяйства в новых советских республиках, в производстве зерновых достигли уровня 1940 года, который — как узнаем ниже (стр. 426) — и тогда не мог обеспечить оптимальные потребности, но в более интенсивных отраслях (например, в животноводстве) проявились трудности.

В разделе главы под названием общественно-политическая жизнь страны затронуто очень много проблем. Собственная идеология, живущая еще в качестве пережитков, буржуазная мораль и оживление местного национализма, наряду с вредным влиянием немецкой оккупации, сделали необходимым выдвижение на передний план идеологической борьбы. Говоря о культурно-политических постановлениях, укрепляющих социалистическую культуру, партийность, автор только поверхностно указывает на недостатки советской демократии и на искажения, вызванные культом личности. В этой части идет речь о XIX съезде партии, который обсудил итоги восстановления, указал на недостатки экономики, в области сельскохозяйственной политики подчеркнул необходимость осуществления принципа

материальной заинтересованности и одобрил задачи пятилетнего плана, который был уже в процессе выполнения. В вышеупомянутом разделе главы речь идет, наряду с оценкой международного положения, данного XIX съездом, и о смерти И. В. Сталина, о результатах хозяйственного строительства, автор дает слишком сжатую оценку скончавшемуся первому секретарю, говорит о стремлениях партийного руководства восстановить ленинские нормы. В этой же части говорится о неправильных тенденциях в национальной политике, проявившихся в 1930-ые годы и в годы второй мировой войны, и о их уничтожении. Часть кончается оценкой экономических успехов пятого пятилетнего плана.

Следующая, хорошо удавшаяся часть главы посвящена подъему в развитии сельского хозяйства. С самого начала в главе обращается внимание на те факторы, которые объясняют относительное отставание в этой области. Среди объективных факторов автор упоминает военные разрушения, усиленную индустриализацию, международную обстановку холодной войны, ограничение экономической самостоятельности колхозов, нарушение принципов материальной заинтересованности — это последнее было вызвано необходимостью, т. е. перечисленными факторами. Автор указывает на так называемые субъективные факторы, выделяя среди них опеку местных партийных органов над сельскохозяйственными предприятиями. Быстрое развитие 1953—1958 годов стало возможным в результате новой аграрной политики партии. Самыми главными чертами этого периода является некоторое изменение политики цен (в 1952—1968 годы закупочная цена пшеницы возросла в 6 раз, а закупочная цена рогатого скота — в 12 раз, стр. 427), увеличение капиталовложений в области сельского хозяйства, что стало возможным в результате общего экономического положения страны, а также усилия в области технического развития. Очень подробная картина дается об освоении целинных земель и о значении этого. В стране значи-

тельно расширили площади пахотной земли, что является экстенсивным методом развития, в результате этого пришлось разделить между старыми и новыми пахотными землями те материальные средства, которые надо было вложить для интенсификации прежних площадей, отрицательные последствия этого стремились смягчить и уничтожить разными мероприятиями и постановлениями в области аграрной политики после 1964—65 годов.

Следующая часть 6-ой главы называется «Увеличение руководящей роли партии. XX съезд КПСС». В ней идет речь о культе личности, о нарушении социалистической законности. Автор обобщает те конкретные исторические условия — изолированность страны, обострение классовых столкновений, противоречия рабоче-крестьянского союза, антипартийная оппозиция —, которые привели к усилению централизации, к ущемлению демократизма и породили наряду с культом личности явления, искажающие социалистическое развитие. В то же время автор подчеркивает серьезные результаты в социалистическом развитии, достигнутые в эти годы. Об этом шла речь и в четвертой главе. Следующая часть главы, «Окончательная победа социализма», посвящена результатам, достигнутым в стране к сороковой годовщине Октябрьской революции, а также внешней политике СССР 1945—1958 годов.

В предпоследней главе речь идет о событиях начиная с 1959 года вплоть до наших дней. 1964—1965 годы прошли под знаком поисков пути в экономической политике. Стало возможным и необходимым дальнейшее развитие старой, слишком централизованной директивной системы управления. Чрезвычайный XXI съезд партии в ходе своей работы превратил 6-ой пятилетний план в семилетний, выполнение которого в области сельского хозяйства отстало от слишком смелых директив плана. Партийные пленумы, проведенные в 1964—1965 годах, привели к качественным изменениям в первую очередь в области управления экономикой. Научное планирование, увеличение самостоятельности

предприятий, осуществление принципа материальной, экономической заинтересованности, изменение пропорций между отраслями, первостепенность увеличения производительности труда стали основными принципами хозяйственной политики и практики, что подтвердило экономическое развитие ближайшего прошлого. XXIII и XXIV съезды КПСС подвели итоги достигнутым результатам и наметили дальнейшие задачи. Наряду с этим в главе отводится отдельное место событиям, связанным с 50-ой годовщиной Октябрьской революции и столетием со дня рождения Ленина. В связи с этим, например, приводится обобщающая таблица изменений общественной структуры, происшедших за полстолетия (стр. 512). Из этой таблицы следует, что число рабочих и служащих в 1913 и 1928 годах составляло приблизительно 17%, к концу 1930-х годов половину населения, еще через два десятилетия уже больше, чем две трети населения, а в 1969 году 78,41%. Интересно, что число рабочих в этом в 1913—1928 годы уменьшилось на 2%, в 1939 году составляло 32,6%, в 1969 году — 54,5%. Другая таблица свидетельствует об уничтожении господствующих и мелкобуржуазных классов, а также о том, что число колхозного крестьянства в 1939 году составляло 42%, а к 1969 году сократилось до 21,5%.

В последней главе рецензируемого тома обобщаются достижения в области культуры более, чем за полстолетие. Начиная с момента победы Октябрьской революции вопросу революции в области культуры уделялось особое внимание. Повышение уровня образования народных масс, формирование социалистического сознания играли важную роль в социалистическом строительстве. В результате исторического наследия социалистическая революция в области культуры началась ликвидацией безграмотности и введением новой школьной политики. Согласно декрету Совета комиссаров от 26 декабря 1919 года, каждый гражданин в возрасте от 8 до 50 лет обязан был овладеть грамотой на русском или своем родном языке. В интересах этого со-

ветское государство сокращало рабочее время и стремилось обеспечить все прочие условия. В течение одного десятилетия 10 миллионов человек научились читать и писать. Первый пятилетний план представлял собой большой шаг вперед и в этой области. 34 миллиона человек учились писать при помощи учителей «добровольцев». 1940 году удалось уничтожить безграмотность среди взрослых. В области школьной политики самые главные задачи были строительство новых школ — к 1920 году открыли 13 тысяч школ! —, расширение подготовки учителей (к 1920 году число учителей увеличилось в 4 раза по сравнению с 1911 годом), и образование женщин. В результате усилий государства и всего общества в 1930 году сделали обязательными четырехклассное образование, затем 20 тысяч новых школ, построенных в течение второй пятилетки, создали условия для введения всеобщего обязательного и, конечно, бесплатного семилетнего образования.

Создание социалистической интеллигенции тоже являлось одной из важнейших задач культурной революции. В результате специфического общественного развития царской России был непропорционально узким слой интеллигенции, специалистов. Большинство этой интеллигенции выступило против новой государственной власти. Организация так называемых рабочих факультетов, обеспечивающих образование талантливым детям из народа, способствовали смягчению недостатка в специалистах. И в этой области — в ходе так называемой коренизации — большое внимание уделялось развитию национальных областей. До войны 80% советской интеллигенции составляли «новые люди», происходящие из народа, которые отбирались при сознательной кадровой политике в ходе динамической социальной мобильности. В период после 1945 года школьная система стала главным рычагом вертикального социологического перемещения.

В дальнейшем в главе рассматриваются первые успехи советской культуры по отраслям искусства. Авторы выделяют роль

А. М. Горького в советской литературе, который своим искусством и авторитетом помог выбраться из зарослей различных «измов». Много имен и произведений перечисляется в этой части, но не уделяется должного внимания дифференцированию идейности разных направлений и развитию национальных литератур. В поэзии — по мнению авторов — роль, подобную Горькому, играли Демьян Бедный и В. Маяковский. Если из литературы 1920-ых годов автор выделяет художественные произведения, отображающие великие преобразования эпохи, то из литературы 1930-ых годов выделяет произведения, посвященные историческому прошлому русского народа, но не указывает на идейно-политический фон, на котором произошло изменение в выборе тем.

Говоря о других отраслях искусства, авторы подчеркивают количественные изменения в театральной культуре и возникновение национальных театров. Фильм рассматривается как средство массовой коммуникации, как средство воспитания народа, речь идет и о великих мастерах-режиссерах (С. Эйзенштейн, В. Пудовкин, А. Довженко), создавших произведения большой художественной силы.

Отдельная часть главы посвящена культурной жизни в годы Отечественной войны. Здесь следует упомянуть роль различных отраслей наук в годы войны. Подъем в области образования после войны начался пополнением огромных потерь. Области, где было больше всего культурных учреждений, стали во время войны полями сражений, что еще больше увеличило потери. С 1949 по 1952 год удалось восстановить обязательное общее семилетнее обучение, уже в это время в соответствии с требованиями более высокого жизненного уровня на передний

план выдвинулись вопросы содержания образования. После превращения средней школы во всеобщую в шестидесятые годы открылась возможность для испытания на практике педагогических идей, которые стремились подчинить образование интересам производства. Эта точка зрения осуществляется и при обсуждении дальнейшего развития науки. На переднем плане стоит развитие геологии, военной техники, исследований в области атомов. Автор указывает также на то, что децентрализация научной жизни тоже является характерной чертой этого периода, в ходе которого становится все большим и международный авторитет советской науки, особенно в результате успехов в исследовании космоса. После показа направлений в развитии литературной и художественной жизни в заключительной части главы говорится о том, что в наши дни социалистическая культурная революция вступила в свой заключительный период.

В заключение следует упомянуть, что в конце тома в соответствии с характером издания имеются список литературы, краткая хронологическая таблица и указатель имен и географических названий. Как мы уже указывали выше, в библиографии перечисляются — в различной пропорции — публикации источников и новейшие монографии. Удачно подобраны к тексту иллюстрации, но и в этом томе отсутствуют карты.

И наконец, следует заметить, что вопреки некоторой уже упомянутой непропорциональности в томе отражается современная позиция советской исторической науки и хорошо обобщаются изменения, происшедшие с 1917 года до наших дней.

*Л. Меньхарт—Э. Нидерхаузер*

*Armgard von Reden: Landständische Verfassung und fürstliches Regiment in Sachsen-Lauenburg (1543–1689)*

Veröffentlichung des Max-Planck-Institutes für Geschichte,  
Schrift 41.

Göttingen, 1974. Vandenhoeck-Ruprecht. 284 S.

Der Erforschung der Ständeordnung, als einer geschichtlichen Erscheinung kommt in den letzten Jahren ein hervorragender Platz in der Universalgeschichte zu. Innerhalb dieses umfangreichen Themas interessiert die Forscher in erster Linie die Entwicklung des ständischen Dualismus, wie sich in den verschiedenen Epochen die Macht zwischen dem Herrscher und den Ständen spaltete, welcher von ihnen eine größere Rolle in der Gesetzgebung spielte und welche die vollziehende Macht besaß und wie sich die konstitutionelle Staatsform aus den schon seit Jahrhunderten andauernden Kämpfen herausbildete. So geriet in den Vordergrund des Interesses der Landtag, der den Hauptschauplatz der Auseinandersetzungen zwischen den Ständen und den Herrschern bildete.

Die liberale bürgerliche Auffassung war noch dazu geneigt, in den Landtagen die individuellen Erscheinungen der nationalen Entwicklung, die speziellen Offenbarungen des »nationalen Charakters« zu sehen. Seitdem aber Otto Hintze in den zehner Jahren des XX. Jahrhunderts die Typologie der europäischen ständischen Landtage zusammenstellte, wurde es klar, daß die Entwicklung der Landtage in ganz Europa gemeinsame Züge aufweist. (Typologie der ständischen Verfassung des Abendlandes. Neuerscheinung des Werkes, im Band, O. Hintze, Staat und Verfassung 1962.)

Seit den Forschungen von Hintze hält es die Geschichtsforschung für grundsätzlich, in den ständischen Organen und Institutionen, so vor allem in der Zusammensetzung der Landtage und in deren Tätigkeit nach gemeinsamen Zügen zu suchen, weil man hieraus Folgerungen ziehen kann, die das Wesen der gesellschaftlichen Entwicklung betreffen.

Hintze hat zwei grundsätzliche Typen unterschieden. Der erste ist das Zweikammersystem (sein Prototyp ist das englische), in dem sich einerseits die Vertreter der Aristokratie und des hohen Klerus, andererseits die Vertreter des Mittel- und Kleinadels, der niederen Geistlichkeit und das Bürgertums an verschiedenen Tafeln zur Beratschlagung versammelten und jeweils per Tafel abstimmt. Der andere Typ ist das sogenannte kuriale System, indem sich keine obere und untere Tafel bildete, sondern die vier Stände (Geistlichkeit, der Hochadel, die Ritter, die Städte) in einzelnen Kurien miteinander konsultierten und das Verhältnis der pro Kurien für eine zählenden Stimmen die Fragen entschied. (Z. B. in Frankreich und in den österreichischen Provinzen.)

Nach Hintze zeichnet die gegenwärtige Geschichtsschreibung die Eigenart der verschiedenen Landtagstypen immer detaillierter auf, nämlich wie sie sich aus den Einkammerversammlungen der Anfangszeiten schon im frühen Mittelalter herausbildeten und sich oft in verschiedenen Richtungen entwickelten. Eine Sondersektion des Internationalen Geschichtskomitees befaßt sich mit der Geschichte der Ständischen Vertretungen. Alle ihre Ausgaben können wir nicht erwähnen, aber nennenswert ist einer ihrer Bände, der in der Ausgabe des Max-Planck-Instituts erschien, dessen Redakteur Dietrich Gerhard ist, ein ausgezeichnete Kenner dieser Frage. Diese Ausgabe charakterisiert die ständischen Versammlungen verschiedener Länder der Reihe nach, beschreibt ihre Entwicklung, ihre Tätigkeit und bestimmt ihren Platz in der allgemeinen Entwicklung. (Ständische Vertretungen in Europa im 17. und 18. Jahrhundert. Göttingen 1969.)

Gleichzeitig mit den allgemein-zusammenfassenden Arbeiten, teilweise diese schon

weiterführend, begannen die Einzeluntersuchungen je nach Ländern, die in ihren Standpunkten und Ergebnissen in unseren Tagen weit über die Auffassungen von Hintze hinausreichen. Unter der Tätigkeit des Landtages den konkreten Erscheinungen des Ringens der Stände und der herrschenden Klassen forschte man einerseits nach dem gesellschaftlichen Hintergrund der Kämpfe, andererseits nach der Wirkung und der Geltungsweise der politischen Theorien. Fragen tauchten auf, die u. a. geklärt haben wollten, wie sich die Veränderungen in den inneren Verhältnissen der Gesellschaft auf die Kräftigung oder Schwächung der Stände auswirken, welchen Anteil die gesellschaftlichen Klassen an den Kämpfen um die Macht haben, wie sich die Verschiebungen innerhalb des ständischen Dualismus im Kampf mit dem Herrscher widerspiegeln und wie die gesellschaftlichen Kräfte im Verhalten der politischen Institutionen und in der Zusammensetzung des Landtages zur Geltung kommen. Neben den gesellschaftlichen Beziehungen traten auch ideologiegeschichtlichen Fragen in den Vordergrund. So z. B. die Frage, wie sich das politische Denken der Neuzeit während der Renaissance aus der mittelalterlichen Rechtsauffassung herausbildete, welche neue Veränderung die Reformation im 16. Jahrhundert mit sich brachte, wie die Lehren von Luther und von Calvin auf politischem Gebiet wirkten, ob das Naturgesetz das traditionelle Verhältnis der Stände und der herrschenden Klasse beeinflusst und wie all das am Ende des 17. Jahrhunderts von der frühen Aufklärung modifiziert wurde.

Eines der neuesten Werke dieser, sich mit der Geschichte der Stände beschäftigten Literatur ist das Buch von Armgard von Reden, das die Verhältnisse von Sachsen-Lauenburg zwischen den Jahren 1543 und 1689 untersucht.

Das Fürstentum Lauenburg, das auf dem Gebiet zwischen Lübeck und Hamburg liegt, war einer der Zwergstaaten des deutsch-römischen Reiches. In seinen Grenzen finden wir keine bedeutenden Städte, keine industriellen oder kulturellen Zentren, da hier die

landwirtschaftliche Produktion überwog und das Gebiet des Fürstentums unter einem Dutzend adeliger Familien und kirchlicher Obrigkeiten aufgeteilt war. Die Entwicklung des kleinen Gebiets, im Verhältnis zu anderen deutschen Staaten war zurückgeblieben und in jeder Hinsicht rückständig. Und zwar in dem Maße, daß wir im 16. und 17. Jahrhundert auf mehrere archaische Züge stoßen können, die anderswo auf deutschsprachigem Gebiet schon als überwunden galten.

Seit dem 13. Jahrhundert regierte im Fürstentum die askanische Linie des sächsischen Herrscherhauses bis zum Jahre 1689, als nach dem Aussterben der Familie das Gebiet des Fürstentums Kurhannover angegliedert wurde und damit seine Eigenständigkeit beendete. Mit diesem Ereignis schließt das Buch. Es beginnt mit der Thronbesteigung des Lauenburger Prinzen Franz I. In seine Regierungszeit fällt der Sieg der lutherischen Reformation und die Herausbildung der ersten ständischen Institutionen im Fürstentum.

Das Buch gibt uns vor allem ein ausführliches Bild der Geschichte der Staatsverwaltung von Lauenburg. Wir lernen die beratende Korporation des Herrschers, deren Hauptmitglieder, ihren Arbeitskreis und ihr amtliches Reglement kennen. Dann folgen die Vollzugsorgane. Der Verfasser verfolgt die Herausbildung der Kanzlei und der Kammer, ihre langsame Entwicklung, die Veränderungen ihres Personals, den Prozeß, wie das Geburtsvorrecht durch Fachkenntnis ersetzt wird. Nach dem herrschenden Staatsapparat untersucht das Buch das Wirken der ständischen Organe. In Wirklichkeit verfügten die Stände auch in Lauenburg über keine eigenen Ämter, sondern nur über einen mit periodisch sich wandelndem Einfluß auf den Staatsapparat. Von Anfang an waren sie bemüht, einen Einfluß in der Amtsverwaltung der Kanzlei und der Kammer zu gewinnen und für sich einen immer größeren Wirkungskreis in den Gerichtssachen zu fordern. Ihr Einfluß wurde mal größer, mal geringer, der Kampf wurde erst am Ende des 17. Jahrhunderts einigermaßen entschieden. Die einzige, ausgesprochen ständische Institu-

tion war auch hier der Landtag das als höchste Verkörperung der ständischen Macht, als wichtigster Schauplatz der Auseinandersetzungen zwischen dem regierenden Fürsten und dem Adel des Gebietes im Mittelpunkt der Forschungen von Armgard von Reden steht. Armgard von Reden verfolgt seine Herausbildung ganz genau, nämlich wie und warum seine Entwicklung in einem Stadium steckenblieb, daß eine Übergangsphase aus dem mittelalterlichen Einkammersystem zu entdecken war, in dem zur selben Zeit schon kuriale Keime bestanden, daß aber zuletzt der Landtag immer mehr verwandte Züge mit dem Zweikammersystem aufweist.

Die Verfasserin stellt uns im Spiegel detaillierter Angaben die Gewichtigkeit und die Rolle der einzelnen Stände im Landtag dar. Besonders interessant ist der sich mit der mitteleuropäischen Entwicklung gleichzeitig vollziehende Prozeß, wie die Rolle der Städte und die des Bürgertums im Landtag in den Hintergrund gerät und dann aufhört. Die größeren Städte, die im 16. Jahrhundert über persönliche Stimmen verfügten, sandten Gesandten zur Landestagung, wie auch der Adel. Im 17. Jahrhundert wurde die Stimmenzahl herabgesetzt, zuerst auf eine Stimme pro Stadt, später aber besaßen alle Städte zusammen eine Stimme. In den 60-er Jahren des 17. Jahrhunderts haben sich die Städte meistens gar nicht mehr vertreten lassen.

Interessant sind auch die Bemerkungen der Verfasserin zur äußeren Geschichte des Landtages. Armgard von Reden schreibt auch über die Rechtsnormen, die sich auf die Einberufung des Landtages beziehen, wer das Recht hatte, daran teilzunehmen, wie die Ordnung der Verhandlungen verlief. Im Grunde genommen ergeben sich viele gleiche Züge mit den mitteleuropäischen, österreichischen, böhmischen oder ungarischen Landtagen. Ähnlichkeiten, sogar Übereinstimmungen sind nachweisbar in den sachlichen Beziehungen bei lang andauernden Landtags-Sitzungen, die sich in Form von Rede und Widerrede äußerten. Derselbe Kampf bestand zwischen den Ständen und dem Herrscher, und die Verhandlungen ende-

ten auch hier meist mit Kompromissen. Der Herrscher versuchte von Zeit zu Zeit die Einheit der Stände zu brechen, ob mit oder ohne Erfolg, das hing von den äußeren Umständen ab. Es ist interessant und auch für mitteleuropäische Verhältnisse lehrreich, daß die herrschenden Fürsten den Ständen gegenüber sich so selbstständig verhielten, daß sie sich an fremde Ratgeber anlehnten. Zu führenden Würdenträgern wurden gebildete Ausländer, nicht selten bürgerlicher Herkunft ernannt, — sie wurden von den Ständen als „Fremdherrschaft“ bezeichnet. Zur Verteidigung ihrer Macht haben sie das aus dem Mittelalter geerbte Widerstandsrecht neu belebt. Zwar kam es in Lauenburg zu keinen bewaffneten Zusammenstößen zwischen den Ständen und dem Herrscher, doch haben die fürstlichen Steuern und die Soldatenwerbung die Stände veranlaßt, ihre Forderungen geltend zu machen.

Armgard von Reden stellte die Geschichte der Staatsverwaltung und der ständischen Organe sowie die Tätigkeit des Landtages des Zwergstaates Lauenburg auf Grund der als vollständig geltenden literarischen und archivalen Stoffe dar, jedoch besteht die Wichtigkeit dieser Arbeit nicht nur darin. Die Bedeutung des Buches sehen wir in erster Linie darin, daß es uns den konkreten gesellschaftlichen Hintergrund der innerstaatlichen Machtkämpfe veranschaulicht, indem es auch auf den engen Zusammenhang zwischen der öffentlichen Verwaltung, der Staatsverwaltung und den politischen Vorstellungen hinweist. Es stellt dar, wie es zwischen dem Herrscher, der die absolutistische Macht anstrebte und den Ständen, die die Macht für sich beanspruchten, im Laufe eines Jahrhunderts währenden Kampfes im 17. Jahrhundert zu der Gleichgewichtspolitik des ständischen Dualismus gekommen war. Eine weitere Bedeutung des Werkes ist, daß es beispielhaft zeigt, wie man genaue Detailforschungen nach allgemeinesgeschichtlichen Gesichtspunkten unternehmen kann und dabei die wichtigen Fragen der Entwicklung nicht aus den Augen verliert.

K. Benda

*William M. Johnston: The Austrian Mind*

Berkeley—Los Angeles—London, 1972.

University of California Press. 515 pp.

A surprising number of American historians deal with the history of the Austro-Hungarian Monarchy.\* A list of the books dealing with the Habsburg Monarchy which have appeared in the USA during the past 10–15 years would run to considerable length. And among their authors we find not only second or third generation Hungarians, and historians originally from some other Central-European country but also many others attracted to research in the area not by family or national reasons but through sheer professional interest.

Among the factors which have motivated such research we can, with some confidence, include the Central and Eastern Europeans who have immigrated to the USA throughout the decades: their traditions and their cultures also influenced the development of America's cultural and intellectual life, and thus the history of their homelands is obviously of interest to American historians.

Another significant impetus to research is probably the intrinsic fascination which the Habsburg Empire holds for students of the nationality problem.

American historians, whose country was formed through the merging of a number of nationalities and the assimilation of even more throughout the centuries of immigration, must be particularly interested in the question of the coexistence of the numerous nations and nationalities within the Habsburg Empire regarded by many researchers "a supra-national political unit".

Today, when the world consists increasingly of integrated units, both small and large, an analysis of the problems of a supra-national political unit seems to be particularly relevant. The politically motivated popularization of supra-nationalism is thus related to the proliferation of American research

in this area, the decisive factor in this increase being the numerous scholarships and foundations which facilitate the conducting of such research.

Many researchers are interested in the Habsburg Monarchy also because it was one of the seedbeds of contemporary philosophy and psychology. With the ongoing Bolzano and Wittgenstein renaissance and with modern psychological research being, in many respects, grounded in Freud, historians, philosophers, and psychologists alike are preoccupied with the culture and the social setting in which the ideas of these men came to be.

It is this last factor which seems to have inspired W. M. Johnston's book, *The Austrian Mind* (1972), wherein he sets for himself the task of introducing the cultural life of the now fallen empire or, more precisely, of examining the reciprocal influence of its cultural life and its social order. He wants to discover how it was that the Habsburg Empire could be the source of so many new and original thoughts, thoughts that were to be seminal throughout the decades to follow; he wishes to find out what it was which — in spite of the growing economic, social and political disintegration — made for such vital and such substantial intellectual life. Throughout 400 pages divided into 6 large chapters, social analysis is conjoined to the introduction of about 70 preeminent thinkers.

The book's subtitle sets 1848 to 1938 as its chronological limits, but in fact, it deals preponderantly with the decades immediately before and after the turn of the century, the period just preceding the disintegration of the Habsburg Empire. The author, too, was sensible of the contrived nature of the 90 year span that he had chosen, and thus

\* Cf.: István Deák: American (and some British) books on Austria—Hungary. *New Hungarian Quarterly* 1971. No. 41. 162–174.



deals relatively little with the problems of the years before 1867 and after 1918. The period which the author presents as homogeneous can be divided into at least three sharply distinct ones (1848–1867; 1867–1918; 1918–1938), and the intellectual achievements discussed in the book are unambiguously the fruit of the second period. The subtitle is, thus, misleading: it would obviously have been more to the point to choose 1867 and 1918 as the chronological limits.

In this introduction, where methodological questions are also discussed, Johnston tells us that he has aimed at writing a "sociology of science" by which he means a systematic study of society's effects on the way people think. He emphasizes, however, that it is misleading to try to explain ideas and ideologies exclusively in terms of the social setting in which they were born. We must examine also the independent development of ideas, isolated from society and individuals, and also take note of how certain outstanding thinkers wished to modify and to change the society in which they lived.

It is through the research method sketched above that he seeks to find an answer to the great question: what was the reason for the intellectual fertility of the Habsburg Monarchy; how could there flower in this social environment such versatility, such a need for intellectual synthesis — both qualities so rarely found today. Thus, the way in which the question is put and the manner in which it is discussed is in itself of interest, and, independently of its topic, renders the book instructive reading for those working in other periods of cultural history.

In the introduction to Part I, we read of the Viennese Biedermeier culture, at its zenith at the time of Metternich, and considered by Johnston as the intellectual hotbed of the entire age. It is the time of the gradual rise of the bourgeoisie, the period of the decline of preindustrial — *Gemeinschaft*, to use Tönnies terminology — society. It is the period in which aesthetic pleasures theretofore accessible only to the aristocracy are becoming available also to the middle classes. It was to these aesthetic pleasures which

could be enjoyed within an intimate family setting, that the bourgeoisie, disillusioned and disappointed after the triumph of free-enterprise capitalism, fled. Thus, Austria preserved features characteristic of all of Germany two hundred years earlier: particularism; strong family ties; and a feeling on the part of the citizens that the state was not their own, did not belong to them. Johnston considers most apt Victor Adler's characterization of the Austrian state at the beginning of the 20th century as "absolutism tempered with slovenliness".

Part I of the book sketches the two opposing camps of intellectuals within the empire. On the one side were those who wished to preserve the empire as long as possible: the multitude of bureaucrats and their supporters (clerics and officers), with Franz Joseph — the symbol of the will to survive — and his court at their head. On the other, we find mainly Jewish intellectuals, the advocates of change, the prophets of the imminent doom of Franz Joseph's world: Freud, Husserl, Wittgenstein, Mahler, Schnitzler, Kraus, to name just a few. Johnston also numbers among the supporters of the bureaucracy the Austrian economists — Carl Menger and his followers. These "professor-bureaucrats", who enjoyed both financial security and social prestige, worked out theories designed to promote economic well-being, theories which Johnston describes — obviously not inassailably — as having been free of class, and, in the Josephine spirit, free of party interests.

Among the supporters of the other side, we find the advocates of the more radical transformation and reformation of the empire — but by no means of its abolition.

Many among them tried to give analyses of the social, economic and political structure of the Habsburg Empire from the point of view of the working class. Johnston lists here one group of jurists (Ehrlich, Anton Menger, Kalsen), as well as the Austro-Marxists, whose opportunism and willingness to compromise he sees as symptomatic of the spirit of the entire Habsburg Empire. The failure of Bauer and Renner's

policies after the First World War he explains in terms of their poor practical political sense, and primarily of their exaggerated devotion to constitutionalism. The first phase of their political activity, Johnston reminds us, was in the pre-War years; we can understand their political naiveté as the consequence of the more liberal atmosphere then prevailing in the empire, an atmosphere which had permitted dissent greater scope. The political methods of pre-1914, however, were not suited to the Austria of the 1920's, let alone of the 1930's.

Johnston then discusses in two large chapters the intellectual achievements of Austria and in one chapter each those of Bohemia and Hungary — all principally between 1890 and 1914 — and relates them to the peculiar social problems of each country. The author's conception emerges quite clearly, though at times, the book seems a bit like a lexicon, as if Johnston were trying to compress into it as much as possible of the gigantic mass of material and knowledge that he had accumulated. And yet, as we shall later see, he leaves out things that are essential, even indispensable.

In marshalling before us the Viennese journalists, musicians, music critics, plastic artists, literary critics and scientists, men whom he calls "artists at living", Johnston searches for the traits they have in common. He concludes that the chief characteristics of the Viennese mentality during this period were: Phaeacian (reference to the 8th song of the *Odyssey*) aestheticism; a so-called therapeutic nihilism (that is, the indifference to political and social reform, and a general repugnance for creative participation in life); a fertile imagination; and a fascination with death.

The better-off bourgeoisie, for whom the accumulation of great wealth was out of the question, but who had income enough for financial security, turned to the arts with eager interest. Even social intercourse became a source of aesthetic enjoyment for the Viennese burghers of the age: the flourishing cultural life of fin de siècle Vienna and the exaggerated formalism of social occasions

were, thus, manifestations of the same phenomenon. Death, as the symbol of the greatest change in a life which offered pleasures, yet was fraught with problems and hedged with limitations, was accorded an almost mystical reverence. Vienna's greatest social occasions were the funerals of its famous men. Linked to this respect for death was the phenomenon referred to above as therapeutic nihilism, manifested also in the attitude of Viennese doctors who placed more weight on an accurate post mortem diagnosis than on therapy. Medical schools, too, spent much more time on examining the dead than on teaching therapeutic methods.

Johnston considers Freud — in whom the typically Viennese features, the ingenious impressionistic insight of an artist and a devotion to systematic scientific work were united — a Viennese phenomenon par excellence. The section examining Vienna's influence on Freud is one of the book's most witty and most successful chapters. Freud's psychotherapy mirrors the enormous role remembering played in Vienna, where everyone was a victim of his memories. In Freud's discovery of the subconscious, too, we find a Viennese phenomenon: social life was characterized by a secrecy which compelled everyone to seek a latent significance behind every event and every statement. The super-ego, exercising such strong control over the *id* was the censorship of the press internalised. And aggression could hardly be forbidden to enter the office of the psychologist when it rampaged so freely through the halls of political and public life. Johnston sees Vienna's contribution to the development of Freud's work not in that Vienna had more neurotics than any other town, but rather in the fact that it provided a setting which long preserved conditions which could elicit neurosis. And to support his claim that Freud and Vienna were inextricably intertwined, Johnston notes the similarity between Freud's observations, and those made by Schnitzler, quite independently of him.

This explanation, however, does not obscure the fact that Johnston has failed to deal with the other preconditions of the devel-

opment of psychoanalysis, and has totally neglected to analyse the internal development of psychology.

Johnston compares the spirit dominating the Prague of the turn of the century to Marcionism, a Christian heresy which held that the Jewish creator was an evil demiurge who had held men in thralldom until Christ came to set them free. Marcien proclaimed man's liberation from the rule of the capricious creator and criticised the Jewish laws. Opposition to law and a yearning for some distant salvation characterised Prague between 1890 and 1930; this spirit was best expressed by the Prague Jews — Kafka, Werfel, Paul Adler. It was not until the second half of the 19th century that the national conflict between Germans and Czech came to a head; Johnston describes their relationship during the first half of the century in terms of a Leibnizian harmony-Bohemianism. Unlike in Austria and Hungary, the church in Bohemia played a progressive role during the Metternich period: for instance, the Czech reforming Catholics took part in the movement to make the school system more consonant with the needs of practical, daily life.

However, by the second half of the century, the full hopelessness, impossibility of the Utopian vision of the harmonious co-existence of the various nationalities and of church and state became but all too evident. This chapter is rather disjointed, for Johnston introduces all those thinkers in whose system of thought there remained some trace of the vision of a Leibnizian harmony. He fails, however, to give a more detailed social sketch, nor does he give the historical background as he had done in his chapters on Austria. Johnston devotes surprisingly little space to Kafka, and generally does not adequately distinguish the genuinely important thinkers from the second rate ones. His total neglect of the thinkers of Czech origin is an obvious shortcoming, and one which illustrates one of the book's fundamental problems: although Johnston sets out to expose the

intellectual life of the entire Monarchy, essentially he discusses only its German-speaking culture.

The section dealing with Hungary, entitled "The Hungarian Cult of Illusion" deserves special attention. The chapter opens with a detailed discussion of Hungary's political and social structure during the period of Dualism. Johnston rightly points out how far Hungary was behind contemporary Western Europe and America. He correctly notes the practically monopoly position of the nobility in all sectors of society, and the enormous estates; and yet his understanding of the situation is very simplistic. This oversimplification leads him to conclude that during the rule of Andrassy and Tisza, Hungary was the main obstacle to the Austrian progressive attempts at reform. While Johnston sees the Vienna of the turn of century as characterised by passive aestheticism and therapeutic nihilism, he finds in the Hungarians of the same period predominantly a gift for wish-fulfillment, a "magic way of thinking", a devotion to "Délibáb", i. e. *Fata morgana*. He thinks the Hungarian language, with its "several hundreds prefixes and suffixes" partially responsible for this: it can express so many shades of meaning, that the speaker easily loses track of the original sense of the word. The Hungarian language, he adds is much more imaginative, much more creative, much more suited to the creation of new words than German and French, and is thus also more suited to translate eastern languages. Johnston's observations on this score, in that he does not know the language, are in all probability founded on superficial information and on cursory impressions; as such, they have about them more sparkle than scientific validity.

He is all the more accurate, however, in noting the inseparability of culture, literature and politics in Hungary, and the close ties which authors had with their readers. It is in these latter terms that he analyses Jókai's literary art, regretting the neglect that his books have suffered.\* In general, however,

\*. Jókai — as a matter of fact — is perhaps the most widely read novelist in Hungary today.

Johnston's knowledge of Hungarian culture is very superficial indeed: only twice is the name of Ady mentioned (in this book which professes to introduce the period between 1848 and 1938), and then only by the way; Attila József is referred to only because of his suicide in one of the sections dealing with Vienna; Babits does not appear at all; Bartók and Kodály are hardly mentioned (while Schönberg, Berg and Webern set their own sub-chapter); there is not a word of the radical bourgeois and the social democratic sociologists, nor of the journals "Huszadik Század" (Twentieth Century) and "Szocializmus" (Socialism), while the appearance of the "Nyugat" (West) is merely noted. On the other hand, Johnston deals at length with the Zionist Tivadar Herzl, and with Tivadar Hertzka, the author of the utopist *Freiland*. His analysis of Lukács is rich in ideas, but is similarly forced and superficial. He wants to prove that Lukács, too, was but running after a mirage — as were all Hungarians; it is with this "typically Hungarian feature" that he wants to explain Lukács' philosophy and political commitments. For could anyone not bewitched by "Délibáb" believe in the endurance and the program of the Republic of Councils? The Hungarian psychoanalysts, Sándor Ferenczi and Lipót Szendi he holds to be just as much under the spell of "Délibáb". Johnston finds the diverging reception accorded to the introduction of the movies, a telling illustration of the fundamental difference in the mentality of Hungarians and Austrians. While the Austrians were reluctant to accept this new, technical form of art, the Hungarians — the devotees of "Délibáb", with their magic and impressionistic way of thinking — took the cinema with enthusiasm. (It is for this reason that Johnston devotes considerable space to Béla Balázs.)

There is no doubt that Johnston is right in claiming that the Habsburg Empire — and particularly Vienna — was, at the turn of the century, a focal point for the evolving culture of the 20th century. In accounting for this central role, however, he pushes a detailed analysis of the societal context

very much into the background, and his numerous witty — but no more — ideas and insights strike one as but poor substitutes indeed. For example, he accounts for the roughly simultaneous appearance of so many talented men with a theory adopted from the English geneticist, C. D. Darlington, who held that the most outstanding talents are produced by parents with socially very different ancestors. Talent could hardly be scarce in the Habsburg Empire, with its staggering proportion of intermarriage between people of the most divergent creeds and nationalities.

An author who makes use of such ideas undoubtedly has the advantage of producing an eminently readable and fascinating piece of writing, but a piece of writing which, like Egon Friedell's cultural history, is regrettably short on genuinely scientific historical analysis.

What one gets from the book is, in fact, an instructive panorama view of the age of the "gay apocalypse" as Johnston, quoting Hermann Broch, calls the period under discussion. In reading it, however, one is inevitably struck by the methodological problems connected with the writing of a complex cultural history.

This book is truly qualitatively more than just the juxtaposition of the histories of the literature, art and science of the period. For the sake of presenting a unified picture, however, it often tries to account in identical terms for phenomena that are independent and cannot be conjoined. A most odd example of this is Johnston's holding the Hungarian gift of wish-fulfillment called "Délibáb" to be common feature of Jókai and Lukács's lifework. At the same time, he neglects to point out a number of genuine links between branches of science and of art which did indeed have parallel development.

It is not so much the conclusions Johnston draws, as the impressive collection of material which he presents in the book and in its extensive bibliography which serve to enrich our knowledge of the cultural history of the Habsburg Empire.

A. Pók

## *Staatsgründungen und Nationalitätsprinzip*

(Studien zur Geschichte des neunzehnten Jahrhunderts. Abhandlungen der Forschungsabteilung des Historischen Seminars der Universität Köln 7.)

Unter Mitwirkung von Peter Alter, herausgegeben von Theodor Schieder

München—Wien, 1974. R. Oldenbourg. 196 S.

Die Fritz-Thyssen-Stiftung hat schon vor einiger Zeit die Forschung über die Organisations- und Gesellschaftsgeschichte der europäischen nationalen Bewegungen im 19. Jahrhundert eingeleitet und auch das Material einer früheren Konferenz publiziert. Dieser Band enthält das volle (und teilweise sogar ergänzte) Material des in Köln am 4–5. Oktober 1971 stattgefundenen Seminars mit den Diskussionsbeiträgen. Die Teilnehmer waren vorwiegend Wissenschaftler aus der Bundesrepublik Deutschland und einige ausländische Referenten.

Der Redakteur, Professor Schieder, hob in seiner Einleitung zur Beratung als Positivum hervor, daß diese über das 19. Jahrhundert und Europa hinausging (die letzten drei Vorträge behandeln die heutigen Probleme der Dritten Welt). Die Voraussetzung, von der er ausging, ist die Entwicklungslinie, die von der über keinen Staat verfügenden Nation in Richtung der Gründung des Staates verläuft, und schließlich haben sich alle Vorträge in irgendeiner Form an dieses Modell gehalten.

In dem ersten stark juristisch orientierten Vortrag untersucht Ulrich Scheuner das Nationalstaatsprinzip und das System der Staaten seit Beginn des 19. Jahrhunderts, aber eigentlich inklusive der dynastischen Staatsform vor 1789. Das Zusammenfallen von Staat und Nation sieht er tatsächlich erst nach 1945, obwohl auch der Staat des vorigen Jahrhunderts (in Europa) einen nationalen Charakter trug. In der heutigen Situation sei der souveräne Staat seiner Auffassung nach bereits überholt, doch das Bestehen der zwei Weltsysteme prolongiere noch zahlreiche seiner Funktionen. In der Diskussion zu dem Vortrag haben die Redner die Bedeutung des Nationalismus betont, in-

dem sie argumentierten, daß der Liberalismus und später auch der Sozialismus nur mit dem Nationalismus vereinigt verwirklicht werden konnten.

Wurde in der Diskussion die Rolle des nationalen Moments überbetont, so hat Jacques Willequet in seinem Vortrag über den belgischen Nationalismus seine Bedeutung völlig abgeleugnet. Belgiens Absonderung erfolgte nach seiner Interpretierung durch eine Reihe völlig zufälliger Ereignisse, niemand wollte es, und vordem gab es auch gar keine belgische Nation. Seiner Meinung nach sei der Begriff »Nation« noch unsicherer als »Vaterland«. Doch richtig erblickte er hinter dem wallonisch-flämischen Zwiespalt die Unterschiede zwischen dem Großbürgertum und den bauerlichen bzw. kleinbürgerlichen Elementen. Kalervo Hovi erörterte in seiner Case-Study das Zustandekommen des finnischen Staates, das er ähnlich wie Willequet nur Zufällen zuschrieb. Die Diskussion hat jedoch darauf verwiesen, daß in den zwei Prozessen trotzdem grundlegendere Kräfte gewirkt haben, mehrere betonten die Rolle des gesellschaftlichen Faktors, obwohl sie dagegen waren, das nationale Moment eindeutig mit dem Auftreten der Bourgeoisie zu verknüpfen.

Die folgenden drei Vorträge berührten osteuropäische Themen. Günther Stöckl sprach über die Entstehung der sowjetischen Föderation in einem ziemlich unfreundlichen Ton, bei Stalin hob er nur dessen Interesse für die Macht hervor, doch auch das verschwieg er nicht, daß Lenin 1922 gegen Stalins Autonomisierungsplan und zugleich gegen den großrussischen Chauvinismus und der mit ihm verflochtenen Bürokratie auftrat. Hans Lemberg zeigte die Vorstellungen der verschiedenen Parteien und Richtungen

der polnischen Parteien vor 1918 über die Wiederherstellung des Staates, die russische oder österreichische Orientierung, die im Vakuum des Jahres 1918 eigentlich zueinander fanden. In der Diskussion um die Detailfragen wurde darauf hingewiesen, daß die österreichische Regierung noch im August 1914 sich nicht eindeutig für die Vereinigung der polnischen Gebiete unter der Habsburger Krone ausgesprochen hat. Domna Visvizi-Dontas erläuterte das Verhältnis der griechischen Nationalidee und des modernen griechischen Staats in einer herkömmlichen politisch-geschichtlichen Interpretierung, in der sie die Vorgeschichte bis zur Besetzung von Konstantinopel durch die Kreuzritter im Jahre 1204 zurückführte. Immerhin betonte sie, daß vor Ende des 18. Jahrhunderts man noch nicht im modernen Sinn von einer Nation sprechen könne. Zur Zeit des Freiheitskampfes geriet das Gesamtbalkanprogramm der Fanarioten (die auch auf kleinasiatische Territorien Anspruch erhoben) in Kollision mit der nationalen Vorstellung, die sich mit dem griechischen ethnischen Gebiet begnügte. Die Diskussion stellte die traditionelle Interpretierung stark in Frage und vermißte die Berücksichtigung der Klassengegensätze, die die Herausbildung des gemeinsamen nationalen Bewußtseins erschwerten. (Allerdings hätte man diese Frage in Verbindung mit jedem Vortrag aufwerfen können.)

Unter den sich mit der Dritten Welt befassenden Vorträgen untersuchte Franz Ansprenger die entstehenden afrikanischen Nationen und verwies darauf, daß die staatlichen Rahmen aus den Kolonialzeiten geerbt wurden; die Sprachnationen nach der Stalinischen Definition hätten die heutigen Grenzen überschritten und es bestünden auch in den einzelnen Staaten Gegensätze, die jedoch in den Kreis des Tribalismus eingestuft werden könnten. Er halte die heutigen Staaten für lebensfähig, doch seiner Auffassung nach sei deren Hauptaufgabe die Konsolidierung und deshalb seien sie grundlegend konservativ, indes das Bestreben zur Modernisierung gegen den Konservatismus wirkt. Im Anhang des Vortrags bringt er eine nütz-

liche annotierte Bibliographie über die wichtigste Literatur zur Frage. Dietmar Rothermund analysierte das Problem des indischen Nationalismus und der Staatswerdung. Auch er vertrat die Ansicht, daß das koloniale Erbe in Form der zentralisierten Staatsmacht verblieben sei. Ricardo Krebs behandelte die Frage der lateinamerikanischen, der spanisch-amerikanischen Staaten. Auch er bezeichnete die Grenzen der Kolonialverwaltung als Basis und daß bei der Entstehung der Grenzen der geographische Faktor nicht bestimmend war. Eine bedeutende Rolle schrieb er der Stadt zu, wo sich das spanische Element konzentrierte, weiterhin der von der Justiz geschaffenen abweichenden Rechtsordnung und der wirtschaftlichen Entwicklung (Herausbildung verschiedener Monokulturen). Er verwies auf den gewissen Provinzpatriotismus bei den Kreolen (*criollos*), der später im nationalen Selbstbewußtsein aufging. Die Herausbildung der Nationen ging hier von der Zusammenwirkung der beständigen kontinuierlichen Elemente und der veränderlichen Momente aus. In der Diskussion hat Schieder den Weiterbestand der Grenzen aus der Kolonialepoche als grundlegenden Faktor in allen drei Fällen und die sekundäre Bedeutung der Sprache hervorgehoben. Andere jedoch meinten, daß neuerdings auch die Sprache ein wichtiger Faktor zu werden beginnt. Die Struktur der heutigen afrikanischen Staaten erinnert an den europäischen aufgeklärten Absolutismus. Ein Diskussionsredner warf die Frage auf, daß wenn sich in Afrika die soziale Kommunikation wirklich auf jeden Untertan des Staates erstreckt (K. W. Deutsch sieht gerade darin das Wesen der Nation), wie wird sich dann der Aufbau der Nation (*nation-building*) gestalten, wie man heute den innerhalb der Staatsgrenzen verlaufenden Prozeß nennt.

Mit diesem Beitrag und der in ihm gestellten Frage wird der Band abgeschlossen (wenn wir von der Teilnehmerliste und dem Personen- und Länderregister absehen). Wir wollten lediglich illustrieren, daß der Band sehr interessante Fragen oft auch auf eine für uns annehmbare Weise beleuchtet. Der

bei Stöckl erwähnte unfreundliche Ton zeigte sich auch darin, daß die in der Zeitschrift »Woprosy Istrorii« in der zweiten Hälfte der 1960er Jahre veröffentlichte Diskussion über den Begriff der Nation und deren Abschluß von einigen so bewertet wurde, daß der Abschluß von einigen als ein Zeichen der Rückkehr zum Stalinismus oder als ein Beweis bewertet wurde, sie könnten nichts Neues sagen. Dabei steht bekanntlich in der Sowjetwissenschaft auch seitdem die Frage auf der Tagesordnung und es sind weitere Vorschläge zur Lösung unterbreitet worden.

Davon abgesehen jedoch können wir den Band eher positiv beurteilen, ebenso einige Case-studies, die auf keine Zusammenfassung oder gar eine Lösung der Frage Anspruch erhoben. Das größte Positivum sehen auch wir in dem Ausbruch aus Europa des 19. Jahrhunderts. Denn aus der Sicht der im Buchtitel gestellten Frage ist in europäischer Beziehung eigentlich nur die deutsche und die italienische Einheit und die gesamte komplizierte Problematik Osteuropas interessant, sowie einige außerordentliche westeuropäische Erscheinungen, wie die beleuchtete belgische oder nicht beleuchtete irische Frage. Zu Feststellungen von allgemeinerer Geltung kann nur die Einbeziehung des 20. Jahrhunderts und der Dritten Welt führen.

Und noch etwas, was der Vortrag von Riccardo Krebs sehr gut beweist: daß den wirtschaftlichen Faktoren größere Aufmerksamkeit gewidmet wird (die gesellschaftlichen Momente haben die Teilnehmer gebührend berücksichtigt). Der Vortrag von Krebs gibt gerade deshalb die allerannehmbarste Erklärung, weil er auch die wirtschaftliche Entwicklung untersucht.

Selbstverständlich sind weitere vielseitige Forschungen und Diskussionen notwendig, um in dieser Frage voranschreiten zu können. Auch das rezensierte Buch weist darauf, doch auch die Diskussions Teilnehmer haben diesen Anspruch mehrmals formuliert. Mit Freude können wir bestätigen, daß auch in diesem Kreis die Auffassung der ungarischen Forscher (Péter Hanák, Tibor Wittmann) bekannt ist, sie wird akzeptiert und mit ihr diskutiert. Es handelt sich um solche Werke, die in fremder Sprache, nicht ungarisch, erschienen sind. Ziehen wir daraus die Konsequenz: Man muß möglichst viele Arbeiten unserer Wissenschaftler in Fremdsprachen herausbringen, damit die ungarischen Historiker entsprechend ihren wirklichen Verdiensten in der internationalen wissenschaftlichen öffentlichen Meinung unseres Fachgebiets eine Rolle spielen.

E. Niederhauser

### *Энгельс и проблемы исторической науки\**

В связи со столетием со дня рождения Ф. Энгельса два научно-исследовательских института истории Академии Наук СССР при участии сотрудников Института марксизма—ленинизма при ЦК КПСС издали сборник работ, в которых раскрывается многосторонняя деятельность Энгельса как историка. Эти работы представляют собой глубокие исследования, авторы которых анализируют творческий вклад Энгельса в развитие многих отраслей исторической науки. Советские последо-

ватели показали, что сделано Энгельсом для изучения того или иного вопроса. При этом выяснены условия, в которых Энгельс занимался этим вопросом, а также результаты изучения проблемы предшествующими исследователями. Кроме того, в работах, помещенных в сборнике, показано, как историческая наука оценивала выводы Энгельса. У нас нет возможности дать обзор всех последований, опубликованных в рецензируемом сборнике, и мы ограничимся указанием их тематики. Советские

\* «Энгельс и проблемы истории.» Редакционная коллегия: Е. М. Жуков, Б. А. Рыбаков, П. В. Волобуев, М. М. Смирин. М., издательство «Наука», 1970, 493 стр.

авторы анализируют работы Энгельса, посвященные проблемам средневековья, народным движениям начального периода развития капитализма, отдельным вопросам внешней политики. В особых работах анализируется мнение Энгельса об историческом развитии России девятнадцатого века и в частности — о развитии русской культуры, его оценка русских революционных движений, разночинцев, Бакунина. Изучены связи Энгельса с русским революционером П. Лавровым, пользовавшимся всеобщим уважением. Мы рассмотрели только те исследования, которые представляются нам наиболее поучительными, поскольку их авторы не только выявляют многие проблемы истории международного рабочего движения, но и пытаются их решить.

К числу таких исследований относится работа Е. Н. Канделя, в которой анализируются произведения Энгельса, посвященные немецкому рабочему движению. При этом автор сопоставляет выводы Энгельса с положениями буржуазных и реформистских историков. Кандель является известным исследователем истории ранних этапов немецкого рабочего движения, автором крупных работ о Союзе коммунистов. Им опубликованы также новые документы. Большая часть данного исследования Канделя посвящена проблемам рабочего движения сороковых годов девятнадцатого века. Указав на более или менее известные факты, Кандель особо исследует те моменты, которые обычно или выпадают из поля зрения историков, или остаются предметом острых дискуссий в современной исторической науке.

Буржуазные и реформистские историки (в частности, меньшевик Б. Николаевский и бывший директор амстердамского института общественных наук В. Блюменберг) обычно исходят из того, что роспуск Союза коммунистов в 1852 г. привел к перерыву в существовании революционных организаций. Используя свои исследования и исследования других советских авторов, а также немецких историков (В. Шмидта, Р. Длубека), Кандель показывает, что после

ропуска Союза коммунистов не только были живы старые традиции, но и продолжали существовать небольшие нелегальные группы. Их деятельность в течение пятидесятих годов подготовила подъем революционного движения начала шестидесятых годов. Таким образом, Кандель предлагает воздать должное тем продолжительным периодам в истории Союза, которые следовали после каждого подъема в его деятельности.

Кандель рассматривает, далее, вопрос о значении создания Лассалем Всеобщего германского рабочего союза в 1863 г. Не только реформистские историки (упомянутый Блюменберг и другие), но и руководители нынешней западногерманской социалдемократии, ставя под сомнение влияние К. Маркса на развитие немецкого рабочего движения того времени, считают 1863 г. рубежом в его истории. Кандель показывает обоснованность оценки, данной этому факту Энгельсом, и ошибочность соответствующих утверждений Меринга, который преувеличивал роль Лассаля.

В статье Канделя опровергается и мнение Блюменберга и Николаевского, согласно которому Энгельс якобы отказался в пятидесятые годы от нелегальной деятельности. Кандель подчеркивает, что такое мнение — результат одностороннего использования источников: Энгельс, действительно, не говорил о нелегальной деятельности — но только в тех статьях о Марксе, которые были опубликованы в буржуазной печати; выступая же в рабочей печати, Энгельс отмечал сочетание легальной и нелегальной деятельности в пятидесятые годы.

Наконец, в исследовании Канделя рассматривается еще один спорный вопрос: часть буржуазных и реформистских историков подчеркивает, что Энгельс был недоволен политической незрелостью партии, созданной в 1869 г., и в то же время утверждает, что Энгельс не придавал большого значения этой незрелости. Обратив внимание на непоследовательность этих суждений, на непозволительность использования отдельных оценок Энгельса вне их контекста, Кандель показал на основе анализа



статей и писем Энгельса, что Энгельс считал создание партии обнадеживающим началом, важным фактом, учитывая при этом конкретные условия.

В работе В. Е. Куниной анализируются взгляды и суждения Энгельса относительно развития английского рабочего движения. Прежде всего, она обращает внимание на те работы молодого Энгельса, в которых речь идет о чартизме. Энгельс, подчеркивает Кунина, видел одну из важных причин бесплодности движения 1842 г. в отсутствии единой организации и ясной программы. В более поздних работах Энгельс показал, как в чартизме сливались требования политических, социальных и экономических движений. Энгельс проследил, в чем чартизм следует традициям буржуазной демократии и в какой степени он революционнее ее. Энгельс определил, насколько чартисты стремились к соединению в их практической деятельности социалистической теории и рабочего движения. Говоря о политическом спектре чартистского движения, Энгельс указывал на наличие в нем мелкобуржуазного крыла и левого течения. Представители последнего считали нежелательным сотрудничество с мелкобуржуазным крылом. Причину спада чартистского движения Энгельс усматривал не в субъективных, а в объективных факторах — прежде всего, в экономическом развитии Англии. Автор отмечает, что В. И. Ленин опирался на замечания Энгельса, говоря спустя несколько десятилетий о причинах оживления реформистских тенденций и указывая не наличие в рабочем классе различных слоев и группировок как на общую историческую экономическую жизнь Англии, определяя их влияние на английское рабочее движение (Кунина, к сожалению, не показывает конкретно эту взаимозависимость). Известно, что Энгельс заметил связь между подъемом рабочего движения в Англии восьмидесятых годов XIX в. и началом потери страной ее привилегированного положения.

Энгельс принимал участие в деятельности социалистических и рабочих организаций Англии, будучи организатором,

советником и историком. Кунина подробно говорит об оценке Энгельсом деятельности Социал-демократической федерации, в частности — о критике в ее адрес за допущенное ею сектантство (отказ от работы в профсоюзах, отказ от сотрудничества с Независимой Рабочей партией, которая была образована в девяностые годы XIX в.). Кунина особо останавливается на письме Энгельса Каутскому (август 1892 г.), в котором Энгельс подверг бичующей критике Социал-демократическую Федерацию за ее догматизм, а также раскрыл суть фабианства как средства отвлечения рабочего класса от идей социализма и классовой борьбы. При этом Кунина обратила внимание на один момент в оценке Энгельсом фабианства, о котором историки иногда забывают: Энгельс не только подчеркивал, как умело Фабианцы пытаются замалчивать классовые противоречия, но и признавал их определенные заслуги в пробуждении сознания рабочего класса.

Известие о создании Независимой Рабочей партии Энгельс восприняли с огромным интересом и надеждой на то, что ей удастся покончить с сектантством и соединить рабочее движение с научным социализмом. Известно, что Энгельс опять постигло разочарование, и он подверг критике эту партию, ее программу, отдельных ее руководителей. К сожалению, говоря об этом, Кунина не использует достижения последних исследователей данного вопроса. Кунина показала, что Энгельс придавал большое значение разрыванию нового профсоюзного движения, которое способствовало признанию рядом профсоюзных организаций и профсоюзных руководителей социалистических идей. Указанное мнение Энгельс выражал в работах, посвященных забастовочному движению, требованию восьмичасового рабочего дня, празднованию Первого мая (Жаль, что в отличие от Канделя Кунина, анализируя мнения Энгельса о развитии английского рабочего движения, не сопоставляет их с выводами историков, писавших о нем в последующее время).

С. М. Аскольдова проанализировала замечания Энгельса относительно истории

американского рабочего движения. При этом она уделила большое внимание переписке Энгельса с его друзьями, родившимися в Америке или эмигрировавшими туда (Зорге, Шлютер), а также с руководителями американского рабочего движения (в частности, с Гомперсом).

Энгельс отметил характерные черты американской истории, обусловленные теми возможностями, которые имеют Соединенные Штаты в силу того, что они располагают большой территорией и богатыми запасами полезных ископаемых. Энгельс указал на резкую поляризацию американского общества, на то, что американцы больше, чем европейцы, заинтересованы в приобретении прибыли. Энгельс сумел определить и причины своеобразия американской истории; в частности, он отметил, что открытые границы на западе замедлили «закостенение» общества и что многие проблемы рабочего движения (националистические настроения, сектантская замкнутость, языковые трудности, различие уровней квалификации рабочих и т. д.) обусловлены массовой иммиграцией.

Энгельс считал, что заслуживают внимания такие факты, как отсутствие у рабочего движения Соединенных Штатов исторического опыта, подобного европейскому, как наличие в нем меньшего интереса к теории, нежели в Европе. Энгельс замечал, что работы К. Маркса и его собственные (даже «Коммунистический Манифест», написанный в доступной форме) не нашли отклика среди американских рабочих. Поэтому Энгельс полагал, что в Америке «нужно начинать все сначала» и главным образом на основе местного опыта. Энгельс не раз отговаривал своих друзей, анимавшихся общественными науками, от переезда в Америку, так как считал, что еще долго родиной этих наук останется Европа.

Поэтому Энгельс радостно воспринял известия о пробуждении американского рабочего движения восьмидесятых годов. Тем более, что еще со времен Первого Интернационала Энгельс внимательно следил за каждой попыткой создания организации американских рабочих. Однако, пер-

вые такого рода попытки, предпринятые в основном европейскими иммигрантами, окончились безрезультатно. В восьмидесятые и девяностые годы Энгельс остро критиковал сектантскую замкнутость социалистов немецкого происхождения, подчеркивая, что без участия американских рабочих прогресс движения невозможен. Поэтому он возлагал большие надежды на организацию «Рыцари труда», убеждая американских социалистов как можно быстрее установить с ней связь. Не раз в письмах он писал об известных волнениях 1886 г., давая им такую же оценку, как и возникновению профсоюзов неквалифицированных рабочих в Англии через три года после указанных волнений. Эти движения широких масс рабочих представляли собой новое явление, которое Энгельс считал очень важным. Эта позиция Энгельса нашла выражение и в его оценке отношений между американским социалистами и Американской Федерацией Труда. Энгельс настаивал на быстрейшем установлении социалистами связи с АФТ, имея в виду, что большинство рабочих находится под влиянием Гомперса, относительно которого Энгельс не питал никаких иллюзий. Энгельс раскрыл причины ряда явлений и черт американского рабочего движения. В частности, он указал на сохранение в отдельных слоях рабочего класса радикальных анархистских тенденций как на причину возникновения и временного усиления оппортунистических тенденций. Многонациональный состав американского рабочего класса в условиях, когда американская нация еще только зарождалась, давал, по мнению Энгельса, американским капиталистам возможность подогревать националистические настроения и натравливать друг против друга отдельные группы рабочих. Препятствием для организации рабочего движения в масштабах всей страны Энгельс считал огромную территорию и специфические условия Соединенных Штатов. Едва ли следует повторять, что наблюдения Энгельса важны и для исследования истории американского рабочего движения в более позднее время.

Я. Емниц

*Erik Fügedi: Uram, királyom . .*

(Mein Herr, mein König . . .)

Die Mächtigen Ungarns im 15. Jahrhundert  
 Budapest, 1974. Gondolat. 254 S. 53 Bilder

Viele Forscher haben sich schon bis zu unseren Tagen mit dem kirchlichen und weltlichen Feudalhochadel beschäftigt, am eingehendsten aber Erik Fügedi, der in diesem Werk alles zusammenfaßt, was wir über »Die Mächtigen Ungarns im 15. Jh.« wissen sollen. Auf seine früheren Arbeiten gestützt hat der Verfasser in mancher Hinsicht ein neues Bild über die weltlichen Barone und geistlichen Prälaten entworfen, wie er selbst schreibt, »in dem hier Gesagten kommen eigentlich sehr wenige neue Belege, um so mehr in der bisherigen Literatur ungewöhnliche Zusammenhänge und Erklärungen vor. Seiner Begründung nach ist das Kennenlernen der »Mächtigen« darum nötig, weil diese kleine Gruppe von Menschen das Schicksal des ganzen Landes, und damit des ganzen Ungarntums entschied, weil die Macht in ihren Händen war.

Das vortreffliche Werk ist in vier Hauptkapitel, innerhalb derselben in weitere 13 Unterkapitel geteilt: Das Land (Ungarn im 15. Jh.); Der König (Mein Herr, mein König, Die Krönung des Königs, Das königliche Haus, Der königliche Hof); Die hohen geistlichen Würdenträger (Die Kirche, Durch Gnade Gottes und des Apostolischen Heiligen Stuhls, Der ungarische Prälat); Der Hochadel (Der Großgrundbesitzer, Der Machthaber, Matthias und der Hochadel, »Aus dem Baronengeschlecht«, Vor Mohács). Die neuartige Zusammenfassung der wirtschaftlichen — gesellschaftlichen — politischen — kulturellen Verhältnisse des feudalen Ungarns im 15. Jh., die fast Wort für Wort durchgeführte, außerordentlich gründliche Quellenanalyse, die mühevolle Zusammenstellung der Reihe der Landeswürdenträger im 15. Jh., und der Zeit ihrer Würdenträgung (der Archontologie), die Umstellung der genealogischen und kirchengeschichtlichen Forschung

auf neue Grundlagen machen unter vielen anderen Positiven die hervorragende Arbeit unseres berühmten Geschichtsdemographen zum unentbehrlichen Handbuch. Bei der Gestaltung seiner zusammenfassenden Arbeit konnte sich Erik Fügedi auf manchem Gebiet nur auf die Ergebnisse seiner früheren Forschungen stützen. (Wirtschaftsführung des Erzbistums von Esztergom am Ende des 15. Jh. = Századok, 1960. S. 82—114; Mittelalterliche ungarische Stadtprivilegien = Tanulmányok Budapest Múltjából (Studien aus Budapests Vergangenheit) B. 14. Bp. 1961. S. 17—107. Die demographischen Verhältnisse der ungarischen Aristokratie im 15. Jh. = Történeti Statisztikai Évkönyv (Geschichtlich Statistisches Jahrbuch), Jahrg. 1963—1964. Bp. 1965. S. 37—72; Die ungarischen Bischöfe im 15. Jh. = Történelmi Szemle, 1965. S. 477—98; Die Mobilität der ungarischen Aristokratie im 15. Jh. Bp. 1970. VII. 234 S.; Bettelorden und Stadtentwicklung in Ungarn = Századok, 1972. Jahrg. 106. S. 69—95 usw.)

Von seinen zahlreichen neuen Ergebnissen möchten wir vier hervorheben: die deutliche Abgrenzung der kirchlichen und weltlichen Teilmomente der Krönung und die Hervorhebung der zentralen Bedeutung der Salbung-Weihe; den Nachweis der politischen Alleinherrschaft der Sippen des Drachenstandes, die ein Dritteljahrhundert lang dauerte; die deutliche Abgrenzung und Ordnung der auf die Schichtung des Feudaladels bezughabenden Fachausdrücke, die das Bild auf S. 464 zeigt.

In den letzten Zeilen seines Buches betont der Verfasser nachdrücklich, daß das hemmungslose Scharren, die zügellose Machtgier und volksfeindliche Politik der weltlichen und kirchlichen Hochadeligen das Land an den Rand des Ruins brachte, es den türki-

Mittelalterliche Bezeichnung	Vermögensgruppe	Regierungsfunktion	Polit. Funkt.	Titulierung
1. Baron 1. Noblesse	Großgrundbesitzer Großgrundbesitzer	Würdenträger Mitglied d. Königl. Rates	Hochadelig Hochadelig	gnädig »vitézlő« (»wacker«) adlig adlig
3. Vogt 4. Adelige	Mittelbesitzer Kleinbesitzer	Komitatsführer —	Kleinadelig Kleinadelig	

schen Eroberern auslieferte. Bei Mohács, 1526 »gab es für die Aristokratie keine andere Lösung, als den Sporn feierlich abwerfen zu lassen, aufs Pferd zu steigen, und mit offenen Augen in den Tod zu rennen...«

Ein reiches Illustrationsmaterial, mit 53 Bildaufnahmen ausgezeichneter Qualität macht den Band sehr anschaulich. Die Mehrheit dieser Bilder ist bisher noch in keiner selbständigen Publikation erschienen; sie haben sich in den Tiefen der heimischen und ausländischen Museen, Schatzkämter, Archive bescheiden versteckt. Unter den 53 Aufnahmen, die aus dem Material 18 verschiedener Institutionen ausgewählt wurden, sind die farbigen Abbildungen besonders schön. (László der Nachgeborene, Kirchenweihe, Abzeichen und Ornatsfragment des Drachenordens, Königskrönung, János Corvin.) Unter ihnen sind die Bildaufnahmen über zeitgenössisches Gemälde, Initiale, Miniatur, Grabstein, Grabfund, Abzeichen, Siegel, Bischofsstab, Schnalle, Brustkreuz, Kelch, Casula, Altarstück, Trinkglas, Ring, Wappen, Drachenschiderung usw., die ebenso wunderschön ausgestattet sind wie der von Béla Nagy gefertigte Buchumschlag blauen

Grundtons mit dem riesigen, goldglänzenden Siegel von Matthias I.

Ohne Zweifel haben die Verfasser, der Verfertiger des Buchumschlages und Einbands, der Verlag und die Zrínyi Druckerei in gleicher Weise eine lobenswürdige, gründliche Arbeit ausgeführt. Die Mittel der Anschaulichkeit sind auch die 7 Stück Kartenschemata wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und sakralen Bezugs, und weiterhin die 16 Abbildungen über die Krönung, die Finanzverwaltung, die Verbindungen der Herrscher zur Arpad-Dynastie, die Justiz, die Krone, die Priester und die Kirche, das Erzbistum zu Esztergom, das weltliche Großgrundbesitzsystem, die Liga von Siklós usw. Der 33seitige Anlagestoff als Anmerkungsapparat, sowie das 75seitige Illustrationsmaterial der Bilder, Abbildungen und Karten fördern nicht nur die Orientierung und die Veranschaulichung in bedeutendem Maße, sondern sie drücken zugleich auch den Kunstfleiß des Verfassers aus. Dieses neue Werk von Erik Fügedi ist ein ernster Gewinn unserer Geschichtswissenschaft und Geschichtsdemographie moderner Anschauung.

L. Mészáros

### *Pest-budai hivatali utasítások a XVIII. században*

(Amstanweisungen in Ofenpest im 18. Jh.)

Herausgegeben von György Bónis. Quellenpublikation des Archivs der Hauptstadt Budapest. VI.

Budapest, 1974. 8° 178 S.

Schon seit langem ist es bekannt, daß die ungarischen königlichen Freistädte im Laufe des 16—17. Jh., als sie schon meistens von Deutschen bewohnt waren, durch die Identität der Sprache und auch durch die so sehr erwünschten Wanderschaften der Handwerksgesellen, mit den deutschen, besonders mit den österreichischen und böhmischen

tität der Sprache und auch durch die so sehr erwünschten Wanderschaften der Handwerksgesellen, mit den deutschen, besonders mit den österreichischen und böhmischen

Städten eine viel engere Beziehung unterhielten, als die ungarischen Adelsorganisationen mit den österreichischen und böhmischen Ständen. Durch diese engere Beziehung folgten die Städte immer mehr, sowohl organisatorisch als auch in der Hinsicht des angewandten Rechts, den deutschen, besonders den österreichischen Städten, was wir z. B. im Falle des Vormundschaftssystems und der Behördenaufsicht der Vormünder längst für bewiesen halten. Im Zusammenhang damit entwickelte sich in den Städten stark die schriftliche Amtsverwaltung, die Verteilung der Obliegenheiten unter zahlreichen städtischen Angestellten. Sowohl im Interesse der Rekatholisierung als auch in dem der Wahl einer hoftreuen Obrigkeit übte aber auch der Wiener Hof durch die Delegierung von Wahlkommissaren und Beaufichtigten einen stärkeren Einfluß auf die Städte aus.

Solcher neuartiger Einfluß war bei den Komitaten weder nötig, noch möglich. Zufolge des Stillstandes der zentralen Rechtsprechung und des Stockens der ungarischen Regierung erweiterten die Komitaten in außerordentlichem Maße ihren Wirkungsbereich. Zwar standen sie auch auf dem Höhepunkt ihrer Autonomie, jedoch blieb ihre schriftliche Amtsverwaltung und Amtsorganisation im wesentlichen im früheren, noch vor Mohács entstandenen Rahmen. Die Interessen des Königs wurden im Komitat vom Obergespan organisatorisch vertreten, die lockere Amtsorganisation mußte nicht direkt beeinflußt werden, denn, wie es auch die neueren, bisher nur teilweise publizierten Forschungen von Kálmán Benda beweisen, stützte sich das Komitat in der Hinsicht seiner materiellen Basis, und in der seines gesellschaftlichen Gewichts auf die Großgrundbesitzer, die in den Komitatsversammlungen ein ausschlaggebendes Wort hatten. Der Hof wirkte durch die Großgrundbesitzer auf das Komitat. Selbst die Rekatholisierung hat er derart erreicht, daß er die Großgrundbesitzer (die Zrínyis, Nádasdys, Batthyánys) »überzeugte« und bekehrte, diese zogen dann die Bevölkerung des ganzen Gutshofes mit sich.

Im 18. Jh., als die Türkengefahr ein Ende

nahm, wurden die Kriegsprobleme der Verwaltung dem Wirkungsbereich der Komitate und der Städte entzogen, es entstanden aber neue Probleme; auch die Verwaltung gestaltete sich um, die Schriftlichkeit, die amtlich-sachgemäße Verwaltung nahm im ganzen Lande zu. Bei den Komitaten geschah es eher nur mit der Festlegung der Komitatszentren, mit der Organisation vom Notarbüro, mit Festlegung des Ortes der Generalversammlungen und der Gerichtshöfe, in den Städten aber, die schon über gewisse bürokratische Traditionen verfügten, bildete sich eine sorgfältige und kontrollierte Amtsorganisation aus.

Damit ist es zu erklären, daß die rechtsgeschichtliche Forschung im letzten anderthalb Jahrzehnt mit den Verwaltungs- und Wirtschaftsproblemen der Stadt im 18. Jh. sich immer intensiver beschäftigt. Besonders István Kállay, der eine Reihe von Studien der Verwaltung von Székesfehérvár im 18. Jh. gewidmet hat. (Nutznießungen der Stadt Székesfehérvár, Das Stadtgericht von Székesfehérvár, Die Kreditgeschäfte von Székesfehérvár, Die Geschichte der Steuerung zu Székesfehérvár, Organe und Personen der Stadtverwaltung zu Székesfehérvár — in den Bänden 5, 6, 7, der Geschichtsjahrbücher des Komitates Fejér). Weniger Neues sagt Sarolta Czákó in ihrem Artikel »Die Geschichte der Verwaltung von Székesfehérvár 1711—1748«. (Geschichtsjahrbuch des Komitates Fejér B. 5.) Andor Csizmadia lenkt aber die Aufmerksamkeit in seiner Arbeit »Die Rechtslage der kirchlichen Marktflecken und ihr Kampf um die Befreiung« (Bp. 1962.) auf die Verwaltung der Marktflecken, was der Unterzeichnete in seiner, im Gedenkbuch des Thury György Museums zu Nagykanizsa (1972) veröffentlichten Arbeit fortzusetzen wünschte.

In den Arbeiten von Kállay, der die interessantesten Forschungen anstellte, mangelt es daran, daß er sich mit einer kleineren, neulich wiedereroberten, aber sich langsam entwickelnden Stadt beschäftigt, das durch die Mitteilung von Bónis charakterisiert wird, nach der im Jahre 1703, aus der Bezahlung von 20 000 Ft »Waffenrecht«, für die Zu-

rückstellung der Selbstverwaltung, Ofen mit 8600, Pest mit 6400, Fehérvár und Esztergom zusammen mit 5000 Ft belastet waren.

Außer zwei Teilstudien von András Tóth und István Nagy (Studien aus der Vergangenheit von Budapest B. 13) hat sich mit der Verwaltung von Ofen und Pest nur das umfassende Magistralwerk von Bónis (Gerichtspraxis von Ofen und Pest nach der Austreibung der Türken. Bp. 1962) beschäftigt, seine Untersuchungen erstreckten sich aber nur bis auf die tatsächliche Wiedergewinnung der Selbstverwaltung, d. h. bis 1708.

Alle diese Arbeiten haben ausschließlich das untersucht, was die wichtigste Aufgabe der Rechtsgeschichte ist, nämlich wie die Organisation und die Verwaltung dieser Städte sich tatsächlich gestaltete. Der neue, von Bónis jetzt zusammengestellte Band, untersucht es von der anderen Seite, d. h. wie die Kommissare und Delegationen, die im Auftrage der Regierung die Stadt besucht haben, die Stadtverwaltung haben wollten, weiterhin was für eine Einteilung und Fähigkeiten der Stadtrat für seine Beamten wünschte.

Er führt diese Untersuchung mit der Veröffentlichung der Amtsanweisungen und Dienstgrade auf Originalsprache — deutsch oder lateinisch — durch. Er stellt von vornherein fest, daß das nur die Hälfte der vorstehenden Arbeit der Schilderung der Geschichte der Stadtverwaltung und des Amtes im 18. Jh. sei, es ist daher gar nicht sicher, in vieler Hinsicht sogar nicht einmal wahrscheinlich, daß die städtischen Körperschaften und Ämter genau so funktioniert hätten, wie es die Anweisungen vorgeschrieben hatten. Das muß noch extra untersucht werden. Mit der genauen und mit Anmerkungen versehenen Veröffentlichung der Anweisungen hat er jedoch die späteren, ausführlichen Forschungen weitgehend gefördert.

Bónis betont, daß die Amtsanweisung zu den Methoden des Frühabsolutismus gehört, die ungarische Kammer und der Palatin als Statthalter hatten ja schon 1529 eine Amtsanweisung vom König erhalten. Dazu

können wir hinzufügen, daß die Tätigkeit der königlichen Ämter (königliche Tafel, Statthalteramt, Obergespäne) bereits im 18. Jh. oft mit Anweisungen geregelt wurde. Im vorangehenden wollten wir begründen, warum aus den Behörden der Selbstverwaltung eben die Städte oft und dabei ausführliche Anweisungen bekamen. Diese wurden selbst von den Städten für so wichtig gehalten, daß Ofen die geltenden Anweisungen 1760 in ein Sonderbuch abschreiben ließ und Pest die Originalanweisungen in einem Extraband des Archivs sammeln ließ, um sie immer bei der Hand und vor Augen zu haben. Ein großer Vorteil des Buches ist, daß der Verfasser die gesellschaftliche Bewegung der Städte Ofen und Pest, die Gegensätze zwischen der führenden Patrizierschicht und den breiten Kreisen mit Bürgerrecht in einer kurzen Einleitung schildert. Natürlich kamen die Besitzlosen und Neuansiedler, die kein Bürgerrecht erhielten, in diesem Kampf nicht zu Wort, obwohl sie gewiß die Mehrheit der Stadtbevölkerung bildeten. Er will Instruktionen in diese gesellschaftlichen Bewegungen einordnen, der ganze Apparat bekam ja in der Regel erst dann eine Instruktion, als sich die Klagen gegen den Stadtrat sehr anhäuferten, und diese von einem Kammerkommissar, oder von einer Abordnung geprüft wurden. Am Ende der Untersuchung gab der Abgesandte außer der konkreten Anordnungen (Entlassung aus dem Amt) Instruktionen über das Verhalten in der Zukunft, damit ähnliche Mißbräuche möglichst im voraus verhindert werden können.

Aus den veröffentlichten Anweisungen stellt sich viel Erstaunliches heraus. So auch, daß die Bildung der Wahlgemeinde mit 100 Mitgliedern, statt der Generalversammlung der Einwohner mit Bürgerrecht in Buda, nicht das Ergebnis einer natürlichen Entwicklung und auch nicht die Nachahmung anderer Städte war, sondern sie wurde 1722 von einem Prüfungskommissar ins Leben gerufen. 1727 schien aber selbst diese zu viel zu sein, nachher bestand die Wahlgemeinde aus den Richtern der Vorstädte, aus je zwei ihrer Geschworenen, aus den Zunftmeistern und aus je zwei der ältesten Meister der Zünf-

te. Diese wurde auch 1737 zurückgestellt. Die Stabilisierung der Ratsmitgliedschaft ging ebenso nicht vom Stadtrat aus. Die Anweisungen sagen weder in Ofen, noch in Pest etwas über die Wiederwahl des Rats von Zeit zu Zeit aus, nur über die Besetzung der frei gewordenen Stellen durch Wahl. Der Rat mit 100 Mitgliedern wird auch vom Magistrat, also vom Stadtrat gebildet, von ihm werden auch seine Mitglieder gewählt (Pest 1731).

Den Anweisungen nach hat also das Bürgertum der Stadt höchstens auf mittelbarem Wege die Möglichkeit, sich in die Verwaltung der Stadt einzumischen. Der Außenrat hat ebenso keinen Aufsichtscharakter. Er ist dem Stadtrat gegenüber zu Gehorsam verpflichtet, seine Aufgabe ist, im Sinne der Anweisungen dem Stadtrat in der Verwaltung der Stadt zu helfen. Er ist also eigentlich das Exekutivorgan des Stadtrats.

Das alles ist verständlich. Die Kommissare und die Delegationen, die zur Untersuchung abgeordnet sind, und die die Anweisungen abfassen, leben schon in der Atmosphäre des Absolutismus. Sie stellen fest, daß der Stadtrat Mißbräuche getrieben hat, zum eigenen Nutzen gewirtschaftet hat, die Beseitigung der Mißbräuche wollen sie aber nur durch Amtdisziplin, durch sorgsame Kontrolle von oben, schließlich aus Wien erreichen, für sie ist es nur so vorstellbar. Die Bürger der Stadt (sogar die mit Bürgerrecht) können nur als Bittsteller oder Anzeiger auftreten,

auf die Verwaltung des Rats sollen sie keinen direkten Einfluß haben. Das erklärt aber zugleich, warum sich die Ständeversammlungen verschlossen, den Abgeordneten der Städte in der Entscheidung der Staatsangelegenheiten insgesamt außer einem einzigen kollektiven Votum eine Mitbestimmungsmöglichkeit zu gewähren, und warum die Reformlandtage — als die Ausstattung der Städte mit Wahlrecht nicht mehr zu verschieben war — vor allem die Neuregelung der Organisation, des Stimmrechts der Städte so energisch forderten.

Dagegen stellt es sich noch aus den Anweisungen heraus, daß der Stadtrat selbst eine strenge Disziplin und präzise Verwaltung von seinen Beamten verlangte. Sie wollten schon auf ihrem eigenen Gebiet eine bürokratische Ordnung schaffen. Es ist die Aufgabe einer weiteren Forschung festzustellen, inwiefern ihnen dies gelungen ist.

Der Band versieht die veröffentlichten Anweisungen mit genauen Anmerkungen, er gibt an, ob es eine Folge hatte, wann, inwiefern mit gleichen Anweisungen der Ausbau der Organisation fortgesetzt wurde. Er leistet eine unentbehrliche Hilfe nicht nur für diejenigen, die sich mit der Forschung der Geschichte der einzelnen Büros beschäftigen wollen, sondern auch für alle, die die Stadtverwaltungsgeschichte des 18. Jh. aufzudecken wünschen.

A. Degré

*Farkas Dezső: A Magyarországi Szociáldemokrata Párt és az agrárkérdés, 1900—1914*

(Венгерская социал—демократическая партия и аграрный вопрос, 1900—1914)

Будапешт, 1973. Akadémiai Kiadó, 289 стр.

Развитие венгерского общества начала XX в. характеризовалось появлением тенденций, свидетельствовавших о складывании монополистического капитализма (империализма). Условия, в которых начался переход к империализму, определялись, во-

первых, быстрым развитием капиталистических отношений начиная с последней трети XIX в., а во-вторых, сохранением в это же время многих пережитков феодализма. Все это не могло не влиять на усиление рабочего движения и на деятельность един-

ственной партии рабочего класса — социал-демократической партии Венгрии.

Относительно деятельности партии в 1900—1914 гг. историки, пожалуй, спорят больше всего, стараясь найти ответы на вопросы о том, насколько была готова партия к выполнению задач, поставленных перед ней историей, насколько учитывала программа партии потребности прогрессивного развития страны, в какой степени соответствовала этой программе проводимая партийной политика, с революционных или реформистских позиций подходила партия к решению своих основных задач, словом — предавала партия интересы рабочего класса или отстаивала их. Бесспорно, что сложность изучаемого автором периода, которая определяется общественно-политическими и идеологическими противоречиями, моментами их резкого обострения, делают весьма трудной задачу оценить деятельность партии, выдвинуть положительные строены этой деятельности и допущенные ошибки. Однако, автор рецензируемой работы показал, что указанные трудности — преодолимы и что возможно сформулировать определенные обоснованные выводы и относительно политики партии в целом, и относительно одного из аспектов этой политики.

Предмет исследования автора — политика социал-демократической партии в аграрном вопросе. Можно смело сказать, что последний являлся основным вопросом общественного развития Венгрии изучаемого автором времени. С аграрным вопросом были связаны многие проблемы социальных, политических и идеологических отношений. Автор поступает правильно, применяя при оценке того или иного момента в деятельности партии критерий ее революционности: являлся он проявлением стремления к защите интересов рабочего класса или свидетельствовал о их предательстве.

Как подчеркивает автор, уже с конца XIX в., когда начался подъем аграрно-социальных движений, одной из основных задач социал-демократии Венгрии была задача дать научный анализ на основе

марксистской теории аграрных отношений в Венгрии и в соответствии с его результатами выработать такую аграрную политику, которая сделала бы крестьянство союзником рабочего класса в разрешении экономических и политических вопросов, поставленных на повестку для истории (стр. 11). В многонациональном королевстве Венгрии аграрный вопрос являлся одновременно и вопросом национальным. Автор справедливо отмечает, что с начала XX в. крестьянский вопрос находился в центре внимания всех классов и слоев общества, стремившихся к прогрессу. Политические партии, боровшиеся друг с другом, стремились привлечь на свою сторону или нейтрализовать крестьянство. Поведение крестьянства имело решающее значение для борьбы между трудом и капиталом в городе и для борьбы аграрных рабочих с сельской буржуазией (стр. 12).

Автор исследует тему с последовательных марксистско— ленинских позиций, стараясь выяснить причины и обстоятельства выдвижения на передний план аграрного вопроса в последнем десятилетии XIX в. и сохранения им важного значения в первых десятилетиях XX в.

Д. Фаркаш начинает свое исследование с изложения позиций не proletарских классов и партий в аграрном и крестьянском вопросах — феодальной аристократии (крупных землевладельцев), представителей финансового и торгового капитала. Отмечая, что между ними существовали противоречия, игравшие существенную роль в экономической и политической жизни, автор показывает, что общей целью их политики было противодействие (с помощью государства) возрастающему влиянию социалистического движения. Различные слои и группы господствующего класса, как справедливо подчеркивает автор, против крестьянства выступали единым фронтом. Отметим, что изучение отдельно позиций представителей крупного землевладения и финансового капитала представляется оправданным, хотя применение такого способа исследования затрудняется тем обстоятельством, что часть крупных земле-



владельцев являлась также и представителями финансового и торгового капитала.

Автор выясняет и позицию в крестьянском вопросе т. н. «среднего класса», а также аграрную политику Партии независимости.

В книге дан обзор позиций и программных требований по аграрному вопросу крестьянских, мелкобуржуазных и интеллигентских партий и групп, которые оказывали непосредственное влияние на политику социал-демократической партии Венгрии. Говоря о движении под руководством Иштвана Варконы и о «независимой социалистической партии», автор обосновывает их оценку как «радикального демократического крестьянского движения», которое, «что особенно важно, до конца боролось в сущности за демократическое решение земельного вопроса». Известно, что из социал-демократической партии выделилась Реорганизованная социал-демократическая партия, руководимая Вильмошем Мезёфи. Члены ее протестовали против реформизма официальной политики социал-демократической партии. Автор рассматривает аграрную политику Реорганизованной социал-демократической партии на стадиях ее зарождения, развития и кризиса, — в связи с ее борьбой против руководства социал-демократической партии. Под влиянием неблагоприятных условий и в результате допущенных ошибок движение под руководством Мезёфи приобрело демократический крестьянский мелкобуржуазный характер, оказавшись неспособным выработать более революционную по сравнению с социал-демократической партией позицию. Более основательно освещает автор буржуазно-радикальное движение под руководством Андраша Л. Ахима, а также деятельность Всевенгерской партии земледельцев в Бальмазуйвароше, во главе которой стояли Покроц и организации Кальмана Семере в комитетах Тольна, Шомодь и Баранья.

В пяти главах монографии рассматриваются теоретическая разработка социал-демократами аграрной политики и ее практическое осуществление. Здесь иссле-

дованы, по существу, две большие темы: аграрная социал-демократов и ее источники и их политика по отношению к крестьянству — от попыток выработки программы до создания крестьянских организаций.

Рассматривая социал-демократическую партию Венгрии как часть международного социалистического движения, автор особо останавливается на вопросе о тех теоретических источниках, которые определяли решение аграрного вопроса международной, а следовательно, — и венгерской социал-демократией. Подробно говорит он о реформизме, проявившемся в крестьянском вопросе на рубеже XIX и XX вв., и о развернувшейся против него борьбе. Излагается между ревизионистом Эдуардом Ддвидом и защищавшим марксистские взгляды Карлом Каутским. При этом отмечены и ошибки Каутского. Социал-демократы Венгрии в целом соглашались с Каутским, но внести творческий вклад в дискуссию они не смогли. Закончились неудачей и их попытки выработать аграрную программу. Часть руководителей партии и не хотела заниматься этим. Даже поддержка со стороны Каутского, говорит автор, оказалась недостаточной для того, чтобы социал-демократы Венгрии занялись серьезным анализом аграрного вопроса (стр. 85). Социал-демократы Венгрии ориентировались на австрийскую социал-демократию, которая оказывала сильное непосредственное влияние на их политику и теоретическую деятельность. А австрийские социал-демократы недооценивали значение крестьянского вопроса, так что их влияние в этом отношении было отрицательным.

Далее автор анализирует теорию социал-демократов Венгрии по аграрному вопросу, прослеживал ее связь с определением ими общих целей партии, с их взглядами на развитие общества и с их пониманием революционной теории. Автор согласен о выводе предшествующих исследователей о том, что социал-демократия Венгрии, в сущности, исходила из положений экономического материализма. Она признавала неизбежность краха капитализма, чему, по ее мнению, должен способ-

ствовать рабочий класс своей борьбой. Однако, как полагали социал-демократы Венгрии, рабочий класс может прийти к власти мирным путем и то лишь в случае, если он будет составлять большую часть населения. Основой идеи о том, что победа пролетариата возможна только в далеком будущем, являлось не соответствовавшее действительности понимание характера общественных отношений.

Автор показывает, что до 1904 г. социал-демократы Венгрии считали капиталистические отношения и политическую власть буржуазии понятиями однозначными. Ближайшей целью они считали социалистические преобразования, а союзником — деревенский пролетариат. Раздел крупных помещичьих имений и увеличение численности мелких крестьянских хозяйств, по их мнению, могла бы помешать достижению указанной цели. Но практически эта концепция противостояла стремлению крестьянства к разделу земель.

С 1904 г. многие влиятельные представители социал-демократии стали придерживаться теории «чистого феодализма». В ее рядах не было идеологов, которые понимали бы сущность буржуазной и аграрной революций и соотношение между ними. Указанная теория стала основой практического осуществления реформистской политики, которая отводила рабочему классу лишь роль союзника буржуазии в ее антифеодальной борьбе. «Политический кризис 1905—1906 гг., а также рабочие и крестьянские движения, охватившие всю страну, толкнули руководителей социал-демократической партии Венгрии не в сторону революции, а в полной мере в сторону реформизма». Имея в виду лишь социалистические преобразования, они видели лишь мирный путь их осуществления. Социал-демократия Венгрии «не представляла себе ясно сущности буржуазных демократических преобразований, поскольку она не разрабатывала самые главные вопросы этих преобразований; она исключила из своих планов уничтожение системы крупного землевладения, решение национального вопроса и борьбу за независимость

страны». Главным средством достижения своих целей социал-демократия Венгрии считала всеобщее и тайное голосование (стр. 100). Автор полагает, что до начала XX в. руководители социал-демократической партии Венгрии считали реальным союз с аграрным пролетариатом в борьбе за достижение целей социализма, а после утверждения господства теории «чистого феодализма» они отдали крестьянство буржуазии в качестве ее союзника, преувеличив незавершенность буржуазных преобразований (стр. 101).

Верно замечание автора о том, что господство указанной теории само по себе не предопределяло оппортунистического характера политики социал-демократии Венгрии. «Однако, говорит автор, ясно, что на основе этой концепции было легко выработать реформистскую союзническую политику и осуществить ее на практике» (стр. 97). И только на основе одного того факта, что партия постоянно занималась аграрным вопросом, нельзя утверждать, «что в ее теоретической и практической деятельности этот вопрос занимал то место, которого он заслуживает» (стр. 95). Конечно, теоретические взгляды партии по аграрному вопросу и цели аграрной политики были подчинены ее стратегии. И хотя стремление найти пути решения аграрного вопроса в духе марксизма характерны для социал-демократии Венгрии в течение всего изучаемого автором периода, автор имеет основание утверждать, имея в виду, прежде всего руководство социал-демократической партии: «История партии вплоть до начала мировой войны является типичным примером отклонения от революционного пути в сторону реформизма» (стр. 96).

На основе богатого фактического материала автору удалось проследить, благодаря использованию каких средств (в частности, безжалостной расправы со своими противниками) реформистам удалось одержать победу при выработке всей стратегии социал-демократической партии Венгрии и той ее части, которая являлась аграрной политикой. Автор показал как реформизм стал определяющей силой в

теоретической и практической деятельности партии.

Исследование автором теории социал-демократов по аграрному вопросу ведется в органической связи с изучением стратегической линии партии. В начале XX в., когда известные идеологии партии стали заниматься аграрным вопросом, в центре внимания партии была проблема крупных и мелких предприятий. Руководители партии тогда выступили против раздела земель и создания мелких предприятий, что согласовывалось с установками, принятыми в международном рабочем движении. Это хорошо отражено в программе партии 1903 г., которую автор анализирует во многих местах книги. Он излагает также взгляды Едена Поора и Эрвина Сабо по аграрному вопросу. Последний, как установил автор, высказывал даже мысль о создании кооперативов. Другие деятели партии об этом не говорили. Те социал-демократы, которые, отвечая на вопрос о судьбе крупных феодальных имений, выступали за сохранение крупных хозяйств, как полагает автор, исходили из принципиальных основ марксизма, «так что в этом вопросе социал-демократическая партия Венгрии провозглашала и представляла правильную точку зрения» (стр. 107). Исходя из этого, партия с девяностых годов XIX в. боролась против требования крестьян о разделе земель, против всех движений и партий, имевших в своих программах этот пункт.

После 1905 г. в первую очередь под влиянием Давида и Вандервельде социал-демократы Венгрии стали считаться с фактом укрепления мелких сельских хозяйств и признали обоснованным требование раздела земель. Шандор Чизмадия выступил в защиту беднейшего крестьянства, испытывавшего земельный голод. Важно, что автор отводит особое место рассмотрению влияния революции 1905 г. в России, а также — исследованию того, какое влияние на венгерских идеологов оказывали дискуссии по аграрному вопросу, происходившие в российском рабочем движении. Наиболее последовательные выводы из уроков револю-

ции в России при решении аграрного вопроса сделал революции в России при решении аграрного вопроса сделал Арнольд Даниэль.

После 1906 г. среди социал-демократов Венгрии оживились дискуссии по аграрному вопросу. В защиту отрицательного марксизма выступили Эрне Гарам, Жигмонд Кунфи и Йозеф Динер-Денеш. Позднее на их взгляды оказал влияние Каутский, который все больше склонялся к реформизму.

Обстоятельно излагает автор систему взглядов А. Даниэля, который последовательнее всех противостоял официальной точке зрения в вопросах аграрной теории и политики. Однако, борьба против «ортодоксальных» взглядов, которые были представлены Каутским, привела Даниэля к разрыву с марксизмом. Начиная с 1910 г. он выступает против марксизма. Порвав с социал-демократией, он примкнул к правому крылу буржуазных радикалов. Большое внимание автор уделил рассмотрению позиции Эрвина Сабо по аграрному вопросу, более критично по сравнению с предыдущими исследователями оценив его деятельность: по мнению автора, взгляды Эрвина Сабо близки к аграрной теории меньшевиков, хотя они и были революционной официальной программы социал-демократов Венгрии. В изучаемый автором период многочисленные статьи опубликовал Ене Варга, обосновывавший требование раздела земель с экономической (в интересах развития производства) и с политической точек зрения.

Теоретические дискуссии продолжались и позднее, но жизнь все настоятельнее требовала определения практической политической линии. Разработки самостоятельной аграрной программы добивались местные партийные организации. Этим занимались созданные съездами партий специальные комитеты и другие временные органы. Вопрос об аграрной программе рассматривался съездами партии. Однако, руководство партии, отклонявшее принцип радикальной ликвидации крупных латифундий и выступавшее против раздела земель, не разработало программы, которая

революционизировала бы крестьянские массы. В связи с этим оказались бесплодными все попытки привлечь широкие массы крестьян на сторону партии.

Монография написана на основе обширного материала источников. Автор исследовал широкий круг вопросов, связанных с его основной темой. С позиций марксизма—ленинизма Дежэ Фаркаш дает многосторонний анализ событий и теорети-

ческих взглядов. Конечно, отдельные вопросы, затронутые автором, требуют дальнейшего исследования, а некоторые формулировки — уточнения. Но в целом книга дает верное представление о теоретической деятельности и политике социал-демократов Венгрии по аграрному вопросу.

Э. Штрассенрайтер

### *Zsigmond Kende: A Galilei Kör megalakulása*

(Gründung des Galilei-Kreises)

Budapest, 1974. Akadémiai Kiadó. 196 S.

Zsigmond Kende, einer der Gründer und erster Generalsekretär des Kreises hat die Herausbildung der bedeutendsten progressiven Studentenorganisation um die Jahrhundertwende in Ungarn in seiner leider postum erschienenen Arbeit beschrieben. In seinem Buch zeichnete er ausführlich und präzise den Entwicklungsgang nach, auf dem sich die vorwiegend aus kleinbürgerlichen Kreisen stammende intellektuelle Jugend von der Wirkung der Erziehung im chauvinistischen und klerikalen Geist und des ihm untergeordneten Unterrichts und der Wissenschaft auf niedrigem Niveau emanzipierte und den Weg der Besinnung, der Auflehnung und schließlich der ideologisch-politischen und moralischen Neuschaffung beschriftet.

Die ersten Schritte der Besinnung machten die den gesellschaftlichen Fragen aufgeschlossenen jungen Menschen in der liberalen Atmosphäre der hauptstädtischen Mittelschulen, in denen ein fortschrittlich denkender Lehrer ihnen für das ganze Leben einen geistig-moralischen Anstoß »nur« dadurch gab, daß er seinen Schülern eine »logische, rationale, vorurteilsfreie Denkweise, die Liebe zur Wissenschaft und Kunst und zu allen schönen und edlen Bestrebungen und zum Humanismus« vermittelte (S. 32). Von hier war es kein weiter Schritt mehr zum freidenkenden Blatt »*Világosság*« (Licht)

und zur begierigen Aneignung eines naturwissenschaftlichen Weltbildes, des Atheismus.

»*Világosság*« jedoch vermochte, obwohl es eine unerläßliche Stufe ihres Voranschreitens war, durch sein ungleiches Niveau und den propagandistischen Charakter den einmal erwachten Wissensdrang nicht zu befriedigen. Und doch war es dem Blatt zu verdanken, daß sich in seiner Redaktion Zsigmond Kende und seine Schulfreunde mit Ervin Szabó treffen konnten, der sie in den Gesellschaftswissenschaftlichen Leserkreis, die damalige Schatzkammer der einheimischen soziologischen Literatur, einführte und so ermöglichte, daß sie dort auch sozialistische Studenten kennenlernten. (Eine redaktionelle Fußnote hätte klären können, auf welche Weise Ervin Szabó und seine linke sozialdemokratische Oppositionsgruppe versuchten, gerade 1904, als sich die jungen Menschen an ihn um Wegweisung wandten, »*Világosság*« zum Organ der linken Opposition zu verwandeln; dies war nämlich die Erklärung für seine Gegenwart, für seine im Blatt erschienenen Artikel usw.)

Von hier hätte bereits ein gerader Weg zur sozialistischen Bewegung geführt, wenn in jenen Jahren nicht die Organisation der sozialistischen Studenten selbst in einer Krise gewesen wäre. Die vorangegangene Genera-

tion (die Leitung unter Mérő, Vágó und Tarczai) war der Universitätsbewegung entwichen, die neue Gruppe war zahlenmäßig noch klein und hatte keine entsprechende Führung. Dies erklärt, daß die tatbereiten Jugendlichen aus der Organisation der sozialistischen Studenten still »abbröckelten« und offensichtlich war dies auch der Grund dafür, wovon Zsigmond Kende nicht schrieb (obwohl er sich nach seinem Plan auch mit dem Verhältnis zwischen dem Galilei-Kreis und der Sozialdemokratischen Partei befassen wollte und gewiß auch auf die Organisation der sozialistischen Studenten eingegangen wäre), daß, da die Organisation der sozialistischen Studenten kein bedeutender Faktor in den Universitäten sein konnte, sich auch eine Möglichkeit zur Gründung des Galilei-Kreises eröffnete, in dem die gesamte Linke erfaßt wurde.

Spannend beschrieb Zsigmond Kende auch die unmittelbare Vorgeschichte der Gründung des Kreises. Hier hob er vor allem den »Kulturkampf« in Pécs hervor, jene große und siegreiche Schlacht der progressiven — sozialistischen und radikalen — Kräfte für den Schutz eines fortschrittlichen freien Unterrichts gegenüber den chauvinistisch-klerikalen Angriffen. Er geht auch ausführlich auf den Kampf ein, der damals gegen Gyula Pikler, den Präsidenten der Gesellschaftswissenschaftlichen Gesellschaft, wegen seiner Rolle in Pécs von den rechten Studenten in Form von Universitätsdemonstrationen entfacht wurde. Bei der Abwehr des Angriffs schlossen sich unmittelbar die Gründungsmitglieder um den 1908 entstandenen *Galilei-Kreis* zusammen. Zsigmond Kende spricht auch von der unglücklichen Rolle, die Samu Fényes und der Verein der Freidenker Ungarns bei der Führung der Jugend gespielt haben, und er gedenkt mit großer Wärme der positiven Bedeutung der Einschaltung von Aladár Székely und später Károly Polányi (erster Vorsitzender des Kreises).

In seinen Erinnerungen vom historischen Quellenwert bleibt Zsigmond Kende in Wirklichkeit an diesem Abschnitt, der Gründung des Kreises (und Beschreibung seiner ersten Aktionen), stehen. Danach gibt er

einen Überblick über das geistige Milieu der Studenten des Galilei-Kreises. Auch vom kulturhistorischen Aspekt ist seine Aussage ungemein wesentlich. Mit der Authentizität des Teilnehmers und durch Dokumente belegt, zeigt er, was seine Generation gelesen hat, welche Publikationen der Zeitschrift »*Huszadik Század*« (Zwanzigstes Jahrhundert), der Társadalomtudományi Társaság (Gesellschaftswissenschaftliche Gesellschaft), der Klassischen Romanreihe und der billigen Taschenbuchausgaben sie beeinflusst haben. Die bildenden Künste, die Musik und das Theater werden nur gestreift, doch aus dieser Schatzkammer hat eine intellektuelle, geistig anspruchsvolle, tatbereite junge Generation die Grundlagen für ein festes Fundament geschöpft.

Wie nun eigentlich das weltanschaulich-politische und moralische Antlitz dieser Generation war, ist eine Frage, die Zsigmond Kende für so wesentlich hielt, daß er, um es nachzuzeichnen, den Faden der historischen Darlegung abschnitt. Natürlich waren sie Atheisten, antwortete er; doch auch Gläubige in dem Sinne, daß sie unerschütterlich die Evolution der menschlichen Gesellschaft und die unaufhaltsame Raumgewinnung der sich mit dem Humanismus verbindenden Ratio für einen ständigen Prozeß hielten. Auch daraus ergab sich das Bewußtsein ihrer intellektuellen Mission und ihr selbstloses Engagement, der Dienst am gesellschaftlichen Fortschritt. Dies drückte auch die Losung des Kreises aus: »Lernen und lehren!«

Auf welche Weise wollten sie ihr Ziel, die rational-humanistische Umgestaltung der Gesellschaft, erreichen? Mit anderen Worten — wie auch Zsigmond Kende die Frage stellte —, waren sie Revolutionäre oder Reformen? Ihre Grundeinstellung — gerade aus ihrem evolutionistisch-positivistischen Weltbild folgend — konnte nur ein »radikales Reformertum« sein (S. 120), was bei weitem nicht die loyale Opposition gegen die gesellschaftlich-politische Ordnung in Ungarn bedeutete. Aber auch den revolutionären Umsturz dieses Systems hielten sie nicht für ihre Aufgabe, obwohl sie in einer kritischen Phase der zugespitzten sozial-politischen

Kämpfe vor dem ersten Weltkrieg aktive Sympathie für revolutionäre Aktionen bekundeten (und worüber Zsigmond Kende nicht mehr schreiben konnte): 1918/19 wurden die meisten Mitglieder des Kreises wirklich aktive Teilnehmer an den Revolutionen). Ihre objektive Rolle war trotz ihres bewußten Reformertums während ihres ganzen Bestehens revolutionär. Sie waren Wegbereiter und Ferment der reifenden ungarischen Revolutionen.

Ihr Weltbild, das nicht marxistisch war, doch dessen zahlreiche Elemente und vor allem dessen Endziel in ihrem Humanismus und dem moralisch-politischen Glaubensbekenntnis Ausdruck fand, kam in der Begeisterung für die Dichtung Endre Adys, des großen ungarischen revolutionär-demokratischen Dichters und Publizisten, voll zur Entfaltung. Ihr engagierter Kampf für eine neue Welt, für die Schaffung eines demokratischen und in der Perspektive eines sozialistischen Ungarn wurde durch ihre innere Verbindung mit dem »Sturmvolgel der Revolution« gefördert. Ihre Märzfeiern, auf denen flammende Ady-Gedichte vorgetragen wurden, verkündeten die Wahrheit. Es ist den Redakteuren gutzuschreiben, daß sie Zsigmond Kendes Schrift in den Band aufgenommen haben, in der er die Beziehungen zwischen *Endre Ady* und dem *Galilei-Kreis* analysiert und die der Verfasser, obwohl sie bereits in der ersten Nummer des »*Kortárs*« (Zeitgenosse) im Jahre 1969 als selbständiger Aufsatz erschienen ist, als einen Teil des

Bandes bringen wollte. Dadurch wird das Bild abgerundet, das Zsigmond Kende über die weltanschauliche, politische und moralische Rüstung und das Programm seiner Generation darlegen wollte.

Im Anhang des Bandes wird Zsigmond Kendes Buchentwurf gebracht, den er dem Verlag seinerzeit vorgelegt hat. Das reiche Programm, in dem er sich zum Ziel setzte, solch wichtige Fragen zu klären wie die Beziehungen des Galilei-Kreises zur Gesellschaftswissenschaftlichen Gesellschaft, zum Freimaurertum und zur Sozialdemokratischen Partei Ungarns, ferner die Analyse der Publikationen und Veranstaltungen des Kreises usw. konnte er nicht mehr verwirklichen. Dieser Verlust ist leider unersetzbar.

Im gleichen Band veröffentlichen die Redakteure einige kleinere, zum Teil noch nicht publizierte Schriften von Zsigmond Kende, die weitere Angaben zur Geschichte des Galilei-Kreises und der ungarischen fortschrittlichen Bewegungen zum Jahrhundertbeginn beleuchten. Diesem Ziel dienen auch die Facsimiles der Originaldokumente.

Die Anmerkungen und das annotierte Namenverzeichnis von *György Litván* erleichtern das Eindringen in den Stoff des Bandes. *Péter Hanáks* Einführung, die den Platz des Galilei-Kreises in den gesellschaftlich-politischen Kämpfen Ungarns zum Jahrhundertbeginn bestimmt, hilft dem Leser, sich in der Epoche und den im Band aufgeworfenen Fragen zu orientieren.

F. Mucsi

### *Lóránt Tilkovszky: SS-toborzás Magyarországon* (SS-Werbung in Ungarn)

Budapest, 1974. Kossuth Kiadó. 000. S.

Manchmal ist man geneigt zu glauben, daß man über die Tätigkeit der Hitleristen kaum etwas Neues erfahren oder lesen könne, doch L. Tilkovszkys Buch über die SS-Rekrutierungen in Ungarn widerlegt diese Annahme. Form, Zahl und Charakter der in fast allen Teilen Europas begangenen Nazi-

verbrechen ist unerschöpflich, und die Geschichtsschreibung und die Menschheit werden wohl niemals alle völlig registrieren können.

Wie viele wissen, wer Lajos Muck war, selbst diejenigen, die in der nach ihm benannten Budapester Straße wohnen? Wie-

viele wissen, warum er in Dachau umgekommen ist? Ich gestehe, ich habe erst aus Tilkovszkys Buch erfahren, daß Muck einer der Deutschen in Ungarn war, die den Kampf gegen die Anlockung und spätere Zwangsrekrutierung der hiesigen deutschsprachigen Bevölkerung in die SS aufgenommen haben. Auch das ist mir erst jetzt bewußt geworden, daß es sich in diesem Kampf nicht um eine bedeutungslose Minderheit handelt hat, sondern um das Schicksal von 100 000—120 000 deutscher Jugendlichen in Ungarn, die ein besseres Los verdient hätten.

Die SS (Schutzstaffel) hat ursprünglich polizeiliche Aufgaben versehen, zunächst innerhalb der Naziartei, dann in ganz Deutschland, schließlich in der ganzen okkupierten Zone, doch bald wurde sie mit kämpfenden Verbänden, der sog. Waffen-SS, ergänzt. In diese Verbände wurden auf dem Prinzip der Freiwilligkeit die physisch tauglichsten Jugendlichen ausgewählt. Nach einer höheren als durchschnittlichen Ausbildung, die ebenso fanatisch wie brutal war, wurden sie in die zuverlässigsten und erfolgreichsten Kolonnen der deutschen Armee eingereiht.

Nach Ausbruch des Krieges und vor allem nachdem diese Abteilungen an der Sowjetfront empfindliche Verluste erlitten haben, wurde die Aufstellung weiterer Elitetruppen immer dringlicher. Dies war der Hauptgrund dafür, daß die Naziregierung in allen mit ihr verbündeten Ländern, und in einigen Fällen sogar in der okkupierten Zone, aus den Reihen der dort lebenden deutschen Bevölkerung eine Werbekampagne zur Organisation neuer SS-Abteilungen einleitete. Außer diesem Hauptziel spielten gewiß auch allgemeine »weltanschauliche« Erwägungen eine Rolle: Die Pflege des Bewußtseins der deutschen Rassenreinheit, die Ausbreitung der arischen Elitebildung, die Schaffung der Grundlagen eines germanischen Europa nach dem Krieg usw.

In Ungarn haben die Deutschen mit der ungarischen Regierung dreimal ein Abkommen über die Genehmigung zur Werbung getroffen, und die Aushebungen gingen in drei Wellen vor sich: 1942, 1943 und 1944.

Bei den ersten zwei Gelegenheiten erfolgte die Rekrutierung, abgesehen von dem durch die Propaganda ausgeübten seelischen Zwang, meist auf freiwilliger Basis. 1944 jedoch, als der Krieg offensichtlich bereits verloren war, diente das Prinzip der Freiwilligkeit nur als ein Feigenblatt. Die Menschen wurden einfach eingezogen, ja häufig verhaftet und verschleppt.

Nach Angaben der faschistischen Organisation der Deutschen in Ungarn, dem Volksbund, lebten während des Krieges in unserer Heimat mehr als 1 200 000 Deutsche; nach anderen Quellen lag diese Zahl unter einer Million. Die SS hat bei den ersten zwei Rekrutierungen jedesmal etwa 20 000 Personen in ihre Reihen aufgenommen, während bei der dritten Gelegenheit, als sich die Aushebungen auch auf die Rekruten der ungarischen Armee und sogar auf die sonstigen in Ungarn lebenden Nationalitäten erstreckten, sind etwa 60 000—80 000 Personen in diese Truppen gezwungen wurden. Nach Tilkovszkys Meinung wurden nicht weniger als 100 000 Deutsche in Ungarn in die SS-Verbände eingezogen.

Das Buch untersucht eingehend und gewissenhaft — vor allem auf deutsche, also authentischste Quellen gestützt — die Gründe für einen so großen Erfolg. Die Bedeutung dieses Ergebnisses illustriert die Tatsache, daß gegen Ende des Krieges etwa die Hälfte des SS-Bestands außerhalb der Grenzen des Deutschen Reichs lebende Personen bildeten und davon stellten nach obigen Angaben zumindest ein Fünftel die Deutschen in Ungarn.

Die Gründe sieht Tilkovszky einmal in den Kräften, die auf die Deutschen in Ungarn wirkten, zum zweiten in der Politik der ungarischen Regierung. Aus welchen Motiven meldeten sich die jungen Menschen in die SS? Ein Teil von ihnen aus Überzeugung auf Wirkung der Propaganda. Die stärkste Organisation der Deutschen in Ungarn, der Volksbund, unternahm alles, seine Mitglieder auf diesen Weg zu treiben. Seine Tätigkeit mußten die Nazis nur noch ergänzen. Auch die Versprechungen trugen das Ihre bei. Man versprach den SS-Mitglieder ein besseres

Schicksal in der Wehrmacht als in den Reihen der Honvédarmee. Man versprach, daß ihre Angehörigen später eine beträchtliche Unterstützung erhalten werden. Eine glänzende militärische Karriere wurde den Jugendlichen vorgedauert, doch man verschwie, daß der Preis für den Eintritt in die SS der Verlust der ungarischen Staatsangehörigkeit sein werde.

Als diese Bedingung bekannt wurde, schreckten viele vor dem schicksalhaften Schritt zurück, doch es war bereits zu spät. Außerdem mußten sie die bittere Erfahrung machen, daß ihre Lage schlechter wurde, als sie in der ungarischen Armee geworden wäre, daß die Familie die versprochene Unterstützung nicht erhalten werde und daß sie von den »echten« Deutschen wegen ihres schlechten Deutsch, ihrer fehlerhaften Aussprache und ihrer fremden Gewohnheiten nicht für Deutsche gehalten wurden, sondern für »ungarische Schweine«.

Eine entscheidende Rolle bei der Ermöglichung der Rekrutierungen spielten natürlich die jeweiligen ungarischen Regierungen. Horthy und seine Ministerpräsidenten wurden von mehreren Gründen geleitet. Einerseits wagte und konnte kein einziger Verbündeter Deutschlands in einer wesentlichen Frage völlig und endgültig widersprechen. Die ungarischen Faktoren haben oft diskutiert und versucht, einzelne deutsche Forderungen zu sabotieren. Ein kategorisches »Nein« hätte gewiß den völligen Bruch und die Besetzung des Landes nach sich gezogen, wofür keine einzige Regierung die Verantwortung übernahm. Außerdem ließen sich die ungarischen Regierungen von dem Gedanken leiten, daß es besser sei, die entfremdeten, zu Deutschland neigenden, nazistisch eingestellten Elemente loszuwerden. Auch deshalb stellten sie die Bedingung, daß mit dem Eintritt in die SS die ungarische Staatsangehörigkeit aufgehoben werde. Sie hofften, daß nach deren Entfernung es leichter sein werde, die ungarisch fühlenden Deutschen endgültig zu inkorporieren.

Aus der gleichen Überlegung erklärte sich Horthy bei den Verhandlungen mit Hitler sofort mit der Aussiedlung der Deutschen

aus Ungarn einverstanden. Das Problem war, daß Horthy nur an die Aussiedlung der Volksbündler, Hitler aber des ganzen Deutschland dachte. Der Widerspruch kam nicht zum Ausbruch, da die Deutschen auf diesen Plan angesichts der konkreten Kriegslage »vorübergehend« verzichteten.

Nach der deutschen Besetzung des Landes im Jahre 1944 und der Bildung der Sztójai-Regierung wurden die ungarischen Vorbehalte gegenstandslos und man ließ auch die Forderungen bezüglich der Staatsangehörigkeit fallen. Wahrscheinlich war das auch einer der Gründe, daß die Deutschen bei der letzten Rekrutierung ein größeres Ergebnis aufzeigen konnten als bei den ersten beiden insgesamt.

Wie der Verfasser des Buches überzeugend darstellt, zeichneten die SS-Rekrutierungen gleichsam die Grenzlinie zwischen den deutschfreundlichen, nazistisch eingestellten und den antideutschen Elementen. Vielleicht könnten wir auch noch sagen, daß in der Ausnahmelage Ungarns — bis 1944 wurde es nicht besetzt, das Braune Reich gab sich als Freund des Landes, befriedigte auch teilweise ungarische territoriale Ansprüche usw. — die wirklichen Gefühle der Bevölkerung für die deutschen Faschisten in der SS-Frage klarer zum Vorschein traten als in allen anderen Fragen. Natürlich nur in diesen Bezirken, wo die Aushebungen die Bevölkerung unmittelbar betrafen. Die SS war eine authentische deutsche Nazi-Organisation. Der Anschluß an sie war in den Augen der Bevölkerung ein handgreiflicherer und unverkennbarer Beweis für die Dienstbereitschaft im Interesse einer fremden Macht als z. B. der Dienst in der ungarischen Armee. Davon gar nicht zu sprechen, daß viele freiwillig in die SS eintraten, während die Männer in die Armee eingezogen wurden, wie das bereits seit langem üblich war und wogegen man nichts unternehmen konnte.

Die deutschen Offiziere waren davon überzeugt, daß das feindliche Verhalten der ungarischen Bevölkerung und der unteren Verwaltungsfaktoren gegenüber der SS von der Regierung angeordnet wurde. Die von Tilkovszky veröffentlichten Tatsachen jedoch



sprechen eher dafür, daß die Antipathie spontan entstand, und die Regierung sich wohl darauf beschränkte, nicht einzugreifen.

Während das feindliche Verhalten der ungarischen Bevölkerung auch durch eine instinktive Abwehr gegen die fremde Macht erklärt werden konnte, manifestierten die gegen die SS-Werbung auftretenden Deutschen ihre Ablehnung des Nazismus. Gleichzeitig bekundeten viele ihre Anhänglichkeit an Ungarn, das sie als ihr Vaterland betrachteten. Sie wollten weder ihr Stück Land noch ihre ungarische Staatsangehörigkeit für das

Deutsche Reich aufgeben, auch wenn sie sich als Deutsche betrachteten.

Das auf einer gründlichen Forschungsarbeit aufgebaute, sorgfältig analysierende, gut geschriebene neue Buch von L. Tilkovszky beleuchtet zwar nur einen kleinen Teil der einheimischen Ereignisse im zweiten Weltkrieg, doch dieses kleine Detail bietet einen anschaulichen Querschnitt über die Atmosphäre, die Probleme und die Gedankenwelt der Menschen im damaligen Zeitraum. Es ist nicht nur ein nützliches, sondern auch ein interessantes Werk. M. Ormos

### *Történelemtudomány — történelemtanítás. I—VI.-sz.\**

(Geschichtswissenschaft — Geschichtsunterricht Folge I—VI)

Budapest, 1971—1975. Tankönyvkiadó

Die Annäherung der nicht immer lebendigen Verbindung zwischen Geschichtswissenschaften und Geschichtsunterricht ist eine wichtige, immer wieder neu zu lösende Aufgabe. Die wissenschaftliche Forschung (und so auch die Geschichtsschreibung) kann ja nur dann für die Gesellschaft wirklich nützliche Ergebnisse erzielen, wenn es Kanäle gibt, durch die die Ergebnisse der Wissenschaftler, befreit aus ihrer exklusiven Abgeschlossenheit, in die Struktur des gesellschaftlichen Bewußtseins eingefügt werden können.

Wer kennt nicht die bestimmende Rolle der Geschichtslehrer bei der Erfüllung dieser Funktion? Der Befriedigung dieses Anspruchs jedoch stehen sehr viele Hindernisse im Wege. Von ihnen muß hier nur eins beachtet werden, namentlich, daß es bereits seit lan-

gem unmöglich ist, durch Lesen von Fachartikeln und Fachmonographien einen Überblick über die *Gesamtheit* einer Disziplin (so auch der Geschichtswissenschaft) zu gewinnen. Kurze, gleichzeitig fachgerechte Zusammenfassungen vermitteln die Überbrückung. Mit vorliegenden Abhandlungen stellt Tankönyvkiadó (Lehrbuch-Verlag) die erste Folge der Studienreihe dieser Art vor.

Das Ziel, lesen wir in der Einführung des ersten Heftes, ist, »daß die Aufsätze innerhalb einiger Jahre ein vollständiges Bild über die Ergebnisse vermitteln, die unsere marxistische Geschichtswissenschaft im vergangenen Jahrzehnt erreicht hat« (S. 6).

Die Thematik der ersten sechs (etwa 3,5 Bogen starken) Folgen zeigt, daß es im letzten halben Jahrzehnt gelungen ist, das

\* P. HANÁK: *A dualizmus korának történeti problémái* (Die historischen Probleme des Zeitalters der Doppelmonarchie). — F. MUCSI: *A Magyarországi Szociáldemokrata Párt tevékenysége 1890—1918 között* (Die Tätigkeit der Sozialdemokratischen Partei Ungarns von 1890 bis 1918). — M. SZ. ORMOS: *Az európai biztonság kérdése a két világháború között* (Die Frage der europäischen Sicherheit zwischen den zwei Weltkriegen). — GY. RÁNKI: *A kapitalista gazdaság fejlődése Kelet- és Délkelet-Európa országaiban* (Die Entwicklung der kapitalistischen Wirtschaft in den Ländern Ost- und Südosteuropas). — GY. LÁSZLÓ: *A honfoglalókról* (Über die Landnahme). — K. BENDA: *Habsburg-abszolutizmus és rendi ellenállás a XVI—XVII. században* (Der Habsburger-Absolutismus und der Widerstand der Stände im 16—17. Jahrhundert).

Ziel zum Teil zu realisieren. Die Hefte der Reihe folgten — mit Ausnahme von 1974 — ziemlich regelmäßig aufeinander. Sie geben über solche Gebiete einen Überblick, die einerseits im Vorderfeld unserer Geschichtsschreibung stehen, andererseits (gerade dadurch bewirkt) das von den früheren Forschungen gezeichnete Bild nicht nur in Details sondern auch oft (aus dem Aspekt des Themas) in kardinalen Fragen korrigieren konnten und mußten.

Die Bedeutung der zu rezensierenden Hefte liegt darin. Den in unseren Schulen heute unterrichtenden Pädagogen, die ihre historischen Kenntnisse im Rahmen einer systematischen Universitäts- bzw. Hochschulausbildung früher erhalten haben, vermittelt diese Reihe die neueren, im allgemeinen gereiften Ergebnisse unserer Geschichtswissenschaft.

Die Verfasser sind (mit Ausnahme von Gyula László, Professor am Lehrstuhl für Archäologie an der Budapester Wissenschaftlichen Universität) namhafte Mitarbeiter des Geschichtswissenschaftlichen Instituts der Ungarischen Akademie der Wissenschaften.

Ein Verdienst der Arbeit von Gy. László ist, daß er in der Einführung (gemessen am Umfang seines Aufsatzes überaus ausführlich) einen Überblick über die Geschichte der Forschungen der ungarischen Urgeschichte, vor allem in Verbindung mit der ungarischen Landnahme gibt. Sein Vortrag ist keine entpersonalisierte Darstellung, sondern zugleich eine Galerie der Wissenschaftler, die sich mit der ungarischen Urgeschichte befaßt haben und befassen. Bei der Zusammenfassung neuer Forschungen stellt Professor László einige eingewurzelte Ansichten in Frage.

So dementiert er die Ansicht, daß das entstehende Ungarntum nach Westsibirien gewandert ist. Die kaukasische Urheimat kann heute nicht mehr für das ganze Ungarntum gelten. Wir können auch jenem alten Satz keinen Glauben schenken, daß den Anstoß zur Landnahme eine durch die Petschenegen erlittene Niederlage gab. Die Stämme und Stammesnamen sind ebenso wieder ein offenes Problem wie die Frage,

welches Volk bzw. Völker die Ungarn unter Árpáds Führung im ausgehenden 9. Jahrhundert im Karpatenbecken vorgefunden haben.

Den Kern der Studie bildet die Aufzeigung der neuen Ergebnisse, die die Geschichtswissenschaft, Sprachwissenschaft, Archäologie, Ethnographie, Anthropologie, Tier- und Pflanzenkunde, Metallanalysen bei der Erforschung des Zeitalters der Landnahme erzielt haben. Der Nutzen der Arbeit wird dadurch erhöht, daß Gyula László auch über Forschungen außerhalb der Landesgrenzen berichtet.

Schließlich erörtert Gyula László die Herausbildung der in den vergangenen Jahren aufsehenerregenden Theorie der »doppelten Landnahme«. In seinem Vortrag läßt er auch neue Argumente zu Worte kommen.

Beim Lesen der Studie erhält man ein überzeugendes Bild, wie befruchtend die Zusammenarbeit der angeführten Wissenschaftszweige ist und daß sie zu inventiösen Erkenntnissen führt. Dank der erzielten Ergebnisse ist die Forschung der Landnahme zum größten Teil in das Stadium der negativen Gewißheit gelangt. Der Verfasser — seiner eigenen Worte Gebrauch machend — zeigt »eher die Tendenzen, Fragezeichen und Möglichkeiten der Forschung auf als würde er die sicher angenommenen, neuen Ergebnisse darstellen« (S. 7). Für die weiteren Forschungen ist eine solche Lage inspirativ, doch für den Unterricht ist es wahrscheinlich eher von störender Wirkung.

Die Abhandlungen von Kálmán Benda, Péter Hanák und György Ránki sind vom Standpunkt des Kampfes gegen eine provinzielle hungarozentrische und somit nationalistisch belastete Auffassung ebenso sehr nützlich.

K. Benda untersucht in seiner Arbeit den Konflikt der ungarischen Stände mit dem Habsburger Absolutismus vom Aspekt der verspäteten ostmitteleuropäischen Entwicklung im Gegensatz zu dem seit langem üblichen Schema in unserer Geschichtsschreibung. Er stellt einerseits fest, daß die Stände (deren Begriff der Verfasser leider zu definieren versäumt hat) sich in allen Habsburger-

Kronländern dem Absolutismus widersetzen. Den Unterschied bestimmte die Art und Stärke des Widerstandes und somit ihren Erfolg. Andererseits betont er, daß im 16. Jahrhundert nicht nur in Ungarn, sondern auch in der anderen Reichshälfte der zentralisierte Staat nicht zustande gekommen war. Sehr interessant sind seine Darlegungen zu den Abweichungen der ständischen Regierungen. Hier hätten wir gern erfahren, wie es zu erklären ist, daß der Zweikammerlandtag, dessen Hauptmodell das englische Parlament ist, gerade in der so unterschiedlichen Grenzzone Europas entstanden ist, während das den anderen Typus kennzeichnende Kurialsystem sich auf dem Gebiet des dem Inselreich näherliegenden einstigen Karolingerreich herausgebildet hat.

Der Konflikt zwischen den Habsburgern und ihren Ständen ist Ende des 16. Jahrhunderts als Kampf zwischen Reformation und Gegenreformation ausgebrochen. Deshalb ist zum Verständnis des wirklichen Ablaufs dieses Kampfes die gründliche Kenntnis der ideologischen Momente erforderlich. Die Studie befaßt sich ausführlich mit der Adelsideologie der ständischen Freiheitskämpfe. Eine besondere Aufmerksamkeit widmet er der Frage (die übrigens bisher kaum erforscht wurde), aus welchen ideologischen Quellen die ständischen Bestrebungen schöpften und ob in Ungarn die kalvinistische Widerstandslehre einen Einfluß ausübte. Er stellt fest: »Der ungarische ständische Widerstand erhielt Anfang der 1600er Jahre, gestützt auf die Kalvinsche Lehre, neue Impulse. Die Kalvinsche Lehre war das moderne Gewand, das die ungarischen Stände anlegten, wie zwei Jahrhunderte später die Ständebewegung die Lehren der französischen Aufklärung und Rousseaus als Schild im Kampf gegen den Herrscher vor sich hielt« (S. 50).

Für die Übereinstimmung im Aufbau und Anschauungsweise des Buches spricht, daß es die ungarischen Ständekämpfe im breiteren Zusammenhang darstellt, doch dabei nicht vergißt, deren spezifische Züge nachzuzeichnen. So z. B. verweist es darauf, daß die Stände in den böhmischen und österreichischen Provinzen untätig der Verheerung

der protestantischen Städte durch die Gegenreformation zusahen, während der ungarische Landtag unverzüglich gegen die gewaltsame Einführung der Gegenrevolution in den ungarischen Städten protestierte. Im Bestreben nach einer einheitlichen Front waren die Führer der ungarischen Stände auch bemüht, die Städte zu gewinnen. Angesichts dessen, daß der Kampf zwischen dem Absolutismus und den Ständen im Zeichen des Kampfes zwischen Reformation und Rekatholisierung geführt wurde, ist es bedauerlich, daß der Autor versäumt hat, die Behebung des Widerspruchs zu zeigen, wie und auf welche Weise es den Führern der ungarischen Stände gelungen ist, 1608 eine solche protestantische Einheitsfront zu bilden, die katholische Herren und sogar hohe Geistliche in ihre Reihen einschloß.

Unter den (auch heute leidenschaftlich diskutierten) historischen Problemen des Zeitalters der Doppelmonarchie beleuchtet P. Hanák den Ausgleich von 1867, die wirtschaftliche Lage Ungarns in der Monarchie, die bürgerliche gesellschaftliche Entwicklung sowie die Frage des Zerfalls der Monarchie.

Einen Ausweg aus den Irrtümern der radikalen Standpunkte in Verbindung mit dem Ausgleich zeigt Péter Hanák, indem er feststellt: »Das wirkliche historische Problem ist nicht, ob die Umstände mit unabänderlicher Kraft den Ausgleich determinierten oder ob er infolge der subjektiven Entscheidung einiger, ihre eigenen Ziele betreibender Menschen und Gruppen zustande gekommen ist, sondern warum gerade sie und warum sie so entschieden haben« (S. 9).

Unter den geistreichen Lösungen des Autors führen wir seine Ansicht zu der in unserer Geschichtsschreibung häufig gestellten Frage: »Was wäre geworden, wenn...« an, die eine glaubwürdige Erklärung für das Zustandekommen des Ausgleichs gibt. »... Die sozialen und nationalen Kämpfe im Jahre 1848 würden ohne äußere Beeinflussungen, Interventionen und tragische Irrtümer auch nicht zu jenem 'Idealtyp' des bürgerlichen Nationalstaates geführt haben, den sich die Generation der Revolution, meist nach westlichen Beispielen, zum Ziel gesetzt hat« (S. 10.)

Der Verfasser kritisiert die oft gemachten Feststellungen, daß durch den Ausgleich Ungarns Schicksal an das zum Tode verurteilte Habsburgerreich gebunden war, daß also 1867 unweigerlich zu 1918 geführt hat, und meint, daß den Bestand der Monarchie in Wirklichkeit nicht der Ausgleich, sondern die objektiven Bedingungen verlängert haben, deren Folge auch 1867 war. Doch auch er bezweifelt nicht, daß der Ausgleich zur Endentwicklung «entscheidend beigetragen hat (S. 24).

Den Umfang und Charakter der Abhängigkeit Ungarns in der Monarchie kann man nur im Licht der Forschungen der letzten Jahre differenziert beleuchten. In rein innenpolitischen Fragen hing Ungarn nur vom Herrscher ab, und auf die Herausbildung der Außenpolitik der Monarchie übten die ungarischen herrschenden Klassen einen beträchtlichen Einfluß aus. Das Kriegswesen war das Gebiet, auf dem tatsächlich die Abhängigkeit zur Geltung kam. Unsere wirtschaftliche Entwicklung war wesentlich positiver als es die frühere Geschichtsschreibung darstellte, und in deren Ergebnis hat sich die Position Ungarns bei der Arbeitsteilung in der Monarchie vorteilhaft verändert.

Von den Darlegungen der ungarischen gesellschaftlichen Entwicklung jenes Zeitalters ist für den Unterricht aller Wahrscheinlichkeit das Kapitel am besten verwendbar, in dem die Änderungen der Lebensform anschaulich gezeigt werden. Wer sich für die Geistesgeschichte interessiert, wird die mit geistreicher Eleganz geschriebene Zusammenfassung über die gesellschaftspolitischen Gedankenströmungen lesen. Bei der Erörterung der Naturkunde des Nationalismus ist die Feststellung des Verfassers nicht nur wissenschaftlich, sondern auch didaktisch wichtig, daß das antifeudale Erbe des Nationalismus auch die Idee der sozialpolitischen Gleichheit enthält.

Unter den rezensierten Arbeiten verleiht der Reichtum an Angaben dem Aufsatz von Gy. Ránki (aus der wirtschaftsgeschichtlichen Sparte) einen besonderen Wesenszug. Seine Studie ist so für den Unterricht außerordentlich nützlich, denn jede Angabenreihe kann

auch selbständig im Unterricht benutzt werden.

Der Aufsatz zeichnet den Bogen einer etwa hundertjährigen wirtschaftlichen Entwicklung. Im untersuchten Raum lenkt er das Augenmerk hauptsächlich auf die Entwicklung in Bulgarien, Serbien (später Jugoslawien), Rumänien, Polen und vom besonderen Aspekt in Ungarn. Aus internationaler Sicht bringt er die Impulse zur Modernisierung der auf mittelalterlichem Niveau stagnierenden Landwirtschaft dieses Gebiets in Zusammenhang mit den immer bedeutend werdenden Agraraufnahmemärkten des sich nach der Epoche der Industrierevolution dynamisch industrialisierenden Westeuropas. Er gibt einen Überblick über die demographischen Bewegungen der Epoche und zeigt deren Wirkung auf das Wirtschaftsleben. Zwischen beide stellt er aber kein starres Verbindungssystem, sondern mißt (z. B. beim Rückgang der Sterblichkeit) den zivilisatorischen und kulturellen Einflüssen aus den entwickelten Ländern eine ungemein wichtige Rolle zu, unter der Voraussetzung, daß es bereits gelungen sei, die Rückständigkeit zu einem gewissen Grad zu überwinden. Seine Darlegungen in Verbindung mit der Auswanderung aus Ungarn werden gewiß die bisherige Anschauungsweise modifizieren, denn er spricht von einem vom Westen nach Osten verlaufenden *Auswanderungstrend* nach Amerika.

Ein besonders fruchtbarer methodischer Nutzen für den Unterricht beim Erfassen einer größeren Zeitperiode bildet die Möglichkeit des Vergleichs der Entwicklung vor dem ersten Weltkrieg sowie zwischen den zwei Weltkriegen in einer Arbeit. Deren Wesen kann darin zusammengefaßt werden, daß infolge der politischen Umgestaltung nach dem ersten Weltkrieg in diesem Gebiet der im vorigen Jahrhundert eingesetzte Modernisierungsprozeß der Wirtschaft in vieler Hinsicht zum Stillstand gekommen war. Ein besonders schwerer Determinierungsfaktor war die Unterbrechung der Entwicklung der Landwirtschaft, die im letzten Drittel des 19. Jahrhunderts in den meisten Ländern ihre Produktion bereits verdoppelt

hatte, und die später infolge der allgemeinen Krise sogar zurückgeworfen wurde. Gewiß wurde zwischen den zwei Weltkriegen die unmoderne Industriestruktur dieses Gebiets wesentlich umgestaltet, doch ging die Reorganisierung keineswegs entsprechend den neuen technischen Erfordernissen der Industrie vor sich.

Die Abhandlung von *F. Mucsi* besitzt bereits heute schon eine gewisse historiographische Bedeutung. Die vorausweisenden Bestrebungen der Erforschung der Arbeiterbewegung in der Doppelmonarchie in den sechziger Jahren faßte er 1971 nach den wichtigsten Komponenten des Themenkreises zusammen. Das entscheidende Verdienst der Arbeit erblicken wir in dem Bestreben des Verfassers, die Geschichte der Arbeiterbewegung frei von jeder äußeren Beeinflussung und im Geist der richtig verstandenen Parteilichkeit auf der Grundlage des historischen Materialismus nachzuzeichnen.

Eingangs zeigt er richtig darauf hin, daß die Memoiren der sozialdemokratischen Führer bei den Berichten über Entwicklung und Erfolge der Partei die subjektiven Momente hervorheben, während sie Mißerfolge und Rückschläge mit objektiven Schwierigkeiten erklären.

Doch ebenso falsch wie diese Einstellung ist das Bild mit umgekehrtem Vorzeichen, das auf der einen Seiten die revolutionären Massen, auf der anderen aber die verräterischen Führer zeigt. Obzwar unsere Geschichtsschreibung diese Simplifizierung bereits überwunden hat, so muß man gegen die Überreste dieser Auffassung in der öffentlichen Meinung unverändert ankämpfen. Ferenc Mucsi betont wahrscheinlich deshalb an mehreren Stellen die vollkommene Gutgläubigkeit der Parteiführer, ihre nahezu ungeteilte Autorität in der Partei und daß ihre Stellungnahmen und Entscheidungen im allgemeinen weitgehendes Einverständnis fanden.

Besonders wichtig halten wir die Bewertung in Verbindung mit dem organisatorischen Aufbau der Partei, wonach durch ihn »lange Zeit hindurch die Entwicklung der Arbeiterbewegung in Ungarn begünstigt und

auch den politischen Kämpfen ein fester Rahmen geboten wurde. Er verhinderte, daß sich die Gewerkschaften auf den Weg des unpolitischen Trade-Unionismus oder des antipolitischen Anarcho-Syndikalismus verirren . . . , obwohl er die politische Bewegung bis zu einem gewissen Grad von den Interessen der Gewerkschaftsbewegung abhängig machte« (S. 16).

Mit seiner Formulierung, daß »die Partei die . . . bürgerlich-demokratischen zeitweiligen Zielsetzungen . . . nicht übernommen hat, genauer gesagt (hervorgehoben von *P. P.*), daß sie nur die bürgerlich-demokratischen Freiheitsrechte und unter ihnen in erster Linie das allgemeine geheime Wahlrecht als ein solches Mittel anerkannte, das die unmittelbaren sozialistischen Zielsetzungen nicht durchkreuzt und die Bewegung nicht auf ein 'Nebengleis' führt« (S. 33), macht er eine sehr wichtige (im allgemeinen außer acht gelassene) Distinktion. Denn dadurch zerstreut er in einer maßgebenden Frage einen Widerspruch und Irrtum. Namentlich handelt es sich darum, daß man einerseits im allgemeinen davon zu sprechen pflegt, die Partei habe anstatt auf die perspektivischen Zielsetzungen des Sozialismus ihr Augenmerk hauptsächlich auf die Erweiterung der bürgerlich-demokratischen Freiheitsrechte gerichtet. Andererseits ist die Antwort richtig, daß die Partei die Weiterführung der von oben halb abgeschlossenen bürgerlichen Umgestaltung nicht übernahm.

Schließlich noch eine kleine Richtigstellung: Die Diskussion über die Frage des selbständigen Zollgebiets fand nicht nur 1902/03 statt, sondern zog sich (mit Unterbrechungen) von 1898 bis 1903 hin.

*M. Ormos* trägt in erster Linie damit zur Erweiterung des Gesichtskreises der Geschichtslehrer bei, daß sie in ihrer Studie die Geschichte der Sicherheitspolitik nicht mit der Machtergreifung des Faschismus in Deutschland beginnt (wie dies im Geschichtsunterricht üblich ist), vielmehr die Frage der europäischen Sicherheit in der Periode zwischen den zwei Weltkriegen in ihrer Gesamtheit stellt. Das große Verdienst aber ist, daß sich auf diese Weise eine Möglichkeit bietet,

die Funktionsänderungen der Sicherheitspolitik anschaulich und *historisch* anzuzeigen.

Die Verfasserin läßt (im Gegensatz zu einigen früheren Feststellungen der Fachliteratur) keinen Zweifel darüber, daß der Anspruch auf die Schaffung der Sicherheit nach dem ersten Weltkrieg — darüber hinaus, daß sie die Aufrechterhaltung des Friedens schützte — auch die Konservierung der Ungerechtigkeiten des Versailler imperialistischen Friedenssystems bedeutete. Bei der tiefgründigen Analyse der französischen Sicherheitsbestrebungen verweist Mária Ormos darauf, daß diese in den zwanziger Jahren in Deutschland auf spezifische Weise gerade die Positionen der demokratischen Kräfte untergruben und gegen ihren Willen die nationalistischen Revanchestimmungen schürten.

In den dreißiger Jahren aber konnte die Politik der kollektiven Sicherheit nichts anderes bedeuten (und darin muß man ihr Wesen sehen), als die koordinierte Politik der an der Vermeidung des Krieges interessierten Staaten zur Zügelung der aggressiven Mächte. Ihre Notwendigkeit ergab sich letzten Endes dadurch, daß der Sieg der aggressiven Kräfte die Ungerechtigkeiten nach dem ersten Weltkrieg durch unvergleichlich schwerwiegendere abgelöst hätte.

Von der Korrektur zahlreicher eingewurzelter Vereinfachungen heben wir nur eine, aber sehr wesentliche hervor: namentlich, daß die englische Außenpolitik »noch zu Beginn der dreißiger Jahre viel stärker von dem Bestreben nach Sicherung des

europäischen Gleichgewichts und Ausmerzungen der Versailler Irrtümer geleitet wurde, als von der unredlichen Überlegung, die deutsche Aggression einfach vom Westen nach Osten zu lenken« (S. 59).

Trotz des Platzmangels fühlt sich der Rezensent veranlaßt, das Dementi der Verfasserin des Hitlerschen Arguments zur Begründung der Remilitarisierung des Rheinlands zu widerlegen. Der deutsche Reichskanzler sprach nämlich davon, daß der französisch—sowjetische Vertrag im Widerspruch mit dem Locarno-Abkommen stehe. Nach Meinung der Verfasserin »stand in Wirklichkeit der französisch—sowjetische Vertrag nur mit jener deutschen Definierung des Locarno-Abkommens im Widerspruch, wonach Locarno die Westgrenzen garantierte, die Ostgrenzen aber offenließ« (S. 56). Das Wesen Locarnos bestimmt auch unsere marxistische Geschichtsschreibung gerade darin und deshalb sehen wir das forcierte Dementi nicht für begründet an. Und auch deshalb nicht, weil Mária Ormos in ihrer Arbeit die bedeutende Wandlung des Inhalts der Sicherheitspolitik anschaulich anführt. Damit verknüpft kann die Locarno-Feindlichkeit von 1936 kein Problem verursachen.

Wir schließen unseren Überblick mit der Hoffnung, daß auch die obigen Zeilen bestätigen, daß der Lehrbuch-Verlag mit der Herausgabe dieser Reihe eine nützliche und unbedingt fortzusetzende Arbeit in Angriff genommen hat.

P. Pritz

### Les vingt-cinq ans de l'Institut des Sciences Historiques

A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa fondation, l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie a organisé les 21 et 22 novembre 1974 une session scientifique.

La séance plénière de la session fut tenue dans la matinée du 21 novembre, dans la salle de congrès de l'Académie des Sciences.

B. Kőpeczi, académicien, secrétaire général de l'Académie des Sciences de Hongrie, président de la session, nota dans son discours d'ouverture que cette date offrait une occasion de dresser le bilan de l'Institut: a-t-il bien rempli le rôle qui lui fut attribué il y a vingt-cinq ans dans les sciences et dans la politique scientifique, à savoir de faire épanouir l'historiographie marxiste, de travailler sur l'histoire marxiste de la Hongrie.

Si les sciences historiques étaient parmi les premières à pouvoir créer leur propre institut, c'était d'une part le signe de leur situation privilégiée au sein des sciences humaines et de l'autre une expression de la fonction toute particulière que joue l'historiographie dans la formation des consciences.

Dans les premières années de son existence, l'Institut était l'instance principale de travail des sciences historiques hongroises, il a joué un rôle de premier plan dans la formation de la première génération d'historiens marxistes. Encore que l'Institut ne pût pas échapper aux défauts typiques des années cinquante, ses performances n'en sont pas moins grandes — a noté B. Kőpeczi.

La seconde période dans l'activité de l'Institut, période allant jusqu'à nos jours, est marquée par l'évolution pour laquelle les conditions favorables furent assurées par la politique du Parti Hongrois Socialiste Ouvrier suivie après la défaite de la contre-révolution, et notamment par sa politique culturelle et scientifique.

Le développement fut considérablement favorisé par l'initiative qui mit au premier plan des recherches effectuées à l'Institut l'histoire hongroise du XX<sup>e</sup> siècle et qui donna les premières impulsions à l'examen des transformations révolutionnaires et à l'évolution qui suivirent la libération de notre pays. Ces dernières années ont vu s'accroître le poids des thèmes pris à l'histoire sociale, culturelle et idéologique, ce qui est un fait réjouissant, mais dans l'avenir, il faudra concentrer encore plus de force pour élargir les recherches dans ces domaines.

L'Institut des Sciences Historiques, tout comme les autres centres de recherches, a un rôle et une tâche de grande importance, c'est de contribuer par son activité à l'épanouissement des débats scientifiques qui favorisent le développement de notre discipline, d'intervenir avec un esprit de suite contre les vues non marxistes et les survivances idéologiques qui y exercent encore une influence, de prendre sa part à l'élucidation des questions idéologiques qui occupent notre vie intellectuelle, de participer aux luttes idéologiques d'envergure internationale.

Après le discours d'ouverture du président, l'académicien P. Zs. Pach, directeur de

l'Institut des Sciences Historiques a lu son exposé, fait en commun avec Gy. Ránki, docteur ès sciences historiques, directeur-adjoint de l'Institut des Sciences Historiques, intitulé *«Les vingt-cinq ans de l'Institut des Sciences Historiques»*. (Voir le texte dans le N° 1—2, 1975 de notre revue — N. du réd.)

Après le rapport principal, des adresses furent présentées de la part de la direction de l'Académie des Sciences de Hongrie et de ses sections, de l'Université Lóránd Eötvös et des établissements assimilés, ensuite B. Köpeczi et P. Zs. Pach ont remis des récompenses et des ordres à plusieurs collaborateurs de l'Institut. Dans l'après-midi du 21 novembre la session se poursuit dans l'édifice central de l'Académie des Sciences. La première conférence fut lue par P. Zs. Pach, sous le titre *«Le commerce médiéval levantin et la Hongrie»*.

Dans notre historiographie, la question est discutée depuis longtemps de savoir si le commerce levantin a ou non traversé la Hongrie.

En analysant la littérature historique — dit le conférencier — trois questions surgissent: 1. quand et comment fut lancée l'hypothèse dans cette littérature sur l'itinéraire à travers la Hongrie du commerce levantin?; pourquoi, à partir des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, la majorité des historiens rejetèrent cette hypothèse?; 3. Les dernières recherches nous permettent-elles d'adhérer à cette thèse ou de la rejeter?

A propos de la première question, M. Pach a exposé qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle s'était formée la conception selon laquelle les marchandises levantines avaient traversé la Hongrie. Cette conception a une double origine. L'une d'elles est en étroite relation avec l'évolution à l'époque de la question dite d'Orient.

Le blocus continental français et le blocus maritime anglais ont dirigé le commerce levantin vers la Hongrie et l'Autriche. Cela s'offrait comme parallélisme actualisé pour élaborer une conception historique selon laquelle dès le moyen âge la route du commerce eurasien conduisait par le continent, et une partie de sa section européenne par la Hongrie. (Elaborée par Gergely Berzeviczy et les historiens de Göttingen, Arnold Ludwig Heeren et Karl Ditrich Hüllmann.)

L'autre source est l'idée qui veut qu'aux XIV—XV<sup>e</sup> siècles cette route commerciale traversât la Transylvanie. Cette conception fut formulée par August Ludwig Schlözer, dans son œuvre en trois tomes, parue en 1795—97, destinée à justifier les droits des Saxons de Transylvanie. C'est à lui qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle Johann Christian Engel emprunta cette idée qu'il développa.

Ces deux conceptions furent réunies par les historiens dans les années 1830—40, notamment par Mihály Horváth dans son livre écrit pour le concours ouvert par l'Académie en 1835, ainsi que par un historien saxon de Transylvanie désireux de rester anonyme, mais probablement Friedrich Hann, dans une étude écrite pour le tome 1848 de l'Archiv des Vereins für siebenbürgische Landeskunde.

Dans les circonstances politiques du moment, ils étaient fermement convaincus que l'écroulement de l'empire turc, la transformation imminente de l'Orient, auront comme résultat que la route du commerce internationale Europe—Asie passera de nouveau par le continent, et, s'appuyant sur des droits historiques, ils voulaient en étayer les prétentions à la participation du commerce allemand, saxon-transylvain et hongrois.

L'abandon de cette conception commença, sur le plan international, par l'important travail sur le commerce levantin du médiéviste allemand Wilhelm Heyd (1879), en Hongrie par l'étude de Dezső Csánki sur le commerce à l'époque de Louis le Grand où il avança, en 1880, la thèse selon laquelle les produits des Indes parvenaient en Hongrie par l'Adriatique et non par la Transylvanie.

Du même avis étaient Ambrus Pleidell, Antal Fekete Nagy, Bálint Hóman et d'autres qui, se référant à Heyd, étendirent sa thèse, — à savoir que la route du commerce levantine ne traversa pas la Hongrie aux XI—XIII<sup>e</sup> siècles — aussi aux XIV—XV<sup>e</sup> siècles à la Transyl-



vanie et aux Saxons. Ils se référèrent également à des chartes de Louis le Grand qui prouvent l'importance de l'itinéraire Adriatique-Dalmatie.

Une analyse plus fouillée des documents prouve par contre, dit P. Zs. Pach, que le grand projet en matière de politique commerciale afin de mettre au profit ses succès militaires sur Venise aussi dans le domaine économique. Tout cela est resté un projet.

Un des phénomènes d'actualité politique qui sont à l'origine de ces vues, était l'ouverture en 1869 du canal de Suez qui mit fin aux idées selon lesquelles le commerce relancé passerait d'Ouest à l'Est par une route continentale.

P. Zs. Pach souligna encore que la nouvelle conception hongroise était due en outre à une prise de conscience dans la politique extérieure, notamment que la régularisation de la question d'Orient au congrès de Berlin de 1878, l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, rendait la Monarchie intéressée le long de l'Adriatique et non pas dans la Mer Noire.

Ce tournant avait aussi un mobile relevant du domaine idéal et sentimental: le Transylvain Oszkár Meltz, dans une étude parue en 1892 dans *Századok*, refuta la thèse ancienne en affirmant que dans toutes les manifestations de leur culture les Saxons montrent exclusivement d'influences occidentales.

Les historiens roumains de leur côté se tenaient à l'ancienne thèse à la différence près que les intermédiaires n'étaient pas les Saxons de Transylvanie mais les principautés roumaines.

Quant à la troisième question, P. Zs. Pach n'en a fait ici qu'une brève mention et il termina sa conférence en se référant à son étude à paraître dans *Századok*, intitulée L'itinéraire par la Transylvanie du commerce levantin à l'époque de Louis le Grand et de Sigismond.

L. Makkai, docteur ès sciences historiques, conseiller scientifique de l'Institut des Sciences Historiques, fit une conférence sous le titre *»Bocskai et ses contemporains européens«*.

Dans son introduction il a brièvement passé en revue les conceptions historiques précédentes sur l'insurrection de Bocskai. Il nota que jusque là nous considérions que la politique active de Bocskay commença par la déclaration rédigée à la diète de Szerencs et adressée aux peuples d'Europe, avant tout aux états de l'Empire Germanique et de la Pologne. En réalité, l'établissement de relations extérieures était déjà engagé plus tôt, tout d'abord vers la Pologne.

Au tournant des XVI–XVII<sup>e</sup> siècles, les principaux fronts de la vie internationale européenne étaient les fronts atlantique, méditerranéen et baltique, ce qui découlait de la lutte pour la domination des mers.

En méditerranée et sur le Danube, la branche autrichienne des Habsbourgs était intéressée contre les Turcs, mais elle réussit à y intéresser aussi la branche espagnole, la papauté avec laquelle la Contre-Réforme avait déjà créé des liens plus étroits, ainsi que l'Italie soumise à l'influence espagnole.

L'insurrection de Bocskai affaiblit les perspectives du front anti-turc, de toute façon assez inefficace, elle aggrava en outre indirectement la crise atlantique de la branche espagnole dans la question néerlandaise, puisqu'il fallait renforcer le front oriental au moment où le front occidental était près de s'écrouler. La politique des Habsbourgs visait donc l'obtention de l'adhésion de la Pologne afin de soutenir la branche autrichienne de la dynastie. Le roi de Pologne Sigismond III s'y montrait prêt, mais ses tentatives subirent un échec vu la résistance de la majeure partie de la classe dominante polonaise qui amena même le roi à faire lui-même des initiatives pour établir des relations diplomatiques avec Bocskai. Aussi, le plan autrichien de se servir des Polonais pour étouffer la révolte, échoua-t-il.

La délégation polonaise arriva fin avril 1605, avant l'achèvement de la diète de Szerencs, chargée de prier Bocskai de mettre fin aux incidents de frontière, de s'informer sur les causes de l'insurrection et d'offrir ses bons offices pour faire la paix avec les Habsbourgs.

Bocskai et ses partisans se rendaient compte que c'était une victoire de l'opposition

polonaise, aussi ont-ils formulé la réponse de manière qu'elle s'adressait quant à la forme au roi, mais en réalité aux états polonais en opposition.

Cette déclaration était restée inconnue jusqu'à nos jours, tout récemment seulement elle fut découverte dans les archives royales d'Angleterre. Elle mérite notre attention aussi pour le fait qu'elle est la première déclaration exactement datée de l'insurrection en matière de politique extérieure, et aussi parce que son ton diffère considérablement de celui de «Querelae. . .» datant selon toute vraisemblance à peu près de la même époque, d'entre le 10 novembre 1604 et le 7 avril 1605 et qui fut diffusé dès avant la diète de Szerencs.

L'imprimé d'Angleterre est daté du 14 avril 1605, il contient la déclaration des seigneurs et des états du Royaume Hongrois. On peut établir que son texte est fondé sur celui de Querelae, tandis que le titre et la date changés permettent de supposer que c'était la proclamation que la diète de Szerencs annonça le 20 avril 1605 comme devant être publiée sous peu en tant que version de Querelae diffusé comme document privé, et qualifiée de déclaration officielle publiée au nom des états.

Les deux versions de la proclamation avaient pour objectif de dissiper l'inquiétude dans les possibles alliés étrangers qui pouvaient craindre de soutenir une révolte contre un souverain légal, ou les intérêts de quelque confession. Le but était avant tout de légaliser l'insurrection, de mettre fin à son isolement international — souligna L. Makkai.

Ce but fut atteint, la preuve en est la sympathie de la noblesse polonaise, ainsi que l'intérêt accru des princes protestants allemands. Le conférencier a indiqué que Frédéric IV électeur palatin a tout fait afin que les états de l'Empire prennent part à la solution des questions confessionnelles en Hongrie, à la conclusion de la paix avec les Turcs, qu'il insista sur l'envoi près de Bocskai d'une ambassade impériale, ce que l'électeur de Saxe empêcha. L'électeur Palatin a obtenu du moins que les autres princes allemands cessèrent de fournir de l'aide aux Habsbourgs pour la guerre contre les Turcs afin que cette aide ne pût point être utilisée pour opprimer les Hongrois.

En même temps qu'avec les princes allemands, les diplomates de Bocskai entrèrent en relations avec les Français.

L'insurrection de Bocskai intéressait l'Angleterre et la Hollande surtout comme puissances anti-Habsbourg.

Par rapport à ces succès, les relations polono-hongroises promettaient davantage tout en recélant plus de danger. Tandis qu'auprès des Allemands ils devaient se défendre contre l'accusation d'être pour les Turcs et en même temps mettre plus de nuance dans la protestation contre l'absolutisme, auprès des Polonais c'est précisément le maintien du bon voisinage avec les Turcs et la condamnation très nette des tendances absolutistes qui pouvaient produire un effet favorable.

Dans la réponse donnée à l'ambassade polonaise à la diète de Szerencs, le manifeste fut rédigé dans ce sens, la vieille amitié avec les états polonais fut mise en relief. L'ambassade fut priée de servir d'intermédiaire dans la question de la paix.

Les objectifs de l'insurrection de Bocskai eurent de l'écho chez les états polonais. L. Makkai cite en guise d'exemple que le programme de la confédération des états polonais insurgés contre le roi, publié en 1605, était point par point identique avec les points des négociations de paix qui se déroulaient à Vienne en toute publicité.

Pour conclure, L. Makkai a indiqué que jusqu'à la Guerre de Trente ans les puissances occidentales s'abstenaient d'intervention directe dans les affaires de cette région, mais que l'insurrection de Bocskai avait joué un rôle considérable en attirant leur attention sur ces mouvements politiques, en tant que sur des alliés potentiels contre les Habsbourgs. *Mme Á. R. Várkonyi*, docteur ès sciences historiques, chef de section à l'Institut des Sciences Historiques, a fait une conférence intitulée «*L'idée de l'affranchissement des Turcs dans la pensée politique hongroise au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle.*»

Les grands dignitaires laïcs et ecclésiastiques de Hongrie et les comitats soumièrent en été 1660 et en janvier 1661 au Conseil Secret de la Cour et au Conseil de Guerre des projets communs où ils esquissèrent le projet d'une alliance internationale à conclure afin de repousser les Turcs et ce de la manière dont, dans la suite, c'était réalisé. Ces projets s'appuyaient alors à des traditions hongroises et européennes remontant à un siècle et demi.

En Europe, l'essence idéale de ce grand nombre de projets remonte à deux oeuvres. L'une d'elles date du début du XVI<sup>e</sup> siècle, c'est à l'origine un mémoire franciscain adressé au pape Léon X qui, sous le titre *«Anschlag wider die Türken»* et sous d'autres titres semblables, fut plusieurs fois publié. L'autre est une prédication de Martin Luther de 1542 intitulée *«Eine Heerpredigt wider den Türken»*.

En 1581 parut l'œuvre de Busbequius, diplomate d'origine flamande de l'empereur Rodolphe, sous le titre *«Exclamatio: sive de re militari contra Turcam instituenda consilium»*. La pensée principale en est que l'organisation de la défense contre les Turcs est le devoir de l'Etat, et de plus c'est dans son intérêt économique. Elle doit se réaliser par la création d'une armée nationale à partir de forces populaires.

On sait bien que cette œuvre avait influencé l'écrit de Zrínyi *«Török áfium ellen való orvosság»* (Remède contre l'opium turc), mais on sait moins que les projets hongrois avaient également influencé l'œuvre de Busbequius — souligna le conférencier. En Hongrie, les antécédents politiques et idéels de l'union des forces internationales remontent à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, au temps de la guerre de quinze ans. Après toute une série de déceptions dramatiques en ce qui concerne la force de la dynastie Habsbourg, on a vu sous une nouvelle lumière le projet, avancé plus tôt par István Báthory, d'une campagne active contre le pouvoir turc en Hongrie, campagne pour laquelle les pays de l'Europe centrale et orientale réuniraient leurs forces. Du point de vue de la politique européenne aussi, cela comptait pour une nouveauté.

Dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle les projets de ce genre portaient de deux points: 1, seule une société hongroise renforcée par l'ordre intérieur et par des réformes peut compter sur une aide internationale; 2, l'organisateur doit être le pouvoir d'Etat, par conséquent le prince de Transylvanie ou l'Etat des Habsbourgs. Un des centres des activités d'organisation visant la création d'une alliance internationale était la Ligue du Rhin instaurée après le traité de Westphalie, soutenue en cela par la participation de la France. Son président, Jean Philippe, archevêque de Mayence, comptait sur la participation des pays intéressés dans le commerce maritime vu que l'expansion turque vers la Méditerranée et la Mer du Nord les touchait gravement.

Un autre centre de la politique d'organisation était le mouvement des grands seigneurs de Hongrie, de Wesselényi, Nádasdy et Miklós Zrínyi. Les politiciens hongrois avaient des pourparlers indépendants, plus ou moins légalisés, à Ratisbonne, établirent des contacts directs avec Jean Philippe et avec le ministère de Louis XIV à Paris.

Par suite de son poids et de la situation géographique de ses pays, l'Etat des Habsbourgs devait être le centre d'organisation de la guerre contre les Turcs, mais ses intérêts créèrent une situation contradictoire. Ses intérêts à l'Occident lui imposaient la nécessité de garantir sa sécurité à l'Est, mais il devait tenir compte de l'immense perte de prestige qu'il aurait dû affronter en s'opposant ouvertement à l'opinion publique européenne exigeant le refoulement des Turcs.

Dans les années 1660 le pouvoir dans la cour passa à la main de ceux qui estimaient que la guerre défensive avait des avantages, aussi — souligna le conférencier — la cour faisait tout pour freiner la guerre qui s'annonçait trop réussie. Les circonstances, insuffisamment élucidées jusqu'à nos jours, de la paix de Vasvár, se comprennent mieux dans le grand contexte de la politique internationale. Ces données y ajoutent quelques nouveaux aspects, mais la recherche n'est point close encore — dit en conclusion Á. Várkonyi.

G. Heckenast, candidat, maître de recherches à l'Institut des Sciences Historiques, a

fait une conférence intitulée *«L'industrie en Hongrie au XVIII<sup>e</sup> siècle et la politique économique de Vienne»*.

Selon le témoignage de différentes données, l'évolution industrielle des provinces autrichiennes et bohémiennes d'un côté et de la Hongrie de l'autre était fort différente au XVIII<sup>e</sup> siècle pour diverses raisons. La question est de savoir depuis quand il en était ainsi.

Ferenc Eckhart, dans son livre paru en 1922, intitulé *«Politique économique en Hongrie, de la cour de Vienne à l'époque de Marie Thérèse»* date cette évolution à partir du règne de Marie Thérèse.

Anton Spiesz, dans ses investigations des manufactures de textile, estime que le retard de l'industrie hongroise ne fait que commencer en 1770.

La partie y relative du tome IV de l'Histoire de Hongrie (10 tomes) corrige les idées précédentes à deux points essentiels — nota le conférencier.

D'une part il refute l'idée, professée jusqu'à nos jours par les historiens autrichiens, selon laquelle le règne de Charles VI apporta une récession dans le développement industriel par rapport à celui de Léopold I<sup>er</sup>. Il affirme que dans ce domaine la continuité existait jusqu'à l'essor de l'industrie à l'époque de Marie Thérèse.

D'autre part il démontre qu'en matière de manufactures de textile le retard était bien plus grand en 1770 et la situation était encore pire pour les autres manufactures.

Ce retard commence bien plus tôt. G. Heckenast cita comme exemple le nombre des artisans qui, en 1670, monta à environ 82 000 en Autriche et en Bohême, tandis qu'en Hongrie, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle n'en atteignit même pas la dixième partie.

Les proportions sont les mêmes dans la fondation des manufactures. Nous sommes donc en présence d'un retard dès 1670, et les racines en remontent jusqu'au moyen âge.

L'autre question importante est celle de la comparaison. C'est que l'on compare en général la Hongrie à l'Autriche, l'évolution industrielle hongroise à celle de l'Autriche et la Bohême, toutefois il ne faut pas perdre de vue que l'évolution industrielle en Hongrie est plus favorable que celle en Croatie ou en Transylvanie, sans mentionner les différences encore plus grandes entre les provinces occidentales de l'Empire.

Ce problème doit être examiné dans le contexte de l'Empire entier, tout comme celui de savoir si la politique douanière de Vienne était ou non désavantageuse pour la Hongrie.

Les recherches devront partir du fait que de l'union douanière austro-bohémienne créée en 1775 deux groupes de pays de l'Empire étaient exclus, d'une part les pays de la couronne de Hongrie et de l'autre le Tyrol et le Vorarlberg.

S'il y eut discrimination consciente, elle toucha toutes les provinces sous-développées de l'Empire. En substance, il s'agit d'une politique économique bien réfléchie dont la thèse fondamentale était de développer partout ce qui existait déjà. C'est dans cet ordre d'idées qu'en Hongrie l'industrie minière et la métallurgie étaient développées à un rythme plus fort.

Ce type de développement de l'industrie avait aussi ses limites, nota G. Heckenast. Au XVIII<sup>e</sup> siècle par exemple le manque de capital caractérise la vie économique de l'Empire des Habsbourgs, une autre entrave étant l'hyperburocratie impériale.

Il ne suffit donc pas d'examiner la politique économique, il faut également analyser son efficacité, ainsi que les limites de sa mise en vigueur. La cour pensait en Empire, tandis que l'imagination des états ne dépassait pas les frontières de leurs provinces.

Le plan pour l'Empire de développement industriel fait en 1770 par le Hofkommerzienrat fut dressé à partir de possibilités différant selon chaque province. La résistance des états a fait enfin échouer ce plan — dit en conclusion G. Heckenast.

La dernière conférence de la séance d'après-midi était celle d'E. *Niederhauser*, docteur ès sciences historiques, maître de recherches à l'Institut des Sciences Historiques, sous le titre *«Littérature et sciences dans les mouvements nationaux de l'Europe de l'Est»*.

Dans son introduction, le conférencier nota que dans la première moitié du XIX<sup>e</sup>

siècle, époque du devenir national, de la préparation de la transformation bourgeoise, de la création de ses cadres, les peuples de l'Est de l'Europe, les Russes mis à part, étaient soumis, sous une forme ou une autre, à une domination étrangère. Aussi, dans l'esprit des contemporains, était-ce la période de la création de l'unité et de l'indépendance nationales, tandis que l'affranchissement des serfs, la garantie des droits libéraux et du développement économique sans entraves n'étaient considérés qu'en tant que facteurs accessoires.

Ainsi, l'élément national devint dominant dans la poésie et dans la prose qui se retourne avec prédilection vers le passé aussi bien que, sous ce rapport, il est presque difficile de distinguer la prose de l'histoire, science qui commence à se développer à l'époque comme la première et la plus importante discipline nationale.

Elle tend avant tout à démontrer pour sa nation une origine aussi ancienne et aussi, glorieuse que possible et de l'autre côté à apporter des preuves que le pays, ou territoire, possédé ou à conquérir, par la nation en question lui revient de droit. L'aspiration de la littérature et de la science est de s'adresser à l'ensemble de la nation — ce qui, selon les conceptions de l'époque, signifiait la noblesse, les couches bourgeoises et l'intelligentsia — de la mobiliser à accomplir son devoir, à acquérir l'unité et la liberté.

Les intentions subjectives et les fonctions objectives sont si rapprochées, souligna E. Niederhauser, qu'elles se recouvrent pour ainsi dire. Le poète et l'historien jouent souvent un rôle politique direct, prennent leur part à la préparation de la guerre de liberté nationale, eux-même participent aux luttes armées, et plus d'un y périssent. Seuls chez les Russes on ne peut pas démontrer si catégoriquement la présence prépondérante de l'élément national, c'est que leur indépendance était un fait. Chez eux, les problèmes généralement humains occupent une place bien plus grande dans la littérature, ce qui à son tour cache également une sorte de conscience de mission nationale, notamment que le peuple russe servira d'exemple à l'humanité entière.

Les mouvements de renouveau national ont bien plus efficacement réalisé la création de cadres pour la transformation bourgeoise que les objectifs relatifs à l'indépendance nationale.

Vers la seconde moitié, ou le dernier tiers du siècle, le processus de la transformation bourgeoise était terminé, quelques petits peuples mis à part, et la question de l'indépendance nationale fut soit résolue sous une forme ou sous une autre, soit mise en veilleuse.

La situation changea fondamentalement du fait que le féodalisme céda la place au capitalisme.

Parmi les écrivains, les uns continuaient à écrire des romans évoquant la gloire du passé, y compris déjà la période du renouveau national, les autres par contre se tournèrent vers les problèmes sociaux de la transformation capitaliste.

La littérature resta engagée, mais ne touchait plus les problèmes vitaux du destin national, souligna le conférencier, l'engagement concernait les problèmes sociaux. Il ne convient pas de perdre de vue que les courants européens, dominant depuis le milieu du siècle, le réalisme critique et le naturalisme, favorisaient la critique du présent.

Cette période produit l'impression que la fin du siècle connut une décadence en littérature, et que le nouvel essor survient au tournant des deux siècles, mais dans le domaine des problèmes sociaux.

Quant aux sciences, c'est l'époque où les disciplines nationales acquièrent leur indépendance. Chacune d'elles, mais avant tout l'historiographie, a déjà atteint le niveau européen, mais, fait singulier, elles gardent bien davantage leur caractère national que la littérature.

A cette nouvelle époque, cela signifia dans un certain sens se renfermer sur soi-même. Cette science nationale, ayant des bases de classe et servant la politique de la nation bourgeoise, se tournait inévitablement contre les autres nations, en premier lieu contre les nations voisines.

Encore que la littérature et les sciences pénètrent dans des couches bien plus larges qu'auparavant, avant tout parce qu'elles entrent dans les programmes scolaires, elles ne constituent pas de force politique directe. En ce qui est de la littérature, elle ne veut plus exercer une influence de ce genre, et le rôle des disciplines nationales est désormais reprise par les tendances et idées politiques et, où c'est possible, par les partis politiques — indiqua en conclusion E. Niederhauser.

Le premier conférencier de la séance de matinée du 22 novembre était F. Mucsi, candidat, maître de recherche à l'Institut de Sciences Historiques. Sa conférence avait comme titre *«Evolution du mouvement ouvrier socialiste à l'époque de la Monarchie dualiste»*.

Dans son introduction il a parlé de la grande importance qu'a la première période des recherches sur le mouvement ouvrier, commencée il y a un quart de siècle et allant jusqu'en 1955—56, temps d'achèvement des premières synthèses. Il nota aussi les défauts généraux de ces travaux, notamment de se limiter à la description des phénomènes, de ne pas les intégrer dans l'ensemble de l'histoire nationale ou dans les problèmes du mouvement ouvrier international.

Pendant la période succédant au XX<sup>e</sup> congrès du PC de l'URSS, toute notre historiographie et en particulier l'appréciation historique du mouvement ouvrier dans la Hongrie de la Monarchie dualiste a évolué dans des débats féconds sous l'égide d'une pensée historique plus réaliste.

De l'avis du conférencier un des résultats les plus importants de ces travaux est l'élaboration de l'histoire des conditions objectives du mouvement ouvrier socialiste.

Les recherches comparatives de l'histoire économique en Europe centrale-orientale, ainsi que de l'histoire politique de l'époque en question, ont grandement contribué à l'efficacité du travail.

Ensuite il passa brièvement en revue la première période du mouvement ouvrier allant jusqu'au «procès de haute trahison» et à l'interdiction du parti social-démocrate projeté, tout en notant que cette période n'est pas encore suffisamment fouillée.

L'histoire de la fondation et des premières années d'activité du Parti Hongrois Social-démocrate est mieux élaborée. Le conférencier a souligné sous ce rapport que le Parti a lutté avec succès contre le nationalisme et contre une de ses formes, le culte de Kossuth, en professant qu'il se considérait l'héritier non pas de Kossuth, mais de la gauche révolutionnaire, de Petőfi et de Tácsics.

Cette «campagne contre le culte» avait un côté négatif, souligna F. Mucsi, notamment que le Parti évita longtemps de toucher à toute la problématique nationale, par exemple dans son programme de 1903, il n'énonce que des généralités sur l'égalité en droits des nationalités.

L'historiographie du passé a en outre reproché aux sociaux-démocrates de ne pas s'être mis en tête du mouvement pour l'indépendance nationale. Cette vue était erronée de deux points de vue: d'une part, le Parti n'aurait pu poser la question de l'autodétermination nationale qu'en la liant avec celle des autres nationalités, ce qui aurait rendu toute la question problématique vue les positions contradictoires des différents mouvements nationaux; d'autre part, une telle conception impliqua la situation semi-coloniale, ou du moins extrêmement dépendante, de la Hongrie, et cette vue s'est avérée, depuis, dépassée.

Une autre question controversée est la problématique des rapports entre le Parti et la question paysanne. Plus tôt, on qualifia de réformiste et de sectaire la résolution agraire adoptée au congrès de 1894, bien que dans le mouvement ouvrier international de l'époque il fût généralement admis que la question agraire ne pourra être résolue hors du socialisme.

Après le tournant des deux siècles la position du Parti changea peu à peu dans cette question sans pour autant reconnaître la nécessité de liquider le système des grandes propriétés terriennes.

En résumant, on peut constater que les nouvelles recherches, sans pouvoir encore donner des réponses définitives à beaucoup de questions puisqu'elles sont en développement et en mutations continus, ont cependant la possibilité d'arriver à des constatations valables et d'atteindre de bons résultats — acheva le conférencier son exposé.

P. Hanák, candidat, chef de section de l'Institut des Sciences Historiques a fait une conférence sous le titre *«Evolution bourgeoise et assimilation dans la Hongrie du XIX<sup>e</sup> siècle»*.

La population de langue hongroise de la Hongrie a passé entre les recensements de 1787 et 1910 de 3,2 millions à près de dix millions.

Ces changements de proportions dans la population étaient dus à l'assimilation, souligna le conférencier, ce qu'il convient de délimiter, aussi bien de point de vue conceptuelle qu'historique, de l'ethnogenèse et ethnomutation au moyen âge, qui étaient des processus spontanés terminés au fond au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il est justifié d'appeler assimilation (et d'appliquer ce terme au processus engagé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle), le choix d'appartenance, fait au cours du devenir national par des individus et groupes appartenant à d'autres communautés, et ensuite leur intégration à la nation déjà formée, leur loyauté à la nouvelle communauté nationale, l'acceptation de la langue et de la conscience nationale.

Cette question a suscité une immense littérature polémique où sont concentrées des données en nombre énorme, mais peu crédibles sous bien des aspects. Il n'est pas élucidé par exemple, indique P. Hanák, quel était le nombre des assimilés au XIX<sup>e</sup> siècle.

Pour résoudre la question, pour avancer des estimations, deux méthodes s'offrent: 1. analyser les pertes par dissimilation des différentes nationalités, 2. analyser ce qu'aurait donné la croissance naturelle de la population hongroise de 3,2 millions, jusqu'en 1910. Les deux méthodes permettent d'évaluer, approximativement, le nombre des assimilés à deux et demi millions, ce qui n'est pas de beaucoup inférieur à l'accroissement naturel.

L'importance de l'assimilation est accrue par ses rapports avec la migration des populations, et avec la mobilisation sociale accélérée depuis le milieu du siècle dernier.

Les plus grandes masses des assimilés étaient fournies par les Allemands, les Juifs et les Slovaques. Pour ces trois groupes, l'absence, ou la faiblesse, de la communauté nationale, les structures sociales déficientes et les mutations socio-économiques universelles survenues en même temps poussèrent ensemble à l'assimilation.

La production moderne pour le marché et l'urbanisation, ainsi que l'assimilation sont en étroite liaison entre elles — indique le conférencier. En 1839 Elek Fényes trouva dans la population de 126 villes 47% de Hongrois, en 1910 70% de la population des mêmes villes se déclarèrent Hongrois. Dans les villes périphériques autour de la capitale ces changements étaient encore plus importants au cours des trois décennies précédant la première guerre mondiale, la part des Hongrois monta de 36% à 88%.

Ces données permettent de faire la conclusion que l'assimilation dans les temps modernes est une conséquence directe des processus économiques fondamentaux de l'évolution bourgeoise, de la constitution du marché national, du fonctionnement du réseau commercial, de communication et de crédit, de l'industrialisation et de l'urbanisation.

La magyarisation cependant passe par plusieurs degrés, souligna le conférencier, le premier étant l'établissement et l'adaptation, le second l'attachement aux deux communautés, et le troisième et final l'assimilation.

Les étapes indiquées ci-haut peuvent se dérouler, dans des circonstances particulières, pendant la vie d'une génération, mais l'assimilation massive peut être considérée comme un processus de plusieurs générations, rattaché à l'évolution bourgeoise.

L'assimilation ne peut être rapide et complète que dans le cas où elle apporte aussi une promotion sociale — constata P. Hanák. Il s'ensuit que si l'assimilation est en général fonction de l'évolution bourgeoise, et celle en Hongrie des particularités de cette évolution, alors il est également vrai que le caractère fondamental de l'assimilation n'était pas déterminé par

la bourgeoisie citadine (allemande), faible et en gros imbue d'esprit conservateur, mais par la noblesse moyenne libérale.

L'assimilation des ouvriers pose une question à part. Dans ce domaine l'intermédiaire était d'une part la petite bourgeoisie et l'intelligentzia pauvre, et de l'autre, plus tard, le noyau des ouvriers qualifiés.

C'est l'assimilation, allant en s'élargissant, qui accéléra et qui éleva à un niveau européen-central-oriental l'évolution bourgeoise en Hongrie, tout d'abord ses fondaments économiques et aussi, mais pas secondairement, ses succès culturels et de civilisation — souligna P. Hanák. Au siècle dernier la Hongrie était forcée de s'engager dans la voie de la transformation bourgeoise, et une fois y engagée elle devait, dans l'Europe libérale, dans les conditions de la libre concurrence, en assurer les préalables, plus exactement elle devait adopter les normes economico-techniques, les conditions sociales et les formes politiques de la modernisation. L'évolution bourgeoise, alignée aux normes internationales, entraînait nécessairement l'assimilation.

Pour terminer, P. Hanák a noté qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle la composition de la nation hongroise, son niveau matériel et intellectuel, ont bien plus fortement changé qu'au cours des siècles précédents, eux aussi assez orageux. Ce plus, ce neuf qualitatif, était surtout le résultat de la relève de formation, donc de la révolution de 1848, l'assimilation n'y joua qu'un rôle partiel. Cependant, sa contribution était notable en ce que la société hongroise est devenue plus évoluée, plus ouverte, participait au grand échange prometteur de marchandises, d'idées et d'individus en Europe Centrale.

M. Lackó, candidat, chef de section à l'Institut de Sciences Historiques, a fait une conférence intitulée *«Le mouvement populiste dans la crise spirituelle des années 1930»*.

Dans son introduction M. Lackó a exposé que dans les années 1930 le mouvement populiste apparut comme un mouvement de «troisième voie» de l'intelligentzia, en partie d'origine paysanne, qui se détournait de la droite et extrême droite contre-révolutionnaire d'une part et de l'autre de la gauche socialiste.

Il énuméra comme facteurs déterminant les traits fondamentaux de cette tendance: l'oppression du peuple, des millions de paysans, leur mise en marge de la société «officielle», l'état de crise, sociale et culturelle, du capitalisme moderne, la crise idéologique et politique de la gauche socialiste, la pression et l'influence des idéologies de droite et du régime contre-révolutionnaire auquel le mouvement, bon gré mal gré s'était adapté.

Sa naissance était en rapport avec l'évolution bourgeoise limitée et déformée, avec le caractère non achevé et inachevable du devenir national, avec les conditions sociales d'un pays fondamentalement paysan et avec les «irrégularités» d'évolution, qui en découlent, des classes moyennes et de l'intelligentzia.

Cette intelligentzia se séparait aussi bien de la couche de noblesse et de gentry, modèle encore au début du siècle, et de l'intelligentzia bourgeoise, que du mouvement ouvrier.

Elle accepta délibérément par contre de représenter la paysannerie, ses couches les plus indigentes, ce qui, professaient-ils, ne les opposait pas à la classe ouvrière, car celle-ci était en grande partie paysanne sinon par ses pères.

L'ensemble des circonstances aboutit à ce que dans les vues sociales du mouvement populiste les idées nationales-nationalistes devinrent déterminantes. Ces idées se distinguaient du nationalisme traditionnel, conservateur surtout par leur contenu social, et des tendances extrêmes droites par les éléments rationnels qui dominaient dans leur conception du peuple. A l'intérieur de la problématique du mouvement populiste, la question de l'esthétique littéraire-artistique professée par le mouvement constitue un aspect d'extrême importance — nota le conférencier. L'immense influence en est généralement reconnue sans pour autant être élucidée dans son ensemble et dans toutes ses nuances. Il n'est pas encore mis au point par exemple ce que nous entendons par «influence populaire». Cette mise au point n'est pas fa-



cilité par des définitions selon lesquelles Attila József est classé parmi les poètes populistes, ou selon lesquelles Bartók et Kodály sont considérés au même titre comme grands représentants en musique de la tendance populiste. A propos de Bartók le conférencier nota qu'à la différence de Kodály il ne parlait pas simplement de musique populaire mais de musique paysanne qui a gardé sa beauté et sa fraîcheur primitives en tant que survivance d'une époque humaine-sociale ancienne. La structure, les formes rigoureuses de cette musique semblaient se prêter à servir au renouveau de la musique européenne moderne en état problématique. Il découlait de cette conception qu'il s'efforçait de retrouver la musique primitive qui partout pouvait être dégagée. Kodály par contre, à partir des années 1920, se tenait à la tendance historico-folklorique, populaire-nationale.

La sphère la plus importante de la tendance populiste était la littérature où naquit la plus caractéristique des catégories littéraires-esthétiques de l'époque, le néoréalisme. Il convient de le distinguer du néoclassicisme, mentionné souvent comme notion synonyme, terme qui s'applique plutôt à Babits et Kosztolányi, à la fin des années 1920, qu'aux écrivains populistes. Dans le néoréalisme des populistes, la simplicité des formes à la portée de tous, le respect des traditions s'accompagnaient souvent de l'absence d'une rigueur et d'un radicalisme intellectuels et idéologiques. C'est en s'y opposant que József Attila dépassa sa génération.

Une question à part, très importante, est posée par les rapports entre la tendance populiste et les sciences sociales de l'époque. Dans l'historiographie par exemple ils ont abouti à la conception du «nationalisme populaire» l'interprétation de laquelle provoque jusqu'à nos jours d'âpres luttes.

Le meilleur exemple de ces rapports est fourni par la sociologie, discipline qui, après 1918—19, était une des disciplines les plus compromises.

La sociologie qui, dans les années trente, s'épanouit sur de nouvelles bases, se divise en deux tendances, qui se touchent souvent mais sont au fond opposées: la «science du peuple hongrois» et la sociographie.

La «science du peuple hongrois» se rattachait d'une part à la «hungarologie» et la caractérologie des nations, et de l'autre aux idées de Dezső Szabó. Quant au fond, elle constituait la branche populaire de la „hungarologie”.

Son idéologue principal était László Németh, dont les idées montraient un mélange d'influences irrationnelles et d'éléments plus rationnels.

L'autre tendance sociologique de l'époque, indiscutablement la plus importante, était la sociographie du village (dans une moindre mesure de la ville).

Le conférencier en a cité trois types: la sociographie littéraire comme les tableaux de la vie citadine de Lajos Nagy, le Puszták Népe (Peuple des pusztas) de Gyula Illyés et la Falusi Krónika (Chronique villageoise) de Péter Veres. L'autre type, la sociographie publicistique de tendance politique, se servait de méthodes historiques, statistiques et même de «l'interview». Les oeuvres les plus remarquables dans ce genre sont le Viharsarok (Zone orageuse) de Géza Féja et la Néma forradalom (Révolution muette) d'Imre Kovács. Le troisième type était la sociographie scientifique. Parmi les auteurs de ce genre Ferenc Erdei était déjà fortement influencé par le marxisme.

Dans le livre de Ferenc Erdei A magyar paraszttársadalom (La société paysanne hongroise) et dans le Cifra nyomorúság (Misère dorée) de Zoltán Szabó, on voit déjà une sociologie moderne, empirique, de niveau européen, dont la principale qualité était d'avoir appliqué la méthode complexe monographique, d'avoir montré une unité dans les vues historiques et structurelles — souligna en conclusion le conférencier.

E. Pamlényi, candidat, chef de section à l'Institut de Sciences Historiques, a fait une conférence sur «Le sujet et la méthode de l'historiographie».

Dans son introduction il nota que le sujet de l'historiographie reste une question discutée dans l'historiographie aussi bien bourgeoise que marxiste. Pour démontrer les incertitudes

dans l'interprétation des concepts fondamentaux de l'historiographie il indiqua que le terme même «historiographie», donc la dénomination de cette discipline, n'est pas employé d'une façon homogène. Parfois on sousentend la discipline même, mais de nos jours on accepte de plus en plus généralement l'interprétation selon laquelle l'historiographie signifie l'histoire de la discipline.

Dans la suite, il donna une brève caractéristique des genres historiographiques, les approches dites historiographiques, les introductions etc. dans lesquelles l'accent est mis moins sur l'histoire de la discipline que sur le changement dans l'interprétation du thème en question.

Dans une brève revue il esquaissa les idées des historiens bourgeois sur le sujet de l'historiographie. Analysant de grandes synthèses et examinant en détail les idées de l'historien anglais conservateur H. Butterfield, il arriva à la conclusion que les historiographes bourgeois cherchent à exclure de la définition du sujet l'histoire des éléments théoriques de l'historiographie. Cette tendance aboutit à un lent déplacement des aspects intérieurs du sujet de l'historiographie, de la théorie vers l'histoire de la pratique. Elle correspond à la tendance actuelle de l'historiographie bourgeoise qui cherche à éviter le sphère des problèmes théoriques et plutôt à élargir extensivement les domaines examinés. L'autre côté de ce processus se fait également valoir, à savoir la préférence donnée à l'histoire des méthodes employées dans la critique des sources, de la recherche des sources et de leur utilisation.

L'évolution de l'historiographie marxiste tend vers un autre sens: au cours des deux dernières décennies, son domaine ne faisait que s'élargir que d'embrasser des sphères plus étendues. Au début, elle était traitée en tant qu'une des variétés de l'histoire de la pensée socio-politique, plus tard comme l'histoire de l'historiographie. Il y eut même des tentatives dont l'auteur examina, à propos d'une question concrète, toutes les œuvres culturelles à thème historique. Selon le conférencier la plus logique et la plus précise des définitions du sujet de l'historiographie est donnée par L. V. Tchérépnine selon laquelle le sujet de l'historiographie est l'analyse des sources historiques, l'évolution de sa méthode et de sa technique; le changement des problèmes sur lesquels est dirigée la recherche historique; et enfin l'évolution et la transformation des théories qui servent de point de départ pour l'examen des processus historiques.

En ce qui concerne les sources de la recherche historiographique, le conférencier traita à part deux problèmes. Il souligna d'une part qu'outre les œuvres proprement scientifiques une grande importance incombe aux vues historiques des politiciens et publicistes qui ne sont pas des scientifiques. D'autre part il indiqua que la correspondance, le journal intime et les notes de l'historien ont certes une grande importance de point de vue des recherches historiographiques auxquelles ils sont des sources indispensables, mais la plus grande importance est toujours présentée par l'œuvre même de l'historien qui reste au centre des investigations de l'historiographie.

Les historiens bourgeois cherchent avec assiduité le point de vue qu'ils pourraient appliquer pour dégager les mobiles, le message intime de telle ou telle œuvre historique, cependant, c'est l'historien marxiste qui possède la clé pour de telles investigations. Cette clé pourtant n'est pas toute faite, chaque fois il faut l'ajuster pour la solution de chaque problème — dit en conclusion E. Pamlényi.

Gy. Ránki consacra sa conférence aux «*Questions de la naissance de la classe ouvrière et de son évolution en Europe de l'Est jusqu'à la libération*».

Pour commencer, le conférencier toucha la question du concept de la classe ouvrière et précisa qu'il n'était pas possible de la considérer uniquement comme partie d'une structure, ou comme une catégorie, elle est l'expression d'un rapport historique et en tant que classe, elle doit être examinée dans les cadres des rapports de production et de la société où elle évolue et se forme. La mise en relief de la détermination de classe nous sépare des vues bourgeoises selon lesquelles il n'y a pas de classes, mais aussi de celles qui remplacent l'approche dynami-

que des classes par une approche statique, structuraliste, sociologique. Selon ces vues, la classe ouvrière est, certes, un composant essentiel de la structure sociale, mais elles séparent la classe et la conscience de classe, estimant que cette dernière est un élément inutilement troublant qui empêche que les différents groupes sociaux remplissent leur fonction. Le rôle social et les traits de classe de la classe ouvrière sont en grande partie déterminés par le fait d'où elle vient et vers où elle se dirige, et cela influence la situation absolue et relative occupée par elle dans la structure en présence.

Ensuite le conférencier passa à un des problèmes découlant des conditions qui déterminent l'évolution de la classe ouvrière, différente en Europe orientale de celle de l'Europe occidentale. Ce problème est posé par la différence dans l'évolution urbaine. Tandis qu'en Europe occidentale par exemple la proportion des citadins était, dès avant la révolution industrielle, en moyenne 20—25%, en Europe orientale elle n'était, même à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que de l'ordre de 10%.

À la fin du siècle dernier en Russie, dans les territoires polonais et en Hongrie, eut lieu une révolution industrielle qui, tout en suscitant une importante mutation économique, n'a pas influencé et effectivement modernisé la vie économique et la société. Dans les Balkans par contre, même cette forme de la révolution industrielle manquait et au début de notre siècle on n'en voit que les accords préliminaires.

Partant de là, le conférencier définit deux lignes d'évolution de la classe ouvrière en Europe orientale.

Selon le témoignage des données statistiques, en Hongrie, entre 1880 et 1910, le nombre des ouvriers augmenta, de 400 000, à un million dont plus de la moitié travailla dans des usines. En Pologne, l'évolution fut analogue dans la période en question.

Cette augmentation numérique fit naître une classe ouvrière fort stratifiée où l'ouvrier qualifié représentait un poids considérable. Nous voyons la naissance d'une couche de prolétaires héréditaires, née et vivant dans les villes, dont l'organisation se renforce, et dont la conscience politique est déjà formée. En même temps, l'origine campagnarde de la majorité des ouvriers, leur qualité de manoeuvre, conservèrent encore pour longtemps le type d'ouvrier transitoire, encore partiellement attaché au village, à l'agriculture, nota Gy. Ránki.

Vu que le marché de main d'œuvre dans les villes offrait plus de demande que dans les villages, devenir ouvrier industriel signifiait pour la majorité des travailleurs dans l'industrie une promotion sociale et matérielle, à l'opposé de l'évolution occidentale.

En Roumanie, Serbie et Bulgarie, où l'évolution agraire était basée sur les petites exploitations paysannes, et où, par conséquent, la couche des prolétaires agraires faisait défaut, on ne peut pas vraiment parler, jusqu'à la première guerre mondiale, d'une couche de prolétariat industriel. La majorité des travailleurs de l'industrie s'occupait, au temps des travaux d'été, de son exploitation agraire. Vu les salaires très bas, l'industrie n'exerçait pas d'attrait sur l'excédent de main d'œuvre campagnard.

Les tendances de l'évolution de la classe ouvrière connurent de mutations substantielles entre les deux guerres mondiales. La Pologne réunie, la Hongrie ayant perdu son caractère multinational, se débattaient dans des difficultés structurelles. Le développement numérique de la classe ouvrière se ralentit, mais la couche héréditaire continuait à se renforcer.

C'est dans les pays balkaniques que l'évolution devient plus dynamique après le retard du passé. En Roumanie, la classe ouvrière s'est plusieurs fois accrue numériquement et dans les nouvelles frontières de la Yougoslavie son nombre s'est vu augmenter entre les deux guerres d'environ deux cent mille âmes. La classe ouvrière des pays balkaniques, malgré l'évolution incontestable, se composait encore d'ouvriers vivant tantôt en ville, tantôt à la campagne, ou même s'ils étaient définitivement fixés en ville, ils y représentaient la première génération.

Il est justifié de se demander comment cette classe ouvrière, numériquement encore insignifiante, pouvait devenir pendant et après la deuxième guerre mondiale la force dirigeante de la société.

Une des causes, indiqua le conférencier, à savoir la force politique supérieure à celle des autres classes, était l'existence et l'activité du Parti Communiste dont le dynamisme a multiplié la force de la jeune classe ouvrière. L'autre cause, comme Marx l'avait exposé dans un livre sur la philosophie hégélienne du droit, était «qu'afin qu'un ordre puisse être l'ordre par excellence de l'affranchissement, il faut qu'un autre ordre soit, à l'inverse, l'ordre ouvert et oppressif» — termina Gy. Ránki sa conférence.

S. Orbán, docteur ès sciences historiques, maître de recherche à l'Institut de Sciences Historiques a fait son rapport sous le titre *«Les problèmes de la transformation du système des agglomérations disséminées depuis la libération»*.

Il a introduit sa conférence en exposant les motifs de la reprise de ces problèmes. D'une part, il y a 25 ans que fut créé le Conseil National des Hameaux (agglomérations disséminées) afin de trouver la solution de leur liquidation, et de l'autre la chaire de l'histoire moderne et récente à l'Université Lóránd Eötvös a organisé, il y a près de deux ans, avec le soutien de l'Institut des Sciences Historiques, des recherches sur l'histoire de ces agglomérations, et les premiers résultats de ces recherches peuvent déjà être présentés. Un matériel extrêmement riche se trouve à la disposition des chercheurs, mais il est aussi bien vrai que l'immensité du matériel rend difficile la vue d'ensemble et peut même gêner la recherche. Comme exemple il a cité les données relatives aux périphéries dans les recensements organisés tous les dix ans. Là les hameaux ne sont pas distingués des autres territoires périphériques, dont d'ailleurs les frontières sont en continuel changement, et d'autre part le nombre de la population et sa composition à la date des recensements (1<sup>er</sup> janvier) ne reflète pas la situation démographique des saisons des grands travaux.

La sphère d'activité du Conseil National des Hameaux s'étend nécessairement en premier lieu sur les régions de la Grande Plaine, et cependant il est à noter que la population des hameaux de la Grande Plaine d'environ un million (1949) ne s'est réduite en 1970 même pas à la moitié. Dans la même période, le nombre des localités périphériques habitées n'a diminué que d'un cinquième.

Afin de réaliser les objectifs adoptés en 1949, plusieurs décrets ont été pris pour interdire les constructions dans les régions périphériques et pour développer les constructions dans les espaces urbains, et parallèlement des appareils administratifs, financiers et techniques ont été créés. Toutefois, souligna le conférencier, le développement des centres de hameaux n'a pas atteint le niveau désiré, de plus la majorité des nouvelles communes s'est avérée non viable. Aussi, la diminution réelle de la population des hameaux peut-elle être attribuée à la migration de la population villageoise découlant de toute façon de l'industrialisation et de l'urbanisation. Il en découle, comme Ferenc Erdei l'avait déjà formulé, que l'état arriéré des hameaux est en premier lieu un phénomène concomitant de l'état arriéré des conditions sociales générales, de l'économie nationale. La migration des hameaux dans les villes signifiait dans la plupart des cas que la population a sauté les degrés médians, c'est-à-dire les centres de hameaux et les communes.

Selon le conférencier, la raison de l'échec de la théorie relative au centre de hameaux et à la commune, est à chercher dans les conditions faites en 1949. Selon les conceptions régnant à cette époque, la transformation socialiste de l'agriculture a mis en question le destin même du système des hameaux. Les paysans des hameaux auraient dû changer leur mode de vie habituel de deux points de vue: d'une part, adhérant aux coopératives agricoles ils devaient abandonner l'exploitation individuelle traditionnelle, et de l'autre, ils auraient dû quitter les hameaux pour s'établir dans les communes. Différentes mesures négatives de la politique économique les poussèrent cependant à rester aux hameaux afin de se soustraire aux consé-

quences de l'application de ces mesures. Le manque des moyens financiers nécessaires n'a rendu que plus évident que les objectifs premiers étaient irréalisables.

Les mouvements de la population des hameaux suivaient par contre la mobilité générale, organique, valable pour le pays entier — souligna en conclusion le conférencier.

L. Pál

## Séance scientifique à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la réorganisation des Archives Nationales Hongroises

Pour le centenaire de la réorganisation, en 1874, des Archives Nationales Hongroises, l'Académie des Sciences de Hongrie a tenu, le 3 octobre 1974, une séance scientifique dans sa salle des congrès au Château de Buda.

Dans son allocution inaugurale, le vice-directeur général I. Borsa a souligné l'importance d'une bonne connaissance des conceptions, des visées, des méthodes de travail antérieures de l'institution et des archivistes.

Le rapport principal de la séance scientifique a été présenté par le directeur général Gy. Ember, membre de l'Académie, sous le titre: *Les cent années (1874—1974) des Archives Nationales*. Dans la première partie de son exposé, il a examiné les mobiles de la réorganisation, en 1874, de l'Archivum Regni qui avait été fondé en 1756; puis il a décrit le processus de la renaissance. En conservant les pièces principales des actes juridiques et de l'administration, les archives de l'époque féodale servaient presque exclusivement la défense des droits de la classe dominante, ce qui retardait le développement des sciences historiques. Au XIX<sup>e</sup> siècle, en Hongrie aussi, la tendance positiviste de l'historiographie passa au premier plan; or elle pré-supposait une ample utilisation des sources d'archives. Se faisant le porte-parole des nouvelles exigences, l'Académie des Sciences de Hongrie avait prévu, immédiatement après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de 1848, des initiatives pour créer une nouvelle institution qui aurait fondu ensemble les trésors de l'Archivum Regni et les minutes des organes administratifs féodaux qui allaient cesser d'exister. La guerre de libération, encore plus sa défaite exclurent pour longtemps toute idée de réalisation de ce projet. Après le compromis austro-hongrois de 1867, la Section d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie insista de nouveau sur la portée de la création — à l'échelle nationale — de nouvelles archives; mais tout fut encore une fois retardé par la pénurie des moyens financiers. Cette prise de position de l'Académie fut suivie de nombre de propositions nouvelles, voire même d'une décision du cabinet concernant la fondation d'une nouvelle institution. Malgré cela, ce ne fut pas, en définitive, celle qui apporta la solution à la question: le 19 septembre 1874, le conseil des ministres nomma à la tête de l'Archivum Regni, et avec le titre d'archiviste national l'éminent Gyula Pauler qui eut simultanément sous son contrôle les archives des autorités gouvernementales, donc celles de la Chancellerie royale de Hongrie et de Transylvanie, celles du Conseil de lieutenant, celle du Gouvernorat de Transylvanie et celles du Palatin. Tout cela fut donc fondu à l'Archivum Regni.

Après avoir brossé le tableau des circonstances particulières de la réorganisation, Gy. Ember a passé en revue l'histoire des cent années qui se sont écoulées depuis; il y a distingué — *grosso modo* — deux époques majeures: celle capitaliste qui prit fin en 1944, et celle socialiste qui débuta en 1945. Dans la période bourgeoise de l'histoire de nos Archives Nationales, un tournant s'opéra dans les années 1920, lorsque — d'une part — le caractère scientifique de l'institution fut renforcé, celle-ci changeant d'autorité supérieure et passant du ministère de l'Intérieur à celui du Culte et de l'Enseignement public; d'autre part, les conditions de la

conservation des dossiers se trouvèrent améliorées après l'emménagement dans de nouveaux locaux. Pour ce qui est de la période socialiste, le tournant y est survenu en 1970 avec la fondation des Nouvelles Archives Centrales de Hongrie, les Archives Nationales devenant un dépôt historique et clos.

Dans les premiers temps après la fondation des Archives Nationales en 1874, on s'efforça surtout d'assurer la bonne conservation des papiers; l'exigence première était — sur la base d'attributions qui n'avaient pas été délimitées par une règle de droit quelconque, mais désignées par la pratique même — de rassembler les dossiers des organes gouvernementaux féodaux ayant été abolis après 1867. Dès lors, on se proposait de dépouiller ces matières selon les recommandations de la commission d'enquête sollicitée encore avant le remaniement de 1874. Sur la base de celles-ci, Pauler se proposait de modifier la répartition historiquement établie des papiers et de la remplacer par des unités thématiques et chronologiques artificiellement découpées. Cependant, de ces fonds par lui rêvés, seules les Archives de Diplomatie furent réalisées: elles comprirent les chartes et dossiers d'avant le désastre de Mohács (1526). Les conditions de dépôt ne répondaient pas aux exigences des autres objectifs du vaste programme de réorganisation, le personnel compétent faisait aussi défaut; si bien que les dossiers des autorités gouvernementales — dossiers représentant le gros des matières recueillies — furent maintenus dans leur ordre historique. Puis, comme le principe du caractère immuable des fonds d'archives, le principe dit de la provenance s'était imposé au tournant de notre siècle, le programme de Pauler perdit définitivement son actualité. Des travaux de reclassement plus notables, dans la première période de nos Archives Nationales, ne furent menés qu'à propos du développement continu des Archives de Diplomatie; mais on commença également la mise en ordre des rebuts des Archives de la Chambre royale. Ce fut à l'occasion du millénaire de la Hongrie (1896) que Károly Tagányi réalisa les premières présentations de dossiers. Bien que la réforme de 1874 eût porté au premier plan, au lieu des tâches précédentes purement administratives, le travail scientifique, les quelques matières auxiliaires développées par les Archives Nationales restèrent au service d'objectifs administratifs et pratiques.

Pauler s'assura systématiquement de nouveaux cadres et, de la sorte, le caractère scientifique de l'institution se renforça au fil des ans. Mais celle-ci n'était pas archivistique au sens propre de nos jours au terme: elle devint le laboratoire historique le plus important de Hongrie. En 1922, les Archives Nationales furent confiées — conformément à la conception de politique scientifique prônée par le ministre Klebelsberg — au ministère du Culte et de l'Enseignement public; alors, leur développement s'accéléra. En 1934, nouveau changement dans les structures: les Archives du Musée National Hongrois leur furent incorporées, ce qui enrichit le fonds de précieux dossiers familiaux. Cependant, le renforcement du caractère scientifique des travaux et l'accroissement du nombre des collaborateurs scientifiques n'allèrent pas de pair avec l'amélioration du travail de dépouillement, ni avec celle de la discipline. D'une part, il y avait toujours deux tâches administratives à remplir: la justification des qualités et degrés de noblesse, ainsi que le service des recherches; cela gênait, retardait les activités plus scientifiques, tandis que les recherches menées par le personnel enrichissait en premier lieu non l'archivistique, mais les diverses branches de la science historique.

Après 1945, les attributions des Archives Nationales furent sensiblement modifiées. D'une part, elles furent étendues aux papiers des organes économiques capitalistes qui avaient été nationalisés. (Ces dossiers furent d'abord — jusqu'en 1953 — conservés par les Archives Économiques Centrales qui devinrent, en 1962, unité des Archives Nationales.) D'autre part, on commença à collecter les dossiers de la période de démocratie populaire. Un autre changement fondamental fut que la protection des matières d'archives s'étendit également à celles encore en possession des divers organismes.

1970 amena un tournant décisif dans les attributions: les Nouvelles Archives Centrales Hongroises furent fondées; cette institution à l'échelle nationale — la seconde quant à ses di-

mensions — eut pour tâche de conserver les dossiers administratifs formés après 1945 et de caractère général, de portée nationale. Nous devons également souligner l'importance, dans la période socialiste, des changements internes de structures qui permirent la formation de sections convenant mieux à la compartimentation historique des matières. Pourtant, par rapport à l'époque précédente, la modification la plus percutante fut que la tâche principale devint: le dépouillement, l'ordonnance, le triage des matières, la composition de catalogues. Toutefois, ces travaux furent encore retardés un certain temps, parce que les combats de 1945 avaient gravement endommagé les dépôts, il fallait, tout d'abord, mettre en parfaite sécurité les papiers. Bientôt on appliqua, à cet effet, de nouveaux procédés: celui des microfilms, ainsi que la conservation, la remise à neuf des documents. Grâce à ces efforts, en 1973, presque la totalité des matières des Archives Nationales étaient convenablement ordonnées au niveau moyen et la bonne information à leur sujet était assurée par quatre inventaires descriptifs et 62 volumes de répertoire synthétique de dépôt. Par suite de la spécialisation des recherches, l'institution se concentrait surtout sur les disciplines historiques relevant de l'archivistique. Les résultats les plus notoires ont été atteints dans le domaine des matières auxiliaires, la communication des sources, la statistique historique et l'histoire de l'administration. Le directeur général Gy. Ember a terminé le panorama des cent années des Archives Nationales en soulignant que, désormais, l'institution répond non seulement à sa double attribution — la sûre conservation des matières d'archives et leur facilité d'emploi —, mais sert aussi de base de recherche des sciences historique et de l'archivistique.

C'est le vice-directeur général *O. Sashegyi*, candidat ès sciences historiques qui a fourni le premier rapport annexe, ceux-ci étant consacrés à des questions spéciales distinctes des cent ans de nos Archives Nationales. Il a présenté un panorama de la formation et de la qualité du personnel à la disposition de l'institution dans la réalisation de ses tâches diverses au cours des périodes qui se sont succédées. Après la réorganisation de 1874, Gyula Pauler avait hérité des fonctionnaires des anciennes archives des différents organismes gouvernementaux; ces cadres n'étaient aptes, la plupart, qu'à des tâches administratives. Selon les plans de Pauler, l'institution réclamait 22 collaborateurs, dont 12 capables de poursuivre des activités archivistiques, donc — selon notre terminologie — de formation scientifique. De très gros efforts furent consentis pour rallier à l'institution des personnalités comme Lipót Óváry, Károly Tagányi, András Komáromy, Gyula Tasnádi Nagy, Dezső Csánki, Lajos Thallóczy, si bien que la situation idéale s'établit en 1894. Pour occuper un poste scientifique aux Archives, il fallait présenter un diplôme de droit ou de lettres, participer à un concours public et passer un examen d'admission; la commission d'admission avait Pauler pour président; le secrétaire de section de l'Académie des Sciences de Hongrie, ou un historien de renom, également membre de l'Académie en faisait toujours partie; la commission examinait les connaissances du candidat en diplomatique et paléographie, ainsi qu'en droit hongrois et canonique. Pour assurer la bonne relève des chercheurs, on instaura, à partir de 1881, la pratique des stages. En 1911, nos Archives Nationales avaient déjà 28 collaborateurs, mais une grave crise interne se précisait depuis la disparition de Pauler; et même la nomination, en 1913, de Dezső Csánki au poste d'archiviste-paléographe en chef n'y apporta pas de solution. Par rapport à l'état des fonctionnaires, les conditions matérielles et les possibilités d'avancement du personnel d'archives étaient passablement réduites, ce qui ne fit qu'aggraver la crise dans les années de la Grande Guerre. Le rajustement des traitements au cours de la révolution démocratique de 1918 et de la République des Conseils de 1919 améliora la situation du personnel, et ces mesures ne purent être rapportées par la suite non plus. La République des Conseils s'était également proposé d'approfondir le caractère scientifique de l'institution en le plaçant sous l'égide du commissariat du peuple à l'Éducation publique et non sous celui du commissariat pour les Affaires intérieures. La contre-révolution cassa cette mesure et rétablit Csánki à son poste. Les enquêtes sur le personnel commencées après 1919 paralysèrent, pour quelque temps, les activités de l'ins-

titution et celle-ci ressentit cruellement la perte de plusieurs collaborateurs. Ceux-ci éliminés, leurs postes ne furent point pourvus, les effectifs diminuèrent d'un tiers. Un changement ne survint qu'en 1922, lorsque, sous le contrôle du ministère du Culte et de l'Enseignement public, on organisa le Corps des Collections publiques dont les Archives Nationales firent aussi partie. Le changement d'autorité suprême amena aussi l'abolition de la loi de 1893 sur la qualification: l'examen d'admission fut supprimé et les critères majeurs du choix des collaborateurs furent le doctorat ès lettres et les publications du candidat dans la spécialité. La nouvelle autorité suprême assura une meilleure rémunération aux débutants, ainsi que des bourses scientifiques à l'étranger. A partir de 1928, on déclara vouloir recevoir uniquement les collaborateurs auxquels le Conseil des Bourses avait assuré un séjour d'au moins une année à l'étranger. En 1930, les collaborateurs de l'institution sont 47. Cela promettait déjà la réussite du vaste programme d'inventaire et d'ordonnance développé par le nouveau directeur général, József Herzog, nommé en 1934. Mais, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, de nouvelles tâches administratives vinrent peser sur les Archives Nationales et la réalisation de ce programme connut l'échec. En 1942, Herzog disparaissait; il était remplacé par Dénes Jánossy qui voulut s'attaquer à la réforme de la formation des archivistes et au développement de la littérature de l'archivistique. Les hostilités ne lui permirent guère de donner suite à ses idées.

Passant à l'appréciation des changements contemporains, des changements de ces trente dernières années, dont il a été le témoin, O. Sashegyi a mis particulièrement en évidence le fait que le nombre des collaborateurs a triplé, que les nouveaux procédés techniques se sont toujours plus implantés dans les activités d'archives, que la formation universitaire des archivistes-paléographes a été enfin instaurée, que les organismes démocratiques des travailleurs sont à l'œuvre.

Le chef de département *J. Buzási* a passé en revue les cent ans des relations internationales de l'institution. En guise d'introduction, il a rappelé que la fondation des archives nationales modernes a quasiment imposé les rapports entre ces institutions, alors qu'à l'époque féodale elles avaient compté comme les symboles de l'exclusivisme. L'échange des expériences et l'accès aux sources notables dans l'historiographie des divers pays représentent, dès la fondation des archives modernes, les terrains des rapports internationaux qui prévalent aujourd'hui aussi — certes, sous une forme modifiée — dans la coopération archivistique. La première manifestation à l'étranger des Archives Nationales de Hongrie fut le voyage d'études, en 1875, de Gyula Pauler en Europe de l'Ouest. D'un autre côté, l'institution peut s'enorgueillir de résultats probants pour ce qui est de l'acquisition — par voie d'achat ou d'échange — des matières de provenance hongroise se trouvant dans d'autres pays. Cependant, longtemps il n'a pu être question d'un dépouillement systématique des matières à l'étranger, si bien que la réunion des «hungarica» était caractérisée par les contingences. A partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des délibérations archivistiques internationales furent organisées, mais notre institution ne se manifesta pour la première fois qu'en 1910, au congrès des bibliothécaires et archivistes-paléographes de Bruxelles, où elle fut représentée par Ferenc Döry.

La Grande Guerre rétrécit encore plus le champ de ces contacts qui ne reprirent que dans les années 1920, sans toutefois exercer leur effet dans le sens d'une coopération archivistique internationale. Pendant une longue période, le problème — suscité par la désagrégation de la Monarchie Austro-hongroise — de la répartition des biens de l'esprit amassés à Vienne, ainsi que la prescription de la Paix de Trianon (aux termes de laquelle la Hongrie était tenue de remettre les dossiers les concernant aux pays limitrophes) enrayèrent les relations archivistiques entre tous ces États. Pour ce qui est de la remise des documents, la Hongrie réussit à passer un accord avec deux de ses voisins: la Yougoslavie en 1924 et la Tchécoslovaquie en 1927. Avec l'Autriche, elle trouva un arrangement en 1926: une représentation permanente put fonctionner près des archives aux matières indivises des organes gouvernementaux centraux de Vienne. Ajoutons enfin que, dans l'entre-deux-guerres, le nouvel édifice des Archives



Nationales compta comme le plus moderne de l'époque et suscita un intérêt général dans le monde.

A la suite de la libération et par suite d'obstacles objectifs, les avantages du système archivistique hongrois ne purent porter leurs fruits, pendant une dizaine d'années, dans le domaine des relations internationales. Tandis que les rapports avec les archives des pays socialistes se développèrent harmonieusement après 1948—1949 aussi, ceux avec les pays capitalistes cessèrent presque totalement dans l'atmosphère de guerre froide, et la représentation à Vienne suspendit aussi ses activités. Les signes d'un changement se manifestèrent à partir de 1955, lorsque la Hongrie adhéra au Conseil International des Archives; et les contacts se firent multiples et intensifs à partir de 1958—1959.

Pour terminer, *J. Buzási* a parlé de certains domaines de la coopération archivistique internationale de nos jours (l'aide aux archives des pays sur la voie du développement, les échanges de microfilms; etc.); il a donné des chiffres sur les recherches à l'étranger des Archives Nationales et développé les résultats de la Collection Hungarica fondée sur le dépouillement systématique des diverses archives étrangères, résultats qui sont éloquentement illustrés par les quelque trois millions de microfilms d'origine étrangère conservés à Budapest.

Le chef de département *I. Kállay*, candidat ès sciences historiques a présenté un tableau des activités de l'institution — depuis 1874 — dans le domaine de l'éducation nationale. Dès le premier instant, en effet, les Archives Nationales se sont proposé de répondre à des tâches d'éducation nationale et de diffusion des connaissances; le contenu de ces activités a certes changé avec le temps, mais leurs formes ne se sont modernisées que lentement. Le terrain principal était l'organisation d'expositions permanentes ou occasionnelles; mais on organisait également la visite des archives, on tenait des conférences, on publiait des ouvrages de vulgarisation. La première exposition permanente eut pour objectif la présentation de pièces rares: elle fut inaugurée en 1882 et resta accessible au public quelque trois décennies. La nouvelle exposition permanente ouverte en 1960 se propose d'illustrer par les documents les grands tournants de l'histoire hongroise. Le nombre des expositions de circonstance a augmenté surtout après la libération, avec pour but primordial d'approfondir la culture historique des larges masses. L'une des plus éminentes manifestations de ce genre a été, en 1956, les 200 années des Archives Nationales; on y a présenté non seulement les trésors de l'institution, mais aussi un panorama du développement de l'usage de l'écriture en Hongrie, ainsi qu'un autre de l'histoire de l'archivistique. Pour ce qui est des grands tournants historiques et des personnalités éminentes des siècles révolus, les Archives Nationales ont saisi l'occasion de chaque anniversaire pour contacter le grand public; plus récemment, on a décidé d'aider les expositions locales en leur fournissant des microfilms ou des reproductions des documents importants les concernant. *I. Kállay* a terminé en dirigeant l'attention sur le développement — dans le but d'accroître l'efficacité de l'archivistique dans l'éducation nationale — des nouvelles formes de la diffusion des connaissances: radio, télévision et cinéma.

Le vice-chef de département *Z. Sárközy*, candidat ès sciences historiques a donné une esquisse des activités des Archives Économiques Centrales qui ont œuvré de 1953 à 1961. A la suite de la libération et en conséquence de la nationalisation qui mit fin, par paliers, aux conditions capitalistes de la production, on jugea que la possibilité était donnée de réunir les dossiers des entreprises de portée nationale. En 1950, le Centre National des Archives créa un group dit d'entreprise dont la tâche était de retrouver et de rassembler les dossiers économiques. Ce groupe fut le noyau des Archives Économiques Centrales fondées le 1<sup>er</sup> janvier 1953; cette institution poursuivit, pour l'essentiel, la sauvegarde des papiers. *Z. Sárközy* a participé en personne à cette tâche; il a rendu sensible les efforts pour sauver les documents, les mauvaises conditions du travail, les difficultés provenant du dépouillement de matières insolites dans la pratique archivistique. En 1961, une décision de principe recommanda la fondation d'archives centrales de la période socialiste. En conséquence, les Archives Économiques, dont le

rôle avait été marquant dans la sauvegarde de précieuses sources concernant la période capitaliste, devinrent une institution historique close et, en cette qualité, elles forment une unité — depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1962 — des Archives Nationales dont le développement témoigne une tendance indentique.

*I. Ress*

## BIBLIOGRAPHIE

### Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1973

#### Библиография избранных работ по истории, вышедших в Венгрии в 1973 г.

##### 1. Bibliographies, catalogues, inventaires — Библиографии, каталоги, описи

*Archiv der Hauptstadt Budapest.* Wegweiser. Zsgest.: IBOLYA FELHŐ. (Архив г. Будапешта — венгерской столицы. Путеводитель. Сост. —) Вр. 1973. Polycor. 29 р., 8 т.

BALLA GYÖRGY: *XVII. századi kéziratok magyar település- és vártérképek a karlsruhei gyűjteményekben.* (Cartes manuscrites du XVII<sup>e</sup> siècle de colonies et de forteresses hongroises dans les collections de Karlsruhe — Рукописные карты венгерских поселений и крепостей из XVII века в собраниях г. Карлсруэ.) Studcart 4. pp. 79—93.

*A baranyai—pécsi munkásmozgalom bibliográfiája.* 4. füz. BABICS ANDRÁS—MOLNÁR ISTVÁN—SZITA LÁSZLÓ: *A kapitalizmus korára vonatkozó (1945—1971 közötti) irodalom.* Kiad. a Magyar Tudományos Akadémia, Dunántúli Tudományos Intézet; Magyar Történelmi Társulat; Pécs, Városi Tanács. (Bibliographie du mouvement ouvrier de Baranya et de Pécs. 4. — (La littérature d'entre 1945—1971, concernant l'époque du capitalisme. Ed. par —. Библиография рабочего движения комитета Баранья и г. Печ. 4. — Литература, относящаяся к периоду капитализма, вышедшие за 1945—1971 гг. Изд. —) Pécs 1972. Polycor. 103 р.

BÉNYEI MIKLÓS—HÉTHY ZOLTÁN: *Hajdú-Bihar megye munkásmozgalomtörténetének irodalma.* 1967. január 1—1971. június 30. (La littérature du mouvement ouvrier du comitat Hajdú-Bihar. 1 janvier 1967—30 juin 1971. — Литература по истории рабочего движения комитета Хайду-Бихар. От 1 января 1967 г. до 30 июня 1971 г.) Hajdú-Bihar. MMT. 2. pp. 159—194.

BÉNYEI MIKLÓS: *Hajdú-Bihar megye munkásmozgalmának irodalma.* 1971. június 1—1972. június 30. Bibliográfia. (La littérature du mouvement ouvrier du comitat Hajdú-Bihar. 1 juillet 1971—30 juin 1972. Bibliographie.) — Литература по истории рабочего движения комитета Хайду-Бихар. От 1

июня 1971 г. до 30 июня 1972 г. Библиография. Hajdú-Bihar m. MMT. 3. pp. 163—178

BORSA IVÁN: *Az Országos Levéltár Film-tárának 1972. évi gyarapodása.* (Le versement de la filmothèque des Archives Nationales en 1972. — Приобретения фонда микрофильмов Венгерского Центрального Госархива за 1972 г.) LSz 1973. Tom. 23. No. 2. pp. 313—335.

*Budapest Főváros Levéltára.* Ismertető. Írta: FELHŐ IBOLYA. (Archives municipales de Budapest. Compte rendu. Par. — Архив венгерской столицы — г. Будапешта. Опись. Автор —) Вр. 1973. Polycor. 48 р., 8 т.

*Budapest lexikon.* Szerk. biz. vez. BERZA LÁSZLÓ. (Encyclopédie de Budapest. Chef du comité de réd. — Энциклопедия г. Будапешта. Руков. редколлегии —) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 1335 p.

CSAPODI CSABA: *A „Magyar Codexek” elnevezésű gyűjtemény* (K 31—K 114). (La collection nommée. «Codices Hungarici». — Собрание венгерских рукописных сводов.) Вр. 1973. Polycor. 133 р.

CSAPODI CSABA: *Történezhagyatékok a Magyar Tudományos Akadémia Könyvtárának kéziratárában. 1.* (Les legs des historiens au département des manuscrits de la Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Hongrie. 1. — Личные фонды историков в рукописном отделе Библиотеки Академии наук Венгрии. 1.) Száz 1972. Tom. 106. No. 6. pp. 1369—1389.

*Debreceni egyetemi bibliográfia. Bibliographia Universitatis Debreceniensis. A Kossuth Lajos Tudományegyetem tudományos dolgozóinak irodalmi munkássága az 1971. évben.* Összeáll. KOROMPAI GÁBORNÉ. Kiad. a Debreceni Egyetemi Könyvtár. (L'activité littéraire des collaborateurs scientifiques de l'Université Lajos Kossuth de Debrecen en 1971. Réd. par. — Ed. par —. — Библиография Университета г. Дебрецена. Литературная деятельность научных сотрудников Ун-та им. Лайоша Кошута за 1971 г. Сост. — Изд. —) Debrecen 1973. Polycor. 97 р.

*Az 1971. évi Magyarországon megjelent*

*haditörténelmi irodalom bibliográfiája.* 1—2. Összeáll. MOLNÁR ÉVA, VINICZAI ISTVÁN, WINDISCH ALADÁRNÉ. (Bibliographie des ouvrages d'histoire militaire parus en Hongrie en 1971. 1—2. Réd. par —. — Библиография военно-исторических работ, вышедших в Венгрии в 1971 г. Часть 1—2. Сост. — НК 1973. Том. 20. No. 3—4. pp. 603—616., 784—797.

GÁLICZKY ÉVA: *Lenin a mi korunkban. Ajánló bibliográfia.* Szerk. —. Közrem. ECESEDY ÉVA. Kiad. a Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár. (Lenin à notre époque. Bibliographie d'oeuvres recommandées. Réd. par —. Avec la collab. de — Ed. par —. — Ленин в наше время. Рекомендательная библиография. Ред. —. С участием —. Изд. —). Bp. 1973. Polycop. 205 p.

JEMNITZ JÁNOS: *Rosa Luxemburg életrajza és bibliográfiája.* (Biographie et bibliographie de Rosa Luxemburg. — Биография и библиография Розы Люксембург.) Vt 1972. No. 22. pp. 99—102.

KÁLMÁN LÁSZLÓNÉ: *A magyar munkásmozgalom történetének válogatott bibliográfiája. 1945—1971.* Kiad. a Magyar Szocialista Munkáspárt Központi Bizottsága Párttörténeti Intézetének Könyvtára. (Bibliographie choisie de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois. 1945—1971. Ed. par —. — Библиография избранных работ по истории венгерского рабочего движения. 1945—1971 г. Изд. —) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, Polycop. XI. 593 p.

LAKOS KATALIN: *Az utópista szocialisták. Bibliográfia.* Kiad. a Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár. Lezárva 1973. január 1. (Les socialistes utopistes. Bibliographie. Ed. par —. Clôture le 1 janvier 1973. — Социалисты-утописты. Библиография. Изд. — Сбор заключен 1 января 1973 г.) Bp. 1973. Polycop. 79 p.

*A magyar állami levéltárak fondjegyzéke. 3. köt. A területi levéltárak fondjegyzékei. 17. rész. Tolna Megyei Levéltár (volt Szekszárdi Állami Levéltár).* Összeáll. BAKÓ JENŐ, KÁRPÁTI ANDRÁS stb. Közread. a Magyar Országos Levéltár. (Répertoire des fonds des archives nationales de Hongrie. 3<sup>e</sup> vol. Répertoire des fonds des archives territoriales. 17<sup>e</sup> partie. Les Archives du comitat Tolna [anciennes Archives Nationales de Szekszárd]. Réd. par —. Ed. par —. — Список фондов венгерских государственных архивов. Том 3. Список фондов областных архивов. Часть 17. Архив комитата Тольна [бывший Госархив Сексарда]. Сост. — Изд. —) Bp. 1973. Polycop. 63 p.

*A magyar állami levéltárak fondjegyzéke. 3. köt. A területi levéltárak fondjegyzékei. 22. rész. A Veszprém Megyei Levéltár (volt Veszprémi Állami Levéltár).* Összeáll. BALOGH ELVIRA, DOBI MARIANNA stb. Közread.

a Magyar Országos Levéltár. (Répertoire des fonds des archives nationales de Hongrie. 3<sup>e</sup> vol. Répertoire des fonds des archives territoriales. 22<sup>e</sup> partie. Les Archives du comitat Veszprém [anciennes Archives Nationales de Veszprém]. Réd. par —. Ed. par —. — Список фондов областных архивов. Часть 22. Архив комитета Веспрем [бывший Госархив Веспрема]. Сост. — Изд. —) Bp. 1973. Polycop. 118 p.

*Magyar közgazdasági és statisztikai irodalom. 1967. Bibliográfia.* Szerk. DIENES GEDEONNÉ, FÖLDI TAMÁS, HAJDU ELEMÉRNÉ. Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal Könyvtára; MTA Közgazdaságtudományi Intézetének Könyvtára. (Littérature économique et statistique hongroise. 1967. Bibliographie. Réd. par —. Ed. par —. — Венгерская литература по экономике и статистике за 1967 г. Библиография. Под ред. — Изд. —) Bp. 1972. Statisztikai Kiadó, polycop. 157 p.

*A magyar levéltári irodalom bibliográfiája. 1970. E. 1971.* (Bibliographie de la littérature hongroise des archives. 1970. E. 1971. — Библиография венгерской литературы по архивоведению. 1970 г.) LK 1971. Том. 42. No. 2. pp. 395—402; 1972. Том. 43. pp. 181—188.

*A magyar munkásmozgalom történetéről szóló cikkek jegyzéke. 1972. július—1973. június.* (Répertoire des articles concernant l'histoire du mouvement ouvrier hongrois. Juillet 1972—juin 1973. — Список статей по истории венгерского рабочего движения за период от июля 1972 г. до июня 1973 г.) PtK 1973. Том. 19. No. 1—4. pp. 218—220, 222—224, 204—206, 210—212.

*A Magyar Országos Levéltár anyagáról készült mikrofilmek a Filmtárban. Tematikai alapeleltár.* Összeáll. SZENTGYÖRGYI MÁRIA. Lezárva 1972. január 1. (Les matériaux microfilmés des Archives Nationales à la Filmothèque. Inventaire de base thématique. Réd. par —. Clôture le 1 janvier 1972. — Микрофильмы о материалах Венгерского Центрального Госархива, сохраняемые в фильмотеке. Тематический каталог. Сост. — Сбор заключен 1 января 1972 г.) Bp. 1972. Polycop. 140 p. (Levéltári alapeleltárak 1/13.)

*Magyar Országos Levéltár. A Balassa család levéltára. Repertórium.* Összeáll. KÁLLAY ISTVÁN, PATAKY LAJOSNÉ. (Archives Nationales Hongroises. Les archives de la famille Balassa. Répertoire. Réd. par —. — Венгерский Центральный Госархив. Архив семейства Балаша. Опись. Сост. —) Bp. 1972. Polycop. 106 p. (Levéltári leltárak 55.)

*Magyar Országos Levéltár. A Belügyminisztériumi Levéltár. 1867—1945/1949. Repertórium.* Összeáll. SZINAI MIKLÓS. (Archives Nationales Hongroises. Les Archives du Ministère de l'Intérieur. 1867—1945/1949.

Répertoire. Réd. par —. — Венгерский Центральный Госархив. Архив министерства внутренних дел. 1867—1945/1949 гг. Опись. Сост. —) Вр. 1973. Polycor. 568 p. (Levéltári leltárak 58.)

*Magyar Országos Levéltár. Magyar Kancelláriai Levéltár. Repertorium.* Összeáll. BÉLAY VILMOS. (Archives Nationales Hongroises. Les Archives de la Chancellerie Hongroise. Répertoire. Réd. par —. — Венгерский Центральный Госархив. Архив Венгерской канцелярии. Опись. Сост. —) Вр. 1973. Polycor. 195 p. (Levéltári leltárak 59.)

*Magyar Országos Levéltár. A Magyar Lezámtól és Pénzváltó Bank Rt. iratai. Repertorium.* Összeáll. TÖRÖK MÁRTA. (Archives Nationales Hongroises. Les documents de la Banque d'Escompte et de Change SA de Hongrie. Répertoire. Réd. par —. — Венгерский Центральный Госархив. Материалы Венгерского учётного и меняльного банка А. О. Опись. Сост. —) Вр. 1972. Polycor. 79 p. (Levéltári leltárak 57.)

*Magyar Országos Levéltár. A Mohács előtti gyűjtemény.* Összeáll. BORSA IVÁN. (Archives Nationales Hongroises. La collection d'avant Mohács. Réd. par —. — Венгерский Центральный Госархив. Коллекция периода до Мохача. Сост. —) Вр. 1972. Polycor. 188 p. (Levéltári leltárak 54.)

MARKOVITS GYÖRGY: *The bibliography of the European resistance movements.* Библиография Европейского движения сопротивления. NHQu 1973. Tom. 14. No. 52. pp. 192—201.

*Munkások Újságja (1848), Forradalom (1849), Arany Trombita (1869). Repertorium.* Összeáll. ILLÉS ILONA. (Le Journal des Ouvriers (1848), Révolution (1849), Trompette d'Or (1869). Répertoire. Réd. par —. — Рабочая газета (1848 г.), Революция (1849 г.), Золотая труба (1869 г.). Опись. Сост. —) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, polycor. 164 p.

*A Párttörténeti Közlemények repertóriuma.* 1955—1972. Összeáll. PÁLMAI MAGDA, VIDA SÁNDOR. Kiad. a Magyar Szocialista Munkáspárt, Párttörténeti Intézet. (Répertoire du Bulletin d'Histoire du Parti. 1955—1972. Réd. par —. Ed. par —. — Содержание журнала «Вестник истории партии» за 1955—1972 гг. Сост. — Изд. —) Вр. 1972. 81 p.

RADÓ, POLYCARPUS: *Libri liturgici manuscripti bibliothecarum Hungariae et limitropharum regionum.* Revidit, adlaboravit LADISLAUS MEZEY. (Рукописные богослужебные книги из библиотек Венгрии и прилегающих районов.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 639 p.

*Repertorium az Arrabona 1—14. sz. (1959—1973) kötetéhez.* Összeáll. JÁSZBERÉNYINÉ PAPP MÁRTA. (Répertoire des volumes 1—14 (1959—1973) de l'annuaire Arrabona. Réd.

par —. — Содержание журнала «Arrabona» № 1—14, за 1959—1973 гг. Сост. —) Arrabona 15. pp. 379—434.

SZAKÁCS MARGIT: *A Magyar Munkásmozgalmi Múzeum dagerrotípiái.* (Les daguerrotypes du Musée du Mouvement Ouvrier Hongrois — Дажерротипы Музея Венгерского рабочего движения.) MMMÉvk 1971—1972. pp. 5—61.

TÓTH ANDRÁS: *Az Egyetemi Könyvtár Kézirattárának fejlődése.* (Le développement du Département des manuscrits de la Bibliothèque Universitaire — Развитие рукописного отдела будапештской Университетской библиотеки.) AnnBU 6. pp. 13—42.

TRÓCSÁNYI ZSOLT: *Erdélyi kormányhatósági levéltárak.* (Les archives des autorités gouvernementales de Transylvanie — Архивы правительственных органов Трансильвании.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó 782 p. (Levéltári leltárak 5.)

VADÁSZ SÁNDOR: *A Párizsi Kömmün legújabb történeti irodalmáról.* (Sur la littérature récente relative à la Commune de Paris — Новейшая литература о Парижской Коммуне.) Száz 1972. Tom. 106. No. 4—5. pp. 1152—1160.

*Világtörténeti kisenciklopédia.* (Kleine Enzyklopädie — Weltgeschichte.) Szerk. biz.: WALTER MARKOV, ALFRED ANDERLE stb. Ford. DALOS GYÖRGY, HOLLÓS ALFRÉD stb. A magyar kiadást szerk. és jegyz. SZUNAHY-NAVAS ERVIN. Közrem. Vas EDIT. (Comité de réd. —. Trad. par —. L'édition hongroise réd. et annot. par —. Avec la collab. de —. — Малая энциклопедия всемирной истории. Ред. коллегия: — Перевод — Венгерское издание под ред. и с. примеч. — С участием —) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, 811 p.

VIZKELETHY, ANDRÁS: *Beschreibendes Verzeichnis der altdeutschen Handschriften in ungarischen Bibliotheken.* Bd. 2. Budapest, Debrecen, Eger, Esztergom, Győr, Kalocsa, Pannonhalma, Pápa, Pécs, Szombathely. — (Описательный перечень древнемецких рукописей в венгерских библиотеках. Том 2. Будапешт, Дебрецен, Эгер, Эстергом, Дьёр, Калоча, Паннонхальма, Папа, Печ, Сомбатхей.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 324 p., 6t.

## 2. Recueils d'études — Сборники

*Ábránd és valóság. Tanulmányok Eötvös Józsefről.* Irta ANTALL JÓZSEF, BÉNYEI MIKLÓS. stb. (Illusions et réalité. Etudes sur József Eötvös. Par —. — Мечтание и действительность. Статьи о Йозефе Этвеш. Авторы —) Вр. 1973. Szépirodalmi Kiadó, 319 p., 1 t.

*Acta marxistica—leninistica.* 18/c. Tudományos szocializmus tanulmányok. Szerk.

FARKAS DEZSŐ. Kiad. a Debreceni Egyetem, Marxizmus—Leninizmus Tanszék. (Études sur le socialisme scientifique. Réd. par —. Ed. par —. — Сообщения по марксизму—ленинизму. Том 18/с. Работы по научному социализму. Под ред. — Изд. —) Debrecen 1972. 85 p. (Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovici Kossuth nominatae. Series marxistica—leninistica.)

*Acta marxistica—leninistica. 19/c. Tudományos szocializmus tanulmányok.* Szerk. FARKAS DEZSŐ. Kiad. a Debreceni Egyetem, Marxizmus—Leninizmus Tanszék. (Études sur le socialisme scientifique. Réd. par —. Ed. par —. — Сообщения по марксизму—ленинизму. Том 19/с. Работы по научному социализму. Под ред. — Изд. —) Debrecen 1973. 82 p. (Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovici Kossuth nominatae. Series marxistica—leninistica.)

*Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovici Kossuth nominatae. Series historica. 14. Magyar történeti tanulmányok. 5. BARANYI BÉLA: Gondolatok az uralkodó elitéről, valamint egy helyi elit történetéről a debreceni virilizmus kapcsán (1870—1930).* (Études d'histoire hongroise. 5. —: Pensées sur l'élite dominante ainsi que sur l'histoire d'une élite locale à propos du «virilisme» de Debrecen (1870—1930). — Научные доклады Ун-та им Лайоша Кошута, г. Дебрецен. Серия историческая. Том 14. Работы по венгерской истории. Том 5. — Мысли о господствующей верхушке, а также об истории местной верхушки в связи с вирилизма в г. Дебрецен (1870—1930 гг.)). Debrecen 1972. 101 p.

*Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovici Kossuth nominatae. Series historica. 17. Egyetemes történeti tanulmányok. 7. Szerk. TOKODY GYULA.* (Études d'histoire universelle. 7. Réd. par —. — Научные доклады Ун-та им. Лайоша Кошута, г. Дебрецен. Серия историческая. Том 17. Работы по всемирной истории. Том 7. Под ред. —) Debrecen 1973. 97 p.

*Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta historica. 40. Szerk. SZÁNTÓ IMRE.* (Réd. par —. — Научные доклады Ун-та им. Атилы Йожефа, г. Сегед. Серия историческая. Том 40. Под ред. —) Szeged 1972. 102 p.

*Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta historica. 46. Szerk. WITTMAN TIVOR.* (Réd. par —. — Научные доклады Ун-та им. Атилы Йожефа, г. Сегед. Серия историческая. Том 46. Под ред. —) Szeged 1973. 59 p. (Studia Latino-americana. 6.)

*Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Sectio scientiae socialismi. Tudományos szocializmus 11—12.* (Socialisme scientifique 11—12. — Научные доклады Ун-та им. Атилы Йожефа, г. Сегед. Серия

научного социализма. Тома 11—12.) Szeged 1973. 71, 63 p.

*Alba Regia. Annales Musei Stephani Regis. Az István Király Múzeum évkönyve.* Kiad. a Fejér Megyei Múzeumi Igazgatóság. 12. 1971. Szerk. FITZ JENŐ. Közrem. MAKKAJ JÁNOS. (Ed. par —. 12. 1971. Réd. par —. Avec la collab. de —. — Алба Регия. Ежегодник музея короля Стефана. Изд. — Том 12. 1971 г. Под ред. — С участием —) Székesfehérvár 1972. 297 p., 2 t.

ANTALFFY, GYÖRGY—PAPP, IGNÁC—POPOVICS, BÉLA: *Lectures on the history of political and legal thinking.* — (Лекции по истории политической и юридической мысли.) Szeged 1973. 127 p. (Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta iuridica et politica. Tom. 20/6.)

*Arrabona. A Győri Xántus János Múzeum évkönyve. 15. Szerk. DÁVID LAJOS.* (Annuaire du Musée János Xántus de Győr. 15. Réd. par —. — Аррабона. Ежегодник музея им. Яноша Ксантуса г. Дьер. Том 15. Под ред. —) Győr 1973. 433 p., 2 t.

*Budapest. Fővárosunk története. Főszerk. SÁGVÁRI ÁGNES.* Kiad. a Fővárosi Levéltár. (Budapest. L'histoire de notre capitale. Chefred. —. Ed. par —. — Будапешт. История венгерской столицы. Гл. ред. — Изд.) Bp. 1973. Corvina, 157 p., 32 t.

*Budapest története. Főszerk. GEREVICH LÁSZLÓ. 2. Budapest története a későbbi középkorban és a török hódoltság idején.* Szerk. GEREVICH LÁSZLÓ, KOSÁRY DOMOKOS. Kiad. Budapest, Fővárosi Tanács. (L'histoire de Budapest au moyen-âge tardif et pendant la domination turque. Réd. par —. Ed. par —. — История Будапешта. Гл. ред. — Том 2. История Будапешта в позднем средневековье и во время турецкого господства. Ред. Изд. —) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 469 p., 1 t., 1 carte.

*Az egri múzeum évkönyve. Annales Musei Agriensis. 10. 1972. Szerk. BAKÓ FERENC.* (Réd. par —. — Ежегодник музея г. Эгер. Том 10, 1972 г. Под ред. —) Eger 1973. 377 p., 6 t., 1 carte.

*Az Egyetemi Könyvtár évkönyvei. Annales Bibliotheca Universitatis de Rolando Eötvös nominatae. 6. 1972. Szerk. MÁTRAI LÁSZLÓ, TÓTH ANDRÁS, VÉRTESY MIKLÓS.* (Réd. par —. — Ежегодник Библиотеки Ун-та им. Лоранда Этвеша. Том 6. 1972 г. Под ред. —) Bp. 1973. 266 p.

*Elméleti és módszertani közlemények. 12. A SZKP és a Szovjetunió fejlődéséről.* Szerk. REGŐS GÁBORNÉ, RUFF MIHÁLY, SZ. VÁRNAGY MARIANNA. Kiad. a MSZMP Budapesti Bizottság. (Bulletin théorique et méthodologique. 12. Sur le développement du PCS et de l'Union Soviétique. Réd. par —. Ed. par —. — Теоретические и методологические сообще-

ния. Том 12. О развитии КПСС и Советского Союза. Ред. — Изд. —) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, polycop. 140 p.

1000 éves Esztergom. 973—1973. Főszerk. BALASSA GYULA. (La ville millénaire: Esztergom. 973—1973. Chefred. —. — Тысячелетие города Эстергом. 973—1973 гг. Гл. ред. —) Вр. 1973. 93 p.

Évezredek hétköznapijai. Szerk. SZOMBATHELYI VIKTOR. Ill. LÁSZLÓ GYULA. (Jours ouvriers des millénaires. Réd. par —. Ill. par —. — Будни в течение тысячелетий. Ред. — Илл. —) Вр. 1973. Panoráma, 380 p.

Fejér megyei történeti évkönyv. A Fejér Megyei Levéltár évkönyve. 6. Tanulmányok és források Fejér megye történetéhez. Szerk. FARKAS GÁBOR. (Annuaire historique du comitat Fejér. Annuaire des Archives du Comitat Fejér. 6. Études et sources relatives à l'histoire du comitat Fejér. Réd. par —. — Ежегодник по истории комитата Фейер. Ежегодник Госархива комитата Фейер. Том 6. Статьи и источники к истории комитата Фейер. Ред. —) Székesfehérvár 1972. 388 p.

A finnugor őshaza nyomában. Tanulmányok. Vál. és szerk. IFJ. KODOLÁNYI JÁNOS. (Sur les traces du pays d'origine des finno-ougriens. Etudes. Choix et réd. par —. — По следам прародины финно-угров. Статьи. Составитель и ред. —) Вр. 1973. Gondolat, 448 p.

Folia archaeologica. A Magyar Nemzeti Múzeum évkönyve. 23. Főszerk. FÜLÖP FERENC. (Annuaire du Musée National Hongrois. 23. Chefred. —. — Ежегодник по археологии Венгерского национального музея. Том 22. Гл. ред. —) Вр. 1972. NPI. 253 p., 3 t.

Folia archaeologica. A Magyar Nemzeti Múzeum évkönyve. 24. Főszerk. FÜLÖP FERENC. Szerk. SÁRDY JUDIT. (Annuaire du Musée National Hongrois. 24. Chefred. —. — Ежегодник по археологии Венгерского национального музея. Том 24. Гл. ред. —) Вр. 1973. NPI. 250 p.

Folia historica. A Magyar Nemzeti Múzeum évkönyve. 1. Szerk. biz.: BÁNKUTI IMRE, RÓZSA GYÖRGY stb. (Annuaire du Musée National Hongrois. 1. Comité de réd.: —. — Ежегодник по истории Венгерского национального музея. Том 1. Ред. коллегия.) Вр. 1972. NPI. Polycop. 141 p., 22 t.

A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár évkönyve. 15. 1970—71. Szerk. ESEDEY ANDORNÉ. (Annuaire de la Bibliothèque Municipale Ervin Szabó. 15. 1970—71. Réd. par —. — Ежегодник столичной библиотеки им. Эрвина Сабо. Том 15. 1970—1971 гг. Ред. —) Вр. 1973. 240 p., 9 t.

JORDÁKY LAJOS: A szocialista irodalom útján. Tanulmányok. (Sur la voie de la littérature socialiste. Etudes. — По пути социалистической литературы. Статьи.) Вр. 1973. Magvető, 531 p. (Elvek és utak.)

KARDOS TIVOR: Az emberség műhelyei. Tanulmányok. (Les ateliers de l'humanité. Etudes. — Кузница человечества. Очерки.) Вр. 1973. Szépirodalmi Kiadó, 516 p.

KLANICZAY TIVOR: A múlt nagy korszakai. Tanulmányok. (Les grandes époques du passé. Etudes. — Великие эпохи прошлого. Исследования.) Вр. 1973. Szépirodalmi Kiadó, 328 p.

LUKAČ, EMIL BOLESŁAV: A nagy üzenetváltás. Tanulmányok. Vál. és bev. CSANDA SÁNDOR. Ford. MAYER JUDIT. (Le grand échange de messages. Etudes. Choix et intr. par —. Trad. par —. — Великий обмен посланиями. Статьи и очерки. Сост. и предисл. — Перевод —) Bratislava—Вр. 1973. Madách Kiadó—Szépirodalmi Kiadó, 250 p., 10 t.

A Magyar Munkásmozgalmi Múzeum évkönyve. 1971—1972. Szerk. biz.: ESTI BÉLA, HETÉS TIVOR, HORN EMIL. (Annuaire du Musée du Mouvement Ouvrier Hongrois. 1971—1972. Comité de réd.: —. — Ежегодник музея Венгерского рабочего движения. 1971—1972 гг. Ред. коллегия —) Вр. 1973. 289 p.

Magyar—Zsidó oklevéltár. Monumentum Hungariae Judaica. 15. köt. 1408—1770. Szerk. SCHEIBER SÁNDOR. Közrem. HÁZI JENŐ. (15<sup>o</sup> vol. 1408—1770. Réd. par —. Avec la collab. de —. — Венгеро-еврейские грамоты. Том 15. 1408—1770 гг. Ред. — С участием —) Вр. 1972. Magyar Izraeliták Országos Képviselőte, 501 p.

A miskolci Herman Ottó Múzeum közleményei. 10. 1972. Szerk. ZÁDOR TIVOR, BODÓ JÁNOS. (Communications du Musée Otto Herman de Miskolc. 10. 1972. Réd. par —. — Научные сообщения музея им. Отто Хермана г. Мишкольц. Том 10, 1972 г. Ред. —) Miskolc 1972. 146 p.

A nemzetközi munkásmozgalom története. 1830—1945. Szerk. M. CSONKA RÓZSA, HARSÁNYI ISTVÁN. (L'histoire du mouvement ouvrier international. 1830—1945. Réd. par —. — История международного рабочего движения. 1830 — 1945 гг. Ред. —) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, 463 p., 14 t.

Népi kultúra, népi társadalom. A Magyar Tudományos Akadémia Néprajzi Kutató Csoportjának évkönyve. Főszerk. ORTUTAY GYULA. 7. Szerk. DIÓSZEGI VILMOS. Összeáll. ISTVÁNOVICS MÁRTON, KÓSA LÁSZLÓ. (Culture populaire — société populaire. Annuaire du Groupe de recherches ethnographiques de l'Académie des Sciences de Hongrie. Chefred. —. 7. Réd. par —. Avec la collab. de —. Культура народная, общество народное. Ежегодник научно-исследовательской группы по этнографии при АН Венгрии. Главный ред. — Том 7. Ред. — Составители —.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 413 p.

Néprajzi értesítő. A Néprajzi Múzeum évkönyve. 54. 1972. Szerk. SZOLNOKY LAJOS.

(Bulletin ethnographique. Annuaire du Musée Ethnographique. 54. 1972. Réd. par —. — Вестник по этнографии. Ежегодник Этнографического Музея. Том 54. 1972 г. Ред. —) Вр. 1972. NPI. 2. 24 p.

*Nouvelles études hongroises. Vol. 7—8. 1972—1973. Chefred.: BÉLA KÖRÖCZI.* — (Новые венгерские исследования. Тт. 7—8. 1972—1973 гг. Главный ред. —) Вр. 1972—1973. Corvina. 204 p., 4 t.; 214 p., 8 t.

*Ókori történeti tanulmányok. Ókori kelet — klasszikus antikvitás. Emlékkönyv Hahn István tiszteletére.* Írta FÓTI LÁSZLÓ, GAÁL ERNŐ stb. (Études d'histoire antique. Orient antique — antiquité classique. Mélanges offerts en l'honneur d'István Hahn. Par —. — Исследования по истории древнего мира. Древний Восток — классическая древность. Сборник в честь Иштвана Хана. Авторы —) Вр. 1973. ELTE. Polycop. 202 p.

*ORTUTAY GYULA: Fényes, tiszta árnyak. Tanulmányok, emlékek, vázlatok.* (Ombres pures, ombres lumineuses. Etudes, souvenirs, esquisses. — Яркие, чистые тени. Исследования, воспоминания, очерки.) Вр. 1973. Szépirodalmi Kiadó, 444 p.

*A párizsi kommun. Tanulmányok.* Szerk. ERÉNYI TIBOR, VÉSZI BÉLA. Kiad. az MSZMP Párttörténeti Intézet; Politikai Főiskola. (La Commune de Paris. Etudes. Réd. par —. Ed. par —. — Парижская Коммуна. Исследования. Под ред. — Изд. —) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 144 p.

*Paysannerie française, paysannerie hongroise. XVI<sup>e</sup>—XX<sup>e</sup> siècles.* Ed. BÉLA KÖRÖCZI, ÉVA H. BALÁZS. — (Крестьянство французское, крестьянство венгерское. XVI—XX вв. Изд. —) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 318 p.

*Savaria. A Vas megyei múzeumok értéktárája. 4. 1966—1970.* Szerk. SZENTLÉLEKY TIHAMÉR. Közread. Vas Megyei Múzeumi Igazgatóság. (Bulletin des musées du comitat Vas. 4. 1966—1970. Réd. par —. Ed. par —. — Научные сообщения музея комитата Ваш. Том 4. 1966—1970 гг. Ред. — Изд. —) Szombathely 1973. 624 p.

*Slavica. Annales Instituti Philologiae Slavicae Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae. 12. Red. ENDRE IGLÓI, FERENC PAPP.* — (Ежегодник Института славянской филологии Ун-та им. Лайоша Кошута г. Дебрецен. Том 12. Ред. —) Debrecen 1972. 191 p.

*SPIRA GYÖRGY: A negyvennyolcas nemzedék nyomában.* (Suivant les traces de la génération de 1848 — По следам поколения эпохи революции 1848 г.) Вр. 1973. Magvető, 393 p., 4 t. (Elvek és utak.)

*Somogy megye múltjából. Levéltári évkönyv. 4. Szerk. KANYAR JÓZSEF.* Kiad. a Somogy Megyei Levéltár. (Du passé du comitat Somogy. Annuaire des archives. 4. Réd.

par —. Ed. par —. — Из прошлого комитата Шомодь. Ежегодник по архивистике. Том 4. Ред. — Изд. —) Kaposvár 1973. 303 p., 1 t.

*Studia comitatensia. Tanulmányok Pest megye múzeumaiból. 2. Szerk. IKVAI NÁNDOR.* Kiad. a Pest Megyei Múzeumi Igazgatóság. (Études des musées du comitat Pest. 2. Réd. par —. Ed. par —. — Научные сообщения музеев комитата Пешт. Том 2. Ред. — Изд. —) Szentendre 1973. 354 p.

*SZABOLCSI MIKLÓS: Változó világ — szocialista irodalom. Újabb tanulmányok.* (Monde changeant — littérature socialiste. Nouvelles études — Мир изменяющийся — литература социалистическая. Новые очерки.) Вр. 1973. Magvető, 503 p. (Elvek és utak.)

*A Szegedi Tanárképző Főiskola tudományos közleményei. Acta Academiae Paedagogicae Szegediensis. 1972. 1. r. Tanulmányok a társadalomtudományok köréből.* Szerk. BENKŐ LÁSZLÓ. Közrem. HEGEDŰS ANDRÁS, MECSEYRI JÁNOS. (1972. 1<sup>re</sup> partie. Etudes des sciences sociales. Réd. par —. Avec la collab. de —. — Научные сообщения Педагогического института г. Сегед, 1972 г. Часть 1. Исследования по общественным наукам. Ред. — С участием —) Szeged 1972. 303 p.

*A Szegedi Tanárképző Főiskola tudományos közleményei. Acta Academiae Paedagogicae Szegediensis. 1973. 1. r. Tanulmányok a társadalomtudományok köréből.* Szerk. BENKŐ LÁSZLÓ. (1973. 1<sup>re</sup> partie. Etudes des sciences sociales. Réd. par —. — Научные сообщения Педагогического института г. Сегед, 1973 г. Часть 1. Исследования по общественным наукам. Ред. —) Szeged 1973. 369 p.

*Tanulmányok az anyagi kultúra köréből. Dissertationes ethnographicae. 1. Szerk. TÁLASI ISTVÁN.* Kiad. a Budapesti Egyetem, Tárgyi Néprajzi Tanszék. (1. Réd. par —. Ed. par —. — Исследования этнографические. Материальная культура. Том 1. Ред. — Изд. —) Вр. 1973. Polycop. 366 p.

*Tanulmányok és források Hajdú-Bihar megye munkásmozgalmának történetéhez. 2—3. Szerk. SERFLEK ISTVÁN.* Kiad. az MSZMP. Hajdú-Bihar Megyei Bizottság. (Études et sources relatives à l'histoire du mouvement ouvrier du comitat Hajdú-Bihar. 2—3. Réd. par —. Ed. par —. — Исследования и источники к истории рабочего движения комитата Хайду-Бихар. Тт. 2—3. Ред. — Изд. —) Debrecen 1972, 1973. 207, 189 p.

*Tanulmányok a munkásosztályról.* Írta LÁSKÓ MIKLÓS, TURGONYI JÚLIA stb. Kiad. az MSZMP Központi Bizottság, Társadalomtudományi Intézet. (Études sur la classe ouvrière. Par —. Ed. par —. — Исследования о рабочем классе. Авторы — Изд. —) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, 301 p.

*Termelőszövetkezettörténeti tanulmányok. 1. Szerk. LÁZÁR VILMOS.* Kiad. a Magyar



Mezőgazdasági Múzeum. (Etudes sur l'histoire des coopératives de production. 1. Réd. par —. Ed. par —. — Исследования по истории сельскохозяйственных кооперативов. Том 1. Ред. — Изд. —) Bp. 1972. 386 p.

### 3. Ouvrages généraux — Общие работы

ÁGH ATTILA: *Az őstörténet aktualitása. A marxista őstörténet-elmélet fejlődéséhez.* (L'actualité de la préhistoire. Contributions au développement de la théorie marxiste sur la préhistoire — Актуальность истории первобытного общества. К вопросу о развитии марксистской теории первобытного общества.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 307 p.

ÁGH ATTILA: *A tér és az idő történelmi dimenziói.* (Les dimensions historiques de l'espace et du temps. — Исторические масштабы пространства и времени.) Valóság 1973. Tom. 16. No. 4. pp. 16—25.

ÁSZMUSZ, VALENTIN FERDINANDOVICS: *Marx és a polgári historizmus.* Ford. SZUSZMANN GYÖRGY. (Marx et l'historisme bourgeoise. Trad. par —. — Маркс и Буржуазной историзм. Перевел —) Bp. 1973. Gondolat, 412 p.

BÁCSKAI VERA: *Pest-Buda. 1686—1849.* (Пешт—Буда за 1686—1849 гг.) BpFt. pp. 23—35.

BALASSA IVÁN: *Az eke és a szántás története Magyarországon.* (L'histoire de la charrue et du labourage en Hongrie — История плуга и пахания в Венгрии.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 630 p.

BALOGH ISTVÁN: *A civisek világa. Debrecen néprajza.* (Le monde des «civis» (citoyens). L'ethnographie de Debrecen — Мир старожителей. Этнография города Дебрецена.) Bp. 1973. Gondolat, 306 p., 12 t.

BARG, M. A.: *A módszer problémája a mai polgári történetírásban.* (Le problème de la méthode dans l'historiographie bourgeoise contemporaine — Проблема методологии в современной буржуазной историографии.) Száz 1973. Tom. 107. No. 3. pp. 719—737.

BELLÉR BÉLA: *A nemzetiségi iskolapolitika története Magyarországon a legújabb korban.* (L'histoire contemporaine de la politique scolaire concernant les minorités en Hongrie — История венгерской политики в области народного образования среди национальностей в новейшее время.) BarMűv 1973. No. 4. pp. 11—24.

BENDA GYULA: *Production et exportation des céréales en Hongrie. 1770—1870.* — Производство и вывоз хлеба (зерновых) в Венгрии в 1770—1870 гг.)

BENDA GYULA: *Statistikai adatok a magyar mezőgazdaság történetéhez. 1767—1867.* Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal. (Don-

nées statistiques concernant l'histoire de l'agriculture hongroise. 1767—1867. — Ed. par —. — Статистические данные к истории сельского хозяйства Венгрии в 1767—1867 гг. Изд. —) Bp. 1973. Statisztikai Kiadó, polycop. 457 p.

BEREND T. IVÁN: *Mai gazdasági-társadalmi jelenségek és a történetiség.* (Phénomènes économiques et sociales actuelles et l'historisme — Современные общественно-экономические явления и историзм.) TáSz 1973. Tom. 28. No. 3. pp. 48—59.

BEREND T. IVÁN—SZUHAY MIKLÓS: *A tőkés gazdaság története Magyarországon. 1848—1944.* (L'histoire de l'économie capitaliste en Hongrie. 1848—1944. — История капиталистической экономики в Венгрии в 1848—1944 гг.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó — Közgazdasági és Jogi Kiadó, 381 p.

BLASKOVITS JÁNOS—ILLÉS JÁNOS: *A munkásosztály fogalma.* (La notion de la classe ouvrière — Понятие рабочего класса.) TanM pp. 219—302.

BOGDÁN ISTVÁN: *Régi magyar mesterségek.* (Anciens métiers hongrois — Старинные венгерские ремесла.) Bp. 1973. Magvető, 407 p.

BURMISZTROVA, TATJANA JULJEVNA: *A szocialista nemzetelmélet.* Ford. KOVÁCS ÁRPÁD. Függelék: *A nemzetelmélet néhány problémájáról folyó vita eredményeihez.* A Voproszi Isztorii vitázáró cikke. Ford. H. SASS KLÁRA. (La théorie de la nation socialiste. Trad. par —. Annexe: Contributions aux résultats du débat sur quelques problèmes de la théorie sur la nation. L'article de clôture du débat de la revue Voprosi Isztorii. Trad. par —. — Теория социалистической нации. Перевод —. Приложение: К итогам дискуссии о некоторых вопросах теории наций. Заключительная статья журнала «Вопросы истории». Перевод —) Bp. 1973. 116 p. (Tudományok szocializmus füzetek 23.)

BRAUDEL, FERNAND: *A történelem és a társadalomtudományok. A hosszú időtartam.* (L'histoire et les sciences sociales. La longue durée — История и общественные науки. Долговременность.) Száz 1972. Tom. 106. No. 4—5. pp. 988—1012.

COGNIOT, GEORGES: *Kortársunk, Lenin.* Bev. WALDECK-ROCHET. Ford. GERŐ ERNŐ. (Présence de Lénine. Intr. par — Trad. par —. — Наш современник — Ленин. Вводное слово —. Перевод —.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 428 p.

DÉR ALADÁR: *Lenin a szocialista nemzeti fejlődésről.* (Lénine sur le développement national socialiste — Ленин о развитии социалистической нации.) AUDmarx 19/c. pp. 3—30.

DÉR ALADÁR: *A nemzetfogalom lenini értelmezéséhez.* (Contribution à l'interprétation de la notion léninienne de la nation — К во-

просу о ленинском понятии нации.) AUDmarx 18/c. pp. 23—42.

DIÓSZEGI ISTVÁN: *La monarchie austro-hongroise dans l'historiographie hongroise récente*. — (Австро-венгерская монархия в новой венгерской историографии.) NÉhong 7. pp. 27—42.

DOMONKOS ANNA: *A marx forradalomelmélet kezdetei. 1842—1844*. (Les débuts de la théorie de Marx sur les révolutions. 1842—1844 — Начало марксистской теории революции. 1842—1848 гг.) Bp. 1973. 98 p. (Tudományos szocializmus füzetek 19.)

FANCSOVITS GYÖRGY: *A magyarországi munkásosztály életmódjának történeti-múzeológiai vizsgálata*. (L'examen historique et muséologique de la manière de vivre de la classe ouvrière en Hongrie — Историко-музеологическое исследование способа жизни рабочего класса в Венгрии.) МММКözl 1973. No. 1. pp. 38—69.

FENÉR ALAJOS: *A munkás-paraszt osztályszövetség elméleti kérdései a szocialista Magyarországon*. (Les problèmes théoriques de l'alliance des classes ouvrière-paysanne en Hongrie socialiste — Теоретические вопросы классового союза рабочего класса и крестьянства в социалистической Венгрии.) TDK 10/1. pp. 193—234.

FÖLDES ÉVA: *Lenin, a sokoldalú ember*. (Lénine, l'homme universel — Ленин — человек многогранный.) PSz 1974. Tom. 24. No. 1. pp. 3—18.

GAÁL ENDRE: *Válogatott dokumentumok a szegedi nyomdai munkások mozgalmának történetéből. 1874—1919*. (Documents choisis de l'histoire du mouvement des typographes de Szeged. 1874—1919. — Избранные документы из истории движения печатных работников г. Сегед. 1874—1919 гг.) Szeged 1973. pp. 19—66.

GEDŐ ANDRÁS: *Történetiség és megismerés. A hegeli és marxizmus problémájához*. (Historisme et reconnaissance. Contributions au problème de l'historisme de Hegel et de Marx — Историзм и познание. К вопросу об историзме Гегеля и Маркса.) MFSz Tom. 16. No. 5—6. pp. 698—713.

GRANASZTÓI GYÖRGY: *A számítógépek a történettudományban*. (Ordinateurs dans la science historique — Вычислительные машины в исторической науке.) TSz 1972. Tom. 15. No. 1—2. pp. 29—47.

GUNST PÉTER: *L'agriculture hongroise dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle*. (Сельское хозяйство Венгрии в первой половине XX века.) PFRH pp. 265—287.

GUNST PÉTER: *A német historizmus kritikája*. (La critique de l'historisme allemande — Критика немецкого историзма.) Valóság Tom. 14. No. 7. pp. 65—70.

HALÁSZ ZOLTÁN: *Historia de Hungaria*. Trad. MIKLÓS BEJCZY, BERNARDO BULLAIN

etc. — (История Венгрии. Перевод —.) Bp. 1973. Corvina, 281 p., 16 t.

HANÁK PÉTER: *A kiegyezés historiográfiájához*. (Contributions à l'historiographie du compromis austro-hongrois — К историографии австро-венгерского соглашения 1867 г.) Valóság Tom. 16. No. 12. pp. 16—25.

HENCZ AURÉL: *Területrendezési törekvések Magyarországon. Az államigazgatási jogi szabályozás aspektusából*. Közrem. B. HERTELENDY MAGDOLNA, BEZERÉDY ISTVÁN. (Aspirations à la régularisation territoriale en Hongrie, vue de l'aspect du règlement juridique de l'administration. Avec la collab. de —. — Попытки административно-территориальных реформ в Венгрии с точки зрения административно-правового регулирования. С участием —) Bp. 1973. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 677 p.

HOFFMANN TAMÁS: *A településtörténet határai*. (Les limites de l'histoire du peuplement — Границы истории поселений.) Valóság 1973. Tom. 16. No. 12. pp. 1—15.

KÁLLAY ISTVÁN: *A családi és uradalmi levéltári fondok alapvető kérdései*. (Questions fondamentales des fonds familiaux et domaniaux des archives — Основные вопросы архивных фондов семейств и помещичьих имений.) LSz 1973. No. 3. pp. 120—127.

KÁLLAY ISTVÁN: *A családülés*. (Concours de famille [congregatio familiae] — Семейный сбор.) LK 1972. Tom. 43. No. 1. pp. 3—32.

KARNAUHOV, I. M.: *F. Engels szerepe a marxista államelmélet megalkotásában*. (Le rôle de F. Engels dans la création de la théorie marxiste sur l'État — Роль Энгельса в создании марксистской теории государства.) AUDmarx 18/a. pp. 5—20.

KIRÁLY ISTVÁN: *Hazafiság és internacionalizmus. A szocialista hazafiság és a magyar szabadságharcos hagyományok*. 1—3. (Patriotisme et internationalisme. Le patriotisme socialiste et les traditions hongroises des défenseurs de la liberté. 1—3. — Патриотизм и интернационализм. Социалистический патриотизм и традиции борьбы за свободу в Венгрии. 1—3.) Kortárs 1973. Tom. 17. No. 7—9. pp. 1118—1128, 1280—1290, 1476—1491.

KISS ARTUR: *Marxizmus és demokrácia. Adalékok a marxista demokrácia-koncepció egyes problémáihoz*. (Marxisme et démocratie. Données concernant certains problèmes de la conception marxiste sur la démocratie — Марксизм и демократия. Данные к некоторым вопросам марксистского понятия демократии.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 345 p.

KLANICZAY TIVOR: *A régi magyarországi írók nemzeti hovatartozása*. (L'appartenance nationale des anciens écrivains de la Hongrie — Национальная принадлежность пи-

сателлей в старой Венгрии.) ИТК 1973. Том. 77. No. 2—3. pp. 148—153.

KOLOSI TAMÁS—PAPP ZSOLT: *A társadalmi struktúra történeti alakváltozásai.* (Les métamorphoses historiques de la structure sociale — Исторические метаморфозы общественной структуры.) TársudKözl. 1973. 4. pp. 72—97.

KOVÁCS ENDRE: *Magyarok és lengyelek a történelem sodrában.* (Hongrois et Polonais dans le courant de l'histoire — Венгры и поляки в течение столетий истории.) Вр. 1973. Gondolat, 341 p.

KOVÁTS ZOLTÁN: *A magyar népességfejlődés a honfoglalástól 1870-ig.* 2. (L'évolution de la population hongroise depuis la conquête du pays jusqu'à 1870. — Развитие венгерской народности от завоевания родины до 1870 г. Часть 2.) ASzeg 1972. 1. pp. 3—26.

KÖRÉCZI BÉLA: *Patrie et nation en Europe centrale: une discussion idéologique.* (Отечество и нация в Центральной Европе — идеологическая дискуссия.) NÉhong 8. pp. 53—60.

KRIZSÁN LÁSZLÓ: *Lenin's conception of alliance and the emergence of the Third World.* (Ленинское понятие союзников и возникновение третьего мира.) Вр. 1973. Polycor. 60 p.

KULCSÁR KÁLMÁN: *A társadalom és a szociológia.* (La société et la sociologie — Общество и социология.) Вр. 1972. Kosuth Kiadó, 218 p.

LACKÓ MIKLÓS: *A magyar munkásosztály fejlődésének fő vonásai a tőkés korszakban. 1867—1944.* (Les traits principaux de l'évolution de la classe ouvrière à l'époque du capitalisme. 1867—1944. — Основные черты развития венгерского рабочего класса в эпоху капитализма. 1867—1944 гг.) TanM pp. 9—56.

*Magyarország története képekben.* Szerk. KOSÁRY DOMOKOS. 2. kiad. (L'histoire de Hongrie en images. Réd. par. 2<sup>e</sup> éd. — История Венгрии в образах. Ред. — Изд. 2-е.) Вр. 1973. Gondolat, 750 p.

*Sources du passé de Budapest. 1686—1950.* Réd. ÁGNES SÁGVÁRI. (Источники по истории Будапешта. 1686—1950 гг. Ред. —) Вр. 1973. Zrínyi Nyomda, 122 l., 4 t.

*A marxizmus—leninizmus a háborúról és a hadseregről.* Szerk. SZ. A. TUSKEVICS, N. J. SZUSKO, J. A. SZ. DZJUBA. Ford. TUCSA MIKLÓS. (Le marxisme—léninisme sur la guerre et sur l'armée. Réd. par —. Trad. par —. — Марксизм—ленинизм о войне и об армии. Ред. — Перевод —) Вр. 1972. Zrínyi Kiadó, 474 p.

MÁTYÁS ANTAL: *A modern polgári közgazdaságtan története.* (L'histoire de l'économie politique moderne — История современной буржуазной экономики.) Вр. 1973. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 581 p.

*A népmozgalom főbb adatai községenként. 1828—1900. 2. köt. Vas megye. Veszprém megye.* Összeáll. KLINGER ANDRÁS. Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal. (Les données principales de l'accroissement de la population par communes. 1828—1900. 2<sup>e</sup> vol. Comitatus Vas, comitatus Veszprém. Réd. par —. Ed. par —. — Важнейшие демографические данные по деревням. 1828—1900 гг. Том 2. Комитат Ваш. Комитат Веспрем. Составитель — Изд. —) Вр. 1973. Statisztikai Kiadó, polycor. 173 p.

NIEDERHAUSER EMIL: *Közös táj — közös sors.* (Pays commun — sort commun — Общность в теории — общность в судьбе.) Történelem 1973. No. 12. pp. 4—49.

*Nógrád megye története.* Főszerk. BALOGH SÁNDOR. 1. köt. 896—1849. Írta BELITZKY JÁNOS. Kiad. a Nógrád Megyei Tanács (L'histoire du comitat Nógrád. Chefred. — 1<sup>er</sup> vol. 896—1849. Par —. Ed. par —. — История комитата Ноград. Главный ред. —. Том I: 896—1849 гг. Авторы — Изд. —) Salgótarján 1973. III. 396 p., 9. t.

PACH ZSIGMOND PÁL: *Egy évszázados történetészvitáról: áthaladt-e a levantei kereskedelem útja a középkori Magyarországon?* (Un débat séculaire des historiens: est-ce que la route du commerce levantain traversa la Hongrie médiévale? — Об одной вековой дискуссии историков: переходил ли левантский торговый путь через средневековую Венгрию?) Száz 1972. Tom. 106. No. 4—5. pp. 849—891.

PAHLÉNYI ERVIN: *A Párizsi Kommün hatása a magyar polgári történetírássra.* (L'influence de la Commune de Paris sur l'historiographie bourgeoise hongroise — Влияние Парижской Коммуны на венгерскую буржуазную историографию.) A párizsi kommün pp. 139—144.

ROTTLER FERENC: *Beiträge zum Versuch der Bildung einer Gruppe von kirchlichen Geschichtsschreibern im Ungarn der 1860er Jahre.* (Данные к попытке образования группы церковно-католических историков в Венгрии в 1860-х годах.) АН 1973. Том. 19. No. 1—2. pp. 23—53.

SÁNDOR PÁL: *A magyar filozófia története. 1900—1945. 1—2. köt.* (L'histoire de la philosophie hongroise. 1900—1945. 1<sup>e</sup>—2<sup>e</sup> vols. — История венгерской философии. 1900—1945 гг. Тт. 1—2.) Вр. 1973. Magvető, 665, 499 p. (Elvek és utak.)

SCHRAMM FERENC: *XVI—XVIII. századi földrajzi nevek az Országos Levéltár Urbaria et Conscriptiones gyűjteményében.* (Noms géographiques des XVI<sup>e</sup>—XVIII<sup>e</sup> siècles dans la collection Urbaria et Conscriptiones des Archives Nationales — Географические наименования XVI—XVIII веков в коллекции Венгерского Центрального Государственного Архива.) Вр. 1973. Polycor. 185 p.

SEWELL, WILLIAM H.: *Marc Bloch és az összehasonlító történelem logikája.* (Marc Bloch et la logique de l'histoire comparative — Марк Блош и логика сравнительной истории.) Vt 1972. No. 22. pp. 31—41.

SÖTÉR ISTVÁN: *Eötvös József és a romantika.* (József Eötvös et le romantisme — Йожеф Этвеш и романтизм.) ÁÉV pp. 5—20.

STIER MIKLÓS: *Vita a szocialista hazafiság és az internacionalizmus értelmezéséről.* (Débat sur l'interprétation du patriotisme socialiste et de l'internationalisme — Дискуссия о понимании социалистического патриотизма и интернационализма.) MTAFT 1973. Vol. 22. No. 3. pp. 185—208.

SZABAD GYÖRGY: *A helytörténet és az országos történet viszonyáról.* (Les rapports entre l'histoire locale et l'histoire nationale — Соотношение между историей родного края и историей страны.) LSz 1973. No. 1. pp. 34—38.

SZCZEPANSKI, JAN: *A szociológia története. A szociológia problematikájának és módszereinek fejlődése.* Ford. FORINTOS GYÖRGY, TAGÁNYI ZOLTÁN. (L'histoire de la sociologie. Le développement de la problématique et des méthodes de la sociologie. Trad. par —. — История социологии. Развитие проблематики и методов социологии. Перевод —) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 456 p.

SZENDREY ISTVÁN: *A város népesedése.* (La population de la ville — Население города.) HajdúBört pp. 256—283.

SZENTGYÖRGYI MÁRIA: *Célkitűzések és reformtörekvések a Magyar Tudományos Akadémián. 1831—1945.* (Objectifs et aspirations de l'Académie des Sciences de Hongrie aux réformes. 1831—1945. — Выбор цели и попытки реформ в Академии наук Венгрии. 1831—1945 гг.) Bp. 1973. Polycop. 170 p.

*Szocialista hazafiság. Országos Tanácskozás.* Eger 1971. október 12—13. Rend.: Eger, Városi Tanács; Honvédelmi Minisztérium stb. Előadások, hozzászólások. Szerk. DÖNDÖ REZSŐ. (Patriotisme socialiste. Conférence nationale. Eger, les 12—13. octobre 1971. Organisée par —. Conférences et interventions. Réd. par —. — Социалистический патриотизм. Всевенгерское совещание в г. Эгер 12—13 октября 1971 г. Организатор —. Лекции и выступления. Ред. —) Bp. 1973. Zrínyi Kiadó, 110 p.

TÓKEI FERENC: *Contribution à la nouvelle discussion sur le mode de production asiatique.* (К новой дискуссии об азиатском способе производства.) NÉhong 7. pp. 80—96.

*Történelmi olvasókönyv. 792. Forrásszemelvények a magyar társadalom életéből. 1849—1944.* Összeáll. bev. és jegyz. SZABOLCS OTTÓ. (Lectures historiques. 7/2. Choix de sources relatives à la vie de la société hongroise. 1849—1944. Réd., intr. et annot. par —. — Хрестоматия по истории. Том

7/2. Отрывки из источников, относящихся к жизни венгерского общества. 1849—1944 гг. Составитель, автор предисл. и прил. —) Bp. 1973. Tankönyvkiadó, 376 p., 4 t.

UNGER MÁTYÁS—SZABOLCS OTTÓ: *Magyarország története. Rövid áttekintés.* 2. átd. és bőv. kiad. (Précis de l'histoire de Hongrie. 2<sup>e</sup> éd. reman. et augm. — История Венгрии. Краткий очерк. Изд. 2-е, переработанное и расширенное.) Bp. 1973. Gondolat, 418 p.

ÜSZTYINOV, V. A.: *Elektronikus számítógépek alkalmazása a történettudományban.* (L'application des ordinateurs dans la science historique — Применение электронных вычислительных машин в исторической науке.) MMMKözl 1972. No. 2. pp. 3—33.

VÁRKONYI ÁGNES, R.: *A pozitívista történetnézet a magyar történetírásban.* 1—2. 1. *A pozitívista történetnézet Európában és hazai értékelése. 1830—1945.* 2. *A pozitívizmus gyökerei és kibontakozása Magyarországon. 1830—1860.* (Conception positiviste de l'histoire dans l'historiographie hongroise. 1—2. 1. La conception positiviste de l'histoire en Europe et son déploiement en Hongrie. 1830—1945. 2. Les racines et l'épanouissement du positivisme en Hongrie. 1830—1860. — Позитивистское понимание истории в венгерской историографии. 1—2. Том 1: Позитивистское понимание истории в Европе и его оценка в Венгрии. 1830—1945 гг. Том 2: Корни и развертывание позитивизма в Венгрии. 1830—1860 гг.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 308, 521 l. (Tudománytörténeti tanulmányok 6.)

VÉSZI BÉLA: *A Párizsi Kömmün és az államelmélet mai kérdései.* (La Commune de Paris et les questions actuelles de la théorie constitutionnelle — Парижская Коммуна и современные вопросы теории государства.) A párizsi kömmün pp. 89—103.

WRIGLEY, E. A.: *Népesedés és történelem.* Ford. BENDA GYULA. (Population et histoire. Trad. par —. — Народонаселение и история. Перевод —) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 238 p.

4. *Histoire de Hongrie jusqu'à la conquête arpadienne. Histoire ancienne du peuple hongrois. Histoire de Hongrie jusqu'en 1526.* — История Венгрии и венгерского народа с древнейших времен до 1526 г.

*Az Aranybulla.* Közli ÉRSZEGI GÉZA. (La Bulle d'Or. Communiqué par —. — Золотая булла. Сообщает —) FejérmÉvk. 6. pp. 5—26.

BARKÓCZI LÁSZLÓ: *Beitrag zur Steinbearbeitung in Pannonien am Ende des IV. Jahrhunderts.* (Данные к обработке камня в

Паннонии в конце IV столетия.) Folia 24. pp. 67—112.

BARTA GÁBOR—FEKETE NAGY ANTAL: *Parasztháború 1514-ben.* Kiad. az MTA, Történettudományi Intézet. (Guerre paysanne en 1514. Ed. par —. — Крестьянская война в 1514 г. Изд. —) Bp. 1973. Gondolat, 359 p. 16 t.

BERTÉNYI IVÁN: *Az országbírói intézmény peccéthasználata a XVI. században.* (L'emploi du «sigillum index curiae» au XVI<sup>e</sup> siècle — Применение печати главным королевским судьей в XVI веке.) LK 1972. Tom. 43. No. 1. pp. 113—143.

BÓNA ISTVÁN: *Longobárdok nyomában.* (Sur les traces des Lombards — По следам лангобардов.) ÉH pp. 320—380.

BÓNA ISTVÁN: *VII. századi avar települések és Árpád-kori magyar falu Dunaújvárosban.* (Agglomérations avars du VII<sup>e</sup> siècle et village hongrois de l'époque des Árpád à Dunaújváros — Поселения аваров из VII века и венгерская деревня в Дунауйвароше. Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 161 p. 1 annexe.

*Brodarics (István) históriája a mohácsi vérszél.* (De conflictu Hungarorum cum Turcis ad Mohatz verissima descriptio.) Ford. SZENTPÉTERY IMRE. (L'histoire de (István) Brodarics sur le désastre de Mohács. Trad. par —. — Хроника Бродарича (Стефана) о битве при Мохаче. Перевод —) Bp. 1972. 228 p. 1 t.

*Budapest története.* Főszerk. GEREVICH LÁSZLÓ. 1. NAGY TIBOR—GYÖRFFY GYÖRGY—GEREVICH LÁSZLÓ: *Budapest története az őskortól az Árpád-kor végéig.* (Histoire de Budapest. Chefred. —. 1. —. Histoire de Budapest depuis l'âge préhistorique jusqu'à la fin de l'époque des Árpád — История Будапешта. Гл. ред. —. Том 1: — История Будапешта от ранних времен до конца эпохи Арпадов.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 429 p. 1 annexe, 2 cartes.

*Chronica Hungarorum. Finita Bude A. D. 1473 in uigilia Penthecostes per Andream Hess. Hasonmás kiadás. + A krónika magyar szövege.* Ford. HORVÁTH JÁNOS. Utószó SOLTÉSZ ZOLTÁNNÉ. (Édition fac-similé + Le texte hongrois de la chronique. Trad. par —. Postface par —. — Хроника венгерская. Конец Буды в 1473 г. накануне трицины дня, предсказанным Андреем Хесс. Факсимиле. Прилож.: венгерский текст хроники. Перевод —. Послесловие —) Bp. 1973. Magyar Helikon—Európa, 138, XXVII p.

CSAPODI CSABA: *The Corvinian Library. History and stock.* Transl. IMRE GOMBOS. (Библиотека Матфея Корвина. История и состояние. Перевод —) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 516 p.

DOVOSI VIOLA, T.: *Mesolithische Fundorte in Ungarn.* (Места мезолитических находок в Венгрии.) AR 12. pp. 39—60.

ELEKES LAJOS: *Les luttes antiféodales de la paysannerie et le système gouvernemental des «États et Ordres» en Hongrie au cours des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles.* (Антифеодальная борьба крестьянства и сословная система правления в Венгрии в течение XV и XVI веков.) PFPH. pp. 13—31.

ÉRSZEGI GÉZA—KENÉZ GYÖZŐ—SOLYMOSSI LÁSZLÓ: *Az 1514-es magyarországi parasztháborúra vonatkozó források a Zichy-család levéltárából.* (Les sources concernant l'insurrection des paysans hongrois de 1514 aux archives de la famille Zichy — Источники о крестьянской войне в Венгрии в 1514 г. из архива семейства Зичи.) Száz 1972. Tom. 106. No. 4—5. pp. 1013—042.

FITZ JENŐ: *Gorsium — Herculia. Tác.* (Римский городок в Таце — Горзиум.) Bp. 1973. Pannónia, 49 p.

FODOR ISTVÁN: *Honfoglaláskori régészetiünk néhány őstörténeti vonatkozásáról.* (Quelques aspects préhistoriques de notre archéologie relative à l'époque de la conquête du pays — О некоторых аспектах предистории в связи с венгерской археологией эпохи завоевания родины.) Folia 24. pp. 159—175.

FODOR ISTVÁN: *Őstörténetünk korai szakaszainak néhány fő vonása.* (Quelques traits principaux des premières périodes de notre préhistoire — Некоторые главные черты ранних периодов нашей предистории.) TSz 1972. Tom. 15. No. 1—2. pp. 1—28.

FODOR ISTVÁN: *Az újabb szovjetföldi régészeti kutatások és a magyar őstörténet.* (Les fouilles archéologiques récentes en Union Soviétique et la préhistoire hongroise. Quelques aspects de l'histoire de la civilisation relatives à la préhistoire hongroise — Новые археологические исследования в Советском Союзе и наша предистория. Некоторые культурно-исторические аспекты венгерской предистории.) SzSzSz 1973. Tom. 8. No. 2. pp. 102—118.

FODOR ISTVÁN: *Vázlatok a finnugor őstörténet régészetéből.* (Esquisses de l'archéologie de la préhistoire finno-ougrienne — Очерки из археологии предистории финно-угров.) Bp. 1973. Magyar Nemzeti Múzeum—NPI. Polycop. 120 p.

FÜLEP FERENC—DUMA GYÖRGY: *Adatok a római kori emlékek továbbéléséhez. A pécsi Cella Trichora falfestményeinek vizsgálata.* (Données concernant la survivance des vestiges de l'époque romaine. L'examen des fresques de la Cella Trichora de Pécs — Данные о пережитках памяти римской эпохи. Исследование фресковых живописей «Целла Трихора» в г. Печ.) AT 1972. Tom. 19. No. 1. pp. 64—80.

FÜLEP FERENC: *Beiträge zur frühmittelalterlichen Geschichte von Pécs.* (Данные к

ранне-средневековой истории г. Печ.) AAr 1973. Tom. 25. No. 3—4. pp. 307—326.

GEDAI ISTVÁN: *Pénzforgalom a magyaroknál a X. században és az önálló pénzverés kezdete.* (Circulation monétaire chez les Hongrois au X<sup>e</sup> siècle et le début du monnayage indépendant — Денежное обращение венгров в X столетии и начало самостоятельной чеканки монет.) NTÉvk 1972. pp. 139—150.

GEREVICH LÁSZLÓ: *Budapest művészete a későbbi középkorban a mohácsi vészig.* (Les arts à Budapest au moyen âge tardif jusqu'au désastre de Mohács — Искусство Будапешта в позднем средневековье до битвы при Мохаче.) Bp. tört. 2. pp. 241—334.

GÖMÖRI JÁNOS: *Korai császárkori és Árpád-kori település, X. századi vasolvasztó műhely Sopronban.* (Colonie de l'époque impériale précoce et de l'époque arpadienne, haut-fourneau du X<sup>e</sup> siècle à Sopron — Поселок из раннеимперской (римской) эпохи и из периода Арпадов и железоплавательное мастерство из X века в г. Шопрон.) Arrabona 15. pp. 69—124.

GYÖRFFY GYÖRGY: *Abfassungszeit, Autorschaft und Glaubwürdigkeit der Gesta Hungarorum des Anonymen Notars.* (Время создания, авторство и степень достоверности Геста Хунгарорум, написанные анонимным писцем.) AA 1972. Tom. 20. No. 1—2. pp. 209—229.

HALIKOVA, J. A.: *Volgai Bulgária és a X. századi Magyarország népessége etnikai rokonságának kérdéséhez.* (La question de la parenté ethnique de la population de la Bulgarie du Volga et celle de la Hongrie du X<sup>e</sup> siècle — К вопросу об этническом родстве народонаселения Волжской Болгарии и Венгрии X века.) HajdúságiMÉvk 1. pp. 21—37.

HARMATTA JÁNOS: *A föld jogi helyzete Pannóniában.* (Condition juridique de la terre en Pannonie — Правовое положение земли в Паннонии.) AT 1972. Tom. 19. No. 1. pp. 52—63.

HARMATTA JÁNOS: *Landed Property in early Roman Pannonia.* (Землевладение в Паннонии в ранне-римской эпоху.) AA 1972. Tom. 20. No. 1—2. pp. 123—132.

HELTAI GÁSPÁR: *Chronica az magyaroknál dolgairól. Colosvar 1575. Hasonmás kiad.* Sajtó alá rend. VARJAS BÉLA. A kísérő tanulmányt írta KULCSÁR PÉTER. (Chronique des faits des Hongrois. Ed. fac-similé. Mis sous presse par —. L'étude y relative par —. — Хроника о деяниях мадяров. Изд. факсимиле. Подготовлен к печати — Статья написана —.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 208 tir., 1 annexe, 23 p.

HUNFALVY PÁL: *A magyarok őstörténete a magyar nyelv tanúsága szerint. A magyar nyelv és nemzet származási időszaka.* (Les préhistoires des Hongrois d'après le témoi-

gnage de la langue hongroise. L'époque de formation de la langue et du peuple hongroises — Предистория венгров на основе показаний венгерского языка. Эпоха возникновения венгерского языка и венгерской нации.) FÜÖshaza pp. 39—84.

JANKÓ JÁNOS: *A magyarok urali őshazája.* (Le pays d'origine ouralienne des Hongrois — Уральская прародина венгров.) FÜÖshaza 1. pp. 175—192.

JEREM E.: *Zur Geschichte der späten Eisenzeit in Transdanubien. Spätzeitliche Grabfunde von Beremend (Komitat Baranya).* (К истории эпохи позднего железа в Задунаем. Находки из могил позднего периода в Беременде (комитат Баранья.) AAr 1973. Tom. 25. No. 1—2. pp. 65—86.

KALICZ NÁNDOR—MAKKAY JÁNOS: *A neolitikus Sopot—Bicske kultúra.* (La culture néolithique de Sopot—Bicske — Неолитская культура Шопот—Бичке.) AE 1972. Tom. 89. No. 1. pp. 3—14.

KALICZ NÁNDOR—MAKKAY JÁNOS: *Probleme des frühen Neolithikums der nördlichen Tiefebene.* (Проблемы ранней неолитической эпохи в северной части венгерской низменности.) AR 12. pp. 77—92.

KALICZ NÁNDOR—MAKKAY JÁNOS: *Südliehe Einflüsse im frühen und mittleren Neolithikum Transdanubiens.* (Южные влияния в ранней и средней неолитической эпохах в Задунайском краю.) AR 12. pp. 93—106.

KARDOS TIBOR: *Janus Pannonius és a középkor.* (Janus Pannonius et le moyen-âge — Ян Панноней и средние века.) FK 1973. Tom. 19. No. 1—2. pp. 1—37.

KOCH, BERNARD: *Kölcsönhatások a középkori osztrák és magyar pénzügyekben.* (Influences réciproques dans les finances médiévales autrichiennes et hongroises — Взаимные влияния в финансах Венгрии и Австрии в средних веках.) NTÉvk 1972. pp. 95—122.

KOMJÁTHY MIKLÓS: *A veszprémi levél alapítólevél kibocsátójáról.* (De l'émetteur de la charte de fondation de Veszprémi levél — Кем издана грамота об основании монастыря в Веспремвельде.) LK Tom. 42. No. 1. pp. 33—49.

KORPÁNY TIBOR: *Középkori templomok és egyházak helyek Veszprém megyében. 2.* (Eglises et lieux ecclésiastiques médiévaux au comitat Veszprém. 2. — Средневековые церкви и церковные поселки в комитате Веспрем. Часть 2.) VMK 11. pp. 213—241.

KOROKNAI ÉVA, Sz.: *Magyar reneszánsz könyvkötések. Kolostori és polgári műhelyek.* (Reliures hongroises de l'époque de la renaissance. Ateliers conventuels et laïques — Обложки книг в Венгрии в эпоху Возрождения. Монастырские и светские мастерские.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 120 p. 43 t.

KÖHELYI MINÁLY: *Római pénzforgalom és kereskedelem az Intercisa—Csongrád közötti útvonalon.* (Circulation monétaire et commerce sur le trajet entre Intercisa et Csongrád. — Денежное обращение и торговля римской эпохи по маршруте между Интерциза и Чоноградом.) *Cumania* 1. pp. 103—114.

KRISTÓ GYULA: *Csák Máté tartományúri hatalma.* (Le pouvoir du landgrave Máté Csák — Власть Мате Чака как властителя провинции.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 252 p.

KRISTÓ GYULA: *I. István és családja Árpád-kori történetírásunkban.* (Etienne I<sup>er</sup> et sa famille dans l'historiographie hongroise de l'époque arpadienne — Иштван I и его семья в венгерской историографии эпохи Арпадов.) *AUSzhist* 40. pp. 51—74.

KRISTÓ GYULA—MAKK FERENC: *Krónikáink keletkezéstörténetéhez.* (A l'histoire de l'origine de nos chroniques — к истории возникновения венгерских хроник.) *TSz* 1972. Tom. 15. No. 1—2. pp. 198—203.

KRISTÓ GYULA—MAKK FERENC—SZEK-FÜ LÁSZLÓ: *Adatok „korai” helyneveink ismeretéhez.* 1. (Données relatives à la connaissance de nos toponymes «précoces». 1. — Данные к познанию «ранних» топографических названий. 1.) Szeged 1973. 91 p. 1 carte (Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta Historica 44.)

KRISTÓ GYULA—MAKK FERENC—SZEK-FÜ LÁSZLÓ: *Szempontok és adatok a korai magyar határvédelem kérdéséhez.* (Points de vue et données à la question de la première phase de la protection des frontières hongroises — Мысли и данные к вопросу о защите венгерской границы в первое время.) *HK* 1973. Tom. 20. No. 4. pp. 639—660.

KUBINYI ANDRÁS: *A budai német patriciátus társadalmi helyzete családi összeköttetések tükrében a XIII. századtól a XV. század második feléig.* (Les conditions sociales des patriciens allemands de Buda à la lumière de leurs relations familiales depuis le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la deuxième moitié du XV<sup>e</sup> siècle — Общественное положение немецкого патрициата в Буде в зеркале его семейных связей от XIII века до второй половины XV века.) *LK* 1971. Tom. 42. No. 2. pp. 203—269.

KUBINYI ANDRÁS: *Budapest története a későbbi középkorban Buda elestéig (1541-ig).* (L'histoire de Budapest au moyen-âge tardif jusqu'à la capitulation de Buda (1541) — История Будапешта в позднейшем средневековье до падения Буды (1541 г.)) ВрТört 2. pp. 7—240.

KULCSÁR PÉTER: *Bonfini magyar történetének forrásai és keletkezése.* (Les sources et la formation de l'histoire hongroise de Bonfini — Возникновение и источники венгер-

ской истории Бонфини.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 251 p.

LABUDA G.: *Lengyel—magyar kapcsolatok a X. század második felében.* (Relations polono-hongroises dans la deuxième moitié du X<sup>e</sup> siècle — Польско-венгерские связи во второй половине X века.) Вт 23. 1973. pp. 3—22.

LÁSZLÓ GYULA: *„Emlékezetek régiekre, a Szkythiából kijutottakra...”* («Souvenez-vous des anciens, qui sont venus de Scythie...» — «Вспомните о старых, о тех, кто пришел из Скитии...») *EH* pp. 164—197.

LÁSZLÓ GYULA: *A honfoglalókról.* (Sur les conquérants du pays — О завоедателях-родины — Венгрии.) Вр. 1973. Tankönyvkiadó, 76 p. (Történelemtudomány — történelemtanítás 5.)

MAKK FERENC: *Megjegyzések II. Béla történetéhez.* (Remarques relatives à l'histoire du roi Béla II — Некоторые замечания к истории короля Бела II.) *AUSzhist* 40. pp. 31—49.

MÁLYUSZ ELEMÉR: *Királyi kancellária és krónikatrás a középkori Magyarországon.* (Chancellerie royale et l'activité des chroniqueurs en Hongrie au moyen-âge — Королевская канцелярия и деятельность летописцев в Венгрии в средние века.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 109 p.

MÉSZÁROS ISTVÁN: *A Szalkai-kódex és a XV. század végi sárospataki iskola.* (Le codex Szalkai et l'école de Sárospatak à la fin du XV<sup>e</sup> siècle — Кодекс Салкаи и школа в Шарошпатаке в конце XV века.) Вр. 1972. Akadémiai Kiadó, 340 p.

MÉSZÖLY GEDEON: *Mióta lovas nép a magyar?* (Depuis quand les Hongrois sont-ils un peuple cavalier? — С каких пор являются венгры всадниками?) *Füőshaza* pp. 368—385.

MÓCSY ANDRÁS: *Das letzte Jahrhundert der römisch-barbarischen Nachbarschaft im heutigen ungarischen Gebiete.* (Последнее столетие римско-варварского соседства на территории теперешней Венгрии.) *Cumania* 1. pp. 83—102.

MÓCSY ANDRÁS: *Das Problem der militärischen Territorien im Donauraum.* (Проблем военных территорий в бассейне Дуная.) *AA* 1972. Tom. 20. No. 1—2. pp. 133—168.

MÓCSY ANDRÁS: *Róma alattvalója.* (Le sujet de Rome — Подданный Рима.) *EH* pp. 96—140.

MUNKÁCSI BERNÁT: *A magyar őshaza kérdése.* (La question du pays d'origine des Hongrois — Проблема венгерской прародины.) *FÜőshaza* pp. 193—227.

NAGY GÉZA: *Honfoglaló őseink.* (Nos ancêtres conquérants — Наши предки — завоеватели родины.) *Füőshaza* pp. 134—159.

PACH ZSIGMOND: *Az 1514. évi parasztfelkelés és a „második jobbágy-ság”.* (Le soulève-

ment paysan de 1514 et le «deuxième servage» — Крестьянское восстание 1514 г. и «второе издание крепостничества»). MTAFT 1972. Vol. 2. No. 3. pp. 230—257.

PÁRDUCZ MINÁLY: *Probleme der Skythenzeit im Karpatenbecken*. (Проблемы периода скифов в бассейне Карпатов.) AAr 1973. Tom. 25. No. 1—2. pp. 28—63.

PAULINYI OSZKÁR: *A körmöcbányai kamara 1434—35. évi számadása. Műhelybeszámoló*. (Les comptes de 1434—35. de la Chambre de Körmöcbánya — Отчеты денежной палаты г. Кёрмёцбани из 1434—1435 гг. Предварительные итоги.) NTÉvk 1972. pp. 79—94.

PÓCZY KLÁRA. Sz.: *Aquincum első aquaeductusa*. (Le premier aquaeduct d'Aquincum — Первый водопровод Аквинкума.) AE 1972. Vol. 99. No. 1. pp. 15—32.

RÁZSÓ GYULA: *A Zsigmond-kori Magyarország és a török veszély*. 1393—1437. (La Hongrie à l'époque du roi Sigismond et le danger turc. 1393—1437. — Венгрия периода короля Сигизмунда и турецкая опасность. 1393—1437 гг.) HK. 1973. Tom. 20. No. 3. pp. 403—444.

RICARDUS: *De Facto Ungarie Magne*. (О положении Великой Венгрии. FÜÖshaza pp. 20—30.

ROGERIUS (MESTER): *Tatárjárás*. —: *síralmas éneke a tatároktól elpusztított Magyarországról*. *Carmen miserabile*. Ford. SZABÓ KÁROLY, Bev. GÁL KATALIN. (L'invasion des Tatares. Lamentations de — sur la Hongrie dévastée par les Tatares. Trad. Par —. Intr. par —. — Татарское нашествие. Сетования... о Венгрии, разрушенной татарами. Перевод —. Введение —.) Bp. 1972. 247 p. 1 carte.

SEBESTYÉN GYULA: *A honfoglalók. A magyar nemzet őskora*. (Les conquérants. La préhistoire des Hongrois — Завоеватели родины. Ранняя история венгерской нации.) FÜÖshaza pp. 228—271.

SZEKFÜ LÁSZLÓ: *Az Ajtony-monda*. (La légende d'Ajtony — Повесть об Айтоне.) AuSzhist 40. pp. 3—30.

SZÉKELY GYÖRGY: *Földesúri törekvések a jobbágyság költözködési jogának felszámolására Magyarországon. Kelet-európai típusú társadalmi folyamat az 1514 előtti évtizedekben*. (Aspirations seigneuriales à annuler le droit de migration des serfs en Hongrie. Procès social de type est-européen aux décennies d'avant 1514 — Попытки помещиков ликвидировать в Венгрии право крепостных крестьян на переселение. Общественный процесс восточноевропейского типа в десятилетия до 1514 г.) AtSz 1972. Tom. 14. No. 3—4. pp. 261—278.

SZÉKELY GYÖRGY: *Die Rolle von mittelalterlichen Handwerkerberufen bei der Herausbildung eines ungarischen Familiennamen-*

*typus*. (Роль средневековых ремесленных профессий в возникновении одного типа венгерского названия фамилии.) AUSB-lingu 4. pp. 13—28.

SZÜCS JENŐ: *Társadalomelmélet, politikai teória és történelemszemlélet Kézai Simon Gesta Hungarorumában*. 1—2. rész. (Conception de la société, théorie politique et conception historique dans le «Gesta Hungarorum» de Simon Kézai — Теория об обществе, политическая теория и понимание истории в Геста Хунгарорум, написанный Шимоном Кезаи. Часть 1—2.) Száz 1973. Tom. 107. No. 3—4. pp. 569—643, 823—878.

VÁCZY PÉTER: *Der fränkische Krieg und das Volk der Awaren*. (Франкская война и народ аваров.) AA 1973. Tom. 20. No. 3—4. pp. 395—420.

VÁMBÉRY ÁRMEN: *A magyarok eredete*. (L'origine des Hongrois — Происхождение венгров.) FÜÖshaza pp. 83—133.

VERES PÉTER: *An Outline of the Ethnic History of the Hungarian People*. (Очерк этнической истории венгерского народа.) NrE 54. pp. 155—182.

ZICHY ISTVÁN: *A magyarság őstörténete és műveltsége a honfoglalásig*. (La préhistoire et la culture des Hongrois jusqu'à la conquête du pays — Предистория и культура венгров до завоевания территории Венгрии.) FÜÖshaza pp. 336—385.

ZOLNAY LÁSZLÓ: *Budai „szép napok”, budai „jó éjszakák” a középkorban*. («Beaux jours», «bonnes nuits» à Buda au moyen-âge — «Красивые дни», «Добрые ночи» в Буде в средние века.) ÉH pp. 217—245.

## 5. Histoire de Hongrie 1527—1790 История Венгрии 1526—1790 гг.

BALÁZS ÉVA, H.: *Les Lumières et la paysannerie en Hongrie au cours du dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle*. (Просветители и крестьянство в Венгрии в последней трети XVIII века.) PFPH pp. 149—164.

BARTA JÁNOS, IFJ.: *Mezőgazdasági irodalmunk a XVIII. században*. (Notre littérature agraire au XVIII<sup>e</sup> siècle — Венгерская сельскохозяйственная литература в XVIII столетии.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 128 p. 4 t. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 67.)

BENDA KÁLMÁN: *A debreceni nyomda és a paraszti kultúra a XVI—XVIII. században*. (L'imprimerie de Debrecen et la culture paysanne aux XVI<sup>e</sup>—XVIII<sup>e</sup> siècles — Типография в Дебрецене и крестьянская культура в XVI—XVII веке.) DT pp. 9—19.

BENDA KÁLMÁN: *A Kelet-közép-európai felvilágosodás kérdései*. (Les questions des



Lumières de l'Europe centro-orientale — Вопросы просвещения в Средней и Восточной Европе.) MTAFT 1973. Tom. 22. No. 1—2. pp. 113—122.

BÉRENGER, JEAN: *Les relations franco-hongroises pendant la guerre de succession d'Espagne* (Французско-венгерские отношения во время войны за испанское наследство.) NÉHong 8. pp. 195—202.

DÁN RÓBERT: *Humanizmus, reformáció, antitrinitarizmus és a héber nyelv Magyarországon*. (Humanisme, Réformation, antitrinitarisme et la langue hébraïque en Hongrie — Гуманизм, реформация, антитринитаризм и еврейский язык в Венгрии.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 271 p.

FALLENBÜCHL ZOLTÁN: *Adalékok a magyar kamarai hivatalszervezet működéséhez a Rákóczi szabadságharc idején*. (Données relatives au fonctionnement de l'administration de la Chambre hongroise pendant la guerre d'indépendance de Rákóczi — Данные к деятельности учреждений венгерского казначейства во время освободительной борьбы под предводительством Ракоци.) LSz 1973. No. 3. pp. 37—48.

HAJMAN GYÖRGY: *Tótfalusi Kis Miklós, a betűművész és tipográfus élete, műve betűinek és nyomtatványainak tükrében*. Függelék: SOLTÉSZ ZOLTÁNNÉ: *Tótfalusi Kis Miklós nyomtatványainak bibliográfiája*. (La vie et l'œuvre de l'artiste des caractères et typographe Miklós Tótfalusi Kis à la lumière de ses caractères et de ses imprimés. Annexe: — Bibliographie des imprimés de Miklós Tótfalusi Kis — Жизнь и деятельность Миклоша Тотфалуши-Киш, художника буквопечатника и типографа, в зеркале его шрифтов и печатных изданий. В приложении: — Библиография его печатных изданий.) Bp. 1972. Magyar Helikon—Európa, 317 p. 6 annex.

HAJDU LAJOS: *Das Strafgesetzbuch Josephs II in Ungarn. Beiträge zur Wertung der strafrechtlichen Reformen des Josefismus*. (Уголовный кодекс короля Йозефа II в Венгрии. Данные к оценке реформы уголовного права йозефинизма.) Bp. 1973. ELTE polycop. 31 p.

HOPP LAJOS: *A Rákóczi-emigráció Lengyelországban*. (L'émigration de Rákóczi en Pologne — Эмиграция сторонников Ракоци в Польшу.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 230 p. 4 t.

IVÁNYI EMMA: *Esterházy Pál nádor és a magyar rendek tervezete az ország új berendezésével kapcsolatban*. (Le projet du palatin Pál Esterházy et des Ordres hongrois relative à la nouvelle organisation du pays — Королевский наместник Пал Эстерхази и план венгерских сословий в связи с новым устройством Венгрии.) LK 1971. Tom. 42. No. 1. pp. 137—161.

IZSÉPY EDIT: *A hajdúság részvétele I. Rákóczi György 1644—1655-ös hadjáratában*. (La participation des haidouks à la campagne de György Rákóczi I<sup>er</sup> en 1644—45. — Участие гайдуков в военной кампании Дьерда Ракоци I в 1644—1655 гг.) AnnBu 6. pp. 153—170.

KAKUK ZSUZSA, N.: *Recherches sur l'histoire de la langue osmanlie des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Les éléments osmanlis de la langue hongroise*. (Данные к истории языка османли в XVI и XVII веках. Элементы османли в венгерском языке.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 660 p.

KÁLLAY ISTVÁN: *A városi igazgatás reformja az osztrák örökös tartományokban és Magyarországon Mária Terézia korában*. (La réforme de l'administration des villes aux provinces héréditaires autrichiennes et en Hongrie à l'époque de Marie-Thérèse — Реформа городской администрации в австрийских наследственных провинциях и Венгрии в период королевы Марии Терезии.) LK 1971. Tom. 42. No. 1. pp. 115—135.

KÖPECZI BÉLA: *A Rákóczi-hagyomány a XVIII. század közgondolkodásában*. (La tradition de Rákóczi dans la mentalité publique du XVIII<sup>e</sup> siècle — Традиции о Ракоци в общественной мысли XVIII века.) ITK 1973. Tom. 77. No. 1—2. pp. 154—170.

LAKÓ GYÖRGY: *Sajnovics János* (János Sajnovics — Янош Шайнович. Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 247 p., 1 t. (A múlt magyar tudósai.)

LENGYEL IMRE: *A svájci felvilágosodás és debreceni kapcsolatai*. (Les Lumières de Suisse et ses relations avec Debrecen — Просвещение в Швейцарии и его связи с городом Дебрецен.) DKtÉ 9. pp. 211—260.

PACH ZSIGMOND PÁL: *Corvées et travail salarié dans les exploitations seigneuriales de la Hongrie des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*. (Барщина и наемный труд в помещичьей эксплуатации в Венгрии в XVI и XVII веках.) PFPH pp. 75—97.

PAULINYI OSZKÁR: *A „bánya” kettős jelentése bányagazdaságunk magyar szóhasználatában*. (Le double sens de «la mine» dans l'emploi du mot hongrois de notre culture minière — Двойное значение венгерского слова «бánya» в словоупотреблении венгерских горных хозяйств.) Száz 1973. Tom. 107. No. 4. pp. 967—969.

PÉTER KATALIN: *A magyar nyelvű politikai publicisztika kezdetei*. A Siralmas panaszkétekezés története. Függelék: Siralmas könyörgő levél. (Les débuts de la publicistique politique en langue hongroise. L'histoire de la naissance de la «Plainte lamentable». Annexe: Lettre suppliante lamentable — Начало политической публицистики на венгерском языке. История возникновения г. н. «Тяжелые сетования». В приложении:

текст «сетования».) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 118 p.

RÁCZ ISTVÁN: *A hajdúszabadság birtokában.* (En possession de la liberté haidouque — Приобретая гайдуцкую свободу.) Hajdúb-Tört. pp. 62—120.

RÁCZ ISTVÁN: *Jobbági alávetettség — hajdúvárosi szabadság.* (Assujettissement des serfs — liberté des villes haidouques — Зависимость крепостных — свобода городских гайдуков.) HajdubTört. pp. 249—290.

Rákóczi tükr. Naplók, jelentések, emlékiratok a szabadságharcról. Vál., szerk., bev. és tanulmányok: KÖPECZI BÉLA, R. VÁRKONYI ÁGNES. Jegyz. BÁNKUTI IMRE. 1—2. (Abrégé de Rákóczi. Journaux, rapports, mémoires relatives à la guerre d'indépendance. Choix, réd., intr. et études par —. Annot. par —. — Зеркало Ракоци. Дневники, донесения, мемуары о борьбе за свободу. Составили, ред., предисл. и сопровождающие исследования —. Прим. —.) Вр. 1973. Szépirodalmi Kiadó, 515 p. 8 t.; 587 p. 8 t.

RÁSZÓ GYULA: *Buda, Bécs és Velence: az európai—török viszony katonai és politikai problémái.* (Buda, Vienne et Venise: les problèmes militaires et politiques des relations européenne-turque — Буда, Вена, Венеция: военные и политические проблемы европейско-турецких отношений.) НК 1973. Том. 20. No. 4. pp. 661—682.

SZAKÁLY FERENC: *Balázs deák gyöngyösi kereskedő üzleti könyve. Adatok a hódoltsági terület kereskedelmi kapcsolatainak történetéhez a XVI. század végén.* (Livre de commerce du clerc Balázs, commerçant de Gyöngyös. Données concernant l'histoire des relations commerciales dans les régions sous domination turque à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle — Деловые книги клерка Балаж, купца из г. Дебрецен. Данные к истории торговых связей в конце XVI века на территории захваченной турками.) AtSz 1972. Том. 14. No. 3—4. pp. 356—386.

SZÁNTÓ IMRE: *Küzdelem a török terjeszkedés megállapításáért Magyarországon. 1541—1547.* (Luttes menées pour faire arrêter l'expansion des Turcs en Hongrie. 1541—1547. — Борьба за приостановление турецкой экспансии в Венгрии в 1541—1547 гг.) AUSzhist 40. pp. 75—102.

SZÉKELY GYÖRGY: *Les conséquences démographiques de la domination ottomane.* (Демографические последствия турецкого господства.) PFPH pp. 99—101.

TARDY LAJOS: *Verancsics Antal sztabuli követjelentései Grúziáról. 1553—1557, 1567—1568.* (Les rapports de l'envoyé de Stamboul, Antal Verancsics sur la Géorgie. 1553—1557, 1567—1568. — Донесения Антала Веранчика как посланника в Стамбуле о Грузии.) Száz 1973. Том. 107. No. 1. pp. 91—105.

WELLMANN IMRE: *Le monde rural en*

*Hongrie au XVIII<sup>e</sup> siècle.* (Мир деревенский в Венгрии в XVIII веке.) PFPH pp. 127—147.

ZRÍNYI MIKLÓS: *Tábori kis tracta.* Összeáll. KISFALUDI KATALIN. (Petit tracté de campagne. Réd. par —. — Маленький полевой трактат. Составила —.) Вр. 1973. Zrínyi Kiadó, 111 p.

## 6. Histoire de Hongrie 1791—1849 — История Венгрии 1791—1849 гг.

ÁCS TIVOR: *Engels az 1848/49-es „magyar háború” hadtörténetéről.* (Engels sur l'histoire militaire de la «guerre hongroise» de 1848/49 — Энгельс о военной истории «венгерской кампании» в 1848—1849 гг.) НК 1973. Том. 20. No. 1. pp. 103—135.

ANDICS ERZSÉBET: *Metternich und die Frage Ungarns.* Übers. ZOLTÁN JÓKAI. Mitarb. FERENC KERECES. (Меттерних и проблема Венгрии. Перевод —. С участием —.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 513 p., 15 t.

BALOGH SÁNDOR: *Egy abonyi köznemes gazdálkodása a reformkorban.* (Márton Lajos gazdasági naplója. 1824—1848.) (L'économie d'un gentilhomme d'Abony à l'ère des réformes. (Journal économique de Lajos Márton, 1824—1848.) — Хозяйство дворянина из г. Абонь во второй четверти XIX века. (Экономический дневник Лайоша Мартона, 1824—1848 гг.)) StudCom 2. pp. 107—144.

FENYŐ ISTVÁN: *Nemzet, nép — irodalom. Tanulmányok a magyar reformkor irodalmáról.* (Nation, peuple — littérature. Études sur la littérature de l'ère des réformes hongroise — Нация, народ — литература. Очерки о литературе эпохи реформ в Венгрии.) Вр. 1973. Magvető, 405 p. (Elvek és utak.)

SASHEGYI OSZKÁR: *A Magyar Kamara szerepe a bányaiügyi igazgatásban. 1790—1848.* (Le rôle de la Chambre Hongroise dans l'administration minière. 1790—1848. — Роль венгерского казначества в управлении горными делами. 1790—1848 гг.) LK 1971. Том. 42. No. 2. pp. 271—300.

SPIRA GYÖRGY: *Petőfi et les dirigeants libéraux de la révolution hongroise de 1848.* (Петёфи и либеральные вожди венгерской революции 1848 г.) АН 1973. Том. 19. No. 1—2. pp. 1—22.

RÓZSA GYÖRGY—SPIRA GYÖRGY: *Negyvennyolc a kortársak szemével. Képek, nyomtatványok és iratok.* (1848 vu par les contemporains. Tableaux, imprimés et papiers — Год сорок возмоз глазами современников. Картины, печатные работы, документы.) Вр. 1973. Képzőművészeti Alap, 575 p.

SAS ANDOR: *A koronázó város. A bécsi kongresszustól a nagy márciusig. 1815—1848.*

(La ville du couronnement. Du congrès de Vienne au „grand mars”. 1815—1848. — Город коронации. От венского конгресса до великого марта. 1815—1848 гг.) Вр. 1974. Madách Kiadó—Gondolat, 335 p.

URBÁN ALADÁR: *A nemzetőrség és honvédség szervezése 1848 nyarán.* (L'organisation de la garde nationale et de l'armée nationale en été 1848 — Организация национальной гвардии и армии летом 1848 г.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 426 p. 4 t.

VÁRADI-STERBERG JÁNOS: *Az orosz társadalom és az 1848—49. évi magyar forradalom.* (La société russe et la révolution hongroise de 1848—49 — Русское общество и венгерская революция 1848—1849 гг.) Száz 1973. Tom. 107. No. 5—6. pp. 1136—1169.

## 7. Histoire de Hongrie 1849—1919 — История Венгрии 1849—1919 гг.

ANDERLE ÁDÁM: *A 48-as magyar emigráció és Narciso López 1851-es kubai expedíciója.* (L'émigration hongroise de 1848 et l'expédition cubaine de Narciso López en 1851 — Эмиграция участников венгерской революции 1848 г. и экспедиция Нарсисо Лореза в 1851 году на Кубе.) Száz 1973. Tom. 107. No. 3. pp. 687—709.

BÉKÉS ISTVÁN: *Szegény ember gazdag városban.* *Fejezetek Budapest művelődéstörténetéből, 1867—1917 között.* (Homme pauvre dans une ville riche. Chapitres de l'histoire de la civilisation de Budapest entre 1867—1917. — Человек несостоятельный в богатом городе. Главы из культурно-бытовой истории Будапешта в 1867—1917 гг.) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, 357 p.

BENEDEK ISTVÁN: *Semmelweis és kora.* *Életrajz.* 2. bőv. kiad. (Semmelweis et son époque. Biographie. 2<sup>e</sup> éd. augm. — Земмельвейс и его время. Биография. Изд. 2-е.) Вр. 1973. Gondolat—Magvető, 591 p. 28 t.

CSÜRY ISTVÁN: *A „Huszadik Század” szociológiai pozitívizmusa.* *Fejezet a folyóirat történetéből.* (Le positivisme sociologique de la revue «Huszadik Század» (Vingtième siècle). Un chapitre de l'histoire de la revue — Социологический позитивизм журнала «Двадцатый век». Глава из истории журнала.) DKtÉ 9. pp. 5—88.

DÍÓSZEGI ISTVÁN: *A magyar függetlenségi ellenzék és a Monarchia külpolitikája 1900—1914.* (L'opposition de l'indépendance hongroise et la politique étrangère de la Monarchie. 1900—1914. — Венгерская оппозиция сторонников независимости и внешняя политика монархии в 1900—1914 гг.) Száz 1973. Tom. 107. No. 1. pp. 3—24.

*Dokumentumok a Magyar Tanácsköztársaság zenei életéből.* Szerk. ÚJFALUSSY JÓZSEF.

(Documents relatifs à la vie musicale de la République Hongroise des Conseils. Réd. par —. — Документы о музыкальной жизни Венгерской Советской Республики. Ред. —.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 657 p.

DÓKA KLÁRA: *Az ipartársulatok megalakulása a fővárosban.* (La formation des associations industrielles dans la capitale — Формирование профессиональных обществ ремесленников в Будапеште.) ВНК 1971. pp. 127—150.

ERÉNYI TIBOR: *Fejezet a szövetségi politika történetéből. Justh és a Szociáldemokrata Párt.* (Un chapitre de l'histoire de la politique d'alliance. Justh et le Parti Social-démocrate — Глава из истории политики по отношению к союзникам. Юшт и социал-демократическая партия.) ЕМК 11. pp. 17—41.

FARKAS DEZSŐ: *A Magyarországi Szociáldemokrata Párt és az agrárkérdés 1900 és 1914 között.* (Le Parti Social-démocrate de Hongrie et la question agraire entre 1900 et 1914. — Венгерская социал-демократическая партия и аграрный вопрос в период с 1900 по 1914 гг.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 289 p.

GAÁL LÁSZLÓ—GUNST PÉTER: *Livestock husbandry in Hungary from 1848 to World War I.* (Разведение крупного рогатого скота в Венгрии в период от 1848 г. до первой мировой войны.) AtSz 1972. Tom. 14. suppl. pp. 7—48.

GERŐ LÁSZLÓ: *Pest-Buda építészete az egyesítéskor.* Közrem. SEENGER ERVIN, TÓKEI FERENCÉ stb. *Függelék: A főváros utcánév-jegyzéke.* (L'architecture de Pest-Buda au moment de leur union. Avec la collab. de —. Annexe: Liste de noms des rues de la capitale — Архитектура Пешта и Буды во время их соединения. С участием —. В приложении: список названий улиц столицы.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 223 p.

FRANCISCS KÁROLY: *Kis komorámban gyertyát gyújték.* *Emlékiratok.* Vál. és sajtó alá rend. VÖRÖS KÁROLY. (J'allumais la bougie dans ma petite chambre. Souvenirs. Choix et mis sous presse par —. — В комнате моей зажег я свечку... Мемуары. Составил, подготовил к печати —.) Вр. 1973. Magvető, 485 p.

GLATZ FERENC: *Viták kérdések a dualizmuskorabeli magyar nacionalizmus történetéhez.* (Questions discutées de l'histoire du nationalisme hongrois de l'époque du dualisme — Спорные вопросы по истории венгерского национализма в эпоху дуализма.) ThSz 1973. Tom. 16. No. 9—10. pp. 269—276.

GUNST PÉTER: *Acsády Ignác.* (Ignác Acsády — Игнац Ачади) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 236 p., 1 t. (A múlt magyar tudósai.)

HAJDU TIBOR: *A contribution to the history*

of the proclamation of the Hungarian Republic of Councils in 1919. (Принос к истории провозглашению Венгерской Советской Республики в 1919 г.) АН 1973. Том. 19. No. 1—2. pp. 55—86.

HANÁK PÉTER: *A magyar társadalomfejlődés néhány problémája a dualizmus korában.* (Quelques problèmes du développement social hongrois à l'époque du dualisme — Некоторые проблемы развития венгерского общества в эпоху дуализма.) MMMKözl 1973. No. 2. pp. 3—14.

HANÁK PÉTER: *Népi levelek az első világháborúból.* (Lettres populaires écrites pendant la 1<sup>re</sup> guerre mondiale — Народные письма из времен первой мировой войны.) Valóság 1973. Tom. 16. No. 3. pp. 62—87.

IRINYI KÁROLY: *Mitteleuropa-tervek és az osztrák—magyar politikai közgondolkodás.* (Plans «Mitteleuropa» et la mentalité publique austro-hongroise — Планы «Срединной Европы» и австро-венгерская общественно-политическая мысль.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 272 p.

JEMNITZ JÁNOS: *Adalékok a magyar—svéd munkásmozgalmi kapcsolatok történetéből.* (Données concernant l'histoire des relations des mouvements ouvriers hongro-suédois — Данные из истории венгеро-шведских связей в области рабочего движения.) PtK 1973. Tom. 19. No. 1. pp. 139—148.

JÓZSA ANTAL—VAJDA ALAJOS: *Az oroszországi szocialista forradalmat követő osztrák—magyar hadifogoly-politikára vonatkozó dokumentumok. 1917—1918.* (Documents relatifs à la politique austro-hongroise pratiquée après la révolution socialiste de la Russie au sujet des prisonniers de guerre. 1917—1918. — Документы об австро-венгерской политики по отношению к военнопленным после начала социалистической революции в России. 1917—1918 гг.) НК 1973. Tom. 20. No. 1. pp. 136—178.

KÁROLYI MIHÁLYNÉ: *Együtt a forradalomban.* Emlékezések, naplójegyzetek, levelek. Részben angolból ford. JUSTUS PÁL, BALABÁN PÉTER. 2. kiad. (Ensemble dans la révolution. Mémoires, notes, lettres. Trad. en partie de l'anglais par —. 2<sup>e</sup> éd. — Мы были вместе в революции. Воспоминания, открытки из дневника, письма. Перевод отчасти с английского —. Изд. 2-е.) Вр. 1973. Európa, 494 p., 12 t.

KÁVÁSSY SÁNDOR: *Latinca Sándor.* (Sándor Latinca — Шандор Латинка) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 163 p. 1 t. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U. S. 71.)

KENDE JÁNOS: *A Magyarországi Szocialdemokrata Párt nemzetiségi politikája. 1903—1919.* (La politique minoritaire du Parti Social-démocrate de Hongrie. 1903—1919. — Национальная политика Венгерской социал-демократической партии. 1903—1919

гг.) Вр. 1973. Akadémiai Kiadó, 123 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U. S. 68.)

KOLMOGOROV, NIKOLAJ SZERGEEVICS: *Vörös magyarok. Magyar internacionalisták az omszki szovjet hatalomért vívott harcban. 1917—1919.* Kiad. a Magyar Szocialista Munkáspárt Pest megyei Bizottsága; Magyar—Szovjet Baráti Társaság. Ford. S. NYIRŐ JÓZSEF. (Hongrois rouges. Internationalistes hongrois dans la lutte menée pour le pouvoir des soviets d'Omsk. 1917—1919. Éd. par —. Trad. par —. — Красные венгры. Венгерские интернационалисты в борьбе за советскую власть в Омске. 1917—1919 гг. Изд. — Перевод —.) Вр. 1973. 129 p.

LENGYEL ALFRÉD: *Adalékok a győri munkásmozgalmak történetéhez.* (Données relatives à l'histoire des mouvements ouvriers de Győr — Принос к истории рабочих движений в городе Дьер.) Arrabona 15. pp. 173—298.

LIPTAI ERVIN: *A Magyar Tanácsköztársaság.* 3. jav. kiad. (La République Hongroise des Conseils. 3<sup>e</sup> éd. reman. — Венгерская Советская Республика. Изд. 3, исправл.) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, 457 p., 16 t.

LITVÁN GYÖRGY: *Egy magyar tudós tragikus pályája a század elején (Somló Bódog).* (Carrière tragique d'un savant hongrois au début du siècle (Bódog Somló) — Трагический путь венгерского ученого в начале XX века (Бодог Шомло.) Valóság 1973. Tom. 14. No. 7. pp. 32—43.

*A magyar értelmiség történetéhez. 1. Dokumentumok.* Vál. DÉRER MIKLÓS. Szerk. LÉDERER PÁL. Közread. a Művelődésügyi Minisztérium. (Données concernant l'histoire de l'élite intellectuelle hongroise. Choix par —. Réd. par —. Ed. par —. — К истории венгерской интеллигенции. Том 1. Документы. Собрал — Ред. —. Изд. —.) Вр. 1973. Kossuth Kiadó. Polycop. 383 p.

MAYER MÁRIA: *Beiträge zur Geschichte der Ruthenen (Karpatoukrainer) um die Jahrhundertwende.* (Принос к истории рутенов-закарпатских украинцев в конце XIX — начале XX вв.) АН 1973. Том. 19. No. 1—2. pp. 115—150.

MÉRÉNYI LÁSZLÓ: *A polgári baloldal és a háború kérdése 1912—1914 között.* (Problème de la grande bourgeoisie et de la guerre entre 1912 et 1914. — Буржуазная левница и вопрос о войне в 1912—1914 гг.) Száz 1973. Tom. 107. No. 5—6. pp. 1192—1222.

NEMES DEZSŐ: *Az imperialista háború támogatásának ideológiája és taktikája az MSzDP-ben a háború első évében.* (L'idéologie et la tactique de soutenir la guerre impériale dans le Parti Social-démocrate de Hongrie pendant la première année de la guerre — Идеология и тактика ВСДП, направленная на содействие империалистической войне.)

тической войне в первые годы первой мировой войны.) PtK 1973. Tom. 19. No. 4. pp. 5—46.

NEMES DEZSŐ: *A Magyarországi Szocialdemokrata Párt választójogi harca 1911—1913-ban.* (La lutte électorale du Parti Social-démocrate de Hongrie aux années 1911—1913. — Борьба Венгерской социал-демократической партии за избирательную реформу в 1911—1913 гг.) PtK 1973. Tom. 19. No. 1. pp. 3—61.

NEMES DEZSŐ: *Szabó Ervin ideológiája és kapcsolata a forradalmi szocialistákkal.* (L'idéologie de Ervin Szabó et ses relations avec les socialistes révolutionnaires — Идеология Эрвина Сабо и его связь с революционными социалистами.) Száz 1972. Tom. 106. No. 4—5. pp. 892—918.

Orosz internacionalisták a Magyar Tanácsköztársaságról. Dokumentumgyűjtemény. Összeáll. LJUDMILA M. CSIZYOVA, JÓZSA ANTAL. Kiad. a MSzMP Központi Bizottság, Párttörténeti Intézet; Hadtörténelmi Intézet és Múzeum stb. (Internationalistes russes pour la République Hongroise des Conseils. Recueil de documents. Réd. par —. Ed. par —. — Русские интернационалисты за Венгерскую Советскую республику. Сборник документов. Сост. — Изд. —) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 397 p., 12 t., 6 cartes annex.

PINTÉR ISTVÁN: *Rendnek muszáj lenni.* . . (Il faut assurer le bon ordre. . . — Порядок нужно создать.) Bp. 1973. Táncsics Kiadó, 291 p.

POLLÁK MIKLÓS: *A Magyar Tanácsköztársaság nemzetközi pénzügyi kapcsolatai.* (Les relations financières internationales de la République Hongroise des Conseils — Международные финансовые связи Венгерской Советской республики.) Pénzügyi Szemle 1973. Tom. 17. No. 3. pp. 179—189.

RÁCZ ISTVÁN: *Attempts to Curb Hungarian Emigration to the United States before 1914.* (Попытки тормозить венгерскую эмиграцию в Соединенные Штаты до 1914 г.) AngFT 7. pp. 5—34.

RÉTI LÁSZLÓ: *A Magyar Tanácsköztársaság helyi szervei és pecsétjeik.* Kiad. a Magyar Országos Levéltár. (Les organes locaux de la République Hongroise des Conseils et leurs cachets. Ed. par —. — Местные органы Венгерской Советской республики и их печати. Изд. —) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 420 pp.

RÉTI R. LÁSZLÓ: *A Rimamurány-Salgótarjáni Vasmű Rt. a polgári demokratikus forradalom és a Tanácsköztársaság időszakában.* 1918—1919. (La SA Sidérurgique de Rimamurány-Salgótarján à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise et de la République Hongroise des Conseils 1918—1919. — Акционерное общество «Металлургические заводы Римамурань—Шалготарян» в пе-

риод буржуазно-демократической революции и Венгерской Советской республики. 1918—1919 гг.) AUSZegsac 11. pp. 29—70.

SÁNDOR PÁL: *A birtokrendezési periratok.* (Les actes de procès du règlement immobilier. — Судебные акты относительно землеустройства после отмены крепостного права.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 105 p., 5 t. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 69.)

PÁL SÁNDOR: *Die Urbarialregulierungs-Prozeßacten.* (Судебные акты о землеустройстве после отмены крепостного права.) AtSz 1973. Tom. 15. suppl. pp. 1—42.

SEBESTYÉN SÁNDOR: *A „hevesi ügy”, 1867—1869.* (L'«affaire de Heves». 1867—1869. — «Хевешское дело» 1867—1869 гг.) Száz 1973. Tom. 107. No. 5—6. pp. 1175—1191

SOMOGYI ÉVA: *Az 1867. évi kiegyezés előtörténetéből. A februári pártens felfüggesztése.* (Des antécédents du compromis de 1867. La suspension de la Patente de février — Из предистории соглашения 1867 г. Временное неприменение февральского закона.) Száz 1973. Tom. 107. No. 4. pp. 879—905.

SZABÓ IMRE: *Pikler Gyula.* (Gyula Pikler — Дьюла Пиклер) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 192 p., 1 t. (A múlt magyar tudósai.)

SZAKÁCS KÁLMÁN: *Mezőgazdasági szociálpolitika és munkásbiztosítás Magyarországon az első világháború előtt.* (Politique sociale agraire et assurance sociale en Hongrie avant la première guerre mondiale — Социальная политика и страхование рабочих в сельском хозяйстве Венгрии в период до первой мировой войны.) PtK 1973. Tom. 19. No. 4. pp. 47—73.

SZÁNTÓ ZSUZSA: *Magyar internacionalisták harca Szibériában a polgárháború idején.* 1918—1919. *Adalékok.* (La lutte des internationalistes hongrois en Sibirie à l'époque de la guerre civile. 1918—1919. Données — Борьба венгерских интернационалистов в Сибири во время гражданской войны. 1918—1919 гг. Принос.) MMÉvk 1971—1972. pp. 185—212.

*A szociológia első magyar műhelye. A Huszadik Század köre.* 1—2. köt. Vál. és bev. tanulmány: LITVÁN GYÖRGY, SZÜCS LÁSZLÓ. (Premier atelier hongrois de la sociologie. Le cercle de Huszadik Század (Vingtième Siècle) 1<sup>er</sup>—2<sup>e</sup> vols. Choix et étude d'intr. par —. — Первая «лаборатория» социологии. Кружок «Двадцатый век». Тт. 1—2. Составил, предисл. написал —.) Bp. 1973. Gondolat, 585, 581 p.

VADÁSZ SÁNDOR: *La Commune de Paris et les Hongrois. Dossier inédit de Léo Frankel aux Archives du Ministère de la Guerre.* (Парижская Коммуна и венгры. Неизданные документы о Лео Франкеле из архива Военного министерства.) NEhong 7. pp. 141—146.

VARGA LAJOS: *A Magyarországi Szociáldemokrata Párt ellenzéke és tevékenysége. 1906—1911.* (L'opposition du Parti Social-démocrate de Hongrie et son activité 1906—1911. — Оппозиция Венгерской социал-демократической партии и ее деятельность. 1906—1911 гг.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 217 p.

VEZÉR ERZSÉBET: *Un témoin hongrois de la Commune de Paris (Gábor Ugron).* (Венгерский очевидец Парижской Коммуны — Габор Угрон.) Néhon 7. pp. 147—170.

VINCZE EDIT, S.: *A Párizsi Kommun hatása a magyarországi munkásmozgalomra.* (L'effet de la Commune de Paris exercé sur le mouvement ouvrier de Hongrie — Влияние Парижской Коммуны на венгерское рабочее движение.) A párizsi kommun. pp. 105—123.

VÖRÖS KÁROLY: *Egy világváros születése.* (La naissance d'une métropole — Рождение метропола.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 231 p., 8 t.

### 8. Histoire de Hongrie 1919—1945 — История Венгрии 1919—1945 гг.

ANDRIANOV, V. N.: *Magyar hazafiak a szovjet partizánok soraiban a második világháború idején.* (Patriotes hongrois aux rangs des partisans soviétiques à l'époque de la deuxième guerre mondiale — Венгерские патриоты в рядах советских партизанов во время второй мировой войны.) НК 1973. Tom. 20. No. 4. pp. 623—638.

BAKÁCS ISTVÁN: *A Magyar Nemzeti Múzeum Levéltárának története az Országos Levéltár keretében. 1934—1945.* (L'histoire des Archives du Musée National Hongrois dans le cadre des Archives Nationales. 1934—1945. — История архива Венгерского национального музея в рамках Венгерского Центрального Госархива. 1934—1945 гг.) LK 1972. Tom. 43. No. 1. pp. 33—84.

BALOGH ISTVÁN: *A parasztság művelődése a két világháború között.* (La formation culturelle de la paysannerie entre les deux guerres mondiales — Культурно-просветительная деятельность крестьян в период между двумя мировыми войнами.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 103 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 66.)

BALOGH SÁNDOR: *A közép- és délkelet-európai legyűzött országok a szövetséges nagyhatalmak politikájában a második világháború befejezésekor.* (Les pays vaincus de l'Europe centrale et sud-orientale dans la politique des puissances alliées au moment de l'achèvement de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale — Победенные средне- и юговосточно-европейские страны в политике союзных держав в окончательный период второй мировой

войны.) Tudományos Közlemények 1971. 4<sup>e</sup> vol. pp. 9—26.

BELLÉR BÉLA: *Az ellenforradalmi rendszer nemzetiségi politikájának kiépülése. 1923—1929.* (Le développement de la politique minoritaire du régime contre-révolutionnaire. 1923—1929. — Оформление национальной политики контрреволюционного режима. 1923—1929 гг.) Száz 1973. Tom. 107. No. 3. pp. 644—686.

BEREND T. IVÁN—RÁNKI GYÖRGY: *A magyar társadalom a két világháború között. 1—2.* (La société hongroise entre les deux guerres mondiales. 1—2. — Венгерское общество между двумя мировыми войнами. 1—2.) Új Írás 1973. Tom. 13. No. 10—11. pp. 92—105, 107—113.

CSÉPÁNYI DEZSŐ: *A hivatásszervezet története 1938—1939. Az ellenforradalmi rendszer utolsó nagyszabású kísérlete a munkásszöveték meggyerésére.* (L'histoire de la corporatisme 1938—1939. La dernière tentative de grande envergure du régime anti-révolutionnaire pour s'attirer la classe ouvrière — История профессиональных корпораций в 1938—1939 гг. Последняя крупная попытка контрреволюционного режима с целью привлечь к себе рабочий класс.) AUSzsgos 11. pp. 3—28.

ERDEI FERENC: *Parasztok. Hasonmás kiadás (Bp. 1938).* Athenaeum. Bev. KÖPECZI BÉLA, utószó KULCSÁR KÁLMÁN. (Paysans. Ed. fac-similé. (Bp. 1938.) Athenaeum. Intr. par —. Postface par —. — Крестьяне. Издание факсимиле. С введением — Последнее слово —.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 235 p.

GERGELY JENŐ: *A Magyarországi Radikális Keresztényszocialista Párt (1919. szept.—1920. júl.).* (Le Parti Chrétien-social Radical de Hongrie (Septembre 1919—juillet 1920) — Венгерская христианско-социалистическая радикальная партия. Сентябрь 1919 — июль 1920 г.) Száz 1972. Tom. 106. No. 4—5. pp. 1043—1074.

HAJDU TIBOR: *A két világháború közötti magyar történelem amerikai forrásaiból.* (Des sources américaines de l'histoire hongroise de l'entre-deux-guerres — Из американских источников венгерской истории периода между двумя мировыми войнами.) Valóság 1973. Tom. 16. No. 10. pp. 74—87.

KÁROLYI MIHÁLYNÉ: *Együtt a száműzetésben. Emlékezések, naplójegyzetek, levelek.* (Részben angolból ford. BALABÁN PÉTER. Versford. TÓTFALUSI KIS ISTVÁN. 2. kiad. (Ensemble dans l'exile. Souvenirs, notes de journal, lettres. Trad. en partie de l'anglais par —. Trad. des vers par —. 2<sup>e</sup> éd. — Совместно в изгнании. Воспоминания, отрывки из дневника, письма. Перевод отчасти из английского —. Перевод стихотворений —. Изд. 2-е.) Bp. 1973. Európa, 475 p., 16 t.

LACKÓ MIKLÓS: *Az Új Szellemi Front történetéhez.* (Données relatives à l'histoire du Nouveau Front Intellectuel — К истории Нового духовного фронта.) Száz 1972. Tom. 106. No. 4—5. pp. 919—985.

NAGY ZSUZSA, L.: *Jászi Oszkár amerikai hagyatékáról.* (Le legs américain d'Oszkár Jászi — Из американского наследия Оскара Яси.) Száz 1973. Tom. 107. No. 1. pp. 198—211.

NAGY ZSUZSA, L.: *A szabadkőműves mozgalom szerepe a két világháború között.* (Le rôle du mouvement franc-maçonique entre les deux guerres mondiales — Роль движения масонства в период между двумя мировыми войнами.) Száz 1973. Tom. 107. No. 2. pp. 329—390.

NEMESKÜRTY ISTVÁN: *Requiem egy hadseregért.* 2. kiad. (Réquiem pour une armée. 2<sup>e</sup> éd. — Реквием за армию. Изд. второе.) Bp. 1973. Magvető, 239 p.

NÉMEDI DÉNES: *A Magyar Szemle revíziós nacionalizmusának szerkezetéről.* (La structure du nationalisme révisionniste de la revue Magyar Szemle (Revue Hongroise) — О структуре ревизионистского национализма журнала «Венгерское обозрение».) TSz 1972. Tom. 15. No. 1—2. pp. 75—110.

ÖRDÖG PIROSKA: *A munkásság fellépése Gömbös Gyula érdekképviseleti törvénytervezete ellen.* (L'opposition des ouvriers au projet de loi relative à la représentation des intérêts — Выступление рабочего класса против законопроекта Гембеша о представительных органах.) PtK 1973. Tom. 19. No. 2. pp. 121—158.

PATAKI ISTVÁN: *Az ellenforradalom hadserege. 1919—1921. A hadsereg szerepe az ellenforradalmi rendszer kialakításában és megszilárdításában Magyarországon. 1919 augusztus—1921 július.* (L'armée de la contre-révolution. 1919—1921. Le rôle de l'armée dans l'organisation et dans l'affermissement du régime contre-révolutionnaire. Août 1919—juillet 1921. — Армия контрреволюции. 1919—1921 гг. Роль армии в создании и упрочении контрреволюционного режима в Венгрии. Август 1919 — июль 1921 г.) Bp. 1973. Zrínyi Kiadó, 298 p.

TAMÁS ALADÁR: *A 100% története. + Szemelvények a folyóiratból.* (L'histoire de la revue 100%. + Morceaux choisis de la revue — История журнала 100%. Отрывки из материалов журнала.) Bp. 1973. Magvető, 402 p.

TELEKI ÉVA: *A nyilas uralmi rendszer berendezkedése 1944 október—november.* (L'établissement du régime du parti de la Croix Fléchée en octobre—novembre 1944 — Обоснование режима господства партии «крестенные стрелы» в октябре—ноябре 1944 г.) TSz 1972. Tom. 15. No. 1—2. pp. 154—197.

TILKOVSKY LÓRÁNT: *A Fegyveres SS magyarországi toborzóakciói.* (Les actions de recrutement de l'SS Armée en Hongrie — Вербовка в Венгрии в ряды Вооруженных СС.) HK 1973. Tom. 20. No. 1. pp. 38—78.

TILKOVSKY LÓRÁNT: *A Volksbund utolsó éve és a magyar nemzetiségi politika. 1944. március 19—1945. április 4.* (La dernière année du Volksbund et la politique nationalitaire hongroise. 19 mars 1944—4 avril 1945. — Последний год организации Фолксбунда и венгерская политика по отношению к национальным меньшинствам. 19 марта 1944 — 4 апреля 1945 г.) Száz 1973. Tom. 107. No. 1. pp. 25—63.

TÓTH GÁBOR: *A MSZDP agrárpolitikájának néhány kérdése a gazdasági válság éveiben. 1929—1933.* (Quelques questions de la politique agraire du Parti Social-démocrate de Hongrie au cours des années de la crise économique. 1929—1933. — Некоторые вопросы аграрной политики ВСДП в годы мирового экономического кризиса. 1929—1933 гг.) AUDmarx. 18/c. pp. 57—84.

TÓTH GÁBOR: *A tisztántúli szociáldemokrata szervezetek politikai arculatáról. 1929—1933.* (L'aspect politique des organisations sociales-démocrates de la région transilbysine. 1929—1933. — О политическом облике социал-демократических организаций в Затисской области. 1929—1933 гг.) AUDmarx. 19/c. pp. 31—81.

*A 2. és 3. Ukrán Front felszabadító hadműveletei Délkelet- és Közép-Európában. 1944—1945.* Szerk. M. V. ZAHAROV. Ford. SÖRÖS LAJOS, SZENTESI EDE, RÓZSA GIZELLA. (Des opérations militaires libératrices des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Fronts Ukrainiens en Europe sud-orientale et centrale. 1944—1945. Réd. par —. Trad. par —. — Освободительные операции Второго и Третьего Украинских фронтов в Юговосточной и Центральной Европе. 1944—1945 гг. Ред. — Перевод —) Bp. 1973. Zrínyi Kiadó, 507 p., 40 t., 12 cartes

## 9. Histoire de Hongrie depuis 1945 — История Венгрии после 1945 г.

BEREND T. IVÁN: *A magyar gazdaság fordulója - radikális átalakítás 1948 tavaszán.* (Le tournant de l'économie hongroise — nationalisation radicale au printemps 1948 — Поворот в венгерской экономики — радикальная национализация весной 1948 г.) Pénzügyi Szemle 1973. Tom. 17. No. 4. pp. 267—276.

BALOGH SÁNDOR: *A fakultatív vallásoktatás kérdése és az egyházak. 1947 tavasza.* (La question de l'enseignement religieux et les églises (printemps 1947) — Вопрос о факультативном обучении закону божьему и

венгерские церкви весной 1947 г.) Száz 1973. Tom. 107. No. 4. pp. 906—941.

BALOGH SÁNDOR: *A mezőgazdasági érdekképviselő és a koalíció. 1945—1946.* (La représentation des intérêts agraires et la coalition. 1945—1946. — Сельскохозяйственные представительные органы и коалиция, 1945—1946 гг.) AtSz 1973. Tom. 15. No. 3—4. pp. 319—347.

*Budapest statisztikai évkönyve. 1972.* Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal, Budapest Városi Igazgatóság. (Annuaire statistique de Budapest. 1972. Ed. par —. — Статистический ежегодник Будапешта, 1972 год. Изд. —) Bp. 1973. Statisztikai Kiadó, Polycop. 414 p.

DONÁTH FERENC: *A magyar szövetkezeti nagyüzemi mezőgazdaság kialakulásának vázlatos története. 1949—1970.* (Esquisse de l'histoire du développement de la coopérative agricole de grande culture. 1949—1970. — Краткий очерк истории возникновения крупных сельскохозяйственных предприятий на кооперативной основе в Венгрии. 1949—1970 гг.) AtSz 1972. Tom. 14. No. 3—4. pp. 292—330.

*Egységbe ifjúság! Válogatott iratok a magyar ifjúsági mozgalom történetéből. 1944. október—1948. március.* Szerk. és bev. tanulmány GÁL LAJOS. Kiad. a Magyar Szocialista Munkáspárt, Központi Bizottság, Párttörténeti Intézet. (Unissez-vous, jeunesse! Documents choisis de l'histoire du mouvement de jeunesse. Octobre 1944—mars 1948. Réd. et étude d'intr. par —. Ed. par —. — Соединяйтесь, молодые! Избранные документы по истории венгерского молодежного движения. Октябрь 1944 г.—март 1948 г. Ред. и автор введения —. Изд. —) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 538 p.

*Erdei Ferenc válogatott írásai és beszédei.* VÁL. FEKETE FERENC. Bev. FEHÉR LAJOS. (Écrits et discours choisis de Ferenc Erdei. Choix par —. Intr. par —. — Избранные речи и статьи Ференца Эрдеи. Составитель —. Введение —.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 439 p.

FEHÉR ISTVÁN: *Gazdasági és társadalmi változások Szegeden a felszabadulás után. 1945—1962.* (Changements économiques et sociaux à Szeged après la libération du pays. 1945—1962. — Экономические и общественные изменения в Сегеде после освобождения. 1945—1962 гг.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 229 p.

*Források Budapest múltjából.* Szerk. SÁGVÁRI ÁGNES. 4. *Források Budapest történetéhez. 1945—1950.* Szerk. GÁSPÁR FERENC. Közrem. HALASI LÁSZLÓ, SZABÓ KLÁRA. (Sources du passé de Budapest. Réd. par —. 4. Sources relatives à l'histoire de Budapest. 1945—1950. Réd. par —. Avec la collab. de —. — Источники из прошлого Буда-

пешта. Ред. —. Том 4. Источники по истории Будапешта 1945—1950 гг. Ред. —) Bp. 1973. 569 p., 16 t.

*History of the revolutionary workers movement in Hungary. 1944—1962.* Ed. DEZSŐ NEMES. Transl. ÉVA RÁCZ. Publ. Party History Institute of Central Committee of the Hungarian Socialist Worker's Party. (История венгерского революционного рабочего движения. 1944—1962 гг. Ред. —. Перевод —. Изд. —) Bp. 1973. Corvina, 387 p.

KÁLLAI GYULA: *Szabadságunk születése. Beszéddek, cikkek. Összeáll., utószó és jegyz.* NAGY LÁSZLÓ. (La naissance de notre liberté. Discours, articles. Réd., postface et annot. par —. — Рождение нашей свободы. Речи и статьи. Составитель, автор послесловия и прим. —) Bp. 1973. Gondolat, 477 p.

*A lakosság jövedelme és fogyasztása. 1960—1971.* Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal. (Le revenu et la consommation de la population. 1960—1971. Ed. par —. — Доходы и потребление населения. 1960—1971 гг. Изд. —) Bp. 1973. Statisztikai Kiadó. Polycop. 205 p.

*A Magyar Népköztársaság alkotmánya.* Bev. APRÓ ANTAL. (La constitution de la République Populaire Hongroise. Intr. par —. — Конституция Венгерской Народной Республики. Введение —.) Bp. 1973. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 69 p.

*A Magyar Népköztársaság helynévgyűjtője.* 1973. Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal. (Annuaire des communes et localités de la République Populaire Hongroise. 1973. Ed. par —. — Список населенных пунктов Венгерской Народной Республики 1973 г. Изд. —) Bp. 1973. Statisztikai Kiadó, 1120 p.

*Magyarország népesedése. Demográfiai évkönyv. 1971., 1972.* Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal. (La population de la Hongrie. Annuaire démographique. 1971., 1972. Ed. par —. — Народонаселение Венгрии. Демографический ежегодник, 1971 г., 1972 г.) Bp. 1973., 1974. Statisztikai Kiadó, Polycop. 372 p., 441 p.

*A Magyar Szocialista Munkáspárt határozatai és dokumentumai. 1956—1962.* Sajtó alá rend. VASS HENRIK, SÁGVÁRI ÁGNES. Kiad. az MSZMP Központi Bizottság, Párttörténeti Intézet. 2. bőv. kiad. (Résolutions et documents du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois. 1956—1962. Mis sous presse par —. Ed. par —. 2<sup>e</sup> éd. augm. — Постановления и документы Венгерской Социалистической рабочей партии. 1956—1962 гг. Подготовил к печати —. Изд. — Издание второе, расширенное.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 636 p.

*Magyar—szovjet kapcsolatok. 1948—1970. Dokumentumok.* Szerk. biz. MARJAI JÓZSEF,



N. N. ROGYONOV stb. Kiad. a Külügyminisztérium, Szovjetunió Külügyminisztériuma. (Relations hungaro-soviétiques. 1948—1970. Documents. Comité de réd. — etc. Ed. par —. — Венгеро-советские связи. 1948—1970 гг. Документы. Ред. коллегия —. Изд. —) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, 620 p.

MAROSÁN GYÖRGY: *Az úton végig kell menni. Visszaemlékezések.* 2. kiad. (Il faut suivre le chemin jusqu'au but. Souvenirs. 2<sup>e</sup> éd. — До конца по своей дороге. Воспоминания. Изд. второе.) Вр. 1973. Magvető, 404 p.

NEMES DEZSŐ: *A MKP és a SzDP egyesülése.* (Ly coalition du Parti Communiste de Hongrie et du Parti Social-démocrate — Соединение ВКП и СДП.) TáSz 1973. Tom. 28. No. 6. pp. 11—23.

ORTUTAY GYULA: *Az 1948/33 törvénycikk: az iskolák államosítása.* (L'article de loi 1848/33: la nationalisation des écoles — Закон № 33 от 1948 г. о национализации школ.) Valóság 1973. Tom. 16. No. 8. pp. 1—19.

PETŐ ISTVÁN: *Az első hároméves terv beruházásai.* (Les investissements du premier plan triennal — Инвестирование во время первого трехлетнего плана.) TSz 1972. Tom. 15. No. 1—2. pp. 213—224.

SÁGVÁRI ÁGNES: *A magyar kül- és belpolitika néhány összefüggéséről a népi demokratikus forradalom időszakában.* (Sur quelques contextes de la politique intérieure et extérieure de la Hongrie à l'époque de la révolution démocratique — О некоторых связях между внешней и внутренней политикой Венгрии в период народно-демократической революции.) Száz 1972. Tom. 106. No. 6. pp. 1333—1368.

SÁNTA ILONA: *Interjúk a munkásegységről. 1945—1948.* (Interviews sur l'unité ouvrière. 1945—1948. — Интервью о единстве рабочего класса. 1945—1948 гг.) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, 373 p.

*Statisztikai évkönyv.* 1972. Kiad. a Központi Statisztikai Hivatal. (Annuaire statistique. 1972. Ed. par —. — Статистический ежегодник. 1972 г. Изд. —) Вр. 1973. Statisztikai Kiadó, Polycop. XVI, 563 p.

STRASSENREITER ERZSÉBET: *A két munkáspárt együttműködése a felszabadulás után.* (La collaboration des deux partis ouvriers après la Libération — Сотрудничество двух рабочих партий после освобождения.) PtK 1973. Tom. 19. No. 2. pp. 47—78.

SZAKASITS D. GYÖRGY: *Magyarország és a tudományos-technikai forradalom.* (La Hongrie et la révolution scientifique et technique — Венгрия и научно-техническая революция.) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, 222 p.

SZÁSZ TIBOR: *Magyarország gazdasági növekedése és beruházási tevékenysége 1961—1970 között.* (L'accroissement économique et

les investissements en Hongrie entre 1961—1970. — Экономический рост и инвестиционная деятельность Венгрии в период между 1961—1970 гг.) Вр. 1973. Kossuth Kiadó, Polycop. 90 p.

TIMÁR MÁTYÁS: *Gazdaságpolitika Magyarországon. 1967—1973.* (Économie politique en Hongrie. 1967—1973. — Экономическая политика в Венгрии. 1967—1973 гг.) Вр. 1973. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 357 p.

TÓTH ISTVÁN: *The role of the National Peasant Party in the people's democratic revolution 1944—1948.* (Роль Национально-крестьянской партии в венгерской народно-демократической революции. 1944—1948 гг.) АН 1973. Tom. 19. No. 1—2. pp. 87—113.

*Törvények és rendeletek hivatalos gyűjteménye.* 1972. Közzéteszi a Magyar Forradalmi Munkás-Paraszt Kormány Titkársága. (Recueil officiel des lois et des décrets. 1972. Publ. par —. — Официальный свод законов и постановлений. 1972 г. Изд. —) Вр. 1973. Közgazdasági és Jogi Kiadó, XXXI, 1067 p., 1 t.

VIDA ISTVÁN: *A Független Kisgazdapárt 1946 második felében.* (Le Parti Indépendant des Petits Propriétaires dans la deuxième moitié de 1946 — Партия независимых мелких сельских хозяев во второй половине 1946 г.) PtK 1973. Tom. 19. No. 2. pp. 79—120.

## 10. Histoire universelle — Всеобщая история

*Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae. Series historica.* 15. Egyetemes történeti tanulmányok. 6. Tokody Gyula: *A német fasiszta mozgalom létrejöttének történelmi feltételeiről.* (Études d'histoire universelle. 6. Les conditions historiques de la formation du mouvement fasciste allemand — Научные сообщения Университета им. Лайоша Кошута г. Дебрецен. Серия историческая. Том 15. Исследования по всеобщей истории. Том 6. — Об исторических предпосылках возникновения фашистского движения в Германии.) Debrecen 1972. 89 p.

ÁGN ATTILA: *Az óászai termelési mód Mezopotámiában.* (Le mode de production asiatique antique en Mésopotamie — Староазиатский способ производства в Месопотамии. Világosság 1973. Tom. 14. No. 7. pp. 3—36.

ANDERLE ÁDÁM: *Az APRA ideológiájának alapvonásai a pártalakulás időszakában. 1928—1932.* (Les traits fondamentaux de l'idéologie de l'APRA à l'époque de la constitution du parti. 1928—1932. — Основные черты идеологии АПРА (Американского народно-революционного союза в Перу) в период

создания партии. 1928—1932 гг.) AuSzeghist 46. pp. 19—44.

ANDRUS, BURTON C.: *A nürnbergi huszonkettő. (The infamous of Nuremberg.)* Ford. TELLÉR GYULA. (Trad. par —. — Двадцать два из нюрнбергских подсудимых.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 209 p., 4 t.

BABIRÁK ILONA: *A gyarmati és függő országok felszabadító mozgalmai a két világháború között. A mongol és a kínai forradalom. Az indiai függetlenségi harc.* (Les mouvements libérateurs des pays coloniaux et dépendants entre les deux guerres mondiales. Les révolutions mongole et chinoise. La lutte d'indépendance de l'Inde — Освободительные движения колониальных и зависимых стран в период между двумя мировыми войнами. Революция в Монголии и Китае. Борьба за независимость в Индии.) NMMT pp. 273—306.

BAGRAMJAN, IVAN HRISZTOFOROVICS: *Igy kezdődött a háború.* Ford. KÁDÁS GÉZA, NÁDOR TIBOR. (Ainsi commença la guerre. Trad. par —. — Так началась война. Перевод —) Bp. 1973. Zrínyi Kiadó—Kossuth Kiadó, 540 p.

BARABÁS MIKLÓS: *Az Egyesült Államok és a fegyverkezés korlátozásának kérdése a washingtoni konferencián. 1921—1922.* (Les Etats-Unis et la question de la limitation de l'armement à la conférence de Washington. 1921—1922. — Соединенные Штаты и вопрос об ограничении вооружения на вашингтонской конференции. 1921—1922 гг.) AUDhist 17. pp. 45—69.

BARRAL, PIERRE: *Le monde agricole français vers 1950.* (Сельскохозяйственная жизнь во Франции в 1950 г.) PFRH pp. 247—264.

BÉKI ERNŐ: *Centristák a Berni Nemzetközi Munkás- és Szocialista Konferencián (1919. február 3—10.)* (Centristes à la Conférence Internationale ouvrière et socialiste de Berne (3—10 février 1919) — Центристы на бернской международной рабочей и социалистической конференции (3—10 февраля 1919 г.) PtK 1973. Tom. 19. No. 1. pp. 62—99.

BÉRANGER, JEAN: *Le paysan français et la crise du XVII<sup>e</sup> siècle.* (Французские крестьяне и кризис XVII века.) PFRH pp. 103—125.

BEREND T. IVÁN: *Les caractéristiques du développement économique dans l'Europe de l'Est aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.* (Характерные черты экономического развития в Восточной Европе в XIX—XX вв.) NÉhong 7. pp. 13—26.

BIALOSZEWSKI, MIRON: *Napraforgók ünnepe. Emlékezés a varsói felkelésről.* Ford. KERÉNYI GRÁCIA. (La fête des tournesols. Le souvenir du soulèvement de Varsovie. Trad. par —. — Праздник подсолнечни-

ков. Памяти восстания в Варшаве. Перевод —) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 331 p.

BORSÁNYI GYÖRGY: *A nemzetközi munkásmozgalom a kapitalizmus átmeneti stabilizációja és a világgazdasági válság éveiben.* (Le mouvement ouvrier international au cours des années de la stabilisation transitoire du capitalisme et de la crise économique mondiale — Международное рабочее движение в годы временной стабилизации капитализма и во время мирового экономического кризиса.) NMMT pp. 213—234.

BORSI EMIL: *A nemzetközi munkásmozgalom az imperializmus időszakában. 1900—1914.* (Le mouvement ouvrier international à l'époque de l'impérialisme. 1900—1914. — Международное рабочее движение в эпоху империализма. 1900—1914 гг.) NMMT pp. 65—121.

CASTIGLIONI LÁSZLÓ: *Az ókor nagyjai. 2. kiad.* (Les grands de l'antiquité. 2<sup>e</sup> éd. — Великие люди древнего мира. Изд. второе.) Bp. 1972. Akadémiai Kiadó, 441 p., 1 carte

CREAVES, CHARLES DESMOND: *A ír válság.* Ford. és jegyz. SZUHAY-HAVAS ERVIN. Bev. és kieg. BEBRITS ANNA. (La crise irlandaise. Trad. et annot. par —. Intr. et compl. par —. — Ирландский кризис. Перевод и прим. — Введение и дополнения —) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 245 p.

CSEÉP ATTILA: *Simón Bolívar.* Симон (Боливар) Bp. 1973. Gondolat, 205 p., 10 t.

Csisztozovonov, A.: *A kapitalizmus keletkezési folyamatának általános és sajátos vonásai Közép- és Kelet-Európában.* (Les traits généraux et spécifiques du processus de la formation du capitalisme en Europe centro-orientale — Общие и особые характерные черты процесса возникновения капитализма в Средней и Восточной Европе.) Vt 1972. No. 22. pp. 43—54.

CSONKA RÓZSA, M.: *A nemzetközi munkásmozgalom az első világháború utáni forradalmi fellendülés éveiben. A Kommunista Internacionálé megalakulása és fejlődése. 1918—1925.* (Le mouvement ouvrier international au cours des années de l'essor révolutionnaire après la première guerre mondiale. La naissance et le développement de l'Internationale Communiste. 1918—1925. — Международное рабочее движение в годы революционного подъема после первой мировой войны. Образование Коммунистического Интернационала и его развитие. 1918—1925 гг.) NMMT pp. 176—212.

CSONKA RÓZSA, M.: *A Nagy Októberi Szocialista Forradalom győzelme és jelentősége.* (La victoire et l'importance de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre — Победа Великой Октябрьской социалистической революции и ее значение. NMMT pp. 122—149.

CSONKA RÓZSA, M.: *A szocialista szovjet*

állam megszilárdulása és fejlődése 1917 és 1924 között. (L'affermissement et le développement de l'Etat socialiste soviétique entre 1917 et 1924 — Упрочение советского социалистического государства и его развитие в 1917—1924 гг.) NMMT pp. 150—175.

CSUJANOV, A. Sz.: *Sztálingrádi napló. 1941. jún. 22—1943. febr. 4.* Ford. BÁNKUTI GÁBOR. (Journal de Stalingrad. 22 juin 1941—4 février 1943. Trad. par —. — Сталинградский дневник. 22 июня 1941 г. — 4 февраля 1943 г. Перевод —.) Bp. 1973. Gondolat, 463 p.

CZEGLÉDY KÁROLY: *Gardizi on the history of Central Asia. 746—780.* (Гардизи об истории Центральной Азии.) АО 1973. Том. 27. No. 3. pp. 257—267.

DAVIS, BENJAMIN JEFFERSON: *Egy kommunista Harlemből. Visszaemlékezések.* Ford. MEDGYES PÉTER. (Communist councilman from Harlem. Souvenirs. Trad. par —. — Коммунист из Гарлема. Воспоминания. Перевод —.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 225 p., 4 t.

DIMITROVA, SZTELA: *A Munkapárt (1924) — Az első kísérlet legális munkáspárt alakítására a fasiszta diktatúra létrejötte után Bulgáriában.* (Le Parti du Travail (1924). La première tentative pour la formation d'un parti ouvrier légal après l'établissement de la dictature fasciste en Bulgarie — Рабочая партия — 1924 г. Первая попытка создать легальную партию после установления фашистской диктатуры в Болгарии.) PtK 1973. Том. 19. No. 1. pp. 100—120.

DIÓSZEGI ISTVÁN: *A párizsi békekonferencia 1919-ben.* (La conférence de paix à Paris en 1919 — Парижская конференция мира в 1919 г.) Történelem 1973. No. 12. pp. 50—86.

DUBY, GEORGES: *A középkor társadalmái.* (Les sociétés du moyen-âge — Общества средневековья.) Vt 1972. No. 22. pp. 5—20.

DUCZYNSKA ILONA: 1927 = *Választások és fegyverek.* (1927 = Elections et armes — 1927 год — выборы и оружие.) Valóság 1973. Том. 16. No. 10. pp. 65—73.

DUCZYNSKA ILONA: 1934 februárja. (Le février de l'an 1934 — Февраль 1934 г.) Valóság 1973. Том. 16. No. 4. pp. 55—61.

ELEKES SÁNDOR: *A szocialista forradalom győzelme a balti államokban 1940 nyarán.* (La victoire de la révolution socialiste aux états baltiques en été 1940 — Победа социалистической революции в прибалтийских государствах летом 1940 г.) ЕМК 12. pp. 59—69.

ERÉNYI TIBOR: *A Párizsi Kommün 100. évfordulójára.* (En l'honneur du centenaire de la Commune de Paris — По поводу столетия Парижской Коммуны.) A párizsi kommun pp. 7—30.

ERDEY-GRÚZ TIBOR: *A Szovjetunió tuda-*

*mányos fejlődése.* (L'essor scientifique de l'URSS — Научное развитие в Советском Союзе.) МТ 1973. Том. 18. No. 3. pp. 133—145.

GARCIA, JOSÉ: *Spanyolország a XX. században.* Ford. PERÉNYI PÁLNE. (L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle — Испания в XX веке.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 430 p.

GAULLE, CHARLES ANDRÉ DE: *Háborús emlékiratok. 1. A riadó. 1940—1942.* Ford. LOSONCZI JÁNOS. 2. *Az egység. 1942—1944.* Ford. DÁNIEL ANNA. 3. *A haza üdve. 1944—1946.* Ford. TERÉNYI ISTVÁN. (Mémoires de guerre. 1. L'appel. 1940—1942. Trad. par —. 2. L'unité. 1942—1944. Trad. par —. 3. Le salut. 1944—1946. Trad. par —. — Военные мемуары. Том 1: Боевая тревога. 1940—1942 гг. Перевод —. Том 2: Единство. 1942—1944 гг. Перевод —. Том 3: Благо родины. 1944—1946 гг. Перевод —.) Bp. 1973. Gondolat, 708 p.

GÖMÖRI ENDRE: *Makariosz.* (Макариос.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 267 p.

GRICEVICS, ANATOLI: *A pravoszláv egyház helyzete a Litván Nagyfejedelemségben és a nemzeti-vallási harc a magánföldesúri városokban.* (La situation de l'Eglise pravoslave dans la principauté souveraine de Lithuanie et la lutte nationale et de religion dans les villes seigneuriales — Положение православной церкви во Великом Княжестве Литовском и национально-религиозная борьба в частнопоместничьих городах.) Száz 1973. Том. 107. No. 4. pp. 942—966.

HANN ISTVÁN: *Appian and Hannibal.* (Аппиан и Ганнибал.) AA 1972. Том. 20. No. 1—2. pp. 97—121.

HARASZTI ÉVA, H.—JEMNITZ JÁNOS: *Karcolatok Julianus Harney portréjához levelezése alapján.* (Essais pour le portrait de Julianus Harney sur la base de sa correspondance — Некоторые черты к портрету Юлиана Гарнеи на основе его корреспонденции.) TSz 1972. Том. 15. No. 1—2. pp. 204—213.

HARSÁNYI IVÁN: *A második világháború. A fasiszta agresszió. A Szovjetunió Nagy Honvédő Háborúja. Az antifasiszta koalíció kialakulása. A kommunista pártok harca és az ellenállási mozgalom a háború éveiben.* (La deuxième guerre mondiale. L'agression fasciste. La Grande Guerre patriotique de l'Union Soviétique. Le développement de la coalition antifasciste. La lutte des partis communistes et le mouvement de résistance aux années de la guerre — Вторая мировая война. Фашистская агрессия. Великая Отечественная война Советского Союза. Образование антифашистской коалиции. Борьба коммунистических партий и движение сопротивления в годы войны.) NMMT pp. 355—406.

HONFI JÓZSEF: *A szocializmus felépítése a Szovjetunióban.* (L'édification du socialisme

à l'Union Soviétique — Построение социализма в Советском Союзе.) NMMT pp. 235—272.

HORN EMIL—JEMNITZ JÁNOS: *Az első világháború alatti nemzetközi munkásmozgalom ikonográfiája.* (L'iconographie du mouvement ouvrier international de la première guerre mondiale — Иконография международного рабочего движения во время первой мировой войны.) MMMÉvk 1971—1972. pp. 97—166.

IZSÉPY EDIT: *Kośćciuszko.* Костюшко) Bp. 1973. Gondolat, 231 p. 8 t.

JAURÈS, JEAN: *Válogatott beszédek és írások.* Vál., bev., jegyz. JEMNITZ JÁNOS. Ford. SZÉKELY ANDORNÉ. (Discours et écrits choisis. Choix, intr., annot. par —. — Избранные речи и статьи. Состав. введение и примеч. — Перевод —) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 468 p., 1 t.

JEMNITZ JÁNOS: *Engels és a nemzetközi munkásmozgalom kapcsolataihoz. 1889—1895.* (Aux relations d'Engels avec le mouvement ouvrier international. 1889—1895. — К вопросу о связях Энгельса с международным рабочим движением. 1889—1895 гг.) Száz 1973. Tom. 107. No. 5—6. pp. 1095—1135.

JEMNITZ JÁNOS: *A Párizsi Kommun és az I. Internacionálé.* (La Commune de Paris et la 1<sup>re</sup> Internationale — Парижская Коммуна и Первый Интернационал.) A párizsi kommun pp. 31—50.

JÓZSA GYÖRGY: *A Kommunista Kiáltvány megjelenésének 125. évfordulójára.* (Le 125<sup>e</sup> anniversaire de la parution du Manifeste communiste — По поводу 125-летия опубликования Коммунистического Манифеста.) TáSz 1973. Tom. 28. No. 2. pp. 8—14.

KÁLMÁN ENDRE: *A Kommunista Kiáltvány történetéből.* (De l'histoire du Manifeste communiste — Из истории Коммунистического Манифеста) PtK 1973. Tom. 19. No. 2. pp. 3—46.

KENDE ISTVÁN: *Guerres locales en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. 1945—1969.* (Местные войны в Азии, Африке и Латинской Америке. 1945—1969 гг.) Bp. 1973. Polycop. 146 p.

KEREKES LAJOS: *Az első osztrák köztársaság alkonya. Mussolini, Gömbös és az osztrák Heimwehr.* (L'aube de la première république autrichienne. Mussolini, Gömbös et la Heimwehr autrichienne. — Закат первой австрийской республики. Муссолини, Гембёш и австрийский Геймвер.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 179 p., 6 t. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U.S. 70.)

KEREKES LAJOS: *Az osztrák tragédia. 1933—1938.* (La tragédie autrichienne. 1933—1938. — Австрийская трагедия. 1933—1938 гг.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 221 p., 4 t.

*Kínai múlt és jelen. Tanulmányok.* Összeáll. PÁLOS TAMÁS, POLONYI PÉTER. Jegyz.

POLONYI PÉTER. (Passé et present de la Chine. Etudes. Réd. par —. Annot. par —. — Прошлое и настоящее Китая. Состав. — Примеч. —) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 522 p.

*Kopernikusz és kora. 1473—1973. Tanulmányok.* Vál. és szerk. BARBARA BIEŃKOWSKA. Ford. HÁRSING LÁSZLÓNÉ. (Copernic et son époque. 1473—1973. Etudes. Choix et réd. par —. Trad. par —. — Коперник и его время, 1473—1973 гг. Исследования. Сост. и ред. — Перевод —) Bp. 1973. Gondolat, 208 p., 9 t. 2 cartes.

KOVÁCS ENDRE: *Stefan Kieniewicz, a lengyel forradalmak történetírója.* (Stefan Kieniewicz, l'historiographe des révolutions polonaises — Стефан Кеневич, историк польской революции.) Vt 1973. No. 23. pp. 109—120.

KULA, WITOLD: *A feudális rendszer gazdasági elmélete.* (La conception économique du système féodal — Экономическая теория феодальной системы.) Vt 1973. No. 23. pp. 23—32.

LAKATOS ÁRPÁD: *A forradalmi munkásmozgalom és a tudományos szocializmus kialakulása. A Kommunista Párt kiáltványa. A Kommunista Szövetségének tevékenysége. Az 1848—49-es forradalmak és tapasztalataik.* (Le développement du mouvement ouvrier révolutionnaire et du socialisme scientifique. Le manifeste du Parti Communiste. L'activité de la Ligue des Communistes. Les révolutions de 1848/49 et leurs expériences — Возникновение революционного рабочего движения и научного социализма. Манифест Коммунистической партии. Деятельность Союза Коммунистов. Революции 1848—1849 гг. и их опыт.) NMMT pp. 5—27.

LAKATOS ÁRPÁD: *A nemzetközi munkásmozgalom fejlődése 1852-től az 1870-es évek közepéig. Az I. Internacionálé megalakulása és tevékenysége. A párizsi kommun és történeti tapasztalatai.* (Le développement du mouvement ouvrier international depuis 1852 jusqu'aux années 1870. La constitution et l'activité de la 1<sup>re</sup> Internationale. La Commune de Paris et ses expériences historiques — Развитие международного рабочего движения с 1852 г. до середины 1870-х годов. Образование Первого Интернационала и его деятельность. Парижская Коммуна, ее исторический опыт.) NMMT pp. 28—49.

LAKATOS ÁRPÁD: *A Párizsi Kommun szerepe az önálló munkáspártok kialakulásában.* (Le rôle de la Commune de Paris dans la formation des partis ouvriers indépendants — Роль Парижской Коммуны в возникновении самостоятельных рабочих партий.) A párizsi kommun pp. 57—70.

LE ROY LADURIE, EMMANUEL: *Les paysans français au XVI<sup>e</sup> siècle.* (Французские крестьяне во XVI веке.) FFPN pp. 33—53.

LIEBFELD, ALFRED: *Henry Ford, az „isten”. Életrajz.* Ford. PFEIFER DÁNIEL. (Henry Ford, le «dieu». Biographie. Trad. par —. — Генри Форд — «бог». Биография. Перевод —) Бр. 1973. Kossuth Kiadó, 367 p., 4 t.

LIVIUS, TITUS: *A római nép története a város alapításától. (Ab urbe condita)* 5. köt. (31—35. kv.) Ford. és jegyz. MURAKÖZY GYULA. (L'histoire du peuple romain depuis la fondation de la ville. 5<sup>e</sup> vol. (livres 31—35). Trad. et annot. par —. — История римского народа от основания города. Том 5 (книги 31—35). Перевод и примеч. —) Бр. 1973. Európa, 387 p.

LOCSE, JOHN: *Levél a vallási türelemről. Szövegkritika és előszó* RAYMOND KLIBANSKY. Ford. HALASY-NAGY JÓZSEF. Átd. GECSE GUSZTÁV. Bev. MÁTRAJ LÁSZLÓ. (Epistola de tolerantia ad clarissimum virum. Critique de texte et préface par —. Trad. par —. Reman. par —. Intr. par —. — Письмо о религиозном терпении. Критика текста и предисл. — Перевод —. Обработал — Введение —.) Бр. 1973. Akadémiai Kiadó, 131 p., 1 t.

LUKÁCS JÓZSEF: *Istenek útjai. A kereszténység előzményeinek tipológiájához.* (Les chemins des dieux. A la typologie des antécédents du christianisme — Божие дороги К типологии предпосылок христианства.) Бр. 1973. Kossuth Kiadó, 340 p.

MALÝ, KAREL: *Die Selbstverwaltung in der Politik des tschechischen Bürgertums in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts.* (Самоуправление в политике чешской буржуазии во второй половине XIX века.) EVME pp. 161—174.

MANDROU, ROBERT: *Culture populaire et communautés paysannes d'Ancien Régime.* (Народная культура и крестьянские общины до 1789 г.) PFPН pp. 211—223.

MANNIX, DANIEL PRATT: *Fekete elefántcsont. Az atlanti rabszolgakereskedelemtörténete. 1518—1865.* Közrem. MALCOLM COWLEY. Ford. VÁRADI SZABOLCS. (Black cargoes: a history of the atlantic slave trade. 1518—1865. Avec la collab. de —. Trad. par —. — Черная слоновая кость. История работорговли в Атлантике. 1518—1865 гг. С участ. — Перевод —.) Бр. 1973. Kossuth Kiadó, 356 p., 8 t.

MARX, ROLAND: *La paysannerie française au temps de la Révolution de 1789.* (Французское крестьянство во время революции 1789 г.) PFPН pp. 165—177.

MELICHAR, ERWIN: *Az osztrák közigazgatás fejlődése 1867 után.* (Die Entwicklung der österreichischen Verwaltungsorganisation seit 1867. — Развитие публичной администрации в Австрии после 1867 г.) LK 1971. Tom. 42. No. 2. pp. 301—322.

MEYER, JEAN: *Les paysans français pendant les Guerres de la Ligue.* (Французские

крестьяне в период борьбы Лиги.) PFPН pp. 55—75.

MIKOJAN, ANASZTASZ IVANOVICS: *A harc útján.* 1. köt. *Visszaemlékezések.* Ford. HANCAY SÁNDOR. (Sur le chemin du combat. 1<sup>er</sup> vol. Mémoires. Trad. par —. — По пути борьбы Том 1. Воспоминания. Перевод —.) Бр.—Uzgorod, 1973. Kossuth Kiadó—Kárpáti Kiadó, 575 p., 13 t.

MISKOLCZY AMBRUS: *A román nemzeti egység kérdése és az 1840-es havasalföldi forradalmi mozgalom.* (La question de l'unité nationale roumaine et le mouvement révolutionnaire de Valachie en 1840 — Вопрос национального единства румын и революционное движение в Валахии в 1840-х годах.) Száz 1973. Tom. 107. No. 2. pp. 406—426.

MONTANELLI, INDRÓ—NOZZA, MARCO: *Garibaldi.* Ford. LONTAY LÁSZLÓ. Versford. TÓTFALUSI ISTVÁN. (Trad. par —. trad. des vers par —. — Гарибальди. Перевод — Перевод стихотворений —) Бр. 1973. Európa, 490 p.

NAGY LÁSZLÓ: *A nemzetközi kommunista és munkásmozgalom küzdelme a fasizmus és a háborús veszély ellen, az antifasiszta népfrontért. 1933—1939.* (La lutte du mouvement international communiste et ouvrier contre le fascisme et le danger de la guerre, pour le front populaire. 1933—1939. — Борьба международного коммунистического и рабочего движения против фашизма и военной угрозы, за антифашистский народный фронт. 1933—1939 гг.) NMMT pp. 307—333.

NEMES DEZSŐ: *A Kommunista Kiáltványról.* (Sur le Manifeste Communiste — О Коммунистическом Манифесте.) TáSz 1973. Tom. 28. No. 4. pp. 3—6.

*A nemzetközi kommunista mozgalom. Stratégia és taktika.* Főszerk. V. V. ZACAGYIN. Ford. SZABÓ TAMÁS, HOLLÓS ALFRÉD, ANTAL LÁSZLÓ. (Le mouvement communiste international. Stratégie et tactique. Chefred. —. Trad. par —. — Международное коммунистическое движение. Стратегия и тактика. Главный ред. — Перевод —.) Бр. 1973. Kossuth Kiadó, 463 p.

NIEDERHAUSER EMIL: *La question de l'indépendance nationale dans les mouvements de renaissance nationale chez les peuples slaves.* (Проблема национальной независимости в движении национального возрождения у славянских народов.) Slavica 12. pp. 149—160.

NIEDERHAUSER EMIL: *La situation et les mouvements des paysans en Europe Orientale dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.* (Положение крестьянства и аграрные движения в Восточной Европе в первой половине XIX века.) PFPН pp. 199—209.

NIKOLSKIJ, NIKOLAJ MIHAILOVICS: *A tudományos-technikai forradalom. Világgazda-*

ság, nemzetközi politika, demográfia. Ford. RUPERT FERENC. (La révolution scientifique et technique. Économie mondiale, politique internationale, démographie. Trad. par —. — Научнотехническая революция. Мировое хозяйство, международная политика, демография. Перевод —) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 349 p.

OLDENBOURG, ZOÉ: *Nagy Katalin*. Ford. GELLÉRT GYÖRGY. (Catherine de Russie. Trad. par —. — Екатерина Великая. Перевод —.) Bp. 1973. Európa, 424 p.

ORMOS MÁRIA: *A Matteotti-ügy*. (L'affaire Matteotti — Дело Маттеотти) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 188 p., 4 t.

*A párizsi kommun napjai. Dokumentumok és emlékiratok tükrében*. Vál., szerk., ford. és írta DOMOKOS JÁNOS. (Les jours de la Commune de Paris. A la lumière des mémoires et des documents. Choix, réd. trad. et écr. par —. — Будни Парижской Коммуны. В зеркале документов и воспоминаний. Сост. ред. и перевод —) Bp. 1973. Európa, 317 p.

PINTÉR ISTVÁN: *A baloldal küzdelme a szocialista munkásinternacionáléban a munkásegységért. 1933—1935*. (La lutte de la gauche dans l'internationale socialiste ouvrière pour l'unité des ouvriers. 1933—1935. — Борьба левых сил в социалистическом рабочем Интернационале за единство рабочего класса. 1933—1935 гг.) PtK 1973. Tom. 19. No. 4. pp. 74—116.

RÁNKI GYÖRGY: *A kapitalista gazdaság fejlődése Kelet- és Délkelet-Európa országaiban*. (Le développement de l'économie capitaliste aux pays de l'Europe orientale et sud-orientale. — Развитие капиталистической экономики в странах Восточной и Юговосточной Европы.) Bp. 1973. Tankönyvkiadó, 95 p. (Történelemtudomány — történelemtanítás 4.)

RÁNKI GYÖRGY: *A második világháború története*. Közrem. BOROS ZSUZSA. (L'histoire de la deuxième guerre mondiale. Avec la collab. de —. — История второй мировой войны. С участ. —) Bp. 1973. Gondolat, 653 p.

RITOÓK ZSIGMOND: *A görög énekmondók*. (Les chantes grecs — Старогреческие певцы.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 163 p.

*A római jog világa. Szemelvények*. Összeáll., bev., magyarázatok és jegyz. DRÓSDI GYÖRGY. (Le monde du droit romain. Choix. Réd., intr. expl. et annot. par —. — Мир римского права. Отрывки. Состав., введ., объяснения и примеч. —) Bp. 1973. Gondolat, 253 p., 4 t.

RYSZKA, FRANCISZEK: *Gondolatok a fasizmusról*. (Pensées sur le fascisme — Мысли о фашизме.) TSz 1972. Tom. 15. No. 1—2. pp. 138—153.

SIK ENDRE: *Fekete-Afrika története*. 4. köt. (L'histoire de l'Afrique Noire. 4<sup>e</sup> vol. —

История Черной Африки. Том 4.) Bp. 1973. Akadémiai Kiadó, 437 p. 4 t.

SOMOGYI ÉVA: *Königgrätz után*. (Après Königgrätz — После Садовы.) TSz 1972. Tom. 15. No. 1—2. pp. 111—137.

SZÁNTÓ GYÖRGY: *A Párizsi Kommun és a francia kommunista mozgalom*. (La Commune de Paris et le mouvement communiste français — Парижская Коммуна и французское коммунистическое движение.) A párizsi kommun pp. 71—87.

SZÉKELY GYÖRGY: *Bizánc és a Nyugat érintkezései*. (Les communications de Byzance avec l'Occident — Связи между Византией и Западом.) AT 1973. Tom. 20. No. 1. pp. 44—53.

SZÉKELY GYÖRGY: *Németország változásai Cranach életútján*. (Les changements de l'Allemagne au cours de la vie de Cranach — Видоизменения Германии, отраженные на жизненном пути Кранаха.) Száz 1973. Tom. 107. No. 2. pp. 303—328.

*A Szovjetunió Kommunista Pártjának története*. Szerk. biz. vez. B. N. PONOMARJOV. Kieg. és szerk. HANGAY SÁNDOR. (L'histoire du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Chef. du comité de réd. — Compl. et réd. par —. — История Коммунистической партии Советского Союза. Руков. редколлегии —. Дополн. и ред. —) Bp. 1972. Kossuth Kiadó, 911 p.

TEVAN ÁNDOR: *A könyv évezredes útja*. Bev. KELETI ARTHUR. 2. jav. rev. kiad. (Le livre au cours des siècles. Intr. par —. 2<sup>e</sup> éd. reman. abr. — Тысячи лет книгопечатания.) Bp. 1973. Gondolat, 295 p., 9 t.

TITO, JOSIP BROZ: *Válogatott beszédek*. (Discours choisis — Избранные речи.) Bp. 1973. Kossuth Kiadó, 376 p.

TOKODY GYULA: *A német konzervatív jobboldal és a polgári köztársaság kérdése 1918—1919-ben*. (Le problème de la droite conservatrice allemande et de la république bourgeoise en 1918—19. — Консервативные правые Германии и проблема буржуазной республики в 1918—1919 гг.) AUDhist 17. pp. 20—44.

TOKODY GYULA: *A porosz-német konzervativizmus politikai válsága és újjászervezésének kezdete 1918 novemberében*. (La crise politique du conservatisme prusso-allemand et les débuts de sa réorganisation en novembre 1918 — Политический кризис прусско-германского консерватизма и начало его воссоздания в ноябре 1918 г.) TSz 1972. Tom. 15. No. 1—2. pp. 48—74.

TÓTH LÁSZLÓ: *A nemzetközi politika fő irányzatai és az erőviszonyok alakulása a harmincas években*. (Les principales tendances de la politique internationale et la conjoncture de forces au cours des armées trente — Главные направления международной по-

литики и изменения в соотношении сил в тридцатые годы.) NMMT 334—354.

VARGA LAJOS: *A bolsevik párt megalakulása és harca a hatalomért.* (La formation du parti bolchévique et sa lutte pour le pouvoir — Возникновение большевистской партии и ее борьба за власть.) PtK 1973. Tom. 19. No. 4. pp. 117—148.

VOROSILOV, KLIMENT EFREMOVICS: *A marsall ifjúsága. Kliment Efremovics Vorosilov emlékiratai.* Ford. GERŐ ERNŐ. (La jeunesse du maréchal. Les mémoires de —. Trad. par —. — Молодость маршала. Воспоминания — Перевод —) Bp.—Uzsgorod 1973. Kossuth Kiadó—Kárpáti Kiadó, 383 p., 8 t.

WERTH, ALEXANDER: *Oroszország nagy háborúja. 1941—1945.* Ford. AUER KÁLMÁN. 2. kiad. (Russia at War. 1941—1945. Trad. par —. 2<sup>e</sup> éd. — Великая война России. 1941—1945 гг. Перевод —. Изд. второе.)

Bp. 1973. Kossuth Kiadó—Zrínyi Kiadó, 526 p.

WITTMAN TIBOR: *A latin-amerikai „feudalizmus” kialakulásának vitáskérdései.* XVI—XVII. század. (Les questions discutées de la formation du «féodalisme» latino-américain. XVI<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles. — Спорные вопросы возникновения феодализма в Латинской Америке. XVI—XVII вв.) Száz 1972. Tom. 106. No. 6. pp. 1293—1332.

WITTMAN TIBOR: *F. Vitoria y los derechos económicos de los españoles en las Indias.* (Витория и экономические права испанцев колониальной Латинской Америки.) AU-Szeghist 46. pp. 3—10.

ZSUKOV, GEORGIJ KONSZTANTINOVICS: *Emlékek, gondolatok.* Ford. GALSÁI PONGRÁCSE, KÁDAS GÉZA stb. 3. kiad. (Souvenirs, pensées. Trad. par —. 3<sup>e</sup> éd. — Воспоминания, мысли. Перевод —. Изд. третье.) Bp. 1970 (1973). Kossuth Kiadó—Zrínyi Kiadó, 549 p., 16 t.

# Liste des abréviations — Список сокращений

## Titres des recueils d'études

ÁéV	Ábránd és valóság. Tanulmányok Eötvös Józsefről) Illusions et réalité. Etudes sur —. — Мечтание и действительность. Статьи 00)	ЭН	Évezredek hétköznapijai (Jours ouvrables des millénaires — Будни в течение тысячелетий)
AnnBu	Az Egyetemi Könyvtár évkönyvei. Annales Bibliothecae Universitatis de Rolando Eötvös nominatae)	ЕМК	Elméleti és módszertani közlemények. 12. (Bulletin théorique et méthodologique. 12. — Теоретические и методологические сообщения. Том 12.)
AR	Alba Regia. Annales Musei Stephani Regis	FejérmÉvk	Fejér megye történeti évkönyv 6. (Annuaire historique du comitat Fejér 6. — Ежегодник по истории комитата Фейер. 6.)
Arrabona	A Győri Xántus János Múzeum évkönyve (Annuaire du Musée János Xántus de Győr — Ежегодник музея им Яноша Ксантиуса Г. Дьёр)	FoIA	Folia Archaeologica. A Magyar Nemzeti Múzeum évkönyve 24. Annuaire du Musée National Hongrois — Ежегодник по археологии Венгерского национального Музея.)
AUDmarx	Acta marxistica—leninistica	FUŐshaza	A finnugor őskaza nyomában (Sur les traces du pays d'origine des finno-ougriens — По следам прародины Финно-угров.)
AUSzhist	Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta historica	Hajdu-Bihar MMT	Tanulmányok és források Hajdú-Bihar megye munkásmozgalmának történetéhez. 2—3. (Etudes et sources relatives à l'histoire du mouvement ouv-
BpFt	Budapest. Fővárosunk története (Histoire de notre capitale — История венгерской столицы)		
Bptört	Budapest története. 2. (L'histoire de Budapest — История Будапешта)		

- rier du comitat Hajdú-Bihar — Исследования и источники к истории рабочего движения комитета Хайду-Бихар.)
- MMMEvk A Magyar Munkásmozgalmi Múzeum évkönyve. 1971—1972. (Annuaire du Musée du Mouvement Ouvrier Hongrois 1971—1972. — Ежегодник музея Венгерского рабочего движения. 1971—1972 гг.)
- NEhong Nouvelles études hongroises 7—8. (Новые Венгерские исследования. Тт. 7—8.)
- NMMT Népi kultúra, népi társadalom. A Magyar Tudományos Akadémia Néprajzi Kutató Csoportjának évkönyve. 7. (Culture populaire — société populaire. Annuaire du Groupe de recherches ethnographiques de l'Académie des Sciences de Hongrie. 7. — Культура Народная, общество народное.)
- NrÉ Néprajzi értesítő. A Néprajzi Múzeum évkönyve. 54. (Bulletin ethnographique. Annuaire du Musée Ethnographique. 54. — Ежегодник Этнографического Музея.)
- A párizsi kommun. Tanulmányok (La Commune de Paris. Etudes — Парижская Коммуна. Исследования.)
- PFPH Paysannerie française, paysannerie hongroise. XVI—XX<sup>e</sup> siècles (Крестьянство Французское, крестьянство Венгерское. XVI—XX вв.)
- StudCom Studia comitatensia. Tanulmányok Pest megye múzeumaiból. 2. (Etudes des musées du comitat Pest. 2. — Научные сообщения музеев комитата Пешт. Том 2.)
- TanM Tanulmányok a munkássztályról (Études sur la classe ouvrière — Исследования о рабочем классе.)
- Titres des revues et périodiques
- AA Acta Antiqua Academiae Scientiarum Hungariae
- AAr Acta Archaeologica Academiae Scientiarum Hungariae
- AE Archeologiai Értesítő (Bulletin d'archéologie — Археологический Быллетень)
- AH Acta Historica Academiae Scientiarum Hungariae
- AO Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungariae
- AT Antik Tanulmányok (Etudes antiques — Античные записки)
- AtSz Agrártörténeti Szemle (Revue d'Histoire Agricole — Вестник Аграрной Истории)
- ÉIT Élet és Tudomány (Vie et science)
- HK Hadtörténelmi Közlemények (Bulletin d'Histoire militaire — Военно-исторические Известия)
- ITK Irodalomtörténeti Közlemények (Bulletin d'Histoire littéraire — Известия по Истории Литературы)
- LK Levéltári Közlemények (Bulletin des Archives)
- LSz Levéltári Szemle (Revue des Archives — Архивное Обозрение)
- MT Magyar Tudomány (Science hongroise — Венгерская наука)
- NHQu The New Hungarian Quarterly (Новый Венгерский кварталный журнал)
- PtK Párttörténeti Közlemények (Bulletin d'Histoire du Parti — Известия по Истории Партии)
- Száz Századok (Siècles — Века) — Века)
- TSz Történelmi Szemle (Revue d'histoire — Историческое Обозрение)
- Vt Világtörténet (Histoire mondiale — Всенрная история)



## AUTEURS DU PRÉSENT NUMERO

*K. Benda*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *A. Degré*, candidat ès sciences historiques, archiviste en chef aux Archives Nationales du comitat Zala — *P. Hanák*, candidat ès sciences historiques, chef de section à l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *J. Jemnitz*, docteur ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *G. Jeszenszky*, chercheur scientifique — *L. Kerekes*, docteur ès sciences historiques, directeur de l'Institut Hongrois de Berlin — *D. Kosáry*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *L. Menyhért*, adjoint à l'Université Lajos Kossuth de Debrecen — *L. Mészáros*, historien (École Supérieure Gy. Juhász de Szeged) — *F. Mucsi*, candidat ès sciences historiques, directeur adjoint de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *E. Niederhauser*, docteur ès sciences historiques, professeur à l'Université Lajos Kossuth de Debrecen, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *L. Pál*, collaborateur scientifique de la Société Hongroise d'Histoire — *A. Pók*, chercheur auxiliaire à l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *P. Pritz*, chercheur scientifique — *M. Ormos*, candidate ès sciences historiques, collaboratrice en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *I. Ress*, archiviste aux Archives Nationales — *B. Sarlós*, docteur ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *E. Strassenreiter*, collaboratrice scientifique de l'Institut d'Histoire du Parti.

*Printed in Hungary*

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója — Műszaki szerkesztő: Botyánszky Pál  
A kézirat nyomdába érkezett: 1975. IX. 15. — Terjedelem: 23,75 (A/5) ív 2 ábra

---

76.2283 Akadémiai Nyomda, Budapest — Felelős vezető: Bernát György

## INDEX

### ETUDES

<i>P. Hanák: Antezedenzien des Osterartikels Deáks</i> .....	271
<i>П. Ханак: Предпосылки пасхальной статьи ф. Деака</i> .....	271
<i>B. Sarlós: Das Rechtswesen in Ungarn 1848—1918</i> .....	309
<i>Б. Шарлош: Развитие права в Венгрии в 1848—1918 гг.</i> .....	309
<i>L. Kerekes: Wirtschaftliche und soziale Lage Österreichs nach dem Zerfall der Doppelmonarchie</i> .....	349
<i>Л. Керекеш: Экономическое и общественное положение в Австрии после распада Австро-Венгерской монархии</i> .....	349
<i>D. Kosáry: Les antécédents de la Révolution Industrielle en Hongrie: hypothèses et réalités</i> .....	365

### COMMUNICATIONS

<i>G. Jeszenszky: Hungary and the Times during the Political Crisis of 1904—1906</i> .....	377
--	-----

### RAPPORT SUR LES RECHERCHES

<i>P. Sándor: Ergebnisse der Grundbesitzregulierungen in Ungarn im Lichte dreier Quellen</i> .....	411
--	-----

### NOTES CRITIQUES

<i>Responsabilité scientifique ou jeu avec les mots? Remarques a propos d'un compte-rendu de C. C. Giureso (L. Makkai)</i> .....	433
--	-----

### COMPTE RENDU DE LIVRES

<i>E. Zöllner: Geschichte Österreichs. Von den Anfängen bis zur Gegenwart (E. Niederhauser)</i> .....	439
<i>Краткая история СССР. I. С древнейших времен до Великой Октябрьской социалистической революции. II. От Великой Октябрьской социалистической революции до наших дней. (Л. Меньхарт—Э. Нидерхаузер)</i> .....	445
<i>A. v. Reden: Landständische Verfassung und fürstliches Regiment in Sachsen-Lauenburg (1543—1689) (K. Benda)</i> .....	455
<i>W. M. Johnston: The Austrian Mind (A. Pók)</i> .....	458
<i>Staatsgründungen und Nationalitätenprinzip (E. Niederhauser)</i> .....	463
<i>Энгельс и проблемы исторической науки (Я. Емниц)</i> .....	465

\*

<i>E. Fügedi: Mein Herr, mein König (L. Mészáros)</i> .....	469
<i>Amtsanweisungen in Ofenpest im 18. Jh. (A. Degré)</i> .....	470
<i>Д. Фаркаш: Венгерская социал-демократическая партия и аграрный вопрос (Э. Шмрассенрейтер)</i> .....	473
<i>Zs. Kende: Gründung des Galilei-Kreises (F. Mucsi)</i> .....	478
<i>L. Tilkovszky: SS-Werbung in Ungarn (M. Ormos)</i> .....	480
<i>Geschichtswissenschaft — Geschichtsunterricht. Folge I—VI (P. Prütz)</i> .....	483

### CHRONIQUE

<i>Les vingt-cinq ans de l'Institut des Sciences Historiques (L. Pál) — Séance scientifique à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la réorganisation des Archives Nationales Hongroises (I. Ress)</i> .....	489
--	-----

### BIBLIOGRAPHIE

<i>Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1973</i> .....	509
<i>Библиография избранных работ по истории, вышедших в Венгрии в 1973 г.</i> .....	509

# STUDIES ON THE HISTORY OF TRADE UNIONS IN HUNGARY

edited by A. ZSILÁK and E. KABOS

This volume of studies gives a comprehensive picture of the hundred years of the trade union movement in Hungary. — The Hungarian trade union movement was formed and developed under the influence of international stimulations, and in adjustment to special home conditions. Several studies examine the similarities and the differences between the home and the international trade union movements. One of the studies demonstrates the relations between the trade union movement and the Social Democratic Party, another one discusses its relation to the Communist Party. The history of the movement is examined from other points of view too. The position and the role of the trade unions was of course considerably changed at the time when the working class came into power. Three studies deal with this question on the basis of the experiences gained by the Hungarian Soviet Republic in 1919 and in the period after 1945. A short biographical section at the end of the volume introduces the authors.

*In English · Approx. 290 pages · Cloth*

# STUDIES ON THE HISTORY OF THE HUNGARIAN WORKING-CLASS MOVEMENT (1867-1966)

edited by H. VASS

The volume is made up of twelve studies which acquaint the reader with the struggles of the Hungarian working class. The authors examine the development of the Hungarian workers' parties and their activities, they discuss the problems related to the 1919 Republic of Councils, the relation between the communist movement and the national minority question, and finally they deal with the great transformation that took place following the liberation. The book includes an extensive bibliography and a name index.

*In English · Approx. 420 pages · Cloth*  
*ISBN 963 05 0484 7*



AKADÉMIAI KIADÓ  
*Budapest*

*«Acta Historica»* публикуют трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском и немецком языках.

*«Acta Historica»* выходят отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год. Подписная цена — \$ 32.00 за том

Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

---

The *Acta Historica* publish papers on history in French, English, Russian and German.

The *Acta Historica* appear in issues of various size making up volumes. One volume of 400—500 pages appears every year. The rate of subscription is \$ 32.00 a volume.

Orders may be placed with “Kultúra” Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest 62, POB. 149) or with representatives abroad.

---

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, deutscher, russischer und englischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25—30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Abonnementspreis pro Band: \$ 32.00.

Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Außenhandels-Unternehmen «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

Reviews of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable  
at the following addresses:

**AUSTRALIA**

C. B. D. Library and Subscription  
Service  
Box 4886, G. P. O.  
Sydney N. S. W. 2001  
Cosmos Bookshop  
145 Acland St.  
St. Kilda 3182

**AUSTRIA**

Globus  
Höchstädtplatz 3  
A-1200 Wien XX

**BELGIUM**

Office International de Librairie  
30 Avenue Marnix  
1050-Bruxelles  
Du Monde Entier  
162 Rue du Midi  
1000-Bruxelles

**BULGARIA**

Hemus  
Bulvar Ruszki 6  
Sofia

**CANADA**

Pannonia Books  
P. O. Box 1017  
Postal Station "B"  
Toronto, Ont. M5T 2T8

**CHINA**

CNPICOR  
Periodical Department  
P. O. Box 50  
Peking

**CZECHOSLOVAKIA**

Mad'arská Kultura  
Národní třída 22  
115 66 Praha  
PNS Dovož tisku  
Vinohradská 46  
Praha 2  
PNS Dovož tlače  
Bratislava 2

**DENMARK**

Ejnar Munksgaard  
Nørregade 6  
DK-1165 Copenhagen K

**FINLAND**

Akateeminen Kirjakauppa  
P. O. Box 128  
SF-00101 Helsinki 10

**FRANCE**

Office International de  
Documentation et Librairie  
48 Rue Gay Lussac  
Paris 5  
Librairie Lavoisier  
11 Rue Lavoisier  
Paris 8  
Europeriodiques S. A.  
31 Avenue de Versailles  
78170 La Celle St. Cloud

**GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC**

Haus der Ungarischen Kultur  
Karl-Liebknecht-Strasse 9  
DDR-102 Berlin  
Deutsche Post  
Zeitungsvertriebsamt  
Strasse der Pariser Kommune 3-4  
DDR-104 Berlin

**GERMAN FEDERAL REPUBLIC**

Kunst und Wissen  
Erich Bieber  
Postfach 46  
7 Stuttgart 5

**GREAT BRITAIN**

Blackwell's Periodicals  
P. O. Box 40  
Hythe Bridge Street  
Oxford OX1 2EU  
Collet's Holdings Ltd.  
Denington Estate  
London Road  
Wellingborough Northants NN8 2QT  
Bumpus Haldane and Maxwell Ltd.  
5 Fitzroy Square  
London W1P 5AH  
Dawson and Sons Ltd.  
Cannon House  
Park Farm Road  
Folkestone, Kent

**HOLLAND**

Swets and Zeitlinger  
Heereweg 347b  
Lisse  
Martinus Nijhoff  
Lange Voorhout 9  
The Hague

**INDIA**

Hind Book House  
66 Babar Road  
New Delhi 1  
India Book House  
Subscription Agency  
249 Dr. D. N. Road  
Bombay 1

**ITALY**

Santo Vansia  
Via M. Macchi 71  
20124 Milano  
Libreria Commissionaria Sansoni  
Via Lamarmora 45  
50121 Firenze

**JAPAN**

Kinokuniya Book-Store Co. Ltd.  
826 Tsunohazu 1-chome  
Shinjuku-ku  
Tokyo 160-91  
Maruzen and Co. Ltd.  
P. O. Box 5050  
Tokyo International 100-31  
Nauka Ltd.-Export Department  
2-2 Kanda  
Jinbocho  
Chiyoda-ku  
Tokyo 101

**KOREA**

Chulpanmul  
Phenjan

**NORWAY**

Tanum-Cammermeyer  
Karl Johansgaten 41-43  
Oslo 1

**POLAND**

Węgierski Instytut Kultury  
Marszałkowska 80  
Warszawa  
BKWZ Ruch  
ul. Wronia 23  
00-840 Warszawa

**ROUMANIA**

D. E. P.  
București  
Romlibri  
Str. Biserica Amzei 7  
București

**SOVIET UNION**

Sojuzpechatj - Import  
Moscow  
and the post offices in  
each town  
Mezhdunarodnaya Kniga  
Moscow G-200

**SWEDEN**

Almqvist and Wiksell  
Gamla Brogatan 26  
S-101 20 Stockholm  
A. B. Nordiska Bokhandeln  
Kungsgatan 4  
101 10 Stockholm 1 Fack

**SWITZERLAND**

Karger Libri AG.  
Arnold-Böcklin-Str. 25  
4000 Basel 11

**USA**

F. W. Faxon Co. Inc.  
15 Southwest Park  
Westwood, Mass. 02090  
Stechert-Hafner Inc.  
Serials Fulfillment  
P. O. Box 900  
Riverside N. J. 08075  
Fam Book Service  
69 Fifth Avenue  
New York N. Y. 10003  
Maxwell Scientific International Inc.  
Fairview Park  
Elmsford N. Y. 10523  
Read More Publications Inc.  
140 Cedar Street  
New York N. Y. 10006

**VIETNAM**

Xunhasaba  
32, Hai Ba Trung  
Hanoi

**YUGOSLAVIA**

Jugoslovenska Knjiga  
Terazije 27  
Beograd  
Forum  
Vojvoda Mišića 1  
21000 Novi Sad

# ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE  
ЖУРНАЛ БЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК  
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES  
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE  
DER WISSENSCHAFTEN

TOMUS XXI



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST  
1975

## INDEX

<i>P. Zs. Pach—Gy. Ránki: Les 25 ans de l'Institut des Sciences Historiques</i> .....	1
---	---

### ETUDES

<i>I. Gonda: The Austro—Hungarian Monarchy and the Unrestricted Submarine Warfare</i> .....	53
<i>И. Гонда: Неограниченная подводная война и Австро—Венгерская Монархия</i> .....	53
<i>P. Hanák: Antezedenzien des Osterartikels Deáks</i> .....	271
<i>И. Ханак: Предпосылки пасхальной статьи Ф. Деака</i> .....	271
<i>L. Kerekes: Wirtschaftliche und soziale Lage Österreichs nach dem Zerfall der Doppelmonarchie</i> .....	349
<i>Л. Керекеш: Экономическое и общественное положение в Австрии после Австро—Венгерской Монархии</i> .....	349
<i>D. Kosáry: Les antécédents de la Révolution Industrielle en Hongrie; hypothèses et réalités</i> .....	365
<i>B. Sarlós: Das Rechtswesen in Ungarn 1848—1918</i> .....	309
<i>Б. Шарлош: Развитие права в Венгрии в 1848—1918 гг.</i> .....	309
<i>É. Somogyi: Plane zur Neugestaltung der Habsburger Monarchie nach dem Preußisch—Österreichischen Krieg von 1866</i> .....	17
<i>Е. Шомоди: Планы реорганизации монархии Габсбургов после австропрусской войны 1866 г.</i> .....	17
<i>Gy. Tokody: Zum Dilemma der Annahme oder Zurückweisung von Versailles</i> .....	99
<i>Д. Токоди: К дилемме принятия или непринятия Версальского мирного договора</i> .....	99

### COMMUNICATIONS

<i>W. Endrei: English Kersey in Hungary</i> .....	123
<i>F. Glatz: Bürgerliche Entwicklung, Assimilation und Nationalismus in Ungarn im 19. Jahrhundert</i> .....	153
<i>G. Jeszenszky: Hungary and The Times during the Political Crisis of 1904—1906</i> .....	377

### RAPPORT SUR LES RECHERCHES

<i>P. Sándor: Ergebnisse der Grundbesitzregulierungen in Ungarn im Lichte dreier Quellen</i> .....	411
<i>P. Sipos: Factory-History and the History of Labour Movement in Hungary</i> .....	171

### DOCUMENTS

<i>Gy. Lútván: Documents des relations franco—hongroises des années 1917—1918</i> .....	183
---	-----

### NOTES CRITIQUES

<i>Responsabilité scientifique ou jeu avec les mots? Remarques à propos d'un compte-rendu de C. C. Giuresco (L. Makkai)</i> .....	433
---	-----



## COMPTE RENDU DE LIVRES

<i>A. Ascher</i> : Pavel Axelrod and the Development of Menshevism ( <i>J. J.</i> )	209
Энгельс и проблемы исторической науки ( <i>Я. Емниц</i> )	465
<i>M. Glettler</i> : Die Wiener Tschechen um 1900. Strukturanalyse einer nationalen Minderheit in der Großstadt ( <i>L. Kerekes</i> )	213
<i>W. M. Johnston</i> : The Austrian Mind ( <i>A. Pók</i> )	458
Кратная история СССР. I. С. древнейших времен до Великой Октябрьской социалистической революции до наших дней. ( <i>Л. Меньхарт—Э. Худерхаузер</i> )	445
<i>J. Mirnić</i> : Die Deutschen der Batschka im zweiten Weltkrieg ( <i>L. Tilkovszky</i> )	216
<i>J. Petersen</i> : Hitler—Mussolini. Die Entstehung der Achse Berlin—Rom ( <i>L. K.</i> )	214
<i>A. v. Reden</i> : Landständische Verfassung und fürstliches Regiment in Sachsen-Lauenburg. 1543—1689. ( <i>K. Benda</i> )	455
Staatsgründungen und Nationalitätenprinzip ( <i>E. Niederhauser</i> )	463
<i>G. Woodcock</i> : Anarchism ( <i>J. Jemnitz</i> )	209
<i>E. Zöllner</i> : Geschichte Österreichs. Von den Anfängen bis zur Gegenwart ( <i>E. Niederhauser</i> )	439

\*\*\*

Amtsanweisungen in Ofenpest im 18. Jahrhundert ( <i>A. Degré</i> )	470
Aus der Vergangenheit des Komitats Somogy ( <i>K. T. Mérey</i> )	243
<i>G. Barta—A. Fekete Nagy</i> : Der Bauernkrieg im Jahre 1514 ( <i>V. Bácskai</i> )	219
<i>Gy. Bánis</i> : Intellectuels de formation juridique dans la Hongrie d'avant 1526 ( <i>G. Barta</i> )	223
<i>Д. Фаркаш</i> : Венгерская социал-демократическая партия и аграрный вопрос ( <i>Э. Штрассенрейтер</i> )	473
<i>E. Fügedi</i> : Mein Herr, mein König ( <i>L. Mészáros</i> )	469
Geschichtswissenschaft — Geschichtsunterricht. Folge I—VI. ( <i>P. Prüz</i> )	483
<i>J. Jemnitz</i> : The Danger of War and the Second International 1911 ( <i>I. Gonda</i> )	236
<i>Zs. Kakuk</i> : Recherches sur l'histoire de la langue osmanlie des XVI <sup>e</sup> et XVII <sup>e</sup> siècles ( <i>K. Hegyi</i> )	226
<i>Zs. Kende</i> : Gründung des Galilei-Kreises ( <i>F. Mucsi</i> )	478
<i>E. Palotás</i> : Die Balkanfrage in der österreichisch—ungarischen und in der russischen Diplomatie am Ende des 19. Jahrhunderts ( <i>Z. Szász</i> )	234
Революция и национальный вопрос ( <i>Ф. Глац</i> )	230
<i>Gy. Rózsa—Gy. Spira</i> : 1848 mit den Augen der Zeitgenossen ( <i>A. Gergely</i> )	227
Статьи по истории производственных кооперативов ( <i>П. Гунст</i> )	241
<i>É. Teleki</i> : Arrow-Cross Rule in Hungary (October 16, 1944 to April 4, 1945) ( <i>L. Tilkovszky</i> )	237
<i>L. Tilkovszky</i> : SS-Werbung in Ungarn ( <i>M. Ormos</i> )	480

## CHRONIQUE

Les vingt-cinq ans de l'Institut des Sciences Historiques ( <i>L. Pál</i> ) — Séance scientifique à l'occasion du 100 <sup>e</sup> anniversaire de la réorganisation des Archives Nationales Hongroises ( <i>L. Ress</i> )	489
--	-----

## BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1972	247
Библиография избранных работ по истории, вышедших в Венгрии в 1972 г.	247
Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1973	509
Библиография избранных работ по истории, вышедших в Венгрии в 1973 г.	509

